1935. No. 1.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLTIE van 4 Januari 1935 No. 42, *bevelende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van 27 Februari 1934 (Staatsblad No. 82), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 8 Maart 1933 te Londen tusschen Nederland en Estland gesloten verdrag betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën van 30 November 1934, 1e en 7e Afdeeling No. 15/628, waarbij, ter bekendmaking o.m. van het na te melden Koninklijk Besluit, is toegezonden een exemplaar van het Staatsblad No. 82 van 1934, waarin is opgenomen het Koninklijk Besluit van 27 Februari 1934, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 8 Maart 1933 te Londen tusschen Nederland en Estland gesloten verdrag betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken ;

Gelezen de resolutie van 6 Juli 1928 No. 2325 ;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk Besluit, het daarin genoemd verdrag, alsmede de vertaling daarvan, benevens afschrift van deze resolutie, in het *Gouvernementsblad* zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 4den Januari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 9den Januari 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Wij WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Gezien het op 8 Maart 1933 te *Londen* tusschen *Nederland* en *Estland* gesloten verdrag, betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken, van welk verdrag een afdruk en eene vertaling bij dit besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat de akten van bekrachtiging van dat verdrag op 5 Januari 1934 te *Londen* zijn uitgewisseld;

Overwegende mede, dat het verdrag, overeenkomstig artikel 18, voor het Rijk in *Europa* zal in werking treden op 6 Maart 1934;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 23sten Februari 1934, Directie van het Protocol, n°. 6760;

Hebben goedgevonden en verstaan:

meergenoemd verdrag, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekend maken door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen

Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 27sten Februari 1934.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *tweeden* Maart 1934.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière penale entre les Pays-Bas et l'Estonie.

SA MAJESTE LA REINE DES PAYS-BAS

et

LE CHEF DE LA REPUBLIQUE D'ESTONIE,

ayant résolu d'un commun accord de conclure une convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale,

ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Jonkheer R. DE MAREES VAN SWINDEREN, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

le Chef de la République d'Estonie:

Monsieur O. KALLAS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Estonie;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

Le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement d'Estonie s'engagent à se livrer réciproquement, suivant les règles déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs propres nationaux, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits énumérés à l'article 2, commis hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée, si le fait commis, selon la législation l'Etat requis, est compris également dans les faits punissablés énumérés ci-après. L'extradition d'un sujet d'un tiers Etat pourra être refusée au cas où cet Etat est en guerre avec l'Etat requérant.

Néanmoins, lorsque le fait motivant la demande d'extradition, aura été commis hors du territoire du Gouvernement requérant,

il ne sera donné suite à cette demande que si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Article 2.

Les faits punissables qui pourront donner lieu à une demande d'extradition, sont les suivants:

1°. *a.* attentat contre la vie ou la liberté du Roi, de la Reine régnante, du Régent, du Chef d'Etat ou d'un autre Chef d'un Etat ami, ou entrepris dans le dessein de les rendre incapables de régner ou de gouverner;

b. attentat contre la vie ou la liberté de la Reine non régnante, de l'héritier présomptif du trône ou d'un membre de la famille souveraine;

2°. meurtre ou assassinat, meurtre ou assassinat commis sur un enfant;

3°. menaces, faites par écrit et sous une condition déterminée;

4°. avortement, procuré par la femme enceinte ou par d'autres;

5°. coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation, ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner;

6°. viol; attentat à la pudeur; le fait d'avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec une fille ou une femme au dessous de l'âge de quatorze ans, ou avec une femme au dessus de cet âge, lorsque le coupable sait qu'elle est évanouie ou sans connaissance; actes d'immoralité, lorsque le coupable sait que la personne avec laquelle il les commet, est évanouie ou sans connaissance, ou lorsque cette personne n'a pas atteint l'âge de quatorze ans; excitation d'une personne au dessous de cet âge à commettre ou à subir des actes d'immoralité ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers; la débauche commise par une personne d'âge majeure avec un mineur du même sexe; la débauche commise avec des personnes qui sont placées sous la garde ou sous l'autorité de l'auteur; la traite des femmes et la traite des mineurs du sexe masculin;

7°. excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour objet de favoriser la débauche de mineurs;

8°. bigamie;

9°. enlèvement, resel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant;

10°. enlèvement de mineurs;

11°. tous les faits frauduleux de fabrication ou d'altération de monnaie, quel que soit le moyen employé pour produire le résultat; la mise en circulation frauduleuse de fausse monnaie; les faits, dans le but de la mettre en circulation, d'introduire dans le pays ou de recevoir ou de se procurer de la fausse monnaie, sachant qu'elle est fausse; les faits frauduleux de fabriquer, de recevoir ou de se procurer des instruments ou d'autres objets destinés par leur nature à la fabrication de fausse monnaie ou à l'altération des monnaies.

Dans la présente convention, le mot ,,monnaie'' s'entend de la monnaie-papier, y compris les billets de banque et de la monnaie métallique, ayant cours en vertu d'une loi;

12°. contrefaçon ou falsification de timbres et de marques de l'Etat ou de timbres, qui y sont assimilés à cet égard, ou de marques d'ouvrier exigées par la loi;

13°. faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée;

14°. faux serment;

15°. corruption de fonctionnaires publics; concussion, détournement commis par des fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels;

16°. incendie allumé à dessein, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui; incendie allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contract à la grosse;

17°. destruction illégale commise à dessein d'un édifice appartenant en tout ou en partie à un autre ou d'un édifice ou d'une construction lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui;

18°. actes de violence commis en public, à forces réunies, contre des personnes ou des biens;

19°. le fait illégal commis à dessein de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui;

20°. émeute et insurbordination des passagers à bord d'un navire contre le capitaine et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs;

21°. le fait commis à dessein d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer;

22°. vol;

23°. escroquerie;

24°. abus d'un blanc-seing;

25°. détournement;

26°. banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

L'extradition ne sera accordée pour les faits ci-dessus énumérés que s'ils entraînent dans les deux pays contractants une peine maximum d'un an d'emprisonnement au moins.

Article 3.

L'extradition n'aura pas lieu:

1°. lorsque le fait a été commis dans un pays tiers et que le Gouvernement de ce pays requiert l'extradition;

2°. aussi longtemps, que l'individu réclamé est poursuivi pour le même fait dans le pays, auquel l'extradition est demandée, ou si à raison de ce fait il y a été définitivement condamné, absous ou acquitté;

3°. si, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, la prescription de l'action ou de la peine est acquise avant l'arrestation de l'individu réclamé, ou, l'arrestation n'ayant pas encore en lieu, avant qu'il n'ait été cité devant le tribunal pour être entendu.

Article 4.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande

d'extradition, son extradition ne sera accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est démandée, et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié. Toutefois, afin de comparaître devant les tribunaux du pays requérant, un individu rèclamé pourra être livré temporairement à la condition qu'il sera renvoyé aussitôt que la poursuite sera finie.

Article 5.

Il est expressément stipulé que l'individu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque non prévu par la présente convention et antérieur à son extradition, et, sans le consentement de celui qui a accordé l'extradition, ni poursuivi ni puni pour un fait prèvu par la présente convention et antérieur à son extradition autre que celui ayant motivé l'extradition, ni extradé à un Etat tiers, à moins qu'il n'ait eu en tout cas la pleine liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Article 6.

Les dispositions de la présente convention ne sont point applicables aux délits politiques. Il appartiendra à l'Etat saisi de la demande d'extradition de décider si un délit est à considérer comme ayant un caractère politique. La personne qui a été extradée à raison de l'un des faits de droit commun mentionnés à l'article 2, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable délit politique.

Article 7.

L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation de l'Etat qui fait la demande, et indiquant suffisamment le fait dont il s'agit, pour mettre l'Etat requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la présente convention, ainsi que la disposition

pénale qui lui est applicable. Les pièces qui ne sont pas rédigées en langue française, devront être accompagnées d'une traduction française.

Article 8.

Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'Etat requérant, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise.

Article 9.

En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu, dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente convention, pourra être demandée:

du côté des Pays-Bas par tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire);

du côté de l'Estonie par les préfets de police et les commissaires de police criminelle.

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Article 10.

L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté, si dans le délai de vingt jours après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente convention, n'a pas été faite.

Article 11.

Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale non-politique, un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays, où les témoins seront invités à comparaître. En cas d'urgence toutefois une commission rogatoire pourra être directement adressé par l'autorité judiciaire dans l'un des Etats à l'autorité judiciaire dans l'autre Etat.

Toute commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.

Article 12.

Si dans une cause pénale non-politique la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite et en cas de consentement, il lui sera accordée des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le Gouvernement requerant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Ce témoin perdra toutefois cet avantage s'il ne quitte pas de son propre gré le territoire de l'Etat requérant dans une semaine du moment où sa présence devant les instances judiciaires n'était plus nécessaire.

Article 13.

Lorsque dans une cause pénale non-politique la confrontation de criminels, détenus dans l'autre Etat, ou bien la communication de pièces à conviction ou de documents, qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces dans le plus bref délai possible.

Article 14.

Le transit, à travers le territoire de l'un des Etats contractants, d'un individu livré par une tierce Puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 3 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais du transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Article 15.

Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires, du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces à conviction ou des documents.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

Article 16.

Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, et sans restitution de frais toutes les sentences de condamnations ayant obtenu force de chose jugée, par rapport à des faits punissables de toute sorte, à l'exception des contraventions, prononcées par la Justice d'un des deux Etats contre des ressortissants de l'autre Etat.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par la voie diplomatique, au Gouvernement du pays, auquel appartient le condamné, d'une expédition authentique ou d'un extrait de la décision définitive ou d'un extrait du casier judiciaire, accompagné d'une traduction française, si ladite pièce est rédigée en une autre langue.

Article 17.

Les stipulations de la présente convention seront applicables également aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao, sauf l'observation des dispositions à établir ultérieurement par des notes à échanger entre les deux Etats et dont la nécessité pourrait s'imposer par la législation en vigueur dans ces territoires d'outremer.

Les modalités des demandes prévues par le présent traité et émanant des autorités de ces territoires ou adressées à celles-ci, seront également réglées par ces notes. Par dérogation à l'article 10 le délai pour la mise en liberté sera de trois mois.

Article 18.

La présente convention sera ratifiée et elle entrera en vigueur le soixantième jour après l'échange des ratifications qui aura lieu à Londres.

Elle ne sera exécutoire dans les territoires du Royaume des Pays-Bas, situés hors de l'Europe, visés à l'article 17, qu'à la date à fixer dans les notes à échanger selon cet article.

Article 19.

Chacune des Parties contractantes pourra en tout temps dénoncer la présente convention, en prévenant l'autre partie de son intention six mois à l'avance.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Londres, le 8 mars 1933.

(*L.S.*) R. de Marees van Swinderen.

(*L.S.*) O. Kallas.

Verdrag betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken tusschen Nederland en Estland.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden

en

het Hoofd van de Republiek Estland:

in gemeenschappelijk overleg overeengekomen zijnde een verdrag betreffend uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken te sluiten,

hebben te dien einde tot Hunne gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

Jonkheer R. DE MAREES VAN SWINDEREN, Hoogstderzelver buitengewoon Gezant en gevolmachtigd Minister;

het Hoofd van de Republiek Estland:

den heer O. KALLAS, buitengewoon Gezant en gevolmachtigd Minister van Estland;

die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld en deze in goede orde te hebben bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De Regeering van Nederland en de Regeering van Estland verbinden zich aan elkander uit te leveren, volgens de bij de volgende artikelen vastgestelde regelen, met uitzondering van hare eigen onderdanen, de personen die veroordeeld of verdacht zijn wegens een der in artikel 2 vermelde feiten, gepleegd buiten het grondgebied van den Staat aan welken de uitlevering wordt gevraagd, indien het gepleegde feit, naar de wetgeving van den aangezochten Staat, eveneens valt onder de hierna vermelde strafbare feiten. De uitlevering van een onderdaan van een derden Staat kan geweigerd worden wanneer die Staat in oorlog is met den aanvragenden Staat.

Indien evenwel het aan de uitleveringsaanvraag ten grondslag liggende feit begaan is buiten het grondgebied van de aanvragende Regeering, zal aan deze aanvraag slechts gevolg worden gegeven wanneer de wetgeving van het aangezochte land vervolging van dezelfde strafbare feiten, buiten zijn grondgebied begaan, toelaat.

Artikel 2.

De strafbare feiten die aanleiding kunnen geven tot eene uitleveringsaanvraag, zijn de volgende:

1°. *a.* aanslag op het leven of de vrijheid van den Koning, van de regeerende Koningin, van den Regent, van het Hoofd van den Staat of van een ander Hoofd van een bevrienden Staat, of een aanslag ondernomen met het oogmerk hen tot regeeren of besturen ongeschikt te maken;

b. aanslag op het leven of de vrijheid van de niet-regeerende Koningin, van den vermoedelijken troonopvolger of van een lid van het Vorstelijk Huis;

2°. doodslag of moord; kinderdoodslag of kindermoord;

3°. bedreigingen, schriftelijk en onder eene bepaalde voorwaarde gedaan;

4°. het opzettelijk veroorzaken van de afdrijving der vrucht van eene vrouw door haar zelve of door anderen;

5°. opzettelijk met voorbedachten rade toegebrachte slagen of verwondingen, die eene klaarblijkelijk ongeneeslijke ziekte, eene voortdurende ongeschiktheid tot persoonlijken arbeid, het verlies van het algeheel gebruik van een lichaamsdeel, een zware verminking of den dood zonder dien te hebben willen veroorzaken, ten gevolge hebben;

6°. verkrachting; feitelijke aanranding van de eerbaarheid; het feit van buiten echt vleeschelijke gemeenschap hebben met een meisje of eene vrouw beneden den leeftijd van veertien jaren of met eene vrouw boven dien leeftijd, wanneer de schuldige weet dat zij in staat van bewusteloosheid of onmacht verkeert; ontuchtige handelingen, wanneer de schuldige weet dat de persoon met welke hij ze pleegt, in staat van bewusteloosheid of onmacht verkeert, of wanneer die persoon den leeftijd van veertien jaren niet heeft bereikt; opwekking van een persoon beneden dien leeftijd tot het plegen of dulden van ontuchtige handelingen of tot vleeschelijke gemeenschap met een derde

buiten echt; ontucht gepleegd door een meerderjarig persoon met een minderjarige van hetzelfde geslacht; ontucht gepleegd met personen die onder de hoede of onder het gezag van den dader gesteld zijn; de handel in vrouwen en de handel in minderjarigen van het mannelijk geslacht;

7°. opwekking van minderjarigen tot ontucht en iedere daad welke ten doel heeft de ontucht van minderjarigen te begunstigen;

8°. dubbel huwelijk;

9°. oplichting, wegvoering, verberging, wegmaking of onderschuiving van een kind;

10°. oplichting of wegvoering van minderjarigen;

11°. iedere bedriegelijke vervaardiging of verandering van munt, welk middel ook gebezigd moge zijn om het resultaat te verkrijgen; het bedriegelijk in omloop brengen van valsche munt; het binnen het land invoeren of het ontvangen of zich verschaffen van valsche munt, waarvan men weet dat zij valsch is, teneinde deze in omloop te brengen; het bedriegelijk vervaardigen, ontvangen of zich verschaffen van werktuigen of andere voorwerpen, welke naar hun aard bestemd zijn voor de vervaardiging van valsche munt of voor de verandering van munt.
In dit verdrag wordt onder het woord ,,munt'' verstaan papiergeld, waaronder begrepen bankbiljetten, en metalen geld, welke wettig betaalmiddel zijn;

12°. het namaken of vervalschen van zegels en Rijksmerken of van te dezen opzichte daarmede gelijk te stellen zegels of van meesterteekenen die door de wet worden gevorderd;

13°. valschheid in geschriften en het met opzet gebruik maken van het valsche of vervalschte geschrift;

14°. meineed;

15°. omkooping van openbare ambtenaren, knevelarij, verduistering door ambtenaren of daarmede gelijkgestelden;

16°. opzettelijke brandstichting, indien daarvan gemeen gevaar voor goederen of levensgevaar voor een ander te duchten is; brandstichting met het oogmerk om zich of een ander, ten nadeele van den verzekeraar of van den wettigen houder van een bodemerijbrief, wederrechtelijk te bevoordeelen;

17°. opzettelijke en wederrechtelijke vernieling van een gebouw, hetwelk in zijn geheel of gedeeltelijk aan een ander toebehoort of van een gebouw of getimmerte, indien daarvan gemeen gevaar voor goederen of levensgevaar voor een ander te duchten is;

18°. openlijk geweld met vereenigde krachten tegen personen of goederen;

19°. het opzettelijk en wederrechtelijk doen zinken of doen stranden, vernielen, onbruikbaar maken of beschadigen van een vaartuig, indien daarvan levensgevaar voor een ander te duchten is;

20°. muiterij en verzet van passagiers aan boord van een schip tegen den schipper en van mindere schepelingen jegens hunne meerderen in rang;

21°. het opzettelijk doen ontstaan van gevaar voor een spoortrein;

22°. diefstal;

23°. oplichting;

24°. misbruik van eene handteekening in blanco;

25°. verduistering;

26°. bedriegelijke bankbreuk.

Onder de voorgaande benamingen zijn begrepen de poging en de medeplichtigheid, voorzoover zij strafbaar gesteld zijn bij de wetgeving van het land, aan hetwelk de uitlevering wordt gevraagd.

De uitlevering zal voor de bovengenoemde feiten slechts worden toegestaan, indien in de beide verdragsluitende landen daarop eene maximum-straf van minstens een jaar gevangenis is gesteld.

Artikel 3.

De uitlevering zal niet plaats hebben:

1°. indien het feit begaan is in een derden Staat en de Regeering van dien Staat de uitlevering aanvraagt;

2°. zoolang de opgeëischte persoon voor hetzelfde feit wordt vervolgd in den Staat, aan welken de uitlevering wordt aangevraagd, of indien hij er, wegens dat feit, onherroepelijk is veroordeeld, ontslagen van rechtsvervolging of vrijgesproken;

3°. indien, naar de wetgeving van den Staat aan welken de uitlevering wordt gevraagd, de vervolging of de opgelegde straf verjaard is vóór de aanhouding van den opgeëischten persoon, of, zoo nog geen aanhouding heeft plaats gehad, vóórdat deze voor de rechtbank is gedagvaard om gehoord te worden.

Artikel 4.

Indien de opgeëischte persoon vervolgd wordt of straf ondergaat wegens een ander strafbaar feit dan hetwelk tot de aanvraag om uitlevering geleid heeft, zal zijne uitlevering niet worden toegestaan dan na afloop der vervolging, ingesteld in het land waaraan de uitlevering wordt gevraagd en, ingeval van veroordeeling, nadat hij zijn straf zal hebben ondergaan of hem daarvan gratie zal zijn verleend. Nochtans zal een opgeëischte persoon, teneinde voor den rechter van het aanvragende land te verschijnen, tijdelijk kunnen worden uitgeleverd onder gehoudenheid dat hij zal teruggezonden worden zoodra de vervolging geëindigd is.

Artikel 5.

Uitdrukkelijk wordt bepaald dat de uitgeleverde persoon niet zal mogen worden vervolgd noch gestraft in het land waaraan de uitlevering is toegestaan, wegens eenig strafbaar feit niet in het tegenwoordig verdrag voorzien en vóór zijne uitlevering gepleegd, noch, zonder de toestemming der Regeering die de uitlevering heeft toegestaan, vervolgd of gestraft wegens een feit voorzien in het tegenwoordig verdrag en vóór zijne uitlevering gepleegd anders dan dat waarvoor de uitlevering heeft plaas gehad, noch uitgeleverd aan een derden Staat, tenzij hij in elk geval volle vrijheid gehad hebbe het eerstgenoemde land weder te verlaten gedurende een maand nadat de tegen hem ingestelde vervolging zal zijn afgeloopen en, ingeval van veroordeeling, een maand nadat hij de hem opgelegde straf zal hebben ondergaan of hem daarvan gratie zal zijn verleend.

Artikel 6.

De bepalingen van het tegenwoordig verdrag zijn niet toepasselijk op staatkundige misdrijven. De Staat, tot welken eene aanvraag om uitlevering is gericht, zal te beslissen hebben of een misdrijf als van staatkundigen aard te beschouwen is. Hij die wegens een der in artikel 2 genoemde gemeene feiten is uitgeleverd, kan derhalve in geen geval vervolgd en gestraft worden in den Staat waaraan de uitlevering is toegestaan, wegens

een staatkundig misdrijf door hem gepleegd vóór de uitlevering, noch wegens een feit met zoodanig staatkundig misdrijf samenhangende.

Artikel 7.

De uitlevering zal worden aangevraagd langs diplomatieken weg en alleen toegestaan worden op vertoon van het oorspronkelijke of van een gewaarmerkt afschrift, hetzij van een vonnis van veroordeeling, hetzij van eene beschikking tot in staat van beschuldiging stelling of van eene beschikking waarbij rechtsingang is verleend met bevel tot gevangenneming, afgegeven in de vormen voorgeschreven door de wetgeving van den Staat, die de aanvrage doet, en waarbij het feit waarvan sprake is op zoodanige wijze wordt omschreven dat de aangezochte Staat in staat zij te beoordeelen of het, volgens zijne wetgeving, een geval daarstelt in het tegenwoordig verdrag voorzien, alsmede vermeldende de op het feit toepasselijke strafbepaling. De stukken, die niet in de Fransche taal zijn gesteld, moeten van eene Fransche vertaling vergezeld zijn.

Artikel 8.

De op en bij den opgeëischten persoon in beslag genomen voorwerpen zullen aan den aanvragenden Staat worden overgegeven, indien de bevoegde macht van den aangezochten Staat de overgave daarvan heeft bevolen.

Artikel 9.

In afwachting van de aanvrage om uitlevering langs diplomatieken weg, zal de voorloopige aanhouding van den persoon wiens uitlevering volgens het tegenwoordig verdrag kan gevraagd worden, kunnen worden verzocht:

van de zijde van Nederland door elken officier van justitie of elken rechter van instructie (rechter-commissaris);

van de zijde van Estland door de politieprefecten en de commissarissen van crimineele politie.

De voorloopige aanhouding is onderworpen aan de vormen en regelen voorgeschreven door de wetgeving van den Staat waaraan de aanvrage wordt gedaan.

Artikel 10.

De vreemdeling, voorloopig aangehouden volgens de bepalingen van het voorgaand artikel, zal, tenzij zijne aanhouding

wegens eene andere reden gehandhaafd behoort te worden, in vrijheid worden gesteld, indien binnen den termijn van twintig dagen na de dagteekening van het bevel van voorloopige aanhouding, de aanvrage tot uitlevering langs diplomatieken weg, met overlegging der bescheiden, voorgeschreven door het tegenwoordig verdrag, niet is gedaan.

Artikel 11.

Wanneer bij vervolging wegens een gemeen misdrijf eene der Regeeringen het hooren van getuigen, die zich in den anderen Staat bevinden, noodig oordeelt, zal daartoe eene rogatoire commissie langs diplomatieken weg gezonden worden en zal daaraan gevolg gegeven worden met inachtneming der wetten van het land, waar de getuigen zullen worden uitgenoodigd te verschijnen. Echter zal, in spoedeischende gevallen, eene rogatoire commissie rechtstreeks door de rechterlijke overheid van den eenen Staat aan de rechterlijke overheid van den anderen Staat gezonden kunnen worden.

Elke rogatoire commissie tot aanvrage van een getuigenverhoor zal van eene Fransche vertaling vergezeld moeten zijn.

Artikel 12.

Indien in eene strafzaak een gemeen misdrijf betreffende, de persoonlijke verschijning van een getuige in het andere land noodig is of verlangd wordt, zal zijne Regeering hem verzoeken aan de tot hem te richten uitnoodiging gevolg te geven en, in geval hij daaraan voldoet, zullen hem reis- en verblijfkosten worden toegekend volgens de tarieven en reglementen van kracht in het land, waar het verhoor zal moeten plaats hebben, behoudens het geval dat de aanvragende Regeering het noodig zal achten eene hoogere vergoeding aan den getuige toe te kennen.

Een getuige van welke nationaliteit ook, die in een van beide Staten opgeroepen, vrijwillig voor de rechters van den anderen Staat verschijnt, zal aldaar niet kunnen worden vervolgd of aangehouden wegens vroeger door hem begane strafbare feiten of tegen hem uitgesproken strafrechterlijke veroordeelingen zelfs niet onder voorwendsel van medeplichtigheid aan de feiten die het onderwerp uitmaken van het geding, waarin hij als getuige optreedt.

Zulk een getuige zal echter dat voorrecht verliezen als hij niet uit eigen beweging het grondgebied van den aanvragenden Staat

verlaten heeft binnen een week nadat zijne tegenwoordigheid voor de gerechtelijke overheden niet meer noodig was.

Artikel 13.

Wanneer in eene strafzaak een gemeen misdrijf betreffende, de confrontatie van misdadigers, gedetineerd in den anderen Staat, of wel de mededeeling van overtuigingsstukken of van bescheiden, welke zich in handen bevinden der autoriteiten van het andere land, nuttig of noodig zal worden geoordeeld, zal de daartoe strekkende aanvraag langs diplomatieken weg geschieden en zal daaraan gevolg gegeven worden, tenzij er bijzondere redenen mochten bestaan die er zich tegen verzetten, en onder gehoudenheid tot terugzending van de misdadigers en van de stukken binnen den kortst mogelijken tijd.

Artikel 14.

De doorvoer over het grondgebied van een der contracteerende Staten, van een door eene derde Mogendheid aan de andere Partij uitgeleverd persoon niet behoorende tot het land door hetwelk de doorvoer plaats heeft, zal worden toegestaan op het eenvoudig vertoon, hetzij van het oorspronkelijke, hetzij van een gewaarmerkt afschrift, van een der stukken genoemd in artikel 7, mits het feit, waarop de uitlevering gegrond is, in het tegenwoordig verdrag vermeld zij en niet valle onder de bepalingen van de artikelen 3 en 6 en mits de doorvoer wat het geleide betreft, geschiede met medewerking van beambten van het land dat den doorvoer over zijn grondgebied heeft toegestaan.

De kosten van doorvoer zullen ten laste komen van den aanvragenden Staat.

Artikel 15.

De wederzijdsche Regeeringen doen over en weder afstand van alle aanvrage om terugbetaling van de kosten van onderhoud, van vervoer en andere die, binnen de grenzen van haar wederzijdsch grondgebied, zouden kunnen voortvloeien uit de uitlevering van verdachten, in staat van beschuldiging gestelden of veroordeelden, evenals van die voortvloeiende uit de tenuitvoerlegging van rogatoire commissiën, uit het vervoer en de terugzending van misdadigers ter confrontatie en uit de toezending en terugzending der overtuigingsstukken of der bescheiden.

Ingeval het vervoer over zee verkieslijk mocht worden geacht, zal de uit te **leveren** persoon worden overgebracht naar de

haven, aan te wijzen door den diplomatieken of consulairen agent van den aanvragenden Staat, op wiens kosten hij zal worden ingescheept.

Artikel 16.

De beide Regeeringen verbinden zich elkander wederkeerig, zonder vergoeding van kosten, mede te deelen alle veroordeelingen die in kracht van gewijsde zijn gegaan, betreffende strafbare feiten van allen aard, met uitzondering van overtredingen, uitgesproken door de Justitie van een der beide Staten tegen onderdanen van den anderen Staat.

Deze mededeeling zal geschieden door toezending, langs diplomatieken weg, aan de Regeering van het land waartoe de veroordeelde behoort, van een gewaarmerkt afschrift van of van een uittreksel uit de onherroepelijke beslissing of van een uittreksel uit het strafregister, welke van een Fransche vertaling vergezeld moeten zijn indien het stuk in eene andere taal gesteld is.

Artikel 17.

De bepalingen van het tegenwoordig verdrag zullen eveneens toepasselijk zijn op Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao, behoudens inachtneming van de bepalingen die later zullen worden vastgesteld bij tusschen de beide Staten te wisselen nota's en waarvan de noodzakelijkheid zou kunnen voortvloeien uit de in die overzeesche gebieden van kracht zijnde wetgeving.

De wijze waarop aanvragen voorzien bij dit verdrag en uitgaande van de overheden van die gewesten of tot hen gericht, zullen gedaan worden, zal eveneens bij die nota's worden geregeld. Met afwijking van artikel 10 zal de termijn voor de invrijheidstelling drie maanden zijn.

Artikel 18.

Het tegenwoordig verdrag zal worden bekrachtigd en zal in werking treden den zestigsten dag na de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden, die te Londen zal plaats hebben.

Het zal eerst van kracht zijn in de buiten Europa gelegen gewesten van het Koninkrijk der Nederlanden, bedoeld in artikel 17, op den dag die in de volgens dat artikel te wisselen nota's zal worden vastgesteld.

Artikel 19.

Elk der verdragsluitende Partijen zal te allen tijde het tegenwoordig verdrag kunnen opzeggen, door de andere Partij zes maanden te voren van zijn voornemen kennis te geven.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden het tegenwoordig verdrag hebben geteekend en van hun zegel voorzien.

Gedaan, in tweevoud, te Londen, den 8 Maart 1933.

(L.S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

(L.S.) O. KALLAS.

1935. No. 2.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 4 Januari 1935 No. 43, *bevelende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk Besluit van 21 November 1934 (Staatsblad No. 596), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 31 Augustus en 5 September 1934 tusschen den Nederlandschen Gezant te Kopenhagen en den Minister van Buitenlandsche Zaken van Estland gewisselde nota's, waarbij bepalingen zijn vastgesteld nopens de toepasselijkheid op de buiten Europa gelegen gebiedsdeelen van het Koninkrijk der Nederlanden van het op 8 Maart 1933 te Londen tusschen Nederland en Estland gesloten verdrag, betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken (Staatsblad 1934, No. 82).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 30 November 1934, 1e en 7e Afdeeling No. 15/628 waarbij, ter bekendmaking o.m. van het na te melden Koninklijk Besluit, is toegezonden een exemplaar van het Staatsblad No. 596 van 1934, waarin is opgenomen het Koninklijk Besluit van 21 November 1934, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 31 Augustus en 5 September 1934 tusschen den Nederlandschen Gezant te Kopenhagen en den Minister van Buitenlandsche Zaken van Estland gewisselde nota's, waarbij bepalingen zijn vastgesteld nopens de toepasselijkheid op de buiten Europa gelegen gebiedsdeelen van het Koninkrijk der Nederlanden van het op 8 Maart 1933 te Londen tusschen Nederland en Estland gesloten verdrag, betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken (Staatsblad 1934, No. 82).

Herlezen de resolutie van 4 Januari 1935 No. 42 (G. B. No. 1);

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk Besluit, de daarin genoemde nota's, alsmede de vertaling daarvan, benevens afschrift van deze resolutie, in het *Gouvernementsblad* zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 4den Januari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 9den Januari 1935.

De Gouvernements-Secretaris.

P. KIKKERT.

Wij WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Gezien Ons Besluit van 27 Februari 1934 (*Staatsblad* n°. 82), bepalende de bekendmaking in het *Staatsblad* van het op 8 Maart 1933 te *Londen* tusschen *Nederland* en *Estland* gesloten verdrag, betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken;

Overwegende, dat overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van genoemd verdrag op 31 Augustus en 5 September 1934 tusschen Onzen Gezant te *Kopenhagen* en den Minister van Buitenlandsche Zaken van *Estland* de nota's zijn gewisseld, waarbij bepalingen zijn vastgesteld nopens de toepasselijkheid van het verdrag op de buiten *Europa* gelegen gebiedsdeelen van het Koninkrijk der *Nederlanden*, van welke nota's een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd:

Overwegende mede, dat vermeld verdrag, ingevolge bovenbedoelde bepalingen, op 5 December 1934 voor *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* zal in werking treden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 16den November 1934, Directie van het Protocol, n°. 36717;

Hebben goedgevonden en verstaan:

meergenoemde nota's, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zoveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 21sten November 1934.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *dertigsten* November 1934.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

LÉGATION
DES PAYS-BAS.

N°. 1124 Q.186.

Copenhague, le 31 août 1934.

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement néerlandais, désirant établir, conformément aux articles 17 et 18 de la Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale, conclue à Londres le 8 mars 1933 entre les Pays-Bas et l'Estonie, les dispositions concernant l'application de cette convention aux territoires du Royaume des Pays-Bas situés hors d'Europe, je suis autorisé à faire savoir à Votre Excellence que ces dispositions sont les suivantes:

1°. L'arrestation provisoire visée à l'article 9 peut être réclamée, de la part des Indes néerlandaises, sauf par les autorités indiquées à l'article 9, par toute autorité compétente pour ordonner l'arrestation provisoire (,,Hoofd eener Afdeeling'' et ,,Magistraat'');

2°. La convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale, conclue à Londres, le 8 mars 1933 entre les Pays-Bas et l'Estonie, telle qu'adaptée par le présent échange de notes, entrera en vigueur pour les territoires du Royaume des Pays-Bas, situés hors d'Europe, trois mois après la date de la note de la même teneur que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir en réponse à la présente.

Il est entendu que la présente note et la réponse par laquelle Votre Excellence me fera connaître que le Gouvernement de l'Estonie accepte les dispositions susindiquées, seront considérées comme constatant l'accord intervenu entre les deux Gouvernements dans la matière.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

W. L. F. C. DE RAPPARD.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères,
Tallinn.

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ETRANGÈRES.

484.

Tallinn, le 5 septembre 1934.

Monsieur le Ministre,

Comme suite à votre lettre en date du 31 août 1934, N°. 1124 Q. 186, par laquelle Votre Excellence fait savoir que le Gouvernement néerlandais, désirant établir, conformément aux articles 17 et 18 de la Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale, conclue à Londres le 8 mars 1933 entre l'Estonie et les Pays-Bas, les dispositions suivantes concernant l'application de cette convention aux territoires du Royaume des Pays-Bas situés hors d'Europe:

1) L'arrestation provisoire visée à l'article 9 peut être réclamée, de la part des Indes néerlandaises, sauf par les autorités indiquées à l'article 9, par toute autorité compétente pour ordonner l'arrestation provisoire (,,Hoofd eener Afdeeling'' et ,,Magistraat'');

2) La convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale, conclue à Londres le 8 mars 1933 entre l'Estonie et les Pays-Bas, telle qu'adaptée par le présent échange de notes, entrera en vigueur pour les territoires du Royaume des Pays-Bas, situés hors d'Europe, trois mois après la date de la présente note,

j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement estonien est d'accord aves les dispositions proposées par le Gouvernement néerlandais, mentionnées ci-dessus. Il est entendu, que par la lettre de Votre Excellence et par la présente note les dispositions susindiquées, seront considérées comme constatant l'accord intervenu entre les deux Gouvernements dans la matière.

M. Laretei,
Ministre adjoint a.i.

Son Excellence
Monsieur W. L. F. C. Chevalier de Rappard,
Ministre des Pays-Bas
Copenhague.

VERTALING.

GEZANTSCHAP
DER
NEDERLANDEN.

N°. 1124 Q 186.

Kopenhagen, den 31sten Augustus 1934.

Mijnheer de Minister,

Daar de Nederlandsche Regeering, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het den 8sten Maart 1933 te Londen tusschen Nederland en Estland gesloten Verdrag betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken, de bepalingen wenscht vast te stellen betreffende de toepasselijkheid van dit Verdrag op de buiten Europa gelegen gebiedsdeelen van het Koninkrijk der Nederlanden, ben ik gemachtigd Uwer Excellentie te doen weten, dat die bepalingen de volgende zijn:

1°. De voorloopige aanhouding bedoeld in artikel 9 kan, van Nederlandsch-Indische zijde, worden aangevraagd, behalve door de in artikel 9 aangewezen overheden, door elke overheid die bevoegd is tot het gelasten van voorloopige aanhouding („Hoofd eener Afdeeling" en „Magistraat");

2°. Het verdrag betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken, gesloten te Londen den 8sten Maart 1933 tusschen Nederland en Estland, zal, zooals het is aangepast door deze notawisseling, voor de buiten Europa gelegen gebiedsdeelen van het Koninkrijk der Nederlanden, in werking treden drie maanden na de dagteekening der nota van denzelfden inhoud, die Uwe Excellentie mij wel in antwoord op de onderhavige zal willen doen toekomen.

Aan Zijne Excellentie
den Heer Minister van Buitenlandsche Zaken,
Tallinn.

Het is wel verstaan dat de onderhavige nota en het antwoord waardoor Uwe Excellentie mij zal mededeelen dat de Regeering van Estland de bovenvermelde bepalingen aanvaardt, geacht zullen worden de overeenstemming te dezer zake tusschen de beide Regeeringen vast te stellen.

Gelief, Mijnheer de Minister, de verzekering van mijn meeste hoogachting te aanvaarden.

W. L. F. C. van Rappard.

MINISTERIE
VAN
BUITENLANDSCHE ZAKEN.

484.

Tallinn, den 5den September 1934.

Mijnheer de Gezant,

Ingevolge Uw brief dd. 31 Augustus 1934, n°. 1124 Q 186, waarbij Uwe Excellentie mededeelt dat de Nederlandsche Regeering, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het den 8sten Maart 1933 te Londen tusschen Estland en Nederland gesloten Verdrag tot uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken, de volgende bepalingen wil vaststellen betreffende de toepasselijkheid van dat verdrag op de buiten Europa gelegen gebiedsdeelen van het Koninkrijk der Nederlanden:

1) de voorloopige aanhouding bedoeld in artikel 9 kan worden aangevraagd, van Nederlandsch-Indische zijde, behalve door de in artikel 9 aangewezen overheden, door elke overheid die bevoegd is tot het gelasten van voorloopige aanhouding („Hoofd eener Afdeeling" en Magistraat");

2) het verdrag betreffende uitlevering en rechterlijken bijstand in strafzaken, gesloten te Londen den 8sten Maart 1933 tusschen Estland en Nederland, zal, zooals het is aangepast door deze notawisseling, voor de buiten Europa gelegen gebiedsdeelen van het Koninkrijk der Nederlanden, in werking treden drie maanden na de dagteekening der onderhavige nota,

heb ik de eer U te doen weten dat de Estlandsche Regeering zich vereenigt met de door de Nederlandsche Regeering voor-

Zijner Excellentie
W. L. F. C. RIDDER VAN RAPPARD,
Gezant der Nederlanden
Kopenhagen.

gestelde en hierboven vermelde bepalingen. Het is wel verstaan dat door den brief van Uwe Excellentie en door de onderhavige nota de bovenvermelde bepalingen zullen geacht worden de tusschen de beide Regeeringen te dezer zake tot stand gekomen overeenstemming vast te stellen.

M. Laretei,
Waarnemend onderminister.

1935. No. 3.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

VERORDENING van 10 Januari, 1935, *houdende wijziging en aanvulling van de artikelen 16, 23 en 26 van de Zegelverordening (geldende tekst G. B. 1930 No 1) en tot aanvulling van art. 5 van het Koninklijk Besluit van den 4den December 1925 No. 23 (G. B. No. 93) in zake uitkeeringen uit 's Landskas aan besturen van bijzondere scholen voor lager onderwijs in Suriname en nopens inkomsten der onderwijzers bij het openbaar lager onderwijs in dat gewest, gelijk het luidt na de sedert daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende dat het noodig is de Zegelverordening (geldende tekst G. B. 1930 No. 1) nader te wijzigen en aan te vullen en in verband daarmede ook aan te vullen het Koninklijk besluit van den 4den December 1925 (G. B. No 93) in zake uitkeeringen uit 's Landskas aan besturen van bijzondere scholen voor Lager Onderwijs in Suriname en nopens inkomsten der onderwijzers bij het Openbaar Lager Onderwijs in dat gewest, zooals het luidt blijkens G. B. 1931 No. 11 en de sedert daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, laatstelijk bij de verordening van 28 Augustus 1933 (G. B. No. 80);

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

En gelet op het tweede lid van art. 50 van het Regeeringsreglement dezer Kolonie,

vastgesteld onderstaande verordening:

Artikel 1.

Aan artikel 16 van de Zegelverordening (geldende tekst G. B. 1930 No. 1) wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende :

„Het bepaalde in het vorig lid vindt overeenkomstige toe-„passing ten aanzien van de beschikkingen van de besturen van „uit 's Landskas ondersteunde bijzondere scholen voor lager „onderwijs, waarbij de tijdelijke waarneming van eene bezoldig-„de betrekking bij het onderwijs wordt opgedragen aan personen „te wier behoeve ondersteuning uit 's Landskas wordt verleend „of waarbij de bezoldiging van zoodanige reeds tijdelijk dienende „personen wordt verhoogd.".

Artikel 2.

Aan het bepaalde sub a van art. 23 van de in art. 1 genoemde verordening wordt, met verandering van de kommapunt in een punt, een nieuwe zin toegevoegd, luidende :

„Als beschikkingen van zoodanige bevoegde magten wor-„den ook beschouwd die van de besturen van uit 's Landskas „ondersteunde bijzondere scholen voor lager onderwijs, betrek-„king hebbende op de aan hunne scholen verbonden personen „te wier behoeve ondersteuning uit 's Landskas wordt genoten.".

Artikel 3.

In het eerste lid van art. 26 der in art. 1 genoemde verordening wordt het woord „ambtenaar", voorkomende in den eersten en laatsten regel van dat lid, achtereenvolgens gewijzigd in „persoon" en „betrokkene".

Artikel 4.

Aan art. 5 van het Koninklijk besluit van den 4den December 1925 No. 23 (G. B. No 93) inzake uitkeeringen uit 's Landskas aan besturen van bijzondere scholen voor Lager Onderwijs in Suriname en nopens inkomsten der onderwijzers bij het Openbaar Lager Onderwijs in dat gewest, zooals het luidt blijkens G. B. 1931 No. 11 en de sedert daarin aangebrachte wijzigingen

en aanvullingen, laatstelijk bij de verordening van 28 Augustus 1933 (G. B. No. 80), wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende:

„3. Bij de mededeeling van de in het vorige lid bedoelde „mutatiën worden tevens overgelegd de voor betrokkenen bestem- „de beschikkingen van aanstelling of tot verhooging van salaris „ter doorzending aan den Hypotheekbewaarder voor de heffing „van het daarop verschuldigde zegelrecht.".

Artikel 5.

Deze verordening treedt in werking met ingang van den dag na dien van hare afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 10den Januari 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 14den Januari 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

H. F. ESSER

l.g.s.

1935. No. 4.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PUBLICATIE van 11 Januari 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van 19 November 1934 No 33 (Nederlandsch Staatsblad No. 593), houdende vaststelling van de kenteekenen van een Nederlandsch oorlogsvaartuig en van de onderscheidingsteekenen, welke uitsluitend door Nederlandsche oorlogsvaartuigen mogen worden gevoerd.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de gemeenschappelijke voordracht van Onzen Minister van Defensie van 5 September 1934, IIe Afdeeling A, n°. 5, van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 20 Juni 1934, 6e Afdeeling, n°. 19, en van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van 23 Juli 1934, Afdeeling Juridische Zaken, n°. 21689;

Den Raad van State gehoord (advies van 2 October 1934, n°. 33);

Gelet op het nader rapport van Onzen Minister van Defensie van 12 October 1934, IIe Afdeeling A, n°. 7, van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 20 October 1934, 6e Afdeeling, n°. 12 en van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 14den November 1934, Afdeeling Juridische Zaken, n°. 35163;

Overwegende, dat in het verdrag van 18 October 1907 nopens de verandering van handelsvaartuigen in oorlogsschepen, zooals dit onder meer is bekend gemaakt bij Ons besluit van 22 Februari 1910 (*Staatsblad* n°. 73), zijn vastgesteld kenteekenen van zulke vaartuigen, welke afwijken van die, vastgesteld in Ons besluit van 27 Mei 1899, *Staatsblad* n°. 143;

Overwegende, dat het wenschelijk is, zoowel met het oog op het bepaalde bij artikel 2 van het reeds genoemde verdrag, als op het bepaalde bij artikel 410 van het Nederlandsch Wetboek van Strafrecht en artikel 70 van het Nederlandsch Wetboek van

Militair Strafrecht en de daarmede overeenkomende bepalingen in de strafwetgeving van *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao*, dat opnieuw wordt vastgesteld, welke onderscheidingsteekenen uitsluitend door Nederlandsche oorlogsvaartuigen mogen worden gevoerd;

Overwegende, dat het desbetreffende besluit voor alle gebiedsdeelen van het Koninkrijk der Nederlanden verbindend moet zijn;

Hebben goedgevonden en verstaan:

Met intrekking van Ons besluit van 27 Mei 1899, *Staatsblad* n°. 143, te bepalen:

Artikel 1.

Onder *Nederlandsch* oorlogsvaartuig wordt verstaan elk vaartuig, behoorende aan — of in dienst van — het Rijk in *Europa*, *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* of *Curaçao*, dat staat onder het bevel van een tot de militaire marine behoorenden gezaghebber, en waarvan de bemanning is onderworpen aan de krijgstucht.

Artikel 2.

Een *Nederlandsch* oorlogsvaartuig onderscheidt zich van alle andere onder *Nederlandsche* vlag varende vaartuigen door het voeren van een wimpel, van een commandovlag of van een standaard.

Artikel 3.

De in artikel 2 bedoelde wimpel is een lange en zeer smalle gespleten *Nederlandsche* scheepsvaan van vlaggedoek of ander doek, welke over de gansche lengte nagenoeg dezelfde breedte heeft. De wimpel wordt gevoerd op oorlogsvaartuigen met méér dan een mast aan den grooten top en op oorlogsvaartuigen met slechts één mast aan den top van dien mast.

De in artikel 2 bedoelde commandovlag is een vierkante *Nederlandsche* vlag, welke in de roode baan aan de broekingzijde voorzien is van 2 gekruiste maarschalkstaven dan wel van 4, 3 of 2 sterren van wit doek. De commandovlag wordt gevoerd aan den grooten-, den voor- of den kruistop.

De in artikel 2 bedoelde standaard is een *Nederlandsche* vlag, waarvan de lengte gelijk is aan de breedte, in de breedte driehoekig uitgesneden over de halve lengte van de vlag. De standaard wordt gevoerd aan den grooten top.

Artikel 4.

Indien op een oorlogsvaartuig met één mast Onze onderscheidingsvlag dan wel beoosten de Kaap de Goede Hoop tot de Oostelijke grens van *Nederlandsch-Indië* de onderscheidingsvlag van den Gouverneur-Generaal van *Nederlandsch-Indië* wordt gevoerd, wordt de commandovlag of de standaard hoog aan een seinwipper gevoerd.

Onze Minister van Defensie, Onze Minister van Koloniën en Onze Minister van Buitenlandsche Zaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het *Staatsblad* zal worden geplaatst en waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den 19den November 1934.

WILHELMINA.

De Minister van Defensie,
L. N. DECKERS.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *zes en twintigsten* November 1934.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 11den Januari 1935.
KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 19den Januari 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 5.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 12 Januari 1935 No. 140, *houdende bekendmaking van de toetreding van den Ierschen Vrijstaat tot de Verdragen van 18 Mei 1904 en 4 Mei 1910 inzake de bestrijding van den handel in vrouwen en meisjes (Staatsblad 1906 No. 369, Gouvernementsblad 1907 No. 44, en Staatsblad 1912 No. 133, Gouvernementsblad 1931 No. 4).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 20 Juli 1934, 1e en 7e Afdeeling No. 24/381, houdende mededeeling van de toetreding van den Ierschen Vrijstaat tot de Verdragen van 18 Mei 1904 en 4 Mei 1910 inzake de bestrijding van den handel in vrouwen en meisjes (Staatsblad 1906 No. 369, Gouvernementsblad 1907 No. 44, en Staatsblad 1912 No. 133, Gouvernementsblad 1913 No. 4);

Herlezen de resolutie van 28 Juli 1933 No. 2476;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden;

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 12n Januari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 19den Januari 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 5.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME

1935. No. 6.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 12 Januari 1935 No. 141, *houdende bekendmaking van de toetreding van België, de Fransche Zône van Marokko, de Spaansche Zône van Marokko en de Spaansche koloniën tot de op 2 Juni 1928 te Rome gesloten herziene Berner Conventie ter bescherming van letterkundige- en kunstwerken (Staatsblad 1931 No. 361, Gouvernementsblad No. 77).*

De GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missives van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 2 October, 9 en 29 November 1934, 1e en 7e Afdeeling Nos. 9/517, 35/585 en 20/626, houdende mededeeling van de toetreding van *België*, de *Fransche Zône van Marokko*, de *Spaansche Zône van Marokko* en de *Spaansche koloniën* tot de op 2 Juni 1928 te Rome gesloten herziene Berner conventie ter bescherming van letterkundige- en kunstwerken (Staatsblad 1931 No. 361, Gouvernementsblad No. 77);

Herlezezen de resoluties van 30 Januari 1934 No. 306 en 28 Juli 1934 No. 2387;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden;

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 12den Januari 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 19den Januari 1935.
De Gouvernements-Secretaris.
P. KIKKERT.

1935. No. 6.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME

1935. No. 7.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 12 Januari 1935 No. 142, *houdende bekendmaking van de toetreding door Groot-Britannië voor Malta tot het Verdrag van Genève van 26 September 1927 nopens de tenuitvoerlegging van in het buitenland gewezen scheidsrechterlijke uitspraken (Staatsblad 1931 No. 399, Gouvernementsblad 1933 No. 42).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 21 November 1934, 1e en 7e Afdeeling No. 17/607, houdende mededeeling van de toetreding door *Groot-Britannië* voor *Malta* tot het Verdrag van Genève van 26 September 1927 nopens de tenuitvoerlegging van in het buitenland gewezen scheidsrechterlijke uitspraken (*Staatsblad* 1931 No. 399, Gouvernementsblad 1933 No. 42);

Herlezen de resolutiën van 7 Mei 1932 No. 1501 en 28 April 1933 No. 1328;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden;

2. Te bepalen dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 12den Januari 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 19den Januari 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 8.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 12 Januari 1935 No. 143, *houdende bekendmaking van de toetreding van Mexico tot het Verdrag van Genève inzake slavernij van 25 September 1926 (Staatsblad 1928 No. 26, Gouvernementsblad No. 23).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 9 October 1934, 1e en 7e Afdeeling No. 20/530, houdende mededeeling van de toetreding van *Mexico* tot het Verdrag van Genève inzake slavernij van 25 September 1926 (Staatsblad 1928 No. 26, Gouvernementsblad No. 23);

Herlezen de resolutie van 29 Januari 1934 No. 297;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden;

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 12den Januari 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 22sten Januari 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935 No. 8.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME

1935. No. 9.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 12 Januari 1935 No. 144, *houdende bekendmaking van de toetreding van den Ierschen Vrijstaat tot het Verdrag van 30 September 1921 nopens de bestrijding van den handel in vrouwen en kinderen (Staatsblad 1923 No. 526, Gouvernementsblad 1924 No. 4).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 19 Juni 1934, 1e en 7e Afdeeling No. 21/333, houdende mededeeling van de toetreding van den *Ierschen Vrijstaat* tot het Verdrag van 30 September 1921 nopens de bestrijding van den handel in vrouwen en kinderen (Staatsblad 1923 No. 526, Gouvernementsblad 1924 No. 4);

Herlezen de resolutie van 30 Januari 1934 No. 307;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden;

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 12den Januari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 22sten Januari 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 10.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 12 Januari 1935 No. 145, *houdende bekendmaking van de nederlegging door Zwitserland op het Secretariaat van den Volkenbond van de ratificatie-oorkonde betreffende de Verdragen van Genève van 30 Maart 1931, nopens de belastingheffing van vreemde motorrijtuigen, met bijbehoorend protocol, en tot het brengen van eenheid in de verkeersteekens* (*Staatsblad 1934 No. 44, Gouvernementsblad No. 101*).

De GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 14 November 1934, 5de Afdeeling No. 19/592, houdende mededeeling, dat de ratificatie-oorkonde betreffende de Verdragen van Genève van 30 Maart 1931, nopens de belastingheffing van vreemde motorrijtuigen, met bijbehoorend protocol, en tot het brengen van eenheid in de verkeersteekens (Staatsblad 1934 No. 44, Gouvernementsblad No. 101), door Zwitserland op 19 October 1934 op het Secretariaat van den Volkenbond is nedergelegd ;

Herlezen de resolutiën van 1 Februari 1934 No. 334 en 30 November 1934 No. 3868 (G. B. No. 101) ;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden ;

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 12den Januari 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 24sten Januari 1935.
De Gouvernements-Secretaris.
P. KIKKERT.

1935. No. 10.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

1935. No. 11.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 12 Januari 1935 No. 146, *houdende bekendmaking van de nederlegging door Frankrijk op het Secretariaat van den Volkenbond van de ratificatie-oorkonde betreffende het Verdrag van Genève van 30 Maart 1931, tot het brengen van eenheid in de verkeersteekens (Staatsblad 1934 No. 44, Gouvernementsblad No. 101).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 12 November 1934, 5de Afdeeling No. 31/588, houdende mededeeling, dat de ratificatie-oorkonde betreffende het Verdrag van Genève van 30 Maart 1931, tot het brengen van eenheid in de verkeersteekens (Staatsblad 1934 No. 44, Gouvernementsblad No. 101) door *Frankrijk* op 11 October 1934 op het Secretariaat van den Volkenbond is nedergelegd ;

Herlezen de resolutie van :
30 November 1934 No. 3868 (G. B. No. 101) ;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden ;

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het Gouvernementsblad zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 12den Januari 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 24sten Januari 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 11.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

1935. No. 12.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 12 Januari 1935 No. 147, *houdende bekendmaking van de nederlegging door Cuba op het Secretariaat van den Volkenbond van de ratificatie-oorkonde nopens het Verdrag inzake het tegengaan van de verspreiding van en den handel in ontuchtige uitgaven van 12 September 1923 (Staatsblad 1927 No. 329, Gouvernementsblad No. 78).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 22 October 1934, 1e en 7e Afdeeling No. 16/556, houdende mededeeling dat de ratificatie-oorkonde nopens het Verdrag inzake het tegengaan van de verspreiding van en den handel in ontuchtige uitgaven van 12 September 1923 (Staatsblad 1927 No. 329, Gouvernementsblad No. 78) door *Cuba* op 20 September 1934 op het Secretariaat van den Volkenbond is nedergelegd;

Herlezen de resolutie van 29 Januari 1934 No. 298;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden;

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 12n Januari 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 24sten Januari 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 13.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 15 Januari 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van den 1sten December 1934 (Staatsblad No. 635), tot wijziging van het Koninklijk besluit van 28 December 1933 (Staatsblad No. 750, Gouvernementsblad 1934, No. 4), houdende vaststelling van eene tijdelijke korting op de wachtgelden, welke worden gekweten uit de Surinaamsche geldmiddelen.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 8 November 1934, 7de Afdeeling, n°. 7;

Den Raad van State gehoord (advies van 20 November 1934, n°. 39);

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van 27 November 1934, 7de Afdeeling, n°. 28;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen:

In Ons besluit van 28 December 1933 (*Staatsblad* n°. 750, *Gouvernementsblad* 1934, n°. 4) wordt in plaats van ,,het jaar 1934'' gelezen ,,de jaren 1934 en 1935''.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

's-Gravenhage, den 1sten December 1934.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *elfden* December 1934.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernements-blad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 15den Januari 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
H. F. ESSER

l.g.s.

Uitgegeven, den 24sten Januari 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 14.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 15 Januari 1935 No. 174, *houdende bekendmaking van het Koninklijk besluit van den 23sten November 1934 (Staatsblad No. 599) tot nadere wijziging van de bepalingen betreffende den Geneeskundigen Raad van het Departement van Koloniën.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën van 13 December 1934, Commissariaat voor Indische zaken, Afdeeling C No. 42/655, waarbij ter bekendmaking is toegezonden het Koninklijk besluit van den 23sten November 1934 (Staatsblad No. 599) *tot nadere wijziging van de bepalingen betreffende den Geneeskundigen Raad van het Departement van Koloniën.*

Herlezen de resolutiën van 17 Maart 1934 No. 835 (G. B. No. 21) en 24 Augustus 1934 No. 2719 (G. B. No. 77);

Besluit:

Te bepalen dat voormeld Koninklijk besluit van 23 November 1934, benevens afschrift van deze resolutie, in het Gouvernementsblad zal worden geplaatst.

Paramaribo, den 15den Januari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 24sten Januari 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 14.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 16 November 1934, Commissariaat voor Indische Zaken, Afdeeling C. no. 26;

Gezien de bepalingen betreffende den Geneeskundigen Raad van het Departement van Koloniën, vastgesteld bij Ons besluit van 19 Mei 1917 (*Staatsblad* no. 404) en laatstelijk gewijzigd bij Ons besluit van 16 Juni 1934 (*Staatsblad* No. 320);

Hebben goedgevonden en verstaan, te bepalen:

Het vijfde lid van artikel 2 van genoemde bepalingen wordt gelezen als volgt:

5. De voorzitter en de overige leden van den Raad worden — ook zonder dat door hen het verzoek daartoe wordt gedaan — als zoodanig ontslagen op den 1en van de maand, volgende op die, waarin zij den 65-jarigen leeftijd hebben bereikt.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het *Staatsblad* zal worden geplaatst.

Het Loo, den 23sten November 1934.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven, den *vierden* December 1934.

De Minister van Justitie.
VAN SCHAIK.

1935. No. 15.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 16 Januari 1935 No. 186, *houdende bekendmaking van de toetreding van Noorwegen tot het Verdrag van Genève van 13 Juli 1931 tot beperking van de vervaardiging en tot regeling van de distributie van verdoovende middelen, met protocol van onderteekening, (Staatsblad 1933 No. 322, Gouvernementsblad No. 81), alsmede van de nederlegging door Oostenrijk op het Secretariaat van den Volkenbond van de ratificatie-oorkonde nopens bedoeld Verdrag en protocol van onderteekening.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missives van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 25 Juli en 15 October 1934, 2e en 7e Afdeeling Nos. 36/395 en 17/537, houdende mededeeling van de toetreding van Noorwegen tot het Verdrag van Genève, van 13 Juli 1931 tot beperking van de vervaardiging en tot regeling van de distributie van verdoovende middelen, met protocol van onderteekening (Staatsblad 1933 No. 322, Gouvernementsblad No. 81), alsmede van de nederlegging door Oostenrijk op 3 Juli 1934 op het Secretariaat van den Volkenbond van de ratificatie-oorkonde nopens bedoeld Verdrag en protocol van onderteekening;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.
2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 16^{den} Januari 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 24sten Januari 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 16.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 16 Januari 1935 No. 187, *houdende bekendmaking van de toetreding van Irak tot het Verdrag van Genève van 13 Juli 1931 tot beperking van de vervaardiging en tot regeling van de distributie van verdoovende middelen (Staatsblad 1933 No. 322, Gouvernementsblad No. 81), alsmede van de nederlegging door de Vereenigde Staten van Venezuela op het Secretariaat van den Volkenbond van de ratificatie-oorkonde nopens het protocol van onderteekening van bedoeld Verdrag.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missives van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 28 Juni en 2 October 1934, 2e en 7de Afdeeling Nos. 5/343 en 18/519, houdende mededeeling van de toetreding van *Irak* tot het Verdrag van Genève van 13 Juli 1931 tot beperking van de vervaardiging en tot regeling van de distributie van verdoovende middelen (Staatsblad 1933 No. 322, Gouvernementsblad No. 81), alsmede van de nederlegging door de Vereenigde Staten van Venezuela op 11 September 1934 op het Secretariaat van den Volkenbond van de ratificatie-oorkonde nopens het protocol van onderteekening van bedoeld Verdrag;

Herlezen de resolutie van 7 Februari 1934 No. 406 (G. B. No. 14);

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 16den Januari 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 24sten Januari 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 17.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 17 Januari 1935 No. 205, *houdende bekendmaking van de nederlegging door Columbia op het Secretariaat van den Volkenbond van de ratificatie-oorkonde betreffende het Verdrag tot het tegengaan van de verspreiding van- en den handel in ontuchtige uitgaven van 12 September 1923 (Staatsblad 1927 No. 329, Gouvernementsblad No. 78).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 7 December 1934, 1e en 7e Afdeeling No. 19/647, houdende mededeeling, dat de ratificatie-oorkonde betreffende het Verdrag tot het tegengaan van de verspreiding van- en den handel in ontuchtige uitgaven van 12 September 1923 (Staatsblad 1927 No. 329, Gouvernementsblad No. 78) door *Columbia* op 8 November 1934 op het Secretariaat van den Volkenbond is nedergelegd ;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.
2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 17den Januari 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 26sten Januari 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 17.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

1935. No. 18.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 17 Januari 1935 No. 206, *houdende bekendmaking van de toetreding van Ecuador tot het op 19 Februari 1925 te Genève gesloten Verdrag, met bijbehoorend Protocol, betreffende de vervaardiging en de bereiding van, alsmede den handel in verdoovende middelen (Staatsblad 1928 No. 356, Gouvernementsblad No. 86).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 7 December 1934, 2e en 7e Afdeeling No. 13/644, houdende mededeeling van de toetreding van *Ecuador* tot het op 19 Februari 1925 te Genève gesloten Verdrag, met bijbehoorend Protocol, betreffende de vervaardiging en de bereiding van, alsmede den handel in verdoovende middelen (Staatsblad 1928 No. 356, Gouvernementsblad No. 86);

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.
2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 17den Januari 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 26sten Januari 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 18.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

1935. No. 19.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 17 Januari 1935 No. 207, *houdende bekendmaking van de toetreding (met het voorbehoud van de parlementaire ratificatie) van Chili tot het Verdrag van Parijs van 4 Mei 1910 nopens de bestrijding van den handel in vrouwen en meisjes (Staatsblad 1912 No. 133, Gouvernementsblad 1913 No. 4).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 12 December 1934, 1e en 7e Afdeeling No. 16/654, houdende mededeeling van de toetreding (met het voorbehoud van de parlementaire ratificatie) van *Chili* tot het Verdag van Parijs van 4 Mei 1910 nopens de bestrijding van den handel in vrouwen en meisjes (Staatsblad 1912 No. 133, Gouvernementsblad 1913 No. 4);

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 17n Januari 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven den 26sten Januari 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 13.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME

1935. No. 20.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 17 Januari 1935 No. 208, *houdende bekendmaking van de nederlegging door Columbia op het Secretariaat van den Volkenbond van de ratificatie-oorkonde betreffende het Verdrag van 30 September 1921 nopens de bestrijding van den handel in vrouwen en kinderen (Staatsblad 1923 No. 526, Gouvernementsblad 1924 No. 4).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 8 December 1934, 1e en 7e Afdeeling No. 20/650, houdende mededeeling, dat de ratificatie-oorkonde betreffende het Verdrag van 30 September 1921 nopens de bestrijding van den handel in vrouwen en kinderen (Staatsblad 1923 No. 526, Gouvernementsblad 1924 No. 4), door Columbia op 8 November 1934 op het Secretariaat van den Volkenbond is nedergelegd;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 17den Januari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven den 26sten Januari 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 20.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

1935. No. 21.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 17 Januari 1935 No. 209, *houdende bekendmaking van de toetreding van Honduras tot het op 19 Februari 1925 te Genève gesloten Verdrag, met bijbehoorend protocol, betreffende de vervaardiging en de bereiding van, alsmede den handel in verdoovende middelen (Staatsblad 1928 No. 356, Gouvernementsblad No. 86), alsmede van de nederlegging door dat land op het Secretariaat van den Volkenbond van de ratificatie-oorkonde nopens het Verdrag van Genève van 13 Juli 1931 tot beperking van de vervaardiging en tot regeling van de distributie van verdoovende middelen, met daarbij behoorend protocol van onderteekening (Staatsblad 1933 No. 322, Gouvernementsblad No. 81).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 31 October 1934, 2e en 7e Afdeeling No. 18/570, houdende mededeeling van de toetreding van Honduras tot het op 19 Februari 1925 te Genève gesloten verdrag, met bijbehoorend protocol, betreffende de vervaardiging en de bereiding van, alsmede den handel in verdoovende middelen (Staatsblad 1928 No. 356, Gouvernementsblad No. 86), alsmede van de nederlegging door dat land op 21 September 1934 op het Secretariaat van den Volkenbond van de ratificatie-oorkonde nopens het Verdrag van Genève van 13 Juli 1931 tot beperking van de vervaardiging en tot regeling van de distributie van verdoovende middelen, met daarbij behoorende protocol van onderteekening, (Staatsblad 1933 No. 322, Gouvernementsblad No. 81);

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 17den Januari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 26sten Januari 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 22.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 28 Januari 1935, *waarbij wordt afgekondigd de wet van den 14den November 1934, (Staatsblad No. 583), houdende nieuwe regelen tot afweer van nadeelige gevolgen van beperkende bepalingen inzake het Internationale Betalingsverkeer.*

IN NAAM DER KONINGIN!

De GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande Wet:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat het wenschelijk is, met intrekking van de wet van 25 Juli 1932, *Staatsblad* n°. 375, nieuwe regelen te stellen tot afweer van nadeelige gevolgen van beperkende bepalingen, door vreemde Mogendheden getroffen ten aanzien van het internationale betalingsverkeer;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

§ I. *Verdragen.*

Artikel 1.

In deze wet wordt, behalve in de artikelen 2 en 24, onder een verdrag verstaan alle verdragen en overeenkomsten inzake het internationale betalingsverkeer.

Artikel 2.

1. Wij behouden Ons voor verdragen inzake het internationale betalingsverkeer, welke Wij met vreemde Mogendheden hebben gesloten, te bekrachtigen, onverminderd Onze bevoegdheid tot het sluiten van andere overeenkomsten betreffende dit verkeer.

2. De verdragen en overeenkomsten worden zoo spoedig mogelijk aan de Staten-Generaal medegedeeld; zij worden in het *Staatsblad* geplaatst, wat de verdragen betreft nadat zij zijn bekrachtigd.

Artikel 3.

1. Wij kunnen bij algemeenen maatregel van bestuur regelen stellen met betrekking tot de uitvoering van verdragen. Hierbij kan mede nader worden omschreven, welke vorderingen uit ingevolge een verdrag hier te lande gestorte gelden zullen worden voldaan en in welke volgorde voldoening zal plaats vinden.

2. Voorzoover de regelen aanleiding geven tot uitvoeringsvoorschriften van algemeene strekking, worden, bij intrekking dier voorschriften, zoo noodig overgangsvoorzieningen getroffen; de voorschriften en haar intrekking worden bekend gemaakt in de *Nederlandsche Staatscourant*.

§ II. *Autonome maatregelen.*

Artikel 4.

1. Wij kunnen bij algemeenen maatregel van bestuur regelen stellen:

a. met betrekking tot de voldoening van schulden, wegens of in verband met levering van goederen van oorsprong uit of herkomstig van het grondgebied van door Ons aan te wijzen vreemde Mogendheden, door storting bij een vereffeningsinstituut, als bedoeld in artikel 8, alsmede met betrekking tot betalingen uit anderen hoofde aan of ten behoeve van personen, die op dat grondgebied zijn of waren gevestigd, op dezelfde wijze;

b. met betrekking tot de aanwending van de gestorte gelden ter voldoening van vorderingen in verband met op het internationale betalingsverkeer toegepaste beperkende bepalingen; hierbij kan mede worden omschreven in welke volgorde voldoening zal plaats vinden.

2. Artikel 3, lid 2, vindt te dezen toepassing.

§ III. *Invoer.*

Artikel 5.

1. Wij kunnen bij besluit, bekend te maken in de *Nederlandsche Staatscourant*, bepalen, dat invoer van goederen, ten

aanzien waarvan de voldoening van het verschuldigde onderworpen is aan de bij verdrag of krachtens deze wet gegeven voorschriften, alleen mag plaats hebben onder overlegging van door Ons aangegeven documenten aan de ambtenaren der invoerrechten en accijnzen.

2. Onze Ministers, met de uitvoering van deze wet belast, kunnen bepalen, dat in door of vanwege hen aan te wijzen gevallen en naar door of vanwege hen te stellen regelen, invoer, als bedoeld in het eerste lid, slechts is toegestaan tegen het storten van voorschot of het stellen van zekerheid.

3. De ambtenaren der invoerrechten en accijnzen kunnen den invoer beletten van goederen, ten aanzien waarvan niet ten genoegen van Onze Ministers wordt bewezen, dat zij niet vallen onder een besluit als bedoeld in het eerste lid of onder een aanwijzing als bedoeld in het tweede lid.

Artikel 6.

1. Onze Ministers, met de uitvoering van deze wet belast, kunnen bij besluit, bekend te maken in de *Nederlandsche Staatscourant*, bepalen, dat invoer van goederen,

van oorsprong uit of herkomstig van het grondgebied van een vreemde Mogendheid, waarmede een verdrag is gesloten of die door Ons ingevolge artikel 4 is aangewezen,

op grond van overeenkomsten, welke medebrengen, dat de waarde dier goederen niet, slechts ten deele of onwenschelijk laat overeenkomstig de bij een verdrag of krachtens deze wet gegeven voorschriften moet worden gestort,

slechts zal kunnen plaats hebben, nadat door of vanwege die Ministers is verklaard, dat tegen die overeenkomsten geen bezwaar bestaat.

Hierbij kunnen nadere bepalingen worden gesteld.

2. Degene, die, zonder dat de vereischte verklaring is verkregen of in strijd met bij een verklaring gemaakte nadere bepalingen, goederen invoert, is verplicht een bedrag, gelijk aan de waarde dier goederen of het niet aan storting onderworpen gedeelte daarvan, aan het vereffeningsinstituut te betalen, behoudens kwijtschelding in bijzondere gevallen door Onze Ministers.

3. Het derde lid van het voorgaande artikel vindt overeenkomstige toepassing.

Artikel 7.

Onder invoer wordt uitsluitend verstaan invoer in het vrije verkeer, opslag in een entrepôt van binnenlandsche goederen en in een entrepôt als bedoeld in artikel 2 der wet van 7 Juni 1919, *Staatsblad* n°. 318, daaronder begrepen, voor zoover niet bij een verdrag of bij of krachtens een algemeenen maatregel van bestuur anders is bepaald.

§ IV. *Vereffeningsinstituut.*

Artikel 8.

1. Als vereffeningsinstituut voor het internationale betalingsverkeer, vallende onder een verdrag of een algemeenen maatregel van bestuur als bedoeld in artikel 4, treedt op de stichting „Nederlandsch Clearinginstituut", gevestigd te 's-Gravenhage, voor zoover door Ons niet een of meer andere instellingen als zoodanig worden aangewezen.

2. Het vereffeningsinstituut kan voor zijn bemoeiingen kosten in rekening brengen. De tarieven van deze kosten behoeven de goedkeuring van Onze Ministers, met de uitvoering van deze wet belast, en worden bekend gemaakt in de *Nederlandsche Staatscourant.*

§ V. *Betalingen aan het buitenland.*

Artikel 9.

Storting van het verschuldigde hier te lande overeenkomstig de bij een verdrag of krachtens deze wet gegeven voorschriften bevrijdt den schuldenaar.

Artikel 10.

Derden kunnen ten aanzien van een schuld, waarvan de voldoening overeenkomstig de bij een verdrag of krachtens deze wet gegeven voorschriften behoort te geschieden, jegens den schuldenaar uit geenerlei hoofde eenig recht verkrijgen of uitoefenen, voor zoover zulks niet bij algemeenen maatregel van bestuur, al dan niet onder het stellen van nadere bepalingen, mocht zijn toegestaan.

Artikel 11.

Indien zonder goedkeuring of bekrachtiging door het vereffeningsinstituut een schuld te niet gaat of een betaling ge-

schiedt anders dan door middel van storting, bij een verdrag of krachtens deze wet voor de voldoening of betaling voorgeschreven, is de gewezen schuldenaar of degene, die de betaling heeft gedaan, tot betaling van een gelijk bedrag aan het vereffeningsinstituut verplicht.

Artikel 12.

De voorschriften, bij een verdrag of bij of krachtens deze wet gegeven, laten, voor zoover niet uitdrukkelijk anders is bepaald, onverlet het recht van den schuldeischer om ter bekoming van voldoening op de gewone wijze een rechtsvordering in te stellen. De deurwaarder stort het door de tenuitvoerlegging van een vonnis ontvangen bedrag, na aftrek van de proces- en executiekosten, overeenkomstig de bij het verdrag of krachtens deze wet gegeven voorschriften.

§ VI. *Dwangbevel.*

Artikel 13.

1. Het vereffeningsinstituut is bevoegd den schuldenaar van een opeischbare schuld, waarvan de voldoening ingevolge de bij een verdrag of krachtens deze wet gegeven voorschriften door storting behoort te geschieden, bij aangeteekenden brief met bericht van ontvangst aan te manen om het verschuldigde binnen een daarbij te stellen termijn van ten minste tien dagen te storten, onder kennisgeving, dat hij daartoe anders op de bij het volgende artikel geregelde wijze zal kunnen worden gedwongen.

2. Het voorgaande lid vindt overeenkomstige toepassing ten aanzien van dengene, die ingevolge artikel 6, lid 2, of artikel 11 tot betaling aan het vereffeningsinstituut verplicht is.

Artikel 14.

1. Indien aan de aanmaning niet wordt voldaan, kan het verschuldigde worden ingevorderd bij dwangbevel, medebrengende het recht om de goederen van den schuldenaar zonder vonnis aan te tasten.

2. Het dwangbevel wordt door of vanwege Onzen Minister van Economische Zaken in Onzen naam uitgevaardigd en door den president van de arrondissements-rechtbank te 's-Gravenhage executoir verklaard.

3. De beteekening en tenuitvoerlegging geschieden door een ambtenaar der directe belastingen of een deurwaarder, op de bij het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering ten aanzien

van vonnissen en authentieke akten voorgeschreven wijze, behoudens dat bij inbeslagneming van roerende goederen de daarmede belaste ambtenaar zich desverkiezende niet door getuigen of door slechts één getuige behoeft te doen bijstaan en bevoegd is den persoon, tegen wien het beslag is gedaan, ook zonder diens bewilliging tot bewaarder aan te stellen.

4. De kosten van vervolging worden berekend volgens regelen te stellen bij algemeenen maatregel van bestuur. Het recht tot invordering bij het dwangbevel strekt zich uit tot deze kosten.

Artikel 15.

1. De tenuitvoerlegging van het dwangbevel wordt geschorst door een met redenen omkleed verzet. Deze schorsing kan in kort geding worden opgeheven.

2. Het verzet wordt ingesteld door dagvaarding van dengene, die het dwangbevel heeft uitgevaardigd, voor de arrondissementsrechtbank te 's-Gravenhage.

3. Het verzet kan niet gegrond zijn op de bewering, dat de aanmaning niet ontvangen zou zijn.

4. De rechter is vrij in de verdeeling van den bewijslast.

5. Tegen het vonnis der rechtbank staat hooger beroep niet open. Voorziening in cassatie door den opposant is slechts mogelijk na voorafgaande betaling van het bedrag, waarvoor het dwangbevel is uitgevaardigd, met de kosten, aan het vereffeningsinstituut.

§ VII. *Uitbetaling hier te lande.*

Artikel 16.

1. Betaling uit hier te lande gestorte gelden overeenkomstig de bij een verdrag of krachtens deze wet gegeven voorschriften doet de vordering van den schuldeischer te niet gaan.

2. Toekomstige aanspraken op zoodanige betaling kunnen, met het oog op door Ons aan te wijzen doeleinden, worden overgedragen aan door Ons aan te wijzen personen en lichamen. De aanwijzingen en haar intrekking worden bekend gemaakt in de *Nederlandsche Staatscourant*.

§ VIII. *Handelingen of overeenkomsten, welke de werking van een verdrag of van deze wet kunnen verijdelen.*

Artikel 17.

1. Voor zoover door een handeling of overeenkomst, verricht of aangegaan na het sluiten van een verdrag of na een aanwijzing

van een vreemde Mogendheid overeenkomstig artikel 4, de toepassing van voorschriften, gegeven bij dat verdrag of bij of krachtens deze wet, kan worden verijdeld, kunnen Onze Ministers, met de uitvoering van deze wet belast, voorschrijven, dat daarmede bij die toepassing geen rekening zal worden gehouden; het besluit is met redenen omkleed en wordt aan den belanghebbende in afschrift toegezonden bij aangeteekenden brief met bericht van ontvangst.

2. Onze Ministers kunnen, bij besluit bekend te maken in de *Nederlandsche Staatscourant*, algemeene bepalingen van gelijke strekking vaststellen voor handelingen of overeenkomsten, welke na die bekendmaking worden verricht of aangegaan.

Artikel 18.

1. In geval van onzekerheid, in hoever met een bepaalde voorgenomen handeling of overeenkomst bij de toepassing van voorschriften, gegeven bij een verdrag of bij of krachtens deze wet, rekening zal worden gehouden, kan de belanghebbende aan Onze Ministers, met de uitvoering van deze wet belast, een uitspraak vragen.

2. Een uitspraak, dat met een bepaalde handeling of overeenkomst rekening zal worden gehouden, is niet bindend, indien de belanghebbende een onjuiste of onvolledige voorstelling van zaken heeft gegeven.

§ IX. *Bevoegdheid tot het stellen van verdere bepalingen.*

Artikel 19.

Wij kunnen bij algemeenen maatregel van bestuur verdere bepalingen vaststellen, welke Wij wenschelijk achten met het oog op een verdrag of een krachtens deze wet getroffen regeling.

§ X. *Strafrechtelijke bepalingen.*

Artikel 20.

1. Hij die in strijd met voorschriften bij een verdrag of krachtens deze wet gegeven, opzettelijk een schuld doet te niet gaan of een betaling verricht of ontvangt, wordt gestraft met gevangenisstraf van ten hoogste zes maanden of geldboete van ten hoogste tien duizend gulden.

2. Het feit wordt beschouwd als een misdrijf.

3. Dit artikel is ook van toepassing op feiten buiten het Rijk in Europa gepleegd.

4. In geval van het doen te niet gaan van een schuld kan de vervolging mede plaats hebben voor de arrondissementsrechtbank binnen welker rechtsgebied handelingen zijn verricht, waardoor de schuld is ontstaan.

Artikel 21.

1. Andere overtreding van voorschriften bij een verdrag of krachtens deze wet gegeven, voor zoover uitdrukkelijk als strafbaar feit in den zin van dit artikel aangeduid, wordt gestraft met hechtenis van ten hoogste drie maanden of geldboete van ten hoogste vijf duizend gulden.

2. Het feit wordt beschouwd als een overtreding.

Artikel 22.

1. Allen die uit hoofde van hun ambt of beroep betrokken zijn bij de uitvoering van een verdrag of bij of krachtens deze wet gegeven voorschriften, zijn verplicht tot geheimhouding van al hetgeen zij in hun hoedanigheid vernemen, voor zoover zij niet uit hoofde van dat ambt of beroep tot mededeeling daarvan zijn gehouden.

2. Deze verplichting geldt mede voor deskundigen die in verband met de uitvoering dezer wet geraadpleegd of met eenige werkzaamheid belast worden.

3. Hij die opzettelijk de verplichting tot geheimhouding schendt, wordt gestraft met gevangenisstraf van ten hoogste zes maanden of geldboete van ten hoogste zeshonderd gulden.

4. Het feit wordt beschouwd als een misdrijf.

5. Indien dit misdrijf tegen een bepaald persoon gepleegd is, wordt het slechts vervolgd op diens klachte.

Artikel 23.

1. Met het opsporen van de feiten strafbaar gesteld in de drie voorgaande artikelen, zijn behalve de bij of krachtens artikel 141 van het Wetboek van Strafvordering aangewezen personen belast:

a. de ambtenaren van rijks- en gemeentepolitie;

b. de ambtenaren der invoerrechten en accijnzen;

c. zij die daartoe door Onze Ministers met de uitvoering van deze wet belast, zijn aangewezen.

2. De opsporingsambtenaren kunnen te allen tijde inzage vorderen van alle bescheiden waarvan zij voor de goede vervulling van hun taak inzage noodig oordeelen.

3. Zij hebben te allen tijde toegang tot alle plaatsen, daaronder begrepen lokalen, erven en woningen, waarin of waarop zich naar redelijk vermoeden voorwerpen kunnen bevinden, leidende tot opsporing van de in het eerste lid bedoelde feiten. Wordt hun de toegang geweigerd, dan verschaffen zij zich dien desnoods met inroeping van den sterken arm.

4. In woningen treden zij tegen den wil van den bewoner niet binnen dan vergezeld van een commissaris van politie of den burgemeester van de gemeente, of wel voorzien van een bijzonderen schriftelijken last, in den zin van artikel 121 van het Wetboek van Strafvordering, van een commissaris van politie en in gemeenten waar geen commissaris is, van den burgemeester. Van dit binnentreden wordt binnen tweemaal vier en twintig uren proces-verbaal opgemaakt. Daarin wordt mede van het tijdstip van het binnentreden en van het daarmede beoogde doel melding gemaakt. De opsporingsambtenaren zijn bevoegd zich van bepaalde door hen aangewezen personen te doen vergezellen. In dat geval wordt hiervan in het proces-verbaal melding gemaakt.

§ XI. *Bepalingen voor Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao.*

Artikel 24.

1. Het voorbehoud tot bekrachtiging, gesteld in artikel 2, betreft ook een verdrag, dat mede is gesloten voor een of meer overzeesche gebiedsdeelen, onverminderd Onze bevoegdheid andere overeenkomsten te sluiten, welke mede voor die gebiedsdeelen gelden.

2. Wij behoudens Ons eveneens voor verdragen, als bedoeld in artikel 2, uitsluitend voor een of meer overzeesche gebiedsdeelen gesloten, te bekrachtigen, onverminderd Onze bevoegdheid ten aanzien van andere overeenkomsten.

3. De verdragen en overeenkomsten, bedoeld in dit artikel, worden zoo spoedig mogelijk aan de Staten-Generaal medegedeeld; zij worden in het *Staatsblad* en in het overeenkomstige officieele publicatieblad van het betrokken gebiedsdeel geplaatst, wat de verdragen betreft nadat zij zijn bekrachtigd.

Artikel 25.

1. Wij kunnen voor de overzeesche gebiedsdeelen, tot afweer van nadeelige gevolgen van beperkende bepalingen door vreemde Mogendheden getroffen ten aanzien van het internationale betalingsverkeer, verder bij algemeenen maatregel van bestuur alle wenschelijke regelen stellen, daaronder begrepen regelen ter uitvoering van en met het oog op verdragen.

2. Het bepaalde bij de artikelen 20, lid 1 en lid 2, 21 en 22 vindt te dezen toepassing.

§ XII. *Slotbepalingen.*

Artikel 26.

De wet van 25 Juli 1932, *Staatsblad* n°. 375, is ingetrokken.

Artikel 27.

Deze wet treedt in werking op een door Ons te bepalen tijdstip, dat voor verschillende artikelen verschillend kan worden gesteld.

Artikel 28.

Deze wet kan worden aangehaald als ,,Wet Internationaal Betalingsverkeer 1934".

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven ten Paleize het Loo, den 14den November 1934.

WILHELMINA.

De Minister van Economische Zaken,
STEENBERGHE.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

De Minister van Financiën,
OUD.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *zestienden* November 1934.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernements-blad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 28sten Januari 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 29sten Januari 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 23.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 28 Januari 1935 No. 329 *bepalende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van den 16den November 1934 (Staatsblad No. 587), tot vaststelling van het tijdstip van inwerkingtreding van bepaalde artikelen der Wet Internationaal Betalingsverkeer 1934.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën van 21 November 1934, 4e Afdeeling, Bureau E.Z. No. 7/606, waarbij o.m. ter bekendmaking is toegezonden een exemplaar van het Staatsblad No. 587 van 1934, waarin is opgenomen het Koninklijk besluit van 16 November 1934 tot vaststelling van het tijdstip van inwerkingtreding van bepaalde artikelen der Wet Internationaal Betalingsverkeer 1934;

Herlezen de resolutiën van 27 December 1934 No. 4162 en 28 Januari 1935 No. 328;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit, benevens afschrift van deze resolutie, in het Gouvernementsblad zal worden geplaatst.

Paramaribo, den 28sten Januari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 30sten Januari 1935.

De Gouvernements-Secretaris.

P. KIKKERT.

Wij WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Op de voordracht van Onzen Minister van Economische Zaken, mede namens Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken, van Financiën en Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 16 November 1934, n°. 48083 J.A., Afdeeling Handel en Nijverheid;

Gelet op artikel 27 der Wet Internationaal Betalingsverkeer 1934;

Hebben goedgevonden en verstaan:

Eenig artikel.

1. De artikelen 1, 24, 25 en 28 van de Wet Internationaal Betalingsverkeer 1934 treden in werking met ingang van 19 November 1934.

2. Artikel 2 dier wet treedt met ingang van dien datum in werking voor wat betreft *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao*.

Onze voornoemde Ministers zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van dit besluit, hetwelk in het *Staatsblad* zal worden geplaatst.

Het Loo, den 16den November 1934.

WILHELMINA.

De Minister van Economische Zaken,
STEENBERGHE.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

De Minister van Financiën,
OUD.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *zeventienden* November 1934.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

1935. No. 24.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 28 Januari 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk Besluit van den 16den November 1934 (Staatsblad No. 589), tot het stellen van regelen voor Suriname tot afweer van nadeelige gevolgen van beperkende bepalingen door vreemde Mogendheden getroffen ten aanzien van het internationale betalingsverkeer.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk Besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Overwegende, dat het wenschelijk is voor *Suriname* regelen te stellen tot afweer van nadeelige gevolgen van beperkende bepalingen door vreemde Mogendheden getroffen ten aanzien van het internationale betalingsverkeer;

Op de voordracht van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, mede namens Onze Ministers van Economische Zaken, van Financiën en van Binnenlandsche Zaken van 9 November 1934, 4de Afdeeling, Bur. E.Z., n°. 14;

Den Raad van State gehoord (advies van 13 November 1934, n°. 33);

Gezien het nader rapport van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, mede namens Onze Ministers van Economische Zaken, van Financiën en van Buitenlandsche Zaken van 16 November 1934, 4de Afdeeling, Bur. E.Z., n°. 5;

Gelet op artikel 25 van de „Wet Internationaal Betalingsverkeer 1934", alsmede op artikel 48 van het Reglement op het beleid der Regering in de kolonie *Suriname*;

Hebben goedgevonden en verstaan:

§ I. *Algemeene bepalingen.*

Artikel 1.

Dit Besluit verstaat onder:

1°: „verdrag": alle verdragen en overeenkomsten inzake het internationale betalingsverkeer;

2°: „wet": de Wet Internationaal Betalingsverkeer 1934;

3°: ,,de Commissie van Ministers'': de Commissie van Ministers, bedoeld in artikel 4 van de statuten van het Nederlandsch Clearinginstituut;

4°: ,,storting bij het vereffeningsinstituut'': storting bij den kassier of op de postrekening van het vereffeningsinstituut.

Artikel 2.

1. De bij of krachtens dit Besluit gegeven voorschriften zijn van toepassing op het internationale betalingsverkeer tusschen *Suriname* en landen, waarmede een verdrag is gesloten of die door Ons zijn aangewezen, voor zoover niet bij dat Verdrag of bij die aanwijzing anders is bepaald.

2. Bij intrekking van een aanwijzing, als bedoeld in het eerste lid van dit artikel, worden, zoo noodig, overgangsvoorzieningen getroffen.

3. De aanwijzingen en haar intrekking worden bekend gemaakt in het *Gouvernements-Advertentieblad*.

§ II. *Invoer.*

Artikel 3.

1. De Gouverneur van *Suriname* kan bij besluit bepalen, dat invoer van goederen, ten aanzien waarvan de voldoening van het verschuldigde onderworpen is aan de bij verdrag of bij of krachtens dit Besluit gegeven voorschriften, alleen mag plaats hebben onder overlegging van door hem aangegeven documenten aan de ambtenaren bij den actieven dienst der belastingen of aan andere door of namens hem daartoe aangewezen ambtenaren.

2. De Gouverneur van *Suriname* kan bij resolutie bepalen, dat in door of vanwege hem aan te wijzen gevallen en naar door of vanwege hem te stellen regelen, invoer, als bedoeld in het eerste lid van dit artikel, slechts is toegestaan tegen het storten van voorschot of het stellen van zekerheid.

3. De daartoe bij of krachtens het eerste lid van dit artikel aangewezen ambtenaren kunnen den invoer beletten van goederen, ten aanzien waarvan niet ten genoegen van den Gouverneur wordt bewezen, dat zij niet vallen onder een voorzie-

ning als bedoeld in het eerste lid van dit artikel of onder een aanwijzing als bedoeld in het tweede lid van dit artikel.

Artikel 4.

1. De Gouverneur van *Suriname* kan bij besluit bepalen, dat invoer van goederen, van oorsprong uit of herkomstig van in artikel 2 bedoelde landen,

op grond van overeenkomsten, welke medebrengen; dat de waarde dier goederen niet, slechts ten deele of onwenschelijk laat overeenkomstig de bij een verdrag of bij of krachtens dit Besluit gegeven voorschriften moet worden gestort,

slechts zal kunnen plaats hebben, nadat door of vanwege de Commissie van Ministers is verklaard, dat tegen die overeenkomsten geen bezwaar bestaat; hierbij kunnen nadere bepalingen worden gesteld.

2. Degene, die zonder dat de vereischte verklaring is verkregen of in strijd met bij een verklaring gemaakte nadere bepalingen, goederen invoert, is verplicht een bedrag gelijk aan de waarde dier goederen of het niet aan storting onderworpen gedeelte daarvan, aan het vereffeningsinstituut te betalen, behoudens kwijtschelding in bijzondere gevallen door den Gouverneur van *Suriname*.

3. Het derde lid van het voorgaande artikel vindt overeenkomstige toepassing.

Artikel 5.

Onder invoer wordt uitsluitend verstaan invoer in het vrije verkeer in *Suriname*, daaronder begrepen opslag in een entrepôt van binnenlandsche goederen en in een entrepôt als bedoeld in artikel 23 van de Scheepvaartverordening (*Gouvernementsblad* 1908, n°. 63), voor zoover niet in bijzondere gevallen of voor groepen van gevallen door den Gouverneur van *Suriname* bij besluit anders wordt bepaald.

§ III. *Vereffeningsinstituut.*

Artikel 6.

1. Als vereffeningsinstituut voor het internationale betalingsverkeer, vallende onder een verdrag of een aanwijzing als bedoeld in artikel 2, treedt op de stichting „Nederlandsch Clearinginstituut", gevestigd te *'s-Gravenhage*.

2. In *Suriname* treedt als agent van het ,,Nederlandsch Clearinginstituut'' op een door den Gouverneur van *Suriname* aan te wijzen persoon.

3. Het vereffeningsinstituut kan voor zijn bemoeiïngen kosten in rekening brengen overeenkomstig het bepaalde in artikel 8, lid 2, van de wet.

§ IV. *Betalingen aan het buitenland.*

Artikel 7.

1. De voldoening van schulden, ontstaan wegens of in verband met levering van goederen van oorsprong uit of herkomstig van in artikel 2 bedoelde landen, alsmede betalingen uit anderen hoofde aan of ten behoeve van personen, die in die landen zijn of waren gevestigd, is slechts geoorloofd door storting van het bedrag in guldens bij het vereffeningsinstituut.

2. Schulden, ontstaan wegens of in verband met levering van goederen als bedoeld in het eerste lid van dit artikel, vallen ook dan onder de bij of krachtens dit Besluit gegeven voorschriften, indien de schuldeischer in het Koninkrijk of in een derde land is gevestigd. Het vereffeningsinstituut kan in bijzondere gevallen met machtiging van de Commissie van Ministers een andere regeling treffen.

3. Indien het te storten bedrag niet in guldens is uitgedrukt, moet de tegenwaarde daarvan worden gestort in guldens, berekend naar den wisselkoers van het betreffende vreemde geld ter beurze van *Amsterdam* van den beursdag, aan den dag der storting voorafgaande. Bij gebreke van een zoodanigen wisselkoers geschiedt de omrekening in guldens naar een telkens door De Nederlandsche Bank N. V. te *Amsterdam* vast te stellen koers.

Artikel 8.

1. Als storting in den zin van dit Besluit wordt mede aangemerkt betaling aan een in het Koninkrijk gevestigden gemachtigde, voorzoover deze de goedkeuring van het vereffeningsinstituut tot het in ontvangst nemen van betalingen bezit.

2. Het vereffeningsinstituut kan deze goedkeuring onder nadere voorwaarden verleenen.

3. Het vereffeningsinstituut kan krachtens machtiging van de Commissie van Ministers toestaan, dat de gemachtigde vorderingen op den schuldeischer rechtstreeks verrekent met de ontvangen gelden.

4. Met inachtneming van het in het voorgaande lid van dit artikel bepaalde stort de gemachtigde de ontvangen gelden onverwijld bij het vereffeningsinstituut.

5. Het vereffeningsinstituut kan aan gemachtigden toestaan:

a. krachtens machtiging van de Commissie van Ministers vreemd geld om te rekenen tegen een anderen koers dan in artikel 7 wordt voorgeschreven;

b. de ontvangen gelden in ronde bedragen of op vaste tijdstippen te storten.

Artikel 9.

Storting van het verschuldigde overeenkomstig de bij een verdrag of bij of krachtens dit Besluit gegeven voorschriften bevrijdt den schuldenaar.

Artikel 10.

Hij, die gelden bij het vereffeningsinstituut stort of die ingevolge artikel 8 of artikel 12 aan een gemachtigde of aan een derde rechtverkrijgende betaalt, is verplicht hiervan denzelfden dag aan het vereffeningsinstituut kennis te geven door inzending van een behoorlijk ingevuld en onderteekend formulier, dat door het vereffeningsinstituut wordt vastgesteld en algemeen verkrijgbaar gesteld.

Artikel 11.

Derden kunnen ten aanzien van een schuld, waarvan de voldoening overeenkomstig de bij een verdrag of bij of krachtens dit Besluit gegeven voorschriften behoort te geschieden, jegens den schuldenaar uit geenerlei hoofde eenig recht verkrijgen of uitoefenen, voorzoover zulks niet bij artikel 12 of bij een besluit, als bedoeld in artikel 30, al dan niet onder het stellen van nadere bepalingen, mocht zijn toegestaan.

Artikel 12.

1. Derden kunnen ten aanzien van een schuld, waarvan de voldoening door middel van storting bij het vereffeningsinstituut behoort te geschieden, ten gevolge van cessie, verpanding, het endosseeren van orderbiljetten of het trekken of endosseeren van wissels aan hun order jegens den schuldenaar rechten verkrijgen, mits de rechtshandeling wordt verricht onder bezwarenden titel en zoowel het uit dien hoofde aan hun voorganger komende

bedrag als eenig aan dien voorganger te verantwoorden overschot bij het vereffeningsinstituut wordt gestort.

2. Betaling aan een derde rechtverkrijgende in de gevallen, bedoeld in het vorige lid, geldt voor den schuldenaar als storting, doch alleen voor zoover door dien derde aan den in het voorgaande lid voorgeschreven stortingsplicht is of wordt voldaan.

3. Het accepteeren van wissels en het afgeven van orderbiljetten terzake van schulden, die door middel van storting behooren te worden voldaan, is verboden, tenzij de verplichting tot storting in het stuk zelf tot uitdrukking is gebracht.

Artikel 13.

Indien zonder goedkeuring of bekrachtiging door het vereffeningsinstituut een schuld te niet gaat of een betaling geschiedt anders dan door middel van storting, bij een verdrag of bij of krachtens dit Besluit voor de voldoening of betaling voorgeschreven, is de gewezen schuldenaar of degene, die de betaling heeft gedaan, tot betaling van een gelijk bedrag aan het vereffeningsinstituut verplicht.

Artikel 14.

1. Binnen de grenzen en volgens de regelen door de Commissie van Ministers vast te stellen, kan het vereffeningsinstituut het doen te niet gaan van schulden en het verrichten van betalingen goedkeuren of bekrachtigen, onder ontheffing van den plicht tot storting, indien het betreft:

1°: rechtstreeksche verrekening van vorderingen;

2°: beschikking over een tegoed, getroffen door beperkende bepalingen van in artikel 2 bedoelde landen.

2. Het vereffeningsinstituut kan in andere gevallen van bijzonderen aard met machtiging van de Commissie van Ministers gelijke goedkeuring of bekrachtiging verleenen.

Artikel 15.

De voorschriften, bij een verdrag of bij of krachtens dit Besluit gegeven, laten, voor zoover niet uitdrukkelijk anders is bepaald, onverlet het recht van den schuldeischer om ter bekoming van voldoening op de gewone wijze een rechtsvordering

in te stellen. De deurwaarder stort het door ten uitvoerlegging van een vonnis ontvangen bedrag, na aftrek van de proces- en executiekosten, overeenkomstig de bij het verdrag of bij of krachtens dit Besluit gegeven voorschriften.

§ V. *Dwangbevel.*

Artikel 16.

1. Het vereffeningsinstituut is bevoegd den schuldenaar van een opeischbare schuld, waarvan de voldoening ingevolge de bij een verdrag of bij of krachtens dit Besluit gegeven voorschriften door storting behoort te geschieden, bij aangeteekenden brief met bericht van ontvangst, aan te manen om het verschuldigde binnen een daarbij te stellen termijn van ten minste tien dagen te storten, onder kennisgeving, dat hij daartoe anders op de bij het volgend artikel geregelde wijze zal kunnen worden gedwongen.

2. Het voorgaande lid van dit artikel vindt overeenkomstige toepassing ten aanzien van dengene, die ingevolge artikel 4, lid 2, of artikel 13 tot betaling aan het vereffeningsinstituut verplicht is.

Artikel 17.

1. Indien aan de aanmaning niet wordt voldaan, kan het verschuldigde worden ingevorderd bij dwangbevel, medebrengende het recht om de goederen van den schuldenaar zonder vonnis aan te tasten.

2. Het dwangbevel wordt door of vanwege den Gouverneur van *Suriname* in Onzen naam uitgevaardigd en door den Voorzitter van het Hof van Justitie executoir verklaard.

3. De beteekening en tenuitvoerlegging geschieden op de wijze als geregeld voor de invordering van belastingen door middel van dwangschriften.

4. De kosten van vervolging worden berekend als voor de invordering van belastingen door middel van dwangschriften. Het recht tot invordering bij het dwangbevel strekt zich uit tot deze kosten.

Artikel 18.

1. De tenuitvoerlegging van het dwangbevel wordt geschorst door een met redenen omkleed verzet. Deze schorsing kan in kort geding worden opgeheven.

2. Het verzet wordt ingesteld door dagvaarding van dengene, die het dwangbevel heeft uitgevaardigd, voor het Hof van Justitie.

3. Het verzet kan niet gegrond zijn op de bewering, dat de aanmaning niet ontvangen zou zijn.

4. De rechter is vrij in de verdeeling van den bewijslast.

§ VI. *Uitbetaling door het vereffeningsinstituut.*

Artikel 19.

1. De aanwending van bij het vereffeningsinstituut gestorte gelden ten behoeve van in het Koninkrijk gevestigde schuldeischers, wier vorderingen in verband met op het internationale betalingsverkeer toegepaste beperkende bepalingen zijn of worden getroffen, geschiedt door het vereffeningsinstituut.

2. De Commissie van Ministers bepaalt, welke vorderingen uit deze gelden zullen worden voldaan en in welke volgorde voldoening zal plaats vinden.

Artikel 20.

1. Betaling uit bij het vereffeningsinstituut gestorte gelden overeenkomstig de bij een verdrag of bij of krachtens dit Besluit gegeven voorschriften, doet de vordering van den schuldeischer te niet gaan.

2. Toekomstige aanspraken op zoodanige betaling kunnen, met het oog op door den Gouverneur van *Suriname* aan te wijzen doeleinden, worden overgedragen aan door den Gouverneur van *Suriname* aan te wijzen personen en lichamen. De aanwijzingen en haar intrekking worden bekend gemaakt in het *Gouvernements-Advertentieblad*.

Artikel 21.

1. De schuldeischers, die aanspraak op uitbetaling maken, zijn verplicht hun vorderingen bij het vereffeningsinstituut in te dienen door middel van een behoorlijk ingevuld en ondertekend formulier, dat door het vereffeningsinstituut wordt vastgesteld en algemeen verkrijgbaar gesteld, onder overlegging van de door het vereffeningsinstituut verlangde bewijsstukken.

2. Het vereffeningsinstituut is bevoegd de toelating van een vordering afhankelijk te stellen van de overlegging van nadere bewijsstukken en van een onderzoek door een of meer van zijnentwege aangewezen deskundigen.

Artikel 22.

De schuldeischers, die krachtens dit besluit uitbetaling ontvangen, zijn verplicht, naar gelang zij uitbetaling ontvangen, de aanspraken, welke zij in verband met hun vorderingen hebben, aan het vereffeningsinstituut over te dragen.

§ VII. *Handelingen of overeenkomsten, welke de werking van een verdrag of van dit Besluit kunnen verijdelen.*

Artikel 23.

1. Voorzoover door een handeling of overeenkomst, verricht of aangegaan na het sluiten van een verdrag of na een aanwijzing van een land overeenkomstig artikel 2, de toepassing van voorschriften, gegeven bij dat verdrag of bij of krachtens dit Besluit, kan worden verijdeld, kan de Gouverneur van *Suriname* voorschrijven, dat daarmede bij die toepassing geen rekening zal worden gehouden; de daartoe strekkende resolutie is met redenen omkleed en wordt aan den belanghebbende in afschrift toegezonden bij aangeteekenden brief met bericht van ontvangst.

2. De Gouverneur van *Suriname* kan bij besluit algemeene bepalingen van gelijke strekking vaststellen voor handelingen of overeenkomsten, welke na die bekendmaking worden verricht of aangegaan.

Artikel 24.

1. In geval van onzekerheid, in hoever met een bepaalde voorgenomen handeling of overeenkomst bij de toepassing van voorschriften, gegeven bij een verdrag of bij of krachtens dit Besluit, rekening zal worden gehouden, kan de belanghebbende aan den Gouverneur van *Suriname* een uitspraak vragen.

2. Een uitspraak, dat met een bepaalde handeling of overeenkomst rekening zal worden gehouden, is niet bindend, indien de belanghebbende een onjuiste of onvolledige voorstelling van zaken heeft gegeven.

§ VIII. *Strafrechtelijke bepalingen.*

Artikel 25.

1. De in artikel 20 juncto artikel 25, lid 2, van de wet genoemde strafbepalingen zijn ook van toepassing op feiten buiten *Suriname* gepleegd.

2. In geval van het doen te niet gaan van een schuld kan de vervolging mede plaats hebben voor den Rechter, binnen wiens rechtsgebied handelingen zijn verricht, waardoor de schuld is ontstaan.

Artikel 26.

Ingevolge artikel 21 juncto artikel 25, lid 2, van de wet is strafbaar met de aldaar genoemde straffen:

1°: hij die handelt in strijd met het verbod gegeven in artikel 12, lid 3;

2°: hij die niet, niet tijdig of niet ten volle voldoet aan zijn verplichting tot kennisgeving aan het vereffeningsinstituut ingevolge artikel 10;

3°: hij die ter bekoming van uitbetaling op een vordering een onjuiste opgave doet of een ter zake dienend feit verzwijgt.

Artikel 27.

1. Met het opsporen van de in het voorgaande artikel en in de artikelen 20, lid 1 en lid 2, 21 en 22, juncto artikel 25, lid 2, van de wet strafbaar gestelde feiten zijn, behalve zij, die in het algemeen belast zijn met het opsporen van strafbare feiten, mede belast:

a. de ambtenaren bij den actieven dienst der belastingen;

b. zij, die daartoe door den Gouverneur van *Suriname* zijn aangewezen.

2. De opsporingsambtenaren kunnen te allen tijde inzage vorderen van alle bescheiden, waarvan zij voor de goede vervulling van hun taak inzage noodig oordeelen.

3. Zij hebben te allen tijde toegang tot alle plaatsen, daaronder begrepen lokalen, erven en woningen, waarin of waarop zich naar redelijk vermoeden voorwerpen kunnen bevinden, leidende tot opsporing van de in het eerste lid bedoelde feiten. Wordt hun de toegang geweigerd, dan verschaffen zij zich dien desnoods met inroeping van den sterken arm.

4. In woningen treden zij tegen den wil van den bewoner niet binnen dan voorzien van een bijzonderen schriftelijken last: te *Paramaribo* van den Procureur-Generaal en in een district van den betrokken Districts-Commissaris.

Van dit binnentreden wordt binnen tweemaal vier en twintig uren proces-verbaal opgemaakt. Daarin wordt mede van het

tijdstip van het binnentreden en van het daarmede beoogde doel melding gemaakt. De opsporingsambtenaren zijn bevoegd zich van bepaalde door hen aangewezen personen te doen vergezellen. In dat geval wordt hiervan in het proces-verbaal melding gemaakt.

§ IX. *Overgangsbepaling.*

Artikel 28.

Ontheffing van de verplichting tot storting bij het vereffeningsinstituut wordt verleend voorzoover ten genoegen van het vereffeningsinstituut wordt bewezen, dat een schuld, ontstaan wegens of in verband met levering van goederen, van oorsprong uit of herkomstig van in artikel 2 bedoelde landen, reeds was vervallen en voldaan vóór den dag van de inwerkingtreding van dit Besluit.

§ X. *Slotbepalingen.*

Artikel 29.

De Gouverneur van *Suriname* kan bij besluit bepalen, dat in door of vanwege hem aan te wijzen gevallen of groepen van gevallen, al dan niet onder daarbij te stellen voorwaarden, ontheffing van de bij of krachtens dit Besluit gegeven voorschriften kan worden verleend.

Artikel 30.

De Gouverneur van *Suriname* kan bij besluit bepalingen vaststellen nopens al hetgeen verder met betrekking tot de uitvoering van een verdrag of van dit Besluit nadere regeling behoeft.

Artikel 31.

Dit Besluit treedt in werking met ingang van den dag volgende op dien, waarop het in *Suriname* zal zijn afgekondigd.

Artikel 32.

Dit Besluit kan worden aangehaald als ,,Besluit Internationaal Betalingsverkeer *Suriname* 1934''.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit Besluit, hetwelk in het *Staatsblad* zal worden geplaatst en van hetwelk afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den 16den November 1934.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

De Minister van Economische Zaken,
STEENBERGHE.

De Minister van Financiën,
OUD.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *zeventienden* November 1934.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het Gouvernementsblad bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 28sten Januari 1935.
KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 29sten Januari 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 25.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

BESLUIT van 28 Januari 1935, *ter uitvoering van artikel 3 van het Besluit Internationaal Betalingsverkeer Suriname 1934 (Staatsblad No. 589, Gouvernementsblad 1935 No. 24).*

IN NAAM DER KONINGIN !

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat ter uitvoering van artikel 3 lid 1 van het Koninklijk Besluit van 17 November 1934 (Staatsblad No. 589, Gouvernementsblad 1935 No. 24) het noodig is het navolgende vast te stellen :

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten :

Artikel 1.

Dit besluit verstaat onder :

1o. afzender : de afzender der goederen, alsmede degene namens wien of in wiens opdracht de goederen door een derde zijn verzonden.

2o. storten bij het vereffeningsinstituut : storten op rekening van het Nederlandsch Clearinginstituut in Suriname bij de Surinaamsche Bank of in Nederland bij de Nederlandsche Bank N. V. of op een postrekening van het instituut.

Artikel. 2.

Invoer van goederen als bedoeld in artikel 3 lid 1 van het Koninklijk Besluit van 17 November 1934 (Staatsblad No. 589, Gouvernementsblad No. 24) mag alleen plaats hebben onder overlegging van de nagemelde documenten aan de daartoe bij of krachtens genoemd artikel aangewezen ambtenaren :

1o. eene verklaring van dengene, die de goederen ten invoer aangeeft vermeldende naam en woonplaats van den afzender en van den ontbieder (geadresseerde) ;

2o. eene verklaring van den ontbieder (geadresseerde) houdende erkenning van de verplichting om hetgeen hij met betrekking tot die goederen aan den afzender verschuldigd is of mocht worden, bij het vereffeningsinstituut te storten, zonder zich op schuldvergelijking of andere kwijting te beroepen ; zulks met vermelding of deze storting heeft plaats gevonden of zal plaats vinden in Suriname dan wel in Nederland, in het laatste geval met opgave van naam en woonplaats van dengene door wiens tusschenkomst gestort is of zal worden ;

3o. eene door den afzender onderteekende copiefactuur of ander door hem onderteekend stuk, vermeldende het bedrag zijner vordering, den vervaldatum of de vervaldata en verdere betalingscondities, of, zoo nog geen vordering is ontstaan, de omstandigheden en voorwaarden, waaronder de levering der goederen plaats heeft ;

4o. indien de hoogergenoemde ambtenaren dit verlangen, eene verklaring van den ontbieder (geadresseerde), bevestigende de door den afzender vermelde, op de betaling en/of levering der goederen betrekking hebbende gegevens ;

5o. andere documenten, zooals certificaten van oorsprong, waarvan overlegging krachtens een verdragsbepaling wordt gevorderd.

Artikel 3.

Door of vanwege den Gouverneur kan in bijzondere gevallen of voor groepen van gevallen onder daarbij te stellen voorwaarden ontheffing worden verleend van de verplichting tot het overleggen van één of meer der in artikel 2 genoemde documenten.

Artikel 4.

Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 Februari 1935.

Gegeven te Paramaribo, den 28sten Januari 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 29sten Januari 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 26.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 6 Februari 1935 No. 470, *bevelende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van 27 November 1934 (Staatsblad No. 604), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het Verdrag van Genève van 24 September 1931 tot regeling van de walvischjacht.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 7 Januari 1935, 4de Afdeeling Bur. E. Z. en 7de Afdeeling No. 14/12, waarbij, ter bekendmaking van het na te melden Koninklijk besluit, is toegezonden een exemplaar van het Staatsblad No. 604 van 1934, waarin is opgenomen het Koninklijk besluit van 27 November 1934, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het Verdrag van Genève van 24 September 1931 tot regeling van de walvischjacht ;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit, het daarin genoemd Verdrag, alsmede de vertaling daarvan, benevens afschrift van deze resolutie, in het *Gouvernementsblad* zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 6den Februari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 12den Februari 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Wij WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Gezien de Wet van 6 April 1933 (*Staatsblad* n°. 135), houdende goedkeuring van het verdrag tot regeling van de walvischjacht van 24 September 1931, waarvan een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat genoemd verdrag door Ons voor het Rijk in *Europa* en *Nederlandsch-Indië* is bekrachtigd en Onze akte van bekrachtiging op 31 Mei 1933 te *Genève* op het Secretariaat van den Volkenbond is nedergelegd;

Overwegende, dat bij die nederlegging krachtens artikel 2 van bovengenoemde Wet en overeenkomstig artikel 20, 2de lid, van vermeld verdrag vanwege Ons ter kennis van den Secretaris-Generaal van den Volkenbond is gebracht, dat het verdrag mede toepasselijk zal zijn op *Suriname* en *Curaçao*;

Overwegende mede, dat de hierna genoemde landen eveneens hunne akten van bekrachtiging hebben nedergelegd, te weten: de *Vereenigde Staten van Amerika*, *Denemarken*, *Groot-Britannië* en *Noord-Ierland*, *Italië*, *Mexico*, *Noorwegen*, *Polen*, *Spanje*, *Tsjechoslowakije*, *Turkije*, *Zuid-Afrika*, *Zuidslavië* en *Zwitserland*, en dat *Brazilië*, *Egypte*, *Monaco*, *Nicaragua* en *Soedan* tot het verdrag zijn toegetreden;

Overwegende wijders, dat genoemd verdrag op 16 Januari 1935, voor *Nederland*, *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao*, alsmede voor vermelde landen zal in werking treden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 20sten November 1934, Directie van het Protocol, n°. 38284;

Hebben goedgevonden en verstaan:

meergenoemd verdrag, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Eene opgave van de data, waarop de akten van bekrachtiging van het hiervoor vermelde verdrag zijn nedergelegd en van de bij die bekrachtigingen afgelegde verklaringen, alsmede van de toetredingen tot het verdrag is mede dit Besluit gevoegd.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 27sten November 1934.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *elfden* December 1934.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

CONVENTION POUR LA REGLEMENTATION DE LA CHASSE A LA BALEINE.

Sa Majesté le Roi des Albanais; le Président du Reich allemand; le Président des Etats-Unis d'Amérique; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Dominions britanniques au délà des mers, Empereur des Indes; le Président de la République de Colombie; Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande; le Président du Gouvernement de la République espagnole; le Président de la République de Finlande; le Président de la République française; le Président de la République hellénique; Sa Majesté le Roi d'Italie; le Président des Etats-Unis du Mexique; Sa Majesté le Roi de norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; le Président de la République de Pologne; Sa Majesté le Roi de Roumanie; le Conseil fédéral suisse; le Président de la République tchécoslovaque; le Président de la République de Turquie; Sa Majesté le Roi de Yougoslavie

ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Albanais:

M. Lec Kurti, Ministre résident, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Le Président du Reich allemand:

M. Hans Hermann Völckers, Consul général à Genève.

Le Président des Etats-Unis d'Amérique:

M. Hugh R. Wilson, Envoyé, extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

CONVENTION FOR THE REGULATION OF WHALING.

His Majesty the King of the Albanians; the President of the German Reich; the President of the United States of America; His Majesty the King of the Belgians; His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Domions beyond the Seas, Emperor of India; the President of the Republic of Colombia; His Majesty the King of Denmark and Iceland; the President of the Government of the Spanish Republic; the President of the Republic of Finland; the President of the French Republic; the President of the Hellenic Republic; His Majesty the King of Italy; the President of the United States of Mexico; His Majesty the King of Norway; Her Majesty the Queen of the Netherlands; the President of the Polish Republic; His Majesty the King of Roumania; the Swiss Federal Council; the President of the Czechoslovak Republic; the President of the Turkish Republic; His Majesty the King of Yugoslavia

have appointed as their Plenipotentiaries the following:

His Majesty the King of the Albanians:

M. Lec Kurti, Resident Minister, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the German Reich:

M. Hans Hermann Völckers, Consul-General at Geneva.

The President of the United States of America:

Mr. Hugh R. Wilson, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. P. Hymans, Ministre des Affaires étrangères.

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Pour la Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations:

Le très honorable vicomte Cecil of Chelwood, K.C.

Pour le Dominion du Canada:

L'honorable Hugh Guthrie, P.C., K.C., M.P., Ministre de la Justice, Procureur général.

Pour le Commonwealth d'Australie:

Mr. James R. Collins, C.M.G., C.B.E., Secrétaire officiel et Conseiller financier au Bureau du Haut Commissaire à Londres.

Pour le Dominions de la Nouvelle-Zélande:

Sir Thomas Mason Wilford, K.C.M.G., K.C., Haut Commissaire à Londres.

Pour l'Union Sud-Africaine:

Mr. C. T. te Water, Haut Commissaire à Londres.

Pour l'Inde:

Sir Brojendra L. Mitter, Kt., Membre juridique du Conseil exécutif du Vice-Roi.

Le Président de la République de Colombie:

Le Docteur A. J. Restrepo, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

M. William Borberg, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

His Majesty the King of the Belgians:

M. P. Hymans, Minister for Foreign Affairs.

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

For Great Britain and Northern Ireland and all ports of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations:

The Right Honourable Viscount Cecil of Chelwood, K.C.

For the Dominion of Canada:

The Honourable Hugh Guthrie, P.C., K.C., M.P., Minister of Justice and Attorney-General.

For the Commonwealth of Australia:

Mr. James R. Collins, C.M.G., C.B.E., Official Secretary and Financial Adviser in the Office of the High Commissioner in London.

For the Dominion of New Zealand:

Sir Thomas Mason Wilford, K.C.M.G., K.C., High Commissioner in London.

For the Union of South Africa:

Mr. C. T. te Water, High Commissioner in London.

For India:

Sir Brojendra L. Mitter, Kt., Law Member of the Viceroy's Executive Council.

The President of the Republic of Colombia:

Dr. A. J. Restrepo, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of Denmark and Iceland:

M. William Borberg, Permanent Delegate acredited to the League of Nations.

Le Président du Gouvernement de la République espagnole:

M. Alejandro Lerroux Garcia, Ministre d'Etat.

Le Président de la République de Finlande:

M. Evald Gyllenbögel, Conseiller de Légation, Délégué permanent *a.i.* auprès de la Société des Nations.

Le Président de la République française:

M. Louis Rollin, député, Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Le Président de la République hellénique:

M. R. Raphaël, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. Augusto Rosso, Ministre plénipotentiaire, Délégué adjoint au Conseil de la Société des Nations.

Le Président des Etats-Unis du Mexique:

M. Salvador Martínez de Alva, Directeur du Bureau permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. Birger Braadland, Ministre des Affaires étrangères.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Le Jonkheer F. Beelaerts van Blokland, Ministre des Affaires étrangères.

Le Président de la République de Pologne:

M. Auguste Zaleski, Ministre des Affaires étrangères.

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Constantin Antoniade, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Société des Nations.

The President of the Government of the Spanish Republic:

M. Alejandro Lerroux Garcia, Minister of State.

The President of the Republic of Finland:

M. Evald Gyllenbögel, Counsellor of Legation, Permanent Delegate *a.i.* accredited to the League of Nations.

The President of the French Republic:

M. Louis Rollin, Deputy, Minister of Commerce and Industry.

The President of the Hellenic Republic:

M. R. Raphaël, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of Italy:

M. Augusto Rosso, Minister Plenipotentiary, Substitute Delegate to the Council of the League of Nations.

The President of the United States of Mexico:

M. Salvador Martínez de Alva, Head of the Permanent Office accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of Norway:

M. Birger Braadland, Minister for Foreign Affairs.

Her Majesty the Queen of the Netherlands:

Jonkheer F. Beelaerts van Blokland, Minister for Foreign Affairs.

The President of the Polish Republic:

M. Auguste Zaleski, Minister for Foreign Affairs.

His Majestey the King of Roumania:

M. Constantin Antoniade, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations.

Le Conseil fédéral suisse:

M. Giuseppe Motta, Président de la Confédération suisse, Chef du Département politique fédéral.

Le Président de la République tchécoslovaque:

M. Zdeněk Fierlinger, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Le Président de la République de Turquie:

Cemal Hüsnü bey, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie:

M. Voislav Marinkovitch, Ministre des Affaires étrangères.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de prendre, dans les limites de leurs juridictions respectives, des mesures appropriées pour assurer l'application des dispositions de la présente Convention et pour punir les infractions auxdites dispositions.

Article 2.

La présente Convention est applicable seulement aux baleines à fanons.

Article 3.

La présente Convention ne s'applique pas aux aborigènes

The Swiss Federal Council:

M. Giuseppe Motta, President of the Swiss Confederation, Head of the Federal Political Department.

The President of the Czechoslovak Republic:

M. Zdeněk Fierlinger, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the Turkish Republic:

Cemal Hüsnü Bey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

His Majesty the King of Yugoslavia:

M. Voislav Marinkovitch, Minister for Foreign Affairs.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

Article 1.

The High Contracting Parties agree to take, within the limits of their respective jurisdictions, appropriate mesures to ensure the application of the provisions of the present Convention and the punishment of infractions of the said provisions.

Article 2.

The present Convention applies only to baleens or whalebone whales.

Article 3.

The present Convention does not apply to aborigines dwelling

habitant les côtes des territoires des Hautes Parties contractantes à la condition que:

1°. Ils fassent seulement usage de canots, de pirogues ou d'autres embarcations exclusivement indigènes et mues à la voile ou à rames;

2° Ils ne se servent pas d'armes à feu;

3° Ils ne soient pas au service de personnes non aborigènes;

4° Ils ne soient pas tenus de livrer à des tiers le produit de leur chasse.

Article 4.

Il est interdit de capturer ou de tuer les ,,right whales'', qui seront considérées comme comprenant la baleine du cap Nord, la baleine du Groenland, la ,,right whale'' australe, la ,,right whale'' du Pacifique et la ,,right whale'' pygmée australe.

Article 5.

Il est interdit de capturer ou de tuer les baleineaux ou jeunes baleines non sevrées, les baleines non adultes et les baleines femelles accompagnées de baleineaux (ou jeunes non sevrés).

Article 6.

Les carcasses de baleines capturées devront être utilisées aussi complètement que possible. En particulier:

1°. L'huile devra être extraite, par ébullition ou par tout autre procédé, de tout le blanc ainsi que de la tête et de la langue et, en outre de la queue jusqu'à l'ouverture extérieure du gros intestin.

Les dispositions du présent paragraphe ne seront applicables qu'aux carcasses ou parties de carcasses non destinées à être utilisées comme comestibles.

2°. Toute usine, flottante ou non, servant à traiter les carcasses de baleine, devra être munie de l'outillage nécessaire pour extraire l'huile du blanc, de la chair et des os.

on the coasts of the territories of the High Contracting Parties provided that:

(1) The only use canoes, pirogues or other exclusively native craft propelled by oars or sails;

(2) They do not carry firearms;

(3) They are not in the employment of persons other than aborigines;

(4) They are not under contract to deliver the products of their whaling to any third person.

Article 4.

The taking or killing of right whales, which shall be deemed to include North-Cape whales, Greenland whales, southern right whales, Pacific right whales and southern pigmy right whales, is prohibited.

Article 5.

The taking or killing of calves or suckling whales, immature whales, and female whales which are accompanied by calves (or suckling whales) is prohibited.

Article 6.

The fullest possible use shall be made of the carcases of whales taken. In particular:

1. There shall be extracted by boiling or otherwise the oil from all blubber and from the head and the tongue and, in addition, from the tail as far forward as the outer opening of the lower intestine.

The provisions of this sub-paragraph shall apply only to such carcases or parts of carcases as are not intended to be used for human food.

2. Every factory, whether on shore or afloat, used for treating the carcases of whales shall be equipped with adequate apparatus for the extraction of oil from the blubber, flesh and bones.

3° Si des baleines sont amenées au rivage, des mesures appropriées devront être prises pour utiliser les récidus après l'extraction de l'huile.

Article 7.

Les canonniers et les équipages des navires baleiniers devront être embauchés à des conditions qui feront, dans une grande mesure, dépendre leur rémunération de facteurs tels que la taille, l'espèce, la valeur des baleines capturées et la quantité d'huile extraite, et non pas seulement du nombre des baleines capturées, pour autant que cette rémunération dépende des résultats de la chasse.

Article 8.

Aucun navire des Hautes Parties contractantes ne pourra se livrer à la capture ou au traitement des baleines sans qu'une licence spéciale ait été concédée à ce navire par la Haute Partie contractante dont il porte le pavillon, ou sans que son propriétaire ou affréteur ait notifié au gouvernement de cette Haute Partie contractante son intention d'utiliser ce navire pour la chasse à la baleine et qu'il ait reçu dudit gouvernement une attestation de cette notification.

Le présent article ne porte nullement atteinte au droit, pour l'une quelconque des Hautes Parties contractantes, d'exiger, en outre, une licence émanant de ses propres autorités, pour tout navire désireux d'utiliser son territoire ou ses eaux territoriales en vue de capturer, d'amener à terre ou de traiter des baleines. La délivrance de cette licence poura être, soit refusée, soit subordonnée aux conditions que la Haute Partie contractante intéressée estimera nécessaires ou opportunes, quelle que soit la nationalité du navire.

Article 9.

La zone géographique d'application des articles de la présente Convention s'étendra à toutes les eaux du monde entier, y compris à la fois la haute mer et les eaux territoriales et nationales.

3. In the case of whales brougt on shore, adequate arrangements shall be made for utilising the residues after the oil has been extracted.

Article 7.

Gunners and crews of whaling vessels shall be engaged on terms such that their remuneration shall depend to a considerable extent upon such factors as the size, species, value and yield of oil of whales taken, and not merely upon the number of whales taken, in so far as payment is made dependant on results.

Article 8.

No vessel of any of the High Contracting Parties shall engage in taking or treating whales unless a licence authorising such vessel to engage therein shall have been granted in respect of such vessel by the High Contracting Party, whose flag she flies, or unless her owner or charterer has notified the Government of the said High Contracting Party of his intention to employ her in whaling and has received a certificate of notification from the said Government.

Nothing in this article shall prejudice the right of any High Contracting Party to require that, in addition, a licence shall be required from his own authorities by every vessel desirous of using his territory or territorial waters for the purposes of taking, landing or treating whales, and such licence may be refused or may be made subject to such conditions as may be deemed by such High Contracting Party to be necessary or desirable, whatever the nationality of the vessel may be.

Article 9.

The geographical limits within which the articles of this Convention are to be applied shall include alle the waters of the world, including both the high seas and territorial and national waters.

Article 10.

1. Les Hautes Parties contractantes devront obtenir des navires baleiniers portant leur pavillon les renseignements les plus complets possible au point de vue biologique sur chaque baleine capturée, et en tout cas en ce qui concerne les points suivants:

a) Date de la capture;

b) Lieu de la capture;

c) Espèce;

d) Sexe;

e) Longueur, mesurée si l'animal est retiré de l'eau, approximative si la baleine est découpée dans l'eau;

f) S'il y a un fœtus, longueur du fœtus et son sexe, s'il peut être déterminé;

g) Renseignements sur le contenu de l'estomac, lorsque cela est possible.

2. La longueur mentionnée aux paragraphes *e*) et *f*) du présent article sera celle de la ligne droite depuis l'extrémité du museau jusqu'à l'intersection des nageoires caudales.

Article 11.

Chacune des Hautes Parties contractantes se fera adresser par toutes les usines, flottantes ou établies sur la terre ferme, soumises à sa juridiction, des relevés indiquant le nombre des baleines de chaque espèce traitées dans chacune des usines et les quantités d'huile de chaque qualité, poudre, guano et autres sous-produits tirés de ces baleines.

Article 12.

Chacune des Hautes Parties contractantes communiquera les renseignements statistiques relatifs aux opérations, concernant les baleines, qui ont eu lieu dans le ressort de leur juridiction, au Bureau international de Statistiques baleinières, à Oslo. Les renseignements fournis devront comprendre au moins les détails

Article 10.

1. The High Contracting Parties shall obtain, with regard to the vessels flying their flags and engaged in the taking of whales, the most complete biological information practicable with regard to each whale taken, and in any case on the following points:

(*a*) Date of taking;

(*b*) Place of taking;

(*c*) Species;

(*d*) Sex;

(*e*) Length measured, when taken out of water; estimated, if cut up in water;

(*f*) When fœtus is present, length and sex if ascertainable;

(*g*) When practicable, information as to stomach contents.

2. The length referred to in sub-paragraphs (*e*) and (*f*) of this article shall be the length of a straight line taken from the tip of the snout to the notch between the flukes of the tail.

Article 11.

Each High Contracting Party shall obtain from all factories, on land or afloat, under his jurisdiction, returns of the number of whales of each species treated at each factory and of the amounts of oil of each grade and the quantities of meal, guano and other products derived from them.

Article 12.

Each of the High Contracting Parties shall communicate statistical information regarding all whaling operations under their jurisdiction to the International Bureau for Whaling Statistics at Oslo. The information given shall comprise at least the particulars mentioned in Article 10 and: (1) the name and

mentionnés à l'article 10 et: 1° le nom et le tonnage de chaque usine flottante; 2° le nombre et le tonnage global des navires baleiniers; 3° une liste des stations terrestres ayant fonctionné au cours de la période envisagée. Ces renseignements seront fournis à des intervalles appropriés ne dépassant pas une année.

Article 13.

L'obligation, pour l'une quelconque des Hautes Parties contractantes, de prendre des mesures en vue d'assurer l'observation des dispositions de la présente Convention dans ses territoires et dans ses eaux territoriales et par ses navires, sera limitée à ceux de ses territoires auxquels s'applique la Convention et aux eaux territoriales contiguës, ainsi qu'aux navires immatriculés dans ces territoires.

Article 14.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, pourra être signée, jusqu'au trente et un mars 1932, au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre.

Article 15.

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres, en indiquant les dates auxquelles ces dépôts ont été effectués.

Article 16.

A partir du premier avril 1932, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre au nom duquel la Convention n'a pas été signée à cette date, pourra y adhérer.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secré-

tonnage of each floating factory; (2) the number and aggregate tonnage of the whale catchers; (3) a list of the land stations which were in operation during the period concerned. Such information shall be given at convenient intervals not longer than one year.

Article 13.

The obligation of a High Contracting Party to take measures to ensure the observance of the conditions of the present Convention in his own territories and territorial waters and by his vessels, shall not apply to those of his territories to which the Convention does not apply, and the territorial waters adjacent thereto, or to vessels registered in such territories.

Article 14.

The present Convention, the French and English texts of which shall both be authoritative, shall remain open until the thirty-first of March 1932 for signature on behalf of any Member of the League of Nations or of any non-member State.

Article 15.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all Members of the League of Nations and non-member States indicating the dates of their deposit.

Article 16.

As from the first of April 1932, any Member of the League of Nations and any non-member State, on whose behalf the Convention has not been signed before that date, may accede thereto.

The instruments of accession shall be deposited with the

taire général de la Société des Nations, qui notifiera le dépôt et la date de ce dernier à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres.

Article 17.

La présente Convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu des ratifications ou des adhésions au nom d'au moins huit Membres de la Société des Nations ou Etats non membres. Dans ce nombre doivent être compris le Royaume de Norvège et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

A l'égard de chacun des Membres ou Etats non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt de cet instrument.

Article 18.

Si, après l'entrée en vigueur de la présente Convention et à la demande de deux Membres de la Société, ou deux Etats non membres, à l'égard desquels la présente Convention sera à ce moment en vigueur, le Conseil de la Société des Nations convoque une conférence pour la revision de la Convention, les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'y faire représenter.

Article 19.

1. La présente Convention pourra être dénoncée à l'expiration d'une période de trois années à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur.

2. La dénonciation de la Convention s'effectuera par une notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui informera tous les Membres de la Société et les Etats non membres de chaque notification, ainsi que de la date de la réception.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la réception de la notification.

Secretary-General of the League of Nations, who shall notify all the Members of the League of Nations and non-member States of their deposit and the date thereof.

Article 17.

The present Convention shall enter into force on the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of ratifications or accessions on behalf of not less than eight Members of the League or non-member States, including the Kingdom of Norway and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

As regards any Member of the League or non-member State on whose behalf an instrument of ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall enter into force on the ninetieth day after the date of the deposit of such instrument.

Article 18.

If after the coming into force of the present Convention the Council of the League of Nations, at the request of any two Members of the League or non-member States with regard to which the Convention is then in force, shall convene a Conference for the revision of the Convention, the High Contracting Parties agree to be represented at any Conference so convened.

Article 19.

1. The present Convention may be denounced after the expiration of three years from the date of its coming into force.

2. Denunciation shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform all the Members of the League and the non-member States of each notification received and of the date of its receipt.

3. Each denunciation shall take effect six months after the receipt of its notification.

Article 20.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations quelle entend rendre la présente convention applicable à l'ensemble ou à toute parti de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue du paragraphe précéndent. Dans ce cas la Convention s'appliquera à tous les territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3. Chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment après l'expiration de la période de trois ans prévue à l'article 19, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration six mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article, ainsi que les dates de leur réception.

Article 21.

La présente Convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations dès qu'elle sera entrée en vigueur.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

Article 20.

1. Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate; and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

2. Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

3. Any High Contracting Party may, at any time after the expiration of the period of three years mentioned in Article 19, declare that the desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration six months after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League of Nations and the non-member States all declarations and notices received in virtue of this article and the dates of their receipt.

Article 21.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations as soon as it has entered into force.

IN FAITH WHEREOF the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

FAIT à Genève, le vingt-quatre septembre mil neuf cent trente et un, en un seul exemplaire qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres.

DONE at Geneva, on the twenty-fourth day of September one thousand nine hundred and thirty-one, in a single copy which shall be kept in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which certified true copies shall be delivered to all the Members of the League of Nations and tho the non-member States.

ALBANIE — ALBANIA

Lec KURTI.

ALLEMAGNE — GERMANY

Dr. Hans Hermann VÖLCKERS.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE — UNITED STATES OF AMERICA

Hugh R. WILSON

BELGIQUE — BELGIUM

HYMANS

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, and all parts of the British Empire which are not separate members of the League of the Nations.

CECIL

CANADA — CANADA

H. GUTHRIE

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE — COMMONWEALTH OF AUSTRALIA

James R. COLLINS

NOUVELLE-ZELANDE — NEW ZEALAND

Thomas M. Wilford

UNION SUD-AFRICAINE — UNION OF SOUTH AFRICA

C. T. te Water

INDE — INDIA

B. L. Mitter

COLOMBIE — COLOMBIA

A. J. Restrepo

DANEMARK — DENMARK

Avec réserve, jusqu'à nouvel ordre, pour ce qui concerne le Groenland.

William Borberg

ESPAGNE — SPAIN

A. Lerroux

FINLANDE — FINLAND

Evald Gyllenbögel

FRANCE — FRANCE

Louis Rollin

GRECE — GREECE

R. Raphaël

ITALIE — ITALY

Augusto Rosso

MEXIQUE — MEXICO

S. Martinez de Alva

NORVEGE — NORWAY

Birger Braadland

PAYS-BAS — THE NETHERLANDS

Pour le Royaume en Europe et les Indes néerlandaises.
Beelaerts van Blokland

POLOGNE — POLAND

Auguste Zaleski

ROUMANIE — ROUMANIA

C. Antoniade

SUISSE — SWITZERLAND

Motta

TCHECOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA

Zd. Fierlinger

TURQUIE — TURKEY

Cemal Hüsnü

YOUGOSLAVIE — YUGOSLAVIA

Dr. V. Marinkovitch

VERTALING.

—

VERDRAG TOT REGELING VAN DE WALVISCHJACHT.

(Opsomming van Staatshoofden)

hebben als haar Gevolmachtigden aangewezen

(Lijst van gevolmachtigden)

Die, na hun in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben overgelegd, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De Hooge Verdragsluitende Partijen komen overeen, binnen de grenzen van haar onderscheidene rechtsgebieden de passende maatregelen te nemen om de toepassing der bepalingen van dit Verdrag te verzekeren en om overtredingen dier bepalingen te bestraffen.

Artikel 2.

Dit Verdrag is slechts van toepassing op baleinwalvisschen.

Artikel 3.

Dit Verdrag is niet van toepassing op inboorlingen, die de kusten van de gebieden der Hooge Verdragsluitende Partijen bewonen, mits:

1) Zij slechts gebruik maken van kano's, prauwen of andere uitsluitend inlandsche vaartuigen, die voortbewogen worden door zeilen of roeiriemen;

2) Zij geen gebruik maken van vuurwapenen;

3) Zij niet in dienst zijn van andere dan inlandsche personen;

4) Zij niet gehouden zijn den buit van hun walvischjacht aan derden uit te leveren.

Artikel 4.

Het vangen of dooden van ,,right whales'', waaronder zullen beschouwd worden te behooren Noordkapers, Groenlandsche walvisschen, Zuidelijke ,,right whales'', ,,right whales'' uit den Stillen Oceaan en Zuidelijke dwerg-,,right whales'', is verboden.

Artikel 5.

Het vangen of dooden van jonge of zuigende walvisschen, onvolwassen walvisschen en walvisschen van het vrouwelijk geslacht, die vergezeld zijn van jonge walvisschen (of van zuigende walvisschen), is verboden.

Artikel 6.

Van de lichamen der gevangen walvisschen zal zoo volledig mogelijk gebruik moeten worden gemaakt. In het bijzonder:

1. De traan zal door koken of op andere wijze moeten worden gewonnen uit al het vet, alsmede uit den kop en uit de tong, en bovendien uit den start tot aan de uitwendige opening van den dikken darm.

De bepalingen van het bovenstaande lid zullen slechts van toepassing zijn op de lichamen of lichaamsdeelen, die niet bestemd zijn om als menschelijk voedsel te worden gebruikt.

2. Iedere fabriek, hetzij drijvend of op den wal, die gebruikt wordt voor het verwerken van walvischlichamen, zal moeten zijn voorzien van de noodzakelijke werktuigen om de traan uit het vet, het vleesch en de beenderen te winnen.

3. Indien de walvisschen aan wal worden gebracht, zullen doeltreffende maatregelen moeten worden genomen voor het gebruiken van hetgeen na de traanwinning is overgebleven.

Artikel 7.

De kannoniers en de bemanningen der walvischvaarders moeten in dienst worden genomen op voorwaarden, die hun betaling in hooge mate afhankelijk zullen maken van factoren als de maat, de soort, de waarde der gevangen walvisschen en van de hoeveelheid gewonnen traan, en niet slechts van het aantal gevangen walvisschen, althans voorzoover de betaling zal afhangen van den uitslag der jacht.

Artikel 8.

Geen vaartuig van een der Hooge Verdragsluitende Partijen zal mogen gebruikt worden tot het vangen of verwerken van walvisschen, zonder dat het een bijzondere vergunning daartoe heeft verkregen van de Hooge Verdragsluitende Partij, wier vlag het voert, of zonder dat zijn eigenaar of bevrachter de Regeering dier Hooge Verdragsluitende partij heeft kennis gegeven van zijn bedoeling het vaartuig voor de walvischjacht te gebruiken en hij van genoemde Regeering een ontvangstbewijs van deze kennisgeving heeft ontvangen.

Dit artikel maakt geen inbreuk op het recht van eenige Hooge Verdragsluitende Partij om bovendien een door haar eigen overheidsorganen afgegeven vergunning te eischen van ieder vaartuig, dat verlangt van haar grondgebied of van haar territoriale wateren gebruik te maken met het oog op het vangen, het aan wal brengen, of het verwerken van walvisschen. De afgifte van een zoodanige vergunning zal mogen worden geweigerd of mogen worden onderworpen aan de voorwaarden, die de belanghebbende Hooge Verdragsluitende Partij noodzakelijk of wenschelijk zal oordeelen, welke ook de nationaliteit van het vaartuig zij.

Artikel 9.

De aardrijkskundige grenzen, binnen welke de artikelen van dit Verdrag van toepassing zullen zijn, zullen alle wateren van de wereld omvatten, met inbegrip zoowel van de volle zee als van de territoriale en nationale wateren.

Artikel 10.

1. De Hooge Verdragsluitende Partijen zullen van de walvischvaarders, die haar vlag voeren, zoo volledig mogelijke biologische gegevens moeten ontvangen ten aanzien van iederen gevangen walvisch en althans wat betreft de navolgende punten:

a) Datum van vangst;

b) Plaats van vangst;

c) Soort;

d) Geslacht

e) Lengte; gemeten, indien het dier uit het water is genomen; geschat, indien de walvisch in het water in stukken is gesneden;

f) Indien er een ongeboren vrucht aanwezig is, de lengte en het geslacht, zoo dit kan worden vastgesteld;

g) Indien het mogelijk is, inlichtingen omtrent den inhoud van de maag.

2. De sub *e*) en *f*) van dit artikel bedoelde lengte zal de lengte zijn van een rechte lijn, getrokken van de uiterste punt van den snuit tot aan de inkerving tusschen de staartvinnen.

Artikel 11.

Iedere Hooge Verdragsluitende Partij zal van alle fabrieken, hetzij drijvende of op den wal, die binnen haar rechtsgebied vallen, opgaven moeten ontvangen van het aantal walvisschen van iedere soort, dat in iedere fabriek is verwerkt, en van de hoeveelheden traan van ieder hoedanigheid, meel, guano en andere producten, die van deze walvisschen afkomstig zijn.

Artikel 12.

Iedere Hooge Verdragsluitende Partij zal statistische inlichtingen met betrekking tot alle verrichtingen betreffende de walvischjacht binnen haar rechtsgebied doen toekomen aan het Internationaal Bureau voor Walvischstatistiek te Oslo. Deze inlichtingen zullen tenminste de in art. 10 bedoelde gegevens moeten omvatten, alsmede: 1) den naam en de tonnenmaat van iedere drijvende fabriek; 2) het aantal en de tonnenmaat der walvischvaarders; 3) een lijst der stations op den wal, die in het betrokken tijdvak in werking waren. Zoodanige inlichtingen zullen worden gegeven met geschikte tusschenruimten, die den tijd van één jaar niet te boven gaan.

Artikel 13.

De verplichting van eenige Hooge Verdragsluitende Partij om maatregelen te nemen ten einde de naleving der bepalingen van dit Verdrag op haar grondgebied, in haar territoriale wateren en door haar vaartuigen te verzekeren, zal beperkt zijn tot diegene harer gebieden, waarop het Verdrag van toepassing is en tot de aangrenzende territoriale wateren, alsmede tot de in deze gebieden ingeschreven vaartuigen.

Artikel 14.

Dit Verdrag, waarvan de Fransche en de Engelsche teksten beide authentiek zijn, zal tot eenendertig Maart 1932 kunnen worden onderteekend namens ieder Lid van den Volkenbond of iederen Staat niet-Lid.

Artikel 15.

Dit Verdrag zal worden bekrachtigd. De bekrachtigingsoorkonden zullen worden nedergelegd bij den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, die van de nederlegging daarvan mededeeling zal doen aan alle Leden van den Volkenbond en aan de Staten niet-Leden, met vermelding van den datum, waarop de nederlegging heeft plaats gehad.

Artikel 16.

Van één April 1932 af zal ieder Lid van den Volkenbond en iedere Staat niet-Lid, namens wien het Verdrag op dien datum nog niet is geteekend, tot dit Verdrag kunnen toetreden.

De oorkonden van toetreding zullen worden nedergelegd bij den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, die van de nederlegging daarvan en van den datum der nederlegging mededeeling zal doen aan alle Leden van den Volkenbond en aan de Staten niet-Leden.

Artikel 17.

Dit Verdrag zal in werking treden negentig dagen na de ontvangst door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond van bekrachtigingen of toetredingen namens ten minste acht Leden van den Volkenbond of Staten niet-Leden; hieronder moeten zijn het Koninkrijk Noorwegen en het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland.

Ten aanzien van eenig Lid van den Volkenbond of van eenigen Staat niet-Lid, namens wien later een bekrachtigings- of toetredingsoorkonde wordt nedergelegd, zal het Verdrag in werking treden op den negentigsten dag na den datum van nederlegging dier oorkonde.

Artikel 18.

Indien na de inwerkingtreding van dit Verdrag de Raad van den Volkenbond op verzoek van twee Leden van den Volkenbond of Staten niet-Leden, ten aanzien van wie dit Verdrag op dat tijdstip in werking zal zijn, een Conferentie ter herziening van het Verdrag bijeenroept, verbinden de Hooge Verdragsluitende Partijen zich, zich op zoodanige Conferentie te doen vertegenwoordigen.

Artikel 19.

1. Dit Verdrag zal kunnen worden opgezegd na verloop van een termijn van drie jaren na zijn inwerkingtreding.

2. De opzegging zal worden gedaan door middel van een schriftelijke kennisgeving gericht tot den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, die alle Leden van den Volkenbond en de Staten niet-Leden van iedere kennisgeving, alsmede van den datum van ontvangst daarvan, in kennis zal stellen.

3. De opzegging zal in werking treden zes maanden na de ontvangst der kennisgeving.

Artikel 20.

1. Iedere Hooge Verdragsluitende Partij kan op het oogenblik van onderteekening, bekrachtiging of toetreding verklaren, dat zij door de aanvaarding van dit Verdrag geen verplichting op zich neemt ten aanzien van alle of eenige van haar koloniën, protectoraten, overzeesche gebieden of gebieden, die onder haar suzereiniteit of mandaat zijn geplaatst; in dit geval zal dit Verdrag niet van toepassing zijn op de gebieden, die in een zoodanige verklaring zijn genoemd.

2. Iedere Hooge Verdragsluitende Partij kan later ten allen tijde ter kennis van den Secretaris-Generaal van den Volkenbond brengen, dat zij wenscht, dat dit Verdrag van toepassing zal zijn op alle of eenige gebieden, die in de verklaring, bedoeld in het voorgaande lid, zijn genoemd. In dit geval zal dit Verdrag van toepassing zijn op alle gebieden, die in deze mededeeling worden genoemd, negentig dagen na de ontvangst van deze kennisgeving door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond.

3. Iedere Hooge Verdragsluitende Partij kan ten allen tijde na afloop van het tijdperk van vijf jaren, voorzien bij artikel 19, verklaren, dat zij de toepassing van dit Verdrag op alle of eenige van haar koloniën, protectoraten, overzeesche gebieden of gebieden, die onder haar suzereiniteit of mandaat zijn geplaatst, wenscht te beëindigen; in dit geval zal het Verdrag ophouden van toepassing te zijn op de gebieden, die in een zoodanige verklaring zijn genoemd, zes maanden na de ontvangst van deze verklaring door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond.

4. De Secretaris-Generaal van den Volkenbond zal aan alle Leden van den Volkenbond en aan de Staten niet-Leden de verklaringen en mededeelingen, die krachtens dit artikel ontvangen worden, alsmede de data van de ontvangst daarvan, mededeelen.

Artikel 21.

Dit Verdrag zal, zoodra het in werking is getreden, door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond worden geregistreerd.

TEN BLIJKE WAARVAN de bovengenoemde Gevolmachtigden dit Verdrag hebben onderteekend.

GEDAAN te Genève, den vierentwintigsten September negentienhonderd eenendertig, in één enkel exemplaar, dat zal worden bewaard in het archief van het Secretariaat van den Volkenbond en waarvan de voor eensluidend gewaarmerkte afschriften aan alle Leden van den Volkenbond en de Staten niet-Leden zullen worden toegezonden.

ALBANIE

Lec KURTI

DUITSCHLAND

Dr. Hans Hermann VÖLCKERS

VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA

Hugh R. WILSON

BELGIE

HYMANS

GROOT-BRITANNIE EN NOORD-IERLAND

en alle deelen van het Britsche Rijk, die niet afzonderlijk Lid zijn van den Volkenbond.

CECIL

CANADA

H. GUTHRIE

HET GEMEENEBEST AUSTRALIE

James R. COLLINS

NIEUW-ZEELAND

Thomas M. Wilford

ZUID-AFRIKA

C. T. te Water

BRITSCH-INDIE

B. L. Mitter

COLUMBIA

A. J. Restrepo

DENEMARKEN

Met voorbehoud tot nader bericht voor zoover Groenland betreft.

William Borberg

SPANJE

A. Lerroux

FINLAND

Evald Gyllenbögel

FRANKRIJK

Louis Rollin

GRIEKENLAND

R. Raphaël

ITALIE

Augusto Rosso

MEXICO

S. Martínez de Alva

NOORWEGEN

Birger Braadland

NEDERLAND

Voor het Rijk in Europa en voor Nederlandsch-Indië.

Beelaerts van Blokland

POLEN

Auguste Zaleski

ROEMENIE

C. Antoniade

ZWITSERLAND

Motta

TSJECHOSLOWAKIJE

Zd. Fierlinger

TURKIJE

Cemal Hüsnü

ZUIDSLAVIE

Dr. V. Marinkovitch

Opgave van de data, waarop de akten van bekrachtiging van het hiervoor vermelde verdrag zijn nedergelegd en van de bij die bekrachtigingen afgelegde verklaringen, alsmede van de toetredingen tot het verdrag.

Bekrachtigingen.

VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA (7 Juli 1932).

DENEMARKEN (26 Juni 1934).

De Deensche Regeering verklaart de toepasselijkheid van het Verdrag uit te strekken over Groenland. Dientengevolge wordt het voorbehoud, wat betreft Groenland gemaakt bij de onderteekening, ingetrokken.

GROOT-BRITANNIË EN NOORD-IERLAND (18 October 1934).

Bij de bekrachtiging van dit Verdrag is verklaard, dat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 20 van het Verdrag, Zijne Britsche Majesteit geenerlei verplichting aanvaardt voor een Zijner koloniën, protectoraten en overzeesche gebiedsdeelen of gebiedsdeelen onder suzereiniteit of mandaatlanden.

ITALIË (12 Juni 1933).

De toetreding van Italië tot dit Verdrag zal in geen enkel geval als precedent kunnen gelden voor toekomstige overeenkomsten, welke voorzien in een beperking van de visscherij buiten de territoriale zee.

MEXICO (13 Maart 1933).

NEDERLAND (mede voor Nederlandsch-Indië, terwijl het Verdrag toepasselijk is verklaard op Suriname en Curaçao) (30 Mei 1933).

NOORWEGEN (18 Juli 1932).

POLEN (27 September 1933).

SPANJE (2 Augustus 1933).

TSJECHOSLOWAKIJE (20 October 1933).

TURKIJE (28 Mei 1934).

ZUID-AFRIKA (11 Januari 1933).

ZUIDSLAVIË (16 Januari 1934).

ZWITSERLAND (16 Februari 1933).

Toetredingen.

BRAZILIË (21 November 1932).

EGYPTE (25 Januari 1933).

MONACO (7 Juni 1932).

NICARAGUA (30 April 1932).

SOEDAN (13 April 1932).

1935. No. 27.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 7 Februari 1935 No. 481, *bepalende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van 27 December 1934 No. 131 tot wijziging van het Koninklijk besluit van 28 April 1931 No. 41 (Gouvernementsblad No. 39) houdende vaststelling van een nieuwe formatie voor de troepen in Suriname.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën van 9 Januari 1935, 6de Afdeeling No. 20/23, waarbij is toegezonden een afschrift van het Koninklijk besluit van 27 December 1934 No. 131, tot wijziging van den bij het Koninklijk besluit van 28 April 1931 No. 41 (G. B. No. 39) behoorenden staat, betreffende de „Samenstelling van de troepen in Suriname" ;

Gehoord den Commandant der Troepen ;

Herlezen de resolutiën van 29 Juni 1931 No. 2094 en 22 Augustus 1933 No. 2765 ;

Besluit:

Te bepalen, dat het bovenaangehaald Koninklijk besluit van 27 December 1934 zal worden bekend gemaakt door plaatsing, nevens afschrift van deze resolutie, in het Gouvernementsblad.

Paramaribo, den 7den Februari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 13den Februari 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 27.

Afschrift.

27 December 1934
No. 131.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 19 December 1934, 6de Afdeeling, No. 8;

Hebben goedgevonden en verstaan :

Artikel 1.

De bij Ons besluit van 28 April 1931 No. 41 (Gouvernementsblad No. 39) behoorende staat, betreffende de „Samenstelling van de troepen in Suriname", wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

A. In het onderdeel „Infanterie" :

a. wordt in de 3de kolom het cijfer 9, geplaatst naast het in de 1e kolom voorkomend woord „Sergeant", vervangen door het cijfer 8 ;

b. wordt in de 3de kolom het getal „16", geplaatst naast het in de 1e kolom voorkomend woord „Brigadier", vervangen door „20 d)", terwijl de noot d) komt te luiden :

„d) waarvan 4 tewerkgesteld bij de muziek".

c. worden in de 1e kolom de woorden „Sergeant-majoor, sergeant- of brigadier-stafhoornblazer" en in de 3e kolom het cijfer 6 met noot d) vervangen door :

in kolom 1 het woord „Sergeant-majoor-stafhoornblazer" en in kolom 3 het cijfer 1 ;

in kolom 1 het woord „Sergeant-stafhoornblazer" en in kolom 3 het cijfer 1 ;

B. Het gestelde onder het onderdeel „Geneeskundige Dienst" wordt vervangen door het volgende :

in de 1e en 2e kolom onderscheidenlijk op te nemen : „Officier van gezondheid 2e of 1e klasse " en „1" ;

C. Het onderdeel „Militaire schrijvers" wordt gewijzigd in „Schrijvers"; in dit onderdeel wordt in de 3e kolom het cijfer 2, geplaatst naast de in de 1e kolom voorkomende woorden „Sergeant-, brigadier- of soldaat-schrijver", vervangen door het cijfer 1, terwijl in de 1e en 3e kolom onderscheidenlijk wordt opgenomen „Burgerschrijver" en „1";

D. Na het onderdeel „Schrijvers" wordt opgenomen het onderdeel „Legerpredikanten en legeraalmoezeniers" met:

in kolom 1 „Legerpredikant" en in kolom 2 „1 g)";

in kolom 1 „Legeraalmoezenier" en in kolom 2 „1 g)";

terwijl de noot g) komt te luiden: „g) met den rang van kapitein; wordt buiten bezwaar van den Lande benoemd,".

Artikel 2.

Artikel 2 van Ons voormeld besluit vervalt.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan de Algemeene Rekenkamer.

's-Gravenhage, den 27 December 1934.

(get.) WILHELMINA.

Voor eensluidend afschrift,

De Secretaris-Generaal

bij het Departement van Koloniën,

O. E. W. SIX.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,

(get.) H. COLIJN.

1935. No. 28.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 8 Februari 1935 *waarbij wordt afgekondigd de wet van den 7den December 1934 (Staatsblad No. 648), houdende nadere verlenging van den termijn der opschorting van de betaling van rente en aflossing ter zake van de Surinaamsche Spoorwegleening.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande wet:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging hebben genomen, dat het wenschelijk is den termijn te verlengen, waarvoor, ingevolge de wetten van 22 December 1919 (*Staatsblad* n°. 822, *Gouvernementsblad* 1920, n°. 5), 30 April 1927 (*Staatsblad* n°. 121, *Gouvernementsblad* n°. 50) en 12 December 1929 (*Staatsblad* n°. 526, *Gouvernementsblad* 1930, n°. 19), de betaling van rente en aflossing ter zake van de Surinaamsche Spoorwegleening werd opgeschort;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Eenig artikel.

In artikel 1 der wet van 22 December 1919 (*Staatsblad* n°. 822, *Gouvernementsblad* 1920, n°. 5), zooals dat artikel gewijzigd is bij de wetten van 30 April 1927 (*Staatsblad* n°. 121, *Gouvernementsblad* n°. 50) en 12 December 1929 (*Staatsblad* n°. 526, *Gouvernementsblad* 1930, n°. 19), wordt in plaats van de woorden „vijftien jaren" gelezen „twintig jaren".

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministeriëele Departementen, Autoriteiten,

Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te 's-Gravenhage, den 7den December 1934.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

De Minister van Financiën,
OUD.

Uitgegeven den *een en twintigsten* December 1934.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernements-blad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 8sten Februari 1935.
KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 14^{den} Februari 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 29.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PROCLAMATIE

van den 11den Februari 1935

betreffende de opdracht van het dagelijksch beleid van zaken aan den Heer Mr. P. Kikkert, aangewezen vervanger van den Gouverneur.

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME

brengt ter algemeene kennis, dat hij wegens korte afwezendheid van de hoofdplaats, het dagelijksch beleid van zaken van het tijdstip van zijn vertrek op den 12den Februari 1935 tot dat van zijn terugkeer te Paramaribo, overeenkomstig artikel 28bis van het Regeeringsreglement, bij resolutie van heden No. 514 heeft opgedragen aan den aangewezen vervanger van den Gouverneur, Mr. P. Kikkert, Gouvernements-Secretaris, tevens waarnemend Agent-Generaal en Lid van den Raad van Bestuur.

Paramaribo, den 11den Februari 1935.

De Gouverneur voornoemd,

KIELSTRA.

1935. No. 29.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PROCLAMATIE

1935. No. 30.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 11 Februari 1935 No. 520, *bevelende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van 30 November 1934 (Staatsblad No. 612), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 1 Juni 1934 te Santiago de Chile tusschen Nederland en Chili gesloten verdrag tot regeling door middel van clearing van de credieten voortvloeiende uit het handelsverkeer tusschen beide landen, alsmede van de daarbij behoorende op 6 Juli 1934 tusschen den Tijdelijk Zaakgelastigde der Nederlanden te Santiago de Chile en den Chileenschen Minister van Buitenlandsche Zaken gewisselde nota's.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missives van den Minister van Staat, Minister van Koloniën van 29 November 1934, 4e Afdeeling Bureau E. Z. No. 15/623 en 31 December 1934, 4e afd. Bur. E. Z. en 7e Afdeeling No. 27/683, de laatste ten geleide van een exemplaar van Staatsblad 1934 No. 612, ter bekendmaking van het daarin opgenomen Koninklijk besluit van 30 November 1934 bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 1 Juni 1934 te Santiago de Chile tusschen Nederland en Chili gesloten verdrag tot regeling door middel van clearing van de credieten voortvloeiende uit het handelsverkeer tusschen beide landen, alsmede van de daarbij behoorende op 6 Juli 1934 tusschen den Tijdelijk Zaakgelastigde der Nederlanden te Santiago de Chile en den Chileenschen Minister van Buitenlandsche Zaken gewisselde nota's.

Herlezen de resoluties van 10 April 1934 No. 1102 en 28 Januari 1935 No. 330;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit, het daarin bedoeld verdrag, en de daarbij behoorende nota's, nevens afschrift van deze resolutie, in het Gouvernementsblad zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 11den Februari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 16den Februari 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Wij WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Gezien het op 1 Juni 1934 te *Santiago de Chile* tusschen *Nederland* en *Chili* gesloten verdrag tot regeling door middel van clearing van de credieten voortvloeiende uit het handelsverkeer tusschen beide landen, alsmede van de daarbij behoorende op 6 Juli 1934 tusschen den Tijdelijk Zaakgelastigde der *Nederlanden* te *Santiago de Chile* en den Chileenschen Minister van Buitenlandsche Zaken gewisselde nota's, van welk verdrag een afdruk en van welke nota's een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Gelet op artikel 1 van de Wet van 25 Juli 1932 (*Staatsblad* n°. 375) tot vergemakkelijking van maatregelen bij verdrag of op andere wijze te treffen, ter breideling van de gevaren voortspruitende uit de beperkende bepalingen, die steeds veelvuldiger op het internationale betalingsverkeer worden toegepast;

Overwegende, dat de akten van bekrachtiging van genoemd verdrag, dat toepasselijk is op *Nederland*, *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao*, op 15 November 1934 te *Santiago de Chile* zijn uitgewisseld;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 27sten November 1934, Directie van het Protocol, n°. 37886;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovengenoemd verdrag en bovengenoemde nota's, alsmede een vertaling van die nota's, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 30sten November 1934.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *zevenden* December 1934.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en Zijne Excellentie de President van de Chileensche Republiek, bezield met den wensch de regeling, door middel van clearing, van de credieten voortvloeiende uit het handelsverkeer tusschen Chili en Nederland te vergemakkelijken, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten en hebben Hunne wederzijdsche Gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden

Den Heere GIDEON WALRAVE BOISSEVAIN, Haren Tijdelijk Zaakgelastigde te Santiago, en

Zijne Excellentie de President van de Chileensche Republiek

Den Heere MIGUEL CRUCHAGA, Zijn Minister van Buitenlandsche Betrekkingen,

die, na elkander mededeeling te hebben gedaan van hunne volmachten, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, over de volgende artikelen tot overeenstemming zijn gekomen:

Artikel 1.

Het clearingsysteem zal worden toegepast op de vereffening van vorderingen uitsluitend voortvloeiende uit het handelsverkeer tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Chili, overeenkomstig de volgende bepalingen.

Artikel 2.

De vereffening van vorderingen, voortvloeiende uit den aankoop van in Nederland ingevoerde goederen van Chileensche herkomst, zal geschieden door storting van den koopprijs in Nederlandsche guldens bij de Nederlandsche Bank voor rekening van het Nederlandsch Clearinginstituut. Laatstgenoemde instelling zal de aldus ontvangen bedragen brengen in het credit van de rentevrije rekeningen A en B, die zij in haar boeken zal openen ten gunste van de „Banco Central de Chile".

Su Excelencia el Presidente de la República de Chile y Su Majestad la Reina de los Países Bajos, animados del deseo de facilitar el ajuste, por via de compensación, de los créditos provenientes del intercambio de mercaderías entre Chile y los Países Bajos, han resuelto celebrar una Convención al efecto y designado sus Plenipotenciarios, a saber:

Su Excelencia el Presidente de la República de Chile;

Al señor MIGUEL CRUCHAGA, su Ministro de Relaciones Exteriores;

Su Majestad la Reina de los Países Bajos:

Al señor GIDEON WALRAVE BOISSEVAIN, su Encargado de Negocios ad interim en Santiago;

les cuales despúes de haberse comunicado sus Plenos Poderes respectives, que se encontraron en buena y debida forma, han convenido en las disposiciones siguientes;

Artículo 1.

El sistema de ,,clearing'' se aplicará a la liquidación de los créditos provenientes exclusivamente del intercambio comercial entre la República de Chile y el Reino de los Países Bajos, según las disposiciones siguientes.

Artículo 2.

La liquidación de los créditos resultantes de la compra de mercaderías de proveniencia chilena importadas en los Países Bajos, se efectuará mediante el depósito del precio de compra en florines holandeses en el ,,Nederlandsche Bank'', por cuenta del ,,Nederlandsch Clearinginstituut''. Esta institución abonará las sumas asi recibidas al haber de las cuentas A y B, que abrirá en sus libros a la órden del Banco Central de Chile, y que no producirán intereses.

De vereffening van vorderingen, voortvloeiende uit den aankoop van in Chili ingevoerde goederen van Nederlandsche herkomst zal geschieden door storting van den koopprijs in Chileensche pesos bij de ,,Banco Central de Chile''. Laatstgenoemde instelling zal de aldus ontvangen bedragen brengen in het credit van de rentevrije rekeningen A en B, die zij in haar boeken zal openen, ten gunste van het Nederlandsch Clearinginstituut.

Artikel 3.

De achterstallige Nederlandsche vorderingen, bestaande op den datum van inwerkingtreding dezer overeenkomst, zullen geleidelijk worden afgelost op de wijze als in de hiernavolgende artikelen 4 en 8 voorzien.

Als achterstallige vorderingen zullen worden beschouwd:

a. de vorderingen vertegenwoordigende den koopprijs van de in Chili ingevoerde goederen van Nederlandsche herkomst, waarvan de tegenwaarde in Chili is gestort in het tijdvak van 20 Juli 1931 tot den datum van inwerkingtreding dezer overeenkomst;

b. de vorderingen, die in dezelfde omstandigheden verkeeren als die onder *a* genoemd, maar waarvan de tegenwaarde door de Chileensche schuldenaars op den datum van inwerkingtreding dezer overeenkomst niet gestort is;

c. de vorderingen, vervallen vóór 20 Juli 1931, maar die de Chileensche schuldenaars op dien datum niet bij machte waren te voldoen, zooals geprolongeerde wissels, gelden, toegewezen op grond van rechterlijke uitspraken of faillissementen, regelmatig over een zekeren tijd verdeelde betalingen, en andere soortgelijke gevallen, met dien verstande, dat in gevallen van twijfel over den aard van de vorderingen, vermeld onder *c*, de ,,Banco Central de Chile'' en het Nederlandsche Clearinginstituut dienaangaande in gemeen overleg zullen beslissen.

Mochten stortingen, als vermeld onder *a*, ten gunste van Nederlandsche verkoopers zijn geschied, hetzij op een geblokkeerde rekening ten name van den verkooper, hetzij in handen van derden, ten deze optredend als lasthebbers (banken, notarissen, advocaten, consulaire ambtenaren, enz.) zoo zal de ,,Banco Central de Chile'', op vertoon van bewijsstukken, de benoodigde

La liquidación de los créditos resultantes de la compra de mercaderías de proveniencia holandesa importadas en Chile, se efectuará mediante el depósito del precio de compra en pesos chilenos en el Banco Central de Chile. Esta institución abonará las sumas asi recibidas al haber de las cuentas A y B, que abrirá en sus libros a la órden del ,,Nederlandsch Clearinginstituut'', y que no producirán intereses.

Artículo 3.

Los créditos holandeses atrasados que existan en la fecha de la entrada en vigencia de la presente Convención, serán amortizados progresivamente según el método previsto en los artículos 4 y 8.

Se considerarán créditos atrasados:

a. los créditos que representen el precio de compra de mercaderías de proveniencia holandesa, importadas en Chile, cuyo contra-valor haya sido depositado en Chile en cualquier tiempo entre el 20 de Julio de 1931 y la fecha de la entrada en vigencia del presente Acuerdo;

b. los créditos que se encuentren en las mismas condiciones que los mencionados en el párrafo *a*, pero cuyo contra-valor no haya sido depositado por los deudores en Chile en la fecha de entrada en vigencia del presente Acuerdo;

c. los créditos vencidos antes del 20 de Julio de 1931 pero que, en esa fecha no se encontraban en estado de ser pagados por los deudores en Chile, tales como las letras prorrogadas, las asignaciones de fondos a consecuencia de liquidaciones judiciales o de quiebras, los pagos escalonados y otros casos semejantes, quedando ententido que en caso de duda sobre la naturaleza de los créditos a que se refiere el presente párrafo *c*, el Banco Central de Chile y el ,,Nederlandsch Clearinginstituut'' decidirán a este respecto de común acuerdo.

En el caso en que se hubieren efectuado depósitos de los previstos en el párrafo *a* en favor de vendedores holandeses, sea en una cuenta bloqueada a nombre del vendedor o en manos de terceros, considerados como mandatarios (bancos, notarios, abogados, cónsules, etc.), el Banco Central de Chile prévia presentación de documentos justificativos, acorderá todas las

toestemming verleenen voor de overbrenging van die tegoeden op de gemeenschappelijke rekening B.

Tot de categorie der achterstallige vorderingen, vermeld onder *a*, *b* en *c*, zullen slechts die vorderingen worden toegelaten, die binnen een termijn van twee maanden, te rekenen vanaf de inwerkingtreding dezer overeenkomst, onder overlegging van bewijsstukken zullen zijn aangegeven, hetzij door den schuldenaar of den vertegenwoordiger van den schuldeischer in Chili bij de ,,Banco Central de Chile'', hetzij door den schuldeischer of den rechthebbende in Nederland bij het Nederlandsch Clearinginstituut. De beide instellingen zullen elkander van bovenvermelde aangiften mededeeling doen door toezending van een afschrift. Alle geschilpunten zullen in gemeenschappelijk overleg tusschen de ,,Banco Central de Chile'' en het Nederlandsch Clearinginstituut geregeld worden.

Artikel 4.

De achterstallige vorderingen zullen slechts in de clearing worden opgenomen voorzoover de storting van de tegenwaarde in Chileensche pesos door den schuldenaar of zijn lasthebber bij de ,,Banco Central de Chile'' behoorlijk is geschied, teneinde te worden gebracht in het credit van de gemeenschappelijke rekening B.

De storting zal plaats hebben in Chileensche pesos. De vorderingen, luidende hetzij in Nederlandsche guldens, hetzij in Chileensche pesos, zullen worden verrekend op basis van 1 Chileensche peso = 0,15 Nederlandsche gulden.

De vorderingen, luidende in andere muntsoorten dan den Chileenschen peso of den Nederlandschen gulden, zullen in de nationale muntsoort worden omgezet, namelijk in pesos (à f. 0,15) in Chili door tusschenkomst van de ,,Banco Central de Chile'' en in guldens in Nederland door tusschenkomst van het Nederlandsch Clearinginstituut, op basis van de officieele koersnoteeringen op den dag van storting onderscheidenlijk te Santiago en te Amsterdam.

Vanaf de inwerkingtreding van deze overeenkomst zullen de Chileensche schuldenaars voor al deze schulden de storting van de overeenkomstige tegenwaarde in pesos moeten doen geschieden.

Artikel 5.

De ,,Banco Central de Chile'' zal aan het Nederlandsch Clea-

autorizaciones necesarias para el traspaso de estos créditos a la cuenta común B.

No se admitirán en la categoria de los créditos atrasados previstos en las letras *a*, *b* y *c* sino los créditos que en un plazo de dos meses contado desde la entrada en vigencia del presente Acuerdo fueren declarados, prévia presentación de documentos justificativos, sea por el deudor o el representante del acreedor en Chile en el Banco Central de Chile, sea por el acreedor o el beneficiario en los Países Bajos en el ,,Nederlandsch Clearinginstituut''. Ambas instituciones se comunicarán las declaraciones antes mencionadas enviándose copias de ellas. El Banco Central de Chile y el ,,Nederlandsch Clearinginstituut'' resolverán de común acuerdo los casos litigiosos.

Artículo 4.

Los créditos atrasados no se admitirán en ,,clearing'' sino a condición de que se efectúe debidamente el depósito de su contra-valor en pesos chilenos por el deudor o su mandatario en el Banco Central de Chile, para ser abonado al haber de la cuenta común B.

Este depósito se efectuará en pesos chilenos. Los créditos formulados sea en florines holandeses sea en pesos chilenos serán calculados sobre la base de 1 peso chileno = 0,15 florin holandés.

Los créditos formulados en otras monedas distintas del peso chileno o del florin holandés serán convertidos en moneda nacional, es decir, en pesos (a 0,15 fl. holand.) en Chile por intermedio del Banco Central de Chile, y en florines en los Países Bajos por intermedio del ,,Nederlandsch Clearinginstituut'', sobre la base de las cotizaciones oficiales de cambio en el dia del depósito en Santiago y en Amsterdam, respectivamente.

Desde el momento de la entrada en vigencia del presente Acuerdo, los deudores en Chile deberán efectuar para todos estos créditos el depósito del correspondiente contra-valor en pesos.

Artículo 5.

El Banco Central de Chile dará aviso al ,,Nederlandsch

ringinstituut bericht zenden betreffende de overeenkomstig het voorgaande artikel gedane stortingen, in de volgorde van het tijdstip van storting en boeking in het credit van de gemeenschappelijke rekening B, waarbij tegelijkertijd machtiging wordt verleend tot uitbetaling aan de verkoopers.

De teboekstelling zal in guldens geschieden tegen den koers, in artikel 4 vastgelegd.

De stortingsberichten zullen vermelden den naam van den schuldenaar in Chili; de vordering waarop de storting betrekking heeft, den naam van den Nederlandschen schuldeischer en eventueel dien van den rechthebbende, het bedrag in Chileensche pesos en het bedrag in Nederlandsche guldens, berekend tegen den koers in artikel 4 vastgelegd.

Artikel 6.

a. Vijftien procent van iedere vordering, voortvloeiende uit aankoopen van in Nederland ingevoerde Chilisalpeter en bijproducten daarvan, onder aftrek van een vastgesteld bedrag van f 1,— per 100 Kilo salpeter ter dekking van de transportkosten en alle andere bijkomende kosten, zal in guldens worden gestort bij de Nederlandsche Bank voor rekening van het Nederlandsch Clearinginstituut, hetwelk deze bedragen zal boeken in het credit van de gemeenschappelijke rekening B, ten einde uitsluitend te dienen voor de aflossing van de achterstallige vorderingen, onder voorbehoud van het in het hiernavolgende artikel 7 bepaalde.

b. Vijf en twintig procent van iedere vordering, voortvloeiende uit aankoopen van in Nederland ingevoerde Chilisalpeter en bijproducten daarvan, onder aftrek van het hierboven vermelde bedrag, zal in guldens worden gestort bij de Nederlandsche Bank voor rekening van het Nederlandsch Clearinginstituut, hetwelk de overeenkomstige bedragen zal boeken in het credit van de gemeenschappelijke rekening A, ten einde uitsluitend te dienen voor de aflossing van de vorderingen, voortvloeiende uit aankoopen van vanaf den datum van inwerkingtreding dezer overeenkomst in Chili ingevoerde goederen van Nederlandsche herkomst.

Artikel 7.

Wanneer het op een zeker oogenblik mocht blijken, dat de vorderingen, waarvoor in Chili nog geen stortingen hebben plaats gehad, na gemeen overleg tusschen de „Banco Central de Chile"

Clearinginstituut", de los depósitos efectuados conforme al artículo precedente, en el órden del depósito y de la inscripción al haber de la cuenta común B, autorizando, al mismo tiempo, el pago a los vendedores. Esta inscripción se hará en florines al cambio fijado en el artículo 4.

Dichos avisos indicarán el nombre del deudor en Chile, el crédito a que se refiere el depósito el nombre del acreedor holandes y, si se presenta el caso, el del beneficiario; el monto en pesos chilenos y el monto en florines holandeses calculado al cambio que se fija en el artículo 4.

Artículo 6.

a. Un quince por ciento de todo crédito resultante de compras de salitre de Chile y sus derivados importado en los Países Bajos, deducción hecha de una suma alzada de un florín por cien kilos de salitre para cubrir los gastos de transporte y todos los demás gastos accesorios, será depositado en florines en el ,,Nederlandsche Bank", por cuenta del ,,Nederlandsch Clearinginstituut", quién inscribirá dichas sumas al haber de la cuenta común B con el exclusivo objeto de amortizar los créditos atrasados, bajo la reserva del artículo 7 siguiente.

b. Un veinticinco por ciento de todo crédito resultante de compras de salitre de Chile y sus derivados importado en los Países Bajos, con la misma deducción que precede, será depósitado en florines en el ,,Nederlandsche Bank" por cuenta del ,,Nederlandsch Clearinginstituut", quién inscribirá las sumas correspondientes al haber de la cuenta común A, con el exclusivo objeto de amortizar los créditos resultantes de compras de mercaderías de proveniencia holandesa importadas en Chile, a partir de la fecha en que entre en vigencia el presente Acuerdo.

Artículo 7.

Si, en cualquier momento, apareciere que los créditos cuyos correspondientes depósitos no hubieren sido aún efectuados en Chile deban ser considerados como irrecuperables, según la

en het Nederlandsch Clearinginstituut, de belanghebbenden behoorlijk gehoord zijnde, als oninvorderbaar moeten worden beschouwd, zullen de stortingen, genoemd onder *a* van artikel 6, voorloopig worden gestaakt. Dit laatste zal in ieder geval definitief geschieden, zoodra het totaal der bedragen, geboekt in het credit van bovenbedoelde gemeenschappelijke rekening B, het bedrag der vorderingen, aangegeven krachtens de alinea's *a*, *b* en *c* van artikel 3, zal hebben bereikt.

De stortingen, bedoeld onder *b* van artikel 6, zullen vanaf dat oogenblik verhoogd worden tot 30 procent.

Artikel 8.

Het Nederlandsch Clearinginstituut zal aan de ,,Banco Central de Chile'' bericht zenden van de overeenkomstig de alinea's *a* en *b* van artikel 6 gedane stortingen in de volgorde van het tijdstip van storting en boeking.

De ,,Banco Central de Chile'' zal zich belasten met de uitbetaling van de tegenwaarde van de stortingen, bedoeld onder *a* van artikel 6, aan de verkoopers in Chili van salpeter en de bijproducten daarvan tegen den koers, vermeld in artikel 4 bovengenoemd.

De Chileensche koopers van Nederlandsche goederen, bedoeld onder *b* van artikel 6, zullen de tegenwaarde daarvan in pesos tegen den dagkoers van exportwissels storten bij de ,,Banco Central de Chile'', die zich zal belasten met de uitbetaling van die bedragen aan de verkoopers in Chili van salpeter en de bijproducten daarvan. Deze koers zal door de Chileensche Regeering worden vastgesteld in overeenstemming met de bestaande marktverhoudingen. Dezelfde koers zal aangewend worden ten aanzien van de stortingen, bedoeld in de laatste zinsnede van artikel 7.

Artikel 9.

Uitdrukkelijk wordt overeengekomen dat, voor het geval deze overeenkomst mocht worden opgezegd vóór de algeheele aflossing van de achterstallige vorderingen, de in guldens luidende stortingen, bedoeld in artikel 6, alinea *a*, bij de Nederlandsche Bank voor rekening van het Nederlandsch Clearinginstituut zullen worden voortgezet tot het oogenblik, waarop die aflossing zal zijn beëindigd.

común opinion del Banco Central de Chile y del ,,Nederlandsch Clearinginstituut'' y, después de oir a los interesados, los depósitos previstos en el inciso *a* del artículo 6, se suspenderán provisionalmente. En todo caso se suspenderán en definitiva tan luego como el total de las cantidades inscritas al haber de la cuenta B antes mencionada, alcance al monto de los créditos declarados en virtud de los incisos *a*, *b* y *c* del artículo 3.

Los depósitos mencionados en el párrafo *b* del artículo 6, serán desde este momento aumentados al 30 por ciento.

Artículo 8.

El ,,Nederlandsch Clearinginstituut'' dará aviso al Banco Central de Chile de los depósitos efectuados en conformidad a los párrafos *a* y *b* del artículo 6, indicando su valor en florines y en el órden de su abono y de su inscripción.

El Banco Central de Chile, se encargará de entregar el contra-valor de los depósitos indicados en el inciso *a* del artículo 6, a los vendedores de salitre y sus derivados en Chile, al cambio indicado en el artículo 4 que precede.

Los compradores chilenos de las mercaderías holandesas en el inciso *b* del artículo 6, depositarán el contra-valor en pesos de dichas mercaderías al cambio de exportación del día en el Banco Central de Chile, quién se encargará de entregar dichas sumas a los vendedores de salitre u sus derivados en Chile. Este cambio será fijado por el Gobierno chileno de acuerdo con la situación del mercado. El mismo tipo de cambio se aplicará a los depósitos previstos en el úitimo inciso del artículo 7.

Artículo 9.

Se entenderá expresamente que en caso de que el presente Acuerdo fuere denunciado antes de amortizarse íntegramente los créditos atrasados, los depósitos especificados en el articulo 6, inciso *a*, se continuarán efectuando en florines en el ,,Nederlandsche Bank'' por cuenta del ,,Nederlandsch Clearinginstituut'', hasta el momento en que termine dicha amortizacion.

Artikel 10.

Iedere vordering, voortvloeiende uit aankoopen van andere in Nederland ingevoerde Chileensche goederen dan salpeter en de bijproducten daarvan, moet worden voldaan door storting van den koopprijs in Nederlandsche guldens bij de Nederlandsche Bank voor rekening van het Nederlandsch Clearinginstituut in het credit van de gemeenschappelijke rekening A, ten einde overeenkomstig het bepaalde in artikel 12 te dienen ter vereffening van aan Nederlandsche exporteurs verschuldigde vorderingen, die vervallen na de inwerkingtreding dezer overeenkomst. Dit voorschrift heeft geen betrekking op aankoopen van koper, welk artikel buiten de bij deze overeenkomst getroffen regeling blijft.

Iedere vordering, voortvloeiende uit aankoopen van in Chili ingevoerde goederen van Nederlandsche herkomst, zal moeten worden voldaan door een storting in Chileensche pesos bij de ,,Banco Central de Chile'' tegen den dagkoers van exportwissels, zooals deze is omschreven in artikel 8. Genoemde instelling zal het bedrag in guldens, overeenkomend met de vermelde stortingen in pesos, boeken in het credit van de rekening A.

De beide instellingen zullen in gemeen overleg de wijze van toepassing van dit artikel vaststellen, met name wat betreft de dekking van de transportkosten en andere bijkomende kosten ten gunste van den Chileenschen verkooper.

Artikel 11.

De ,,Banco Central de Chile'' en het Nederlandsch Clearinginstituut zullen elkander wederzijds bericht zenden van de gedane stortingen. Het stortingsbericht zal vermelden voor alle in Chili gedane stortingen het bedrag in guldens en het overeenkomstig bedrag in pesos; voor wat betreft de in Nederland gedane stortingen het bedrag in guldens.

Artikel 12.

De uitbetalingen aan de verkoopers in Chili door de ,,Banco Central de Chile'' en in Nederland door het Nederlandsch Clearinginstituut zullen geschieden naar chronologische volgorde van de stortingen, voorzien in de artikelen 10 en 11, binnen de grenzen

Artículo 10.

Todo crédito resultante de compras de mercaderías chilenas, distintas del salitre y sus derivados, importadas en los Países Bajos deberá ser liquidado mediante el depósito del precio de compra en florines holandeses en el ,,Nederlandsche Bank'' por cuenta del ,,Nederlandsch Clearinginstituut'', al haber de una cuenta común A, con el objeto de liquidar los créditos adeudados a los exportadores holandeses, que hayan vencido después de la entrada en vigencia del presente Acuerdo conforme a las disposiciones del artículo 12. Esta obligación no se aplica a las transacciones concernientes al cobre, producto que queda exento del régimen establecido por el presente Acuerdo.

Todo crédito resultante de compras de mercaderías de proveniencia holandesa importadas en Chile deberá ser liquidado por un depósito en pesos chilenos en el Banco Central de Chile, al tipo de cambio de exportación del mismo día, como se ha definido en el artículo 8. Dicho Banco abonará al haber de la cuenta A las sumas en florines correspondientes a los mencionados depósitos en pesos.

Ambas instituciones fijarán, de común acuerdo, las modalidades de aplicación del presente artículo especialmente en lo que concierne a cubrir al vendedor chileno los gastos de transporte y otros gastos accesorios.

Artículo 11.

El Banco Central de Chile y el ,,Nederlandsch Clearinginstituut'' se darán recíprocamente avisos de los depósitos efectuados. El aviso de depósito indicará la suma en florines y la suma correspondiente en pesos para todas las operaciones efectuadas en Chile y la suma en florines para los depósitos hechos en los Países Bajos.

Artículo 12.

Los pagos a los vendedores en Chile, por el Banco Central de Chile, y en los Países Bajos, por el ,,Nederlandsch Clearinginstituut'', serán efectuados según el órden cronólogico de los depósitos previstos en los artículos 10 y 11, dentro de los límites

van hetgeen beschikbaar is op de bovenbedoelde gemeenschappelijke rekeningen A.

De beide instellingen zullen in gemeen overleg de wijze van toepassing van dit artikel vaststellen.

Artikel 13.

De vorderingen, voortvloeiende uit den verkoop van goederen van Nederlandsche herkomst, in consignatie in Chili op het oogenblik van inwerkingtreding dezer overeenkomst en binnen een termijn van drie maanden vanaf dien datum, behoorlijk aangegeven bij de „Banco Central de Chile", zullen worden vereffend overeenkomstig het bepaalde in de drie voorgaande artikelen.

Artikel 14.

Het particuliere compensatieverkeer van Chileensche producten tegen Nederlandsche producten zal zooveel mogelijk worden bevorderd door de beide instellingen, wier toestemming tot uitvoering voor ieder afzonderlijk geval moet worden gevraagd.

Artikel 15.

Alle moeilijkheden, die bij de toepassing van de bepalingen van deze overeenkomst mochten rijzen, zullen in gemeenschappelijk overleg door de beide bovengenoemde instellingen worden geregeld, behoudens tusschenkomst zoo noodig van de Contracteerende Regeeringen.

Artikel 16.

Deze overeenkomst zal in werking treden vijftien dagen na den datum van onderteekening en zal van kracht blijven gedurende een jaar.

Zij zal evenwel stilzwijgend worden verlengd, waarbij de beide contracteerende partijen zich de bevoegdheid voorbehouden haar ieder oogenblik met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden te beëindigen.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend, in de Nederlandsche en Spaansche talen en van hun zegels hebben voorzien.

Gedaan te Santiago de Chile, den 1sten Juni 1934.

G. W. Boissevain. (L. S.)

Miguel Cruchaga. (L. S.)

de las disponibilidades de las cuentas comunes A precitadas.

Ambas instituciones fijarán, de común acuerdo las modalilades de aplicación del presente artículo.

Artículo 13.

Los créditos resultantes de la vente de mercaderías de proveniencia holandesa que se encuentren en consignación en Chile al entrar en vigencia el presente Acuerdo, que sean debidamente declarados al Banco Central de Chile, en un plazo de tres meses contado de esta fecha, serán liquidados conforme a las disposiciones de los tres artículos precedentes.

Artículo 14.

Las operaciones de compensación privada de productos chilenos contra productos holandeses serán favorecidas por todos los medios posibles por ambas instituciones, quienes deberán, en cada caso, autorizar su ejecución.

Artículo 15.

Todas las dificultades que puedan suscitarse en la aplicación de las disposiciones del presente Acuerdo serán resueltas por común acuerdo de las dos instituciones antes mencionadas, salvo intervención de los Gobiernos Contractantes en caso de necesidad.

Artículo 16.

El presente Acuerdo entrará en vigencia quince días después de firmado y surtirá efectos durante un año.

Sin embargo, se prorrogará por tácita reconducción y las Partes Contractantes se reservan la facultad de denunciarlo en cualquier momento mediante un aviso previo de tres meses.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos, firman y sellan la presente Convención en los idiomas español y holandés.

Hecha en Santiago, el día primero del mes de Junio del año mil novecientos treinta y cuatro.

MIGUEL CRUCHAGA. (L. S.)

G. W. BOISSEVAIN. (L. S.)

LEGATION DES PAYS-BAS.

N°. 739.

Santiago, le 6 juillet 1934.

Monsieur le Ministre,

En relation avec la convention de clearing que nous avons signée le premier de juin, nos Gouvernements sont convenus des dispositions suivantes.

Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage à autoriser le ,,Nederlandsch Clearing-Instituut'' d'accorder en cas particuliers exemption de l'obligation de paiement par voie de clearing en ce qui concerne les créances résultant de l'achat de marchandises de provenances chilienne importées aux Pays-Bas, pour autant que les contrats de vente aient été conclus avant le 16 juin 1934.

L'exemption sus-visée ne sera accordée qu'en cas individuels où le règlement par voie de clearing soulèverait des difficultés sérieuses.

Le ,,Nederlandsch Clearing-Instituut'' examinera les cas qui lui seront présentés et notifiera au ,,Banco Central du Chili'' chaque exemption accordée par lui.

Il est stipulé que la somme en devises dont le compte de clearing auprès de la ,,Nederlandsche Bank'' ne bénéficiera pas, en conséquence des exemptions accordées, sera récupérée sur le prix d'achat des importations aux Pays-Bas de nitrate chilien et ses dérivés, à condition que ces récupérations ne surpassent pour aucune transaction le dix pourcent du prix d'achat.

En ce qui concerne les marchandises de provenance chilienne importées aus Pays-Bas par l'intermédiaire d'une maison Belge

Son Excellence Monsieur MIGUEL CRUCHAGA,
Ministre des Relations Extérieures,
SANTIAGO

et dont le paiement a déjà été réglé ou doit être réglé conformément à la Convention de clearing entre l'Union Belgo-Luxembourgeoise et le Chili, le Gouvernement Néerlandais s'efforcera d'arriver à un arrangement suivant lequel le paiement par le débiteur pourra s'effectuer dans le cadre du clearing néerlando-chilien par transfert du clearing Belgo-Chilien.

Le Gouvernement Néerlandais est d'accord que pour toute la durée de la Convention de clearing les laines chiliennes vendues aux enchères à Londres et importées aux Pays-Bas seront exemptes de l'obligation de règlement par voie de clearing.

Les expressions ,,marchandise de provenance chilienne'' respectivement ,,néerlandaise'' (article 2 de l'accord) sont à interpréter comme suit: ,,marchandises produites, ouvragées ou transformées au Chili'', respectivement ,,aux Pays-Bas''. Il est bien entendu que l'élaboration, respectivement la transformation, doivent être suffisamment intensives pour donner aux produits en question un caractère nettement national.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

G. W. Boissevain.

REPUBLICA DE CHILI.

Ministerio
de Relaciones Exteriores.

Santiago, 6 de Julio de 1934.

Departemento Diplomatico
Nº. 03938.

Señor Encargado de Negocios:

En relación con el Acuerdo de Clearing que hemos firmado el 1º de Junio ppdo., nuestros Gobiernos han convenido en las siguientes disposiciones:

El Gobierno de Holanda se compromete al autorizar al ,,Nederlandsch Clearing-Instituut'' para que acuerde, en casos particulares la exensión del pago por vía de compensación para los créditos resultantes de la compra de mercaderías de proveniencia chilena importadas en los Países Bajos, siempre que los contratos de venta hayan sido celebrados antes del 16 de Junio de 1934.

La exención antedicha será acordada sólo en casos individuales cuando la liquidación por vía de compensación pudiera ser motivo de serias dificultades.

El ,,Nederlandsch Clearing-Instituut'' calificará los casos que le sean presentados y avisará al Banco Central de Chile cada exención que acuerde.

Queda estipulado que la cantidad en divisas que deja de percibir la cuenta de compensación del ,,Nederlandsche Bank'', á consecuencia de las exenciones que se acuerden, será recuperada sobre el precio de compra de las importaciones de salitre chileno y sus derivados en Holanda, no pudiendo sobrepasar este descuento por ninguna transacción del 10 % del precio de compra.

Por lo que se refiere á las mercaderias de proveniencia chilena importadas en los Países Bajos por intermedio de una casa Belga, y cuyo pago haya sido ó debe ser liquidado de acuerdo

Al Honorable Señor G. W. Boissevain,
Encargado de Negocios de Holanda en Chile.

con la Convención de Compensaciones entre la Union Belgo-Luxemburguesa y Chile, el Gobierno de Holanda se esforzará por llegar a un arreglo, segun el cual el pago por el deudor podrá efectuarse dentro del clearing chileno-holandés por transferencia del clearing chileno-belga.

El Gobierno holandés está de acuerdo en que, durante la vigencia total de la Convención de ,,Clearing'', quedarán excluidas de la obligación de pago por vía de compensación las lanas chilenas vendidas en remate en Londres é importadas á Holanda.

Las expresiones ,,mercaderías de proveniencia chilena'' y ,,mercaderías de proveniencia holandesa'' (artículo 2 del Acuerdo), debe interpretarse como sigue: ,,mercaderías producidas, elaboradas ó transformadas en Chile ó en Holanda, respectivamente''. Se entiende que la elaboración ó transformación tienen que ser suficientemente avanzada para dar á los productos en cuestión el carácter de netamente nacional.

Aprovecho la oportunidad para renovar á Vuestra Señoría, los sentimientos de mi más distinguida consideración.

MIGUEL CRUCHAGA.

VERTALING.

GEZANTSCHAP
DER
NEDERLANDEN.

N°. 739.

Santiago, den 6en Juli 1934.

Mijnheer de Minister,

In verband met het clearingverdrag, dat wij op 1 Juni hebben onderteekend, zijn onze Regeeringen omtrent de volgende bepalingen overeengekomen.

De Nederlandsche Regeering verbindt zich, het Nederlandsche Clearinginstituut te machtigen om in bijzondere gevallen ontheffing te verleenen van de verplichting tot betaling, door middel van clearing, ten aanzien van schuldvorderingen, welke voortspruiten uit den aankoop van goederen van Chileensche herkomst, in Nederland ingevoerd, voor zoover de koopcontracten vóór den 16en Juni 1934 waren gesloten.

De bovenbedoelde ontheffing zal slechts in individueele gevallen, waarin de vereffening door middel van clearing ernstige moeilijkheden zou opleveren, worden toegestaan.

Het Nederlandsche Clearinginstituut zal de gevallen, die het voorgelegd zullen worden, onderzoeken, en de Banco Central de Chile in kennis stellen van iedere ontheffing, die het verleent.

Er is bepaald, dat het bedrag in deviezen, waarvan de clearingrekening bij de Nederlandsche Bank ten gevolge van de verleende ontheffingen geen voordeel zal trekken, verhaald zal worden op den koopprijs der invoeren van Chili-salpeter en zijn derivaten, op voorwaarde, dat de te verhalen bedragen voor geen

Zijner Excellentie den Heere MIGUEL CRUCHAGA,
Minister van Buitenlandsche Zaken,
SANTIAGO.

enkele transactie meer dan 10 % van den koopprijs zullen uitmaken.

Wat betreft de goederen van Chileensche herkomst, ingevoerd in Nederland door tusschenkomst van een Belgische firma en waarvan de betaling reeds geregeld is of geregeld moet worden overeenkomstig het clearingverdrag tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Unie en Chili, zal de Nederlandsche Regeering zich beijveren tot een schikking te geraken, volgens welke de betaling door den schuldenaar zal kunnen worden verricht binnen het kader der Nederlandsch-Chileensche clearing door overbrenging uit de Belgisch-Chileensche clearing.

De Nederlandsche Regeering stemt er mede in, dat voor den geheelen duur van het clearingverdrag de Chileensche wol, welke te Londen geveild en in Nederland ingevoerd wordt, ontheven zal worden van de verplichting tot vereffening door middel van clearing.

De uitdrukkingen ,,goederen van Chileensche herkomst'', respectievelijk ,,Nederlandsche herkomst'' (artikel 2 van het verdrag) moeten als volgt uitgelegd worden: ,,goederen, voortgebracht, bewerkt of vervormd in Chili'', respectievelijk ,,in Nederland''. Het is wel te verstaan, dat de bewerking, respectievelijk de vervorming, genoegzaam ingrijpend zullen moeten zijn om aan de betrokken voortbrengselen een duidelijk nationaal karakter te geven.

Ik neem deze gelegenheid te baat, Mijnheer de Minister, om Uwer Excellentie de verzekering mijner meest bijzondere hoogachting te hernieuwen.

G. W. Boissevain.

REPUBLIEK VAN CHILI.

Ministerie
van Buitenlandsche Zaken.

Santiago, den 6en Juli 1934.

Diplomatieke Afdeeling
N°. 03938.

Mijnheer de Zaakgelastigde,

In verband met het clearingverdrag, dat wij op 1 Juni j.l. hebben onderteekend, zijn onze Regeeringen omtrent de volgende bepalingen overeengekomen.

De Nederlandsche Regeering verbindt zich, het Nederlandsche Clearinginstituut te machtigen om in bijzondere gevallen ontheffing te verleenen van de verplichting tot betaling, door middel van clearing, ten aanzien van schuldvorderingen, welke voortspruiten uit den aankoop van goederen van Chileensche herkomst, in Nederland ingevoerd, voor zoover de koopcontracten vóór den 16en Juni 1934 waren gesloten.

De bovenbedoelde ontheffing zal slechts in individueele gevallen, waarin de vereffening door middel van clearing ernstige moeilijkheden zou opleveren, worden toegestaan.

Het Nederlandsche Clearinginstituut zal de gevallen, die het voorgelegd zullen worden, onderzoeken, en de Banco Central de Chile in kennis stellen van iedere ontheffing, die het verleent.

Er is bepaald, dat het bedrag in deviezen, waarvan de clearingrekening bij de Nederlandsche Bank ten gevolge van de verleende ontheffingen geen voordeel zal trekken, verhaald zal worden op den koopprijs der invoeren van Chili-salpeter en zijn derivaten, op voorwaarde, dat de te verhalen bedragen voor geen enkele transactie meer dan 10 % van den koopprijs zullen uitmaken.

Den Heere G. W. Boissevain,
Zaakgelastigde der Nederlanden in Chili.

Wat betreft de goederen van Chileensche herkomst, ingevoerd in Nederland door tusschenkomst van een Belgische firma en waarvan de betaling reeds geregeld is of geregeld moet worden overeenkomstig het clearingverdrag tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Unie en Chili, zal de Nederlandsche Regeering zich beijveren tot een schikking te geraken, volgens welke de betaling door den schuldenaar zal kunnen worden verricht binnen het kader der Nederlandsch-Chileensche clearing door overbrenging uit de Belgisch-Chileensche clearing.

De Nederlandsche Regeering stemt er mede in, dat voor den geheelen duur van het clearingverdrag de Chileensche wol, welke te Londen geveild en in Nederland ingevoerd wordt, ontheven zal worden van de verplichting tot vereffening door middel van clearing.

De uitdrukkingen ,,goederen van Chileensche herkomst'', respectievelijk ,,Nederlandsche herkomst'' (artikel 2 van het verdrag) moeten als volgt uitgelegd worden: ,,goederen, voortgebracht, bewerkt of vervormd in Chili'', respectievelijk ,,in Nederland''. Het is wel te verstaan, dat de bewerking, respectievelijk de vervorming, genoegzaam ingrijpend zullen moeten zijn om aan de betrokken voortbrengselen een duidelijk nationaal karakter te geven.

Ik neem deze gelegenheid te baat om U de gevoelens mijner meest bijzondere hoogachting te hernieuwen.

MIGUEL CRUCHAGA.

1935. No. 31.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 16 Februari 1935 No. 589 *bepalende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van 26 November 1934 No. 45 tot wijziging van het Koninklijk besluit van 13 September 1928 No 32 (G. B. No. 85, Publicatieblad No. 67) houdende vaststelling van nieuwe regelingen van de inkomsten van het militair- en burgerpersoneel van de landmacht in Suriname en Curaçao.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën van 5 December 1934, 6e Afdeeling No. 14/638, waarbij ter bekendmaking is ontvangen afschrift van het Koninklijk besluit van 26 November 1934 No. 45 tot aanvulling van de bij het Koninklijk besluit van 13 September 1928 No. 32 (Gouvernementsblad No. 85, Publicatieblad No. 67) vastgestelde „Regeling van de bezoldigingen der militairen, dienende bij de troepen in Suriname en Curaçao, zoomede van de toelagen en vergoedingen, welke ten laste van het XIde hoofdstuk der Staatsbegrooting ten behoeve van die troepen kunnen worden uitgekeerd";

Gehoord den Commandant der Troepen en den Administrateur van Financiën;

Herlezen de resolutie van 16 October 1934 No. 149 Zeer Geheim.

Besluit:

Te bepalen, dat het bovenaangehaald Koninklijk besluit van 26 November 1934 No. 45, benevens afschrift van deze resolutie, in het Gouvernementsblad zal worden geplaatst.

Paramaribo, den 16den Februari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 22sten Februari 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 31.

Afschrift.

26 November 1934.
No. 45.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 17 November 1934, 6de Afdeeling, No. 4;

Hebben goedgevonden en verstaan:

In de „Regeling van de bezoldigingen der militairen, dienende bij de troepen in Suriname en Curaçao, zoomede van de toelagen en vergoedingen, welke ten laste van het XIde hoofdstuk der Staatsbegrooting ten behoeve van die troepen kunnen worden uitgekeerd", vastgesteld bij Ons besluit van 13 September 1928 No. 32 (Gouvernementsblad No. 85, Publicatieblad No. 67), wordt de in artikel 2 sub I A aan het slot voorkomende punt vervangen door een kommapunt, terwijl de zin als volgt wordt aangevuld: „aan de brigadiers, de soldaten 1e klasse en de soldaten 2e klasse een belastingtoelage van onderscheidenlijk 7, 6 en 5 cent per dag".

Dit besluit wordt geacht in werking te zijn getreden met ingang van 1 April 1934.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan de Algemeene Rekenkamer.

's-Gravenhage, 26 November 1934.

(get.) WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
(get.) H. COLIJN.

1935. No. 32.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PUBLICATIE van 22 Februari 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van 4 Februari 1935 (Staatsblad No. 37) tot nadere wijziging van het Koninklijk besluit van 24 Maart 1932 (Staatsblad No. 125, Gouvernementsblad No. 44), gewijzigd bij Koninklijk besluit van 26 Januari 1934 (Staatsblad No. 22, Gouvernementsblad No. 26), houdende vaststelling van eene tijdelijke korting op de verlofbezoldigingen van Surinaamsche landsdienaren.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 12 Januari 1935, 7de Afdeeling, No. 2;

Den Raad van State gehoord (advies van 22 Januari 1935 No. 23);

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van 29 Januari 1935, 7de Afdeeling, No. 21;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen:

In artikel 1 van Ons besluit van 24 Maart 1932 (*Staatsblad No. 125, Gouvernementsblad No. 44*), gewijzigd bij Ons besluit van 26 Januari 1934 (*Staatsblad No. 22, Gouvernementsblad No. 26*), wordt in plaats van „1 Maart 1935" gelezen: „1 Januari 1936".

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

's-Gravenhage, den 4den Februari 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den twaalfden Februari 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 22sten Februari 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 22sten Februari 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 33.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 25 Februari 1935 No. 694, *bepalende de plaatsing in het Gouvernementsblad van den geldenden tekst van de verordening van 21 December 1894 (G. B. 1895 No. 10), waarbij wordt geregeld de organisatie van de gewapende politie in de kolonie Suriname.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat het wenschelijk is den thans geldenden tekst van de verordening van 21 December 1894 (G. B. 1895 No. 10), *waarbij wordt geregeld de organisatie van de gewapende politie in de kolonie Suriname,* zooals zij luidt na de wijzigingen bij de verordeningen van 29 Augustus 1906 (G. B. No. 45), 18 Mei 1907 (G. B. No. 55), 7 Juli 1913 (G. B. No. 82), 21 September 1921 (G. B. No. 82) en 7 Juli 1925 (G. B. No. 72), in één geheel samen te vatten en in het Gouvernementsblad op te nemen ;

Besluit:

Te bepalen, dat de verordening van 21 December 1894 (G. B. 1895 No. 10), *waarbij wordt geregeld de organisatie van de gewapende politie in de kolonie Suriname,* zooals zij luidt na de daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, nevens afschrift van deze resolutie, in het Gouvernementsblad zal worden geplaatst.

Paramaribo, den 25sten Februari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 5den Maart 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 33.

VERORDENING

van 21 December 1894 (G. B. 1895 No. 10),

waarbij wordt geregeld de organisatie van de gewapende politie in de kolonie Suriname,

gelijk zij luidt na de daarin aangebrachte wijzigingen bij de verordeningen van 29 Augustus 1906 (G. B. No. 45), 18 Mei 1907 (G. B. No. 55), 7 Juli 1913 (G. B. No. 82), 21 September 1921 (G. B. No. 82) en 7 Juli 1925 (G. B. No. 72).

Art. 1.

Er bestaat in de kolonie Suriname eene gewapende politie.

Art. 2.

De politieambtenaren en de beambten staan onder het oppertoezicht van den Procureur-Generaal.

Die te Paramaribo dienst doen, staan onder de onmiddellijke bevelen van den Commissaris van Politie, die in de buitendistricten onder die van de Districts-Commissarissen.

Art. 3.

Het politiecorps is samengesteld uit :
een Hoofdinspecteur,
Inspecteurs,
Adjunct-inspecteurs,
Hoofdagenten, en
Agenten 1e, 2e, 3e en 4e klasse.

De Hoofdinspecteur, de Inspecteurs en de Adjunct-Inspecteurs worden begrepen onder de benaming *ambtenaren van politie,* de hoofdagenten en agenten worden door de benaming *beambten van politie* aangeduid.

Art. 4.

De Hoofdinspecteur van Politie vervangt, tenzij de Gouverneur anders bepaalt, bij verhindering of ontstentenis den Commis-

saris van Politie en is bevoegd op diens last de functiën te verrichten, welke bij wettelijke voorschriften aan den Commissaris van Politie zijn opgedragen.

Art. 5.

Behalve met den gewonen dienst der politiebeambten, bij hunne instructie geregeld, kunnen zij ook worden belast met bewaking van veroordeelden die ingevolge vonnis arbeid moeten verrichten, gedurende dien arbeid.

Art. 6(1).

De jaarwedden worden door den Gouverneur geregeld naar de daarvoor bij de Koloniale huishoudelijke begrooting toegestane gelden. De volgens die regeling vastgestelde periodieke verhoogingen der jaarwedden worden niet toegekend dan na gebleken ijver, plichtsbetrachting en bekwaamheid.

De agenten van politie der vierde klasse dragen niet bij voor pensioen. Niettemin zal hun diensttijd als zoodanig voor pensioen in aanmerking komen wanneer deze onmiddellijk wordt gevolgd door eene betrekking die aanspraak geeft op pensioen, zonder dat daarvoor eene extra-korting wordt toegepast.

Art. 7 (2).

Aan de ambtenaren en beambten van politie die in de districten gedetacheerd worden, wordt kosteloos woning of vergoeding voor het gemis van vrije woning verstrekt, door den Gouverneur te bepalen.

Art. 8. (3).

Aan de politie-ambtenaren en beambten wordt bovenkleeding en schoeisel verstrekt, of eene toelage daarvoor, overeen-

(1). Het eerste lid van dit artikel is achtereenvolgens gewijzigd bij art. 1 van de verordeningen van 18 Mei 1907 (G. B. No. 55), 7 Juli 1913 (G. B. No. 82) en 21 September 1921 (G. B. No. 82).

(2). Dit artikel is gewijzigd bij artikel 1 van de verordening van 7 Juli 1925 (G. B. No. 72).

(3). Het eerste lid van dit artikel is gewijzigd bij artikel 1 van de verordening van 29 Augustus 1906 (G. B. No. 45).

komstig door den Gouverneur vast te stellen bepalingen.

De wapenen en verdere uitrusting worden van Gouvernementswege verstrekt, blijven eigendom van het Gouvernement en worden bij ontslag of overlijden weder ingeleverd.

Art. 9. (4).

De politie-ambtenaren en beambten hebben aanspraak op vrije geneeskundige behandeling en verstrekking van geneesmiddelen voor hen en hun wettig gezin, overeenkomstig de daaromtrent door den Gouverneur te maken bepalingen.

Voor verpleging in eene openbare ziekeninrichting zullen de verpleegkosten voor het geheel van hen worden ingevorderd indien de ziekte aan eigen schuld te wijten is.

De Gouverneur zal kunnen bepalen in welke gevallen van hen slechts een deel dezer verpleegkosten zal worden ingevorderd.

Art. 10.

De instructie voor de ambtenaren en beambten van politie en hunne kleeding en wapening worden vastgesteld door den Gouverneur.

Art. 11. (5).

Er kunnen buitengewone agenten van politie worden aangesteld door den Procureur-Generaal en door dezen ontslagen, op voorwaarden en instructie, door den Gouverneur vast te stellen.

Art. 12.

Deze verordening treedt in werking op het door den Gouverneur te bepalen tijdstip.

Met haar in werking treden vervalt de verordening van 24 Juni 1878 (G. B. No. 14).

N. B. In werking getreden op 1 Juli 1895 (Besluit van 21 Juni 1895, G. B. No. 23).

---

(4). Het tweede en derde lid van dit artikel zijn toegevoegd bij artikel 2 van de verordening van 18 Mei 1907 (G. B. No. 55).

(5). Dit artikel is eerst gewijzigd bij verordening van 18 Mei 1907 (G. B. No. 55) en daarna weder bij verordening van 7 Juli 1913 (G. B. No. 82).

1935. No. 34.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 25 Februari 1935 No. 695, *houdende vaststelling van eene Instructie voor de ambtenaren en beambten van politie in Suriname.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen . . . . (enz.) ;

Overwegende, dat het wenschelijk is de, ingevolge artikel 10 van de verordening van 21 December 1894 (G. B. 1895 No. 10), bij resolutie van 30 December 1918 No. 4282 (G. B. No. 106), vastgestelde Instructie voor de ambtenaren en beambten van politie, zooals die luidt na de wijzigingen en aanvullingen bij de resolutiën van 9 Februari 1922 No. 482 (G. B. No. 7), 29 Januari 1923 No. 340 (G. B. No. 10), 10 April 1923 No. 1236 (G. B. No. 26) en 5 Februari 1931 No. 427 (G. B. No. 16), te herzien en geheel opnieuw vast te stellen ;

Den . . . . (enz.) ;

Besluit:

A. Met ingang van 16 *Maart* 1935 :

1o. Buiten werking te stellen de *Instructie voor de ambtenaren en beambten van politie,* vastgesteld bij de resolutie van 30 December 1918 No. 4282 (G. B. No. 106), gewijzigd en aangevuld bij de resolutiën van : 9 Februari 1922 No. 482 (G. B. No. 7), 29 Januari 1923 No. 340 (G. B. No. 10), 10 April 1923 No. 1235 (G. B. No. 26) en 5 Februari 1931 No. 427 (G. B. No. 16).

2o. Vast te stellen de bij deze resolutie gevoegde *Instructie voor de ambtenaren en beambten van politie in Suriname.*

B. Te bepalen, dat uittreksel uit deze resolutie, benevens de evengemelde *Instructie,* in het *Gouvernementsblad* zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 25sten Februari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 5den Maart 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 34.

INSTRUCTIE

voor de ambtenaren en beambten van politie in Suriname.

Hoofd van politie.

Artikel 1.

Onder het oppertoezicht van den Procureur-Generaal, als Hoofd der rechterlijke en administratieve politie, staan de ambtenaren en beambten van politie in het stadsdistrict Paramaribo onder de onmiddellijke bevelen van den Commissaris van Politie, in de overige districten van den betrokken Districts-Commissaris.

Ambtenaren en beambten van politie.

Artikel 2.

Onder ambtenaren van politie worden verstaan: de Hoofd-Inspecteur, Inspecteurs en Adjunct-Inspecteurs van politie; onder beambten van politie: de hoofdagenten en agenten van politie.

Eed en belofte.

Artikel 3.

De ambtenaren en beambten van politie leggen bij de aanvaarding van hunne betrekking, in handen van den Procureur-Generaal of den door dezen gemachtigden Districts-Commissaris, den navolgenden eed (belofte) af, waarvan op de akte van aanstelling zal behooren te blijken:

„Ik zweer (beloof) trouw aan de(n) Koning(in) en gehoor-„zaamheid aan den Gouverneur en aan allen die in den politie-„dienst boven mij zijn geplaatst; voorts, dat ik mij in den po-„litiedienst getrouw, eerlijk en overeenkomstig mijne instructiën „zal gedragen; dat ik de mij gegeven bevelen en opdrachten „stiptelijk en met allen ijver zal vervullen; dat ik aan niemand „anders dan aan de boven mij gestelde autoriteiten zal openba-„ren zaken of handelingen van mijn ambt, welke geheim behoo-„ren te worden gehouden en dat ik in het algemeen alles zal „doen, wat een goed politie-ambtenaar (beambte) betaamt."

„Zoo waarlijk helpe mij God Almachtig!" (Dat beloof ik!)."

Werkkring en diensttijd.

Artikel 4.

De werkkring en de diensttijd der ambtenaren en beambten van politie worden — rekening houdende met de bevelen van den Procureur-Generaal — in het stadsdistrict Paramaribo door den Commissaris van Politie en in de overige districten door den betrokken Districts-Commissaris geregeld.

In voorkomende gevallen kan de Procureur-Generaal ambtenaren en beambten van politie aanwijzen voor het verrichten van werkzaamheden der boschpolitie.

Aannemen geschenken, verwijdering van standplaats, uitoefening andere betrekkingen.

Artikel 5.

De ambtenaren en beambten van politie moeten strikt eerlijk, waarheidlievend en onomkoopbaar zijn. Geschenken of giften van welken aard ook hun in verband met hunne dienstverrichtingen aangeboden, worden door hen niet aangenomen; zij verwijzen de gevers naar den Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris, die beoordeelen zal in hoever de geschenken of de giften kunnen worden aangenomen en welke bestemming daaraan zal worden gegeven.

Artikel 6.

De ambtenaren en beambten van politie hebben, behoudens vergunning van den Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris, hunne vaste woonplaats op hun standplaats en mogen zich van hun standplaats, ook als zij vrij van dienst zijn, zonder voorkennis van den Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris, niet verwijderen.

Artikel 7.

Aan de ambtenaren en beambten van politie is het — ingevolge het betrekkelijk verbod in de resolutie van 2 Mei 1914 No. 1775 (G. B. No. 20), aangevuld bij die van 1 Augustus 1917 No. 2777 (G. B. No. 57) — niet geoorloofd om nevens hun dienst:

eenig ambt, beroep of bedrijf uit te oefenen ;

eenig beroep of bedrijf voor hunne rekening te doen uitoefenen ;

toe te laten dat in hunne woning koophandel wordt gedreven ;

als agent, exploitant of gemachtigde werkzaam te zijn.

Kennisgeving geconstateerde feiten; geheimhouding dienstzaken ; wonen en bezoeken van drankinrichtingen.

Artikel 8.

De ambtenaren en beambten van politie geven van alles, wat zij in het belang der politie of justitie te weten komen of constateeren, onmiddellijk aan den Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris, kennis.

Zij nemen omtrent dienstzaken een stipte geheimhouding in acht en mogen zonder voorkennis van den Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris, aan niemand inlichtingen geven, die tot het vragen daarvan niet door zijn ambt gerechtigd is.

Gedurende den wachtdienst mogen zij niet slapen ; de wachtdiensturen worden door hen zooveel mogelijk gebruikt tot het aankweeken en onderhouden der voor de vervulling hunner betrekking vereischte kundigheden.

Artikel 9.

Het is den ambtenaren of beambten van politie die in dienst zijn, alsmede wanneer zij, ook al zijn zij buiten dienst, in uniform gekleed zijn, verboden op andere tijden, dan waarop dit door den Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris is vergund, in het openbaar te rooken, tabak te kauwen en eet- of drinkwaren te gebruiken, of, tenzij ambtshalve hiertoe verplicht, zich in eene tapperij of dergelijke inrichting te begeven ; het wonen in een huis waarin eene dergelijke inrichting is gevestigd, is hun verboden.

Kleeding, groet en wapening. Ambtspenning.

Artikel 10.

De ambtenaren en beambten van politie zijn in het openbaar altijd in uniform gekleed en gewapend, tenzij dit door den

Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris, anders is bevolen, een en ander met inachtneming der „Bepalingen omtrent de standplaatsen, de kleeding en wapening en de geneeskundige behandeling van de ambtenaren en beambten van politie in Suriname".

Zij mogen in uniform niet anders dragen dan voorgeschreven kleeding en bewapening. Zij zorgen steeds zindelijk en behoorlijk gekleed te zijn.

Zij groeten, in uniform gekleed zijnde, op militaire wijze. Voor den Gouverneur wordt daarbij door de beambten van politie halt en front gemaakt.

Wordt hun opgedragen in burgerkleeding dienst te doen, dan zullen zij voorzien moeten zijn van het voorgeschreven onderscheidingsteeken, bestaande uit een metalen penning bij voorkeur onderscheidenlijk voor den Hoofd-Inspecteur en de Inspecteurs van politie van zilver, voor de Adjunct-Inspecteurs van politie van brons en voor de beambten van politie van koper.

Op deze penning komt aan de eene zijde voor het Nederlandsche Wapen en aan de andere zijde een opschrift, aantoonende de hoedanigheid van den betrokken ambtenaar of beambte van politie.

Bij de uitoefening van ambtsverrichtingen zal bedoelde penning desverlangd worden vertoond.

Gehoorzaamheid aan meerderen en opvolging bevelen van dezen ; verhouding tusschen meerderen en minderen.

Artikel 11.

De mindere in rang is aan zijn meerdere in rang gehoorzaamheid verschuldigd, terwijl hij tevens verplicht is zich tegenover zijn meerdere in rang in elk opzicht behoorlijk te gedragen; overigens is hij verplicht in zaken den dienst betreffende, de bevelen van zijn meerdere onmiddellijk en onvoorwaardelijk en zonder tegenspraak op te volgen.

Hij, die zich over eenig bevel of voorschrift bezwaard acht, heeft desniettemin onmiddellijk te gehoorzamen en den gegeven last zoo goed mogelijk te volbrengen, maar kan zijne bezwaren daarna aan de uitspraak van den Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris onderwerpen, mits hij zijn verlangen daartoe vooraf heeft kenbaar gemaakt.

De ouderdom in een rang wordt bepaald door het tijdstip van benoeming in of bevordering tot dien rang. Ten aanzien van hen, die op hetzelfde tijdstip benoemd of bevorderd werden, wordt de ouderdom in den rang bepaald door de volgorde, waarin zij in het besluit der benoeming of bevordering genoemd zijn.

Artikel 12.

De door den meerdere te geven bevelen moeten betrekking hebben op den dienst en tevens gegrond zijn op rede en billijkheid.

De meerdere zal er naar streven zijne bevelen te geven kort en bondig, stellig en duidelijk, daarbij rekening houdende met de omstandigheden en met den persoon tot wien het bevel wordt gericht.

Hij is aansprakelijk voor de wettigheid, de strekking en de doelmatigheid van de door hem gegeven bevelen.

Behoudens in nood- of spoedgevallen, zulks ter beoordeeling van den Procureur-Generaal, den Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris, worden opdrachten, bevelen of orders aan de ambtenaren en beambten van politie steeds met inachtachtneming der hiërarchieke volgorde gegeven, en de resultaten daarvan ook verder op gelijke wijze gerapporteerd.

Artikel 13.

De algemeene verplichting van den ambtenaar en beambte van politie tot gehoorzaamheid mag nimmer leiden tot onzelfstandigheid, besluiteloosheid, gebrek aan durf of werkeloos blijven.

Indien het een ambtenaar of beambte van politie blijkt, dat als gevolg van wijziging der omstandigheden sedert het oogenblik waarop het bevel gegeven werd of van het bestaan van een anderen toestand ter plaatse dan door den lastgever werd ondersteld, een hem door een meerdere gegeven dienstbevel niet uitvoerbaar is of de uitvoering daarvan in strijd zou zijn met het algemeen of politioneel belang waarop het bevel betrekking had, zal hij den zedelijken moed hebben om, wanneer nieuwe bevelen niet of niet tijdig door hem kunnen gevraagd of verkregen worden, zelfstandig te handelen. Hij zal dan

zijn eigen inzicht volgen, naar gelang van de omstandigheden of van den door hem bevonden toestand. In zoodanig geval zal hij echter den lastgever ten spoedigste in kennis stellen met de door hem getroffen maatregelen en met de reden der afwijking of niet nakoming van het ontvangen bevel.

De ambtenaar of beambte van politie zal bij het ontvangen van twee opvolgende, met elkander strijdige dienstbevelen van verschillende meerderen, den laatsten lastgever bekendmaken met het vooraf door hem ontvangen bevel. Hij is, indien de laatste lastgever het door hem gegeven bevel niettemin handhaaft, verplicht aan dit bevel te gehoorzamen.

Politioneele taak.

Artikel 14.

De ambtenaren en beambten van politie zijn geroepen tot handhaving van de openbare orde en zedelijkheid, tot bescherming van de rust en de veiligheid van personen en goederen, tot het houden van toezicht op de naleving der wettelijke voorschriften tegen welker overtreding straf is bedreigd, en tot het verleenen van hulp en bijstand aan alle wettig gezag.

Artikel 15.

De ambtenaren en beambten van politie gaan in de uitoefening van hunne ambtsplichten altijd met ernst en bedaardheid te werk, zonder ruwheid of het aanwenden van noodeloos geweld, gedragen zich in de waarneming van hun dienst tegen een ieder, onverschillig welke positie deze in de maatschappij inneemt, beschaafd en voorkomend. Hun optreden moet zich, onder alle omstandigheden, door flinkheid, doch tevens door bedaardheid en gematigdheid kenmerken.

Zij onthouden zich van vloeken of van het bezigen van ruwe uitdrukkingen, gebruiken niet dan bij noodzaak geweld en maken alleen bij volstrekte noodzakelijkheid van hunne wapenen gebruik.

Zij verleenen bescherming, hulp en steun in de gevallen, waarin zulks redelijkerwijze verwacht kan worden.

Artikel 16.

De ambtenaren en beambten van politie laten zich zonder noodzaak met onbeduidende gevallen niet in, doch blijven zich

in de nabijheid vertoonen. Eerst wanneer werkelijk eenige ongeregeldheid te vreezen is, treden zij tusschenbeide, om bij duidelijk gebleken onwil of verzet tot krachtdadig handelen over te gaan, met inachtneming voor zooveel mogelijk van het bepaalde bij de artikelen 18 en 19 dezer Instructie.

Artikel 17.

Gedurende hunnen dienst op straat slaan de ambtenaren en beambten van politie alles nauwlettend gade, met het doel om zooveel mogelijk overtredingen te voorkomen en schenken aandacht aan wat hun ongewoon lijkt of hunne achterdocht wekt. Zij treden noch met elkander, noch met het publiek in gesprek, tenzij in het belang der politie of tot het geven van gevraagde inlichtingen. Bij hun antwoord zijn zij kort en zakelijk; zij houden daarbij het terrein van hunne surveillance voortdurend in het oog. In het algemeen onthouden zij zich van te groote gemeenzaamheid met het publiek.

Verzet.

Artikel 18.

Ingeval van onwil om aan de wettige vordering der politie te voldoen en bij blijkbare bedoeling, om zich met geweld daartegen te verzetten, worden de weigerachtigen of nalatigen tot gehoorzaamheid gesommeerd en op de gevolgen van verzet gewezen.

Gebruik van wapenen.

Artikel 19.

Maatregelen van geweld kunnen door de ambtenaren en beambten van politie slechts worden genomen:

a. op ambtelijk bevel, gegeven door het daartoe bevoegde gezag;

b. tot noodzakelijke verdediging van eigen of eens anders lijf, eerbaarheid of goed, tegen oogenblikkelijke aanranding;

c. tot het uiteendrijven van volksoploopen of samenscholingen en bij gewelddadig verzet;

d. bij het stuiten op ernstigen tegenstand ;

e. bij ontvluchting van veroordeelden en van verdachten terzake van ernstige misdrijven, die door hen zijn aangehouden of onder hun toezicht zijn gesteld.

Het gebruik maken van geweld dient beperkt te blijven tot gevallen, waarin het bijzonder gewicht van het te bereiken doel zulks noodzakelijk maakt en wanneer op dat oogenblik geen andere middelen tot het bereiken van dat doel ten dienste staan.

Wanneer een volksoploop of samenscholing moet worden uiteengedreven en het noodig is, daartoe op zoodanige wijze van de wapenen gebruik te maken, dat daarvan verwonding of levensgevaar is te duchten, zal de ambtenaar of beambte van politie een overluid bevel moeten geven, zooveel mogelijk in de volgende bewoordingen :

„Gehoorzaamheid aan de wet ! Naar huis- of geweld zal „worden gebruikt !"

Indien noodig en mogelijk wordt dit bevel daarna nog tweemaal herhaald.

De bewoordingen zullen zooveel mogelijk worden gekozen in de taal van de menigte waartegenover men staat.

Wanneer de ambtenaren of beambten van politie van hunne wapenen hebben gebruik gemaakt, zullen zij daarvan ten spoedigste rapport doen, in het stadsdistrict Paramaribo aan den Commissaris van Politie en in de overige districten aan den betrokken Districts-Commissaris.

Justitieele taak.

Artikel 20.

De ambtenaren en beambten van politie zijn belast met het opsporen van strafbare feiten en verplicht bij ontdekking op heeterdaad, den verdachte aan te houden en ten spoedigste, in het stadsdistrict Paramaribo voor den Commissaris van Politie en in de overige districten voor den betrokken Districts-Commissaris, te geleiden, alles met inachtneming van de bepalingen van de artikelen 8 en volgende, benevens van de artikelen 28 en volgende, van het Wetboek van Strafvordering voor de kolonie Suriname.

Zij kunnen terzake van overtredingen vanniet ernstigen aard

volstaan met den verdachte naar zijn naam, voornamen en woon- of verblijfplaats te vragen en hem daartoe staande houden.

Zij beteekenen, desgevorderd, dagvaardingen en andere gerechtelijke stukken in strafzaken.

Brand of andere onheilen, alsmede buitengewone gebeurtenissen.

Artikel 21.

In geval van brand of bij andere onheilen, alsmede in geval van buitengewone gebeurtenissen, die daartoe redelijkerwijs aanleiding geven, treden de ambtenaren en beambten van politie, die vrij van dienst zijn, onverwijld in dienst.

Zij begeven zich onmiddellijk naar de plaats, waar alsdan hun tegenwoordigheid vereischt is, en stellen zich onder de bevelen van hunne ter plaatse aanwezige superieuren, voor zoover te Paramaribo door den Procureur-Generaal, in de districten door den betrokken Districts-Commissaris, niet anders is bepaald.

Artikel 22.

De ambtenaar of beambte van politie in het stadsdistrict Paramaribo, die brand ontdekt of daarvan kennis krijgt, zorgt dat onmiddellijk daarvan aan het politiebureau of, voor het geval daarmede geen rechtstreeksche verbinding bestaat, aan het hoofdtelefoonkantoor, bericht wordt gegeven.

Is de kennisgeving gedaan aan het politiebureau, dan wordt vandaar in de eerste plaats bericht gezonden aan de hoofdwacht in het fort Zeelandia en aan het hoofdtelefoonkantoor, welk kantoor voor de waarschuwing van verschillende autoriteiten en instellingen zorg draagt.

Verder worden door het politiebureau de rechtstreeks telefonisch aangesloten ambtenaren van politie gewaarschuwd.

Van het politiebureau en de politieposthuizen worden naar den brand zooveel manschappen gezonden, als gemist kunnen worden.

De beambten van politie, die op post zijn, blijven op den hun toevertrouwden post, totdat zij worden afgelost.

De Chef van Dienst en de commandanten der wacht blijven in hun gewonen dienst.

In geval van brand bij nacht, worden eerst de bewoners van het brandend perceel en van de naastbijgelegen perceelen gewekt.

De ambtenaar of beambte van politie in de districten, die brand ontdekt of daarvan kennis krijgt, zorgt dat onmiddellijk daarvan telefonisch of indien dat niet mogelijk is, op de meest vlugge wijze kennis gegeven wordt aan den betrokken Districts-Commissaris.

De ambtenaren en beambten van politie nemen, in afwachting van de bevelen van den Districts-Commissaris de noodzakelijke en mogelijke maatregelen in het belang van orde en veiligheid, zulks met inachtneming van de algemeene voorschriften, die de betrokken Districts-Commissaris voor dergelijke gevallen heeft vastgesteld.

Op gelijke wijze, als in de vorige leden van dit artikel voorgeschreven, wordt gehandeld bij andere onheilen of buitengewone gebeurtenissen als in art. 21 bedoeld.

Alarm ingeval van onlusten of bij bewegingen van oproerigen aard met een ernstig karakter.

Artikel 23.

In geval van onlusten of gevaar daarvoor of bij bewegingen van oproerigen aard met een ernstig karakter, geldt voor het stadsdistrict Paramaribo het navolgende.

Het algemeene alarmsignaal bestaat in vier of meer kanonschoten, in het aanhoudend loeien van de sirene op het bureau van politie en in telefonische of andere waarschuwingen.

Buiten dit algemeene alarmsignaal staat het militaire hoornalarmsignaal, dat uitsluitend geldt voor de militairen.

De ambtenaar of beambte van politie, die kennis krijgt van eene oproerige beweging als juist bedoeld of deze ontdekt, geeft daarvan onmiddellijk kennis aan den Chef van Dienst en, zoo daarmede geen verbinding te krijgen is, aan den Procureur-Generaal, aan de militaire hoofdwacht in het fort Zeelandia, aan den Commissaris van Politie en aan het hoofdtelefoonkantoor, welk kantoor voor de waarschuwing van andere autoriteiten — op de eerste plaats den Gouverneur — en instellingen zorg draagt.

Valt geen tijd te verliezen en is handelend optreden dringend noodzakelijk, dan zorgt hij dat op andere wijze zoo spoedig mogelijk alarm wordt gemaakt.

Is de kennisgeving gedaan aan den Chef van Dienst, dan geeft deze het bericht ten spoedigste door aan den Procureur-Generaal, aan de militaire hoofdwacht in het fort Zeelandia, aan den Commissarris van Politie en aan het hoofdtelefoonkantoor, welk kantoor wederom andere autoriteiten en instellingen kennis geeft.

Kan de Procureur-generaal tot het verstrekken van instructies per telefoon niet meer worden bereikt en gedoogt het nemen van maatregelen geen uitstel, dan geeft de Chef van Dienst order tot het algemeen alarmsignaal.

Hij geeft daartoe opdracht aan alle politieposthuizen en aan het hoofdtelefoonkantoor, waarschuwt de militaire hoofdwacht in het fort Zeelandia, een en ander indien mogelijk telefonisch en anders door middel van een ordonnans per rijwiel of op andere wijze.

Het alarm door middel van kanonschoten wordt alleen uitgevoerd door de militairen.

De Procureur-Generaal geeft nadere „geheime" uitvoeringsvoorschriften met betrekking tot hetgeen op, om of vanuit het hoofdbureau van politie of overigens te dezen heeft te geschieden.

In geval van oproerige bewegingen als in dit artikel bedoeld in de districten, geven de ambtenaren of beambten van politie daarvan onmiddellijk telefonisch of indien dat niet mogelijk is, op de meest vlugge wijze kennis aan den betrokken Districts-Commissaris. Zij nemen, in afwachting van de bevelen van den Districts-Commissaris, de noodzakelijke en mogelijke maatregelen in het belang van orde en veiligheid, zulks met inachtneming van de algemeene voorschriften, die de betrokken Districts-Commissaris voor dergelijke gevallen heeft vastgesteld.

Bevordering en examen.

Artikel 24.

Gunstige rapporten, belangrijke dienstverrichtingen, een duurzaam goed gedrag, zoowel in- als buiten dienst, voldoende dienstijver, takt om met het publiek om te gaan, goede persoonlijke hoedanigheden en lichamelijke geschiktheid, zoomede praktische en theoretische bekwaamheid, kunnen aanleiding tot bevordering geven.

Aan de bevordering tot agent van politie derde, tweede en

eerste klasse gaat in het algemeen eene opleiding, gevolgd door een examen, vooraf, behoudens het bepaalde in artikel 25, sub 4o, van deze Instructie.

De vereischten, waaraan voor elk der examens moet worden voldaan, worden door den Procureur-Generaal vastgesteld, evenals bijzonderheden betreffende den tijd en de plaats van het examen en anderszins.

Vorenbedoeld examen wordt afgenomen door eene Commissie, samengesteld uit den Commissaris van Politie als voorzitter en twee of meer door den Procureur-Generaal te benoemen leden.

De benoeming tot hoogeren rang dan van agent van politie der tweede klasse geschiedt bij keuze. Niettemin kan in voorkomend geval een vergelijkend examen worden afgenomen.

Belooningen.

Artikel 25.

De belooningen voor uitstekende plichtsbetrachting of bijzondere activiteit bestaan in :

1o. eervolle vermelding bij dagorder ;
2o. geldelijke uitkeering ;
3o. toekenning van een hoogeren, titulairen, rang ;
4o. buitengewone bevordering.

De onder 1o. vermelde belooning wordt door den Procureur-Generaal bepaald ; de overige door den Gouverneur op voordracht van den Procureur-Generaal.

Voor bewezen langdurige trouwe diensten bij de Politie worden medailles, waarvoor door den Gouverneur het model is vastgesteld, toegekend en wel :

in brons, na een diensttijd van 12 jaren ;
in zilver, „ „ „ „ 20 jaren ;
in goud, „ „ „ „ 30 jaren.

De vroeger toegekende medaille wordt bij ontvangst van een medaille voor langeren tijd vervulden dienst, ingenomen.

Tuchtstraffen.

Artikel 26.

De tuchtstraffen aan de ambtenaren en beambten van politie op te leggen, bestaan in :

1o. berisping ;
2o. strafdiensten, ten getale van ten hoogste 15 ;
3o. intrekking van een of meer vrije dagen tot ten hoogste vier ;
4o. boete, door inhouding van traktement ten voordeele van de remuneratiekas der politie, tot een bedrag van ten hoogste drie dagen traktement, welke boete al of niet samen met de tuchtstraffen sub 2o of 3o kan worden opgelegd, en in éénzelfde kalendermaand niet meer dan voor tezamen 3 dagen ;
5o. schorsing, welke gepaard kan gaan met inhouding van het geheele traktement gedurende den geheelen straftijd of een gedeelte daarvan ;
6o. onthouding van periodieke weddeverhooging en van bevordering voor een bepaalden tijd ;
7o. terugstelling in rang, klasse of ancienniteit al of niet voor een bepaalden tijd ;
8o. ontslag uit den dienst, al of niet eervol, dan wel oneervol.

De oplegging van strafdiensten — zijnde elke strafdienst extradienst voor den tijd van twee achtereenvolgende uren en in hetzelfde etmaal niet meer dan eens te ondergaan - is niet toepasselijk op de ambtenaren van politie.

Intrekking van vrije dagen wordt bij voorkeur niet toegepast dan om den anderen vrijen dag.

De terugstelling bestaat in het terugbrengen tot een lageren rang, echter niet lager dan tot dien van beambte van politie der derde klasse.

Dienstweigering, openbare dronkenschap in- of buiten dienst, onzedelijk of liederlijk gedrag, herhaalde, juist gebleken, klachten wegens het maken en niet betalen van schulden, zullen onder meer aanleiding kunnen zijn tot ontslag.

Strafbevoegdheid.

Artikel 27.

De tuchtstraffen, vermeld in het voorgaand artikel sub 1o, 2o en 3o, worden door den Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris opgelegd.

Zij zullen echter van de door hen opgelegde straffen en de strafreden telkens schriftelijk mededeeling doen aan den Procureur Generaal, die alleen in het in lid 4 van dit artikel voorziene geval bevoegd is de straf en de strafreden te wijzigen of te niet te doen.

Nochtans blijft de Procureur-Generaal bevoegd zelfstandig de hiervoren bedoelde tuchtstraffen sub 1o, 2o en 3o op te leggen en de strafbevoegdheid in bepaalde gevallen uitsluitend aan zich te trekken.

Hij, die zich bezwaard acht door eene door den Commissaris van Politie of Districts-Commissaris opgelegde tuchtstraf, kan — binnen driemaal vier en twintig uren nadat hem de tuchtstraf is medegedeeld — door tusschenkomst van den strafoplegger, zijne bezwaren schriftelijk aan de beslissing van den Procureur-Generaal onderwerpen. De strafoplegger is gehouden zoo spoedig mogelijk deze bezwaren voorzien van zijn schriftelijk advies aan den Procureur-Generaal door te zenden en dadelijk bij de indiening daarvan de tuchtstraf te schorsen, dan wel op te schorten, wanneer deze nog niet ten uitvoer is gelegd.

De tuchtstraf, vermeld in het voorgaand artikel sub 4o wordt door den Procureur-Generaal opgelegd, al dan niet op voordracht van- of gehoord den Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris.

De tuchtstraffen, vermeld in het voorgaand artikel sub 5o, 6o, 7o en 8o worden door den Gouverneur opgelegd, op voordracht van- of gehoord den Procureur-Generaal.

Zoo noodig kan, in afwachting der beslissing omtrent eene door den Procureur-Generaal op te leggen of voor te stellen straf, de betrokken ambtenaar of beambte van politie door den Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris, buiten dienst worden gesteld.

Aanvragen voor ontslag.

Artikel 28.

De ambtenaren en beambten van politie, die uit den politiedienst wenschen ontslagen te worden, zijn verplicht hunne aanvragen daartoe ten minste veertien dagen voor den dag op welken zij den dienst wenschen te verlaten, aan den Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris in te zenden.

Zij, die door diensttijd en leeftijd aanspraak op pensioen kunnen doen gelden, kunnen echter zonder daartoe gedane aanvrage verplicht worden den dienst te verlaten.

1935. No. 34.

Stamboek.

Artikel 29.

Op het Politiebureau te Paramaribo wordt een stamboek gehouden, waarin aanteekening geschiedt van het gedrag, de geschiktheid, de bekwaamheid, den ijver, de opgelegde tuchtstraffen en van verdere gegevens betreffende het geheele politiepersoneel.

Artikel 30.

Aan ieder ambtenaar en beambte van politie wordt door of vanwege den Procureur-Generaal een exemplaar van deze instructie verstrekt.

Vastgesteld bij resolutie van 25 Februari 1935 No. 695.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 35.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 25 Februari 1935 No. 696, *houdende bepalingen omtrent de standplaatsen, de kleeding en wapening en de geneeskundige behandeling van de ambtenaren en beambten van politie in Suriname.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen . . . . . (enz.);

Overwegende:

dat de, ingevolge de artikelen 7, 8, 9 en 10 van de verordening van 21 December 1894 (G. B. 1895 No. 10), waarbij wordt geregeld de organisatie van de gewapende politie in de kolonie Suriname, — Geldende tekst G. B. 1935 No. 33 — bij de resolutie van 20 Augustus 1919 No. 2799 (G. B. No. 54) vastgestelde bepalingen omtrent de standplaatsen, de kleeding en wapening en de geneeskundige behandeling van de ambtenaren en beambten van politie, wijziging en aanvulling hebben ondergaan bij de resolutiën van:

30 December	1919	No. 4237	(G. B. No. 87),
2 Mei	1921	No. 1535	(G. B. No. 27),
14 Januari	1925	No. 137	(G. B. No. 4),
25 Mei	1925	No. 1590	(G. B. No. 35),
4 November	1925	No. 3376	(G. B. No. 82),
28 Augustus	1926	No. 2979	(G. B. No. 83),
12 October	1926	No. 3328	(G. B. No. 92),
24 Januari	1927	No. 235	(G. B. No. 3),
23 November	1928	No. 4007	(G. B. No. 95),
19 Mei	1930	No. 1901	(G. B. No. 38),
16 Augustus	1930	No. 3060	(G. B. No. 61),
19 Juli	1932	No. 2346	(G. B. No. 72) en
23 April	1934	No. 1304	(G. B. No. 36);

dat de raadpleging van die bepalingen daardoor wordt bemoeilijkt;

dat het daarom wenschelijk is bedoelde bepalingen, mede met het oog op de omstandigheid dat zij thans wederom wijziging dienen te ondergaan, opnieuw vast te stellen ;

Den . . . . . (enz.) ;

Besluit:

I. Met ingang van 16 Maart 1935 :

A. Buitenwerking te stellen *de bepalingen omtrent de standplaatsen, de kleeding en wapening en de geneeskundige behandeling van de ambtenaren en beambten van politie,* vastgesteld bij de resolutie van 20 Augustus 1919 No. 2799 (G.B. No. 54), gewijzigd en aangevuld bij de resolutiën van :

30 December 1919 No. 4237 (G.B. No. 87),
2 Mei 1921 No. 1535 (G.B. No. 27),
14 Januari 1925 No. 137 (G.B. No. 4),
25 Mei 1925 No. 1590 (G.B. No. 35),
4 November 1926 No. 3376 (G.B. No. 82),
28 Augustus 1926 No. 2979 (G.B. No. 83),
12 October 1926 No. 3328 (G.B. No. 92),
24 Januari 1927 No. 235 (G.B. No. 3),
23 November 1928 No. 4007 (G.B. No. 95),
19 Mei 1930 No. 1901 (G.B. No. 38),
16 Augustus 1930 No. 3060 (G.B. No. 61),
19 Juli 1932 No. 2346 (G.B. No. 72) en
23 April 1934 No. 1304 (G.B. No. 36).

B. *Vast te stellen,* de bij deze resolutie gevoegde *bepalingen omtrent de standplaatsen, de kleeding en wapening en de geneeskundige behandeling van de ambtenaren en beambten van politie in Suriname.*

II. Te bepalen, dat uittreksel uit deze resolutie, benevens de evengemelde *bepalingen,* in het *Gouvernementsblad* zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 25sten Februari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 5den Maart 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 35.

BEPALINGEN

omtrent de standplaatsen, de kleeding en wapening en de geneeskundige behandeling van de ambtenaren en beambten van politie in Suriname.

Standplaatsen.

Artikel 1.

De beambten van politie doen dienst zoowel te Paramaribo als in de districten; de ambtenaren van politie in den regel alleen te Paramaribo.

Artikel 2.

De standplaatsen der in de districten gedetacheerde beambten worden door den Gouverneur vastgesteld. De Procureur-Generaal kan, ingeval van dringende noodzakelijkheid, tijdelijk de standplaatsen veranderen of de gedetacheerde beambten samentrekken.

Artikel 3.

De beambten worden in de districten ingedeeld in detachementen. De detacheering en de sterkte der detachementen worden door den Procureur-Generaal, overeenkomstig de belangen van den dienst, geregeld.

Aan het hoofd van elk detachement staat in den regel een hoofdagent of een agent 1e klasse.

Artikel 4.

De Districts-Commissarissen kunnen, wanneer het noodzakelijk is, verschillende detachementen tijdelijk op een standplaats samentrekken, mits daarvan door hen dadelijk mededeeling aan den Procureur-Generaal worde gedaan.

Vergoeding bij gemis van vrije woning.

Artikel 5.

De in de districten gedetacheerde ambtenaren en beambten

van politie, aan wie geen vrije woning wordt verstrekt, genieten vergoeding voor het gemis daarvan, voorzoover niet anders is bepaald, ten bedrage van f 10,— 's maands voor agenten 4de, 3de en 2de klasse, f 15,— 's maands voor agenten 1e klasse, f 20,— 's maands voor hoofdagenten en f 25,— 's maands voor ambtenaren van politie.

Met betrekking tot de districten Coronie, Nickerie en Marowijne kan deze vergoeding door den betrokken Districts-Commissaris met ten hoogste f 5,— 's maands verhoogd worden.

Uniformkleeding beambten van politie.

Artikel 6.

De uniformkleeding der beambten van politie bestaat uit:

een jas van donkerblauw serge met één rij van zes platte knoopen van wit metaal en staande kraag, gesloten met twee haken;

op de opslagen der mouwen twee kleine uniformknoopen;

aan iedere zijde van de borst aan de buitenzijde een zak met een klep, gesloten met een kleine uniformknoop;

aan iedere zijde van het voorpand, aan de buitenzijde, een zak met een klep;

op iederen schouder een schouderbedekking van dezelfde stof als de jas, aan de bovenzijde voorzien van een kleine uniformknoop en met haken op den schouder te bevestigen;

broek van donkerblauw serge;

een helmhoed van een door den Procureur-Generaal goed te keuren model, aan de voorzijde voorzien van een W van wit metaal ter hoogte van 5 c.m., gedekt met een koninklijke kroon van gelijk metaal, en van een lederen stormband;

een pet van een door den Procureur-Generaal goed te keuren model; zij is aan de voorzijde voorzien van het Nederlandsche Wapen van wit metaal ter hoogte van 5 c.m.;

een regenmantel met liggende kraag, van donkere waterdichte stof, en afhangende tot ongeveer 25 c.m. beneden de knieën;

een paar beenzwachtels van donkerblauw serge.

De beenzwachtels worden gedragen bij de diensten daarvoor door den Commissaris van Politie en de Districts-Commissarissen bij dagorder aangewezen.

Onderscheidingsteekenen beambten van politie.

Artikel 7.

De onderscheidingsteekenen voor de verschillende rangen zijn:

1. voor de hoofdagenten:
op ieder der schouderbedekkingen een granaat van zilverdraad met witte zijde doorweven;
op beide mouwen op de opslagen een streep van dubbel zilver galon ter lengte van 8 c.m., uit den hoek gevormd door den buitennaad der mouw en de bovenkant van den opslag, schuin naar voren verloopend;
de band van de pet onder en boven gebiesd met zilverkoord.
2. voor de agenten 1e klasse:
op beide mouwen een streep als voor de hoofdagenten doch van enkel zilver galon;
de band van de pet van boven gebiesd met zilverkoord.
3. voor de agenten 2e klasse:
op beide mouwen een streep als voor de hoofdagenten, doch van dubbel wit kemelsharen galon;
4. voor de agenten 3de klasse:
op beide mouwen een streep als voor de hoofdagenten, doch van enkel kemelsharen galon.

De agenten 1e, 2e, 3e en 4e klasse dragen een volgnummer van wit metaal, ter hoogte van 3 c.m., op ieder der schouderbedekkingen.

De jas wordt geheel gesloten gedragen. Onder de kraag wordt gedragen een witte staande boord van voorgeschreven model.

Khaki uniform beambte van politie.

Artikel 8.

In afwijking van het hiervoren vastgestelde mogen de beambten van politie dragen:

een jas van khaki met schouderbedekkingen als voor de sergejas; een broek van dezelfde stof of van serge.

Door den Procureur-Generaal kan bovendien worden bepaald, dat de hoofdagenten van politie inplaats van de serge-uniform zullen mogen dragen een uniform van wit drill, met een witte pet van hetzelfde model als de serge-pet.

Ter weerszijden vòòr op den kraag van de khaki-jas wordt het volgende onderscheidingsteeken gedragen:

door de hoofdagenten :

een streep van dubbel zilver galon ter lengte van 6 c.m. en ter breedte van 5 m.m. op een achtergrond van blauw serge ;

door de agenten 1e klasse :

een streep als voor de hoofdagenten, doch enkel zilver galon ;

door de agenten 2de klasse :

een streep van dubbel wit kemelsharen galon ter lengte van 6 c.m. en ter breedte van 5 m.m. op een achtergrond van khaki ;

door de agenten 3de klasse :

een streep als voor de agenten 2de klasse, doch van enkel wit kemelsharen galon.

Uniformkleeding en onderscheidingsteekenen ambtenaren van politie.

Artikel 9.

De uniformkleeding voor de ambtenaren van politie is dezelfde als voor de beambten — doch desverlangd van fijnere stof — behoudens deze afwijkingen :

de knoopen zijn gladrond en verzilverd ;

op den schouder een klep, met een kleine gladronde uniformknoop vastgemaakt ;

elk der beneden mouwen voorzien van een plat wit katoenen treswerk (z.g. Hongaarsche knoop) ;

ter weerszijden voorop den kraag van de jas wordt gedragen een gekroonde W van verzilverd metaal, ter grootte van $2^1/_2$ c.m , voor niet-serge kleeding met blauw afgevoerd ;

op de serge uniform van den Hoofd-Inspecteur en de Inspecteurs wordt een zilveren schouderpassant van smal model gedragen ;

de helmhoed is voorzien van een knop en een stormband van verzilverd metaal, de gekroonde W is eveneens verzilverd ;

(de helmhoed der Adjunct-Inspecteurs is niet voorzien van een metalen stormband) ;

de pet is van een door den Procureur-Generaal goed te keuren ander model ; zij is aan de voorzijde voorzien van het Nederlandsche Wapen van wit metaal ter hoogte van 5 c.m.

De onderscheidingsteekenen voor de verschillende rangen zijn in het treswerk op elk der beneden mouwen of op de voorzijde van de kraag van den regenmantel :

1o. voor den Hoofd-Inspecteur :
drie sterren van verzilverd metaal ;
2o. voor de Inspecteurs :
twee sterren van verzilverd metaal ;
3o. voor de Adjunct-Inspecteurs :
een ster van verzilverd metaal.

Door de ambtenaren van politie kan voor dagelijksch tenue de uniform van khaki of van wit drill worden gedragen ; in wit uniform zal eene witte pet en in khaki-uniform kan een pet van khaki van hetzelfde model als de serge pet worden gedragen.

Het draagriemenstel, bestaande uit koppel met schouderriem, wordt over de jas gedragen.

De Commissaris van Politie en de Districts-Commissarissen, ieder binnen zijn ambtskring, kunnen gelasten dat bij bijzondere gelegenheden, inplaats van de gewone broek, serge of khaki pofrijbroek met zwarte beenkappen, gedragen wordt, en regelen overigens de tenue.

Toelage bovenkleeding en schoeisel.

Artikel 10.

De ambtenaren en beambten van politie worden voor eene vaste som voor bovenkleeding en schoeisel gecrediteerd en wel bedragende per jaar voor :

de hoofd-inspecteur	van politie	f 100.— ;
de inspecteurs	„ „	„ 100.— ;
de adjunct-inspecteurs	„ „	„ 80.— ;
de hoofdagenten	„ „	„ 60.— ;
de agenten van politie 1e klasse		„ 55.— ;
de agenten van politie 2e, 3e en 4e klasse		„ 50.—.

De hoofd-inspecteur, de inspecteurs en de adjunct-inspecteurs van politie worden bij hunne eerste aanstelling in den politiedienst in dien rang voor eerste uitrusting gecrediteerd voor een bedrag van onderscheidenlijk f 200.—, f 200.— en f 160.—, en voor de volgende vijf jaren voor een bedrag van onderscheidenlijk f 80.—., f 80.— en f 64.—.

De hoofdagenten, de beambten van politie 1ste, 2de, 3de en 4de klasse worden bij hunne eerste aanstelling in den politiedienst in dien rang voor eerste uitrusting gecrediteerd voor een bedrag van onderscheidenlijk f 150.—, f 140.—, f 125.—, f 125.—

en f 125.—; en voor de volgende vijf jaren voor een bedrag van onderscheidenlijk f 42.—, f 38.—, f 35.—, f 35.— en f 35.—.

De verstrekking van bovenkleeding en schoeisel aan de beambten van politie geschiedt overigens volgens bij afzonderlijke resolutie vast te stellen regelen.

Artikel 11.

De ambtenaren en beambten van politie ontvangen een kleedingboekje, waarop, met inachtneming van hetgeen in art. 10 is bepaald nopens eerste aanstelling, in hun credit wordt gebracht het vaste bedrag, waarvoor zij voor kleeding en schoeisel worden gecrediteerd, en in hun debet huune schuld voor kleeding, die hun door of namens den Commissaris van Politie wordt verstrekt.

Verstrekking van kleeding en schoeisel aan de ambtenaren en beambten van politie mag — behoudens in uitzonderingsgevallen met voorafgaande goedkeuring van den Procureur-Generaal — niet geschieden onderscheidenlijk boven het tegoed op hun kleedingboekje en boven de vastgestelde hoeveelheid te verstrekken kleeding- en uitrustingsstukken.

Een batig saldo op het boekje wordt bij ontslag uit den dienst aan den ambtenaar of beambte en bij diens overlijden aan zijne rechtverkrijgenden uitgekeerd, een nadeelig saldo ingehouden of ingevorderd op door den Gouverneur te bepalen wijze.

Echter kan, indien na een gehouden kleedinginspectie door of vanwege den Commissaris van Politie blijkt, dat daartegen geen bezwaar bestaat, een batig saldo aan het eind van eenig boekjaar, aan den ambtenaar of beambte van politie worden uitgekeerd, met dien verstande evenwel, dat van het gemaakte tegoed een bedrag van ten minste f 50.— (vijftig gulden) op het boekje als batig saldo overblijft.

Voormeld kleedingboekje zal telken jare aan de ambtenaren en beambten van politie ter hand worden gesteld om voor accoordbevinding te worden afgeteekend.

Wapening.

Artikel 12.

Voor alle ambtenaren en beambten van politie wordt de wapening vastgesteld als volgt:

a. een revolver of ander vuistvuurwapen met lederen holster, patroontasch en koppel;

b. een klewang of sabel, met lederen scheede en koppel;
c. een wapen- of gummistok;
d. een karabijn met bajonet en toebehooren;
dan wel uit één of meer hiervan tezamen.

Bij de lederen koppel behoort voor de ambtenaren van politie een lederen schouderriem.

Aan de ambtenaren van politie kan worden vergund een wandelsabel met bijbehoorende scheede, koppel en dragon te dragen van een door den Gouverneur aangegeven model.

De karabijnen, bestemd voor de ambtenaren en beambten van politie, in de stad dienstdoende, zullen op de wapenkamer in het hoofdbureau van politie te Paramaribo worden opgelegd, een en ander voorzoover in buitengewone gevallen door den Procureur-Generaal niet anders wordt bepaald.

De Procureur-Generaal regelt de wapening en de wijze van het dragen der wapens en van het ledergoed, rekening houdende met de bepalingen in dit besluit.

Artikel 13.

De draagtijd van de karabijnen, revolvers, sabels en klewangs wordt bepaald op twintig jaar, van het ledergoed op tien jaar en van de wapen- of gummistokken op twee jaar.

Artikel 14.

Het gewone onderhoud der wapenen en van het ledergoed geschiedt, voorzoover zij in het dagelijksch bezit van de ambtenaren en beambten zijn, door hunne zorg en op hunne kosten.

Buitengewone herstellingen geschieden op Gouvernementskosten, tenzij de oorzaak daarvan te wijten is aan schuld of onachtzaamheid van een ambtenaar of beambte, op wiens kosten, in dat geval, de herstellingen geschieden.

Artikel 15.

Wanneer eenig stuk der wapening onbruikbaar of afgekeurd wordt binnen den tijd, hiervoren bij artikel 13 bepaald, komt de onverschenen draagtijd voor rekening van den beambte aan wiens schuld dit te wijten is.

Artikel 16.

Over de oorzaak van de schade beslist de Commissaris van Politie of de Districts-Commissaris.

Artikel 17.

Bij ontslag of overlijden worden de wapenen en het ledergoed ingenomen.

Geneeskundige behandeling en verpleging en verstrekking van geneesmiddelen.

Artikel 18.

De geneeskundige behandeling van beambten van politie en, zoo noodig, hunne verpleging vindt in den regel plaats in 's Lands Hospitaal, in de inrichting ter verpleging van krankzinnigen op Wolffenbuttel, of, in de districten, waar eene openbare of bijzondere ziekeninrichting bestaat, in de door den Districts-Commissaris aan te wijzen inrichting.

De Commissaris van Politie en de betrokken Districts-Commissaris zijn bevoegd om — na gepleegd overleg met den behandelenden geneesheer — aan beambten van politie toe te staan zich te hunnen huize door den stadsgeneesheer of den districtsgeneesheer te doen behandelen.

Artikel 19.

De ambtenaren van politie worden te hunnen huize geneeskundig behandeld, te Paramaribo door den stadsgeneesheer, in de districten door den betrokken districts-geneesheer.

Zij kunnen, zoo noodig, ter verpleging worden opgenomen in één der in het eerste lid van artikel 18 genoemde inrichtingen.

Artikel 20.

De wettige gezinnen van ambtenaren en beambten van politie worden te hunnen huize geneeskundig behandeld, te Paramaribo door den stadsgeneesheer, in de districten door den betrokken districts-geneesheer.

Zij kunnen, zoo noodig, ter verpleging worden opgenomen in één der in het eerste lid van artikel 18 genoemde inrichtingen.

Artikel 21.

De behandeling en verpleging, bedoeld in de vorige artikelen, geschieden kosteloos. De voorgeschreven geneesmiddelen worden kosteloos verstrekt.

Wanneer de ziekte echter aan eigen schuld te wijten is, zullen de verpleegkosten voor het geheel van de ambtenaren en beambten van politie worden ingevorderd.

Door den Gouverneur kan nochtans op voorstel van den Procureur-Generaal worden bepaald, dat slechts een deel dezer verpleegkosten van den betrokken ambtenaar of beambte van politie zal worden ingevorderd.

Vastgesteld bij resolutie van 25 Februari 1935 No. 696.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 36.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 25 Februari 1935 No. 697, *houdende vaststelling van voorwaarden van aanstelling tot en van eene instructie voor de buitengewone agenten van politie in Suriname.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen . . . . . (enz.)

Besluit:

I. Met ingang van *16 Maart 1935*:

A. Buiten werking te stellen de resolutie van 22 November 1918 No. 3841 (G. B. No. 89), *houdende vaststelling van voorwaarden van aanstelling tot en van eene instructie voor de buitengewone agenten van politie en eenige andere met hunnen dienst in verband staande bepalingen,* zooals gewijzigd bij de resolutiën van:

20 Juli 1926 No. 2538 (G. B. No. 71) en
28 November 1927 No. 3642 (G. B. No. 77).

B. Vast te stellen de navolgende *voorwaarden van aanstelling tot buitengewone agenten van politie*:

1. Verzoeken om aanstelling van personen als buitengewoon agent van politie moeten aan den Procureur-Generaal worden gericht, met opgave van namen, voornamen, ouderdom en landaard van de personen, wier aanstelling verlangd wordt, zoomede van de taal of talen, die deze verstaan, lezen en (of) schrijven, van de plaats waar zij gevestigd zijn of zullen zijn en van het district, waarin zij dienst zullen doen.

2. De als buitengewoon agent van politie aan te stellen personen moeten:

a). den leeftijd van 21 jaren hebben bereikt;

b). ten minste de Nederlandsche taal kunnen verstaan, lezen en (of) schrijven.

3. De buitengewone agenten van politie worden aangesteld hetzij voor geheel Suriname, hetzij voor de uitgestrektheid van een bepaald ressort; zij genieten in hunne hoedanigheid van buitengewone agenten van politie geen bezoldiging uit 's Landskas, tenzij zulks uitdrukkelijk bij hunne aanstelling is vermeld. Ontslag kan hun ten allen tijde door den Procureur-Generaal worden verleend.

4. Bij ontslag of overlijden van een buitengewoon agent van politie, of wanneer betrokkene niet meer gevestigd is in het ressort, waarvoor hij is aangesteld of niet meer in dienst is van den persoon of de onderneming, ten verzoeke van wie(n) de aanstelling plaats vond, is deze laatste verplicht zorg te dragen, dat de akte van aanstelling en de ambtspenning ten spoedigste worden ingeleverd bij den Commissaris van het district, waarin de buitengewoon agent van politie dienst heeft gedaan, of wel te Paramaribo bij den Commissaris van Politie.

5. Aan den buitengewoon agent van politie, die daarvoor naar het oordeel van den Procureur-Generaal in aanmerking komt, kan door dezen vergunning worden verleend tot het dragen in dienst van eene uniformpet als voor de beambten van politie bepaald, welke pet hij uit het politiekleedingmagazijn tegen den kostenden prijs kan betrekken.

C. Vast te stellen de bij deze resolutie gevoegde *„Instructie voor de buitengewone agenten van politie in Suriname."*

II. Te bepalen, dat uittreksel uit deze resolutie en de voormelde Instructie in het *Gouvernementsblad* zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 25sten Februari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 5den Maart 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 36.

INSTRUCTIE

voor de buitengewone agenten van politie in Suriname.

Hoofd van politie.

Toezicht en bevelen.

Artikel 1.

Onder het oppertoezicht van den Procureur-Generaal, als Hoofd der rechterlijke en administratieve politie, staan de buitengewone agenten van politie onder het toezicht en de bevelen in het stadsdistrict Paramaribo van den Commissaris van Politie, in de overige districten van den betrokken Districts-Commissaris.

Zij zijn tevens onderworpen aan de bevelen van de ambtenaren van politie, van de hoofdagenten en agenten van politie 1ste klasse, zoomede van de commandanten der politiestations in de districten, tenzij door den Procureur-Generaal anders is bepaald.

Eed en belofte.

Artikel 2.

De buitengewone agenten van politie leggen alvorens in functie te treden, in handen van den Procureur-Generaal of den door dezen gemachtigden Districts-Commissaris, den navolgenden eed (belofte) af, waarvan op de akte van aanstelling zal behooren te blijken :

„Ik zweer (beloof) trouw aan de(n) Koning(in) en gehoor-„zaamheid aan den Gouverneur en aan allen die in den politie-„dienst boven mij zijn geplaatst ; voorts, dat ik mij in den „politiedienst getrouw, eerlijk en overeenkomstig mijne instructiën „zal gedragen ; dat ik de mij gegeven bevelen en opdrachten „stiptelijk en met allen ijver zal vervullen ; dat ik aan niemand „anders dan aan de boven mij gestelde autoriteiten zal open-„baren zaken of handelingen van mijn ambt, welke geheim be-

„hooren te worden gehouden en dat ik in het algemeen alles zal „doen, wat een goed buitengewoon agent van politie betaamt."

„Zoo waarlijk helpe mij God Almachtig!" (Dat beloof ik!)".

Bijstand en politiediensten.

Artikel 3.

Wanneer buitengewone omstandigheden het noodig maken, kunnen de buitengewone agenten van politie, in het stadsdistrict Paramaribo door den Procureur-Generaal en in de overige districten door den betrokken Districts-Commissaris worden opgeroepen om tijdelijk bijstand te verleenen en bepaalde politiediensten te verrichten.

Zij zijn verplicht aan zoodanige vorderingen onmiddellijk te voldoen en den gegeven last zoo goed mogelijk te volbrengen.

Indien zij meenen daardoor te zeer aan hun gewonen werkkring te worden onttrokken of andere bezwaren hebben, kunnen zij hunne bezwaren aan de uitspraak van den Procureur-Generaal onderwerpen.

Aannemen geschenken, verwijderen van standplaats en verandering van woonplaats.

Artikel 4.

De buitengewone agenten van politie moeten strikt eerlijk, waarheidlievend en onomkoopbaar zijn. Geschenken of giften van welken aard ook hun in verband met hunne dienstverrichtingen aangeboden, worden door hen niet aangenomen; zij verwijzen de gevers naar den Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris, die beoordeelen zal in hoever de geschenken of giften kunnen worden aangenomen en welke bestemming daaraan zal worden gegeven.

Artikel 5.

De buitengewone agenten van politie moeten zoodra zij zich van hun standplaats voor langer dan een maand verwijderen of van woonplaats veranderen, daarvan ten spoedigste kennis geven aan den Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris.

Kennisgeving geconstateerde feiten.

Artikel 6.

De buitengewone agenten van politie geven zooveel mogelijk van alles, wat zij in het belang der politie of justitie te weten komen of constateeren, onmiddellijk aan den Commissaris van Politie of den betrokken Districts-Commissaris of den commandant van een der politie-stations in de districten, kennis.

Uniformpet, groet en wapening. Ambtspenning.

Artikel 7.

De buitengewone agenten van politie, in het bijzonder zij aan wie door den Procureur-Generaal vergund is tot het dragen in dienst van eene politie-uniformpet, zorgen steeds zindelijk en behoorlijk gekleed te zijn.

Zij groeten, wanneer zij bedoelde uniformpet dragen, op militaire wijze. Voor den Gouverneur wordt daarbij halt en front gemaakt.

Aan de buitengewone agenten van politie kan door den Procureur-Generaal worden toegestaan om gedurende de uitoefening hunner functiën gewapend te zijn met een vuurwapen en (of) blank wapen, gummi-of wapenstok.

Bij de uitoefening hunner functiën zijn de buitengewone agenten van politie voorzien van het voorgeschreven onderscheidingsteeken, bestaande uit een metalen penning, waarop hun nummer en de woorden „Buitengewoon agent van politie" voorkomen.

Bij de uitoefening van ambtsverrichtingen zal bedoelde penning desverlangd worden vertoond.

Politioneele taak.

Artikel 8.

De buitengewone agenten van politie zijn mede geroepen tot handhaving van de openbare orde en zedelijkheid, tot bescherming van de rust en de veiligheid van personen en goederen, tot het houden van toezicht op de naleving der wettelijke voor-

schriften tegen welker overtreding straf is bedreigd, en tot het verleenen van hulp en bijstand aan alle wettig gezag.

Verzet.

Artikel 9.

Ingeval van onwil om aan de wettige vordering der politie te voldoen en bij blijkbare bedoeling om zich met geweld daartegen te verzetten, worden de weigerachtigen of nalatigen tot gehoorzaamheid gesommeerd en op de gevolgen van verzet gewezen.

Gebruik van wapenen.

Artikel 10.

Maatregelen van geweld kunnen door de buitengewone agenten van politie slechts worden genomen :

a. op ambtelijk bevel, gegeven door het daartoe bevoegde gezag ;
b. tot noodzakelijke verdediging van eigen of eens anders lijf, eerbaarheid of goed, tegen oogenblikkelijke wederrechtelijke aanranding ;
c. tot het uiteendrijven van volksoploopen of samenscholingen en bij gewelddadig verzet ;
d. bij het stuiten op ernstigen tegenstand ;
e. bij ontvluchting van veroordeelden en van verdachten terzake van ernstige misdrijven, die door hen zijn aangehouden of onder hun toezicht zijn gesteld.

Het gebruik maken van geweld dient beperkt te blijven tot gevallen, waarin het bijzonder gewicht van het te bereiken doel zulks noodzakelijk maakt en wanneer op dat oogenblik geen andere middelen tot het bereiken van dat doel ten dienste staan.

Wanneer een volksoploop of samenscholing moet worden uiteengedreven en het noodig is, daartoe op zoodanige wijze van de wapenen gebruik te maken, dat daarvan verwonding of levensgevaar is te duchten, zal de buitengewoon agent van politie een overluid bevel moeten geven, zooveel mogelijk in de volgende bewoordingen :

„Gehoorzaamheid aan de wet ! Naar huis- of geweld zal „worden gebruikt !"

Indien noodig en mogelijk wordt dit bevel daarna nog twee maal herhaald.

De bewoordingen zullen zooveel mogelijk worden gekozen in de taal van de menigte waartegenover men staat.

Wanneer de buitengewone agenten van politie van hunne wapenen hebben gebruik gemaakt, zullen zij daarvan ten spoedigste rapport doen, in het stadsdistrict Paramaribo aan den Commissaris van Politie en in de overige districten aan den betrokken Districts-Commissaris.

Justitieele taak.

Artikel 11.

De buitengewone agenten van politie zijn bevoegd tot het opsporen van strafbare feiten en verplicht bij ontdekking op heeterdaad, den verdachte aan te houden en ten spoedigste, in het stadsdistrict Paramaribo voor den Commissaris van Politie of een der ambtenaren van politie, en in de overige districten voor den betrokken Districts-Commissaris of een ambtenaar van politie of den commandant van het naastbijgelegen politiestation, te geleiden.

Zij kunnen in hun opsporingsbevoegdheid beperkt worden door aanwijzing voor bepaalde doeleinden.

Zij kunnen terzake van overtredingen van niet ernstigen aard volstaan met den verdachte naar zijn naam, voornamen en woon- of verblijfplaats te vragen en hem daartoe staande houden.

Zij kunnen worden belast met de beteekening van dagvaardingen en andere gerechtelijke stukken in strafzaken in het ressort waarin zij dienst doen.

Artikel 12.

De buitengewone agenten van politie maken van hunne verrichtingen op den eed (belofte), bij de aanvaarding hunner bediening afgelegd, procesverbaal op, met vermelding zoowel van den aard der door hen opgespoorde strafbare feiten, de omstandigheden waaronder, den tijd wanneer en de plaats waar die zijn gepleegd, en van hetgeen verder tot het verkrijgen van het bewijs van belang kan zijn.

Deze processenverbaal zenden zij ten spoedigste in het stads-

district Paramaribo aan den Commissaris van Politie en in de overige districten aan den betrokken Districts-Commissaris, eventueel door tusschenkomst van de commandanten der politiestations.

Artikel 13.

Ontdekking op heeterdaad heeft plaats, wanneer het strafbaar feit, terwijl het gepleegd wordt, of terstond nadat het is gepleegd, ontdekt wordt, of wanneer iemand terstond daarna als dader door het openbaar gerucht wordt vervolgd, of bij hem goederen, wapenen, werktuigen, of papieren worden gevonden, welke aanduiden, dat hij dader of medeplichtige is.

Artikel 14.

Zij vragen van verdachte personen, en in het bijzonder van vermoedelijke landloopers, bedelaars of zwervers, inlichtingen aangaande hun naam, woonplaats, beroep of bedrijf, alsmede het doel waartoe zij op weg zijn.

Indien deze personen zich in het bezit van verdachte goederen bevinden of onvoldoende inlichtingen geven, geleiden zij hen voor een der ambtenaren in artikel 6 bedoeld.

Deze ambtenaar zorgt voor de verdere opzending, zoo daartoe termen zijn.

Toezicht op gedrag; gunstige rapporten en belooning.

Artikel 15.

De Commissaris van Politie, de Districts-Commissarissen en de commandanten der politiestations zien bij voortduring toe op het gedrag der buitengewone agenten van politie.

Het toezicht van de commandanten der politiestations strekt zich niet uit tot de buitengewone agenten van politie ten aanzien van wie door den Procureur-Generaal de in het 2de lid van artikel 1 bedoelde uitzondering is gemaakt.

Artikel 16.

Belangrijke of gevaarlijke dienstverrichtingen, een duurzaam goed gedrag en trouwe dienst worden door den Commissaris

van Politie en de Districts-Commissarissen aan den Procureur-Generaal medegedeeld, die daarin aanleiding kan vinden tot het doen van een voorstel tot het toekennen van een geldelijke belooning of van zoodanige voordracht aan den Gouverneur als hem gewenscht zal voorkomen.

Nauwgezette plichtsvervulling en gunstige rapporten kunnen ook in gewone gevallen mede aanleiding zijn tot een zoodanig voorstel of zoodanige voordracht.

Ongunstige rapporten ; schorsing en intrekking aanstelling.

Artikel 17.

Ongunstige rapporten omtrent eenigen buitengewoon agent van politie worden onderzocht en aan den Procureur-Generaal medegedeeld, die, daartoe termen vindende, den betrokkene in de uitoefening van zijne functiën schorst of zijne aanstelling intrekt.

Overtreding dezer instructie of ander plichtsverzuim, dienstweigering of openbare dronkenschap zullen in den regel met intrekking der aanstelling worden gestraft.

Bezoldigde buitengewone agenten van politie.

Artikel 18.

Indien een buitengewoon agent van politie als zoodanig in dienst van den Lande bezoldiging, hetzij dag-, week-, of maandloon ontvangt, zullen behalve deze instructie, de bepalingen van de „Instructie voor de ambtenaren en beambten van politie in Suriname" mutatis mutandis op hem van toepassing zijn, ten blijke waarvan hem een exemplaar van bedoelde instructie zal worden uitgereikt, een en ander voor zoover door den Procureur Generaal niet anders is bepaald.

Eveneens zijn op den hiervoren bedoelden buitengewoon agent van politie alsdan van toepassing de bij resolutie van 25 Februari 1935 No. 696 (G.B. No. 35) vastgestelde bepalingenartikelen 12 tot en met 17 - omtrent de *wapening* van de beambten van politie.

Militairen als buitengewoon agent van politie.

Artikel 19.

Voor de tot buitengewoon agent van politie aangestelde militairen kunnen door den Gouverneur nadere voorschriften worden vastgesteld.

Verstrekking exemplaar instructie.

Artikel 20.

Aan ieder buitengewoon agent van politie wordt door of vanwege den Procureur-Generaal een exemplaar van deze instructie verstrekt.

Vastgesteld bij resolutie van 25 Februari 1935 No. 697.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 37.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 25 Februari 1935 No. 698, *houdende vaststelling van eene Instructie voor de Boschpolitie in Suriname.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader .... (enz.) :

Overwegende, dat het wenschelijk is de bij resolutie van 5 Maart 1926 No. 813 (G. B. No. 23) vastgestelde Instructie voor de boschpolitie, te herzien en opnieuw vast te stellen ;

Den .... (enz.) :

Besluit:

A. Met ingang van 16 Maart 1935 :

I. Buiten werking te stellen de resolutie van 5 Maart 1926 No. 813 (G. B. No. 23), *houdende vaststelling van eene Instructie voor de boschpolitie.*

II. Vast te stellen de bij deze resolutie gevoegde *„Instructie voor de boschpolitie in Suriname".*

B. Te bepalen, dat uittreksel uit deze resolutie, benevens de evengemelde *Instructie*, in het *Gouvernementsblad* zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 25sten Februari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 5den Maart 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 37.

INSTRUCTIE

voor de boschpolitie in Suriname.

Boschpolitie.

Artikel 1.

Onder den naam „boschpolitie" is eene afzonderlijke afdeeling der gewapende politie in Suriname belast met de hierna te omschrijven werkzaamheden.

Hoofd van de boschpolitie.

Artikel 2.

Onder het oppertoezicht van den Procureur-Generaal als Hoofd der rechterlijke en administratieve politie, staan de ambtenaren en beambten van de boschpolitie, die als zoodanig begrepen worden onder de benaming ambtenaren van politie respectievelijk beambten van politie, tijdens verblijf in het stadsdistrict Paramaribo onder de onmiddellijke bevelen van den Commissaris van Politie en bij verblijf daarbuiten onder die van den Districts-Commissaris, in wiens ressort zij werkzaam zijn.

Ambtenaren en beambten van de boschpolitie.

Artikel 3.

Onder ambtenaren van de boschpolitie worden verstaan de opzichters bij de boschpolitie, die in rang gelijkgesteld worden met dien van adjunct-inspecteur; onder beambten van de boschpolitie de boschwachters, die in rang gelijkgesteld worden met dien van beambte van politie 3de klasse.

In voorkomende gevallen kan de Procureur-Generaal ambtenaren en beambten van politie aanwijzen voor het verrichten van werkzaamheden der boschpolitie.

Eed en belofte.

Artikel 4.

De ambtenaren en beambten van de boschpolitie leggen bij de aanvaarding van hunne betrekking, in handen van den Procureur-Generaal of den door dezen gemachtigden Districts-Commissaris, den navolgenden eed (belofte) af, waarvan op de akte van aanstelling zal behooren te blijken:

„Ik zweer (beloof) trouw aan de(n) Koning(in) en gehoor-„zaamheid aan den Gouverneur en aan allen die in den politie-„dienst boven mij zijn geplaatst; voorts dat ik mij in den poli-„tiedienst en meer in het bijzonder in den dienst bij de bosch-„politie getrouw, eerlijk en overeenkomstig mijne instructiën zal „gedragen; dat ik de mij gegeven bevelen en opdrachten stipte-„lijk en met allen ijver zal vervullen; dat ik aan niemand anders „dan aan de boven mij gestelde autoriteiten zal openbaren zaken „of handelingen van mijn ambt, welke geheim behooren te wor-„den gehouden en dat ik in het algemeen alles zal doen, wat een „goed politie-ambtenaar (beambte) betaamt."

„Zoo waarlijk helpe mij God Almachtig!" (Dat beloof ik!)."

Werkkring en diensttijd.

Artikel 5.

De werkkring en de diensttijd der ambtenaren en beambten van de boschpolitie worden — rekening houdende met de bevelen van den Procureur-Generaal en voor zoover noodig in overleg met den Administrateur van Financiën, als beheerder der domeinen — geregeld in het stadsdistrict Paramaribo door den Commissaris van Politie, en daarbuiten door den betrokken Districts-Commissaris, voorzoover zij te zijner beschikking zijn gesteld.

Verrichten van gewonen politiedienst; aanmelding bureau van politie.

Artikel 6.

De Commissaris van Politie is bevoegd den ambtenaren en

beambten van de boschpolitie, die zich in het stadsdistrict Paramaribo ophouden, gewonen politiedienst op te dragen.

De ambtenaar of beambte van de boschpolitie, die van een verblijf in het district te Paramaribo terugkeert, is verplicht zich binnen vier en twintig uren na zijn terugkomst ten bureele van politie aan te melden.

Werkzaamheden.

Artikel 7.

De ambtenaren en beambten van de boschpolitie zijn, onverminderd hunne algemeene verplichting tot opsporing van strafbare feiten, als omschreven in de instructie voor de ambtenaren en beambten van politie, in het bijzonder belast met:

a. het toezicht op de verrichtingen en toestanden in verband met, zoowel het onderzoek naar de aanwezigheid van delfstoffen, van houtsoorten en van balata en andere boschproducten, als de ontginning of exploitatie daarvan op domeingrond, alsmede op de naleving der te dien aanzien door de bevoegde macht vastgestelde bepalingen;

b. het geregeld nagaan der magazijnen voor levensmiddelen ten behoeve der, in de verrichtingen, als hierboven onder *a* bedoeld, werkzame arbeiders en het controleeren der hoedanigheid dier levensmiddelen;

c. Met betrekking tot boschnegers en indianen;

1. het zooveel mogelijk verleenen van hulp en bijstand bij den verkoop van hout door boschnegers aan handelaren;
2. het innen der retributies;
3. het nagaan van den toestand der dorpen en der aanplantingen;
4. de aanmoediging van het aankweeken van voedingsgewassen;
5. het inwinnen van inlichtingen bij en over deze bevolking in het bijzonder met betrekking tot bestaande misbruiken;

d. het rapporteeren zoowel van belangrijke gebeurtenissen, feiten of omstandigheden en anderszins in het bijzonder de bosschen en hunne producten betreffende, als van alles, wat te hunner kennis komt, van belang voor het Bestuur of de Politie;

e. het volbrengen van Bestuursopdrachten.

Verslag werkzaamheden.

Artikel 8.

Van al hetgeen door hen ter uitvoering van of in verband met de, hun bij artikel 7 opgelegde werkzaamheden wordt verricht, bevonden of vernomen, brengen zij — voor zoover daarvan niet bij procesverbaal moet blijken — zoo spoedig mogelijk verslag uit aan den betrokken Districts-Commissaris.

Zij zenden daarvan onmiddellijk afschrift aan den Commissaris van Politie.

Handhaving wettelijke regelingen gewone politie en boschpolitie.

Artikel 9.

De ambtenaren van de boschpolitie zijn, onverminderd de hun bij artikel 7 opgedragen werkzaamheden en de op hen in hunne hoedanigheid van hulp-officier van justitie rustende verplichtingen, in het bijzonder belast met het toezicht op den dienst der boschpolitie en met de zorg voor de handhaving van wettelijke regelingen, welke op de gewone politie en de boschpolitie betrekking hebben.

Toezicht ambtenaren op het ondergeschikt personeel.

Artikel 10.

De ambtenaren van de boschpolitie moeten het dienstdoend ondergeschikt personeel zooveel mogelijk controleeren, voortdurend toezicht houden op hun gedrag en dienst, en van buitengewone plichtsbetrachting of dienstijver, zoowel als van misdragingen in het algemeen of tekortkomingen in den dienst, welke hun ten aanzien der beambten van de boschpolitie blijken, schriftelijk aan den Commissaris van Politie of betrokken Districts-Commissaris rapport uitbrengen.

Kleeding en groet.

Ambtspenning.

Artikel 11.

De ambtenaren en beambten van de boschpolitie doen — in afwijking van het bepaalde bij artikel 10 van de instructie voor de ambtenaren en beambten van politie — in het algemeen niet in uniform dienst, doch kunnen al naar gelang de Procureur-Generaal bepaalt, gedurende de uitoefening hunner functiën een politie-uniformpet of helmhoed dragen en wel de ambtenaren van de boschpolitie van hetzelfde model als vastgesteld voor de adjunct-inspecteurs van politie en de beambten van de boschpolitie van hetzelfde model als voor de beambten van politie 3de klasse vastgesteld.

Zij groeten, wanneer zij bedoelde uniformpet of helmhoed dragen, op militaire wijze. Voor den Gouverneur wordt daarbij door de beambten van de boschpolitie halt en front gemaakt.

Zij zijn voorzien van het voor ieder hunner voorgeschreven onderscheidingsteeken, bestaande uit een metalen penning, bij voorkeur voor de ambtenaren van de boschpolitie van brons en voor de beambten van de boschpolitie van koper.

Op deze penning komt aan de eene zijde voor het Nederlandsche Wapen en aan de andere zijde een opschrift, aantoonende de hoedanigheid van den betrokken ambtenaar of beambte van de boschpolitie.

Bij de uitoefening van ambtsverrichtingen zal bedoelde penning desverlangd worden vertoond.

De ambtenaren en beambten van de boschpolitie schaffen zich hunne kleeding en schoeisel voor eigen rekening aan.

De Procureur-Generaal kan echter bepalen dat de ambtenaren en beambten van de boschpolitie uniformkleeding dragen overeenkomstig de daarvoor aan de ambtenaren en beambten van politie gegeven voorschriften.

Instructie en bepalingen omtrent wapening en geneeskundige behandeling (enz.) van de gewone politie mede toepasselijk op de boschpolitie.

Artikel 12.

Voor zoover in deze instructie niet is afgeweken en voor-

zoover door den Procureur-Generaal niet anders is bepaald, zijn de bepalingen van de *„Instructie voor de ambtenaren en beambten van politie in Suriname"* vastgesteld bij resolutie van 25 Februari 1935 No. 695 (G. B. No. 34) mutatis mutandis op de ambtenaren en beambten der boschpolitie van toepassing, ten blijke waarvan aan ieder hunner een exemplaar van bedoelde instructie zal worden uitgereikt.

Eveneens zijn op de ambtenaren en beambten van de boschpolitie van toepassing de bij resolutie van 25 Februari 1935 No. 696 (G. B. No. 35) vastgestelde bepalingen omtrent de *wapening* — artikelen 12 tot en met 17 — en de *geneeskundige behandeling (enz.)* — artikelen 18 tot en met 21 — van de ambtenaren en beambten van politie in Suriname.

Verstrekking exemplaar instructie.

Artikel 13.

Aan ieder ambtenaar of beambte van de boschpolitie wordt door of vanwege den Procureur-Generaal een exemplaar van deze instructie verstrekt.

Vastgesteld bij resolutie van 25 Februari 1935 No. 698.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 38.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 25 Februari 1935 No. 699, *houdende vaststelling van eene regeling van de werkzaamheden van militairen behoorende tot de troepen in Suriname als buitengewoon agent van politie.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen . . . . . (enz.)

Gelet op:

1. artikel 11 van de verordening van 21 December 1894 (G. B. 1895 No. 10), *waarbij wordt geregeld de organisatie van de gewapende politie in de kolonie Suriname,* — geldende tekst G. B. 1935 No. 33 — ;

2. de resolutie van 25 Februari 1935 No. 697 (G. B. No. 36), *houdende vaststelling van voorwaarden van aanstelling tot en van eene instructie voor de buitengewone agenten van politie in Suriname ;*

Overwegende, dat het wenschelijk is om — onverminderd de toepassing van de resolutie van 5 Februari 1931 No. 425 (G. B. No. 14), houdende regeling van de verhouding en de samenwerking tusschen burgerlijke en militaire gezaghebbenden voor de daar bedoelde gevallen — eene regeling te treffen van de werkzaamheden van militairen behoorende tot de troepen in Suriname als buitengewoon agent van politie ;

Den . . . . . (enz.) ;

Besluit:

A. Met ingang van 16 Maart 1935, vast te stellen de bij

deze resolutie gevoegde *„Regeling van de werkzaamheden van militairen behoorende tot de troepen in Suriname als buitengewoon agent van politie"*.

B. Te bepalen, dat uittreksel uit deze resolutie, benevens de evengemelde *Regeling*, in het *Gouvernementsblad* zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 25sten Februari 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 5den Maart 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 38.

REGELING

van de werkzaamheden van militairen behoorende tot de troepen in Suriname als buitengewoon agent van politie.

Artikel 1.

1. In door den Gouverneur aan te wijzen gedeelten van Suriname kan in den politiedienst worden voorzien door militairen behoorende tot de troepen in Suriname.

2. De daarvoor door den Commandant der Troepen aangewezen militairen worden op zijn voordracht alsdan door den Procureur-Generaal aangesteld tot buitengewoon agent van politie.

Artikel 2.

Er mag geene vermenging plaats hebben van met politiefuncties belaste militaire detachementen en het burgerlijk politiepersoneel, noch van de ressorten der detachementen uit militairen samengesteld en die der burgerlijke politie.

Artikel 3.

1. De politioneele opleiding van de in artikel 1 bedoelde militairen geschiedt te Paramaribo met medewerking van daarvoor door of vanwege den Procureur-Generaal aangewezen deskundig politiepersoneel.

2. De Commandant der Troepen regelt, na overleg met den Procureur-Generaal, die opleiding en wijst de militairen aan, die haar moeten volgen.

3. In de districten zullen de detachementscommandanten, in overleg met den Districts-Commissaris, door het geven van theorie de politioneele bekwaamheid onderhouden.

Artikel 4.

1. De militaire detachementen, belast met politiedienst, worden elk jaar afgelost.

2. Indien tijdens de detacheering voor politiedoeleinden een met een politiefunctie belaste militair door den Gouverneur ongeschikt voor den politiedienst wordt geacht, wordt hij door den Commandant der Troepen door een anderen militair vervangen, terwijl zijn aanstelling tot buitengewoon agent van politie door den Procureur-Generaal wordt ingetrokken.

3. De Commandant der Troepen draagt zorg voor het op sterkte houden van de militaire detachementen, belast met eene politioneele taak.

Artikel 5.

1. De tot buitengewoon agent van politie aangestelde militairen dragen zoolang zij met de vervulling van politioneele opdrachten zijn belast, een op hunne politioneele bevoegdheid betrekking hebbend, uiterlijk duidelijk zichtbaar onderscheidingsteeken door den Gouverneur vast te stellen en in het Gouvernements-Advertentieblad bekend te maken.

2. Zoolang vorenbedoeld onderscheidingsteeken door den Gouverneur niet is vastgesteld of bekend gemaakt, zullen zij voorzien moeten zijn van de in de instructie voor de buitengewone agenten van politie voorgeschreven metalen ambtspenning, welke bij de uitoefening van ambtsverrichtingen desverlangd zal moeten worden vertoond.

Artikel 6.

1. De tot buitengewoon agent van politie aangestelde militairen staan, behoudens het tuchtrecht, in aangelegenheden hunnen politiedienst betreffende, in dezelfde verhouding tot den Procureur-Generaal, den Commissaris van Politie en den Districts-Commissaris als alle andere buitengewone agenten van politie.

2. Het uitzenden van een enkel militair met een opdracht moet zooveel mogelijk, althans buiten de standplaats, vermeden worden.

Artikel 7.

Op de tot buitengewoon agent van politie aangestelde militairen zullen, voorzoover in deze resolutie verder niet is afgeweken, mutatis mutandis van toepassing zijn :

a. de „Instructie voor de ambtenaren en beambten van politie in Suriname" (G. B. 1935 No. 34), behoudens het bepaalde in de artikelen 2, 3, 6, 7, 10, 11, 24, 25, 26, 27, 28 en 29 ;

b. de „Instructie voor de buitengewone agenten van politie in Suriname" (G. B. 1935 No. 36), behoudens het bepaalde in de artikelen 1, tweede lid, 3, 5, 7, 15, 16, 17 en 18 ;

ten blijke waarvan hun een exemplaar van bedoelde instructies zal worden uitgereikt.

Artikel 8.

1. De tot buitengewoon agent van politie aangestelde militairen blijven onderworpen aan het militaire straf- en tuchtrecht.

2. Wanneer een tot buitengewoon agent van politie aangestelde militair te kort schiet op een wijze, welke ten aanzien van het burgerpolitiepersoneel naar het oordeel van den Procureur-Generaal toepassing van de daarvoor bestaande straffen noodig zou maken, houdt de Commandant der Troepen bij de krijgstuchtelijke afdoening, voor zooveel mogelijk, rekening met de inzichten van den Procureur-Generaal.

Artikel 9.

1. Het administratieve beheer over het personeel der militaire detachementen met eene politioneele taak, alsmede dat over het materieel dier detachementen voor zooveel behoorende aan de Troepen in Suriname, wordt gevoerd volgens de terzake geldende militaire voorschriften.

2. Zooveel mogelijk worden bij den dienst de militaire technische voorschriften en die van den Inwendigen Dienst gevolgd.

Artikel 10.

1. De militairen behoorende tot detachementen met politio-

neele taak worden gehuisvest volgens voor de militairen vastgestelde voorschriften.

2. Het beheer over de kampementen dier detachementen blijft op den bestaanden voet gehandhaafd.

Artikel 11.

Aan ieder tot buitengewoon agent van politie aangesteld militair wordt een exemplaar van deze regeling ter hand gesteld door of vanwege den Commandant der Troepen.

Vastgesteld bij resolutie van 25 Februari 1935 No. 699.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 39.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

VERORDENING van 21 September 1934 *ter voorkoming en bestrijding van hondsdolheid (rabiës) in Suriname.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende: dat het wenschelijk is bepalingen vast te stellen ter voorkoming en bestrijding van hondsdolheid (rabiës) in Suriname;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

vastgesteld onderstaande verordening:

HOOFDSTUK I.

Van den invoer van honden, katten en apen in Suriname.

Art. 1.

Gezagvoerders van vaar- of vliegtuigen, die honden, katten of apen aan boord hebbende, eenige reede of haven of eenig vliegveld in Suriname aandoen of in Surinaamsche wateren op stroom liggen, zijn verplicht aan den met de Havenpolitie of politie belasten ambtenaar, uitdrukkelijk melding te maken van het aantal, het ras of de soort, de kleur en het geslacht dier dieren, met opgaaf van de namen van hunne houders, zoomede van de bestemming der dieren.

Art. 2.

De lossing van honden, katten of apen mag alleen plaats hebben krachtens eene, door den bij de volgende artikelen daartoe aangewezen ambtenaar kosteloos uitgereikte, schriftelijke vergunning en met inachtneming overigens van de betreffende bepalingen dezer verordening.

Art. 3.

1. De lossing van in Suriname aangevoerde honden, katten of apen is alleen toegelaten op de door den Gouverneur aan te wijzen plaatsen.

2. Behoudens het bepaalde bij lid 5 van dit artikel, worden de in het vorige lid bedoelde dieren vóór de lossing aan boord gekeurd, te Paramaribo door den Gouvernements-veearts of bij afwezigheid, verhindering of ontstentenis van dezen door een door den Geneeskundig Inspecteur daartoe aangewezen deskundige en elders in Suriname door den betrokken districts-geneesheer, aan welken keurenden ambtenaar moeten worden overhandigd :

a. een schriftelijke verklaring van de plaatselijke autoriteit der streek, van waar het dier afkomstig is, waaruit blijkt, dat aldaar gedurende de laatste vier maanden vóór het vervoer van het dier geen hondsdolheid is voorgekomen, noch op het tijdstip van inlading voorkwam, welke verklaring, behalve voor zooveel betreft in Europa, Amerika of Azië gelegen plaatsen, behoorende tot het Koninkrijk der Nederlanden, moet zijn gewaarmerkt door een Nederlandsch consulair ambtenaar, indien aanwezig ter plaatse van inlading van het dier ;

b. een schriftelijke verklaring van een veeartsenijkundig ambtenaar ter plaatse van inlading, waaruit blijkt dat het dier vóór het vertrek is gekeurd en daarbij geen teekenen van hondsdolheid zijn waargenomen, welke verklaring — behalve voor zoover de onder *a* aangeduide plaatsen betreft — gewaarmerkt moet zijn door een Nederlandsch consulair ambtenaar, indien aldaar aanwezig ;

c. eene schriftelijke verklaring van den gezagvoerder van het vaar- of vliegtuig waarmede het dier is vervoerd, waaruit blijkt, dat het gedurende de reis niet ont- of verscheept is geweest, dat het voor zoover hem bekend, niet in aanraking is geweest met andere dieren van den wal of van andere schepen of vliegtuigen komende, en dat, eveneens voorzoover hem bekend, aan boord zich geen geval van hondsdolheid heeft voorgedaan.

3. Indien bij de ingevolge het vorige lid verrichte keuring gebleken is dat bij het dier geen teekenen van hondsdolheid zijn waargenomen en de in dat lid bedoelde bescheiden in orde zijn bevonden, reikt de met de keuring belaste ambtenaar aan den geadresseerde, geconsigneerde of invoerder de bij artikel 2 bedoelde vergunning uit.

4. Bestaat bij dien ambtenaar niet de overtuiging dat geen gevaar voor hondsdolheid aanwezig is, en (of) is deze ziekte evenmin met stelligheid te constateeren, dan wel worden door hem de bij het tweede lid bedoelde bescheiden niet aanwezig of niet in orde bevonden, dan wordt de vergunning tot lossing verleend onder de op te nemen verplichting, dat onmiddellijk hierna het dier in quarantaine wordt gesteld.

5. Bij afwezigheid van den keurenden ambtenaar wordt de vereischte vergunning tot lossing van het dier verleend door den met de Havenpolitie belasten ambtenaar, door wiens zorg het dier terstond na de ontscheping in voorloopige quarantaine wordt gesteld, zullende de keurende ambtenaar na onderzoek van het dier beslissen, of de voorloopige quarantaine zal moeten worden gevolgd door die bedoeld in het vierde lid.

Art. 4.

1. De bij artikel 3 bedoelde keuring geschiedt tusschen zonsopgang en zonsondergang.

In bijzondere gevallen, ter beoordeeling van den in artikel 3 lid 2 aangewezen keurenden ambtenaar, kan die keuring ook op een anderen tijd geschieden.

2. Voor deze keuring is de geadresseerde, geconsigneerde of invoerder van den hond, de kat of den aap verschuldigd een keurloon van f 2.50 (twee gulden en vijftig cents) voor elk dier. Het keurloon moet voldaan zijn aan den keurenden ambtenaar, vóórdat tot de keuring wordt overgegaan.

3. Het keurloon wordt door den keurenden ambtenaar in 's Landskas gestort.

Art. 5.

1. De duur der quarantaine bedraagt, behalve in het geval van voorloopige in quarantainestelling ingevolge het bepaalde bij het vijfde lid van artikel 3, vier maanden, of zooveel langer als de met het toezicht op de quarantaine belaste ambtenaaar noodig oordeelt.

2. Indien voor honden, katten of apen, die in quarantaine zijn gesteld omdat de bij het tweede lid van artikel 3 bedoelde bescheiden niet konden worden overgelegd of niet in orde werden bevonden, de vereischte bescheiden alsnog nader ten genoe-

gen van genoemden ambtenaar worden geleverd, kan deze de quarantaine dadelijk opheffen.

3. Het toezicht op de uitvoering der quarantaine-voorschriften is opgedragen te Paramaribo aan den Gouvernements-veearts of bij afwezigheid, verhindering of ontstentenis van dezen aan een daartoe door den Geneeskundige Inspecteur aangewezen deskundige, en elders in Suriname aan den betrokken districts-geneesheer. Zonder diens schriftelijke verklaring, dat de quarantaine zonder bezwaar kan worden opgeheven, mag het dier de quarantaineplaats niet verlaten.

4. Van het opheffen der quarantaine geeft de bedoelde ambtenaar aan den geadresseerde, geconsigneerde of invoerder onverwijld schriftelijk kennis, met bepaling van den termijn, binnen welken het dier moet zijn afgehaald.

5. De quarantainekosten komen ten laste van den geadresseerde, geconsigneerde of invoerder van het dier.

6. De Gouverneur regelt alles wat met betrekking tot de uitvoering van het in dit Hoofdstuk behandelde noodig of gewenscht is, daaronder begrepen alles met betrekking tot de plaats der quarantaine, de inrichting daarvan, het bedrag der vergoeding voor verpleging en onderhoud en den termijn en de wijze van de voldoening daarvan.

Art. 6.

Door den Gouverneur kan de invoer van honden, katten of apen in geheel Suriname dan wel in bepaalde gedeelten er van voor een bepaalden tijd worden verboden.

Art. 7.

De Gouverneur regelt alles wat betrekking heeft op de plaatselijke bestrijding van hondsdolheid, zulks voor zooveel mogelijk naar analogie van het bepaalde in de verordening van den 4den Februari 1910 (G. B. No. 20) *tot regeling van de veeartsenij-kundige politie* en de uitvoeringsbesluiten daarvan.

HOOFDSTUK II.

Slot- en Strafbepalingen.

Art. 8.

1. Honden, katten of apen,

a. die in strijd met de bepalingen dezer verordening zijn ingevoerd ;

b. waaromtrent de bij de vergunning tot lossing voorgeschreven verplichtingen niet of niet behoorlijk zijn nageleefd ;

c. waarvoor de schuldplichtige in gebreke is gebleven de verschuldigde quarantaine-, opsluitings-, verplegings- en voedingskosten uiterlijk op het bepaalde tijdstip te voldoen ;

d. die na opheffing van de quarantaine of opsluiting niet binnen den daarvoor gestelden termijn zijn afgehaald of waarvoor zich binnen een daarna door den Procureur-Generaal te stellen termijn en tegen een door hem aan te geven prijs niet een kooper heeft aangemeld ;

worden door- of op last van- de politie afgemaakt of kunnen ter beschikking worden gesteld van den Geneeskundig Inspecteur.

2. Het afmaken van de in het vorige lid bedoelde dieren geschiedt op, te Paramaribo door den Procureur-Generaal en elders in Suriname door het hoofd van plaatselijk bestuur aan te wijzen plaats en wijze, tenzij afmaking dezer dieren noodzakelijk is op de plaats waar deze worden aangetroffen

3. Voor de afgemaakte dieren wordt geene schadeloosstelling uitgekeerd.

4. De toepassing der bepalingen van dit artikel geschiedt met inachtneming der bevelen, te Paramaribo van den Procureur-Generaal en elders in Suriname van het hoofd van plaatselijk bestuur.

Art. 9.

1. Overtreding van het bepaalde bij de artikelen 1, 2, 3 lid 1 en lid 4, 5, lid 3 zoomede het verbreken der quarantaine, voorloopige quarantaine of opsluiting, bedoeld bij lid 4 en lid 5 van artikel 3 en voorts van voorschriften van krachtens deze verordening door den Gouverneur uitgevaardigde besluiten, wordt gestraft met hechtenis van ten hoogste acht dagen of geldboete van ten hoogste één honderd gulden.

2. De bij deze verordening strafbaar gestelde feiten worden als overtredingen beschouwd.

Art. 10.

1. Met het opsporen van in of krachtens deze verordening

strafbaar gestelde feiten zijn belast, behalve de bij artikel 8 van het Wetboek van Strafvordering aangewezen personen :

a. de met de uitoefening van den veeartsenijkundigen dienst belaste ambtenaren ;

b. het, te Paramaribo door den Procureur-Generaal, en elders in Suriname door het hoofd van plaatselijk bestuur, daartoe aangewezen ambtelijk personeel.

2. De in het vorige lid bedoelde ambtenaren hebben ter uitvoering of ter verzekering eener goede naleving van de bepalingen dezer verordening, toegang tot alle gebouwen, erven, besloten plaatsen en hetgeen daartoe behoort, de Landsgebouwen daaronder begrepen, zoomede, mits van een schriftelijke lastgeving, te Paramaribo van den Procureur-Generaal en elders in Suriname van het hoofd van plaatselijk bestuur voorzien, tot alle woningen en kunnen zich daarbij doen vergezellen van onder hunne bevelen staand personeel.

Art. 11.

1. Deze verordening kan worden aangehaald als „Hondsdolheidverordening".

2. Zij treedt in werking met ingang van een nader door den Gouverneur te bepalen tijdstip.

Gegeven te Paramaribo, den 21sten September 1934.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 12den Maart 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 40.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PROCLAMATIE

van den 28n Februari 1935

betreffende de opdracht van het dagelijksch beleid van zaken aan den Heer Mr. P. Kikkert, aangewezen vervanger van den Gouverneur.

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME

brengt ter algemeene kennis, dat hij wegens korte afwezendheid van de hoofdplaats het dagelijksch beleid van zaken van het tijdstip van zijn vertrek op den 2den Maart 1935 tot dat van zijn terugkeer te Paramaribo, overeenkomstig artikel 28bis van het Regeeringsreglement, bij resolutie van heden No. 731 heeft opgedragen aan den aangewezen vervanger van den Gouverneur, Mr. P. Kikkert, Gouvernements-Secretaris, tevens waarnemend Agent-Generaal en Lid van den Raad van Bestuur.

Paramaribo, den 28sten Februari 1935.

De Gouverneur voornoemd,

KIELSTRA.

1935. No. 41.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

BESLUIT *van* **11 Maart 1935** *ter uitvoering van artikel 6, letter a, van de Rijverordening 1916 (G. B. 1917 No. 65).*

IN NAAM DER KONINGIN!
DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat, ter uitvoering van artikel 6, letter a, van de Rijverordening 1916 (G. B. 1917 No. 65), het noodig is, het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Artikel 1.

Het is verboden den Communicatieweg langs den rechteroever van de Commewijne met motorrijtuigen op meer dan twee wielen te berijden.

Artikel 2.

Het besluit van 3 Januari 1923 (G. B. No. 1) wordt ingetrokken.

Artikel 3.

Dit besluit treedt in werking met ingang van den dag na dien zijner afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 11den Maart 1935.
KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 12den Maart 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 42.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

VERORDENING van 24 November 1934, *houdende nadere voorzieningen betreffende de betaling van geldboeten en van het geldelijk bedrag, waarop verbeurdverklaarde voorwerpen bij de uitspraak geschat worden.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende, dat nadere voorzieningen betreffende de betaling van geldboeten en van het geldelijk bedrag, waarop verbeurdverklaarde voorwerpen bij de uitspraak geschat worden, wenschelijk zijn;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

vastgesteld onderstaande verordening:

Hoofdstuk I.

In het eerste Boek van het Wetboek van Strafrecht voor de kolonie Suriname worden de volgende wijzigingen gebracht.

Artikel 1.

Artikel 27 wordt gelezen:

„Het bedrag der geldboete is ten minste vijftig cents.

De geldboete moet worden betaald binnen den termijn door den ambtenaar in wiens naam de tenuitvoerlegging van het vonnis geschiedt, te stellen.

Bij gebreke van volledige betaling binnen dezen termijn wordt de niet betaalde boete of het niet betaalde deel van de boete, indien de omstandigheden zulks toelaten, op de goederen en inkomsten van den veroordeelde verhaald.

Voor zoover ook verhaal achterwege blijft, wordt de noch betaalde, noch verhaalde boete of het noch betaalde, noch verhaalde gedeelte vervangen door hechtenis.

De duur der vervangende hechtenis of gevangenisstraf is ten minste een dag en ten hoogste zes maanden.

Het maximum, in het voorgaande lid genoemd, mag met een derde worden overschreden in de gevallen, waarin wegens samenloop, herhalng of het bepaalde bij artikel 46 het maximum van de geldboete wordt verhoogd.

De duur van de vervangende straf wordt in de rechterlijke uitspraak bepaald voor het geval, dat de geldboete in haar geheel door vrijheidsstraf moet worden vervangen. De duur wordt in geheele dagen, weken of maanden vastgesteld. Er mag niet meer dan een dag voor elken halven gulden van de geldboete worden opgelegd.

Moet een gedeelte van de boete door vrijheidsstraf worden vervangen, zoo vermindert, behoudens het minimum genoemd in het vijfde lid, de duur van de vervangende straf naar evenredigheid. Een gedeelte van een dag wordt als een geheele dag ten uitvoer gelegd.

De veroordeelde is ook nog na afloop van den termijn, bedoeld in het tweede lid, bevoegd door betaling van een verhoogd bedrag verhaal op zijn goederen en inkomsten of tenuitvoerlegging van vervangende straf te voorkomen of, zijn zij reeds aangevangen, te stuiten. Dit verhoogd bedrag is gelijk aan het bij afloop van den termijn nog verschuldigde bedrag, vermeerderd met een vijfde, doch ten minste met een gulden. Betaling van een deel van het verhoogd bedrag vermindert het te verhalen of door vrijheidsstraf te vervangen bedrag naar evenredigheid.

Artikel 2.

Artikel 27bis wordt artikel 28.

Het tegenwoordig artikel 28 vervalt.

Artikel 3.

Het slot van het eerste lid van artikel 31 wordt gelezen :

„wat de geldboete betreft volgens den maatstaf in de uitspraak te bepalen".

Artikel 4.

Artikel 36 wordt gelezen:

„Artikel 36.

Niet in beslaggenomen voorwerpen worden, bij verbeurdverklaring, in de uitspraak op een bepaald geldelijk bedrag geschat.

De voorwerpen moeten in dit geval worden uitgeleverd, of de geschatte waarde moet worden betaald, binnen den termijn door den ambtenaar in wiens naam de tenuitvoerlegging van het vonnis geschiedt, te stellen.

Bij gebreke van het een en het ander wordt vervangende vrijheidsstraf ten uitvoer gelegd. De artikelen 27, vierde en vijfde en zevende tot en met negende lid, en 29 zijn van overeenkomstige toepassing, met dien verstande, dat te allen tijde ook algeheele bevrijding mogelijk is door uitlevering alsnog van alle verbeurdverklaarde voorwerpen."

Artikel 5.

In het eerste lid van artikel 62 wordt No. 3 gelezen:

„3o. de straffen van verbeurdverklaring van bepaalde voorwerpen worden voor elk misdrijf afzonderlijk en zonder vermindering opgelegd; de vervangende vrijheidsstraffen mogen gezamenlijk het maximum bepaald in het vijfde lid van artikel 27, met niet meer dan een derde te boven gaan."

Het tweede lid van artikel 62 vervalt.

Artikel 6.

Het tweede lid van artikel 64 wordt vervangen door de beide navolgende leden:

„De vervangende vrijheidsstraffen mogen voor de misdrijven en overtredingen of voor de overtredingen gezamenlijk het maximum, bepaald in het vijfde lid van artikel 27, met niet meer dan een derde te boven gaan.

De straffen van hechtenis, opgelegd als hoofdstraf, mogen voor de overtredingen gezamenlijk den tijd van acht maanden niet te boven gaan."

Hoofdstuk II.

In het Wetboek van Strafvordering voor de kolonie Suriname worden de volgende wijzigingen gebracht.

Artikel 1.

In het tweede lid van artikel 316 wordt in plaats van „hechtenis" gelezen „vrijheidsstraf".

Artikel 2.

De aanhef van artikel 316bis wordt gelezen :

„Bij gebreke van volledige betaling binnen den in artikel 309, tweede lid, bedoelden termijn zal de niet betaalde boete of het niet betaalde deel van de boete".

In den eersten volzin van het zesde lid van artikel 316bis wordt in plaats van „hechtenis", gelezen „vrijheidsstraf".

Slot- en overgangsbepalingen.

Artikel 1.

Deze verordening treedt in werking met ingang van den dag na dien van hare afkondiging.

Artikel 2.

Deze nieuwe bepalingen gelden voor de strafzaken, waarin na inwerkingtreding van de verordening eindvonnis in eersten aanleg wordt gewezen.

Het voorschrift van het tweede lid van artikel 1 van het Wetboek van Strafrecht voor de kolonie Suriname blijft daarbij van kracht, behoudens voor wat betreft :

1o. de regeling, vervat in het nieuwe tweede en negende lid van artikel 27 van dat Wetboek ;

2o. de overeenkomstige regeling, vervat in het nieuwe artikel 36.

Gegeven te Paramaribo, den 24sten November 1934.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 23sten Maart 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935 No. 43.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 14 Maart 1935 No. 898 *houdende wijziging en aanvulling van het Reglement op den Postdienst in Suriname.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen het aan den Administrateur van Financiën gericht schrijven van den Postdirecteur van Paramaribo van 26 Januari 1935 No. 84;

Herlezen de resolutiën van:

2 December 1930 No. 4310;
14 April 1931 No. 1201;
14 Januari 1933 No. 108 en
27 Juni 1934 No. 2023;

Gehoord den Administrateur van Financiën;

Besluit:

I. In het Reglement op den Postdienst in Suriname, vastgesteld bij resolutie van 2 December 1930 No. 4310 (G.B. No. 88) en gewijzigd en aangevuld bij de resolutiën van 14 April 1931 No. 1201 (G B. No. 24); 14 Januari 1933 No. 108 (G.B. No. 7) en 27 Juni 1934 No. 2023 (G.B. No. 50), de navolgende nadere wijzigingen en aanvullingen aan te brengen, t.w.:

1. In het tweede lid van art. 4 vervallen de tusschen haakjes geplaatste woorden, alsmede de haakjes en de komma vóór het woord „aldaar.";

2. In het tweede en het derde lid van art. 6 wordt voor „twee uren" en „drie uren" achtereenvolgens gelezen „een uur" en „twee uren";

3. In het derde lid van art. 12 vervallen de woorden „den postconducteur of" zoomede de woorden „door den treinpostconducteur naar het Postkantoor overgebracht of";

4. De aanhef van sub *a* van het eerste lid van art. 13 wordt gelezen „het Algemeen Postverdrag, den 20n Maart 1934 te Caïro gesloten", terwijl de aldaar vermelde datum van 7 Mei 1930 en de daarachter opgenomen nommers worden vervangen door „27 December 1934 (Staatsblad No. 670, G. B. No. 105)";

5. sub *b* en *c* van het eerste lid van art. 13 worden gelezen als volgt:

„*b*. het Buitenlandsch Postbesluit 1934 (G. B. No. 106)"

„*c*. de beschikking van den Administrateur van Financiën „van 17 October 1933 La. *A*. No. 4012"; (bekend gemaakt in het Gouvernements Advertentieblad van 20 October 1933 No. 87);

6. Het tweede lid van art. 14 wordt gelezen als volgt:

„2. Is het port niet of niet volledig vooruitbetaald, dan „wordt een port van den geadresseerde geheven van een- „maal het bedrag, dat bij vooruitbetaling verschuldigd zou zijn „geweest of van eenmaal het ontbrekende bedrag, indien het „aangeteekende zendingen betreft en van het dubbele van be- „doelde bedragen, indien het gewone zendingen betreft.";

7. Aan het tweede lid van art. 15 wordt toegevoegd een nieuwe zinsnede, luidende: „Aanbevolen wordt geen omslagen „te gebruiken, waarvan de afmetingen kleiner zijn dan 10 c.M. „in de lengte en 7 c.M. in de breedte;

„voorts om de postzendingen deugdelijk te verpakken, in- „zonderheid, indien zij bestemd zijn voor verafgelegen plaatsen.";

8. In het eerste lid van art. 28 wordt tusschen de woorden „port" en „brieven" gevoegd het woord „der";

9. In het derde lid van de artt. 44 en 46 en in het tweede lid der artt. 48 en 49 wordt telkens, instede van „dertig cent" gelezen „vijf en twintig cent";

10. In het eerste lid van art. 45 wordt tusschen de woorden „postwissels" en „kan" gevoegd de woorden „met uitzondering van telegraphische postwissels";

11. Het vierde lid van art. 55 vervalt;

12. In het tweede lid van art. 57 vervalt het woord „drie- maal";

13. In het vierde en het zesde lid van art. 59 wordt instede van „met inkt" telkens gelezen „met inkt of inktpotlood".

II. Te bepalen, dat deze resolutie in het Gouvernementsblad zal worden geplaatst en in werking treedt met ingang van 16 Maart 1935.

Paramaribo, den 14den Maart 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 15den Maart 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 44.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PROCLAMATIE

van den 18den Maart 1935

betreffende de opdracht van het dagelijksch beleid van zaken aan den Heer Mr. P. Kikkert, aangewezen vervanger van den Gouverneur.

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME

brengt ter algemeene kennis, dat hij wegens korte afwezendheid van de hoofdplaats het dagelijksch beleid van zaken van het tijdstip van zijn vertrek op den 19den Maart 1935 tot dat van zijn terugkeer te Paramaribo, overeenkomstig artikel 28bis van het Regeeringsreglement, bij resolutie van heden No. 949 heeft opgedragen aan den aangewezen vervanger van den Gouverneur, Mr. P. Kikkert, Gouvernements-Secretaris, tevens waarnemend Agent-Generaal en Lid van den Raad van Bestuur.

Paramaribo, 18 Maart 1935.

De Gouverneur voornoemd,

KIELSTRA.

1935. No. 45.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

VERORDENING van 19 Maart 1935 *tot tijdelijke verlaging van het concessierecht verschuldigd ingevolge de Balataverordening 1914 (G. B. No. 51).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende, dat het wenschelijk is in verband met de heerschende crisis in het balatabedrijf, het concessierecht per H.A. en per jaar tijdelijk te verlagen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

En gelet op het tweede lid van art. 50 van het Regeeringsreglement dezer kolonie;

vastgesteld onderstaande verordening:

Artikel 1.

Met afwijking van het bepaalde in de Balataverordening 1914 (G. B. No. 51), zooals zij luidt na de daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, laatstelijk bij de verordening van 7 April 1933 (G. B. No. 37), zal vanaf 1 Mei 1935 tot en met 30 April 1936 het concessierecht per H.A. en per jaar voor alle concessiën tot exploitatie van balata, welke op het tijdstip van de inwerkingtreding dezer verordening zijn uitgegeven, en gedurende de periode 1 Mei 1935—30 April 1936 worden uitgegeven een tiende cent bedragen.

Artikel 2.

Op machtiging van den Beheerder der Domeinen wordt aan de concessionarissen teruggegeven hetgeen door hen meer aan concessierecht is gestort dan ingevolge artikel 1 verschuldigd is.

Artikel 3.

Deze verordening treedt in werking met ingang van den dag na dien van hare afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 19den Maart 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 20sten Maart 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 45.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

1935. No. 46.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 26 Maart 1935, *waarbij wordt afgekondigd de wet van 28 December 1934 (Staatsblad No. 703), houdende voorzieningen betreffende de wijze van financieren van de uitgaven voor de pensioenen der Europeesche en Inlandsche burgerlijke en militaire landsdienaren in Nederlandsch-Indië en voor de uitkeeringen aan weduwen en weezen dier landsdienaren.*

IN NAAM DER KONINGIN!
DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande wet;

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat het wenschelijk is in de Indische pensioenfondsen mede op te nemen de landsdienaren, die vóór 1 Januari 1917 in dienst zijn getreden, zoomede allen, aan wie reeds pensioen ten laste van de Indische geldmiddelen is toegekend, en voorts om tijdelijk wijziging te brengen in de wijze, waarop de uitgaven voor de pensioenen der Europeesche en Inlandsche burgerlijke en militaire landsdienaren in *Nederlandsch-Indië* en voor de uitkeeringen aan weduwen en weezen dier landsdienaren worden gefinancierd.

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Artikel 1.

In het eerste lid van artikel 1 van de wet van 25 Juli 1918 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 480, *Indisch Staatsblad* n°. 846), houdende oprichting van pensioenfondsen voor Europeesche en Inlandsche burgerlijke en militaire landsdienaren in *Nederlandsch-Indië*, zooals dat artikel is gewijzigd bij de wet van 31 Mei 1929 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 296, *Indisch Staatsblad* n°. 323), vervallen de woorden: „wier indiensttreding moet „worden gerekend te zijn geschied met ingang van den 1sten „Januari 1917 of later";

Artikel 2.

De gewezen landsdienaren, alsmede de niet in 's Lands dienst geweest zijnde personen, aan wie bij het in werking treden van deze wet reeds pensioen ten laste van de Indische geldmiddelen is toegekend, worden opgenomen als deelgenoot in het eigen-pensioenfonds van den landaard of groep, waartoe zij bij hun pensionneering behoorden.

Artikel 3.

Gedurende de jaren 1935 tot en met 1942 zullen niet worden uitgekeerd:

a. de in artikel 1, lid 2 onder *b* en in artikel 3, lid 1, der wet van 25 Juli 1918 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 480, *Indisch Staatsblad* n°. 846) bedoelde bijdragen van deelgenooten en jaarlijksche bijdragen ten laste van de Indische geldmiddelen aan de bij die wet opgerichte pensioenfondsen voor Europeesche en Inlandsche burgerlijke en militaire landsdienaren in *Nederlandsch-Indië*;

b. de jaarlijksche subsidies ten laste van de geldmiddelen van *Nederlandsch-Indië*, bij artikel 1 der wet van 7 December 1894 (*Nederlandsch Staatsblad* 1894 n°. 205, *Indisch Staatsblad* 1895 n°. 31) en bij artikel 1 der wet van 2 Juli 1923 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 318, *Indisch Staatsblad* n°. 398) toegekend aan het Weduwen- en Weezenfonds der Europeesche Officieren van het Nederlandsch-Indische leger;

c. de jaarlijksche subsidies, bij lid 1 van artikel 1 der wet van 22 Maart 1924 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 149, *Indisch Staatsblad* n°. 184) toegekend aan het Weduwen- en Weezenfonds van Europeesche Militairen beneden den rang van Officier bij de Koloniale troepen, voor zoover die subsidies ingevolge lid 2 van dat artikel, zooals dat artikellid moet worden gelezen krachtens artikel 1 der wet van 24 December 1931 (*Nederlandsch Staatsblad* 1931 n°. 551, *Indisch Staatsblad* 1932 n°. 84), komen ten laste van de geldmiddelen van *Nederlandsch-Indië*.

Artikel 4.

Gedurende het in artikel 3 genoemd tijdvak wordt aan elk van de aldaar mede genoemde pensioen- en Weduwen- en Weezenfondsen, alsmede aan het Weduwen- en Weezenfonds voor Europeesche burgerlijke landsdienaren, jaar voor jaar ten laste van de Nederlandsch-Indische geldmiddelen uitgekeerd dan wel

door elk fonds aan die geldmiddelen toegevoegd het nadeelig, respectievelijk voordeelig, verschil tusschen de over het betrokken jaar door het fonds gedane uitgaven aan pensioenen, weezenonderstanden en andere uitkeeringen, zoomede beheerskosten en de daartegenover staande inkomsten uit rente van belegde gelden, bijdragen van deelgenooten en toevallige baten.

Artikel 5.

Deze wet treedt in werking met ingang van 1 Januari 1935.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te 's-Gravenhage, den 28sten December 1934.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *negen en twintigsten* December 1934.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 26sten Maart 1935.
KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 4den April 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 48.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 3 April 1935 No. 1159, *bevelende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van 18 Februari 1935 (Staatsblad No. 57), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de toepasselijkverklaring op Suriname van het op 31 Mei 1932 te Londen tusschen Nederland en Groot-Britannië gesloten verdrag houdende bepalingen tot het vergemakkelijken van het voeren van rechtsgedingen in burgerlijke en handelszaken (Staatsblad 1933, No. 364).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 6 Maart 1935, 7e Afdeeling No. 27/158, waarbij, ter bekendmaking van het na te melden Koninklijk besluit, is toegezonden een exemplaar van het Staatsblad No. 57 van 1935, waarin is opgenomen het Koninklijk besluit van 18 Februari 1935, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de toepasselijkverklaring op Suriname van het op 31 Mei 1932 te Londen tusschen Nederland en Groot-Britannië gesloten verdrag houdende bepalingen tot net vergemakkelijken van het voeren van rechtsgedingen in burgerlijke en handelszaken (Staatsblad 1933, No. 364).

Herlezen de resolutie van :
3 April 1935 No. 1158 ;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit, benevens afschrift van deze resolutie, in het *Gouvernementsblad* zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 3den April 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 16den April 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 48.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de Wet van 6 April 1933 (*Staatsblad* no. 137) tot goedkeuring van het op 31 Mei 1932 te *Londen* tusschen *Nederland* en *Groot-Britannië* gesloten verdrag houdende bepalingen tot het vergemakkelijken van het voeren van rechtsgedingen in burgerlijke en handelszaken;

Gezien Ons Besluit van 12 Juli 1933 (*Staatsblad* no. 364), bepalende de bekendmaking van bovengenoemd verdrag in het *Staatsblad*;

Overwegende, dat krachtens genoemde Wet en overeenkomstig artikel 14 (*a*) van het verdrag van wege Ons op 5 Februari 1935 aan de Britsche Regeering is medegedeeld, dat meergenoemd verdrag toepasselijk zal zijn op *Suriname*;

Overwegende mede, dat voor genoemd gebiedsdeel het verdrag in werking zal treden op 5 Mei 1935;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 14den Februari 1935, Directie van het Protocol, no. 5492;

Hebben goedgevonden en verstaan:

de toepasselijkverklaring op *Suriname* van bovengenoemd verdrag te doen bekend maken door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 18den Februari 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *eersten* Maart 1935.
De Minister van Justitie.
VAN SCHAIK.

1935. No. 49.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

VERORDENING van 24 November 1934 *houdende voorzieningen tot uitvoering van het op 31 Mei 1932 te Londen tusschen Nederland en Groot-Brittannië gesloten verdrag, houdende bepalingen tot het vergemakkelijken van het voeren van rechtsgedingen.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende, dat het noodig is voorzieningen te treffen tot uitvoering van het op 31 Mei 1932 te Londen tusschen Nederland en Groot-Brittannië gesloten verdrag, houdende bepalingen tot het vergemakkelijken van het voeren van rechtsgedingen in burgerlijke en handelszaken ;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

vastgesteld onderstaande verordening :

Algemeene bepaling.

Artikel 1.

In deze verordening wordt verstaan onder :

a. *het verdrag* : het op 31 Mei 1932 te Londen tusschen Nederland en Groot-Brittannië gesloten verdrag, houdende bepalingen tot het vergemakkelijken van het voeren van rechtsgedingen in burgerlijke en handelszaken ;

b. *de bevoegde Nederlandsche consulaire ambtenaar* : indien mededeeling van stukken of uitvoering van rogatoire commissies in Engeland moet geschieden, de Nederlandsche consul-generaal te Londen of degeen die hem vervangt; moet mededeeling of uitvoering buiten Engeland geschieden, de door den Minister van Buitenlandsche Zaken aangewezen consulaire ambtenaar.

Mededeeling van gerechtelijke en buitengerechtelijke stukken in Suriname.

Artikel 2.

Oordeelt de Procureur-Generaal bij het Hof van Justitie, wien eene aanvrage om mededeeling van eenig stuk overeenkomstig artikel 3 van het verdrag is toegezonden, dat het geval, bedoeld bij letter *f* van dat artikel, aanwezig is, dan zendt hij de bescheiden onder opgaaf van redenen aan den Gouverneur, die, zoo noodig na nader onderzoek, beslist.

Artikel 3.

1. De mededeeling van eenig stuk door den Procureur-Generaal bij het Hof van Justitie ingevolge artikel 3 van het verdrag geschiedt door eenvoudige afgifte tegen bewijs van ontvangst.
2. Is bij de aanvrage om mededeeling van het stuk verzocht deze op eene bijzondere wijze te doen geschieden, dan volgt de Procureur-Generaal bij het Hof van Justitie deze wijze van mededeeling, mits deze niet in strijd is met het geldende recht.

Artikel 4.

Alle stukken, opgemaakt om gevolg te geven aan het verzoek om mededeeling van een gerechtelijk of buitengerechtelijke stuk, zijn vrij van de rechten van zegel.

Mededeeling van gerechtelijke en buitengerechtelijke stukken van uit Suriname.

Artikel 5.

1. Om overeenkomstig artikel 3 van het verdrag eenig stuk te doen mededeelen wordt het exploit steeds gedaan aan den Procureur-Generaal bij het Hof van Justitie.
2. Onverminderd de vereischten bij het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering voor de kolonie Suriname voor het exploit gesteld, zullen daarbij in ieder geval worden vermeld de volledige namen en hoedanigheden van de partijen en de volledige namen, het adres, en de hoedanigheid van dengeen

voor wien het stuk bestemd is. Tevens wordt vermeld, dat het exploit overeenkomstig artikel 3 van het verdrag moet worden medegedeeld, met opgave of eene bijzondere wijze van mededeeling wordt verlangd.

3. Het exploit is vergezeld van twee geteekende afschriften en van vertalingen van deze drie bescheiden. De vertalingen moeten voor overeenstemmend zijn verklaard door een beëedigd vertaler in Suriname. Wordt bij het exploit een afzonderlijk stuk beteekend, dan geldt het gezegde omtrent afschriften en vertalingen ook voor dit afzonderlijk stuk.

Artikel 6.

De Procureur-Generaal bij het Hof van Justitie kan, als waarborg voor de kosten terzake van de mededeeling te maken, een door hem te begrooten voorschot van den deurwaarder vragen.

Artikel 7.

1. De Procureur-Generaal bij het Hof van Justitie zal het exploit met „gezien" teekenen en de in het laatste lid van artikel 5 dezer verordening bedoelde afschriften, met vertalingen, ter verdere behandeling doen toekomen aan den bevoegden Nederlandschen consulairen ambtenaar. Hij verzoekt dezen ambtenaar tevens de vertalingen voor overeenstemmend te verklaren.

2. Is aan de artikelen 5 en 6 dezer verordening niet voldaan, dan weigert de Procureur-Generaal bij het Hof van Justitie de doorzending der stukken, echter niet dan na getracht te hebben de naleving daarvan zooveel mogelijk te bevorderen.

Artikel 8.

1. De Procureur-Generaal bij het Hof van Justitie ontvangt het bewijsstuk, bedoeld bij artikel 3, letter g, van het verdrag, van den Nederlandschen consulairen ambtenaar.

2. Hij kan weigeren dit bewijs aan belanghebbende af te geven, zoolang niet het geheele bedrag der kosten, terzake van de mededeeling gemaakt, voldaan is.

Artikel 9.

Verschijnt de gedaagde ten beteekenden rechtsdage niet,

dan zal, indien de eischer het bewijsstuk, bedoeld bij het vorige artikel, nog niet ontvangen heeft, de rechter op verzoek van den eischer het verleenen van verstek en de behandeling der zaak tot eene volgende zitting aanhouden.

Rogatoire commissies door den Surinaamschen rechter uit te voeren.

Artikel 10.

1. Behoudens het bepaalde bij artikel 11 zendt de Procureur-Generaal bij het Hof van Justitie, indien hem eene rogatoire commissie overeenkomstig artikel 7 van het verdrag is overgemaakt, deze door aan den rechter van het kanton, binnen welks rechtsgebied de uitvoering, geheel of gedeeltelijk, moet plaats vinden. Deze geeft aan de rogatoire commissie uitvoering, voor zoover deze binnen zijn gebied moet geschieden.

2. Moet de uitvoering binnen het gebied van meerdere kantongerechten geschieden, dan zendt de kantonrechter, door wien de rogatoire commissie, voor zooveel hem betreft, reeds is uitgevoerd, deze met de stukken onverwijld aan den kantonrechter, binnen wiens gebied de uitvoering alsnog geschieden moet, met gelijktijdige mededeeling van deze doorzending aan den Procureur-Generaal bij het Hof van Justitie.

3. Bij verschil over de vraag, welke kantonrechter de rogatoire commissie heeft uit te voeren, beslist het Hof van Justitie.

4. De Procureur-Generaal bij het Hof van Justitie geeft van elke doorzending onverwijld kennis aan de autoriteit, welke hem de rogatoire commissie heeft overgemaakt.

Artikel 11.

1. Het Hof van Justitie kan beslissen zelf de rogatoire commissie uit te voeren, ingeval de aard dezer commissie daartoe aanleiding geeft.

2. Oordeelt de Procureur-Generaal bij het Hof van Justitie, wien de rogatoire commissie is overgemaakt, dat er reden kan zijn tot toepassing van het vorige lid, dan vraagt hij de beslissing van het Hof.

Artikel 12.

Oordeelt de Procureur-Generaal bij het Hof van Justitie, wien de rogatoire commissie is overgemaakt, of de rechter, wien zij is doorgezonden, dat het geval, bedoeld bij letter f van artikel 7 van het verdrag, aanwezig is, dan vindt artikel 2 dezer verordening overeenkomstige toepassing.

Artikel 13.

Indien een persoon, die terzake van eene rogatoire commissie moet worden gehoord, niet vrijwillig verschijnt, geschiedt zijne dagvaarding ten verzoeke van de rechterlijke autoriteit, die de commissie uitvoert.

Artikel 14.

Zoodra de rechter de rogatoire commissie heeft afgedaan, zendt hij aan den Procureur-Generaal bij het Hof van Justitie de ontvangen stukken terug, vermeerderd met de stukken, waaruit van de uitvoering blijkt, en met eene opgave van kosten als bedoeld bij letter b van artikel 10 van het verdrag.

Artikel 15.

Alle stukken, terzake van de uitvoering van rogatoire commissies opgemaakt, zijn vrij van de rechten van zegel en griffierechten.

Rogatoire commissies door den Surinaamschen rechter opgedragen.

Artikel 16.

1. Indien eene rogatoire commissie door den Surinaamschen rechter overeenkomstig artikel 7 van het verdrag wordt opgedragen, zendt hij de stukkken ter verdere behandeling aan den bevoegden Nederlandschen consulairen ambtenaar. De zich bij die stukken bevindende vertalingen moeten voor overeenstemmend zijn verklaard door een beëedigd vertaler in Suriname.
2. De rechter verzoekt den consulairen ambtenaar tevens de vertalingen voor overeenstemmend te verklaren.

Artikel 17.

De kosten, welke ter zake van de uitvoering eener rogatoire commissie overeenkomstig het verdrag in rekening worden gebracht, vormen een deel der proceskosten, waaromtrent volgens het gemeene recht door den rechter uitspraak wordt gedaan.

Artikel 18.

De rechter stelt, indien eene rogatoire commissie overeenkomstig het verdrag opgedragen is, na ontvangst der stukken den dag vast, waarop de zaak weder ter rolle zal worden opgeroepen.

Artikel 19.

Het proces-verbaal van de uitvoering eener rogatoire commissie overeenkomstig het verdrag heeft gelijke kracht als dat van den Surinaamschen rechter.

Slotbepaling.

Artikel 20.

Deze verordening treedt in werking op een nader door den Gouverneur te bepalen tijdstip.

Gegeven te Paramaribo, den 24sten November 1934.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 16den April 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 50.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 3 April 1935 No. 1161, *bepalende den dag van inwerkingtreding van de verordening van 24 November 1934 (G. B. 1935 No. 49), houdende voorzieningen tot uitvoering van het op 31 Mei 1932 te Londen tusschen Nederland en Groot-Britannië gesloten verdrag, houdende bepalingen tot het vergemakkelijken van het voeren van rechtsgedingen.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelet op Artikel 20 van de verordening van 24 November 1934 (G. B. 1935 No. 49), *houdende voorzieningen tot uitvoering van het op 31 Mei 1932 te Londen tusschen Nederland en Groot-Britannië gesloten verdrag, houdende bepalingen tot het vergemakkelijken van het voeren van rechtsgedingen ;*

Herlezen de resoluties van 24 November 1934 No. 3785 en 3 April 1935 No. 1160;

Besluit:

Te bepalen:

a. dat voormelde verordening in werking treedt op 5 Mei 1935;

b. dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 3den April 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 16den April 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

VAN

SURINAME

1935. No. 51.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

BESLUIT van 13 April 1935 *tot aanvulling van de vastgestelde lijst van geneesmiddelen, die in elke apotheek steeds schouwbaar voorhanden moeten zijn.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat ter uitvoering van art. 6 der verordening van 8 Mei 1896 (G. B. No. 26), *regelende de uitoefening der artsenijbereidkunst in de kolonie Suriname*, zooals deze luidt na de sedert daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, laatstelijk bij de verordening van 28 November 1928 (G. B. 1929 No. 33), het noodig is het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Eenig artikel.

De bij besluit van 13 Juni 1927 (G. B. No. 40) vastgestelde lijst van geneesmiddelen, die in elke apotheek steeds schouwbaar voor handen moeten zijn in de hoeveelheid, bij die lijst voorgeschreven, aan te vullen met de geneesmiddelen, vermeld op de hierachter opgenomen lijst.

Gegeven te Paramaribo, den 13den April 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 15den April 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 51.

Aanvulling van de lijst van geneesmiddelen, die in elke apotheek *steeds* schouwbaar voorhanden moeten zijn in de hoeveelheid bij deze lijst voorgeschreven.

Citras natricus	100 Gram
Hydrochloras ephedrini	2 „
Insulinum	3 flacons à 100 I. E.
Pentamethylentetrazolum	5 Gram
Sulfas Ortho-oxychinolini	25 „

1935. No. 52.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

BESLUIT van 13 April 1935 *tot aanvulling van de vastgestelde lijst van geneesmiddelen, die niet beneden de bij die lijst bepaalde hoeveelheid mogen worden verkocht.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat ter uitvoering van het 1e lid van art. 27 der verordening van 8 Mei 1896 (G.B. No. 26), *regelende de uitoefening der artsenijbereidkunst in de kolonie Suriname*, zooals deze luidt na de sedert daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, laatstelijk bij de verordening van 28 November 1928 (G.B. 1929 No. 33) het noodig is het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Eenig artikel.

De bij besluit van 13 Juni 1927 (G.B. No. 41) vastgestelde lijst van geneesmiddelen die, behalve door apothekers en door genees-, heel- en verloskundigen tot het leveren van geneesmiddelen bevoegd, niet mogen worden verkocht — onverschillig tot welk doel — beneden de hoeveelheid bij die lijst voor elk dier middelen bepaald, aan te vullen met de geneesmiddelen, vermeld op de hierachter opgenomen lijst.

Gegeven te Paramaribo, den 13den April 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 15den April 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 52.

Aanvulling van de lijst van geneesmiddelen die, behalve door apothekers en door genees-, heel- en verloskundigen tot het leveren van geneesmiddelen bevoegd, niet mogen worden verkocht — onverschillig tot welk doel — beneden de hoeveelheid bij deze lijst voor elk dier middelen bepaald.

Acidum iodo-oxychinolinosulfonicum	Joodoxychinolinesulfonzuur	50	Gram
Anhydromethylenocitras hexamethylentetramini	anhydromethyleencitroenzure hexamethyleentetramine.	100	„
Carbominas aethylicus	Aethylcarbaminaat .	25	„
Chloretum calcicum	Calciumchloride . .	100	„
Citras natricus	Natriumcitraat . .	25	„
Extractum hepatis liquidum	vloeibare leverextract	200	„
Extractum lobi posterioris glandulae pituitariae bovis sive suis	Extract van hypophysisachterkwab van het rund of van het varken. . . .	25	„
Flores pyrethri	Pyrethrumbloemen .	200	„
Herba polygalae amarae	Bittere kruisbloemkruid	50	„
Hydrochloras ephedrini	Ephedrine hydrochloride.	1	„
Injectio salicylatis bismuthici basicioleosa	Bismutholie . . .	100	„
Insulinum	Insuline . .	3 flacons à 100 I. E.	
Kresolum crudum	Ruw kresol . . .	2000	Gram
Meditrenum	Meditreen . . .	25	„
Neoarsphenaminum	Neoarsphenamine .	25	„
Pentamethylentetrazolum	Pentamethyleentetrazol	10	„
Pilulae acidi arsenicosi	Arsenicumpillen. .	1000	stuks
Pulvis lobi posterioris glandulae pituitariae bovis sive suis	Poeder van hypophysisachterkwab van het rund of van het varken. .	10	Gram
Saccharomyces cerevisiae siccum	Gedroogde biergist.	100	„
Semen cucurbitae	Kalebaszaad . . .	100	„
Siripus rhei compositus	Samengestelde rhabarberstroop	500	„
Siripus thymi bromatus	Samengestelde Tymstroop	300	„

1935. No. 52.

Solutio hypochloritis natrici chirurgicalis	Dakins vloeistof. .	1000	Gram
Sulfas ortho-oxychinolini	Ortho-oxychinoline-sulfaat	50	„
Tetraiodophenolphthaleinas natricus	Tethrajoodphenol-phthaleinenatrium .	50	„
Tinctura polygalae amarae	Bittere kruisbloem-kruidtinctuur . . .	100	„
Unguentum Camphoratum	Kamferzalf. . . .	500	„

1935. No. 53.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 23 April 1935 No. 1355, *bevelende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van 31 Maart 1930 (Staatsblad No. 133), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 24 April 1926 te Parijs gesloten internationaal verdrag, betreffende het verkeer met motorrijtuigen (Staatsblad 1928, No. 291).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 27 Maart 1935, 5de Afdeeling No. 43/206, waarbij, ter bekendmaking van het na te melden Koninklijk besluit, o.m. is toegezonden een exemplaar van het Staatsblad No. 133 van 1930, waarin is opgenomen het Koninklijk besluit van 31 Maart 1930, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 24 April 1926 te Parijs gesloten internationaal verdrag, betreffende het verkeer met motorrijtuigen (Staatsblad 1928, No. 291);

Herlezen de resolutiën van 2 December 1930 No. 4322, 13 October 1933 No. 3281 en 12 Januari 1935 No. 150;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit, het daarin genoemd verdrag, alsmede de vertaling daarvan, benevens afschrift van deze resolutie, in het *Gouvernementsblad* zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 23sten April 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 26sten April 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 53.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU., ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de wet van 21 Juli 1928 (*Staatsblad* no. 291), houdende goedkeuring van het op 24 April 1926 te *Parijs* gesloten internationaal verdrag, betreffende het verkeer met motorrijtuigen, en van de daarbij behoorende bijlagen, van welke stukken een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd ;

Overwegende, dat Onze akte van bekrachtiging van dat verdrag op 24 October 1929 te *Parijs* nedergelegd ;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 26sten Maart 1930, Directie van het Protocol, no. 8700 ;

Hebben goedgevonden en verstaan :

bovengenoemd verdrag, met de daarbij behoorende bijlagen, alsmede eene vertaling van die stukken, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Eene opgave van de landen, die dat verdrag hebben bekrachtigd of er toe zijn toegetreden, is mede bij dit Besluit gevoegd.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 31sten Maart 1930.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Uitgegeven den *veertienden* April 1930.

De Minister van Justitie,

J. DONNER.

1935. No. 53.

CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE A LA CIRCULATION AUTOMOBILE.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Etats ci-après désignés, réunis en Conférence à Paris, du 20 au 24 avril 1926, en vue d'examiner les modifications à apporter à la Convention Internationale relative à la circulation des automobiles du 11 octobre 1909, ont convenu des stipulations suivantes :

Dispositions générales.

Article premier.

La Convention s'applique à la circulation routière automobile en général, quels que soient l'objet et la nature du transport, sous réserve, cependant, des dispositions spéciales nationales relatives aux services publics de transport en commun des personnes et aux services publics de transport de marchandises.

Art. 2.

Sont réputés automobiles, au sens des prescriptions de la présente Convention, tous véhicules pourvus d'un dispositif de propulsion mécanique, circulant sur la voie publique sans être liés à une voie ferrée et servant au transport des personnes ou des marchandises.

Conditions à remplir par les automobiles pour être admis internationalement à circuler sur la voie publique.

Art. 3.

Tout automobile, pour être admis internationalement à circuler sur la voie publique, doit, ou bien avoir été reconnu apte à être mis en circulation après examen devant l'autorité compétente ou devant une association habilitée par celle-ci, ou bien être conforme à un type agréé de la même manière. Il doit, dans tous les cas, remplir les conditions fixées ci-après :

I. L'automobile doit être pourvu des dispositifs suivants :

a. Un robuste appareil de direction qui permette d'effectuer facilement et sûrement les virages ;

b. Soit deux systèmes de freinage indépendants l'un de l'autre, soit un système actionné par deux commandes indépendantes l'une de l'autre et dont l'une des parties peut agire même si l'autre vient à être en défaut, en tous cas l'un et l'autre système suffisamment efficace et à action rapide ;

c. Lorsque le poids de l'automobile à vide excède 350 kilogrammes, un dispositif tel que l'on puisse, du siège du conducteur, lui imprimer un mouvement de recul au moyen du moteur ;

d. Lorsque le poids total de l'automobile formé du poids à vide et de la charge maxima déclarée admissible lors de la réception excède 3,500 kilogrammes, un dispositif spécial qui puisse empêcher, en toutes circonstances, la dérive en arrière, ainsi qu'un miroir rétroviseur.

Les organes de manœuvre doivent être groupés de façon que le conducteur puisse les actionner d'une manière sûre sans cesser de surveiller la route.

Les appareils doivent être d'un fonctionnement sûr et disposés de façon à écarter, dans la mesure du possible, tout danger d'incendie ou d'explosion, à ne constituer aucune autre sorte de danger pour la circulation et à n'effrayer ni sérieusement incommoder par le bruit, la fumée, ni l'odeur. L'automobile doit être muni d'un dispositif d'échappement silencieux.

Les roues des véhicules automobiles et de leurs remorques doivent être munies de bandages en caoutchouc ou de tous autres systèmes équivalents au point de vue de l'élasticité.

L'extrémité des fusées ne doit pas faire saillie sur le reste du contour extérieur du véhicule.

II. L'automobile doit porter :

1°. A l'avant et à l'arrière, inscrit sur des plaques ou sur le véhicule lui-même, le signe d'immatriculation qui aura été attribué par l'autorité compétente. Le signe d'immatriculation placé à l'arrière, ainsi que le signe distinctif visé à l'article 5 doivent être éclarés dès qu'ils ont cessé d'être visibles à la lumière du jour.

Dans le cas d'un véhicnle suivi d'une remorque, le signe d'immatriculation et le signe distinctif visé à l'article 5 sont répétés à l'arrière de la remorque et la prescription relative à l'éclairage de ces signes s'applique à la remorque.

2°. Dans un endroit pratiquement accessible, et en caractères facilement lisibles, les indications suivantes :

Désignation du constructeur du châssis ;
Numéro de fabrication du châssis ;
Numéro de fabrication du moteur.

III. Tout automobile doit être muni d'un appareil avertisseur sonore d'une puissance suffisante.

IV. Tout automobile circulant isolément doit, pendant la nuit et dès la tombée du jour, être muni à l'avant d'au moins deux feux blancs, placés l'un à droite, l'autre à gauche, et à l'arrière d'un feu rouge.

Toutefois, pour les motocycles à deux roues, non accompagnés d'un side-car, le nombre de feux à l'avant peut être réduit à un.

V. Tout automobile doit également être pourvu d'un ou plusieurs dispositifs permettant d'éclairer efficacement la route à l'avant sur une distance suffisante. à moins que les feux blancs ci-dessus prescrits ne remplissent cette condition.

Si le véhicule est susceptible de marcher à une vitesse supérieure à 30 kilomètres à l'heure, ladite distance ne doit pas être inférieure à 100 mètres.

VI. Les appareils d'éclairage susceptibles de produire un éblouissement doivent être établis de manière à permettre la suppression de l'éblouissement à la rencontre des autres usagers de la route ou dans toute circonstance où cette suppression serait utile. La supression de l'éblouissement doit toutefois laisser subsister une puissance lumineuse suffisante pour éclairer efficacement la chaussée jusqu'à une distance d'au moins 25 mètres.

VII. Les automobiles suivis d'une remorque sont assujettis aux mêmes règles que les automobiles isolés en ce qui touche l'éclairage vers l'avant ; le feu rouge d'arrière est reporté à l'arrière de la remorque.

VIII. En ce qui touche les limitations relatives au poids et au gabarit, les automobiles et remorques doivent satisfaire aux règlements généraux des pays où ils circulent.

Délivrance et reconnaissance des certificats internationaux pour automobiles.

Art. 4.

En vue de certifier, pour chaque automobile admis internationalement à circuler sur la voie publique, que les conditions prévues dans l'article 3 sont remplies ou sont susceptibles d'être observées, des certificats internationaux sont délivrés d'après le modèle et les indications figurant aux annexes A et B de la présente Convention.

Ces certificats sont valables pendant un an à partir de la date de leur délivrance. Les indications manuscrites qu'ils contiennent doivent toujours être écrites en caractères latins ou en cursive dite anglaise.

Les certificats internationaux délivrés par les autorités d'un des Etats contractants ou par une association habilitée par celles-ci, avec le contre-seing de l'autorité, donnent libre accès à la circulation dans tous les autres Etats contractants et y sont reconnus comme valables sans nouvel examen. Toutefois le droit de faire usage du certificat international peut être refusé, s'il est évident que les conditions prévues à l'article 3 ne sont plus remplies.

Signe distinctif.

Art. 5.

Tout automobile pour être admis internationalement à circuler sur la voie publique, doit porter en évidence à l'arrière, inscrit sur une plaque ou sur le véhicule lui-même, un signe distinctif composé de une à trois lettres.

Pour l'application de la présente Convention, le signe distinctif correspond soit à un Etat, soit à un territoire constituant, au point de vue de l'immatriculation des automobiles, une unité distincte.

Les dimensions et la couleur de ce signe, les lettres ainsi que leurs dimensions et leur couleur, sont fixées dans le tableau figurant à l'annexe C de la présente Convention.

Conditions à remplir par les conducteurs d'automobiles pour être admis internationalement à conduire un automobile sur la voie publique.

Art. 6.

Le conducteur d'un automobile doit avoir les qualités qui donnent une garantie suffisante pour la sécurité publique.

En ce qui concerne la circulation internationale, nul ne peut conduire un automobile sans avoir reçu, à cet effet, une autorisation délivrée par une autorité compétente ou par une association habilitée par celle-ci après qu'il aura fait preuve de son aptitude.

L'autorisation ne peut être accordée à des personnes âgées de moins de 18 ans.

Délivrance et reconnaissance des permis internationaux de conduire.

Art. 7.

En vue de certifier, pour la circulation internationale, que les conditions prévues à l'article précédent sont remplies, des permis internationaux de conduire sont délivrés d'après la modèle et les indications figurant aux annexes D et E de la présente Convention.

Ces permis sont valables pendant un an à partir de la date de leur délivrance et pour les catégories d'automobiles pour lesquelles ils ont été délivrés.

En vue de la circulation internationale, les catégories suivantes ont été établies :

A. Automobiles dont le poids total, formé du poids à vide et de la charge maxima déclarée admissible lors de la réception, n'excède pas 3,500 kilogrammes ;

B. Automobiles dont le poids total constitué comme ci-dessus, excède 3,500 kilogrammes ;

C. Motocycles avec ou sans side-car.

Les indications manuscrites que contiennent les permis internationaux sont toujours écrites en caractères latins ou en cursive dite anglaise.

Les permis internationaux de conduire délivrés par les autorités d'un Etat contractant ou par une association habilitée par celles-ci avec le contre-seing de l'autorité, permettent dans tous les autres Etats contractants la conduite des automobiles rentrant dans les catégories pour lesquelles ils ont été délivrés et sont reconnus comme valables sans nouvel examen dans tous les Etats contractants. Toulefois, le droit de faire usage du permis international de conduire peut être refusé, s'il est évident que les conditions prescrites par l'article précédent ne sont pas remplies.

Observation des lois et réglementations nationales.

Art. 8.

Le conducteur d'un automobile circulant dans un pays est tenu de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans ce pays pour ce qui touche à la circulation.

Un extrait de ces lois et règlements pourra être remis à l'automobiliste à l'entrée dans un pays, par le bureau où sont accomplies les formalités douanières.

Signalisation des dangers.

Art. 9.

Chacun des Etats contractants s'engage à veiller, dans la mesure de son autorité, à ce que, le long des routes, il ne soit posè, pour signaler les passages dangereux, que les signaux figurant à l'annexe F de la présente Convention.

Ces signaux sont inscrits sur des plaques en forme de triangle, chaque Etat s'engageant autant que possible, à réserver exclusivement la forme triangulaire à ladite signalisation et à interdire l'emploi de cette forme dans tous les cas où il pourrait en résulter une confusion avec la signalisation dont il s'agit. Le triangle est, en principe, équilatéral et a, au minimum, 0 m. 70 de côté.

Lorsque les conditons atmosphériques s'opposent à l'emploi des plaques pleines, la plaque triangulaire peut être évidée.

Dans ce cas, elle pourra ne pas porter le signal indicatif de la nature d'obstacle et ses dimensions peuvent être réduites au minimum de 0 m. 46 de côté.

Les signaux sont posés perpendiculairement à la route et à une distance de l'obstacle qui ne doit pas être inférieure à 150 mètres ni supérieure à 250 mètres, à moins que la disposition des lieux ne s'y oppose.

Lorsque la distance du signal à l'obstacle est notablement inférieure à 150 mètres, des dispositions spéciales doivent être prises.

Chacun des Etats contractants s'opposera, dans la mesure de ses pouvoirs, à ce que soient placés, aux abords des voies publiques, des signaux ou panneaux quelconques qui pourraient prêter à confusion avec les plaques indicatrices réglementaires ou rendre leur lecture plus difficile.

La mise en service du système de plaques triangulaires sera effectuée dans chaque Etat au fur et à mesure de la mise en place des signaux nouveaux ou du renouvellement de ceux actuellement existants.

Communication de renseignements.

Art. 10.

Les Etats contractants s'engagent à se communiquer les renseignements propres à établir l'identification des personnes titulaires de certificats internationaux ou de permis de conduire internationaux, lorsque leur automobile a été l'occasion d'un accident grave ou qu'elles ont été reconnues passibles d'une contravention aux règlements concernant la circulation.

Ils s'engagent, d'autre part, à faire connaître aux Etats qui ont délivré les certificats ou permis internationaux, les noms, prénoms et adresse des personnes auxquelles ils ont retiré le droit de faire usage desdits certificats ou permis.

Dispositions finales.

Art. 11.

La présente Convention sera ratifiée.

A. Chaque Gouvernement, dès qu'il sera prêt au dépôt des ratifications, en informera le Gouvernement français. Dès que vingt Etats actuellement liés par la Convention du 11 octobre 1909 se seront déclarés prêts à effectuer ce dépôt, il sera procédé à ce

dépôt au cours du mois qui suivra la réception de la dernière déclaration par le Gouvernement français et au jour fixé par ledit Gouvernement.

Les Etats non parties à la Convention du 11 octobre 1909 qui, avant la date ainsi fixée pour le dépôt des ratifications, se seront déclarés prêts à déposer l'instrument de ratification de la présente Convention, participeront au dépôt ci-dessus visé.

B. Les ratifications seront déposées dans les archives du Gouvernement français.

C. Le dépôt des ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des Etats qui y prennent partet par le Ministre des Affaires étrangères de la République française.

D. Les Gouvernements qui n'auront pas été en mesure de déposer l'instrument de leur ratification dans les conditions prescrites par le paragraphe A du présent article, pourront le faire au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement de la République française et accompagnée de l'instrument de ratification.

E. Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications, des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification qui les accompagnent, sera immédiatement, par les soins du Gouvernement français et par la voie diplomatique, remise aux Gouvernements qui ont signé la présente Convention. Dans les cas visés par l'alinéa précédent, ledit Gouvernement français leur fera connaître, en même temps, la date à laquelle il aura reçu la notification.

Art. 12.

A. La présente Convention ne s'applique de plein droit qu'aux pays métropolitains des Etats contractants

B. Si un Etat contractant en désire la mise en vigueur dans ses colonies, possessions, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires sous mandat, son intention sera mentionnée dans l'instrument même de ratification ou sera l'objet d'une notification spéciale adressée par écrit au Gouvernement français, laquelle sera déposée dans les archives de ce Gouvernement. Si l'Etat déclarant choisit ce dernier procédé, ledit Gouvernement trans-

mettra immédiatement à tous les autres Etats contractants copie certifiée conforme de la notification, en indiquant la date à laquelle il l'a reçue.

Art. 13.

A. Tout Etat non signataire de la présente Convention pourra y adhérer au moment du dépôt des ratifications visé à l'article 11, alinéa A, ou postérieurement à cette date.

B. L'adhésion sera donnée en transmettant au Gouvernement français par la voie diplomatique l'acte d'adhésion qui sera déposé dans les archives dudit Gouvernement.

C. Ce Gouvernement transmettra immédiatement á tous les Etats contractants copie certifiée conforme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

Art. 14.

La présente Convention produira effet, pour les Etats contractants qui auront participé au premier dépôt des ratifications, un an après la date dudit dépôt et, pour les Etats qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront, ainsi qu'à l'égard des colonies, possessions, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous mandats, non mentionnés dans les instruments de ratification, un an après la date à laquelle les notifications prévues dans l'article 11, alinéa D, l'article 12, alinéa B, et l'article 13, alinéa B, auront été reçues par le Gouvernement français.

Art. 15.

Chaque Etat contractant, partie à la Convention du 11 octobre 1909, s'engage à dénoncer ladite Convention au moment du dépôt de l'instrument de sa ratification ou de la notification de son adhésion à la présente Convention.

La même procédure sera suivie en ce qui concerne les déclarations visées á l'article 12, alinéa B.

Art. 16.

S'il arrive qu'un des Etats contractants dénonce la présente Convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouverne-

ment français qui communiquera immédiatement la copie certifiée conforme de la notification à tous les autres Etats en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu' à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement francais.

Les mêmes dispositions s'appliquent en ce qui concerne la dénonciation de la présente Convention pour les colonies, possessions, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous mandat.

Art. 17.

Les Etats représentés à la Conférence réunie à Paris du 20 au 24 avril 1926, sont admis à signer la présente Convention jusqu'au 30 juin 1926.

Fait à Paris, le 24 avril 1926, en un seul exemplaire dont une copie conforme sera délivrée à chacun des Gouvernements signataires.

Pour l'Allemagne :

Dr. ECKARDT.
F. PFLUG.
Dr. WEGERT.

Pour l'Autriche :

Ing. J. ALTMANN.
Dr. R. FRITZ.

Pour la Belgique :

DE GAIFFIER D'HESTROY.

Pour le Brésil :

F. GUIMARAES.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

H. H. PIGGOTT.

Pour la Bulgarie :

M. MILTCHEW.

Pour Cuba :

PEDRO SANCHEZ ABREU.
R. HERNANDEZ PORTELA.

Pour le Danemark :

L. MADSEN.
F. H. V. BENTSEN.
O. BILFELDT.

Pour Dantzig :

ALEXANDRE SZEMBEK.

Pour l'Egypte :

M. K. EL KHOLI.
HASSAN.

Pour l'Espagne :

FRANCISCO J. CERVANTES.
C. RESINES.

Pour l'Esthonie :

C. R. PUSTA.

Pour la Finlande :

M. NORDBERG.

Pour la France :

HARISMENDY.
WALCKENAER.
LORIEUX.
EDMOND CHAIX.
P. LE GAVRIAN.
M. MIGETTE.
HENRI DEFERT.
A. BEAU.
J. NOULENS.

Pour le Guatemala :

F. A. FIGUEROA.

Pour la Grèce :
SARIYANNIS.

Pour la Hongrie :
Dr. COLOMAN DE TOMCSANYI.
EUGENE DE MARKHOT.

Pour l'Etat libre d'Irlande :
WAUGHAN B. DEMPSEY.

Pour l'Italie :
G. SUMMONTE.
Ing. HENRICO MELLINI.
BENEDETTI MAURO.
Avv. F. FALDELLA.

Pour la Lettonie :
E. FELDMANS.

Pour la Lithuanie :
P. KLIMAS.

Pour de Luxembourg :
LEGALLAIS.

Pour le Maroc :
NACIVET.

Pour le Mexique :
A. PANI.

Pour Monaco :
BUTAVAND.

Pour la Norvège :
S. BENTZON.

Pour les Pays-Bas :

J. F. SCHÖNFELD.
B. W. VAN WELDEREN RENGERS.
G. A. POS.

Pour le Pérou :

EMILIO ORTIZ DE ZEVALLOS.

Pour la Perse :

ad referendum :
Dr. HOSSEIN KHAN GHADIMY.
AHMED KHAN ADEL.

Pour la Pologne :

ALEXANDRE SZEMBEK.
RICHARD MINCHEJMER.

Pour le Portugal :

MANUEL ROLDAN Y PEGO.

Pour la Roumanie :

B. CANTACUZENE.
GHYKA.

Pour la Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

M. SPALAIKOVITCH.

Pour le Siam :

PHYA SARASASTRA.

Pour la Suisse :

DELAQUIS.

Pour la Tchécoslovaquie :

STEFAN OSUSKY.

Pour la Tunise :

MOURGNOT.
BERTHON.

Pour la Turquie :

NAFIZ ZIA.

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

J. DATVIAN.
ZIN SEDOY-LITWIN.
N. BRILING.

Pour l'Uruguay :

F. CAPURRO.

Les délégués de la Commission du Gouvernement du Territoire du bassin de la Sarre participant à la Conférence ont déclaré être en mesure de signer la présente Convention au nom de ladite Commission.

PIERROTET.
CENTNER.

1935. No. 53.

CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE A LA CIRCULATION AUTOMOBILE.

ANNEXE A.

Le certificat international pour automobile, tel qu'il est délivré dans tel ou tel des Etats contractants sera libellé dans la langue prescrite par la législation dudit Etat.

La traduction définitive des rubriques du carnet dans les différentes langues sera communiqée au Gouvernement de la République française par les autres Gouvernements, chacun en ce qui le concerne.

1935. No. 53.

[NOM DU PAYS]

ANNEXE B

CIRCULATION AUTOMOBILE INTERNATIONALE

CERTIFICAT INTERNATIONAL POUR AUTOMOBILES

Convention internationale du 24 avril 1926.

Délivrance du certificat :

Lieu : .....

Date : .....

(1)

Cachet de l'autorité.

(1) Signature de l'autorité
ou
Signature de l'association habilitée par l'autorité et visa de celle-ci.

— 2 —

Le présent certificat est valable, sur les territoires de tous les Etats contractants mentionnés ci-dessous, pendant un an à dater du jour de sa délivrance ;

LISTE DES ETATS CONTRACTANTS.

1935. No. 53.

Propriétaire ou détenteur.	Nom :	(1)
	Prénoms :	(2)
	Domicile :	(3)
Genre du véhicule :		(4)
Désignation du constructeur du châssis :		(5)
Indication du type du châssis :		(6)
No. d'ordre dans la série du type ou no. de fabrication du châssis		(7)
Moteur	Nombre de cylindres :	(8)
	Numéro du moteur :	(9)
	Course :	(10)
	Alésage :	(11)
	Puissance en C. V. :	(12)
Carrosserie .	Forme :	(13)
	Couleur :	(14)
	Nombre total de places :	(15)
Poids du véhicule à vide (en kilos) :		(16)
Poids du véhicule en pleine charge (en kilos), s'il excède 3.500 kilos.		(17)
Marque d'identification devant figurer sur les plaques		(18)

— 4 —

..... (1)

..... (2)

..... (3)

..... (4)

..... (5)

..... (6)

..... (7)

..... (8)

..... (9)

..... (10)

..... (11)

..... (12)

..... (13)

..... (14)

..... (15)

..... (16)

..... (17)

..... (18)

NOTA. — (Aux pages 4 et suivantes, reproduire le texte de la page 3, traduit en autant de langues qu'il sera necessaire pour que le certificat international puisse être utilisé sur les territoires de tous les états contractants mentionnés à la page 2.)

1935. No. 53.

— 10 —

VISA D'ENTREE.

Visa d'entrée, Entrance visa, etc. (toutes langues).

.....

.....

.....

.....

[1] Pays, country (etc., toutes langues) .....

.....

[2] Lieu, place (etc., toutes langues) .....

.....

[3] Date, date (etc., toutes langues) .....

.....

[4] Signature ..... (toutes langues) .....

.....

[5] Cachet ..... (toutes langues) .....

.....

(1) .....

(2) .....

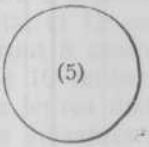
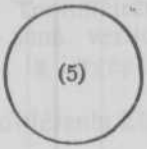
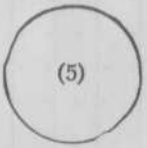
(3) .....

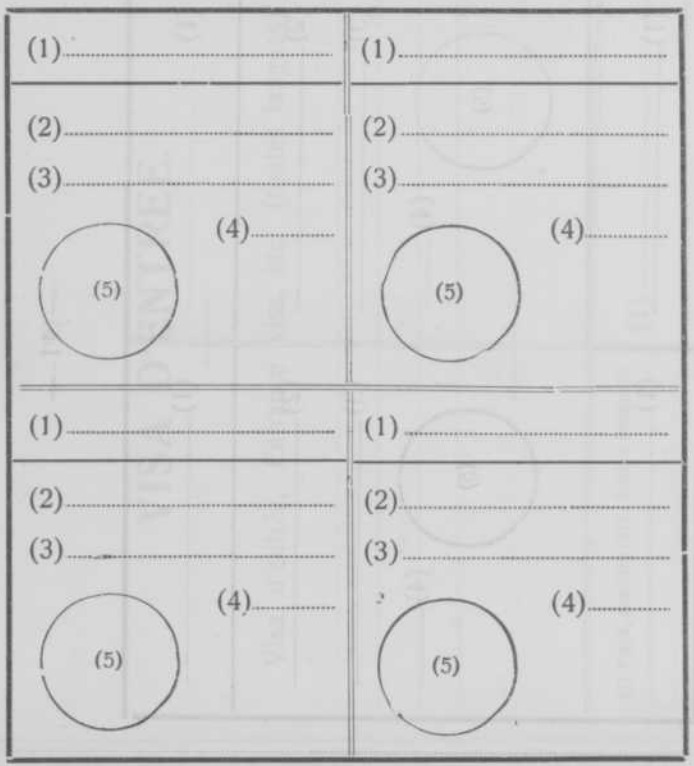
(4) .....

(5)

1935. No. 53.

— 11 —

(1)	(1) .....
(2) ..... (3) ..... (4) .....  (5)	(2) ..... (3) .....  (4) ..... (5)
(1)	(1) .....
(2) ..... (3) ..... (4) ..... (5)	(2) ..... (3) ..... (4) .....  (5)



(1)
(2)
(3)
(4)
(5)
(6)
(7)
(8)
(9)
(10)
(11)
(12)
(13)
(14)
(15)
(16)
(17)
(18)

1935. No. 53.

CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE A LA CIRCULATION AUTOMOBILE.

ANNEXE C.

Le signe distinctif prévu à l'article 5 est constitué par une plaque ovale de 30 centimètres de largeur sur 18 centimètres de hauteur, portant de une à trois lettres peintes en noir sur fond blanc. Les lettres sont formées de caractères latins majuscules. Elles ont, au minimum, 10 centimètres de hauteur, leurs traits ont 15 millimètres d'épaisseur.

En ce qui touche les motocycles, le signe distinctif prévu à l'article 5 mesurera seulement 18 centimètres dans le sens horizontal et 12 centimètres dans le sens vertical. Les lettres mesureront 8 centimètres de hauteur ; la largeur de leurs traits étant de 10 millimètres.

Les lettres distinctives pour les différents Etats et Territoires sont les suivantes :

Allemagne	D
Etats-Unis d'Amérique	U S
Autriche	A
Belgique	B
Brésil	B R
Grande-Bretagne et Irlande du Nord	G B
— Ile d'Aurigny	G B A
— Gibraltar	G B Z
— Guernesey	G B G
— Jersey	G B J
— Malte	G B Y
Indes Britanniques	B I
Bulgarie	B G
Chili	R C H
Chine	R C
Colombie	C O

Cuba	C
Danemark	D K
Dantzig	D A
Egypte	E T
Equateur	E Q
Espagne	E
Esthonie	E W
Finlande	S F
France, Algérie, Tunisie et Maroc	F
— Indes françaises	F
Guatemala	G
Grèce	G R
Haïti	R H
Hongrie	H
Etat Libre d'Irlande	S E
Italie	I
Lettonie	L R
Liechtenstein	F L
Lithuanie	L T
Luxembourg	L
Mexique	M E X
Monaco	M C
Norvège	N
Panama	P Y
Paraguay	P A
Pays-Bas	N L
— Indes néerlandaises	I N
Pérou	P E
Perse	P R
Pologne	P L
Portugal	P
Roumanie	R
Territoire de la Sarre	S A
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	S H S

Siam	S M
Suède	S
Suisse	C H
Syrie et Liban	L S A
Tchéco-Slovaquie	C S
Turquie	T R
Union des Républiques Soviétistes et Socialistes	S U
Uruguay	U

1935. No. 53.

CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE A LA CIRCULATION AUTOMOBILE.

ANNEXE D.

Le permis international de conduire (Annexe E) tel qu'il est délivré dans tel ou tel des Etats contractants sera libellé dans la langue prescrite par la législation dudit Etat.

La traduction définitive des rubriques du carnet dans les différentes langues sera communiquée au Gouvernement de la République française par les autres Gouvernements, chacun en ce qui le concerne.

[NOM DU PAYS]

ANNEXE E

CIRCULATION AUTOMOBILE INTERNATIONALE

PERMIS INTERNATIONAL DE CONDUIRE

Convention internationale du 24 avril 1926

Délivrance du permis :

Lieu : .....

Date : .....

(1)

Cachet de l'autorité.

(1) Signature de l'autorité
ou
Signature de l'association habilitée par l'autorité et visa de celle-ci.

— 2 —

Le présent permis est valable, sur les territoires de tous les Etats contractants mentionnés ci-dessous, pendant *un an à dater du jour de la délivrance*, pour la conduite des *véhicules appartenant à la catégorie ou aux catégories visées à la page 12.*

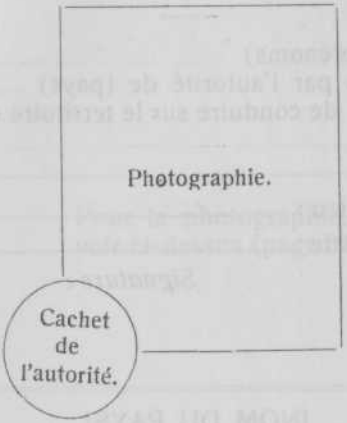
LISTE DES ETATS CONTRACTANTS.

Il est entendu que le présent permis ne diminue en aucune sorte l'obligation où se trouve son porteur de se conformer entièrement aux lois et règlements relatifs à l'établissement ou à l'exercice d'une profession en vigueur dans chaque pays où il circule.

1935. No. 53.

— 3 —

INDICATIONS RELATIVES AU CONDUCTEUR.



Nom : .....(1)

Prénoms : .....(2)

Lieu de naissance : .....(3)

Date de naissance : .....(4)

Domicile : .....(5)

— 4 —

[NOM DU PAYS]

EXCLUSION.

M. (nom et prénoms) .....
autorisé ci-dessus par l'autorité de (pays) .....
est déchu du droit de conduire sur le territoire de (pays).....
en raison de .....
.....

Lieu : .....
Date : .....

Cachet de l'autorité.

Signature :

[NOM DU PAYS]

EXCLUSION.

M. (nom et prénoms) .....
autorisé ci-dessus par l'autorité de (pays) .....
est déchu du droit de conduire sur le territoire de (pays).....
en raison de .....
.....

Lieu : .....
Date : .....

Cachet de l'autorité.

Signature :

1935. No. 53.

— 5 —

INDICATIONS RELATIVES AU CONDUCTEUR.

Pour la photographie,
voir ci-dessus (page 3).

Nom : .....(1)

Prénoms : .....(2)

Lieu de naissance :.....(3)

Date de naissance : .....(4)

Domicile : .....(5)

NOTA (pages 5 et 6). — Feuillet à reproduire, traduit en autant de langues qu'il sera nécessaire pour que le permis international puisse être utilisé sur les territoires de tous les états contractants mentionnés page 2.

— 6 —

[NOM DU PAYS]

EXCLUSION.

M. (nom et prénoms) .....
autorisé ci-dessus par l'autorité de (pays) .....
est déchu du droit de conduire sur le territoire de (pays).....
en raison de .....
.....

Lieu : .....
Date : .....

Cachet de l'autorité.

Signature :

[NOM DU PAYS]

EXCLUSION.

M. (nom et prénoms) .....
autorisé ci-dessus par l'autorité de (pays) .....
est déchu du droit de conduire sur le territoire de (pays).....
en raison de .....
.....

Lieu : .....
Date : .....

Cachet de l'autorité.

Signature :

(1) **A.** — **Automobiles dont le poids en charge (art. 7) n'excède pas 3,500 kilogs.**
(En toutes langues.)

(2) **B.** — **Automobiles dont le poids en charge (art. 7) excède 3,500 kilogs.**
(En toutes langues.)

(3) **B.** — **Motocyclettes, avec ou sans side-car.**
(En toutes langues.)

A (1)	B (2)	C (3)
Cachet de l'autorité.	Cachet de l'autorité.	Cachet de l'autorité.

(1) .....

(2) .....

(3) .....

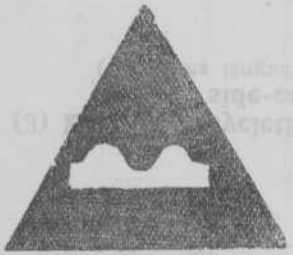
(4) .....

(5) .....

No. 53.
1935.
35

CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE A LA CIRCULATION AUTOMOBILE.

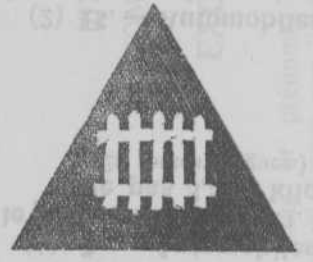
ANNEXE F.



Cassis.

Virage.

Croisement.



Passage à niveau gardé.

Passage à niveau non gardé.

Signal indiqué aux troisième et quatrième alinéas de l'Article 9.

1935. No. 53.

VERTALING.

INTERNATIONAAL VERDRAG BETREFFENDE HET VERKEER MET MOTORRIJTUIGEN.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden der Regeering van de na te noemen Staten, te Parijs in conferentie vereenigd van 20 tot 24 April 1926, ten einde na te gaan welke wijzigingen in het internationaal verdrag betreffende het verkeer met automobielen van 11 October 1909 behooren te worden aangebracht, zijn ten aanzien van de volgende voorschriften tot overeenstemming gekomen :

Algemeene bepalingen.

Artikel 1.

Het verdrag is van toepassing op het verkeer met motorrijtuigen op den weg in het algemeen, wat ook het voorwerp en welke ook de aard van het vervoer zij, met dien verstande echter, dat de bijzondere nationale voorschriften, betreffende de openbare diensten van het algemeen vervoer van personen en betreffende de openbare diensten van het vervoer van goederen, onverkort zullen gelden.

Artikel 2.

Naar dit verdrag wordt onder motorrijtuigen verstaan alle voertuigen, voorzien van een inrichting van mechanische voortdrijving, die op den openbaren weg verkeeren zonder dat zij aan een spoorbaan gebonden zijn, en die dienen tot het vervoer van personen of goederen.

Voorwaarden, waaraan motorrijtuigen moeten voldoen, om tot het internationale verkeer op den openbaren weg te worden toegelaten.

Artikel 3.

Om tot het internationaal verkeer op den openbaren weg te worden toegelaten, moet een motorrijtuig, hetzij na onderzoek

ten overstaan van het bevoegd gezag of van eene vereeniging, daartoe door bedoeld gezag gemachtigd, geschikt bevonden zijn om in gebruik te worden genomen, hetzij van een type zijn, dat op gelijke wijze deugdelijk is bevonden. Het motorrijtuig moet in allen gevalle voldoen aan de hierna gestelde voorwaarden :

I. Het motorrijtuig moet voorzien zijn van de volgende inrichtingen :

a) een krachtig stuurtoestel, waarmede wendingen gemakkelijk en nauwkeurig gemaakt kunnen worden ;

b) òf twee, onafhankelijk van elkaar werkende reminrichtingen, òf een reminrichting, die in werking kan worden gesteld door twee onafhankelijk van elkaar werkende bedieningstoestellen elk waarvan in werking gesteld kan worden ook wanneer het andere weigert, zulks aldus dat in allen gevalle zoowel de eene als de andere inrichting behoorlijk aan haar doel beantwoordt en snel werkt ;

c) ingeval het eigen gewicht van het motorrijtuig meer bedraagt dan 350 K.G., een inrichting, waarmede men van de zitplaats des bestuurders het rijtuig door middel van den motor achteruit kan doen rijden ;

d) ingeval het totaal-gewicht van het motorrijtuig, gevormd door het eigen-gewicht daarvan en de grootste lading, die ten tijde dat het rijtuig tot het verkeer is toegelaten, toelaatbaar is verklaard, meer bedraagt dan 3500 K.G. een bijzondere inrichting, in staat om onder alle omstandigheden terugloopen te beletten, alsook een spiegel, zóó geplaatst dat men daardoor achteruit kan zien.

De inrichtingen tot bediening van het motorrijtuig moeten zoo zijn geplaatst, dat de bestuurder ze veilig kan in werking stellen, zonder zijn aandacht van den weg af te wenden.

De toestellen moeten zeker werken en er op ingericht zijn, om zooveel mogelijk elk gevaar voor brand of ontploffing te voorkomen, om geen enkel ander gevaar voor het verkeer op te leveren en om niet door gedruisch, door rook of door geur te verschrikken of in ernstige mate hinder te veroorzaken. Het motorrijtuig moet voorzien zijn van een inrichting, waardoor de gassen geluidloos kunnen worden uitgelaten.

De wielen van de motorrijtuigen en van de aanhangwagens

daarvan moeten voorzien zijn van rubberbanden of van eenige andere soort band, die uit een oogpunt van elasticiteit daaraan gelijkwaardig is.

Het uiteinde van de assen mag niet buiten de omlijning van het overige gedeelte van het rijtuig uitsteken.

II. Op het motorrijtuig moet zijn aangebracht :

1°. zoowel aan de voorzijde als aan de achterzijde, geschreven op platen of op het rijtuig zelf het kenmerk, dat door het bevoegd gezag zal zijn toegekend. Het kenmerk, dat zich aan den achterkant bevindt alsmede ook het onderscheidingsteeken, bedoeld bij artikel 5, moeten worden verlicht, zoodra zij bij daglicht niet meer zichtbaar zijn.

In het geval dat een motorrijtuig wordt gevolgd door een aanhangwagen, worden het kenmerk en het onderscheidingsteeken, bedoeld bij artikel 5, ook aangebracht aan de achterzijde van den aanhangwagen, en is het voorschrift betreffende de verlichting van deze teekens van toepassing op den aanhangwagen.

2°. op een behoorlijk toegankelijke plaats, en in gemakkelijk leesbare letterteekens de volgende aanwijzingen :

aanduiding van den bouwer van het onderstel ;
fabrieksnummer van het onderstel ;
fabrieksnummer van den motor.

III. Elk motorrijtuig moet voorzien zijn van een toestel tot het geven van helder klinkende geluidseinen van voldoende sterkte.

IV. Elk motorrijtuig dat zonder aanhangwagen rijdt, moet gedurende den nacht, en van het invallen van de duisternis af, voorzien zijn aan de voorzijde van ten minste twee witte lichten, waarvan het eene rechts, het andere links is geplaatst, en aan de achterzijde van een rood licht.

Echter mag, voor motorrijtuigen op twee wielen, zonder zijspan, het aantal lichten aan de voorzijde tot één worden beperkt.

V. Elk motorrijtuig moet eveneens voorzien zijn van één of meer toestellen, die het mogelijk maken om den weg over een voldoende afstand vooruit deugdelijk te verlichten, indien niet de boven voorgeschreven witte lichten aan dien eisch voldoen.

Indien het rijtuig een grooter snelheid kan ontwikkelen dan

van 30 K.M. per uur, mag de genoemde afstand niet kleiner zijn dan 100 Meter.

VI. De verlichtingstoestellen, die verblinding kunnen teweeg brengen, moeten zoo zijn ingericht, dat zij het mogelijk maken de verblinding te doen ophouden bij de ontmoeting van de andere weggebruikers of bij elke andere omstandigheid, waarin het eindigen dier verblinding aanbevelenswaard mocht zijn. Bij het doen eindigen van de verblinding zal men echter een verlichting moeten behouden voldoende om den weg over een afstand van ten minste 25 Meter deugdelijk te verlichten.

VII. Motorrijtuigen met een aanhangwagen zijn wat betreft de verlichting aan de voorzijde aan dezelfde regels onderworpen als motorrijtuigen zonder aanhangwagen ; het roode achter-licht moet zich dan echter aan de achterzijde van den aanhangwagen bevinden.

VIII. Wat betreft de beperkingen ten aanzien van gewicht en afmetingen moeten motorrijtuigen en aanhangwagens voldoen aan de algemeene voorschriften van het land waar zij aan het verkeer deelnemen.

Afgifte en erkenning van internationale bewijzen voor motorrijtuigen.

Artikel 4.

Ten einde ten aanzien van ieder motorrijtuig, dat tot het internationaal verkeer op den openbaren weg is toegelaten, te waarborgen, dat de in artikel 3 gestelde voorwaarden zijn vervuld of kunnen worden nageleefd, worden internationale bewijzen afgegeven, volgens het model en de aanwijzingen, vervat in de bijlagen A. en B. van dit verdrag.

Deze bewijzen zijn geldig gedurende een jaar te rekenen van den dag van afgifte. De geschreven aanwijzingen, die zij bevatten, moeten steeds in Latijnsche letter of zgn. Engelsche schrijfletter gesteld worden.

De internationale bewijzen, welke zijn afgegeven door het bevoegd gezag van een der verdragstaten of door een vereeniging, daartoe door bedoeld gezag gemachtigd, in welk laatste geval die bewijzen door dat gezag moeten zijn gewaarmerkt,

geven vrijen toegang tot het verkeer in alle overige verdragstaten en worden in die Staten als geldig erkend zonder dat een nader onderzoek plaats heeft. Evenwel kan het recht om van het internationale bewijs gebruik te maken worden ontzegd, indien klaarblijkelijk niet meer wordt voldaan aan de voorwaarden, gesteld bij artikel 3.

Onderscheidingsteeken.

Artikel 5.

Elk motorrijtuig moet, om toegelaten te worden tot het internationaal verkeer op den openbaren weg, een onderscheidingsteeken voeren van een tot drie letters, dat aan de achterzijde, duidelijk zichtbaar op een plaat of op het rijtuig zelve is aangebracht.

Voor de toepassing van dit verdrag moet het onderscheidingsteeken betrekking hebben hetzij op een Staat hetzij op een grondgebied, dat uit het oogpunt van de inschrijving der motorrijtuigen, een duidelijk te onderkennen eenheid vormt.

De afmetingen en de kleur van dit teeken, de letters, alsmede hare afmetingen en kleur, zijn vastgesteld bij de tabel, vervat in bijlage C. van dit verdrag.

Voorwaarden, waaraan bestuurders van motorrijtuigen moeten voldoen om in het internationaal verkeer op den openbaren weg te worden toegelaten tot hetbesturen van een motorrijtuig.

Artikel 6.

De bestuurder van een motorrijtuig moet de hoedanigheden bezitten, die voor de openbare veiligheid genoegzamen waarborg schenken.

Wat betreft het internationaal verkeer, mag niemand een motorrijtuig besturen, tenzij hij daartoe heeft ontvangen een vergunning, afgegeven door een daartoe bevoegd gezag of door eene vereeniging, daartoe door bedoeld gezag gemachtigd, nadat hij bewijs van zijn geschiktheid zal hebben gegeven.

De vergunning kan niet worden gegeven aan personen beneden den 18-jarigen leeftijd.

Afgifte en erkenning van internationale rijbewijzen.

Artikel 7.

Ten einde voor het internationaal verkeer te waarborgen, dat aan de in het vorig artikel bedoelde voorwaarden is voldaan, worden internationale rijbewijzen afgegeven volgens het model en de aanwijzingen, vervat in de bijlagen D. en E. van dit verdrag.

Deze bewijzen zijn voor de categorieën van motorrijtuigen, waarvoor ze zijn afgegeven, geldig gedurende een jaar, te rekenen van den dag van afgifte.

Voor het internationaal verkeer zijn de volgende categorieën vastgesteld :

A. Motorrijtuigen, waarvan het totaal gewicht, gevormd door het eigen gewicht en door het gewicht van de grootste lading, die ten tijde dat het motorrijtuig tot het verkeer is toegelaten, toelaatbaar is verklaard, niet meer bedraagt dan 3500 K.G. ;

B. motorrijtuigen, waarvan het totaal gewicht, berekend als boven is aangegeven, meer bedraagt dan 3500 K.G. ;

C. motorrijwielen met of zonder zijspan.

De geschreven aanwijzingen, die de internationale rijbewijzen bevatten, moeten steeds in Latijnsche letter of zgn. Engelsche schrijfletter gesteld worden.

De internationale rijbewijzen, welke zijn afgegeven door het bevoegd gezag van een der verdragstaten, of door eene vereeniging, daartoe door bedoeld gezag gemachtigd, in het laatste geval gewaarmerkt door dat gezag, geven bevoegdheid tot het besturen der motorrijtuigen, behoorende tot de categorie, waarvoor zij zijn afgegeven, in alle overige verdragstaten, en worden in die Staten als geldig erkend zonder dat een nader onderzoek plaats heeft. Evenwel kan het recht tot gebruikmaking van het internationaal rijbewijs worden ontzegd, indien duidelijk blijkt dat aan de voorwaarden, in het vorig artikel gesteld, niet wordt voldaan.

Naleving van de nationale wetten en reglementen.

Artikel 8.

De bestuurder van een motorrijtuig, die aan het verkeer in

een land deelneemt, is gehouden zich in dat land te gedragen naar de aldaar geldende wetten en reglementen, betreffende het verkeer.

Een uittreksel van die wetten en reglementen zal aan de bestuurders van motorrijtuigen bij binnenkomst in een land door het bureau, waar de douaneformaliteiten worden vervuld, ter hand kunnen worden gesteld.

Aanduiding van gevaren.

Artikel 9.

Ieder der verdragstaten verbindt zich, naar gelang van zijn bevoegdheid er voor te waken, dat langs de wegen, ter aanduiding van gevaarlijke wegsgedeelten geen andere teekens worden geplaatst dan die, welke zijn aangegeven in bijlage F. van dit verdrag.

Deze teekens worden aangebracht op driehoekige borden, terwijl iedere verdragstaat zich verbindt, zooveel mogelijk bij uitsluiting den driehoeksvorm voor de genoemde aanduiding te doen bezigen, en het gebruik van dien vorm te verbieden voor alle gevallen, waarin daardoor verwarring met de onderhavige aanduiding mocht kunnen ontstaan. De driehoek is in het algemeen gelijkzijdig en de lengte der zijden bedraagt ten minste 70 c.M.

Ingeval de gesteldheid van de atmosfeer het gebruik van gesloten borden niet toelaat, zullen open driehoekige borden kunnen worden gebezigd.

In dat geval behoeven de borden niet het teeken te bevatten, dat den aard der belemmering aanduidt en kunnen de afmetingen van den driehoek worden teruggebracht tot een lengte der zijden van ten minste 46 c.M.

De waarschuwingsborden worden loodrecht op de richting van den weg geplaatst en op een afstand van de plaats der belemmering, die niet kleiner mag zijn dan 150 M. en niet grooter dan 250 M., tenzij de plaatselijke gesteldheid zich hiertegen verzet.

Wanneer de afstand van het teeken tot de plaats der belemmering aanmerkelijk minder bedraagt dan 150 M., moeten bijzondere voorzieningen worden getroffen.

Ieder der verdragstaten zal naar gelang van zijn bevoegdheid beletten, dat langs de openbare wegen teekens of borden

van welken aard ook worden geplaatst, die verwarring zouden kunnen teweeg brengen met de voorgeschreven aanduidingsborden of die het lezen van de opschriften daarvan zouden kunnen bemoeilijken.

De invoering van het stelsel der driehoekige borden zal in iederen Staat geschieden, naar mate nieuwe teekens worden geplaatst of bestaande worden vernieuwd.

Uitwisseling van inlichtingen.

Artikel 10.

De verdragstaten verbinden zich elkaar over en weer de inlichtingen te verschaffen, dienstig voor het vaststellen van de identiteit van houders van internationale bewijzen voor motorrijtuigen en van houders van internationale rijbewijzen, ingeval hun motorrijtuig de aanleiding is geweest tot een ernstig ongeluk of is komen vast te staan, dat die houders eene overtreding der verkeersvoorschriften hebben begaan.

Voorts verbinden zij zich om de Staten, die de internationale bewijzen voor motorrijtuigen of de internationale rijbewijzen hebben afgegeven, in kennis te stellen met den naam, de voornamen en het adres der personen, aan wie zij het recht om van de genoemde bewijzen gebruik te maken hebben ontnomen.

Slotbepalingen.

Artikel 11.

Dit verdrag zal worden bekrachtigd.

A. Iedere Regeering stelt, zoodra zij bereid is tot het nederleggen der akte van bekrachtiging, de Fransche Regeering daarmede in kennis. Zoodra 20 Staten, thans gebonden door het verdrag van 11 October 1909, zich bereid hebben verklaard deze nederlegging te bewerkstelligen, wordt daartoe overgegaan in den loop van de maand, volgende op de ontvangst door de Fransche Regeering van de laatste dezer verklaringen en ten dage door genoemde Regeering bepaald.

De Staten, die niet hebben deelgenomen aan het verdrag van 11 October 1909, en die, vóór den aldus ten aanzien van het nederleggen der akten van bekrachtiging vastgestelden datum, zich bereid hebben verklaard tot nederlegging van de akte van

bekrachtiging van dit verdrag, nemen aan de bovenbedoelde nederlegging deel.

B. De akten van bekrachtiging worden nedergelegd in de archieven van de Fransche Regeering.

C. De nederlegging van de akten van bekrachtiging zal blijken uit een proces-verbaal, onderteekend door de vertegenwoordigers der daaraan deelnemende Staten en door den Minister van Buitenlandsche Zaken van de Fransche Republiek.

D. De Regeeringen, die niet in de gelegenheid geweest zijn om hare akte van bekrachtiging te doen nederleggen op de wijze, als in alinea A van dit artikel is voorgeschreven, kunnen dit doen door middel van een schriftelijke kennisgeving, gericht aan de Regeering der Fransche Republiek en vergezeld van de akte van bekrachtiging.

E. Gewaarmerkt afschrift van het proces-verbaal betreffende de eerste nederlegging van de akten van bekrachtiging, van de kennisgevingen, vermeld in het vorige lid, alsmede van de daarbij behoorende akten van bekrachtiging, wordt onverwijld door de zorg van de Fransche Regeering en langs diplomatieken weg, toegezonden aan de Regeeringen, die dit verdrag hebben geteekend. In de gevallen, bedoeld in het vorige lid, doet de Fransche Regeering ter zelfder tijd mededeeling van den dag van ontvangst der kennisgeving.

Artikel 12.

A. Dit verdrag is van rechtswege slechts van toepassing op het moederland der verdragstaten.

B. Ingeval een der verdragstaten dit verdrag van kracht wenscht te doen zijn in zijne koloniën, bezittingen, protetoraten, overzeesche gebieden of mandaatgebieden, zal van zijne bedoeling uitdrukkelijk melding worden gemaakt in de akte van bekrachtiging zelve of zal die bedoeling worden medegedeeld bij bijzondere schriftelijke kennisgeving, gericht aan de Fransche Regeering, welke kennisgeving in de archieven van de Regeering wordt nedergelegd. Indien de betrokken Staat deze laatste wijze van handelen kiest, doet genoemde Regeering onverwijld aan alle andere verdragstaten gewaarmerkt afschrift van de kennisgeving toekomen, met opgaaf van den dag van ontvangst daarvan.

Artikel 13.

A. Iedere Staat, die dit verdrag niet heeft geteekend, kan daartoe toetreden op het oogenblik van het nederleggen der akten van bekrachtiging, bedoeld in artikel 11, alinea A, dan wel later.

B. De toetreding geschiedt door toezending langs diplomatieken weg aan de Fransche Regeering van de akte van toetreding, welke akte in de archieven dier Regeering wordt nedergelegd.

C. Deze Regeering doet onverwijld aan alle verdragstaten gewaarmerkt afschrift van de kennisgeving en van de akte van toetreding toekomen, onder opgaaf van den dag van ontvangst der kennisgeving.

Artikel 14.

Dit verdrag zal voor de verdragstaten, die aan de eerste nederlegging der akten van bekrachtiging hebben deelgenomen, van kracht zijn een jaar, nadat die nederlegging heeft plaats gehad, en voor de Staten die het verdrag later bekrachtigen of die later daartoe toetreden, alsmede ten aanzien van de koloniën, bezittingen, protectoraten, overzeesche gebieden of mandaatgebieden, welke niet in de akten van bekrachtiging zijn vermeld, een jaar, nadat de kennisgevingen, bedoeld bij artikel 11 alinea D, artikel 12, alinea B, en artikel 13, alinea B, door de Fransche Regeering zijn ontvangen.

Artikel 15.

Iedere verdragstaat die deel heeft genomen aan het verdrag van 11 October 1909, verbindt zich om dat verdrag op te zeggen op het oogenblik, waarop de akte van zijn bekrachtiging wordt nedergelegd of kennis wordt gegeven van zijn toetreding tot het tegenwoordige verdrag.

Dezelfde wijze van handelen zal worden gevolgd bij de verklaringen, bedoeld in artikel 12, alinea B.

Artikel 16.

Ingeval een der verdragstaten dit verdrag zou willen opzeggen, zal van de opzegging schriftelijk kennis worden gegeven aan

de Fransche Regeering, die onverwijld gewaarmerkt afschrift van de kennisgeving aan alle overige Staten zal doen toekomen, onder mededeeling van den dag van ontvangst der kennisgeving.

De opzegging zal slechts van kracht zijn ten aanzien van den Staat, die daarvan heeft kennis gegeven en een jaar, nadat de kennisgeving de Fransche Regeering zal hebben bereikt.

Dezelfde bepalingen zijn van toepassing ten aanzien van de opzegging van dit verdrag, voor wat betreft koloniën, bezittingen, protectoraten, overzeesche gebieden en mandaatsgebieden.

Artikel 17.

De Staten, vertegenwoordigd op de Conferentie, te Parijs gehouden van 20 tot 24 April 1926, worden tot onderteekening van dit verdrag toegelaten tot 30 Juni 1926.

Gedaan te Parijs op 24 April 1926, in één exemplaar, waarvan afschrift zal worden gezonden aan alle Regeeringen, die het verdrag hebben geteekend.

Voor Duitschland :

DR. ECKARDT.
F. PFLUG.
DR. WEGERT.

Voor Oostenrijk :

Ing. J. ALTMANN.
Dr. R. FRITZ.

Voor België :

DE GAIFFIER D'HESTROY.

Voor Brazilië :

F. GUIMARAES.

Voor Groot-Britannië en Noord-Ierland :

H. H. PIGGOTT.

Voor Bulgarije :

M. MILTCHEW.

Voor Cuba :
PEDRO SANCHEZ ABREU.
R. HERNANDEZ PORTELA.

Voor Denemarken :
L. MADSEN.
F. H. V. BENTSEN.
O. BILFELDT.

Voor Dantzig :
ALEXANDRE SZEMBEK.

Voor Egypte :
M. K. EL KHOLI.
HASSAN.

Voor Spanje :
FRANCISCO J. CERVANTES.
C. RESINES.

Voor Estland :
C. R. PUSTA.

Voor Finland :
M. NORDBERG.

Voor Frankrijk :
HARISMENDY.
WALCKENAER.
LORIEUX.
EDMOND CHAIX.
P. LE GAVRIAN.
M. MIGETTE.
HENRI DEFERT.
A. BEAU.
J. NOULENS.

Voor Guatemala :
F. A. FIGUEROA.

Voor Griekenland :
SARIYANNIS.

Voor Hongarije :
Dr. COLOMAN DE TOMCSANYI.
EUGENE DE MARKHOT.

Voor de Vrijstaat Ierland :
WAUGHAN B. DEMPSEY.

Voor Italië :
G. SUMMONTE.
Ing. HENRICO MELLINI.
BENEDETTI MAURO.
Avv. E. FALDELLA.

Voor Letland :
E. FELDMANS.

Voor Litauen :
P. KLIMAS.

Voor Luxemburg :
LEGALLAIS.

Voor Marokko :
NACIVET.

Voor Mexico :
A. PANI.

Voor Monaco :
BUTAVAND.

Voor Noorwegen :
S. BENTZON.

Voor Nederland :

J. F. SCHÖNFELD.
B. W. VAN WELDEREN RENGERS.
G. A. POS.

Voor Peru :

EMILIO ORTIZ DE ZEVALLOS.

Voor Perzië :

ad referendum :
Dr. HOSSEIN KHAN GHADIMY.
AHMED KHAN ADEL.

Voor Polen :

ALEXANDRE SZEMBEK.
RICHARD MINCHEJMER.

Voor Portugal :

MANUEL ROLDAN Y PEGO.

Voor Roemenië :

B. CANTACUZÈNE.
GHYKA.

Voor het Koninkrijk der Serven, Kroaten en Slovenen :

M. SPALAIKOVITCH.

Voor Siam :

PHYA SARASASTRA.

Voor Zwitserland :

DELAQUIS.

Voor Tsjechoslowakije :

STEFAN OSUSKY.

Voor Tunis :
MOURGNOT.
BERTHON.

Voor Turkije :
NAFIZ ZIA.

Voor de Unie der Socialistische Sovjet-Republieken.
J. DATVIAN.
ZIN SEDOY-LITWIN.
N. BRILING.

Voor Uruguay :
F. CAPURRO.

De afgevaardigden van de Commissie van de Regeering van het Saargebied, die aan de Conferentie deelnemen, hebben verklaard de bevoegdheid te bezitten het tegenwoordige verdrag in naam van de genoemde Commissie te teekenen.

PIERROTET.
CENTNER.

BIJLAGE A.

Het internationaal bewijs voor een motorrijtuig, zooals dat in een der verdragstaten is afgegeven, wordt gesteld in de taal, voorgeschreven bij de wetgeving van dien Staat.

De definitieve vertaling der rubrieken van het boekje in de verschillende talen wordt aan de Regeering van de Fransche Republiek door de overige Regeeringen medegedeeld, door ieder voorzooveel haar betreft.

[Naam van het land.]

BIJLAGE B.

(Inhoud van het titelblad.)

Internationaal verkeer met motorrijtuigen.

1935. **No. 53.**

Internationaal bewijs voor motorrijtuigen.
Internationaal verdrag van 24 April 1926.
Afgifte van het bewijs.

Plaats :
Dagteekening :
(Stempel van het bevoegde gezag).

Onderteekening van het bevoegde gezag of van de vereeniging, gemachtigd door bedoeld gezag met visum van dat gezag.

(*Inhoud van een der binnenbladen, of van de bladzijde, die de keerzijde vormt van het titelblad.*)

Dit bewijs is geldig op het gebied van al de verdragstaten, hieronder vermeld, gedurende een jaar, te rekenen van den dag van afgifte af.

Lijst der verdragstaten.

(*Inhoud van een der binnenbladen.*)

Eigenaar of Houder { naam : / voornamen : / woonplaats :

Soort van het rijtuig :
Aanwijzing van den bouwer van het onderstel :
Aanduiding van het type van het onderstel :
Volgnummer in de serie van het type of fabrieksnummer van het onderstel :

Motor { Aantal cylinders : / Nummer van den motor : / Slag : / Boring : / Vermogen in paardekrachten :

Koetswerk { Vorm : / Kleur : / Aantal zitplaatsen :

Eigen gewicht van het rijtuig (in kilogrammen).
Gewicht van het rijtuig bij volle belasting (in kilogrammen), indien dat gewicht 3500 K.G. overschrijdt.

Identiteitsteeken, dat op de platen moet voorkomen.

Noot. Op de volgende bladzijden den tekst van deze bladzijde over te brengen, vertaald in zooveel talen, als noodig zal zijn om het mogelijk te maken, dat het internationale rijbewijs gebruikt wordt op het gebied van al de verdragstaten, die op bladzijde . . . . zijn vermeld.

(*Inhoud van een der binnenbladen.*)

Visum van de binnenkomst.

Visum van de binnenkomst (in alle talen).
Land (in alle talen).
Plaats (in alle talen).
Dagteekening (in alle talen).
Onderteekening (in alle talen).
Stempel (in alle talen).

BIJLAGE C.

Het onderscheidingsteeken, bedoeld bij artikel 5, bestaat uit een eironde plaat van 30 centimeter breedte en 18 centimeter hoogte, bevattende van een tot drie in zwart op witten grond geschilderde letters. Voor de letters dient de Latijnsche hoofdletter. Zij zijn ten minste 10 centimeter hoog, met strepen van 15 millimeter dikte.

Voor motorrijwielen bedraagt de afmeting van het onderscheidingsteeken, bedoeld bij artikel 5, in horizontale richting slechts 18 centimeter en in verticale richting slechts 12 centimeter. De letters zijn 8 centimeter hoog, de dikte van de strepen daarvan is 10 millimeter.

De letters ter onderscheiding van de verschillende Staten en Gebieden zijn de volgende :

Duitschland	D
Vereenigde Staten van Noord-Amerika . . .	U S
Oostenrijk	A
België	B
Brazilië	B R
Groot-Britannië en Noord-Ierland	G B

1935. No. 53.

Het eiland Alderney	G B A
Gibraltar	G B Z
Guernsey	G B G
Jersey	G B J
Malta	G B Y
Britsch-Indië	B I
Bulgarije	B G
Chili	R C H
China	R C
Columbia	C O
Cuba	C
Denemarken	D K
Dantzig	D A
Egypte	E T
Ecuador	E Q
Spanje	E
Estland	E W
Finland	S F
Frankrijk, Algiers, Tunis en Marokko	F
Fransch-Indië	F
Guatemala	G
Griekenland	G R
Haïti	R H
Hongarije	H
Vrijstaat Ierland	S E
Italië	I
Letland	L R
Liechtenstein	F L
Litauen	L T
Luxemburg	L
Mexico	M E X
Monaco	M C
Noorwegen	N
Panama	P Y
Paraguay	P A
Nederland	N L
Nederlandsch-Indië	I N
Peru	P E
Perzië	P R
Polen	P L
Portugal	P

Roemenië	R
Saargebied	S A
Koninkrijk der Serven, Kroaten en Slovenen	S H S
Siam	S M
Zweden	S
Zwitserland	C H
Syrië en Libanon	L S A
Tsjechoslowakije	C S
Turkije	T R
Unie der Socialistische Sovjet-Republieken	S U
Uruguay	U

BIJLAGE D.

Het internationale rijbewijs (bijlage E), zooals dat in een der verdragstaten is afgegeven, wordt gesteld in de taal, voorgeschreven bij de wetgeving van dien Staat.

De definitieve vertaling der rubrieken van het boekje in de verschillende talen wordt aan de Regeering van de Fransche Republiek door de overige Regeeringen medegedeeld, door ieder voor zooveel haar betreft.

[Naam van het land.]

BIJLAGE E.

Internationaal verkeer met motorrijtuigen.
Internationaal rijbewijs.
Internationaal verdrag van 24 April 1926.
Afgifte van het rijbewijs :

Plaats :

Dagteekening :

(Stempel van het bevoegde gezag).

Onderteekening van het bevoegde gezag of van de vereeniging, door bedoeld gezag gemachtigd, met visum van dat gezag.

1935. No. 53.

(*Inhoud van een der binnenbladen of van de bladzijde, die de keerzijde vormt van het titelblad.*)

Dit rijbewijs is geldig op het gebied van al de verdragstaten, hieronder vermeld, gedurende een jaar, te rekenen van den dag van afgifte af voor het besturen van rijtuigen, behoorende tot de categorie of de categorieën bedoeld op bladz. .....

Lijst der verdragstaten.

Het is wel verstaan, dat dit rijbewijs geheel onverkort laat de verplichting, welke op den houder van dat bewijs rust, om zich geheel te gedragen naar de wetten en reglementen betreffende de vestiging of de uitoefening van een beroep, welke gelden in het land, waar hij aan het verkeer deelneemt.

(*Inhoud van een der binnenbladen.*)

Gegevens omtrent den bestuurder.

Photografie.

Stempel van het bevoegde gezag.

Naam :
Voornamen :
Geboorteplaats :
Datum van geboorte :
Woonplaats :

Noot. Op de volgende bladzijden den tekst van deze en van de volgende bladzijde over te brengen, vertaald in zooveel talen als noodig zal zijn om mogelijk te maken, dat het internationale rijbewijs gebruikt wordt op het gebied van al de verdragstaten die op bladzijde ..... zijn vermeld.

(*Inhoud van een der binnenbladen.*)

Naam van het land.

Uitsluiting.

Voor ..... (naam en voornamen), hierboven toegelaten door het bevoegd gezag van ..... (land) is het recht om een motorrijtuig te besturen op het grondgebied van ..... (land) vervallen op grond van :

1935. No. 53.

Plaats :
Dagteekening :

Onderteekening :

Stempel van het bevoegd gezag.

(Inhoud van een der binnenbladen met uit te vouwen laatste blad.)

A. Motorrijtuigen, die beladen een gewicht hebben van niet meer dan 3500 kilogrammen (in alle talen).

B. Motorrijtuigen, die beladen een gewicht hebben van meer dan 3500 kilogrammen (in alle talen).

C. Motorrijwielen met of zonder zijspan (in alle talen).

(Uit te vouwen laatste blad.)

A.	B.	C.
(Stempel van het bevoegd gezag)	(Stempel van het bevoegd gezag)	(Stempel van het bevoegd gezag)

BIJLAGE F.

Uitholling overdwars Bewaakte spoorweg-overgang.	Bocht Onbewaakte spoorweg-overgang.	Kruispunt. Teeken, aan gegeven in de derde en vierde alinea van artikel 9.

Zie de teekening.

1935. No. 53.

OPGAVE

van de landen, die het internationaal verdrag van 24 April 1926, betreffende het verkeer met mottorrijtuigen, hebben bekrachtigd of er toe zijn toegetreden.

a. *Bekrachtigingen.*

Landen	Datum van de nederlegging der bekrachtigings-oorkonden	Datum van inwerkingtreding van het verdrag
België		
Bulgarijë		
Spanje		
Finland		
Frankrijk		
Groot-Britannië		
Griekenland		
Hongarijë		
Ierland (Vrijstaat)		
Italië		
Luxemburg		
Marokko		
Monaco		
Noorwegen		
Nederland (Nederlandsch-Indië)	24 October 1929	24 October 1930
Polen		
Portugal		
Roemenië		
Saargebied		
Tunis		
Cuba		
Egypte		
Estland		
Letland		
Siam		
Unie van Socialistische Sovjet-Republieken		
Uraguay		
Zuidslavië		

Landen	Datum van de nederlegging der bekrachtigings-oorkonden	Datum van inwerkingtreding van het verdrag
Brazilië	3 December 1929	3 December 1930
Duitschland	13 December 1929	13 December 1930
Denemarken	12 Februari 1930	12 Februari 1931

b. *Toetredingen.*

Landen	Datum van de nederlegging der kennisgeving van toetreding	Datum van inwerkingtreding van het verdrag
Chili Zweden Fransch Equatoriaal Afrika Fransch West-Afrika Kameroen Fransch Somaliland De Fransche Nederzettingen in Oceanië Guadeloupe Fransch Guyana De Fransche Nederzettingen in Indië Indo-China Madagascar Martinique Nieuw-Caledonië Réunion Togo	24 October 1929	24 October 1930
Britsch-Indië Palestina Malta	28 October 1929	28 October 1930
Gibraltar Irak	4 December 1929	4 December 1930
Vaticaansche Staat	5 Februari 1930	5 Februari 1931

1935. No. 54.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 23 April 1935 No. 1356, *bevelende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van 13 Maart 1935 (Staatsblad No. 124), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de toepasselijkverklaring op Suriname en Curaçao van het op 24 April 1926 te Parijs gesloten internationaal verdrag betreffende het verkeer met motorrijtuigen (Staatsblad 1930, No. 133).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 27 Maart 1935, 5de Afdeeling No. 43/206, waarbij, ter bekendmaking van het na te melden Koninklijk besluit, o.m. is toegezonden een exemplaar van het Staatsblad No. 124 van 1935, waarin is opgenomen het Koninklijk besluit van 13 Maart 1935, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de toepasselijkverklaring op Suriname en Curaçao van het op 24 April 1926 te Parijs gesloten internationaal verdrag betreffende het verkeer met motorrijtuigen (Staatsblad 1930, No. 133);

Herlezen de resolutie van 23 April 1935 No. 1355;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit, benevens afschrift van deze resolutie, in het *Gouvernementsblad* zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 23sten April 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 27sten April 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 84

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

Wij WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Gezien de Wet van 30 November 1934 (*Staatsblad* n°. 631), houdende goedkeuring van de toepasselijkverklaring op *Suriname* en *Curaçao* van het op 24 April 1926 te *Parijs* gesloten internationaal verdrag betreffende het verkeer met motorrijtuigen;

Gezien Ons Besluit van 31 Maart 1930 (*Staatsblad* n°. 133), bepalende de bekendmaking van bovengenoemd verdrag in het *Staatsblad*;

Overwegende, dat krachtens genoemde Wet en overeenkomstig artikel 12, lid B, van het verdrag van wege de Nederlandsche Regeering aan de Fransche Regeering is kennis gegeven, dat meergenoemd verdrag toepasselijk zal zijn op *Suriname* en *Curaçao*, welke kennisgeving op 29 Januari 1935 door de Fransche Regeering is ontvangen;

Overwegende mede, dat krachtens artikel 14, het verdrag voor genoemde gebiedsdeelen op 29 Januari 1936 zal in werking treden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 7den Maart 1935, Directie van het Protocol, n°. 7941;

Hebben goedgevonden en verstaan:

de toepasselijkverklaring op *Suriname* en *Curaçao* van bovengenoemd verdrag te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 13den Maart 1935.

WILHELMINA

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *zes en twintigsten* Maart 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

1935. No. 55.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

BESLUIT van 27 April 1935 *tot aanvulling van het besluit van 26 Juni 1934 (G. B. No. 49) houdende verbod tot invoer van dieren uit Trinidad.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat ter uitvoering van art. 5 der verordening van 4 Februari 1910 (G. B. No. 20) *tot regeling van de veeartsenijkundige politie*, zooals dat artikel luidt na de aanvulling bij de verordening van 2 December 1925 (G. B. 1926 No. 39) het noodig is het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Art. 1.

Het besluit van 26 Juni 1934 (G. B. No. 49) *houdende verbod tot invoer van dieren uit Trinidad*, wordt aangevuld met een nieuw artikel 1bis, luidende als volgt:

„In afwijking van het bepaalde in het vorig artikel kan de „invoer uit genoemde Britsche kolonie van goede rasdieren ten „behoeve van de fokkerij in Suriname worden toegestaan onder „door den Gouverneur voor ieder geval te stellen bijzondere „voorwaarden".

Art. 2.

Dit besluit treedt in werking met ingang van den dag na dien zijner afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 27sten April 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 27sten April 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 56.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 15 Mei 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van 14 Maart 1935 (Staatsblad No. 133) tot intrekking van het besluit van 19 October 1918 (Staatsblad No. 571) Juncto dat van 30 September 1922 (Staatsblad No. 542) regelende de toekenning van een toelage aan gewezen Nederlandsche ambtenaren en onderwijzers wegens de vervulling in Suriname of in Curaçao van een koloniaal ambt.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 6 Februari 1935, 7de Afdeeling, N°. 2;

Den Raad van State gehoord (advies van 19 Februari 1935, n°. 50);

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van 5 Maart 1935, 7de Afdeeling, N°. 20;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen:

Artikel 1.

Ons besluit van 19 October 1918 (*Staatsblad* N°. 571), zooals gewijzigd bij Ons besluit van 30 September 1922 (*Staatsblad* N°. 542), regelende de toekenning van eene toelage aan gewezen Nederlandsche ambtenaren en onderwijzers wegens de vervulling in *Suriname* of in *Curaçao* van een Koloniaal ambt, vervalt met ingang van den dag van inwerkingtreding van dit besluit.

Artikel 2.

Op gewezen Nederlandsche ambtenaren en onderwijzers, die op den dag van inwerkingtreding van dit besluit in het genot zijn van een toelage, hun toegekend krachtens Ons besluit van 19 October 1918 (*Staatsblad* N°. 571), zooals dat sedert is gewijzigd, blijven de bepalingen van dat besluit van toepassing.

Artikel 3.

De bepalingen van Ons besluit van 19 October 1918 (*Staatsblad* N°. 571), zooals dat sedert is gewijzigd, blijven eveneens van kracht ten opzichte van gewezen Nederlandsche ambtenaren en onderwijzers, die vóór den dag van inwerkingtreding van dit besluit in *Suriname* of in *Curaçao* diensten hebben bewezen, welke hen voor een toelage als in eerstgemeld besluit bedoeld in aanmerking doen komen. Zoodanige diensten, na den dag van inwerkingtreding van dit besluit bewezen, zullen voor de berekening der toelage niet meer worden medegeteld.

Artikel 4.

Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 Mei 1935.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het *Staatsblad* geplaatst zal worden en waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State en de Algemeene Rekenkamer.

's-Gravenhage, den 14den Maart 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *zes en twintigsten* Maart 1935.

De Minister van Justitie.
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 15den Mei 1935.
KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 23sten Mei 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 57.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

VERORDENING van 16 Mei 1935 *waarbij voorloopig wordt vastgesteld de koloniale huishoudelijke begrooting voor het dienstjaar 1936.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende : dat volgens art. 108 van het Reglement op het beleid der Regeering in deze Kolonie, de uitgaven ten behoeve van den openbaren dienst, welke niet ten laste van de Nederlandsche schatkist komen, en de middelen tot dekking van die uitgaven worden aangewezen op de koloniale huishoudelijke begrooting, en dat volgens art. 110 van hetzelfde Reglement, die begrooting, zoodanig als zij door de Koloniale Staten is goedgekeurd, door den Gouverneur voorloopig wordt vastgesteld en afgekondigd ;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

vastgesteld onderstaande verordening :

Artikel I.

De koloniale huishoudelijke begrooting voor het dienstjaar 1936 wordt, voorzooveel de uitgaven betreft, voorloopig vastgesteld als volgt :

1ste AFDEELING.

Algemeen en gewestelijk bestuur, immigratie en kolonisatie.

Gouvernements-secretarie, immigratie en algemeene dienst.

Artikel 1. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den gouvernements-secretaris,

tevens agent-generaal voor de immigratie, de ambtenaren en beambten van zijn kantoor, alsmede toelagen voor de technische voorlichting ten behoeve van het ijkwezen, aan de ambtenaren van den burgerlijken stand, belast met het voltrekken van huwelijken en aan de ambtenaren bij den dienst van de immigratie en op de kantoren der districtscommissarissen, die bedreven zijn in het spreken der talen van de Nederlandsch- en de Britsch-Indische immigranten . . f 104 757

Artikel 2. Meubelen, kantoorbehoeften, abonnement op nieuwsbladen en andere uitgaven ten behoeve van de gouvernementssecretarie, van den burgerlijken stand en het bevolkingsregister, van de immigratie en de kolonisatie, het ijkwezen en van den raad van bestuur, kosten van vergaderingen en van examens, voor zoover daartoe niet bij andere artikelen afzonderlijke gelden zijn toegestaan, reis-, verblijf- en verhuizingskosten van de ambtenaren en beambten der gouvernements-secretarie, subsidie van het tijdschrift *De West-Indische Gids*, boek- en drukwerken, briefporten, advertentiekosten, telegrammen, schrijfloonen en andere uitgaven voor den algemeenen dienst, alsmede kosten van het immigranten-doorgangshuis te Paramaribo. 21 820

Koloniale Staten.

Artikel 3. Bezoldigingen of ver-

lofbezoldigingen en toelagen van den griffier en de ambtenaren en beambten ter griffie . . . f 10 043

Artikel 4. Boeken, kantoor-, lokaal- en andere huishoudelijke behoeften, telegrammen, schrijfloonen, drukwerken, benevens reis- en verblijfkosten van-, alsmede huur van voertuigen voor leden der koloniale staten. . 6 850

Schutterij te Paramaribo.

Artikel 5. Uitgaven voor de rustende schutterij . . . 50

Gewestelijk bestuur.

Artikel 6. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van de districts-commissarissen, -secretarissen, -klerken, surnumerairs en schrijvers, benevens vergoeding voor het gemis van vrije woning 75 805

Artikel 7. Meubelen en andere uitgaven ten behoeve van de kantoren van de districts-commissarissen, van de plaatsen buiten die kantoren, waar zij zitting houden of huwelijken voltrekken en van de zittingsplaatsen der rechters, alsmede abonnement voor kantoorkosten aan de districts-commissarissen en burgerkapiteins 2 100

Artikel 8. Reis-, verblijf- en verhuizingskosten, alsmede kosten

voor onderhoud van voertuigen van de ambtenaren van het districtsbestuur . . . . f 5 000

Artikel 9. Verstrekking van geneesmiddelen en verbandstoffen ten behoeve van in de districten gevestigde ambtenaren en beambten in 's landsdienst, zoomede van hunne wettige gezinnen, voor zooveel een en ander komt ten laste van 's landskas . 500

Kolonisatie.

Artikel 10. Kosten van aanvoer van immigranten en daarmede in verband staande andere uitgaven . *Memorie*

Artikel 11. Kosten van terugvoer van immigranten en daarmede in verband staande andere uitgaven, alsmede uitkeeringen aan immigranten, die afzien van het recht op vrije terugreis . 173 000

Beheer der landsvestigingsplaatsen en stalweiden.

Artikel 12. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen voor het houden van toezicht op voor den klein-landbouw uitgegeven perceelen land en de landsstalweiden, zoomede reis-, verblijf- en verhuizingskosten en andere uitgaven . . . 27 772

Artikel 13. Vergoeding voor huishuur en voor het gemis van vrije woning aan een opzichter . 300

1935. No. 57.

Boschnegers en Indianen.

Artikel 14. Toelagen van de opperhoofden der boschnegers en van den vertegenwoordiger van het opperhoofd van den stam der Aucaners, alsmede persoonlijke toelage van den groot-kapitein bij dien stam, Kanapé . f 2 300

Artikel 15. Vervoerkosten, loonen en geschenken ter vergelding van kleine diensten, begrafeniskosten en andere uitgaven ten behoeve van of in verband staande met het bestuur over boschnegers en indianen . . . 1 500

Overtochts- en vervoerkosten van ambtenaren en gepensionneerden.

Artikel 16. Uit- en terugzending van burgerlijke ambtenaren en daarmede in verband staande uitgaven, uitkeeringen, ingevolge het „West-Indisch detacheeringsbesluit 1930", overtocht van met verlof gaande of van verlof terugkeerende en gepensionneerde ambtenaren met hunne gezinnen, benevens terugbetaling van uit eigen middelen betaalde overtochtskosten 26 000

Artikel 17. Kosten, verbonden aan tijdelijke opdrachten aan in Nederland vertoevende Surinaamsche ambtenaren, zoomede aan uitzending van ambtenaren uit Suriname naar Nederland voor studie-doeleinden, een en ander in het belang van den dienst . . 2 500

Artikel 18. Vergoeding wegens reis- en verblijfkosten in Nederland tot het ondergaan van een geneeskundig onderzoek door aan den dienst in Suriname verbonden of daarvoor bestemd of te bestemmen personeel . . . f 150

Artikel 19. Reis- en verblijfkosten, alsmede verhuizingskosten van- en huur van voertuigen voor ambtenaren, beambten en andere personen in 's landsdienst, alsmede voor commissiën, voor zoover daartoe niet bij andere artikelen afzonderlijke kredieten zijn toegestaan 1 000

Begrafenissen van onvermogenden.

Artikel 20. Kosten van aanschaffing en van herstelling van lijkwagens, draagbaren, kleeden, gereedschappen en andere behoeften voor, alsmede andere kosten, verbonden aan begrafenissen van onvermogenden . . . 5 100

Andere uitgaven.

Artikel 21. Uitgaven ter viering van verjaardagen van het Koninklijk Huis en van andere volksfeesten 2 250

Gouvernements-accountant.

Artikel 22. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den gouvernements-accountant en den surnumerair of klerk op diens kantoor . . . 7 890

Artikel 23. Reis- en verblijfkosten, meubelen, kantoorbehoeften en andere uitgaven van den gouvernements-accountant . . f 500

Artikel 24. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de landsvaartuigen ten behoeve van de 1ste afdeeling . . 20 000

f 497 187

IIde AFDEELING.

Rechts- en politiewezen.

Hof van justitie en parket van den procureur-generaal.

Artikel 25. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den president en de leden van-, van den procureur-generaal en den advocaat-generaal bij- en van den griffier van het hof van justitie, alsmede van de ambtenaren en beambten, belooning voor het schoonmaken van het gebouw van het hof van justitie en van de lokalen, waarin het parket van den procureur-generaal is ondergebracht, zoomede van het gebouw, waarin de rechter-commissaris zitting houdt . f 82 297

Artikel 26. Meubelen, kantoorkosten, boekwerken en andere huishoudelijke uitgaven voor het hof van justitie en het parket van den procureur-generaal, drukwerk en abonnement op tijdschriften en nieuwsbladen voor het parket

van den procureur-generaal en uitgaven ten behoeve van het hulpkantoor voor den industrieelen eigendom . . . . . f 2 750

Kantongerecht van Paramaribo en rechtspraak in de districten.

Artikel 27. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den kantonrechter van Paramaribo, van den griffier bij het oostelijk ommegaand gerecht en van het hun toegevoegde personeel, alsmede belooning voor het schoonmaken van het gebouw, waarin het kantongerecht van Paramaribo is gevestigd 24 496

Artikel 28. Meubelen, kantoorkosten en andere huishoudelijke uitgaven voor het kantongerecht van Paramaribo, alsmede abonnement voor kantoorkosten en andere huishoudelijke uitgaven van de griffiers in de districten. 650

Gevangenissen.

Artikel 29. Bewaking van veroordeelden en aangehoudenen. . . 30 742

Artikel 30. Bovenkleeding en schoeisel voor de gevangenbewaarders en opzichters in het huis van bewaring te Paramaribo en in de strafgevangenis te Nieuw-Amsterdam 1 180

Artikel 31. Kantoorkosten voor de beide gevangenissen, zoome-

de reis- en verblijfkosten, kantoorbehoeften en schrijfloonen voor de commissiën van administratie . . . . . f 450

Artikel 32. Voeding, kleeding, ligging, bewassching, geneesmiddelen en verbandstoffen en verschillende andere uitgaven voor aangehoudenen en veroordeelden, zoomede voor in hechtenis genomenen, alsmede gereedschappen, werktuigen, verlichting en andere huishoudelijke behoeften van de strafgevangenis en huizen van bewaring, enz. en loonen voor het verrichten van huisdiensten door gevangenen . . 31 575

Rechterlijke politie.

Artikel 33. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en daggelden van het politiepersoneel, het kantoorpersoneel en de schoonmaakster van het politiekantoor te Paramaribo . . 296 547

Artikel 34. Materialen en verdere benoodigdheden voor de bovenkleeding en het schoeisel van de ambtenaren en beambten van politie of toelagen daarvoor . 11 000

Artikel 35. Wapenen, munitie, ledergoed, aankoop en onderhoud van rijwielen ten dienste van de politie en toelagen voor het gebruik van eigen rijwiel . . 8 200

Artikel 36. Loon van roeiers, reis- en verblijfkosten, alsmede verhuizingskosten ten behoeve van de politie 21 000

Artikel 37. Licht en meubelen voor politieposten, kantoorbehoeften voor het politiekantoor te Paramaribo en de politieposten in de districten . . .	f	4 900
Artikel 38. Andere uitgaven ten dienste van de politie en huur van politiewoningen . .		10 970
Toezicht op de landsbosschen.		
Artikel 39. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van de ambtenaren en beambten van den dienst van het toezicht op de landsbosschen . .		6 190
Artikel 40. Andere uitgaven voor den dienst van het toezicht op de landsbosschen . .		8 750
Algemeene kosten.		
Artikel 41. Kosten van uitlevering en uitzetting, kosten van overbrenging van veroordeelden naar of van Nederland en kosten van terugzending van in andere landen zonder middel van bestaan aangetroffen personen, herkomstig van Suriname, alsmede kosten van onderhoud, kleeding, enz. voor die personen, zoolang zij op eene gelegenheid tot terugzending naar Suriname moeten wachten.		1 000
Artikel 42. Kosten van den voogdijraad		2 230
Artikel 43. Kosten van vervol-		

gingen en procedures, die geheel of gedeeltelijk ten laste van 's landskas komen . . .	f	5 500	
Artikel 44. Reis- en verblijfkosten voor leden van de rechterlijke macht. . . .		300	
Artikel 45. Kosten van alarm-, stop- en brandschoten . .		40	
Artikel 46. Terugbetaling aan het departement van Justitie in Nederland van het door zijne zorg te betalen aandeel van Suriname in de bijdragen van Nederland in de kosten van het kantoor voor het internationaal verbond tot bescherming van letterkundige- en kunstwerken .		100	
Artikel 47. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de landsvaartuigen ten behoeve van de IIde afdeeling .		8 600	
			f 559467

IIIde AFDEELING.

Geldelijk beheer.

Administratie van financiën, domeinwezen en hypotheekkantoor.

Artikel 48. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en daggelden van den administrateur van financiën en van de ambtenaren en beambten van zijn kantoor	f	81 314	

Artikel 49. Kosten van opmetingen ten behoeve van het domeinwezen . . . . . f 3 400

Artikel 50. Uitgaven ter bevordering van het mijnbouwkundig onderzoek en het goudbedrijf . . . . . *Memorie*

Artikel 51. Voorschotten ter bevordering van den kleinlandbouw, van kleine industrieën, van de veeteelt en van de visscherij. 6 000

Artikel 52. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den controleur der belastingen, den kolonialen ontvanger en betaalmeester, tevens ontvanger der invoerrechten en accijnzen, den ontvanger der belastingen in Nickerie en de ambtenaren en beambten van hunne kantoren . 62 784

Artikel 53. Toelagen van kassiers 800

Artikel 54. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen, daggelden, tafelgelden van- en voeding voor de ambtenaren bij den actieven dienst der belastingen en bij het toezicht op den in- en uitvoer te water, alsmede uitgaven van dien aard voor het overige personeel bij 's landsmiddelen 92 147

Artikel 55. Huur van eene woning voor den ambtenaar der belastingen te Moengo . . 384

Artikel 56. Andere uitgaven voor den dienst der belastingen.	f	16 500
Artikel 57. Aanwezigheidsgeld voor de leden en den secretaris van de commissie van aanslag en van den raad van beroep, alsmede voor de raadslieden voor de inkomstenbelasting, aanwezigheidsgeld voor de leden en toelage van den secretaris van de commissie van beoordeeling van de aangiften voor den verkoop van gedistilleerd, alsmede belooningen en aanwezigheidsgeld voor de leden van den raad van beroep, enz. inzake toepassing van de tariefverordening .		950
Artikel 58. Toelage van den secretaris en onkosten van de kamer van koophandel en fabrieken te Paramaribo . . .		400
Artikel 59. Uitgaven voor de bevordering van den afzet van Surinaamsche producten op Curaçao		1 500
Posterij en telegrafie.		
Artikel 60. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van het personeel der posterij .		27 943
Artikel 61. Uitkeeringen, betalingen en andere uitgaven voor den binnen- en buitenlandschen postdienst		18 580
Artikel 62. Uitgaven ten behoeve van de postspaarbank .		8 630

Artikel 63. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen, daggelden of andere belooningen van het personeel bij den lands-radiotelegraafdienst . . . . f 31 503

Artikel 64. Kosten van onderhoud van de radio-telegraafstations en daarbij behoorende werken, aanschaffing en onderhoud van gereedschappen, werktuigen, brandstoffen, smeermiddelen, aankoop van electrischen stroom en andere uitgaven ten behoeve van den lands-radiotelegraafdienst . 18 690

Gouvernements-commissaris bij de Surinaamsche Bank.

Artikel 65. Toelage van den gouvernements-commissaris in Nederland bij de Surinaamsche Bank 600

Algemeene kosten.

Artikel 66. Meubelen, schrijfbehoeften abonnement op nieuwsbladen, briefporten, drukkosten, schrijfloonen en andere uitgaven voor het kantoor van den administrateur van financiën, voor het hypotheekkantoor, voor het kantoor, van den controleur der belastingen, voor de kantoren der ontvangers en voor de postkantoren, zoomede kosten van aanmaak van zegelpapier en postwaarden, benevens kosten, vallende op het overmaken van geld van en naar Suri-

name en voor het schatten der verkoopwaarde van onroerende goederen met het oog op de toepassing van de zegelverordening.	f 17 000	
Artikel 67. Reis-, verblijf- en verhuizingskosten . . .	1 500	
Artikel 68. Rente en aflossing van geleende gelden . .	472 580	
Artikel 69. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de landsvaartuigen ten behoeve van de IIIde afdeeling .	1 600	
		f 864 805

IVde AFDEELING.

Eeredienst, onderwijs en armenzorg.

Eeredienst.

Artikel 70. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en vergoeding voor huishuur van de predikanten der Hervormde en Luthersche Gemeenten, van geestelijken der Roomsch-Katholieke Gemeente en van godsdienstleeraren der Evangelische Broedergemeente en der Nederlandsch- en Nederlandsch-Portugeesch Israëlietische Gemeenten. . .	f 81 850	
Artikel 71. Bijdragen voor den eeredienst aan de beide Israëlietische Gemeenten . . .	3 000	

Onderwijs.

Artikel 72. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den inspecteur voor het onderwijs en van de ambtenaren en beambten van zijn kantoor, zoomede abonnement voor den secretaris der commissie van onderwijs voor kantoorbehoeften en schrijfloonen . . . . f 22 031

Artikel 73. Meubelen, kantoorbehoeften, drukkosten, rijwieltoelage van den bode op het kantoor van den inspecteur voor het onderwijs en andere kleine uitgaven, alsmede reis- en verblijfkosten van den inspecteur voor het onderwijs en kosten van examens 3 200

Uitgaven voor het openbaar onderwijs.

Artikel 74. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van bij de scholen werkzaam zijnd personeel, zoomede kosten van bewaken en schoonhouden der scholen 353 031

Artikel 75. Uitgaven voor het naar en van school vervoeren van onderwijzers aan districtsscholen en van schoolkinderen in de districten 3 000

Artikel 76. Huur van gebouwen of lokalen, vergoeding voor huishuur aan onderwijzers, aan

wie een landswoning niet kan worden aangewezen, uitgaven ten behoeve van schooltuinen, schoolmeubelen, schoolbehoeften en andere uitgaven . . .	f	21 300
Uitgaven voor het bijzonder onderwijs.		
Artikel 77. Uitkeeringen ten behoeve van het bijzonder onderwijs		677 170
Landbouwonderwijs.		
Artikel 78. Toelagen van onderwijzers, in het bezit van de akte landbouwkunde . .		1 000
Andere uitgaven in verband met onderwijs en opvoeding.		
Artikel 79. Uitkeeringen aan bijzondere inrichtingen en instellingen		8 660
Artikel 80. Kosten van vervoer en studie van jongelieden, die buiten Suriname eene opleiding ontvangen . . .		1 200
Artikel 81. Uitkeeringen aan opvoedingsgestichten, enz. .		17 253
Artikel 82. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen van den bewaarder en den bediende van de landsboekerij, zoomede loon voor eene schoonmaakster, benevens vergoeding voor het gemis van vrije woning		2 090

Artikel 83. Kosten van de landsboekerij	f 950	
Armenzorg.		
Artikel 84. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en persoonlijke toelage van den directeur-armverzorger, daggelden en toelagen van het personeel en abonnement voor kantoorbehoeften, enz. van de commissie van regenten van het gesticht Landsgrond Boniface . . .	11 734	
Artikel 85. Uitgaven ten behoeve van de ouden, gebrekkigen en onvermogenden binnen en buiten het gesticht Landsgrond Boniface	58 500	
Artikel 86. Bijdragen voor weezenverzorging aan kerkgenootschappen en voor onderhoud van weezen van immigranten .	27 759	
Artikel 87. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de landsvaartuigen ten behoeve van de IVde afdeeling .	18 000	
		f 1 311 728

Vde AFDEELING.

Landbouw-proefstation.

Algemeene dienst en eerste afdeeling.

Artikel 88. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen

van den directeur van het landbouw-proefstation en de ambtenaren en beambten voor den algemeenen dienst en de eerste afdeeling . . . . f 33 145

Artikel 89. Kosten van den Cultuurtuin en van het seligeeren van cultuurgewassen . . 8 000

Artikel 90. Uitgaven ten behoeve van den meteorologischen dienst 500

Artikel 91. Kosten van den phytopathologischen dienst en bestrijding van plantenziekten . 1 500

Artikel 92. Kosten van veldproeven, onderzoekingen en proefnemingen der eerste afdeeling . 5 500

Artikel 93. Uitgaven ter verbetering van de pluimveeteelt. 500

Artikel 94. Uitkeering aan de Commissie van advies en onderzoek inzake Surinaamsche houtsoorten, zoomede toelage, bureauen andere uitgaven van den raadsman voor het groot-houtbedrijf 600

Tweede afdeeling.

Landbouw-economie.

Artikel 95. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van de ambtenaren en beambten, verbonden aan de tweede afdeeling 20 630

Artikel 96. Kosten van den economischen voorlichtingsdienst	f	5 000	
Artikel 97. Kosten van veldproeven, onderzoekingen en proefnemingen der tweede afdeeling		5 000	
Artikel 98. Uitgaven voor het onderzoek naar de mogelijkheid en ter bevordering van den afzet van producten van den landbouw naar en in het buitenland . .		10 000	
Algemeene kosten.			
Artikel 99. Algemeene kosten der beide afdeelingen van het landbouw-proefstation . .		6 000	
Artikel 100. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de landsvaartuigen ten behoeve van de Vde afdeeling .		1 500	
			f 97 875

VIde AFDEELING.

Openbare gezondheidsdienst.

Kantoor van den geneeskundig-inspecteur.

Artikel 101. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den geneeskundig-inspecteur en van de ambtenaren en beambten van zijn kantoor . .	f	19 980	

Openbare gezondheidsdienst in het algemeen.

Artikel 102. Bezoldigingen of

verlofbezoldigingen en toelagen van districtsgeneesheeren en van geneesheeren, belast met de armenpraktijk te Paramaribo, zoomede toelagen van hunne vervangers, van geneesheeren voor speciale bevoegdheden en van de beambten, belast met het onderzoek naar den maatschappelijken welstand van aanvragers van geneesen verloskundige hulp . . f 76 965

Artikel 103. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van het verplegend personeel bij de poliklinieken . 25 756

Artikel 104. Uitgaven voor geneesmiddelen en geneeskundige benoodigdheden — met inbegrip van de kosten van het gereedmaken hiervan — ten behoeve van de andere geneeskundige diensten dan die van het burgerziekenhuis (landshospitaal) en van andere takken van dienst, voor zoover niet bij andere artikelen daartoe afzonderlijke kredieten zijn toegestaan 29 000

Artikel 105. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van vroedvrouwen, tevens hulppersoneel bij den medischen dienst in de districten 3 670

Artikel 106. Andere uitgaven voor den openbaren gezondheidsdienst, voor zoover daartoe niet bij andere artikelen afzonderlijke kredieten zijn toegestaan . . 6 150

1935. **No. 57.**

Hygiënische dienst.

a. Bestrijding van volks- en besmettelijke ziekten.

Artikel 107. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van de geneesheeren en het personeel, werkzaam bij de bestrijding van volks- en besmettelijke ziekten . . . . f 28 153

Artikel 108. Kosten, verband houdende met de bestrijding van volks- en besmettelijke ziekten. 10 600

b. Keuringsdienst.

Artikel 109. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den gouvernements-scheikundige, den keurmeester voor levensmiddelen en den hulpkeurmeester 9 654

Artikel 110. Kosten in verband met de keuring van levensmiddelen 500

c. Slachthuis en veeteelt.

Artikel 111. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen, daggelden en loonen van den gouvernements-veearts, tevens directeur van het slachthuis te Paramaribo, den hulpkeurmeester en het lagere personeel van het slachthuis 11 460

Artikel 112. Aanschaffing en

onderhoud van gereedschappen, brandstoffen en kantoorbehoeften, enz. voor het slachthuis te Paramaribo . . . . . f 2 000

Artikel 113. Uitgaven ter verbetering van de veeteelt (met uitzondering van de pluimveeteelt), alsmede daarmede verband houdende premiën . . . 1 000

Ziekenhuiswezen, w.o. gestichten, inrichtingen, enz. verband houdende met den openbaren gezondheidsdienst, gelijk mede bijdragen aan dergelijke gestichten, enz.

a. Burger-ziekenhuis. (Lands hospitaal).

Artikel 114. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen, loonen, voedinggelden en andere vergoedingen van het personeel van het burger-ziekenhuis (lands hospitaal) en van de aan dit ziekenhuis verbonden apotheek en het bijbehoorend magazijn van geneesmiddelen . . . 211 551

Artikel 115. Kosten van behandeling, verpleging en andere uitgaven ten behoeve van de zieken in het burger-ziekenhuis (lands hospitaal) — de kosten van de aan dit ziekenhuis verbonden apotheek en het bijbehoorend magazijn van geneesmiddelen daarin begrepen — voor zooveel een en ander komt ten laste van 's landskas 161 000

b. Verzorging van burgerpersonen in andere ziekeninrichtingen.

Artikel 116. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van het verplegend personeel in de lands-ziekenhuizen in Nickerie en te Albina . . f 2 761

Artikel 117. Kosten van behandeling, verpleging en andere uitgaven ten behoeve van de zieken in de landsziekenhuizen in Nickerie en te Albina en in andere ziekeninrichtingen, voor zooveel een en ander komt ten laste van 's landskas 14 800

c. Landsinrichting ter verpleging van krankzinnigen.

Artikel 118. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en daggelden van den geneesheer-directeur en het personeel van de landsinrichting ter verpleging van krankzinnigen . . . 35 135

Artikel 119. Onderhoud en andere uitgaven ten behoeve van krankzinnigen, alsmede kosten van kantoorbehoeften en van aanschaffing van boeken en tijdschriften en uitgaven voor het landbouwbedrijf in de inrichting ter verpleging van krankzinnigen. f 31 000

d. Landsinrichting voor melaatschen.

Artikel 120. Bezoldigingen of

verlofbezoldigingen, toelagen en daggelden van den geneesheer-directeur en het personeel van de landsinrichting voor melaatschen . . . . . f 25 368

Artikel 121. Uitgaven ten behoeve van de verpleegden en van het personeel van die inrichting, alsmede kosten van kantoorbehoeften, aankoop van boeken en aankoop en herstelling van instrumenten 46 250

e. Bijdragen aan gestichten, enz.

Artikel 122. Bijdragen aan particuliere inrichtingen tot afzondering en verpleging van melaatschen 96 675

Artikel 123. Bijdragen en verstrekkingen aan particuliere klinieken in het boschland . . 1 400

Geneeskundige school.

Artikel 124. Toelagen van de leeraren aan de geneeskundige school 10 200

Artikel 125 Behoeften voor de geneeskundige school . . 1 800

Algemeene kosten.

Artikel 126. Meubelen, kantoorbehoeften drukkosten en andere kleine uitgaven, alsmede reis-, verblijf- en verhuizingskosten van den geneeskundig-

inspecteur, de districtsgeneesheeren en de ambtenaren en beambten van de verschillende afdeelingen, voor zoover daarvoor niet afzonderlijk gelden zijn beschikbaar gesteld, zoomede kosten van examens	f	7 700
Artikel 127. Huur van woningen en vergoeding voor het gemis van vrije woning aan districtsgeneesheeren en geneesheeren, belast met de armenpraktijk te Paramaribo, met de bestrijding van volks- en besmettelijke ziekten en aan verplegers, verpleegsters en vroedvrouwen in de districten, zoomede huur van gebouwen ten behoeve van de poliklinieken in de districten. .		4 680
Artikel 128. Vergoeding voor vervoermiddelen van districtsgeneesheeren, van geneesheeren, belast met de armenpraktijk te Paramaribo en met de bestrijding van volks- en besmettelijke ziekten, van het hulppersoneel en van den gouvernements-veearts ; teruggaaf van uitgaven voor de bemanning der vaartuigen van de districtsgeneesheeren, zoomede kosten van autohuur ten behoeve van de geneeskundige inspectie.		13 190
Artikel 129. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de landsvaartuigen ten behoeve van de VIde afdeeling .		20 000
	f	908 398

1935. No. 57.

VIIde AFDEELING.

Openbare Werken en Verkeer.

Algemeene dienst.

Artikel 130. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den directeur van openbare werken en verkeer en van de ambtenaren en beambten van zijn kantoor . . . . . f 48 670

Openbare werken.

a. Algemeen toezicht.

Artikel 131. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van de technische ambtenaren en de opzichters, werkzaam bij den dienst der openbare werken . 29 120

b. Landsgebouwen en toebehooren.

Artikel 132. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van het werkliedenpersoneel, dat blijvend werkzaam is ten behoeve van de landsgebouwen, gelijk mede uitgaven voor tijdelijke versterking of ter tijdelijke vervanging van dit personeel. 26 186

Artikel 133. Onderhoud en verbetering van de landsgebouwen met hun toebehooren, kosten van onderhoud en feestverlichting van den bij het gouvernementshuis behoorenden tuin,

kosten voor klokken en voor aanschaffing van vlaggen en lijnen, zoomede huur van perceelen tot plaatsing van dienstwoningen voor het landspersoneel . . f 106 930

Artikel 134. Uitgaven voor logeergebouwen in de districten voor in dienst reizende ambtenaren . 1 250

c. Land- en waterwegen en hetgeen daartoe behoort en openbare begraafplaatsen.

Artikel 135. Onderhoud van den baggermolen en daarbij behoorend materieel . . . 1 250

Artikel 136. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van het werkliedenpersoneel, dat blijvend werkzaam is ten behoeve van de land- en waterwegen, gelijk mede uitgaven voor tijdelijke versterking of ter tijdelijke vervanging van dit personeel 29 957

Artikel 137. Onderhoud en reiniging, zoomede aanleg en verbetering van land- en waterwegen en daarmede in verband staande werken te Paramaribo en in de districten en andere uitgaven te dier zake 249 035

Artikel 138. Uitgaven voor de besproeiing van straten en wegen te Paramaribo. . . . 2 000

Artikel 139. Uitgaven ten be-

hoeve van den vuilnisdienst te Paramaribo	f	11 000
Artikel 140. Kosten van de openbare verlichting te Paramaribo en in de districten . .		27 500
Artikel 141. Uitgaven voor het onderhoud der openbare begraafplaatsen, alsmede loon van los aangehuurd personeel . .		900
d. Nieuwe werken en buitengewone onderhoudskosten aan landsgebouwen, enz.		
Artikel 142. Kosten van nieuwe werken, buitengewone uitgaven voor onderhoud en herstelling van landsgebouwen en eigendommen en aankoop van onroerende goederen		10 000
e. Landvoorziening voor den kleinlandbouw en onderhoud van de landsvestigingsplaatsen en landsstalweiden.		
Artikel 143. Kosten van het beschikbaarstellen van land ten behoeve van den klein-landbouw .		14 000
Artikel 144. Onderhoud en verbetering van landsvestigingsplaatsen en andere vestigingen van klein-landbouwers, zoomede van landsstalweiden . .		36 000

Verkeer te land.

a. Bedrijfs- en daarmede verband houdende kosten van den landsspoorweg.

Artikel 145. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van de spoorweg-ambtenaren en beambten, uitgaven voor tijdelijke versterking of ter tijdelijke vervanging van dit personeel en kosten voor geneesmiddelen en verbandstoffen . . . f 35 032

b. Gewoon- en buitengewoon onderhoud van de baanvakken en de daarbij behoorende kunstwerken, zoomede buitengewone aanschaffing hiervoor.

Artikel 146. Aanschaffing, gewoon- en buitengewoon onderhoud van de baanvakken en daarbij behoorende kunstwerken, van de gebouwen en inrichtingen, met uitzondering van die te Beekhuizen en andere uitgaven ten behoeve van den vervoerdienst . 63 654

Telefoonwezen.

a. Bedrijfs- en daarmede verband houdende kosten.

Artikel 147. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den technisch ambtenaar en de beambten bij den dienst van het telefoonwezen, zoomede kosten voor geneesmiddelen en verbandstoffen 29 484

b. Onderhoud en verbetering van het landstelefoonnet.

Artikel 148. Onderhoud en verbetering van het landstelefoonnet, aanleg van nieuwe aansluitingen en daarmede in verband staande uitgaven . . . f 9 300

Verkeer te water.

a. Personeel voor den dienst op den afvaartsteiger te Paramaribo.

Artikel 149. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van het personeel voor den dienst op den afvaartsteiger . . 4 974

b. Algemeene kosten, verband houdende met het vervoer van personen en lading, alsmede uitgaven voor den leergang van machinisten.

Artikel 150. Kosten voor het nazien van gezondheidspassen van- en kosten, te betalen in buitenlandsche havens door landsvaartuigen, kosten voor het laden en lossen van goederen te Paramaribo, vergoeding voor geleden schade door het verloren gaan of beschadigen van goederen, verscheept met die vaartuigen, benevens uitkeeringen aan gezagvoerders, stuurlieden, enz. uit de opbrengst van het personen- en goederenvervoer van den zeedienst, alsmede andere uitgaven, verband houdende met den vervoerdienst van deze vaartuigen . 35 130

Artikel 151. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, loonen en voeding van het personeel van den veerdienst tusschen Paramaribo en Meerzorg aan den rechteroever der Suriname-rivier . .	f	5 690
Artikel 152. Brandstoffen, smeermiddelen en andere benoodigdheden voor den veerdienst tusschen Paramaribo en Meerzorg aan den rechteroever der Suriname-rivier		5 000
Artikel 153. Onderhoud van de gebouwen en steigers zoomede baggerwerken. . .		2 000
Artikel 154. Uitgaven voor den verbindingsdienst op de reede van Coronie . . .		6 504
Artikel 155. Uitgaven voor den leergang tot opleiding voor het examen van machinist. .		2 850
c. Personeel van de landsvaartuigen.		
Artikel 156. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, loonen, toelagen, tafel- en voedinggelden van het personeel van de landsvaartuigen		110 997
Artikel 157 Kosten voor de verstrekking van uniformkleeding aan de schepelingen . .		*Memorie.*
Artikel 158. Vergoeding voor huishuur aan personeel, dat in		

aanmerking komt voor het genot van vrije woning, doch waaraan eene ambtswoning niet kan worden aangewezen . . . f 200

Artikel 159. Verstrekking van geneesmiddelen en verbandstoffen aan het personeel, voor zooveel een en ander komt ten laste van 's lands kas . . . 500

d. Huur van vaartuigen en bijdragen aan particuliere stoomvaartdiensten.

Artikel 160. Huur van vaartuigen ten behoeve van rivieren zeedienst en voor reizen van ambtenaren en commissiën, benevens bijdragen aan particuliere stoomvaartdiensten . . . 1 280

e. Betonning, bebakening, havenen seinwezen.

Artikel 161. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, loonen en voeding van de bemanning van het lichtschip aan den mond van de Suriname-rivier en toelagen van lichtwachters te Nieuw-Amsterdam en in Nickerie . . 8 275

Artikel 162. Onderhoud en benoodigdheden van het lichtschip, vergoeding voor de uitbestede bediening van het havenlicht te Galibi en voor het onderhoud van den lichtopstand en toebehooren aldaar, brandstoffen en andere benoodigdheden voor de

lichttoestellen en voor het havenvuur aan den mond van de Nickerie-rivier, voor het licht aan den mond van de Suriname-rivier, voor het licht te Nieuw-Amsterdam en voor de lichten aan den mond van de Marowijne-rivier en te Coronie, en hetgeen daarmede verder in verband staat, zoomede aankoop en onderhoud van kettingen, ankers en tonneboeien . f 10 620

Artikel 163. Waarneming van de getijbewegingen . . . *Memorie*

Artikel 164. Toelage van een seinwachter 860

Artikel 165. Vlaggen en andere benoodigdheden voor het seinwezen 400

f. Centrale werkplaats te Beekhuizen, algemeene onderhouds- en magazijnsdienst der verkeersafdeelingen.

Artikel 166. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen voor het personeel van de centrale werkplaats te Beekhuizen en van den magazijnsdienst aldaar 97 727

Artikel 167. Grondstoffen, arbeidsloonen, werktuigen, gereedschappen en andere uitgaven voor gewoon- en buitengewoon onderhoud van het rollend spoorwegmaterieel, van de gebouwen en inrichtingen van de centrale werk-

plaats te Beekhuizen en van de landsvaartuigen, waaronder begrepen de dokkosten van deze, voorts brandstoffen, smeermiddelen en machinekamerbehoeften . f 150 820

Algemeene kosten.

Artikel 168. Meubelen, kantoorbehoeften, abonnement op nieuwsbladen en tijdschriften, drukkosten en andere huishoudelijke uitgaven, alsmede reis-, verblijf- en verhuizingskosten van den directeur en van de ambtenaren en beambten van de verschillende afdeelingen, voor zoover daarvoor niet afzonderlijk gelden zijn beschikbaar gesteld . 7 750

Artikel 169. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de landsvaartuigen ten behoeve van de andere onderafdeelingen dan de onderafdeeling verkeer te water. . . . 10 000

f 1192 845

VIIIste AFDEELING.

Brandweer.

Artikel 170. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van het personeel der brandweer . . . . . f 3 857

Artikel 171. Aanschaffing en onderhoud van werktuigen, rijwielen en andere benoodigdheden, zoomede andere uitgaven . 3 250

Artikel 172. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de landsvaartuigen ten behoeve van de VIIIste afdeeling. f 300

f 7 407

IXde AFDEELING.

Pensioenen, wachtgelden, onderstanden en daarmede in verband staande toelagen, voorts uitgaven voor de waarneming van tijdelijk opengevallen betrekkingen, voor gunstgaven en kinderbijslagen, toelage van een broeder in de Orde van den Nederlandschen Leeuw, zoomede uitgaven, verband houdende met den crisistoestand en met de aansluiting van landsgebouwen aan de waterleiding.

Artikel 173. Pensioenen aan gewezen burgerlijke landsdienaren . . . . . f 744 000

Artikel 174. Pensioenen aan weduwen en weezen van overleden burgerlijke landsdienaren . 256 000

Artikel 175. Pensioenen aan gewezen onderwijzers bij het bijzonder onderwijs . . . 45 000

Artikel 176. Pensioenen aan

weduwen en weezen van overleden onderwijzers bij het bijzonder onderwijs . . .	f 4 000	
Artikel 177. Stortingen in het pensioenfonds . . .	*Memorie.*	
Artikel 178. Toelagen van gewezen Nederlandsche ambtenaren en onderwijzers wegens vervulling in Suriname van eene landsbetrekking	629	
Artikel 179. Wachtgelden .	17 500	
Artikel 180. Wachtgelden aan onderwijzers en onderwijzeressen bij het bijzonder onderwijs .	*Memorie.*	
Artikel 181. Onderstanden .	7 000	
Artikel 182. Toelage van een broeder in de Orde van den Nederlandschen Leeuw . .	200	
Artikel 183. Uitgaven, verband houdende met den crisistoestand.	100 000	
Artikel 184. Uitgaven voor de waarneming van tijdelijk opengevallen betrekkingen, voor zoover het niet mogelijk is die aan te wijzee op de artikelen, waaarin de bezoldigingen voor die betrekkingen zijn omschreven .	10 000	
Artikel 185. Gunstgaven en andere onverplichte betalingen .	1 000	
Artikel 186. Kinderbijslagen .	20 000	
		1 205 329

Artikel 187. Vergoedingen aan de N. V. Surinaamsche Waterleiding Maatschappij voor de levering van water ten behoeve van de landsgebouwen (kantoren, scholen, landszieken- en andere inrichtingen) en van personeel aan welks ambtswoning geen regenwaterreservoir en putten verbonden zijn, in verband met de door het land bewerkstelligde aansluiting dier woningen aan de waterleiding . . . . *Memorie.*

Xde AFDEELING.

Onvoorziene uitgaven.

Artikel 188. Onvoorziene uitgaven . . . . . f 50 000

f 6 695 041

(zes millioen zes honderd vijf en negentig duizend een en veertig gulden).

Artikel II.

Wanneer het bedrag uitgetrokken bij een der *artikelen* 1, 2, 4, 5, 7 tot en met 9, 11, 12, 15 tot en met 20, 23, 24, 26, 28, 30 tot en met 32, 34 tot en met 38, 40 tot en met 47, 49, 51, 55 tot en met 59, 61, 62, 64, 66 tot en met 69, 73 tot en met 77, 80, 83, 85, 87, 89 tot en met 93, 96, 97 tot en met 100, 104, 106, 108, 110, 112 tot en met 115, 117, 119, 121 tot en met 123, 125 tot en met 129, 133 tot en met 135, 137 tot en met 148, 150, 152 tot en met 155, 158 tot en met 160, 162, 165, 167 tot en met 169, 171 tot en met 176, 178, 179, 181, 183 tot en met 186 van de bij deze verordening voorloopig vastgestelde begrooting ontoereikend wordt bevonden, mag het, evenals de bij de *artikelen* 10, 50, 157, 163, 177, 180 en 187 voor *Memorie* uitgetrokken posten, door overschrijving uit *artikel* 188 dier begrooting worden aangevuld.

Artikel III.

Op *artikel* 188 van de bij deze verordening voorloopig vastgestelde begrooting worden aangewezen de uitgaven voor de in den loop van het dienstjaar opkomende behoeften, welke niet in de begrooting zijn omschreven.

De uitgaven worden in de rekening gebracht en omschreven in zoovele bijzondere posten, als zij gelijksoortige onderwerpen betreffen.

Artikel IV.

Ter goedmaking van de uitgaven, begrepen in de koloniale huishoudelijke begrooting van *Suriname* voor het dienstjaar 1936 worden over dat jaar gebezigd de na te noemen middelen en inkomsten, te weten:

A. Directe en indirecte belastingen.

1. inkomstenbelasting;
2. belasting op de huurwaarde van gebouwen met de daarbij behoorende erven;
3. paardengeld;
4. accijns op het binnenlandsch gedistilleerd;
5. recht op verlofbewijzen tot verkoop van gedistilleerd;
6. invoerrechten;
7. opcenten op de invoerrechten;
8. belasting op goud;
9. belasting op bauxiet;
10. belasting op lucifers;
11. zegelrechten;
12. geneeskundige belasting;
13. successie- en overgangsrechten;
14. hondenbelasting;
15. rij- en voertuigenbelasting;
16. belasting op publieke vermakelijkheden;
17. heffingen in het bijzonder voor den aanleg, het onderhoud en de verbetering van straten en wegen.

B. Inkomsten van onderscheiden aard.

1. leges, geheven ter gouvernements-secretarie ;
2. justeerloonen van den ijker ;
3. griffierechten ;
4. boeten, ontvangsten wegens vervolgingen en aanmaningen, opbrengst van verbeurdverklaringen en van dubbelen van aanslagbiljetten en terugbetalingen van gerechts- en proceskosten ;
5. betalingen ten behoeve van het hulpkantoor voor den industrieelen eigendom ;
6. opbrengst van vuurwapenvergunningen ;
7. opbrengst van marktvergunningen ;
8. vergoeding bij het aangaan van overeenkomsten met arbeiders voor de boschbedrijven ;
9. aandeel in het werkloon der gevangenen ;
10. opbrengst van de landings- en vestigingsgelden ;
11. landtaxen of akkergelden ;
12. huren, erfpachten, recognities, verkoopingen van domeinen en afkoop van zakelijke rechten ;
13. vergunnings- en concessierechten voor het ontginnen van balata op domeingrond ;
14. retributie voor balata, verkregen op domeingrond ;
15. vergunningsrecht als opkooper van balata ;
16. vergunnings- en andere rechten voor het ontginnen van bauxiet op domeingrond ;
17. vergunnings- en concessierechten voor het ontginnen van andere delfstoffen dan bauxiet op domeingrond ;
18. vergunningsrecht voor het doen van onderzoek naar de aanwezigheid van hout en naar de geschiktheid van terreinen voor landbouw en concessierecht voor het bewerken van hout ;
19. retributie voor hout, verkregen op domeingrond ;
20. terugbetaling van voorschotten en rente voor deze voorschotten ;
21. ontvangsten inzake den in- en uitvoer van goederen ;
22. weeg-, roei- en bergloonen en entrepôtrechten ;
23. opbrengst van de posterij ;
24. teruggave van de uit 's lands kas bestreden kosten ten behoeve van de postspaarbank ;
25. opbrengst van den lands-radiotelegraafdienst ;

26. vergoedingen, geheven voor de verrichtingen van den hypotheekbewaarder ;
27. aandeel in de winst van de Surinaamsche Bank ;
28. opbrengst van de landsschool voor meer uitgebreid lager onderwijs (Hendrikschool) ;
29. opbrengst van de landsschool voor uitgebreid lager onderwijs (Van Sypesteynschool) ;
30. opbrengst van de landsscholen voor gewoon lager onderwijs ;
31. storting in 's lands kas van de bij het bijzonder onderwijs op de scholen voor meer uitgebreid lager onderwijs, voor uitgebreid lager onderwijs en voor gewoon lager onderwijs geheven schoolgelden ;
32. examengelden ;
33. verkochte zaden, planten, enz. ;
34. opbrengst van de landsstalweiden ;
35. opbrengst van het burger-ziekenhuis ;
36. opbrengst van de geneeskundige school ;
37. opbrengst van het slachthuis te Paramaribo ;
38. opbrengst van het landbouwbedrijf in de inrichting ter verpleging van krankzinnigen ;
39. begrafenisrechten ;
40. huur van landsgebouwen en van daarin aanwezige gasleidingen ;
41. bijdragen voor het onderhoud van hoofdverkeerswegen in de districten ;
42. vervoer- en vrachtgelden van den landsspoorweg, enz. ;
43. opbrengst van den landstelefoondienst ;
44. vervoer- en vrachtgelden van de landsvaartuigen, buiten de verrekeningsinkomsten, genoemd in het middel B/45 ;
45. vervoer- en vrachtgelden van de landsvaartuigen, verkregen door verrekening met andere bestuursafdeelingen wegens te haren behoeve verleende vervoerdiensten ;
46. andere ontvangsten van den landsspoorweg en van de landsvaartuigen ;
47. inkomsten ingevolge de havenverordening ;
48. vervoergelden van den landsveerdienst ;
49. inhoudingen en stortingen voor pensioen ;
50. renten van de kapitalen, afkomstig van het opgeheven West-Indisch pensioenfonds ;
51. terugbetaling door de Evangelische Broedergemeente van het haar in 1926 verleend voorschot (6e termijn) ;

52. terugbetaling door de Protestantsche vereeniging tot verpleging van lepralijders in Suriname (Bethesda) van het haar in de jaren 1932 en 1933 verleend renteloos voorschot (2e termijn);
53. verschillende ontvangsten.

C. Bijdrage uit 's Rijks schatkist tot aanvulling van de Surinaamsche geldmiddelen.

Gegeven te Paramaribo, den 16den Mei 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 29sten Mei 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 57.

Raming der opbrengst van de middelen en inkomsten van Suriname voor het dienstjaar 1936.

	Middelen en inkomsten.		Geraamd bedrag.
	A. Directe en indirecte belastingen.		
1.	inkomstenbelasting	f	280 000
2.	belasting op de huurwaarde van gebouwen met de daarbij behoorende erven		95 000
3.	paardengeld		25
4.	accijns op het binnenlandsch gedistilleerd		70 000
5.	recht op verlofbewijzen tot verkoop van gedistilleerd		35 000
6.	invoerrechten		1 450 000
7.	opcenten op de invoerrechten . .		362 000
8.	belasting op goud		40 000
9.	belasting op bauxiet . . .		13 000
10.	belasting op lucifers . . .		9 000
11.	zegelrechten		88 000
12.	geneeskundige belasting . . .		20 000
13.	successie- en overgangsrechten .		10 000
14.	hondenbelasting		6 000
15.	rij- en voertuigenbelasting . .		66 000

Middelen en inkomsten		Geraamd bedrag.
16.	belasting op publieke vermakelijkheden	f 14 000
17.	heffingen in het bijzonder voor den aanleg, het onderhoud en de verbetering van straten en wegen . .	37 800
	B. Inkomsten van onderscheiden aard.	
1.	leges, geheven ter gouvernements-secretarie	7 400
2.	justeerloonen van den ijker . .	700
3.	griffierechten	1 900
4.	boeten, ontvangsten wegens vervolgingen en aanmaningen, opbrengst van verbeurdverklaringen en van dubbelen van aanslagbiljetten en terugbetalingen van gerechts- en proceskosten . .	21 000
5.	betalingen ten behoeve van het hulpkantoor voor den industrieelen eigendom	1 000
6.	opbrengst van vuurwapenvergunningen	7 500
7.	opbrengst van marktvergunningen .	21 000
8.	vergoeding bij het aangaan van overeenkomsten met arbeiders voor de boschbedrijven	1 500

	Middelen en inkomsten	Geraamd bedrag.
9.	aandeel in het werkloon der gevangenen	f 100
10.	opbrengst van de landings- en vestigingsgelden	2 000
11.	landtaxen of akkergelden . .	9 000
12.	huren, erfpachten, recognities, verkoopingen van domeinen en afkoop van zakelijke rechten	80 000
13.	vergunnings- en concessierechten voor het ontginnen van balata op domeingrond	6 000
14.	retributie voor balata, verkregen op domeingrond	5 000
15.	vergunningsrecht als opkooper van balata	300
16.	vergunnings- en andere rechten voor het ontginnen van bauxiet op domeingrond	48 000
17.	vergunnings- en concessierechten voor het ontginnen van andere delfstoffen dan bauxiet op domeingrond . .	30 000
18.	vergunningsrecht voor het doen van onderzoek naar de aanwezigheid van hout en naar de geschiktheid van terreinen voor landbouw en concessierecht voor het bewerken van hout . .	7 500

	Middelen en inkomsten	Geraamd bedrag.
19.	retributie voor hout, verkregen op domeingrond	f 13 000
20.	terugbetaling van voorschotten en rente voor deze voorschotten . .	13 000
21.	ontvangsten inzake den in- en uitvoer van goederen	6 500
22.	weeg-, roei- en bergloonen en entrepôtrechten.	16 000
23.	opbrengst van de posterij . .	80 000
24.	teruggave van de uit 's lands kas bestreden kosten ten behoeve van de postspaarbank	8 630
25.	opbrengst van den lands-radiotelegraafdienst	80 000
26.	vergoedingen, geheven voor de verrichtingen van den hypotheekbewaarder	9 500
27.	aandeel in de winst van de Surinaamsche Bank	*Memorie.*
28.	opbrengst van de landsschool voor meer uitgebreid lager onderwijs (Hendrikschool)	27 000
29.	opbrengst van de landsschool voor uitgebreid lager onderwijs (Van Seypesteynschool)	20 000

	Middelen en inkomsten	Geraamd bedrag
30.	opbrengst van de landsscholen voor gewoon lager onderwijs . . .	*Memorie.*
31.	storting in 's lands kas van de bij het bijzonder onderwijs op de scholen voor meer uitgebreid lager onderwijs, voor uitgebreid lager onderwijs en voor gewoon lager onderwijs geheven schoolgelden	f 80 000
32.	examengelden	5 000
33.	verkochte zaden, planten, enz . .	2 000
34.	opbrengst van de landsstalweiden .	50
35.	opbrengst van het burger-ziekenhuis .	88 000
36.	opbrengst van de geneeskundige school	23 000
37.	opbrengst van het slachthuis te Paramaribo	28 000
38.	opbrengst van het landbouwbedrijf in de inrichting ter verpleging van krankzinnigen	1 500
39.	begrafenisrechten	1 500
40.	huur van landsgebouwen en van daarin aanwezige gasleidingen . .	12 000
41.	bijdragen voor het onderhoud van hoofdverkeerswegen in de districten .	1 400

	Middelen en inkomsten	Geraamd bedrag
42.	vervoer- en vrachtgelden van den landsspoorweg, enz. . . .	f 75 000
43.	opbrengst van den landstelefoondienst	42 000
44.	vervoer- en vrachtgelden van de landsvaartuigen, buiten de verrekeningsinkomsten, genoemd in het middel B/45	182 000
45.	vervoer- en vrachtgelden van de landsvaartuigen, verkregen door verrekening met andere bestuursafdeelingen wegens te haren behoeve verleende vervoerdiensten	80 000
46.	andere ontvangsten van den landsspoorweg en van de landsvaartuigen .	16 000
47.	inkomsten ingevolge de havenverordening	6 000
48.	vervoergelden van den landsveerdienst	30 000
49.	inhoudingen en stortingen voor pensioen	155 000
50.	renten van de kapitalen, afkomstig van het opgeheven West-Indisch pensioen-fonds	1 173
51.	terugbetaling door de Evangelische Broedergemeente van het haar in 1926 verleend voorschot (6e termijn) .	3 000
52.	terugbetaling door de Protestantsche vereeniging tot verpleging van lepra-	

Middelen en inkomsten		Geraamd bedrag
lijders in Suriname (Bethesda) van het haar in de jaren 1932 en 1933 ververleend renteloos voorschot (2e termijn		f 1 750
53. verschillende ontvangsten . .		66 000
		f 4 019 728
C. Bijdrage uit 's Rijks schatkist :		
1. ter bevordering van de welvaart	f 332 375	
2. ter dekking van het begrootingstekort . .	2 342 938	
		2 675 313
		f 6 695 041

1935. No. 58.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PROCLAMATIE

van den 17den Mei 1935

betreffende de opdracht van het dagelijksch beleid van zaken aan den Heer Mr. P. Kikkert, aangewezen vervanger van den Gouverneur.

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME

brengt ter algemeene kennis, dat hij wegens korte afwezendheid van de hoofdplaats het dagelijksch beleid van zaken van het tijdstip van zijn vertrek op den 19den Mei 1935 tot dat van zijn terugkeer te Paramaribo, overeenkomstig artikel 28bis van het Regeeringsreglement, bij resolutie van heden No. 1623 heeft opgedragen aan den aangewezen vervanger van den Gouverneur, Mr. P. Kikkert, Gouvernements-Secretaris, tevens waarnemend Agent-Generaal en Lid van den Raad van Bestuur.

Paramaribo, 17 Mei 1935.

De Gouverneur voornoemd,

KIELSTRA.

1935. No. 59.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PROCLAMATIE

van den 24sten Mei 1935

betreffende de opdracht van het dagelijksch beleid van zaken aan den Heer Mr. P. Kikkert, aangewezen vervanger van den Gouverneur.

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME

brengt ter algemeene kennis, dat hij wegens korte afwezendheid van de hoofdplaats het dagelijksch beleid van zaken van het tijdstip van zijn vertrek op den *25sten* Mei 1935 tot dat van zijn terugkeer te Paramaribo, overeenkomstig artikel 28bis van het Regeeringsreglement, bij resolutie van heden No. 1698 heeft opgedragen aan den aangewezen vervanger van den Gouverneur, Mr. P. Kikkert, Gouvernements-Secretaris, tevens waarnemend Agent-Generaal en Lid van den Raad van Bestuur.

Paramaribo, 24 Mei 1935.

De Gouverneur voornoemd,

KIELSTRA.

1935. No. 59.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME

PROCLAMATIE

van den 25sten Mei 1935

betreffende de opheffing van het dringelijksch Besluit van zaken van den Heer Mr. P. KIRKPATRICK, aangewezen vervanger van den Gouverneur.

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME

brengt ter algemeene kennis, dat Hij wegens korte afwezigheid van de hoofdplaats het dringelijksch besluit van zaken van het tijdelijk van zijn verlof op den 25sten Mei 1935 tot dat van zijn terugkeer te Paramaribo, overeenkomstig artikel 29bis van het Regeeringsreglement, bij resolutie van heden No. 1935 heeft opgedragen aan den aangewezen vervanger van den Gouverneur, Mr. P. KIRKPATRICK, Gouvernements-Secretaris, in- terim waarnemend Agent-Generaal en Lid van den Raad van Bestuur.

Paramaribo, 24 Mei 1935.

De Gouverneur voornoemd,

KIELSTRA.

1935. No. 60.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 28 Mei 1935 No. 1743, *houdende bekendmaking van het Koninklijk besluit van 30 Maart 1935 No. 43, bepalende o.m. de bekendmaking van de mede op Suriname toepasselijk verklaarde overeenkomst van Parijs van 22 December 1934 betreffende de afschaffing van de consulaire visa op gezondheidspassen.*

DE AANGEWEZEN VERVANGER VAN DEN GOUVERNEUR VAN SURINAME, WEGENS KORTE AFWEZENDHEID VAN DEN GOUVERNEUR VAN DE HOOFDPLAATS, MET HET DAGELIJKSCH BELEID VAN ZAKEN BELAST,

Gelezen de missives van den Minister van Staat, Minister van Koloniën van 10 April 1935, 4de afdeeling, Bureau B. O. Z. No. 8/227 en 18 April 1935, 4de afdeeling, Bureau B. O. Z. en 7de afdeeling No. 5/255, zijnde bij die van 18 April l.l., ter bekendmaking van het na te noemen Koninklijk besluit, toegezonden een exemplaar van het Staatsblad No. 166 van 1935, waarin is opgenomen het Koninklijk besluit van 30 Maart 1935 No. 43, bepalende o.m. de bekendmaking van de mede op Suriname toepasselijk verklaarde overeenkomst van Parijs van 22 December 1934 betreffende de afschaffing van de consulaire visa op gezondheidspassen ;

Herlezen de resolutiën van 14 September 1933 No. 3013 en 5 December 1933 No. 3866 ;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit, de daarin genoemde overeenkomsten alsmede de vertalingen daarvan, benevens afschrift van deze resolutie, in het Gouvernementsblad zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 28sten Mei 1935.

KIKKERT.

Uitgegeven, den 3den Juni 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

H. F. ESSER

I. G. S.

Wij WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Gezien de op 22 December 1934 te *Parijs* mede namens de Nederlandsche Regeering gesloten overeenkomsten:

1°. betreffende de afschaffing van de consulaire visa op gezondheidspassen;

2°. betreffende de afschaffing van gezondheidspassen;

van welke overeenkomsten een afdruk en eene vertaling bij dit besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat bij de onderteekening van de onder 1°. vermelde overeenkomst krachtens artikel 3 (*a*) de verklaring is afgelegd, dat de overeenkomst mede toepasselijk zal zijn op *Nederlandsch-Indië* en *Suriname*;

Overwegende mede, dat de onder 1°. bedoelde overeenkomst voor *Nederland*, *Nederlandsch-Indië* en *Suriname* en de onder 2°. bedoelde overeenkomst voor het Rijk in Europa op 1 April 1935 zullen in werking treden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 29sten Maart 1935, Directie van het Protocol, nr. 10872;

Hebben goedgevonden en verstaan:

genoemde overeenkomsten, alsmede de vertalingen daarvan, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 30sten Maart 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *tienden* April 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

ARRANGEMENT CONCERNANT LA SUPPRESSION DES VISAS CONSULAIRES SUR LES PATENTES DE SANTÉ.

Les Gouvernements mentionnés ci-dessous desirant, conformément à l'esprit de l'article 49 (4) et de l'article 57 de la Convention Sanitaire Internationale signée à Paris le 21 juin 1926, réduire autant que possible les formalités auxquelles sont soumis les navires de commerce, les soussignés munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

1. — Chacun des Gouvernements contractants s'engage à ne pas exiger, dans les ports de son territoire métropolitain, que la patente de santé des navirés immatriculés dans les territoires métropolitains des autres Gouvernements contractants soit revêtue de visas de ses Consuls, quelle que soit la provenance du navire.

2. — Chacun des Gouvernements contractants s'engage à ne pas exiger des navires visés ci-dessus, qui abordent dans ses ports, des documents tels que patente de santé consulaire ou tout autre certificat ou l'accomplissement de formalités rendant inefficace la dispense prévue à l'article 1.

3. (*a*) Chacun des Gouvernements contractants peut déclarer, au moment de la signature ou de l'adhésion, qu'il entend rendre le présent Arrangement applicable à l'ensemble ou à certains de ses colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, territoires sous sa suzeraineté ou sous son mandat.

(*b*) Il aura également la faculté d'adhérer ultérieurement pour l'ensemble ou partie de ces colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, territoires sous sa suzeraineté ou sous son mandat, au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement français. En ce dernier cas, l'adhésion produira effet six mois après la date de la notification.

(*c*) Chaque Gouvernement contractant pourra à tout moment après l'expiration de la période de cinq années prévue à l'article 5, par une notification écrite au Gouvernement français, déclarer que le présent Arrangement cessera de s'appliquer à l'ensemble ou à certains de ses colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, territoires sous sa suzeraineté ou sous son mandat, auxquels il avait été étendu en vertu des dispositions des paragraphes précédents. Cette décision produira effet six mois après la date de ladite notification.

(*d*) Le Gouvernement français informera immédiatement les Gouvernements contractants et l'Office International d'Hygiène Publique des notifications qu'il aura reçues en vertu des dispositions des deux paragraphes précédents, en indiquant la date de chaque notification.

Les navires immatriculés dans des territoires auxquels est applicable le présent Arrangement en vertu des précédents paragraphes du présent article auront droit au bénéfice des dispositions des articles 1 et 2.

4. — Tout Gouvernement non signataire du présent Arrangement, autre que le Gouvernement d'un des territoires visés à l'article 3, peut ultérieurement y adhérer à tout moment. Les adhésions seront effectuées au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement français et prendront effet six mois après la date de la notification. Le Gouvernement français informera les Gouvernements participants et l'Office International d'Hygiène Publique de chaque adhésion et de la date de la notification.

5. — Le présent Arrangement peut être dénoncé par tout Gouvernement contractant à tout moment après l'expiration de cinq années à compter de la date de ce jour. Les denonciations seront effectuées au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement français et prendront effet six mois après la date de la notification.

Le Gouvernement français informera immédiatement les Gouvernements participants et l'Office International d'Hygiène Publique de toutes les dénonciations reçues et de la date de chaque dénonciation.

6. — Le présent Arrangement ne fait aucun obstacle à la conclusion par les Gouvernements contractants d'accords particuliers entre eux ou avec des pays qui n'y sont pas participants, accords

portant dispense de visas consulaires sur la patente de santé. Chacun de ces accords sera déposé entre les mains du Gouvernement français, qui en donnera connaissance à l'Office International d'Hygiène Publique et aux Gouvernements participant au présent Arrangement.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement, qui entrera en vigueur le premier Avril mil neuf cent trente cinq.

Fait à Paris, le 22 Décembre 1934 en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement français.

Pour l'Australie:

(*L.S.*) George R. Clerk.

Pour la Grande-Bretagne:

(*L.S.*) George R. Clerk.

Pour le Danemark:

Sous réserve de ratification.

(*L.S.*) O. Sehested.

Pour l'Estonie:

Le présent Arrangement entrera en vigueur, en ce qui concerne l'Estonie, dès le moment de la notification au Gouvernement français de sa ratification.

(*L.S.*) O. Strandman.

Pour le France:

(*L.S.*) Pierre Laval.

Pour la Grèce:

(*L.S.*) Politis.

Pour Lettonie:

En signant le présent arrangement, le Gouvernement letton tient à déclarer qu'il n'acceptera la dispence du visa que sous la condition que les patentes de santé soient délivrées par des fonctionnaires de Gouvernement ou des personnes dûment assermentées.

(*L.S.*) O. Grosvald.

Pour la Lithuanie:

La Lithuanie n'entend pas, par sa signature du présent arrangement, préjuger de son attitude future au régard de la Convention Sanitaire Internationale du 21 juin 1926.

(*L.S.*) P. KLIMAS.

Pour la Norvège:

(*L.S.*) H. H. BACHKE.

Pour la Nouvelle-Zélande:

(*L.S.*) GEORGE R. CLERK.

Pour les Pays-Bas:

Conformément à l'article 3 (*a*) le présent arrangement s'appliquera aux Indes Néerlandaises et au Surinam.

(*L.S.*) J. LOUDON.

Pour la Suède:

(*L.S.*) EINAR HENNINGS.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

(*L.S.*) ERIC H. LOUW.

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

(*L.S.*) MARCEL ROSENBERG.

Pour la Yougoslavie:

(*L.S.*) M. SPALAIKOVITCH.

VERTALING.

OVEREENKOMST BERTREFFENDE DE AFSCHAFFING VAN DE CONSULAIRE VISA OP GEZONDHEIDS-PASSEN.

De hieronder genoemde Regeeringen, verlangende om in den geest van artikel 49 (4) en van artikel 57 van het Internationaal Sanitair Verdrag, geteekend te Parijs op 21 Juni 1926, de formaliteiten, waaraan de handelsschepen zijn onderworpen, zooveel mogelijk te beperken, zoo zijn de ondergeteekenden, voorzien van in goeden en vereischten vorm bevonden volmachten, overeengekomen omtrent de volgende bepalingen:

1. Elke van de contracteerende Regeeringen verbindt zich om in de havens van haar moederland, niet te eischen, dat de gezondheidspas van de schepen, ingeschreven in de registers van het moederland der andere contracteerende Regeeringen, moet voorzien zijn van de visa van hare consuls, welke ook de herkomst van het schip zij.

2. Elke der contracteerende Regeeringen verbindt zich om van de hierboven bedoelde schepen, die hare havens aandoen, niet te eischen documenten, zooals een consulaire gezondheidspas of eenig ander certificaat of de vervulling van formaliteiten, waardoor de vrijstelling, bedoeld in artikel 1, krachteloos zou worden.

3. (*a*) Elke der contracteerende Regeeringen kan op het tijdstip van de onderteekening of van de toetreding verklaren, dat zij deze Overeenkomst toepasselijk wenscht te doen zijn op het geheel of op sommige van hare koloniën, overzeesche gebiedsdeelen, protectoraten, gebieden onder haar souvereiniteit of mandaatlanden.

(*b*) Zij zal tevens de bevoegdheid hebben, op een later tijdstip toe te treden voor het geheel of een gedeelte van hare koloniën, overzeesche gebiedsdeelen, protectoraten, gebieden onder haar souvereiniteit of mandaatlanden, door middel van eene schriftelijke kennisgeving, gericht aan de Fransche Regee-

ring. In het laatste geval zal de toetreding van kracht worden zes maanden na dagteekening van de kennisgeving.

(*c*) Elke contracteerende Regeering zal te allen tijde na afloop van de periode van vijf jaar, bedoeld in artikel 5, door eene schriftelijke kennisgeving aan de Fransche Regeering kunnen verklaren, dat deze Overeenkomst ophoudt toepasselijk te zijn op het geheel of op sommige van haar koloniën, overzeesche gebiedsdeelen, protectoraten, gebieden onder haar souvereiniteit of mandaatlanden, waarop zij toepasselijk was verklaard uit hoofde van de bepalingen van de voorafgaande alinea's. Dit besluit zal van kracht worden zes maanden na dagteekening van genoemde kennisgeving.

(*d*) De Fransche Regeering zal onmiddellijk mededeeling doen aan de contracteerende Regeeringen en aan het Internationaal Gezondheidsbureau van de kennisgevingen, die zij uit hoofde van de bepalingen van de beide voorafgaande alinea's ontvangt, onder opgave van de dagteekening van iedere kennisgeving.

(*e*) De schepen, ingeschreven in de gebieden, waarop deze Overeenkomst krachtens de voorafgaande alinea's van dit artikel toepasselijk is, zullen recht hebben op hetgeen te hunnen gunste in de artikelen 1 en 2 is bepaald.

4. Elke Regeering, die deze Overeenkomst niet heeft onderteekend, welke niet de Regeering is van een der gebieden, bedoeld in artikel 3, kan te allen tijde alsnog tot deze Overeenkomst toetreden. De toetredingen zullen geschieden door middel van eene schriftelijke kennisgeving, gericht aan de Fransche Regeering en zullen van kracht worden zes maanden na de dagteekening der kennisgeving. De Fransche Regeering zal mededeeling doen aan de partij zijnde Regeeringen en aan het Internationaal Gezondheidsbureau van iedere toetreding en van de dagteekening van de kennisgeving.

5. Deze Overeenkomst kan door elke contracteerende Regeering te allen tijde worden opgezegd na afloop van vijf jaren, te rekenen van den dag van heden. De opzeggingen zullen geschieden door middel van eene schriftelijke kennisgeving, gericht aan de Fransche Regeering en zullen van kracht worden zes maanden na dagteekening van de kennisgeving.

De Fransche Regeering zal onmiddellijk mededeeling doen aan de partij zijnde Regeeringen en aan het Internationaal Gezond-

heidsbureau van alle ontvangen opzeggingen en van de dagteekening van iedere opzegging.

6. Deze Overeenkomst zal geen enkel beletsel vormen voor de contracteerende Regeeringen, om hetzij onderling, hetzij met niet partij zijnde landen, bijzondere overeenkomsten aan te gaan, houdende vrijstelling van consulaire visa op gezondheidspassen. Elk dezer overeenkomsten zal in handen worden gesteld van de Fransche Regeering, die deze ter kennis zal brengen van het Internationaal Gezondheidsbureau en van de Regeeringen, welke partij zijn bij deze Overeenkomst.

TER OORKONDE WAARVAN de onderscheidene Gevolmachtigden deze Overeenkomst hebben onderteekend, welke in werking zal treden op den eersten April negentien honderd vijf en dertig.

Gedaan te Parijs, den 22 December 1934 in een enkel exemplaar, dat bewaard zal blijven in de archieven van de Fransche Regeering.

Voor Australië:

(*L.S.*) GEORGE R. CLERK.

Voor Groot-Britannië:

(*L.S.*) GEORGE R. CLERK.

Voor Denemarken:

Onder voorbehoud van bekrachtiging.

(*L.S.*) O. SEHESTED.

Voor Estland:

Deze overeenkomst zal in werking treden, voor zooveel Estland betreft, van het oogenblik af, dat aan de Fransche Regeering van de bekrachtiging zal zijn kennis gegeven.

(*L.S.*) O. STRANDMAN.

Voor Frankrijk:

(*L.S.*) PIERRE LAVAL.

Voor Griekenland:

(*L.S.*) POLITIS.

Voor Letland:

Bij het teekenen van deze overeenkomst stelt de Letlandsche Regeering er prijs op te verklaren, dat zij de opheffing der visa slechts aanvaardt op voorwaarde dat de gezondheidspassen zijn afgeleverd door staatsambtenaren of behoorlijk beëdigde personen.

(*L.S.*) O. GROSVALD.

Voor Litauen:

Litauen wenscht niet, door de onderteekening van deze Overeenkomst vooruit te loopen op zijn toekomstige houding ten opzichte van het Internationaal Sanitair Verdrag van 21 Juni 1926.

(*L.S.*) P. KLIMAS.

Voor Noorwegen:

(*L.S.*) H. H. BACHKE.

Voor Nieuw-Zeeland:

(*L.S.*) GEORGE R. CLERK.

Voor Nederland:

In overeenstemming met artikel 3 (*a*) zal deze Overeenkomst van toepassing zijn op Nederlandsch-Indië en op Suriname.

(*L.S.*) J. LOUDON.

Voor Zweden:

(*L.S.*) EINAR HENNINGS.

Voor de Unie van Zuid-Afrika:

(*L.S.*) ERIC H. LOUW.

Voor de Unie van de Socialistische Sowjet-Republieken:

(*L.S.*) MARCEL ROSENBERG.

Voor Zuidslavië:

(*L.S.*) M. SPALAIKOVITCH.

ARRANGEMENT CONCERNANT LA SUPPRESSION DES PATENTES DE SANTÉ.

Les Gouvernements mentionnés ci-dessous désirant, conformément à l'esprit de l'article 49 (4) et de l'article 57 de la Convention Sanitaire Internationale signée à Paris le 21 Juin 1926, réduire autant que possible les formalités auxquelles sont soumis les navires de commerce, les soussignés, munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

1. Tout navire immatriculé dans le territoire métropolitain de l'un des Gouvernements contractants sera, dans tous les ports des territoires métropolitains des autres Gouvernements contractants, dispensé, quelle que soit sa provenance, de produire une patente de santé.

2. Chacun des Gouvernements contractants s'engage à ne pas exiger des navires visés ci-dessus, qui abordent dans ses ports, des documents tels que patente de santé consulaire ou tout autre certificat ou l'accomplissement de formalités rendant inefficace la dispense prévue à l'article 1.

3. (*a*) Chacun des Gouvernements contractants peut déclarer, au moment de la signature ou de l'adhésion, qu'il entend rendre le présent Arrangement applicable à l'ensemble ou à certains de ses colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, territoires sous sa suzeraineté ou sous son mandat.

(*b*) Il aura également la faculté d'adhérer ultérieurement pour l'ensemble ou partie de ces colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, territoires sous sa suzeraineté ou sous son mandat, au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement français. En ce dernier cas, l'adhésion produira effet six mois après la date de la notification.

(*c*) Chaque Gouvernement contractant pourra à tout moment après l'expiration de la période de cinq années prévue à l'article 5, par une notification écrite au Gouvernement français, déclarer

que le présent Arrangement cessera de s'appliquer à l'ensemble ou à certains de ses colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, territoires sous sa suzeraineté ou sous son mandat, auxquels il avait été étendu en vertu des dispositions des paragraphes précédents. Cette décision produira effet six mois après la date de la dite notification.

(*d*) Le Gouvernement français informera immédiatement les Gouvernements contractants et l'Office International d'Hygiène Publique des notifications qu'il aura reçues en vertu des dispositions des deux paragraphes précédents, en indiquant la date de chaque notification.

(*e*) Les navires immatriculés dans des territoires auxquels est applicable le présent Arrangement en vertu des précédents paragraphes du présent article auront droit au bénéfice des dispositions des articles 1 et 2.

4. Tout Gouvernement non signataire du présent Arrangement, autre que le Gouvernement d'un des territoires visés à l'article 3, peut ultérieurement y adhérer à tout moment. Les adhésions seront effectuées au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement français et prendront effet six mois après la date de la notification. Le Gouvernement français informera les Gouvernements participants et l'Office International d'Hygiène Publique de chaque adhésion et de la date de la notification.

5. Le présent Arrangement peut être dénoncé par tout Gouvernement contractant à tout moment après l'expiration de cinq années à compter de la date de ce jour. Les dénonciations seront effectuées au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement français et prendront effet six mois après la date de la notification.

Le Gouvernement français informera immédiatement les Gouvernements participants et l'Office International d'Hygiène Publique de toutes les dénonciations reçues et de la date de chaque dénonciation.

6. Le présent Arrangement ne fait aucun obstacle à la conclusion par les Gouvernements contractants d'accords particuliers entre eux ou avec des pays qui n'y sont pas participants, accords portant dispense de la patente de santé. Chacun de ces accords sera déposé entre les mains du Gouvernement français, qui en donnera connaissance à l'Office International d'Hygiène

Publique et aux Gouvernements participant au présent Arrangement.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement, qui entrera en vigueur le premier Avril mil neuf cent trente cinq.

Fait à Paris, le 22 Décembre 1934 en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement français.

Pour l'Australie:

(*L.S.*) George R. Clerk.

Pour la Grande-Bretagne:

(*L.S.*) George R. Clerk.

Pour le Danemark:

Sous réserve de ratification.

(*L.S.*) O. Sehested.

Pour l'Estonie:

Le présent Arrangement entrera en vigueur, en ce qui concerne l'Estonie, dès le moment de la notification au Gouvernement français de sa ratification.

(*L.S.*) O. Strandman.

Pour la Grèce:

(*L.S.*) Politis.

Pour les Pays-Bas:

(*L.S.*) J. Loudon.

Pour la Suède:

(*L.S.*) Einar Hennings.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

(*L.S.*) Eric H. Louw.

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

(*L.S.*) Marcel Rosenberg.

Pour la Nouvelle-Zélande:

(*L.S.*) George R. Clerk.

VERTALING.

OVEREENKOMST BETREFFENDE DE AFSCHAFFING VAN GEZONDHEIDSPASSEN.

De hieronder genoemde Regeeringen, verlangende om in den geest van artikel 49 (4) en van artikel 57 van het Internationaal Sanitair Verdrag, geteekend te Parijs op 21 Juni 1926, de formaliteiten, waaraan de handelsschepen zijn onderworpen, zooveel mogelijk te beperken, zoo zijn de ondergeteekenden, voorzien van in goeden en vereischten vorm bevonden volmachten, overeengekomen omtrent de volgende bepalingen:

1. Elk schip, ingeschreven in de registers van het moederland van een der contracteerende Regeeringen, zal, in alle havens van het moederland van de andere contracteerende Regeeringen, zijn vrijgesteld van het vertoonen van een gezondheidspas, welke ook de herkomst van het schip zij.

Elke der contracteerende Regeeringen verbindt zich om van de hierboven bedoelde schepen, die hare havens aandoen, niet te eischen documenten, zooals een consulaire gezondheidspas of eenige ander certificaat of de vervulling van formaliteiten, waardoor de vrijstelling, bedoeld in artikel 1, krachteloos zou worden.

3. (*a*) Elke der contracteerende Regeeringen kan op het tijdstip van de onderteekening of van de toetreding verklaren, dat zij deze Overeenkomst toepasselijk wenscht te doen zijn op het geheel of op sommige van haar koloniën, overzeesche gebiedsdeelen, protectoraten, gebieden onder haar souvereiniteit of mandaatlanden.

(*b*) Zij zal tevens de bevoegdheid hebben, op een later tijdstip toe te treden voor het geheel of een gedeelte van haar koloniën, overzeesche gebiedsdeelen, protectoraten, gebieden onder haar souvereiniteit of mandaatlanden, door middel van eene schriftelijke kennisgeving, gericht aan de Fransche Regeering. In het laatste geval zal de toetreding van kracht worden zes maanden na dagteekening van de kennisgeving.

(*c*) Elke contracteerende Regeering zal te allen tijde na afloop van de periode van vijf jaren, bedoeld in artikel 5, door eene schriftelijke kennisgeving aan de Fransche Regeering kunnen verklaren, dat deze Overeenkomst ophoudt toepasselijk te zijn op het geheel of op sommige van haar koloniën, overzeesche gebiedsdeelen, protectoraten, gebieden onder haar souvereiniteit of mandaatlanden, waarop zij toepasselijk was verklaard uit hoofde van de bepalingen van de voorafgaande alinea's. Dit besluit zal van kracht worden zes maanden na dagteekening van genoemde kennisgeving.

(*d*) De Fransche Regeering zal onmiddellijk mededeeling doen aan de contracteerende Regeeringen en aan het Internationaal Gezondheidsbureau van de kennisgevingen, die zij uit hoofde van de bepalingen van de beide voorafgaande alinea's ontvangt, onder opgave van de dagteekening van iedere kennisgeving.

(*e*) De schepen, ingeschreven in de gebieden, waarop deze Overeenkomst krachtens de voorafgaande alinea's van dit artikel toepasselijk is, zullen recht hebben op hetgeen te hunnen gunste in de artikelen 1 en 2 is bepaald.

4. Elke Regeering, die deze Overeenkomst niet heeft onderteekend, welke niet de Regeering is van een der gebieden, bedoeld in artikel 3, kan te allen tijde alsnog tot deze Overeenkomst toetreden. De toetredingen zullen geschieden door middel van eene schriftelijke kennisgeving, gericht aan de Fransche Regeering en zullen van kracht worden zes maanden na de dagteekening der kennisgeving. De Fransche Regeering zal mededeeling doen aan de partij zijnde Regeeringen en aan het Internationaal Gezondheidsbureau van iedere toetreding en van de dagteekening van de kennisgeving.

5. Deze Overeenkomst kan door elke contracteerende Regeering te allen tijde worden opgezegd na afloop van vijf jaren, te rekenen van den dag van heden. De opzeggingen zullen geschieden door middel van eene schriftelijke kennisgeving gericht aan de Fransche Regeering en zullen van kracht worden zes maanden na dagteekening van de kennisgeving.

De Fransche Regeering zal onmiddellijk mededeeling doen aan de partij zijnde Regeeringen en aan het Internationaal Gezondheidsbureau van alle ontvangen opzeggingen en van de dagteekening van iedere opzegging.

6. Deze Overeenkomst zal geen enkel beletsel vormen voor de contracteerende Regeeringen om, hetzij onderling, hetzij met niet partij zijnde landen, bijzondere overeenkomsten aan te gaan, houdende vrijstelling van gezondheidspassen. Elk dezer Overeenkomsten zal in handen worden gesteld van de Fransche Regeering, die deze ter kennis zal brengen van het Internationaal Gezondheidsbureau en van de Regeeringen, welke partij zijn bij deze Overeenkomst.

TER OORKONDE WAARVAN de onderscheidene Gevolmachtigden deze Overeenkomst hebben onderteekend, welke in werking zal treden op den eersten April negentienhonderd vijf en dertig.

Gedaan te Parijs, den 22 December 1934 in een enkel exemplaar, dat bewaard zal blijven in de archieven van de Fransche Regeering.

Voor Australië:

(*L.S.*) GEORGE R. CLERK.

Voor Groot-Britannië:

(*L.S.*) GEORGE R. CLERK.

Voor Denemarken:

Onder voorbehoud van bekrachtiging.

(*L.S.*) O. SEHESTED.

Voor Estland:

Deze overeenkomst zal in werking treden, voor zooveel Estland betreft, van het oogenblik af, dat aan de Fransche Regeering van de bekrachtiging zal zijn kennis gegeven.

(*L.S.*) O. STRANDMAN.

Voor Griekenland:

(*L.S.*) POLITIS.

Voor Nederland:

(*L.S.*) J. LOUDON.

Voor Zweden:

(*L.S.*) EINAR HENNINGS.

Voor de Unie van Zuid-Afrika:

(*L.S.*) ERIC H. LOUW.

Voor de Unie van de Socialistische Sowjet-Republieken:

(*L.S.*) MARCEL ROSENBERG.

Voor Nieuw-Zeeland:

(*L.S.*) R. CLERK.

1935. No. 61.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PUBLICATIE van 13 Juni 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van den 11den April 1935 (Staatsblad No. 184), tot wijziging van het Koninklijk besluit van 20 Januari 1913 (Staatsblad No. 35), laatstelijk gewijzigd bij Koninklijk besluit van 30 December 1933 (Staatsblad No. 811), regelende de voorwaarden, waaronder voor rekening van anderen dan het Rijk aan 's Rijks Munt kan worden gemunt, medailles kunnen worden geslagen en muntstempels of medaillestempels kunnen worden vervaardigd.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de artikelen 2, 2de lid en 3, 3de lid der wet van 28 Mei 1901 (*Staatsblad* n°. 130), houdende bepalingen omtrent het toezicht en de zorg over de zaken der Munt, zooals die wet is gewijzigd bij de wet van 1 Juli 1909 (*Staatsblad* n°. 253);

Op de voordracht van Onze Ministers van Financiën en van Koloniën van 13 Maart 1935, n°. 265, G. Th. en van 13 Maart 1935 n°. 13, 2e afdeeling;

Den Raad van State gehoord (advies van den 26sten Maart 1935, n°. 30);

Gezien het nader rapport van Onze voornoemde Ministers van den 2den April 1935, afdeeling Generale Thesaurie, n°. 127, en den 5den April 1935, 2e afdeeling, n°. 6;

Hebben goedgevonden en verstaan:

te bepalen als volgt:

Artikel 1.

Aan artikel 18 van Ons besluit van 20 Januari 1913 (*Staatsblad* n°. 35), laatstelijk gewijzigd bij Ons besluit van 30 December

1933 (*Staatsblad* nº. 811), wordt een tweede lid toegevoegd, luidende als volgt:

„In bijzondere gevallen kunnen, bij het slaan van medailles, andere gehalten worden gebezigd. De Muntmeester doet hiervan mededeeling aan Onzen Minister van Financiën, met opgave van de redenen, die hem tot de afwijking aanleiding hebben gegeven."

Artikel 2.

In artikel 19 van Ons opgemeld besluit wordt na het tweede lid een nieuw lid opgenomen, luidende als volgt:

„Indien de Muntmeester van oordeel is, dat in bijzondere gevallen het in het eerste lid genoemde tarief te hoog, of te laag is, kan dat tarief door hem worden gewijzigd. Hij doet hiervan mededeeling aan Onzen Minister van Financiën, met opgave van de redenen, die hem tot de wijziging aanleiding hebben gegeven."

Onze Minister van Financiën en van Koloniën zijn belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het *Staatsblad* zal worden geplaatst.

's-Gravenhage, den 11den April 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Financiën,
OUD.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *zes en twintigsten* April 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 13n Juni 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 22sten Juni 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 62.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

VERORDENING van 4 Januari 1935, *tot nadere aanvulling van de Delfstoffenverordening.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende, dat het wenschelijk is de *Delfstoffenverordening*, zooals zij luidt blijkens G. B. 1932 No. 40 en na de sedert daarin bij het Koninklijk besluit van 8 November 1932 No. 43 (G. B. 1933 No. 2) en de verordening van 3 Augustus 1934 (G. B. No. 67) aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, nader aan te vullen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

vastgesteld onderstaande verordening:

Art. 1.

Tusschen de artikelen 18 en 19 van de Delfstoffenverordening (G. B. 1932 No. 40) wordt ingevoegd een artikel 18bis, luidende:

1. De ontginner is verplicht binnen drie jaren na het verkrijgen van de concessie met de ontginning een aanvang te maken en deze krachtig en geregeld voort te zetten, een en ander ter beoordeeling van den Gouverneur.

2. De Gouverneur is bevoegd in bijzondere, te zijner beoordeeling staande, gevallen vergunning te verleenen tot afwijking van het bepaalde in het vorige lid.

3. Behoudens het bepaalde in het 2e lid van dit artikel is de Gouverneur bevoegd bij niet, niet behoorlijke en/of niet tijdige nakoming van de in het eerste lid gestelde verplichting, den Raad van Bestuur gehoord, de concessie in te trekken.

Art. 2.

Voor concessiën, welke bij het in werking treden dezer verordening reeds zijn verleend, gaat de termijn van drie jaren, bedoeld in het eerste lid van het nieuwe artikel 18bis der „Delfstoffenverordening" in twee jaren na den dag der inwerkingtreding.

Art. 3.

Deze verordening treedt in werking met ingang van den dag na dien van hare afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 4den Januari 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 9den Juli 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 63.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

Verordening van 4 Januari 1935 *tot nadere wijziging van de verordening van 1 December 1894 (G. B. 1895 No. 7) betrekkelijk exploitatie van delfstoffen in bevaarbare kreeken en stroomen.*

IN NAAM DER KONINGIN!

De GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende, dat het wenschelijk is de *verordening van 1 December 1894 (G. B. 1895 No. 7) betrekkelijk exploitatie van delfstoffen in bevaarbare kreeken en stroomen*, zooals zij luidt blijkens G.B. 1935 No. 2 en na de sedert daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen bij de verordeningen van 18 Maart 1908 (G.B. No. 32), 24 Juni 1911 (G. B. 1914 No. 35), 29 November 1915 (G.B. No. 78) en 3 Augustus 1934 (G.B. No. 68), nader te wijzigen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten;

vastgesteld onderstaande verordening:

Art. 1.

Het eerste lid van artikel 16 van de verordening van 1 December 1894 (G.B. 1895 No. 7), *betrekkelijk exploitatie van delfstoffen in bevaarbare kreeken en stroomen* wordt gelezen:

„De ontginner is verplicht binnen drie jaren na het verkrijgen van de concessie met de ontginning een aanvang te maken en deze krachtig en geregeld voort te zetten, een en ander ter beoordeeling van den Gouverneur.".

Art. 2.

Deze verordening treedt in werking met ingang van den dag na dien van hare afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 4den Januari 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 9den Juli 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 64.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 9 Juli 1935, *waarbij wordt afgekondigd de wet van den 11den Mei 1935 (Staatsblad No. 277), houdende vaststelling van de Surinaamsche begrooting voor het dienstjaar 1935.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande wet:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat de koloniale huishoudelijke begrooting van *Suriname* voor het dienstjaar 1935 behoort te worden vastgesteld door de wet, omdat de omstandigheid zich voordoet, voorzien bij art. 112, eerste lid, onder 1°, van het Reglement op het beleid der Regering in de kolonie *Suriname*;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Artikel I.

De koloniale huishoudelijke begrooting van *Suriname* voor het dienstjaar 1935 wordt, voor zooveel de uitgaven betreft, vastgesteld als volgt:

Iste AFDEELING.

Algemeen en gewestelijk bestuur, immigratie en kolonisatie.

Gouvernements-secretarie, immigratie en algemeene dienst.

Artikel 1. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den gouvernements-secretaris, tevens agent-generaal voor de immigratie, de ambtenaren en beambten, alsmede toelagen

voor de technische voorlichting ten behoeve van het ijkwezen, aan de ambtenaren van den burgerlijken stand, belast met het voltrekken van huwelijken en aan de ambtenaren bij den dienst van de immigratie en op de kantoren der districts-commissarissen, die bedreven zijn in het spreken van de talen van de Nederlandsch- en de Britsch-Indische immigranten. . f 107 348

Artikel 2. Meubelen, kantoorbehoeften, abonnement op nieuwsbladen en andere uitgaven ten behoeve van de gouvernements-secretarie, van den burgerlijken stand en het bevolkingsregister, van de immigratie en de kolonisatie, het ijkwezen en van den Raad van Bestuur, kosten van vergaderingen en van examens, voor zoover daartoe niet bij andere artikelen afzonderlijke gelden zijn toegestaan, reis-, verblijf- en verhuizingskosten van de ambtenaren en beambten der gouvernements-secretarie, subsidie van het tijdschrift *De West-Indische Gids*, boek- en drukwerken, briefporten, advertentiekosten, telegrammen, schrijfloonen en andere uitgaven voor den algemeenen dienst, alsmede kosten van het immigrantendoorgangshuis te Paramaribo . . . 21 970

Koloniale Staten.

Artikel 3. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den griffier en de ambtenaren en beambten ter griffie 10 013

Artikel 4. Boeken, kantoor-, lokaal- en andere huishoudelijke behoeften, telegrammen, schrijfloonen, druk-

werken, benevens reis- en verblijfkosten van-, alsmede huur van voertuigen voor leden der Koloniale Staten f 6 850

Schutterij te Paramaribo.

Artikel 5. Uitgaven voor de rustende schutterij 50

Gewestelijk bestuur.

Artikel 6. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van de districts-commissarissen, -secretarissen, -klerken, surnumerairs en schrijvers, benevens vergoeding voor het gemis van vrije woning 74 805

Artikel 7. Meubelen en andere uitgaven ten behoeve van de kantoren van de districts-commissarissen, van de plaatsen buiten die kantoren, waar zij zitting houden of huwelijken voltrekken en van de zittingsplaatsen der rechters, alsmede abonnement voor kantoorkosten aan de districts-commissarissen en burger-kapiteins . . 2 350

Artikel 8. Reis-, verblijf- en verhuizingskosten, alsmede kosten voor onderhoud van voertuigen van de ambtenaren van het districtsbestuur 5 000

Artikel 9. Verstrekking van geneesmiddelen en verbandstoffen ten behoeve van in de districten gevestigde ambtenaren en beambten in 's Lands dienst, zoomede van hunne wettige gezinnen, voor zooveel een en ander komt ten laste van 's Lands kas. . 500

Kolonisatie.

Artikel 10. Kosten van aanvoer van immigranten en daarmede in verband staande andere uitgaven . . . . *Memorie.*

Artikel 11. Kosten van terugvoer van immigranten en daarmede in verband staande andere uitgaven, alsmede uitkeeringen aan immigranten, die afzien van het recht op vrije terugreis . . . . . f 192 000

Beheer der Lands-vestigingsplaatsen en -stalweiden.

Artikel 12. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen voor het houden van toezicht op voor den klein-landbouw uitgegeven perceelen land en de Landsstalweiden, zoomede reis-, verblijf- en verhuizingskosten en andere uitgaven 27 052

Artikel 13. Vergoeding voor huishuur en voor het gemis van vrije woning aan een opzichter 300

Boschnegers en Indianen.

Artikel 14. Toelagen van de opperhoofden der Boschnegers en van den vertegenwoordiger van het opperhoofd van den stam der Aucaners, alsmede persoonlijke toelage van den groot-kapitein bij dien stam, Kanapé 2 300

Artikel 15. Vervoerkosten, loonen en geschenken ter vergelding van kleine diensten, begrafeniskosten en andere uitgaven ten behoeve van- of in verband staande met het bestuur over Boschnegers en Indianen 1 500

Overtochts- en vervoerkosten van ambtenaren en gepensionneerden.

Artikel 16. Uit- en terugzending van burgerlijke ambtenaren en daarmede in verband staande uitgaven,

uitkeeringen ingevolge het „West-Indisch detacheeringsbesluit 1930", overtocht van met verlof gaande of van verlof terugkeerende en gepensionneerde ambtenaren met hunne gezinnen, benevens terugbetaling van uit eigen middelen betaalde overtochtskosten	f	30 000
Artikel 17. Kosten, verbonden aan tijdelijke opdrachten aan in Nederland vertoevende Surinaamsche ambtenaren, zoomede aan uitzending van ambtenaren uit Suriname naar Nederland voor studie-doeleinden, een en ander in het belang van den dienst.		3 000
Artikel 18. Vergoeding wegens reis- en verblijfkosten in Nederland tot het ondergaan van een geneeskundig onderzoek door aan den dienst in Suriname verbonden of daarvoor bestemd of te bestemmen personeel .		150
Artikel 19. Reis- en verblijfkosten, alsmede verhuizingskosten van- en huur van voertuigen voor ambtenaren, beambten en andere personen in 's Lands dienst, alsmede voor commissiën, voor zoover daartoe niet bij andere artikelen afzonderlijke kredieten zijn toegestaan . . .		1 000
Begrafenissen van onvermogenden.		
Artikel 20. Kosten van aanschaffing en van herstelling van lijkwagens, draagbaren, kleeden, gereedschappen en andere behoeften voor- alsmede andere kosten, verbonden aan begrafenissen van onvermogenden .		5 100

Andere uitgaven.

Artikel 21. Uitgaven ter viering van verjaardagen van het Koninklijk Huis en van andere volksfeesten . f 2 250

Gouvernements-accountant.

Artikel 22. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den gouvernements-accountant en den surnumerair of klerk op diens kantoor 7 800

Artikel 23. Reis- en verblijfkosten, meubelen, kantoorbehoeften en andere uitgaven van den gouvernements-accountant 500

Artikel 24. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de Landsvaartuigen ten behoeve van de Iste afdeeling 30 000

f 531 838

IIde Afdeeling.

Rechts- en politiewezen.

Hof van Justitie en parket van den procureur-generaal.

Artikel 25. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den president en de leden van-, van den procureur-generaal en den advocaat-generaal bij- en van den griffier van het Hof van Justitie, alsmede van de ambtenaren en beambten, belooning voor het schoonmaken van het gebouw van het Hof van Justitie en van de lokalen, waarin het parket van den procureur-generaal is ondergebracht, zoomede van het gebouw, waarin de rechter-commissaris zitting houdt . f 83 207

Artikel 26. Meubelen, kantoorkosten, boekwerken en andere huishoudelijke uitgaven voor het Hof van Justitie en het parket van den procureur-generaal, drukwerk en abonnement op tijdschriften en nieuwsbladen voor het parket van den procureur-generaal en uitgaven ten behoeve van het hulpkantoor voor den industrieelen eigendom . . . . . f 2 950

Kantongerecht van Paramaribo en rechtspraak in de districten.

Artikel 27. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den kantonrechter van Paramaribo, van den griffier bij het oostelijk ommegaand gerecht en van het hun toegevoegde personeel, alsmede belooning voor het schoonmaken van het gebouw, waarin het kantongerecht van Paramaribo is gevestigd. 24 980

Artikel 28. Meubelen, kantoorkosten en andere huishoudelijke uitgaven voor het kantongerecht van Paramaribo, alsmede abonnement voor kantoorkosten en andere huishoudelijke uitgaven van de griffiers in de districten 650

Gevangenissen.

Artikel 29. Bewaking van veroordeelden en aangehoudenen 36 697

Artikel 30. Bovenkleeding en schoeisel voor de gevangenbewaarders en opzichters in het huis van bewaring te Paramaribo en in de strafgevangenis te Nieuw-Amsterdam. 1 495

Artikel 31. Kantoorkosten voor de beide gevangenissen, zoomede reis- en verblijfkosten, kantoorbehoeften en schrijfloonen voor de commissiën van administratie . . . . . f 450

Artikel 32. Voeding, kleeding, ligging, bewassching, geneesmiddelen en verbandstoffen en verschillende andere uitgaven voor aangehoudenen en veroordeelden, zoomede voor in hechtenis genomenen, alsmede gereedschappen, werktuigen, verlichting en andere huishoudelijke behoeften van de strafgevangenis en huizen van bewaring, enz. en loonen voor het verrichten van huisdiensten door gevangenen 35 575

Rechterlijke politie.

Artikel 33. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en daggelden van het politiepersoneel, het kantoorpersoneel en de schoonmaakster van het politiekantoor te Paramaribo . . 296 480

Artikel 34. Materialen en verdere benoodigdheden voor de bovenkleeding en het schoeisel van de ambtenaren en beambten van politie of toelagen daarvoor 11 000

Artikel 35. Wapenen, munitie, ledergoed, aankoop en onderhoud van rijwielen ten dienste van de politie en toelagen voor het gebruik van eigen rijwielen 8 200

Artikel 36. Loon van roeiers, reis- en verblijfkosten, alsmede verhuizingskosten ten behoeve van de politie . 21 000

Artikel 37. Licht en meubelen voor politieposten, kantoorbehoeften voor het politiekantoor te Paramaribo en de politieposten in de districten . . . 5 150

Artikel 38. Andere uitgaven ten dienste van de politie en huur van politiewoningen . . . . . f 10 970

Toezicht op de Landsbosschen.

Artikel 39. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van de ambtenaren en beambten van den dienst van het toezicht op de Landsbosschen 6 960

Artikel 40. Andere uitgaven voor den dienst van het toezicht op de Landsbosschen 8 750

Algemeene kosten.

Artikel 41. Kosten van uitlevering en uitzetting, kosten van overbrenging van veroordeelden naar of van Nederland en kosten van terugzending van in andere landen zonder middel van bestaan aangetroffen personen, herkomstig van Suriname, alsmede kosten van onderhoud, kleeding, enz. voor die personen, zoolang zij op eene gelegenheid tot terugzending naar Suriname moeten wachten 1 000

Artikel 42. Kosten van den voogdijraad 2 130

Artikel 43. Kosten van vervolgingen en procedures, die geheel of gedeeltelijk ten laste van 's Lands kas komen 6 000

Artikel 44. Reis- en verblijfkosten voor leden van de rechterlijke macht 300

Artikel 45. Kosten van mail-, stop- en brandschoten 100

Artikel 46. Terugbetaling aan het Departement van Justitie in Neder-

land van het door zijne zorg te betalen aandeel van Suriname in de bijdragen van Nederland in de kosten van het kantoor voor het Internationaal Verbond tot bescherming van letterkundige en kunstwerken .	f	100	
Artikel 47. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de Landsvaartuigen ten behoeve van de IIde afdeeling		8 000	
			f 572 144

IIIde Afdeeling.

Geldelijk beheer.

Administratie van financiën, domeinwezen en hypotheekkantoor.

Artikel 48. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en daggelden van den administrateur van financiën en van de ambtenaren en beambten van zijn kantoor	f	82 828	
Artikel 49. Kosten van opmetingen ten behoeve van het domeinwezen .		3 400	
Artikel 50. Uitgaven ter bevordering van het mijnbouwkundig onderzoek en het goudbedrijf. . .		*Memorie.*	
Artikel 51. Voorschotten ter bevordering van den klein- landbouw, van kleine industrieën, van de veeteelt en van de visscherij		6 000	
Artikel 52. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den controleur der belastingen, den koloniale ontvanger en betaalmeester, tevens ontvanger der invoerrechten en accijnzen, den ontvanger der belas-			

tingen in Nickerie en de ambtenaren en beambten van hunne kantoren . f 63 123

Artikel 53. Toelagen van kassiers 800

Artikel 54. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen, daggelden, tafelgelden van- en voeding voor de ambtenaren bij den actieven dienst der belastingen en bij het toezicht op den in- en uitvoer te water, alsmede uitgaven van dien aard voor het overig personeel bij 's Lands middelen 92 191

Artikel 55. Huur van eene woning voor den ambtenaar der belastingen te Moengo 384

Artikel 56. Andere uitgaven voor den dienst der belastingen. . . . 20 700

Artikel 57. Aanwezigheidsgeld voor de leden en den secretaris van de commissie van aanslag en van den Raad van Beroep, alsmede voor de raadslieden voor de inkomstenbelasting, aanwezigheidsgeld voor de leden en toelage van den secretaris van de commissie van beoordeeling van de aangiften voor den verkoop van gedistilleerd, alsmede belooningen en aanwezigheidsgeld voor de leden van den Raad van Beroep, enz. inzake toepassing van de tariefverordening. 1 050

Artikel 58. Toelage van den secretaris en onkosten van de Kamer van koophandel en fabrieken te Paramaribo 400

Artikel 59. Uitgaven voor de bevordering van den afzet van Surinaamsche producten op Curaçao. . . . 2 000

Posterij en telegrafie.

Artikel 60. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van het personeel der posterij . . . . . f 30 292

Artikel 61. Uitkeeringen, betalingen en andere uitgaven voor den binnen- en buitenlandschen postdienst 18 580

Artikel 62. Uitgaven ten behoeve van de postspaarbank 8 662

Artikel 63. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen, daggelden of andere belooningen van het personeel bij den Lands-radiotelegraafdienst 31 088

Artikel 64. Kosten van onderhoud van de radio-telegraafstations en daarbij behoorende werken, aanschaffing en onderhoud van gereedschappen, werktuigen, brandstoffen, smeermiddelen, aankoop van electrischen stroom en andere uitgaven ten behoeve van den Lands-radiotelegraafdienst . . 21 690

Gouvernements-commissaris bij de Surinaamsche Bank.

Artikel 65. Toelage van den gouvernements-commissaris in Nederland bij de Surinaamsche Bank 600

Algemeene kosten.

Artikel 66. Meubelen, schrijfbehoeften, abonnement op nieuwsbladen, briefporten, drukkosten, schrijfloonen en andere uitgaven voor het kantoor van den administrateur van financiën, voor het hypotheekkantoor, voor het kantoor van den controleur der belastingen, voor de kantoren der ontvangers en voor

de postkantoren, zoomede kosten van aanmaak van zegelpapier en postwaarden, benevens kosten, vallende op het overmaken van geld van en naar Suriname en voor het schatten der verkoopwaarde van onroerende goederen met het oog op de toepassing van de zegelverordening	f	17 000	
Artikel 67. Reis-, verblijf- en verhuizingskosten		1 500	
Artikel 68. Rente en aflossing van geleende gelden		405 640	
Artikel 69. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de Landsvaartuigen ten behoeve van de IIIde afdeeling.		1 700	
			f 809 628

IVde Afdeeling.

Eeredienst, onderwijs en armenzorg.

Eeredienst.

Artikel 70. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en vergoeding voor huishuur van de predikanten der Hervormde en Luthersche Gemeenten, van geestelijken der Roomsch-Katholieke Gemeente en van godsdienstleeraren der Evangelische Broedergemeente en der Nederlandsch-Portugeesch-Israëlietische Gemeenten	f	81 850	
Artikel 71. Bijdragen voor den eeredienst aan de beide Israëlietische gemeenten		3 000	

Onderwijs.

Artikel 72. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den in-

specteur voor het onderwijs en van de ambtenaren en beambten van zijn kantoor, zoomede abonnement voor den secretaris der commissie van onderwijs voor kantoorbehoeften en schrijfloonen f 21 935

Artikel 73. Meubelen, kantoorbehoeften, drukkosten, rijwieltoelage van den bode op het kantoor van den inspecteur voor het onderwijs en andere kleine uitgaven, alsmede reis- en verblijfkosten van den inspecteur voor het onderwijs en kosten van examens 3 200

Uitgaven voor het openbaar onderwijs.

Artikel 74. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van bij de scholen werkzaam zijnd personeel, zoomede kosten van bewaken en schoonhouden van de scholen. . . 349 110

Artikel 75. Uitgaven voor het naar en van school vervoeren van onderwijzers aan districtsscholen en van schoolkinderen in de districten . . 3 400

Artikel 76. Huur van gebouwen of lokalen, vergoeding voor huishuur aan onderwijzers, aan wie eene landswoning niet kan worden aangewezen, uitgaven ten behoeve van schooltuinen, schoolmeubelen, schoolbehoeften en andere uitgaven . . . 23 600

Uitgaven voor het bijzonder onderwijs.

Artikel 77. Uitkeeringen ten behoeve van het bijzonder onderwijs . 686 184

Landbouwonderwijs.

Artikel 78. Toelagen van onderwijzers, in het bezit van de akte landbouwkunde 1 100

Andere uitgaven in verband met onderwijs en opvoeding.

Artikel 79. Uitkeeringen aan bijzondere inrichtingen en instellingen	f	8 660
Artikel 80. Kosten van vervoer en studie van jongelieden, die buiten Suriname eene opleiding ontvangen		2 000
Artikel 81. Uitkeeringen aan opvoedingsgestichten, enz.		17 577
Artikel 82. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen van den bewaarder en den bediende van de Landsboekerij, zoomede loon voor eene schoonmaakster, benevens vergoeding voor het gemis van vrije woning		2 090
Artikel 83. Kosten van de Landsboekerij		950

Armenzorg.

Artikel 84. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en persoonlijke toelage van den directeur-armverzorger, daggelden en toelagen van het personeel en abonnement voor kantoorbehoeften, enz. van de commissie van regenten van het gesticht Landsgrond Boniface.		12 245
Artikel 85. Uitgaven ten behoeve van de ouden, gebrekkigen en onvermogenden binnen en buiten het gesticht Landsgrond Boniface . . .		58 500
Artikel 86. Bijdragen voor weezenverzorging aan kerkgenootschappen en voor onderhoud van weezen van immigranten.		31 224

Artikel 87. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de Landsvaartuigen ten behoeve van de IVde afdeeling . . . . . f 16 000

f 1 322 625

Vde AFDEELING.

Landbouwproefstation.

Algemeene dienst.

Artikel 88. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den directeur van het landbouwproefstation en de ambtenaren en beambten, verbonden aan het proefstation f 53 912

Cultuurtuin.

Artikel 89. Kosten van den cultuurtuin en van het seligeeren van cultuurgewassen 13 050

Onderzoekingen, enz.

Artikel 90. Uitgaven ten behoeve van den meteorologischen dienst. . 500

Artikel 91. Kosten van den phytopathologischen dienst en bestrijding van plantenziekten 1 500

Artikel 92. Kosten van veldproeven, onderzoekingen en proefnemingen 10 500

Artikel 93. Uitgaven ter verbetering van de pluimveeteelt . . 500

Artikel 94. Uitkeering aan de commissie van advies en onderzoek inzake Surinaamsche houtsoorten, zoomede toelage, bureau- en andere uitgaven van den raadsman voor het groot-houtbedrijf 600

Algemeene kosten.

Artikel 95. Algemeene kosten van het landbouwproefstation . . . . f 5 800

Artikel 96. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de Landsvaartuigen ten behoeve van de Vde afdeeling 2 000

———— f 88 362

VIde AFDEELING.

Openbare Gezondheidsdienst.

Kantoor van den geneeskundig-inspecteur.

Artikel 97. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den geneeskundig-inspecteur en van de ambtenaren en beambten van zijn kantoor . . . . . f 19 700

Openbare gezondheidsdienst in het algemeen.

Artikel 98. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van districtsgeneesheeren en van geneesheeren, belast met de armenpraktijk te Paramaribo, zoomede toelagen van hunne vervangers, van geneesheeren voor speciale bevoegdheden en van den beambte, belast met het onderzoek naar den maatschappelijken welstand van aanvragers van genees- en verloskundige hulp 75 953

Artikel 99. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van het verplegend personeel bij de poliklinieken 23 596

Artikel 100. Uitgaven voor geneesmiddelen en geneeskundige benoodigdheden — met inbegrip van de kosten van het gereedmaken hiervan — ten behoeve van de andere geneeskundige diensten dan die van het Burgerziekenhuis en van andere takken van dienst voor zoover niet bij andere artikelen daartoe afzonderlijke kredieten zijn toegestaan . . f 29 000

Artikel 101. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van vroedvrouwen, tevens hulppersoneel bij den medischen dienst in de districten . 3 760

Artikel 102. Andere uitgaven voor den openbaren gezondheidsdienst, voor zoover daartoe niet bij andere artikelen afzonderlijke kredieten zijn toegestaan 6 150

Hygiënische dienst.

a. *Bestrijding van volks- en besmettelijke ziekten.*

Artikel 103. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van de geneesheeren en het personeel, werkzaam bij de bestrijding van volks- en besmettelijke ziekten . . 22 497

Artikel 104. Kosten, verband houdende met de bestrijding van volks- en besmettelijke ziekten 10 600

b. *Keuringsdienst.*

Artikel 105. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den gouvernements-scheikundige, den

keurmeester voor levensmiddelen en den hulpkeurmeester. . . . . f 9 474

Artikel 106. Kosten in verband met de keuring van levensmiddelen 500

c. *Slachthuis en veeteelt.*

Artikel 107. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen, daggelden en loonen van den gouvernementsveearts, tevens directeur van het slachthuis te Paramaribo, den hulpkeurmeester en het lagere personeel van het slachthuis 11 245

Artikel 108. Aanschaffing en onderhoud van gereedschappen, brandstoffen en kantoorbehoeften, enz. voor het slachthuis te Paramaribo . 1 600

Artikel 109. Uitgaven ter verbetering van de veeteelt (met uitzondering van de pluimveeteelt), alsmede daarmede verband houdende premiën 1 000

Ziekenhuiswezen, w. o. gestichten, inrichtingen, enz., verband houdende met den openbaren gezondheidsdienst, gelijk mede bijdragen aan dergelijke gestichten, enz.

a. *Burgerziekenhuis.*

Artikel 110. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen, loonen, voedinggelden en andere vergoedingen van het personeel van het Burgerziekenhuis en van de aan dit ziekenhuis verbonden apotheek en het bijbehoorend magazijn van geneesmiddelen. 207 054

Artikel 111. Kosten van behandeling, verpleging en andere uitgaven ten behoeve van de zieken in het Burgerziekenhuis — de kosten van de aan dit ziekenhuis verbonden apotheek en het bijbehoorend magazijn van geneesmiddelen daarin begrepen — voor zooveel een en ander komt ten laste van 's Lands kas . f 147 000

b. *Buitengasthuis.*

Artikel 112. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen, loonen en voedinggelden van het personeel van het Buitengasthuis, gelijk mede toelage van den directeur van het weldadigheidsgesticht Landsgrond Boniface 12 132

Artikel 113. Kosten van behandeling en verpleging en andere uitgaven ten behoeve van de zieken in het Buitengasthuis, voor zooveel een en ander komt ten laste van 's Lands kas 14 000

c. *Verzorging van burgerpersonen in andere ziekeninrichtingen.*

Artikel 114. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van het verplegend personeel in de Landsziekenhuizen in Nickerie en te Albina 2 758

Artikel 115. Kosten van behandeling en verpleging en andere uitgaven ten behoeve van de zieken in de Landsziekenhuizen in Nickerie en te Albina en in andere ziekeninrichtingen, voor zooveel een en ander komt ten laste van 's Lands kas . 14 800

d. *Landsinrichting ter verpleging van krankzinnigen.*

Artikel 116. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en daggelden van den geneesheer-directeur en het personeel van de Landsinrichting ter verpleging van krankzinnigen . . . . . f 35 020

Artikel 117. Onderhoud en andere uitgaven ten behoeve van krankzinnigen, alsmede kosten van kantoorbehoeften en van aanschaffing van boeken en tijdschriften en uitgaven voor het landbouwbedrijf in de inrichting ter verpleging van krankzinnigen 31 000

e. *Landsinrichting voor melaatschen.*

Artikel 118. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en daggelden van den geneesheer-leproloog en het personeel van de Landsinrichting voor melaatschen 32 070

Artikel 119. Uitgaven ten behoeve van de verpleegden en van het personeel van die inrichting, alsmede kosten van kantoorbehoeften, aankoop van boeken en aankoop en herstelling van instrumenten 46 250

f. *Bijdragen aan gestichten, enz.*

Artikel 120. Bijdragen aan particuliere inrichtingen tot afzondering en verpleging van melaatschen . . . 96 625

Artikel 121. Bijdragen en verstrekkingen aan particuliere klinieken in het boschland 1 400

Geneeskundige school.

Artikel 122. Toelagen van de leeraren aan de geneeskundige school f 10 200

Artikel 123. Behoeften voor de geneeskundige school 1 500

Algemeene kosten.

Artikel 124. Meubelen, kantoorbehoeften, drukkosten en andere kleine uitgaven, alsmede reis-, verblijf- en verhuizingskosten van den geneeskundig-inspecteur, de districtsgeneesheeren en de ambtenaren en beambten van de verschillende afdeelingen, voor zoover daarvoor niet afzonderlijk gelden zijn beschikbaar gesteld, zoomede kosten van examens 6 200

Artikel 125. Huur van woningen en vergoedingen voor het gemis van vrije woning aan districtsgeneesheeren en geneesheeren, belast met de armenpraktijk te Paramaribo, met de bestrijding van volks- en besmettelijke ziekten en met de geneeskundige behandeling in het Buitengasthuis en aan verplegers, verpleegsters en vroedvrouwen in de districten, zoomede huur van gebouwen ten behoeve van de poliklinieken van de armenpraktijk te Paramaribo en in de districten 4 860

Artikel 126. Vergoeding voor vervoermiddelen van districtsgeneesheeren, van geneesheeren, belast met de armenpraktijk te Paramaribo en met de bestrijding van volks- en besmettelijke ziekten, van het hulppersoneel en van den gouvernements-

veearts; teruggaaf van uitgaven voor de bemanning der vaartuigen van de districtsgeneesheeren, zoomede kosten van autohuur ten behoeve van de geneeskundige inspectie . . . f 13 052

Artikel 127. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de Landsvaartuigen ten behoeve van de VIde afdeeling 20 000

——— f 910 996

VIIde Afdeeling.

Openbare werken en Verkeer.

Algemeene dienst.

Artikel 128. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den directeur van openbare werken en verkeer en van de ambtenaren en beambten van zijn kantoor . . . f 49 418

Openbare Werken.

a. *Algemeen toezicht.*

Artikel 129. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van de technische ambtenaren en de opzichters, werkzaam bij den dienst der openbare werken 29 210

b. *Landsgebouwen en toebehooren.*

Artikel 130. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van het werkliedenpersoneel, dat blijvend werkzaam is ten behoeve van de Landsgebouwen, gelijk mede uitgaven voor tijdelijke versterking of ter tijdelijke vervanging van dit personeel. 26 081

Artikel 131. Onderhoud en verbetering van de Landsgebouwen met hun toebehooren, kosten van onderhoud en feestverlichting van den bij het Gouvernementshuis behoorenden tuin, kosten voor klokken en voor aanschaffing van vlaggen en lijnen, zoomede huur van perceelen tot plaatsing van dienstwoningen voor het Landspersoneel . . . . . f 106 930

Artikel 132. Uitgaven voor logeergebouwen in de districten voor in dienst reizende ambtenaren . . . 1 250

c. *Land- en waterwegen en hetgeen daartoe behoort en openbare begraafplaatsen.*

Artikel 133. Onderhoud van den baggermolen en daarbij behoorend materieel 1 250

Artikel 134. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van het werkliedenpersoneel, dat blijvend werkzaam is ten behoeve van de land- en waterwegen, gelijk mede uitgaven voor tijdelijke versterking of ter tijdelijke vervanging van dit personeel 29 877

Artikel 135. Onderhoud en reiniging, zoomede aanleg en verbetering van land- en waterwegen en daarmede in verband staande werken te Paramaribo en in de districten en andere uitgaven te dier zake . . . 249 535

Artikel 136. Uitgaven voor de besproeiing van straten en wegen te Paramaribo 3 000

Artikel 137. Uitgaven ten behoeve van den vuilnisdienst te Paramaribo 11 000

Artikel 138. Kosten van de openbare verlichting te Paramaribo en in de districten . . . . . f 27 000

Artikel 139. Uitgaven voor het onderhoud van de openbare begraafplaatsen, alsmede loon van los aangehuurd personeel 900

d. *Nieuwe werken en buitengewone onderhoudskosten aan Landsgebouwen, enz.*

Artikel 140. Kosten van nieuwe werken, buitengewone uitgaven voor onderhoud en herstelling van Landsgebouwen en eigendommen en aankoop van onroerende goederen . . 13 000

e. *Landvoorziening voor den kleinlandbouw en onderhoud van de Landsvestigingsplaatsen en Landsstalweiden.*

Artikel 141. Kosten van het beschikbaar stellen van land ten behoeve van den klein-landbouw 17 500

Artikel 142. Onderhoud en verbetering van Landsvestigingsplaatsen en andere vestigingen van klein-landbouwers zoomede van Landsstalweiden 36 000

Verkeer te land.

a. *Bedrijfs- en daarmede verband houdende kosten van den Landsspoorweg.*

Artikel 143. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van de spoorweg-ambtenaren en -beambten, uitgaven voor tijdelijke versterking of ter tijdelijke vervanging van dit

personeel en kosten voor geneesmiddelen en verbandstoffen . . . . f 36 822

b. *Gewoon- en buitengewoon onderhoud van de baanvakken en de daarbij behoorende kunstwerken, zoomede buitengewone aanschaffing hiervoor.*

Artikel 144. Aanschaffing, gewoon en buitengewoon onderhoud van de baanvakken en daarbij behoorende kunstwerken, van de gebouwen en inrichtingen, met uitzondering van die te Beekhuizen, en andere uitgaven ten behoeve van den vervoerdienst . 63 943

Telefoonwezen.

a. *Bedrijfs- en daarmede verbandhoudende kosten.*

Artikel 145. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den technisch ambtenaar en de beambten bij den dienst van het telefoonwezen, zoomede kosten voor geneesmiddelen en verbandstoffen 32 120

b. *Onderhoud en verbetering van het Landstelefoonnet.*

Artikel 146. Onderhoud en verbetering van het Landstelefoonnet, aanleg van nieuwe aansluitingen en daarmede in verband staande uitgaven 9 300

Verkeer te water.

a. *Personeel voor den dienst op den afvaartsteiger te Paramaribo.*

Artikel 147. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van het personeel voor den dienst op den afvaartsteiger 4 944

b. *Algemeene kosten, verband houdende met het vervoer van personen en lading, alsmede uitgaven voor den leergang van machinisten.*

Artikel 148. Kosten voor het nazien van gezondheidspassen van- en kosten, te betalen in buitenlandsche havens door Landsvaartuigen, kosten voor het laden en lossen van goederen te Paramaribo, vergoeding voor geleden schade door het verloren gaan of beschadigen van goederen, verscheept met die vaartuigen, benevens uitkeeringen aan gezagvoerders, stuurlieden, enz. uit de opbrengst van het personen- en goederenvervoer van den zeedienst, alsmede andere uitgaven, verband houdende met den vervoerdienst van deze vaartuigen . . . f 35 630

Artikel 149. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, loonen en voeding van het personeel van den veerdienst tusschen Paramaribo en Meerzorg aan den rechteroever der Surinamerivier 5 632

Artikel 150. Brandstoffen, smeermiddelen en andere benoodigdheden voor den veerdienst tusschen Paramaribo en Meerzorg aan den rechteroever der Suriname-rivier 5 000

Artikel 151. Onderhoud van de gebouwen en steigers, zoomede baggerwerken 2 000

Artikel 152. Uitgaven voor den verbindingsdienst op de reede van Coronie 6 500

Artikel 153. Uitgaven voor den leergang tot opleiding voor het examen van machinist 2 980

c. *Personeel van de Landsvaartuigen.*

Artikel 154. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, loonen, toelagen, tafel- en voedinggelden van het personeel van de Landsvaartuigen . . f 125 345

Artikel 155. Kosten voor de verstrekking van uniformkleeding aan de schepelingen . . . . . *Memorie.*

Artikel 156. Vergoeding voor huishuur aan personeel, dat in aanmerking komt voor het genot van vrije woning, doch waaraan eene ambtswoning niet kan worden aangewezen. 200

Artikel 157. Verstrekking van geneesmiddelen en verbandstoffen aan het personeel, voor zooveel een en ander komt ten laste van 's Lands kas. 500

d. *Huur van vaartuigen en bijdragen aan particuliere stoomvaartdiensten.*

Artikel 158. Huur van vaartuigen ten behoeve van rivier- en zeedienst en voor reizen van ambtenaren en commissiën, benevens bijdragen aan particuliere stoomvaartdiensten . . 1 280

e. *Betonning, bebakening, haven- en seinwezen.*

Artikel 159. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, loonen en voeding van de bemanning van het lichtschip aan den mond van de Suriname-rivier en toelagen van lichtwachters te Nieuw-Amsterdam en in Nickerie . 8 214

Artikel 160. Onderhoud en benoodigdheden van het lichtschip, vergoeding voor de uitbestede bediening van het havenlicht te Galibi en voor het onderhoud van den lichtopstand en toebehooren aldaar, brandstoffen en andere benoodigdheden voor de lichttoestellen en voor het havenvuur aan den mond van de Nickerie-rivier, voor het licht aan den mond van de Suriname-rivier, voor het licht te Nieuw-Amsterdam en voor de lichten aan den mond van de Marowijne-rivier en te Coronie, en hetgeen daarmede verder in verband staat, zoomede aankoop en onderhoud van kettingen, ankers en tonneboeien . . . . . f 10 620

Artikel 161. Waarneming van de getijbewegingen . . . . . *Memorie.*

Artikel 162. Toelage van een seinwachter 860

Artikel 163. Vlaggen en andere benoodigdheden voor het seinwezen 400

f. *Centrale werkplaats te Beekhuizen, algemeene onderhouds- en magazijnsdienst der verkeersafdeelingen.*

Artikel 164. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen voor het personeel van de centrale werkplaats te Beekhuizen en van den magazijnsdienst aldaar 100 408

Artikel 165. Grondstoffen, arbeidsloonen, werktuigen, gereedschappen en andere uitgaven voor gewoon en buitengewoon onderhoud van het rollend spoorwegmaterieel, van de

gebouwen en inrichtingen van de centrale werkplaats te Beekhuizen en van de Landsvaartuigen, waaronder begrepen de dokkosten van deze, voorts brandstoffen, smeermiddelen en machinekamerbehoeften. . . . f 157 720

Algemeene kosten.

Artikel 166. Meubelen, kantoorbehoeften, abonnement op nieuwsbladen en tijdschriften, drukkosten en andere huishoudelijke uitgaven, alsmede reis-, verblijf- en verhuizingskosten van den directeur en van de ambtenaren en beambten van de verschillende afdeelingen, voor zoover daarvoor niet afzonderlijk gelden zijn beschikbaar gesteld. 8 000

Artikel 167. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de Landsvaartuigen ten behoeve van andere onderafdeelingen dan de onderafdeeling Verkeer te water. . . . 12 000

f 1 232 369

VIIIste Afdeeling.

Brandweer.

Artikel 168. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van het personeel der brandweer . . . . f 3 853

Artikel 169. Aanschaffing en onderhoud van werktuigen, rijwielen en andere benoodigdheden, zoomede andere uitgaven 3 250

Artikel 170. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de Landsvaartuigen ten behoeve van de VIIIste Afdeeling . . . . . f 300

f 7 403

IXde Afdeeling.

Verrekening van het tekort op de rekening „Aanvoer van levensmiddelen ten behoeve van de bevolking".

Artikel 171. Uitgaven ter verrekening van het tekort op de rekening „Aanvoer van levensmiddelen ten behoeve van de bevolking" (tiende termijn) 28 000

Xde Afdeeling.

Pensioenen, wachtgelden, onderstanden en daarmede in verband staande toelagen, voorts uitgaven voor de waarneming van tijdelijk opengevallen betrekkingen, voor gunstgaven en kinderbijslagen, toelage van een broeder in de Orde van den Nederlandschen Leeuw, zoomede uitgaven, verband houdende met den crisistoestand.

Artikel 172. Pensioenen aan gewezen burgerlijke Landsdienaren. . f 741 200

Artikel 173. Pensioenen aan weduwen en weezen van overleden burgerlijke Landsdienaren 232 000

Artikel 174. Pensioenen aan gewezen onderwijzers bij het bijzonder onderwijs. 50 500

Artikel 175. Pensioenen aan weduwen en weezen van overleden onderwijzers bij het bijzonder onderwijs . 4 000

Artikel 176. Stortingen in het pensioenfonds . . . . . *Memorie.*

Artikel 177. Toelagen van gewezen Nederlandsche ambtenaren en

onderwijzers wegens vervulling in Suriname van eene Landsbetrekking	f 297	
Artikel 178. Wachtgelden . . .	21 500	
Artikel 179. Wachtgelden aan onderwijzers en onderwijzeressen bij het bijzonder onderwijs	1 000	
Artikel 180. Onderstanden . . .	7 000	
Artikel 181. Toelage van een broeder in de Orde van den Nederlandschen Leeuw	200	
Artikel 182. Uitgaven, verband houdende met den crisistoestand .	100 000	
Artikel 183. Uitgaven voor de waarneming van tijdelijk opengevallen betrekkingen, voor zoover het niet mogelijk is die aan te wijzen op de artikelen, waarin de bezoldigingen voor die betrekkingen zijn omschreven .	10 000	
Artikel 184. Gunstgaven en andere onverplichte betalingen	1 500	
Artikel 185. Kinderbijslagen . .	22 000	
		f 1 191 197

XIde Afdeeling.

Onvoorziene uitgaven.

Artikel 186. Onvoorziene uitgaven	50 000	
		f 6 744 562

(zes millioen zevenhonderd vier en veertig duizend vijfhonderd twee en zestig gulden).

Artikel II.

Wanneer het bedrag, uitgetrokken bij een der *artikelen* 1, 2, 4, 5, 7 tot en met 9, 11, 12, 15 tot en met 20, 23, 24, 26, 28, 30 tot en met 32, 34 tot en met 38, 40 tot en met 47, 49, 51, 55 tot en met 59, 61, 62, 64, 66 tot en met 69, 73 tot en met 77, 80, 83, 85, 87, 89 tot en met 96, 100,

102, 104, 106, 108 tot en met 111, 113, 115, 117, 119 tot en met 121, 123 tot en met 127, 131 tot en met 133, 135 tot en met 146, 148, 150 tot en met 153, 156 tot en met 158, 160, 163, 165 tot en met 167, 169 tot en met 175, 177 tot en met 180, 182 tot en met 185 van de bij deze wet vastgestelde begrooting ontoereikend wordt bevonden, mag het, evenals de bij de *artikelen* 10, 50, 155, 161 en 176 voor *Memorie* uitgetrokken posten, door overschrijving uit *artikel* 186 dier begrooting worden aangevuld.

Artikel III.

Op *artikel* 186 van de bij deze wet vastgestelde begrooting worden aangewezen de uitgaven voor de in den loop van het dienstjaar opkomende behoeften, welke niet in de begrooting zijn omschreven.

De uitgaven worden in de rekening gebracht en omschreven in zoovele bijzondere posten, als zij gelijksoortige onderwerpen betreffen.

Artikel IV.

Ter goedmaking van de uitgaven, begrepen in de koloniale huishoudelijke begrooting van *Suriname* voor het dienstjaar 1935, worden over dat jaar gebezigd de na te noemen middelen en inkomsten, te weten:

A. *Directe en indirecte belastingen:*

1. inkomstenbelasting;
2. belasting op de huurwaarde van gebouwen met de daarbij behoorende erven;
3. paardengeld;
4. accijns op het binnenlandsch gedistilleerd;
5. recht op verlofbewijzen tot verkoop van gedistilleerd
6. invoerrechten;
7. opcenten op de invoerrechten;
8. belasting op goud;
9. belasting op bauxiet;
10. belasting op lucifers;

11. zegelrechten;

12. geneeskundige belasting;

13. successie- en overgangsrechten;

14. hondenbelasting;

15. rij- en voertuigenbelasting;

16. belasting op publieke vermakelijkheden;

17. heffingen in het bijzonder voor den aanleg, het onderhoud en de verbetering van straten en wegen.

B. *Inkomsten van onderscheiden aard:*

1. leges, geheven ter gouvernements-secretarie;

2. justeerloonen van den ijker;

3. griffierechten;

4. boeten, ontvangsten wegens vervolgingen en aanmaningen, opbrengst van verbeurdverklaringen en van dubbelen van aanslagbiljetten en terugbetalingen van gerechts- en proceskosten;

5. betalingen ten behoeve van het hulpkantoor voor den industrieelen eigendom;

6. opbrengst van vuurwapenvergunningen;

7. opbrengst van marktvergunningen;

8. vergoeding bij het aangaan van overeenkomsten met arbeiders voor de boschbedrijven;

9. aandeel in het werkloon der gevangenen;

10. landtaxen of akkergelden;

11. huren, erfpachten, recognities, verkoopingen van domeinen en afkoop van zakelijke rechten;

12. vergunnings- en concessierechten voor het ontginnen van balata op domeingrond;

13. retributie voor balata, verkregen op domeingrond;

14. vergunningsrecht als opkooper van balata;

15. vergunnings- en andere rechten voor het ontginnen van bauxiet op domeingrond;

16. vergunnings- en concessierechten voor het ontginnen van andere delfstoffen dan bauxiet op domeingrond;

17. vergunningsrecht voor het doen van onderzoek naar de aanwezigheid van hout en naar de geschiktheid van terreinen voor landbouw en concessierecht voor het bewerken van hout;

18. retributie voor hout, verkregen op domeingrond;

19. terugbetaling van voorschotten en rente voor deze voorschotten;

20. ontvangsten in zake den in- en uitvoer van goederen;

21. weeg-, roei- en bergloonen en entrepôtrechten;

22. opbrengst van de posterij;

23. teruggave van de uit 's Lands kas bestreden kosten ten behoeve van de postspaarbank;

24. opbrengst van den Lands-radiotelegraafdienst;

25. vergoedingen, geheven voor de verrichtingen van den hypotheekbewaarder;

26. aandeel in de winst van de Surinaamsche Bank;

27. opbrengst van de Landsschool voor meer uitgebreid lager onderwijs (Hendrikschool);

28. opbrengst van de Landsschool voor uitgebreid lager onderwijs (van Sypesteynschool);

29. opbrengst van de Landsscholen voor gewoon lager onderwijs;

30. storting in 's Lands kas van de bij het bijzonder onderwijs op de scholen voor meer uitgebreid lager onderwijs, voor uitgebreid lager onderwijs en voor gewoon lager onderwijs geheven schoolgelden;

31. examengelden;

32. verkochte zaden, planten, enz.;

33. opbrengst van de Landsstalweiden;

34. opbrengst van het Burgerziekenhuis;

35. opbrengst van het Buitengasthuis;

36. opbrengst van de geneeskundige school;

37. opbrengst van het slachthuis te Paramaribo;

38. opbrengst van het landbouwbedrijf in de inrichting ter verpleging van krankzinnigen;

39. begrafenisrechten;

40. huur van Landsgebouwen en van daarin aanwezige gasleidingen;

41. bijdragen voor het onderhoud van hoofdverkeerswegen in de districten;

42. vervoer- en vrachtgelden van den Landsspoorweg, enz.;

43. opbrengst van den Landstelefoondienst;

44. vervoer- en vrachtgelden van de Landsvaartuigen buiten de verrekeningsinkomsten, genoemd in het middel B/45;

45. vervoer- en vrachtgelden van de Landsvaartuigen, verkregen door verrekening met andere bestuursafdeelingen wegens te haren behoeve verleende vervoerdiensten;

46. andere onvangsten van den Landsspoorweg en van de Landsvaartuigen;

47. inkomsten ingevolge de havenverordening;

48. vervoergelden van den Landsveerdienst;

49. inhoudingen en stortingen voor pensioen;

50. renten van de kapitalen, afkomstig van het opgeheven West-Indisch pensioenfonds;

51. terugbetaling door de Evangelische Broedergemeente van het haar in 1926 verleend voorschot (5e termijn);

52. verschillende ontvangsten.

C. *Bijdrage uit 's Rijks schatkist tot aanvulling van de Surinaamsche geldmiddelen.*

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven ten Paleize het Loo, den 11den Mei 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *acht en twintigsten* Mei 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Raming van de opbrengst der middelen en inkomsten van Suriname voor het dienstjaar 1935.

Middelen en inkomsten.	Geraamd bedrag.
A. *Directe en indirecte belastingen.*	
1. Inkomstenbelasting	f 300 000,—
2. Belasting op de huurwaarde van gebouwen met de daarbij behoorende erven	110 000,—
3. Paardengeld	75,—
4. Accijns op het binnenlandsch gedistilleerd	80 000,—
5. Recht op verlofbewijzen tot verkoop van gedistilleerd	40 000,—
6. Invoerrechten	1 434 000,—
7. Opcenten op de invoerrechten	358 500,—
8. Belasting op goud	16 000,—
9. Belasting op bauxiet	11 000,—
10. Belasting op lucifers	13 000,—
11. Zegelrechten	86 000,—
12. Geneeskundige belasting	25 000,—
13. Successie- en overgangsrechten	9 000,—
14. Hondenbelasting	4 300,—
15. Rij- en voertuigenbelasting	62 500,—
16. Belasting op publieke vermakelijkheden	15 000,—
17. Heffingen in het bijzonder voor den aanleg, het onderhoud en de verbetering van straten en wegen	42 500,—
B. *Inkomsten van onderscheiden aard.*	
1. Leges, geheven ter gouvernements-secretarie	7 000,—
2. Justeerloonen van den ijker	700,—
3. Griffierechten	1 900,—

Middelen en inkomsten.	Geraamd bedrag.
4. Boeten, ontvangsten wegens vervolgingen en aanmaningen, opbrengst van verbeurdverklaringen en van dubbelen van aanslagbiljetten en terugbetalingen van gerechts- en proceskosten	f 21 000,—
5. Betalingen ten behoeve van het hulpkantoor voor den industrieelen eigendom .	1 000,—
6. Opbrengst van vuurwapenvergunningen .	8 000,—
7. Opbrengst van marktvergunningen . . .	20 000,—
8. Vergoeding bij het aangaan van overeenkomsten met arbeiders voor de boschbedrijven.	1 000,—
9. Aandeel in het werkloon der gevangenen	100,—
10. Landtaxen of akkergelden	8 000,—
11. Huren, erfpachten, recognities, verkoopingen van domeinen en afkoop van zakelijke rechten	80 000,—
12. Vergunnings- en concessierechten voor het ontginnen van balata op domeingrond .	5 000,—
13. Retributie voor balata verkregen op domeingrond	4 000,—
14. Vergunningsrecht als opkooper van balata	450,—
15. Vergunnings- en andere rechten voor het ontginnen van bauxiet op domeingrond .	50 000,—
16. Vergunnings- en concessierechten voor het ontginnen van andere delfstoffen dan bauxiet op domeingrond	13 000,—
17. Vergunningsrecht voor het doen van onderzoek naar de aanwezigheid van hout en naar de geschiktheid van terreinen voor landbouw en concessierecht voor het bewerken van hout	7 000,—
18. Retributie voor hout verkregen op domeingrond	12 000,—
19. Terugbetaling van voorschotten en rente voor deze voorschotten	16 000,—

Middelen en inkomsten.	Geraamd bedrag.
20. Ontvangsten in zake den in- en uitvoer van goederen	f 7 500,—
21. Weeg-, roei- en bergloonen en entrepôtrechten	18 000,—
22. Opbrengst van de posterij	80 000,—
23. Teruggave van de uit 's Lands kas bestreden kosten ten behoeve van de postspaarbank	8 662,—
24. Opbrengst van den Lands-radiotelegraafdienst.	68 000,—
25. Vergoedingen, geheven voor de verrichtingen van den hypotheekbewaarder . .	9 000,—
26. Aandeel in de winst van de Surinaamsche Bank	*Memorie.*
27. Opbrengst van de Landsschool voor meer uitgebreid lager onderwijs (Hendrikschool)	27 000,—
28. Opbrengst van de Landsschool voor uitgebreid lager onderwijs (van Sypesteynschool)	20 000,—
29. Opbrengst van de Landsscholen voor gewoon lager onderwijs.	*Memorie.*
30. Storting in 's Lands kas van de bij het bijzonder onderwijs op de scholen voor meer uitgebreid lager onderwijs, voor uitgebreid lager onderwijs en voor gewoon lager onderwijs geheven schoolgelden	85 000,—
31. Examengelden	5 000,—
32. Verkochte zaden, planten, enz.	1 500,—
33. Opbrengst van de Landsstalweiden . . .	200,—
34. Opbrengst van het Burgerziekenhuis . .	88 000,—
35. Opbrengst van het Buitengasthuis . . .	*Memorie.*
36. Opbrengst van de geneeskundige school .	23 000,—
37. Opbrengst van het slachthuis te Paramaribo	24 000,—
38. Opbrengst van het landbouwbedrijf in de inrichting ter verpleging van krankzinnigen	1 500,—

Middelen en inkomsten.			Geraamd bedrag.
39. Begrafenisrechten			f 1 500,—
40. Huur van Landsgebouwen en van daarin aanwezige gasleidingen			11 000,—
41. Bijdragen voor het onderhoud van hoofdverkeerswegen in de districten			1 300,—
42. Vervoer- en vrachtgelden van den Landsspoorweg, enz.			75 000,—
43. Opbrengst van den Landstelefoondienst .			42 000,—
44. Vervoer- en vrachtgelden van de Landsvaartuigen, buiten de verrekeningsinkomsten genoemd in het middel B/45 . . .			185 000,—
45. Vervoer- en vrachtgelden van de Landsvaartuigen, verkregen door verrekening met andere bestuursafdeelingen wegens te haren behoeve verleende vervoerdiensten			90 000,—
46. Andere ontvangsten van den Landsspoorweg en van de Landsvaartuigen			15 000,—
47. Inkomsten ingevolge de havenverordening			5 000,—
48. Vervoergelden van den Landsveerdienst .			31 000,—
49. Inhoudingen en stortingen voor pensioen			150 000,—
50. Renten van de kapitalen, afkomstig van het opgeheven West-Indisch pensioenfonds			1 185,—
51. Terugbetaling door de Evangelische Broedergemeente van het haar in 1926 verleend voorschot (5e termijn)			3 000,—
52. Verschillende ontvangsten			116 000,—
			f 4 056 372,—
C. *Bijdrage uit 's Rijks schatkist:*			
1. ter bevordering van de welvaart	f 345 362		
2. ter dekking van het begrootingstekort.	2 342 828		
			2 688 190,—
			f 6 744 562,—

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernements-blad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 9den Juli 1935.
KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 24sten Juli 1935.
De Gouvernements-Secretaris
P. KIKKERT.

1935. No. 65.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 9 Juli 1935, *waarbij wordt afgekondigd de Wet van den 23sten Mei 1935 (Staatsblad No. 301), tot uitkeering van dividend- en tantièmebelasting aan de Overzeesche gewesten.*

IN NAAM DER KONINGIN!
DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande Wet;

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat het wenschelijk is de dividend- en tantièmebelasting, met inbegrip van de daarop ten behoeve van het Rijk geheven wordende opcenten, welke gevorderd wordt wegens uitdeelingen, die aan *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* of *Curaçao* toevallen, aan die gebiedsdeelen uit te keeren;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Artikel 1.

De dividend- en tantièmebelasting, met inbegrip van de aan het Rijk toekomende opcenten, welke geheven wordt wegens uitdeelingen, waartoe *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* of *Curaçao* gerechtigd is, wordt uitgekeerd aan het gebiedsdeel, aan hetwelk die uitdeeling toekomt.

Artikel 2.

Het bedrag, dat ingevolge het vorige artikel moet worden uitgekeerd, wordt éénmaal per kalenderjaar bij gemeenschappelijke beschikking van Onze Ministers van Financiën en van Koloniën vastgesteld, ten aanzien van de bedragen, welke in het vorige kalenderjaar zijn ingevorderd.

Artikel 3.

De bedragen, welke ingevolge artikel 1 moeten worden uitgekeerd, worden in *Nederland* niet onder de middelen verantwoord.

Artikel 4.

Deze wet vindt voor het eerst toepassing ten aanzien van de bedragen, welke in het kalenderjaar 1934 zijn ingevorderd.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te 's-Gravenhage, den 23sten Mei 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Financiën,
OUD.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *zevenden* Juni 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 9den Juli 1935.
KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 8sten Augustus 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 66.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 10 Juli 1935 No. 2197, *houdende bekendmaking van de toetreding van Ecuador tot het verdrag van Genève van 24 September 1931 tot regeling van de Walvischjacht (Staatsblad 1934 No. 604, Gouvernementsblad 1935 No. 26).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 14 Mei 1935, 4de Afdeeling Bur. E. Z. No. 22/298, houdende mededeeling van de toetreding van *Ecuador* tot het verdrag van Genève van 24 September 1931 tot regeling van de walvischjacht (Staatsblad 1934 No. 604, Gouvernementsblad 1935 No. 26);

Herlezen de resolutie van:

6 Februari 1935 No. 470 (G. B. No. 26);

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, 10 Juli 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 24sten Juli 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 67.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 10 Juli 1935 No. 2198, *houdende bekendmaking van de toetreding van Afghanistan tot het verdrag van 30 September 1921 nopens de bestrijding van den handel in vrouwen en kinderen (Staatsblad 1923 No. 526, Gouvernementsblad 1924 No. 4).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 21 Mei 1935, 1e en 7e Afdeeling No. 18/307 houdende mededeeling van de toetreding van *Afghanistan* to, het verdrag van 30 September 1921 nopens de bestrijding vat den handel in vrouwen en kinderen (Staatsblad 1923 No. 526n Gouvernementsblad 1924 No. 4);

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, 10 Juli 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 24sten Juli 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 68.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 10 Juli 1935 No. 2199, *houdende bekendmaking van de toetreding door Groot-Britannië voor Ceylon, Cyprus, de Goudkust (de kolonie Ashanti, de Noordelijke gebiedsdeelen en Togo onder Britsch Mandaat), Hongkong, Jamaica, Malta, de Bovenwindsche eilanden (Granada, St. Lucia en St. Vincent) tot het verdrag van Genève van 30 Maart 1931 nopens de belastingheffing van vreemde motorrijtuigen (Staatsblad 1934 No. 44, Gouvernementsblad No. 101).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 4 Februari 1935, 5de Afdeeling No. 18/81, houdende mededeeling van de toetreding door Groot-Britannië voor Ceylon, Cyprus, de Goudkust (de kolonie Ashanti, de Noordelijke Gebiedsdeelen en Togo onder Britsch mandaat), Hongkong, Jamaica, Malta, de Bovenwindsche eilanden (Granada, St. Lucia en St. Vincent) tot het verdrag van Genève van 30 Maart 1931 nopens de belastingheffing van vreemde motorrijtuigen (Staatsblad 1934 No. 44, Gouvernementsblad No. 101);

Herlezen de resolutiën van 30 November 1934 No. 3868 en 12 Januari 1935 No. 145;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, 10 Juli 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 24sten Juli 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

No. 68.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

1935. No. 69.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 10 Juli 1935 No. 2200, *houdende bekendmaking van de toetreding van Costa-Rica tot het op 19 Februari 1925 te Genève gesloten verdrag, met bijbehoorend Protocol, betreffende de vervaardiging en de bereiding van, alsmede den handel in verdoovende middelen (Staatsblad 1928 No. 356, Gouvernementsblad No. 86).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 5 Februari 1935, 2e en 7e Afdeeling, No. 29/83, houdende mededeeling van de toetreding van Costa-Rica tot het op 19 Februari 1925 te Genève gesloten verdrag, met bijbehoorend Protocol, betreffende de vervaardiging en de bereiding van, alsmede den handel in verdoovende middelen (Staatsblad 1928 No. 356, Gouvernementsblad No. 86);

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, 10 Juli 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 24sten Juli 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 70.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 11 Juli 1935 No. 2207, *houdende plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van 18 Mei 1935, bepalende de bekendmaking van de op 10 Februari 1935 te 's Gravenhage tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Roemenië gesloten clearingovereenkomst.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missives van den Minister van Staat, Minister van Koloniën van :

a. 27 Februari 1935, 4e Afd. Bur. E. Z. No. 7/136 ;
b. 27 " " 4e " " " " 8/137 ;
c. 8 Mei " 4e " " " " 24/286 ;
d. 22 " " 4e " " " " 10/310 ;
e. 5 Juni " 4e & 7e " " " 25/332 ;

de laatste ten geleide van een exemplaar van Staatsblad 1935 No. 288 ter bekendmaking van het daarin opgenomen Koninklijk besluit van 18 Mei 1935 bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 10 Februari 1935 te ' Gravenhage tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Roemenië gesloten clearingovereenkomst ;

Herlezen de resolutie van 10 Januari 1935 No. 113 ;

Gehoord den Administrateur van Financiën en den Directeur van het Landbouwproefstation ;

Gelet op de artt. 42 en 44 van het Regeeringsreglement ;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit en het daarin bedoeld verdrag, nevens afschrift van deze resolutie, in het Gouvernementsblad zullen worden geplaatst.

Paramaribo, 11 Juli 1935.

KIELSTRA

Uitgegeven, den 24sten Juli 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT

Wij WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Gezien de op 10 Februari 1935 te *'s-Gravenhage* tusschen het Koninkrijk der *Nederlanden* en het Koninkrijk *Roemenië* gesloten clearingovereenkomst, van welke overeenkomst een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Gelet op artikel 2 der Wet Internationaal Betalingsverkeer 1934 (*Staatsblad* n°. 583);

Overwegende, dat genoemde overeenkomst voor *Nederland*, *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* op den dag van de onderteekening is in werking getreden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 15den Mei 1935, Directie van het Protocol, n°. 16467;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovengenoemde overeenkomst, alsmede de vertaling daarvan te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 18den Mei 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *een en twintigsten* Mei 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Arrangement de clearing entre le royaume des Pays-Bas et le royaume de Roumanie.

Le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement roumain, désirant de faciliter le règlement des paiements entre les Pays-Bas et la Roumanie, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Article Ier.

Le règlement des créances résultant de l'importation de marchandises néerlandaises en Roumanie et de marchandises roumaines aux Pays-Bas se fera exclusivement par le système défini ci-après.

Il est bien entendu, qu'en tout ce qui concerne le présent Arrangement, les expressions „Pays-Bas" et „néerlandais" visent le territoire du Royaume en Europe aussi bien qu'en dehors de l'Europe.

Article II.

Seront considérées comme marchandises néerlandaises:

a) toutes marchandises d'origine néerlandaise, ainsi que toutes marchandises qui ont été ouvragées ou transformées aux Pays-Bas de manière suffisamment intensive pour donner à ces marchandises un caractère nettement national;

b) toutes marchandises d'origine non-européenne ayant fait l'object d'un courant commercial régulier entre la Roumanie et les Pays-Bas antérieurement à l'entrée en vigueur du présent Arrangement et qui seront importées en Roumanie par l'intermédiaire d'une maison néerlandaise établie aux Pays-Bas pourvu que cette maison ait fait ce commerce aussi avant l'entrée en vigueur de cet Arrangement.

Il sera réservé au Gouvernement néerlandais de déterminer pendant la durée du présent Arrangement, la proportion dans laquelle les deux catégories de marchandises susmentionnées seront admises au système de clearing conformément aux dispositions du présent Arrangement.

De même ce Gouvernement a le droit de disposer que le règlement, selon les dispositions du présent Arrangement, des créances résultant des exportations néerlandaises sera soumis à une autorisation préalable des autorités néerlandaises compétentes.

Article III.

Seront considérées comme marchandises roumaines:

toutes marchandises d'origine roumaine ainsi que toutes marchandises qui ont été ouvragées ou transformées en Roumanie de manière suffisamment intensive pour donner à ces marchandises un caractère nettement national.

Article IV.

L'importation aux Pays-Bas de toute marchandise roumaine devra être réglée moyennant le versement du prix d'achat en florins Pays-Bas à un compte global non productif d'intérêts ouvert chez le Nederlandsch Clearinginstituut.

De même l'importation en Roumanie de toute marchandise néerlandaise devra être réglée moyennant le versement du prix d'achat en lei à la Banque Nationale de Roumanie, où il sera porté à un compte spécial florins Pays-Bas non productif d'intérêts en appliquant le cours officiel fixé par la Banque Nationale de Roumanie le jour précédant celui du versement.

Si la dette du débiteur est libellée en une autre monnaie que la monnaie nationale du pays de versement, il devra en verser la contrevaleur, calculée pour le débiteur aux Pays-Bas en appliquant le cours officiel du jour précédent celui du versement à une des Bourses aux Pays-Bas et pour le débiteur en Roumanie en appliquant le cours officiel fixé par la Banque Nationale de Roumanie le jour précédant celui du versement.

Article V.

Afin d'éviter des embarras indésirables, il sera permis de compenser directement les frais inhérents au commerce et

encourus au pays du débiteur, par exemple des frais de transports, droits d'entrée, provisions et commissions pour autant qu'ils soient usantiels et justifiés économiquement.

La Banque Nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut devront arrêter de commun accord les modalités d'exécution en ce qui concerne lesdites compensations.

Article VI.

Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque Nationale de Roumanie échangeront réciproquement sans délai les avis des versements effectués suivant les dispositions des articles IV, VII et IX. La faculté d'effectuer les versements ne sera d'aucune manière, directe ou indirecte, entravée, les débiteurs respectifs ayant la complète liberté de verser les sommes dues, et cela sans frais.

Article VII.

A part du compte spécial mentionné à l'article IV, la Banque Nationale de Roumanie ouvrira un second compte spécial florins Pays-Bas au nom du Nederlandsch Clearinginstituut, auquel seront portées les sommes versées pour satisfaire aux créances néerlandaises arriérées et résultant de l'importation en Roumanie de marchandises, pour autant que ces importations ont été faites par une maison néerlandaise antérieurement au 1er janvier 1935, en appliquant le cours officiel fixé par la Banque Nationale de Roumanie le jour précédant celui du versement.

Si la dette du débiteur est libellée en une autre monnaie que la monnaie nationale roumaine, il devra en verser la contrevaleur calculée en appliquant le cours officiel fixé par la Banque Nationale de Roumanie le jour précédant celui du versement.

Article VIII.

Les sommes versées au compte global chez le Nederlandsch Clearinginstituut seront réparties entre trois comptes spéciaux, non productifs d'intérêts, et cela dans les proportions suivantes:

50 % à un compte spécial A
35 % „ „ „ „ B
15 % „ „ „ „ C.

Article IX.

Les avoirs du compte A seront laissés à la libre disposition de la Banque Nationale de Roumanie à charge que ces avoirs soient affectés en premier lieu au paiement par les soins du Nederlandsch Clearinginstituut des créances néerlandaises arriérées ou non, d'ordre financier, pour autant qu'elles ne soient pas réglées autrement suivant un accord qui pourrait intervenir entre les intéressés.

Il est entendu que les avoirs du compte spécial A ne pourront être affectés au paiement des créances d'ordre financier — y compris le service des dettes publiques — qu'à concurrence des 10% de la valeur totale des exportations roumaines aux Pays-Bas. La Banque Nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut se mettront d'accord sur l'admissibilité au règlement des créances.

Dans ce but la Banque Nationale de Roumanie ouvrira un troisième compte spécial florins Pays-Bas au nom du Nederlandsch Clearinginstituut non productif d'intérêts, où seront placées les sommes versées à titre des créances en question en appliquant le cours officiel fixé par la Banque Nationale de Roumanie le jour précédant celui du versement.

Si la dette du débiteur est libellée en une autre monnaie que la monnaie nationale roumaine, il devra en verser la contrevaleur calculée en appliquant le cours officiel fixé par la Banque Nationale de Roumanie le jour précédant celui du versement.

Sont considérées comme créances néerlandaises, arriérées ou non d'ordre financier: toute obligation de paiements non visée aux articles IV et VII du présent Arrangement, qui s'attachent aux Pays-Bas.

Article X.

Les versements visés aux articles IV, VII et IX du présent Arrangement, qui seront effectués par les débiteurs en Roumanie à la Banque Nationale de Roumanie n'auront un caractère libératoire qu'au moment où leurs bénéficiaires respectifs auront effectivement reçu, suivant les dispositions du présent Arrangement, le montant total de leur créance.

Article XI.

Les avoirs du compte B serviront au paiement des créances résultant de l'importation de marchandises néerlandaises en

Roumanie pour autant qu'elles aient eu lieu à partir du 1er janvier 1935.

Article XII.

Les avoirs du compte C, à concurrence de florins Pays-Bas 1.000.000 par trimestre, serviront au paiement des créances néerlandaises arriérées résultant de l'importation de marchandises en Roumanie, sans tenir compte de l'origine de la marchandise, pour autant que ces importations aient été faites avant le 1er janvier 1935 par une maison néerlandaise.

Article XIII.

Chaque trimestre, la première fois le 30 juin 1935, un relevé sera fait du compte C. Au cas où ce relevé démontre un solde passif entre les avoirs de ce compte et la somme de florins 1.000.000 mentionnée à l'article précédant, il sera viré au compte C des avoirs du compte B une somme équivalente à ce solde pour l'anéantir. Au cas où le solde est actif, ce solde sera porté au crédit du compte C du trimestre suivant.

Dans le but de permettre à constater si, par suite des dispositions du présent article, en tenant compte de la totalité des créances auxquelles ce compte est destiné, le compte B démontre un solde passif, un relevé du compte B sera fait en même temps que le relevé du compte C.

Au cas où ce relevé démontre un solde passif, il sera transmis au compte B, des avoirs du compte A, suivant un relevé à faire du compte A également chaque trimestre, une somme équivalente à ce solde pour l'anéantir. Au cas où le solde est actif, ce solde sera porté au crédit du compte B du trimestre suivant.

Article XIV.

A partir du moment où les créances auxquelles serviront les avoirs du compte C auront été amorties, le compte C sera liquidé et la moitié des sommes à placer sur ce compte suivant les dispositions de l'article VIII sera placée désormais sur le compte A et l'autre moitié sur le compte B.

Toutefois il est bien entendu que, en tout cas, à partir du 1er août 1935 la répartition visée à l'article VIII du présent Arrangement sera faite ainsi:

42½ % au compte spécial A
42½ % „ „ „ B
15 % „ „ „ C

et cela jusqu'au moment mentionné dans le premier paragraphe du présent article.

Article XV.

Les parties versantes auront toutefois à justifier que leurs versements se rapportent bien à des créances commerciales arriérées, les cas litigieux ou douteux étant à régler de commun accord entre le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque Nationale de Roumanie.

Article XVI.

Les créanciers de dettes arriérées recevront le paiement de leurs créances aux Pays-Bas en florins et en Roumanie en lei d'après l'ordre chronologique des versements effectués par les débiteurs et dans les limites des disponibilités suivant les dispositions du présent Arrangement.

Si des créances se présentaient plus élevées que florins Pays-Bas 50 000 ou si d'autres cas se présentaient où il serait désirable de ne pas suivre l'ordre chronologique susvisé, les deux Gouvernements ou les institutions déléguées par eux pourront se mettre d'accord à ce sujet.

Le Gouvernement roumain s'engage à tenir à la disposition des créanciers roumains la contrevaleur des avoirs portés aux comptes spéciaux visés aux articles IV et VII, ainsi que la contrevaleur des sommes laissées à la libre disposition de la Banque Nationale de Roumanie suivant l'article IX.

Article XVII.

Les deux Gouvernements sont d'accord à favoriser la possibilité de transactions de compensation moyennant la livraison de marchandises par un pays tiers.

Article XVIII.

Si, dans les relations d'affaires entre une maison exportatrice de marchandises roumaines et une maison exportatrice de marchandises néerlandaises, se présentait la possibilité d'une compensation résultant d'une opération d'achat et de vente de marchandises, les deux Gouvernements pourront de commun accord autoriser semblable compensation, après examen de chaque cas particulier.

Les deux Gouvernements susmentionnés devront au surplus, arrêter de commun accord, les modalités d'exécution de ces compensations privées.

Article XIX.

En cas de résiliation du présent Arrangement par l'un des deux Gouvernements, s'il y avait aux comptes tenus par le Nederlandsch Clearinginstituut ou la Banque Nationale de Roumanie un avoir en faveur des exportateurs des pays contractants, cet avoir sera réglé jusqu'à sa liquidation par application des dispositions du présent Arrangement.

Article XX.

Les deux Gouvernements s'engagent réciproquement à respecter les échéances contractées entre les intéressés, pour autant qu'elles soient conformes aux usances.

Artikel XXI.

S'il était créé un office de compensation en Roumanie destiné à reprendre tout ou partie des attributions de la Banque Nationale de Roumanie, les deux Gouvernements se mettraient immédiatement en rapport pour adapter le présent Arrangement à la nouvelle situation.

Article XXII.

Les modalités d'application d'ordre technique du présent Arrangement seront, sous réserve des dispositions de l'article XVIII arrêtées de commun accord entre la Banque Nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut.

Les deux Gouvernements régleront par entente mutuelle les difficultés que pourrait soulever l'application du présent Arrangement et dans ce but pourront désigner des délégués.

Article XXIII.

Chaque Gouvernement s'engage à prendre, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger ses ressortissants à observer les dispositions du présent Arrangement.

Article XXIV.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le jour de sa signature. Il restera en vigueur aussi longtemps que l'un des

deux Gouvernements n'aura pas signifié son désir d'y mettre fin, sous préavis d'un mois.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent Arrangement.

Fait à la Haye, en double exemplaire, le 10 février 1935.

MANOLESCU STRUNGA.

STEENBERGHE.

VERTALING.

Clearingovereenkomst tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Roemenië.

Daar de Nederlandsche Regeering en de Roemeensche Regeering het betalingsverkeer tusschen Nederland en Roemenië wenschen te vergemakkelijken zijn ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, het volgende overeengekomen:

Artikel I.

De vereffening van de vorderingen, voortvloeiende uit den invoer van Nederlandsche goederen in Roemenië en van Roemeensche goederen in Nederland, zal uitsluitend plaats vinden volgens de hierna omschreven regeling.

Het is wel verstaan, dat, voor zooveel deze overeenkomst betreft, met de uitdrukkingen Nederland en Nederlandsch zoowel het grondgebied van het Rijk in Europa als dat buiten Europa bedoeld wordt.

Artikel II.

Als Nederlandsche goederen zullen worden beschouwd:

a) alle goederen van Nederlandschen oorsprong, zoomede alle goederen, welke in Nederland een zoodanig ingrijpende bewerking of verwerking hebben ondergaan, dat aan deze goederen een duidelijk nationaal karakter kan worden toegekend;

b) alle goederen van niet-Europeeschen oorsprong, welke vóór het inwerkingtreden van deze Overeenkomst het voorwerp waren van een regelmatig handelsverkeer tusschen Nederland en Roemenië en in Roemenië worden ingevoerd door tusschenkomst van een in Nederland gevestigd Nederlandsch handelshuis, mits dit handelshuis ook vóór het in werking treden van deze Overeenkomst dezen handel reeds dreef.

De Nederlandsche Regeering behoudt zich voor, zoolang deze Overeenkomst van kracht is, de verhouding vast te stellen, waarin de twee boven genoemde soorten van goederen tot de clearingregeling, volgens de bepalingen van deze Overeenkomst, zullen worden toegelaten.

Deze Regeering heeft eveneens het recht te bepalen, dat de vereffening volgens de bepalingen van deze Overeenkomst van schuldvorderingen, voortvloeiende uit Nederlandschen uitvoer, onderworpen zal worden aan een vooraf door de bevoegde Nederlandsche autoriteiten te verleenen vergunning.

Artikel III.

Als Roemeensche goederen zullen worden beschouwd:
alle goederen van Roemeenschen oorsprong, zoomede alle goederen welke in Roemenië een zoodanige ingrijpende bewerking of verwerking hebben ondergaan, dat aan deze goederen een zuiver nationaal karakter kan worden toegekend.

Artikel IV.

De invoer in Nederland van alle Roemeensche goederen moet worden vereffend door middel van storting van den koopprijs in Nederlandsche guldens op een rentelooze algemeene rekening geopend bij het Nederlandsch Clearinginstituut.

Evenzoo moet de invoer in Roemenië van alle Nederlandsche goederen worden vereffend door middel van storting van den koopprijs in lei bij de Nationale Bank van Roemenië, alwaar dit bedrag zal worden geboekt op een rentelooze bijzondere guldensrekening, na omrekening volgens den officieelen koers vastgesteld door de Nationale Bank van Roemenië op den dag voorafgaande aan dien der storting.

Indien de schuld van den schuldenaar luidt in een andere munt dan de nationale munt van het land, waar de storting plaats vindt, zoo zal hij daarvan de tegenwaarde moeten storten, berekend voor den debiteur in Nederland volgens den officieelen koers aan een der beurzen in Nederland van den dag, voorafgaande aan dien der storting en voor den debiteur in Roemenië berekend volgens den officieelen koers vastgesteld door de Nationale Bank van Roemenië op den dag, voorafgaande aan dien der storting.

Artikel V.

Teneinde ongewenschte verwikkelingen te voorkomen, is rechtstreeksche verrekening toegestaan van kosten in verband staande met den handel en ontstaan in het land van den debiteur, zooals b. v. kosten van transport, invoerrechten, provisies en commissies, voor zoover deze gebruikelijk en economisch gerechtvaardigd zijn.

De Nationale Bank van Roemenië en het Nederlandsche Clearinginstituut zullen met wederzijdsch goedvinden de wijzen van uitvoering regelen met betrekking tot deze rechtstreeksche verrekeningen.

Artikel VI.

Het Nederlandsch Clearinginstituut en de Nationale Bank van Roemenië zullen wederzijds onverwijld de adviezen der stortingen uitwisselen, welke zijn verricht ingevolge het bepaalde in de artikelen IV, VII en IX. De bevoegdheid om te storten zal op geen enkele wijze, noch direct noch indirect, worden belemmerd; de betrokken debiteuren hebben de volledige vrijheid de verschuldigde bedragen te storten en wel zonder onkosten.

Artikel VII.

Naast de bijzondere rekening, vermeld in artikel IV, zal de Nationale Bank van Roemenië een tweede bijzondere guldensrekening openen ten name van het Nederlandsch Clearinginstituut, waarop zullen worden geboekt de bedragen, gestort ter voldoening van achterstallige Nederlandsche schuldvorderingen, voortvloeiende uit den invoer van goederen in Roemenië, voorzoover deze invoer door middel van een Nederlandsch handelshuis vóór 1 Januari 1935 is tot stand gebracht; als koers van omrekening wordt daarvoor genomen de officieele koers, vastgesteld door de Nationale Bank van Roemenië op den dag voorafgaande aan dien der storting.

Indien de schuld van den debiteur luidt in een andere munt dan de Roemeensche nationale munt, zal hij de tegenwaarde daarvan moeten storten, berekend volgens den officieelen koers, vastgesteld door de Nationale Bank van Roemenië op den dag voorafgaande aan dien der storting.

Artikel VIII.

De bedragen gestort op de algemeene rekening bij het Nederlandsch Clearinginstituut worden verdeeld over 3 rentelooze bijzondere rekeningen, en wel in de volgende verhoudingen:

50 % op een bijzondere rekening A.
35 % „ „ „ „ B.
15 % „ „ „ „ C.

Artikel IX.

De op rekening A gestorte bedragen zullen ter vrije beschikking van de Nationale Bank van Roemenië worden gesteld, onder beding, dat deze bedragen in de eerste plaats verbonden zijn ter betaling door middel van het Nederlandsch Clearinginstituut van al dan niet achterstallige Nederlandsche financieele schuldvorderingen, voor zoover deze niet op andere wijze verrekend worden volgens een overeenkomst, welke tusschen belanghebbenden tot stand zou kunnen komen.

Het is wel verstaan, dat de bedragen van de bijzondere rekening A slechts aangewend kunnen worden tot betaling van financieele schuldvorderingen — daaronder begrepen de dienst van de publieke schulden — tot een bedrag van 10% van de totale waarde van den Roemeenschen uitvoer naar Nederland. De Nationale Bank van Roemenië en het Nederlandsch Clearinginstituut zullen zich met elkander verstaan over de toelaatbaarheid van de vorderingen tot deze regeling.

Tot dit doel zal de Nationale Bank van Roemenië een derde rentelooze bijzondere guldensrekening openen ten name van het Nederlandsch Clearinginstituut, waarop geboekt zullen worden de bedragen gestort uit hoofde van de betreffende vorderingen, berekend volgens den officieelen koers vastgesteld door de Nationale Bank van Roemenië op den dag voorafgaande aan dien der storting.

Indien de schuld van den schuldenaar luidt in een andere munt dan de Roemeensche nationale munt, zal hij de tegenwaarde daarvan moeten storten, berekend volgens den officieelen koers vastgesteld door de Nationale Bank van Roemenië op den dag voorafgaande aan dien der storting.

Als Nederlandsche financieele schuldvorderingen, al dan niet achterstallig, worden beschouwd: alle verplichtingen tot betaling, welke niet vermeld zijn in de artikelen IV en VII van deze Overeenkomst en die op Nederland betrekking hebben.

Artikel X.

De stortingen, bedoeld in de artikelen IV, VII en IX van deze Overeenkomst, welke door de schuldenaren in Roemenië bij de Nationale Bank van Roemenië worden verricht, bevrijden den schuldenaar eerst op het oogenblik, dat haar onderscheiden gerechtigden werkelijk het geheele bedrag van hun schuldvordering volgens de bepalingen van deze Overeenkomst hebben ontvangen.

Artikel XI.

De bedragen, gestort op rekening B, zullen strekken tot betaling van schuldvorderingen, voortvloeiend uit den invoer van Nederlandsche goederen in Roemenië, voor zoover deze invoer van 1 Januari 1935 af heeft plaats gehad.

Artikel XII.

De bedragen, gestort op rekening C, tot een bedrag van 1 millioen gulden per kwartaal, zullen strekken tot de betaling van Nederlandsche achterstallige schuldvorderingen, voortvloeiende uit den invoer in Roemenië van goederen, onverschillig van welken oorsprong, voor zoover deze invoer door middel van een Nederlandsch handelshuis vóór 1 Januari 1935 heeft plaats gevonden.

Artikel XIII.

Elk kwartaal, voor het eerst op 30 Juni 1935, zal de stand der rekening C worden opgemaakt. Voor het geval deze een nadeelig saldo aanwijst tusschen de bedragen op deze rekening geboekt en het in het vorig artikel genoemde bedrag van 1 millioen gulden, zal, om het aan te zuiveren, op rekening C, uit de bedragen gestort op rekening B, een bedrag worden overgeschreven, overeenkomende met dit verschil. Voor het geval het saldo actief is, zal dit worden overgeboekt in het credit van de rekening C van het volgende kwartaal.

Teneinde te kunnen constateeren of, tengevolge van de bepalingen van dit artikel, rekening houdende met het totaal bedrag der schuldvorderingen, waarvoor deze rekening is bestemd, de rekening B een passief saldo aanwijst, zal de stand van rekening B gelijktijdig met dien van rekening C worden opgemaakt.

Voor het geval de stand van rekening B een passief saldo aanwijst, zal naar de rekening B uit de bedragen, gestort op rekening A, volgens een eveneens ieder kwartaal op te maken stand van de rekening A, een som, gelijk aan het passief saldo, worden overgeboekt om dit aan te zuiveren. In geval het saldo actief is, zal het worden overgeboekt in het credit van de rekening B van het volgende kwartaal.

Artikel XIV.

Vanaf het oogenblik, dat de schuldvorderingen, waarvoor de bedragen geboekt op rekening C zijn bestemd, zullen zijn ge-

delgd, zal de rekening C worden opgeheven en de helft der bedragen, welke volgens de bepalingen van artikel VIII op deze rekening moeten worden geboekt, voortaan geboekt worden op rekening A en de andere helft op rekening B.

Evenwel is het wel verstaan, dat in ieder geval van 1 Augustus 1935 af de verdeeling, bedoeld in artikel VIII van de onderhavige Overeenkomst, als volgt zal geschieden:

$42\frac{1}{2}$ % op de bijzondere rekening A.
$42\frac{1}{2}$ % „ „ „ „ B.
15 % „ „ „ „ C.

en wel tot op het oogenblik genoemd in het eerste lid van dit artikel.

Artikel XV.

Zij, die stortingen verrichten, zullen evenwel hebben waar te maken, dat hun stortingen dienen tot verrekening van achterstallige goederenschulden, terwijl betwiste of twijfelachtige gevallen met wederzijdsche instemming van het Nederlandsch Clearinginstituut en de Nationale Bank van Roemenië moeten worden geregeld.

Artikel XVI.

De schuldeischers van achterstallige schulden zullen de betaling hunner schuldvorderingen in Nederland in guldens en in Roemenië in lei ontvangen in chronologische volgorde van storting door de schuldenaren en voorzoover er bedragen volgens de bepalingen van deze Overeenkomst beschikbaar zijn.

Indien vorderingen mochten voorkomen van een hooger bedrag dan 50 000 Nederlandsche guldens of indien andere gevallen zich mochten voordoen, waarin het wenschelijk zou zijn de vorenbedoelde chronologische volgorde niet in acht te nemen, zullen de beide Regeeringen of de door haar aan te wijzen instellingen zich te dier zake kunnen verstaan.

De Roemeensche Regeering verbindt zich om ter beschikking van de Roemeensche schuldeischers te houden de tegenwaarde van de, op de bijzondere rekeningen, bedoeld in de artikelen IV en VII, gestorte bedragen, zoomede de tegenwaarde van de bedragen, welke volgens artikel IX, ter vrije beschikking van de Nationale Bank van Roemenië worden gelaten.

Artikel XVII.

Beide Regeeringen zijn het erover eens de mogelijkheid te zullen bevorderen van compensatietransacties, waarbij goederenleveranties door middel van een derde land plaats vinden.

Artikel XVIII.

Indien in de handelsbetrekkingen tusschen een exporthuis van Nederlandsche goederen en een exporthuis van Roemeensche goederen de mogelijkheid zich voordoet van een compensatie van vorderingen, voortvloeiende uit koop en verkoop van goederen, zoo kunnen beide Regeeringen in gemeen overleg een dergelijke compensatie goedkeuren na onderzoek van elk afzonderlijk geval.

Beide Regeeringen zullen bovendien in gemeen overleg de wijze van uitvoering van deze particuliere compensatietransacties moeten vaststellen.

Artikel XIX.

Indien in geval van opzegging van deze Overeenkomst door een van de beide Regeeringen, op de rekeningen bij het Nederlandsch Clearinginstituut of de Nationale Bank van Roemenië een tegoed ten gunste van de exporteurs van de verdragsluitende landen mocht bestaan, zal dit tegoed geheel worden vereffend onder toepassing van de bepalingen van deze Overeenkomst.

Artikel XX.

Beide Regeeringen verbinden zich wederkeerig de tusschen belanghebbenden overeengekomen vervaltermijnen te eerbiedigen, voor zoover deze in overeenstemming zijn met de bestaande gewoonten.

Artikel XXI.

Indien in Roemenië een vereffeningsbureau mocht worden opgericht, bestemd om geheel of gedeeltelijk de aan de Nationale Bank van Roemenië toegekende functies over te nemen, zullen beide Regeeringen zich onmiddellijk met elkander in verbinding stellen teneinde deze Overeenkomst aan de nieuwe situatie te doen aanpasen.

Artikel XXII.

De technische uitvoering van deze Overeenkomst zal, behoudens het bepaalde in artikel XVIII, in gemeen overleg tusschen

de Nationale Bank van Roemenië en het Nederlandsch Clearing-instituut worden geregeld.

De beide Regeeringen zullen in wederzijdsche overeenstemming de moeilijkheden regelen, welke de toepassing van deze Overeenkomst zou kunnen medebrengen en kunnen te dien einde vertegenwoordigers aanwijzen.

Artikel XXIII.

Elke Regeering verbindt zich, voorzoover haar betreft, de noodzakelijke maatregelen te nemen om haar onderdanen te verplichten de bepalingen van deze Overeenkomst in acht te nemen.

Artikel XXIV.

Deze Overeenkomst treedt in werking op den dag van haar onderteekening. Zij zal van kracht blijven, zoolang niet een der beide Regeeringen haar verlangen te kennen zal hebben gegeven haar te beëindigen, met inachtneming van een opzeggingstermijn van één maand.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden deze Overeenkomst hebben onderteekend.

Gedaan in tweevoud te 's-Gravenhage, den 10den Februari 1935.

MANOLESCU STRUNGA.

STEENBERGHE.

1935. No. 71.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 11 Juli 1935 No. 2209, *houdende bekendmaking van de toetreding van Australië, de Unie van Zuid-Afrika en den Ierschen Vrijstaat tot de op 2 Juni 1928 te Rome gesloten herziene Berner Conventie ter bescherming van letterkundige- en kunstwerken (Staatsblad 1931 No. 361, Gouvernementsblad No. 77).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missives van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 4 Februari, 22 Mei en 11 Juni 1935, 1e en 7e Afdeeling Nos. 12/80, 19/312 en 33/345, houdende mededeeling van de toetreding van Australië, de Unie van Zuid-Afrika en den Ierschen Vrijstaat tot de op 2 Juni 1928 te Rome gesloten herziene Berner-conventie ter bescherming van letterkundige- en kunstwerken (Staatsblad 1931 No. 361, Gouvernementsblad No. 77);

Herlezen de resoluties van 28 Juli 1934 No. 2387 en 12 Januari 1935 No. 141;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 11den Juli 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 24sten Juli 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 72.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 12 Juli 1935, *waarbij wordt afgekondigd de Wet van den 25sten April 1935, (Staatsblad No. 215), houdende vaststelling van het slot der rekening van de koloniale uitgaven en ontvangsten voor Suriname over het dienstjaar 1931.*

IN NAAM DER KONINGIN!
DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande Wet:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat het slot der rekening van de koloniale uitgaven en ontvangsten voor *Suriname* over het dienstjaar 1931, ingevolge artikel 114 van het Reglement op het beleid der Regering in de kolonie *Suriname* (*Staatsblad* 1902, n°. 37), bij de wet behoort te worden vastgesteld, vermits de koloniale huishoudelijke begrooting voor dat dienstjaar definitief is vastgesteld bij de wet;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Artikel 1.

Het slot der rekening van de koloniale uitgaven en ontvangsten voor *Suriname* over het dienstjaar 1931 wordt vastgesteld als volgt:

De uitgaven hebben bedragen *zeven millioen driehonderd zes en tachtig duizend zevenhonderd negen en dertig gulden vijf en veertig cent* (f 7 386 739,45).

De ontvangsten hebben bedragen *vier millioen eenhonderd achttien duizend vierhonderd twee en twintig gulden drie en dertig en een halven cent* (f 4 118 422,33[5]).

Het nadeelig slot der rekening bedraagt alzoo *drie millioen tweehonderd acht en zestig duizend driehonderd zeventien gulden elf en een halven cent* (f 3 268 317,11[5]).

Artikel 2.

Het in het voorgaand artikel genoemd nadeelig slot wordt gedekt door een bijdrage uit 's Rijks schatkist, te weten:

1. ter bevordering van de welvaart *vierhonderd negen en dertig duizend achthonderd vijf en veertig gulden en een cent* (f 439 845,01);

2. ter dekking van het begrootingstekort *twee millioen achthonderd acht en twintig duizend vierhonderd twee en zeventig gulden tien en een halven cent* (f 2 828 472,10[5]).

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te 's-Gravenhage, den 25sten April 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *tienden* Mei 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 12den Juli 1935.
KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 10sten Augustus 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 73.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 12 Juli 1935 No. 2233 *tot vaststelling van ambtskleeding voor den Commissaris van Politie.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Herlezen de resolutie van 24 Augustus 1895 No. 6012 (G. B. No. 38);

Gehoord den Procureur-Generaal;

Overwegende dat het wenschelijk is een ambtskleeding voor den Commissaris van Politie vast te stellen;

Besluit:

Met aanvulling van de resolutie van 24 Augustus 1895 No. 6012 (G. B. No. 38) te bepalen:

Ten Eerste

dat voor den Commissaris van Politie te Paramaribo wordt vastgesteld:

A. Een donker ambtscostuum en

B. Een wit ambtscostuum,

welke ambtskleeding zal zijn als volgt:

Ad. A.

a. Een *jas* van zwart laken, zonder panden, met een split in de rugzijde, aanvangende ter hoogte van de lendenen. De jas is getailleerd en van zoodanige lengte, dat het zitvlak wordt bedekt. De twee zakken, aangebracht ter hoogte van de heup, zonder plooien of sluiting, zijn voorzien van een rechthoekige klep (zie figuur 1 en 2). De sluiting van voren geschiedt naarmate van de gestalte van den drager, door middel van 5 of 6 zwarte knoopen — dan wel door middel van zwarte haken en oogen — bedekt door een overslag, vervaardigd van zwart zijden galon, als

waarmede de voor Districts-Commissarissen vastgestelde ambtspetten zijn versierd (zie Res. van 7 Juni 1934 No. 1789, G. B. No. 46) ter breedte van drie centimeter, welk galon langs den geheelen onderkant van de jas en langs het daarin aangebrachte split en langs voor en bovenkant van den kraag doorloopt.

De kleppen van de zakken zijn langs de drie losse zijden met hetzelfde galon afgezet, hetwelk eveneens om de mouwen wordt aangebracht op ongeveer 5 c.M. afstand van en evenwijdig aan den onderkant en zich benedenwaarts voortzet aan de buitenzijde der mouwen langs den achternaad.

De uiteinden van den staanden, ongeveer $4^1/_2$ c.M. hoogen kraag sluiten rechtstandig tegen elkaar aan en worden door middel van twee haken en oogen onderling bevestigd. Op 3 c.M. van de uiteinden van den kraag is aangebracht als embleem een 4 c.M. hoog Rijkswapen met schildhouders en lauwertakken, vervaardigd van verguld metaal (zie figuur 3).

Op de schouders worden losse passanten gedragen, bestaande uit 4 evenwijdig loopende, vergulde ronde koorden ter dikte van 5 m.M. en aan de hals- en armzijde overdwars omwonden door een gevlochten band van gouddraad ter breedte van $1^1/_2$ c.M.. De buitenste koorden vormen aan de halszijde een lus met inwendige lengte van 2 c.M. en inwendige breedte van $^1/_2$ c.M.. Aan de armzijde vormen deze buitenste koorden naar voren en naar achteren eveneens een lus zoodanig, dat de buitenzijden van deze lussen $5^1/_2$ c.M. van elkaar verwijderd zijn ; de passant — ten hoogste ter lengte van 12 c.M. — wordt op de jas aan de halszijde door middel van de lus bevestigd aan een klein verguld uniformknoopje (als aan de pet) op $1^1/_2$ c.M. afstand van den naad van den kraag en aan de armzijde door middel van 2 aan de onderzijde aangebrachte haken, welke passen in twee op de jas aangebrachte trenzen (zie figuur 4).

Om de mouwen zijn aangebracht op een afstand van 1 c. M. boven het galon, twee tressen van zwarte koordzijde ter dikte van $3^1/_2$ m.M., waarvan de bovenste de basis vormt van een z.g. Hongaarsche knoop ter hoogte van 25 c.M. (zie figuur 1).

De jas wordt gedragen met een — slechts even zichtbaar — staand boordje, overal van gelijke breedte, doch met eenigszins afgeronde punten, vervaardigd van fijn wit linnen of katoen, zoomede met idem manchetten.

b. Een lange *broek* vervaardigd van dezelfde stof als de jas, terweerszijden op den buitennaad voorzien van hetzelfde galon als waarmede de jas is afgezet.

c. Een *pet* van zwart laken, van het model van de pet vastgesteld voor Districts-Commissarissen bij Resolutie van 7 Juni 1934 No. 1789 (G. B. No. 46). Ten eerste ad A., voorzien van :

een band van het hiervorenbedoeld zwart zijden galon ;

aan de voorzijde van een zwart verlakt lederen rondvormig gebombeerde klep ;

een sier-stormband van verguld, rond zijden koord, ter dikte van 5 m.M. met schuifpassant en bevestigd aan twee kleine uniformknoopen ;

onder den sierstormband een verlakt lederen stormband voor practisch gebruik ;

in het midden der voorzijde van den bol boven den lederen stormband hetzelfde embleem als op den kraag der zwarte jas, doch ter hoogte van 5 c.M. (zie figuur 5).

d. *Schoenen* van zwart glimmend of verlakt leder.

e. *Handschoenen* van zijde, fil d'Ecosse of andere witte handschoenenstof.

f. *Overjas* of *mantel* naar keuze :

Overjas met omgeslagen kraag, van zwarte waterdichte stof, voorzien van twee rijen, elk met 7 - met soortgelijke stof als de overjas - overtrokken knoopen ; bij de jas behoort een kap van dezelfde stof en kleur, aan de punt van een kwast voorzien, welke kap door middel van haken en trenzen aan de overjas wordt bevestigd ; overjas en kap gevoerd met zwarte stof ; op de mouwen van de overjas worden dezelfde rangaanduidingen gedragen als op de mouwen van de zwartlakensche jas.

Mantel met breeden liggenden kraag, van zwarte waterdichte stof, voorzien aan de binnenzijde van z.g. armlussen ; overslagsluiting met drie of meer knoopen, overtrokken met soortgelijke stof als van den mantel ; de onderkant van den mantel reikend tot even over de knie.

De mantel wordt zonder rangaanduidingen gedragen.

g. *Degensabel.*

Aan de sabel wordt gedragen :

een dragon : de kwast van massief pletzilver, oversponnen, opgemaakt in den vorm van 19 dunne bouillons, lang 40 m. M. met zilverdraad daartusschen, gebombeerd ter dikte van 128 m.M.

in het midden van den omtrek, van onderen vastgehecht aan een bodem van oranje zijde van 13 m.M. middellijn; van boven belegd met 4 randjes van wit metaal; voorts een peer met kop van wit metaal, ter gezamenlijke lengte van 43 m.M.; koord van zwart passement, lang van den kop af, dubbel gemeten, 47 c.M..

Rangaanduiding.

Twee vijfpuntige sterren van verguld metaal, of geborduurd van gouddraad, volgens figuur 6, aangebracht op de mouwen binnen de lussen gevormd door de koordversiering (zie figuur 1).

Galatenue.

Bij bijzondere gelegenheden wordt bovenomschreven jas voorzien van een schoudersnoer van gevlochten gouddraadkoord, dat in het midden aan de onderzijde van de rechterschouderpassant, door middel van een lus is bevestigd aan een op de jas aangebrachten, met zwart laken overtrokken knoop. Dit snoer loopt vanaf den schouder, over borst en rug onder den rechterarm door tot op 4 c.M. boven het heupgewricht en bestaat uit 12 plat gevlochten koorden van gouddraad, elk ter dikte van 3 m.M., vier en vier onderling verbonden (zie figuren 7 en 8).

Aan den knoop onder den schouderpassant worden tevens bevestigd 2 gouden koorden elk ter lengte van ongeveer 20 c.M. en met een doorsnede van 3 m.M., welke op de borst, tusschen het schoudersnoer en de rechtermouw hangen, en van onderen beide voorzien zijn van een nestelpen van verguld metaal (zie figuur 9).

Ad. B.

a. een *jas* van wit linnen of drill van het model als de jas behoorende bij het hierboven ad. A. beschreven costuum, doch zonder galon en overslag. Vier zakken waarvan twee zijn aangebracht ter hoogte van de heupen en de twee andere op de borst op de okselhoogte, alle met een verticale stolpplooi van 4 c.M. breedte over het midden. De zakken zijn voorzien van een accoladevormige klep, welke gesloten wordt door middel van een klein uniformknoopje van verguld metaal (voorzien van het Rijkswapen zonder schildhouders en zonder lauwertakken).

De staande kraag, hoog ongeveer 4 c.M., waarvan de uiteinden over elkaar grijpen, wordt gesloten door 2 vergulde losse, bol-

vormige knoopjes, de jas is aan de voorzijde voorzien van 5 of 6 — in verband met de gestalte van den drager — groote vergulde metalen uniformknoopen (voorzien van het Rijkswapen zonder schildhouders en lauwertakken).

De versiering op de mouwen is vervaardigd van wit koord van $3^1/_2$ m.M. dikte (zie figuur 10).

De emblemen, de schouderpassanten, zoomede de rangaanduidingen zijn dezelfde als voor de donkere tenue is aangegeven (zie hierboven ad. A.).

De jas wordt desgewenscht gedragen met een staand wit boordje en manchetten als voorgeschreven bij de donkere tenue.

b. een lange, witte *broek* van dezelde stof als de jas, zonder uitmonstering.

c. een witte *helmhoed* van het in figuur 11 aangegeven model, voorzien van een rondloopende band van meerbedoeld zwart zijden galon en in het midden der voorzijde van den bol van hetzelfde embleem, als voor de zwarte pet is vastgesteld, het zwart lakensch veld (zie figuur 5) rustende op den rand. Over de voorklep wordt een wit lederen stormband ter breedte van 1 c.M. gedragen.

d. een witte *pet* met zwarte klep van hetzelfde model als de zwarte pet en dienovereenkomstig versierd.

e. hooge *schoenen* van zwart glimmend, of bruin glimmend leder dan wel van wit zeildoek.

f. een *overjas* of *mantel* zooals beschreven onder ad. A sub. f. hierboven voor het donkere costuum, dan wel een regenmantel van waterdichte Khakistof, voorzien van armsgaten en armbedekstukken en van een breeden liggenden kraag.

Ten Tweede

dat bij het dragen van de hierboven beschreven hoofddeksels op militaire wijze wordt gegroet.

Ten Derde

dat de Commissaris van Politie bij zijne dienstverrichtingen zooveel mogelijk in het witte ambtscostuum gekleed zal zijn ; in burgerkleeding dienstdoende, zal hij steeds voorzien moeten zijn

van het onderscheidingsteeken, bedoeld bij punt *a* van de resolutie van 24 Augustus 1895 No. 6012 (G. B. No. 38).

Ten Vierde

dat het aanschaffen en dragen van de donkere ambtskleeding en van de daarbij behoorende galauitmonstering voorloopig facultatief is gesteld.

Ten Vijfde

dat deze resolutie in werking treedt op den 1sten December 1935.

Ten Zesde

dat deze resolutie, waarvan afschrift wordt gezonden aan den Procureur-Generaal in het Gouvernementsblad zal worden geplaatst.

Paramaribo, den 12den Juli 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 24sten Juli 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

N.B. De in deze resolutie genoemde figuren berusten ter Gouvernements-Secretarie.

1935. No. 74.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 13 Juli 1935 No. 2240, *houdende bekendmaking van de Nederlegging door Denemarken op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te Parijs van de ratificatie-oorkonde betreffende de overeenkomst van Parijs van 22 December 1934 nopens de afschaffing van de consulaire visa op gezondheidspassen (Staatsblad 1935 No. 43, Gouvernementsblad No. 60).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 8 Mei 1935, 4de Afdeeling, Bur. B.O.Z. No. 25/287, houdende mededeeling, dat de ratificatie-oorkonde betreffende de overeenkomst van Parijs van 22 December 1934 nopens de afschaffing van de consulaire visa op gezondheidspassen (Staatsblad 1935 No. 43, Gouvernementsblad No. 60) door *Denemarken* op 29 Maart 1935 op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te Parijs is nedergelegd ;

Herlezen de resolutie van 28 Mei 1935 No. 1743 ;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, 13 Juli 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 24sten Juli 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 75.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 13 Juli 1935 No. 2241, *houdende bekendmaking van de bekrachtiging door Japan van het op 27 Juli 1929 te Genève gesloten verdrag betreffende de verbetering van het lot der gewonden en zieken bij de legers te velde (Staatsblad 1932 No. 514, Gouvernementsblad No. 118).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 1 Februari 1935, 6e Afdeeling No. 22/74, houdende mededeeling van de bekrachtiging door *Japan* op 18 December 1934 van het op 27 Juli 1929 te Genève gesloten verdrag betreffende de verbetering van het lot der gewonden en zieken bij de legers te velde (Staatsblad 1932 No. 514, Gouvernementsblad No. 118);

Herlezen de resolutie van 21 Juli 1934 No. 2294;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, 13 Juli 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 24sten Juli 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 76.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 15 Juli 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van 4 Mei 1935 (Nederlandsch Staatsblad No. 234) tot nadere aanvulling en wijziging van de regelen voor het beheer enz. betreffende de Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen.*

IN NAAM DER KONINGIN!
DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 11 April 1935, 2de Afdeeling, n°. 2;

Den Raad van State gehoord (advies van 26 April 1935, n°. 48);

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van 29 April 1935, 2de Afdeeling, n°. 12;

Den Volksraad gehoord;

Gelet op artikel 70 van de Indische Staatsregeling, zoomede op de wet van 31 Mei 1929 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 296, *Indisch Staatsblad* n°. 323);

Hebben goedgevonden en verstaan:

Artikel 1.

A. Ons besluit van 16 October 1918 n°. 73 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 566, *Indisch Staatsblad* 1919, n°. 199, *Gouvernementsblad van Suriname* 1920, n°. 80A, *Publicatieblad van Curaçao* 1919, n°. 95) tot vaststelling van de regelen voor het beheer enz. betreffende de pensioenfondsen voor de Indische landsdienaren, zooals dit besluit sedert is aangevuld en gewijzigd, laatstelijk bij Ons besluit van 29 Januari 1935 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 33, *Indisch Staatsblad* n°. 91), ondergaat de volgende aanvullingen en wijzigingen:

I. Lid 1 van artikel 5 wordt gelezen:

„1. De fondsen worden, gezamenlijk met de andere Indische „pensioen- en weduwen- en weezenfondsen, onder het opper-

,,toezicht van Onzen Minister van Koloniën en onder het toe-
,,zicht van Commissarissen, beheerd door een Directeur. Onze
,,Minister van Koloniën stelt de dienstvoorschriften voor den
,,Directeur vast."

II. In lid 4 van artikel 5 wordt in stede van ,,een of meer beheerders" gelezen: ,,een ambtenaar met den titel ,,Vertegenwoordiger der Directie van de Indische pensioenfondsen"; in stede van ,,hun" gelezen: ,,hem", en in stede van ,,voeren" gelezen: ,,voert".

III. In lid 5 van artikel 5, in lid 3 van artikel 6 en in de leden 1, 3 en 4 van artikel 13 wordt voor de woorden ,,de beheerders" of ,,de betrokken beheerders", dan wel ,,den betrokken beheerder" gelezen: ,,de(n) Vertegenwoordiger der Directie".

IV. Lid 2 van artikel 6 wordt gelezen:

,,2. De bezoldiging van den Vertegenwoordiger der Directie
,,in *Nederlandsch-Indië* en de bezoldiging, het aantal en de
,,wijze van benoeming van de verdere ambtenaren en bedien-
,,den worden geregeld door den Gouverneur-Generaal."

V. Artikel 7 wordt gelezen:

,,Het toezicht op het beheer der fondsen wordt, gezamenlijk
,,met dat op het beheer van de andere onder het oppertoezicht
,,van Onzen Minister van Koloniën staande pensioen- en wedu-
,,wen- en weezenfondsen voor Indische landsdienaren, zoowel
,,in *Nederland* als in *Nederlandsch-Indië* uitgeoefend door een
,,College van Commissarissen."

VI. Artikel 8 wordt gelezen als volgt:

,,1. De Commissarissen, in *Nederland* ten getale van ten
,,hoogste negen en in *Nederlandsch-Indië* ten getale van ten
,,hoogste zeven, worden benoemd en ontslagen, in *Nederland*
,,door Ons op voordracht van Onzen Minister van Koloniën, in
,,*Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur-Generaal.

,,2. Van het totaal aantal Commissarissen, dat zitting heeft
,,in een College, moet ten minste de helft deelgenoot zijn in
,,een of meer der onder het oppertoezicht van Onzen Minister
,,van Koloniën staande pensioen- en weduwen- en weezenfond-
,,sen voor Indische landsdienaren. Voor een aantal Commissaris-

,,sen kan door of vanwege de deelgenooten in evenbedoelde ,,fondsen een aanbeveling worden gedaan van een of meer deel-,,genooten, verblijf houdende in het land, waar het betrokken ,,College is gevestigd.

,,3. Het aantal commissarissen, waarvoor een aanbeveling ,,kan worden gedaan, als bedoeld in het vorige lid en de regelen, ,,volgens welke die aanbeveling zal plaats hebben, worden vast-,,gesteld in *Nederland* door Onzen Minister van Koloniën, in ,,*Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur-Generaal.

,,4. De Commissarissen ontvangen voor hun bemoeiingen een ,,vergoeding, welke voor *Nederland* door Onzen Minister van ,,Koloniën en voor *Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur-,,Generaal wordt bepaald.

,,De voorschriften voor het door de Commissarissen uit te ,,oefenen toezicht worden voor *Nederland* door Onzen Minister ,,van Koloniën en voor *Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur-,,Generaal vastgesteld."

VII. In lid 3 van artikel 11 worden de slotwoorden: ,,in de koloniën door het koloniaal bestuur" vervangen door: ,,in *Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur-Generaal, in *Suriname* en *Curaçao* door de Gouverneurs", terwijl in lid 4 van hetzelfde artikel de woorden ,,de koloniën" worden vervangen door ,,*Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao*".

B. Het bij artikel 1 van Ons besluit van 17 Maart 1913 n°. 32 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 99, *Indisch Staatsblad* n°. 359, *Publicatieblad van Curaçao* 1919, n°. 92) vastgesteld Reglement voor het Weduwen- en weezenfonds van Europeesche burgerlijke ambtenaren in Nederlandsch-Indië, zooals dit reglement sedert is aangevuld en gewijzigd, laatstelijk bij Ons besluit van 29 Maart 1934 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 133, *Indisch Staatsblad* n°. 329), ondergaat de volgende nadere aanvullingen en wijzigingen:

I. Overal waar in het reglement wordt gesproken van of bedoeld wordt ,,de(n) beheerder" wordt daarvoor gelezen: ,,de(n) Vertegenwoordiger der Directie van de Indische Pensioenfondsen";

II. In artikel 3 wordt voor de woorden ,,of de koloniën" gelezen de woorden: ,,*Nederlandsch-Indië*, *Suriname* of *Curaçao*".

III. In artikel 20, § *a*, wordt voor de woorden ,,de koloniën'' gelezen ,,*Nederlandsch-Indië, Suriname* of *Curaçao*''.

IV. In artikel 44, lid 1, wordt voor het woord ,,koloniale'' gelezen het woord ,,Indische''.

V. In lid 1 van artikel 49 wordt voor de woorden ,,met andere fondsen voor koloniale landsdienaren'' gelezen: ,,met andere Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen''.

VI. Lid 4 van artikel 49 wordt gelezen:

,,De Directeur of degene, die hem vervangt, vertegenwoordigt ,,het fonds in en buiten rechten, behalve in *Nederlandsch-Indië*, ,,waar die vertegenwoordiging geschiedt door een ambtenaar met ,,den titel van ,,Vertegenwoordiger der Directie van de Indische ,,Pensioenfondsen'' of door diens vervanger.

,,De Vertegenwoordiger der Directie in *Nederlandsch-Indië* ,,voert het beheer aldaar voor het fonds en de andere in lid 1 ,,bedoelde fondsen gezamenlijk overeenkomstig hem door den ,,Directeur te geven voorschriften.''

VII. In lid 9 van artikel 49 vervallen de woorden ,,de koloniën''.

VIII. De leden 10 tot en met 14 van artikel 49 worden gelezen als volgt:

,,10. Het toezicht op het beheer van het fonds wordt, ge- ,,zamenlijk met dat op het beheer van de andere onder het ,,oppertoezicht van den Minister van Koloniën staande pensioen- ,,en weduwen- en weezenfondsen voor Indische landsdienaren, ,,zoowel in *Nederland* als in *Nederlandsch-Indië* uitgeoefend ,,door een College van Commissarissen.

,,11. De Commissarissen, in *Nederland* ten getale van ten ,,hoogste negen en in *Nederlandsch-Indië* ten getale van ten ,,hoogste zeven, worden benoemd en ontslagen, in *Nederland* ,,door Ons op voordracht van den Minister van Koloniën, in ,,*Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur-Generaal.

,,12. Van het totaal aantal Commissarissen, dat zitting heeft ,,in een College, moet ten minste de helft deelgenoot zijn in ,,een of meer der onder het oppertoezicht van den Minister van ,,Koloniën staande pensioen- en weduwen- en weezenfondsen ,,voor Indische landsdienaren. Voor een aantal Commissarissen

,,kan door of vanwege de deelgenooten in evenbedoelde fondsen
,,een aanbeveling worden gedaan van een of meer deelgenooten,
,,verblijf houdende in het land, waar het betrokken College is
,,gevestigd.

,,13. Het aantal Commissarissen, waarvoor een aanbeveling
,,kan worden gedaan, als bedoeld in het vorige lid en de regelen,
,,volgens welke die aanbeveling zal plaats hebben, worden vast-
,,gesteld in *Nederland* door den Minister van Koloniën, in *Neder-*
,,*landsch-Indië* door den Gouverneur-Generaal.

,,14. De Commissarissen ontvangen voor hun bemoeiingen
,,een vergoeding, welke voor *Nederland* door den Minister van
,,Koloniën en voor *Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur-
,,Generaal wordt bepaald.

,,De voorschriften voor het door de Commissarissen uit te
,,oefenen toezicht worden voor *Nederland* door den Minister van
,,Koloniën en voor *Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur-
,,Generaal vastgesteld."

IX. In lid 3 van artikel 50 worden de slotwoorden ,,in de koloniën door het koloniaal bestuur" vervangen door: ,,in *Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur-Generaal, in *Suriname* en *Curaçao* door de Gouverneurs", terwijl in lid 4 van hetzelfde artikel de woorden ,,de koloniën" worden vervangen door: ,,*Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao*".

C. Het bij Ons besluit van 27 September 1923 n°. 67 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 466, *Indisch Staatsblad* n°. 543, *Gouvernementsblad van Suriname* n°. 89, *Publicatieblad van Curaçao* n°. 90) vastgesteld Reglement voor het Weduwen- en Weezenfonds der Europeesche officieren van het Nederlandsch-Indische leger, zooals dit reglement sedert is aangevuld en gewijzigd, laatstelijk bij Ons besluit van 6 Augustus 1931 n°. 44 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 363, *Indisch Staatsblad* n°. 422, *Gouvernementsblad van Suriname* n°. 81, *Publicatieblad van Curaçao* n°. 66), ondergaat de volgende nadere aanvullingen en wijzigingen:

I. Overal waar in het reglement wordt gesproken van of bedoeld wordt ,,de(n) Beheerder in *Nederlandsch-Indië*" wordt daarvoor gelezen: ,,de(n) Vertegenwoordiger der Directie in *Nederlandsch-Indië*".

II. In artikel 3 wordt voor de woorden ,,of de koloniën'' gelezen de woorden :,,*Nederlandsch-Indië*, *Suriname* of *Curaçao*''.

III. In artikel 20, § *a*, wordt voor de woorden ,,de koloniën'' gelezen de woorden: ,,*Nederlandsch-Indië*, *Suriname* of *Curaçao*''.

IV. In lid 1 van artikel 45 wordt voor de woorden ,,met andere fondsen voor koloniale landsdienaren'' gelezen: ,,met andere Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen''.

V. De leden 5 en 6 van artikel 45 worden gelezen:

,,5. De Directeur of degene, die hem vervangt, vertegenwoor-
,,digt het fonds in en buiten rechten, behalve in *Nederlandsch-*
,,*Indië*, *Suriname* en *Curaçao*.
,,In *Nederlandsch-Indië* geschiedt die vertegenwoordiging door
,,een ambtenaar met den titel van ,,Vertegenwoordiger der
,,Directie van de Indische pensioenfondsen'' of door diens ver-
,,vanger; in *Suriname* en *Curaçao* door een Beheerder of door
,,diens vervanger.
,,6. De Vertegenwoordiger der Directie in *Nederlandsch-*
,,*Indië* en de Beheerders in *Suriname* en *Curaçao* voeren het
,,beheer aldaar over het fonds en andere fondsen gezamenlijk
,,overeenkomstig hun door den Directeur te geven voorschrif-
,,ten.''

VI. Lid 8 van artikel 45 wordt gelezen:

,,8. De Directeuren worden door Ons benoemd, de Vertegen-
,,woordiger der Directie in *Nederlandsch-Indië* door den Gouver-
,,neur-Generaal, de Beheerders in *Suriname* en *Curaçao* door
,,de Gouverneurs.''

VII. In lid 13 van artikel 45 vervallen de woorden ,,de koloniën''.

VIII. De leden 14 tot en met 18 van artikel 45 worden gelezen als volgt:

,,14. Het toezicht op het beheer van het fonds wordt, ge-
,,zamenlijk met dat op het beheer van de andere onder het
,,oppertoezicht van den Minister van Koloniën staande pensioen-
,,en weduwen- en weezenfondsen voor Indische landsdienaren,
,,zoowel in *Nederland* als in *Nederlandsch-Indië* uitgeoefend

,,door een College van Commissarissen. Ook in *Suriname* en ,,*Curaçao* geschiedt het toezicht op het beheer van het fonds ,,door Commissarissen.

,,15. De Commissarissen, in *Nederland* ten getale van ten ,,hoogste negen en in *Nederlandsch-Indië* ten getale van ten ,,hoogste zeven, worden benoemd en ontslagen, in *Nederland* ,,door Ons, op voordracht van den Minister van Koloniën, in ,,*Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur-Generaal.

,,16. Van het totaal aantal Commissarissen, dat in *Neder-* ,,*land* en in *Nederlandsch-Indië* zitting heeft in het College, ,,moet ten minste de helft deelgenoot zijn in een of meer der ,,onder het oppertoezicht van den Minister van Koloniën staande ,,pensioen- en weduwen- en weezenfondsen voor Indische lands- ,,dienaren.

,,Voor een aantal Commissarissen kan door of vanwege de ,,deelgenooten in evenbedoelde fondsen een aanbeveling worden ,,gedaan van een of meer deelgenooten, verblijf houdende in het ,,land, waar het betrokken College is gevestigd.

,,17. Het aantal Commissarissen, waarvoor een aanbeveling ,,kan worden gedaan, als bedoeld in het vorige lid en de regelen, ,,volgens welke die aanbeveling zal plaats hebben, worden vast- ,,gesteld in *Nederland* door den Minister van Koloniën, in *Neder-* ,,*landsch-Indië* door den Gouverneur-Generaal.

,,18. De Commissarissen in *Nederland* en in *Nederlandsch-* ,,*Indië* ontvangen voor hun bemoeiingen een vergoeding, welke ,,voor *Nederland* door den Minister van Koloniën en voor *Neder-* ,,*landsch-Indië* door den Gouverneur-Generaal wordt bepaald.

,,De voorschriften voor het door de Commissarissen uit te ,,oefenen toezicht worden voor *Nederland* door den Minister van ,,Koloniën en voor *Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur- ,,Generaal vastgesteld.''

D. Het bij artikel 1 van Ons besluit van 8 Juli 1924 n°. 124 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 347, *Indisch Staatsblad* n°. 419, *Gouvernementsblad van Suriname* n°. 67, *Publicatieblad van Curaçao* n°. 56) vastgesteld Reglement voor het Weduwen- en Weezenfonds van Europeesche militairen beneden den rang van officier bij de Koloniale Troepen, zooals dit reglement sedert is aangevuld en gewijzigd, laatstelijk bij Ons besluit van 6 Augustus 1931 n°. 44 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 363, *Indisch Staatsblad* n°. 422, *Gouvernementsblad van Suriname* n°. 81, *Publi-*

catieblad van Curaçao n°. 66), ondergaat de volgende nadere aanvullingen en wijzigingen:

I. Overal waar in het reglement wordt gesproken van of bedoeld wordt ,,de(n) Beheerder in *Nederlandsch-Indië*'' wordt daarvoor gelezen: ,,de(n) Vertegenwoordiger der Directie in *Nederlandsch-Indië*''.

II. In het derde lid van artikel 18 worden de woorden ,,de koloniën'' vervangen door de woorden ,,*Nederlandsch-Indië*, *Suriname* of *Curaçao*''.

III. In artikel 24, § 1, onder *a*, in artikel 29 en in artikel 33, § 3, wordt het woord ,,koloniaal'' vervangen door het woord ,,betrokken''.

IV. In § 1 van artikel 36 wordt voor de woorden ,,met andere fondsen voor koloniale landsdienaren'' gelezen: ,,met andere Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen''.

V. De §§ 4 en 5 van artikel 36 worden gelezen:

,,§ 4. De Directeur of degene, die hem vervangt, vertegen-
,,woordigt het fonds in en buiten rechten, behalve in *Neder-
,,landsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao*.
,,In *Nederlandsch-Indië* geschiedt die vertegenwoordiging door
,,een ambtenaar met den titel van ,,Vertegenwoordiger der
,,Directie van de Indische pensioenfondsen of diens vervangers,
,,in *Suriname* en *Curaçao* door een Beheerder of diens ver-
,,vanger.

,,§ 5. De Vertegenwoordiger der Directie in *Nederlandsch-
,,Indië* en de Beheerder in *Suriname* en *Curaçao* voeren het
,,beheer aldaar over het fonds en andere fondsen gezamenlijk,
,,overeenkomstig hun door den Directeur te geven voorschrif-
,,ten.''

VI. De § 7 van artikel 36 wordt gelezen:

,,§ 7. De directeuren worden door Ons benoemd, de Ver-
,,tegenwoordiger der Directie in *Nederlandsch-Indië* door den
,,Gouverneur-Generaal, de Beheerders in *Suriname* en *Curaçao*
,,door de Gouverneurs.''

VII. De §§ 12 tot en met 16 van artikel 36 worden gelezen als volgt:

„§ 12. Het toezicht op het beheer van het fonds wordt, ge-
„zamenlijk met dat op het beheer van de andere onder het opper-
„toezicht van den Minister van Koloniën staande pensioen- en
„weduwen- en weezenfondsen voor Indische landsdienaren, zoo-
„wel in *Nederland* als in *Nederlandsch-Indië* uitgeoefend door
„een College van Commissarissen. Ook in *Suriname* en *Curaçao*
„geschiedt het toezicht op het beheer van het fonds door Com-
„missarissen.

„§ 13. De Commissarissen, in *Nederland* ten getale van ten
„hoogste negen en in *Nederlandsch-Indië* ten getale van ten
„hoogste zeven, worden benoemd en ontslagen, in *Nederland*
„door Ons, op voordracht van den Minister van Koloniën, in
„*Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur-Generaal.

„§ 14. Van het totaal aantal Commissarissen, dat in *Neder-*
„*land* en in *Nederlandsch-Indië* zitting heeft in het College moet
„ten minste de helft deelgenoot zijn in een of meer der onder
„het oppertoezicht van den Minister van Koloniën staande pen-
„sioen- en weduwen- en weezenfondsen voor Indische lands-
„dienaren. Voor een aantal Commissarissen kan door of van-
„wege de deelgenooten in evenbedoelde fondsen een aanbeveling
„worden gedaan van een of meer deelgenooten, verblijf houden-
„de in het land, waar het betrokken College is gevestigd.

„§ 15. Het aantal Commissarissen waarvoor een aanbeveling
„kan worden gedaan, als bedoeld in de vorige paragraaf en de
„regelen, volgens welke die aanbeveling zal plaats hebben, wor-
„den vastgesteld in *Nederland* door den Minister van Koloniën,
„in *Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur-Generaal.

„§ 16. De Commissarissen in *Nederland* en in *Nederlandsch-*
„*Indië* ontvangen voor hunne bemoeiingen een vergoeding, welke
„voor *Nederland* door den Minister van Koloniën en voor *Neder-*
„*landsch-Indië* door den Gouverneur-Generaal wordt bepaald.
„De voorschriften voor het door de Commissarissen uit te
„oefenen toezicht worden voor *Nederland* door den Minister van
„Koloniën en voor *Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur-
„Generaal vastgesteld."

E. Het bij artikel 1 van Ons besluit van 26 Januari 1931 n°. 2 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 21, *Indisch Staatsblad* n°. 93) vastgesteld Reglement op het verleenen van pensioenen aan Europeesche locale ambtenaren in *Nederlandsch-Indië* en van

pensioenen en onderstanden aan de weduwen- en weezen dier ambtenaren, zooals dit reglement sedert is aangevuld en gewijzigd, laatstelijk bij Ons besluit van 11 October 1934 n°. 50 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 544, *Indisch Staatsblad* n°. 594) ondergaat de volgende nadere aanvullingen en wijzigingen:

I. Overal waar in het reglement wordt gesproken van of bedoeld wordt ,,de(n) beheerder'' wordt daarvoor gelezen: ,,de(n) Vertegenwoordiger der Directie van de Indische Pensioenfondsen''.

II. In lid 2 van artikel 62 wordt voor de woorden ,,met andere fondsen voor koloniale landsdienaren'' gelezen ,,met andere Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen''.

III. Lid 5 van artikel 62 wordt gelezen:

,,5. De Directeur of degene, die hem vervangt, vertegen-
,,woordigt het fonds in en buiten rechten, behalve in *Neder-*
,,*landsch-Indië*, waar die vertegenwoordiging geschiedt door een
,,ambtenaar met den titel van ,,Vertegenwoordiger der Directie
,,van de Indische pensioenfondsen'' of door diens vervanger.
,,De vertegenwoordiger der Directie in *Nederlandsch-Indië*
,,voert het beheer aldaar voor het fonds en de andere in lid 2
,,bedoelde fondsen gezamenlijk, overeenkomstig hem door den
,,Directeur te geven voorschriften.''

IV. De leden 10 tot en met 14 van artikel 62 worden gelezen als volgt:

,,10. Het toezicht op het beheer van het fonds wordt, zoowel
,,in *Nederland* als in *Nederlandsch-Indië*, uitgeoefend door een
,,College van Commissarissen, ten getale van ten hoogste vijf
,,voor elk land.
,,11. De Commissarissen worden benoemd en ontslagen, in
,,*Nederland* door Ons, op voordracht van den Minister van
,,Koloniën, in *Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur-Gene-
,,raal.
,,12. Van het totaal aantal Commissarissen, dat zitting heeft
,,in een College, moet ten minste de helft deelgenoot zijn in
,,het fonds. Voor een aantal Commissarissen kan door of van-
,,wege de deelgenooten in het fonds een aanbeveling worden
,,gedaan van een of meer deelgenooten, verblijf houdende in het
,,land waar het betrokken College is gevestigd.

,,13. Het aantal Commissarissen, waarvoor een aanbeveling ,,kan worden gedaan, als bedoeld in het vorige lid en de regelen, ,,volgens welke die aanbeveling zal plaats hebben, worden vast- ,,gesteld in *Nederland* door den Minister van Koloniën, in *Neder- ,,landsch-Indië* door den Gouverneur-Generaal.

,,14. De Commissarissen ontvangen voor hun bemoeiingen ,,een vergoeding, welke voor *Nederland* door den Minister van ,,Koloniën en voor *Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur- ,,Generaal wordt bepaald.

,,De voorschriften voor het door de Commissarissen uit te ,,oefenen toezicht worden voor *Nederland* door den Minister van ,,Koloniën en voor *Nederlandsch-Indië* door den Gouverneur- ,,Generaal vastgesteld.''

Artikel 2.

Dit besluit wordt geacht te zijn in werking getreden op 1 Mei 1935.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het *Staatsblad* zal worden geplaatst en waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den 4den Mei 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *veertienden* Mei 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernements-blad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 15den Juli 1935.
KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 10den Augustus 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 77.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 15 JULI 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van 4 Mei 1935 (Nederlandsch Staatsblad No. 235) tot vaststelling van een nieuw tarief voor de verrekening wegens overdracht van pensioenslast en tot aanvulling en wijziging van de reglementen van de Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen.*

IN NAAM DER KONINGIN!
DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 11 April 1935, 2de Afdeeling, nº. 2;

Den Raad van State gehoord (advies van 26 April 1935, nº. 48);

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van 29 April 1935, 2de Afdeeling, nº. 12;

Den Volksraad gehoord;

Gelet op artikel 70 van de Indische Staatsregeling, zoomede op de Wet van 31 Mei 1929 (*Nederlandsch Staatsblad* nº. 296, *Indisch Staatsblad* nº. 323);

Hebben goedgevonden en verstaan:

Met buitenwerkingstelling van artikel 1 van Ons besluit van 6 Augustus 1931, nº. 44 (*Nederlandsch Staatsblad* nº. 363, *Indisch Staatsblad* nº. 422), te bepalen:

Artikel 1.

1) Bij overgang van een deelgenoot in een der bij de Wet van den 25sten Juli 1918 (*Nederlandsch Staatsblad* nº. 480, *Indisch Staatsblad* nº. 846) opgerichte Eigen Pensioenfondsen voor de burgerlijke en militaire landsdienaren in *Nederlandsch-Indië* of in het Pensioenfonds voor Europeesche locale ambtenaren in *Nederlandsch-Indië* naar een ander van deze fondsen zal, bij overdracht van pensioenslast, door het fonds, hetwelk de

betrokkene verlaat, aan het fonds, waarin de betrokkene als deelgenoot wordt opgenomen, een som worden betaald, berekend volgens het bij dit besluit behoorend tarief.

2) Indien een deelgenoot in een der in lid 1 van dit artikel bedoelde pensioenfondsen in vasten dienst treedt bij het beheerskantoor in *Nederlandsch-Indië* van de Indische pensioenfondsen en als gevolg daarvan diens pensioenslast overgaat op de gezamenlijke fondsen, dan wel omgekeerd een ambtenaar of gewezen ambtenaar van het voornoemde beheerskantoor, die pensioen geniet of recht of aanspraak heeft op pensioen ten laste van de gezamenlijke fondsen, in anderen dienst treedt, en als gevolg hiervan diens pensioenslast overgaat op een der in lid 1 van dit artikel genoemde pensioenfondsen, zal mede verrekening wegens overdracht van pensioenslast als bedoeld in lid 1 van dit artikel op den voet van het daarin bedoelde tarief plaats hebben tusschen het betrokken pensioenfonds en de gezamenlijke fondsen.

Artikel 2.

A. Het bij artikel 1 van Ons besluit van 17 Maart 1913, n°. 32 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 99, *Indisch Staatsblad* n°. 359) vastgesteld reglement voor het Weduwen- en weezenfonds van Europeesche burgerlijke ambtenaren in *Nederlandsch-Indië*, zooals het is aangevuld en gewijzigd, laatstelijk bij Ons besluit van 29 Maart 1934, n°. 56 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 133, *Indisch Staatsblad* n°. 329) wordt nader aangevuld en gewijzigd als volgt:

I. In lid 1 van artikel 29 wordt gelezen: voor het woord ,,Koloniaal'' het woord ,,Indisch'', voor de woorden ,,een der beheerskantoren'' de woorden ,,het beheerskantoor'' en voor de woorden ,,Pensioenfondsen voor de Koloniale landsdienaren en Locale ambtenaren'' de woorden ,,Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen''.

II. In lid 1 van artikel 41 wordt voor het woord ,,Koloniaal'' gelezen het woord ,,Indisch''.

Artikel 41, lid (2) wordt gelezen:

,,(2) De in lid 1 van dit artikel bedoelde overdrachtsom be-
,,hoeft voor de ambtenaren, ingedeeld in de pensioensgroepen I
,,en II, hoogstens te worden berekend voor respectievelijk 25 en
,,30 ten volle voor eigen pensioen tellende dienstjaren.''

In den eersten zin van artikel 41, lid (3) wordt gelezen voor de woorden ,,een der beheerskantoren'' de woorden ,,het beheerskantoor'' en voor de woorden ,,Pensioenfondsen voor de Koloniale landsdienaren en Locale ambtenaren'' de woorden ,,Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen''. In den tweeden zin van dit lid vervallen de woorden ,,onder beheer van het beheerskantoor, waarbij de betrokkene in dienst treedt''.

III. Artikel 41*a*, lid (1) wordt gelezen:

,,(1) Indien een tot het fonds toetredende deelgenoot over-
,,komt uit een ander onder Regeeringstoezicht gesteld Indisch
,,Weduwen- en weezenfonds of uit den vasten dienst van het
,,beheerskantoor in *Nederlandsch-Indië* van de Indische pensioen-
,,fondsen zal op hetgeen de tot het fonds toetredende deelgenoot
,,hieraan aan afloopende bijdragen wegens toetreding (buitenge-
,,wone- en huwelijkscontributiën, extra bijdragen) heeft te vol-
,,doen, in mindering worden gebracht het totale bedrag hetwelk
,,door het fonds, waaruit de betrokkene wordt overgenomen, of
,,door de gezamenlijke fondsen wordt overgedragen.''

B. Het bij Ons besluit van 27 September 1923, n°. 67 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 466, *Indisch Staatsblad* n°. 543, *Gouvernementsblad van Suriname* n°. 89, *Publicatieblad van Curaçao* n°. 90) vastgesteld Reglement voor het Weduwen- en weezenfonds der Europeesche officieren van het Nederlandsch-Indische leger, zooals het is gewijzigd en aangevuld laatstelijk bij Ons besluit van 6 Augustus 1931, n°. 44 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 363, *Indisch Staatsblad* n°. 422, *Gouvernementsblad van Suriname* n°. 81, *Publicatieblad van Curaçao* n°. 66), wordt nader aangevuld en gewijzigd als volgt:

I. In lid 1 van artikel 29 wordt gelezen voor het woord ,,Koloniaal'' het woord ,,Indisch'', voor de woorden ,,een der beheerskantoren'' de woorden ,,het beheerskantoor'' en voor de woorden ,,Pensioenfondsen voor de Koloniale landsdienaren en Locale ambtenaren'' de woorden ,,Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen''.

II. In lid 1 van artikel 42*a* wordt voor het woord ,,Koloniaal'' gelezen het woord ,,Indisch''.

Artikel 42*a*, lid (2) wordt gelezen:

,,(2) De in lid 1 van dit artikel bedoelde overdrachtsom be-
,,hoeft hoogstens te worden berekend voor 25 ten volle voor eigen pensioen tellende dienstjaren.''

In den eersten zin van artikel 42*a*, lid (3) wordt gelezen voor de woorden ,,een der beheerskantoren'' de woorden ,,het beheerskantoor'' en voor de woorden ,,Pensioenfondsen voor de Koloniale landsdienaren en Locale ambtenaren'' de woorden ,,Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen''.

In den tweeden zin van dit lid vervallen de woorden ,,onder beheer van het beheerskantoor, waarbij de betrokkene in dienst treedt''.

III. Artikel 43, lid (1) wordt gelezen:

,,(1) Indien een tot het fonds toetredende deelgenoot over-
,,komt uit een ander onder Regeeringstoezicht gesteld Indisch
,,weduwen- en weezenfonds of uit den vasten dienst van het
,,beheerskantoor in *Nederlandsch-Indië* van de Indische pensioen-
,,fondsen zal op hetgeen de tot het fonds toetredende deelgenoot
,,hieraan aan afloopende bijdragen wegens toetreding (huwelijks-
,,contributie, extra bijdragen, als bedoeld in de artikelen 33 en
,,44) heeft te voldoen, in mindering worden gebracht het totale
,,bedrag, hetwelk door het fonds, waaruit de betrokkene wordt
,,overgenomen, of door de gezamenlijke fondsen wordt overge-
dragen.''

C. Het bij artikel 1 van Ons besluit van 8 Juli 1924, n°. 124 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 347, *Indisch Staatsblad* n°. 419, *Gouvernementsblad van Suriname* n°. 67, *Publicatieblad van Curaçao* n°. 56) vastgesteld Reglement voor het Weduwen- en Weezenfonds van Europeesche militairen beneden den rang van officier bij de Koloniale troepen, zooals het is aangevuld en gewijzigd laatstelijk bij Ons besluit van 6 Augustus 1931, n°. 44 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 363, *Indisch Staatsblad* n°. 422, *Gouvernementsblad van Suriname* n°. 81, *Publicatieblad van Curaçao* n°. 66) wordt nader aangevuld en gewijzigd als volgt:

I. Artikel 12 wordt gelezen:

,,§ 1. Het deelgenootschap in het fonds vervalt eveneens,
,,wanneer deelgenootschap in eenig ander onder Regeeringstoe-
,,zicht gesteld weduwen- en weezenfonds wordt verkregen of de
,,deelgenoot een betrekking aanvaardt, waardoor hij voor zijn
,,weduwe en weezen aanspraak verwerft op pensioen of onder-
,,stand uit de inkomsten van het Rijk in *Nederland* of uit die
,,van *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* of *Curaçao* of ten laste van
,,de gezamenlijke pensioen- en weduwen- en weezenfondsen voor
,,de Indische landsdienaren en Locale ambtenaren.''

,,§ 2. Tenzij deelgenootschap in een onder Regeeringstoezicht ,,gesteld Indisch weduwen- en weezenfonds wordt verkregen, of ,,de deelgenoot een betrekking aanvaardt bij het beheerskantoor ,,in *Nederlandsch-Indië* van de Indische pensioenfondsen, kan ,,de belanghebbende vrijwillig deelgenoot blijven op den voet ,,van het bepaalde in artikel 4 en § 3 van artikel 5 ten behoeve ,,van de deelgerechtigde betrekkingen, die hij op het tijdstip, ,,waarop hij ophoudt verplicht deelgenoot in het fonds te zijn, ,,bezit en van de uit het op dat tijdstip bestaande huwelijk ge- ,,sproten kinderen; indien het gepensionneerde militairen geldt ,tegen betaling van de laatstelijk over het pensioen verschuldigde ,,gewone contributie."

,,§ 3. De wensch om vrijwillig deelgenoot te blijven moet ,,binnen 6 maanden na den dag, waarop het deelgenootschap in ,,het fonds volgens het bepaalde in § 1 zou vervallen, worden ,,kenbaar gemaakt, in *Nederlandsch-Indië* aan het fondsbestuur, ,,in *Suriname* en *Curaçao* aan den Gouverneur en daarbuiten aan ,,de Directie van het fonds."

,,§ 4. Zij, die binnen dezen termijn overlijden, zonder zich ,,te hebben verklaard, kunnen indien dit in het belang van hun ,,nagelaten betrekkingen is, worden geacht deelgenoot te zijn ,,gebleven."

II. In artikel 17 worden de volgende wijzigingen gebracht:

De aanduidingen ,,(1), (2), (3) en (4)" bij de onderdeelen van dit artikel worden vervangen door ,,§ 1, § 2, § 3 en § 4".

In § 1 wordt het woord ,,gepensionneerd" vervangen door het woord ,,gewezen" en het woord ,,Koloniaal" door het woord ,,Indisch".

§ 2 wordt gelezen:

,,De in § 1 van dit artikel bedoelde overdrachtsom behoeft ,,hoogstens te worden berekend voor 25 ten volle voor eigen ,,pensioen tellende dienstjaren."

In § 3 wordt het woord ,,gepensionneerd" vervangen door ,,gewezen" en het woord ,,Koloniaal" door het woord ,,Indisch".

In den eersten zin van § 4 wordt het woord ,,leden" vervangen door ,,§§"; worden de woorden ,,een der beheerskantoren" vervangen door de woorden ,,het beheerskantoor" en de woorden ,,Pensioenfondsen voor de Koloniale landsdienaren en Locale

ambtenaren" door de woorden ,,Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen".

In den tweeden zin van § 4 vervallen de woorden ,,onder beheer van het beheerskantoor, waarbij de betrokkene in dienst treedt".

III. Artikel 17*a*, lid (1) wordt gelezen:

,,§ 1. Indien een tot het fonds toetredende deelgenoot over-
,,komt uit een ander onder Regeeringstoezicht gesteld Indisch
,,weduwen- en weezenfonds of uit den vasten dienst van het
,,beheerskantoor in *Nederlandsch-Indië* van de Indische pensioen-
,,fondsen zal op hetgeen de tot het fonds toetredende deelgenoot
,,hieraan ingevolge artikel 14 aan huwelijkscontributiën heeft
,,te voldoen in mindering worden gebracht het totale bedrag,
,,hetwelk door het fonds, waaruit de betrokkene wordt overge-
,,nomen, of door de gezamenlijke fondsen wordt overgedragen."

De aanduiding voor het tweede lid ,,(2)" wordt vervangen door ,,§ 2".

D. Het bij artikel 1 van Ons besluit van 26 Januari 1931, n°. 2 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 21, *Indisch Staatsblad* n°. 93) vastgesteld Reglement op het verleenen van pensioen aan Europeesche Locale ambtenaren in *Nederlandsch-Indië* en van pensioenen en onderstanden aan de weduwen en weezen dier ambtenaren, zooals het is aangevuld en gewijzigd laatstelijk bij Ons besluit van 11 October 1934, n°. 50 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 554, *Indisch Staatsblad* n°. 594), wordt nader aangevuld en gewijzigd als volgt:

I. In den eersten zin van lid 1 van artikel 17 wordt gelezen: voor het woord ,,Koloniaal" het woord ,,Indisch"; voor de woorden ,,een der beheerskantoren" de woorden ,,het beheerskantoor" en voor de woorden ,,Pensioenfondsen voor de Koloniale landsdienaren en Locale ambtenaren" de woorden ,,Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen".

II. In lid 1 van artikel 34*a* wordt voor het woord ,,Koloniaal" gelezen het woord ,,Indisch".

In den eersten zin van artikel 34*a*, lid (3) wordt voor de woorden ,,een der beheerskantoren" gelezen de woorden ,,het beheerskantoor" en voor de woorden ,,Pensioenfondsen voor de Koloniale landsdienaren en Locale ambtenaren" de woorden

,,Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen''. In den tweeden zin vervallen de woorden ,,onder beheer van het beheerskantoor, waarbij de betrokkene in dienst treedt''.

III. In artikel 34*b*, lid (1) wordt gelezen: voor het woord ,,Koloniaal'' het woord ,,Indisch''; voor de woorden ,,een der beheerskantoren'' de woorden ,,het beheerskantoor'' en voor de woorden ,,Pensioenfondsen voor de Koloniale landsdienaren en Locale ambtenaren'' de woorden ,,Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen'', terwijl vervallen de woorden ,,onder beheer van het beheerskantoor, waarbij de betrokkene in dienst was''.

Artikel 3.

(1) Indien een ambtenaar in vasten dienst van het beheerskantoor in *Nederlandsch-Indië* van de Indische pensioenfondsen of een gewezen ambtenaar van het voornoemde beheerskantoor, die pensioen geniet of recht of aanspraak heeft op pensioen ten laste van de gezamenlijke onder het beheer van dit kantoor staande fondsen, in 's Lands dienst treedt en als gevolg daarvan deelgenoot wordt in een onder Regeeringstoezicht gesteld Indisch weduwen- en weezenfonds, zal door de gezamenlijke fondsen worden overgedragen aan het fonds, waarin de betrokkene als deelgenoot wordt opgenomen, de door dezen betaalde en eventueel nog verschuldigde buitengewone-, huwelijks- en extra bijdragen, (zonder de daarop gekomen renten, eventueele boeten en verhooging), benevens, voor zoover het mannelijke deelgenooten betreft, een som bedragende twee procent van de maandelijksche activiteitsbezoldiging, laatstelijk vóór den overgang genoten, voor elke maand, welke ten volle, en één procent van die maandelijksche activiteitsbezoldiging voor elke maand, welke voor de helft voor eigen pensioen medetelt.

(2) De in lid 1 van dit artikel bedoelde overdrachtsom behoeft voor de ambtenaren, ingedeeld in de pensioensgroepen I en II, hoogstens te worden berekend voor respectievelijk 25 en 30 ten volle voor eigen pensioen tellende dienstjaren.

Artikel 4.

Dit besluit wordt geacht te zijn in werking getreden voor zoover artikel 1 betreft op 1 Januari 1935 en voor het overige op 1 Mei 1935.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het *Staatsblad* zal worden geplaatst en waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den 4den Mei 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *veertienden* Mei 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 15den Juli 1935.
KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 10den Augustus 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

BIJLAGE.

Behoort bij artikel 1 van het Koninklijk besluit van 4 Mei 1935 (*Staatsblad* n°. 235).

TARIEF VOOR DE VERREKENING BIJ OVERDRACHT VAN PENSIOENSLAST tusschen de Eigen Pensioenfondsen voor Europeesche en Inlandsche burgerlijke en militaire landsdienaren in Nederlandsch-Indië onderling en met het Pensioenfonds voor Europeesche locale ambtenaren in Nederlandsch-Indië.

I. Overdrachtsom bij overgang van een burgerlijk landsdienaar of gewezen burgerlijk landsdienaar, een locaal ambtenaar of gewezen locaal ambtenaar, van een officier of gewezen officier en van een Europeesch onderofficier of gewezen Europeesch onderofficier, per gulden maandelijksche activiteitsbezoldiging, laatstelijk vóór den overgang genoten.

Bij den overgang voor eigen pensioen tellende dienstjaren:	Vóór den overgang behoord hebbende tot de pensioensgroep:	
	I.	II.
1	1.74	1.32
2	3.49	2.66
3	5.26	4.02
4	7.05	5.38
5	8.86	6.77
6	10.69	8.16
7	12.53	9.57
8	14.41	10.99
9	16.29	12.43
10	18.21	13.88
11	20.15	15.36

Bij den overgang voor eigen pensioen tellende dienstjaren:	Vóór den overgang behoord hebbende tot de pensioensgroep:	
	I.	II.
12	22.12	16.84
13	24.11	18.36
14	26.15	19.88
15	28.22	21.43
16	30.34	23.01
17	32.51	24.61
18	34.74	26.25
19	37.02	27.93
20	39.38	29.66
21	41.81	31.42
22	44.32	33.24
23	46.92	35.12
24	49.62	37.02
25	52.43	39.05
26	52.43	41.12
27	52.43	43.28
28	52.43	45.53
29	52.43	47.88
30 en meer	52.43	50.36

Toelichtingen.

(1) Met de pensioensgroepen I en II worden bedoeld de pensioensgroepen, als bedoeld onderscheidenlijk in het Indisch burgerlijk pensioenreglement en het Europeesch locaal pensioenreglement. Met de pensioensgroep I wordt gelijkgesteld de pensioensgroep C. Met de pensioensgroep II worden gelijkgesteld de pensioensgroepen B en A.

Bij overgang van een officier of gewezen officier en van een Europeesch onderofficier of gewezen Europeesch onderofficier worden voor de berekening van de overdrachtsom gebezigd de getallen in de rubriek voor de pensioensgroep I.

(2) Diensttijd, welke slechts voor de helft voor pensioen medetelt, wordt herleid tot diensttijd, welke ten volle voor pensioen medetelt.

Bij bepaling van den diensttijd worden 15 of meer dagen voor een volle maand gerekend, terwijl minder dan 15 dagen worden verwaarloosd.

Indien de in rekening te brengen diensttijd niet een geheel aantal jaren bedraagt, geschiedt de berekening van de overdrachtsom door interpolatie, als aangegeven in het onderstaande voorbeeld.

(3) Het bedrag van de overdrachtsom wordt naar boven afgerond tot volle guldens.

(4) De overdrachtsom behoeft slechts te worden berekend voor een maximum aantal ten volle voor eigen pensioen tellende dienstjaren, waarbij de betrokkene vóór den overgang het maximum eigen pensioen kon bereiken.

Voorbeeld.

Een burgerlijk landsdienaar in de pensioensgroep I en deelgenoot in het Europeesche ambtenaren-pensioenfonds gaat over in localen dienst, waardoor hij tevens als deelgenoot overgaat van het Europeesche ambtenaren-pensioenfonds naar het Pensioenfonds voor Europeesche locale ambtenaren.

Vóór zijn overgang was hij 7 jaar en 5 maanden in 's Lands dienst geweest, waarvan 8 maanden met buitenlandsch verlof. Voor pensioen tellende diensttijd: 6 jaar 9 maanden + 8/2 maanden = 7 jaar en 1 maand. In 's Lands dienst genoten laatste activiteitsbezoldiging f 600.— 's maands.

Door het Europeesche ambtenaren-pensioenfonds zal dan aan het Pensioenfonds voor Europeesche locale ambtenaren moeten worden overgedragen een bedrag van:

(12,53 + 1/12 (14,41 — 12,53)) × f 600,— = (12,53 + 0,16) × f 600,— = f 7614,—

II. Bij overgang van een Europeesch militair of gewezen Europeesch militair beneden den rang van onderofficier zal de overdrachtsom bedragen:

bij overgang van een brigadier of gewezen brigadier f 22,50 voor elke maand van den voor pensioen tellenden diensttijd;

bij overgang van een soldaat of gewezen soldaat f 20,— voor elke maand van den voor pensioen tellenden diensttijd.

De toelichtingen ad I onder (2), (3) en (4) gelden mede voor de berekening van deze overdrachtsommen.

III. Bij overgang van een niet-Europeesch militair beneden den rang van officier of gewezen militair beneden den rang van officier bedraagt de overdrachtsom voor elke maand van den voor pensioen tellenden diensttijd:

Koninklijk Nederlandsch-Indische leger.		Inlandsche schepelingen der Koninklijke Marine.	
Voor een		Voor een	
adjudant-onderofficier	f 35,—	adjudant-onderofficier	f 30,—
sergeant-majoor	„ 30,—	sergeant-majoor	„ 25,—
sergeant 1e klasse	„ 22,—	sergeant K. I. S. (1)	„ 22,—
sergeant 2e „	„ 14,—	„ niet K. I. S.	„ 14,—
brigadier	„ 11,—	korporaal K. I. S.	„ 11,—
korporaal	„ 9,—	„ niet K. I. S.	„ 9,—
Amboineesch soldaat of soldaat 1e klasse	„ 7,50	matroos K. I. S.	„ 7,50
Javaansch en met dezen gelijkgesteld soldaat 2e klasse	„ 6,—	„ niet K. I. S.	„ 6,—

De toelichtingen ad I onder (2), (3) en (4) gelden mede voor de berekening van deze overdrachtsommen.

Mij bekend,

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,

H. COLIJN.

(1) K.I.S. beteekent bezoldigd als schepeling afkomstig van de Kweekschool voor Inlandsche Schepelingen.

1935. No. 78.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 19 Juli 1935 No. 2325, *houdende bekendmaking van de nederlegging door Griekenland op het Secretariaat van den Volkenbond van de ratificatie-oorkonde betreffende het verdrag van Genève van 13 Juli 1931 tot beperking van de vervaardiging en tot regeling van de distributie van verdoovende middelen, met protocol van onderteekening (Staatsblad 1933 No. 322, Gouvernementsblad No. 81).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 26 Januari 1935, 2e en 7e Afdeeling No. 5/53, houdende o.m. de mededeeling, dat de ratificatie-oorkonde betreffende het verdrag van Genève van 13 Juli 1931 tot beperking van de vervaardiging en tot regeling van de distributie van verdoovende middelen, met Protocol van onderteekening (Staatsblad 1933 No. 322, Gouvernementsblad No. 81), door *Griekenland* op 27 December 1934 op het Secretariaat van den Volkenbond is nedergelegd ;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het Gouvernementsblad zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 19den Juli 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 10den Augustus 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 79.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 25 Juli 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van 17 Mei 1935 No. 41, houdende vaststelling van een reglement op de inrichting en de samenstelling van de Surinaamsche Rechterlijke Macht.*

IN NAAM DER KONINGIN !

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit :

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 14 Februari 1935, 7de Afdeeling, n°. 15;

Gelet op de artikelen 48 en 117 van het Reglement op het beleid der Regering in de kolonie Suriname;

Den Raad van State gehoord (advies van 12 Maart 1935, n°. 39);

Gezien het nader rapport van onzen voornoemden Minister van 8 Mei 1935, 7de Afdeeling, n°. 15;

Hebben goedgevonden en verstaan:

Met intrekking van het bij Koninklijk besluit van 4 September 1868, n°. 17 (*Gouvernementsblad* n°. 14) vastgestelde Reglement op de inrigting en de zamenstelling der Regterlijke Magt in de kolonie Suriname, zooals dit Reglement thans luidt, vast te stellen het hierna volgend

REGLEMENT
OP DE INRICHTING EN DE SAMENSTELLING VAN DE SURINAAMSCHE RECHTERLIJKE MACHT.

EERSTE AFDEELING.

VAN DE RECHTERLIJKE MACHT IN HET ALGEMEEN.

Art. 1.

De rechtsmacht in burgerlijke zaken omvat de kennisneming van alle twistgedingen over eigendom of daaruit voortspruitende rechten, over schuldvordering en andere burgerlijke rechten.

Die in strafzaken omvat de kennisneming van alle vervolging tot toepassing van straf.

Art. 2.

Rechtsmacht in burgerlijke en in strafzaken wordt uitgeoefend door kantonrechters en door het Hof van Justitie, behoudens in de gevallen, waarin rechtsmacht in strafzaken aan een anderen rechter is opgedragen.

Art. 3.

De procureur-generaal bij het Hof van Justitie en de ambtenaren bedoeld in artikel 16 van het Wetboek van Strafvordering voor de kolonie Suriname zijn belast met de handhaving van de algemeene verordeningen, met de vervolging van alle strafbare feiten welke ter kennisneming staan van het Hof van Justitie en van de kantonrechters en met het doen uitvoeren van alle vonnissen van deze rechters.

Art. 4.

De procureur-generaal bij het Hof van Justitie is verplicht de bevelen na te komen, welke hem in zijne ambtsbetrekking door of vanwege den Gouverneur worden gegeven.

Art. 5.

De procureur-generaal is verplicht om, indien het Hof van Justitie wenscht te overwegen, of de vervolging van een strafbaar feit behoort ingesteld of voortgezet te worden, aan het bevel van dat college om verslag te geven te voldoen en de daartoe betrekkelijke stukken over te leggen.

Hij is, behoudens de bij het Wetboek van Strafvordering voor de kolonie Suriname vastgestelde bepalingen, verplicht om, op bevel van dat college, te vervolgen of te doen vervolgen.

Art. 6.

De voorzitter van het Hof van Justitie, alsmede de procureur-generaal, moeten den ouderdom van dertig jaren hebben bereikt en sedert ten minste vijf jaren hebben verkregen:

hetzij den graad van doctor in de rechtswetenschap,

hetzij den graad van doctor in de rechtsgeleerdheid,

of de hoedanigheid van meester in de rechten,

mits deze graad of deze hoedanigheid verworven is op grond van een examen òf in het Nederlandsch burgerlijk- en handelsrecht, staatsrecht en strafrecht, òf in het Nederlandsch-Indisch recht.

De leden en de griffier van en de advocaat-generaal bij het Hof van Justitie moeten den ouderdom van vijf en twintig jaren bereikt en sedert ten minste drie jaren een der in het eerste lid genoemde graden of hoedanigheid verworven hebben.

De leden-plaatsvervangers bij het Hof van Justitie moeten den ouderdom van vijf en twintig en de overige door den Gouverneur benoemde leden van de rechterlijke macht dien van een en twintig jaren bereikt hebben.

In bijzondere gevallen mag van de in dit artikel genoemde eischen van benoembaarheid worden afgeweken. Geldt het eene benoeming door den Gouverneur, dan hoort deze vooraf den Raad van Bestuur.

Art. 7.

Onvereenigbaar met het bezoldigd lidmaatschap van de rechterlijke macht is, behoudens het bepaalde in artikel 26, derde lid:

de betrekking van praktizijn of notaris;

het drijven van handel, het doen van nering of het uitoefenen van eenig beroep, zelfs al geschiedt dit op naam van de echtgenoote of door een tusschenpersoon. Van deze bepaling mag de Gouverneur dispensatie verleenen aan hem, die tijdelijk met de waarneming van eene rechterlijke betrekking belast wordt;

elk openbaar bezoldigd ambt. De Gouverneur beslist in geval van twijfel of eenige openbare bediening is een bezoldigd ambt.

Rechterlijke ambtenaren, aan wie slechts eene toelage is verleend, worden, met betrekking tot dit artikel, niet voor bezoldigd gehouden.

Art. 8.

Een lid van de rechterlijke macht, eene met zijn rechterlijk ambt onvereenigbare betrekking of bediening aanvaardende, houdt van rechtswege op lid van de rechterlijke macht te zijn.

Met de aanvaarding van het lidmaatschap van de rechterlijke macht wordt de benoemde geacht afstand gedaan te hebben van elke daarmede onvereenigbare betrekking.

Art. 9.

Bloedverwanten of aangehuwden, tot den derden graad ingesloten, mogen niet tegelijk eene ambtsbetrekking in of bij het Hof van Justitie of bij hetzelfde kantongerecht bekleeden. Ten

aanzien van de betrekking van griffier van een kantongerecht mag hiervan worden afgeweken, ingeval hare waarneming is of wordt opgedragen aan iemand, die eene andere betrekking bekleedt, welke hij te zamen met het griffiersambt heeft te vervullen.

Ingeval van opkomende zwagerschap na de benoeming, legt hij, door wiens huwelijk de zwagerschap ontstaat, zijn ambt neder. De Gouverneur is echter bevoegd om in dat geval ontheffing te verleenen.

De zwagerschap houdt op door het overlijden van de vrouw, die haar veroorzaakte.

De voorzitter van het Hof van Justitie draagt zorg, dat aangehuwden, tengevolge van ontheffing tot het Hof van Justitie behoorende, zoo min mogelijk als rechters of ambtenaar van het openbaar ministerie te zamen zitting hebben bij de behandeling van dezelfde zaak.

Art. 10.

De leden van de rechterlijke macht leggen, elk naar de wijze van zijne godsdienstige gezindheid, vóór het aanvaarden van hun ambt den navolgenden eed (belofte) af:

„Ik zweer (beloof) trouw aan den Koning (de Koningin) en „gehoorzaamheid aan de algemeene verordeningen.

„Zoo waarlijk helpe mij God Almachtig" („Dat beloof ik")."

Alvorens tot dien eed of tot die belofte te worden toegelaten, leggen zij den volgenden eed (verklaring en belofte) van zuivering af:

„Ik zweer (verklaar), dat ik middellijk noch onmiddellijk, „onder welken naam of onder welk voorwendsel ook, tot het „verkrijgen van mijne aanstelling aan iemand, wie hij ook zij, „iets heb gegeven of beloofd, noch zal geven.

„Ik zweer (beloof), dat ik nimmer eenige giften of geschenken „hoegenaamd zal aannemen of ontvangen van eenig persoon, „van wie ik weet of vermoed, dat hij in eene rechtszaak is of zal „worden betrokken, in welke mijne ambtsverrichtingen zouden „kunnen te pas komen.

„Zoo waarlijk helpe mij God Almachtig („Dat verklaar en „beloof ik")."

Indien van twee rechterlijke bedieningen eene als bijkomende bediening aan de andere verbonden is, wordt volstaan met den

eed of de belofte bij de aanvaarding van de bediening, waaraan de uitoefening van de bijkomende bediening verknocht is.

Art. 11.

De eeden of de beloften en verklaring, in het vorig artikel vermeld, worden afgelegd in handen van den Gouverneur of van een daartoe door hem aangewezen ambtenaar.

Art. 12.

De voorzitter van het Hof van Justitie is bevoegd ambtshalve of op de vordering van den procureur-generaal aan de leden, de leden-plaatsvervangers en den griffier van het Hof, die de waardigheid van hun ambt of hunne ambtsbezigheden verwaarloozen, na hen te hebben gehoord, eene waarschuwing te doen.

Art. 13.

De voorzitter, de leden en de griffier van alsmede de procureur-generaal en de advocaat-generaal bij het Hof van Justitie hebben hunne woonplaats te Paramaribo.

Art. 14.

De onbezoldigde leden geven van hunne afwezigheid kennis aan den Gouverneur of aan een door hem daartoe aangewezen ambtenaar, opdat, zoo noodig, in hunne vervanging kan worden voorzien.

Art. 15.

In de vervanging van den voorzitter of van de leden van het Hof van Justitie of in die van den procureur-generaal of van den advocaat-generaal bij dat Hof wordt voorzien:

1°. indien de verhindering of de ontstentenis naar het oordeel van den Gouverneur er eene is van langeren duur, door een door dezen aangewezen persoon, bij voorkeur gekozen uit hen, die voldoen aan de voor het te vervullen ambt gestelde eischen van benoembaarheid;

2°. in andere gevallen, in de werkzaamheden van:

a. den voorzitter door het oudste lid naar rang van benoeming, tenzij de Gouverneur daaromtrent anders heeft bepaald;

b. den procureur-generaal door den advocaat-generaal;

c. den advocaat-generaal door een door den voorzitter aangewezen lid van het Hof; en

d. de leden van het Hof door plaatsvervangers in zoo noodig door den Gouverneur bepaalde orde en anders naar rang van benoeming.

Art. 16.

Tenzij de Gouverneur daarin op andere wijze voorziet, wordt bij verhindering of ontstentenis van den griffier van het Hof van Justitie zijn dienst waargenomen door een ambtenaar ter griffie, ten minste een en twintig jaren oud, door den voorzitter daartoe aangewezen en beëedigd.

Bij verhindering of ontstentenis van den ambtenaar, die als griffier van een kantongerecht optreedt, worden zijne ambtsverrichtingen waargenomen door een ingezetene, gelijke vereischten als de griffier bezittende, door den kantonrechter tot wederopzegging daartoe aangewezen en beëedigd.

Art. 17.

Vonnissen mogen, op straffe van nietigheid, niet worden gewezen met een ander getal rechters, dan bij dit Reglement is bepaald.

De voorzitter van het Hof van Justitie is bevoegd om, indien hij het voor de behandeling van eene zaak noodig acht, boven het bepaalde getal rechters een of meer bijzittende leden ook uit de leden-plaatsvervangers aan te wijzen.

Deze bijzittende leden zijn bij de behandeling van de zaak tegenwoordig, doch werken niet mede tot het wijzen van het vonnis, dan ter vervanging van de leden, het gewone aantal uitmakende, die verhinderd zijn daaraan deel te nemen.

Van dit alles wordt in het audientieblad of proces-verbaal van de terechtzitting melding gemaakt.

Art. 18.

Een rechterlijk ambtenaar mag zich niet rechtstreeks of zijdelings over een voor hem aanhangig geschil of over een geschil van hetwelk hij weet of vermoedt dat het voor hem aanhangig zal worden, in eenig afzonderlijk onderhoud inlaten met partijen, hare gemachtigden of raadslieden, noch van hen afzonderlijke onderrichting of schrifturen aannemen.

Art. 19.

In alle zaken doet de voorzitter van het Hof van Justitie hoofdelijk omvraag.

Is er een commissaris of rapporteur, dan brengt deze en anders het jongstbenoemde lid het eerst zijn gevoelen uit, de president het laatst.

In diezelfde orde heeft de stemming plaats.

Een afwezend lid mag zijn gevoelen niet door een van zijne medeleden doen voordragen, noch schriftelijk indienen.

Art. 20.

Wanneer meer dan twee verschillende gevoelens zijn uitgebracht, wordt het besluit opgemaakt op de wijze, welke het meest overeenkomt met het gevoelen van de meerderheid.

Eene beslissing in strafzaken ten nadeele van den beklaagde wordt niet genomen dan bij meerderheid van stemmen.

Art. 21.

De leden van de rechterlijke macht zijn verplicht het geheim te bewaren omtrent de gevoelens, welke in raadkamer over aldaar behandelde rechtszaken zijn geuit.

Zij zijn daartoe evenzeer verplicht omtrent alle zoodanige onderwerpen, tot welker geheime behandeling in raadkamer besloten is of waarvan de geheimhouding bij algemeene verordening is opgelegd.

Art. 22.

Het Hof van Justitie en de rechterlijke ambtenaren zijn verplicht bericht, consideratiën en advies te geven, wanneer de Gouverneur daarom vraagt.

Indien echter de zaak, waaromtrent bericht, consideratiën en advies zijn gevraagd, aan de rechterlijke beslissing is onderworpen, of het te voorzien is, dat zulks zal geschieden, is het geven van eenvoudig bericht voldoende.

Art. 23.

Het Hof van Justitie en de rechterlijke ambtenaren zijn onderling verplicht gevolg te geven aan letteren-requisitoriaal ten dienste van de justitie, ook wanneer zij zijn uitgevaardigd door rechterlijke colleges of ambtenaren in Nederland, in Nederlandsch-Indië of in Curaçao.

Zij voldoen aan soortgelijke verzoeken van vreemde colleges of ambtenaren, of richten die tot hen, volgens door den Gouverneur vastgestelde voorschriften.

Art. 24.

De Gouverneur stelt vast bepalingen omtrent:

1°. het costuum der rechterlijke ambtenaren;

2°. de orde van den inwendigen dienst bij het Hof van Justitie en bij de kantongerechten;

3°. de aanstelling en de ambtskleeding van deurwaarders;

4°. de tarieven regelende de justitiekosten zoo in burgerlijke als in strafzaken, alsmede de belooningen, welke ter zake van rechtshandelingen worden toegelegd en de voorschotten, reis- en verblijfkosten, welke in rekening mogen worden geleden.

TWEEDE AFDEELING.

VAN DE RECHTERLIJKE MACHT IN HET BIJZONDER.

I. *Van de kantonrechters.*

Art. 25.

Er zijn drie kantonrechters, allen standplaats hebbende te Paramaribo.

Art. 26.

De betrekking van rechter in ieder kantongerecht wordt, op aanwijzing van den Gouverneur of, met diens machtiging, van den voorzitter, voor ten hoogste één jaar, bij beurten door de leden van het Hof van Justitie waargenomen. De voorzitter is echter bevoegd, voor wat het stadsdistrict aangaat, zoodanige werkzaamheden aan zich te houden, als hij dienstig zal oordeelen.

Als plaatsvervangers van de kantonrechters treden de ledenplaatsvervangers van het Hof van Justitie op.

Als griffier van het kantongerecht in het Eerste Kanton fungeert de griffier van het Hof van Justitie en als griffier van elk der andere kantongerechten een daartoe door den Gouverneur aangewezen ambtenaar.

De griffiers zijn verplicht naar vermogen en kosteloos aan de belanghebbenden al de inlichtingen te verschaffen, welke zij voor het aanhangig maken en de behandeling van hunne zaken behoeven.

De Gouverneur is bevoegd om de kantonrechters in elkanders rechtsgebied te doen zitting houden. Zoodanige aanwijzing geschiedt voor een bepaalden tijd. De aldus voor een bepaalden

tijd aangewezen rechter is bevoegd en verplicht om na het verstrijken van dien tijd te vonnissen in zaken, welke hij vóór den afloop van dien termijn in staat van wijzen heeft gebracht.

In geval van zoodanige aanwijzing is de griffier van elk der betrokken kantongerechten bevoegd en, daartoe door den rechter aangezocht, verplicht om de functiën van griffier te vervullen.

Art. 27.

De kantonrechters nemen in eersten aanleg kennis van alle burgerlijke zaken, waarvan de berechting bij algemeene verordening niet uitdrukkelijk aan het Hof van Justitie is opgedragen.

Van de daarvoor niet onvatbaar verklaarde beslissingen der kantonrechters in burgerlijke zaken staat hooger beroep open.

Art. 28.

De Gouverneur bepaalt de zittingsplaatsen van de kantonrechters en het getal der zittingen, welke ieder hunner in strafzaken moet houden.

Iedere kantonrechter is echter, zoo dikwijls dit ter afdoening van strafzaken noodig is, bevoegd om uit eigen beweging en verplicht om op aanwijzing van den Gouverneur buitengewone zittingen te houden, ook op andere dan de gewone zittingsplaatsen.

In buitengewone gevallen is de Gouverneur bevoegd te bepalen, dat de kantonrechters gelijktijdig met hunne plaatsvervangers doch op verschillende plaatsen zittingen voor behandeling van strafzaken zullen houden.

Art. 29.

Partijen, bevoegd tot het aangaan van een dading of compromis, mogen de beslissing van een daarvoor vatbaar geschil opdragen aan een kantonrechter te harer keuze.

De kantonrechter is verplicht aan die opdracht te voldoen.

Tegen zijne uitspraak is beroep niet toegelaten, ten ware partijen het zich bij de opdracht hebben voorbehouden.

Partijen, tot het aangaan van dading of van compromis bevoegd, mogen insgelijks afstand doen van het recht van beroep van het vonnis van een kantonrechter.

Art. 30.

De kantonrechters vonnissen behoudens hooger beroep over alle strafbare feiten, waarvan de kennisneming niet aan een anderen rechter is opgedragen.

Art. 31.

Van de kantonrechters oordeelt:

1°. die in het Eerste Kanton over de burgerlijke zaken in het stadsdistricts en in de districten Suriname, Commewijne en Saramacca;

2°. die in het Tweede Kanton over de strafzaken in het stadsdistrict en in het district Commewijne, en

3°. die in het Derde Kanton over de burgerlijke en strafzaken in de districten Nickerie, Coronie en Marowijne, alsmede over de strafzaken in de districten Suriname en Saramacca.

Over de burgerlijke vordering tot vergoeding van kosten en schade, mits honderd en vijftig gulden niet te boven gaande, ingesteld door de beleedigde partij, die zich daartoe in het geding over de strafzaak heeft gevoegd, doet de kantonrechter gelijktijdig met de strafzaak uitspraak.

II. *Van het Hof van Justitie.*

Artikel 32.

Het Hof van Justitie is gevestigd te Paramaribo.

Onverminderd het bepaalde bij de artikelen 15 en 17 is het Hof samengesteld uit een voorzitter en ten minste twee en ten hoogste drie leden; daarbij zijn verder werkzaam ten hoogste vijf leden-plaatsvervangers, een procureur-generaal, een advocaat-generaal en een griffier.

Art. 33.

Het Hof van Justitie neemt in eersten aanleg kennis van alle burgerlijke zaken, waarvan de berechting bij algemeene verordening uitdrukkelijk aan het Hof is opgedragen.

Het Hof is bevoegd tot kennisneming van elken eisch in reconventie.

Art. 34.

Het Hof van Justitie neemt kennis van het hooger beroep van alle daarvoor niet onvatbaar verklaarde vonnissen en beschikkingen door kantonrechters in burgerlijke zaken gewezen.

Art. 35.

Het staat aan partijen, bevoegd tot het aangaan van een dading of compromis, vrij, een daarvoor vatbaar geschil bij prorogatie te brengen ter kennis van het Hof van Justitie.

Art. 36.

Het Hof van Justitie vonnist in strafzaken in eersten aanleg:

1°. over alle misdrijven, waarop de doodstraf is gesteld;

2°. over andere misdrijven bij samenloop met een misdrijf, waarop de doodstraf is gesteld;

3°. bij mededaderschap of medeplichtigheid in zaken, welke voor een of meer van de daders of medeplichtigen in eersten aanleg tot de kennisneming van het Hof behooren.

Over de burgerlijke vordering tot vergoeding van kosten en schade, mits honderd en vijftig gulden niet te boven gaande, ingesteld door de beleedigde partij, die zich daartoe in het geding over een strafzaak gevoegd heeft, doet het Hof gelijktijdig met de strafzaak uitspraak.

Art. 37.

Het Hof van Justitie neemt in hooger beroep kennis van de daarvoor niet onvatbaar verklaarde vonnissen door kantonrechters in strafzaken gewezen.

Art. 38.

Het Hof van Justitie neemt kennis van alle jurisdictiegeschillen ontstaan tusschen kantonrechters onderling.

Art. 39.

Het Hof van Justitie vonnist in alle zaken met drie rechters. Een lid, dat in eersten aanleg van eene zaak kennis heeft genomen, mag aan de behandeling van die zaak door het Hof van Justitie niet deel nemen.

Art. 40.

De Gouverneur is bevoegd om aan de leden en aan den griffier van het Hof van Justitite, al dan niet met ontheffing van hunne functiën als zoodanig, de waarneming van andere rechterlijke betrekkingen op te dragen, zoolang daarin eene tijdelijke voorziening noodig is.

DERDE AFDEELING.

Overgangsbepalingen en wijziging van bestaande algemeene verordeningen.

Art. 41.

Bij de toepassing van de bij het in werking treden van dit besluit bestaande algemeene verordeningen wordt rekening gehouden met de overbrenging van rechtsmacht in burgerlijke zaken en in strafzaken van het Hof van Justitie en van de ommegaande rechters op de kantonrechters.

Aan het Hof van Justitie verblijven de bevoegdheden omschreven in:

1°. de verordening van 15 Februari 1868 (*Gouvernementsblad* n°. 1), waarbij wordt vastgesteld het Kiesreglement, laatstelijk gewijzigd bij de verordening van 18 November 1933 (*Gouvernementsblad* 1934, n°. 28);

2°. Ons besluit van 29 Augustus 1912 (*Staatsblad* n°. 284, *Gouvernementsblad* n°. 87), houdende bepalingen op de fabrieksen handelsmerken in de koloniën en de hulpbureaux voor den Industrieelen Eigendom;

3°. Ons besluit van 21 September 1926, n°. 19 (*Gouvernementsblad* n°. 103), houdende vaststelling der regelen, waarop ten aanzien van de uitlevering van vreemdelingen met betrekking tot Suriname tractaten met vreemde mogendheden mogen worden gesloten; en

4°. de verordening van 27 September 1912 (*Gouvernementsblad* n°. 98) tot regeling van het toezicht op krankzinnigen.

De bepalingen van dit besluit maken geen inbreuk op de voorschriften van de artikelen 14, 15, 17 en 20 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname.

Art. 42.

Het bij Ons besluit van 14 October 1910, n°. 45 (*Gouvernementsblad* 1911, n°. 2) vastgestelde Wetboek van Strafvordering voor de kolonie Suriname, laatstelijk gewijzigd bij Ons besluit van 13 April 1934 (*Gouvernementsblad* n°. 43), ondergaat de navolgende wijzigingen:

1°. art. 21 vervalt;

2°. in het eerste lid van art. 25 wordt in plaats van ,,de ,,artt. 20 en 21'', gelezen: ,,art. 20'';

3°. in art. 26 wordt in plaats van ,,de artt. 20 en 21'', gelezen: ,,art. 20'';

4°. in het derde lid van art. 30 wordt in plaats van ,,de ,,artt. 20 en 21'', gelezen: ,,art. 20'';

5°. de vierde en vijfde leden van art. 32 vervallen;

6°. in art. 42 wordt in plaats van ,,overeenkomstig het vast- ,,gestelde bij art. 21 aan den rechter-commissaris worden inge- ,,diend,'', gelezen: ,,aan den bevoegden kantonrechter of wel ,,— indien het eene strafzaak betreft, welke in eersten aanleg ,,tot de kennisneming van het Hof van Justitie behoort — aan ,,den voorzitter van dit college toegezonden, in het laatste geval ,,tevens met verzoek tot aanwijzing van een rechter-commis- ,,saris'';

7°. in het eerste lid van art. 43 wordt in plaats van ,,aan ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,aan den bevoegden rechter'';

8°. in het tweede lid van art. 43 vervallen de woorden ,,door het hof van justitie'';

9°. art. 46 wordt gelezen als volgt:

,,Iedere kantonrechter voert als rechter-commissaris de in- ,,structie in strafzaken, van welke hij moet kennis nemen.

,,In elke strafzaak, welke tot de kennisneming van het Hof ,,van Justitie behoort, belast de voorzitter zich zelf of een van ,,de leden met het voeren van de instructie als rechter-com- ,,missaris. Bij verhindering van den aangewezen rechter-com- ,,missaris belast de voorzitter uit de leden en plaatsvervangende ,,leden een ander met die functie.

,,De kantonrechter is in strafzaken — eigener autoriteit en ,,ook zonder dat het openbaar ministerie daaromtrent eene con- ,,clusie heeft genomen of een vordering heeft gedaan — bevoegd ,,en verplicht tot alles, waartoe de voorzitter van het Hof van ,,Justitie dan wel het Hof van Justitie bij de toegepaste be- ,,palingen bevoegd en verplicht is verklaard. Hetzelfde geldt ,,voor den griffier bij het kantongerecht ten aanzien van alles, ,,waartoe de griffier van het Hof van Justitie bevoegd en ver- ,,plicht is verklaard.''

10°. de artikelen 47, 48, 49 en 65 vervallen;

11°. in art. 66 vervalt het woord ,,overigens'';

12°. in het eerste lid van art. 109 wordt in plaats van ,,eenen ,,kanton- of ommegaanden rechter'', gelezen: ,,een kanton- ,,rechter'';

13°. de artt. 103, 104 en 112 vervallen;

14°. art. 105 wordt gelezen als volgt:

,,Gedurende den tijd voor de inlevering van de memorie be- ,,paald, mag de raadsman alsmede de beklaagde, die niet in ,,verzekerde bewaring is, ter griffie inzage nemen van de ,,stukken.'';

15°. het laatste lid van art. 113 vervalt;

16°. in het eerste lid van art. 114 vervallen de woorden ,,ge- ,,kozen of toegevoegde'';

17°. in het eerste lid van art. 195 wordt in plaats van ,,eenen ,,kanton- of ommegaanden rechter'', gelezen: ,,een kanton- ,,rechter'';

18°. in het opschrift van den vijfden titel wordt in plaats van ,,kanton- of ommegaande rechters'', gelezen: ,,kanton- ,,rechters'';

19°. in art. 212 wordt in plaats van ,,kanton- of ommegaande ,,rechter'', gelezen: ,,kantonrechter'';

20°. in het eerste lid van art. 213 wordt in plaats van ,,art. 37 ,,van het Reglement op de inrichting en samenstelling der rech- ,,terlijke macht, voor den kanton- of ommegaanden rechter'', gelezen: ,,voor den kantonrechter'';

21°. art. 219 wordt gelezen als volgt:

,,Op het rechtsgeding bij den kantonrechter is de vierde titel ,,met inachtneming van het derde lid van art. 46 van overeen- ,,komstige toepassing, met dien verstande dat:

,,1°. de beteekening van de lijsten van de wederzijdsche ge- ,,tuigen en deskundigen, bedoeld in de artikelen 120 en 132, ,,alleen plaats vindt ten aanzien van beklaagden, die zich in ,,verzekerde bewaring bevinden;

,,2°. verzet tegen de dagvaarding overeenkomstig het be- ,,paalde bij art. 123 niet mag worden gedaan;

,,3°. de termijn voor dagvaarding, bedoeld in het eerste lid ,,van art. 125, wordt bepaald op ten minste drie vrije dagen;

,,4°. de beklaagde, aan wien de sluiting van de instructie in ,,persoon is beteekend, geacht wordt afstand te hebben gedaan ,,van de bevoegdheid om ingevolge art. 101 eene memorie ter ,,griffie in te leveren, indien hij niet in het exploit de verklaring ,,doet opnemen of anders binnen driemaal vier en twintig uren ,,na de beteekening schriftelijk aan den griffier verklaart, dat ,,hij van deze bevoegdheid gebruik wil maken;

,,5°. de veroordeelde voor de kosten, waarin hij bij de uit- ,,spraak wordt verwezen, niet langer dan eene maand in gijze- ,,ling mag worden gehouden;

,,6°. ingeval van veroordeeling wegens overtreding van ,,art. 451, 1°., van het Wetboek van Strafrecht voor de kolonie ,,Suriname, de rechter in het vonnis beveelt, dat de in die ,,bepaling bedoelde goederen, welke als stukken van overtuiging ,,gediend hebben, voor zooverre zij bij den veroordeelde werden ,,in beslag genomen, aan het militair gezag zullen worden uitge- ,,leverd.";

22°. art. 222 vervalt;

23°. in het opschrift van den zesden titel wordt in plaats van ,,kanton- of ommegaande rechters", gelezen: ,,kantonrech- ,,ters";

24°. in art. 246 wordt in plaats van ,,219, 222", gelezen: ,,219";

25°. in het derde lid van art. 249 wordt in plaats van ,,kan- ,,ton- of ommegaanden rechter", gelezen: ,,kantonrechter";

26°. in het opschrift van § 2 van den zevenden titel wordt in plaats van ,,kanton- of ommegaanden rechter", gelezen: ,,kantonrechter";

27°. in art. 261 wordt in plaats van ,,bij de kanton- en ,,ommegaande gerechten", gelezen: ,,op het rechtsgeding voor ,,den kantonrechter";

28°. in art. 263 en in art. 265 wordt in plaats van ,,kanton- ,,of ommegaanden rechter", gelezen: ,,kantonrechter";

29°. in art. 266 vervallen de woorden ,,van het hof van ,,justitie";

30°. in het eerste lid van art. 269 wordt in plaats van: ,,het ,,hof van justitie", gelezen: ,,den rechter" en vervallen de woorden ,,van den hove";

31°. in het tweede lid van art. 272 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,de rechter'';

32°. in het tweede lid van art. 273 wordt in plaats van ,,het hof'', gelezen: ,,den rechter'';

33°. in het tweede lid van art. 277 wordt in plaats van: ,,Het hof kan ook, op requisitoir van het openbaar ministe-,,rie, of'', gelezen: ,,De rechter kan ook, hetzij onderscheiden-,,lijk op requisitoir van den procureur-generaal dan wel op ver-,,zoek van den bevoegden ambtenaar in artikel 16 bedoeld, ,,hetzij'';

34°. in het eerste lid van art. 278 wordt in plaats van ,,den ,,president'', gelezen: ,,onderscheidenlijk den voorzitter of den ,,kantonrechter'';

35°. in art. 285 wordt in plaats van ,,bij een kanton- of ,,ommegaand gerecht'' en van ,,van het kanton- of ommegaand ,,gerecht'', onderscheidenlijk gelezen: ,,voor een der kanton-,,rechters'' en ,,van het kantongerecht'';

36°. in het bepaalde sub 1°. en sub 2°. van art. 286 wordt telkens in plaats van ,,kanton- of ommegaande rechters'', gelezen: ,,kantonrechters'';

37°. in art. 291 wordt in plaats van ,,art. 296'', gelezen: ,,art. 296 en bij art. 299'';

38°. art. 299 wordt gelezen als volgt:

,,Hij die een kantonrechter, ook indien deze als rechter-com-,,missaris optreedt, wil wraken, draagt hem zoodra mogelijk de ,,redenen van wraking voor.'';

39°. art. 300 wordt gelezen als volgt:

,,De kantonrechter maakt van de aangevoerde redenen van ,,wraking een proces-verbaal op en stelt de behandeling of de ,,verdere behandeling van de zaak uit.'';

40°. in art. 301 vervallen de woorden ,,het verhandelde ter ,,terechtzitting, voor zooveel'' en het woord ,,betreft'';

41°. in art. 302 wordt in plaats van ,,kanton- en omme-,,gaande rechters'' en van ,,kanton- of ommegaanden rechter'', onderscheidenlijk gelezen: ,,kantonrechters'' en ,,kanton-,,rechter'';

42°. in het eerste lid van art. 306 wordt in plaats van ,,kan-,,ton- of ommegaanden rechter'', gelezen: ,,kantonrechter'';

43°. in het eerste en in het tweede lid van art. 313 wordt in plaats van ,,kanton- of ommegaanden rechter'', gelezen: ,,kantonrechter'';

44°. in het eerste lid van art. 316 wordt in plaats van ,,kanton- of ommegaanden rechter'', gelezen: ,,kantonrechter'';

45°. in het eerste lid van art. 321 wordt in plaats van ,,gekozen of toegevoegden raadsman'', gelezen: ,,raadsman, zoo die er is,'';

46°. in het eerste lid van art. 322 wordt in plaats van ,,aan ,,den'', gelezen: ,,aan een daartoe aangewezen'';

47°. in het vijfde lid van art. 322 vervallen de woorden ,,of anders aan hem door den president van het hof toegevoegd'', en wordt in plaats van ,,104'', gelezen: ,,105''.

48°. in het eerste lid van art. 325 wordt in plaats van ,,zes ,,leden, gelezen: ,,den voorzitter, alle beschikbare leden en ,,het dan nog vereischt aantal plaatsvervangende leden''.

Art. 43.

Hij die van het optreden als gemachtigde of als raadsman een beroep maakt en die aan door den Gouverneur gestelde eischen van bekwaamheid heeft voldaan, is gerechtigd den titel van praktizijn te voeren.

De Gouverneur regelt de toelating en het toezicht op de handelingen van alsook de uitoefening van tucht over de praktizijns en stelt voor hen eene ambtskleeding vast.

Art. 44.

Zoolang de tegenwoordige kantonrechter van Paramaribo nog in functie is, wordt deze, met afwijking in zooverre van het bepaalde bij art. 26, eerste lid, beschouwd als te zijn benoemd tot kantonrechter in het eerste kanton, vermeld in art. 31.

Art. 45.

Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 Januari 1936.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, hetwelk in afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den 17den Mei 1935.

(get.) WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
(get.) H. COLIJN.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernements-blad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 25sten Juli 1935.
KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 31sten Juli 1935.
De Gouvernements-Secretaris
P. KIKKERT.

1935. No. 80.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 25 Juli 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van 17 Mei 1935, No. 42 en het daarbij vastgesteld Surinaamsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit en het daarbij vastgesteld Surinaamsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 14 Februari 1935, 7de Afdeeling, n°. 15;

Gelet op de artikelen 117 en 168 van het Reglement op het beleid der Regering in de kolonie Suriname;

Den Raad van State gehoord (advies van 12 Maart 1935, n°. 39);

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van 8 Mei 1935, 7de Afdeeling, n°. 15;

Hebben goedgevonden en verstaan:

vast te stellen de bij dit besluit gevoegde bepalingen, uitmakende het *Surinaamsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.*

Deze bepalingen mogen bij koloniale verordening worden gewijzigd, aangevuld en door andere vervangen.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den 17den Mei 1935.

(get.) WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
(get.) H. COLIJN.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 25sten Juli 1935
KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 31sten Juli 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

SURINAAMSCH WETBOEK
VAN
BURGERLIJKE RECHTSVORDERING.

EERSTE BOEK.

Van de wijze van procedeeren voor de kantongerechten en voor het hof van justitie.

EERSTE TITEL.

ALGEMEENE BEPALINGEN.

Eerste Afdeeling.

Van exploiten van oproeping, aanzegging en beteekening.

1. Elk exploit wordt gedaan door een deurwaarder, die tot het exploiteeren in de plaats bevoegd is; hij laat afschrift van het exploit aan den persoon of aan de woonplaats van den geexploiteerde.

Het afschrift geldt voor hem, die het ontvangen heeft, als het oorspronkelijke.

2. Onverminderd de bijzondere voorschriften van dit Wetboek aangaande het doen van exploiten aan de door de partijen bij het begin of in den loop van het geding en van de tenuitvoerlegging gekozen woonplaats, mogen alle exploiten mede geschieden aan de volgens de artikelen 76 en 77 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname gekozen woonplaats.

Deze bevoegdheid houdt op indien uitdrukkelijk is voorgeschreven, dat het exploit aan den persoon of aan de werkelijke woonplaats moet worden gedaan.

Indien, ingeval volgens artikel 76 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname algemeene keuze van woonplaats te Paramaribo moet zijn gedaan, eene woonplaats aldaar niet is gekozen, mogen de exploiten ter hand worden gesteld aan den procureur-generaal, die daarmede handelt als in artikel 3 is voorgeschreven.

3. Ingeval de deurwaarder noch den geëxploiteerde, noch iemand van diens huisgenooten aan zijne woonplaats vindt, stelt hij het afschrift terstond ter hand te *Paramaribo* aan den procu-

reur-generaal en in de districten aan het hoofd van het plaatselijk bestuur, die het oorspronkelijke kosteloos voor gezien teekent; deze doet het afschrift, zoo mogelijk, aan den geëxploiteerde toekomen, zonder dat echter van dit laatste in rechten behoeft te blijken.

De deurwaarder maakt van die terhandstelling melding in het oorspronkelijk stuk en in het afschrift daarvan.

4. Indien de geëxploiteerde in een buitendistrict woont, is de deurwaarder niet verplicht het exploit in persoon te doen, maar is hij bevoegd om in de plaats daarvan het oorspronkelijke en het afschrift aan den procureur-generaal ter hand te stellen, die alsdan het afschrift door een ambtenaar in het district aan den geëxploiteerde in persoon of aan diens woonplaats doet afgeven. Deze ambtenaar stelt op het afschrift eene door hem onderteekende verklaring, houdende vermelding van den dag der afgifte, en geeft daarvan onverwijld kennis aan den procureur-generaal, die gelijke verklaring op het oorspronkelijke stelt, hetwelk hij zoo spoedig mogelijk aan den deurwaarder teruggeeft of terugzendt.

Ingeval gezegde ambtenaar noch den geëxploiteerde, noch een van zijne huisgenooten aan zijn woonplaats vindt, doet hij daarvan dadelijk aanteekening op het afschrift. Hij dagteekent en onderteekent die aanteekening en zendt het afschrift zoo spoedig mogelijk aan den procureur-generaal terug, die op het oorspronkelijke eene door hem onderteekende verklaring stelt, houdende vermelding van alles, wat door dien ambtenaar op het afschrift is gesteld.

De procureur-generaal geeft of zendt het oorspronkelijke dadelijk aan den deurwaarder terug, en doet het afschrift zoo mogelijk aan den geëxploiteerde toekomen, zonder dat van dit laatste in rechten behoeft te blijken.

5. Aan elk der geëxploiteerden moet een afschrift van het exploit gelaten worden.

Echter behoeft aan echtgenooten, die niet van tafel en bed of van goederen gescheiden zijn, slechts één afschrift te worden gelaten.

6. Alle exploiten worden gedaan op de volgende wijze:

1°. ten aanzien van den Lande en van den Gouverneur, in zaken hem bijzonder aangaande, aan den persoon of in het parket van den procureur-generaal;

2°. ten aanzien van openbare instellingen, stichtingen of zedelijke lichamen, aan den persoon of ter woonplaats van het hoofd des bestuurs of ter plaatse, waar het bestuur zitting of kantoor houdt;

3°. ten aanzien van vennootschappen, aan haar gemeenschappelijk kantoor en, zoo dit er niet is, aan den persoon of de woonplaats van een der besturende vennooten en, na de ontbinding, aan den persoon of de woonplaats van een der vereffenaars;

bij gebreke van gemeenschappelijk kantoor, besturenden vennoot of vereffenaar, alsmede indien dit kantoor buiten Suriname gevestigd is en geen der besturende vennooten of vereffenaars woonplaats of werkelijk verblijf in Suriname heeft:

op de wijze onder 6°. van dit artikel omschreven of aan den persoon of aan de woonplaats van een vertegenwoordiger of gevolmachtigde van de vennootschap in Suriname en na de ontbinding aan den persoon of aan de woonplaats van een vertegenwoordiger of gevolmachtigde van een der vereffenaars in Suriname;

4°. ten aanzien van den boedel eens gefailleerden aan den persoon of de woonplaats van den curator of, indien er meer zijn, aan één hunner;

5°. ten aanzien van overledenen, aan de gezamenlijke erfgenamen en in eens, zonder uitdrukking van namen of woonplaatsen, ter laatste woonplaats van den overledene, doch niet langer dan gedurende één jaar na het overlijden;

6°. ten aanzien van hen, die geene bekende woonplaats in Suriname hebben, ter plaatse van hun werkelijk verblijf.

Indien deze plaats niet bekend is, gelijk mede ingeval in rechten worden opgeroepen onbekenden, of wel houders van niet op naam staande aandeelen in geldleeningen of maatschappijen, wordt het exploit aangeplakt aan de hoofddeur van de gehoorzaal van den rechter, voor wien de vordering gebracht wordt of aanhangig is, en wordt een tweede afschrift overgegeven aan den procureur-generaal, die het oorspronkelijke voor gezien teekent. Daarenboven wordt het gedaan exploit aangekondigd in het *Gouvernements-Advertentieblad*.

Indien het exploit niet een te voeren of aanhangig rechtsgeding betreft, wordt het aangeplakt aan de hoofddeur van de gehoorzaal van het Hof van Justitie, wordt het tweede afschrift

overgegeven aan den procureur-generaal en geschiedt de aankondiging daarvan in het *Gouvernements-Advertentieblad*.

7°. ten aanzien van hen, die niet in Suriname wonen, voor zooverre zij daarin evenmin een bekend verblijf hebben, aan den procureur-generaal, die de oorspronkelijke oproeping voor gezien teekent; deze doet het afschrift van het exploit ten behoeve van de belanghebbenden aan den Gouverneur toekomen.

Indien het exploit niet een te voeren of aanhangig rechtsgeding betreft, wordt het gedaan aan den procureur-generaal, die daarmede handelt als in het eerste lid van dit nummer is omschreven.

De Gouverneur zendt het afschrift aan den Minister van Koloniën, tenzij hij, in het belang der geëxploiteerden eene andere wijze van verzending verkieselijk acht.

8°. ten aanzien van de getrouwde, niet van tafel en bed gescheiden vrouw, dat betreft de exploiten, die haar ten verzoeke van haren echtgenoot worden uitgebracht, aan haar in persoon of aan haar werkelijk verblijf en, wanneer dit is ter woonplaats van haren echtgenoot, alsdan aan haar in persoon of, zoo de deurwaarder haar aldaar niet vindt, aan den procureur-generaal in voege als in artikel 3 is voorgeschreven, terwijl bovendien in dat geval het exploit wordt aangekondigd in het *Gouvernements-Advertentieblad*; een afschrift van die aankondiging wordt voorts aangeplakt aan de buitenzijde van de hoofddeur van het door hen bewoonde huis.

Deze aankondiging behoeft alleen te bevatten de dagteekening van het exploit, de aanwijzing van den persoon te wiens verzoeke of naar aanleiding van wiens aan den rechter gericht verzoek geëxploiteerd wordt, de aanwijzing van den persoon aan wien het exploit is gedaan, de vermelding van den deurwaarder, die het gedaan heeft, en van den persoon aan wien afschrift van het exploit gelaten is; voorts, indien de aankondiging eene oproeping ter terechtzitting betreft, de aanwijzing van den rechter en van den dag en het uur der terechtzitting, en indien de aankondiging de beteekening van eene rechterlijke uitspraak of beschikking betreft, de aanwijzing van den rechter door wien, en van den dag waarop die uitspraak gewezen of die beschikking genomen is.

De deurwaarder is verplicht om op verzoek van de vrouw het aangeplakte afschrift van de aankondiging onmiddellijk te verwijderen.

Indien de vrouw haar werkelijk verblijf niet heeft ter woonplaats van den man en de deurwaarder aan dat werkelijk verblijf niemand aantreft, wordt artikel 3 toegepast.

Indien het verblijf in Suriname van de vrouw niet bekend is, geschiedt het exploit op de wijze bij n°. 6 van dit artikel omschreven.

7. Het exploit moet vermelden:

1°. den dag, de maand en het jaar;

2°. de namen en de woonplaats van den persoon, te wiens verzoeke of naar aanleiding van wiens aan den rechter gericht verzoek het gedaan is;

3°. de namen en woonplaats van den geëxploiteerde en van den deurwaarder;

4°. den persoon, aan wien het afschrift van het exploit gelaten is.

Indien eene partij eene corporatie, maatschap of handelsvereeniging is, moet hare benaming in de plaats van naam en voornaam worden vermeld.

Eene oproeping om in rechten te verschijnen moet bovendien behelzen de aanwijzing van den rechter, die van de zaak moet kennis nemen, en den dag en het uur, waarop de geëxploiteerde in rechten moet verschijnen.

De deurwaarder moet het exploit en het afschrift daarvan onderteekenen.

8. De gewone termijn van oproeping is van ten minste drie dagen voor den geëxploiteerde, die woonachtig is, of, bij gebreke van bekende woonplaats in Suriname, verblijf houdt ter plaatse, waar de griffie van het gerecht, voor hetwelk hij opgeroepen is, gevestigd is.

In spoed vereischende zaken, bij zijne beschikking als zoodanig vermeld, is de kantonrechter of de president van het Hof van Justitie bevoegd om den tijd, welke tusschen de oproeping van partijen en den rechtsdag verloopen moet, te verkorten.

9. Indien de geëxploiteerde op een andere plaats in Suriname woont of verblijf houdt dan waar de griffie van het gerecht, welks rechter van den eisch moet kennis nemen, gevestigd is, zijn de termijnen van oproeping ten minste van den volgenden duur:

1°. bij oproeping voor het Hof van Justitie of voor den kantonrechter in het eerste kanton:

a. indien de opgeroepene woont of verblijft in een van de Districten Suriname, Saramacca of Commewijne, drie weken;

b. indien de opgeroepene woont of verblijft in een van de Districten Nickerie, Coronie of Marowijne, vijf weken;

2°. bij oproeping voor den kantonrechter in het derde kanton, zitting houdende in het district Nickerie of in het district Coronie:

a. indien de opgeroepene woont of verblijft onderscheidenlijk:
in het district Nickerie of in het district Coronie, zeven dagen;
in het district Coronie of in het district Nickerie, drie weken;

b. indien de opgeroepene woont of verblijft in het stadsdistrict, vijf weken;

c. indien de opgeroepene woont of verblijft in een der districten Saramacca, Commewijne of Marowijne, zes weken;

3°. bij oproeping voor den kantonrechter in het derde kanton, zitting houdende in het district Marowijne, indien de opgeroepene woont of verblijft:

a. in het district Marowijne: drie weken;

b. in het stadsdistrict vijf weken;

c. in een van de districten Nickerie, Coronie, Saramacca, Suriname of Commewijne, zes weken.

10. In het geval, in het tweede lid van artikel 6, n°. 7 uitgedrukt, is de termijn van oproeping ten minste drie maanden. Wanneer de geëxploiteerde niet in Suriname woont of verblijft, is de termijn van oproeping ten minste eene maand indien hij woont of verblijft in Britsch Guyana; ten minste twee maanden indien hij woont of verblijft in Fransch Guyana; ten minste drie maanden indien hij woont of verblijft in Nederland; ten minste drie maanden indien hij woont of verblijft op een van de West-Indische eilanden, of op een der plaatsen behoorende tot de Staten van Amerika aan den Atlantischen Oceaan en gelegen tusschen Britsch Guyana en Noord-Amerika; ten minste vier maanden indien hij woont of verblijft in andere dan de hierboven genoemde gedeelten van het vaste-

land en de eilanden van Amerika, op het vasteland of op een der eilanden van Europa (behalve Nederland), in de Levant, aan de noordelijke of westelijke kusten van Afrika tot en met de Kaap de Goede Hoop of op een der eilanden van Afrika bewesten dat werelddeel gelegen, en ten minste acht maanden, indien hij elders woont of verblijft.

11. Indien een exploit aan iemand, die buiten Suriname woont, aan zijn persoon binnen Suriname gedaan wordt, of indien hij binnen Suriname eene gekozen of wettelijke woonplaats heeft, alsmede bij oproeping van vennootschappen, gevestigd elders dan in Suriname doch aldaar een gemeenschappelijk kantoor dan wel een bestuurder, een vertegenwoordiger of gevolmachtigde of, na ontbinding een vereffenaar of een vertegenwoordiger of gevolmachtigde van dezen hebbende, gelden de termijnen bij de artikelen 8 en 9 vastgesteld, naar gelang van den afstand der plaats, waar het exploit gedaan wordt.

12. Wanneer meer personen wegens dezelfde vordering op verschillende termijnen moeten opgeroepen worden, geschiedt dit voor allen tegen den dag van verschijning, voor den verst verwijderd wonende bepaald.

13. De dag van het exploit en de dag van verschijning worden niet medegerekend onder den algemeenen termijn, bepaald voor oproeping, aanzegging en beteekening.

In het geval voorzien bij het derde lid van artikel 2 geldt de door den procureur-generaal, in het geval voorzien bij artikel 3 geldt de door den procureur-generaal of door het hoofd van het plaatselijk bestuur vermelde dag van terhandstelling, en, in het geval van artikel 4 de door den ambtenaar in het buitendistrict vermelde dag van afgifte of poging tot afgifte, voor dag van exploit.

14. De aanzeggingen of oproepingen, om tegenwoordig te zijn bij deze of gene akte van procedure of van instructie, behooren alleen de plaats, den dag en het uur van de eerste terechtzitting uit te drukken; zij behoeven niet herhaald te worden, ook al wordt de terechtzitting op een anderen dag verlegd of voortgezet.

15. Een exploit mag niet op Zondag worden gedaan, tenware uit kracht van eene bijzondere vergunning van den kantonrechter of van den voorzitter van het Hof van Justitie. Indien de laatste

dag van den termijn, binnen welken het exploit geschieden moet, op een Zondag valt, mag het nog op den daaropvolgenden werkdag gedaan worden.

16. Een exploit of de tenuitvoerlegging van een vonnis mag niet geschieden vóór zes uren des morgens en na zes uren des avonds, tenware de kantonrechter of de voorzitter van het Hof van Justitie, in zaken welke buitengewonen spoed vereischen, daartoe verlof mocht hebben verleend.

17. De deurwaarder of de ambtenaar die hem vervangt mag een exploit niet uitbrengen voor zijne bloedverwanten of aangehuwden in de rechte linie onbepaaldelijk, en in de zijlinie tot den graad van broeders- en zusterskinderen ingesloten. Ingeval van beletsel uit dien hoofde van den ambtenaar, die, overeenkomstig artikel 4, den deurwaarder vervangt, voorziet de procureur-generaal in zijne vervanging.

Bij afwezigheid, belet of ontstentenis van bevoegde deurwaarders is de kantonrechter of de voorzitter van het Hof van Justitie bevoegd om een of meer geschikte en vertrouwde personen aan te wijzen tot het verrichten van de vereischte werkzaamheden, daaronder begrepen die, welke na elk eindvonnis noodig zijn.

18. Indien een exploit door toedoen van den deurwaarder of van een ambtenaar die hem vervangt, nietig verklaard wordt, is de rechter bevoegd om hem in de kosten van het exploit en van de vernietigde procedure te verwijzen, onverminderd de aanspraak op schade en interesten van de partij, naar de omstandigheden.

Tweede Afdeeling.

Van de terechtzittingen.

19. De rechter is bevoegd om in het belang van de openbare orde of van de zedelijkheid te bevelen, dat de behandeling van een rechtsgeding op de terechtzitting geheel of ten deele met gesloten deuren zal plaats hebben.

Het getuigenverhoor wordt op eene openbare terechtzitting gehouden, tenzij de rechter om gewichtige redenen mocht bevelen, dat het geheel of gedeeltelijk met gesloten deuren zal plaats hebben.

In zaken van echtscheiding of scheiding van tafel en bed heeft het getuigenverhoor steeds met gesloten deuren plaats.

De redenen van zoodanig bevel worden in het proces-verbaal van de zitting vermeld.

20. Partijen verschijnen in persoon voor den rechter, desgewenscht door een raadsman bijgestaan, tenware zij verkiezen mochten zich door een gemachtigde te doen vertegenwoordigen.

De rechter is bevoegd om in alle gevallen en in elken stand van het geding, hetzij ten einde een vereeniging te beproeven, wanneer de zaak hem voor minnelijke schikking vatbaar schijnt, hetzij tot het verschaffen van inlichtingen, hetzij om andere gewichtige redenen, de persoonlijke verschijning van een of meer der partijen te gelasten. Deze bevoegdheid geldt niet ten aanzien van den Gouverneur.

De rechter houdt bij de beslissing van de zaak met het niet-verschijnen op een bevel tot persoonlijke verschijning of met eene weigering om te antwoorden dan wel om het in het volgende artikel bedoelde proces-verbaal te onderteekenen zoodanige rekening, als hij met inachtneming van de wettelijke regelen omtrent het bewijs meent te behooren.

21. Indien inlichtingen worden verschaft, maakt de rechter in elk geval, en indien eene minnelijke schikking tot stand komt, maakt de rechter, wanneer partijen zulks verlangen, een proces-verbaal op en doet dit onderteekenen door partijen of door hunne tot dat einde bijzonderlijk gemachtigden; in dat proces-verbaal wordt hetzij de dag bepaald voor verdere behandeling van de zaak ter terechtzitting, hetzij de verbintenis, welke partijen tengevolge van die schikking op zich nemen, uitgedrukt.

De uitgifte van dit proces-verbaal geschiedt in executorialen vorm.

Indien eene minnelijke schikking niet tot stand komt, bepaalt de rechter aanstonds den dag, waarop de zaak weder ter terechtzitting behandeld zal worden.

22. De machtiging op een vertegenwoordiger wordt verleden bij onderhandsche of notarieele akte van algemeene of bijzondere lastgeving, bij akte van bijzondere lastgeving voor den griffier van een kantongerecht of mondeling ter terechtzitting, als wanneer daarvan aanteekening wordt gehouden in het proces-verbaal. De griffier geeft de voor hem verleden akten van lastgeving in het oorspronkelijke uit.

Als gemachtigden van partijen mogen slechts optreden personen, die hunne woonplaats hebben ter plaatse, waar de kantonrechter zitting houdt.

Praktizijns, die als gemachtigden optreden, verklaren zulks in het door hen onderteekend stuk of wel mondeling ter terechtzitting, als wanneer eene schriftelijke of eene mondelinge door den vertegenwoordigde ter terechtzitting verleende machtiging niet gevorderd wordt.

De partij, die zich door een gemachtigde doet vertegenwoordigen, wordt geacht woonplaats te hebben bij dien gemachtigde, tenzij hij zelf woont ter plaatse, waar de kantonrechter zitting houdt, of aldaar eene andere woonplaats mocht hebben gekozen.

23. De partijen en hare gemachtigden of raadslieden zijn verplicht om de zaak voor den rechter met bezadigdheid te verdedigen of te bepleiten, en in alles den eerbied in acht te nemen en te bewaren, dien men aan de justitie schuldig is. Indien zij zich daarin te buiten gaan, is de rechter bevoegd hun het voortgaan te beletten.

24. De toehoorders behooren bij de terechtzittingen een betamelijk ontzag en stilzwijgen te bewaren; al wat de president of de kantonrechter tot handhaving van de goede orde beveelt, moet stiptelijk en terstond ten uitvoer gelegd worden.

25. Personen, die gedurende de terechtzitting de stilte storen, beweging verwekken of teekenen van goed- of afkeuring geven, moeten, indien zij zich niet dadelijk na de waarschuwing van den rechter of den deurwaarder stil houden, vertrekken; hij die daaraan geen gevolg geeft, mag terstond in bewaring gesteld worden en daarin voor den tijd van vierentwintig uren blijven op vertoon van een bevelschrift van den kantonrechter of van den voorzitter van het Hof van Justitie. De uitgifte van dergelijk bevel moet in het proces-verbaal van de zitting vermeld worden.

26. Indien een deurwaarder of bediende van het Hof van Justitie of van het kantongerecht de orde heeft verstoord, is de rechter bevoegd om hem bovendien voor ten hoogste zes weken in zijne bediening te schorsen.

27. Indien de opschudding op de terechtzitting vergezeld is geweest van beleedigingen of bedreigingen jegens de rechters of de rechterlijke ambtenaren in het waarnemen van hunne bedieningen, welke beleedigingen of bedreigingen het kenmerk van misdrijf dragen, is de kantonrechter of de president van het Hof van Justitie bevoegd om den dader terstond te doen aanhouden

en hem zoo mogelijk op dezelfde terechtzitting zonder eenige dagvaarding te doen terechtstaan; nadat de feiten tot klaarheid zijn gebracht en het openbaar ministerie ter zake is gehoord kan zijne veroordeeling volgen.

28. Indien de beleedigingen of de bedreigingen tegen een rechter of tegen rechterlijke ambtenaren in het waarnemen van hunne bedieningen buiten de terechtzitingen hebben plaats gehad, is de kantonrechter of de voorzitter van het Hof van Justitie bevoegd om den dader terstond te doen aanhouden en procesverbaal van het voorgevallene te doen opmaken. Dit proces-verbaal wordt aan den daartoe bevoegden ambtenaar ter verdere vervolging opgezonden.

29. Indien in den loop van een rechtsgeding de bijstand van een tolk vereischt wordt, wordt die door partijen, of, ingeval van verschil, door den kantonrechter of door den voorzitter van het Hof van Justitie gekozen.

Indien de gekozene niet is een door het bestuur toegelaten beëedigd vertaler, legt hij, alvorens zijne werkzaamheden aan te vangen, op de terechtzitting den eed, of, indien hij niet tot eene erkende godsdienstige gezindte behoort, de belofte af, dat hij de van hem als tolk gevorderde diensten met getrouwheid en naar zijn geweten zal verrichten.

Wordt bij verrichtingen van een rechter-commissaris een tolk vereischt, dan gaan de bemoeienissen van den voorzitter op dien rechter-commissaris over.

Derde Afdeeling.

Van de rechters en van het wraken van rechters.

30. De rechters, de ambtenaren van het openbaar ministerie en die van de griffie mogen zich niet belasten met het verdedigen van de zaken der partijen hetzij mondeling, hetzij schriftelijk, hetzij bij wijze van consultatie.

Echter mogen zij hunne eigene zaken, die van hunne echtgenooten, bloedverwanten of aangehuwden in de rechte linie, en die van hunne pupillen bepleiten.

Zij mogen ook niet scheidslieden zijn.

31. Een rechter mag slechts gewraakt worden om de navolgende redenen:

1°. indien hij persoonlijk belang bij het geschil heeft;

2°. indien hij aan eene der partijen in bloedverwantschap of in zwagerschap bestaat tot in den vierden graad ingesloten;

3°. indien er, binnen het jaar vóór de wraking, tegen eene der partijen of hare echtgenoot of nabestaanden en aangehuwden in de rechte linie eene vervolging wegens misdrijf op zijn beklag of door zijn toedoen heeft plaats gehad;

4°. indien hij een schriftelijk advies in de zaak gegeven heeft;

5°. indien hij, hangende het geding, van iemand, die bij de zaak belang heeft, geschenken heeft ontvangen of deze aan hem zijn beloofd en hij die belofte heeft aangenomen;

6°. indien de rechter, zijne echtgenoote, hunne bloedverwanten of aangehuwden in de rechte linie een verschil over een gelijksoortig onderwerp hebben als hetwelk tusschen partijen in geschil is;

7°. indien er een burgerlijk rechtsgeding tusschen den rechter, zijne echtgenoote, hunne bloedverwanten of aangehuwden in de rechte linie en eene der partijen hangende is;

8°. indien de rechter voogd, toeziende voogd, curator of toeziende curator, bewindvoerder, vermoedelijke erfgenaam of begiftigde is van eene der partijen of indien eene der partijen zijn vermoedelijke erfgenaam is;

9°. indien hij is bewindvoerder van eenige stichting, maatschappij of lichaam van bestuur, welke partij in de zaak is;

10°. indien er een hooge graad van vijandschap bestaat tusschen hem en eene der partijen;

11°. indien er tusschen den rechter en eene der partijen, sedert het aanleggen van het rechtsgeding of binnen zes maanden vóór de wraking, beleedigingen of bedreigingen hebben plaats gehad.

32. De redenen, om welke een rechter kan gewraakt worden, gelden ook voor den procureur-generaal en den advocaat-generaal indien die niet optreden als hoofdpartij in het geschil, mitsgaders voor de ambtenaren van de griffie.

De wraking van deze ambtenaren geschiedt op dezelfde wijze als die der rechters.

33. Iedere rechter, die weet, dat er in eene bij het Hof van Justitie aanhangige zaak, waarin hij zou hebben deel te nemen aan de behandeling en beslissing, eenige reden van wraking tegen hem bestaat, is gehouden die zoo spoedig mogelijk aan

het Hof van Justitie op te geven; dit college beslist, of hij zich van de behandeling van de zaak onthouden moet.

34. De partij, welke een rechter als in het vorig artikel bedoeld wraken wil, moet de wraking met alle gronden en met redenen bekleed voorstellen, op straffe van verlies van het recht daartoe, uiterlijk vóór het rechtsgeding in staat van wijzen is, tenware de gronden of aanleiding tot de wraking later mochten zijn ontstaan.

Met uitzondering van het laatste geval, moet de wraking van een rechter-commissaris geschieden, vóórdat hij zijne werkzaamheden als zoodanig aanvangt.

35. De akte van wraking moet geteekend zijn door de partij of haren bijzonderen en bij authentieke akte daartoe gevolmachtigde; zij wordt aan den griffier ter hand gesteld, die, na een bewijs van ontvangst daarvan gegeven te hebben, haar onmiddellijk aan den gewraakten rechter mededeelt.

36. De gewraakte rechter is gehouden om binnen twee dagen onder de akte eene schriftelijke verklaring te stellen, houdende òf berusting in de wraking òf weigering om zich van de kennisneming der zaak te onthouden, met zijn antwoord op de gronden en redenen, in de akte uitgedrukt.

37. Indien de gewraakte rechter in de wraking berust, moet hij zich van de zaak onthouden.

38. Indien hij in de wraking niet berust, onderzoekt het Hof van Justitie bijaldien het een bij het college aanhangig gemaakte zaak betreft, de gronden en redenen van wraking; het college staat de wraking toe, indien het deze bewezen en gegrond bevindt.

39. Indien eene partij meer dan één lid van het Hof van Justitie wil wraken, is zij, bijaldien het een bij het college aanhangig gemaakte zaak betreft, niet bevoegd om de tweede of verdere wraking voor te dragen, voordat over de voorafgaande beslist is.

40. De leden van het Hof van Justitie mogen zich niet verschoonen om aan de raadpleging over en de beslissing van de wraking deel te nemen.

41. Indien tengevolge van toegelaten wraking of van toegegeven reden van verschooning of tengevolge van andere oorzaken

de leden van het Hof van Justitie niet in genoegzamen getale zijn om van een geschil kennis te nemen, wendt de meest gereede partij zich tot den Gouverneur, met verzoek om voor de berechting van de zaak het vereischte aantal buitengewone leden te benoemen.

42. Bij wraking van den kantonrechter, of wel indien hij meent dat er eenige reden van wraking tegen hem bestaat, stelt hij de zaak uit tot den dag dat partijen nader worden opgeroepen en vraagt zoo spoedig mogelijk de beslissing van het Hof van Justitie onder toezending van de desbetreffende akte van wraking, alsmede van zijn beschouwingen en raad.

Ingeval de kantonrechter de reden tot wraking als juist erkent, draagt hij de behandeling van de zaak, in afwachting van 's Hofs beslissing, op aan een plaatsvervanger; hij geeft hiervan tegelijkertijd kennis aan het Hof van Justitie.

Bij wraking of vermeende reden van verschooning van den griffier beslist de kantonrechter in hoogste ressort.

43. Indien tengevolge van toegelaten wraking of van toegegeven reden van verschooning of tengevolge van andere oorzaken noch de kantonrechter, noch zijne plaatsvervangers van een geschil mogen of kunnen kennis nemen, is de meest gereede partij bevoegd om zich tot den Gouverneur te wenden, met het verzoek om iemand tot beslissing van het geding aan te wijzen.

44. De beslissing in zaken van wraking is niet aan eenig beroep onderworpen.

Vierde Afdeeling.

Van het algemeen register, van het proces-verbaal der zitting en van vonnissen in het algemeen.

45. De griffier houdt een algemeen register bij, waarin alle bij het gerecht aanhangige zaken, elke zaak onder een afzonderlijk nummer, worden ingeschreven met de namen van de partijen alsmede van hare gemachtigden of raadslieden, zoo zij die hebben.

In dat register wordt, met vermelding van de dagteekening, kortelijk aanteekening gehouden van het in elke zaak voorgevallene en van de daarin genomen beslissingen.

Indien een getuige, deskundige, tolk of bewaarder schadeloosstelling vordert, wordt die schriftelijk door den rechter begroot en daarvan aanteekening gehouden in het algemeen register.

46. De griffier maakt van de behandeling van elke zaak een afzonderlijk doorloopend proces-verbaal op, waarin de namen en de woon- of verblijfplaatsen van partijen en van hare gemachtigden of raadslieden, alsmede het volgnummer van de zaak in het algemeen register en de datum van iedere terechtzitting worden vermeld.

In dat proces-verbaal wordt, behoudens het bepaalde omtrent zaken welke niet aan hooger beroep onderworpen zijn, al het ter terechtzitting voorgevallene vermeld en alle daarin gewezen vonnissen gebracht. De voorzitter van het Hof van Justitie of de kantonrechter en de griffier onderteekenen dit proces-verbaal binnen tweemaal vier en twintig uren na iedere terechtzitting of verrichting.

Indien hetzij de kantonrechter hetzij de griffier zich in de onmogelijkheid bevindt om het proces-verbaal te onderteekenen, maakt degene die niet in dat geval verkeert, in dat stuk daarvan melding.

Indien de voorzitter van het Hof van Justitie zich in de onmogelijkheid bevindt het proces-verbaal te onderteekenen, doet dit het oudste lid dat over de zaak gezeten heeft. Ten aanzien van den griffier van het Hof van Justitie vindt het voorgaande lid toepassing.

47. De rechter is bevoegd om, alvorens de zaak definitief te beslissen, een praeparatoire of eene interlocutoire beslissing te nemen.

Voor praeparatoir worden gehouden vonnissen en bevelschriften, welke gegeven zijn tot instructie van de zaak en welke strekken om het proces in staat van wijzen te brengen, zonder dat zulks op de zaak ten principale van eenigen invloed kan zijn.

Voor interlocutoir worden gehouden vonnissen en bevelschriften waarbij de rechter, alvorens recht te doen, een bewijs, een onderzoek of eene instructie beveelt, waarvan de beslissing in de zaak zelve afhankelijk kan zijn.

48. Indien tijdens een aanhangig rechtsgeding of buiten eigenlijk rechtsgeding een door den kantonrechter te verrichten rechtshandeling moet geschieden buiten het rechtsgebied van den kantonrechter die van de zaak of van het verzoek kennis neemt, roept hij daartoe de tusschenkomst in van zijn ambtgenoot, binnen wiens gebied de handeling moet verricht worden.

Hij wiens tusschenkomst is ingeroepen, geeft aan die opdracht gevolg en doet den rechter van wien de opdracht uitging, zoo spoedig mogelijk een afschrift van het proces-verbaal van het krachtens die opdracht verrichte of bevondene toekomen. Dit afschrift heeft in het geding gelijke kracht als het proces-verbaal van den rechter van wien de opdracht uitging.

49. Alle vonnissen en beschikkingen, welke aan het eindvonnis voorafgaan, worden niet afzonderlijk opgemaakt, maar alleen in het proces-verbaal van de zitting aangeteekend.

Het vonnis, waarbij de rechter zich onbevoegd verklaart, wordt als een eindvonnis beschouwd.

50. Partijen mogen van de vonnissen en van de in het vorig artikel bedoelde aanteekeningen in hunne zaak inzage en op hare kosten afschriften bekomen.

51. Indien de beslissing in eene zaak niet heeft plaats gehad uiterlijk drie maanden nadat de behandeling ter terechtzitting geëindigd is en na het hooren van het openbaar ministerie (wanneer zulks wordt vereischt), hebben partijen of heeft eene van hen het recht om te vorderen dat de zaak worde bepleit.

Indien de rechter den dag heeft bepaald, waarop de uitspraak zal plaats hebben, en partijen met elkander in overleg zijn getreden over eene schikking, mogen zij den rechter verzoeken om de uitspraak gedurende een bepaalden tijd uit te stellen.

52. De rechters moeten bij hunne beraadslagingen van ambtswege de rechtsgronden aanvullen, welke de partijen niet mochten hebben aangevoerd.

53. Elk vonnis, waarbij een eed wordt opgelegd, vermeldt de daadzaken, waarop de eed gedaan moet worden; het wordt, indien het niet in tegenwoordigheid van de tegenpartij of van haar gemachtigde is uitgesproken, haar op last van den rechter aangezegd.

Indien de partij, aan welke een eed is opgelegd, niet verschijnt op den voor de eedsaflegging bepaalden dag en het in het eerste lid voorgeschrevene in acht genomen is, wordt zij geacht den eed te hebben geweigerd, behoudens haar verzet, ingeval zij bewijst, uit hoofde van een wettig beletsel te zijn verhinderd geweest.

54. Indien er een provisioneele eisch gedaan is en de zaak zoo ten principale als op de provisie in staat van wijzen is, is

de rechter bevoegd om op beide bij een en hetzelfde vonnis uitspraak te doen.

55. De voorloopige tenuitvoerlegging van vonnissen niettegenstaande hooger beroep of verzet mag worden bevolen:

1°. indien de beslissing berust op een authentieken titel;

2°. indien de beslissing berust op een onderhandsch geschrift, hetwelk erkend is door dengene, tegen wien men zich daarop heeft beroepen, of hetwelk rechtens voor erkend wordt gehouden; deze erkenning wordt mede aangenomen in geval recht wordt gedaan bij verstek;

3°. indien er is een voorafgegane veroordeeling bij een vonnis, hetwelk niet voor verzet of hooger beroep vatbaar is.

Het wordt aan het oordeel van den rechter overgelaten, dit bevel te geven met of zonder borgtocht.

56. De voorloopige tenuitvoerlegging van vonnissen niettegenstaande hooger beroep of verzet mag bevolen worden met of zonder borgtocht in gevallen betreffende:

1°. verzegeling, ontzegeling of boedelbeschrijving;

2°. dringende reparatiën;

3°. ontruiming van het gehuurde, indien er een schriftelijk bewijs van bestaande, vernieuwde of verlengde huur niet aanwezig is, of indien de huur geëindigd is;

4°. de benoeming van sequesters, commissarissen en bewaarders;

5°. het aannemen van borgen en achterborgen;

6°. de benoeming van voogden, curators en andere bewindvoerders, en het doen van hunne rekening;

7°. jaargelden of uitkeeringen tot levensonderhoud en in het algemeen voldoening van eene bepaalde geldsom;

8°. alle provisioneele toewijzingen;

9°. bezitrecht;

en verder in al die bijzondere gevallen, in welke de algemeene verordeningen zulks hebben toegelaten of voorgeschreven.

57. Indien de rechter de voorloopige tenuitvoerlegging niet bevolen heeft, is hij niet meer bevoegd om zulks bij nader vonnis wèl te doen, onverminderd nochtans het recht van partijen om dit in hooger beroep te vorderen.

58. De voorloopige tenuitvoerlegging heeft niet plaats ten aanzien van de kosten, al waren die ook in de plaats van schade en interesten toegewezen.

59. Wie bij vonnis in het ongelijk gesteld wordt, wordt in de kosten verwezen. Echter mogen de kosten in het geheel of ten deele gecompenseerd worden tusschen echtgenooten, bloedverwanten in de rechte linie, broeders en zusters of aangehuwden in denzelfden graad, mitsgaders indien de partijen over en weder op eenige punten in het ongelijk zijn gesteld.

60. Bij provisioneele, praeparatoire en interlocutoire vonnissen is de rechter bevoegd om de beslissing over de kosten tot het eindvonnis voor te behouden.

61. De veroordeeling in de kosten mag zich niet verder uitstrekken dan tot:

a. de kosten van exploiten, oproepingen van de zaak ter terechtzitting en comparitiën;

b. de kosten van bewijsstukken;

c. de schrijfloonen voor gevorderde en gegeven afschriften;

d. de zegelrechten;

e. de kosten van getuigen, deskundigen, bewaarders, tolken, die van hunne beëediging daaronder begrepen, en die van plaatsopneming en andere gerechtelijke verrichtingen;

f. de kosten veroorzaakt door het onderzoek omtrent de echtheid of onechtheid van geschriften;

g. de kosten van tenuitvoerlegging van het vonnis.

Zoodanige van de in het eerste lid bedoelde kosten als de kantonrechter telkens, ook tijdens het geding, mocht bepalen, moeten door de partij te wier verzoeke de verrichting geschiedt, voorgeschoten en ter griffie overgebracht worden. Indien de rechter de verrichting ambtshalve beveelt, gelast hij tevens, door wien bedoelde kosten moeten worden voorgeschoten, onverminderd de bevoegdheid van de wederpartij om in het eene of het andere geval zulks uit eigen beweging te doen.

Indien partijen onwillig zijn om de in het vorig lid bedoelde kosten voor te schieten en tevergeefs door den rechter daartoe zijn aangemaand, blijft de bevolen verrichting, tenzij die verplicht is voorgeschreven, achterwege en wordt — voor zooveel noodig op eene daartoe nader door den rechter bepaalde terecht-

zitting, welke aan partijen wordt aangezegd — met de behandeling van de zaak voortgegaan.

62. Bij het vonnis wordt het bedrag van de tot aan de uitspraak gemaakte kosten, voor zooveel zulks mogelijk is, bepaald.

Indien partijen zich over de vereffening van de kosten, welke niet in het vonnis zijn opgenomen, of over die van de kosten van tenuitvoerlegging niet kunnen verstaan, is de meest gereede partij bevoegd om den kantonrechter te verzoeken het bedrag vast te stellen.

De kantonrechter gelast daarop, dat de partij te wier behoeve de veroordeeling in de kosten werd uitgesproken, binnen acht dagen ter griffie van het kantongerecht eene opgaaf van de haar verschuldigde kosten ter inzage van de wederpartij zal overleggen, en bepaalt tevens den dag waartegen partijen zullen worden opgeroepen.

Ten aldus bepaalden dage stelt de rechter het bedrag van de kosten, na verhoor van partijen voor zoover zij zijn opgekomen, vast, en doet daarvan, behalve in het proces-verbaal van de zaak, ook op het vonnis aanteekening houden.

De vaststelling geschiedt volgens de bestaande tarieven en bij gebreke daarvan, volgens begrooting van den rechter.

63. Indien na de in het vorig artikel bedoelde vaststelling van den staat van de kosten nog nadere kosten gemaakt zijn en partijen het over de vereffening niet eens kunnen worden, is de meest gereede partij bevoegd om den kantonrechter te verzoeken, het bedrag der kosten op de in de vorige twee artikelen bedoelde wijze nader vast te stellen.

64. Praktizijns en deurwaarders, die zich in hunne bedieningen te buiten mochten gaan, en al diegenen, die de belangen van het beheer, dat hun is toevertrouwd, verwaarloozen, mogen persoonlijk en uit hunne eigene beurs geheel of gedeeltelijk in de kosten verwezen en zelfs tot vergoeding van schade en interesten, zoo daartoe gronden zijn, veroordeeld worden, zonder die op hunne principalen te mogen verhalen.

65. Het vonnis, zoodanig als de rechter dat uitspreekt, moet behelzen:

1°. de namen en de woonplaats van de partijen, en de namen van de gemachtigden of raadslieden, indien partijen die gehad hebben;

2°. de slotsom van de conclusie van het openbaar ministerie, in de gevallen waarin dit gehoord is; en

3°. de gronden van de beslissing, zoo wat de daadzaken als het rechtspunt, ieder afzonderlijk, betreft, en de beslissing zelve.

66. Aan het slot van het vonnis worden vermeld de namen van de rechters, die over de zaak hebben geoordeeld.

67. De expeditie of uitgifte van het vonnis wordt zonder medewerking van partijen opgemaakt, en behelst, behalve hetgeen bij de vorige artikelen is vermeld:

1°. den eisch, het antwoord en de slotsom der wederzijdsche beweringen en voorzoover niet schriftelijk ingediend, de door den griffier daarvan gehouden aanteekeningen;

2°. de vermelding dat het vonnis in het openbaar is uitgesproken;

3°. den dag van de uitspraak.

68. De griffiers zijn verplicht om op aanvraag van partijen aan haar zoodra mogelijk expeditie van het vonnis uit te reiken, op straffe van vergoeding van kosten, schade en interesten, indien daartoe gronden zijn.

69. Alle vonnissen, welke wederkeerige verplichtingen aan beide partijen opleggen, of waaruit rechten en verplichtingen ten behoeve of ten laste van beide partijen voortvloeien, mogen door elke partij in haar belang worden ten uitvoer gelegd.

70. Praeparatoire en interlocutoire vonnissen en bevelschriften behoeve niet beteekend te worden, tenzij dit ingevolge de bepalingen van het tweede boek van dit Wetboek tot verhaal van geldelijke verplichtingen, welke de wederpartij krachtens die vonnissen te vervullen heeft, noodig mocht zijn.

Vijfde Afdeeling.

Van vrijwaring.

71. Indien de eischer ten dienenden dage na het antwoord van den gedaagde vermeent gronden te hebben om van iemand vrijwaring te vorderen, is hij bevoegd om aan den rechter, onder aanvoering van die gronden, te verzoeken de oproeping van dien persoon te bevelen.

Hetzelfde geldt voor den verweerder, die zijn verzoek mag doen bij schriftuur van antwoord of bij zijn mondeling antwoord.

Bij toewijzing van het verzoek bepaalt de rechter met inachtneming van den daarvoor aangegeven termijn een naderen rechtsdag, waarop het rechtsgeding zal worden voortgezet en gelast hij de oproeping van den waarborg met gelijktijdige uitreiking van een afschrift van het antwoord of van een uittreksel uit het proces-verbaal van de terechtzitting voor zoover het de gronden voor de vrijwaring aangevoerd vermeldt en doet hij hem aanzeggen zich van zijne getuigen te doen vergezellen en zijne bewijsstukken mede te brengen.

Dit uitstel is onnoodig, wanneer de waarborg ter terechtzitting aanwezig en tot dadelijk antwoord bereid mocht zijn.

72. Indien het verzoek tot vrijwaring op den bovengemelden rechtsdag niet gedaan is, wordt zonder uitstel in de oorspronkelijke zaak voortgeprocedeerd.

73. Ingeval van vrijwaring wegens onderzetting of andere zakelijke rechten, is de waarborg altijd bevoegd om de zaak van den gewaarborgde over te nemen; deze wordt dan buiten proces gesteld indien hij zulks vordert voordat er eenig vonnis tusschen hem en zijn oorspronkelijke wederpartij is gewezen.

Echter is de gewaarborgde bevoegd om in het proces te blijven tot bewaring van zijn recht; ook mag de wederpartij van den gewaarborgde tot bewaring van het zijne vorderen, dat de gewaarborgde in de zaak blijve.

74. De vonnissen tegen de waarborgen gewezen, bij het vorig artikel vermeld, mogen tegen den gewaarborgde worden ten uitvoer gelegd.

Het is voldoende om het vonnis aan den gewaarborgde aan te zeggen, hetzij hij buiten het proces is gesteld, of dat hij in het proces is gebleven, zonder dat er eenige andere eisch of rechtsvordering noodig is.

Wat de kosten, schade en interesten betreft, mag de vereffening daarvan en de tenuitvoerlegging niet dan tegen den waarborg geschieden; ingeval van kennelijk onvermogen van den waarborg moet de gewaarborgde echter de kosten dragen.

75. In zaken van eenvoudige vrijwaring, mag de waarborg zich slechts voegen, zonder de zaak van den gewaarborgde over te nemen.

76. Ingeval de oorspronkelijke eisch en die ter vrijwaring tegelijk in staat van wijzen zijn, wordt daarop gezamenlijk recht

gedaan; is dit niet het geval, dan wordt de hoofdzaak wanneer de oorspronkelijke eischer of verweerder dit vordert, afzonderlijk beslist.

77. Wie ter zake van vrijwaring opgeroepen is, behoort voor den rechter, voor wien de oorspronkelijke zaak aanhangig is, te procedeeren, zelfs wanneer hij ontkennen mocht waarborg te zijn; doch indien duidelijk blijkt, dat de oorspronkelijke eisch alleen gedaan is om hem van zijn eigen rechter af te trekken, wordt hij derwaarts verwezen.

Zesde Afdeeling.

Van vonnissen bij verstek en van verzet.

78. Indien de eischer ten beteekenden rechtsdage niet verschijnt, wordt er verstek tegen hem verleend en wordt de verweerder van de instantie ontslagen, met verwijzing van den eischer in de kosten.

In dit geval mag verzet niet plaats hebben, maar is de eischer bevoegd om opnieuw oproeping van den verweerder te verzoeken, na voorafgaande betaling van de kosten van het verstek.

79. Indien de gedaagde niet verschijnt en de voorgeschreven termijnen en formaliteiten in acht genomen zijn, wordt er tegen hem verstek verleend en wordt des eischers vordering toegewezen, tenware zij den rechter onrechtmatig of ongegrond voorkomt.

Tegen den verweerder, die vóór of op den rechtsdag bij schriftuur heeft geantwoord, maar noch in persoon, noch bij gemachtigde ter terechtzitting verschijnt, wordt verstek niet verleend.

80. Het verstek wordt na het uitroepen van de zaak op de terechtzitting verleend; de in het vorig artikel bedoelde uitspraak omtrent eischers vordering mag aangehouden worden tot eene volgende terechtzitting.

81. Indien er in hetzelfde geding meer dan één verweerders zijn opgeroepen en niet één van hen verschenen is, wordt in een en hetzelfde vonnis tegen hen verstek verleend.

82. Indien van meer dan één verweerders één of meer niet verschijnen, bepaalt de rechter een nieuwen rechtsdag, waartegen de niet verschenen partijen nogmaals worden opgeroepen.

Tusschen al de partijen wordt daarna uitspraak gedaan bij hetzelfde vonnis, hetwelk tegenover alle verweerders als een vonnis op tegenspraak gewezen wordt beschouwd en waartegen verzet niet wordt toegelaten.

83. Bij verstek gewezen vonnissen mogen niet ten uitvoer gelegd worden dan na verloop van acht dagen na de aanzegging aan de partij in persoon of te harer woonplaats, op de wijze als bij de artt. 2, 3, 4 en 5 is bepaald.

Bij dringende noodzakelijkheid wordt bij het vonnis zijne tenuitvoerlegging vóór den afloop van dezen termijn bevolen.

84. De gedaagde, die bij verstek is veroordeeld, is bevoegd om daartegen verzet te doen. Het verzet moet worden gedaan binnen veertien dagen na de aanzegging van het vonnis of van eenige uit kracht daarvan opgemaakte of ter uitvoering daarvan strekkende akte aan den veroordeelde in persoon, of na het plegen door dezen van eenige daad, waaruit noodzakelijk voortvloeit, dat het vonnis of de aangevangen tenuitvoerlegging hem bekend is. Indien de verweerder woont of verblijft op eene andere plaats in Suriname dan waar de griffie van het gerecht, welks rechter van den eisch heeft kennis genomen, gevestigd is, wordt de termijn door artikel 9 geregeld.

Buiten de gevallen, in het vorige lid voorzien, is het verzet ontvankelijk totdat het vonnis is ten uitvoer gelegd.

De veroordeelde, die in het vonnis heeft berust, mag daartegen niet meer in verzet komen.

85. Het vonnis wordt gerekend ten uitvoer gelegd te zijn:

ingeval van gerechtelijke tenuitvoerlegging op de roerende goederen, na den verkoop;

ingeval van arrest onder derden op uit te keeren gelden, na de uitbetaling van deze aan den arrestant;

ingeval van gerechtelijke uitwinning van onroerende goederen op den veertienden dag na den aanslag of de aanplakking van de in de artikelen 388 en 390 vermelde biljetten;

ingeval van echtscheiding of scheiding van tafel en bed, nadat het aan den verweerder aangezegd is en openbaar gemaakt op de wijze, bij artikel 705 voorgeschreven, en zoowel negentig dagen na de aanzegging, als dertig dagen na de aankondiging bedoeld in artikel 691 zijn verloopen.

86. Het verzet tegen een verstekvonnis wordt aanhangig gemaakt op de wijze voor de indiening van vorderingen bepaald.

De gronden van verzet mogen ten dage dienende mondeling worden aangevuld.

87. Een vonnis bij verstek mag niet tegen een derde worden ten uitvoer gelegd, dan acht dagen na zijne aanzegging aan den defaillant in persoon of te zijner woonplaats, en met overlegging van eene verklaring des griffiers, dat in zijne registers verzet tegen het vonnis niet is aangeteekend.

88. De opposant, die zich voor de tweede maal bij verstek laat vonnissen, wordt niet meer ontvangen tot het doen van een nieuw verzet.

89. De kosten van het verstek, die van het vonnis daaronder begrepen, mitsgaders die, welke als gevolg van het niet-verschijnen van den defaillant kunnen worden beschouwd, komen ten laste van den defaillant, tenware deze bij verzet mocht aantoonen, dat de oproeping, om in rechten te verschijnen, niet op de juiste wijze is geschied en hij daarom niet verschenen is.

90. De gedaagde, tegen wien verstek verleend is, heeft, zoolang ten profijte daarvan het vonnis nog niet gewezen is, de bevoegdheid om ten dienenden dage alsnog in rechten te verschijnen; daardoor vervallen de gevolgen van het tegen hem verleend verstek, behalve ten aanzien van de daardoor veroorzaakte kosten.

Zevende Afdeeling.

Van nietigheid.

91. Een exploit of akte van rechtspleging mag slechts nietig verklaard worden, indien de nietigheid daarvan uitdrukkelijk bevolen is.

92. Al hetgeen in de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 15, 16 en 17 is voorgeschreven, moet op straffe van nietigheid worden in acht genomen.

Bij niet-verschijning van den verweerder mag de rechter tegen hem verstek niet verleenen; de rechter moet, de nietigheid uitsprekende, den eischer veroordeelen in de kosten.

93. Indien de gedaagde op de oproeping verschijnt en de nietigheid van het exploit inroept, is de rechter bevoegd om die exceptie te verwerpen, indien het verzuim of de overtreding van dien aard wordt bevonden, dat de verweerder daardoor in zijne

verdediging niet is benadeeld, en alzoo er geen belang bij heeft om zich van de nietigheid te bedienen.

De rechter beveelt echter in die gevallen, zoo daartoe gronden zijn, de aanvulling van het verzuim of de verbetering van de onregelmatigheden op kosten van den aanlegger.

94. De kosten van nietige akten van rechtspleging komen ten laste van de praktizijns of de deurwaarders, die zich zoodanige akten veroorloofd hebben. Die rechtsbedienden zijn bovendien, naar vereisch van zaken, deswege tot vergoeding van schade en interesten aansprakelijk; de rechter is zelfs bevoegd om hen ter zake in hun beroep of bediening te schorsen.

TWEEDE TITEL.

Van de wijze van procedeeren voor den kantonrechter.

Eerste Afdeeling.

Voorafgaande bepalingen.

95. Zaken welke zuiver personeel zijn of tot roerende goederen betrekking hebben, staan ter kennisneming van den kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied de gedaagde woonachtig is, of indien er meer gedaagden zijn, van den kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied een hunner woonachtig is, ter keuze van den eischer.

Indien de gedaagde zijne woonplaats niet heeft in Suriname, staat de zaak ter kennisneming van den kantonrechter van zijn werkelijk verblijf; indien hij ook zijn werkelijk verblijf niet in Suriname heeft, staat de zaak ter kennisneming van den kantonrechter van de woon- of verblijfplaats van den eischer of van een der eischers.

Indien gedaagden zijn onbekenden of houders van aandeelen in geldleeningen of maatschappijen welke niet op naam staan, staat de zaak insgelijks ter kennisneming van den kantonrechter van de woon- of verblijfplaats van den eischer of van één der eischers.

Indien de gedaagde openbaar ambtenaar is, doch in een ander ressort zijn woonplaats heeft, staat de zaak ter kennisneming van den kantonrechter van die woonplaats of van dien van de plaats, in welke hij zijne ambtsverrichtingen uitoefent, ter keuze van den eischer.

Indien de rechtspersoon Suriname eischer of gedaagde is, wordt als hare woonplaats beschouwd de plaats, waar de Gouverneur zijn zetel heeft.

96. In zaken, welke betrekking hebben tot onroerend goed, is tot de kennisneming bevoegd de kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied het goed waarover het geschil loopt gelegen is, indien de rechtsvordering wordt ingesteld wegens bezitrecht of wegens aanspraak op het onroerend goed zelf en voorts indien de rechtsvordering strekt:

1°. tot zoodanig herstel aan verhuurde onroerende goederen, als ten laste van den huurder is gebracht;

2°. tot vergoeding van schade, door den huurder aan het verhuurde goed toegebracht; of

3°. tot ontruiming van onroerende goederen of tot ontbinding van de huurovereenkomst.

Indien onroerende goederen, te welker aanzien de rechtsvordering plaats heeft, binnen het rechtsgebied van onderscheiden kantonrechters gelegen zijn, geschiedt de oproeping voor een dezer, ter keuze van den eischer.

In zaken van gemengden aard, behoudens hetgeen hierna volgt ten aanzien van zaken van erfenis, is tot de kennisneming bevoegd de kantonrechter, in wiens rechtsgebied het onroerend goed gelegen is, of in wiens ressort de verweerder zijne woonplaats heeft, ter keuze van den eischer.

In zaken van maatschap of vennootschap is tot de kennisneming bevoegd de kantonrechter van de plaats, waar zij gevestigd is, en na de ontbinding, hetzij dezelfde kantonrechter, hetzij de kantonrechter van de woonplaats van een der vereffenaars.

In zaken van erfenis:

1°. wegens onderlinge vorderingen van de erfgenamen tot aan de boedelscheiding ingesloten, en wegens vernietiging van eene gemaakte boedelscheiding,

2°. wegens vorderingen, welke door des overledenen schuldeischers vóór de boedelscheiding gedaan zouden mogen worden, en

3°. wegens vorderingen betrekkelijk de uitvoering van beschikkingen ter zake van overlijden, tot aan het eindvonnis toe,

is tot de kennisneming bevoegd de kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied de erfenis is opengevallen.

In zaken van faillissement is tot de kennisneming bevoegd de kantonrechter, die de schuldenaar in staat van faillissement heeft verklaard en wiens uitspraak tevens rechtsgevolgen heeft; indien de faillietverklaring in hooger beroep is uitgesproken, is tot de kennisneming bevoegd de kantonrechter, die de functie van rechter-commissaris in dat faillissement vervult.

In zaken van vrijwaring is tot de kennisneming bevoegd de kantonrechter, bij wien de oorspronkelijke vordering aanhangig is.

In zaken van het doen van rekening door een van rechtswege aangestelden rekenplichtige is tot de kennisneming bevoegd de kantonrechter, die hem heeft benoemd, en ten aanzien van voogden en curators, de kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied de voogdij of curateele is opgedragen; of, in beide gevallen, de kantonrechter van de woonplaats des verweerders ter keuze van den eischer.

Indien er woonplaats is gekozen, is tot de kennisneming bevoegd de kantonrechter van die gekozen woonplaats, of de kantonrechter van de werkelijke woonplaats des verweerders, ter keuze van den eischer.

In zaken wegens kosten en verdiensten, door praktizijns of deurwaarders gevorderd wordende, is tot de kennisneming bevoegd de kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied de kosten gemaakt zijn.

97. Een vreemdeling mag zelfs indien hij in Suriname zijn verblijf niet houdt, voor den rechter in dat gewest worden opgeroepen ter zake van verbintenissen, door hem jegens een ingezetene van Suriname hetzij in of buiten het gewest aangegaan.

98. In zakelijke rechtsvorderingen, of in rechtsvorderingen van gemengden aard, wordt het vaste goed in het verzoekschrift bij deszelfs ligging, en, zooveel mogelijk, bij deszelfs naam en aard omschreven.

99. De persoonlijke rechtsvordering is de zoodanige, welke tot onderwerp heeft de vervulling van eene persoonlijke verbintenis, uit overeenkomst of uit de wet voortvloeiende.

De zakelijke rechtsvordering is de zoodanig, waarbij de eigendom van eene zekere en bepaalde zaak of wel eenig ander zakelijk recht, geëischt wordt.

De gemengde rechtsvordering is de zoodanige, welke tegelijk persoonlijk en zakelijk is, te weten:

de vordering tot verkrijging van eene erfenis;

die tot boedelscheiding;

die tot deeling van gemeenschap;

die tot afpaling van bij elkander gelegen erven.

100. De rechtsvordering over het bezitrecht en die over het recht tot de zaak (petitoir), mogen niet vereenigd worden ingesteld.

101. Die eene rechtsvordering over het recht tot de zaak zelve petitoir heeft ingesteld, is niet meer ontvankelijk tot het instellen van eene rechtsvordering over het bezitrecht.

102. Indien in zaken van bezitrecht het bezit of de stoornis ontkend wordt, mag het verhoor van getuigen, dat dienaangaande bevolen wordt, zich niet uitstrekken tot het recht op de zaak zelve (het petitoir).

103. De verweerder in zaken van bezitrecht mag eene rechtsvordering over het recht tot de zaak zelve niet instellen vóórdat die ten aanzien van het bezitrecht is afgeloopen.

Indien hij in de laatstgemelde in het ongelijk is gesteld, is hij in zijne vordering ten aanzien van het recht op de zaak zelve slechts ontvankelijk na volkomen te hebben voldaan aan de tegen hem uitgesproken veroordeeling; tenware de uitvoering van het vonnis achterwege gebleven of vertraagd ware door de schuld van de partij, welke het vonnis verkregen had; in dit geval is de rechter, tot wiens kennisneming de rechtsvordering nopens het recht op de zaak zelve staat, bevoegd om een termijn te bepalen, na verloop van welken die rechtsvordering mag worden ingesteld.

104. Indien de gedaagde, nadat hem de oproeping is beteekend, ophoudt woonplaats of werkelijke verblijfplaats te hebben ter plaatse, waar de kantonrechter zitting houdt, zonder aldaar voor de verdere behandeling van de zaak woonplaats te hebben gekozen, worden alle verdere voor hem bestemde exploiten aangeplakt aan de hoofddeur van de gehoorzaal des rechters en wordt een tweede afschrift beteekend aan den procureur-generaal; deze doet dit afschrift zoo mogelijk aan den gedaagde toekomen, zonder dat van dit laatste echter in rechten behoeft te blijken.

105. Indien op den dag van het eindvonnis een der partijen in het in het voorgaand artikel omschreven geval verkeert, wordt de in artikel 119 bedoelde aangeteekende dienstbrief met de daarin bedoelde mededeeling verzonden aan den procureur-generaal, die dezen, zoo mogelijk, aan de betrokken partij doet toekomen zonder dat van dit laatste echter in rechten behoeft te blijken, wordende voorts een afschrift van dien dienstbrief door of vanwege den griffier aangeplakt aan de hoofddeur van de gehoorzaal des rechters.

106. Indien de ontruiming wordt gevorderd van onroerende goederen zonder dat de huurder een schriftelijk bewijs van bestaande, vernieuwde of verlengde huur voorbrengt en in gebreke blijft het perceel te ontruimen, is de kantonrechter bevoegd om op mondelinge aanvrage van de belanghebbende partij, overeenkomstig artikel 8, de oproeping van de wederpartij te bevelen, zelfs van uur tot uur, en den Zondag ingesloten.

107. De kantonrechter is alsdan ook bevoegd om de onmiddellijke tenuitvoerlegging van zijn vonnis tot ontruiming bij voorraad te bevelen, niettegenstaande hooger beroep of verzet, met of zonder borgstelling en zulks op de minuut en zonder andere formaliteit dan de vertooning van die minuut ter woonplaats van de veroordeelde partij.

108. De ontruiming mag daarna zonder verdere aanmaning of andere formaliteiten door den deurwaarder, bijgestaan door twee daartoe door den kantonrechter benoemde getuigen, worden ten uitvoer gelegd, behoudens de beteekening van de minuut van het vonnis binnen vierentwintig uren aan de veroordeelde partij, en onverminderd de tenuitvoerlegging van den verderen inhoud van het vonnis op de gewone wijze.

109. De eischer is bevoegd om tot den afloop van de zaak zijn eisch te wijzigen of te verminderen, zonder nochtans het onderwerp van den eisch te mogen veranderen of te vermeerderen.

Tweede Afdeeling.

Van den rechtsingang, de verwering en het voldingen van de zaak.

110. Elke rechtsingang voor den kantonrechter vangt aan met een aan dezen gericht verzoekschrift, door den eischer of diens daartoe gemachtigde onderteekend; de kantonrechter handelt daarmede als in deze afdeeling is voorgeschreven.

Indien de eischer niet kan schrijven, mag hij zijne vordering mondeling voordragen aan den kantonrechter, die haar in geschrifte brengt of doet brengen. Deze bevoegdheid tot mondelinge voordracht geldt niet voor den gemachtigde.

111. Het verzoekschrift, of het ingevolge, het tweede lid van het vorig artikel opgemaakt geschrift moet inhouden:

1°. den naam, de voornamen en de woonplaats van den eischer en, indien het verzoek door een gemachtigde wordt gedaan, den naam, de voornamen en de woonplaats van dien gemachtigde;

2°. den naam, de voornamen en de woon- of verblijfplaats van den gedaagde;

3°. eene aanduiding en omschrijving van het onderwerp der vordering en datgene wat gevorderd wordt, en

4°. de dagteekening van het verzoekschrift.

De eischer, die niet woonachtig is ter plaatse, waar de rechter zitting houdt, moet in het verzoekschrift aldaar woonplaats kiezen.

Indien een gemachtigde het verzoekschrift heeft onderteekend, moet de akte van volmacht daarbij worden overgelegd.

112. Verzoekschriften, welke niet aan de bij het vorig artikel gestelde eischen voldoen of waarbij de volmacht niet is overgelegd, worden aan den eischer in persoon of aan diens gemachtigde met mondelinge of schriftelijke opgave van redenen ter verbetering of aanvulling dan wel ter bijvoeging van de volmacht teruggegeven of gezonden en in afwachting daarvan niet aangeteekend in het algemeen register.

De mondelinge voordracht wordt eerst in geschrift gebracht, nadat de eischer de gegevens heeft verstrekt om aan de in het vorig artikel gestelde vereischten te voldoen.

Terugzending bij met redenen omkleede beschikking heeft plaats en de in het eerste lid bedoelde aanteekening wordt achterwege gelaten, indien het verzoekschrift bij een anderen kantonrechter had moeten worden ingediend. Indien in dit geval de vordering mondeling is ingediend, is de kantonrechter bevoegd om het in geschrift brengen daarvan bij met redenen omkleede beschikking te weigeren.

Van de beschikkingen, in het voorgaand lid bedoeld, is hooger beroep toegelaten.

De krachtens het derde lid genomen beschikkingen en de daarop gevallen beslissingen in hooger beroep worden aangeteekend in het algemeen register.

113. Van de vordering houdt de griffier onverwijld aanteekening in het algemeen register. Ten dage waarop die aanteekening heeft plaats gehad, wordt de vordering geacht ingesteld te zijn.

De kantonrechter bepaalt daarna den dag en het uur, waarop de zaak voor het kantongerecht zal dienen en doet partijen oproepen, ten einde alsdan te verschijnen, vergezeld van de getuigen, die zij wenschen te doen hooren, en met medebrenging van de bewijsstukken, waarvan zij zich willen bedienen.

Bij de oproeping van den verweerder zegt de deurwaarder of de tot exploiteeren bevoegde persoon hem bij de uitreiking van een door den deurwaarder voor eensluidend geteekend afschrift van de vordering tevens aan, dat hij daarop desverkiezende vóór of op den rechtsdag bij door hem of door zijn gemachtigde onderteekende schriftuur mag antwoorden.

Het afschrift van de vordering geldt voor dengene, die het ontvangen heeft, als de oorspronkelijke vordering.

Van de in het tweede lid van dit artikel bedoelde beschikking houdt de griffier aanteekening in het algemeen register alsmede op de minuut van de vordering.

114. In zaken, waarin eene onmiddellijke beslissing wenschelijk en mogelijk is, is de kantonrechter bevoegd om op het daartoe strekkend mondeling verzoek van den eischer en indien de gedaagde vrijwillig met dezen is verschenen, onmiddellijk tot de behandeling en beslissing van de zaak over te gaan.

115. Alle oproepingen, aanzeggingen, beteekeningen en in het algemeen alle exploiten, welke voor den geregelden gang van de zaak noodig zijn en aan het eindvonnis voorafgaan, geschieden door tusschenkomst en op last van den kantonrechter.

Oproepingen, aanzeggingen of beteekeningen behoeven niet te geschieden aan hen, die blijkens het proces-verbaal van de zaak ter terechtzitting, waarop de desbetreffende aan het eindvonnis voorafgegane uitspraken of beschikkingen genomen zijn, in persoon of bij gemachtigde tegenwoordig waren.

116. De kantonrechter draagt zorg voor de inschrijving van de zaak op de rol van de zitting.

117. De behandeling van de zaak geschiedt mondeling ter terechtzitting, onverminderd de bevoegdheid van partijen om aldaar door haar of hare gemachtigden dan wel raadslieden onderteekende schrifturen in te dienen. Deze schrifturen worden evenals de vordering en het antwoord, indien het schriftelijk is ingediend, ter terechtzitting voorgelezen.

118. De kantonrechter is bevoegd om, indien hij dit voor den goeden en geregelden gang van de zaak noodig acht, partijen bij de behandeling van de zaak de noodige voorlichting te geven, haar te ondervragen en zelfs opmerkzaam te maken op de rechts- en bewijsmiddelen, welke zij kunnen aanwenden.

119. Wanneer beide partijen verschenen zijn, hoort de rechter haar over en weder, en doet, zooveel mogelijk, dadelijk uitspraak.

Indien partijen ten dage dienende eenig uitstel verzoeken, staat de rechter dit verzoek, mits het hem gegrond voorkomt, toe en bepaalt den rechtsdag, op welken partijen nader moeten verschijnen.

Aan de partij, die niet persoonlijk of bij gemachtigde bij de uitspraak of de mededeeling van de beschikking ter terechtzitting tegenwoordig is, doet de kantonrechter den inhoud van het vonnis of van de beschikking, voor zoover zij aan het eindvonnis voorafgaan, aanzeggen; hij doet hun den inhoud van eindvonnissen bij aangeteekenden dienstbrief door den griffier mededeelen.

De dagteekening van dezen aangeteekenden dienstbrief wordt geacht de dag te zijn, waarop de mededeeling heeft plaats gehad.

Van de aanzeggingen of mededeelingen en van den dag, waarop zij hebben plaats gehad, houdt de griffier aanteekening aan den voet van het vonnis, of voor zooveel het aan het eindvonnis voorafgaande vonnissen of beschikkingen betreft, aan den rand (in margine) van de van het vonnis of de beschikking ter terechtzitting gedane aanteekening.

120. Alle exceptiën moeten tegelijk met het verweer op de hoofdzaak worden voorgesteld op straffe van verval van de niet-voorgedragene exceptiën, en, indien niet op de hoofdzaak geantwoord is, van het recht om zulks te doen. Echter mogen erfgenamen, weduwen en vrouwen, hetzij uit den echt, hetzij van tafel en bed of van goederen gescheiden, die in termen van beraad zijn, hun verweer tot een beroep daarop bepalen.

121. Indien de beslissing niet dadelijk kan plaats hebben, stelt de kantonrechter die tot op een door hem bepaalden rechtsdag uit.

Derde Afdeeling.

Van voorloopige verzoeken en van de exceptie van onbevoegdheid.

122. Indien de eischer een vreemdeling is, die niet is ingezetene van Suriname, of indien zoodanige vreemdeling zich in eene aangelegde rechtzaak voegt of tusschenkomt, is hij gehouden, ten verzoeke van de wederpartij en alvorens deze in rechten eenig verweer of tegenzeggen behoeft te doen, zekerheid te stellen voor de betaling van de kosten, schade en interesten, in welke hij zou kunnen verwezen worden.

De partij, welke het stellen van zekerheid verzoekt, wordt niet geacht daardoor de bevoegdheid van den rechter om van zijne zaak kennis te nemen te hebben erkend.

123. De rechter bepaalt alsdan de som, tot het beloop waarvan de zekerheid moet worden verstrekt en stelt tevens vast, op welke wijze de zekerheid moet worden gesteld. Heeft de eischer of de tusschenkomende partij aangetoond voldoende onroerende goederen in Suriname te bezitten om de vastgestelde som daaraan te kunnen verhalen, dan mag hij volstaan met het toestaan van eene hypothecaire inschrijving daarop tot het bedrag van die som.

124. Hij, die voor een rechter geroepen is, welke onbevoegd is om van het geschil kennis te nemen, mag vorderen, dat de rechter zich onbevoegd verklare.

125. Ingeval de rechter onbevoegd mocht zijn uit hoofde van het onderwerp des geschils, is hij, ook al is de exceptie van onbevoegdheid niet voorgesteld, ambtshalve gehouden zich onbevoegd te verklaren.

126. In zaken, welke reeds te voren voor een anderen rechter zijn aanhangig gemaakt tusschen dezelfde personen en over hetzelfde onderwerp, of welke reeds door dezelfde personen en over hetzelfde onderwerp aan scheidsmannen zijn opgedragen en voor hen aanhangig zijn, of ingeval het geschil aan eene zaak verknocht is, welke reeds voor een ander gerecht of voor scheidsmannen aanhangig is, mag verwijzing gevraagd worden naar dien anderen rechter of naar de benoemde scheidsmannen.

De verwijzing moet gevraagd worden met redenen omkleed en vóór alle weren, op den dag voor het voordragen van de verwering bepaald.

Ook de eischer is bevoegd die verwijzing te vorderen, maar alleen bij het doen van den eisch.

127. Ingeval voor denzelfden rechter tusschen dezelfde personen en over hetzelfde onderwerp tegelijk zaken aanhangig zijn, of voor denzelfden rechter verknochte zaken aanhangig zijn, mag daarvan op overeenkomstige wijze voeging worden gevraagd en bevolen.

Vierde Afdeeling.

Van de geschillen over de echtheid of onechtheid van geschriften en van het gerechtelijk onderzoek deswege.

128. In een aanhangig geding is de rechter bevoegd om hetzij op verzoek van partijen of van een harer, hetzij ambtshalve een gerechtelijk onderzoek te bevelen naar de echtheid of de onechtheid van een geschrift, waarvan een partij zich wil bedienen:

1°. wanneer de partij, van welke men beweert dat zij een onderhandsch geschrift geschreven of onderteekend heeft, ontkent dit te hebben geschreven of onderteekend;

2°. wanneer de partij, tegen wie men gebruik maakt van een door een derde geschreven of geteekend onderhandsch geschrift, verklaart, het geschrift of de onderteekening van dengene, van wien men beweert dat hij zulks geschreven of geteekend heeft, niet te erkennen;

3°. wanneer eene der partijen beweert, dat een stuk valsch of vervalscht is.

129. Een bevel, als in het voorgaand artikel bedoeld, mag slechts gegeven worden, indien na de betwisting of niet-erkenning van de echtheid of de betichting van valschheid, de partij, welke het stuk overgelegd heeft, staande houdt dat het echt en onvervalscht is, en verklaart zich daarvan in het geding te willen bedienen.

In het tegenovergestelde geval, wordt het overgelegd stuk buiten het geding gehouden.

130. Bij het bevel tot het instellen van een gerechtelijk onderzoek over de echtheid of de onechtheid van het stuk benoemt de rechter, voor zooverre hij niet gevoeglijk zelf dat

onderzoek kan verrichten, te dien einde een of meer deskundigen.

Voor zooverre echter partijen ter terechtzitting vóór de uitspraak zijn overeengekomen in de keus der deskundigen, is de rechter bevoegd om daarin te berusten.

131. Het betwist stuk, door den rechter en den griffier gewaarmerkt, wordt ter griffie overgebracht en aldaar bewaard; partijen zijn bevoegd om er aldaar inzage of afschrift van te nemen of te doen nemen.

132. Als stuk van vergelijking mag worden aangenomen hetgeen de betrokken partij op last en op mondelinge vóórzegging van den rechter ter terechtzitting heeft geschreven.

Niet-verschijning op den dag voor het schrijven bepaald, of weigering om te schrijven kan tengevolge hebben de erkenning van de echtheid en de toelating in het geding van het stuk.

133. Blijkt de noodzakelijkheid om bij het onderzoek gebruik te maken van stukken, welke in handen zijn van openbare of andere bewaarders, dan gelast de kantonrechter, dat die stukken op eene daarvoor bepaalde terechtzitting worden overgelegd dan wel overgebracht of ter beschikking gesteld op den door den rechter vastgestelden dag en uur en ter plaatse waar het onderzoek gedaan zal worden, op straffe dat de openbare bewaarder van zoodanige stukken, die zonder geldige reden in gebreke is, bij lijfsdwang, en de anderen langs den gewonen weg van rechten, daartoe genoodzaakt zullen worden. Alles behoudens het toestaan van het middel van lijfsdwang ten aanzien van de laatsten, ingeval de rechter daartoe termen vindt.

134. Ingeval stukken ter vergelijking zich niet bevinden ter plaatse waar de kantonrechter zitting houdt, draagt hij dat onderzoek op aan den kantonrechter van de plaats waar de houder woonachtig is; deze kantonrechter is dan bevoegd om te gelasten als in het voorgaand artikel is aangegeven.

135. Bijaldien het geschrift niet een gedeelte uitmaakt van een register, maakt de openbare bewaarder vóór de overlegging of overbrenging een afschrift van het stuk, hetwelk tegen het oorspronkelijke vergeleken en geteekend wordt door den kantonrechter van zijne woonplaats. Deze rechter doet daarvan procesverbaal opmaken, waarin vermeld wordt de aanleiding tot de

vervaardiging. Dat afschrift legt de bewaarder bij zijne oorspronkelijke stukken of minuten, om in de plaats te treden van het oorspronkelijke stuk of stukken, tot op de terugontvangst van laatstgemelde; hij is bevoegd om daarvan grossen en uitgiften uit te leveren, met vermelding van het daarvan opgemaakt proces-verbaal.

De kosten worden door de partij, die het betwiste stuk overlegt, aan den bewaarder te goed gedaan tot het door den kantonrechter, aan wien de beslissing toekomt, begroot bedrag.

136. Nadat de houders de stukken hebben vertoond, wordt het aan het doorzicht van den rechter overgelaten om te bevelen, dat zij ter bewaring van die stukken bij het doen van het onderzoek tegenwoordig moeten blijven, en deze na afloop van elke daartoe noodige zitting terugnemen en voor elke volgende zitting wederom leveren, of wel om te bevelen, dat de stukken in handen van den griffier ter bewaring gesteld worden.

137. De rechter vertoont de ontkende stukken, of die welke niet erkend zijn of beticht zijn van valschheid, aan de getuigen, door wie zij worden gewaarmerkt.

138. Indien het onderzoek naar de echtheid van het overgelegde stuk het vermoeden van valschheid in geschrifte tegen nog levende personen heeft doen ontstaan, zendt de rechter de stukken aan den tot vervolging bevoegden ambtenaar.

De aanhangige burgerlijke zaak blijft alsdan geschorst tot na de beslissing in de strafzaak.

139. Wanneer de burgerlijke rechter bij het afdoen van de beweerde valschheid, het ter zijde leggen, verscheuren of doorhalen, in het geheel of ten deele, of zelfs het verbeteren en in orde brengen van de valsche of vervalscht verklaarde stukken beveelt, blijft de uitvoering van dit punt van het vonnis opgeschort tot na verloop van den termijn van hooger beroep of request-civiel of totdat de veroordeelde in het vonnis berust heeft.

140. Het vonnis, waarbij beslist wordt over de echtheid of de onechtheid van het betwiste geschrift, stelt tevens vast den termijn, binnen welken, en de wijze waarop de door de partijen, getuigen of bewaarders overgelegde stukken moeten worden teruggegeven.

Vijfde Afdeeling.

Van getuigenverhoor.

141. Indien partijen het over de daadzaken niet eens zijn en het verhoor van getuigen tot de beslissing van de zaak kan leiden, gaat in de gevallen, waarin het bewijs door getuigen is toegelaten, de kantonrechter, hetzij op verzoek van een der partijen, hetzij ambtshalve, tot dat verhoor terstond of, zoo noodig, op een nader bepaalden rechtsdag over.

De kantonrechter bepaalt den termijn, welke tusschen de oproeping en de verschijning van de niet ten dienenden dage medegebrachte getuigen moet verloopen en draagt de oproeping van de getuigen op aan een tot het doen van exploiten bevoegd persoon.

142. Het leveren van tegenbewijs staat van rechtswege vrij.

Behoudens gewichtige, uitsluitend ter beoordeeling van den kantonrechter staande, redenen, heeft dit verhoor eerst plaats na afloop van het verhoor van de voor het bewijs gehoorde getuigen.

143. Ingeval de getuigen niet op één dag gehoord kunnen worden, bepaalt de kantonrechter voor de verdere verhooren een naderen dag en uur en deelt aan de nog te hooren getuigen mede, dat zij zonder nieuwe oproeping, op den bepaalden dag en uur ter terechtzitting moeten verschijnen.

144. De rechter vraagt aan elken getuige zijn naam, voornamen, beroep, ouderdom en woonplaats, mitsgaders of hij aan partijen of aan een harer in den bloede of door aanhuwelijking bestaat en, zoo ja, in welken graad, en of hij hare loon- of huisbediende is.

145. Iedere getuige wordt afzonderlijk ter terechtzitting gehoord hetzij beide partijen tegenwoordig zijn of niet, na op straffe van nietigheid, naar de wijze van zijne godsdienstige gezindheid den eed of de belofte te hebben afgelegd, de geheele waarheid en niets dan de waarheid te zullen zeggen. De getuige die niet tot eene erkende godsdienstige gezindheid behoort, legt, nadat hem is voorgehouden de strafbepaling op het geven van een valsch getuigenis voor den rechter, op straffe van nietigheid, de belofte af.

Indien een getuige, die zich niet verschoond heeft, weigert den eed of de belofte dan wel zijne verklaring af te leggen, is

de kantonrechter bevoegd om ten verzoeke van de belanghebbende partij, te bevelen dat hij op kosten van die partij voor den tijd van ten hoogste drie maanden in gijzeling wordt gesteld, tenware hij inmiddels aan zijne verplichting mocht voldoen of de kantonrechter in de zaak eindvonnis mocht hebben gewezen.

146. De getuige legt zijne verklaring af, zonder zich van een schriftelijk opstel te mogen bedienen.

De kantonrechter is echter bevoegd om bijzondere redenen den getuige toe te staan, bij zijne verklaring van die geschriften of schriftelijke aanteekeningen het gebruik te maken, dat hij veroorloven zal.

147. Partijen mogen de getuigen niet in de rede vallen.

Partijen mogen den kantonrechter de vragen opgeven, welke zij aan de getuigen wenschen gedaan te hebben; de kantonrechter is echter bevoegd om niet ter zake dienende vragen niet te stellen en om zelf vragen te doen.

De kantonrechter mag, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van eene der partijen, getuigen met elkander confronteeren.

148. Van het getuigenverhoor maakt de griffier proces-verbaal op, bevattende de vermelding van de opgaven, aflegging van den eed of de belofte en de verklaringen van de getuigen in haar geheel.

Dit proces-verbaal wordt aan iederen getuige voorgelezen voor dat gedeelte, hetwelk hem betreft. Hij mag daarin zoodanige veranderingen en bijvoegingen laten maken, als hem goeddunkt; deze worden onder of op den kant van zijne getuigenis opgeschreven. Ook dit wordt aan hem voorgelezen.

De getuige moet zijne verklaring daarna onderteekenen; indien hij niet onderteekenen kan, wordt daarvan melding gemaakt.

Het proces-verbaal wordt wijders afgesloten en onderteekend door den kantonrechter en den griffier.

149. In zaken, welke in het hoogste ressort worden beslist, wordt de inhoud van de verklaringen van getuigen niet in het proces-verbaal van de zaak aangeteekend. Het vonnis moet in dat geval echter, behalve de vermelding van de opgaven der getuigen en van de aflegging van den eed of de belofte, den summieren inhoud van de afgelegde mondelinge verklaringen behelzen.

150. De partij, welke meer dan vijf getuigen over hetzelfde feit heeft doen hooren, mag de kosten van verdere getuigenissen aan hare wederpartij niet in rekening brengen.

151. De kantonrechter veroordeelt den getuige, die niettegenstaande behoorlijke oproeping niet verschijnt, tot betaling van de te vergeefs aangewende kosten en gelast opnieuw zijne oproeping. Blijft de getuige andermaal in gebreke te verschijnen, dan wordt hij ten tweede male veroordeeld in de te vergeefs aangewende kosten en tot vergoeding van de schade, door zijn wegblijven aan partijen veroorzaakt. De rechter is alsdan bevoegd om te bevelen, dat de openbare macht dien getuige voor hem moet brengen.

Indien de niet verschenen getuige bewijst, dat hij door wettige redenen verhinderd is geweest, om op den bepaalden dag te verschijnen, ontheft de rechter hem van de tegen hem uitgesproken veroordeelingen.

152. Hij die niet woonachtig is of niet verblijf houdt ter plaatse, waar de kantonrechter zitting houdt, kan niet genoodzaakt worden om tot het afleggen van getuigenis voor dien rechter te verschijnen. Bij niet-verschijning van een opgeroepen getuige als in dit lid bedoeld, mag deswege eene veroordeeling tegen hem niet worden uitgesproken.

In zoodanig geval verzoekt de kantonrechter zijn ambtgenoot, in wiens rechtsgebied de getuige woonachtig is of verblijf houdt, de verklaring van den getuige af te nemen en afschrift van het daarvan opgemaakte proces-verbaal over te zenden.

Indien de getuige buitenslands woonachtig is of verblijf houdt, is de kantonrechter bevoegd om aan een door hem aangewezen autoriteit van het land van diens woon- of verblijfplaats te verzoeken het verhoor te houden, of om dat verhoor op te dragen aan den Nederlandschen consulairen ambtenaar, tot wiens ressort de woon- of verblijfplaats van dien getuige behoort. Het proces-verbaal van dit getuigenverhoor heeft gelijke kracht als dat van den Surinaamschen rechter.

Een verzoek of opdracht als in dit artikel bedoeld mag ook dadelijk worden uitgelokt zonder voorafgaande oproeping van den getuige.

153. Bij niet-verschijning van een ter plaatse, waar de zitting gehouden wordt, wonenden of verblijf houdenden getuige wegens ziekte of ander wettig beletsel, is de kantonrechter

bevoegd om, vergezeld van den griffier, zich naar diens woning of verblijfplaats te begeven, ten einde het verhoor af te nemen. Van dit verhoor, waarbij partijen mogen tegenwoordig zijn, wordt proces-verbaal opgemaakt.

154. De inhoud van de in de voorgaande artikelen vermelde processen-verbaal wordt ter terechtzitting aan partijen voorgelezen, indien deze niet bij de verhooren aanwezig zijn geweest.

155. Behoudens het bepaalde omtrent getuigen, die niet woonachtig zijn of niet verblijf houden ter plaatse, waar de kantonrechter zitting houdt en voor zooveel ontslag, verlof, overlijden, ziekte van langdurigen aard of eene andere dergelijke oorzaak het niet noodzakelijk maakt, mag een rechter, die het getuigenverhoor niet heeft bijgewoond, niet medewerken tot de beslissing over de zaak, waarin dat verhoor gehouden is.

Van de afwijking van dezen regel en de oorzaak daarvan wordt in het vonnis melding gemaakt. De noodzakelijkheid van de afwijking wordt uitsluitend door den rechter die haar toepast, beoordeeld, zonder dat daartegen eenige voorziening openstaat.

Zesde Afdeeling.

Van gerechtelijke plaatsopneming en bezichtiging.

156. Indien de rechter, hetzij op verzoek van partijen of van een harer, hetzij ambtshalve, zulks noodig acht, is hij bevoegd om zich, vergezeld van den griffier, te begeven naar de plaats of naar de goederen, hetzij tot opneming of bezichtiging, hetzij tot het aldaar hooren van getuigen of deskundigen.

De griffier brengt het proces-verbaal van de zaak, waarin de verrichting bevolen is, mede.

157. De rechter mag op de plaats van de bevolen verrichting en na verhoor van partijen, voor zooveel die, zoo noodig na behoorlijke oproeping verschenen zijn, dadelijk beslissen.

In zaken, aan hooger beroep onderworpen, maakt de griffier proces-verbaal op met overeenkomstigen inhoud als dat voor de terechtzittingen is voorgeschreven.

In zaken, niet aan hooger beroep onderworpen, wordt gehandeld als bij artikel 149.

Zevende Afdeeling.

Van deskundigen.

158. Indien de kantonrechter van oordeel is, dat de zaak door een onderzoek of opneming door deskundigen behoort te worden

toegelicht, is hij bevoegd om, met duidelijke omschrijving van het voorwerp van het onderzoek of de opneming, de zoodanigen, op verzoek van partijen of van eene harer, of ambtshalve, te benoemen en tevens dag en uur te bepalen, waarop zij ter terechtzitting den eed of de belofte zullen afleggen.

De kantonrechter draagt het onderzoek of de opneming op aan drie personen, tenzij beide partijen vóór de uitspraak ter terechtzitting verzoeken, dat dit slechts aan één deskundige moge geschieden.

Partijen worden vóór de beslissing in de gelegenheid gesteld overeen te komen omtrent den deskundige of de drie deskundigen, welke zij wenschen benoemd te zien. Vragen partijen uitstel tot een naderen rechtsdag om ter zake overeen te komen, dan wordt dit verzoek toegestaan, tenzij de rechter vermeent dat aanleiding tot uitstel niet bestaat.

159. Op last van den kantonrechter wordt de opdracht en het voorwerp van onderzoek of opneming aan de benoemde personen aangezegd met last om ten bepaalden rechtsdage te verschijnen. Indien een benoemd deskundige vóór dien dag den rechter mededeelt, dat hij de benoeming niet aanneemt, of indien hij op het opgegeven uur en dag niet verschijnt, benoemt de kantonrechter op aanwijzing van partijen of ambtshalve ten bepaalden rechtsdage een ander en stelt hij het tijdstip van verschijning nader vast. De kantonrechter is bevoegd om den benoemde, die, na aflegging van den eed of de belofte, de opdracht niet volvoert, te veroordeelen tot vergoeding van kosten, schade en interesten.

160. Bij verschijning van de deskundigen ten bepaalden rechtsdage vraagt de kantonrechter hun hunne namen, voornamen, beroep, ouderdom en woonplaats af, mitsgaders of zij aan partijen of aan een harer in den bloede of door aanhuwelijking bestaan, en, zoo ja, in welken graad, en of zij hare loon- of huisbedienden zijn.

161. De deskundigen leggen op straffe van nietigheid op de wijze van hunne godsdienstige gezindheid den eed of de belofte af, dat zij den rechter naar hun beste weten zullen voorlichten. De deskundige, die niet tot eene erkende godsdienstige gezindheid behoort, legt, nadat hem zal zijn voorgehouden de strafbepaling op het afleggen van eene onware verklaring voor den rechter, op straffe van nietigheid de belofte af.

162. Na de aflegging van den eed of de belofte bepaalt de kantonrechter of de deskundigen hun verslag mondeling dan wel schriftelijk zullen uitbrengen. In het eerste geval worden zij op denzelfden of een nader bepaalden rechtsdag hetzij ter terechtzitting hetzij op een door den rechter aangewezen plaats gehoord in tegenwoordigheid van partijen of nadat deze behoorlijk zijn opgeroepen; partijen mogen door tusschenkomst van den rechter vragen stellen.

Verlangt de rechter een schriftelijk verslag, dan bepaalt hij tevens een termijn, binnen welken de deskundigen hun bij meerderheid van stemmen opgemaakt, met redenen omkleed en onderteekend verslag bij hem moeten indienen. Ingeval van verschil van gevoelen mogen de onderscheiden gevoelens met de daarvoor bestaande gronden in het verslag worden opgenomen; daarbij mag echter niet vermeld worden welk het persoonlijk gevoelen is van ieder der deskundigen.

163. Alvorens hun verslag op te maken, mogen de deskundigen de stukken der procedure ter griffie inzien en mogen zij den rechter verzoeken, hun nadere inlichtingen te verstrekken; deze doet daartoe zoo noodig partijen oproepen om op een bepaalden dag voor hem te verschijnen.

164. Na ontvangst van het verslag bepaalt de kantonrechter een naderen rechtsdag, welken hij aan de partijen doet aanzeggen. Vóór dien dag is elke partij bevoegd om den rechter te verzoeken de deskundigen op een naderen rechtsdag te doen tegenwoordig zijn, aan welk verzoek de rechter zooveel mogelijk gehoor geeft. Op dien dag wordt het verslag voorgelezen en worden partijen in de gelegenheid gesteld hunne opmerkingen te maken en aan de deskundigen — zoo zij aanwezig zijn — vragen ter zake te stellen.

Wordt het verslag niet binnen den gestelden termijn ingediend, dan heeft elke partij het recht om mondeling of schriftelijk aan den kantonrechter te verzoeken, lijfsdwang uit te spreken tegen den deskundige, aan wiens schuld de vertraging te wijten is. De rechter beslist hierover na verhoor of oproeping van alle deskundigen.

165. Indien de rechter in het schriftelijk of mondeling verslag de vereischte inlichting niet aantreft, is hij, ambtshalve, bevoegd om in beide gevallen aan de deskundigen schriftelijke of mondelinge toelichting of aanvulling te bevelen of andere deskun-

digen te benoemen, aan wie de vroegere deskundigen zoodanige ophelderingen moeten geven, als de latere noodig achten.

166. In zaken, welke in het hoogste ressort worden beslist, wordt de inhoud van het mondeling verslag niet aangeteekend in het proces-verbaal; het vonnis moet echter inhouden, behalve de vermelding van de opgaven van de deskundigen en de aflegging van den eed of belofte, den summieren inhoud van de afgelegde mondelinge verklaringen.

167. De rechter is niet verplicht om het door de deskundigen geuit gevoelen te volgen, indien zijne overtuiging daartegen strijdt.

Achtste Afdeeling.

Van verhoor op vraagpunten.

168. Partijen mogen ter terechtzitting verzoeken om elkander op ter zake dienende en niet tot iets anders betrekkelijke vraagpunten te doen hooren.

Indien de wederpartij de gestelde feiten erkent, vervalt het verhoor.

169. De rechter gaat nauwkeurig na of de vraagpunten tot het geschil betrekkelijk zijn. Hij stelt de zoodanigen, welke hij als strikvragen beschouwt, ter zijde; ook is hij bevoegd om, zoo hij daartoe termen aanwezig acht, het verhoor van de partij geheel van de hand te wijzen.

170. Indien de rechter het hooren van partijen toestaat, doet hij haar aanzeggen, dat zij ten bepaalden dage en ure ter terechtzitting verschijnen, teneinde op vraagpunten te worden gehoord.

171. Ingeval de te hooren partij woonachtig is of verblijf houdt elders dan waar de rechter zitting houdt, is de rechter, na het hooren van de partij te hebben toegestaan, bevoegd om den kantonrechter van hare woon- of verblijfplaats daartoe te machtigen.

172. De partij antwoordt in persoon, zonder eenig geschreven opstel te mogen voorlezen, op de vragen, welke de rechter haar luidens het vonnis of ook ambtshalve stelt.

De partij, die het verhoor heeft verzocht, mag daarbij tegenwoordig zijn, evenals de gemachtigden of raadslieden van beide partijen.

De verzoekende partij of hare gemachtigden of raadslieden zijn bevoegd om door tusschenkomst van den rechter uitsluitend over het onderwerp in de vraag genoemd, naar aanleiding van de gegeven antwoorden vragen te doen; in geval van verzet door de wederpartij, is de rechter bevoegd om vragen te weigeren, zonder dat daartegen eenige voorziening is toegelaten.

173. De besturen van openbare instellingen, stichtingen en zedelijke lichamen wijzen een hunner leden aan om op de aan hen gestelde feiten en vraagpunten te antwoorden; zij moeten te dien einde een bijzonderen last geven, waarbij de antwoorden opgegeven en waarachtig verklaard zullen worden; deze last mag worden voorgelezen.

De partij blijft bevoegd om bestuurders van zoodanige instellingen, stichtingen en zedelijke lichamen over feiten, welke hen persoonlijk betreffen, te doen hooren; de rechter slaat daarop zooveel acht als hij meent dat behoort.

174. Het door den griffier opgemaakte proces-verbaal van ondervraging wordt aan den ondervraagde voorgelezen; deze is bevoegd om daarin zoodanige veranderingen en bijvoegingen te doen maken, als hij noodig acht. Deze worden opgeteekend aan het einde of op den kant van het verhoor; een en ander wordt hem daarna voorgelezen en door hem onderteekend. Het proces-verbaal wordt eindelijk afgesloten en onderteekend door den rechter en den griffier.

175. Indien, zonder wettige verhindering, de partij niet verschijnt, of indien zij weigert te antwoorden of haar antwoord te onderteekenen, wordt daarvan melding gemaakt in het proces-verbaal; de rechter is bevoegd om de daadzaken, over welke de vragen loopen, te houden voor erkend.

Indien echter de niet verschenen zijnde partij zich nog vóór de beslissing van de zaak ten principale daartoe aanmeldt, mag zij worden gehoord, onder verplichting tot betaling van de kosten door haar wegblijven veroorzaakt, mitsgaders van schade en interesten, zoo daartoe gronden zijn.

176. Ingeval ten dage tot het hooren bepaald, de te hooren partij van wettige verhindering blijken doet, bepaalt de rechter een anderen dag voor het verhoor.

177. De door de partij op de vraagpunten gegeven antwoorden mogen slechts in het aanhangig geding dienen; zij mogen in

geen geval als eene erkenning worden beschouwd ten opzichte van andere zaken.

Negende Afdeeling.

Van incidenteele vorderingen.

178. Incidenten worden schriftelijk of mondeling ter terechtzitting aangebracht.

179. Alle incidenteele vorderingen worden in eens gedaan.

180. De kosten van dezulke, welke naderhand mochten worden gedaan en waarvan de oorzaken reeds tegelijkertijd met de vroegere bestonden, mogen niet worden teruggevorderd.

181. De incidenteele vorderingen worden eerst en vooraf beslist, indien de zaak zulks medebrengt.

Voor zooveel de zaak het toelaat, bepaalt de rechter bij de beslissing op het incident tevens, hoe met de behandeling van de zaak wordt voortgegaan.

Tiende Afdeeling.

Van reconventie.

182. De gedaagde is bevoegd om eisch in reconventie te doen, uitgezonderd:

1°. indien de eischer in conventie is opgetreden in eene qualiteit en de reconventie hem persoonlijk zou betreffen, en omgekeerd;

2°. indien de rechter, voor wien de eisch in conventie aanhangig is, onbevoegd is om kennis te nemen van de reconventie met betrekking tot het onderwerp van het geschil;

3°. in zaken van bezitrecht, indien de eisch in reconventie het recht op de zaak zelve (petitoir) zou betreffen;

4°. in zaken van verschil over de tenuitvoerlegging van een vonnis.

Indien in eersten aanleg een eisch in reconventie niet gedaan is, mag zulks in hooger beroep niet meer geschieden.

183. De eisch in reconventie moet dadelijk bij het antwoord van den verweerder in conventie worden gedaan.

184. De zaken in conventie en in reconventie worden tegelijk voldongen en bij een en hetzelfde eindvonnis beslist, tenware de rechter mocht bevinden, dat de eene vroeger dan de andere mag worden afgedaan, blijvende niettemin de alsdan nog onafgedane eisch in conventie of in reconventie aanhangig totdat het eindvonnis daarin gevallen is.

Elfde Afdeeling.

Van de schorsing en het hervatten van het rechtsgeding.

185. De rechter schorst den loop van een rechtsgeding wegens:

1°. den dood van eene der partijen;

2°. verandering in den persoonlijken staat van eene der partijen;

3°. het ophouden van de betrekking, waarin eene der partijen het geding voerde.

186. Schorsing van een rechtsgeding heeft niet meer plaats indien de behandeling ter terechtzitting reeds geëindigd is.

187. De belanghebbenden deelen aan den rechter zoo spoedig mogelijk mede de namen en woonplaats van den persoon of de personen te wiens of te wier namen het geding op de laatste gedingstukken kan worden hervat.

188. De rechter bepaalt alsdan of ambtshalve den dag en het uur waarop het geding ter terechtzitting zal worden hervat en doet partijen oproepen teneinde alsdan te verschijnen.

189. Indien op de oproeping tot hervatting van het rechtsgeding verstek wordt verleend, verklaart de rechter het rechtsgeding niettemin op de laatste gedingstukken hervat.

190. Het verzet tegen een beslissing bij verstek, als in het vorig artikel vermeld, wordt op de terechtzitting behandeld.

Twaalfde Afdeeling.

Van ontkentenis van gerechtelijke verrichtingen.

191. Indien gedurende den loop van een geding, in naam van eene der partijen, eenige aanbiedingen zijn gedaan en aangenomen, erkenningen hebben plaats gehad, toestemmingen zijn

gegeven en aangenomen, zonder dat die partij daartoe een bijzondere en bepaalde schriftelijke volmacht gegeven heeft, is deze bevoegd om zoodanige verrichtingen bij den rechter te ontkennen en hem te verzoeken te beslissen, dat die daden zullen worden beschouwd als niet gepleegd en dat alle daaruit voortgevloeide akten van den processe, en vonnissen, gewezen om de zaak in staat van wijzen te brengen, worden verklaard van onwaarde.

192. De rechter bepaalt den dag en het uur waarop de zaak ter terechtzitting zal dienen, en doet de ontkennende partij en dengene wiens daden ontkend worden, oproepen ten einde alsdan te verschijnen, met bevel tot uitreiking aan laatstgenoemde van een afschrift van het verzoekschrift.

193. Ingevalle degene wiens daden ontkend worden, overleden is, wordt de oproeping beteekend aan zijne erfgenamen.

194. De ontkentenis moet altijd gebracht worden voor den rechter voor welken de ontkend wordende verrichting in rechten is gebracht, ook indien de zaak, waarin zij voorvalt, voor een anderen rechter hangende is.

195. De rechter laat de wederpartij van de ontkennende partij in de hoofdzaak in het geding van ontkentenis oproepen en aan haar een afschrift van het verzoekschrift tot ontkentenis uitreiken.

196. Het geding in de hoofdzaak wordt op straffe van nietigheid geschorst tot aan het vonnis van ontkentenis.

197. De rechter is echter bevoegd om aan de ontkennende partij te bevelen, het geding van ontkentenis binnen zekeren door hem bepaalden tijd voort te zetten; bij gebreke daarvan is de rechter bevoegd om in het rechtsgeding op de ontkentenis recht te doen.

198. Indien de ontkentenis eene zaak betreft, waarover een rechtsgeding niet hangende is, moet de eisch worden gebracht voor den bevoegden rechter van den verweerder.

199. Indien de ontkentenis deugdelijk verklaard wordt, verklaart de rechter tevens de ontkende verrichting en het vonnis hetwelk daarop mocht zijn gewezen, of hetgeen in de bepalingen van het vonnis betrekking heeft tot de punten waarover de ontkentenis gaat, nietig en van onwaarde.

200. Bijaldien echter in de zaak reeds het eindvonnis is gevallen en de termijn van hooger beroep nog niet is verloopen, is de partij bevoegd om de nietigheid van de in het voorgaand artikel vermelde akten en vonnissen te doen uitspreken in het hooger beroep en de zaak ten principale te doen vervolgen.

201. Is echter het eindvonnis gewezen in het hoogste ressort of in kracht van gewijsde gegaan, dan is de benadeelde partij, zelfs nog gedurende de tenuitvoerlegging, bevoegd om van den rechter, die het heeft gewezen, de intrekking daarvan te vorderen.

Hangende het geding daarover, wordt de tenuitvoerlegging van het vonnis geschorst.

202. De gemachtigde, tegen wien de eisch tot ontkentenis wordt toegewezen, wordt, zoo daartoe gronden zijn, jegens den eischer en jegens de andere partij in de kosten, schade en interesten verwezen.

Indien de eischer in het ongelijk wordt gesteld, wordt hij tot vergoeding van kosten, schade en interesten veroordeeld, zoo daartoe gronden zijn.

203. Indien eene der partijen ontkent, dat de voor haar opgetreden praktizijn van haar daartoe opdracht gekregen heeft, zijn de bepalingen van deze afdeeling toepasselijk.

Dertiende Afdeeling.

Van jurisdictie-quaestiën.

204. Jurisdictie-quaestiën worden, vóórdat de dag voor de uitspraak bepaald is, aanhangig gemaakt door middel van een verzoekschrift aan het Hof van Justitie.

Het verzoekschrift wordt, op last van den voorzitter van het Hof van Justitie, beteekend aan de wederpartij, met aanmaning om daarop, binnen veertien dagen, te dienen van antwoord, ter griffie van het Hof van Justitie schriftelijk in te leveren.

De partij, die woonachtig is buiten de plaats waar het Hof zitting houdt, levert het verzoekschrift of het antwoord in ter griffie van het kantongerecht van zijne woonplaats. De griffier van het kantongerecht houdt aan den voet van het verzoekschrift of het antwoord aanteekening van den dag van de inlevering, op welken dag het stuk geacht wordt te zijn ingediend, en verzendt het aan het Hof van Justitie.

De loop van het rechtsgeding wordt geacht te zijn geschorst van den dag van de beteekening, in het tweede lid van dit artikel vermeld.

205. Na ontvangst van het antwoord en in elk geval na afloop van den daarvoor gestelden termijn doet het Hof van Justitie uitspraak en wijst, zoo daarvoor redenen zijn, den rechter aan, die van het geschil verder moet kennis nemen.

Veertiende Afdeeling.

Van het doen van afstand van de instantie.

206. De eischer is bevoegd om onder betaling van de kosten afstand te doen van de instantie, mits zulks geschiede vóór het antwoord.

Na het antwoord mag de afstand slechts plaats hebben met toestemming van de wederpartij.

Indien de eischer zich tot het doen van afstand door een gemachtigde wil doen vertegenwoordigen, moet deze van eene bijzondere volmacht zijn voorzien.

207. De afstand brengt van rechtswege mede:

1°. dat alles over en weder in denzelfden staat is teruggebracht als waarin de zaak was vóór de aanhangigmaking;

2°. dat de partij, welke afstand heeft gedaan, verplicht is tot betaling van de kosten, waartoe zij mag worden genoodzaakt op het enkel bevelschrift van den rechter, gesteld aan den voet van de waardeering van de kosten.

Dit bevelschrift mag bij voorraad ten uitvoer worden gelegd.

Vijftiende Afdeeling.

Van het vervallen van de instantie.

208. Alle instantie vervalt, indien de zaak binnen drie jaren tijds niet is voortgezet.

209. De tijd, tot het vervallen van de instantie vereischt, loopt tegen den lande, de openbare instellingen, minderjarigen, en, in het algemeen, tegen alle personen, zonder onderscheid, behoudens het verhaal van al de eerstgemelden tegen hunne bewindvoerders en voogden.

210. De instantie vervalt niet van rechtswege.

211. De rechter verklaart de instantie voor vervallen hetzij ambtshalve, hetzij op een aan hem gericht verzoekschrift, doch niet dan nadat op zijn last partijen ter terechtzitting zijn opgeroepen en, voor zoover verschenen, zijn gehoord.

De vervallenverklaring van de instantie vernietigt niet de ingestelde actie, maar alleen het aangevangen rechtsgeding; de kosten van het laatste worden, tengevolge van die vervallenverklaring, voor gecompenseerd gehouden.

212. Bij het opnieuw instellen van de actie zijn de partijen over en weder gerechtigd om wederom gebruik te maken van de eeden, gerechtelijke erkentenissen en verklaringen, door haar in den loop van het vorig rechtsgeding afgelegd, mitsgaders van de verklaringen van gestorven getuigen, wanneer deze blijken uit in behoorlijken vorm opgemaakte processen-verbaal.

213. Door het vervallen van de instantie in hooger beroep, verkrijgt het vonnis waarvan men in beroep gekomen is, kracht van gewijsde.

Zestiende Afdeeling.

Van voeging en van tusschenkomst.

214. Een ieder die belang heeft bij een rechtsgeding, hangende tusschen andere partijen, is bevoegd te vorderen zich daarin te mogen voegen of tusschen te komen.

215. Dit incident wordt aangebracht ter terechtzitting ten dienenden dage vóór of op dien waarop de behandeling van het aanhangig rechtsgeding eindigt.

216. Bij het verzoek geschiedt opgave van de namen en woonplaats van dengene, die voeging of tusschenkomst vordert, en van de gronden, waarop de vordering berust.

217. De rechter, het incident beslissende, beveelt partijen voort te procedeeren en bepaalt bij hetzelfde vonnis den dag, waarop zij tot dat einde ter terechtzitting moeten verschijnen.

DERDE TITEL.

Van de wijze van procedeeren voor het Hof van Justitie, recht doende in eersten aanleg.

218. Op het rechtsgeding in eersten aanleg voor het Hof van Justitie vinden de bepalingen van den tweeden Titel overeenkomstige toepassing.

219. In de gevallen, waarin mondelinge voordracht van de vordering toegelaten is, wordt zij mondeling voorgedragen aan den voorzitter van het Hof van Justitie, die haar in geschrift doet brengen.

220. De voorzitter bewerkstelligt de ondervraging en het verhoor.

Ook de andere rechters mogen aan partijen, getuigen of deskundigen vragen stellen. De voorzitter geeft hun daartoe op hun verlangen het woord.

221. Het openbaar ministerie is bevoegd om op de terechtzitting tegenwoordig te zijn en wordt alsdan gehoord, tenzij de procureur-generaal reeds als partij in de zaak betrokken is geweest.

222. Het openbaar ministerie neemt alsdan hetzij onmiddellijk nadat de partijen over en weder zijn gehoord en ingediende schrifturen zijn voorgelezen, hetzij op eene daartoe bepaalde nadere terechtzitting zijne conclusie.

223. De partijen of hare gemachtigden dan wel hare raadslieden mogen, onder geen voorwendsel, na de conclusie van het openbaar ministerie, het woord voeren.

Alleen mogen zij eenvoudige aanteekeningen tot wederlegging van feiten, waarin zij oordeelen dat het openbaar ministerie gedwaald heeft, onmiddellijk daarna aan den voorzitter ter hand stellen.

224. Het Hof is bevoegd om het hooren van getuigen, het beëedigen of hooren van deskundigen, het verrichten van eene opneming, eene bezichtiging of een onderzoek naar de echtheid of onechtheid van geschriften op te dragen aan een rechter-commissaris en, bijaldien bedoelde personen woonachtig zijn of verblijf houden, de plaats in geschil gelegen is of de stukken ter vergelijking dienende zich elders bevinden dan waar het Hof van Justitie zitting houdt, aan den betrokken kantonrechter.

In elk geval worden de partijen in de gelegenheid gesteld bij het onderzoek tegenwoordig te zijn en daarop gehoord te worden, waartoe zij op last van den rechter, die het onderzoek houdt, worden opgeroepen.

225. Van de verrichtingen van den rechter-commissaris of kantonrechter als in het voorgaand artikel bedoeld, maakt de griffier proces-verbaal op.

De kantonrechter doet zoo spoedig mogelijk een afschrift van het proces-verbaal aan het Hof toekomen. Dit afschrift heeft gelijke kracht als het proces-verbaal van het Hof.

VIERDE TITEL.

Van het kort geding.

226. In alle zaken, waarin uit hoofde van onverwijlden spoed, eene onmiddellijke voorziening wordt vereischt, hetzij ten aanzien van de tenuitvoerlegging van een vonnis of van een executorialen titel, hetzij ten aanzien van de verplichtingen van notarissen tot het staan over eenige wettelijke akte, welke geen uitstel kan lijden, en voorts in alle gevallen, waarin het belang van partijen eenige onverwijlde voorziening bij voorraad vordert, wendt de belanghebbende partij zich tot den kantonrechter met verzoek om in die zaak zoo spoedig mogelijk eene beschikking bij voorraad te geven.

Tenzij de partijen vrijwillig zijn verschenen beveelt de kantonrechter de oproeping van de wederpartij op den door hem bepaalden dag en uur; bij grooten spoed des Zondags ingesloten.

De kantonrechter mag zelfs gelasten, dat de terechtzitting te zijnen huize zal worden gehouden.

227. In het laatste geval geeft de kantonrechter mondelingen last aan een deurwaarder tot het doen van de oproeping, waarvan deze in het hoofd van zijn exploit melding maakt.

228. Indien aan den kantonrechter blijkt, dat de zaak zonder groot of onherstelbaar nadeel uitstel gedoogt, of dat zij niet vatbaar is om in het kort geding genoegzaam te worden toegelicht, verwijst hij partijen naar de gewone wijze van rechtspleging.

229. De beslissingen bij voorraad strekken niet ten nadeele van de zaak ten principale.

230. De kantonrechter is bevoegd om tenuitvoerlegging van zijne beslissingen te bevelen bij voorraad, met of zonder borgtocht, niettegenstaande verzet of hooger beroep.

231. Het verzet wordt op een gewone terechtzitting gebracht.

232. Tegen elke beslissing van den kantonrechter in kort geding is hooger beroep toegelaten.

233. De minuten van de beslissingen in kort geding van den kantonrechter worden ter griffie ingeschreven in een afzonderlijk register; zij worden door den kantonrechter en den griffier onderteekend.

234. Indien zulks in het belang van de zaak noodzakelijk is, is de kantonrechter bevoegd om de tenuitvoerlegging van zijne beslissing in kort geding te bevelen op de minute.

235. De termijn voor het instellen van hooger beroep, onverschillig of het vonnis al dan niet bij voorraad mag worden ten uitvoer gelegd, bedraagt veertien dagen, gerekend van den dag van de uitspraak of van dien van de mededeeling van den griffier, naar de onderscheidingen bij de regeling van het hooger beroep gemaakt.

VIJFDE TITEL.

Van rechtspleging in zaken van koophandel.

236. Zaken van koophandel worden behandeld op de gewone terechtzitting; daarin gelden de gewone regelen van rechtspleging, voor zooverre daarvan niet bij dezen titel is afgeweken.

237. De rechter is bevoegd om op verzoek van eene der partijen, de behandeling van eene zaak van koophandel te laten voorafgaan aan die van andere zaken.

238. De gewone termijn voor oproeping in zaken van koophandel is van ten minste twee vrije dagen, indien de gedaagde woont ter plaatse, waar de rechter, voor welken hij geroepen wordt, zitting houdt.

Overigens worden ten opzichte van de termijnen van oproeping de bepalingen van den eersten titel van dit boek in acht genomen.

239. In spoed vereischende zaken is de kantonrechter of de voorzitter van het Hof van Justitie bevoegd om op mondeling verzoek des eischers, verlof te verleenen om van dag tot dag en zelfs van uur tot uur, op te roepen.

240. De kantonrechter is bevoegd om aan den houder van een wisselbrief, welke van non-betaling is geprotesteerd, verlof te verleenen om conservatoir beslag te leggen op de roerende goederen van den trekker, de acceptanten en de endossanten.

241. Gelijk verlof mag de kantonrechter verleenen aan den houder van een van non-betaling geprotesteerd orderbiljet, op de roerende goederen van den trekker, de acceptanten en de endossanten doch alleen ten laste van diegenen, die kooplieden zijn.

242. Zoodanig verlof mag mede worden verleend wegens andere uit daden van koophandel voortspruitende schuldvorderingen, indien van hare deugdelijkheid summierlijk blijkt en er gegronde vrees bestaat voor verduistering van des schuldenaars roerende of onroerende goederen.

De kantonrechter is bevoegd om in de gevallen bij het eerste lid vermeld, alvorens het verlof te verleenen, te vorderen, dat de eischer zekerheid stelle voor de kosten, schade en interesten, welke door het beslag zouden kunnen worden veroorzaakt.

243. Bij het verzoekschrift tot verkrijging van het verlof, in de vorige artikelen bedoeld, moet woonplaats worden gekozen ter plaatse, waar het beslag gelegd wordt, dan wel te Paramaribo.

244. Bij het verleend verlof wordt het bedrag der schuldvordering, tot welker verzekering het beslag gevraagd wordt, uitgedrukt.

245. Het beslag vervalt van rechtswege, indien niet binnen drie dagen nadat het is gelegd, een eisch tot vanwaardeverklaring is ingesteld.

Dien onverminderd is hij, tegen wien het verlof tot beslag verleend is, bevoegd om onverwijld daartegen op te komen.

246. De rechter is verplicht na verhoor van partijen het beslag onverwijld op te heffen, indien hem summierlijk van de ondeugdelijkheid van de vordering of van het noodelooze of ondoelmatige van het beslag voor de zekerheid van den eischer is gebleken.

Die opheffing moet altijd geschieden tegen genoegzame zekerheid.

247. De beslissingen tot het toestaan van het leggen en tot het opheffen van conservatoir beslag mogen worden ten uitvoer gelegd niettegenstaande verzet of hooger beroep.

248. In zeezaken of in zaken welke daarmede zijn gelijk gesteld, indien er partijen zijn, die niet eene vaste woonplaats

in Suriname hebben, en voorts in zaken wegens scheepstuig, scheepsvoorraad, scheepsgezellen, timmeringen aan schepen welke zeilree liggen, en andere zaken welke onmiddellijk voorziening bij voorraad vereischen, mag de oproeping van dag tot dag en van uur tot uur gedaan worden, en wordt bij verstek dadelijk beslist.

249. Alle oproepingen, aan scheepsboord geëxploiteerd voor een schipper, officier of scheepsgezel, of voor een passagier, zijn van waarde.

250. Tot de kennisneming van zaken als in dezen titel bedoeld zijn gelijkelijk bevoegd:

de rechter, binnen wiens rechtsgebied de verweerder woonachtig is;

de rechter, binnen wiens rechtsgebied de verbintenis is aangegaan;

de rechter, binnen wiens rechtsgebied de goederen zijn geleverd;

de rechter, binnen wiens rechtsgebied de betaling had moeten geschieden.

251. Ook buiten de gevallen, vermeld in dit Wetboek, mag de rechter in handelszaken de voorloopige tenuitvoerlegging bevelen, mits onder borgtocht of aanwijzing van voldoende zekerheid.

252. Vonnissen bij verstek gewezen mogen worden ten uitvoer gelegd van den eersten dag na de beteekening af en totdat er verzet wordt gedaan.

253. Indien er verdeeling bij avarij-grosse moet plaats hebben, benoemt de kantonrechter ten verzoeke van eene der partijen deskundigen, indien partijen het omtrent de keuze niet eens zijn geworden.

254. De kapitein of, bij gebreke van dien, de scheepsreeders zijn gehouden, om binnen acht dagen nadat de deskundigen, hetzij door partijen, hetzij door den kantonrechter, zijn benoemd, ter griffie van het kantongerecht over te leggen:

1°. het manifest van de lading, inhoudende het getal, de merken en nommers der goederen, de namen van de bevrachters, inladers, en die van degenen, aan wie de goederen zijn geconsigneerd;

2°. den staat en de grootte van het schip alsmede de verdiende vracht.

In denzelfden tijd moeten de eigenaars van de lading ter griffie overleggen een staat van de waarde, welke de goederen zoo ten tijde van de lading als ten tijde van de lossing hadden.

De partijen moeten desgevorderd de waarheid van den inhoud van de door haar overgelegde stukken met eede of bij plechtige verklaring bevestigen.

255. Nadat de deskundigen zijn beëedigd, geeft de griffier hun de ter griffie nedergelegde stukken tegen bewijs van ontvangst over. De deskundigen gaan tot de verdeeling bij avarijgrosse over volgens de voorschriften van het Wetboek van Koophandel, zelfs dan wanneer eene der partijen hare stukken niet ter griffie mocht hebben nedergelegd.

256. De deskundigen leveren hun verslag met de door hen ontvangen stukken ter griffie in.

De eerst gereede partij verzoekt daarvan homologatie door den kantonrechter, die, na partijen gehoord of behoorlijk opgeroepen te hebben, beslist.

ZESDE TITEL.

Van prorogatie van rechtspraak aan het hof van justitie.

257. In elk voor hooger beroep aan het Hof van Justitie vatbaar geschil, in hetwelk dading of compromis kan plaats hebben, staat het aan partijen vrij, mits daaromtrent bij eene akte zijnde overeengekomen, dat geschil bij den aanvang van het geding dadelijk aan de kennisneming van het Hof te onderwerpen.

258. Voogden, curators of bewindvoerders zijn hiervan niet uitgesloten, mits daarbij in acht nemende de verplichtingen aan hen bij algemeene verordening opgelegd.

259. Bij deze rechtsgedingen zijn de voorschriften ten aanzien van het rechtsgeding in eersten aanleg van overeenkomstige toepassing.

Het Hof beslist in het eerste en hoogste ressort, behoudens request-civiel, indien daartoe gronden zijn.

ZEVENDE TITEL.

VAN HET RECHTSGEDING IN HOOGER BEROEP BIJ HET HOF VAN JUSTITIE.

260. Partijen zijn bevoegd om bij het Hof van Justitie in hooger beroep te komen van het vonnis of van de beschikking van den kantonrechter in eene zaak, waarin deze niet anders dan in eersten aanleg heeft geoordeeld.

261. Hij die berust heeft in een vonnis, is niet meer ontvankelijk in een daarvan ingesteld hooger beroep.

262. Van eene veroordeeling bij verstek valt geen hooger beroep, doch indien de oorspronkelijke eischer van het vonnis in hooger beroep komt, is de gedaagde bevoegd om al zijne verdedigingen insgelijks in hooger beroep te doen gelden, zelfs bij wege van incidenteel beroep; hij mag dan echter van het middel van verzet tegen de beslissing bij verstek in eersten aanleg niet meer gebruik maken.

In het in artikel 82 bedoelde geval is de achterblijvende partij bevoegd om zich in hooger beroep te voorzien, mits zij vooraf bij voorraad — ook zelfs wanneer de voorloopige tenuitvoerlegging niet mocht zijn toegestaan — tegen het stellen van zekerheid, aan het vonnis voldoet.

263. Van de vonnissen en beschikkingen, welke aan het eindvonnis voorafgaan, mag slechts hooger beroep worden ingesteld tegelijk met het beroep van het eindvonnis.

Dit beroep is ontvankelijk, zelfs wanneer die vonnissen en beschikkingen zonder voorbehoud van dengene, die er zich mede bezwaard acht, zijn ten uitvoer gelegd.

264. Hooger beroep van een vonnis, hetwelk niet bij voorraad kan worden ten uitvoer gelegd, is niet ontvankelijk indien het is ingesteld binnen acht dagen na den dag van de uitspraak; zoolang de daartoe gestelde termijn nog niet verstreken is, mag het worden herhaald.

De executie van vonnissen, welke niet bij voorraad kunnn worden ten uitvoer gelegd, wordt gedurende deze acht dagen geschorst.

De termijn voor hooger beroep is dertig dagen, gerekend van den dag der uitspraak of, indien de eischer in beroep bij die uitspraak niet tegenwoordig is geweest, van den dag waarop het eindvonnis hem volgens dit Wetboek is medegedeeld.

De rechter is bevoegd om in bijzondere gevallen de in het vorig lid genoemde termijn en de termijnen vermeld in de artikelen 271 tot en met 277 te verlengen.

265. De termijn van beroep van beschikkingen van de kantonrechters buiten eigenlijk rechtsgeding is dertig dagen, gerekend van de dagteekening der beschikking.

266. Bij overlijden van de in het ongelijk gestelde partij gedurende den loop van den termijn voor het hooger beroep, zijn hare erfgenamen of hare rechtverkrijgenden bevoegd om het beroep in te stellen binnen dertig dagen na het overlijden, of, zoo zij van het recht van beraad gebruik maken, binnen dertig dagen na afloop van den daarvoor gestelden termijn.

267. De gedaagde in beroep is bevoegd om van zijne zijde incidenteel beroep in te stellen, mits op de wijze en binnen den termijn in artikel 274 bepaald.

Afstand van het principaal beroep doet het ingesteld incidenteel beroep niet vervallen.

268. Het hooger beroep schorst de tenuitvoerlegging van het vonnis, indien dit niet bij voorraad mag worden ten uitvoer gelegd.

269. Het hooger beroep van het eindvonnis heeft, tenzij bij de aanteekening daarvan uitdrukkelijk het tegendeel is verlangd, ten gevolge, dat de hoogere rechter tevens kennis neemt van en oordeelt over de aan dat vonnis voorafgegane vonnissen en beschikkingen.

270. Het hooger beroep vangt aan met eene verklaring, dat men van dat middel gebruik wil maken, door den eischer in beroep of diens daartoe gemachtigde ter griffie van het kantongerecht afgelegd of aldaar schriftelijk ingediend.

Indien een gemachtigde de verklaring aflegt, is hij verplicht om daarbij de akte van volmacht over te leggen, tenzij die akte reeds vroeger werd overgelegd of de volmacht mondeling ter zitting werd verleend.

Van de afgelegde of ingediende verklaring houdt de griffier onverwijld aanteekening in het algemeen register, onder vermelding van de dagteekening, waarop zij is afgelegd of ontvangen. Die aanteekening geschiedt niet dan na vooruitbetaling aan den griffier van de kosten, voor de aanzegging en de beteeke-

ning van de memorie en van de daarbij overgelegde bescheiden, desverlangd na taxatie door den rechter.

De dagteekening, bedoeld in de eerste zinsnede van het vorig lid, geldt bij de berekening van den termijn van beroep als tijdstip van de verklaring.

271. Bij of na de verklaring, waarbij hooger beroep wordt ingesteld, maar in allen gevalle binnen den voor het beroep gestelden termijn van dertig dagen, is de appellant of zijn gemachtigde bevoegd om eene onderteekende memorie, vergezeld van zoodanige bescheiden als hij geraden oordeelt, over te leggen of in te dienen aan den griffier van het kantongerecht, die van de ontvangst in voege als voren aanteekening houdt.

272. Wanneer buiten de gevallen bij algemeene verordening voorzien de voorloopige tenuitvoerlegging van een vonnis bevolen is, is de appellant bevoegd om bij afzonderlijk verzoekschrift aan het Hof van Justitie het verzoek te doen, dat de executie worde gestaakt; het Hof doet de wederpartij op korten termijn oproepen ten einde daarover te worden gehoord.

273. Nadat de memorie is ingekomen of de termijn voor de indiening is verstreken, doet de kantonrechter onverwijld aan de wederpartij, onder aanzegging, dat hooger beroep is ingesteld, een afschrift beteekenen van de memorie en van de daarbij overgelegde bescheiden.

Indien zich onder die bescheiden zoodanige bevinden, welke, ter beoordeeling van den rechter, wegens hun omvang of anderszins, niet voor overschrijving in aanmerking komen, mag de rechter volstaan met de aanzegging, dat zij ter inzage van de wederpartij ter griffie zijn neergelegd.

274. De wederpartij of haar gemachtigde is bevoegd om binnen dertig dagen na de dagteekening van de aanzegging van het beroep op gelijke wijze een memorie in te dienen met zoodanige bescheiden als zij geraden oordeelt.

Bij die memorie mag zij de verklaring afleggen of doen afleggen, dat zij ook harerzijds in hooger beroep wenscht te komen. De memorie wordt als niet-ingediend beschouwd, indien de belanghebbende niet bij de indiening aan den griffier heeft vooruitbetaald te kosten van de beteekening zooals ten aanzien van den appellant is bepaald, desverlangd na taxatie door den rechter.

Van de ontvangst van de stukken en van de verklaring, dat incidenteel beroep wordt ingesteld, houdt de griffier in voege als voren aanteekening in het algemeen register, met uitzondering evenwel van het bij de laatste zinsnede van het vorig lid voorziene geval.

275. Nadat de memorie van antwoord is ingekomen, doet de kantonrechter onverwijld afschrift daarvan en van de daarbij overgelegde bescheiden, behoudens het te dien aanzien bepaalde in het tweede lid van artikel 273, beteekenen aan den eischer in beroep.

Indien bij het antwoord incidenteel beroep is aangeteekend, heeft de eischer in beroep een termijn van veertien dagen om op het incidenteel beroep te antwoorden.

Afschrift van de memorie van antwoord op het incidenteel beroep en van de verdere bescheiden, welke haar mochten vergezellen, worden met inachtneming van het bepaalde bij artikel 273 in voege als voren aan den incidenteel-eischer in beroep beteekend. Indien de incidenteel-verweerder bij de indiening van de memorie niet aan den griffier de kosten van de beteekening, desverlangd na taxatie door den rechter, heeft vooruitbetaald, wordt de memorie als niet-ingediend beschouwd.

276. Uiterlijk binnen veertien dagen na de ontvangst van het antwoord van den verweerder in beroep, of indien incidenteel beroep is aangeteekend, van het antwoord van den incidenteel-verweerder, dan wel na het verstrijken van de voor de indiening van die schrifturen toegestane termijnen, zendt de griffier de tot de zaak betrekkelijke stukken, met het in de zaak opgemaakte proces-verbaal en een afschrift van het vonnis alsmede een uittreksel uit de in het register gehouden aanteekening van beroep aan het Hof van Justitie.

277. De appellant is bevoegd om bij of na de verklaring dat hij in hooger beroep is gekomen, doch uiterlijk vóórdat de griffier de tot de zaak betrekkelijke stukken aan het Hof van Justitie gezonden heeft, in het algemeen register een aanteekening te doen houden, dat hij zijne zaak ter terechtzitting van het Hof van Justitie door een praktizijn wil doen bepleiten. Gelijke bevoegdheid komt toe aan den verweerder na de aanzegging van het ingestelde hooger beroep. Van die aanteekeningen geeft de griffier van het kantongerecht aan de wederpartij bij aangeteekenden dienstbrief en aan het Hof van Justitie kennis.

278. In hooger beroep mag een nieuwe eisch niet worden gedaan, tenzij het zaken zijn:

1°. van interesten, renten, huren en andere zaaksgevolgen, sedert het vonnis van eersten aanleg verschenen of ontstaan;

2°. van kosten, schade en interesten wegens geleden nadeel sedert dat vonnis;

3°. van een eisch bij voorraad.

De oorspronkelijke verweerder mag echter nieuwe weren van rechten inbrengen, mits deze eene verdediging op de hoofdzaak opleveren en niet in het geding ter eerste instantie zijn gedekt.

De rechter is nochtans bevoegd om hem, ook al wordt hij op de hoofdzaak in het gelijk gesteld, te veroordeelen in de kosten, veroorzaakt door het niet tijdig voorbrengen van zijne weren.

279. In hooger beroep zijn de artikelen 122 en 123 niet anders van toepassing dan behoudens de navolgende bepalingen:

De oorspronkelijke gedaagde, eischer wordende in hooger beroep, is niet gehouden tot het stellen van de in die artikelen bedoelde zekerheid.

De gedaagde in hooger beroep is daartoe evenmin gehouden, zelfs niet bij het instellen van incidenteel beroep.

De in eersten aanleg gestelde zekerheid blijft ook verbonden voor de kosten van het hooger beroep.

280. Het Hof doet de zaak in hooger beroep, na verhoor van het openbaar ministerie, indien dit, met inachtneming van het bepaalde bij artikel 221 den wensch om te worden gehoord heeft te kennen gegeven, zonder vorm van proces op de stukken af, doch het staat den Hove vrij om, vóór het eindvonnis, een plaatselijk of ander onderzoek, of een verhoor van partijen of getuigen, dan wel de overlegging van eenig bewijsstuk te gelasten, zoomede een der partijen ambtshalve een aanvullenden of beslissenden eed op te leggen.

Het Hof is bevoegd om zoodanig onderzoek geheel of ten deele, naar omstandigheden, zelf te houden met overeenkomstige toepassing van de voor de rechtspleging in eersten aanleg bestaande bepalingen, dan wel dit op te dragen aan den rechter in eersten aanleg of aan den rechter ter plaatse waar het onderzoek geheel of ten deele moet geschieden.

In elk geval worden partijen in de gelegenheid gesteld om bij het onderzoek tegenwoordig te zijn en daarop gehoord te worden;

zij worden daartoe op last van den rechter, die het onderzoek houdt, opgeroepen.

281. Indien partijen of een harer het verlangen te kennen gegeven heeft om de zaak ter terechtzitting door praktizijns te doen bepleiten, bepaalt het Hof, alvorens het openbaar ministerie te hooren, een dag voor de pleidooien. De griffier geeft de partijen daarvan schriftelijk kennis. Het Hof bepaalt alsdan het aan de praktizijns hiervoor toekomend salaris, hetwelk naar gelang van omstandigheden onder de gerechtskosten mag worden begrepen.

282. Indien een vonnis, waarbij de kantonrechter zich onbevoegd heeft verklaard, wordt te niet gedaan, verwijst de hoogere rechter de beslissing op de hoofdzaak naar denzelfden rechter, tenzij beide partijen vorderen, dat de hoogere rechter de zaak aan zich houde.

283. Het vonnis van den hoogeren rechter wordt in de gewone vormen opgemaakt en uitgesproken.

De griffier van het Hof van Justitie zendt een afschrift van het vonnis, in executorialen vorm opgemaakt en onderteekend, grosse genaamd, zoo spoedig mogelijk na ontvangst van de daarop gevallen en nog te vallen kosten, met de processtukken aan den eersten rechter.

284. Alle beslissingen van het Hof van Justitie in hooger beroep worden steeds beschouwd als op tegenspraak te zijn gewezen.

285. De tenuitvoerlegging heeft in alle gevallen plaats bij den rechter, die in eersten aanleg uitspraak heeft gedaan.

De griffier van het Hof van Jusitie houdt in een daartoe bestemd register nauwkeurig aanteekening van de zaken, welke in hooger beroep van vonnissen van kantonrechters worden aanhangig gemaakt. De aanteekening moet bevatten de namen van partijen en de dagteekening van het beklaagde vonnis, van het daartegen ingesteld hooger beroep, van de incidenteele vonnissen en van het eindvonnis in hooger beroep gewezen.

286. Zoodra de uitspraak van den rechter in hooger beroep bij het kantongerecht is ontvangen, geeft de griffier bij aangeteekenden dienstbrief aan partijen kennis, dat die uitspraak bij hem is ingekomen. De veroordeelde partij is bevoegd om, zoolang de grosse ter griffie berust, daarvan inzage te nemen en daar-

van op hare kosten een door den griffier gewaarmerkt afschrift te vorderen.

Van de beslissingen in hooger beroep wordt aanteekening gehouden in het algemeen register.

ACHTSTE TITEL.

Van verzet door derden.

287. Iedere derde is bevoegd om zich te verzetten tegen een vonnis, hetwelk zijne rechten benadeelt, indien hij noch in persoon, noch wettiglijk vertegenwoordigd, of indien degeen, dien hij vertegenwoordigt, niet in het rechtsgeding is geroepen, of niet door voeging of tusschenkomst partij is geweest.

288. Dit verzet wordt gedaan door middel van een verzoekschrift aan den rechter, die het vonnis heeft gewezen en het verzet beoordeelen moet. Deze rechter doet de partijen, tusschen welke het vonnis is gevallen, oproepen ten einde ter zake te worden gehoord.

289. Indien zoodanig vonnis aan een derde is tegengeworpen in een rechtsgeding en het verzet daartegen is ingesteld op den voet van het vorig artikel, staat het aan den rechter, voor wien dat rechtsgeding aanhangig is, vrij om, indien daartoe gronden bestaan, de schorsing van het rechtsgeding toe te staan, totdat op het ingestelde verzet zal zijn beslist.

290. De rechter, die over een verzet van een derde oordeelt, is bevoegd om, indien daartoe gronden bestaan, de uitvoering van het aangevallen vonnis te schorsen, totdat op het verzet zal zijn beslist.

291. Bij wettiging van het verzet wordt het vonnis, waartegen dit gericht is geweest, alleen in zooverre verbeterd, als het de rechten van den in verzet gekomen derde heeft benadeeld, tenzij het onsplitsbare van de gevallen beslissing eene geheele vernietiging daarvan noodzakelijk mocht maken.

NEGENDE TITEL.

Van request-civiel.

292. Een vonnis op tegenspraak in het laatste ressort gewezen, en dat hetwelk, op verstek gewezen, niet meer vatbaar is voor verzet, is voor herroeping vatbaar, op het verzoek van

hem, die partij geweest of opgeroepen is om de volgende redenen:

1°. indien de beslissing berust op na de uitspraak ontdekt, in de procedure gepleegd bedrog of arglist van de wederpartij;

2°. indien de strafrechter een opgelegden eed heeft verklaard valschelijk te zijn afgelegd, tenzij het geldt den beslissenden eed, in artikel 1950, 1°., van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname bedoeld;

3°. indien beslist is omtrent zaken, waarover eene beslissing niet was geëischt;

4°. indien meer toegewezen dan geëischt werd;

5°. indien verzuimd is over een der onderdeelen van den eisch te beslissen;

6°. indien tusschen dezelfde partijen, op dezelfde gronden en door denzelfden rechter tegenstrijdige vonnissen in het hoogste ressort zijn gewezen;

7°. indien in hetzelfde vonnis tegenstrijdige beschikkingen zijn vervat;

8°. indien gevonnisd is op stukken, welke na het vonnis voor valsch erkend of valsch verklaard zijn;

9°. indien men na het vonnis stukken van beslissenden aard in handen heeft bekomen, welke door toedoen van de wederpartij waren achtergehouden.

293. Minderjarigen zijn daarenboven in hun verzoek tot zoodanige herroeping ontvankelijk, indien zij niet verdedigd zijn geweest.

294. Indien er slechts grond is om herroeping te verzoeken van een gedeelte van het vonnis, zal dat gedeelte alleen worden herroepen, tenzij de andere deelen van het vonnis daarvan afhangen.

295. Het request-civiel moet worden ingediend binnen drie maanden gerekend van den dag, waarop het vonnis, waarover men zich beklaagt, is uitgesproken of zoo dit bij verstek gewezen is, van den dag, waarop het niet meer vatbaar is voor verzet.

Deze termijn gaat in het geval van artikel 293 eerst in op den dag van de meerderjarigheid.

296. Bij overlijden van de in het ongelijk gestelde partij gedurende den loop van den termijn voor het request-civiel zijn hare erfgenamen of rechtverkrijgenden bevoegd om zoodanig verzoek in te dienen binnen drie maanden na het overlijden of, zoo zij van het recht van beraad gebruik maken, binnen eene maand na afloop van den daarvoor gestelden termijn.

297. Indien het request-civiel gegrond is op valschheid, bedrog, arglist of het ontdekken van nieuwe stukken, loopen de termijnen slechts van den dag af, op welken hetzij de valschheid, hetzij het bedrog of de arglist bekend, of de stukken ontdekt zijn, mits, in die laatste gevallen, die dag bij geschrifte kunne bewezen worden.

298. Indien er strijdigheid van vonnissen plaats heeft, loopt de termijn sedert de uitspraak van het laatste vonnis, of, zoo dit bij verstek gewezen is, van den dag, waarop het niet meer vatbaar is voor verzet.

299. Het request-civiel wordt aan denzelfden rechter ingediend, die het beklaagde vonnis heeft gewezen.

Indien het beklaagde vonnis wordt overgelegd in een zaak hangende voor een anderen rechter, is deze bevoegd om, naar de omstandigheden, met de behandeling van die zaak voort te gaan of haar te schorsen.

300. Het verzoekschrift waarbij het request-civiel wordt aanhangig gemaakt, behelst de middelen, waarop het gegrond is; andere middelen dan deze mogen noch op de terechtzitting, noch bij schrifture, worden aangevoerd.

301. Het request-civiel verhindert de tenuitvoerlegging van het beklaagde vonnis niet en deze mag ook niet door een rechterlijk bevel belet worden.

302. Indien het request-civiel wordt aangenomen, wordt het vonnis herroepen en worden de partijen in denzelfden staat teruggebracht, in welken zij vóór het vonnis waren; hetgeen tengevolge van de veroordeeling, bij het vonnis uitgesproken, genoten of ontvangen is, moet worden teruggegeven.

Indien het request-civiel wordt aangenomen op grond van strijdigheid van vonnissen, wordt bij de beslissing bevolen, dat het eerst gewezen vonnis alleen van kracht zal zijn.

303. Het geschil ten principale, waarover het herroepen vonnis is gewezen, wordt gevoerd voor denzelfden rechter, die over het request-civiel gevonnisd heeft.

304. Een tweede verzoek tot request-civiel is noch tegen het vonnis op het request-civiel gewezen, noch tegen het vonnis, hetwelk, na de aanneming van het eerste request, de zaak ten principale heeft beslist, ontvankelijk.

TWEEDE BOEK.

Van de tenuitvoerlegging van vonnissen en authentieke akten.

EERSTE TITEL.

Algemeene regelen.

305. De grossen van in Suriname gewezen vonnissen mogen in geheel Suriname worden ten uitvoer gelegd; zij moeten aan het hoofd voeren de woorden: „In naam des Konings (der Koningin)!".

Zij worden beteekend aan den persoon zelven, of te zijner woonplaats, of op de wijze bij de artikelen 2, 3, 4 en 5 voorgeschreven.

306. Behalve in de gevallen, uitdrukkelijk bij verdrag of bij algemeene verordening vermeld, mogen vonnissen, door vreemde rechters of rechtbanken gewezen, in Suriname niet worden ten uitvoer gelegd.

De gedingen mogen dan opnieuw bij den Surinaamschen rechter worden behandeld en afgedaan.

In de hierboven gemelde uitgezonderde gevallen mag het vonnis van een vreemden rechter of rechtbank in Suriname slechts worden ten uitvoer gelegd na een op verzoekschrift verkregen verlof tot executie, in den vorm bij het voorgaand artikel vermeld, van den kantonrechter ter plaatse waar zoodanig vonnis moet worden ten uitvoer gelegd.

Bij het verzoeken en verleenen van dit verlof wordt de zaak zelve niet aan een nieuw onderzoek onderworpen.

307. Een vonnis, waarvan de voorloopige tenuitvoerlegging niet is bevolen, mag tegen een derde niet worden ten uitvoer gelegd en daaraan behoeft die derde niet te voldoen dan ten minste acht dagen na de uitspraak of, indien de partij, die daarbij in het ongelijk is gesteld, niet tegenwoordig was, ten minste acht dagen na de mededeeling haar gedaan krachtens artikel 119, tweede lid, en met overlegging van de verklaring des griffiers, dat er, blijkens zijn register, hooger beroep tegen het vonnis niet is aangeteekend.

308. De overhandiging van het vonnis, welks uitvoering men begeert, aan den deurwaarder, machtigt dezen in die zaak tot het doen van de geheele executie, uit dat vonnis voortvloeiende, met uitzondering alleen van die bij lijfsdwang, waartoe een bijzondere volmacht vereischt wordt.

309. Geschillen over tenuitvoerlegging van vonnissen moeten voor den kantonrechter worden gebracht, tenzij de kennisneming daarvan uitdrukkelijk aan het Hof van Justitie is opgedragen.

310. De grossen van in Suriname verleden authentieke akten mogen in geheel Suriname worden ten uitvoer gelegd; zij moeten aan het hoofd voeren de woorden: „In naam des Konings (der Koningin)!".

De bepalingen van het tweede lid van artikel 305, het eerste lid van artikel 306 en de artikelen 308 en 309 zijn daarop van overeenkomstige toepassing.

311. Het staat aan den executant van een vonnis of van eene authentieke akte vrij, tegelijkertijd beslag te leggen op de roerende en op de onroerende goederen van de veroordeelde of verbonden partij.

312. Wederspraak of verzet van den geëxecuteerde stuit den aanvang of de voortzetting van de executie niet; de geëxecuteerde is echter bevoegd om daarop in kort geding te doen beslissen.

TWEEDE TITEL.

VAN GERECHTELIJKE TENUITVOERLEGGING OP ROERENDE GOEDEREN.

Eerste Afdeeling.

Van beslag op roerende goederen.

313. Executoriaal beslag op roerende goederen mag slechts worden gelegd uit kracht van een vonnis of van eene authentieke akte in executorialen vorm.

Het leggen van beslag moet zijn voorafgegaan door een exploit van een deurwaarder, houdende bevel om binnen twee dagen aan het vonnis of aan de akte te voldoen.

Indien bij het beteekenen van het vonnis of van de akte tevens het voorschreven bevel is gedaan, wordt het doen van een afzonderlijk bevel niet vereischt.

Bij het bevel of de beteekening moet hij, die executeeren laat, tot aan het uiteinde van de executie woonplaats hebben of kiezen te Paramaribo, op straffe van nietigheid van het exploit.

Aan deze woonplaats worden alle beteekeningen gedaan, zelfs van werkelijk aanbod, van verzet en van hooger beroep.

314. Bij niet-voldoening aan het bevel mag het beslag worden gelegd. Het beslag geschiedt bij exploit van den deurwaarder, die houder is van het stuk, dat ten uitvoer moet worden gelegd.

Uit dat exploit moet blijken, dat het bevel om te voldoen aan hetgeen, waarvoor het beslag gelegd wordt, herhaald is.

De deurwaarder moet worden bijgestaan door twee getuigen, wier namen, beroep en woonplaats hij in het proces-verbaal vermelden moet; deze getuigen moeten het oorspronkelijk stuk en de afschriften mede onderteekenen.

315. Dit beslag mag slechts worden gelegd voor eene bepaalde schuld of vordering. Indien deze niet is vereffend, worden alle verdere vervolgingen gestaakt, totdat de vereffening is geschied.

316. Indien de persoon, tegen wien het beslag gelegd wordt, niet onmiddellijk betaalt of voldoet aan hetgeen, waarvoor de inbeslagneming is gedaan, met de kosten, is de deurwaarder bevoegd om voorloopig, hetzij in het huis, hetzij aan de deur van den gearresteerde, bewaarders te stellen, ten einde verduistering van goederen te beletten.

317. De deurwaarder gaat dadelijk of uiterlijk op den volgenden dag over tot de meer bijzondere aanduiding van de goederen, welke hij in beslag neemt, en beschrijft ze nauwkeurig in de daarvan door hem vervaardigde akte of proces-verbaal, met opgave van hun getal, gewicht en maat, overeenkomstig hun aard; de partij, die de inbeslagneming laat doen, mag bij het in beslag nemen niet tegenwoordig zijn.

Bijaldien de deuren gesloten zijn of de opening daarvan geweigerd wordt, gelijk mede bijaldien geweigerd wordt, eenige kamer of stuk huisraad te openen, en ook indien, bij afwezigheid van den persoon, tegen wien het beslag geschiedt, er niemand gevonden wordt om hem te vertegenwoordigen, moet de deurwaarder zich vervoegen bij den kantonrechter, in wiens tegenwoordigheid de opening van de deuren en van het huisraad wordt verricht. Van de tegenwoordigheid van dezen ambtenaar en van hetgeen in zijn bijzijn, uit kracht van deze alinea en van de

volgende drie artikelen is verricht, wordt melding gemaakt in het proces-verbaal van beslag. De kantonrechter onderteekent het proces-verbaal nadat het afgesloten is.

318. Indien er redelijk vermoeden bestaat, dat in beslag te nemen goederen zich bevinden op eene van een derde gehuurde of op andere wijze in gebruik bekomen plaats, zoodanig dat voor den toegang de medewerking van den derde noodig blijft, handelt de deurwaarder, in geval van weigering van dengene, tegen wien het beslag geschiedt, of van den derde om de deuren, welke tot de plaats toegang geven, te openen, zooals in het tweede lid van het vorig artikel is bepaald. Met weigering staat gelijk afwezigheid na behoorlijke sommatie om persoonlijk of bij gemachtigde te verschijnen om de deuren te openen. De deurwaarder is bevoegd om inmiddels door het stellen van een bewaarder te beletten, dat van de plaats iets wordt weggenomen.

De derde is gehouden den deurwaarder op vertoon van den titel, uit krachte waarvan het beslag wordt gelegd, aanwijzing te doen van de verhuurde of op andere wijze in gebruik gegeven ruimte.

Hij, die van het verhuren of op andere wijze in gebruik geven, als bedoeld in de vorige leden, een bedrijf maakt, is verplicht desgewenscht den deurwaarder inzage te geven van het register of de stukken, waarin de gebruikers zijn vermeld.

Van het oogenblik, dat de deurwaarder zich tot den derde heeft gewend om tot de inbeslagneming ingevolge dit artikel te komen, mag deze dengeen, tegen wien het beslag geschiedt, toegang tot de ruimte niet meer verleenen dan in tegenwoordigheid van den deurwaarder.

Bij geschil over eenige gehoudenheid van een derde behoort de deurwaarder zich, teneinde te vernemen hoe hij kan handelen, onverwijld te wenden tot den kantonrechter, onverminderd de bevoegdheid van den arrestant en van den derde eene uitspraak van den kantonrechter, al dan niet in kort geding, te vragen. De derde zin van het eerste lid vindt te dezen toepassing.

319. Indien de derde niet voldoet aan eenige hem bij het tweede, derde en vierde lid van het vorig artikel opgelegde verplichting, mag hij worden veroordeeld tot voldoening van het bedrag der vordering, waarvoor het beslag wordt gelegd, met de interesten en kosten.

De schade, welke de derde lijdt door het openbreken van deuren, wordt, indien dit niet aan hem te wijten is, hem vergoed

door den arrestant, behoudens het verhaal van dezen op dengeen, tegen wien het beslag geschiedt, indien daartoe gronden aanwezig zijn. De derde is bevoegd te verlangen, dat, alvorens tot het openbreken van deuren wordt overgegaan, zekerheid wordt gesteld voor de voldoening van de hem verschuldigde schadevergoeding.

De deurwaarder en de ambtenaar, in het tweede lid van artikel 317 genoemd, zijn tot geheimhouding verplicht nopens den inhoud van het register en de stukken, bedoeld in het derde lid van het vorig artikel; echter wat dengeen, tegen wien het beslag geschiedt, betreft, voor zoover niet anders is vereischt voor eene behoorlijke vervulling van hunne taak te dezen.

320. Indien er bij de inbeslagneming gereede penningen worden gevonden, moeten het getal en de muntstukken vermeld worden; de deurwaarder brengt ze met al het geldswaarde hebbende papier ter griffie van het kantongerecht over, tenware de beslaglegger en de geëxecuteerde benevens de opposanten, indien er die zijn, omtrent eene andere plaats van bewaring mochten zijn overeengekomen.

Indien er bij de inbeslagneming andere papieren worden gevonden, is de deurwaarder verplicht die te verzegelen.

321. Beslag op roerende goederen, uit welken hoofde ook, mag niet gedaan worden:

1°. op zaken, welke onroerend zijn door bestemming;

2°. op het noodige bed en beddegoed van de personen, tegen wie het beslag gedaan wordt, of van hunne bij hen inwonende kinderen, en op de kleederen, waarmede de eerstgenoemden en hunne kinderen gekleed en gedekt zijn;

3°. op de toerusting van personen in krijgsdienst volgens hun dienst en rang;

4°. op de gereedschappen van ambachtslieden en werklieden, tot hun persoonlijk bedrijf behoorende;

5°. op den in het huis voorhanden zijnden voorraad van spijs en drank, dienende tot de behoefte van het huisgezin gedurende eene maand.

322. Insgelijks mag beslag niet gelegd worden:

1°.op de boeken betrekkelijk tot het beroep van den persoon, tegen wien het beslag gedaan wordt, tot eene waarde van tweehonderd gulden, te zijner keuze;

2°. op de werktuigen en gereedschappen, dienende tot het geven van eenig onderwijs, of beoefening van kunsten of wetenschappen, tot eene waarde van dezelfde som en te zijner keuze;

3°. eindelijk op ééne koe, of twee varkens, of twee geiten, of vier schapen, ter keuze van dengenen, tegen wien het beslag gedaan wordt, met het benoodigd voeder voor dat vee gedurende één maand.

Echter mogen de zaken, in dit artikel opgenoemd, worden in beslag genomen:

1°. wegens levensbehoeften verstrekt aan den persoon, tegen wien het beslag gedaan is;

2°. wegens de gelden verschuldigd aan personen, die deze voorwerpen vervaardigd, hersteld of verkocht hebben;

3°. wegens huren en pachten van onroerende goederen, waarin of waarop de gemelde zaken voorhanden zijn.

323. Het proces-verbaal moet behelzen opgave van den dag en het uur, waarop de in beslag genomen goederen zullen worden verkocht.

Indien die opgave niet dadelijk kan geschieden, moet de deurwaarder zulks bij exploit nader doen en wel uiterlijk binnen zes dagen na het opmaken van voorschreven proces-verbaal.

324. De deurwaarder moet een geschikten bewaarder aanstellen.

Tot bewaarder over het goed mogen niet aangesteld worden de beslaglegger, zijne echtgenoot, zijne bloed- of aanverwanten tot den zesden graad ingesloten, noch zijne bedienden; daarentegen mogen, met toestemming van den beslaglegger, de persoon tegen wien het beslag gedaan is, zijne echtgenoot, bloed- of aanverwanten en huisgenooten, wanneer zij er in bewilligen, tot bewaarders worden aangesteld.

325. Indien beesten of werktuigen voor den landbouw of vruchten te velde of andere voortbrengselen van den landbouw, welke reeds van den grond zijn afgescheiden, zijn in beslag genomen, is de kantonrechter bevoegd om op verzoek van den beslaglegger en na verhoor of behoorlijke oproeping van den geëxcuteerde, een geschikten persoon aan te stellen, ten einde voor de bebouwing, inzameling, bewerking of bereiding zorg te dragen.

326. Het proces-verbaal wordt oogenblikkelijk op de plaats zelve opgemaakt; het wordt op het oorspronkelijke en op het afschrift door den bewaarder geteekend. Ingeval hij niet teekenen kan, wordt daarvan melding gemaakt. Afschrift van het proces-verbaal wordt hem gelaten.

Het proces-verbaal van inbeslagneming wordt beteekend aan den persoon, tegen wien het beslag gedaan is, of te zijner woonplaats. Bijaldien deze niet tegenwoordig is, wordt de beteekening gedaan aan den griffier van het kantongerecht.

327. De bewaarder mag de in beslag genomen goederen niet gebruiken, verhuren of uitleenen, op straffe van gemis van zijn bewaarloon en vergoeding van schade en interesten, tot betaling van welke hij bij lijfsdwang kan worden genoodzaakt.

328. Indien de in beslag genomen goederen eenige voordeelen of inkomsten voortgebracht hebben, is hij op dezelfde wijze als bij het vorig artikel is omschreven tot verantwoording verplicht.

329. Hij die eigenaar beweert te zijn van de in beslag genomen goederen of van een gedeelte daarvan, is bevoegd om zich tegen den verkoop te verzetten door een verzoekschrift te richten aan den kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied het beslag gelegd is.

De rechter doet alle partijen oproepen en beslist zoo spoedig mogelijk.

De eischer, die in het ongelijk gesteld wordt, wordt, bijaldien daartoe redenen zijn, veroordeeld tot vergoeding van schade en interesten aan den beslaglegger.

330. De schuldeischers van dengeen, wiens goederen zijn in beslag genomen, mogen uit welken hoofde ook, zelfs niet uit hoofde van verschuldigde huur, eenige andere oppositie doen dan tegen de afgifte van de kooppenningen. Die oppositie moet worden gedaan vóór den verkoop en moet behelzen de gronden waarop zij berust, het beloop van de som waarvoor zij wordt gedaan, of, indien dat beloop niet is uitgemaakt of vereffend, het bedrag waarop de opposant haar schat.

Die oppositie moet beteekend worden aan den beslaglegger en aan den met den verkoop belasten deurwaarder, met keuze van woonplaats in het district, waarin het beslag gelegd is of wel te Paramaribo; alles op straffe van nietigheid der oppositie en vergoeding van schade en interesten tegen den deurwaarder, zoo daartoe termen zijn.

Oppositiën, welke na den verkoop zijn beteekend, zijn nietig en van onwaarde en worden bij de verdeeling niet in aanmerking genomen.

331. De opposant mag zijne vordering slechts instellen tegen de partij, welker goederen zijn in beslag genomen, en verkrijgt tegen haar vonnis; tegen den opposant mag niet anders worden geprocedeerd dan bij het onderzoek naar de wettigheid van zijne oppositie ter gelegenheid van de verdeeling van de penningen.

332. Indien een deurwaarder, die beslag wil leggen, bevindt, dat de goederen reeds in beslag zijn genomen, is hij niet bevoegd om andermaal beslag te leggen; hij mag echter de in beslag genomen goederen met het proces-verbaal vergelijken, hetwelk hem te dien einde door den bewaarder moet worden vertoond. Hij mag alsdan nog beslag leggen op de goederen, welke niet in het proces-verbaal zijn begrepen en aan den eersten beslaglegger bevel doen om alles gezamenlijk te verkoopen binnen den termijn bij artikel 335 bepaald; het proces-verbaal van vergelijking geldt als oppositie tegen de afgifte van de kooppenningen.

333. Indien de beslaglegger in gebreke blijft om binnen den bij artikel 335 vermelden termijn den verkoop tot stand te brengen, is ieder opposant, die een executorialen titel heeft, bevoegd om over te gaan tot de vergelijking van de in beslag genomen goederen op het afschrift van het proces-verbaal van inbeslagneming, hetwelk de bewaarder gehouden is aan hem te vertoonen, mitsgaders tot de aanvulling met de voorwerpen, welke bij de vroegere inbeslagneming niet zijn opgeschreven, en dadelijk daarna tot den verkoop van de goederen; alles na het doen van een bevel bij exploit aan den beslaglegger, doch zonder dat er een eisch tot subrogatie gevorderd wordt.

334. Indien de beslaglegger het beslag opheft, of indien het te zijnen aanzien, uit welken hoofde ook, buiten het geval van nietigheid in den vorm, wordt opgeheven, blijft het beslag stand houden ten aanzien van elken opposant, die een executorialen titel heeft; zoodanig opposant heeft dan de in het vorig artikel omschreven bevoegdheid.

Het recht van alle overige opposanten op de uitdeeling van de kooppenningen blijft wijders in de gevallen bij dit en het vorig artikel uitgedrukt, onverkort.

335. De verkoop van de in beslag genomen goederen mag niet plaats hebben dan na verloop van tien dagen en moet geschieden binnen dertig dagen, gerekend van den dag van inbeslagneming; in beide gevallen op straffe van vergoeding van kosten, schade en interesten.

Deze termijn mag verkort of verlengd worden bij onderlinge toestemming van partijen en opposanten, indien er zoodanige zijn, of ook door een bevel van den kantonrechter.

336. De verkoop moet in het openbaar gehouden worden op de plaats van de inbeslagneming zelve, tenzij de partijen en de opposanten onderling anders mochten overeenkomen of de kantonrechter ten verzoeke van de eene of andere derzelve, en indien de omstandigheden zulks vorderen, eene andere meer geschikte plaats mocht bepalen.

Ter plaatse van den verkoop worden biljetten aangeslagen, houdende aanduiding van de plaats, den dag en het uur van den verkoop, mitsgaders van den aard der voorwerpen, doch zonder bepaalde stuksgewijze beschrijving daarvan.

De biljetten worden bovendien aangeslagen aan het huis van den geëxecuteerde.

Het aanslaan van de biljetten moet geschieden na het sluiten van het proces-verbaal of na het exploit in het tweede lid van artikel 323 vermeld, en zulks ten minste vier dagen vóór den verkoop; tenware de kantonrechter dien termijn mocht hebben verkort.

337. De verkoop wordt, tenzij het bedrag van de in beslag genomen goederen blijkbaar minder dan vierhonderd gulden bedraagt, daarenboven, zoo mogelijk, bekend gemaakt in een nieuwsblad van de plaats, waar de verkooping zal geschieden.

De verkoop wordt ter plaatse, waar hij geschieden moet, afgekondigd volgens plaatselijk gebruik bij vrijwilligen verkoop.

De deurwaarder houdt aan den voet van zijn proces-verbaal van beslag aanteekening van den gedanen aanslag van de biljetten en van de bekendmaking in een nieuwsblad, indien deze heeft plaats gehad.

338. Zilver of goud mag slechts verkocht worden, indien het gehalte en het gewicht daarvan zooveel doenlijk zijn opgegeven.

339. De verkoop wordt gehouden bij opbod en de toewijzing geschiedt aan den meestbiedende en tegen gereede betaling.

De deurwaarder is bevoegd te vorderen, dat elke bieder hem de geboden koopsom ter hand stelt; hij mag deze som onder zich houden totdat het voorwerp is toegewezen.

Stelt een bieder na de in het vorig lid bedoelde vordering de geboden koopsom aan den deurwaarder niet ter hand, dan wordt zijn bod niet aangenomen en wordt die persoon gedurende de geheele verkooping niet meer als bieder toegelaten.

Indien de deurwaarder gebruik heeft gemaakt van de hem bij het tweede lid toegekende bevoegdheid en er, nadat een bieder in gebreke is gebleven de geboden koopsom aan den deurwaarder ter hand te stellen, een hooger bod niet wordt verkregen, dan blijft de hoogste bieder, wiens bod is aangenomen, daaraan gehouden en wordt hem het goed toegewezen.

Bij gebreke van betaling wordt het goed terstond weder verkocht ten laste van hem, aan wien het toegewezen is.

340. Indien de waarde van de in beslag genomen goederen het beloop van hetgeen, waarvoor de inbeslagneming geschied is en waarvoor oppositiën gedaan zijn, te boven gaat, gaat men niet verder dan tot verkoop van hetgeen genoegzaam is om het voor de betaling van de schulden en kosten noodige bedrag op te brengen.

Te dien einde is de schuldenaar, tegen wien het beslag gedaan is, bevoegd om de orde te regelen, volgens welke de goederen zullen worden geveild.

341. Indien onder de in beslag genomen goederen worden gevonden inschulden, waarvan bij titels of bescheiden blijkt, mag tot verkoop van zoodanige inschulden worden overgegaan, evenals ten aanzien van andere roerende goederen is bepaald, of wel, voor zooverre die inschulden opeischbaar zijn, bij beslag onder derden worden geprocedeerd, op de wijze als bij de volgende afdeeling is bepaald.

Dit beslag wordt in allen gevalle mede beteekend aan den derden schuldenaar, met verbod van betaling aan den geexecuteerde, op straffe van onwaarde van de gedane betaling.

342. Ingeval van verkoop van inschulden moeten de titels op de biljetten worden omschreven met opgave van het bedrag der inschulden, van de namen der schuldenaars, van den aard van de titels, van de renten welke daarbij mochten zijn bepaald, en van al hetgeen verder dienstig is om hunne waarde te doen kennen.

343. De deurwaarder is verantwoordelijk voor den koopschat; hij moet in zijne processen-verbaal de namen en woonplaatsen van de koopers opteekenen.

Hij is insgelijks verplicht om den koopschat ter griffie van het kantongerecht over te brengen, tenware de partijen omtrent eene andere plaats van bewaring mochten zijn overeengekomen.

Hij mag in de veilconditiën niet stellen, dat de koopers een zeker gedeelte boven den koopschat moeten betalen, hetzij onder den naam van kosten of anderszins.

Hij mag niets ontvangen boven den prijs, waarvoor het goed verkocht is.

Tweede Afdeeling.

Van executoriaal beslag onder derden.

344. Het beslag op inschulden, welke de geëxecuteerde van derden te vorderen heeft, of op goederen van hem, welke onder derden berusten, moet, behalve de gewone vereischten van exploiten, inhouden de keuze van woonplaats ter plaatse, waar die derde woont, of wel te Paramaribo, met bevel om het beslagene onder zich te houden, op straffe van onwaarde van de gedane betaling of afgifte.

Met een afschrift van het exploit wordt aan den derden beslagene afgegeven afschrift van het vonnis of van den executorialen titel, waarvan de tenuitvoerlegging geschiedt.

Binnen acht dagen na deze beteekening moet het beslag, op straffe van nietigheid, ook aan den geëxecuteerde worden beteekend.

345. Binnen acht dagen na de beteekening aan den geëxecuteerde is deze, indien hij meent daartoe gronden te hebben, bevoegd om tegen het beslag bij verzoekschrift aan den kantonrechter, in wiens rechtsgebied de woonplaats van den geëxecuteerde gelegen is, in verzet te komen.

Indien de geëxecuteerde in een ander district dan de derde beslagene woont, worden de termijnen, bij dit en bij het vorig artikel bedoeld, geregeld door de bepalingen van artikel 9.

De kantonrechter doet partijen voor de terechtzitting oproepen.

346. Indien het verzet van den geëxecuteerde bevonden wordt gegrond te zijn en hij dienvolgens opheffing van het beslag bekomt, wordt de beslaglegger, indien daartoe gronden zijn, ver-

oordeeld tot vergoeding van kosten, schaden en interesten ten behoeve van den geëxecuteerde.

347. Indien de geëxecuteerde het verzet in artikel 345 vermeld, niet heeft gedaan, of indien het, gedaan zijnde, is afgewezen, wordt de derde beslagene, indien hij niet tegenwoordig is geweest bij de uitspraak, met aanzegging van het afwijzend vonnis, opgeroepen om verklaring te doen op dezelfde wijze en met dezelfde gevolgen, als bij de artikelen 604 en volgende is bepaald.

DERDE AFDEELING.

Van executoriaal beslag onder derden in zaken betreffende onderhoud.

348. Het beslag tot verhaal van eene uitkeering tot onderhoud, krachtens het eerste Boek van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname verschuldigd, daaronder begrepen het verschuldigde voor onderhoud en opvoeding van een minderjarige en de in artikel 342*f* van genoemd wetboek bedoelde vergoeding, op loon of andere periodieke uitkeeringen, welke de geëxecuteerde van een derde te vorderen mocht hebben, wordt gelegd en vervolgd op de wijze en met de gevolgen in de vorige afdeeling bepaald, voor zoover daarvan in deze afdeeling niet is afgeweken.

349. De bepalingen van bijzondere algemeene verordeningen, krachtens welke schuldeischers niet of alleen binnen de daarin aangegeven grenzen of op de daarin bepaalde wijze ten aanzien van loon èn andere periodieke uitkeeringen rechten kunnen doen gelden, blijven te dezen buiten werking.

350. De geëxecuteerde is te allen tijde bevoegd om op de wijze en met de gevolgen, bedoeld in de artikelen 345 en 346, verzet in te stellen op grond dat de beslissing over de uitkeering inmiddels is gewijzigd of ingetrokken of dat het recht op uitkeering niet langer bestaat.

351. Van den dag van het beslag af is de derde beslagene verplicht om, zoolang de executant dit verlangt, naar gelang hij loon of andere periodieke uitkeeringen aan den geëxecuteerde verschuldigd is, het door den executant aangegeven achterstallig bedrag en de termijnen van de uitkeering, tot welker verhaal het beslag is gelegd, aan den executant te betalen, tenzij onder

hem beslag gelegd mocht worden wegens inschulden van hoogeren of gelijken rang.

In het geval, bedoeld bij het slot van het vorig lid, mag de derde beslagene worden opgeroepen om verklaring te doen, gelijk voorzien in artikel 604.

Verzet tegen het beslag door den geëxecuteerde schorst de verplichting tot betaling, behoudens de bevoegdheid van den kantonrechter om in kort geding de voorloopige voortzetting van de betaling te bevelen.

De derde beslagene is rechtsgeldig gekweten, indien hij te goeder trouw aan den executant heeft betaald.

352. De executant is bevoegd den derde beslagene, die in gebreke blijft aan zijne verplichting ingevolge het voorgaand artikel te voldoen voor den rechter op te roepen.

353. Indien de voogdijraad executant is, kan hij dit beslag leggen hetzij op de gewone wijze, hetzij door van het vonnis of de beschikking in afschrift mededeeling te doen aan den derde beslagene. In het laatste geval zendt deze die schriftelijke kennisgeving voor ,,gezien'' geteekend aan den voogdijraad terug. Eerst door deze terugzending is het beslag voltooid.

De voogdijraad mag beslag leggen op den dag, volgende op dien waarop de uitkeering moet geschieden, zonder voorafgaande beteekening of bevel tot betaling en zonder overlegging van eene verklaring des griffiers, als bedoeld in de artikelen 87 en 307.

Toezending door den executant van een afschrift van de kennisgeving bij aangeteekenden brief aan den geëxecuteerde binnen zeven dagen na den dag, waarop de executant die kennisgeving, voor ,,gezien'' geteekend, van den derde beslagene heeft terugontvangen, geldt als de beteekening, bij het derde lid van artikel 344 voorgeschreven.

Vierde Afdeeling.

Van de verdeeling van de opbrengst der executie.

354. Indien verzet niet heeft plaats gehad, wordt aan den beslaglegger, na aftrek van de kosten van executie, de som betaald, welke hem verschuldigd is, tot ten hoogste het bedrag van de opbrengst der executie.

Indien er overschot is, wordt dit aan den geëxecuteerde verantwoord.

355. Indien binnen acht dagen, gerekend van den afloop des verkoops, de beslaglegger, de geëxecuteerde en de opposanten zich niet hebben verstaan over de verdeeling van de opbrengst, is de meest gereede partij bevoegd om, onder opgave van de namen en woonplaatsen van alle overige belanghebbenden, aan den kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied de verkoop is geschied, te verzoeken om de verdeeling te doen plaats hebben.

356. De kantonrechter doet het gedane verzoek aanzeggen aan de in het verzoekschrift genoemde belanghebbenden met opdracht aan de opposanten om binnen veertien dagen, op straffe van in de verdeeling niet te worden begrepen, ter griffie van het kantongerecht over te leggen de titels, waarop hunne vordering berust, met opgave tevens of zij als bevoorrechte schuldeischers meenen te moeten worden gerangschikt.

Van de overlegging, naar gelang zij geschiedt, laat de kantonrechter aanteekening houden in het proces-verbaal, dat hij van de verdeeling doet opmaken.

357. Na verloop van de veertien dagen, bij het voorgaand artikel bepaald, maakt de kantonrechter naar aanleiding van de overgelegde stukken, een staat van verdeeling op.

358. De kantonrechter legt dezen staat ter griffie van het kantongerecht neder ter inzage van alle belanghebbenden, van welke nederlegging de griffier hun kennis geeft met vermelding van de dagen en uren waarop zij zich bij den rechter behooren te vervoegen tot het voorstellen van hun wederspraak.

359. Indien binnen den tijd van veertien dagen na de in het vorig artikel vermelde kennisgeving wederspraak niet is gedaan, sluit de kantonrechter zijn proces-verbaal en gelast bij bevelschrift aan den houder van de penningen de uitbetaling aan de schuldeischers van hetgeen hun, volgens den staat, toekomt.

Deze bevelschriften worden uitgegeven in den vorm bij artikel 305 bepaald.

360. Ingeval van wederspraak verwijst de kantonrechter dengene, die zich bezwaard acht, naar de door hem daartoe aangewezen terechtzitting.

Deze dagbepaling doet de kantonrechter aan de belanghebbenden aanzeggen met vermelding van het uur, waarop hij de wederspraak zal behandelen.

Ten dienenden dage hoort de rechter de verschenen partijen in hare belangen en beslist hij in het gerezen geschil.

361. Van deze beslissing is hooger beroep uiterlijk binnen veertien dagen toegelaten.

Het geding in hooger beroep mag niet tusschen anderen worden gevoerd, dan die bij de wederspraak partijen zijn geweest.

362. Na de ontvangst van de grosse van het vonnis in beroep sluit de kantonrechter zijn proces-verbaal en gelast de uitgifte van het bevelschrift tot betaling, overeenkomstig artikel 359.

363. Na het sluiten van het proces-verbaal van verdeeling hebben de belanghebbenden onderling geen recht meer tot de interesten van hetgeen aan hen is aanbedeeld.

DERDE TITEL.

VAN GERECHTELIJKE UITWINNING VAN ONROERENDE GOEDEREN.

Eerste Afdeeling.

Algemeene bepalingen.

364. De schuldeischer, van een vonnis of anderen executorialen titel voorzien, is bevoegd om de onteigening bij executie te vorderen:

1°. van onroerende goederen, welke in den handel zijn, met derzelver toebehooren, voor zooverre deze laatste als onroerend goed worden beschouwd;

2°. van het vruchtgebruik van deze goederen en hun toebehooren;

3°. van de rechten van opstal en erfpacht;

4°. van de grondrenten, hetzij in geld, hetzij in natura verschuldigd.

365. Niettemin mogen de personeele schuldeischers van een mede-erfgenaam in de onroerende goederen van eene nalatenschap diens aandeel daarin niet te koop aanslaan, voordat de boedel door verdeeling gescheiden is; alleen deze scheiding mogen zij, zulks geraden oordeelende, vorderen.

366. Indien een met hypotheek bezwaard goed aan een derde is overgegaan, executeert de hypothecaire schuldeischer het goed tegen den derden bezitter, behoudens zijne verplichting tot het doen van een bevel aan den schuldenaar, overeenkomstig het bepaalde bij de artikelen 1226 en 1227 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname.

367. De schuldeischer mag met den verkoop van onroerende goederen, die aan hem niet verhypothekeerd zijn, niet voortgaan, dan ingeval de opbrengst van de aan hem verhypothekeerde goederen ontoereikend is.

368. De verkoop geschiedt voor den kantonrechter van de plaats waar het goed gelegen is.

369. De verkoop van onroerende goederen, op onderscheiden eilanden gelegen, kan slechts geschieden van het eene goed na het andere.

370. Indien de aan den schuldeischer verhypothekeerde goederen en niet aan hem verhypothekeerde goederen een gedeelte van eene en dezelfde bebouwing uitmaken, wordt de verkoop van beide tegelijk vervolgd, indien de schuldenaar zich daartegen niet verzet; de rechter berekent den prijs volgens den regel van artikel 1248 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname.

371. Indien de schuldenaar door authentieke huurcedullen of door onderhandsche huurcedullen, welke eene zekere dagteekening bekomen hebben vóór de inbeslagneming, bewijst, dat de zuivere en vrije inkomsten van zijne onroerende goederen, gedurende één jaar, tot betaling van de verschuldigde hoofdsom, interesten en kosten voldoende zijn, en indien hij aanbiedt deze aan den schuldeischer bij delegatie over te dragen, is de rechter bevoegd om de gerechtelijke vervolging te schorsen; hij mag haar hervatten indien er eenig belet of belemmering in de betaling opkomt.

De rechter staat deze schorsing echter niet toe, indien daardoor aan den schuldeischer een merkelijk nadeel zou worden toegebracht.

372. De gedwongen verkoop van onroerende goederen mag alleen vervolgd worden voor eene bepaalde en vereffende schuld of vordering.

Indien de schuld of de vordering betrekkelijk is tot zaken, welker geldelijk beloop of waarde nog niet is bepaald, is de gerechtelijke vervolging van waarde, maar de verkoop kan eerst na de vereffening geschieden.

373. Hij die bij overdracht eigenaar geworden is van een titel of bewijs van schuld, kracht van executie hebbende, is niet bevoegd om tot de uitwinning van vaste goederen over te gaan,

dan nadat van de overdracht aan den schuldenaar bij insinuatie kennis gegeven is.

374. De gerechtelijke vervolging mag niet vernietigd worden op grond dat de schuldeischer haar begonnen heeft voor eene grootere som, dan hij te vorderen had.

Tweede Afdeeling.

Van het in beslag nemen van onroerende goederen.

375. Het beslag op onroerende goederen moet worden voorafgegaan door een bevel, bij exploit van een deurwaarder aan den schuldenaar gedaan, om binnen twee dagen aan het vonnis of de akte te voldoen, met vermelding van den titel, uit kracht waarvan de vervolging plaats heeft; het moet inhouden de keus van woonplaats ter plaatse waar de rechter, die van de zaak moet kennis nemen, zitting heeft, of wel te Paramaribo en moet uitdrukken, dat bij gebreke van voldoening zal worden overgegaan tot het in beslag nemen van de onroerende goederen van den schuldenaar.

Indien bij het beteekenen van het vonnis of van de akte tevens het voorschreven bevel is gedaan, wordt het doen van een afzonderlijk bevel niet vereischt.

376. Indien de schuldeischer een jaar na het bevel laat verloopen, alvorens beslag te leggen, moet hij het bevel hernieuwen.

377. Na verloop van voorschreven termijn van twee dagen wordt het beslag gelegd bij een proces-verbaal van den deurwaarder, hetwelk moet inhouden:

1°. de vermelding, dat de deurwaarder zich op of in het goed begeven heeft, en de vermelding van namen en woonplaatsen van den inbeslagnemer en van den schuldenaar;

2°. de vermelding van den titel, uit kracht van welken de vervolging plaats heeft;

3°. den aard van de in beslag genomen onroerende goederen, hunne ligging en, indien het landelijke eigendommen zijn, hunne grootte zooveel mogelijk;

4°. de keuze van woonplaats te Paramaribo of ter plaatse waar het onroerend goed gelegen is.

378. Afschrift van het proces-verbaal van inbeslagneming wordt gelaten aan dengene, tegen wien het beslag gedaan is.

Het proces-verbaal tot het leggen van beslag moet overgeschreven worden in de registers van den bewaarder der hypotheken, met aanteekening van het uur, van den dag, de maand en het jaar, waarin die overschrijving is gevraagd.

De bewaarder der hypotheken maakt van dit uur, dien dag, die maand en dat jaar, ook melding op het oorspronkelijke stuk, hetwelk hem daartoe moet worden aangeboden.

Gerekend van den dag van die overschrijving, is de partij, tegen welke het beslag gedaan is, niet meer bevoegd om de in beslag genomen onroerende goederen te vervreemden, te verhypothekeeren of te verhuren; overeenkomsten, in strijd met dat verbod aangegaan, mogen tegen den inbeslagnemer niet worden ingeroepen. De huurovereenkomsten, vóór dien dag aangegaan, zijn van kracht, indien zij niet zijn gemaakt om de rechten van den schuldeischer te verkorten.

De door artikel 670 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname gevorderde overschrijving van vroeger opgemaakte akten of de inschrijving van vroeger verleende hypotheken, na den dag van de overschrijving van het proces-verbaal der inbeslagneming, brengt aan de rechten van den inbeslagnemer geen nadeel toe.

379. Gedurende de inbeslagneming blijft de partij, tegen welke deze gedaan is, als gerechtelijk bewaarder in het bezit van de in beslag genomen en niet verhuurde of verpachte goederen.

Hij mag niet door houthakken of op andere wijze eenige vermindering van waarde van het goed veroorzaken, op straffe van vergoeding van schade en interesten, verhaalbaar zelfs bij lijfsdwang.

De kantonrechter is echter bevoegd om op het met redenen omkleed verzoek van een of meer schuldeischers, een anderen bewaarder te benoemen, wiens werkzaamheden eindigen op den dag van de overschrijving van het vonnis van toewijzing.

380. De vruchten, welke na de overschrijving van de inbeslagneming ingezameld zijn of in staat zijn om ingezameld te worden, worden voor onroerend goed gehouden en de schuldeischers mogen de tak- en wortelvaste te velde staande vruchten en gewassen inzamelen of doen inzamelen en verkoopen; de nog niet betaalde huur- en pachtpenningen zijn van rechtswege in het beslag begrepen en worden, na de aanzegging bij deurwaardersexploit aan den huurder of pachter, betaald aan den

schuldeischer, opdat zij met de opbrengst van het vaste goed, naar den rang der schulvorderingen, worden verdeeld.

381. Ingeval van het beding, bij artikel 1207 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname vermeld, doet de beslaglegger het door hem gedaan beslag, uiterlijk binnen vier dagen na de overschrijving in artikel 378 vermeld, aan den schuldeischer, die dit beding gemaakt heeft, aan de door dezen blijkens de registers der hypotheken gekozen woonplaats beteekenen; hij laat daarvan aanteekening houden ter griffie van het kantongerecht ter plaatse waar het beslag is gelegd.

382. Indien deze, krachtens het voormelde artikel 1207, uit hoofde van niet-voldoening door den schuldenaar aan de jegens hem aangegane verplichtingen, bevoegd is om het verbonden perceel te doen verkoopen en hij van dit recht wil gebruik maken, geschiedt de verkoop op de wijze, bij bovengemeld artikel van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname bepaald.

Hij is echter gehouden om, behalve de formaliteiten bij dat artikel voorgeschreven, den dag van den verkoop ten minste dertig dagen vóór de toewijzing aan den beslaglegger te doen beteekenen, tenware met den verkoop reeds vóór de inbeslagneming een aanvang was gemaakt.

383. Hij is verder gehouden om de opbrengst van het verkochte voorwerp, na aftrek van het aan hem verschuldigde ter zake van de vordering, waarvoor hij zijn recht uitoefent, met de interesten en kosten ter griffie van het kantongerecht, onder welks rechtsgebied het beslag gelegd is, over te brengen en daarvan aan den beslaglegger binnen vier dagen kennis te geven aan de door dezen gekozen woonplaats.

384. Indien de schuldeischer bevoegd en geneigd is om van dit aan hem toegekende recht gebruik te maken, is hij verplicht zulks binnen veertien dagen na de beteekening van het beslag met opgave van den termijn binnen welken hij tot den verkoop wenscht over te gaan, kenbaar te maken aan den beslaglegger, die bij gebreke van dien bevoegd is om met de executie voort te gaan.

385. Indien deze termijn te lang mocht zijn gesteld of wel indien de schuldeischer in gebreke blijft, om binnen denzelven tot den verkoop over te gaan, is de beslaglegger bevoegd om hem voor den kantonrechter op te roepen, opdat deze een termijn

bepale, binnen welken de schuldeischer tot den verkoop moet overgaan; na verloop van dien termijn is de schuldeischer, bij gebreke van dit te doen, van zijn recht daartoe verstoken en is de beslaglegger bevoegd om met de executie voort te gaan.

386. Bijaldien meer schuldeischers den verkoop eischen van dezelfde goederen, heeft de toeschatting plaats op de vervolging van diengeen, die het eerst het proces-verbaal van beslag, overeenkomstig het bepaalde bij artikel 378, heeft doen overschrijven; de andere beslagleggers zijn verplicht om met hunne vervolging op te houden.

De kantonrechter mag echter, bij wege van indeplaatsstelling, de voorkeur geven aan een schuldeischer, die het beslag later gelegd heeft:

1°. bijaldien er plaats heeft arglist van den schuldeischer, die het eerste beslag heeft gelegd, of samenspanning van dezen met de partij, tegen welke het beslag gedaan is;

2°. bijaldien de eerste beslaglegger verwaarloost het in acht nemen van eenige formaliteit of de voorgeschreven termijnen heeft laten verloopen, zonder daden te doen van vervolging.

In het eerste geval is de rechter bevoegd om den schuldeischer, uit hoofde van arglist of samenspanning, tot schadevergoeding te veroordeelen.

Dit tusschenopkomend geschil moet bij verzoekschrift bij denzelfden rechter worden aangebracht.

Tegen het daarop gewezen vonnis is hooger beroep niet toegelaten.

Degene, in wiens plaats bij dat vonnis een ander is gesteld, is verplicht om de stukken aan laatstgemelden tegen ontvangbewijs over te geven; hem worden zijne wettiglijk gemaakte kosten niet betaald dan na de toewijzing van den verkoop.

387. Ten minste veertig dagen na de overschrijving van het proces-verbaal van beslag wordt openlijk bij aanslag-biljetten bekend gemaakt, dat de verkoop van de in beslag genomen goederen aan den meestbiedende of hoogst afmijnende zal plaats hebben.

388. De aanslag-biljetten moeten inhouden:

1°. de plaats, den dag en het uur, waarop de verkoop en de toewijzing zullen plaats hebben, zooals de kantonrechter deze op verzoek van den beslaglegger schriftelijk heeft bepaald;

2°. den aard van de te verkoopen goederen, hunne ligging en omschrijving, en, indien het landelijke goederen zijn, zooveel mogelijk hunne grootte;

3°. de begrooting van de opkomsten en het bedrag van de huren, zoo dit bekend is;

4°. de vermelding van de namen en de woonplaatsen van den beslaglegger en van den persoon, tegen wien het beslag gedaan is;

5°. de lasten, waarmede het vaste goed ten dage van de overschrijving van het proces-verbaal van beslag mocht zijn bezwaard;

6°. den inzet, welken de beslaglegger gehouden is te doen en welke in de plaats treedt van het eerste bod.

389. De beslaglegger moet zich door den bewaarder der hypotheken doen afgeven een extract van al de bestaande inschrijvingen op de in beslag genomen goederen op het tijdstip van de overschrijving van het beslag; hij is verplicht om dit neder te leggen ter griffie van het kantongerecht.

Een exemplaar van het aanslagbiljet moet worden beteekend aan den persoon, tegen wien het beslag gedaan is, en aan ieder ingeschreven schuldeischer, ter gekozen woonplaats, in zijne inschrijving vervat.

De beslaglegger is verplicht om ook de veilconditiën ten minste dertig dagen vóór den verkoop ter griffie neder te leggen.

390. De aanslag of aanplakking van de afkondigingen geschiedt:

1°. buiten aan het huis van den schuldenaar en aan de in beslag genomen gebouwen, zoo die er zijn;

2°. op plaatsen, welke bestemd zijn tot openbare aanplakking ter plaatse, waar de goederen gelegen zijn;

3°. aan het gebouw en in de gehoorzaal van het kantongerecht.

Ter griffie van het kantongerecht wordt een exemplaar overgelegd, om te dienen bij de toewijzing.

391. Van het aanslaan van de biljetten moet blijken bij eene akte, waaraan een exemplaar van het biljet vastgehecht is. Bij deze akte verklaart de deurwaarder, dat de aanplakking geschied

is op de plaatsen in het vorig artikel voorgeschreven, zonder dat die plaatsen één voor één behoeven te worden opgenoemd.

392. Alle geschillen over de veilconditiën moeten op straffe van verval, binnen acht dagen, nadat deze ter griffie zijn nedergelegd, bij verzoekschrift aanhangig worden gemaakt. Hooger beroep tegen de beslissing van den kantonrechter is niet toegelaten.

393. Binnen acht dagen na de aanplakking, en, ingeval van gerezen geschil, binnen acht dagen na de beslissing, wordt, zoo mogelijk in een nieuwsblad van de plaats, waar de verkoop zal geschieden, eene bekendmaking gedaan, welke moet vermelden:

1°. de namen en de woonplaatsen van den beslaglegger en van den persoon, tegen wien het beslag gedaan is;

2°. den aard van de te verkoopen goederen, hunne ligging en, bijaldien het landelijke goederen zijn, hunne grootte zooveel mogelijk;

3°. de plaats, den dag en het uur, waar en wanneer de toewijzing zal plaats hebben, zooals de kantonrechter deze op verzoek van den beslaglegger schriftelijk heeft bepaald.

394. Ten minste dertig dagen na de aanplakking gaat de kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied de goederen gelegen zijn, over tot den verkoop en de toewijzing van de in beslag genomen goederen.

Het vonnis van verkoop en toewijzing is niet vatbaar voor hooger beroep.

395. De verkoop en toewijzing hebben op de terechtzitting plaats, de verkoop eerst bij opbod en vervolgens bij afslag.

Ten minste drie dagen vóór den aanvang van den verkoop wordt een door den kantonrechter getaxeerde staat van kosten, waarvan in artikel 398 melding wordt gemaakt, in de gehoorzaal van het kantongerecht aangeplakt.

Alvorens tot den verkoop over te gaan, leest de griffier de veilconditiën voor.

De kantonrechter bepaalt desnoods de som, waarvoor men mag opbieden en afslaan.

De opbieder is niet meer verbonden, zoodra een nieuw opbod is gedaan, al wordt dit laatste van onwaarde verklaard.

Bij den afslag wordt het goed aan den eersten afmijner toegewezen.

Indien op dezelfde som door meer dan een mocht worden gemijnd, beslist de rechter omtrent de toewijzing. Indien hij daaromtrent twijfelt, is hij bevoegd om dadelijk een vernieuwden afslag te houden.

396. De persoon, tegen wien het beslag gedaan is, mag niet de kooper zijn; de verklaring, dat het opbod of de afmijning voor hem en te zijnen voordeele gedaan is, is van onwaarde. Een ieder, die voor hem kooper mocht zijn geworden, blijft persoonlijk en onmiddellijk verantwoordelijk voor de schade en interesten, tot betaling waarvan hij, zelfs bij lijfsdwang, kan worden genoodzaakt.

Hij die kooper geworden is voor rekening van iemand, die onvermogend is, is daarvoor zelfs bij lijfsdwang, aansprakelijk en verantwoordelijk voor hem zelven en voor eigen rekening, niettegenstaande hij mocht hebben verklaard, dat hij voor een ander het opbod of de afmijning gedaan heeft.

397. De beslaglegger blijft kooper voor den inzet, indien een hooger opbod of eene hoogere afmijning niet plaats heeft.

398. De kosten van executie en van toewijzing worden bij voorrecht betaald uit den koopprijs.

Onder de kosten van executie zijn steeds begrepen de uitgaven, door den gerechtelijken bewaarder tot onderhoud van het goed gedaan.

399. Indien door den achtervolgenden verkoop en de toewijzing van meer dan één onroerend goed, in dezelfde inbeslagneming vervat, de prijs van het verkochte toereikend is, om den beslaglegger en de opposanten alsook de kosten te voldoen, is de schuldenaar bevoegd om zich te verzetten tegen den verkoop van de overige goederen, mits daartoe eisch doende op de terechtzitting.

Indien die eisch niet op de terechtzitting is gedaan, is de verkoop van waarde.

400. De eigendom van de toegewezen goederen gaat op den kooper over uit kracht van de overschrijving van het vonnis van toewijzing, waarvan aan hem de grosse niet wordt uitgereikt dan nadat hij aan den griffier het bewijs heeft geleverd van te hebben voldaan aan de voorwaarden des verkoops.

De geëxecuteerde mag tot ontruiming genoodzaakt worden op de wijze bepaald bij artikel 108.

401. Indien de kooper niet ten volle voldoet aan de voorwaarden van den verkoop, mag men te zijnen laste, op verzoek van een ieder die in de zaak belang heeft, overgaan tot herveiling en toewijzing; de bepalingen van de artikelen 387 en volgende, of, indien de verkoop op de wijze als bij artikel 409 is voorgeschreven heeft plaats gehad, die van de artikelen 412 en volgende, zijn alsdan toepasselijk.

402. Ingeval echter degene, aan wien het goed bevorens was toegewezen, bewijst, dat hij aan de voorwaarden heeft voldaan en de door den rechter tot betaling van de kosten van herveiling bepaalde som in gerechtelijke bewaring heeft gebracht, mag niet voortgegaan worden tot een nieuwen verkoop en toewijzing.

403. De in gebreke zijnde kooper is bij lijfsdwang aansprakelijk wegens het verschil tusschen den prijs, waarvoor hem het goed was toegewezen, en dien van de herveiling, zonder dat hij nochtans bevoegd is om te vorderen hetgeen de herveiling meer heeft opgebracht; dit overschot moet aan de schuldeischers, of, zoo dezen niets meer te vorderen hebben, aan dengene, tegen wien het beslag gedaan is, betaald worden.

404. Indien de formaliteiten om tot den verkoop te komen, voorgeschreven bij de vorige artikelen of bij de artikelen 412 en volgende niet in acht genomen zijn, mogen diegenen, tegen wie het beslag gedaan is, of de ingeschreven schuldeischers vorderen, dat zij vervuld worden; men is echter in deze vordering niet-ontvankelijk, zoo deze niet aanhangig gemaakt is ten minste twintig dagen vóór den voor de toewijzing bepaalden dag.
Het vonnis is niet aan hooger beroep onderworpen.

405. Indien, in het geval van het voorgaand artikel, de rechter beveelt, dat eene verzuimde formaliteit moet hersteld worden, moeten alle formaliteiten, welke daarna hebben plaats gehad, opnieuw vervuld worden; de kosten vallen ten laste van dengene, die deze heeft veroorzaakt.

406. De overschrijving van het vonnis van toewijzing geeft aan den kooper dezelfde rechten op den eigendom, als die, welke degene, tegen wien het beslag gedaan is, heeft gehad.

407. De schuldeischers van hem, wiens onroerende goederen zijn in beslag genomen, zijn tot aan de toewijzing bevoegd om verzet te doen tegen de afgifte van de kooppenningen.

Dat verzet moet, behalve de vereischten van de gewone exploiten, inhouden de gronden, waarop het berust, en keuze van woonplaats te Paramaribo of ter plaatse, waar het beslag gelegd is, indien de opposant aldaar niet woonachtig is.

Het wordt beteekend aan den beslaglegger; daarvan wordt op verzoek van den opposant aanteekening gehouden ter griffie.

Alles op straffe van nietigheid.

408. De bepaling van artikel 331 is ook ten deze toepasselijk.

409. De kantonrechter is bevoegd om, met afwijking van het bepaalde in de artikelen 394 en 395, ten verzoeke van de eerstgereede partij of van iederen ingeschreven schuldeischer te bevelen, dat de verkoop niet ter terechtzitting, maar ten overstaan van een door hem aangewezen notaris zal geschieden. De veiling moet dan plaats hebben op de wijze, als bij artikel 1239 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname is voorgeschreven, behalve dat de tegenwoordigheid van den kantonrechter niet vereischt wordt.

410. Dit verzoek mag niet vroeger dan twintig dagen na de overschrijving van het proces-verbaal van beslag worden ingediend, tenzij vóór dien tijd de hypothecaire schuldeischer die het beding van artikel 1207 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname gemaakt heeft, schriftelijk mocht hebben verklaard, van zijn recht geen gebruik te willen maken, of de eerst ingeschreven hypotheek genomen zij tot zekerheid van een der verbintenissen, bedoeld in artikel 1243 van genoemd Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname.

De verzoekende partij is gehouden om een verzoekschrift in te dienen bij den kantonrechter; deze doet de wederpartij en de overige beslagleggers oproepen ten einde daarop te worden gehoord.

Tegen de beslissing op het verzoek is eenige voorziening niet toegelaten.

411. Ingeval het verzoek wordt toegestaan, blijven de bepalingen van deze afdeeling, met uitzondering van de artikelen 387 tot en met 391, 393 tot en met 395, 397 tot en met 399 en het eerste lid van artikel 400 van toepassing, en komen de eventueel reeds vóór de indiening van het verzoek gemaakte kosten van aanplakking en bekendmaking van de gerechtelijke verkooping en die van de bekendmaking van het vervallen van die verkooping ten laste van de verzoekende partij.

Het verzoek wordt niet ingewilligd voordat die kosten, tot een door den rechter begroot bedrag, ter griffie van het kantongerecht zijn gedeponeerd.

412. De notaris, die over de verkooping staat, legt binnen veertien dagen, nadat hem van de door den rechter gedane aanwijzing is kennis gegeven, ter griffie van het kantongerecht een authentiek afschrift van de veilconditiën neder.

Hij voegt daarbij een door den bewaarder der hypotheken afgegeven staat van alle bestaande inschrijvingen op de in beslag genomen goederen op het tijdstip van de overschrijving van het beslag of wel een door dezen bewaarder afgegeven getuigschrift, dat op die goederen hypothecaire inschrijvingen niet bestaan.

413. Bij de veilconditiën worden de kosten, met uitzondering van de in artikel 411 genoemde, gebracht voor rekening van den kooper.

414. De betaling van de kooppenningen moet geschieden ter griffie van het kantongerecht.

415. Op geschillen over de veilconditiën is artikel 392 toepasselijk. De kantonrechter beslist hierover in hoogste ressort.

416. De verkooping mag niet geschieden dan na verloop van dertig dagen, nadat de veilconditiën ter griffie zijn nedergelegd en de verkooping ten minste veertien dagen te voren door aanplakking volgens plaatselijk gebruik en door aankondiging in het *Gouvernements-Advertentieblad* zal zijn bekend gemaakt.

In die bekendmaking moet worden vermeld, dat de verkooping krachtens rechterlijk bevel geschiedt.

417. De eigendom van de toegewezen goederen gaat over op den kooper door de overschrijving van een afschrift of uittreksel van het proces-verbaal van toewijzing, welk afschrift of uittreksel echter niet aan hem wordt afgegeven dan op vertoon van het door den griffier geteekend bewijs, dat de kooper de kooppenningen heeft voldaan of dat hij die, ingevolge de bepalingen van artikel 1241, derde lid, en artikel 1244 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname onder zich heeft gehouden.

418. Indien door den achtervolgenden verkoop en de toewijzing van onderscheidene in dezelfde inbeslagneming vervatte

onroerende goederen de prijs van het verkochte toereikend is om den beslaglegger en de opposanten met de kosten te voldoen, is de over den verkoop staande notaris gehouden met den verkoop van de overige goederen niet voort te gaan, tenzij de schuldenaar dien voortgang verlangt.

Derde Afdeeling.

Van opvordering van eigendom.

419. Hij, die vóór de toewijzing het geheel of een gedeelte van de in beslag genomen goederen als zijn eigendom wil opvorderen, is bevoegd om zulks te doen door zich als tusschenkomende partij in de executie te stellen.

420. De tusschenkomst geschiedt bij een verzoekschrift aan den kantonrechter; op zijn last worden opgeroepen de beslaglegger aan de bij het verbaal van inbeslagneming gekozen woonplaats, en de persoon, tegen wien het beslag gedaan is.

De titels en bewijsstukken van eigendom van den eischer bij tusschenkomst worden ter griffie overgelegd, waar partijen er inzage en afschrift van mogen nemen; het exploit van beteekening maakt melding van die overlegging.

421. Indien er eene opvordering van eigendom plaats heeft, wordt de verkoop van de teruggevorderde goederen geschorst.

422. Indien de opvordering van eigendom slechts een gedeelte van de in beslag genomen goederen betreft, is de kantonrechter bevoegd om òf over te gaan tot den verkoop van de overige goederen, òf wel de schorsing van het geheel te bevelen.

423. Ten dage dienende beslist de kantonrechter over de opvordering van eigendom. Hooger beroep van dat vonnis is nietontvankelijk na verloop van den veertienden dag na de uitspraak van het vonnis.

424. Indien de verkoop vertraagd is door eene opvordering van eigendom, mag men met den verkoop niet voortgaan, dan na vernieuwde bekendmaking en aanplakking van de biljetten, overeenkomstig artikel 388 en volgende.

Hij, die in zijne opvordering van eigendom in het ongelijk is gesteld, wordt veroordeeld in de kosten van deze nadere bekendmaking en aanplakking en daarenboven, zoo daartoe gronden zijn, tot vergoeding ook van andere kosten, schaden en interesten jegens den beslaglegger.

Vierde Afdeeling.

Van executoriaal beslag op grondrenten.

425. Behoudens de navolgende wijzigingen, moeten bij de executie op grondrenten, vermeld in artikel 782 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname dezelfde formaliteiten worden in acht genomen als bij de inbeslagneming en verkoop van andere onroerende goederen.

426. Het proces-verbaal tot het leggen van beslag op grondrenten wordt bij exploit van een deurwaarder beteekend aan den schuldenaar, en bovendien aan den rentplichtige.

427. De kantonrechter laat den rentplichtige na ontvangst van het door den executant ingediend verzoekschrift, ter terechtzitting oproepen om verklaring te doen van den aard en de hoegrootheid der verschuldigde rente.

In dat geval geschiedt die verklaring overeenkomstig de voorschriften en met de gevolgen, vermeld in de derde afdeeling van den vierden titel des derden boeks.

428. In het beslag zijn begrepen de reeds verschenen en de tot het uiteinde van de executie toe verschijnende renten.

429. Aan den verkoop gaat vooraf eene aankondiging, welke moet vermelden:

1°. de namen van den beslaglegger, van den persoon, tegen wien het beslag gedaan wordt, en van den rentplichtige;

2°. de aanduiding van het goed, waarop de rente gevestigd is;

3°. het bedrag van de rente;

4°. de hypothecaire inschrijvingen, indien er zoodanige op de grondrente genomen zijn;

5°. den inzet, welken de beslaglegger gehouden is te doen;

6°. de plaats, den dag en het uur van den verkoop, zooals de kantonrechter die op verzoek van den beslaglegger schriftelijk heeft bepaald.

430. De aankondiging moet worden aangeplakt:

1°. aan de woning van den persoon, tegen wien het beslag geschiedt;

2°. op de plaatsen daartoe bestemd, daar waar de verkoop moet plaats hebben;

3°. aan het gebouw van het kantongerecht.

Ter griffie van het kantongerecht wordt een exemplaar overgelegd, om te dienen bij de toewijzing.

431. Indien de in beslag genomen rente de som van honderd gulden te boven gaat, geschiedt eene dergelijke aankondiging, binnen acht dagen na de aanplakking, in een der nieuwsbladen, op de wijze voorgeschreven bij artikel 393.

Vijfde Afdeeling.

Over de regeling van den voorrang en de verdeeling van den koopprijs.

432. Indien de schuldeischers en de partij, tegen welke het beslag gedaan is, zich niet hebben verstaan over de verdeeling van de kooppenningen of van het in artikel 383 bedoelde overschot, is de meest gereede schuldeischer, of de kooper, of de partij, tegen welke het beslag gedaan is, bevoegd om aan den kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied de verkoop is geschied, te verzoeken, den voorrang te regelen.

Het verzoekschrift moet bevatten opgave van de namen en woonplaatsen van al de overige belanghebbenden; daarbij wordt overgelegd uittreksel van al de bestaande inschrijvingen en van de overgeschreven beslagen.

433. De kantonrechter laat het gedaan verzoek beteekenen aan de in het verzoekschrift genoemde belanghebbenden. Daarbij wordt aan de schuldeischers tevens gelast om, op straffe van in de verdeeling niet te worden begrepen, binnen eene maand na het exploit, hunne bescheiden aan den kantonrechter in te leveren, met de vordering om in de rangregeling te worden begrepen. De kantonrechter houdt van de overgelegde bescheiden en vordering aanteekening in het proces-verbaal dat hij van de verdeeling doet opmaken.

434. Na het verstrijken van den bij het vorig artikel bepaalden termijn maakt de kantonrechter, uit de overgelegde stukken, de rangregeling op en legt deze ter griffie van het kantongerecht ter inzage van alle belanghebbenden neder.

435. Van dat nederleggen laat de kantonrechter zoowel aan de geëxecuteerden als aan de schuldeischers kennis geven aan hunne bij het doen van hun eisch tot rangschikking gekozen woonplaats, met vermelding van de dagen en uren waarop zij zich bij hem kunnen vervoegen ten einde desgewenscht de op het proces-verbaal gedane plaatsing tegen te spreken.

436. Ingeval tegenspraak niet gedaan wordt, sluit de kantonrechter de rangregeling en vereffent hij de kosten, welke als bevoorrecht in rekening worden gebracht. Hij gelast de afgifte van de borderellen van plaatsing van degenen, die batig geplaatst zijn, en de doorhaling van de inschrijvingen en van de overgeschreven beslagen van de niet-batig geplaatsten.

Deze borderellen mitsgaders die, welke bij het volgend artikel worden vermeld, worden uitgegeven overeenkomstig de voorschriften van artikel 305.

437. In geval van tegenspraak verwijst de kantonrechter degenen, die zich bezwaard achten, naar de door hem bepaalde terechtzitting. Niettemin stelt hij de rangregeling vast van de inschulden, welke boven de betwiste bevoorrecht zijn, en gelast de afgifte van de borderellen van plaatsing van die schuldeischers.

438. Van de beslissing is binnen veertien dagen na de uitspraak van het vonnis hooger beroep toegelaten.

439. Veertien dagen na de beslissing over de gedane tegenspraak, en, ingeval van beroep, veertien dagen na de ontvangst ter griffie van de grosse van het vonnis in beroep, stelt de kantonrechter de orde van de schulden, waarover tegenspraak gevallen is, en van die, welke na deze moeten volgen, bepaaldelijk vast, en zulks met inachtneming van hetgeen bij artikel 436 is voorgeschreven. De interesten en renten voor de schuldeischers, die batig geplaatst zijn, worden niet verder tusschen hen onderling berekend, behoudens ieders recht tegen den schuldenaar.

440. De schuldeischers, die na de hierboven bepaalde termijnen doch vóór de sluiting van de rangregeling, stukken mochten overleggen of tegenspraak doen, zijn bevoegd om hunne te laat gedane overlegging of tegenspraak te doen gelden tegen betaling van de kosten, schade en interesten, uit die vertraging voortspruitende.

441. De bewaarder van de hypotheken is verplicht om de doorhalingen te doen op het bloote vertoon, hetzij van het bevel van den kantonrechter, hetzij van de akte van toestemming van den schuldeischer.

442. Na de betaling van de hypothecaire schulden en van de kosten wordt het overschot der kooppenningen verdeeld tusschen de personeele schuldeischers, die verzet hebben gedaan, of, zoo deze er niet zijn, aan den schuldenaar uitgekeerd; alles overeenkomstig de bepalingen van de derde afdeeling van den vorigen titel.

VIERDE TITEL.

VAN EXECUTORIAAL BESLAG OP EN VERKOOP VAN SCHEPEN.

443. Executoriaal beslag op schepen mag slechts gelegd worden krachtens een vonnis of anderen executorialen titel.

Dit beslag moet worden voorafgegaan door een vier en twintig uren bevorens beteekend bevel aan den persoon of de woonplaats van den eigenaar of boekhouder, of op de wijze bij de artikelen 2, 3, 4 en 5 voorgeschreven.

Indien er echter vrees bestaat, dat het schip spoedig naar eene andere plaats zal vertrekken, is de schuldeischer bevoegd om, na daartoe verlof te hebben bekomen van den kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied het ligt, ook zonder voorafgaand bevel, tot de inbeslagneming over te gaan.

444. Het beslag op een schip wordt aan boord er van gelegd.

De deurwaarder laat zich daarbij vergezellen door twee getuigen, wier namen, beroep en woonplaats hij in het proces-verbaal moet vermelden en die het oorspronkelijk stuk en de afschriften moeten onderteekenen.

Het proces-verbaal moet beteekend worden aan den persoon des eigenaars of boekhouders, of aan diens woonplaats.

Indien het beslag gedaan wordt voor eene op het schip bevoorrechte schuld, of wel voor eene schuld, waarvoor het schip, volgens de voorschriften van het tweede boek van het Wetboek van Koophandel, aansprakelijk is, mag het proces-verbaal van inbeslagneming aan boord aan den kapitein worden beteekend.

445. De deurwaarder moet in zijn proces-verbaal van inbeslagneming vermelden:

den voornaam, den naam, het beroep en de woonplaats van den schuldeischer;

den titel, uit kracht van welken hij executeert;

de sommen, waarvan hij betaling vordert;

de keuze van woonplaats door den schuldeischer gedaan in de plaats, waar het schip ligt;

de namen van den eigenaar of boekhouder, indien de een of ander bekend is, en van den kapitein;

den naam, de soort en de ruimte van het schip;

de algemeene beschrijving van de sloepen, de booten, de tuigage, de gereedschappen, de wapenen, de krijgsbehoeften en de levensmiddelen.

Hij moet voorts een bewaarder aan boord stellen, na de noodige maatregelen te hebben genomen om het vertrek van het schip te beletten.

446. Het proces-verbaal van inbeslagneming van schepen, grooter dan tien tonnen, moet worden overgeschreven in de registers, vermeld in den eersten titel van het tweede boek van het Wetboek van Koophandel.

Na den dag van die overschrijving mogen nieuwe pand- of verbandbrieven op het in beslag genomen schip niet meer worden afgegeven.

Vroeger afgegeven pand- of verbandbrieven mogen na de overschrijving niet meer worden ingeschreven.

447. Indien de scheepseigenaar of de boekhouder woont ter plaatse waar het beslag gedaan is, moet de beslaglegger hem binnen drie dagen afschrift van het proces-verbaal van beslaglegging doen beteekenen.

Die termijn is van vier weken, indien hij woont binnen het rechtsgebied van een anderen kantonrechter.

Indien hij niet in Suriname woont of aldaar niet bekend is, wordt de beteekening aan den kapitein of aan diens plaatsbekleeder gedaan.

Bij gebreke van een en ander, wordt de beteekening aan het schip aangeplakt.

448. Er moeten twee afkondigingen worden gedaan, en wel van acht tot acht dagen, ter plaatse, waar dit ter ligplaats van het schip gebruikelijk is.

Eene kennisgeving wordt daarenboven geplaatst in een der in Suriname uitkomende nieuwsbladen.

449. Binnen twee dagen na elke afkondiging moeten biljetten worden aangeplakt:

aan den mast van het in beslag genomen schip;

aan het gebouw van het kantongerecht;

daar waar dit ter ligplaats van het schip gebruikelijk is.

450. De afkondigingen en biljetten moeten vermelden:

de namen, het beroep en de woonplaats van dengene, die executeert;

de titels, uit kracht van welke deze de vervolging doet;

het beloop van de aan hem verschuldigde som;

de keus van woonplaats door hem gedaan in Paramaribo of in de plaats, waar het schip ligt;

den naam en de woonplaats van den eigenaar of boekhouder van het in beslag genomen schip, indien de een of de ander bekend is;

den naam van het schip en, indien dit uitgerust is, dien van den kapitein;

de scheepsruimte;

de plaats, waar het schip ligt;

de eerste inzet van den beslaglegger;

de plaats, den dag en het uur, waar en wanneer de toewijzing zal plaats hebben, zooals de kantonrechter die op verzoek van den beslaglegger schriftelijk heeft bepaald.

451. Twee dagen na de eerste afkondiging doet degene, die de inbeslagneming vervolgt, een afschrift van de biljetten beteekenen aan de schuldeischers, ingeschreven in het daartoe bestemd register, vermeld in den eersten titel van het tweede boek van het Wetboek van Koophandel, en wel aan de door hen bij die inschrijving gekozen woonplaats.

452. Veertien dagen na de tweede afkondiging geschieden de verkoop en de toewijzing door den kantonrechter ter openbare terechtzitting op dezelfde wijze als voor den verkoop van onroerende goederen is voorgeschreven.

De bepalingen van de artikelen 409 tot en met 418 zijn ook hier van toepassing.

453. Indien het beslag gelegd is op schuiten, sloepen of andere vaartuigen van tien tonnen of minder en op ponten, geschiedt de verkoop als die van andere roerende goederen, na afkondiging op de plaats, waar het vaartuig ligt, gedurende drie achtereenvolgende dagen, met aanplakking aan den mast, of, bij gebreke van dien, op eene andere in het oog vallende plaats van het vaartuig.

454. Degene, aan wien een schip, van welke grootte ook, is verkocht en toegewezen, is gehouden de kooppenningen binnen acht dagen te betalen, of zonder kosten in gerechtelijke bewaring te brengen ter griffie van het kantongerecht, op straffe van lijfsdwang.

Bij gebreke van betaling of van het in bewaring brengen, wordt het vaartuig weder ten verkoop aangeslagen en toegewezen na verloop van drie dagen na eene nieuwe afkondiging en aanplakking ten laste van den eersten kooper, die insgelijks bij lijfsdwang verbonden is voor het tekort, mitsgaders voor de kosten, schade en interesten.

455. De gerechtelijke verkoop ontlast het schip van alle bevoorrechte schulden, waarvoor het was verbonden.

456. Een eisch tot reclame moet bij den kantonrechter worden ingebracht vóór de toewijzing.

Bij lateren inbreng wordt hij van rechtswege gehouden voor oppositie tegen de uitbetaling van de kooppenningen.

457. Hij, die eene reclame instelt, of de opposant vervolgt desverlangd op korten termijn zijn recht voor den kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied het beslag gelegd is.

458. Verzet van schuldeischers tegen de uitbetaling van de kooppenningen is na de toewijzing of den verkoop niet meer toegelaten.

459. De schuldeischer, die verzet doet, is gehouden den titel van zijne inschuld ter griffie over te leggen binnen de eerstkomende acht dagen nadat hij verzet heeft gedaan en zonder aanmaning; bij gebreke van dien gaat de rechter voort tot de uitbetaling van de kooppenningen, zonder hem daarin te begrijpen.

460. De rangschikking van de schuldeischers en de verdeeling van de penningen worden gedaan tusschen de bevoorrechte

schuldeischers in de orde voorgeschreven in den eersten en den laatsten titel van het tweede boek van het Wetboek van Koophandel, en tusschen de andere schuldeischers in evenredigheid van hunne inschulden.

Elk schuldeischer wordt geplaatst voor de hoofdsom, interesten en kosten.

461. De bepalingen, vervat in de vijfde afdeeling van den derden titel van het tweede boek, zijn mede toepasselijk op de verdeeling van de opbrengst van bij executie verkochte schepen boven de tien tonnen.

Ten aanzien van de verdeeling van de opbrengst van kleinere schepen en van ponten gelden de bepalingen van de derde afdeeling van den tweeden titel van het tweede boek.

462. Een zeeschip, alsook zoodanig vaartuig dat bij uitsluiting de kusten van Nederlandsch, Britsch en Fransch Guyana bevaart, dat gereed is om onder zeil te gaan, mag niet worden in beslag genomen, tenzij voor schulden gemaakt ten behoeve van de reis, die het gaat ondernemen; zelfs kan zoodanige inbeslagneming belet worden door borgstelling voor die schulden.

Het schip wordt geacht zeilree te zijn, zoodra de kapitein van de noodige papieren is voorzien om te kunnen vertrekken.

463. Schuldeischers van een medereeder van een schip of vaartuig, van welken aard het ook moge zijn, zijn niet bevoegd om het in beslag te nemen of te verkoopen; zij mogen echter wel de scheepsportie van hun schuldenaar in beslag nemen en verkoopen.

De inbeslagneming van eene scheepsportie geschiedt door een exploit, beteekend aan den schuldenaar en aan den boekhouder der reederij.

De verkooping van eene scheepsportie geschiedt overeenkomstig de regelen in dezen titel voorgeschreven, met inachtneming van het onderscheid tusschen het bedrag der scheepstonnen; echter mogen de biljetten niet op het vaartuig worden aangeplakt.

464. De bepalingen van de artikelen 373 en 374, van het tweede lid van artikel 394 en van artikel 400, zijn ook op het beslag op en den verkoop van schepen toepasselijk.

VIJFDE TITEL.

Van lijfsdwang en zijne tenuitvoerlegging en van dwangsom.

Eerste Afdeeling.

Van lijfsdwang.

465. Lijfsdwang heeft plaats:

1°. wegens stellionaat, hetwelk bestaat:

indien men een onroerend goed, van hetwelk men weet de eigenaar niet te zijn, verkoopt of door onderzetting verbindt;

indien men met onderzetting bezwaarde goederen als vrij aanbiedt of minder onderzettingen opgeeft dan waarmede die goederen bezwaard zijn;

2°. wegens bewaargeving uit noodzaak;

3°. voor de teruggave van penningen, welke gesteld zijn in bewaring van daartoe op openbaar gezag aangestelde personen;

4°. voor de uitlevering van zaken, welke in handen zijn gesteld van sequesters, commissarissen en andere bewaarders;

5°. tegen alle openbare ambtenaren, voor de vertooning van hunne minuten, wanneer deze in rechten bevolen is;

6°. tegen praktizijns, notarissen, deurwaarders en andere bekleeders van een openbaar ambt, voor de teruggave van de aan hen ter zake van hunne ambtsverrichtingen toevertrouwde titels en van de penningen, welke zij in die hoedanigheid voor hunne meesters hebben ontvangen;

7°. voor de vergoeding van kosten, schade en interesten, de som van honderd en vijftig gulden te boven gaande, waartoe iemand jegens de beleedigde partij is veroordeeld, ter zake van een strafbaar feit;

8°. voor het slot van rekening, verschuldigd door voogden, curators, gerechtelijke bewaarders en beheerders van openbare gestichten, die tot het doen van rekening en verantwoording verplicht zijn, en voor alle teruggaven, welke, ten gevolge van gemelde rekening, moeten plaats hebben;

9°. tegen alle vreemdelingen, die niet zijn ingezetenen van Suriname, voor alle schulden, zonder uitzondering, ten behoeve van ingezetenen van Suriname aangegaan;

10°. in alle gevallen, waarin eene algemeene verordening uitdrukkelijk lijfsdwang toelaat.

466. Lijfsdwang heeft mede plaats:

1°. tegen alle personen, die een wisselbrief hebben geteekend als trekkers, acceptanten of endossanten, of dezen door borgtocht, aval genaamd, gewaarborgd hebben;

2°. tegen personen, die orderbriefjes of andere handelspapieren hebben geteekend, doch alleen indien zij zich verbonden hebben ter zake van koophandel.

467. Onverminderd het bepaalde in artikel 465 is de rechter bevoegd een vonnis uitvoerbaar te verklaren bij lijfsdwang, indien en voor zoover het inhoudt eene veroordeeling tot:

1°. hetzij het geven van eene bepaalde zaak;

2°. hetzij het verrichten van eene handeling, welke uitsluitend van den wil van den veroordeelde afhangt en alleen door hem kan worden verricht;

3°. hetzij het nalaten van eene handeling.

468. In geen geval wordt lijfsdwang aan kinderen en verdere afstammelingen toegestaan tegen hunne bloed- en aanverwanten in opgaande linie.

Lijfsdwang heeft niet plaats tegen personen, die den vollen ouderdom van zeventig jaren hebben bereikt.

469. Lijfsdwang mag niet worden ten uitvoer gelegd dan uit kracht van een vonnis, waarbij hij is toegestaan.

470. Verzet of hooger beroep belet niet de tenuitvoerlegging van lijfsdwang, toegestaan bij een vonnis, hetwelk bij voorraad mag worden ten uitvoer gelegd; mits in dit geval zekerheid worde gesteld voor de vergoeding van kosten, schade en interesten, waartoe de arrestant mocht worden veroordeeld.

471. Niemand mag terzake van dezelfde schuld langer dan een jaar in gijzeling worden gehouden.

472. Bij de uitoefening van lijfsdwang is de schuldeischer verplicht iedere dertig dagen voor te schieten eene toereikende som tot onderhoud van den schuldenaar, volgens een door den Gouverneur vastgesteld tarief.

Indien de schuldeischer in gebreke blijft om vóór den een en dertigsten dag aan deze verplichting te voldoen, is de schuldenaar bevoegd om zijn ontslag te vorderen, mits voegende bij zijn verzoek een door de administratie der gevangenis afgegeven getuigschrift, waaruit blijkt, dat de gelden voor onderhoud niet voorgeschoten zijn.

Indien evenwel de schuldeischer, die in gebreke is gebleven om het onderhoud voor te schieten, dit voorschot nog doet vóórdat de schuldenaar zijn ontslag heeft gevraagd, is die vordering niet meer ontvankelijk.

473. De schuldenaar mag in gijzeling aanbevolen worden door anderen, die insgelijks recht hebben om lijfsdwang tegen hem uit te oefenen.

Hij die gevangenisstraf of hechtenis ondergaat of zich wegens een strafbaar feit in verzekerde bewaring bevindt, mag ook worden aanbevolen; hij mag, krachtens de aanbeveling, worden aangehouden, niettegenstaande zijn ontslag in de strafzaak mocht bevolen, of de tijd van zijne straf mocht geëindigd zijn.

474. De nietigheid van de gijzeling heeft, om welke reden zij ook moge zijn uitgesproken, geenszins de nietigheid van de aanbevelingen ten gevolge.

475. Hij die de aanbeveling heeft gedaan, is gehouden om desgevorderd bij gelijke deelen tot de betaling van het onderhoud van den gearresteerde bij te dragen; in dat geval mag de arrestant de tot onderhoud verstrekte gelden niet zonder diens toestemming terugnemen.

Deze vordering staat ter kennisneming van den kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied de schuldenaar gegijzeld is.

476. De schuldenaar, die op eene wettige wijze in gijzeling is gesteld, verkrijgt zijn ontslag:

1°. door de toestemming van den schuldeischer, die hem heeft doen gijzelen, en van degenen, die hem aanbevolen hebben, indien er zoodanigen zijn.

Deze toestemming tot ontslag van den schuldenaar wordt gegeven hetzij voor een notaris, hetzij in het gevangenisregister, waarin de gegijzelden zijn ingeschreven;

2°. door de betaling of gerechtelijke bewaargeving van de gelden, welke zoowel aan den schuldeischer, die den lijfsdwang uitgeoefend heeft, als aan degenen, die hem aanbevolen hebben, verschuldigd zijn, mitsgaders van de verschenen interesten, van de vereffende kosten, van de kosten van de gijzeling en van de gelden tot zijn onderhoud voorgeschoten.

Met betaling wordt, voor zoover het niet gaat om betaling van gelden, gelijkgesteld de bereidverklaring van den gegijzelde, onder voldoenden waarborg, om aan het vonnis te voldoen;

3°. door boedelafstand;

4°. indien de gijzeling van zoodanig nadeeligen invloed is op de gezondheid van den gegijzelde, dat daardoor zijn leven in gevaar wordt gebracht;

5°. zoodra de gegijzelde den vollen ouderdom van zeventig jaren heeft bereikt.

Bij geschil, of een der gevallen van het vorig lid zich voordoet, beslist de kantonrechter van de plaats, waar de schuldenaar in de gijzeling is gesteld in kort geding; hij beveelt het ontslag indien daartoe grond aanwezig is.

477. De schuldenaar, wiens gijzeling nietig is verklaard of die bij gebreke van voorschot tot zijn onderhoud is ontslagen, mag voor dezelfde schuld niet wederom in gijzeling worden gesteld, dan ten minste één dag na zijn ontslag.

478. Uitoefening van den lijfsdwang belet noch schorst het vervolgen en ten uitvoer leggen van beslag op de goederen.

Evenmin belet of schorst de tenuitvoerlegging van beslag op goederen de uitoefening van lijfsdwang.

Tweede Afdeeling.

Van de tenuitvoerlegging van lijfsdwang.

479. Lijfsdwang kan eerst worden ten uitvoer gelegd ten minste één dag na de beteekening van het vonnis, waarbij de opneming in de gijzeling is toegestaan.

De kantonrechter is echter bevoegd om, indien daartoe gronden zijn, verlof te verleenen tot dadelijke tenuitvoerlegging van den toegestanen lijfsdwang.

Deze beteekening moet bevatten het bevel om te betalen en de keuze van eene woonplaats ter plaatse, waar de rechter, door welken het vonnis gewezen is, zitting houdt.

480. De schuldenaar mag niet ter overbrenging in de gijzeling worden aangehouden:

1°. in een aan den godsdienst gewijd gebouw gedurende de uitoefening van den eeredienst;

2°. op de plaats van en gedurende eene zitting van een der gestelde machten;

3°. in het huis door hem bewoond, of in eenig bijzonder huis, dat niet voor een iegelijk openstaat, tenware de deurwaarder

vergezeld zij door den ambtenaar, daartoe door den Gouverneur aangewezen;

4°. zoolang een vrijgeleide duurt, waarvan de tijd moet bepaald worden door den rechter, die dit heeft afgegeven, ten einde den schuldenaar voor zich te doen verschijnen.

481. De gijzeling mag worden ten uitvoer gelegd ook op Zondag, en op zoodanige uren, waarop anders, volgens artikel 16, het doen van exploiten niet is toegelaten.

482. Het proces-verbaal van gijzeling moet, behalve de gewone vereischten van een exploit, bevatten:

1°. herhaling van het bevel tot betaling;

2°. de keuze van eene woonplaats ter plaatse, waar de schuldenaar in de gijzeling wordt gesteld.

De deurwaarder moet door twee getuigen worden bijgestaan.

483. Ingeval van feitelijken wederstand is de deurwaarder bevoegd om wachten aan de deuren te plaatsen, ten einde ontsnapping van den schuldenaar te voorkomen; ook moet hem desgevraagd de hulp van de openbare macht worden verleend, een en ander onverminderd eene strafvervolging tegen den gegijzelde, indien daartoe gronden zijn.

484. Ingeval de schuldenaar zich tegen de wettigheid van de gijzeling verzet en vordert, dat daarover onverwijld eene beslissing worde genomen, wordt hij dadelijk gebracht voor den kantonrechter binnen wiens gebied de gijzeling plaats grijpt; deze beslist onverwijld in kort geding.

Het bevelschrift van den kantonrechter moet op het proces-verbaal van den deurwaarder worden gesteld; het wordt terstond ten uitvoer gelegd.

485. De te gijzelen schuldenaar, die in de toelating van de gijzeling berust, of wiens verzet daartegen is afgewezen, moet worden overgebracht in de daartoe bestemde gevangenis; de deurwaarder is verplicht van de insluiting dadelijk eene akte op te maken en te onderteekenen.

486. De akte van insluiting van den gegijzelde moet vermelden:

1°. het vonnis, waarbij de lijfsdwang is toegestaan;

2°. de namen en de woonplaats van den schuldeischer;

3°. de keuze van eene woonplaats ter plaatse, waar de schuldenaar in gijzeling is gezet;

4°. de namen en de woonplaats van den gegijzelde;

5°. het gegeven voorschot voor diens onderhoud gedurende ten minste dertig dagen;

6°. eindelijk de vermelding, dat de deurwaarder zelf zoowel van die akte als van het proces-verbaal van gijzeling aan den gegijzelde afschriften heeft overhandigd, hetgeen onmiddellijk moet plaats hebben.

487. De akte van insluiting moet in het gevangenisregister worden overgeschreven, mitsgaders een uittreksel van het vonnis, waarbij de gijzeling wordt bevolen, en het dispositief in zijn geheel.

Indien de deurwaarder in gebreke blijft om dat vonnis te vertoonen, mag de schuldenaar niet worden ingesloten.

488. De vereischten, voor de gijzeling voorgeschreven, moeten ook voor de aanbevelingen worden in acht genomen; evenwel behoeft de deurwaarder niet door getuigen te worden vergezeld en behoeft degene, die de aanbeveling doet, een voorschot voor de kosten van onderhoud niet te geven, indien dit reeds geschied is.

489. Ingeval het ontslag bevolen is bij gebreke van voorschot voor de kosten van onderhoud, mag de schuldeischer den schuldenaar niet wederom doen gijzelen, dan na hem de kosten tot bekoming van zijn ontslag gedaan, te hebben vergoed, of deze, op zijne weigering, bij de administratie der gevangenis in bewaring te hebben gesteld, en na tevens de gelden voor onderhoud voor zes maanden te hebben voorgeschoten, of, indien de schuldenaar ingevolge artikel 471 niet meer ten volle zes maanden in de gijzeling zou kunnen worden gehouden, voor dezen korteren tijd.

Men behoeft de formaliteiten, welke aan de gijzeling voorafgegaan zijn, niet te hervatten.

490. Indien de hierboven voorgeschreven formaliteiten niet in acht genomen zijn, is de schuldenaar bevoegd om de nietigverklaring van de gijzeling te eischen; deze vordering moet, evenals die tot ontslag op anderen grond dan in artikel 476 voorzien, gebracht worden voor den kantonrechter van de plaats, waar hij in gijzeling is gesteld.

De vordering tot nietigverklaring, welke gegrond is op midde-

len, rakende de zaak ten principale, moet gebracht worden voor den rechter, die met de uitvoering van het vonnis belast is.

De oproeping moet geschieden op korten termijn en ter woonplaatse, blijkens het gevangenisregister gekozen; de schuldeischer mag veroordeeld worden tot vergoeding van kosten, schaden en interesten, indien daartoe gronden zijn.

491. De schuldenaar, die buiten staat is aan de tegen hem uitgesproken veroordeeling te voldoen, is bevoegd om op grond daarvan in kort geding te vorderen, dat de gijzeling niet of niet verder worde ten uitvoer gelegd.

Na toewijzing van de vordering is gijzeling voor dezelfde schuld alleen geoorloofd, indien de schuldeischer in kort geding aantoont, dat de schuldenaar in staat is aan de tegen hem uitgesproken veroordeeling te voldoen.

De schuldenaar, die zich met het oog op de tenuitvoerlegging van het vonnis of zelfs vóór de veroordeeling met het oog op het tegen hem te wijzen vonnis buiten staat heeft gesteld aan zijne verplichting te voldoen, mag zich op het eerste lid van dit artikel niet beroepen.

Derde Afdeeling.

Van dwangsom.

492. Voorzoover een vonnis inhoudt eene veroordeeling tot iets anders dan tot de betaling van eene geldsom, kan worden bepaald, dat de veroordeelde, indien, zoolang of zoo dikwijls hij aan die veroordeeling niet voldoet, verbeurt eene bij het vonnis vastgestelde geldsom, *dwangsom* genaamd.

Wordt aan die veroordeeling niet voldaan, dan is de wederpartij van den veroordeelde bevoegd het vonnis voor het verbeurde bedrag van de dwangsom ten uitvoer te leggen zonder eerst een nieuwen titel in rechte te hebben verkregen.

Artikel 491 is dan van overeenkomstige toepassing.

Stelt de wederpartij eene vordering in tot het verkrijgen van een nieuwen titel als bedoeld in het tweede lid, dan is de gedaagde bevoegd daartegen hetzelfde verweer te voeren als ingevolge het vorig lid tegen de tenuitvoerlegging zonder nieuwen titel.

ZESDE TITEL.

Van het vereffenen van kosten, schaden en interesten.

493. De rechter, die eene partij verwijst tot vergoeding van kosten, schaden en interesten, moet het beloop daarvan in het

vonnis bepalen; indien hij dit beloop niet heeft kunnen bepalen, moet de wederpartij daarvan opmaken een staat, welke ter gekozene woonplaats van de partij moet worden beteekend; de tot bewijs strekkende bescheiden worden tegen ontvangbewijs aan de partij medegedeeld of ter griffie nedergelegd.

Binnen veertien dagen na de beteekening is de verweerder gehouden een aanbod van zoodanige som tot vergoeding van kosten, schaden en interesten te doen, als hij zal te rade worden.

494. Indien partijen zich niet kunnen verstaan, is de meest gereede partij bevoegd om den rechter te verzoeken, het bedrag vast te stellen.

495. De rechter bepaalt den dag en het uur, waarop de zaak ter terechtzitting zal dienen, en doet partijen oproepen ten einde alsdan te verschijnen.

Ten aldus bepaalden dage stelt de rechter, na verhoor van partijen voor zoover zij zijn opgekomen, het bedrag vast en doet daarvan, behalve op het proces-verbaal van de zaak, ook op het vonnis aanteekening houden.

ZEVENDE TITEL.

Van het stellen van zekerheid.

496. Het vonnis, waarbij bevolen wordt zekerheid te stellen, moet den termijn bepalen, binnen welken daaraan behoort te zijn voldaan en dien, binnen welken de zekerheid behoort te zijn aangenomen of betwist.

497. De zekerheid moet worden aangeboden bij deurwaardersexploit. Zij behoort op dezelfde wijze te worden aangenomen.

498. Indien de genoegzaamheid van de zekerheid betwist wordt, is de partij die tegenspraak doet, verplicht de zaak binnen den bij het vonnis bepaalden termijn ter terechtzitting te brengen bij een aan den rechter, voor wien de hoofdzaak aanhangig is, gericht verzoekschrift.

499. Indien de zekerheid bestaat in een borg en die borg aangenomen of toegelaten wordt, moet hij zich ter griffie schriftelijk verbinden bij eene akte, welke op bevelschrift van den voorzitter of van den kantonrechter, uitgegeven in den vorm bij artikel 305 voorgeschreven, zal kunnen worden ten uitvoer gelegd.

DERDE BOEK.

Van rechtsplegingen van onderscheiden aard.

EERSTE TITEL.

VAN DE BESLISSINGEN VAN SCHEIDSMANNEN.

Eerste Afdeeling.

Van het compromis en van de benoeming van scheidsmannen.

500. Ieder is bevoegd om geschillen omtrent de rechten, waarover hij de vrije beschikking heeft, aan de beslissing van scheidsmannen te onderwerpen.

Hij, die op rechterlijk gezag is aangesteld, of die, overeenkomstig de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname of van dat van Koophandel voor de kolonie Suriname, gerechtelijke machtiging tot het aangaan van eene dading of tot verkoop van goederen behoeft, is niet bevoegd om zonder dergelijke machtiging, in zijne betrekking zaken aan de beslissing van scheidsmannen te onderwerpen.

Men is zelfs bevoegd om zich vooraf te verbinden tot het aan de beslissing van scheidsmannen onderwerpen van geschillen, welke in het vervolg mochten opkomen.

501. Nietig is een compromis, aangegaan ter zake van giften en legaten tot levensonderhoud, huisvesting of kleeding, van scheidingen tusschen echtgenooten hetzij uit den echt, hetzij van tafel en bed, hetzij van goederen, van geschilpunten, welke den staat van een persoon aangaan, en van andere geschillen waarover het aangaan van eene dading bij algemeene verordening uitgesloten is.

502. Behoudens het bepaalde bij artikel 30 en met uitzondering van vrouwen en minderjarigen is ieder die lasthebber kan wezen, ook tot scheidsman benoembaar.

503. De akte van compromis moet in geschrifte worden gesteld en door de partijen geteekend; indien de partijen niet

teekenen kunnen, moet de akte voor een notaris en getuigen worden opgemaakt.

De akte moet bevatten de onderwerpen van geschil en de namen en de woonplaatsen van de partijen, mitsgaders de namen en woonplaats van den scheidsman of van de scheidsmannen, welke steeds in oneven getal moeten zijn.

Alles op straffe van nietigheid.

504. Indien, in het geval bij het derde lid van artikel 500 voorzien, de partijen bij het ontstaan van het geschil niet onderling overeenkomen over de keuze, worden de scheidsmannen ten verzoeke van de meest gereede partij, benoemd door den rechter, die bevoegd zou zijn geweest om kennis te nemen van het geschil, bijaldien een compromis niet zou hebben plaats gehad.

505. Het compromis bepaalt den termijn, binnen welken de aan de scheidsmannen onderworpen zaak behoort te zijn beslist; indien zulks niet werd bepaald, duurt de aan de scheidsmannen opgedragen last zes maanden, gerekend van den dag, waarop zij hunne benoeming hebben aangenomen.

Gedurende dien termijn mag de opdracht aan scheidsmannen slechts herroepen worden met instemming van alle partijen.

506. Niet door den rechter benoemde scheidsmannen mogen niet worden gewraakt, tenzij om redenen na de benoeming opgekomen.

Door den rechter benoemde scheidsmannen mogen, indien de partijen uitdrukkelijk of stilzwijgend in hunne benoeming hebben berust, niet worden gewraakt, tenzij om later opgekomen redenen.

De redenen van wraking zijn dezelfde als die voor rechters; zij worden summierlijk beoordeeld door den rechter, bij artikel 504 aangewezen.

507. De scheidsmannen aanvaarden hun last schriftelijk; de aanvaarding mag op de akte van benoeming worden gesteld.

508. Een scheidsman, die zijn last heeft aangenomen, mag zich daaraan vervolgens slechts om door den rechter goedgekeurde redenen onttrekken.

De scheidsmannen mogen worden veroordeeld tot vergoeding van schade en interesten jegens partijen, bijaldien zij zonder wettige redenen binnen den daartoe bepaalden termijn in de aan hun oordeel onderworpen zaak niet hebben beslist.

Tweede Afdeeling.

Van het geding voor scheidsmannen.

509. Het geding wordt gevoerd op de wijze en binnen de termijnen, bij het compromis, en, bij gebreke daarvan, door de scheidsmannen bepaald.

510. Na afloop van die termijnen zijn de scheidsmannen gehouden, alleen op de ingediende memoriën en stukken recht te doen.

511. Indien partijen hebben nagelaten om stukken in te dienen, zijn de scheidsmannen bevoegd om op hun verzoek een nieuwen termijn te bepalen, of te verklaren, dat hun last geëindigd is.

512. Alle door de scheidsmannen afgegeven bevelen bij voorraad en elke door hen gemaakte schikking nopens den aanleg van het geding, mogen zonder verdere formaliteiten worden ten uitvoer gelegd, gerekend van den dag, waarop de scheidsmannen daarvan aan partijen kennis gegeven hebben.

513. Indien er gerechtelijk onderzoek moet plaats hebben over de echtheid of onechtheid van een geschrift, of indien eenig tusschengeschil van strafrechtelijken aard in de zaak voorkomt, verwijzen de scheidsmannen de partijen naar den gewonen rechter.

In dat geval hernemen de termijnen hun loop op den dag, waarop het op het incident gewezen vonnis in kracht van gewijsde is gegaan.

514. De bepaling van het tweede lid van artikel 513 is mede van toepassing, indien scheidsmannen op een incident hebben beslist of wanneer zij eene interlocutoire beslissing hebben gegeven. Zij mogen zelfs, in het laatste geval, den voor de eindbeslissing gestelden termijn verlengen.

515. Indien de scheidsmannen een getuigenverhoor hebben bevolen en de getuigen niet vrijwillig verschijnen of weigeren den eed of hunne verklaring af te leggen, is de meest gereede partij bevoegd om zich bij verzoekschrift te wenden tot den kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied dat getuigenverhoor is bevolen; deze rechter houdt dan het getuigenverhoor op dezelfde wijze als dat in gewone zaken geschiedt.

Inmiddels blijft de loop van de termijnen geschorst totdat het getuigenverhoor zal zijn afgeloopen.

Derde Afdeeling.

Van de beslissing van scheidsmannen.

516. De scheidsmannen beslissen naar de regelen des rechts, tenware het compromis hun de bevoegdheid heeft toegekend om als goede mannen naar billijkheid te oordeelen.

517. De beslissing moet inhouden:

de namen en de woonplaatsen van de partijen;

de slotsom van hare wederzijdsche beweringen;

de beweegredenen en het eindoordeel.

De beslissing wordt gedagteekend, met vermelding van de plaats waar zij is gevallen; zij wordt door iederen scheidsman onderteekend.

518. Bijaldien de minderheid weigert te teekenen, maken de andere scheidsmannen daarvan melding; de beslissing heeft dan dezelfde kracht, alsof zij door allen geteekend was.

519. Binnen acht dagen gerekend van den dag der beslissing, moet een der scheidsmannen de minuut daarvan nederleggen ter griffie van het kantongerecht, binnen welks rechtsgebied de beslissing is gevallen.

De griffier schrijft eene akte van nederlegging aan den voet of op den kant van de nedergelegde minuut; hij onderteekent haar met den scheidsman, die de nederlegging gedaan heeft.

De griffier mag de voor het opmaken van de akte verschuldigde kosten en voorschotten niet terugvorderen van de scheidsmannen; zij moeten worden betaald door of verhaald op partijen zelve.

520. De scheidsmannen zijn gehouden om, met en benevens de minuut van hunne beslissing, tevens ter griffie neder te leggen de oorspronkelijke akte van hunne benoeming of een authentiek afschrift daarvan.

521. Eene beslissing van scheidsmannen, van welken aard ook, is niet voor verzet vatbaar.

522. Eene beslissing van scheidsmannen mag langs den gewonen weg van executie worden ten uitvoer gelegd uit kracht van een bevelschrift van den kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied de beslissing gevallen is.

Dit bevel wordt geschreven op de minuut en wordt overgeschreven op de uitgifte daarvan.

523. Van geschillen, rakende de tenuitvoerlegging van eene beslissing van scheidsmannen, neemt de gewone rechter kennis.

Vierde Afdeeling.

Van de voorziening tegen de beslissing van scheidsmannen.

524. Beroep van eene beslissing van scheidsmannen is alleen toegelaten, zoo het vermogen daartoe bij het compromis is voorbehouden.

525. Het beroep van de beslissing van scheidsmannen staat ter kennisneming van het Hof van Justitie.

526. Het rechtsmiddel van request-civiel tegen eene beslissing van scheidsmannen is niet-ontvankelijk, zelfs al waren partijen anders overeengekomen.

527. Van eene niet voor beroep vatbare beslissing van scheidsmannen mag de vernietiging gevorderd worden in de volgende gevallen:

1°. indien de beslissing gewezen is buiten de grenzen van het compromis;

2°. indien de beslissing gewezen is op een compromis, hetwelk van onwaarde of vervallen is;

3°. indien de beslissing gewezen is door scheidsmannen, die niet bevoegd waren te beslissen in afwezigheid van de andere;

4°. indien er beslist is over zaken, welke niet zijn geëischt of indien meer is toegekend dan gevorderd;

5°. indien de beslissing inhoudt tegenstrijdige bepalingen;

6°. indien de scheidsmannen hebben nagelaten te beslissen over een of meer van de bij het compromis aan hun oordeel onderworpen punten;

7°. indien procesvormen, welke zijn voorgeschreven op straffe van nietigheid, zijn overtreden, doch dit alleen in het geval, indien, krachtens een uitdrukkelijk beding in het compromis, de scheidsmannen verplicht zijn om de regelen van de gewone procesorde na te komen;

8°. indien er beslist is op stukken, welke, na de beslissing van scheidsmannen, voor valsch zijn erkend of als zoodanig verklaard;

9°. indien na de beslissing afdoende stukken mochten gevonden zijn, welke door toedoen van een der partijen werden teruggehouden;

10°. indien de beslissing berust op ontdekt bedrog of arglist, in de procedure gepleegd.

528. De eisch tot vernietiging is slechts ontvankelijk indien zij wordt ingesteld binnen drie maanden, gerekend van den dag van de nederlegging ter griffie van de beslissing van scheidsmannen.

In de gevallen, genoemd onder nos. 8, 9 en 10 van het vorig artikel, begint de termijn van drie maanden eerst te loopen van den dag waarop hetzij de valschheid, hetzij het bedrog of de arglist is gebleken, of de stukken ontdekt zijn, met dien verstande, dat in deze gevallen slechts schriftelijk bewijs ten aanzien van dien dag is toegelaten.

529. De eisch tot vernietiging moet gedaan worden bij verzoekschrift aan den rechter, door wien het bevel tot uitvoering gegeven is.

530. Deze rechter beslist over dien eisch; partijen zijn bevoegd om zich, zoo daartoe gronden zijn, tegen dit vonnis te voorzien, evenals in gewone rechtszaken.

531. Indien de scheidsmannen ten aanzien van de verliezende partij in het hoogste ressort verhaal bij lijfsdwang hebben toegestaan en deze vermeent, dat dit dwangmiddel, in het gegeven geval, niet is toegelaten, is deze bevoegd om bij den rechter in artikel 529 vermeld, de vernietiging van dat gedeelte der beslissing te vorderen, binnen den termijn en op de wijze, bij de artikelen 528 en 529 voorgeschreven, en zulks niettegenstaande alle daarmede strijdige in het compromis voorkomende bepalingen.

Vijfde Afdeeling.

Van het uiteinde der gedingen voor scheidsmannen.

532. De dood van eene der partijen doet de gevolgen van het compromis of van het beding, in het laatste lid van artikel

500 vermeld, niet ophouden; ook de macht der scheidsmannen wordt niet geacht daardoor te zijn herroepen.

De loop van de termijnen van het compromis wordt echter ten aanzien van de erfgenamen van den overledene geschorst tot na het einde van de termijnen van boedelbeschrijving en van het recht van beraad.

533. De last der scheidsmannen houdt op door hunne beslissing.

534. Hij houdt insgelijks op:

1°. door verloop van den bij het compromis bepaalden of hangende het geding verlengden termijn;

2°. na verloop van zes maanden, gerekend van de dagteekening van de acte van aanneming, indien een andere termijn niet bepaald is;

3°. door de eenstemmig door partijen gedane herroeping van de opdracht aan scheidsmannen.

535. De last der scheidsmannen houdt insgelijks op door den dood, de aangenomen wraking of het ontslag van een of meer hunner.

Indien echter het tegendeel niet is bedongen, benoemen in die gevallen, òf partijen, òf, zoo deze deswege niet onderling kunnen overeenkomen, op de vordering van eene of van beide de partijen, de bij artikel 504 aangewezen rechter nieuwe scheidsmannen, met last om het geding op de laatste acten voort te zetten.

TWEEDE TITEL.

VAN PROCEDURES BETREKKELIJK ERFENISSEN.

Eerste Afdeeling.

Van verzegeling.

536. De kantonrechter van de plaats, waar na overlijden verzegeling moet plaats hebben, verricht de verzegeling in tegenwoordigheid van den griffier.

Hij bedient zich te dien einde van een daartoe bestemd zegel.

Hij stelt een bewaarder van de gelegde zegels aan en benoemt daartoe bij voorkeur den door den belanghebbende aanbevolen persoon, indien deze hem toeschijnt de vereischten daartoe te bezitten.

537. Verzegeling mogen vorderen:

1°. de overgebleven echtgenoot en al degenen, die mochten beweren eenig recht te hebben tot de nalatenschap of de gemeenschap;

2°. elke schuldeischer van de nalatenschap, voorzien van een executorialen titel, of anders na summier onderzoek door den kantonrechter van de gegrondheid van zijne vordering en van zijn belang bij eene verzegeling;

3°. ingeval personen als onder 1°. vermeld niet tegenwoordig zijn, diegenen, die in dienst waren van den overledene of met hem samenwoonden;

4°. uitvoerders van den uitersten wil;

5°. naastbestaanden van belanghebbende minderjarigen of onder curateele gestelden, indien dezen niet van voogden of van curators voorzien, of hunne voogden of curators niet tegenwoordig zijn.

538. Verzegeling heeft ambtshalve plaats, ingeval de minderjarige of onder curateele gestelde in eene nalatenschap belang- of medebelanghebbende niet voorzien is van een voogd of van een curator, of indien de voogd of curator, of de echtgenoot van den overledene, of een der erfgenamen, niet tegenwoordig is, of indien de overledene is openbare bewaarder van eenige zaken.

In dit laatste geval mag de verzegeling niet plaats hebben, dan ten aanzien van in deze bewaarhouding begrepen voorwerpen.

De verzegeling uit hoofde van niet-tegenwoordigheid geschiedt echter niet, indien de niet-tegenwoordige bij authentieke akte een gemachtigde heeft aangesteld, ten einde hem in de nalatenschap of nalatenschappen, welke hem mochten te beurt vallen, te vertegenwoordigen, en deze zich tegen de verzegeling verzet.

539. Van de verzegeling moet door een proces-verbaal blijken, hetwelk moet vermelden:

1°. den dag en het uur, mitsgaders de beweegredenen tot de verzegeling; indien deze mocht gevorderd of gedaan zijn eerst na de begrafenis, moet ook daarvan de reden worden opgegeven;

2°. de namen en de woonplaats van hem, op wiens vordering de verzegeling geschiedt, en de keuze van woonplaats te Paramaribo, indien hij daar niet woont;

3°. de beslissing door den kantonrechter krachtens artikel 537 n°. 2 genomen, of wel de vermelding van den executorialen titel, uit kracht van welken de vordering is gedaan;

4°. de verschijning en de vorderingen van de partijen;

5°. de plaatsen en de voorwerpen, waarop het zegel gezet is, en eene korte beschrijving van de goederen, welke buiten verzegeling zijn gebleven;

6°. de namen, de woonplaats en het beroep van den bewaarder;

7°. den eed bij de sluiting van de verzegeling, welke naar de wijze van ieders godsdienstige gezindheid moet worden afgelegd door degenen, die het huis bewonen, waar de verzegeling is gedaan, dat zij niets verduisterd hebben, noch gezien hebben, noch weten, dat er iets verduisterd is, hetzij middellijk of onmiddellijk.

Wie niet tot eene erkende godsdienstige gezindheid behoort, legt eene plechtige verklaring af, nadat hem zal zijn voorgehouden de strafbepaling op het geven van een valsch getuigenis voor den rechter.

540. Indien bij de verzegeling een niet-verzegelde uiterste wil mocht worden gevonden, wordt daarvan in het proces-verbaal melding gemaakt, en indien eene zoodanige onderhandsche beschikking wordt gevonden, als bedoeld is bij artikel 962 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname, handelt de kantonrechter daarmede bovendien overeenkomstig artikel 963 van dat Wetboek.

541. Bijaldien er bij de verzegeling verzegelde papieren gevonden zijn, omschrijft de kantonrechter in het proces-verbaal den uitwendigen toestand daarvan en van het zegel, gelijk mede het opschrift, zoo er een is; hij waarmerkt voorts met de tegenwoordige partijen, bijaldien deze kunnen schrijven, den omslag en geeft dag en uur op, waarop hij het pakket zal openen. Hij maakt ook van dit alles melding in zijn proces-verbaal. Deze mededeelingen moeten de partijen onderteekenen; zoo dit niet geschiedt, vermeldt de rechter de reden van hunne weigering of hun onvermogen.

Indien uit het opschrift of anderszins blijkt, dat de papieren niet tot de nalatenschap behooren, dat derzelver opening is ver-

boden, of dat de overledene deswege eene bijzondere bestemming heeft aangeduid, geeft de kantonrechter, na oproeping van de belanghebbenden, die papieren gesloten aan hen over, indien niemand zich daartegen verzet, of beveelt anders, dat zij ongeopend ter griffie van het kantongerecht moeten worden bewaard, ten einde naderhand te worden uitgereikt aan wien dit zal bevonden worden te behooren.

542. Ten bepaalden dage en zonder dat er eenige oproeping noodig is, opent de kantonrechter de pakketten, welke niet behooren tot degene waarvan in het laatste lid van het vorig artikel wordt gehandeld; hij doet van den staat daarvan blijken en beveelt de voorloopige overlegging daarvan ter griffie van het kantongerecht ter beschikking van de belanghebbenden.

Alles onverminderd de formaliteiten, bij den twaalfden titel des tweeden boeks van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname ten aanzien van het openen van geheime uiterste willen voorgeschreven.

543. Indien iemand zich tegen de verzegeling verzet, of indien men bij de verzegeling beletselen ontmoet, of ook indien zich, hetzij vóór, hetzij gedurende de verzegeling, zwarigheden opdoen, beslist de kantonrechter daarover in kort geding, behoudens hooger beroep binnen veertien dagen na zijne beslissing.

Te dien einde wordt de verzegeling gestaakt, en stelt de kantonrechter, buiten of, naar gelang van omstandigheden, zelfs binnen het huis, bewaarders aan.

De kantonrechter is echter bevoegd om, indien de zaak uitstel niet gedoogt, bij voorraad daarover te beschikken, in afwachting van de beslissing in kort geding.

544. Indien er in den boedel roerende goederen niet worden gevonden, doet de kantonrechter daarvan in zijn proces-verbaal blijken.

Bevinden er zich in den boedel roerende goederen, welker gebruik noodzakelijk is voor de huisgenooten, of welke niet gevoegelijk kunnen worden verzegeld, dan neemt de kantonrechter daarvan in zijn proces-verbaal eene summiere beschrijving op.

Indien handelspapier in den boedel gevonden wordt, hetwelk niet buiten schade zou kunnen worden verzegeld, omschrijft de kantonrechter dat in zijn proces-verbaal en reikt het aan de belanghebbenden uit.

Tweede Afdeeling.

Van verzet tegen ontzegeling.

545. Hij, die recht heeft om tegenwoordig te zijn bij het opmaken van den inventaris, is bevoegd om tegen het lichten van de zegels in zijne afwezigheid verzet te doen.

546. Het verzet tegen het lichten van de zegels geschiedt bij eene geschreven of mondelinge verklaring van den opposant, welke de rechter in zijn proces-verbaal van verzegeling moet opnemen, met vermelding van de redenen van het verzet en van de gekozen woonplaats te Paramaribo, zoo de opposant daar niet woont.

Derde Afdeeling.

Van ontzegeling.

547. Behalve in het geval van dringende noodzakelijkheid, ter beoordeeling van den kantonrechter, mag het zegel niet worden opgeheven dan ten minste drie volle dagen nadat het gelegd is.

548. Indien een of meer van de erfgenamen minderjarig en zonder voogden zijn, mag de rechter tot de ontzegeling niet overgaan, alvorens in hunne voogdij is voorzien.

549. Hij die volgens artikel 537 het recht heeft om verzegeling te laten doen, is ook bevoegd om de ontzegeling te vorderen, uitgezonderd alleen hij, die het zegel heeft doen leggen krachtens het bepaalde onder 3°. van dat artikel.

550. De formaliteiten om tot ontzegeling te mogen overgaan, zijn:

1°. de vordering daarvan, op het proces-verbaal van verzegeling aangeteekend met de gekozen woonplaats te Paramaribo, indien de verzoeker aldaar niet woont en indien zulks niet reeds geschied is;

2°. een bevel tot ontzegeling van den kantonrechter, den dag en het uur daarvoor bevattende;

3°. eene aanmaning om bij de ontzegeling tegenwoordig te zijn, welke ten minste vier en twintig uren vóór de ontzegeling gedaan moet worden aan den overgebleven echtgenoot, aan de

vermoedelijke erfgenamen, voor zooverre die bekend zijn, aan de uitvoerders van den uitersten wil, aan de schuldeischers op wier vordering de verzegeling gedaan is en aan allen die tegen eene ontzegeling buiten hunne tegenwoordigheid zijn opgekomen.

De aanmaning geschiedt aan de gekozen woonplaats voor de laatstgenoemde schuldeischers en opposanten; zij behoeft overigens niet te geschieden aan de overige opgenoemde personen, indien zij buiten Paramaribo woonachtig zijn, doch de kantonrechter wijst voor hen op hunne kosten een notaris of ander vertrouwd persoon aan om hen, bij hunne afwezigheid, bij de opheffing van de zegels en bij de beschrijving van den boedel te vertegenwoordigen.

551. De overgebleven echtgenoot, de vermoedelijke erfgenamen, of degenen, die hen vertegenwoordigen, en de uitvoerders van den uitersten wil mogen bij al de zittingen van ontzegeling en boedelbeschrijving tegenwoordig zijn.

Het staat den kantonrechter vrij om, na de eerste zitting, de overige volgens het voorgaand artikel geroepenen bij de volgende zittingen niet anders toe te laten dan gezamenlijk door één gemachtigde op hunne kosten vertegenwoordigd, omtrent wien zij zonder uitstel moeten overeenkomen, of die anders door den kantonrechter wordt benoemd.

Indien een van deze belanghebbenden echter beweert bijzondere of tegenstrijdige belangen te hebben, mag hij, op vergunning van den kantonrechter, in persoon blijven verschijnen, of wel zich op eigen kosten door een bijzonderen gemachtigde laten vertegenwoordigen.

552. De kantonrechter verricht de ontzegeling in tegenwoordigheid van den griffier.

Indien de kantonrechter, na daartoe gedane vordering, weigert de zegels op te heffen, mag binnen veertien dagen na zijne beschikking daartegen worden gekomen in hooger beroep.

553. Het proces-verbaal van ontzegeling moet vermelden:

1°. de dag en het uur waarop die gedaan wordt;

2°. de namen en de woonplaats of gekozen woonplaats van hem die de ontzegeling gevorderd heeft;

3°. het bevel tot ontzegeling;

4°. de aanmaning bij 3° van artikel 550 voorgeschreven;

5°. de verschijning en al de vorderingen of beweringen van partijen;

6°. de herkenning van de zegels, de bevinding van deze als gaaf en ongeschonden, en, indien zij dit niet zijn, den toestand waarin zij worden gevonden en van de maatregelen, welke de kantonrechter dientengevolge noodig geoordeeld en genomen heeft;

7°. de namen van een notaris en van schatters, indien daartoe gronden zijn, door de belanghebbenden gekozen of bij verschil door den kantonrechter benoemd, mitsgaders de eedsaflegging door de schatters;

8°. de zwarigheden en verschillen bij de ontzegeling ontstaan, waarop eene beslissing moet vallen, in welk geval de kantonrechter partijen verwijst naar eene terechtzitting in kort geding, met bepaling van dag en uur, waarop zij zonder oproeping of nadere aanmaning voor de behandeling van de zaak moeten verschijnen.

Tegen de beslissing van den kantonrechter, welke in het proces-verbaal van ontzegeling wordt opgenomen, mag binnen veertien dagen in beroep worden gekomen.

554. Indien bij opheffing van de zegels de reden van hunne legging niet is vervallen en bij die opheffing eene boedelbeschrijving moet plaats vinden, worden de zegels opgeheven naar gelang deze beschrijving vordert; aan het einde van elke zitting worden de zegels weder op het nog niet beschrevene, doch reeds ontzegelde, gelegd.

555. Ingeval de reden van de verzegeling vervalt eer de ontzegeling is geschied of terwijl deze geschiedt, worden de zegels in eens opgeheven en wordt de verdere tegenwoordigheid van den kantonrechter bij de boedelbeschrijving, indien deze gedaan of voortgezet mocht worden, overbodig.

Vierde Afdeeling.

Van inventarisatie of boedelbeschrijving.

556. Boedelbeschrijving mag na de opheffing van de zegels, indien daaromtrent de belanghebbenden eenstemmig zijn, onderhands worden opgemaakt in al de gevallen, waarin bij algemeene verordening niet uitdrukkelijk het tegendeel is bepaald.

De akte van boedelbeschrijving, door partijen onderteekend, moet ter griffie van het kantongerecht, waar het sterfhuis gevallen is, nadat partijen voor den kantonrechter hare deugdelijkheid hebben beëedigd of plechtig verzekerd, worden overgebracht.

557. Hij, die volgens artikel 537 het recht heeft om verzegeling te vorderen, is ook bevoegd om bij de ontzegeling inventarisatie of boedelbeschrijving te vorderen, uitgezonderd alleen hij, die het zegel heeft doen leggen krachtens het bepaalde onder 3° van dat artikel.

558. Indien bij de opheffing van de zegels tot boedelbeschrijving wordt overgegaan, geschiedt dit in tegenwoordigheid van de personen opgenoemd onder 3° van artikel 550, en op den voet als aldaar voor de ontzegeling is bepaald.

559. In de gevallen, waarin ook buiten verzegeling eene boedelbeschrijving wordt voorgeschreven, of waarin eene boedelbeschrijving op eene ontzegeling volgt, moet de boedelbeschrijving, behalve de formaliteiten van alle authentieke of onderhandsche akten, vermelden:

1°. de namen en de woonplaats van de tegenwoordige of vertegenwoordigde personen en van hunne vertegenwoordigers, van de niet-tegenwoordige, indien zij bekend en daartoe opgeroepen zijn, en van de schatters;

2°. de plaats, waar de beschrijving gedaan is en de goederen zijn gevonden;

3°. de korte beschrijving van de goederen met vermelding van de waardeering van de roerende goederen;

4°. de muntspeciën, alsmede, zooveel doenlijk, de hoedanigheden en het gewicht van het goud- en het zilverwerk;

5°. de aanteekeningsboeken of registers, zoo er die zijn; indien de beschrijving notarieel wordt opgemaakt, moet de notaris deze op de eerste en laatste bladzijde waarmerken; indien de boedelbeschrijving onderhandsch is, moet een der belanghebbenden, bij overeenkomst daartoe gekozen, dit doen;

6°. de gevonden titels en de schriftelijke verbintenissen ten laste of ten bate des boedels;

7°. den eed bij het sluiten van de boedelbeschrijving, welke naar de wijze van ieders godsdienstige gezindheid hetzij in

handen van den notaris, hetzij in handen van den kantonrechter moet worden afgelegd door hen, die vóórdien in het bezit van de goederen zijn geweest of het huis bewoond hebben, waarin die goederen zich hebben bevonden, dat zij niets hebben verduisterd, noch gezien hebben, noch weten, dat iets verduisterd is; wie niet tot een erkende godsdienstige gezindheid behoort, legt eene plechtige verklaring af, nadat hem de strafbepaling op het geven van valsche getuigenis voor den rechter zal zijn voorgehouden;

8°. dat gehandeld is met in den boedel gevonden testamenten en met niet tot de nalatenschap behoorende papieren overeenkomstig het voorschrift van de artikelen 540, 541 en 542, en aan wien de effecten en papieren des boedels zijn overgegeven, hetzij krachtens de wet, hetzij volgens overeenkomst van de belanghebbenden.

560. Indien bij de boedelbeschrijving zwarigheden of verschillen ontstaan, moeten de partijen benevens de notaris die haar opmaakt, zich vervoegen voor den kantonrechter, om daarop in kort geding te beslissen, behoudens hooger beroep binnen veertien dagen na die beslissing.

Het laatste lid van artikel 543 is ten deze toepasselijk.

Vijfde Afdeeling.

Van verkoop van de roerende goederen.

561. Indien al de erfgenamen meerderjarig zijn en het vrije beheer van hunne goederen hebben, mag de verkoop van de tot eene nalatenschap behoorende roerende goederen geschieden op zoodanige plaats en wijze, als de belanghebbenden zijn overeengekomen.

562. Indien er verkoop moet plaats hebben van roerende goederen, waarbij minderjarigen, onder curateele gestelden of afwezigen belang hebben, of indien de erfgenamen niet eenstemmig zijn, moet de verkoop in het openbaar door een daartoe bevoegden ambtenaar worden gedaan overeenkomstig de plaatselijke gebruiken.

563. Indien echter alle belanghebbenden daarin toestemmen, is de kantonrechter, ook wanneer onder de belanghebbenden minderjarigen of onder curateele gestelden zijn, naar gelang van omstandigheden bevoegd om toe te staan, dat de verkoop geschiede op eene der andere wijzen, voorgeschreven bij artikel 445 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname.

564. Indien de verkoop in het openbaar moet geschieden, bepaalt de kantonrechter, indien en voor zooverre eene der partijen zulks verlangt, den dag daartoe, en wijst den openbaren ambtenaar aan, te wiens overstaan deze verkoop zal worden gehouden.

Hij laat tevens van zijne beslissing aan de overige belanghebbenden kennis geven op zoodanige wijze en binnen zoodanigen tijd, als hij naar de omstandigheden zal vermeenen te behooren.

565. De verkoop heeft plaats zoowel bij afwezigheid als in tegenwoordigheid van de belanghebbende partijen.

Over gerezen zwarigheden beslist de kantonrechter bij voorraad in kort geding.

Zesde Afdeeling.

Van verkoop van de onroerende goederen.

566. Bijaldien de onroerende goederen alleen aan meerderjarigen toebehooren, die het vrije beheer van hunne goederen hebben, worden die goederen verkocht op zoodanige wijze, als de belanghebbenden overeenkomen.

567. Indien er verkoop moet plaats hebben van onroerende goederen, voor het geheel of ten deele toebehoorende aan minderjarigen, onder curateele gestelden of afwezigen, of ook indien de erfgenamen niet eenstemmig zijn, moet die verkoop plaats hebben op de wijze, voorgeschreven bij artikel 452 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname.

568. Indien al de belanghebbenden daarin toestemmen, is de kantonrechter, ook ingeval er zich minderjarigen of onder curateele gestelden onder die belanghebbenden bevinden, naar gelang van omstandigheden, bevoegd om toe te staan, dat de verkoop van die onroerende goederen geschiede op de wijze, voorgeschreven bij artikel 453 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname.

569. Indien de verkoop in het openbaar moet geschieden, bepaalt de kantonrechter, indien en voor zooverre eene der partijen zulks verlangt, daartoe den dag en wijst den notaris aan, ten wiens overstaan de verkoop zal geschieden. De kantonrechter laat tevens van zijne beslissing aan de overige belanghebbenden kennis geven op zoodanige wijze en binnen zoodani-

gen tijd, als hij naar gelang van omstandigheden vermeent te behooren.

570. De verkoop mag plaats hebben zoowel buiten als in tegenwoordigheid van de belanghebbende partijen.

571. Over gerezen zwarigheden beslist de kantonrechter bij voorraad in kort geding.

Zevende Afdeeling.

Van de verdeeling.

572. De rechtsvordering tot boedelscheiding wordt bij den kantonrechter op de gewone wijze aanhangig gemaakt.

573. Het vonnis, waarbij eene boedelscheiding wordt bevolen, moet, indien de belanghebbenden daarover niet overeenkomen, inhouden de benoeming van een notaris, ten wiens overstaan de scheiding behoort te worden tot stand gebracht.

De rechter is ook bevoegd om den dag te bepalen, waarop partijen gehouden zijn zonder nadere oproeping te verschijnen.

574. Bijaldien in den loop van de werkzaamheden van de scheiding zwarigheden ontstaan, maakt de notaris daarvan een afzonderlijk proces-verbaal op, behelzende de beweringen van partijen.

Hij legt een afschrift daarvan neder ter griffie van het kantongerecht; de kantonrechter laat partijen, na ontvangst van een door de meest gereede partij daartoe ingediend verzoekschrift, ter openbare zitting oproepen voor de behandeling van de zaak.

575. Indien, gedurende de werkzaamheden van de scheiding, het noodig bevonden wordt, dat eenige roerende goederen verkocht worden, wordt daartoe overgegaan overeenkomstig de voorschriften van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname en van de vijfde afdeeling van dezen titel.

576. De notaris is verplicht aan elke der partijen zoodanige afschriften van of uittreksels uit de acte van scheiding af te geven, als iedere belanghebbende vordert.

Achtste Afdeeling.

Van het voorrecht van boedelbeschrijving.

577. Bijaldien de erfgenaam, die zich beraadt, zich overeenkomstig artikel 1054 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie

Suriname wil doen machtigen tot den verkoop van tot de nalatenschap behoorende goederen, richt hij te dien einde een verzoek tot den kantonrechter, in wiens rechtsgebied de nalatenschap is opengevallen.

578. Indien de erfgenaam, die de nalatenschap onder voorrecht van boedelbeschrijving heeft aanvaard, overgaat tot den verkoop van tot die nalatenschap behoorende roerende of onroerende goederen, is hij gehouden om zich te gedragen naar de voorschriften, vervat in artikel 1061 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname.

579. Indien een beneficiaire erfgenaam, op de daartoe aan hem gedane sommatie van schuldeischers of belanghebbenden, weigert of nalaat de zekerheid te stellen, vermeld in artikel 1062 van voornoemd Burgerlijk Wetboek, is de kantonrechter bevoegd om hem na verloop van acht dagen op verzoek van belanghebbenden, te doen oproepen en om, indien hij alsdan weigerachtig blijft of niet verschijnt, een curator te benoemen om te handelen zooals bij het tweede lid van voormeld artikel is voorgeschreven.

580. Een benificiaire erfgenaam moet de rechtsvorderingen, welke hij ten laste van de nalatenschap mocht hebben, tegen de overige erfgenamen instellen; indien andere erfgenamen er niet zijn, of indien alle erfgenamen die rechtsvorderingen willen instellen, geschiedt zulks tegen een curator over de onder voorrecht van boedelbeschrijving aanvaarde nalatenschap, die op dezelfde wijze wordt benoemd als een curator over eene onbeheerde nalatenschap.

Negende Afdeeling.

Van den curator van eene onbeheerde nalatenschap.

581. De curator van eene onbeheerde nalatenschap, die wil overgaan tot den verkoop van tot die nalatenschap behoorende roerende of onroerende goederen, moet in acht nemen de formaliteiten, ten aanzien van den verkoop van goederen, aan minderjarigen toebehoorende, voorgeschreven bij de artikelen 562, 563 en 567.

DERDE TITEL.

Van boedelafstand.

582. Boedelafstand geschiedt, wanneer een schuldenaar, die zich buiten staat bevindt om zijne schulden te betalen, al zijne goederen aan zijne schuldeischers overlaat.

583. Boedelafstand behoeft de vrijwillige aanneming van de schuldeischers. Hij heeft niet anders ten gevolge dan hetgeen voortspruit uit de bepalingen van de overeenkomst zelve tusschen hen en den schuldenaar aangegaan; behoudens de bepaling van het volgend artikel.

584. Boedelafstand draagt den eigendom aan de schuldeischers niet over, hij geeft hun alleen het recht om de goederen te hunnen voordeele te doen verkoopen en er de vruchten van te trekken tot de verkooping toe.

Hetgeen na de voldoening van alle schuldeischers van de opbrengst van den verkoop overblijft, wordt aan den schuldenaar uitgekeerd.

VIERDE TITEL.

Van middelen tot bewaring van zijn recht.

Eerste Afdeeling.

Van het beslag tot revindicatie van roerende goederen.

585. Ieder, die recht heeft tot revindicatie of reclame van roerend goed, is bevoegd om dit in beslag te doen nemen.

586. Tot het leggen van dit beslag mag slechts worden overgegaan krachtens een bevelschrift van den kantonrechter, uitgevaardigd op een verzoekschrift, waarbij de goederen kortelijk moeten zijn omschreven, op straffe van vergoeding van kosten, schade en interesten, zoowel tegen de partij, als tegen den deurwaarder, die tot inbeslagneming, zonder zoodanig bevelschrift, is overgegaan.

587. De kantonrechter is bevoegd om het leggen van dergelijk beslag zelfs op Zondag toe te staan.

588. Dit beslag geschiedt in denzelfden vorm als de inbeslagneming bij executie van roerende goederen.

589. Het bepaalde bij het eerste lid van artikel 319 vindt aldus toepassing, dat de waarde van het in beslag te nemen goed

in de plaats treedt van het bedrag der vordering, waarvoor het beslag wordt gelegd.

590. Binnen acht dagen na het leggen van het beslag moet de beslaglegger bij verzoekschrift den eisch instellen tot vanwaardeverklaring van het beslag. Deze eisch, mitsgaders de eisch tot opheffing van het beslag, moeten gebracht worden voor den bevoegden rechter van den persoon, tegen wien de inbeslagneming gedaan is.

Indien het verzoekschrift tot vanwaardeverklaring niet binnen den bepaalden termijn is ingediend, vervalt het beslag van rechtswege.

Tweede Afdeeling.

Van inbeslagneming of arrest in handen van den schuldenaar.

591. De kantonrechter is bevoegd om aan iederen schuldeischer, die hem summierlijk van de deugdelijkheid van zijne schuldvordering doet blijken en aantoont, dat er gegronde vrees bestaat voor verduistering door den schuldenaar van zijne roerende of onroerende goederen, verlof te verleenen om conservatoir beslag te doen leggen op de roerende goederen van dien schuldenaar; hij is ook bevoegd om, daartoe gronden vindende, den schuldenaar vooraf in zijn belang te hooren.

592. In de beschikking waarbij het verlof verleend wordt, moet het bedrag der schuldvordering, tot welker verzekering het beslag mag worden gelegd, worden uitgedrukt.

593. De kantonrechter, dit verlof verleenende, is tevens bevoegd om te gelasten, dat het beslag slechts mag geschieden onder het stellen van zekerheid voor de kosten, schade en interesten, welke het beslag zou kunnen veroorzaken.

In dat geval moet de beslaglegger de zekerheid doen aanbieden bij het exploit van inbeslagneming en staat het den gearresteerde vrij om, de aangeboden zekerheid niet voldoende achtende, zich deswege in kort geding te voorzien. Desniettemin mag alsdan het beslag voorloopig worden gelegd.

594. De formaliteiten, voorgeschreven voor de inbeslagneming bij executie van roerende goederen, zijn ook ten deze toepasselijk.

595. Degene, tegen wien het verlof tot inbeslagneming van zijne roerende goederen verleend is, is bevoegd om onverwijld daartegen op te komen.

596. De rechter moet de opheffing van het beslag gelasten:

1°. indien de schuldenaar genoegzame zekerheid heeft gesteld voor de voldoening van de schuldvordering, waarvoor het beslag is gelegd;

2°. indien, na verhoor van partijen, summierlijk van de ondeugdelijkheid van de vordering of van het onnoodige van het beslag mocht blijken.

Van rechtswege vervalt dit beslag, indien het verzoekschrift tot vanwaardeverklaring niet is ingediend binnen acht dagen nadat het beslag is gelegd.

In al deze gevallen wordt de beslaglegger veroordeeld tot vergoeding van kosten, schade en interesten, indien daartoe gronden aanwezig zijn.

597. De rechter is bevoegd om de tenuitvoerlegging van de in de vorige artikelen vermelde bevelschriften en beslissingen te bevelen met of zonder borgtocht, niettegenstaande verzet of hooger beroep.

598. Het verzoekschrift tot vanwaardeverklaring van het beslag moet worden gericht aan den rechter, die bevoegd is om van de schuldvordering, voor welke het beslag gelegd is, kennis te nemen.

Derde Afdeeling.

Van arrest onder derden.

599. Behoudens het geval, in de tweede afdeeling van den tweeden titel des tweeden boeks vermeld, is iedere schuldeischer, uit kracht van authentieke of onderhandsche bescheiden, bevoegd om beslag te doen leggen onder handen van derden op de gelden en goederen aan zijn schuldenaar verschuldigd of toebehoorende of zich tegen afgifte daarvan te verzetten.

Indien bescheiden niet bestaan, is de kantonrechter van de woonplaats van den schuldenaar, en zelfs die, binnen wiens rechtsgebied derden, onder welke zich gelden en goederen bevinden, woonachtig zijn, bevoegd om op een verzoekschrift verlof te geven tot het leggen van arrest. De bepalingen van artikel 593 zijn in dit geval mede toepasselijk.

De rechter moet echter het arrest opheffen indien behoorlijke borgstelling heeft plaats gehad voor het beloop van de som, voor welker zekerheid het beslag gelegd is.

600. Ieder exploit van arrest moet bevatten de omschrijving van de bescheiden of de vermelding van 's rechters verlof mitsgaders de som, waarvoor de inbeslagneming gedaan is.

Niet vereffende vorderingen en de kosten, waarin de schuldenaar zou kunnen worden veroordeeld, worden door den rechter voorloopig begroot.

Het exploit moet insgelijks bevatten de verkiezing van eene woonplaats ter plaatse, alwaar de derde, onder wien beslag gelegd is, woonachtig is, indien de beslaglegger aldaar zijne woonplaats niet heeft.

Alles op straffe van nietigheid van het gedaan arrest.

601. Het exploit van eene inbeslagneming onder ontvangers of andere bewaarders van openbare kassen of gelden moet beteekend worden aan die ambtenaren, of degenen die zich aan het hoofd van het kantoor bevinden; zij zijn verplicht om het oorspronkelijke voor gezien te teekenen. Ingeval van weigering moet de deurwaarder daarvan melding maken.

602. Binnen acht dagen na het doen van het beslag is de beslaglegger, op straffe van nietigheid van het arrest, verplicht om onder overlegging van een afschrift van het exploit van inbeslagneming, bij den rechter, binnen wiens rechtsgebied de schuldenaar woont, bij verzoekschrift den eisch tot vanwaardeverklaring in te stellen.

Deze rechter is ook bevoegd om kennis te nemen van een eisch tot opheffing van het arrest.

Indien de schuldenaar in een ander district woont, wordt de termijn van beteekening door artikel 9 geregeld.

603. Indien de schuldenaar opheffing van het arrest bekomt, wordt de beslaglegger veroordeeld tot vergoeding van kosten, schade en interesten, indien daartoe gronden aanwezig zijn.

604. Indien de inbeslagneming van waarde verklaard is, is de beslaglegger verplicht om binnen den tijd van eene maand na de uitspraak van het vonnis, bij den bevoegden rechter van den derden gearresteerde, onder overlegging van een afschrift van het vonnis, een verzoekschrift in te dienen ten einde den derden gearresteerde te doen oproepen om ter terechtzitting verklaring te doen van hetgeen hij van den gearresteerde onder zich heeft, of aan hem verschuldigd is; voorts om te worden veroordeeld om dat, wat diensvolgens blijken zal aan den gearresteerde toe te komen, af te geven, of ter executie over te

geven ten behoeve van den beslaglegger, ten einde daarop diens vordering te verhalen, en om bij gebreke van het doen van de vermelde verklaring, te worden verwezen tot de voldoening van het bedrag der vordering, waarvoor het beslag deugdelijk is verklaard, met de interesten en kosten, evenals ware hij daarvan zuivere schuldenaar.

Wanneer de beslaglegger den in het eerste lid bedoelden termijn laat verloopen, zijn de betalingen door dien derde gedaan van waarde. Bij de oproeping worden de gewone termijnen in acht genomen.

605. De verklaring moet met redenen zijn omkleed; zij moet inhouden een staat van de gelden of roerende goederen, welke de derde gearresteerde onder zich heeft; de vermelding van de oorzaak en van het bedrag van diens schuld; van de betalingen op rekening, zoo die mochten hebben plaats gehad, en van de wijze van schuldkwijting, indien de derde gearresteerde beweert niets meer schuldig te zijn, en in allen gevalle de andere inbeslagnemingen, welke onder hem mochten zijn gedaan.

606. De verklaring wordt ten dage dienende ter terechtzitting gedaan, en moet schriftelijk, door of namens den derden gearesteerde onderteekend, worden overgegeven.

607. Indien de verklaring van den derden gearresteerde deugdelijk wordt bevonden en indien hij niet betwist de gevraagde veroordeeling tot afgifte, moeten hem al de kosten aan zijne zijde gevallen worden goedgedaan; hij is niet verplicht tot eenige af- of overgifte, dan tegen voldoening of onder korting van die kosten.

608. Indien de gronden, waarop de derde gearresteerde zijne verplichting tot het afleggen van eene verklaring betwist, worden verworpen, bepaalt de rechter den dag waarop hij alsnog zijne verklaring zal hebben uit te brengen, tevens met verwijzing in de kosten.

609. Indien de derde gearresteerde op de oproeping ter verklaring, of op den dag bij het vorig artikel vermeld, nalatig blijft in het uitbrengen van zijne verklaring, verleent de rechter tegen hem verstek en veroordeelt hem, uit kracht daarvan, tot betaling van het bedrag der vordering, waarvoor het beslag gedaan is, met de interesten en kosten, evenals ware hij daarvan zuiver schuldenaar.

610. De derde gearresteerde is echter bevoegd om onder aanbod van betaling van de kosten, tegen dit vonnis in verzet te komen; indien alsdan, na gedane verklaring, blijkt, dat hij aan dengene, tegen wien beslag gedaan is, niets verschuldigd is, of dat hij van dezen niets onder zich heeft, wordt hij op het verzet ontlast van zijne veroordeeling tot betaling van het bedrag van de vordering, waarvoor het beslag is gelegd.

611. Indien op dit verzet blijkt, dat hij minder dan het bedrag van de vordering van den beslaglegger onder zich heeft of verschuldigd is, brengt de rechter zijne veroordeeling tot dit lagere bedrag terug en kan de derde gearresteerde volstaan met de voldoening of afgifte daarvan; de rechter is echter bevoegd om hem te veroordeelen tot vergoeding van de door zijne nalatigheid geleden kosten, schade en interesten.

612. De beslaglegger is bevoegd om te eischen dat de derde, onder wien het beslag gelegd is, de waarheid van zijne verklaring met eede of met eene plechtige verklaring bevestige.

613. Indien bij betwisting van de verklaring de derde gearresteerde in het ongelijk gesteld wordt, verbetert de rechter die verklaring en verwijst hij den derden gearresteerde tot voldoening of afgifte van hetgeen zal zijn gebleken door dezen verschuldigd te zijn of onder dezen te berusten.

De rechter is voorts bevoegd om den derden gearresteerde te veroordeelen tot vergoeding van kosten, schade en interesten.

614. De derde gearresteerde is verplicht om de gelden, welke hij alzoo blijkt van den schuldenaar onder zich te hebben of aan dezen schuldig te zijn, aan den beslaglegger uit te betalen tot het bedrag van de aan hem bij het vonnis van deugdelijkverklaring toegewezen vordering. De beslaglegger is bevoegd om die gelden desnoods op den derden gearresteerde, uit kracht van het tegen hem gewezen vonnis, bij executie te verhalen.

615. Op gelijke wijze kan de derde gearresteerde worden gedwongen tot afgifte van de gearresteerde goederen, welke zijn gebleken onder hem te berusten; deze worden bij executie verkocht, en de kooppenningen aan den beslaglegger tot het bedrag van het aan hem verschuldigde uitbetaald.

616. Verzet tegen de afgifte van de opbrengst van in beslag genomen goederen wordt niet toegelaten.

617. Indien echter, vóórdat het vonnis tot afgifte tegen den derden gearresteerde, overeenkomstig de vordering bij artikel 604 vermeld, is gewezen, inbeslagnemingen door andere schuldeischers onder den derden gearresteerde zijn gedaan, wordt het vonnis tot afgifte geacht, ten behoeve van allen te zijn gewezen en wordt het gearresteerde of de opbrengst van dien onder allen verdeeld naar het bedrag waarvoor elke vordering deugdelijk is verklaard, op de wijze als in de derde afdeeling van den tweeden titel des tweeden boeks is bepaald. De derde gearresteerde mag niet tot de afgifte worden verplicht vóórdat alle onder hem gelegde beslagen zijn van waarde verklaard of opgeheven.

Ieder beslaglegger, wiens gelegd beslag van waarde is verklaard, is bevoegd om, indien andere beslagleggers hunne vorderingen tot deugdelijkverklaring niet op de voorgeschreven termijnen van rechtspleging vervolgen, in het tot dat einde hangende geding tusschen te komen en incidenteel te vorderen, dat een termijn van afdoening worde gesteld, na verloop waarvan het beslag, voor zooverre het alsdan niet van waarde zal zijn verklaard, als opgeheven wordt beschouwd.

618. Indien deze schuldeischers niet willen berusten in de verklaring, door den derden gearresteerde gedaan of door den rechter verbeterd, zijn zij bevoegd om, behoudens hun recht van tusschenkomst hangende het geding nopens de verklaring, den derden gearresteerde alsnog op te roepen tot nadere verklaring en verwijzing, overeenkomstig artikel 604; mits daartoe andere gronden en bewijsmiddelen bijbrengende, dan in het afgeloopen geding met andere schuldeischers zijn gebezigd.

619. Dit beslag mag niet gelegd worden:

1°. op goederen, welke bij algemeene verordening niet voor inbeslagneming vatbaar verklaard zijn;

2°. op in rechten toegewezen gelden tot onderhoud;

3°. op gelden en jaarwedden tot onderhoud, welke de erflater of schenker niet voor inbeslagneming vatbaar heeft verklaard. Eene zoodanige bepaling mag door één persoon ten behoeve van eenzelfden bevoordeelde worden gemaakt ten aanzien van gelden en jaarwedden tot een bedrag van f 1000, over een jaar berekend.

Evenwel mogen de zaken, onder 2°. en 3°. begrepen, worden in beslag genomen tot verhaal van het verschuldigde wegens

levering van levensbehoeften, verstrekt aan dengeen, tegen wien het beslag gedaan wordt.

620. Bezoldigingen en pensioenen wegens ambten of bedieningen zijn niet voor beslag vatbaar, dan voor zoodanig gedeelte en op zoodanige wijze, als bij algemeene verordening is bepaald.

621. De schuldeischer is bevoegd om het in deze afdeeling vermelde beslag uit krachte van authentieke of onderhandsche bescheiden ook te leggen onder zich zelven.

Echter mag het beslag krachtens onderhandsche bescheiden slechts worden gelegd na op het daartoe ingeleverde verzoekschrift verlof verkregen te hebben van den kantonrechter van de plaats, waar de beslaglegger woont.

De rechter is bevoegd om het beslag op te heffen nadat behoorlijke zekerheid is gesteld voor of betaling heeft plaats gehad van de som, voor welke het beslag gelegd is.

622. Het beslag wordt gelegd bij een exploit gedaan aan dengene, te wiens laste het gelegd wordt.

Dit exploit moet bevatten de omschrijving van de bescheiden en, indien het onderhandsche bescheiden zijn, bovendien de vermelding van 's rechters verlof; voorts eene nauwkeurige vermelding van de goederen of schuldvorderingen waarop, en van de som waarvoor de inbeslagneming gedaan wordt.

Niet-vereffende vorderingen en de kosten, waarin de gearresteerde zou kunnen worden veroordeeld, worden door den rechter voorloopig begroot.

623. De artikelen 602, 603, 619 en 620 zijn ook op dit beslag van toepassing.

624. De rechter beslist over de geheele vordering bij één vonnis, tenzij hij mocht bevinden, dat een deel daarvan vroeger dan het andere kan worden afgedaan, in welk geval hij daartoe mag overgaan.

Indien de vordering geheel of gedeeltelijk wordt toegewezen, is de beslaglegger bevoegd om op datgene wat volgens het vonnis onder het beslag valt, het hem verschuldigde overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 614, 615 en 616 te verhalen.

625. Indien echter, vóórdat een vonnis gewezen is, krachtens hetwelk verhaal kan plaats hebben, inbeslagnemingen door

andere schuldeischers onder den beslaglegger zijn gedaan, geldt dat vonnis ten aanzien van allen en zijn overigens de artikelen 617 en 618 toepasselijk, met dien verstande dat aan deze schuldeischers het in artikel 618 bedoelde recht toekomt, indien zij meenen, dat meer dan waarop de beslaglegger beslag heeft doen leggen, onder hem berust of door hem verschuldigd is.

Indien vóórdat het beslag van artikel 621 gelegd is, andere schuldeischers onder den in dat artikel bedoelden schuldeischer beslag hebben gelegd, komt het bepaalde in de artikelen 617 en 618 ook aan eerstgenoemden schuldeischer ten goede.

Vierde Afdeeling.

Van pandbeslag voor huren en pachten.

626. De verhuurder van een gebouw of van een landelijk eigendom, hetzij daarvan eene huurcedul is opgemaakt of niet, is bevoegd om één dag na gedaan bevel, zonder verlof van den kantonrechter, of ook dadelijk, zonder voorafgaand bevel, met zoodanig verlof, voor verschenen huren in beslag te doen nemen de goederen, welke bij de artikelen 1170 en 1172 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname voor de huurpenningen verbonden zijn verklaard.

627. De goederen van denzelfden aard, voor zooveel die aan een onderhuurder toebehooren, mogen in beslag genomen worden voor huren, door den eersten huurder verschuldigd, maar de onderhuurder bekomt opheffing van het beslag, indien hij bewijst, dat hij zonder arglist heeft betaald.

Betalingen bij voorraad gedaan gelden alleen dan, indien deze zijn geschied overeenkomstig artikel 1603 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname.

628. Het beslag wordt gelegd op gelijke wijze als het beslag op roerende goederen; de persoon, tegen wien het beslag gelegd is, mag worden aangesteld tot bewaarder.

629. Indien beesten of werktuigen voor den landbouw, vruchten te velde of andere voortbrengselen van landbouw, welke reeds van den grond zijn afgescheiden, of de zoodanige, welke nog tak- en wortelvast zijn, in beslag zijn genomen, is de kantonrechter bevoegd om op verzoek van den executant, en na verhoor of behoorlijke oproeping van den geëxecuteerde, een geschikt

persoon aan te stellen, ten einde voor de bebouwing, inzameling, bewerking of bereiding zorg te dragen.

630. Indien vruchten te velde of andere voortbrengselen van landbouw, hetzij reeds van den grond afgescheiden, hetzij nog tak- en wortelvast in beslag worden genomen, moet het procesverbaal van inbeslagneming vermelden ieder stuk gronds, waarop die vruchten of voortbrengselen zich bevinden, den inhoud zoo na mogelijk en de ligging van den grond en ten minste twee belendingen, alsmede de soort van de vruchten of andere voortbrengselen.

631. De in pandbeslag genomen goederen mogen eerst worden verkocht nadat het beslag bij vonnis van den daartoe bevoegden rechter van waarde is verklaard. De rechter is verplicht om vóór zijne beslissing dengene, tegen wien het beslag is gelegd, op te roepen ten einde in zijn belang te worden gehoord.

Indien het beslag, overeenkomstig artikel 1172 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname, onder een derde is gedaan, doet de rechter ook dezen oproepen om het van waarde te hooren verklaren.

Het beslag vervalt van rechtswege, indien de eisch tot vanwaardeverklaring niet bij een aan den kantonrechter gericht verzoekschrift is ingesteld binnen acht dagen nadat het is gelegd.

Deze termijn wordt, indien de schuldenaar in een ander district woont, door artikel 9 geregeld.

Vijfde Afdeeling.

Van beslag tegen schuldenaren, die niet in Suriname eene bekende woonplaats hebben, en tegen vreemdelingen, die niet zijn ingezetenen van Suriname.

632. Ieder schuldeischer, zelfs die niet een schriftelijk bewijs in handen heeft, is bevoegd om zonder voorafgaand bevel, maar met vergunning van den kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied zich de goederen bevinden, beslag te doen leggen op de goederen van zijn schuldenaar indien deze niet in Suriname eene bekende woonplaats heeft.

633. De formaliteiten, voorgeschreven ten aanzien van het executoriaal beslag op roerende goederen, zijn op dit beslag toepasselijk.

634. De beslaglegger is van rechtswege bewaarder van de in beslag genomen goederen, ingeval deze zich onder hem bevinden; zoo niet, dan stelt de rechter daarover een bewaarder aan.

635. De voorschriften van het eerste lid van artikel 631 gelden ook voor dit beslag; de eisch tot vanwaardeverklaring wordt ingesteld voor den kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied het beslag gelegd is.

636. Een vreemdeling, die niet is ingezetene van Suriname, mag, zonder dat er een vonnis te zijnen laste bestaat, op bevel van den kantonrechter, bij voorraad worden gegijzeld ter zake van eene vervallen en opeischbare schuld, jegens een ingezetene van Suriname aangegaan.

De formaliteiten, bij de tweede afdeeling van den vijfden titel van het tweede boek voorgeschreven, zijn ook op deze gijzeling toepasselijk.

637. De opheffing van de inbeslagneming en gijzeling, bij de artikelen 632 en 636 vermeld, wordt toegestaan na het stellen van behoorlijken borgtocht of andere voldoende zekerheid voor de schuld met de interesten en kosten.

638. De inbeslagneming en de gijzeling houden van rechtswege op en de gestelde zekerheid vervalt, indien de eisch tot vanwaardeverklaring niet bij een aan den kantonrechter gericht verzoekschrift is ingesteld binnen acht dagen, nadat de goederen in beslag zijn genomen of de schuldenaar is gegijzeld.

Hetzelfde geldt ten aanzien van de inbeslagneming, indien zij onder derden is gedaan, wanneer het verzoekschrift houdende den eisch tot vanwaardeverklaring niet binnen acht dagen, nadat het ingediend is, vanwege den beslaglegger is beteekend aan dengene, bij wien de goederen in beslag genomen zijn.

Indien de schuldenaar in een ander district woont, worden de termijnen van het indienen van het verzoekschrift en van het beteekenen door artikel 9 geregeld.

Zesde Afdeeling.

Van beslag op onroerend goed.

639. In de gevallen, voorzien bij de artikelen 240, 241, 242, 591 en 632 mag ook verlof verleend worden om beslag te leggen op een of meer bepaaldelijk aangewezen onroerende goederen van den schuldenaar.

Op dit beslag zijn van toepassing de bepalingen van de laatste zinsnede van artikel 591 en de artikelen 592, 593, 595, 596, 597 en 598.

640. Het beslag wordt gelegd in den vorm en met de gevolgen in de artikelen 377, 378 en 379 vermeld, met deze uitzondering, dat de deurwaarder zich niet op het in beslag genomen onroerend goed behoeft te begeven en dat in plaats van den titel, in artikel 377 onder 2°. genoemd, het verlof moet worden vermeld, uit krachte waarvan de inbeslagneming geschiedt.

Bovendien moet in het proces-verbaal van inbeslagneming op straffe van nietigheid worden aangewezen de rechter voor wien de vordering tot de vanwaardeverklaring zal worden ingesteld.

641. De beslaglegger is verplicht om binnen veertien dagen, nadat dit beslag is gelegd, een verzoekschrift tot vanwaardeverklaring er van in te dienen.

Indien de schuldenaar niet in het district woont, waar de inbeslagneming is geschied, wordt de termijn van indiening van het verzoekschrift door artikel 9 geregeld.

642. Zoodra na de vanwaardeverklaring van het beslag overgegaan wordt tot uitvoering van het vonnis, wordt dat beslag als een executoriaal beslag aangemerkt en geschiedt de verkoop overeenkomstig de bepalingen van de tweede afdeeling van den derden titel van het tweede boek.

De termijn van artikel 381 gaat in op den dag, waarop het vonnis tot vanwaardeverklaring wordt beteekend.

643. Onverminderd het bepaalde in artikel 596 is de beslaglegger, die het gelegd beslag niet binnen den daartoe gestelden termijn door eene vordering tot vanwaardeverklaring doet volgen, verplicht om, op straffe van vergoeding van kosten, schade en interesten, zoo daartoe gronden zijn, de overschrijving in de openbare registers te doen doorhalen binnen acht dagen, nadat de termijn voor het instellen van de vordering tot vanwaardeverklaring is verstreken.

644. Indien de beslaglegger niet voldaan heeft aan het voorschrift van het vorig artikel, wordt de overschrijving van het proces-verbaal van inbeslagneming in de openbare registers doorgehaald uit kracht van eene verklaring van den griffier van den overeenkomstig het tweede lid van artikel 640 in het proces-

verbaal van beslag aangewezen rechter, vermeldende, dat binnen den in het vorig artikel genoemden termijn eene vordering tot vanwaardeverklaring niet is ingesteld.

De doorhaling van de overschrijving in de openbare registers geschiedt evenzeer:

1°. uit kracht van de toestemming tot doorhaling van de overschrijving van hem, te wiens verzoeke zij is geschied, blijkende in voege als bepaald in artikel 1224 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname;

2°. uit kracht van het vonnis, houdende last tot opheffing van het beslag; buiten de toestemming van de belanghebbenden wordt de overschrijving niet doorgehaald dan met inachtneming van de bepaling van artikel 307 met deze wijziging, dat de termijn van acht dagen na de beteekening van het vonnis vervangen wordt door dien van ééne maand na de uitspraak;

3°. uit kracht van eene verklaring van den griffier, vermeldende, dat van de instantie is afstand gedaan of dat deze is vervallen; indien de zaak naar een anderen rechter verwezen is, moet de hier bedoelde verklaring, met vermelding van het vonnis tot verwijzing, worden afgegeven door den griffier van het gerecht, waar de zaak ten gevolge van de verwijzing behandeld is.

645. De akte, waarbij tot de doorhaling wordt gemachtigd, of een authentiek afschrift van zoodanige akte, alsmede de verklaringen in het vorig artikel vermeld, blijven onder den hypotheekbewaarder berusten.

Een authentiek uittreksel uit het vonnis houdende last tot opheffing van het beslag moet hem worden ter hand gesteld.

VIJFDE TITEL.

VAN HET DOEN VAN REKENING EN VERANTWOORDING.

646. De rekenplichtige, die nalatig is in het doen van rekening, wordt daartoe, na door den belanghebbende bij den kantonrechter ingediend verzoekschrift, ter terechtzitting opgeroepen; het geding wordt op de gewone wijze gevoerd.

647. Bij het vonnis, waarbij het doen van rekening gelast wordt, bepaalt de rechter tevens den termijn, binnen welken de rekening aan de wederpartij moet worden beteekend en de tot

bewijs strekkende bescheiden tegen ontvangbewijs of door middel van de griffie moeten worden medegedeeld.

648. Ingeval binnen den in het vorig artikel bepaalden termijn de beteekening niet heeft plaats gehad, of indien de rekenplichtige in gebreke blijft om rekening te doen, wordt hij, indien dit geëischt is, daartoe genoodzaakt door de inbeslagneming en den verkoop van zijne goederen tot zoodanig bedrag, als bij het vonnis is bepaald.

Ook is de rechter bevoegd om lijfsdwang tegen hem toe te staan.

649. Indien in hooger beroep een vonnis wordt vernietigd, waarbij een eisch tot het doen van rekening en verantwoording was afgewezen, wordt de rekening gedaan en beoordeeld voor en door den rechter, voor wien de eisch is ingesteld geweest, of voor en door zoodanigen anderen rechter, als bij de beslissing in hooger beroep daartoe is aangewezen.

650. De rekening moet de werkelijke ontvangsten en uitgaven bevatten. Ingeval de ontvangsten de uitgaven te boven gaan, is degene, aan wien de rekening gedaan wordt, bevoegd om van den rechter te vorderen een bevelschrift tot de uitbetaling van dat overschot, zonder dat hij geacht wordt daardoor de rekening te hebben goedgekeurd.

Dit bevelschrift wordt gegeven in den vorm vermeld in artikel 305.

651. Binnen den tijd van ééne maand na de beteekening behoort degene, aan wien de rekening gedaan wordt, deze goed te keuren, of anders aan zijne wederpartij eene schriftuur van debat te doen beteekenen, tenzij de rechter, om billijke redenen, aan hem een langer uitstel verleend hebbe.

Binnen een gelijken termijn na de beteekening van de schriftuur van debat is hij, die de rekening gedaan heeft, bevoegd om aan zijne wederpartij eene memorie van contra-debat te doen beteekenen tot rechtvaardiging van zijne rekening en oplossing van de daartegen ingebrachte bedenkingen. De wederzijdsche bescheiden moeten aan het slot van de memorie worden vermeld; daarvan wordt mededeeling gedaan tegen ontvangbewijs of wel door middel van de griffie.

652. Veertien dagen ten langste na de beteekening van deze memorie van contra-debat of dadelijk na het verloop van den daartoe verleenden termijn, beveelt de rechter, ten verzoeke van de eerst gereede partij, dat partijen, op dag, uur en plaats bij bevelschrift bepaald, voor hem zullen verschijnen, ten einde zich omtrent de betwiste artikelen te verklaren, en, ware het mogelijk, het daaromtrent eens te worden.

Indien de rekenplichtige alsdan niet verschijnt, is artikel 648 op hem van toepassing.

Indien partijen niet tot overeenstemming komen, maakt de rechter van alles proces-verbaal op; hij deelt aan partijen mondeling mede den dag en het uur van de terechtzitting, waarnaar hij partijen verwijst; de partijen behooren zich, zonder nadere aanmaning of oproeping, aldaar te bevinden, ten einde hare belangen mondeling voor te dragen.

653. Bij het vonnis, dat op het debat van rekening valt, moet het bedrag van den geheelen ontvang en uitgaaf opgemaakt en het saldo bepaald worden.

654. Eene herrekening mag niet toegestaan worden op grond van misslagen van berekening, weglatingen, valsche of dubbel gebrachte posten; partijen zijn echter alleen bevoegd om daarvan aan denzelfden rechter de herstelling te vorderen.

655. Indien hij, aan wien de rekening gedaan moet worden, verzuimd heeft zijne schriftuur van debat te doen beteekenen of later op de bij artikel 652 bepaalde wijze zijne belangen voor te dragen, beslist de rechter op de overgelegde stukken, zonder dat tegen deze beslissing verzet wordt toegelaten.

Indien, tengevolge van deze beslissing, de rekenplichtige eenige gelden verschuldigd is, is hij bevoegd om deze, totdat zij worden opgevorderd, zonder daarvoor interesten verschuldigd te zijn, onder zich te houden.

656. Een rekenplichtige, die verlangt rekening te doen, wendt zich, bij weigering of nalatigheid van den belanghebbende om deze op te nemen en te sluiten, bij verzoekschrift tot den rechter, voor wien de rekenplichtige tot het doen van rekening zou kunnen worden geroepen, met verzoek den belanghebbende te doen oproepen om de rekening op te nemen en te sluiten.

657. In dit geval wordt geprocedeerd op de gewone wijze, met inachtneming van de bijzondere voorschriften van dezen titel.

658. Indien echter beneficiaire erfgenamen, de curator in eene nalatenschap welke onder het voorrecht van boedelbeschrijving is aanvaard, de curator in eene onbeheerde nalatenschap of een andere rekenplichtige, verlangt rekening te doen, en deze rekening moet gedaan worden, hetzij aan eene groep van belanghebbenden, hetzij aan belanghebbenden welke slechts ten deele bekend zijn, hetzij er eindelijk afwezigen onder de belanghebbenden behooren, wenden de rekenplichtigen zich bij verzoekschrift tot den rechter in artikel 656 vermeld, met verzoek om tegen een bekwamen termijn, alle zoo bekende als onbekende of afwezige belanghebbenden te doen oproepen.

659. De rechter bepaalt dien termijn naar gelang van den vermoedelijken afstand van de woon- of verblijfplaatsen van de belanghebbenden; hij beveelt tevens, dat van de oproeping, naar mate van de meer of minder groote belangrijkheid van de zaak, hetzij eens, hetzij meermalen, mededeeling moet worden gedaan in een of meer bij het bevel aangewezen nieuwsbladen en voorts, dat afschrift daarvan worde aangeplakt aan de gehoorzaal van den rechter.

660. Het bevel houdt bovendien in den last aan den griffier om de bekende belanghebbenden te allen overvloede bij aangeteekende brieven op te roepen, waartoe de verzoeker in zijn verzoekschrift hunne namen en wonplaatsen vermeldt.

661. De rekenplichtige legt zijne rekening met de bescheiden, tegen ontvangbewijs, gedurende den loop van den termijn, ter griffie neder ter inzage van belanghebbenden en kondigt zulks aan in de nieuwsbladen waarin de oproeping is geplaatst.

662. Ten dage dienende behandelt de rechter de zaak en doet van het voorgevallene proces-verbaal opmaken.

663. Hij verleent verstek tegen niet-verschenen zoo bekende als onbekende belanghebbenden en beveelt een tweede oproeping, op gelijke wijze als bij de artikelen 659 en 660 is voorgeschreven; hij houdt ten opzichte van de gedaagden, die verschenen zijn, de zaak aan tot den dag, waarop zij opnieuw moet dienen.

De rechter verleent op dien naderen rechtsdag, indien een of meer der andermaal opgeroepen belanghebbenden wederom niet verschijnen, daarvan akte; hij behandelt de zaak verder en beslist daarin.

664. Deze beslissing is voor alle partijen verbindende; verzet daartegen is niet toegelaten.

665. Indien er eene rangregeling moet plaats hebben, geschiedt deze overeenkomstig de voorschriften daaromtrent in dit wetboek voorkomende.

666. De rekenplichtige mag zich, hangende de geschillen over de rangregeling, ontlasten van het onder hem berustend saldo door overstorting in de kas der gerechtelijke consignatiën; de rechter is ook bevoegd om zoodanige overstorting op de vordering van een of meer der belanghebbenden te bevelen.

667. Indien, in de gevallen bij artikel 658 vermeld, op de aldaar voorgeschreven oproeping niemand verschijnt, wordt verstek verleend en wordt eene tweede oproeping bevolen; indien ook daarop niemand verschijnt, sluit de rechter de rekening en bepaalt het saldo zoodanig als hij op grond van de bescheiden rechtmatig oordeelt. Tegen dit vonnis is verzet niet toegelaten.

ZESDE TITEL.

Van eenige bijzondere rechtsplegingen.

Eerste Afdeeling.

Van aanbieding van betaling en van gerechtelijke bewaargeving of consignatie.

668. Het proces-verbaal van aanbod van betaling moet de zaken of den aard der geldspeciën, welke men aanbiedt, vermelden.

Het aanbod moet geschieden aan den persoon of aan de woonplaats van den schuldeischer en daarin moet worden opgenomen het antwoord van den schuldeischer of, indien hij afwezig is, van hem, aan wien het aanbod is gedaan.

Dit antwoord behoort door den schuldeischer, of, bij diens afwezigheid, door hem, die het antwoord gegeven heeft, te worden onderteekend.

Indien de schuldeischer, of hij, die het antwoord gegeven heeft, weigert te teekenen of verklaart zulks niet te kunnen doen, moet daarvan melding worden gemaakt in het proces-verbaal; de notaris of de deurwaarder sluit dit proces-verbaal af, dagteekent en onderteekent het en laat daarvan een gewaarmerkt afschrift aan den persoon of aan de woonplaats van den schuldeischer, alles op straffe van nietigheid.

Ingeval de notaris of de deurwaarder noch den schuldeischer, noch iemand van diens huisgenooten aan zijne woonplaats vindt, handelt hij als in de artikelen 3 en 4 is bepaald.

669. Indien de schuldeischer de aangeboden zaak of geldsom niet aanneemt, mag de schuldenaar haar in gerechtelijke bewaring stellen, mits in acht nemende hetgeen voorgeschreven is in de artikelen 1425 tot en met 1433 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname.

670. De eisch tot vanwaarde- of tot nietigverklaring van de gedane aanbiedingen of van de bewaargeving wordt als eene gewone vordering behandeld. Indien zoodanige aanbieding of bewaargeving in eene hangende zaak voorkomt, wordt zij als een incident behandeld.

671. De vrijwillige of de gerechtelijke bewaargeving verkort geenszins de rechten welke uit gedane inbeslagneming, zoo die heeft plaats gehad, zijn ontstaan; zij moet aan de beslagleggers en opposanten worden beteekend.

Tweede Afdeeling.

Van de machtiging van eene getrouwde vrouw.

672. Indien een man, hetzij omdat hij onder curateele gesteld is, hetzij om andere redenen, zich in de onmogelijkheid bevindt om zijne vrouw te machtigen, of indien hij een tegenstrijdig belang heeft, is de vrouw, die machtiging wenscht te verkrijgen, bevoegd om een verzoekschrift in te dienen aan den kantonrechter, die daarop zijne beschikking stelt.

673. Indien de vrouw beweert, dat de man, die de machtiging behoort te geven, deze weigert, beslist de kantonrechter op het verzoek na den man te hebben gehoord of nadat deze daartoe behoorlijk is opgeroepen.

674. Indien in een rechtsgeding tegen eene getrouwde vrouw de man, die opgeroepen is om haar te machtigen, niet verschijnt, is de kantonrechter bevoegd om die machtiging te verleenen.

Derde Afdeeling.

Van stuiting van een huwelijk.

675. De akte, waarin tot stuiting van een huwelijk verzet gedaan wordt, moet bevatten de gronden van het verzet, de

hoedanigheid, welke aan den opposant recht geeft om tegen het huwelijk op te komen, en de keuze van eene woonplaats in de plaats of plaatsen, waar het huwelijk moest voltrokken worden; alles op straffe van nietigheid. Zij moet zoowel aan den ambtenaar van den burgerlijken stand als aan de partij, tegen welke het verzet gericht is, worden beteekend.

676. De eisch tot opheffing van de stuiting moet op de gewone wijze worden aangebracht en behandeld voor den rechter binnen wiens rechtsgebied woonplaats is gekozen, die daarop zoo spoedig mogelijk beslist.

Indien woonplaats is gekozen binnen het rechtsgebied van meer dan een kantonrechter, wordt de zaak aangebracht voor een van die kantonrechters, ter keuze van den aanlegger.

677. Tegen het vonnis, waarbij op de vordering tot opheffing van de stuiting van het huwelijk is beslist, wordt uiterlijk binnen veertien dagen hooger beroep toegelaten.

Vierde Afdeeling.

Van scheiding van goederen.

678. De vrouw mag een rechtsgeding tot scheiding van goederen niet aanvangen zonder machtiging van den kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied haar man woonachtig is.

Tot dat einde moet de vrouw, die scheiding van goederen vraagt, zich tot den kantonrechter wenden met een verzoekschrift, hare gronden daarvoor bevattende; de rechter gelast bij een op dat verzoekschrift geplaatst bevelschrift partijen om op een bepaalden dag en een bepaald uur in persoon voor hem te verschijnen, ten einde tusschen hen, zoo mogelijk, door zijne tusschenspraak eene bevrediging te bewerken.

De kantonrechter laat dit bevelschrift en verzoekschrift ten minste drie dagen vóór den bepaalden dag van verschijning aan den man beteekenen.

Ingeval de vrouw ten bepaalden dage niet verschijnt, zonder van eenige wettige reden te doen blijken, wordt haar verzoek beschouwd als vervallen.

Indien partijen, beide verschenen zijnde, niet vereenigd hebben kunnen worden, of indien de man, behoorlijk opgeroepen, niet is verschenen, verleent de kantonrechter aan de vrouw de gevraagde machtiging tot het indienen van een verzoekschrift tot scheiding van goederen.

Van den uitslag van deze verschijning laat de rechter een proces-verbaal opmaken.

679. De eisch tot scheiding moet, nadat de oproeping ter terechtzitting heeft plaats gehad, openbaar worden bekend gemaakt door middel van aankondigingen, door een deurwaarder aangeplakt in de gehoorzaal en aan het gebouw van het kantongerecht en geplaatst in het *Gouvernements-Advertentieblad.*

Die aankondigingen moeten vermelden:

1°. den eisch tot scheiding van goederen, en de dagteekening van het verzoekschrift waarbij de eisch is ingesteld;

2°. de namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats van de echtgenooten.

De deurwaarder maakt van zijne verrichting proces-verbaal op.

680. De maatregelen, welke de vrouw naar aanleiding van artikel 243 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname mag in het werk stellen, zijn verzegeling, boedelbeschrijving en waardeering van goederen, conservatoir beslag op de roerende goederen van de gemeenschap of van de vrouw, en conservatoir beslag op de onroerende goederen van de gemeenschap, overeenkomstig de bepalingen van de volgende acht artikelen.

681. Het verlof om een of meer van deze maatregelen te nemen mag worden gevraagd bij of na het indienen van het in het tweede lid van artikel 678 bedoelde verzoekschrift.

De kantonrechter is bevoegd om, alvorens die bewilliging te verleenen, indien hij dit noodig oordeelt, den man te doen oproepen.

682. Op het beslag op de roerende goederen van de gemeenschap of van de vrouw zijn de tweede zinsnede van het eerste lid en het derde lid van artikel 314, de artikelen 317, 318, 319, 321, 322, het eerste lid van artikel 324, de artikelen 326, 327 en 597 van overeenkomstige toepassing.

Het bepaalde bij het eerste lid van artikel 319 vindt aldus toepassing, dat de waarde van het in beslag te nemen goed in de plaats treedt van het bedrag der vordering, waarvoor het beslag wordt gelegd.

Tot bewaarders van het goed mogen niet worden aangesteld de beslaglegster, noch de kinderen of kleinkinderen der beide echtgenooten of van een hunner, tenzij met uitdrukkelijke toestemming van den echtgenoot.

683. Onder het beslag zijn niet begrepen de roerende goederen, van welke de echtgenoot aantoont, dat zij niet tot de gemeenschap of niet aan de vrouw behooren, alles behoudens ieders recht, waarover hetzij krachtens het bepaalde in het tweede lid van dit artikel, hetzij bij de toepassing van het laatste lid van artikel 684 de beslissing des rechters mag worden ingeroepen.

Hij die eigenaar beweert te zijn van aldus in beslag genomen goederen of van een gedeelte daarvan, is bevoegd om tegen de inbeslagneming op te komen op de wijze in artikel 329 bedoeld.

684. Het vonnis houdende afwijzing van den eisch tot scheiding beveelt tevens de opheffing van het beslag.

Bij toewijzing van de scheiding houdt het beslag op met de werkelijke verdeeling van de goederen van de gemeenschap of met de afgifte aan de vrouw van hare goederen.

685. Op het beslag op de onroerende goederen van de gemeenschap is het bepaalde bij het eerste lid van artikel 640 van overeenkomstige toepassing.

686. De overschrijving van het beslag op de onroerende goederen wordt in de openbare registers doorgehaald:

1°. uit kracht van de toestemming van de vrouw tot doorhaling van de overschrijving, blijkende in voege als bepaald in artikel 1224 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname;

2°. uit kracht van het vonnis houdende afwijzing van den eisch tot scheiding of last tot opheffing van het beslag. Buiten de toestemming van de belanghebbenden wordt de overschrijving niet doorgehaald dan met inachtneming van de bepaling van artikel 307 met deze wijziging, dat de termijn van acht dagen vervangen wordt door dien van ééne maand;

3°. uit kracht van eene verklaring van den griffier van het kantongerecht, dat van de instantie is afstand gedaan of dat de eisch tot scheiding is vervallen;

4°. ambtshalve door den hypotheekbewaarder bij de overschrijving van de akte van scheiding van de huwelijksgemeenschap of van een uittreksel daarvan.

Artikel 645 is ook hier van toepassing.

687. De kantonrechter beveelt op verzoek van den echtgenoot tegen voldoende zekerheidstelling de geheele of gedeeltelijke opheffing van het beslag op de roerende of onroerende goederen.

De kantonrechter is bevoegd om tot vervreemding of bezwaring van de in beslag genomen goederen machtiging te verleenen, onder zoodanige voorwaarden als hij noodig acht om te voorkomen dat de belangen der vrouw daardoor worden benadeeld.

In beide gevallen wordt de vrouw vooraf gehoord of moet blijken dat zij daartoe behoorlijk is opgeroepen.

688. Het beslag op de roerende of onroerende goederen verhindert niet de inbeslagneming en uitwinning daarvan door derden wegens schuld, vóór de inbeslagneming aangegaan.

Het overschot van de opbrengst van eene door derden vervolgde uitwinning moet ten behoeve van de belanghebbenden worden geconsigneerd.

Het beslag op de roerende of onroerende goederen laat ongedeerd het aan den man toekomende genot van de inkomsten, onverminderd zijne verplichtingen tegenover zijne vrouw krachtens algemeene verordening of huwelijksche voorwaarden.

689. Behoudens de voorzieningen, strekkende tot bewaring van recht, mag de rechter op den eisch van scheiding niet beslissen voordat ten minste ééne maand verloopen is nadat de hierboven voorgeschreven formaliteiten zijn in acht genomen.

690. De enkele bekentenis van den man geldt niet als bewijs, al zouden schuldeischers er niet zijn.

691. De scheiding van goederen wordt openbaar gemaakt door plaatsing van een uittreksel uit het vonnis in het *Gouvernements-Advertentieblad*.

Dat uittreksel moet bevatten de dagteekening van het vonnis en de aanduiding van den rechter die het gewezen heeft; voorts de namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats der echtgenooten.

De gronden waarop het vonnis berust, mogen in dit uittreksel niet worden opgenomen.

692. De vrouw mag het vonnis eerst doen ten uitvoer leggen nadat de bij het voorgaand artikel voorgeschreven formaliteit vervuld is.

693. Indien de vereischten, in deze afdeeling voorgeschreven, in acht genomen zijn, geldt het vonnis van scheiding ook ten aanzien van de schuldeischers van den man.

694. De van goederen gescheiden vrouw, die van de gemeenschap wil afstand doen, moet deswege hare verklaring afleggen ter griffie van het gerecht, welks rechter op den eisch tot scheiding heeft beslist.

695. De akte, waarbij de gemeenschap van goederen wordt hersteld, moet op dezelfde wijze worden bekend gemaakt als bij artikel 691 ten aanzien van de scheiding van goederen is voorgeschreven.

Vijfde Afdeeling.

Van echtscheiding.

696. De echtgenoot, die een eisch tot echtscheiding wil doen, dient daartoe aan den kantonrechter in een verzoekschrift, bevattende de opgave van de daadzaken en van den in te stellen eisch, met bijvoeging van de tot bewijs strekkende stukken. De eischende echtgenoot in persoon moet dit verzoekschrift aan den kantonrechter overhandigen. De kantonrechter houdt hem zoodanige bedenkingen voor, als hij raadzaam oordeelt.

Indien de eischer wettiglijk verhinderd is om zich bij den kantonrechter te vervoegen, begeeft deze zich naar des eischers woonplaats om hem zijne bedenkingen onder het oog te brengen.

697. Indien de eischer volhardt, gelast de kantonrechter dat beide echtgenooten op een bepaalden dag en uur voor hem zullen verschijnen.

Het bevel wordt aangeteekend op het verzoekschrift; de griffier zendt er een afschrift van aan den verweerder.

698. De echtgenooten zijn gehouden in persoon te verschijnen; zij mogen zich niet door nabestaanden of raadslieden doen bijstaan.

699. Op den bepaalden dag maakt de kantonrechter aan beide echtgenooten of aan den eischer, indien deze alleen verschenen is, zoodanige aanmerkingen als hij raadzaam oordeelt om eene verzoening te weeg te brengen. Ingeval de eischer niet verschijnt, zonder van eenige wettige reden te doen blijken, wordt het verzoek tot echtscheiding gehouden voor vervallen.

Van den uitslag van deze verschijning doet de rechter een proces-verbaal opmaken.

700. De kantonrechter is bevoegd om, bij niet-vereeniging, de vrouw bij hetzelfde proces-verbaal te machtigen om bij voor-

raad haren intrek te nemen in zoodanig huis, als partijen zullen zijn overeengekomen, of als hij van ambtswege daarvoor aanwijst, en tevens te bevelen, dat de goederen, tot haar dagelijksch gebruik strekkende, aan haar moeten worden ter hand gesteld.

Insgelijks mag hij bij voorraad bepalen, bij wien der echtgenooten de kinderen inmiddels zullen verblijven; indien de kinderen niet reeds in de feitelijke macht van dien echtgenoot zijn, wordt in de beschikking tevens de afgifte van de kinderen aan dezen bevolen; de bepalingen van het tweede, derde, vierde en vijfde lid van artikel 371*e bis* van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname zijn ten deze toepasselijk.

De kantonrechter is ook bevoegd om, daartoe gronden vindende, de som te bepalen, welke de echtgenoot voorloopig moet verstrekken tot onderhoud van de vrouw en van de kinderen, welke bij haar moeten verblijven.

Deze beschikkingen behouden gedurende het rechtsgeding hare kracht, totdat de rechter omtrent het onderwerp van die beschikkingen heeft beslist. Indien de rechter niet gebruik maakt van de bevoegdheid, hem bij artikel 267 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname toegekend, blijven de beschikkingen krachtens dit artikel betreffende de kinderen van kracht totdat het vonnis, waarbij de eisch tot echtscheiding is afgewezen, kracht van gewijsde heeft verkregen, of, in geval van toewijzing van dien eisch, totdat eene maand is verloopen, nadat de dientengevolge gegeven beschikking tot voorziening in de voogdij kracht van gewijsde heeft verkregen.

701. Indien de kantonrechter de echtgenooten niet heeft kunnen vereenigen, verleent hij aan den eischer verlof tot het indienen van een verzoekschrift tot echtscheiding.

Indien de vrouw eischeres is, moet zij dat verzoekschrift indienen binnen veertien dagen na het daartoe verleende verlof; bij gebreke van dien vervallen de voordeelen, welke haar krachtens het vorig artikel zijn toegekend.

702. De zaak wordt op de gewone wijze behandeld; het vonnis wordt in het openbaar uitgesproken.

Indien er gronden zijn om bewijs bij getuigen toe te laten, heeft het verhoor van de getuigen volgens de gewone regelen, doch met gesloten deuren plaats.

703. De incidenteele vorderingen, gedaan naar aanleiding van de artikelen 266 en 267 van het Burgerlijk Wetboek voor

de kolonie Suriname, en die tot wijziging of opheffing van de beschikkingen bedoeld bij artikel 700 moeten met redenen omkleed ter terechtzitting worden gedaan.

De maatregelen, welke de vrouw naar aanleiding van artikel 268 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname mag nemen tot bewaring van haar recht, zijn dezelfde als die, welke haar in geval van aangevraagde scheiding van goederen in artikel 680 zijn toegekend. Zij kan echter tot het leggen van conservatoir beslag alleen verlof bekomen in geval van gegronde vrees voor verduistering.

704. De formaliteiten, voor de vordering tot echtscheiding voorgeschreven, zijn mede toepasselijk op de vordering tot scheiding van tafel en bed wegens bepaalde oorzaak.

Het voorschrift van artikel 1931, tweede en derde lid, van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname is toepasselijk, zoowel bij de vordering tot scheiding van tafel en bed wegens bepaalde oorzaak, als bij de vordering tot echtscheiding; met deze wijziging echter voor de beide rechtsgedingen, dat de ouders en kinderen der echtgenooten zich van het geven van getuigenis mogen verschoonen.

705. Het vonnis, waarbij echtscheiding of scheiding van tafel en bed uitgesproken wordt, moet openbaar worden gemaakt op de wijze, bij artikel 691 vastgesteld.

Zesde Afdeeling.

Van de wijze van procedeeren in zaken betreffende onderhoud.

706. De rechtsvorderingen, uitsluitend strekkende tot:

1°. bepaling van eene uitkeering tot onderhoud, verschuldigd krachtens het eerste boek van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname,

2°. wijziging of intrekking van een vonnis of eene beschikking, waarbij eene beslissing over zoodanige uitkeering is gegeven,

3°. wijziging of intrekking van eene door partijen terzake van zoodanig onderhoud getroffen regeling,

worden ingesteld bij verzoekschrift.

Onder onderhoud is begrepen onderhoud en opvoeding van een minderjarige.

Het verzoekschrift bevat de feiten en omstandigheden, waarop de vordering is gegrond, en wordt met de tot staving dienende bescheiden ingediend bij den kantonrechter, met zooveel afschriften als er verweerders zijn.

De kantonrechters van de woonplaats van den verzoeker, van den verweerder of van een der verweerders, ter keuze van den verzoeker, zijn bevoegd om van de in het eerste lid genoemde vorderingen kennis te nemen.

707. De griffier teekent op het verzoekschrift den dag van ontvangst aan en zendt onverwijld bij aangeteekenden brief een afschrift van het verzoekschrift en van de daarbij behoorende bescheiden aan iederen verweerder toe. Daarbij wordt eene kennisgeving gevoegd, vermeldende den tijd, binnen welken volgens het laatste lid van dit artikel een verweerschrift kan worden ingediend, en het gevolg, door het eerste lid van het volgende artikel aan het niet-indienen verbonden. Indien noch de woonplaats, noch de verblijfplaats van den verweerder bekend is, plaatst de griffier onverwijld eene oproeping tot het afhalen van de voor hem bestemde stukken in een of meer door den kantonrechter aangewezen nieuwsbladen.

De verweerder dient binnen drie weken na den dag van afzending of oproeping een verweerschrift bij den rechter in. Het gaat vergezeld van een afschrift, dat de griffier onverwijld aan den verzoeker toezendt.

708. De rechter wijst de vordering zonder verder verhoor van partijen toe, indien niet binnen den wettelijken termijn een verweerschrift is ingekomen, ten ware de vordering hem onrechtmatig of ongegrond voorkomt.

Iedere verweerder, die niet in deze beschikking heeft berust, is bevoegd om bij verzoekschrift tegen haar in verzet te komen binnen acht dagen nadat de beschikking of eenige uit kracht daarvan opgemaakte of ter uitvoering daarvan strekkende akte hem in persoon is beteekend of na het plegen door hem van eenige daad, waaruit noodzakelijk voortvloeit, dat de beschikking of de aangevangen tenuitvoerlegging hem bekend is.

Het verzoekschrift gaat vergezeld van een afschrift, dat de griffier onverwijld aan den oorspronkelijken verzoeker toezendt.

709. Indien binnen den wettelijken termijn een verweerschrift of indien een verzoekschrift tot verzet is ingekomen, bepaalt de rechter een dag voor het verhoor van partijen en, in

geval de voogdijraad partij is, van dengene onder wiens ouderlijke macht of voogdij de minderjarige staat. Zijn er meer verweerders, dan wordt, zoolang deze niet allen een verweerschrift hebben ingediend, met het bepalen van den dag gewacht tot na afloop van den voor de indiening van verweerschriften geldenden termijn.

De rechter is bevoegd om, naar gelang de vordering het onderhoud van een meerderjarige of een minderjarige betreft, het schriftelijk advies in te winnen van den voogdijraad, voor zoover deze niet partij is in het geding.

Het advies wordt uitgebracht binnen een door den rechter gestelden termijn en ligt ter griffie voor de partijen, ouders en voogden ter inzage. De oproeping, in het volgend artikel bedoeld, zal de betrokkenen dienaangaande inlichten.

De rechter is bevoegd om in elken stand van de zaak aan ieder der partijen de verstrekking van bepaalde, door bewijsstukken gestaafde, gegevens nopens eigen inkomen of vermogen te bevelen, waarvan hij kennisneming noodig acht.

710. De oproeping van de partijen, ouders en voogden geschiedt bij brieven van den griffier, te verzenden uiterlijk op den tweeden dag na ontvangst van het in het voorgaand artikel bedoeld advies of na afloop van den daarvoor gestelden termijn en, heeft de rechter zoodanig advies niet ingewonnen, nadat het verhoor bepaald is. Heeft een hunner noch eene bekende woonplaats noch eene bekende verblijfplaats, dan plaatst de griffier de voor hem bestemde oproeping onverwijld in een of meer door den rechter aangewezen nieuwsbladen.

711. De rechter is bevoegd om tegen den dag van het verhoor of een naderen dag verhoor van getuigen over bepaalde feiten te bevelen. De getuigen worden zoo mogelijk in de beschikking aangewezen en door de meest gereede partij opgeroepen of medegebracht.

Partijen mogen bij haar verzoekschrift of verweerschrift het verlangen te kennen geven, dat door haar met naam en woonplaats aangeduide personen als getuigen worden gehoord.

De artikelen 141, 143, 144, 145, 146, 147, 150, 151 en 152 zijn op de getuigenverhooren van overeenkomstige toepassing.

Na afloop van het verhoor of het nadere verhoor deelt de rechter mede, wanneer de uitspraak zal plaats vinden. De rechter beschikt ten spoedigste.

712. De griffier houdt proces-verbaal van hetgeen ter gelegenheid van het verhoor voorvalt, met vermelding van den zakelijken inhoud van de verklaringen van partijen, ouders, voogden en getuigen.

De rechter is bevoegd te gelasten, dat in het proces-verbaal van eenige bepaalde verklaring aanteekening zal worden gedaan.

De rechter, die het verhoor heeft bijgewoond, en de griffier stellen het proces-verbaal zoo spoedig mogelijk na afloop van het verhoor vast en onderteekenen het.

713. De beschikkingen, bedoeld in de artikelen 708, eerste lid, en 711, laatste lid, zijn op straffe van nietigheid met redenen omkleed en worden in het openbaar uitgesproken. Zij kunnen uitvoerbaar worden verklaard bij voorraad.

Ten aanzien van de proceskosten geldt het bepaalde in de artikelen 60—64.

714. De verzoeker, wiens vordering geheel of gedeeltelijk is afgewezen, en de verweerder, die na een verhoor van partijen, als bedoeld in artikel 709, tot eene uitkeering is veroordeeld, ongeacht of hij al dan niet tegenspraak gevoerd heeft of bij het verhoor verschenen is, mag van 's rechters beschikking binnen drie weken na de uitspraak in hooger beroep komen bij het Hof van Justitie, tenzij hij in de beschikking heeft berust.

De behandeling van het hooger beroep heeft plaats op dezelfde wijze als die in eersten aanleg.

Zevende Afdeeling.

Van aanvulling of verbetering van akten van den burgerlijken stand.

715. Hij, die krachtens artikel 64 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname de aanvulling of verbetering van eene akte van den burgerlijken stand, in rechten wil doen bevelen, dient daartoe aan den rechter, waarvan in artikel 65 van hetzelfde Wetboek is melding gemaakt, een met redenen omkleed verzoekschrift in.

De rechter is bevoegd om de oproeping van belanghebbende partijen te bevelen; het verzoek daartoe mag ook in een aanhangig rechtsgeding worden gedaan.

De zaak wordt als een gewone vordering behandeld.

Het vonnis is aan hooger beroep onderworpen, al ware ook de verzoeker van aanvulling of verbetering alleen in het geding.

Achtste Afdeeling.

Van dwanguitgifte van akten.

716. Hij, die zich in den loop van een geding een afschrift of uittreksel wil doen afleveren van eene akte, waarin hij niet partij is geweest, doet zijn eisch tot dwanguitgifte met redenen omkleed aan den kantonrechter.

717. De rechter is bevoegd om de tenuitvoerlegging van het vonnis, niettegenstaande verzet of hooger beroep, te bevelen.

718. De notaris of bewaarder is verplicht om op vertoon van het vonnis het afschrift van of het uittreksel uit de akte af te leveren; de notaris of de bewaarder maakt daarvan proces-verbaal op.

Partijen zijn bevoegd om bij het opmaken van dat proces-verbaal tegenwoordig te zijn en hunne aanmerkingen daarin te doen opnemen.

719. Indien er geschillen deswege ontstaan, worden deze op den dag dat de hoofdzaak wederom ter terechtzitting dient, zonder eenige nadere aanzegging behandeld; de notaris of de bewaarder is verplicht de akte mede te brengen indien de rechter daartoe gronden aanwezig acht.

De rechter beslist in het geschil, na de oorspronkelijke akte met het afschrift of het uittreksel vergeleken te hebben.

De eischer is verplicht om de kosten van het proces-verbaal, die van de reis of van de verplaatsing van den notaris of van den bewaarder, benevens die van het maken van een afschrift of uittreksel, voor te schieten.

720. De griffiers en andere bewaarders van openbare registers zijn verplicht om daarvan zonder rechterlijk bevel, tegen betaling van de kosten, afschrift of uittreksel af te leveren aan hem, die zulks verlangt, op straffe van vergoeding van kosten, schade en interesten.

Niettemin mag aan hem, die niet partij in de zaak is geweest, uitgifte van het vonnis in eene strafzaak niet geschieden, zonder machtiging van den rechter, die, of van den voorzitter van het Hof van Justitie, dat, het vonnis geveld heeft; het verzoek daartoe mag alleen worden toegestaan op het bewijs, dat de verzoeker daarbij belang heeft.

721. De notarissen of andere bewaarders van minuten of akten zijn verplicht om daarvan, tegen betaling van de kosten,

afschrift uit te reiken, zoowel aan de onmiddellijk belanghebbende personen, als aan hunne erfgenamen of rechtverkrijgenden.

Ingeval van weigering is de kantonrechter bevoegd hen daartoe te veroordeelen, met vergoeding van kosten, schade en interesten, indien daartoe gronden aanwezig zijn, verhaalbaar zelfs bij lijfsdwang.

722. Het geschil deswege wordt als een gewone vordering behandeld en de rechter is bevoegd om de tenuitvoerlegging van het vonnis bij voorraad te bevelen, niettegenstaande verzet of hooger beroep.

Ten aanzien van de schadevergoeding echter mag de rechter dit laatste alleen toestaan tegen het stellen van voldoende zekerheid.

723. De partij, welke zich eene tweede of verdere grosse wil doen afgeven, dient tot dat einde een verzoekschrift in bij den kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied de bewaarder zijn woonplaats heeft; de rechter beveelt zoo noodig aan den bewaarder om op een bepaalden dag en uur de afgifte te doen, en aan de belanghebbende partijen om bij de afgifte tegenwoordig te zijn; aan den voet van de tweede of verdere grosse moet melding worden gemaakt van dat bevelschrift, mitsgaders van de som, voor welke het stuk ten uitvoer kan worden gelegd, indien de schuldvordering gedeeltelijk is voldaan of afgestaan.

724. Ingeval van tegenspraak beslist de kantonrechter.

725. Aan dezelfde partij mag eene tweede of verdere uitgifte in executorialen vorm van een vonnis alleen gedaan worden krachtens een bevelschrift van den kantonrechter die, of van den voorzitter van het Hof van Justitie, dat het gewezen heeft; hieromtrent moeten daarenboven worden in acht genomen de vormen, welke voorgeschreven zijn ter bekoming van tweede of verdere grossen van akten.

Negende Afdeeling.

Van rechtsweigering.

726. Er bestaat rechtsweigering, indien een rechter weigert op een verzoekschrift te beschikken, of in een voor hem aanhangig rechtsgeding te beslissen.

727. Het bewijs van rechtsweigering wordt geleverd geacht door twee gerechtelijke aanmaningen aan den rechter gedaan in den persoon van den griffier, en beteekend van acht tot acht dagen ten minste. Alle deurwaarders, daartoe verzocht, zijn gehouden deze aanmaningen te doen, op straffe van afzetting.

Tegen den rechter mag na verloop van ten minste zes dagen na de tweede aanmaning, eene vordering tot vergoeding van kosten, schade en interesten worden ingesteld.

728. De rechtsvordering uithoofde van rechtsweigering tegen een kantonrechter of tegen den voorzitter of een lid van het Hof van Justitie wordt in het eerste en hoogste ressort gebracht voor het Hof van Justitie.

729. Deze rechtsvordering wordt aanhangig gemaakt door indiening van een verzoekschrift aan het Hof van Justitie.

Bewijsstukken, indien die er zijn, moeten er worden bijgevoegd, en de verzoeker moet woonplaats kiezen in de plaats, waar het Hof zitting houdt.

730. Het Hof doet het verzoekschrift mededeelen aan den rechter, tegen wien het gericht is. Daartoe wordt een afschrift van dat bevel en van het verzoekschrift, met de daarbij gevoegde bewijsstukken, binnen den door het Hof daartoe bepaalden termijn ter griffie van dien rechter beteekend.

731. Binnen den door het Hof bepaalden termijn na die beteekening is de rechter gehouden, zijne verdediging in te brengen bij een schriftelijk antwoord ter griffie van het Hof van Justitie en dat antwoord aan den verzoeker te doen beteekenen.

732. De rechter, tegen wien de vordering gericht is, onthoudt zich, gedurende het onderzoek daarvan, van de kennisneming van het bij hem aanhangig geding, waarin de beweerde rechtsweigering zou hebben plaats gehad, mitsgaders van alle zaken, welke hij, die de vordering heeft ingesteld, bij hem mocht aanhangig hebben, op straffe van nietigheid van de vonnissen.

Hij moet zich, op gelijke wijze en mede op straffe van nietigheid, onthouden van de kennisneming van bij hem aanhangige zaken, waarin nabestaanden in de rechte linie van hem, die de vordering gedaan heeft, of diens echtgenoot, partij zijn, indien deze zulks vorderen.

733. Het Hof van Justitie beslist na den afloop van de hierboven bepaalde termijnen op de stukken, tenzij het college het indienen van nadere inlichtingen mocht verlangen of toelaten.

De memoriën, waarin die inlichtingen zijn vervat, moeten beteekend worden op de wijze, als bij de artikelen 730 en 731 is voorgeschreven.

734. Indien de rechtsvordering gegrond is, wordt de rechter veroordeeld tot vergoeding van kosten, schade en interesten jegens den verzoeker.

Het geding, waarin eene rechtsweigering heeft plaats gehad, moet, zoo daartoe gronden zijn, naar een anderen rechter worden verwezen.

Tiende Afdeeling.

Van overtredingen van ambtenaren van den burgerlijken stand, notarissen en andere ambtenaren.

735. Overtredingen van ambtenaren van den burgerlijken stand, notarissen en andere ambtenaren, waarvan de burgerlijke rechter kennis neemt, worden als strafzaken ter kennisneming van den kantonrechter vervolgd en berecht.

Elfde Afdeeling.

Van toelating om kosteloos te procedeeren.

736. De rechter, bij wien een rechtsgeding of geschil moet worden aangevangen of hangende is, is bevoegd om aan zoodanige personen, die daarin eischende of verwerende willen optreden of optreden en die van hun onvermogen om proceskosten te dragen doen blijken, vergunning te verleenen om kosteloos te procedeeren.

Arme of onvermogende vreemdelingen, die niet zijn ingezetenen van Suriname, mitsgaders vreemde armendirectiën of kerkbesturen zijn hiervan uitgesloten, tenzij bij verdrag anders is overeengekomen.

737. Indien de eischer verlangt kosteloos te procedeeren, doet hij daartoe het verzoek in het verzoekschrift of bij zijne mondelinge voordracht.

Indien de verweerder dergelijke toelating verlangt, vraagt hij haar aan bij zijn schriftelijk antwoord, indien hij zoodanig stuk indient, en anders ter terechtzitting vóór of bij zijn mondeling antwoord.

738. Het verzoekschrift of het schriftelijk antwoord mag op ongezegeld papier worden gesteld.

Hij die deze toelating verlangt, moet aan den rechter overleggen een bewijs van zijn onvermogen om de proceskosten te betalen, afgegeven door een der daartoe door den Gouverneur aangewezen ambtenaren.

739. Tenzij de rechter reeds bij voorraad bevindt, dat de voorgenomen vordering of verdediging klaarblijkelijk van allen grond is ontbloot, onderzoekt hij, of genoegzaam van het onvermogen des verzoekers om de proceskosten te betalen blijkt; hij staat in dat geval het verzoek toe.

740. Indien de verkrijger van de kostelooze toelating in eersten aanleg in het ongelijk is gesteld, moet hij, om ook in hooger beroep kosteloos te kunnen procedeeren, daartoe te voren de toelating van den hoogeren rechter hebben bekomen op de wijze als voor den eersten aanleg is voorgeschreven.

Indien hij echter in eersten aanleg in het gelijk is gesteld, behoeft hij die nadere toelating om in hooger beroep kosteloos te procedeeren niet.

741. De toelating om kosteloos te procedeeren, mitsgaders al de akten, welke daaraan zijn voorafgegaan, alsmede de bij het verzoek overgelegde stukken, zijn vrij van zegel.

742. Het gevolg van de verleende toelating om kosteloos te procedeeren is, dat de gerechtelijke akten van de zijde des verkrijgers in debet voor zegel moeten worden geviseerd, mitsgaders dat aan hem, die de toelating verkregen heeft, het salaris van deurwaarders, aan zijne zijde gevallen, niet mag worden in rekening gebracht.

743. Indien de wederpartij van hem, die de toelating verkregen heeft, in het ongelijk gesteld en dienvolgende in de kosten verwezen wordt, mogen de salarissen van deurwaarders, mitsgaders de zegelrechten en judicieele boeten op haar worden verhaald, evenalsof er niet kosteloos ware geprocedeerd.

744. Indien daarentegen de verkrijger van de toelating bij eindvonnis in het ongelijk gesteld en in de kosten verwezen wordt, staat het der wederpartij vrij om de kosten, van hare zijde gevallen, op hem, zoo mogelijk, te verhalen.

745. Indien in het algemeen een behoeftige als in dezen titel bedoeld, buiten eigenlijk rechtsgeding, eenige gerechtelijke mach-

tiging, goedkeuring of andere rechterlijke beschikking op eenvoudige requesten, of andere aanvragen noodig heeft, is hij bevoegd om zijn daartoe strekkend verzoekschrift, vergezeld van het bewijs van onvermogen bij artikel 738 vermeld, op ongezegeld papier in te dienen; de beschikking daarop is vrij van zegel en wordt vrij van alle andere kosten aan hem uitgereikt.

De rechter is verder bevoegd om aan behoeftigen vergunning te verleenen tot het kosteloos ten uitvoer leggen van rechterlijke beschikkingen en tot het executeeren van grossen.

746. Indien eene rechterlijke beschikking wordt verzocht betrekkelijk tot eene overeenkomst als in de Arbeidsverordening bedoeld, mag het daartoe strekkend request op ongezegeld papier worden ingediend; de beschikking wordt vrij van zegel en andere kosten uitgereikt.

Hij die in rechten optreedt:

1°. in een geding, uitsluitend strekkende tot bepaling van eene uitkeering tot onderhoud, krachtens het eerste boek van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname verschuldigd, daaronder begrepen het verschuldigde voor onderhoud en opvoeding van een minderjarige en de in artikel 342*f* van genoemd wetboek bedoelde vergoeding, dan wel tot tenuitvoerlegging, wijziging of intrekking van een vonnis, eene beschikking of eene regeling tusschen partijen omtrent zoodanige uitkeering;

2°. in een geding betrekkelijk tot eene overeenkomst als in de Arbeidsverordening bedoeld,

wordt, indien hij het bij artikel 738 vermelde bewijs van onvermogen overlegt en zoo noodig ondanks de bepaling van artikel 736, tweede lid, geacht van den rechter vergunning te hebben verkregen om kosteloos te proceedeeren.

Deze bepaling geldt niet ten aanzien van dengene, die zijne reeds vroeger afgewezen vordering andermaal aanhangig maakt.

747. Armeninrichtingen, besturen van gods- en gasthuizen, benevens de kerkbesturen der verschillende erkende godsdienstige gezindheden in Suriname zijn bevoegd om op gelijke wijze en met gelijk gevolg, als in dezen titel ten aanzien van onvermogenden is bepaald, kostelooze toelating te vragen en te erlangen; zij zijn echter niet verplicht om een bewijs van onvermogen over te leggen.

748. De beslissingen aangaande de toelating om kosteloos te procedeeren, zijn niet aan hooger beroep onderworpen.

Twaalfde Afdeeling.

Van voorloopig getuigenverhoor.

749. Indien in een geval, waarin bewijs door getuigen is toegelaten, vóórdat nog een geding aanhangig is of vóórdat in een aanhangig geding het verhoor kan plaats hebben, gevaar bestaat, dat dit bewijsmiddel zou verloren gaan, hetzij uit hoofde van ouderdom of ziekte van iemand, die als getuige zou moeten worden gehoord, hetzij uit hoofde dat iemand voornemens is Suriname te verlaten, hetzij om een andere dergelijke, door den rechter voldoende geachte reden, is de rechter bevoegd om op verzoek van den belanghebbende onverwijld een getuigenverhoor te bevelen.

750. Het verzoek wordt gedaan aan den kantonrechter, binnen wiens rechtsgebied de persoon, die men als getuige wil doen hooren, of, indien er meer dan een zijn, het grootste getal van hen woonachtig zijn.

Het verzoek vermeldt:

1°. de redenen, welke een voorloopig getuigenverhoor noodzakelijk maken;

2°. de daadzaken, welke men wil bewijzen;

3°. de namen en woon- of verblijfplaatsen van hem of van hen, die men als getuigen wil doen hooren.

751. Indien de kantonrechter het verzoek toestaat, bepaalt hij den dag en het uur, waarop het getuigenverhoor zal plaats hebben.

De bepalingen van de artikelen 143 tot en met 148, 151 en 153 zijn mede op dit getuigenverhoor toepasselijk, met uitzondering van hetgeen aldaar ten aanzien van de wederpartij is bepaald.

752. De in een voorloopig verhoor afgelegde verklaringen van getuigen mogen niet als bewijs worden aangenomen, zoolang het mogelijk is, hen op de gewone wijze in het geding te hooren.

753. Indien zulks door overlijden of afwezigheid van getuigen, of uit hoofde van andere dergelijke redenen, niet meer mogelijk

zou zijn, mag het ingevolge artikel 751, tweede lid, opgemaakt proces-verbaal in het geding worden overgelegd. De rechter mag aan den inhoud er van zoodanige bewijskracht toekennen als hij naar omstandigheden vermeent te behooren.

Tegenbewijs is van rechtswege toegelaten.

ZEVENDE TITEL.

Van het niet toelaten van gemachtigden.

754. De kantonrechter is bevoegd om te weigeren iemand, die van het verleenen van rechtsgeleerde hulp zijn beroep maakt en niet is praktizijn, als gemachtigde toe te laten.

Bij zoodanige weigering houdt hij de zaak tot eene volgende terechtzitting aan, tenzij de partij, welker gemachtigde niet is toegelaten, tegenwoordig zijnde, dadelijk behandeling wenscht.

De griffier stelt bij aangeteekenden brief de partij, welker gemachtigde niet is toegelaten, met de aanhouding en de reden daarvan in kennis en roept haar tevens op om op de voor de zaak bepaalde nadere terechtzitting in persoon of bij een anderen gemachtigde tegenwoordig te zijn.

De beschikking van den kantonrechter tot niet-toelating is uitvoerbaar bij voorraad.

De persoon, die niet als gemachtigde is toeglaten, is bevoegd om daarover aan het Hof van Justitie door tusschenkomst van den kantonrechter, die hem niet toeliet, schriftelijk zijn beklag te doen gedurende een maand na de hem van die niet-toelating door den kantonrechter gedane mededeeling.

Het onderzoek der klacht geschiedt door het Hof van Justitie in raadkamer, dat daarover oordeelt na van den betrokken kantonrechter de noodige inlichtingen te hebben ontvangen en na den klager te hebben gehoord, indien deze zich in Suriname bevindt.

ACHTSTE TITEL.

Slot- en overgangsbepalingen.

755. Dit Wetboek treedt in werking op 1 Januari 1936.

Op dat tijdstip vervalt het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering voor de kolonie Suriname, vastgesteld bij Koninklijk besluit van den 4den September 1868, n°. 17 (*Gouvernementsblad* n°. 14), zooals dat Wetboek sedert is gewijzigd en aangevuld.

756. Voor zoover de betrekkelijke bepalingen nog toepassing kunnen vinden, gelden de bij het Wetboek van 1868 vastgestelde regelen van berechting en afdoening ten aanzien van op het in het eerste lid bedoelde tijdstip bij de onderscheidene gerechten aanhangige zaken en gedingen.

De beperking, vervat in den tweeden zin van het bepaalde onder 3°. van het eerste lid van artikel 619 is niet van toepassing op bepalingen, door den erflater of door den schenker gemaakt vóór de inwerkingtreding van dit Wetboek.

Voorts blijft het beslag op de in het eerste lid van artikel 619 onder 2° en 3° begrepen zaken ook na het in werking treden van dit Wetboek toegelaten tot verhaal van onderhoud, waarop de beslaglegger zelf ten tijde van dit in werking treden aanspraak had, onverminderd de mogelijkheid om deze zaken in beslag te nemen tot verhaal van het verschuldigde wegens levering van levensbehoeften, verstrekt aan dengeen, tegen wien het beslag gedaan wordt.

757. Overal waar in algemeene verordeningen, welke bij koloniale verordening kunnen worden gewijzigd of aangevuld, verwezen wordt naar het ,,Wetboek van Burgerlijke Regtsvor-,,dering'' al of niet met bijvoeging ,,voor de kolonie Suriname'' wordt in plaats daarvan gelezen: ,,Surinaamsch Wetboek van ,,Burgerlijke Rechtsvordering''.

758. Het recht om tegen de vonnissen in aanhangige of reeds afgedane gedingen middelen van voorziening aan te wenden, de tot kennisneming daarvan bevoegde rechter en de daarvoor geldende regelen van berechting worden beoordeeld overeenkomstig de te voren gegolden hebbende wettelijke bepalingen.

Voor zooverre eenige bepaling van dit Wetboek zich daartegen niet verzet en de uitspraken van de kantonrechters in burgerlijke zaken door de bij het in werking treden van dit Wetboek bestaande algemeene verordeningen niet uitdrukkelijk is uitgesloten, wordt van alle vonnissen en beschikkingen van de kantonrechters in burgerlijke zaken hooger beroep toegelaten, ook al zou, bijaldien de betrekkelijke uitspraak door het Hof van Justitie in eersten aanleg gedaan was, dat middel niet openstaan.

759. In burgerlijke zaken is de kantonrechter bevoegd en verplicht tot al datgene, waartoe de voorzitter van het Hof van Justitie of het Hof van Justitie bij de toegepaste bepalingen bevoegd en verplicht is verklaard, en verricht zelf de taak, waar-

voor de benoeming van een rechter-commissaris aldaar is toegelaten of voorgeschreven.

Hetzelfde geldt voor den griffier van het kantongerecht ten aanzien van al datgene, waartoe de griffier van het Hof van Justitie bevoegd of verplicht is verklaard.

In de gevallen waarin in burgerlijke zaken de rechter-commissaris partijen op grond van betwisting, verzet of wederspraak naar de terechtzitting verwijst, doet de kantonrechter dit aan de belanghebbenden aanzeggen, met oproeping tegen dag en uur, waarop hij de zaak ter terechtzitting van het kantongerecht zal behandelen.

Ten dienende dage hoort de kantonrechter de verschenen partijen in hare belangen en beslist in het gerezen geschil.

Van die beslissing is hooger beroep op het Hof van Justitie toegelaten.

Dit geding in hooger beroep wordt alleen gevoerd tusschen hen, die bij de wederspraak partijen zijn geweest.

760. Overal waar in burgerlijke zaken in of buiten rechtsgeding het indienen van een verzoekschrift aan den rechter verplicht is of wordt gesteld, is hij, die niet kan schrijven, bevoegd om zijn verzoek mondeling aan den rechter voor te dragen. De rechter brengt het of doet het in geschrift brengen. Op zoodanige verzoeken of mondelinge voordrachten vindt artikel 112 overeenkomstige toepassing.

Verzoeken in burgerlijke zaken krachtens de bij het in werking treden van dit Wetboek bestaande algemeene verordeningen aan het Hof van Justitie in te dienen, worden gedaan aan den kantonrechter van de woonplaats des verzoekers, tenzij zij tegen iemand anders gericht zijn, in welk geval zij moeten worden gedaan aan den kantonrechter van diens woonplaats of laatste woonplaats.

Verzoeken tot ontheffing of ontzetting van een der ouders, die na scheiding van tafel en bed met de uitoefening van de ouderlijke macht of na echtscheiding of ontbinding des huwelijks met de voogdij is belast, worden ingediend aan den rechter, die van de scheiding van tafel en bed, de echtscheiding of ontbinding des huwelijks kennis heeft genomen.

Verzoeken tot herstel in de ouderlijke macht of voogdij of er toe strekkende, dat hij die van de ouderlijke macht is ontheven of ontzet, tot voogd over zijne minderjarige kinderen wordt be-

noemd, worden ingediend bij den rechter, die van het verzoek tot ontheffing of ontzetting kennis heeft genomen, tenzij de onthevene of de ontzette is gescheiden van tafel en bed of zijn huwelijk is ontbonden door echtscheiding of na scheiding van tafel en bed, in welke gevallen het verzoek wordt ingediend bij den rechter, die van het verzoek of van den eisch tot scheiding van tafel en bed, tot echtscheiding of tot ontbinding van het huwelijk kennis heeft genomen.

Verzoeken krachtens de bij het in werking treden van dit Wetboek bestaande algemeene verordeningen aan het Hof van Justitie in te dienen naar aanleiding van eene uitspraak in burgerlijke zaken door het Hof in eersten aanleg gedaan, geschieden aan den rechter, die volgens dit Wetboek tot het doen van de betrekkelijke uitspraak bevoegd zou zijn.

De rechtsvordering bedoeld in artikel 342*a* van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname, wordt ingesteld bij den kantonrechter van de woonplaats van het kind.

761. Het bij Koninklijk besluit van 4 September 1868, n°. 17 (*Gouvernementsblad* n°. 14) vastgestelde Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname, laatstelijk gewijzigd bij de verordening van 24 December 1931 (*Gouvernementsblad* 1932, n°. 48), ondergaat de volgende wijzigingen:

1°. artikel 7 wordt gelezen als volgt: ,,De kantonregter of ,,diens plaatsvervanger kantteekent de eerste en laatste blad-,,zijden van elk register van den burgerlijken stand; hij waar-,,merkt voorts alle andere bladen.'';

2°. in art. 16 wordt in plaats van ,,Wetboek van Burgerlijke ,,Regtsvordering'' gelezen: ,,Surinaamsch Wetboek van Burger-,,lijke Rechtsvordering'' en worden de woorden ,,door den voor-,,zitter van het hof van justitie of door den regter, die dezen ,,vervangt'' vervangen door de woorden: ,,den kantonregter of ,,diens plaatsvervanger'';

3°. in het eerste lid van art. 59 wordt in plaats van ,,hof ,,van justitie'', gelezen: ,,kantongeregt van de woonplaats des verzoekers'';

4°. in art. 62 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'' gelezen: ,,den kantonregter'' en vervallen de woorden: ,, ,na ,,verhoor van het openbaar ministerie,'';

5°. in art. 63 wordt in plaats van ,,het hof'' gelezen: ,,de ,,kantonregter'';

6°. in art. 65 wordt in plaats van ,,het hof van justitie, het-,,welk'', gelezen: ,,den kantonregter, binnen wiens regtsgebied ,,de registers zijn of hadden behooren te worden gehouden, die'' en vervallen de woorden: ,,van het openbaar ministerie, en'';

7°. in het tweede lid van art. 74 wordt in plaats van ,,dag-,,vaardingen'', gelezen: ,,oproepingen ter teregtzitting'';

8°. in het eerste lid van art. 92 vervallen de woorden: ,,door ,,middel van een verzoekschrift'', en wordt in plaats van ,,op te komen'', gelezen: ,,in beroep te komen'';

9°. in art. 119 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'' gelezen: ,,den kantonregter, binnen wiens regtsgebied het huwe-,,lijk moet worden voltrokken'';

10°. in art. 117 wordt in plaats van ,,Wetboek van Burger-,,lijke Regtsvordering'' gelezen: ,,Surinaamsch Wetboek van ,,Burgerlijke Rechtsvordering'';

11°. in art. 127 wordt in plaats van ,,zich bij verzoekschrift ,,tot het hof van justitie'', gelezen: ,,zich tot den kantonregter'' en worden de woorden ,,welk hof, na verhoor van het openbaar ,,ministerie, mitsgaders'' vervangen door de woorden: ,,welke ,,regter, na verhoor'';

12°. art. 165 wordt gelezen als volgt: ,,Indien de man ,,weigert zijne vrouw te magtigen om eene akte aan te gaan ,,of om in regten te verschijnen, is zij bevoegd om aan den ,,kantonregter van hunne gemeene woonplaats te verzoeken, ,,daartoe gemagtigd te worden.'';

13°. in art. 167 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,de kantonregter van de woonplaats der echtgenooten'';

14°. in art. 178 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

15°. in het eerste lid van art. 255 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,den regter'';

16°. in het eerste lid van art. 256 wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie, op het rapport van commissarissen, en na ,,verhoor van het openbaar ministerie'', gelezen: ,,de regter'';

17°. in het tweede lid van art. 256 wordt in plaats van ,,het hof'', gelezen: ,,den regter'';

18°. art. 257 wordt gelezen als volgt: ,,Tegen de uitspraak ,,wordt uiterlijk gedurende ééne maand beroep op het hof van ,,justitie toegelaten.'';

19°. in het derde lid van art. 259 wordt in plaats van ,,het hof van justitie in het hoogste ressort'', gelezen: ,,de kantonregter'';

20°. in den eersten zin van art. 259*b* wordt in plaats van ,,het hof van justitie'' gelezen: ,,de kantonregter'' en wordt het slot van dien zin van ,,op de wijze'' af, gelezen: ,,op de wijze ,,en met de gevolgen in dat artikel bepaald.'';

21°. de tweede zin van art. 259*b* wordt vervangen door een tweede lid, luidende:

,,Bij gebreke van zoodanig bevel is de voogdijraad bevoegd, ,,deze uitkeering in regte te vorderen, nadat het vonnis tot ont- ,,binding des huwelijks is ingeschreven in de registers van den ,,burgerlijken stand.'';

22°. artikel 260 wordt gelezen als volgt:

,,De vordering tot echtscheiding wordt ingesteld bij den kan- ,,tonregter, binnen wiens regtsgebied de man op het oogenblik ,,van de indiening van het in art. 700 van het Surinaamsch ,,Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering bedoelde verzoek- ,,schrift hoofdverblijf, of, bij gebreke daarvan, werkelijk ver- ,,blijf had.

,,Indien de man op het oogenblik van de indiening van boven- ,,gemeld verzoekschrift een bekend hoofdverblijf of werkelijk ,,verblijf binnen Suriname niet had, wordt de vordering inge- ,,steld bij den kantonregter van de plaats, waar de vrouw op dat ,,oogenblik aldaar werkelijk verblijf had.'';

23°. in het eerste lid van art. 263 en in het eerste lid van art. 267 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

24°. het slot van het eerste lid van art. 264 wordt gelezen als volgt: ,,worden gedaan bij den kantonregter van het laatste ,,gemeene hoofdverblijf, of, bij gebreke daarvan, van het laatste ,,gemeene werkelijk verblijf.'';

25°. in het eerste lid van art. 268 wordt in plaats van ,,Wet- ,,boek van Burgerlijke Regtsvordering'', gelezen: ,,Surinaamsch ,,Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering'';

26°. in art. 278 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,de kantonregter'';

27°. art. 279 vervalt;

28°. in het eerste lid van art. 282 wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,de kantonregter'';

29°. in het tweede lid van art. 282 wordt in plaats van ,,het ,,hof'', gelezen: ,,de kantonregter'';

30°. in het eerste lid van art. 283 wordt in plaats van ,,Het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,De kantonregter'';

31°. in het eerste lid van art. 283*b* wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,de kantonregter'';

32°. art. 283*c* wordt gelezen:

,,Bij gebreke van een bevel als in het eerste lid van het vorige ,,artikel bedoeld is de voogdijraad bevoegd deze uitkeering in ,,regte te vorderen, nadat het vonnis der echtscheiding is inge-,,schreven in de registers van den burgerlijken stand.'';

33°. art. 283*d* vervalt;

34°. in het tweede lid van art. 290 wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'' en wordt in plaats van ,,hetzelve'', gelezen: ,,dezen'';

35°. art. 291 wordt gelezen als volgt:

,,Bij de aanvrage der beide echtgenooten moet worden over-,,gelegd afschrift van de huwelijksakte en van de overeenkomst, ,,waarvan bij het eerste lid van het vorige artikel wordt ge-,,sproken.'';

36°. het eerste lid van art. 292 wordt gelezen als volgt:

,,De kantonregter beveelt daarop aan de beide echtgenooten ,,om te zamen en in persoon voor hem te verschijnen, ten einde ,,hun de noodige vertoogen te doen.'';

37°. in het eerste lid van art. 293 wordt in plaats van ,,Het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,De kantonregter'';

38°. in het tweede lid van art. 293 en in het laatste lid van art. 299 wordt in plaats van ,,283*b*, 283*c* en 283*d*'', gelezen: ,,283*b* en 283*c*'';

39°. in art. 294 wordt in plaats van ,,bij verzoekschrift aan ,,den hoogeren regter opkomen'', gelezen: ,,bij het hof van ,,justitie in beroep komen'';

40°. in het tweede en in het derde lid van art. 299 wordt in plaats van ,,het hof'', gelezen: ,,de regter'';

41°. in het eerste lid van art. 299*a* wordt in plaats van ,,Het ,,hof'', gelezen: ,,De kantonregter'';

42°. in het eerste en in het tweede lid van art. 321 wordt in plaats van ,,lijfstraffelijke regtsvordering'', gelezen: ,,strafvervolging'';

43°. in het derde lid van art. 321 wordt in plaats van ,,open-,,bare regtsvordering'', gelezen: ,,strafvervolging'';

44°. in het eerste lid van art. 342*b* wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,de kantonregter van de woonplaats ,,van het kind'';

45°. in het tweede lid van art. 342*b* wordt tweemaal in plaats van ,,Het hof'' gelezen: ,,De kantonregter'';

46°. het eerste lid van art. 342*c* vervalt;

47°. in het derde lid van art. 342*c* wordt in plaats van ,,het ,,eerste lid'', gelezen: ,,de gewone regelen'';

48°. art. 342*d* vervalt;

49°. het derde lid van art. 342*f* wordt gelezen als volgt:

,,De vordering wordt ingesteld bij den kantonregter van de ,,woonplaats der moeder.''

50°. aan het eerste lid van art. 342*g* wordt toegevoegd een nieuwe zin, luidende: ,,Artikel 1945 is niet van toepassing.'';

51°. aan art. 342*g* wordt toegevoegd een nieuwe lid, luidende:

,,In het geding betrekkelijk eene uitkeering als bedoeld in ,,artikel 342*a* mag de moeder als getuige worden gehoord, ook ,,indien zij haar kind in regte vertegenwoordigt.''

52°. de artikelen 342*h* tot en met 342*q* worden vervangen door de volgende twee artikelen:

,,**342h.** Onverminderd de bevoegdheid van den eischer om ,,uit hoofde van onverwijlden spoed eene voorloopige uitkeering ,,in kort geding te vorderen, is de regter in elken stand der ,,zaak, indien de gedaagde zijne in artikel 342*a* of 342*f* bedoelde ,,verpligting heeft erkend, bevoegd, zoodanige uitkeering te be-,,palen, door den gedaagde gedurende het regtsgeding te vol-,,doen.

,,**342i.** Bij niet geregelde voldoening van de vastgestelde uit-,,keering krachtens de artikelen 342*a*, 342*f*, 342*h* of 381*b* is ,,ook de voogdijraad bevoegd, het vonnis of de beschikking ten ,,uitvoer te leggen op de wijze, bepaald in de derde afdeeling van ,,den tweeden Titel van het Surinaamsch Wetboek van Burger-,,lijke Rechtsvordering.''

53°. Na artikel 353 wordt een nieuw artikel ingevoegd, luidende:

„**354.** Onverminderd het bepaalde in geval van ontbinding „des huwelijks na scheiding van tafel en bed, echtscheiding en „scheiding van tafel en bed zijn de ouders verpligt ten behoeve „van het onderhoud en de opvoeding van hun minderjarig kind, „indien zij de ouderlijke magt of de voogdij over dat kind niet „bezitten zonder daarvan te zijn ontheven of ontzet, wekelijks, „maandelijks of driemaandelijks zooveel aan den voogdijraad „uit te keeren als de regter op diens vordering zal hebben be- „paald."

54°. in het eerste lid van art. 355 wordt in plaats van „het „hof van justitie" gelezen: „de kantonregter" en vervallen de woorden „van het openbaar ministerie en";

55°. in het derde lid van art. 355 wordt in plaats van „het „hof", gelezen: „de regter";

56°. aan art. 358 wordt toegevoegd een tweede lid, luidende:

„Artikel 354 is toepasselijk ten aanzien van hem, die een „minderjarig natuurlijk kind heeft erkend, indien hij de voogdij „over dat kind niet bezit zonder daarvan te zijn ontheven of „ontzet.";

57°. in het eerste lid van art. 371*b* wordt in plaats van „het „hof van justitie", gelezen: „de kantonregter van de woon- of „verblijfplaats van het kind" en vervallen de woord: „van het „hof";

58°. in het eerste lid van art. 371*c* wordt in plaats van „Het „hof", gelezen: „De kantonregter" en worden de woorden „het „hof" vervangen door de woorden „de kantonregter";

59°. in het tweede lid van art. 371*c* wordt in plaats van „het hof", gelezen: „den kantonregter" en worden de woorden „Het „hof", vervangen door de woorden „De kantonregter";

60°. in het vierde en vijfde lid van art. 371*c* wordt in plaats van „het hof", gelezen: „de kantonregter";

61°. in het laatste lid van art. 371*c* wordt in plaats van „Het „hof" gelezen: „De kantonregter" en worden de woorden „het „hof" vervangen door de woorden „de kantonregter";

62°. in het vierde lid van art. 371*d* wordt in plaats van „het „hof" gelezen: „den kantonregter";

63°. in het eerste lid van art. 371*e* wordt in plaats van „het „hof van justitie", gelezen: „den kantonregter";

64°. in het tweede lid van art. 371*e* wordt in plaats van ,,Het hof", gelezen: ,,De kantonregter" en wordt de tweede zin gelezen als volgt: ,,Indien de regter het noodig oordeelt, is hij ,,bevoegd het hooren van getuigen te bevelen.";

65°. het slot van het eerste lid van art. 371*g* van ,,zooveel" af wordt gelezen: ,,wekelijks, maandelijks of driemaandelijks, ,,zooveel aan den voogdijraad uit te keeren als de regter op ,,diens verzoek zal hebben bepaald.";

66°. de tweede, derde, vierde en vijfde leden van art. 371*g* vervallen;

67°. in het eerste lid van art. 371*h* wordt in plaats van ,,hof" gelezen: ,,kantongeregt";

68°. de tweede zin van het eerste lid en het derde tot en met zesde lid van art. 371*h* vervallen;

69°. in het tweede lid van art. 371*h* vervallen de woorden ,,of van het hof";

70°. art. 371*i* vervalt;

71°. de artikel 376 en 377 vervallen;

72°. in art. 378 wordt in plaats van ,,het hof van justitie" gelezen: ,,de kantonregter";

73°. na den Veertienden Titel van het Eerste Boek wordt ingevoegd een nieuwe titel, luidende:

,,VEERTIENDE TITEL A.

,,*Van de bepaling, wijziging en intrekking van uitkeeringen ,,tot onderhoud.*

,,**381a.** Het krachtens dit boek verschuldigde onderhoud, ,,daaronder begrepen het verschuldigde voor onderhoud en op- ,,voeding van een minderjarige, wordt bepaald naar even- ,,redigheid der behoeften van den tot onderhoud geregtigde ,,eenerzijds en het inkomen en vermogen van den tot uitkeering ,,verpligte, in verband met het getal en de hoedanigheid der ,,andere personen, wier onderhoud volgens dit boek te zijnen ,,laste komt, anderzijds.

,,**381b.** De regter is bevoegd, de beslissing over de uitkeering ,,op vordering van den tot onderhoud veroordeelde of van den- ,,gene aan wien de betaling moet geschieden te wijzigen of in ,,te trekken.

,,De wijziging of intrekking moet zijn gegrond op de over-
,,weging, dat de feitelijke verhouding bestaande tusschen de
,,behoeften van den tot onderhoud geregtigde eenerzijds en het
,,inkomen en vermogen van den tot onderhoud veroordeelde in
,,verband met de op hem rustende lasten anderzijds sedert het
,,oogenblik, waarop bedoelde beslissing is gegeven, zoo aanmer-
,,kelijk is veranderd, dat, hadde deze gewijzigde verhouding
,,bestaan op genoemd oogenblik, de beslissing eene andere zou
,,zijn geweest.

,,De rechter is bevoegd om op overeenkomstige wijze eene
,,door partijen getroffen regeling ter zake van onderhoud krach-
,,tens dit Boek verschuldigd, te wijzigen of in te trekken."

74°. het vierde lid van art. 382*b* wordt gelezen als volgt:

,,De voogdijraad draagt zorg, dat de gelden, aan hem betaald
,,door personen, die krachtens dit Boek tot eene uitkeering tot
,,onderhoud en opvoeding van hunne kinderen verpligt zijn,
,,overeenkomstig hunne bestemming worden besteed."

75°. in art. 390 wordt in plaats van ,,na verhoor van het openbaar ministerie, en, desnoods,", gelezen: ,,desnoods na ,,verhoor";

76°. in het eerste lid van art. 414 vervallen de woorden ,, ,op aanvrage van den procureur-generaal,";

77°. in het eerste lid van art. 418 wordt in plaats van ,,kan-
,,tonregter of het hof van justitie,,, gelezen: ,,regter";

78°. in het eerste lid van art. 418*a* vervallen de woorden ,,van het kantongerecht of, indien het hof van justitie de voogdij ,,heeft opgedragen, de griffier bij het hof van justitie";

79°. in het eerste lid van art. 435 vervallen sub 4°. de woorden ,,of kennelijk onvermogen";

80°. in het eerste lid van art. 436 wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie", gelezen: ,,den kantonregter der woonplaats ,,of, bij gebreke daarvan, der laatste woonplaats van hem, wiens ,,ontzetting wordt gevraagd";

81°. het tweede lid van art. 436 wordt gelezen als volgt:

,,Het verzoek of de vordering bevat de feiten en omstandig-
,,heden, waarop het is gegrond, en houdt tevens in eene opgave
,,van de namen der ouders, van den voogd, van den toezienden
,,voogd en van hunne woon- of verblijfplaatsen, voor zoover die
,,bekend zijn, van de namen en woon- of verblijfplaatsen der
,,bloedverwanten of der aangehuwden, die overeenkomstig arti-

,,kel 385 moeten worden opgeroepen, zoomede van de getuigen, ,,die de in het verzoek of in de vordering gestelde feiten zouden ,,kunnen staven. Tenzij het verzoek tot ontzetting van den ,,voogdijraad is uitgegaan, deelt de griffier het verzoek of de ,,vordering met de tot staving daarvan ingezonden bescheiden ,,ten spoedigste in afschrift aan dien raad mede. De griffier ,,teekent op het verzoek of op de vordering den dag van in- ,,diening aan.'';

82°. in het derde lid van art. 436 wordt in plaats van ,,het hof'' en ,,Het hof'', onderscheidenlijk gelezen: ,,de kanton- ,,regter'' en ,,De kantonregter'';

83°. in het vierde lid van art. 436 wordt in plaats van ,,het ,,hof'', gelezen: ,,de kantonregter'';

84°. in het derde lid van art. 437 wordt in plaats van ,,het ,,hof'' en ,,als het zal'', onderscheidenlijk gelezen: ,,den kantonregter'' en ,,als hij zal'';

85°. in het eerste lid van art. 438*a* wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter van hunne woon- ,,plaats of, bij gebreke hiervan, van hunne laatste woonplaats'';

86°. in het tweede lid van art. 438*a* wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

87°. in het derde lid van art. 438*a* wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie'' en van ,,het hof'', onderscheidenlijk gelezen: ,,den kantonregter'' en ,,de kantonregter'';

88°. in het vierde lid van art. 438*a* wordt in plaats van ,,Het ,,hof'', van ,,het hof'' en van ,,hetzelve'' onderscheidenlijk gelezen: ,,De kantonregter'', ,,de kantonregter'' en ,,hij'';

89°. de laatste zin van het eerste lid van art. 438*b* wordt gelezen als volgt: ,,Het verzoek of de vordering wordt ingediend ,,bij den kantonregter, die van het verzoek of van de vordering ,,tot ontheffing of ontzetting heeft kennis genomen, tenzij het ,,huwelijk van den onthevene of ontzette is ontbonden door ,,echtscheiding, in welk geval het verzoek of de vordering wordt ,,ingediend bij den kantonregter, die van den eisch tot echt- ,,scheiding heeft kennis genomen.'';

90°. in het tweede lid van art. 438*b* wordt in plaats van ,,Het ,,hof'', van ,,het hof'' en van ,,hetzelve'', onderscheidenlijk gelezen: ,,De kantonregter'', ,,de kantonregter'' en ,,hij'';

91°. art. 438c wordt gelezen als volgt:

„Het bepaalde in artikel 371*g* geldt mede bij ontheffing of „ontzetting van den vader of de moeder van de voogdij over „eigen kinderen.";

92°. in het eerste lid van art. 440 wordt in plaats van „het „hof van justitie", gelezen: „de kantonregter";

93°. in het tweede lid van art. 440 wordt in plaats van „Het „hof", gelezen: „De kantonregter" en vervallen de woorden „van het openbaar ministerie en";

94°. in het vierde lid van art. 440 wordt in plaats van „het „hof", gelezen: „de kantonregter";

95°. in het eerste lid van art. 465 vervallen de woorden „en „op de conclusiën van het openbaar minsterie,";

96°. het vierde lid van art. 480 wordt vervangen door de volgende alinea:

„De minderjarige en ieder die op het verzoek gehoord is, zijn „bevoegd tegen de beslissing van den kantonregter bij het hof „van justitie op te komen.";

97°. het vijfde lid van art. 480 vervalt, in verband waarmede de zesde en zevende leden vijfde en zesde leden worden;

98°. in het eerste lid van art. 484 wordt in plaats van „het „hof van justitie", gelezen: „den kantonregter";

99°. in het derde lid van art. 484 wordt in plaats van „Het „hof", gelezen: „De kantonregter"; bovendien wordt aan dit lid toegevoegd: „Hij beslist zonder hooger beroep.";

100°. in art. 489 wordt in plaats van „het hof van justitie", gelezen: „den kantonregter van de woonplaats van hem, tegen „wien het gerigt is.";

101. in art. 491 wordt in plaats van „het hof" en „zal het", onderscheidenlijk gelezen: „de kantonregter" en „zal hij den „echtgenoot en";

102°. in het eerste lid van art. 492 wordt in plaats van „Het „hof van justitie" en van een of meer daartoe benoemde regters „door den griffier vergezeld en in alle gevallen in tegenwoordig„heid van het openbaar ministerie", onderscheidenlijk gelezen: „De kantonregter" en „den regter, vergezeld van den griffier";

103. de derde en vierde leden van art. 492 vervallen;

104. in art. 493 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', van ,,zal het'' en van ,,het hof'', onderscheidenlijk gelezen: ,,de ,,kantonregter'', ,,zal hij'' en ,,de kantonregter'';

105. in art. 494 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,de kantonregter'';

106°. in art. 495 vervallen de woorden ,, , en op de conclu-,,siën van het openbaar ministerie'';

107°. in art. 498 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'' en van ,,het openbaar ministerie'', onderscheidenlijk gelezen: ,,de kantonregter'' en ,,de griffier'';

108°. in art. 510 wordt in plaats van ,,Het hof van justitie'' en van ,,het hof'', onderscheidenlijk gelezen: ,,De kanton-,,regter'' en ,,de kantonregter'';

109°. in art. 511 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'' en vervallen de woorden: ,, , dat ,,altijd op zoodanig verzoek zal moeten worden gehoord'';

110°. in het tweede lid van art. 512 wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

111°. in het derde lid van art. 512 wordt in plaats van ,,het ,,hof'', gelezen: ,,den kantonregter'';

112°. in het eerste lid van art. 517 wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

113°. in art. 518 wordt in plaats van ,,het hof'', gelezen: ,,den kantonregter'';

114°. in het eerste lid van art. 519 wordt in plaats van ,,een ,,daartoe aangewezen lid van het hof van justitie'', van ,,dit ,,lid'', van ,,Het aangewezen lid'', van ,,het hof'' en van ,,als ,,het'', onderscheidenlijk gelezen: ,,den procureur-generaal'', ,,deze'', ,,De procureur-generaal'' en ,,als hij'';

115°. in het eerste lid van art. 521 wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie, voor dat hof'' en van ,, door het hof'' onderscheidenlijk gelezen: ,,den kantonregter van de door hem ver-,,laten woonplaats, voor dien kantonregter'' en ,,door dien ,,regter'';

116°. in het derde lid van art. 521 wordt in plaats van ,,het ,,hof'', gelezen: ,,de kantonregter'';

117°. in het eerste lid van art. 524 wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie, op daartoe gedanen eisch, na verhoor van het

,,openbaar ministerie'', gelezen: ,,den kantonregter op daartoe ,,gedanen eisch'';

118°. in het eerste lid van art. 525 wordt in plaats van ,,Het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,De kantonregter'' en vervallen de woorden ,,te houden in tegenwoordigheid van het openbaar ,,ministerie,'';

119°. in het tweede lid van art. 525 wordt in plaats van ,,Het ,,hof'' en van ,,als het'', onderscheidenlijk gelezen: ,,De kanton- ,,regter'' en ,,als hij'';

120°. in artikel 535 wordt in plaats van ,,het hof van justi- ,,tie.'', gelezen: ,,den regter, die het vonnis van vermoedelijk ,,overlijden heeft gewezen.'';

121°. in art. 536 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter, binnen wiens rechtsgebied zij ge- ,,legen zijn,'' en wordt de tweede zin gelezen als volgt: ,,Nadat ,,de deskundigen verslag aan den regter gedaan hebben en deze ,,hetzelve zal hebben goedgekeurd, moet de beschrijving met het ,,verslag ter griffie worden bewaard.'';

122°. in art. 537 wordt in plaats van ,, het hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

123°. in art. 549 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter van de gemeene woonplaats'';

124°. in art. 550 wordt in plaats van ,,het hof'', gelezen: ,,de kantonregter'';

125°. in art. 1006 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,de kantonregter'';

126°. in art. 1010 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

127°. in het eerste lid van art. 1012 wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'' en vervallen de woorden ,,en van het openbaar ministerie'';

128°. in het eerste lid van art. 1039 wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

129°. in art. 1048 wordt in plaats van ,,het hof van justitie, ,,op verhoor van het openbaar ministerie'', gelezen: ,,den ,,kantonregter'';

130°. in het tweede lid van art. 1052 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,de kantonregter'';

131°. in het eerste lid van art. 1054 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

132°. in art. 1055 wordt in plaats van ,,Het hof van justitie'' en van ,,welke het'', onderscheidenlijk gelezen: ,,De kantonregter'' en ,,welke hij'';

133°. in het tweede lid van art. 1062 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

134°. in het eerste lid van art. 1098 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,de kantonregter'';

135°. in art. 1101 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

136°. in het vierde lid van art. 1102 vervallen de woorden: ,, , en in allen gevalle van het openbaar ministerie,'';

137°. in het eerste lid van art. 1103 wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie'' en van ,,637 tot 641 van het Wetboek van ,,Burgerlijke Regtsvordering'', onderscheidenlijk gelezen: ,,de ,,kantonregter'' en ,,567 tot 571 van het Surinaamsche Wet-,,boek van Burgerlijke Rechtsvordering'';

138°. in het eerste lid van art. 1154 wordt in plaats van ,,Het hof van justitie'', gelezen: ,,De kantonregter, onder wiens ,,ressort de nalatenschap opengevallen is,'';

139°. in het tweede lid van art. 1154 wordt in plaats van ,,het hof'', gelezen: ,,de regter'';

140°. in het derde lid van art. 1154 wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

141°. in het eerste lid van art. 1155 vervallen de woorden ,, , onder toezicht van een lid van het hof van justitie,'';

142°. in het tweede lid van art. 1155 wordt in plaats van ,,regter-commissaris'', gelezen: ,,kantonregter'';

143°. de aanhef van het derde lid van art. 1155 wordt gelezen als volgt: ,,Hij moet in regten optreden ten aanzien van ,,de regtsvorderingen, enz.'';

144°. in het eerste lid van art. 1156 wordt in plaats van ,,regter-commissaris'', gelezen: ,,kantonregter'';

145°. in het eerste lid van art. 1157 wordt in plaats van ,,regter-commissaris'', gelezen: ,,kantonregter'';

146°. in het tweede lid van art. 1157 wordt in plaats van ,,regter-commissaris'', gelezen: ,,kantonregter'' en vervallen de woorden ,, , en doet daarvan verslag aan het hof van justitie'';

147°. in het eerste lid van art. 1158 wordt in plaats van ,,regter-commissaris'' gelezen: ,,kantonregter'';

148°. in het tweede lid van art. 1158 vervallen de woorden ,,na verhoor van het openbaar ministerie,'';

149°. in art. 1179 sub 4°. vervalt hetgeen volgt op ,,over het ,,loopende jaar verschuldigd is;'';

150°. in art. 1179 sub 7°. wordt hetgeen volgt op ,,mogt ge-,,steld zijn,'' vervangen door: ,,alsmede de door de ouders krach-,,tens het Eerste Boek verschuldigde uitkeeringen tot onderhoud ,,en opvoeding van hunne minderjarige wettige kinderen.'';

151°. in het derde lid van art. 1224 wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,de kantonregter'';

152°. in art. 1225 wordt in plaats van ,,voor het hof van ,,justitie'', gelezen: ,,aan den kantonregter, onder wiens regts-,,gebied de inschrijving gedaan is, ten ware die vordering onder-,,geschikt zij aan een geschil, hangende voor een anderen kan-,,tonregter, in welk geval de eisch tot doorhaling verwezen wordt ,,naar den kantonregter, voor wien het hoofdgeschil aanhangig ,,is'';

153°. aan art. 1225 wordt een tweede lid toegevoegd, luidende als volgt:

,,Echter moet de overeenkomst tusschen den schuldeischer en ,,den schuldenaar aangegaan om ingeval van geschil, de vor-,,dering voor een door hen aangewezen kantonregter te brengen, ,,tusschen hen nagekomen worden.'';

154°. in art. 1227 en in art. 1240 wordt in plaats van ,,Wet-,,boek van Burgerlijke Regtsvordering'', gelezen: ,,Surinaamsch ,,Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering'';

155°. in art. 1439 vervallen de woorden ,,of van kennelijk ,,onvermogen'';

156°. in het tweede lid van art. 1677 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,de kantonregter, onder wiens ,,regtsgebied het ligchaam is gevestigd,'';

157°. in het tweede lid van art. 1756 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'' en ,,het hof'', onderscheidenlijk gelezen: ,,den kantonregter'' en ,,die regter'';

158°. in het laatste lid van art. 1758 wordt in plaats van ,,454 van het Wetboek van Burgerlijke Regtsvordering'', gelezen: ,,379 van het Surinaamsch Wetboek van Burgerlijke ,,Rechtsvordering'';

159°. in het bepaalde sub 3°. van art. 1791 vervallen de woorden ,,of van kennelijk onvermogen'';

160°. in het eerste lid van art. 1840 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,de kantonregter'';

161°. in het bepaalde sub 4°. van art. 1853 vervallen de woorden ,,of van kennelijk onvermogen'';

162°. in art. 1893 wordt in plaats van ,,Wetboek van Bur-,,gerlijke Regtsvordering'', gelezen: ,,Surinaamsch Wetboek van ,,Burgerlijke Rechtsvordering'';

163°. het tweede lid van art. 1931 wordt gelezen als volgt: ,,Nogtans zullen bloed- en aanverwanten als zoodanig niet ,,onbekwaam zijn:

,,1°. in zaken den burgerlijken staat van partijen betreffende;

,,2°. in zaken betreffende onderhoud, krachtens het Eerste ,,Boek verschuldigd, daaronder begrepen het verschuldigde voor ,,onderhoud en opvoeding van een minderjarige en de in artikel ,,342f bedoelde vergoeding;

,,3°. bij het onderzoek naar de redenen, welke tot ontheffing ,,of ontzetting uit de ouderlijke magt of de voogdij kunnen ,,leiden;

,,4°. in zaken betrekkelijk tot eene arbeidsovereenkomst als ,,bedoeld in de Arbeidsverordening.'';

164°. in art. 1932 wordt in plaats van ,,109 van het Wetboek ,,van Burgerlijke Regtsvordering'', gelezen: ,,145 van het Suri-,,naamsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering'';

165°. in het eerste lid van art. 1965 wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie'', gelezen: ,,den regter, die van het regts-,,geding kennis neemt'';

166°. het tweede lid van art. 1965 wordt gelezen als volgt: ,,Indien een wettig beletsel het verschijnen voor den regter ,,ter plaatse waar deze zijne gewone zittingen houdt, onuitvoer-,,lijk maakt, kan de kantonregter tot het afnemen van den eed ,,zich naar de woning of het verblijf begeven van hem, die den ,,eed moet afleggen; het hof van justitie kan daartoe een van ,,zijne leden magtigen.'';

167°. in het derde lid van art. 1965 wordt in plaats van ,,het ,,hof'', gelezen: ,,de regter, die van het regtsgeding kennis ,,neemt,''.

762. Het bij Koninklijk besluit van 4 September 1868 n°. 17 (*Gouvernementsblad* n°. 14) vastgestelde Wetboek van Koophandel voor de kolonie Suriname, laatstelijk gewijzigd bij de verordening van 13 Maart 1931 (*Gouvernementsblad* n°. 65), ondergaat de navolgende wijzigingen:

1°. in het tweede lid van art. 32 wordt in plaats van ,,het ,,hof van justitie zoodanig, als het'', gelezen: ,,de kantonregter ,,zoodanig, als hij'';

2°. in art. 35 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

3°. in het eerste lid van art. 47 wordt in plaats van ,,hof ,,van justitie'', gelezen: ,,kantongeregt'';

4°. in het eerste lid van art. 67 wordt in plaats van ,,het hof ,,van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

5°. in het eerste lid van art. 68 wordt in plaats van ,,het hof ,,van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

6°. in het eerste lid van art. 69 wordt in plaats van ,,Faillis-,,sementsbesluit'', gelezen: ,,Faillissementsbesluit 1935'';

7°. in het eerste lid van art. 79 vervallen de woorden ,,de ,,president van het hof van justitie, of, ter plaatse waar het hof ,,niet gevestigd is,'';

8°. in het tweede lid van art. 79 wordt in plaats van ,,regter ,,hiervoren aangewezen'', gelezen: ,,kantonregter'';

9°. in art. 164 wordt in plaats van ,,Wetboek van Burger-,,lijke Regtsvordering'', gelezen: ,,Surinaamsch Wetboek van ,,Burgerlijke Rechtsvordering'';

10°. het slot van art. 179 wordt gelezen als volgt: ,,van den ,,dag af, waarop de zaak in regten aanhangig is gemaakt.'';

11°. in art. 293 wordt in plaats van ,,Wetboek van Burger-,,lijke Regtsvordering'', gelezen: ,,Surinaamsch Wetboek van ,,Burgerlijke Rechtsvordering'';

12°. in art. 324 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter'';

13°. in art. 327 vervallen de woorden ,,het hof van justitie, ,,en zoo dit ter plaatse van de ligging des schips niet gevestigd ,,is, door'';

14°. in art. 481 vervallen de woorden ,,door den president ,,van het hof van justitie, en, ter plaatse waar het hof niet ,,gevestigd is,'';

15°. in het derde lid van art. 494 vervallen de woorden ,,door ,,den president van het hof van justitie, en, ter plaatse waar ,,het hof niet gevestigd is,'';

16°. in art. 500 wordt in plaats van ,,regter, bij artikel 494 ,,aangewezen,'', gelezen: ,,kantonregter'';

17°. in art. 502 wordt in plaats van ,,bij artikel 494 aan-,,gewezen regter'' gelezen: ,,kantonregter'';

18°. in het tweede en in het vierde lid van art. 700 wordt in plaats van ,,het hof van justitie'', gelezen: ,,den kantonregter''.

763. In art. 5 van het bij Koninklijk besluit van 4 September 1868, n°. 17, (*Gouvernementsblad* n°. 14) vastgesteld Reglement op het Notarisambt in de kolonie Suriname, zooals dat sedert, en laatstelijk bij de verordening van 17 April 1929 (*Gouvernementsblad* n°. 24), is gewijzigd en aangevuld, wordt in plaats van ,,art. 805 van het'', gelezen: ,,art. 738 van het Suri-,,naamsch'' en in plaats van ,,Regtsvordering'', ,,Rechtsvordering''.

764. De bij Koninklijk besluit van 15 Augustus 1868, n°. 62 (*Gouvernementsblad* n°. 16) vastgestelde bepalingen tot regeling van het ambt van hypotheekbewaarder en van diens boekhouding in de kolonie Suriname, zooals die werden gewijzigd, laatstelijk bij de verordening van 11 Juli 1927 (*Gouvernementsblad* n°. 49), ondergaan de volgende wijzigingen:

1°. in het tweede lid van art. 4 wordt in plaats van ,,art. 16 ,,van het'', gelezen: ,,art. 16 van het Surinaamsch'' en in plaats van ,,Regtsvordering'', ,,Rechtsvordering'';

2°. in art. 48 wordt in plaats van ,,art. 513 van het'', gelezen: ,,art. 446 van het Surinaamsch'' en in plaats van ,,Regts-,,vordering'', ,,Rechtsvordering'';

3°. in het tweede lid van art. 55 wordt in plaats van ,,art. 801 van het'', gelezen: ,,art. 735 van het Surinaamsch'' en in plaats van ,,Regtsvordering'', ,,Rechtsvordering''.

765. De bij Koninklijk besluit van 3 April 1869, n°. 23 (*Gouvernementsblad* n°. 24) vastgestelde bepalingen op de regtspleging in zake van belastingen in Suriname, laatstelijk

gewijzigd bij de verordening van 8 Augustus 1928 (*Gouvernementsblad* n°. 84) ondergaan de volgende wijzigingen:

1°. in het eerste lid van art. 1 wordt in plaats van ,,van het ,,Hof'', gelezen: ,,van den betrokken kantonregter en in hooger ,,beroep van het Hof'';

2°. in het eerste lid van art. 2 en in het vierde lid van art. 8 wordt in plaats van ,,Wetboek van Burgerlijke Regtsvordering'', gelezen: ,,Surinaamsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvorde- ,,ring'';

3°. in art. 13 wordt in plaats van ,,Wetboek'', gelezen ,,Suri- ,,naamsch Wetboek'';

4°. in het laatste lid van art. 17 wordt in plaats van ,,artt. ,,423 tot 427 van het Wetboek van Burgerlijke Regtsvordering'' gelezen ,,artikelen 349 tot en met 353 van het Surinaamsch ,,Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering''.

766. De 3de Titel, omvattende de artikelen 23 tot en met 38, van de verordening van 20 December 1877 (*Gouvernementsblad* n°. 26), waarbij wordt herzien het tarief van geregtskosten en salarissen in burgerlijke zaken, zooals die verordening gewijzigd is bij die van 24 Maart 1924 (*Gouvernementsblad* n°. 50), vervalt.

767. De verordening van 15 Februari 1904 (*Gouvernementsblad* n°. 37) houdende bepalingen betreffende onteigening ten algemeenen nutte, laatstelijk gewijzigd bij de verordening van 27 Februari 1924 (*Gouvernementsblad* n°. 47) ondergaat de volgende wijzigingen:

1°. in art. 23 wordt in plaats van ,,het laatste lid van art. ,,223 en bij het eerste lid van art. 224'', gelezen: ,,het tweede ,,en derde lid van art. 158'';

2°. het tweede lid van art. 27 vervalt.

3°. aan het slot van art. 36 vervallen de woorden ,, , na het ,,Openbaar Ministerie te hebben gehoord''.

768. Het bij Ons besluit van 14 October 1910, n°. 45 (*Gouvernementsblad* 1911, n°. 2) vastgestelde Wetboek van Strafvordering voor de kolonie Suriname, laatstelijk gewijzigd bij de verordening van 7 Februari 1930 (*Gouvernementsblad* n°. 73) ondergaat de volgende wijzigingen:

1°. in het tweede lid van art. 125 wordt in plaats van ,,8 van het'', gelezen: ,,9 van het Surinaamsch'';

2°. in het laatste lid van art. 316 *quater* wordt in plaats van ,,704'', gelezen: ,,620'';

769. De verordening van 26 December 1912 (*Gouvernementsblad* 1913, n°. 27) tot vereenvoudiging, ten aanzien van kleine woningen, van processueele voorschriften bij vorderingen, gegrond op wettelijke voorschriften omtrent huur en verhuur, zooals die verordening is aangevuld bij de verordening van 24 Maart 1924 (*Gouvernementsblad* n°. 49) ondergaat de volgende wijzigingen:

1°. in artikel 1 sub 1°. wordt in plaats van ,,art. 705'', gelezen: ,,art. 626'';

2°. in het tweede lid van art. 2 wordt in plaats van ,,art. 685'', gelezen: ,,art. 602'';

3°. in artikel 6 wordt in plaats van ,,art. 125'', gelezen: ,,art. 108'';

4°. in artikel 8 wordt in plaats van ,,artikel 805'', gelezen: ,,art. 738''.

770. In het eerste lid van art. 27 der verordening van 30 December 1916 (*Gouvernementsblad* 1917, n°. 79) betreffende de maten en gewichten voor de kolonie Suriname, zooals deze werd gewijzigd bij de verordening van 10 Augustus 1926 (*Gouvernementsblad* n°. 129), wordt in plaats van ,,801 van het ,,Wetboek van Burgerlijke Regtsvordering'', gelezen: ,,735 van ,,het Surinaamsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering''.

771. Artikel 6 van de verordening van 13 Maart 1931 (*Gouvernementsblad* n°. 65) houdende bepalingen omtrent den handelsnaam, ondergaat de volgende wijzigingen:

1°. in het eerste lid wordt in plaats van ,,bij verzoekschrift ,,tot het Hof van Justitie'', gelezen: ,,tot den kantonrechter ,,van de plaats, waar de zaak, het filiaal of het bijkantoor ge-,,vestigd is,'';

2°. het tweede lid vervalt;

3°. het derde lid wordt tweede lid en wordt gelezen als volgt:

,,(2) De rechter is bevoegd de voorloopige tenuitvoerlegging ,,van zijne beschikking te bevelen.''

INHOUD.

EERSTE BOEK.

Van de wijze van procedeeren voor de kantongerechten en voor het hof van justitie.

EERSTE TITEL.

ALGEMEENE BEPALINGEN.

			Artt.
Eerste	Afdeeling.	Van exploiten van oproeping, aanzegging en beteekening ...	1—18
Tweede	,,	Van de terechtzittingen	19—29
Derde	,,	Van de rechters en van het wraken van rechters	30—44
Vierde	,,	Van het algemeen register, van het proces-verbaal der zitting en van vonnissen in het algemeen	45—70
Vijfde	,,	Van vrijwaring	71—77
Zesde	,,	Van vonnissen bij verstek en van verzet	78—90
Zevende	,,	Van nietigheid	91—94

TWEEDE TITEL.

VAN DE WIJZE VAN PROCEDEEREN VOOR DEN KANTONRECHTER.

Eerste	Afdeeling.	Voorafgaande bepalingen	95—109
Tweede	,,	Van den rechtsingang, de verwering en het voldingen van de zaak	110—121

			Artt.
Derde	Afdeeling.	Van voorloopige verzoeken en van de exceptie van onbevoegdheid	122—127
Vierde	,,	Van de geschillen over de echtheid of onechtheid van geschriften en van het gerechtelijk onderzoek deswege	128—140
Vijfde	,,	Van getuigenverhoor	141—155
Zesde	,,	Van gerechtelijke plaatsopneming en bezichtiging	156—157
Zevende	,,	Van deskundigen	158—167
Achtste	,,	Van verhoor op vraagpunten	168—177
Negende	,,	Van incidenteele vorderingen	178—181
Tiende	,,	Van reconventie	182—184
Elfde	,,	Van de schorsing en het hervatten van het rechtsgeding	185—190
Twaalfde	,,	Van ontkentenis van gerechtelijke verrichtingen	191—203
Dertiende	,,	Van jurisdictie--quaestiën ...	204—205
Veertiende	,,	Van het doen van afstand van de instantie	206—207
Vijftiende	,,	Van het vervallen van de instantie	208—213
Zestiende	,,	Van voeging en van tusschenkomst	214—217

DERDE TITEL.

VAN DE WIJZE VAN PROCEDEEREN VOOR HET HOF VAN JUSTITIE, RECHT DOENDE IN EERSTEN AANLEG. 218—225

VIERDE TITEL.

VAN HET KORT GEDING. 226—235

VIJFDE TITEL.

VAN RECHTSPLEGING IN ZAKEN VAN KOOPHANDEL. 236—256

Artt.

ZESDE TITEL.

VAN PROROGATIE VAN RECHTSPRAAK AAN HET HOF VAN JUSTITIE. 257—259

ZEVENDE TITEL.

VAN HET RECHTSGEDING IN HOOGER BEROEP BIJ HET HOF VAN JUSTITIE. 260—286

ACHTSTE TITEL.

VAN VERZET DOOR DERDEN. 287—291

NEGENDE TITEL.

VAN REQUEST-CIVIEL. 292—304

TWEEDE BOEK.

Van de tenuitvoerlegging van vonnissen en authentieke akten.

EERSTE TITEL.

ALGEMEENE REGELEN. 305—312

TWEEDE TITEL.

VAN GERECHTELIJKE TENUITVOERLEGGING OP ROERENDE GOEDEREN.

Eerste Afdeeling. Van beslag op roerende goederen ..... 313—343

Tweede ,, Van executoriaal beslag onder derden ..... 344—347

Derde ,, Van executoriaal beslag onder derden in zaken betreffende onderhoud ..... 348—353

Vierde ,, Van de verdeeling van de opbrengst der executie ..... 354—363

DERDE TITEL.

VAN GERECHTELIJKE UITWINNING VAN ONROERENDE GOEDEREN.

Eerste Afdeeling. Algemeene bepalingen ..... 364—374

			Artt.
Tweede	Afdeeling.	Van het in beslag nemen van onroerende goederen	375—418
Derde	,,	Van opvordering van eigendom	419—424
Vierde	,,	Van executoriaal beslag op grondrenten	425—431
Vijfde	,,	Over de regeling van den voorrang en de verdeeling van den koopprijs	432—442

VIERDE TITEL.

VAN EXECUTORIAAL BESLAG OP EN VERKOOP VAN SCHEPEN. 443—464

VIJFDE TITEL.

VAN LIJFSDWANG EN ZIJNE TENUITVOERLEGGING EN VAN DWANGSOM.

Eerste	Afdeeling.	Van lijfsdwang	465—478
Tweede	,,	Van de tenuitvoerlegging van lijfsdwang	479—491
Derde	,,	Van dwangsom	492

ZESDE TITEL.

VAN HET VEREFFENEN VAN KOSTEN, SCHADEN EN INTERESTEN. 493—495

ZEVENDE TITEL.

VAN HET STELLEN VAN ZEKERHEID. 496—499

DERDE BOEK.

Van rechtsplegingen van onderscheiden aard.

EERSTE TITEL.

VAN DE BESLISSINGEN VAN SCHEIDSMANNEN.

Eerste	Afdeeling.	Van het compromis en van de benoeming van scheidsmannen	500—508

			Artt.
Tweede	Afdeeling.	Van het geding voor scheidsmannen	509—515
Derde	,,	Van de beslissing van scheidsmannen	516—523
Vierde	,,	Van de voorziening tegen de beslissing van scheidsmannen	524—531
Vijfde	,,	Van het uiteinde der gedingen voor scheidsmannen	532—535

TWEEDE TITEL.

VAN PROCEDURES BETREKKELIJK ERFENISSEN.

Eerste	Afdeeling.	Van verzegeling	536—544
Tweede	,,	Van verzet tegen ontzegeling	545—546
Derde	,,	Van ontzegeling	547—555
Vierde	,,	Van inventarisatie of boedelbeschrijving	556—560
Vijfde	,,	Van verkoop van de roerende goederen	561—565
Zesde	,,	Van verkoop van de onroerende goederen	566—571
Zevende	,,	Van de verdeeling	572—576
Achtste	,,	Van het voorrecht van boedelbeschrijving	577—580
Negende	,,	Van den curator van eene onbeheerde nalatenschap	581

DERDE TITEL.

VAN BOEDELAFSTAND. 582—584

VIERDE TITEL.

VAN MIDDELEN TOT BEWARING VAN ZIJN RECHT.

Eerste	Afdeeling.	Van het beslag tot revindicatie van roerende goederen	585—590

			Artt.
Tweede	Afdeeling.	Van inbeslagneming of arrest in handen van den schuldenaar	591—598
Derde	,,	Van arrest onder derden	599—625
Vierde	,,	Van pandbeslag voor huren en pachten	626—631
Vijfde	,,	Van beslag tegen schuldenaren, die niet in Suriname eene bekende woonplaats hebben, en tegen vreemdelingen, die niet zijn ingezetenen van Suriname	632—638
Zesde	,,	Van beslag op onroerend goed	639—645

VIJFDE TITEL.

VAN HET DOEN VAN REKENING EN VERANTWOORDING. 646—667

ZESDE TITEL.

VAN EENIGE BIJZONDERE RECHTSPLEGINGEN.

Eerste	Afdeeling.	Van aanbieding van betaling en van gerechtelijke bewaargeving of consignatie	668—671
Tweede	,,	Van de machtiging van eene getrouwde vrouw	672—674
Derde	,,	Van stuiting van een huwelijk	675—677
Vierde	,,	Van scheiding van goederen	678—695
Vijfde	,,	Van echtscheiding	696—705
Zesde	,,	Van de wijze van procedeeren in zaken betreffende onderhoud	706—714
Zevende	,,	Van aanvulling of verbetering van akten van den burgerlijken stand	715
Achtste	,,	Van dwanguitgifte van akten	716—725
Negende	,,	Van rechtsweigering	726—734

			Artt.
Tiende	Afdeeling.	Van overtredingen van ambtenaren van den burgerlijken stand, notarissen en andere ambtenaren	735
Elfde	,,	Van toelating om kosteloos te procedeeren	736—748
Twaalfde	,,	Van voorloopig getuigenverhoor	749—753

ZEVENDE TITEL.

VAN HET NIET TOELATEN VAN GEMACHTIGDEN. 754

ACHTSTE TITEL.

SLOT- EN OVERGANGSBEPALINGEN. 755—771

Behoort bij Koninklijk besluit van 17 Mei 1935, n°. 42.

Mij bekend,
De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
(get.) H. COLIJN.

1935. No. 81.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 25 Juli 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van 17 Mei 1935 No. 43 en het daarbij vastgesteld Surinaamsch Faillissementsbesluit 1935.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit en het daarbij vastgesteld Surinaamsch Faillissementsbesluit.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 14 Februari 1935, 7de Afdeeling, n°. 15;

Overwegende, dat het wenschelijk is het Surinaamsch Faillissementsbesluit, tot stand gekomen bij Ons besluit van 16 Mei 1914 n°. 12 (*Gouvernementsblad* n°. 27), zooals dat thans luidt, te herzien en opnieuw vast te stellen;

Gelet op de artikelen 48 en 117 van het Reglement op het beleid der Regering in de kolonie Suriname;

Den Raad van State gehoord (advies van 12 Maart 1935, n°. 39);

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van 8 Mei 1935, 7de Afdeeling, n°. 15;

Hebben goedgevonden en verstaan:

vast te stellen het bij dit besluit behoorende *Surinaamsch Faillissementsbesluit 1935*.

Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 Januari 1936.

De bepalingen er van mogen bij koloniale verordening worden gewijzigd of ingetrokken.

Bij de inwerkingtreding van dit besluit vervallen de Titels I en II, alsmede artikel 240, eerste lid, van het Surinaamsch Faillissementsbesluit (*Gouvernementsblad* 1914 nº. 27), zooals die bepalingen thans luiden en wordt in het tweede lid van evengemeld artikel 240 in plaats van: „Het", gelezen: „Dit besluit".

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, hetwelk in afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den 17den Mei 1935.

(get.) WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,

(get.) H. COLIJN.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 25sten Juli 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 31sten Juli 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

SURINAAMSCH FAILLISSEMENTSBESLUIT 1935.

TITEL I.

Van faillissement.

EERSTE AFDEELING.

VAN DE FAILLIETVERKLARING.

Artikel 1.

De schuldenaar, die in den toestand verkeert dat hij heeft opgehouden te betalen, wordt, hetzij op eigen aangifte, hetzij op verzoek van een of meer zijner schuldeischers, bij rechterlijk vonnis in staat van faillissement verklaard.

De faillietverklaring kan ook worden uitgesproken om redenen van openbaar belang, op de vordering van het Openbaar Ministerie.

Artikel 2.

De faillietverklaring geschiedt door den kantonrechter, in wiens rechtsgebied de schuldenaar woonplaats heeft.

Indien de schuldenaar zich buiten Suriname heeft begeven, is de kantonrechter van zijne laatste woonplaats bevoegd.

Ten aanzien van vennooten onder eene firma, is de kantonrechter, in wiens ressort het kantoor der vennootschap is gevestigd, mede bevoegd.

Indien de schuldenaar zijne woonplaats niet in Suriname heeft, doch aldaar een beroep of bedrijf uitoefent, is de kantonrechter, in wiens ressort hij een kantoor heeft, bevoegd.

Wordt in het geval van het derde of vierde lid of in dat van artikel 3 door meer dan één daartoe bevoegden kantonrechter op verschillende dagen de faillietverklaring uitgesproken, dan heeft alleen de eerst gedane uitspraak rechtsgevolgen. Heeft de uitspraak van verschillende kantonrechters op denzelfden dag plaats, dan heeft alleen de uitspraak van den kantonrechter in het district, dat in de verordening tot verdeeling van Suriname in districten het eerst genoemd wordt, rechtsgevolgen.

Ten aanzien van naamlooze vennootschappen, wederkeerige verzekerings- of waarborgmaatschappijen of eenige andere, rechtspersoonlijkheid bezittende, vereenigingen en van stichtingen geldt, ter toepassing van dit artikel, het district waarin zij haar zetel hebben, als woonplaats.

Artikel 3.

De gehuwde vrouw, die zelfstandig een beroep of bedrijf uitoefent, of een eigen vermogen bezit, kan ook ter plaatse, waar zij dit doet of waar zij gevestigd is, in staat van faillissement worden verklaard.

Artikel 4.

De aangifte tot faillietverklaring wordt gedaan en het verzoek daartoe ingediend ter griffie en met den meesten spoed behandeld.

Ten aanzien van eene vennootschap onder eene firma, moet de aangifte inhouden den naam en de woonplaats van elk der hoofdelijk vóór het geheel verbonden vennooten.

Het vonnis van faillietverklaring wordt ter openbare terechtzitting uitgesproken en is bij voorraad op de minute uitvoerbaar, niettegenstaande eenige daartegen gerichte voorziening.

Artikel 5.

De kantonrechter is bevoegd te bevelen, dat de schuldenaar worde opgeroepen, om in persoon of bij gemachtigde gehoord te worden. De griffier doet de oproeping op de door den Gouverneur bepaalde wijze.

De faillietverklaring wordt uitgesproken, indien summierlijk blijkt van het bestaan van feiten of omstandigheden, welke aantoonen, dat de schuldenaar in den toestand verkeert, dat hij heeft opgehouden te betalen en, zoo een schuldeischer het verzoek doet, ook van het vorderingsrecht van dezen.

Artikel 6.

Hangende het onderzoek is de kantonrechter bevoegd om op aanvrage van den verzoeker den boedel te doen verzegelen; hij mag daaraan de voorwaarde van zekerheidsstelling, tot een door hem bepaald bedrag, verbinden.

Buiten de verzegeling blijven, doch worden in het procesverbaal in het kort beschreven, de goederen vermeld in artikel 19, eerste lid, onder 1°.

Artikel 7.

De schuldenaar, die in staat van faillissement is verklaard, heeft, zoo hij op de aanvraag tot faillietverklaring niet is gehoord, zoo hij te *Paramaribo* woont, gedurende acht dagen, zoo hij in een der districten Coronie, Nickerie of Marowijne woont, gedurende eene maand, en, zoo hij in een der andere districten woont, gedurende veertien dagen na den dag van de uitspraak recht van verzet.

Indien hij tijdens de uitspraak zich niet in Suriname bevindt, heeft hij gedurende drie maanden dat recht.

Het verzet geschiedt door indiening van een verzoekschrift ter griffie van het kantongerecht, welks rechter van de zaak kennis moet nemen.

De kantonrechter bepaalt terstond dag en uur voor de behandeling. De griffier geeft dengene die het verzet gedaan heeft, daarvan op de door den Gouverneur bepaalde wijze kennis. Uiterlijk op den vierden dag, volgende op dien, waarop het verzoek is ingediend, wordt op last van den kantonrechter van het gedane verzet, alsmede van den tijd voor de behandeling bepaald, bij deurwaarders-exploot aan den schuldeischer, die het verzoek tot faillietverklaring heeft ingediend, en bij brief van den griffier aan het openbaar ministerie, op wiens vordering de faillietverklaring is uitgesproken, kennis gegeven.

Deze kennisgeving geldt voor oproeping van hem, die de faillietverklaring heeft uitgelokt.

De behandeling geschiedt op de wijze bij artikel 4 voorgeschreven.

Artikel 8.

Iedere schuldenaar, met uitzondering van hem, die de faillietverklaring heeft verzocht, en iedere belanghebbende heeft tegen de faillietverklaring recht van verzet gedurende de in het eerste en het tweede lid van artikel 7 genoemde termijnen na den dag van de uitspraak.

Het verzet geschiedt door indiening van een verzoekschrift ter griffie van het kantongerecht, welks rechter de faillietverklaring heeft uitgesproken.

De kantonrechter bepaalt terstond dag en uur voor de behandeling. De griffier geeft dengene die het verzet gedaan heeft, daarvan op de door den Gouverneur bepaalde wijze kennis. Uiterlijk op den vierden dag, volgende op dien waarop het ver-

zoek is ingediend, wordt op last van den kantonrechter van het gedane verzet, alsmede van den tijd voor de behandeling bepaald, bij deurwaarders-exploot kennis gegeven aan den schuldenaar en, indien de faillietverklaring door een schuldeischer is verzocht, ook aan dezen.

Deze kennisgeving geldt voor oproeping van den schuldenaar en van dien schuldeischer.

De behandeling geschiedt op de wijze bij artikel 4 voorgeschreven.

Artikel 9.

Gedurende acht dagen na den dag van de betrekkelijke uitspraak bestaat recht van hooger beroep:

1°. voor den schuldenaar, wiens aangifte tot faillietverklaring is afgewezen, of die, nadat hij op de aanvraag tot faillietverklaring is gehoord, in staat van faillissement is verklaard, of wiens in artikel 7 bedoeld verzet is afgewezen;

2°. voor hem, die een aanvraag tot faillietverklaring gedaan heeft, indien de aanvraag is afgewezen of de daarop gevolgde faillietverklaring tengevolge van verzet is vernietigd;

3°. voor den schuldeischer of belanghebbende, wiens in artikel 8 bedoeld verzet is afgewezen;

4°. voor den schuldenaar, den schuldeischer, die de faillietverklaring verzocht heeft en het Openbaar Ministerie, bij vernietiging van de faillietverklaring tengevolge van het in artikel 8 bedoelde verzet.

Op het instellen en de behandeling van het beroep is het bepaalde bij artikel 7 van overeenkomstige toepassing.

De termijn voor de indiening van eene memorie van antwoord is eveneens van acht dagen.

Artikel 10.

Indien tengevolge van verzet of hooger beroep de faillietverklaring wordt vernietigd, blijven niettemin geldig en verbindend voor den schuldenaar de handelingen, door den curator verricht vóór of op den dag, waarop aan het voorschrift tot aankondiging overeenkomstig artikel 12 is voldaan.

Hangende het verzet of het hooger beroep kan raadpleging over een akkoord niet plaats hebben; ook kan niet tot de vereffening van den boedel buiten toestemming van den schuldenaar worden overgegaan.

Artikel 11.

De kantonrechter, die het vonnis tot faillietverklaring uitsprak of wiens vonnis tot faillietverklaring rechtsgevolgen heeft of aan wien in de bij artikel 13 bedoelde gevallen de aangifte of de aanvraag is ingediend, vervult tevens de functie van rechter-commissaris in het faillissement.

Het vonnis van faillietverklaring houdt in de aanstelling van één of meer curators in het faillissement.

Van de faillietverklaring geeft de griffier onverwijld kennis aan de administratiën der posterijen, der telefonen en der telegrafen.

De curator plaatst onverwijld een uittreksel uit het vonnis van faillietverklaring, houdende vermelding van den naam, de woonplaats of het kantoor en het beroep van den gefailleerde, van den naam van den rechter-commissaris, van den naam en de woonplaats of het kantoor des curators, van den dag van de uitspraak, alsmede van den naam, het beroep en de woonplaats of het kantoor van ieder lid der voorloopige commissie uit de schuldeischers, zoo er eene benoemd is, in het *Gouvernements-Advertentieblad*.

Indien en zoodra eenigerlei omstandigheid den rechter-commissaris de wenschelijkheid hiervan doet blijken, beveelt hij, dat de curator het in het voorgaand lid bedoeld uittreksel uit het vonnis van faillietverklaring mede of alsnog in de *Nederlandsche Staatscourant* doet plaatsen.

Artikel 12.

Zoodra een vonnis van faillietverklaring tengevolge van verzet of hooger beroep is vernietigd, en in het eerste geval de termijn om in hooger beroep te komen, verstreken is, zonder dat daarvan gebruik is gemaakt, geeft de griffier van het gerecht, welks rechter de vernietiging heeft uitgesproken, van die uitspraak kennis aan den curator en aan de administratiën der posterijen, der telefonen en der telegrafen. De curator doet van die uitspraak aankondiging in het *Gouvernements-Advertentieblad* en, indien de rechter-commissaris zulks wenschelijk acht, tevens in de *Nederlandsche Staatscourant*.

Gelijke kennisgeving geschiedt, in geval van vernietiging van een vonnis van faillietverklaring in hooger beroep aan den griffier van het kantongerecht, welks rechter het vonnis heeft gewezen.

De rechter, die de vernietiging van een vonnis van faillietverklaring uitspreekt, stelt tevens het bedrag vast van de faillissementskosten en van het salaris des curators. Hij brengt dit bedrag ten laste van dengene, die de faillietverklaring heeft aangevraagd, van den schuldenaar, of van beide in de door den rechter bepaalde verhouding. Tegen deze beslissing staat een rechtsmiddel niet open. Een bevelschrift van tenuitvoerlegging wordt daarvan uitgegeven ten behoeve van den curator.

Artikel 13.

Wordt faillietverklaring in hooger beroep uitgesproken met vernietiging van een vonnis, waarbij de aangifte of aanvrage tot faillietverklaring werd afgewezen, dan geeft de griffier van het Hof van Justitie van die uitspraak kennis aan den griffier van het kantongerecht, aan welks rechter de aangifte of aanvraag is ingediend.

Artikel 14.

Indien de toestand van den boedel daartoe aanleiding geeft, is de rechter-commissaris bevoegd om, na de commissie uit de schuldeischers, zoo die er is, te hebben gehoord, de kostelooze behandeling te bevelen.

Indien de toestand van den boedel daartoe aanleiding geeft, is de kantonrechter bevoegd om, na de commissie uit de schuldeischers, zoo die er is, te hebben gehoord en na verhoor of behoorlijke oproeping van den gefailleerde, bij in het openbaar uitgesproken beschikking de opheffing van het faillissement te bevelen.

De beschikking, bevelende de opheffing van het faillissement, wordt op dezelfde wijze openbaar gemaakt en daartegen kunnen de schuldenaar en de schuldeischers, zoomede het Openbaar Ministerie, op dezelfde wijze en binnen dezelfde termijnen opkomen als ten aanzien van het vonnis, waarbij eene faillietverklaring is geweigerd.

De rechter, die de opheffing van het faillissement beveelt, stelt tevens het bedrag vast van de faillissementskosten en brengt dit bedrag ten laste van den schuldenaar. Tegen deze vaststelling staat een rechtsmiddel niet open. Een bevelschrift van tenuitvoerlegging wordt daarvan uitgegeven ten behoeve van den curator.

Indien na eene dergelijke opheffing opnieuw aangifte of aanvraag tot faillietverklaring wordt gedaan, is de schuldenaar of

de aanvrager verplicht om aan te toonen, dat er voldoende baten aanwezig zijn om de kosten van het faillissement te bestrijden.

Artikel 15.

Elke in dezen titel bevolen plaatsing in het *Gouvernements-Advertentieblad* geschiedt kosteloos.

Alle stukken, opgemaakt ter voldoening aan de bepalingen van dit besluit, zijn vrij van zegel.

Daaronder zijn evenwel niet begrepen de processen-verbaal en akten, houdende verkoop of andere overeenkomsten, noch de stukken betrekkelijk andere rechtsgedingen over rechten en verplichtingen van den boedel dan die, welke het gevolg zijn van de verwijzing door den rechter-commissaris bedoeld in artikel 117.

Artikel 16.

Indien de rechter-commissaris — en in de gevallen bedoeld in de Elfde Afdeeling van Titel I en in Titel II van dit besluit, de kantonrechter — zulks in het belang van den boedel of van de schuldeischers, of wegens afwezigheid van den schuldenaar, of om andere gewichtige, daarbij vermelde redenen noodig oordeelt, beveelt hij van elke in dit besluit bevolen aankondiging, bekendmaking of openbaarmaking in het *Gouvernements-Advertentieblad*, mede plaatsing in de *Nederlandsche Staatscourant*.

Indien het vonnis van faillietverklaring in de *Nederlandsche Staatscourant* is bekend gemaakt, doet de curator van een uitspraak, houdende vernietiging van de faillietverklaring of opheffing van het faillissement als bedoeld in de artikelen 12 en 14, mede aankondiging in de *Nederlandsche Staatscourant*.

Indien aan de aankondiging, bekendmaking of openbaarmaking eenig rechtsgevolg verbonden of daarvan een termijn afhankelijk gesteld is, komt slechts de plaatsing in het *Gouvernements-Advertentieblad* in aanmerking.

Artikel 17.

Bij elk kantongerecht houdt de griffier een openbaar register bij, waarin hij, voor ieder faillissement afzonderlijk, achtereenvolgens, met vermelding van de dagteekeningen inschrijft:

1°. een uittreksel van de rechterlijke beslissingen, waarbij de faillietverklaring uitgesproken of weder opgeheven is;

2°. den summieren inhoud en de homologatie van het akkoord;

3°. de ontbinding van het akkoord;

4°. het bedrag van de uitdeelingen bij vereffening;

5°. de opheffing van het faillissement ingevolge artikel 14;

6°. de rehabilitatie.

Omtrent vorm en inhoud van het register geeft de Gouverneur regelen.

De griffier is verplicht aan ieder kosteloos inzage van het register en tegen betaling een uittreksel daaruit te verstrekken.

Op het register wordt een alphabetische klapper bijgehouden.

TWEEDE AFDEELING.

Van de gevolgen der faillietverklaring.

Artikel 18.

Het faillissement omvat het geheele vermogen van den schuldenaar ten tijde van de faillietverklaring, alsmede hetgeen hij gedurende het faillissement verwerft.

Is de schuldenaar eene vennootschap onder eene firma, dan omvat het faillissement het geheele vermogen der hoofdelijk voor het geheel aansprakelijke vennooten ten tijde van de faillietverklaring, alsmede hetgeen zij gedurende het faillissement verwerven.

Artikel 19.

Niettemin blijven buiten het faillissement:

1°. de goederen vermeld in artikel 321, sub 2°.—5°., van het Surinaamsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, de gelden of jaarwedden vermeld in artikel 619, sub 3°., van dat Wetboek, de gagie, indien de gefailleerde schipper of schepeling is, en het auteursrecht in de gevallen, waarin het niet voor beslag vatbaar is; alsmede hetgeen in het eerste lid van artikel 322 van genoemd Wetboek omschreven is, tenzij in het faillissement schuldeischers opkomen wegens vorderingen, vermeld in het tweede lid van dat artikel;

2°. hetgeen de gefailleerde door persoonlijke werkzaamheid, als bezoldiging wegens een ambt of bediening dan wel als soldij, riddersoldij, gagement, pensioen of onderstand gedurende het

faillissement verkrijgt, indien en voor zoover de rechter-commissaris zulks bepaalt;

3°. de gelden, welke aan den gefailleerde verstrekt worden ter voldoening aan een wettelijken onderhoudsplicht;

4°. een door den rechter-commissaris bepaald bedrag uit de opbrengst van het in artikel 363 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname bedoelde vruchtgenot, ter bestrijding van de in artikel 364 van dat Wetboek vermelde lasten;

5°. de uitkeering, welke de gefailleerde, krachtens de bepaling van artikel 370 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname uit de inkomsten van zijne kinderen geniet.

In dit artikel wordt onder ,,gefailleerde'' mede begrepen de echtgenoot van den in eenige gemeenschap gehuwden gefailleerde.

Artikel 20.

Door de faillietverklaring verliest de schuldenaar van rechtswege de beschikking en het beheer over zijn tot het faillissement behoorend vermogen, gerekend van den dag waarop de faillietverklaring wordt uitgesproken, die dag daaronder begrepen.

Artikel 21.

Voor verbintenissen van den schuldenaar na de faillietverklaring ontstaan, is de boedel niet aansprakelijk dan voor zooverre deze tengevolge daarvan is gebaat.

Artikel 22.

Rechtsvorderingen, welke tot den faillieten boedel behoorende rechten of verplichtingen ten onderwerp hebben, worden zoowel tegen als door den curator ingesteld. Indien zij, door of tegen den gefailleerde ingesteld of voortgezet, eene veroordeeling van den gefailleerde tengevolge hebben, mist die veroordeeling tegenover den faillieten boedel rechtskracht.

Rechtsvorderingen, welke voldoening van eene verbintenis uit den boedel ten doel hebben, mogen gedurende het faillissement ook tegen den gefailleerde niet op andere wijze ingesteld worden, dan door aanmelding ter verificatie.

Artikel 23.

Indien de rechtsvordering tijdens de faillietverklaring aanhangig en door den schuldenaar ingesteld is, wordt het geding

ten verzoeke van den gedaagde, geschorst, ten einde dezen gelegenheid te geven, binnen een door den rechter bepaalden termijn, den curator tot overneming van het geding op te roepen.

Zoo deze niet aan die oproeping gevolg geeft, heeft de gedaagde het recht ontslag van de instantie te vragen; bij gebreke daarvan, kan het geding tusschen den gefailleerde en den gedaagde worden voortgezet, buiten bezwaar van den boedel.

Ook zonder opgeroepen te zijn, is de curator bevoegd het proces te allen tijde over te nemen en den gefailleerde buiten het geding te doen stellen.

Artikel 24.

Indien de rechtsvordering tijdens de faillietverklaring aanhangig en tegen den schuldenaar ingesteld is, is de eischer bevoegd schorsing te verzoeken, ten einde, binnen een door den rechter bepaalden termijn, den curator in het geding te roepen.

Door zijne verschijning neemt deze het proces over en is de gefailleerde van rechtswege buiten het geding.

Indien de curator, verschijnende, dadelijk in den eisch toestemt, worden de proceskosten van de tegenpartij niet beschouwd als boedelschuld.

Zoo de curator niet verschijnt, is op het tegen den gefailleerde verkregen vonnis de bepaling van den tweeden zin van het eerste lid van artikel 22 niet toepasselijk.

Artikel 25.

Voor zooverre tijdens de faillietverklaring aanhangige rechtsvorderingen voldoening van eene verbintenis uit den boedel ten doel hebben, wordt het geding na de faillietverklaring geschorst, om alleen dan voortgezet te worden, indien de verificatie van de vordering betwist wordt. In dit geval wordt hij, die de betwisting doet, in de plaats van den gefailleerde, partij in het geding.

Artikel 26.

Indien vóór de faillietverklaring de stukken van het geding tot het geven van eene beslissing aan den rechter zijn overgelegd, zijn de tweede zin van het eerste lid van artikel 22 en de artikelen 23—25 niet toepasselijk.

De artikelen 23—25 worden weder toepasselijk, indien het geding voor den rechter, bij wien het aanhangig is, tengevolge van zijne beslissing wordt voortgezet.

Indien een geding door of tegen den curator, of ook in het geval van artikel 25 tegen een schuldeischer wordt voortgezet, mag de curator of die schuldeischer de nietigheid inroepen van handelingen, door den schuldenaar vóór zijne faillietverklaring in het geding verricht, zoo bewezen wordt, dat deze door die handelingen de schuldeischers desbewust heeft benadeeld en dat dit aan zijne tegenpartij bekend was.

Artikel 27.

In de gedingen, door of tegen den curator ingesteld of voortgezet, of in het geval van artikel 117 tegen een schuldeischer gevoerd, kan de rechter den gefailleerde de eeden opleggen, bedoeld bij artikel 1961 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname.

Artikel 28.

Het vonnis van faillietverklaring heeft tengevolge, dat alle gerechtelijke tenuitvoerlegging op eenig deel van het vermogen van den schuldenaar, vóór het faillissement aangevangen, dadelijk een einde neemt, en dat, ook van hetzelfde oogenblik af, een vonnis niet bij lijfsdwang mag worden ten uitvoer gelegd.

Gelegde beslagen vervallen; de rechter-commissaris beveelt voor zooveel noodig de doorhaling.

Indien de schuldenaar zich in gijzeling bevindt, wordt hij ontslagen, zoodra het vonnis van faillietverklaring in kracht van gewijsde is gegaan, behoudens toepassing van artikel 82.

Artikel 29.

Gedurende het faillissement wordt eene overeenkomstig artikel 492 van het Surinaamsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering opgelegde dwangsom niet verbeurd.

Artikel 30.

Indien vóór het faillissement van den schuldenaar de uitwinning van zijne roerende of onroerende goederen zoover was gevorderd, dat de dag van den verkoop reeds was bepaald, is de curator bevoegd om op machtiging van den rechter-commissaris, den verkoop voor rekening van den boedel te laten voortgaan.

Artikel 31.

Van vóór de faillietverklaring opgemaakte akten kan de door artikel 670 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname

of door artikel 291 van het Wetboek van Koophandel voor de kolonie Suriname gevorderde overschrijving, en van bevorens verleende hypotheken, alsmede van de akten genoemd in artikel 297 van laatstgemeld Wetboek, de inschrijving, na de faillietverklaring, niet geldig meer geschieden.

Artikel 32.

Indiening van eene vordering ter verificatie heeft stuiting van de verjaring tengevolge.

Artikel 33.

Indien zoowel de schuldenaar als zijne wederpartij eene wederkeerige overeenkomst ten tijde van de faillietverklaring in het geheel niet of slechts gedeeltelijk nakomen, is de wederpartij bevoegd den curator te sommeeren binnen acht dagen te verklaren of hij de overeenkomst gestand wil doen. Indien de curator zich daartoe binnen dien tijd niet bereid verklaart, is de overeenkomst ontbonden en mag de wederpartij voor schadevergoeding als concurrent schuldeischer opkomen; verklaart de curator zich daartoe wel bereid, dan is hij verplicht bij die verklaring zekerheid te stellen voor de richtige nakoming van de overeenkomst.

Deze bepalingen zijn niet toepasselijk op overeenkomsten, waarbij de verbintenis van den gefailleerde eene uitsluitend door dezen persoonlijk te verrichten handeling inhoudt.

Artikel 34.

Indien in het geval, bedoeld bij het vorig artikel, de levering van waren, welke ter beurze op termijn worden verhandeld, bedongen is tegen een vastgesteld tijdstip of binnen een bepaalden termijn, en dit tijdstip invalt of die termijn verstrijkt na de faillietverklaring, wordt de overeenkomst door de faillietverklaring ontbonden en mag de wederpartij van den gefailleerde zonder meer voor schadevergoeding als concurrent schuldeischer opkomen. Lijdt de boedel door de ontbinding schade, dan is de wederpartij verplicht deze te vergoeden.

Artikel 35.

Indien de gefailleerde huurder is, kan zoowel de curator als de verhuurder de huur tusschentijds doen eindigen, mits de opzeg-

ging geschiede tegen een tijdstip, waarop dergelijke overeenkomsten naar plaatselijk gebruik eindigen. Bovendien moet bij de opzegging de daarvoor overeengekomen of gebruikelijke termijn in acht genomen worden, met dien verstande echter, dat een termijn van drie maanden in elk geval voldoende zal zijn. Zijn er huurpenningen vooruitbetaald, dan kan de huur niet eerder opgezegd worden, dan tegen den dag, waarop de termijn, waarvoor vooruitbetaling heeft plaats gehad, eindigt. Van den dag van de faillietverklaring af is de huurprijs boedelschuld.

Artikel 36.

Alle bezoldigde personen, in dienst van den gefailleerde, mogen hunne betrekking opzeggen en hun mag wederkeerig door den curator hunne betrekking opgezegd worden, met inachtneming van de wettelijke, gebruikelijke of overeengekomen termijnen, met dien verstande echter, dat een termijn van zes weken in elk geval voldoende zal zijn. Van den dag van de faillietverklaring af is het salaris boedelschuld.

Artikel 37.

De curator aanvaardt erfenissen, gedurende het faillissement aan den gefailleerde opkomende, niet anders dan onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Tot het verwerpen van eene nalatenschap behoeft de curator machtiging van den rechter-commissaris.

Artikel 38.

Onverminderd de bijzondere bepalingen in de artikelen 40—42 omtrent schenkingen gemaakt, mag ten behoeve van den boedel de nietigheid ingeroepen worden van alle vóór de faillietverklaring door den schuldenaar onverplicht verrichte handelingen, hoe ook genaamd, waardoor de schuldeischers benadeeld zijn, mits bewezen worde, dat bij het verrichten van de handeling zoowel de schuldenaar, als degene met wien of te wiens behoeve hij handelde, de wetenschap bezat, dat daarvan benadeeling van de schuldeischers het gevolg zou zijn.

Artikel 39.

Indien de handeling, waardoor de schuldeischers benadeeld zijn, verricht is binnen veertig dagen vóór de faillietverklaring

en de schuldenaar zich niet reeds vóór den aanvang van dien termijn daartoe had verplicht, wordt de aan het slot van het vorig artikel bedoelde wetenschap, behoudens tegenbewijs, vermoed aan beide zijden te bestaan:

1°. bij overeenkomsten, waarbij de waarde van de verbintenis aan de zijde van den schuldenaar aanmerkelijk die der verbintenis aan de andere zijde overtreft;

2°. bij handelingen ter voldoening van of tot zekerheidstelling voor eene niet-opeischbare schuld;

3°. bij handelingen door den schuldenaar met of ten behoeve van zijn echtgenoot of zijne bloed- of aanverwanten tot in den derden graad verricht.

Artikel 40.

Om de nietigheid van door den schuldenaar gedane schenkingen in te roepen, kan de curator volstaan met aan te toonen, dat de schuldenaar op het oogenblik van de schenking wist, dat hij daardoor zijne schuldeischers benadeelde, onverschillig of de begiftigde die wetenschap al dan niet deelde.

Artikel 41.

Schenkingen, gedaan binnen veertig dagen vóór de faillietverklaring, worden, behoudens tegenbewijs, vermoed te zijn gedaan met de wetenschap, dat de schuldeischers daardoor benadeeld worden.

Deze termijn wordt verdubbeld, indien de begiftigde een bloed- of aanverwant tot in den derden graad van den schenker is.

Artikel 42.

De begiftigde, van wien niet blijkt, dat hij met den vermogenstoestand van den schenker bekend was, is niet verplicht, het door hem ontvangene terug te geven, voor zooverre hij aantoont, dat hij, ten tijde van de faillietverklaring, tengevolge van de schenking niet was gebaat.

Artikel 43.

De nietigheid van de voldoening, door den schuldenaar, van eene opeischbare schuld mag alleen dan worden ingeroepen, indien wordt aangetoond, hetzij dat hij, die de betaling ontving, wist dat het faillissement van den schuldenaar reeds aan-

gevraagd was, hetzij dat de betaling het gevolg was van overleg tusschen den schuldenaar en den schuldeischer, ten doel hebbende laatstgenoemde door die betaling boven andere schuldeischers te begunstigen.

Artikel 44.

Krachtens het vorig artikel mag terugvordering niet geschieden van hem, die als houder van een papier aan order of toonder, uit hoofde van zijne rechtsverhouding tot vroegere houders, tot aanneming van de betaling verplicht was.

In dit geval is hij, te wiens bate het papier is uitgegeven, verplicht de door den schuldenaar betaalde som aan den boedel terug te geven, wanneer wordt aangetoond, hetzij dat hij bij de uitgifte van het papier de in het vorig artikel genoemde wetenschap bezat, hetzij dat de uitgifte het gevolg was van een overleg als in dat artikel bedoeld.

Artikel 45.

Rechtsvorderingen, gegrond op de bepalingen der artikelen 38—44, worden ingesteld door den curator.

Niettemin kunnen de schuldeischers op gronden, aan die bepalingen ontleend, de toelating van eene vordering bestrijden.

Artikel 46.

Beëindiging van het faillissement door de homologatie van een akkoord doet de rechtsvorderingen in het vorig artikel bedoeld, vervallen, tenzij het akkoord boedelafstand inhoudt, in welk geval zij ten behoeve van de schuldeischers vervolgd of ingesteld kunnen worden door de vereffenaars.

Artikel 47.

Behoudens het bepaalde bij artikel 42 moet hetgeen door de nietige handeling uit het vermogen van den schuldenaar gegaan is, door hem, tegen wien de nietigheid wordt ingeroepen, teruggegeven worden.

Zoo deze daartoe niet in staat is, of zoo hij het ontvangene niet meer kan teruggeven in den toestand, waarin hij het ontving, is hij jegens den faillieten boedel tot schadevergoeding verplicht.

Rechten op het terug te geven goed, door derden te goeder trouw verkregen, worden geëerbiedigd.

De curator geeft het door den schuldenaar ontvangene, of de waarde daarvan, terug, voor zooverre de boedel er door is ge-

baat. Voor het te kort komende mag degene, tegen wien de nietigheid wordt ingeroepen, als concurrent schuldeischer opkomen.

Artikel 48.

Voldoening na de faillietverklaring doch vóór de bekendmaking daarvan, aan den gefailleerde gedaan, ter vervulling van verbintenissen jegens dezen vóór de faillietverklaring ontstaan, bevrijdt hem, die haar deed, tegenover den boedel, zoolang zijne bekendheid met de faillietverklaring niet bewezen wordt.

Voldoening, als in het vorig lid bedoeld, na de bekendmaking van de faillietverklaring aan den gefailleerde gedaan, bevrijdt tegenover den boedel alleen dan, wanneer hij, die haar deed, bewijst dat de faillietverklaring te zijner woonplaatse langs den weg van de wettelijke aankondiging nog niet bekend kon zijn, behoudens het recht van den curator om aan te toonen, dat zij hem toch bekend was.

In elk geval bevrijdt voldoening aan den gefailleerde den schuldenaar tegenover den boedel, voor zooverre hetgeen door hem voldaan werd ten bate van den boedel is gekomen.

Artikel 49.

Hij, die zoowel schuldenaar als schuldeischer van den gefailleerde is, mag zich op schuldvergelijking beroepen, indien zijne schuldvordering en zijne schuldplichtigheid beide zijn ontstaan vóór de faillietverklaring of voortvloeien uit handelingen vóór de faillietverklaring met den gefailleerde verricht.

De schuldvorderingen op den gefailleerde worden zoo noodig berekend naar de regels in de artikelen 125 en 126 gesteld.

Artikel 50.

Niettemin kan degene, die eene schuld aan den gefailleerde of eene vordering op den gefailleerde vóór de faillietverklaring van een derde heeft overgenomen, zich op schuldvergelijking niet beroepen, indien hij bij de overneming niet te goeder trouw heeft gehandeld.

Na de faillietverklaring overgenomen vorderingen of schulden mogen niet in vergelijking gebracht worden.

Artikel 51.

De schuldenaar van den gefailleerde, die zijne schuld wil vergelijken met eene schuldvordering aan order of toonder, is

gehouden te bewijzen, dat hij reeds op het oogenblik van de faillietverklaring te goeder trouw eigenaar was van het order- of toonderpapier.

Artikel 52.

Hij, die zich met den gefailleerde in eene gemeenschap bevindt, welke tengevolge van of tijdens het faillissement van den schuldenaar wordt ontbonden, is bevoegd van het bij scheiding aan den gefailleerde komende aandeel in de baten diens aandeel in de ter zake van die gemeenschap aangegane schulden af te houden.

Artikel 53.

De hypothecaire schuldeischer, die het beding, vermeld in artikel 1207 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname, heeft gemaakt, en de pandhouder kunnen hunne rechten uitoefenen, alsof het faillissement er niet ware.

Is hunne vordering eene zoodanige als vermeld in de artikelen 125 en 126, dan kunnen zij dit alleen doen na verificatie en niet anders dan tot verhaal van het bedrag, waarvoor de vordering erkend is.

Artikel 54.

De hypothecaire schuldeischer en de pandhouder, in het vorig artikel bedoeld, zijn verplicht hunne rechten uit te oefenen vóór het verstrijken van één maand, nadat de insolventie is begonnen, behoudens de bevoegdheid van den rechter-commissaris om dien termijn te verlengen. Na verloop van dien tijd zal de curator de verpande voorwerpen opeischen, en deze, evenals de verhypothekeerde goederen, behoudens het recht van den pandhouder of hypothecairen schuldeischer op de opbrengst daarvan, zelf doen verkoopen op de wijze bij artikel 169, vierde lid, omschreven.

De curator is bevoegd te allen tijde het bezwaarde goed te bevrijden of het verpande voorwerp in te lossen tegen vol doening van het daarop verschuldigde met de interesten en kosten.

Artikel 55.

De hypothecaire schuldeischer en pandhouder, die van zijne rechten gebruik heeft gemaakt, is verplicht de opbrengst van het verbonden goed aan den curator te verantwoorden, met uit-

keering van hetgeen die opbrengst het verschuldigde met de interesten en kosten te boven gaat.

Indien die opbrengst niet toereikend is om den hypothecairen schuldeischer of den pandhouder te voldoen, treedt deze, zoo hij zijne vordering heeft doen verifieeren, voor het ontbrekende als concurrent schuldeischer in den boedel op.

Artikel 56.

De schuldeischer, die gerechtigd is, aan den schuldenaar toebehoorende goederen terug te houden totdat zijne schuldvordering is gekweten, verliest door de faillietverklaring van den schuldenaar dit recht van terughouding niet.

Artikel 57.

Ingeval van faillissement van den man, neemt de vrouw alle roerende en onroerende goederen, welke haar toebehooren en niet in de gemeenschap vallen, terug.

De aanbrengst van de goederen, bij het aangaan van het huwelijk buiten de gemeenschap gehouden, wordt bewezen zooals bij artikel 203 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname is voorgeschreven.

Van de roerende goederen, staande huwelijk bij erfenis, legaat of schenking aan de vrouw opgekomen en buiten de gemeenschap vallende, moet, in geval van geschil, blijken op een der wijzen in artikel 219 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname aangegeven.

De goederen, voortgesproten uit de belegging of wederbelegging van gelden aan de vrouw buiten gemeenschap toebehorende, worden insgelijks door haar teruggenomen, mits die belegging of wederbelegging, in geval van geschil, door voldoende bescheiden, ten genoegen van den rechter, bewezen zij.

Indien de haar toebehoorende goederen door haren man zijn vervreemd, doch de koopprijs nog niet is betaald, of wel de kooppenningen nog onvermengd met den faillieten boedel aanwezig zijn, is zij bevoegd om haar recht van terugneming op dien koopprijs of op de voorhandel kooppenningen uit te oefenen.

Voor hare persoonlijke schuldvorderingen treedt de vrouw als schuldeischeres op.

Artikel 58.

De vrouw heeft niet eene aanspraak op den boedel ter zake van voordeelen bij huwelijksche voorwaarden besproken. Weder-

keerig kunnen de schuldeischers niet genieten van de voordeelen, welke de vrouw aan den man bij huwelijksche voorwaarden heeft toegezegd.

Artikel 59.

Het faillissement van den in eenige gemeenschap van goederen gehuwden echtgenoot wordt als faillissement van die gemeenschap behandeld. Het omvat, behoudens de uitzonderingen van het eerste lid van artikel 19, alle goederen, welke in de gemeenschap vallen, en strekt ten behoeve van alle schuldeischers, die op de goederen der gemeenschap verhaal hebben. Indien de echtgenoot, die failliet verklaard is, goederen bezit, welke niet in de gemeenschap vallen, worden ook deze onder het faillissement begrepen, maar zijn alleen aansprakelijk voor de schulden, waardoor de gefailleerde persoonlijk verbonden is.

De bepalingen in dit besluit vervat omtrent handelingen door den schuldenaar verricht, zijn, bij faillissement van een in gemeenschap gehuwden echtgenoot, toepasselijk op de handelingen waardoor de gemeenschap wettig verbonden is, onverschillig wie van de echtgenooten deze verrichtte.

DERDE AFDEELING.

Van het bestuur over den faillieten boedel.

§ 1. *Van den rechter-commissaris.*

Artikel 60.

De rechter-commissaris houdt toezicht op het beheer en de vereffening van den faillieten boedel.

Artikel 61.

Alvorens in eenige zaak, het beheer of de vereffening van den faillieten boedel betreffende, eene beslissing te geven, is het Hof van Justitie verplicht, den rechter-commissaris schriftelijk te hooren.

Artikel 62.

De rechter-commissaris is bevoegd ter opheldering van alle omstandigheden, het faillissement betreffende, getuigen te hooren of een onderzoek van deskundigen te bevelen.

De getuigen worden gedagvaard namens den rechter-commissaris.

Bij niet-verschijning of weigering om getuigenis af te leggen, zijn de artikelen 145, tweede lid, 151 en 153 van het Surinaamsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering toepasselijk.

De echtgenoot of gewezen echtgenoot, de kinderen en verdere afkomelingen en de ouders en grootouders van den gefailleerde mogen zich van het geven van getuigenis verschoonen.

Artikel 63.

Van de beschikkingen van den rechter-commissaris vermeld in de artikelen 64, tweede lid, 69, eerste lid, 82 en 93 is gedurende vijf dagen hooger beroep op het Hof van Justitie.

Het beroep wordt ingesteld door het indienen van een memorie ter griffie van het betrokken kantongerecht. De rechter-commissaris verzendt die memorie, vergezeld van zijn schriftelijk bericht, zoo spoedig mogelijk aan het Hof van Justitie.

Tegen de overige beschikkingen van den rechter-commissaris is hooger beroep niet toegelaten.

§ 2. *Van den curator.*

Artikel 64.

De curator is belast met het beheer en de vereffening van den faillieten boedel.

Alvorens in rechte op te treden, behalve waar het verificatiegeschillen betreft, alsmede in de gevallen van de artikelen 33, 35, 36 en 54, tweede lid, behoeft de curator machtiging van den rechter-commissaris.

Artikel 65.

Ieder der schuldeischers, de commissie uit hun midden benoemd en ook de gefailleerde mogen bij verzoekschrift tegen elke handeling van den curator bij den rechter-commissaris opkomen, of van dezen een bevel uitlokken, dat de curator eene bepaalde handeling verrichte of eene voorgenomen handeling nalate.

De rechter-commissaris beslist, na den curator gehoord te hebben, binnen drie dagen.

Artikel 66.

Indien meer dan één curator benoemd is, wordt voor de geldigheid van hunne handelingen toestemming van de meerderheid of bij staking van stemmen eene beslissing van den rechter-commissaris vereischt.

De curator, aan wien bij het vonnis van faillietverklaring een bepaalde werkkring is aangewezen, is binnen de grenzen daarvan zelfstandig tot handelen bevoegd.

Artikel 67.

Onverminderd het bepaalde in het derde lid van artikel 12, stelt de rechter-commissaris het salaris van den curator in elk faillissement vast.

Ingeval van akkoord wordt het salaris bij het vonnis van homologatie bepaald.

Artikel 68.

Het ontbreken van de machtiging van den rechter-commissaris, waar die vereischt is, of de niet-inachtneming van de bepalingen vervat in de artikelen 74 en 75, is, voor zooveel derden betreft, niet van invloed op de geldigheid van de door den curator verrichte handeling. De curator is deswege alleen jegens den gefailleerde en de schuldeischers aansprakelijk.

Artikel 69.

De rechter-commissaris heeft de bevoegdheid den curator te allen tijde, na hem gehoord of behoorlijk opgeroepen te hebben, te ontslaan en door een ander te vervangen, of hem één of meer medecurators toe te voegen, een en ander op een met redenen omkleed verzoek van één of meer schuldeischers, van de commissie uit hun midden, of van den gefailleerde.

De ontslagen curator legt rekening en verantwoording van zijn beheer af aan den in zijne plaats benoemden curator.

§ 3. *Van de commissie uit de schuldeischers.*

Artikel 70.

Bij het vonnis van faillietverklaring is de kantonrechter of, zoolang over de benoeming van de in het volgend artikel genoemde commissie eene beslissing nog niet is genomen, is de rechter-commissaris bevoegd om, zoo de belangrijkheid of de

aard des boedels daartoe aanleiding geeft, uit de aan het gerecht bekende schuldeischers eene voorloopige commissie van een tot drie leden te benoemen, ten einde den curator van advies te dienen.

Indien een lid van de voorloopige commissie zijne benoeming niet aanneemt, bedankt of overlijdt, voorziet de rechter-commissaris in de daardoor ontstane vacature.

Artikel 71.

Hetzij al of niet eene voorloopige commissie uit de schuldeischers is benoemd, raadpleegt de rechter-commissaris op de verificatie-vergadering de schuldeischers, na afloop van de verificatie, over de benoeming van eene definitieve commissie uit hun midden. Zoo de vergadering deze wenschelijk acht, gaat hij dadelijk tot de benoeming over. Ook deze commissie bestaat uit een tot drie leden.

Een verslag van het hieromtrent verhandelde wordt in het proces-verbaal van de vergadering opgenomen.

Indien een lid van de definitieve commissie zijne benoeming niet aanneemt, bedankt of overlijdt, voorziet de rechter-commissaris in de daardoor ontstane vacature.

Artikel 72.

De commissie is bevoegd om te allen tijde inzage te vorderen van de op het faillissement betrekking hebbende boeken en bescheiden. De curator is verplicht aan de commissie alle van hem verlangde inlichtingen te verstrekken.

Artikel 73.

Tot het inwinnen van het advies der commissie vergadert de curator met haar, zoo dikwijls hij het noodig acht. In deze vergaderingen zit hij voor en voert hij de pen.

Artikel 74.

De curator is verplicht het advies der commissie in te winnen, alvorens eene rechtsvordering in te stellen of eene aanhangige voort te zetten of zich tegen eene ingestelde of aanhangige rechtsvordering te verdedigen, behalve waar het geldt verificatiegeschillen; omtrent het al of niet voortzetten van het bedrijf des gefailleerden; alsmede in de gevallen van de artikelen 33, 35, 36, 54, tweede lid, 69, tweede lid, 95, 96, 109, derde en

laatste lid, en in het algemeen omtrent de wijze van vereffening en tegeldemaking van den boedel en het tijdstip en het bedrag van de te houden uitdeelingen.

Dit advies wordt niet vereischt, wanneer de curator de commissie tot het uitbrengen daarvan, met inachtneming van een bekwamen termijn, ter vergadering heeft opgeroepen en een advies niet wordt uitgebracht.

Artikel 75.

De curator is niet gebonden aan het advies der commissie. Zoo hij zich daarmede niet vereenigt, geeft hij hiervan onmiddellijk kennis aan de commissie, welke de beslissing van den rechter-commissaris kan inroepen. Zoo zij verklaart, dit te doen, is de curator verplicht de uitvoering van de voorgenomen, met het advies der commissie strijdige handeling, gedurende drie dagen op te schorten.

§ 4. *Van de vergaderingen van schuldeischers.*

Artikel 76.

In de vergaderingen van schuldeischers is de rechter-commissaris voorzitter.

De tegenwoordigheid van den curator of van iemand, die hem met goedvinden van den rechter-commissaris vervangt, is verplicht.

Artikel 77.

In de vergaderingen van schuldeischers worden de besluiten genomen met volstrekte meerderheid van stemmen van de aanwezige schuldeischers.

Voor elke honderd gulden brengt iedere schuldeischer ééne stem uit. Voor vorderingen of overschietende gedeelten van vorderingen, beneden honderd gulden, wordt mede ééne stem uitgebracht.

Splitsing van vorderingen, na de faillietverklaring gedaan, doet stemrecht niet verwerven.

Artikel 78.

Stemgerechtigd zijn de erkende en de voorwaardelijk toegelaten schuldeischers, alsmede de toonder van eene ten name van toonder geverifieerde schuldvordering.

Artikel 79.

Ten behoeve van een schuldeischer, die zich op eene vergadering heeft doen vertegenwoordigen, worden alle oproepingen voor latere vergaderingen en alle kennisgevingen aan den gemachtigde gedaan, ten ware hij den curator schriftelijk verzoekt, dat die oproepingen en kennisgevingen aan hem zelven of aan een anderen gemachtigde geschieden.

Artikel 80.

Behalve de door dit besluit voorgeschreven vergaderingen, wordt er eene vergadering van schuldeischers gehouden zoo dikwijls de rechter-commissaris dit noodig oordeelt of hem daartoe door de commissie uit de schuldeischers of door ten minste vijf schuldeischers, vertegenwoordigende één vijfde deel van de erkende en de voorwaardelijk toegelaten schuldvorderingen, een met redenen omkleed verzoek wordt gedaan.

In elk geval bepaalt de rechter-commissaris dag, uur en plaats voor de vergadering, waartoe de curator de stemgerechtigde schuldeischers ten minste veertien dagen van te voren oproept bij advertentie in het *Gouvernements-Advertentieblad*, alsook in de *Nederlandsche Staatscourant*, indien de rechter-commissaris dit laatste wenschelijk acht, en voorts bij brieven, alle vermeldende het in de vergadering te behandelen onderwerp.

§ 5. *Van de rechterlijke beschikkingen.*

Artikel 81.

Alle beschikkingen in zaken, het beheer of de vereffening van den faillieten boedel betreffende, zijn uitvoerbaar bij voorraad en op de minuut, tenzij het tegendeel bepaald is.

VIERDE AFDEELING.

Van de voorzieningen na de faillietverklaring en van het beheer van den curator.

Artikel 82.

Bij het vonnis van faillietverklaring is de kantonrechter, of te allen tijde daarna, doch in het laatste geval niet dan op verzoek van den curator of van één of meer der schuldeischers, is de rechter-commissaris bevoegd te bevelen, dat de gefailleerde

in verzekerde bewaring worde gesteld, hetzij in een huis van bewaring, hetzij in zijn eigene woning onder het opzicht van een dienaar van de openbare macht.

Het Openbaar Ministerie legt het bevel hiertoe ten uitvoer.

Dit bevel is voor niet langer dan voor dertig dagen geldig, gerekend van den dag, waarop het ten uitvoer is gelegd. Aan het einde van dien termijn is de rechter-commissaris op een verzoek als in het eerste lid bedoeld, bevoegd, het bevel voor ten hoogste dertig dagen te verlengen. Daarna kan hetzelfde telkens op dezelfde wijze voor ten hoogste dertig dagen geschieden.

Artikel 83.

De rechter-commissaris heeft de bevoegdheid, op verzoek van den gefailleerde, dezen uit de verzekerde bewaring te ontslaan, met of zonder zekerheidstelling, dat hij te allen tijde op de eerste oproeping zal verschijnen.

De rechter-commissaris bepaalt het bedrag van de zekerheidstelling. Het komt bij niet-verschijning van den gefailleerde ten voordeele van den boedel.

Artikel 84.

Het verzoek tot inbewaringstelling van den gefailleerde moet toegestaan worden, indien het gegrond is op het zonder geldige reden opzettelijk niet nakomen van de verplichtingen, hem opgelegd in de artikelen 86, 100 en 111.

Artikel 85.

In alle gevallen, waarin de tegenwoordigheid van den gefailleerde bij deze of gene bepaalde werkzaamheid, den boedel betreffende, vereischt wordt, mag hij, zoo hij zich in verzekerde bewaring bevindt, op last van den rechter-commissaris uit de bewaarplaats worden overgebracht.

Het Openbaar Ministerie legt de last hiertoe ten uitvoer.

Artikel 86.

Gedurende het faillissement mag de gefailleerde zonder toestemming van den rechter-commissaris zijne woonplaats niet verlaten.

Artikel 87.

De curator zorgt, dadelijk na de aanvaarding van zijne betrekking, door alle noodige en gepaste middelen voor de bewaring van den boedel. Hij neemt onmiddellijk de bescheiden, gelden, kleinoodiën, effecten en andere papieren van waarde tegen ontvangbewijs onder zich. Hij is bevoegd de gelden aan den ontvanger voor de gerechtelijke consignatiën in bewaring te geven.

Artikel 88.

De curator doet, zoo hij of de rechter-commissaris dit noodig acht, dadelijk den boedel door den kantonrechter verzegelen.

Buiten de verzegeling blijven, doch worden in het procesverbaal in het kort beschreven, de goederen vermeld in de artikelen 19 eerste lid, onder 1°., en 87, alsmede de voorwerpen tot het bedrijf van den gefailleerde vereischt, indien dit wordt voortgezet.

Artikel 89.

De curator gaat zoo spoedig mogelijk over tot het opmaken van eene beschrijving van den faillieten boedel.

De boedelbeschrijving mag ondershands worden opgemaakt en de waardeering mag door den curator geschieden, een en ander onder goedkeuring van den rechter-commissaris.

De leden van de voorloopige commissie uit de schuldeischers zijn bevoegd bij de beschrijving tegenwoordig te zijn.

Artikel 90.

Van de goederen, vermeld in artikel 19 eerste lid, onder 1°., wordt een staat aan de beschrijving gehecht; die, vermeld in artikel 87, worden in de beschrijving opgenomen.

Artikel 91.

De curator gaat dadelijk na de beschrijving van den boedel over tot het opmaken van een staat, waaruit de aard en het bedrag van de baten en schulden des boedels, de namen en woonplaatsen der schuldeischers, alsmede het bedrag van de vorderingen van ieder hunner blijken.

Artikel 92.

Door den curator gewaarmerkte afschriften van de boedelbeschrijving en van den staat, vermeld in het voorgaand artikel,

worden ter kostelooze inzage van een ieder nedergelegd ter griffie van het kantongerecht, welks rechter de faillietverklaring heeft uitgesproken. De nederlegging geschiedt kosteloos.

Artikel 93.

De curator is bevoegd het bedrijf van den gefailleerde voort te zetten. Indien eene commissie uit de schuldeischers niet is benoemd, heeft hij daartoe de machtiging van den rechter-commissaris noodig.

Artikel 94.

De curator opent de aan den gefailleerde gerichte brieven, telegrammen en schriftelijk overgebrachte telefoonberichten. Die, welke niet op den boedel betrekking hebben, stelt hij terstond aan den gefailleerde ter hand. De administratiën der posterijen, der telefonen en der telegrafen zijn, na van den griffier ontvangen kennisgeving, verplicht, om aan den curator de voor den gefailleerde bestemde brieven, telegrammen en schriftelijk over te brengen telefoonberichten af te geven, totdat de curator of de rechter-commissaris haar van die verplichting ontslaat of zij de kennisgeving ontvangen, bedoeld in artikel 12.

Protesten, den gefailleerde betreffende, worden gedaan aan den curator.

Exploiten, uitgebracht tot uitoefening van de in artikel 53 genoemde rechten, worden gedaan aan den curator.

Artikel 95.

De curator is bevoegd naar omstandigheden eene door den rechter-commissaris vastgestelde som ter voorziening in het levensonderhoud van den gefailleerde en zijn huisgezin uit te keeren.

Artikel 96.

De curator is bevoegd goederen te vervreemden, indien en voor zoover de vervreemding noodzakelijk is ter bestrijding van de kosten van het faillissement, of de goederen niet dan met nadeel voor den boedel bewaard kunnen blijven.

De bepaling van artikel 169 vierde lid, is toepasselijk.

Artikel 97.

De curator houdt alle gelden, kleinoodiën, effecten en andere papieren van waarde onder zijne onmiddellijke bewaring, tenzij de rechter-commissaris daarvoor eene andere wijze van bewaring bepaalt.

Gereede gelden, welke voor het beheer niet noodig zijn, belegt de curator ten name van den boedel op de wijze door den rechter-commissaris goedgekeurd.

Artikel 98.

Over gelden, kleinoodiën, effecten en andere papieren van waarde, welke, volgens bepaling van den rechter-commissaris, door een derde worden bewaard, en over belegde gelden mag de curator niet anders beschikken dan door middel van door den rechter-commissaris voor gezien geteekende stukken.

Artikel 99.

De curator is, na ingewonnen advies van de commissie uit de schuldeischers, zoo die er is, en onder goedkeuring van den rechter-commissaris, bevoegd dadingen te treffen en akkoorden of schikkingen aan te gaan.

Artikel 100.

De gefailleerde is verplicht voor den rechter-commissaris, den curator of de commissie uit de schuldeischers te verschijnen en dezen alle inlichtingen te verschaffen, zoo dikwijls hij daartoe wordt opgeroepen.

Bij faillissement van een in gemeenschap van goederen gehuwden echtgenoot rust de verplichting om inlichtingen te geven op ieder der echtgenooten voor zoover hij gehandeld heeft.

Artikel 101.

Bij het faillissement van eene naamlooze vennootschap, wederkeerige verzekerings- of waarborg-maatschappij of eenige andere, rechtspersoonlijkheid bezittende vereeniging of stichting zijn de bepalingen van de artikelen 82—86 op de bestuurders, die van artikelijk 100 eerste lid, op bestuurders en commissarissen toepasselijk.

Artikel 102.

De griffier is verplicht aan elken schuldeischer op diens verzoek en op diens kosten afschrift te geven van de stukken, welke ingevolge eenige bepaling van dit besluit ter griffie worden nedergelegd of zich aldaar bevinden.

VIJFDE AFDEELING.

Van de verificatie van de schuldvorderingen.

Artikel 103.

De rechter-commissaris bepaalt uiterlijk binnen veertien dagen nadat het vonnis van faillietverklaring in kracht van gewijsde is gegaan:

1°. den dag, waarop uiterlijk de schuldvorderingen ingediend moeten worden;

2°. dag, uur en plaats, waarop de verificatie-vergadering zal gehouden worden.

Tusschen de onder 1°. en 2°. vermelde dagen moeten ten minste veertien dagen verloopen.

Artikel 104.

De curator geeft van deze beschikkingen onmiddellijk aan alle bekende schuldeischers bij brieven kennis, en doet daarvan aankondiging in het *Gouvernements-Advertentieblad* en mede in de *Nederlandsche Staatscourant*, indien de rechter-commissaris dit laatste wenschelijk acht.

Artikel 105.

De indiening van de schuldvorderingen geschiedt bij den curator door de overlegging van eene rekening of andere schriftelijke verklaring, aangevende den aard en het bedrag van de vordering, vergezeld van de bewijsstukken of een afschrift daarvan, en van opgave, of op voorrecht, pand, hypotheek of recht van terughouding aanspraak wordt gemaakt.

De schuldeischers zijn bevoegd van den curator een ontvangbewijs te vorderen.

Artikel 106.

De curator toetst de ingezonden rekeningen aan de aanteekeningen en opgaven van den gefailleerde, treedt, als hij tegen de

toelating van eene vordering bezwaar heeft, met den schuldeischer in overleg, en is bevoegd van dezen overlegging van ontbrekende stukken alsook inzage van zijne aanteekeningen en van de oorspronkelijke bewijsstukken te vorderen.

Artikel 107.

De curator brengt de vorderingen, welke hij goedkeurt, op eene lijst van voorloopig erkende schuldvorderingen, en de vorderingen, welke hij betwist op eene afzonderlijke lijst, vermeldende de gronden van betwisting.

Artikel 108.

In de lijsten, bedoeld in het vorig artikel, wordt elke vordering omschreven en daarbij aangegeven, of zij naar de meening van den curator bevoorrecht of door pand of hypotheek gedekt is, dan wel of ter zake van de vordering recht van terughouding mag worden uitgeoefend.

Betwist de curator alleen den voorrang of het recht van terughouding, zoo wordt de vordering op de lijst van de voorloopig erkende schuldvorderingen gebracht met aanteekening van deze betwisting en van de gronden daarvan.

Artikel 109.

Van elk van de lijsten, in artikel 107 bedoeld, legt de curator een afschrift neder ter griffie van het in artikel 92 aangewezen kantongerecht, om aldaar gedurende de zeven aan de verificatievergadering voorafgaande dagen kosteloos ter inzage te liggen voor een ieder. De nederlegging geschiedt kosteloos.

Artikel 110.

Van de krachtens artikel 109 gedane nederlegging van de lijsten geeft de curator aan alle bekende schuldeischers schriftelijk bericht, waarbij hij eene nadere oproeping tot de verificatievergadering voegt en tevens vermeldt, of de gefailleerde een ontwerp-akkoord ter griffie heeft nedergelegd.

Artikel 111.

De gefailleerde woont de verificatie-vergadering in persoon bij, ten einde aldaar alle inlichtingen over de oorzaken van het

faillissement en den staat van den boedel te geven, welke de rechter-commissaris van hem vraagt. De schuldeischers zijn bevoegd om den rechter-commissaris te verzoeken omtrent bepaalde door hen opgegeven punten inlichtingen aan den gefailleerde te vragen. De vragen aan den gefailleerde gesteld en de door hem gegeven antwoorden worden in het proces-verbaal opgeteekend.

Artikel 112.

Bij het faillissement van eene naamlooze vennootschap, wederkeerige verzekerings- of waarborg-maatschappij of eenige andere, rechtspersoonlijkheid bezittende, vereeniging of stichting, rust op de bestuurders de verplichting, in het vorig artikel den gefailleerde opgelegd.

Artikel 113.

De schuldeischers mogen ter vergadering verschijnen in persoon of bij gemachtigde. De schriftelijke volmacht is vrij van zegel.

Artikel 114.

Op de vergadering leest de rechter-commissaris de lijst van de voorloopig erkende en die van de door den curator betwiste schuldvorderingen voor. Ieder van de op de lijsten voorkomende schuldeischers is bevoegd, den curator omtrent elke vordering en hare plaatsing op een van de lijsten inlichtingen te vragen, of wel hare juistheid, den beweerden voorrang of het beweerde recht van terughouding te betwisten, of te verklaren, dat hij zich bij de betwisting van den curator aansluit.

De curator is bevoegd op de door hem gedane voorloopige erkenning of betwisting terug te komen, of wel te vorderen, dat de schuldeischer de deugdelijkheid van zijne noch door den curator, noch door een der schuldeischers betwiste schuldvordering onder eede bevestige; indien de oorspronkelijke schuldeischer overleden is, moeten zijne rechthebbenden onder eede verklaren, dat zij te goeder trouw gelooven dat de schuld bestaat en onvoldaan is.

Bestaat er behoefte aan verdaging van de vergadering, dan wordt deze binnen acht dagen, op het door den rechter-commissaris aangewezen tijdstip, zonder nadere oproeping, voortgezet.

Artikel 115.

De eed, bedoeld in het tweede lid van het vorig artikel, wordt in persoon of door een daartoe bijzonder gemachtigde afgelegd in handen van den rechter-commissaris, hetzij onmiddellijk op de vergadering, hetzij op een lateren door den rechter-commissaris daartoe bepaalden dag. De volmacht mag ondershands worden verleend.

Indien de schuldeischer, aan wien de eed is opgedragen, niet ter vergadering aanwezig is, geeft de griffier hem onmiddellijk kennis van de eedsopdracht en van den voor de eedsaflegging bepaalden dag.

De rechter-commissaris geeft den schuldeischer eene verklaring van de eedsaflegging, tenzij de eed wordt afgelegd in eene vergadering van schuldeischers, in welk geval van de aflegging aanteekening wordt gehouden in het proces-verbaal van die vergadering.

Artikel 116.

De vorderingen, welke niet betwist worden, worden overgebracht op eene in het proces-verbaal opgenomen lijst van erkende schuldeischers. Op het papier aan order en aan toonder teekent de curator de erkenning aan.

De schuldvorderingen, van welke de curator de beëediging heeft gevorderd, worden voorwaardelijk toegelaten, totdat door het al of niet afleggen van den eed op den bij het eerste lid van artikel 115 bedoelden tijd over hare toelating definitief zal zijn beslist.

Het proces-verbaal van de vergadering wordt onderteekend door den rechter-commissaris en den griffier.

De in het proces-verbaal van de vergadering opgeteekende erkenning van eene vordering heeft in het faillissement kracht van gewijsde zaak. Alleen op grond van bedrog is de curator bevoegd, daarvan vernietiging te vorderen.

Artikel 117.

De rechter-commissaris verwijst, in geval van betwisting, de partijen, zoo hij ze niet kan vereenigen en voor zoover het geschil niet reeds aanhangig is, naar eene door hem bepaalde terechtzitting van den kantonrechter zonder dat daartoe eene oproeping wordt vereischt.

Verschijnt de schuldeischer, die de verificatie vraagt, op de bepaalde terechtzitting niet, dan wordt hij geacht zijne aanvraag te hebben ingetrokken; verschijnt hij, die de betwisting doet, niet, dan wordt hij geacht de betwisting te laten varen en erkent de kantonrechter de vordering.

Schuldeischers, die ter verificatie-vergadering eene betwisting niet hebben gedaan, mogen zich in het geding niet voegen noch tusschenkomen.

Van de uitspraak is hooger beroep op het Hof van Justitie toegelaten.

Het geding in hooger beroep wordt alleen gevoerd tusschen hen, die in eersten aanleg partijen zijn geweest.

Artikel 118.

Wanneer de curator de betwisting heeft gedaan, wordt de loop van het rechtsgeding van rechtswege geschorst door het in kracht van gewijsde gaan van de homologatie van een akkoord in het faillissement, tenzij de stukken van het geding reeds tot het geven van eene beslissing aan den rechter zijn overgelegd, in welk geval de vordering, indien zij wordt erkend, geacht wordt in het faillissement erkend te zijn, terwijl ten aanzien van de beslissing omtrent de kosten van het geding de schuldenaar in de plaats treedt van den curator.

De schuldenaar kan bij exploot verklaren, dat hij het rechtsgeding overneemt achtervolgens de laatste gedingstukken in plaats van den curator.

Zoolang dit niet is geschied, heeft de wederpartij het recht den schuldenaar tot de overneming te dagvaarden.

Verschijnt de schuldenaar niet, dan is artikel 189 van het Surinaamsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering van toepassing.

Wanneer de betwisting is gedaan door een medeschuldeischer, zijn partijen bevoegd om het geding, nadat de homologatie van een akkoord in het faillissement in kracht van gewijsde is gegaan, voort te zetten uitsluitend ten einde den rechter te doen beslissen over de proceskosten.

Artikel 119.

De schuldenaar, wiens vordering betwist wordt, is tot staving daarvan niet tot nader of meer bewijs gehouden, dan hij tegen den gefailleerde zelf zou moeten leveren.

Artikel 120.

Indien de schuldeischer, wiens vordering betwist wordt, niet ter vergadering aanwezig is, geeft de griffier hem onmiddellijk kennis van de gedane betwisting en verwijzing.

De schuldeischer mag zich in het geding op het ontbreken van die kennisgeving niet beroepen.

Artikel 121.

De rechter-commissaris is bevoegd om betwiste vorderingen voorwaardelijk toe te laten tot een door hem bepaald bedrag. Wanneer de voorrang betwist wordt, is de rechter-commissaris bevoegd dezen voorwaardelijk te erkennen.

Artikel 122.

Ook de gefailleerde is bevoegd om zich, onder summiere opgaaf van zijne gronden, te verzetten tegen de betaling van eene vordering, hetzij voor het geheel, hetzij voor een gedeelte, of tegen de erkenning van den beweerden voorrang. In dit geval geschiedt in het proces-verbaal aanteekening van de betwisting en van hare gronden, zonder verwijzing van de partijen naar eene terechtzitting van het kantongerecht en zonder dat daardoor de erkenning van de vordering in het faillissement wordt verhinderd.

Betwisting, waarvoor gronden niet worden opgegeven, of welke niet de geheele vordering omvat en toch niet uitdrukkelijk aanwijst, welk deel wordt erkend en welk deel betwist, wordt niet als betwisting aangemerkt.

Artikel 123.

Vorderingen, na afloop van den in artikel 103, onder 1°., genoemden termijn, doch uiterlijk twee dagen vóór den dag, waarop de verificatie-vergadering zal worden gehouden, bij den curator ingediend, worden op daartoe ter vergadering gedaan verzoek geverifieerd, indien noch de curator noch een der aanwezige schuldeischers daartegen bezwaar maakt.

Daarna ingediende vorderingen worden niet geverifieerd.

De bepalingen van het eerste en het tweede lid zijn niet toepasselijk, indien de schuldeischer niet in Suriname woont en daardoor verhinderd was zich eerder aan te melden.

In geval van bezwaar, als in het eerste lid bedoeld, of van geschil over het al dan niet aanwezig zijn van verhindering, als in het derde lid bedoeld, beslist de rechter-commissaris, na de vergadering te hebben geraadpleegd.

Artikel 124.

Interesten, na de faillietverklaring loopende, mogen niet geverifieerd worden, tenzij door pand, hypotheek of scheepsverband gedekt. In dit geval worden zij pro memorie geverifieerd. Voor zooverre de interesten op de opbrengst van het onderpand niet batig gerangschikt worden, kan de schuldenaar uit deze verificatie rechten niet ontleenen.

Artikel 125.

Eene vordering onder eene ontbindende voorwaarde wordt voor het geheele bedrag geverifieerd, onverminderd de werking van de voorwaarde, wanneer zij vervuld wordt.

Eene vordering onder eene opschortende voorwaarde kan geverifieerd worden voor hare waarde op het oogenblik der faillietverklaring. Indien de curator en de schuldeischers het niet eens kunnen worden over deze wijze van verificatie, wordt zoodanige vordering voor het volle bedrag voorwaardelijk toegelaten.

Artikel 126.

Eene vordering, waarvan het tijdstip der opeischbaarheid onzeker is, of welke recht geeft op periodieke uitkeeringen, wordt geverifieerd voor hare waarde op den dag der faillietverklaring.

Alle schuldvorderingen, vervallende binnen één jaar na den dag, waarop het faillissement is aangevangen, worden behandeld, alsof zij op dat tijdstip opeischbaar waren. Alle later dan één jaar daarna vervallende schuldvorderingen worden geverifieerd voor de waarde, welke zij hebben na verloop van een jaar sedert den aanvang van het faillissement.

Bij de berekening wordt uitsluitend gelet op het tijdstip en de wijze van aflossing, het kansgenot, waar dit bestaat, en, indien de vordering rentedragend is, op den bedongen rentevoet.

Artikel 127.

Schuldeischers, wier vorderingen door hypotheek of pand gedekt of op een bepaald voorwerp bevoorrecht zijn, maar die

kunnen aantoonen, dat een deel van hunne vordering vermoedelijk niet batig gerangschikt zal kunnen worden op de opbrengst van de verbonden goederen, mogen verlangen, dat hun voor dat deel de rechten van concurrente schuldeischers worden toegekend met behoud van hun recht van voorrang.

Artikel 128.

Vorderingen, waarvan de waarde onbepaald, onzeker, niet in in Suriname wettig gangbare munt of in het geheel niet in geld is uitgedrukt, worden geverifieerd voor hune geschatte waarde in in Suriname wettig gangbare munt.

Artikel 129.

Schuldvorderingen aan toonder mogen ten name van ,,toonder'' geverifieerd worden. Elke ten name van ,,toonder'' geverifieerde vordering wordt als de vordering van een afzonderlijke schuldeischer beschouwd.

Artikel 130.

De schuldeischer, die door borgtocht is verzekerd, komt op voor zijne schuldvordering onder aftrek van hetgeen hij van den borg heeft ontvangen.

De borg heeft recht voor hetgeen hij den schuldeischer heeft betaald. Bovendien mag hij voor het bedrag, waarvoor de schuldeischer kan opkomen, voorwaardelijk toegelaten worden, zoolang de schuldeischer zelf niet opkomt.

Artikel 131.

Indien van hoofdelijke schuldenaren één of meer in staat van faillissement verkeeren, kan de schuldeischer in het faillissement van dien schuldenaar, onderscheidenlijk in het faillissement van ieder van die schuldenaren opkomen voor en betaling ontvangen over het geheele bedrag, hem ten tijde van de faillietverklaring nog verschuldigd, totdat zijne vordering ten volle zal zijn gekweten.

De hoofdelijke schuldenaar, die op den faillieten boedel recht van verhaal heeft, mag uit dien hoofde, voor zooverre de schuldeischer zelf kan opkomen, alleen voorwaardelijk worden toegelaten, zoolang de schuldeischer zelf niet opkomt.

Indien in het geheel meer dan honderd percent beschikbaar mocht zijn, wordt dat hoogere percentage naar de onderlinge rechtsverhouding verdeeld.

Artikel 132.

Na afloop van de verificatie brengt de curator verslag uit over den stand van den boedel en geeft daaromtrent alle door de schuldeischers verlangde inlichtingen. Het verslag wordt, met het proces-verbaal van de verificatie-vergadering, na afloop van de vergadering ter griffie nedergelegd ter kostelooze inzage van iederen belanghebbende. De nederlegging geschiedt kosteloos.

Zoowel de curator, als de schuldeischers en de gefailleerde mogen na de nederlegging van het proces-verbaal aan den kantonrechter verbetering daarvan verzoeken, indien uit de stukken zelve blijkt dat in het proces-verbaal eene vergissing is geslopen.

ZESDE AFDEELING.

Van het akkoord.

Artikel 133.

De gefailleerde is bevoegd aan zijne gezamenlijke schuldeischers een akkoord aan te bieden.

Artikel 134.

Indien de gefailleerde een ontwerp van akkoord, ten minste acht dagen vóór de vergadering tot verificatie van de schuldvorderingen, ter griffie van het in artikel 92 aangewezen kantongerecht heeft nedergelegd, ter kostelooze inzage van een ieder, wordt daarover in die vergadering na afloop van de verificatie dadelijk geraadpleegd en beslist, behoudens de bepaling van artikel 136.

Een afschrift van het ontwerp van akkoord moet, gelijktijdig met de nederlegging ter griffie, worden toegezonden aan den curator en aan ieder lid van de voorloopige commissie uit de schuldeischers.

Artikel 135.

De curator en de commissie uit de schuldeischers zijn verplicht ieder afzonderlijk ter vergadering een schriftelijk advies over het aangeboden akkoord te geven.

Artikel 136.

De raadpleging en beslissing worden tot eene volgende door den rechter-commissaris op ten hoogste drie weken later bepaalde vergadering uitgesteld:

1°. indien staande de vergadering eene definitieve commissie uit de schuldeischers is benoemd, niet bestaande uit dezelfde personen als de voorloopige, en de meerderheid van de verschenen schuldeischers van haar een schriftelijk advies over het aangeboden akkoord verlangt;

2°. indien het ontwerp van akkoord niet tijdig ter griffie is nedergelegd en de meerderheid van de verschenen schuldeischers zich vóór uitstel verklaart.

Artikel 137.

Wanneer de raadpleging en stemming over het akkoord, ingevolge de bepalingen van het voorgaand artikel, worden uitgesteld tot eene nadere vergadering, geeft de curator daarvan onverwijld aan de niet op de verificatie-vergadering verschenen, erkende of voorwaardelijk toegelaten schuldeischers kennis bij brieven, vermeldende den summieren inhoud van het akkoord.

Artikel 138.

Van de stemming over het akkoord zijn uitgesloten de hypotheek- of pandhoudende en bevoorrechte schuldeischers, daaronder begrepen diegenen, wier voorrang betwist wordt, tenzij zij, vóór den aanvang van de stemming, van hun hypotheek, pand of voorrecht ten behoeve van den boedel afstand mochten doen.

Deze afstand maakt hen tot concurrente schuldeischers, ook voor het geval het akkoord niet mocht worden aangenomen.

Artikel 139.

De gefailleerde is bevoegd tot toelichting en verdediging van het akkoord op te treden en het, staande de raadpleging, te wijzigen.

Artikel 140.

Tot het aannemen van het akkoord wordt vereischt de toestemming van twee derde van de erkende en van de voorwaardelijk toegelaten concurrente schuldeischers, welke drie vierde

van het bedrag der niet bevoorrechte, niet door pand of hypotheek gedekte erkende en voorwaardelijk toegelaten schuldvorderingen vertegenwoordigen.

Artikel 141.

Indien twee derde van de ter vergadering verschenen schuldeischers, meer dan de helft van het gezamenlijk bedrag van de schuldvorderingen, waarvoor stemrecht mag worden uitgeoefend, vertegenwoordigende, in het akkoord bewilligen, wordt ten hoogste acht dagen later eene tweede stemming gehouden, zonder dat daartoe eene nadere oproeping vereischt wordt. Bij deze stemming is men niet gebonden aan zijne de eerste maal uitgebrachte stem.

Artikel 142.

Latere veranderingen in het getal van de schuldeischers of in het bedrag van de vorderingen zijn niet van invloed op de geldigheid van de aanneming of de verwerping van het akkoord.

Artikel 143.

Het proces-verbaal van de vergadering vermeldt den inhoud van het akkoord, de namen van de verschenen stemgerechtigde schuldeischers, de door ieder hunner uitgebrachte stem, den uitslag van de stemming en al wat verder op de vergadering is voorgevallen. Het wordt onderteekend door den rechter-commissaris en den griffier.

Gedurende acht dagen kan een ieder ter griffie kosteloos inzage van het proces-verbaal verkrijgen.

Artikel 144.

Zoowel de schuldeischers, die vóór gestemd hebben, als de gefailleerde mogen gedurende acht dagen na afloop van de vergadering aan het Hof van Justitie verbetering van het proces-verbaal verzoeken, indien uit de stukken zelve blijkt, dat de rechter-commissaris het akkoord ten onrechte als verworpen heeft beschouwd.

Het verzoek wordt bij den rechter-commissaris ingediend, die het, vergezeld van zijn schriftelijk bericht, zoo spoedig mogelijk aan het Hof van Justitie verzendt.

Artikel 145.

Indien het akkoord is aangenomen, bepaalt de rechter-commissaris vóór het sluiten van de vergadering de terechtzitting, waarop de kantonrechter de homologatie zal behandelen.

Bij toepassing van artikel 144 bepaalt de rechter-commissaris de terechtzitting zoo spoedig mogelijk na ontvangst van de beschikking van het Hof. Van deze bepaling geeft de curator aan de schuldeischers schriftelijk kennis.

De terechtzitting wordt gehouden ten minste acht en ten hoogste veertien dagen na de stemming over het akkoord of, bij toepassing van artikel 144, na de ontvangst van de beschikking van het Hof.

Artikel 146.

Gedurende dien tijd mogen de schuldeischers aan den rechter-commissaris schriftelijk de redenen opgeven waarom zij weigering van de homologatie wenschelijk achten.

Artikel 147.

Op den bepaalden dag leest de griffier ter openbare terechtzitting het in artikel 143 bedoelde proces-verbaal voor en mag ieder der schuldeischers in persoon of bij gemachtigde de gronden uiteenzetten, waarop hij de homologatie wenscht of haar bestrijdt.

De gefailleerde is mede bevoegd, tot verdediging van zijne belangen op te treden.

Artikel 148.

Op denzelfden dag, of anders zoo spoedig mogelijk, geeft de kantonrechter zijne met redenen omkleede beschikking.

De kantonrechter weigert de homologatie:

1°. indien de baten des boedels met inbegrip van de zaken, waarop recht van terughouding wordt uitgeoefend, de bij het akkoord bedongen som aanmerkelijk te boven gaan;

2°. indien de nakoming van het akkoord niet voldoende is gewaarborgd;

3°. indien het akkoord door bedrog, door begunstiging van één of meer schuldeischers of met behulp van andere oneerlijke middelen is tot stand gekomen, onverschillig of de gefailleerde dan wel een ander daartoe heeft medegewerkt.

De kantonrechter mag ook op andere gronden en ook ambtshalve de homologatie weigeren.

Artikel 149.

Het gehomologeerde akkoord is verbindend voor alle geen voorrang hebbende schuldeischers, onverschillig of zij al dan niet in het faillissement opgekomen zijn.

Artikel 150.

Na verwerping of weigering van de homologatie van het akkoord mag de gefailleerde in hetzelfde faillissement een akkoord niet meer aanbieden.

Artikel 151.

Het vonnis van homologatie levert, in verband met het proces-verbaal van de verificatie, ten behoeve van de erkende vorderingen, voor zoover zij niet door den gefailleerde overeenkomstig artikel 122 betwist zijn, een voor tenuitvoerlegging vatbaren titel op tegen den schuldenaar en de tot het akkoord als borgen toegetreden personen.

Artikel 152.

Niettegenstaande het akkoord behouden de schuldeischers al hunne rechten tegen de borgen en mede-schuldenaren van den schuldenaar.

De rechten, welke zij op goederen van derden kunnen uitoefenen, blijven bestaan als ware geen akkoord tot stand gekomen.

Artikel 153.

Het faillissement eindigt met den dag waarop het vonnis waarbij de homologatie van het akkoord is verleend, in kracht van gewijsde is gegaan.

Artikel 154.

Na de homologatie is de curator verplicht, ten overstaan van den rechter-commissaris rekening en verantwoording aan den schuldenaar te doen.

Indien bij het akkoord deswege niet anders is bepaald, geeft de curator aan den schuldenaar tegen behoorlijke kwijting af alle tot den boedel behoorende goederen, gelden, boeken en papieren.

Artikel 155.

Het bedrag, waarop geverifieerde schuldeischers, krachtens een erkend voorrecht, aanspraak kunnen maken, alsmede de

kosten van het faillissement moeten in handen van den curator worden gestort, tenzij de schuldenaar deswege zekerheid stelt. Zoolang hieraan niet is voldaan, is de curator verplicht alle tot den boedel behoorende goederen en gelden onder zich te houden, totdat dit bedrag en de bedoelde kosten aan de daarop rechthebbenden zijn voldaan.

Wanneer na het vonnis van homologatie ééne maand is verloopen, zonder dat van wege den schuldenaar de voldoening van een en ander is geschied, gaat de curator daartoe over uit de voorhanden baten des boedels.

Het bedrag in het eerste lid bedoeld, en het deel daarvan, aan ieder schuldeischer krachtens zijn recht van voorrang toe te kennen, wordt desnoodig door den rechter-commissaris begroot.

Artikel 156.

Voor zooveel betreft vorderingen, waarvan het voorrecht voorwaardelijk erkend is, bepaalt de in het vorig artikel bedoelde verplichting van den schuldenaar zich tot het stellen van zekerheid en is de curator bij gebreke daarvan slechts gehouden tot het reserveeren uit de baten des boedels van het bedrag, waarop het voorrecht aanspraak geeft.

Artikel 157.

Elke schuldeischer, jegens wien de schuldenaar in gebreke blijft aan den inhoud daarvan te voldoen, is bevoegd om ontbinding van het gehomologeerde akkoord te vorderen.

Op den schuldenaar rust het bewijs, dat aan het akkoord is voldaan.

De rechter is, ook ambtshalve, bevoegd om den schuldenaar uitstel van ten hoogste ééne maand te verleenen, ten einde alsnog aan zijne verplichtingen te voldoen.

Artikel 158.

De vordering tot ontbinding van het akkoord wordt op dezelfde wijze aangebracht en beslist, als ten aanzien van het verzoek tot faillietverklaring in de artikelen 4, 5, 6 en 7 is voorgeschreven.

Artikel 159.

In het vonnis, waarbij de ontbinding van het akkoord wordt uitgesproken, wordt tevens heropening van het faillissement

bevolen met benoeming van een curator, alsmede van eene commissie uit de schuldeischers indien er in het faillissement reeds eene geweest is.

Bij voorkeur worden daartoe de personen gekozen, die vroeger in het faillissement die betrekkingen hebben waargenomen.

De curator draagt zorg voor de bekendmaking van het vonnis op de wijze in artikel 11, vierde lid, eventueel ook vijfde lid, voorgeschreven.

Artikel 160.

De artikelen 10 eerste lid, 11, eerste lid, 12—15 en die, welke vervat zijn in de tweede, derde en vierde afdeeling van dezen titel, zijn bij heropening van het faillissement toepasselijk.

Evenzoo zijn toepasselijk de bepalingen van de afdeeling over de verificatie van schuldvorderingen, behoudens deze wijziging, dat de verificatie beperkt blijft tot de schuldvorderingen, welke niet reeds vroeger geverifieerd werden.

Niettemin worden ook de reeds geverifieerde schuldeischers tot bijwoning van de verificatie-vergadering opgeroepen en hebben zij het recht de vorderingen, waarvoor toelating verzocht werd, te betwisten.

Artikel 161.

De handelingen, door den schuldenaar in den tijd tusschen de homologatie van het akkoord en de heropening van het faillissement verricht, zijn voor den boedel verbindend, behoudens de toepassing van artikel 38 en volgende, zoo daartoe gronden zijn.

Artikel 162.

Na de heropening van het faillissement mag niet opnieuw een akkoord worden aangeboden.

De curator gaat zonder verwijl tot de vereffening over.

Artikel 163.

Indien tijdens de heropening jegens eenige schuldeischers reeds geheel of gedeeltelijk aan het akkoord is voldaan, worden bij de verdeeling aan de nieuwe schuldeischers en diegene onder de oude, die nog geene voldoening ontvingen, de bij het akkoord toegezegde percenten, en wordt aan hen, die gedeeltelijk betaling ontvingen, hetgeen aan het toegezegde bedrag nog ontbreekt, vooruitbetaald.

In hetgeen alsdan nog overschiet deelen alle schuldeischers, zoo oude als nieuwe, gelijkelijk.

Artikel 164.

Het vorig artikel is eveneens toepasselijk, indien de boedel van den schuldenaar, terwijl deze nog niet volledig aan het akkoord heeft voldaan, opnieuw in staat van faillissement wordt verklaard.

ZEVENDE AFDEELING.

Van de vereffening van den boedel.

Artikel 165.

Indien op de verificatie-vergadering een akkoord niet is aangeboden of indien het aangeboden akkoord verworpen of de homologatie definitief geweigerd is, verkeert de boedel van rechtswege in staat van insolventie.

De artikelen 93 en 95 houden op van toepassing te zijn, wanneer vast staat, dat het bedrijf van den gefailleerde niet overeenkomstig de volgende artikelen zal worden voortgezet of wanneer de voortzetting wordt gestaakt.

Artikel 166.

Indien ter verificatie-vergadering een akkoord niet is aangeboden of indien het aangeboden akkoord is verworpen, mag de curator of een ter vergadering aanwezige schuldeischer voorstellen, dat het bedrijf van den gefailleerde worde voortgezet.

De commissie uit de schuldeischers, indien deze er is, en, zoo het voorstel is gedaan door een schuldeischer, de curator geven hun advies over dit voorstel.

Op verlangen van den curator of van een der aanwezige schuldeischers, stelt de rechter-commissaris de beraadslaging en beslissing over het voorstel uit tot eene daartoe op ten hoogste veertien dagen later bepaalde vergadering.

De curator geeft onverwijld aan de schuldeischers, die niet ter vergadering aanwezig waren, kennis van deze nadere vergadering bij brieven, waarin het ingediende voorstel wordt vermeld en hun tevens de bepaling van artikel 109 wordt herinnerd.

Op deze vergadering heeft, zoo noodig, tevens de verificatie plaats van de schuldvorderingen, welke na afloop van den in artikel 103, eerste lid, onder 1°., bepaalden termijn zijn inge-

diend en niet reeds ingevolge artikel 123 geverifieerd zijn. De curator handelt ten opzichte van deze vorderingen overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 106—109.

Het voorstel is aangenomen, indien de schuldeischers, vertegenwoordigende meer dan de helft der erkende en voorwaardelijk toegelaten schuldvorderingen, welke niet door pand of hypotheek zijn gedekt, zich daarvóór verklaren.

In dit geval vindt, indien eene commissie uit de schuldeischers niet bestaat, artikel 71 overeenkomstige toepassing.

Het proces-verbaal der vergadering vermeldt de namen der verschenen schuldeischers, de door ieder hunner uitgebrachte stem, den uitslag van de stemming en al wat verder ter vergadering is voorgevallen.

Gedurende acht dagen kan een ieder ter griffie kosteloos inzage van het proces-verbaal verkrijgen.

De curator en de schuldeischers zijn bevoegd om binnen acht dagen na afloop van de vergadering aan het Hof van Justitie te vragen, alsnog te verklaren, dat het voorstel is aangenomen of verworpen, indien uit de stukken zelf blijkt, dat de rechter-commissaris dit ten onrechte als verworpen of als aangenomen heeft beschouwd. In dit geval is artikel 144, tweede lid, van toepassing.

Artikel 167.

Indien binnen acht dagen, nadat de homologatie van een akkoord definitief is geweigerd, de curator of een schuldeischer bij den rechter-commissaris een voorstel indient tot voortzetting van het bedrijf van den gefailleerde, belegt de rechter-commissaris op door hem terstond bepaalden dag, uur en plaats, eene vergadering van schuldeischers ten einde over het voorstel te doen beraadslagen en beslissen.

De curator roept de schuldeischers ten minste tien dagen vóór de vergadering op bij brieven, waarin het ingediende voorstel wordt vermeld en hun tevens de bepaling van artikel 109 wordt herinnerd. Bovendien plaatst hij gelijke oproeping in het *Gouvernements-Advertentieblad* en in de *Nederlandsche Staatscourant*, indien de rechter-commissaris dit laatste wenschelijk acht.

Artikel 166, lid 2, 5, 7, 8, 9, 10 en 11, is van toepassing.

Artikel 168.

De rechter-commissaris is bevoegd om op verzoek van een schuldeischer of van den curator te gelasten, dat de voortzetting

van het bedrijf worde gestaakt. Op dit verzoek worden gehoord de commissie uit de schuldeischers, indien deze er is, alsmede de curator, indien deze het verzoek niet gedaan heeft.

Bovendien mag de rechter-commissaris iederen schuldeischer en den schuldenaar hooren.

Artikel 169.

Indien een voorstel tot voortzetting van het bedrijf niet of niet tijdig wordt gedaan of indien het wordt verworpen, of de voortzetting wordt gestaakt, gaat de curator onmiddellijk over tot vereffening en tegeldemaking van alle baten des boedels, zonder dat daartoe de toestemming of medewerking van den gefailleerde noodig is.

Niettemin kan den gefailleerde eenig door den rechter-commissaris aangewezen huisraad worden gelaten.

Ook in geval van voortzetting van het bedrijf kunnen baten van den boedel, welke voor de voortzetting niet noodig zijn, worden te gelde gemaakt.

De goederen worden in het openbaar of met toestemming van den rechter-commissaris ondershands verkocht.

Over alle niet spoedig of in het geheel niet voor vereffening vatbare baten beschikt de curator op de door den rechter-commissaris goedgekeurde wijze.

Voor zooveel dit in het belang is van den boedel, brengt de curator de goederen, waarop schuldeischers recht van terughouding uitoefenen, door voldoening van de vorderingen, waaraan dit recht is verbonden, in den boedel terug.

De curator kan ten behoeve van de vereffening van de diensten des gefailleerden gebruik maken, tegen eene door den rechter-commissaris vastgestelde vergoeding.

Artikel 170.

Nadat de boedel insolvent is geworden, is de rechter-commissaris bevoegd, om op door hem bepaalde dag, uur en plaats, eene vergadering van schuldeischers te beleggen, ten einde hen zoo noodig te raadplegen over de wijze van vereffening van den boedel, en zoo noodig de verificatie te doen plaats hebben van de schuldvorderingen, welke na afloop van den in artikel 103, eerste lid, onder 1°., bepaalden termijn nog zijn ingediend en niet reeds ingevolge artikel 123 geverifieerd zijn. De curator handelt ten opzichte van deze vorderingen overeenkomstig de bepalingen

van de artikelen 106—109. Hij roept de schuldeischers ten minste tien dagen vóór de vergadering, bij brieven op, waarin het onderwerp van de vergadering wordt vermeld en hun tevens de bepaling van artikel 109 wordt herinnerd. Bovendien plaatst hij gelijke oproeping in het *Gouvernements-Advertentieblad* en in de *Nederlandsche Staatscourant*, indien de rechter-commissaris dit laatste wenschelijk acht.

Artikel 171.

Zoo dikwijls er, naar het oordeel van den rechter-commissaris, voldoende gereede penningen aanwezig zijn, beveelt deze eene uitdeeling aan de geverifieerde schuldeischers.

Artikel 172.

De curator maakt telkens de uitdeelingslijst op en onderwerpt die aan de goedkeuring van den rechter-commissaris. De lijst houdt in een staat van ontvangsten en uitgaven (daaronder begrepen het salaris van den curator), de namen der schuldeischers, het geverifieerde bedrag van ieders vordering benevens de daarop te ontvangen uitkeering.

Voor de concurrente schuldeischers worden de door den rechter-commissaris bepaalde percenten uitgetrokken; voor de bevoorrechte schuldeischers, daaronder begrepen zij, wier voorrecht betwist wordt, en de pand- en hypotheekhoudende schuldeischers, voor zooverre zij niet reeds overeenkomstig de bepaling van artikel 53 voldaan zijn, het bedrag waarvoor zij batig gerangschikt kunnen worden op de opbrengst van de goederen, waarop zij bevoorrecht of welke aan hen verbonden waren. Zoo dit minder is dan het geheele bedrag van hunne vorderingen, worden voor het ontbrekende — zoo de met het voorrecht belaste of aan hen verbonden goederen nog niet verkocht zijn voor hunne geheele vordering — gelijke percenten als voor de concurrente schuldeischers uitgetrokken.

Artikel 173.

Voor de voorwaardelijk toegelaten schuldvorderingen worden op de uitdeelingslijst de percenten over het volle bedrag uitgetrokken.

Artikel 174.

De algemeene faillissementskosten worden omgeslagen over ieder deel van den boedel, met uitzondering van hetgeen over-

eenkomstig de bepaling van artikel 53 door den pand- of hypotheekhoudenden schuldeischer zelf is verkocht.

Artikel 175.

De door den rechter-commissaris goedgekeurde uitdeelingslijst ligt gedurende tien dagen ter griffie van het in artikel 92 aangewezen kantongerecht kosteloos ter inzage van de schuldeischers. De nederlegging geschiedt kosteloos.

Van de nederlegging wordt door de zorg van den curator aankondiging gedaan in het *Gouvernements-Advertentieblad* en in de *Nederlandsche Staatscourant*, indien de rechter-commissaris dit laatste wenschelijk acht, terwijl daarvan bovendien aan ieder der erkende en voorwaardelijk toegelaten schuldeischers schriftelijk kennis wordt gegeven, met vermelding van het voor hen uitgetrokken bedrag.

Artikel 176.

Gedurende den in het vorig artikel genoemden termijn mag ieder schuldeischer in verzet komen tegen de uitdeelingslijst, door inlevering van een met redenen omkleed bezwaarschrift ter griffie van het betrokken kantongerecht; de griffier geeft hem een bewijs van ontvangst af.

Het bezwaarschrift wordt als bijlage bij de lijst gevoegd.

Artikel 177.

Zoo er verzet gedaan is, zendt de rechter-commissaris onmiddellijk na afloop van den termijn van inzage het bezwaarschrift en de overige stukken, vergezeld van zijn schriftelijk rapport, aan het Hof van Justitie.

De griffier van het Hof van Justitie doet aan de opposanten en aan den curator schriftelijk mededeeling van den dag van behandeling.

Op den bepaalden dag leest de griffier ter openbare terechtzitting het schriftelijk rapport van den rechter-commissaris voor en is de curator en ieder der schuldeischers in persoon of bij gemachtigde bevoegd om de gronden uiteen te zetten ter verdediging of bestrijding van de uitdeelingslijst.

Op denzelfden dag, of anders zoo spoedig mogelijk, geeft het Hof van Justitie zijne met redenen omkleede beschikking.

Artikel 178.

Ook een niet-geverifieerde schuldeischer, zoomede een schuldeischer, wiens vordering voor een te laag bedrag is geverifieerd,

doch overeenkomstig zijne opgave, mag verzet doen, mits hij uiterlijk twee dagen vóór dien waarop het verzet ter openbare terechtzitting zal behandeld worden, de vordering of het niet-geverifieerde deel der vordering bij den curator indiene, een afschrift daarvan ter griffie van het Hof van Justitie bij het bezwaarschrift voege, en in dit bezwaarschrift tevens het verzoek doe om geverifieerd te worden.

De verificatie geschiedt alsdan op de wijze bij artikel 114 en volgende voorgeschreven, ter openbare terechtzitting, bestemd voor de behandeling van het verzet en vóórdat daarmede een aanvang wordt gemaakt.

Indien dit verzet alleen ten doel heeft als schuldeischer geverifieerd te worden, en er niet tevens door anderen verzet is gedaan, komen de kosten van het verzet ten laste van den nalatigen schuldeischer.

Artikel 179.

Door verloop van den termijn van artikel 175, of, zoo er verzet is gedaan, door het op het verzet gewezen vonnis, wordt de uitdeelingslijst verbindend.

Artikel 180.

De rechter-commissaris beveelt de doorhaling van de hypothecaire inschrijvingen, waarmede een tot den boedel behoorend goed is bezwaard, zoodra de uitdeelingslijst, waarbij de opbrengst van het goed is verantwoord, verbindend is geworden.

Op verkoop, door den curator, van tot den boedel behoorende schepen, is artikel 455 van het Surinaamsche Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering toepasselijk.

Artikel 181.

De uitdeeling, uitgetrokken voor een voorwaardelijk toegelaten schuldeischer, wordt niet uitgekeerd, zoolang niet omtrent zijne vordering is beslist. Blijkt het ten slotte, dat hij niets of minder te vorderen heeft, dan komen de voor hem bestemde gelden geheel of ten deele ten bate van de andere schuldeischers.

Uitdeelingen bestemd voor vorderingen, welker voorrang betwist wordt, worden, voor zooverre zij meer bedragen dan de percenten over de concurrente vorderingen uit te keeren, gereserveerd tot na de uitspraak over den voorrang.

Artikel 182.

Indien eenig goed, waarop een bepaald voorrecht, een hypotheek of een pandrecht rust, verkocht wordt, nadat aan den bevoorrechten hypotheek- of pandhoudenden schuldeischer, ingevolge artikel 171 in verband met het slot van artikel 172, reeds eene uitkeering is gedaan, wordt dezen bij eene volgende uitdeeling het bedrag, waarvoor hij op de opbrengst van het goed batig gerangschikt is kunnen worden, niet anders uitgekeerd, dan onder aftrek van de percenten, welke hij reeds te voren over dit bedrag ontving.

Artikel 183.

Aan schuldeischers, die, tengevolge van hun verzuim om op te komen, eerst geverifieerd worden nadat er reeds uitdeelingen hebben plaats gehad, wordt uit de nog voorhanden baten een bedrag, evenredig aan het door de overige erkende schuldeischers reeds genotene, vooruitbetaald.

Indien zij voorrang hebben, verliezen zij dien, voor zooverre de opbrengst van de zaak, waarop die voorrang kleefde, bij eene vroegere uitdeelingslijst aan andere schuldeischers bij voorrang is toegekend.

Artikel 184.

Na afloop van den termijn van inzage, bedoeld in artikel 175, of na uitspraak van het vonnis op het verzet, is de curator verplicht de vastgestelde uitkeering onverwijld te doen. De uitkeeringen, waarover niet binnen ééne maand daarna is beschikt of welke ingevolge artikel 181 geereserveerd zijn, stort hij in de kas der gerechtelijke consignatiën.

Artikel 185.

Zoodra aan de geverifieerde schuldeischers het volle bedrag van hunne vorderingen is uitgekeerd, of zoodra de slotuitdeelingslijst verbindend is geworden, neemt het faillissement een einde, behoudens de bepaling van artikel 186. De curator doet daarvan onverwijld aankondiging in het *Gouvernements-Advertentieblad* en in de *Nederlandsche Staatscourant*, indien de rechter-commissaris dit laatste wenschelijk acht.

Na verloop van eene maand doet de curator rekening en verantwoording van zijn beheer aan den rechter-commissaris.

De door den curator in den boedel gevonden boeken en papieren geeft hij tegen behoorlijk bewijs aan den schuldenaar af.

Artikel 186.

Indien na de slotuitdeeling ingevolge artikel 181 gereserveerde uitdeelingen aan den boedel terugvallen of mocht blijken, dat er nog baten van den boedel aanwezig zijn, welke ten tijde van de vereffening niet bekend waren, gaat de curator, op bevel van den kantonrechter, tot vereffening en verdeeling daarvan over op den grondslag van de vroegere uitdeelingslijsten.

ACHTSTE AFDEELING.

Van den rechtstoestand van den schuldenaar na afloop van de vereffening.

Artikel 187.

Door het verbindend worden van de slotuitdeelingslijst herkrijgen de schuldeischers voor hunne vorderingen, in zooverre deze onvoldaan zijn gebleven, hunne rechten van executie op de goederen van den schuldenaar.

Artikel 188.

De in het vierde lid van artikel 116 bedoelde erkenning van eene vordering heeft kracht van gewijsde zaak tegen den schuldenaar; het proces-verbaal van de verificatie-vergadering levert voor de daarin als erkend vermelde vorderingen den voor tenuitvoerlegging vatbaren titel op tegen den schuldenaar.

Artikel 189.

De bepaling van het vorig artikel geldt niet voor zoover de vordering van den gefailleerde overeenkomstig artikel 122 betwist is.

NEGENDE AFDEELING.

Van het faillissement van eene nalatenschap.

Artikel 190.

De boedel van een overledene wordt in staat van faillissement verklaard, indien één of meer der schuldeischers daartoe verzoek doen en summier aantoonen, dat de overledene in den toestand verkeerde, dat hij had opgehouden te betalen of dat de nalatenschap ten tijde van het overlijden niet toereikend was ter betaling van de schulden van den overledene.

Artikel 191.

Het verzoek wordt gericht tot den kantonrechter, die tijdens het overlijden van den schuldenaar bevoegd was de faillietverklaring uit te spreken.

De erfgenamen worden op het verzoek gehoord of daartoe opgeroepen bij een aan het sterfhuis beteekend exploot, zonder dat het noodig is hen bij name aan te duiden, alsmede, voor zooverre zij bekend zijn, bij brieven van den griffier.

Artikel 192.

De faillietverklaring heeft van rechtswege tengevolge de afscheiding van den boedel van den overledene van dien van zijne erfgenamen, in dier voege als bij artikel 1134 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie Suriname is omschreven.

Artikel 193.

De faillietverklaring kan aangevraagd worden zoolang niet drie maanden na de aanvaarding van de nalatenschap en tevens zes maanden na het overlijden van den schuldenaar zijn verstreken.

Artikel 194.

De zesde afdeeling van dezen titel is op het faillissement van eene nalatenschap niet toepasselijk; evenmin de achtste afdeeling, tenzij de erfenis zuiver is aanvaard.

TIENDE AFDEELING.

Bepalingen van internationaal recht.

Artikel 195.

Schuldeischers, die na de faillietverklaring hunne vordering geheel of gedeeltelijk afzonderlijk verhaald hebben op buiten Suriname zich bevindende, aan hen niet bij voorrang verbonden, goederen van den in Suriname gefailleerden schuldenaar, zijn verplicht het aldus verhaalde aan den boedel te vergoeden.

Artikel 196.

De schuldeischer, die zijne vordering tegen den gefailleerde, geheel of gedeeltelijk, aan een derde overdraagt, ten einde dezen in de gelegenheid te stellen die vordering, geheel of gedeeltelijk,

afzonderlijk of bij voorrang te verhalen op buiten Suriname zich bevindende goederen van den gefailleerde, is verplicht het aldus verhaalde van den boedel te vergoeden.

De overdracht wordt, behoudens tegenbewijs, vermoed met dit doel te zijn geschied, als zij is gedaan met de wetenschap, dat de faillietverklaring reeds was aangevraagd of aangevraagd zou worden.

Artikel 197.

Gelijke verplichting tot vergoeding jegens den boedel rust op hem, die zijne vordering of zijne schuld, geheel of gedeeltelijk, aan een derde overdraagt, die daardoor in staat wordt gesteld zich buiten Suriname op eene door dit besluit niet toegelaten schuldvergelijking te beroepen.

Het tweede lid van het vorig artikel is hier toepasselijk.

ELFDE AFDEELING.

Van rehabilitatie.

Artikel 198.

Nadat het faillissement overeenkomstig de artikelen 153 of 185 geëindigd is, is de schuldenaar of zijn zijne erfgenamen, ook in geval van artikel 190, bevoegd een verzoek van rehabilitatie in te leveren bij den kantonrechter, die het faillissement heeft berecht.

Artikel 199.

De schuldenaar of zijne erfgenamen zijn tot dit verzoek niet ontvankelijk, tenzij bij het verzoekschrift zij overgelegd het bewijs, waaruit blijkt, dat alle erkende schuldeischers, ten genoegen van elk hunner, zijn voldaan.

Artikel 200.

Van het verzoek wordt aankondiging gedaan in het *Gouvernements-Advertentieblad* en in de *Nederlandsche Staatscourant*, indien de rechter-commissaris dit laatste wenschelijk acht.

Artikel 201.

Ieder erkend schuldeischer is bevoegd om binnen den tijd van drie maanden na voorschreven aankondiging verzet tegen het verzoek te doen, door inlevering van een met redenen omkleed bezwaarschrift ter griffie; de griffier geeft hem een bewijs van ontvangst af.

Dit verzet mag alleen daarop gegrond zijn, dat de verzoeker niet behoorlijk aan het voorschrift van artikel 199 heeft voldaan.

Artikel 202.

Na verloop van de voormelde drie maanden, zal de kantonrechter, om het even of er al dan niet verzet is gedaan, het verzoek toestaan of weigeren.

Tegen de beslissing van den kantonrechter is eenige voorziening niet toegelaten.

Artikel 203.

Het vonnis, waarbij de rehabilitatie wordt toegestaan, wordt ter openbare terechtzitting uitgesproken, terwijl mede daarvan aanteekening geschiedt in het in artikel 17 bedoelde register.

TITEL II.

Van surséance van betaling.

EERSTE AFDEELING.

Van de verleening van surséance van betaling en hare gevolgen.

Artikel 204.

De schuldenaar, die voorziet, dat hij met betalen van zijne opeischbare schulden niet zal kunnen voortgaan, mag surséance van betaling aanvragen.

Artikel 205.

Hij zal zich daartoe, onder overlegging van een door behoorlijke bescheiden gestaafden staat, als bedoeld in artikel 91, bij verzoekschrift wenden tot den kantonrechter, aangewezen in artikel 2 of in artikel 3.

Bij het verzoekschrift kan een ontwerp van akkoord worden gevoegd.

Artikel 206.

Het verzoekschrift met bijbehoorende stukken wordt ter griffie van het kantongerecht neergelegd, ter kostelooze inzage van een ieder. De nederlegging geschiedt kosteloos.

De kantonrechter zal dadelijk de gevraagde surséance voorloopig verleenen en een of meer bewindvoerders benoemen, ten einde met den schuldenaar het beheer over diens zaken te voeren.

Bovendien beveelt hij, dat de bekende schuldeischers, benevens de schuldenaar, tegen een door hem op korten termijn bepaalden dag, door den griffier bij brieven worden opgeroepen, ten einde, alvorens beslist wordt omtrent het definitief verleenen van de gevraagde surséance, op het verzoekschrift te worden gehoord. Behalve de dag worden uur en plaats der bijeenkomst daarbij vermeld, alsmede of een ontwerp van akkoord bij het verzoekschrift is gevoegd.

Artikel 207

De griffier doet van de indiening van het verzoek, van de voorloopige verleening van surséance, van de namen en woonplaatsen der benoemde bewindvoerders en van den overeenkomstig het tweede lid van het voorgaande artikel bepaalden dag onmiddellijk aankondiging in het *Gouvernements-Advertentieblad*, en, wanneer zulks bij de beschikking waarbij de voorloopige surséance werd verleend bevolen is, mede in de *Nederlandsche Staatscourant*. Indien bij het verzoekschrift een ontwerp van akkoord is gevoegd, wordt daarvan in de aankondiging melding gemaakt.

Artikel 208.

De surséance wordt geacht te zijn ingegaan bij den aanvang van den dag, waarop zij voorloopig is verleend.

Artikel 209.

Ten bepaalden dage hoort de kantonrechter den schuldenaar, de bewindvoerders en de in persoon of bij schriftelijk gemachtigde opgekomen schuldeischers. Iedere schuldeischer is bevoegd om, zelfs zonder opgeroepen te zijn, op te komen.

De kantonrechter kan den schuldenaar definitief surséance verleenen, tenzij zich daartegen verklaren hetzij houders van meer dan één vierde van het bedrag der ter vergadering vertegenwoordigde, in artikel 223 bedoelde, schuldvorderingen, hetzij meer dan één derde der houders van zoodanige vorderingen.

Over de toelating tot de stemming beslist, bij verschil, de kantonrechter.

Surséance wordt niet definitief verleend, indien er gegronde vrees bestaat, dat de schuldenaar zal trachten de schuldeischers tijdens de surséance te benadeelen of het vooruitzicht niet bestaat, dat hij na verloop van tijd zijne schuldeischers zal kunnen bevredigen.

De kantonrechter, het verzoek afwijzende, kan bij dezelfde beschikking den schuldenaar in staat van faillissement verklaren. Wordt het faillissement niet uitgesproken, dan blijft de voorloopig verleende surséance gehandhaafd tot de beschikking van den kantonrechter in kracht van gewijsde is gegaan.

Indien eene aanvrage tot faillietverklaring en een verzoek tot surséance gelijktijdig aanhangig zijn, komt eerst het laatste in behandeling.

De beschikking op het verzoek is met redenen omkleed en wordt uitgesproken ter openbare terechtzitting.

Artikel 210.

Gedurende acht dagen na den dag der uitspraak heeft, in geval van afwijzing van het verzoek, de schuldenaar, of, ingeval de surséance verleend is, iedere schuldeischer, die zich niet vóór het verleenen daarvan heeft verklaard, recht van hooger beroep.

Het hooger beroep wordt ingesteld door indiening van eene memorie ter griffie van het betrokken kantongerecht. De griffier geeft hiervan aan ieder der opgekomen schuldeischers, als in artikel 209, eerste lid, bedoeld, zoomede, indien het hooger beroep door een schuldeischer ingesteld is, ook aan den schuldenaar schriftelijk kennis en zendt de in artikel 205 bedoelde stukken met een afschrift van het terzake opgemaakt proces-verbaal en van het vonnis waarvan beroep, zoo spoedig mogelijk aan het Hof van Justitie.

Artikel 211.

Bij de behandeling van het hooger beroep wordt het verzoek niet opnieuw in stemming gebracht, maar ieder schuldeischer is bevoegd in persoon of bij schriftelijk gemachtigde aan de bestrijding of verdediging van de uitspraak, waartegen het beroep gericht is, deel te nemen.

De behandeling heeft plaats in raadkamer; de griffier van het Hof geeft ten minste vijf dagen van te voren aan ieder der opgekomen schuldeischers als in artikel 209, eerste lid, bedoeld, zoomede aan den schuldenaar schriftelijk kennis van den dag en het uur van de behandeling. De uitspraak geschiedt ter openbare terechtzitting.

Artikel 212.

De beschikking, waarbij de surséance definitief wordt toegestaan, is bij voorraad uitvoerbaar, niettegenstaande eenige daartegen gerichte voorziening.

Zij wordt aangekondigd op de wijze, in artikel 207 voorgeschreven.

Artikel 213.

Bij het definitief verleenen van de surséance bepaalt de kantonrechter haar duur op ten hoogste anderhalf jaar.

Vóór het einde der surséance kan door den schuldenaar hare verlenging voor ten hoogste anderhalf jaar worden gevraagd. Het verzoek wordt behandeld op dezelfde wijze als een verzoek tot verleening van surséance. Zoolang bij afloop der surséance op een verzoek tot verlenging nog niet is beschikt, blijft de surséance gehandhaafd.

Artikel 214.

Indien meer dan één bewindvoerder is benoemd, wordt voor de geldigheid hunner handelingen toestemming der meerderheid of bij staking van stemmen eene beslissing van den kantonrechter vereischt. Het tweede lid van artikel 66 vindt overeenkomstige toepassing.

De kantonrechter is te allen tijde bevoegd een bewindvoerder, na hem gehoord of behoorlijk opgeroepen te hebben, te ontslaan en door een ander te vervangen of hem één of meer bewindvoerders toe te voegen, een en ander op verzoek van hem zelven, van de andere bewindvoerders of van één of meer schuldeischers, dan wel ambtshalve.

Artikel 215.

Bij het voorloopig verleenen der surséance kan de kantonrechter zoodanige bepalingen maken, als hij ter beveiliging van de belangen der schuldeischers noodig oordeelt.

Hij kan dit ook gedurende de surséance doen op verzoek van de bewindvoerders of van één of meer schuldeischers, dan wel ambtshalve.

Artikel 216.

De kantonrechter is bevoegd bij het voorloopig verleenen der surséance één of meer deskundigen te benoemen teneinde binnen een door hem te bepalen termijn, die zoo noodig kan worden verlengd, een onderzoek naar den staat van den boedel in te stellen en een beredeneerd verslag van hunne bevinding uit te brengen. Het laatste lid van artikel 215 vindt overeenkomstige toepassing.

Het verslag van de deskundigen bevat een met redenen omkleed oordeel over de betrouwbaarheid van de door den

schuldenaar overgelegde staat en bescheiden, en over de vraag of er vooruitzicht bestaat, dat de schuldenaar na verloop van tijd zijne schuldeischers zal kunnen bevredigen. Het verslag geeft zoo mogelijk de maatregelen aan, welke tot die bevrediging kunnen leiden.

De deskundigen leggen hun verslag neder ter griffie van het kantongerecht, ter kostelooze inzage van een ieder. De nederlegging geschiedt kosteloos.

Het laatste lid van artikel 214 vindt ten aanzien van de deskundigen overeenkomstige toepassing.

Artikel 217.

De bewindvoerders brengen, telkens na verloop van drie maanden, een verslag uit over den toestand van den boedel. Met dit verslag wordt gehandeld, gelijk in het derde lid van artikel 216 is voorgeschreven.

De termijn, bedoeld in het vorige lid, kan door den kantonrechter worden verlengd.

Artikel 218.

Gedurende de surséance is de schuldenaar onbevoegd eenige daad van beheer of beschikking betreffende den boedel te verrichten zonder medewerking, machtiging of bijstand van de bewindvoerders. Indien de schuldenaar in strijd daarmede gehandeld heeft, zijn de bewindvoerders bevoegd alles te doen, wat vereischt wordt, om den boedel te dier zake schadeloos te houden.

Voor verbintenissen van den schuldenaar, zonder medewerking, machtiging of bijstand van de bewindvoerders na den aanvang der surséance ontstaan, is de boedel niet aansprakelijk, dan voorzooverre deze tengevolge daarvan is gebaat.

Artikel 219.

Indien de schuldenaar in eenige gemeenschap gehuwd is, worden onder den boedel de baten en lasten van die gemeenschap begrepen.

De artikelen 57 en 58 vinden overeenkomstige toepassing.

Artikel 220.

Gedurende de surséance kan de schuldenaar niet tot betaling zijner in artikel 223 bedoelde schulden worden genoodzaakt en blijven alle tot verhaal van die schulden aangevangen executiën geschorst.

De gelegde beslagen vervallen en de schuldenaar, die zich in gijzeling bevindt, wordt daaruit ontslagen, zoodra de uitspraak, houdende definitieve verleening der surséance of homologatie van het akkoord, in kracht van gewijsde is gegaan, beide tenzij de kantonrechter op verzoek van de bewindvoerders reeds een vroeger tijdstip daarvoor heeft bepaald. Hij beveelt voor zooveel noodig de doorhaling der vervallen beslagen op verzoek van de bewindvoerders.

Het in de voorgaande leden bepaalde vindt eveneens toepassing ten aanzien van executiën en beslagen, aangevangen of gelegd ten behoeve van vorderingen, welke door pand of hypotheek zijn gedekt of op zekere bepaalde goederen bevoorrecht zijn, voorzoover die executiën en beslagen niet zijn aangevangen en gelegd op goederen, welke voor die vorderingen bijzonderlijk zijn verbonden.

Artikel 221.

De surséance stuit den loop niet van reeds aanhangige rechtsvorderingen, noch belet het aanleggen van nieuwe.

Indien niettemin de rechtsgedingen blootelijk betreffen de vordering van betaling eener schuld, door den schuldenaar erkend, en de aanlegger geen belang heeft om vonnis te verkrijgen, teneinde rechten tegen derden te doen gelden, is de rechter bevoegd, na van de erkenning der schuld akte te hebben verleend, het uitspreken van het vonnis op te schorten tot na het einde der surséance.

De schuldenaar kan, voor zooveel betreft rechtsvorderingen, welke rechten of verplichtingen tot den boedel behoorende ten onderwerp hebben, noch eischende, noch verwerende in rechte optreden, zonder medewerking der bewindvoerders.

Artikel 222.

De surséance werkt niet ten aanzien:

1°. van vorderingen, welke door pand of hypotheek op goed van den schuldenaar zijn gedekt of bevoorrecht zijn hetzij op zekere bepaalde goederen van den schuldenaar, hetzij op alle zijne roerende en onroerende goederen, voor zoover niet vallende onder 2°.;

2°. van vorderingen wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud of van onderhoud en opvoeding; de kantonrechter zal ten aanzien van vóór den aanvang der surséance vervallen

termijnen van zoodanige vorderingen, welke niet bevoorrecht zijn, het bedrag vaststellen, waarvoor de surséance werkt.

Voor zoover vorderingen, welke door pand of hypotheek zijn gedekt of op zekere bepaalde goederen bevoorrecht zijn, op de verbonden zaak niet verhaald kunnen worden, werkt de surséance wel ten aanzien van deze vorderingen.

Artikel 223.

De betaling van alle andere schulden, bestaande vóór den aanvang der surséance, kan, zoolang de surséance duurt, niet anders plaats hebben dan aan alle schuldeischers gezamenlijk, in evenredigheid hunner vorderingen, behoudens overeenkomstige toepassing van het zesde lid van artikel 169.

Artikel 224.

Hij, die zoowel schuldenaar als schuldeischer van den boedel is, kan zich op schuldvergelijking beroepen, indien zijne schuldvordering en zijne schuldplichtigheid beide zijn ontstaan vóór den aanvang der surséance of voortvloeien uit handelingen, vóór den aanvang der surséance verricht.

De vorderingen op den schuldenaar worden zoo noodig berekend naar de regels, in de artikelen 250 en 251 gesteld.

Artikel 225.

Niettemin kan degene, die eene schuld aan den boedel of eene vordering op den boedel vóór den aanvang der surséance van een derde heeft overgenomen, op schuldvergelijking geen beroep doen, indien hij bij de overneming niet te goeder trouw heeft gehandeld.

Later overgenomen vorderingen of schulden kunnen nimmer in vergelijking worden gebracht.

De artikelen 51 en 52 vinden overeenkomstige toepassing.

Artikel 226.

Indien eene wederkeerige overeenkomst bij den aanvang der surséance zoowel door den schuldenaar als door zijne wederpartij in het geheel niet of slechts gedeeltelijk is nagekomen, is deze laatste bevoegd den schuldenaar en de bewindvoerders te sommeeren om binnen acht dagen te verklaren of zij de overeenkomst gestand willen doen. Indien dezen zich daartoe binnen dien tijd niet bereid verklaren, is de overeenkomst ontbonden

en kan de wederpartij voor schadevergoeding opkomen op den voet, in artikel 223 bepaald; verklaren de schuldenaar en de bewindvoerders zich daartoe wel bereid, dan kan de wederpartij vorderen, dat zekerheid voor richtige nakoming der overeenkomst wordt gesteld.

Deze bepalingen zijn niet toepasselijk op overeenkomsten, waarbij de verbintenis van den schuldenaar eene uitsluitend door dezen persoonlijk te verrichten handeling inhoudt.

Artikel 227.

Indien in het geval, bedoeld bij het vorige artikel, de levering van waren, die ter beurze op termijn worden verhandeld, bedongen is tegen een vastgesteld tijdstip of binnen een bepaalden termijn, en dit tijdstip invalt of die termijn verstrijkt na den aanvang der surséance, wordt de overeenkomst door de voorloopige verleening van surséance ontbonden en kan de wederpartij van den schuldenaar zonder meer voor schadevergoeding opkomen op den voet, in artikel 223 bepaald. Lijdt de boedel door de ontbinding schade dan is de wederpartij verplicht deze te vergoeden.

Artikel 228.

Zoodra de surséance een aanvang heeft genomen, kan de schuldenaar, die huurder is, met inachtneming van het bij artikel 218 bepaalde, de huur tusschentijds doen eindigen, mits de opzegging geschiede tegen een tijdstip, waarop dergelijke overeenkomsten naar plaatselijk gebruik eindigen. Bovendien moet bij de opzegging de daarvoor overeengekomen of gebruikelijke termijn in acht genomen worden, met dien verstande echter, dat een termijn van drie maanden in elk geval voldoende zal zijn. Zijn de huurpenningen vooruit betaald, dan kan de huur niet eerder worden opgezegd dan tegen den dag, waarop de termijn, waarvoor vooruitbetaling heeft plaats gehad, eindigt.

Van den aanvang der surséance af is de huurprijs boedelschuld.

Artikel 229.

Zoodra de surséance een aanvang heeft genomen, kan de schuldenaar, met inachtneming van het bij artikel 218 bepaalde, aan arbeiders in zijn dienst de dienstbetrekking opzeggen, met inachtneming van de wettelijke, gebruikelijke of overeengekomen termijnen, met dien verstande echter, dat in elk geval de dienst-

betrekking kan worden geëindigd door opzegging met een termijn van zes weken.

Van den aanvang der surséance af is het loon boedelschuld.

Artikel 230.

Voldoening nadat de surséance voorloopig is verleend doch vóór de bekendmaking daarvan, aan den schuldenaar gedaan, ter vervulling van verbintenissen jegens dezen vóórdien ontstaan, bevrijdt hem, die haar deed, tegenover den boedel, zoolang zijne bekendheid met de voorloopige verleening van de surséance niet bewezen wordt.

Voldoening, als in het vorig lid bedoeld, nà de bekendmaking aan den schuldenaar gedaan, bevrijdt tegenover den boedel alleen dan, wanneer hij, die haar deed, bewijst, dat de voorloopige verleening van de surséance te zijner woonplaats langs den weg der wettelijke aankondiging nog niet bekend kon zijn, behoudens het recht van bewindvoerders om aan te toonen, dat zij hem toch bekend was.

In elk geval bevrijdt voldoening aan den schuldenaar hem, die haar deed, tegenover den boedel, voor zooverre hetgeen door hem voldaan werd ten bate van den boedel is gekomen.

Artikel 231.

De surséance werkt niet ten voordeele van de medeschuldenaren en borgen.

Artikel 232.

Nadat de surséance is verleend, kan zij, op verzoek van de bewindvoerders, van één of meer der schuldeischers of ook ambtshalve door den kantonrechter worden ingetrokken:

1°. indien de schuldenaar zich, gedurende den loop der surséance, aan kwade trouw in het beheer van den boedel schuldig maakt;

2°. indien hij zijne schuldeischers tracht te benadeelen;

3°. indien hij handelt in strijd met artikel 218, eerste lid;

4°. indien hij nalaat te doen, wat in de bepalingen, bij het verleenen der surséance of later gesteld, aan hem is opgelegd of wat naar het oordeel der bewindvoerders door hem in het belang des boedels moet worden gedaan;

5°. indien, hangende de surséance, de staat des boedels zoodanig blijkt te zijn, dat handhaving der surséance niet langer

wenschelijk is of het vooruitzicht, dat de schuldenaar na verloop van tijd zijne schuldeischers zal kunnen bevredigen, blijkt niet te bestaan.

In de gevallen, vermeld onder 1°. en 5°., zijn de bewindvoerders verplicht de intrekking te vragen.

De verzoeker, de schuldenaar en de bewindvoerders worden gehoord of behoorlijk opgeroepen. De oproeping geschiedt door den griffier tegen een door den kantonrechter te bepalen dag. De beschikking is met redenen omkleed.

Indien op grond van dit artikel de surséance wordt ingetrokken, kan bij dezelfde beschikking de faillietverklaring van den schuldenaar worden uitgesproken. Wordt het faillissement niet uitgesproken, dan blijft de surséance gehandhaafd tot de beschikking van den kantonrechter in kracht van gewijsde is gegaan.

Artikel 233.

Gedurende acht dagen na den dag der beschikking heeft, in geval van intrekking der surséance, de schuldenaar, en, ingeval de intrekking der surséance geweigerd is, hij, die het verzoek tot intrekking heeft gedaan, recht van hooger beroep tegen de beschikking van den kantonrechter.

Het hooger beroep wordt ingesteld door indiening van eene memorie ter griffie van het betrokken kantongerecht.

De griffier geeft hiervan ten spoedigste aan hen, die het verzoek tot intrekking hebben gedaan, den schuldenaar en de bewindvoerders schriftelijk kennis en zendt de ter zake betrekkelijke stukken, waaronder een afschrift van de beschikking waarvan beroep, zoo spoedig mogelijk aan het Hof van Justitie.

Artikel 211 vindt overeenkomstige toepassing.

De beschikking van het Hof wordt door den griffier terstond medegedeeld aan dien van het betrokken kantongerecht.

Artikel 234.

Zoodra eene beschikking, waarbij de surséance is ingetrokken, in kracht van gewijsde is gegaan, wordt zij aangekondigd, gelijk is voorgeschreven in artikel 207.

Artikel 235.

Indien de kantonrechter van oordeel is, dat de behandeling van het verzoek tot intrekking van de surséance niet zal zijn beëindigd vóór den dag, waarop de schuldeischers krachtens

artikel 206, tweede lid, worden gehoord, gelast hij, dat de griffier den schuldeischers bij brieven zal mededeelen, dat dit verhoor op dien dag niet zal worden gehouden.

Zoo noodig bepaalt hij later den dag waarop dit verhoor alsnog zal plaats vinden; de schuldeischers worden door den griffier bij brieven opgeroepen.

Artikel 236.

De schuldenaar is steeds bevoegd aan den kantonrechter de intrekking van de surséance te verzoeken, op grond dat de toestand des boedels hem weder in staat stelt zijne betalingen te hervatten. De bewindvoerders en, indien het eene definitief verleende surséance betreft, de schuldeischers worden gehoord of behoorlijk opgeroepen.

Deze oproeping geschiedt bij brieven door den griffier tegen een door den kantonrechter te bepalen dag.

Artikel 237.

Gedurende eene surséance kan faillietverklaring niet rauwelijks worden gevorderd.

Indien ingevolge eene der bepalingen van dezen titel eene faillietverklaring uitgesproken wordt, vindt artikel 11 overeenkomstige toepassing; wordt ingevolge die bepalingen een faillissement vernietigd, dan vinden de artikelen 10 en 12 overeenkomstige toepassing.

Artikel 238.

Indien de faillietverklaring wordt uitgesproken ingevolge eene der bepalingen van dezen titel of wel binnen ééne maand na het einde der surséance, gelden de volgende regelen:

1°. het tijdstip, waarop de termijnen, in de artikelen 39 en 41 vermeld, aanvangen, wordt berekend van den aanvang der surséance af;

2°. de curator oefent de bevoegdheid uit, in het eerste lid van artikel 218 aan de bewindvoerders toegekend;

3°. handelingen, door den schuldenaar met medewerking, machtiging of bijstand van de bewindvoerders verricht, worden beschouwd als handelingen van den curator en boedelschulden, gedurende de surséance ontstaan, zullen ook in het faillissement als boedelschulden gelden;

4°. de boedel is niet aansprakelijk voor verbintenissen van den schuldenaar, zonder medewerking, machtiging of bijstand van de bewindvoerders gedurende de surséance ontstaan, dan voor zooverre deze ten gevolge daarvan gebaat is.

Is opnieuw surséance verzocht, binnen eene maand na afloop van eene vroeger verleende, dan geldt hetgeen in het eerste lid is bepaald mede voor het tijdvak der eerstvolgende surséance.

Artikel 239.

Het loon van de deskundigen, benoemd ingevolge de bepaling van artikel 216, en van de bewindvoerders wordt bepaald door den kantonrechter en bij voorrang voldaan.

Dit laatste is ook van toepassing op hunne verschotten en op die, door den griffier ten gevolge van de bepalingen van dezen titel gedaan.

Artikel 240.

De bepalingen van internationaal recht van de artikelen 195—197 vinden bij surséance overeenkomstige toepassing.

TWEEDE AFDEELING.

Van het akkoord.

Artikel 241.

De schuldenaar is bevoegd bij of na het verzoek tot surséance aan hen, die vorderingen hebben, ten aanzien waarvan de surséance werkt, een akkoord aan te bieden.

Artikel 242.

Het ontwerp van akkoord wordt, indien het niet ingevolge artikel 206 ter griffie van het kantongerecht berust, aldaar nedergelegd ter kostelooze inzage van een ieder.

Een afschrift moet zoodra mogelijk aan de bewindvoerders en de deskundigen worden toegezonden.

Artikel 243.

Het ontwerp van akkoord vervalt, indien, voordat het vonnis van homologatie van het akkoord in kracht van gewijsde is gegaan, eene rechterlijke beslissing houdende beëindiging der surséance in kracht van gewijsde gaat.

Artikel 244.

Indien het ontwerp van akkoord tegelijk met het verzoekschrift tot verleening van surséance ter griffie is nedergelegd, kan de kantonrechter, bewindvoerders gehoord, gelasten, dat de in artikel 209 bedoelde behandeling van het verzoek niet zal plaats hebben, in welk geval hij tevens zal vaststellen:

1°. den dag, waarop uiterlijk de schuldvorderingen, ten aanzien waarvan de surséance werkt, bij de bewindvoerders moeten worden ingediend;

2°. dag en uur, waarop over het aangeboden akkoord zal worden geraadpleegd en beslist.

Tusschen de dagen, onder 1°. en 2°. vermeld, moeten ten minste veertien dagen verloopen.

Indien de kantonrechter van deze bevoegdheid geen gebruik maakt of het ontwerp van akkoord niet tegelijk met het verzoekschrift tot het verleenen van surséance ter griffie is nedergelegd, zal hij, bewindvoerders gehoord, de dagen en uren, in het eerste lid bedoeld, vaststellen zoodra de beschikking, waarbij de surséance definitief is verleend, kracht van gewijsde heeft verkregen of, indien het ontwerp van akkoord eerst daarna ter griffie is nedergelegd, dadelijk na die nederlegging.

Artikel 245.

De bewindvoerders doen dadelijk zoowel van de in het vorige artikel bedoelde beschikking als van de nederlegging ter griffie van het ontwerp van akkoord — tenzij deze reeds ingevolge artikel 207 is bekend gemaakt — aankondiging in het *Gouvernements-Advertentieblad* en, wanneer zulks bij de beschikking waarbij de voorloopige surséance werd verleend bevolen is, mede in de *Nederlandsche Staatscourant*.

Zij geven tevens van een en ander bij brieven kennis aan alle bekende schuldeischers. Daarbij wordt op het bepaalde bij artikel 246, tweede lid, gewezen.

De schuldeischers kunnen verschijnen in persoon of bij schriftelijk gemachtigde. De volmacht is vrij van zegel.

De bewindvoerders kunnen vorderen, dat de schuldenaar hun een door hen te bepalen bedrag ter bestrijding van de kosten dezer aankondigingen en kennisgevingen vooraf ter hand stelt.

Artikel 246.

De indiening der schuldvorderingen geschiedt bij de bewindvoerders door de overlegging eener rekening of andere schriftelijke verklaring, aangevende den aard en het bedrag der vordering, vergezeld van de bewijsstukken of een afschrift daarvan.

Vorderingen, ten aanzien waarvan de surséance niet werkt, komen voor indiening niet in aanmerking. Heeft nochtans indiening plaats gehad, dan werkt de surséance ook ten aanzien van die vorderingen en gaat het voorrecht, het pand of de hypotheek verloren. Een en ander geldt niet voor zoover de vordering vóór den aanvang der stemming wordt teruggenomen.

De schuldeischers zijn bevoegd van de bewindvoerders een ontvangbewijs te vorderen.

Artikel 247.

De bewindvoerders toetsen de ingezonden rekeningen aan de aanteekeningen en opgaven van den schuldenaar, treden, als zij tegen de toelating eener vordering bezwaar hebben, met den schuldeischer in overleg, en zijn bevoegd van dezen overlegging van ontbrekende stukken alsook inzage zijner aanteekeningen en der oorspronkelijke bewijsstukken te vorderen.

Artikel 248.

De bewindvoerders brengen de bij hen ingediende vorderingen op eene lijst, vermeldende de namen en woonplaatsen der schuldeischers, het bedrag en de omschrijving der vorderingen, alsmede of en in hoever de bewindvoerders die vorderingen erkennen of betwisten.

Artikel 249.

Eene rentedragende vordering wordt op de lijst gebracht met bijrekening der rente tot den aanvang der surséance.

De artikelen 125, 128—130 en 131, eerste en tweede lid, vinden overeenkomstige toepassing.

Artikel 250.

Eene vordering onder eene opschortende voorwaarde kan op de lijst gebracht worden voor hare waarde bij den aanvang der surséance.

Indien de bewindvoerders en de schuldeischers het niet eens kunnen worden over deze waardebepaling, wordt zoodanige vordering voor het volle bedrag voorwaardelijk toegelaten.

Artikel 251.

Eene vordering, waarvan het tijdstip der opeischbaarheid onzeker is, of welke recht geeft op periodieke uitkeeringen, wordt op de lijst gebracht voor hare waarde bij den aanvang der surséance.

Alle schuldvorderingen, vervallende binnen één jaar na den aanvang der surséance, worden behandeld, alsof zij op dat tijdstip opeischbaar waren. Alle later dan één jaar daarna vervallende schuldvorderingen worden op de lijst gebracht voor de waarde, die zij hebben na verloop van een jaar na dat tijdstip.

Bij de berekening wordt uitsluitend gelet op het tijdstip en de wijze van aflossing, het kansgenot, waar dit bestaat, en, indien de vordering rentedragend is, op den bedongen rentevoet.

Artikel 252.

Van de in artikel 248 bedoelde lijst wordt een afschrift door de bewindvoerders ter griffie van het kantongerecht nedergelegd, om aldaar gedurende de zeven dagen voorafgaande aan de vergadering, in artikel 244 bedoeld, kosteloos ter inzage te liggen voor een ieder.

De nederlegging geschiedt kosteloos.

Artikel 253.

De kantonrechter kan, op verzoek van de bewindvoerders of ambtshalve, de raadpleging en stemming over het akkoord tot een lateren dag uitstellen.

Artikel 245 vindt alsdan overeenkomstige toepassing.

Artikel 254.

Ter vergadering brengen zoowel de bewindvoerders als de deskundigen, zoo die er zijn, schriftelijk verslag uit over het aangeboden akkoord. Artikel 139 vindt overeenkomstige toepassing.

Vorderingen, na afloop van den in artikel 244, 1°., genoemden termijn, doch uiterlijk twee dagen vóór den dag, waarop de vergadering zal worden gehouden, bij de bewindvoerders

ingediend, worden op daartoe ter vergadering gedaan verzoek op de lijst geplaatst, indien noch de bewindvoerders, noch een der aanwezige schuldeischers daartegen bezwaar maken.

Vorderingen, daarna ingediend, worden niet op de lijst geplaatst.

De bepalingen van de twee voorgaande leden zijn niet toepasselijk, indien de schuldeischer buiten Suriname woont en daardoor verhinderd was zich eerder aan te melden.

In geval van bezwaar, als in het tweede lid bedoeld, of van geschil over het al of niet aanwezig zijn der verhindering, in het vierde lid bedoeld, beslist de kantonrechter, na de vergadering te hebben geraadpleegd.

Artikel 255.

De bewindvoerders zijn bevoegd ter vergadering op elke door hen gedane erkenning of betwisting terug te komen.

Zoowel de schuldenaar als ieder verschenen schuldeischer kan eene door de bewindvoerders geheel of gedeeltelijk erkende vordering betwisten.

Betwistingen of erkenningen, op de vergadering gedaan, worden op de lijst aangeteekend.

Artikel 256.

De kantonrechter bepaalt of en tot welk bedrag de schuldeischers, wier vorderingen betwist zijn, tot de stemming zullen worden toegelaten.

Artikel 257.

Tot het aannemen van het akkoord wordt vereischt de toestemming van twee derde der erkende en der toegelaten schuldeischers, welke drie vierde van het bedrag der erkende en der toegelaten schuldvorderingen vertegenwoordigen.

De artikelen 141 en 142 vinden overeenkomstige toepassing.

Artikel 258.

Het proces-verbaal van het verhandelde vermeldt den inhoud van het akkoord, de namen der verschenen stemgerechtigde schuldeischers, de door ieder hunner uitgebrachte stem, den uitslag der stemming en al wat verder is voorgevallen. De door bewindvoerders opgemaakte lijst van schuldeischers, zooals zij tijdens de raadpleging is aangevuld of gewijzigd, wordt, door den

kantonrechter en den griffier gewaarmerkt, aan het proces-verbaal gehecht.

Gedurende acht dagen kan een ieder ter griffie kosteloos inzage van het proces-verbaal verkrijgen.

Artikel 259.

Zoowel de schuldeischers, die vóór gestemd hebben, als de schuldenaar kunnen gedurende acht dagen na afloop der stemming aan het Hof van Justitie verbetering van het proces-verbaal verzoeken, indien uit de stukken zelve blijkt, dat het akkoord door den kantonrechter ten onrechte als verworpen is beschouwd.

Indien het Hof het proces-verbaal verbetert, bepaalt het bij zijne beschikking den dag, waarop de kantonrechter de homologatie zal behandelen, welke dag gesteld wordt op niet vroeger dan acht en niet later dan veertien dagen na de beschikking. Van deze beschikking geven de bewindvoerders schriftelijk kennis aan de schuldeischers. Deze beschikking brengt van rechtswege vernietiging mede van een ingevolge artikel 266 uitgesproken faillissement.

Artikel 260.

Indien het akkoord is aangenomen, kunnen zoowel de bewindvoerders als elke schuldeischer de gronden uiteenzetten, waarop zij de homologatie wenschen of haar bestrijden. Artikel 147, tweede lid, vindt overeenkomstige toepassing.

De kantonrechter kan bepalen, dat de behandeling der homologatie op een lateren, terstond door hem vast te stellen, dag zal plaats vinden.

Artikel 261.

De kantonrechter geeft zoo spoedig mogelijk zijne met redenen omkleede beschikking.

Hij weigert de homologatie:

1°. indien de baten des boedels met inbegrip van de zaken, waarop recht van terughouding wordt uitgeoefend, de som, bij het akkoord bedongen, aanmerkelijk te boven gaat;

2°. indien de nakoming van het akkoord niet voldoende is gewaarborgd;

3°. indien het akkoord door bedrog, door begunstiging van één of meer schuldeischers of met behulp van andere oneerlijke middelen is tot stand gekomen, onverschillig of de schuldenaar dan wel een ander daartoe heeft medegewerkt;

4°. indien het loon en de verschotten van de deskundigen en de bewindvoerders niet in handen van de bewindvoerders zijn gestort of daarvoor zekerheid is gesteld.

Hij mag ook op andere gronden en ook ambtshalve de homologatie weigeren.

De kantonrechter, de homologatie weigerende, kan bij dezelfde beschikking den schuldenaar in staat van faillissement verklaren. Wordt het faillissement niet uitgesproken, dan eindigt de surséance zoodra de beschikking, waarbij de homologatie geweigerd is, in kracht van gewijsde is gegaan.

Artikel 262.

Het gehomologeerde akkoord is verbindend voor alle schuldeischers te wier aanzien de surséance werkt.

Artikel 263.

Het in kracht van gewijsde gegane vonnis van homologatie levert, in verband met het in artikel 258 bedoelde proces-verbaal, ten behoeve der door den schuldenaar niet betwiste vorderingen een voor tenuitvoerlegging vatbaren titel op tegen den schuldenaar en de tot het akkoord als borgen toegetreden personen.

Artikel 264.

Zoolang niet over het aangeboden akkoord uiteindelijk is beslist, eindigt de surséance niet door verloop van den termijn, waarvoor zij is verleend.

Artikel 265.

De surséance neemt een einde zoodra het vonnis van homologatie in kracht van gewijsde is gegaan.

Artikel 266.

De kantonrechter kan, wanneer het akkoord niet wordt aangenomen, den schuldenaar bij vonnis in staat van faillissement verklaren. Wordt het faillissement niet uitgesproken, dan eindigt de surséance zoodra de termijn, in artikel 259 bedoeld, ongebruikt verstreken is of het Hof van Justitie verbetering van het proces-verbaal heeft geweigerd.

Artikel 267.

Indien de kantonrechter den schuldenaar in staat van faillissement heeft verklaard, heeft deze recht van hooger beroep tegen

de faillietverklaring gedurende acht dagen na den dag, waarop de termijn van artikel 259 ongebruikt verstreken is of het Hof van Justitie de verbetering van het proces-verbaal geweigerd heeft.

Het hooger beroep wordt ingesteld door indiening van eene memorie ter griffie van het betrokken kantongerecht. De griffier handelt vervolgens overeenkomstig het bepaalde in artikel 210.

Artikel 268.

Ten aanzien van de ontbinding van het akkoord vinden de artikelen 157 en 158 overeenkomstige toepassing.

Bij het vonnis, waarbij de ontbinding van het akkoord wordt uitgesproken, wordt de schuldenaar tevens in staat van faillissement verklaard.

Artikel 269.

In een faillissement, uitgesproken krachtens de artikelen 261, 266 of 268 kan een akkoord niet worden aangeboden.

DERDE AFDEELING.

Slotbepaling.

Artikel 270.

Tegen de beslissingen van den rechter, ingevolge de bepalingen van dezen titel gegeven, staat geen hoogere voorziening open, behalve in de gevallen, waarin het tegendeel is bepaald.

TITEL III.

Overgangbepalingen.

Artikel 271.

In het Wetboek van Strafrecht voor de kolonie Suriname worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a. Artikel 351, tweede lid, wordt gelezen:

„Gelijke straf wordt in hetzelfde geval toegepast op den schuldenaar of, indien deze eene vennootschap, maatschappij, vereeniging of stichting is, op den bestuurder of commissaris, die zoodanige overeenkomst sluit."

b. In artikel 454 vervalt tweemaal „verzocht of".

Artikel 272.

In artikel 45, tweede lid, van het bij Koninklijk besluit van 4 September 1868, n°. 17 (*Gouvernementsblad* n°. 14) vastgesteld Reglement op het Notarisambt in de kolonie Suriname, zooals dat artikel wordt gelezen ingevolge de verordening van 29 November 1915 (*Gouvernementsblad* n°. 78), wordt na ,,verklaard'' ingevoegd ,,is, surséance van betaling verkregen heeft''.

Artikel 273.

In artikel 5 van het Koninklijk besluit van 3 April 1869, n°. 23 (*Gouvernementsblad* n°. 24), houdende bepalingen op de regtspleging in zaken van belastingen in de kolonie Suriname, zooals dit laatstelijk werd gewijzigd bij de verordening van 8 Augustus 1928 (*Gouvernementsblad* n°. 84), wordt ,,surseance van betaling'' vervangen door ,,surséance van betaling voor zoover volgens het Faillissementsbesluit 1935 de surséance ten aanzien van de verpligting tot betaling niet werkt''.

Artikel 274.

In het eerste lid van art. 3 der verordening van 9 Maart 1874 (*Gouvernementsblad* n°. 11) houdende vaststelling van het tarief van justitiekosten in strafzaken, zooals dat artikel gewijzigd is bij art. 232 van het Surinaamsch Faillissementsbesluit, wordt in plaats van ,,Faillissementsbesluit'', gelezen: ,,Faillissementsbesluit 1935''.

INHOUD.

TITEL I. Van faillissement.

			Artt.
Eerste	Afdeeling.	Van de faillietverklaring	1—16
Tweede	,,	Van de gevolgen der faillietverklaring	17—59
Derde	,,	Van het bestuur over den failliet en boedel.	
	§ 1.	Van den rechter-commissaris	60—63
	§ 2.	Van den curator	64—69
	§ 3.	Van de commissie uit de schuldeischers	70—75
	§ 4.	Van de vergaderingen van schuldeischers	76—80
	§ 5.	Van de rechterlijke beschikkingen	81
Vierde	Afdeeling.	Van de voorzieningen na de faillietverklaring en van het beheer van den curator	82—102
Vijfde	,,	Van de verificatie van de schuldvorderingen	103—132
Zesde	,,	Van het akkoord	133—164
Zevende	,,	Van de vereffening van den boedel	165—186
Achtste	,,	Van den rechtstoestand van den schuldenaar na afloop van de vereffening	187—189
Negende	,,	Van het faillissement van eene nalatenschap	190—194

			Artt.
Tiende	Afdeeling.	Bepalingen van internationaal recht	195—197
Elfde	,,	Van rehabilitatie	198—203
TITEL II.		**Van surséance van betaling.**	
Eerste	Afdeeling.	Van de verleening van surséance van betaling en hare gevolgen	204—240
Tweede	,,	Van het akkoord	241—269
Derde	,,	Slotbepaling	270
TITEL III.		**Overgangsbepalingen**	271—274

Behoort bij Koninklijk besluit van 17 Mei 1935, n°. 43.

Mij bekend,

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,

(get.) H. Colijn.

1935. No. 82.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

BESLUIT van 26 Juli 1935 *houdende bepalingen omtrent de ingebruikstelling van herdenkingspostzegels in het jaar 1935.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat, ter uitvoering van art. 1 der verordening van 14 November 1891 (G. B. 1892 No 35), regelende de uitgifte enz. van postzegels der kolonie Suriname en houdende straffen tegen het namaken, vervalschen, enz. van Surinaamsche en andere postzegels, het noodig is het navolgende vast te stellen ;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten :

Art. 1.

Ter gelegenheid van de herdenking in 1935 van den 200-jarigen arbeid der Herrnhutter Zending in Suriname, worden bijzondere frankeerzegels uitgegeven ter waarde van 1, 2, 3, 4, 5 en 10 cents.

De zegels dragen alle in den bovenrand het opschrift :

Suriname-Zending 1735
1935

en in den onderrand het woord „Suriname" met de waardeaanduiding rechts daarboven.

Die der waarden 1, 2 en 10 cents, vertoonen in het midden een gekleurde hand, rakende een blanke, welke op een wit kruis rust, terwijl op de zegels der overige waarden de gekleurde hand, met een verbroken slavenketen, met de blanke in een handdruk over het kruis heen is vereenigd.

Het zegel van 1 cent is bruin, dat van 2 cent blauw, dat van 3 cent groen, dat van 4 cent oranje, dat van 5 cent zwart en dat van 10 cent rood.

Art. 2.

De in art. 1 bedoelde bijzondere frankeerzegels worden in Suriname en in Nederland verkrijgbaar gesteld van 1 Augustus

1935 tot en met 31 Januari 1936 en worden verkocht met een toeslag boven de op de zegels aangeduide frankeerwaarde van :

$^1/_2$	cent	voor het zegel van 1	cent
1	cent	voor het zegel van 2	cent
$1^1/_2$	cent	voor het zegel van 3	cent
2	cent	voor het zegel van 4	cent
$2^1/_2$	cent	voor het zegel van 5	cent
5	cent	voor het zegel van 10	cent.

Behoudens deze bepaling zijn op deze bijzondere frankeerzegels de bepalingen van toepassing, welke gelden voor de gewone frankeerzegels.

Art. 3.

De voorraad van de in art. 1 bedoelde bijzondere frankeerzegels, welke, nadat de termijn van verkrijgbaarstelling is verstreken, nog niet verkocht is, zal worden vernietigd.

Art. 4.

De opbrengst van de verkochte bijzondere frankeerzegels, bedoeld in art. 1, wordt, na aftrek van de frankeerwaarde van de in Suriname verkochte voorraden daarvan, van de kosten van aanmaak en van andere onkosten uit de uitgifte voortvloeiende, ter beschikking gesteld van het „Uitvoerend Comité Zendings Jubileum 1935".

Art. 5.

Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 Augustus 1935.

Gegeven te Paramaribo, den 26sten Juli 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 26sten Juli 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 83.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 27 Juli 1935 No. 2408, *houdende bekendmaking van de nederlegging door Ecuador op het Secretariaat van den Volkenbond van de ratificatie-oorkonde betreffende het verdrag van Genève van 13 Juli 1931 tot beperking van de vervaardiging en tot regeling van de distributie van verdoovende middelen, met Protocol van onderteekening, (Staatsblad 1933 No. 322, Gouvernementsblad No. 81).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 9 Mei 1935, 2e en 7e Afdeeling No. 5/291, houdende de mededeeling, dat de ratificatie-oorkonde betreffende het verdrag van Genève van 13 Juli 1931 tot beperking van de vervaardiging en tot regeling van de distributie van verdoovende middelen, met Protocol van onderteekening, (Staatsblad 1933 No. 322, Gouvernementsblad No. 81), door *Ecuador* op 13 April 1935 op het Secretariaat van den Volkenbond is nedergelegd ;

Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden.

2. Te bepalen, dat deze resolutie in het Gouvernementsblad zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 27sten Juli 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 10den Augustus 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 84.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 27 Juli 1935 No. 2412, *tot nadere aanvulling van het Reisbesluit 1932 (G. B. No. 9).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gehoord den Gouvernements-Secretaris en den Administrateur van Financiën ;

Herlezen de resolutiën van :
3 Februari 1932 No. 423 (G. B. No. 9) ;
14 Januari 1933 No. 107 (G. B. No. 6) ;

5 September 1933 No. 2929 (G. B. No. 82) en 1 Juli 1935 No. 2096 ;

Den Raad van Bestuur gehoord (missive van 1 Juli 1935 No. 2096) ;

Besluit:

I. De aanhef van punt *d* van het 2de lid van artikel 3 van het Reisbesluit 1932 (G. B. No. 9), zooals dit besluit luidt na wijziging en aanvulling, laatstelijk bij resolutie van 5 September 1933 No. 2929 (G. B. No. 82), wordt gelezen als volgt :

„bij eene noodzakelijke verhuizing van Paramaribo naar het „district of omgekeerd, of van het eene district naar het andere, „tengevolge van andere omstandigheden dan in de punten a tot „en met c bedoeld, alsmede".

II. Te bepalen dat het onder I vastgestelde zal worden geplaatst in het Gouvernementsblad.

Paramaribo, den 27sten Juli 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 10den Augustus 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 84.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 27 Juli 1935 No. 2412, tot nadere aanvulling van het Reisbesluit 1932 (G. B. No. 9).

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gehoord den Gouvernements-Secretaris en den Administrateur van Financiën;

Herlezen de resolutiën van:
3 Februari 1932 No. 423 (G. B. No. 9);
14 Januari 1933 No. 107 (G. B. No. 6);
5 September 1933 No. 2929 (G. B. No. 82) en 1 Juli 1935 No. 2096;

Den Raad van Bestuur gehoord (missive van 1 Juli 1935 No. 2096);

Besluit:

I. De aanhef van punt d van het 2de lid van artikel 3 van het Reisbesluit 1932 (G. B. No. 9), zooals dit besluit luidt na wijziging en aanvulling, laatstelijk bij resolutie van 5 September 1933 No. 2929 (G. B. No. 82), wordt gelezen als volgt:

„bij eene noodzakelijke verhuizing van Paramaribo naar het „district of omgekeerd, of van het eene district naar het andere, „tengevolge van andere omstandigheden dan in de punten a tot „en met c bedoeld, alsnede".

II. Te bepalen dat het onder I vastgestelde zal worden geplaatst in het Gouvernementsblad.

Paramaribo, den 27sten Juli 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 10den Augustus 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. Rikkert.

1935. No. 85.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 30 Juli 1935 No. 2438, *houdende bekendmaking van de toetreding van Turkije tot de verdragen van 18 Mei 1904 en 4 Mei 1910 inzake de bestrijding van den handel in vrouwen en meisjes (Staatsblad 1906 No. 369, Gouvernementsblad 1907 No. 44, en Staatsblad 1912 No. 133, Gouvernementsblad 1913 No. 4).*

De GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 12 Juni 1935, 1e en 7e Afdeeling No. 8/348, houdende mededeeling van de toetreding van Turkije tot de verdragen van 18 Mei 1904 en 4 Mei 1910 inzake de bestrijding van den handel in vrouwen en meisjes (Staatsblad 1906 No. 369, Gouvernementsblad 1907 No. 44, en Staatsblad 1912 No. 133, Gouvernementsblad 1913 No. 4);

Gelezen het telegram van den Minister voornoemd van 19 Juli 1935 No. 631;

Herlezen de resolutie van:
17 Juli 1935 No. 2299;

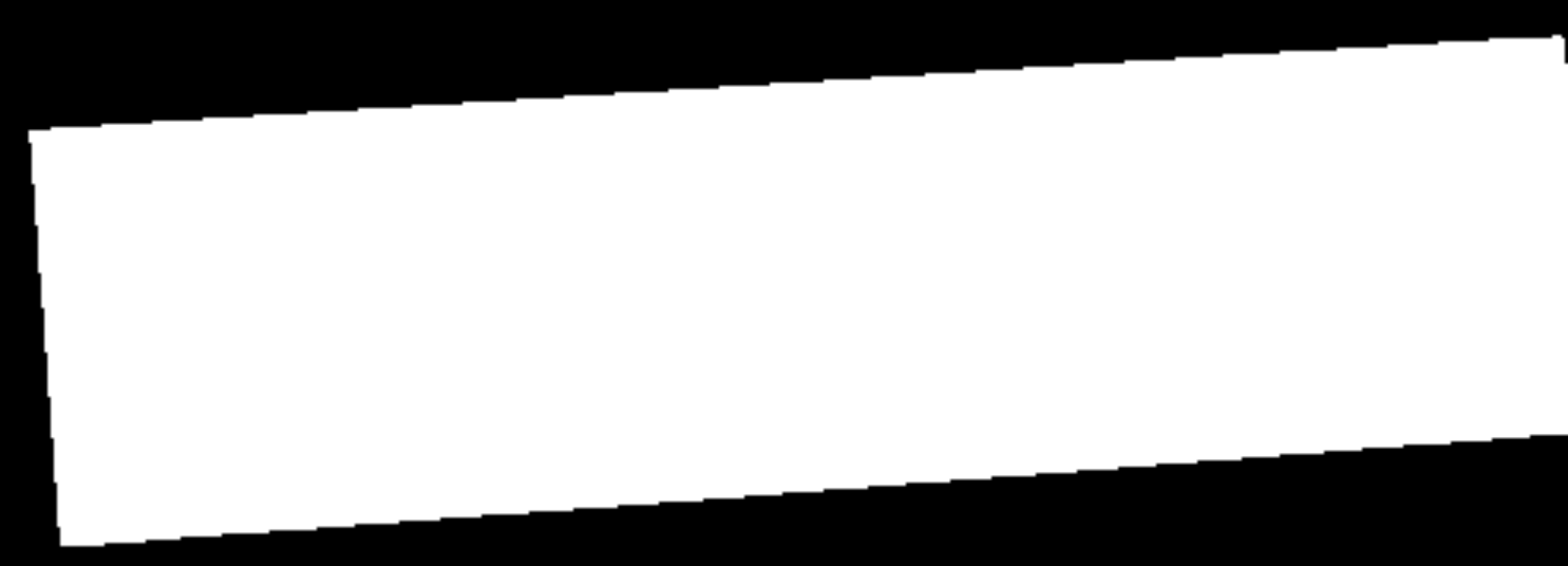
Besluit:

1. Van het vorenstaande aanteekening te houden;
2. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 30sten Juli 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 10den Augustus 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Verbeterd exemplaar.



1935. No. 86.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

BESLUIT van 30 Juli 1935 *tot wijziging en aanvulling van het besluit van 16 Augustus 1932 (G. B. No. 80) betreffende de onderwijzersexamens.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat ter uitvoering van art. 25 van de verordening van den 8sten December 1876 (G. B. 1877 No. 10), *houdende voorloopige voorzieningen betrekkelijk het lager onderwijs in de kolonie Suriname in afwachting eener definitieve regeling van het onderwerp*, zooals die verordening luidt na de daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, laatstelijk bij de verordening van 21 September 1932 (G. B. No. 93), het noodig is het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Artikel 1.

In het besluit van 16 Augustus 1932 (G. B. No. 80) betreffende de onderwijzersexamens worden de navolgende wijzigingen en aanvullingen gebracht.

I. In artikel 4 lid 1, sub 2o, en lid 2, sub 2o, wordt punt a respectievelijk gelezen „Nederlandsche taal" en „Nederlandsche taal en lezen;".

II. Artikel 4 lid 2, sub 1o, wordt, met wijziging van de kommapunt achter het woord „vakken" in een komma, aangevuld met de woorden „behoudens dat geen onderzoek wordt ingesteld „omtrent de in het programma vermelde onderdeelen *a* en *b* van „het vak Nederlandsche taal en letterkunde."

III. Aan artikel 4 wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende:
„3. Bij het schriftelijk examen in Nederlandsche taal voor de „akte als onderwijzer en voor de akte als hulponderwijzer wordt

„een afzonderlijk onderzoek ingesteld naar het zuiver schrijven. „Bij de beoordeeling van de vertaling uit de Fransche, Duitsche „en Engelsche talen wordt mede met het zuiver schrijven reke- „ning gehouden."

IV. Aan artikel 6 wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende:

„3. Zonder stemming worden afgewezen, zij, die voor het vak „Nederlandsche taal en letterkunde dan wel Nederlandsche taal „een 4 of lager cijfer hebben behaald. Alvorens dienovereen- „komstig te beslissen, is de commissie bevoegd den adspirant „ter toetsing van zijn bekwaamheid in dat vak een nieuw schrifte- „lijk, mondeling, of schriftelijk en mondeling examen af te nemen."

Artikel 2.

In het bij genoemd besluit van 16 Augustus 1932 (G. B. No. 80) gevoegd programma voor het examen ter verkrijging eener akte van bekwaamheid als onderwijzer wordt het onderdeel „Nederlandsche taal en letterkunde en lezen" vervangen door het volgende:

„*Nederlandsche Taal en Lezen.*"

„a. Vaardigheid in het mondeling en schriftelijk uitdrukken „der gedachten.

„b. Kennis van de hoofdzaken der Nederlandsche spraak- „kunst.

„c. Nauwkeurig en natuurlijk lezen met een beschaafde uit- „spraak. De adspiranten moeten daarbij blijk geven, dat zij het „gelezene verstaan."

Artikel 3.

In het bij meergenoemd besluit van 16 Augustus 1932 (G B. No. 80) gevoegd programma voor het examen ter verkrijging eener akte van bekwaamheid als hoofdonderwijzer wordt he onderdeel „Nederlandsche taal en letterkunde" gelezen als volgt

„a. Vaardigheid in het uitdrukken der gedachten.

„b. Kennis van de hoofdzaken der Nederlandsche spraak „kunst.

„c. Bekendheid met eenige belangrijke verschijnselen uit he „leven der Nederlandsche taal.

„d. Bekendheid met de hoofdstroomingen uit de geschiede-
„nis der Nederlandsche letterkunde. Nadere kennis van eenige
„door den adspirant te kiezen belangrijke voortbrengselen der
„Nederlandsche letterkunde."

Artikel 4.

Dit besluit treedt in werking met ingang van den dag na dien van zijne afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 30sten Juli 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 1sten Augustus 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 86.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

BESLUIT van 30 Juli 1935 *tot wijziging en aanvulling van het besluit van 16 Augustus 1932 (G. B. No. 80) betreffende de onderwijzersexamens.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat ter uitvoering van art. 25 van de verordening van den 8sten December 1876 (G. B. 1877 No. 10), *houdende voorloopige voorzieningen betrekkelijk het lager onderwijs in de kolonie Suriname in afwachting eener definitieve regeling van het onderwerp,* zooals die verordening luidt na de daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, laatstelijk bij de verordening van 30 December 1931 (G. B. 1932 No. 47), het noodig is het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Artikel 1.

In het besluit van 16 Augustus 1932 (G. B. No. 80) betreffende de onderwijzersexamens worden de navolgende wijzigingen en aanvullingen gebracht.

I. In artikel 4 lid 1, sub 2o, en lid 2, sub 2o, wordt punt a respectievelijk gelezen „Nederlandsche taal" en „Nederlandsche taal en lezen;".

II. Artikel 4 lid 2, sub 1o, wordt, met wijziging van de kommapunt achter het woord „vakken" in een komma, aangevuld met de woorden „behoudens dat geen onderzoek wordt ingesteld „omtrent de in het programma vermelde onderdeelen *a* en *b* van „het vak Nederlandsche taal en letterkunde."

III. Aan artikel 4 wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende:

„3. Bij het schriftelijk examen in Nederlandsche taal voor de „akte als onderwijzer en voor de akte als hulponderwijzer wordt.

„een afzonderlijk onderzoek ingesteld naar het zuiver schrijven. „Bij de beoordeeling van de vertaling uit de Fransche, Duitsche „en Engelsche talen wordt mede met het zuiver schrijven reke- „ning gehouden."

IV. Aan artikel 6 wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende :

„3. Zonder stemming worden afgewezen, zij, die voor het vak „Nederlandsche taal en letterkunde dan wel Nederlandsche taal „een 4 of lager cijfer hebben behaald. Alvorens dien overeen- „komstig te beslissen, is de commissie bevoegd den adspirant „ter toetsing van zijn bekwaamheid in dat vak een nieuw schrif- „telijk, mondeling, of schriftelijk en mondeling examen af te nemen."

Artikel 2.

In het bij genoemd besluit van 16 Augustus 1932 (G. B. No 80) gevoegd programma voor het examen ter verkrijging eener akte van bekwaamheid als onderwijzer wordt het oordeel „Ne- „derlandsche taal en letterkunde en lezen" vervangen door het volgende :

„*Nederlandsche Taal en Lezen.*"

„a. Vaardigheid in het mondeling en schriftelijk uitdruk- „ken der gedachten.

„b. Kennis van de hoofdzaken der Nederlandsche spraak- „kunst.

„c. Nauwkeurig en natuurlijk lezen met een beschaafde uit- „spraak. De adspiranten moeten daarbij blijk geven, dat zij het „gelezene verstaan."

Artikel 3.

In het bij meergenoemd besluit van 16 Augustus 1932 (G. B. No. 80) gevoegd programma voor het examen ter verkrijging eener akte van bekwaamheid als hoofdonderwijzer wordt het onderdeel „Nederlandsche taal en letterkunde" gelezen als volgt :

„a. Vaardigheid in het uitdrukken der gedachten.

„b. Kennis van de hoofdzaken der Nederlandsche spraak- „kunst.

„c. Bekendheid met eenige belangrijke verschijnselen uit het „leven der Nederlandsche taal.

1935. No. 86.

„d. Bekendheid met de hoofdstroomingen uit de geschiede-
„nis der Nederlandsche letterkunde. Nadere kennis van eenige
„door den adspirant te kiezen belangrijke voortbrengselen der
„Nederlandsche letterkunde."

Artikel 4.

Dit besluit treedt in werking met ingang van den dag na dien van zijne afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 30sten Juli 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 1sten Augustus 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 87.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 30 Juli 1935 No. 2442 *houdende vaststelling reglement voor 's Lands Hospitaal te Paramaribo.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gehoord .... (enz.);

Besluit:

A. Vast te stellen het bij deze resolutie gevoegde „Reglement voor 's Lands Hospitaal te Paramaribo" en de daarbij behorende bijlagen, t.w.:

Bijlage I „Tarieven voor 's Lands Hospitaal te Paramaribo";

Bijlage II „Klasse-indeeling van Gouvernements-rechthebbenden, benevens tarief voor hen, die recht hebben op gedeeltelijke vrije verpleging";

Bijlage III „Klasse-indeeling van militaire rechthebbenden".

B. Met ingang van den dag van inwerkingtreding van het bij § A vastgestelde Reglement buiten werking te stellen de bij § B van de resolutie van 27 December 1926 No. 4098 (G. B. No. 133) vastgestelde regelingen en tarieven betreffende den Militair Geneeskundigen Dienst in Suriname en het Militair Hospitaal te Paramaribo, gelijk deze luiden na de sedert daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, bij de resolutiën van:

13 October 1927 No. 3135 (G. B. No. 71),
23 December 1927 No. 3981 (G. B. No. 80),
16 Februari 1928 No. 563 (G. B. No. 12),
14 September 1928 No. 3171 (G. B. No. 76),
31 December 1928 No. 4551 (G. B. No. 116),
6 Mei 1930 No. 1724 (G. B. No. 31),
6 October 1930 No. 3587 (G. B. No. 77) en
20 Augustus 1932 No. 2732 (G. B. No. 84).

C. Te bepalen, dat het bij § A vastgestelde reglement en deszelfs bijlagen — welke met ingang van 1 Januari 1936 in werking zullen treden — in het Gouvernements-Blad zullen worden geplaatst nevens uittreksel uit deze resolutie.

D. .... (enz.).

Paramaribo, den 30sten Juli 1935.
KIELSTRA.

Uitgegeven, den 27sten Augustus 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

§ 1. Algemeene bepalingen.

Art. 1. Gerekend van 1 Januari 1934 dragen het Militair Hospitaal te Paramaribo, het Militair Magazijn van Geneesmiddelen en de Garnizoensapotheek onderscheidenlijk den naam van „'s Lands Hospitaal",

„'s Lands Magazijn van Geneesmiddelen" en „'s Lands Apotheek".

's Lands Magazijn van Geneesmiddelen en 's Lands Apotheek worden gerekend te behooren tot 's Lands Hospitaal en alle in dit Reglement genoemde bepalingen zijn — voor zooverre toepasselijk — voor de drie inrichtingen van kracht.

Art. 2. Aan het hoofd van 's Lands Hospitaal staat een door den Gouverneur aangewezen geneesheer met den titel van Hoofd van het Hospitaal.

Bedoelde functie kan ambtshalve aan den Geneeskundig-Inspecteur worden opgedragen naast zijn andere werkzaamheden.

Bij ontstentenis of afwezigheid van het Hoofd van het Hospitaal worden diens functiën ambtshalve waargenomen door den Geneeskundig-Inspecteur.

Art. 3. Het Hoofd van het Hospitaal is met de leiding vanen het dagelijksch toezicht op de inrichting belast.

Hij is rechtstreeks ondergeschikt aan den Geneeskundig-Inspecteur en tegenover dezen verantwoordelijk voor al hetgeen in de inrichting geschiedt, met uitzondering van de administratieve en geldelijke aangelegenheden, den dienst van den Beheerder van het Magazijn van Geneesmiddelen en dien van den Administrateur betreffende.

Hij neemt geen besluiten van ingrijpenden aard, dan na gepleegd overleg met den Geneeskundig-Inspecteur.

Hij is verantwoordelijk voor het materiaal der inrichting, met uitzondering van dat bij den Beheerder van het Magazijn van Geneesmiddelen of bij den Administrateur in beheer.

Art. 4. In de leiding van den dienst wordt het Hoofd van het Hospitaal bijgestaan door een Apotheker voor den pharmaceutischen dienst, eene hoofdverpleegster voor den verplegings- en huishoudelijken dienst en een Administrateur voor den administratieven en geldelijken dienst, welke functionarissen rechtstreeks ondergeschikt zijn aan het Hoofd van het Hospitaal.

Art. 5. De dienstverrichting van de aan de inrichting verbonden geneesheeren en overig personeel wordt geregeld door het Hoofd van het Hospitaal.

Art. 6. De Apotheker staat aan het hoofd van 's Lands Apotheek en is tevens Beheerder van 's Lands Magazijn van Geneesmiddelen.

Hij voert alszoodanig, volgens aanwijzingen van den Geneeskundig-Inspecteur, eene zelfstandige administratie, afgezien van de geldelijke administratie, welke bij den Administrateur berust.

Art. 7. De Administrateur voert, onder contrôle van den Gouvernements-Accountant en volgens door den Administrateur van Financiën te geven voorschriften, de geldelijke administratie der inrichting; hij is rekenplichtig aan de Algemeene Rekenkamer. Hij voert een bedrijfsboekhouding en maakt jaarlijks de balans en bedrijfsrekening op.

Art. 8. De Administrateur is verantwoordelijk voor het beheer van het magazijn van kleeding, meubilair en fourniturен en dat van levensmiddelen.

Voor het beheer van de magazijnen wordt hem een magazijnmeester en verder personeel toegevoegd.

Schade den Lande berokkend kan worden verhaald op den magazijnmeester, wanneer diens nalatigheid, schuld of onachtzaamheid daarvan oorzaak blijkt.

Art. 9. De in art. 4 bedoelde hoofdverpleegster staat aan het hoofd van den verplegingsdienst en van de huishouding; de dienstverrichtingen van het onder haar ressorteerend personeel worden door haar in overleg met het Hoofd van het Hospitaal geregeld.

Art. 10 Alle dienstdoenden in de inrichting zijn verplicht tot geheimhouding van al hetgeen betreffende den dienst te hunner kennis komt, in het bijzonder wat betreft de patiënten aldaar verpleegd of behandeld. Voor deze en andere overtredingen kunnen door het Hoofd van het Hospitaal aan het personeel boeten worden opgelegd tot het maximum van één dagloon in de week, terwijl zij bij den Geneeskundig-Inspecteur kunnen worden voorgedragen voor schorsing of ontslag.

Art. 11. Het personeel met deszelfs gezinsleden, waaronder wat dit reglement betreft te verstaan:

a. de echtgenoote,

b. de inwonende, ongehuwde wettige (ook gewettigde) zoons en dochters, stiefzoons en stiefdochters, die het negentiende jaar nog niet zijn ingetreden, voorzoover zij geen bezoldigde Landsbetrekking bekleeden of in een andere betrekking werkzaam zijn, welke hun tenminste een inkomen naar reden van zes honderd gulden 's jaars oplevert,

heeft recht op vrije geneeskundige behandeling en verstrekking van genees- en verbandmiddelen, voorzoover de patiënt zich daartoe persoonlijk op de polikliniek vervoegt, tenzij anders bepaald.

Het personeel heeft recht op verpleging in de klasse en tegen betaling per dag van een tarief, zooals aangegeven in Bijlage I B.

Art. 12. Alle leden van het personeel verbonden aan 's Lands Hospitaal zijn verplicht alle hun in den aard van hun werkkring door den Geneeskundig-Inspecteur opgedragen werkzaamheden in andere Landsziekeninrichtingen, poliklinieken, consultatiebureau's of apotheken, zonder bijzondere belooning te verrichten, behoudens hetgeen ten aanzien van dienstverrichtingen buiten de standplaats is geregeld.

Voor zoover het personeel betreft, dat van eene aanstelling van den Gouverneur is voorzien, kan in voorkomend geval de betrokkene van de beslissing van den Geneeskundig-Inspecteur bij den Gouverneur in beroep komen.

Art. 13. Met inachtneming van het bepaalde in dit reglement zijn alle bepalingen, geldende voor personen in gouvernementsdienst in het algemeen en voor het personeel van den Openbaren Gezondheidsdienst in het bijzonder, van toepassing op het personeel van 's Lands Hospitaal, van 's Lands Magazijn van Geneesmiddelen en van 's Lands Apotheek.

§ 2. Personeelsformatie.

Art. 14. De formatie van het personeel der inrichting wordt door den Gouverneur vastgesteld.

§. 3. De Bezoldiging van het personeel.

Art. 15. De regeling van de bezoldigingen van het personeel geschiedt door den Gouverneur.

Art. 16. Bezoldigingen en toelagen worden eenmaal per maand uitbetaald en wel op den eersten dag der maand volgende op die, waarover zij loopen.

Dagloonen worden tweemaal per maand uitbetaald en wel op den eersten en zestienden der maand, telkens over het verschenen tijdvak.

Valt de in de eerste en tweede alinea bedoelde dag op een dag, waarop Zondagsche dienst wordt gedaan, dan geschiedt de uitbetaling op den voorafgaanden dag.

§ 4. De klassen van verpleging, de tarieven en de wijze van verrekening.

Art. 17. Voor verpleging in 's Lands Hospitaal gelden de volgende klassen, n.l. klasse I A, klasse I B, tweede klasse, derde klasse, vierde klasse en vijfde klasse.

Art. 18. In de vijfde klasse kunnen slechts worden opgenomen en verpleegd patiënten, die on- of minvermogend zijn verklaard, voorzoover zij in het stadsdistrict Paramaribo gevestigd zijn, door de bij art. 2 van het Reglement voor den dienst der districts-geneesheeren (G. B. 1929 No. 34) bedoelde Commissie ter beoordeeling van den maatschappelijken welstand, en voor zoover zij uit een buiten district afkomstig zijn, door den betrokken Districts-Commissaris, mits tevens voorzien van eene verklaring afgegeven onderscheidenlijk door den stads- of districtsgeneesheer, waaruit blijkt dat verpleging in 's Lands Hospitaal noodzakelijk of aangewezen wordt geacht.

Over de noodzakelijkheid of wenschelijkheid van hospitaalverpleging voor patiënten, die zich aanmelden voor opname in de andere klassen, beslist het Hoofd van het Hospitaal ; deze kan eischen dat door aanvragers eene verklaring van een geneesheer wordt overgelegd, waaruit blijkt, dat hospitaal verpleging noodzakelijk of aangewezen is.

Art. 19. In gevallen van noodzaak, ter beoordeeling van den dokter van de wacht, worden patiënten onmiddellijk opgenomen, ook als zij niet van de vereischte stukken zijn voorzien.

Art. 20. Verpleeggelden zijn verschuldigd van en met den dag, waarop de opname plaats heeft tot en met den dag, voorafgaande aan dien, waarop de patiënt het hospitaal verlaat, indien dit vertrek vóór 9 uur des morgens geschiedt. Bij verlaten van het hospitaal nà dit uur zijn de verpleeggelden verschuldigd tot en met dien dag.

Bij overlijden is verpleeggeld verschuldigd tot en met den dag van overlijden.

Art. 21. Onder verpleeggelden worden verstaan alle kosten wegens huisvesting, gewone, zoomede extra-voeding, kleeding, bewassching, verlichting en geneeskundige behandeling, inbegrepen verstrekking van genees- en verbandmiddelen, een en ander voor zoover die inrichting, naar het oordeel van het Hoofd van het Hospitaal, voor het verschaffen daarvan de gelegenheid biedt.

Onder verpleeggelden zijn niet begrepen de kosten van operatie's, bijzondere behandelingen en verloskundige hulp.

Art. 22. Verpleeggelden moeten voor den duur van minstens tien dagen vooruit worden betaald.

Bij eerder ontslag of bij overlijden wordt het teveel betaalde gerestitueerd.

Personen, die geen Nederlander of Nederlandsch onderdaan zijn (met uitzondering van immigranten van 's Landswege aangevoerd), die op het tijdstip hunner opneming niet of korter dan één jaar in Suriname gevestigd zijn, betalen 30 dagen verpleegkosten vooruit en moeten een bedrag van f 25.— voor eventueele operatiekosten deponeeren.

Art. 23. Alle verschuldigde gelden worden rechtstreeks door of vanwege den Administrateur geind; dit geldt mede voor de gelden, verschuldigd voor nabehandeling.

De verrekening wordt - met inachtneming van het bepaalde in art. 30 - door den Administrateur geregeld.

Art. 24. Voor verpleeggelden, kosten van operaties, bijzondere behandelingen, het verleenen van verloskundige hulp, nabehandeling, laboratoriumonderzoek, vervoer van patienten en voor ontsmetting zullen gelden de desbetreffende in Bijlage I vastgestelde tarieven en vergoedingen.

§ 5. Verpleging en behandeling van gouvernements- en militaire rechthebbenden.

Art. 25. Gouvernements-ambtenaren en beambten en hunne gezinnen, die krachtens wettelijke bepalingen recht hebben op vrije of gedeeltelijk vrije verpleging, worden behandeld en verpleegd in de klasse, aangegeven in Bijlage II, tegen invordering door tusschenkomst van den Kolonialen Ontvanger en Betaal-

meester, den betrokken Districts-Commissaris of den Betaalmeester van Openbare Werken van het voor hen geldende tarief.

Art. 26. Actief dienende, gepensionneerde (gegageerde) militairen en hunne gezinsleden of weduwen en weezen van deze worden, voor zoover zij volgens de desbetreffende regelingen aanspraak op behandeling in eene militaire ziekeninrichting hebben, in 's Lands Hospitaal verpleegd in de klasse, aangegeven in Bijlage III en tegen verrekening met het Rijk van de volgens deze bijlage verschuldigde verpleeggelden.

De opname geschiedt op last van den Commandant der Troepen.

Voor de betreffende behandeling van militaire rechthebbenden worden voor operaties, bijzondere behandelingen en verloskundige hulp geen kosten in rekening gebracht, indien deze behandeling door den garnizoensarts geschiedt.

Hetzelfde geldt voor nabehandeling en poliklinische behandeling van niet opgenomen militaire rechthebbenden, indien door den garnizoensarts verricht.

§ 6. *Het uitoefenen van praktijk door aan de inrichting verbonden geneesheeren.*

Art. 27. Aan de aan de inrichting verbonden geneesheeren is het uitoefenen van hun beroep in eene particuliere ziekeninrichting, en de uitoefening van particuliere praktijk, uitgezonderd de specialistische, niet toegestaan.

De Geneeskundig-Inspecteur, kan na gepleegd overleg met het Hoofd van het Hospitaal, aan de aan de inrichting verbonden geneesheeren toestaan specialistische praktijk uit te oefenen in eene particuliere ziekeninrichting.

Art. 28. Het Hoofd van het Hospitaal kan aan de aan de inrichting verbonden geneesheeren toestaan op nader aan te geven uren in het hospitaal particuliere specialistische spreekuurpraktijk uit te oefenen, onder beding, dat de geneesheer voor het gebruik van de polikliniekkamer, instrumentarium enz. een vast bedrag, door het Hoofd van het Hospitaal te bepalen, zal vergoeden, een en ander onder nadere goedkeuring van den Geneeskundig-Inspecteur.

Als particuliere patiënten worden niet beschouwd verpleegden, ontslagen met nabehandeling.

Art. 29. Patiënten opgenomen in de eerste of tweede klasse

mogen zich doen behandelen door een aan de inrichting verbonden geneesheer naar keuze, onder voorbehoud dat het Hoofd van het Hospitaal zich met die keuze vereenigt.

Art. 30. Van de door of vanwege den Administrateur ontvangen gelden voor operatie's, bijzondere behandelingen, nabehandeling en verloskundige hulp, kan, met goedkeuring van den Gouverneur, in bepaalde gevallen, een gedeelte, echter niet meer dan de helft worden afgestaan aan den geneesheer, die de betreffende behandeling of het betreffende onderzoek heeft verricht of geleid, indien het een eerste of tweede klasse patiënt betreft.

§ 7. *Het uitoefenen van praktijk door niet aan de inrichting verbonden geneesheeren.*

Art. 31. Het Hoofd van het Hospitaal kan, met machtiging van den Geneeskundig-Inspecteur, aan niet aan de inrichting verbonden geneesheeren toestaan patiënten te behandelen, die zijn opgenomen in de eerste of tweede klasse.

Art. 32. Indien de behandeling door een niet aan de inrichting verbonden geneesheer geschiedt, wordt den patienten voor operatie's bijzondere behandelingen en verloskundige hulp een derde gedeelte van de betreffende tarieven in rekening gebracht (Zie Bijlage I, C.).

§ 8. *Het verrichten van particuliere onderzoekingen in de laboratoria.*

Art. 33. Het Hoofd van het Hospitaal kan aan de aan de inrichting verbonden geneesheeren en den apotheker toestaan in de laboratoria van de inrichting particuliere onderzoekingen te verrichten onder beding, dat niet van betrokken patiënten, personen of lichamen rechtstreeks een honorarium zal worden gevorderd.

Van de door of vanwege den Administrateur ontvangen gelden voor laboratoriumonderzoekingen wordt aan den betrokken geneesheer of apotheker de helft gerestitueerd (zie Bijlage I, E.).

Als particulier onderzoek kan nimmer worden aangemerkt een onderzoek ten behoeve van een in de inrichting opgenomen patiënt.

§ 9. *De verstrekking van geneesmiddelen, verbandstoffen en instrumenten.*

Art. 34. 's Lands Magazijn van Geneesmiddelen en 's Lands Apotheek voorzien in de verstrekking van geneesmiddelen, ver-

bandstoffen en instrumenten ten behoeve van het Hospitaal en alle andere gouvernements-ziekeninrichtingen, poliklinieken en consultatie-bureaux, benevens van alle andere departementen.

Art. 35. Voozoover niet strijdig met de belangen van den dienst kunnen uit de voorraden van het Magazijn tegen contante betaling goederen worden verstrekt aan particuliere personen en lichamen, indien levering door particuliere leveranciers niet mogelijk is.

Art. 36. Bij verstrekking aan andere takken van 's Landsdienst wordt de kostprijs in rekening gebracht, zijnde factuursprijs vermenigvuldigd met een onkostenfactor.

Bij verstrekking aan particuliere personen en lichamen wordt 50% boven den kostprijs in rekening gebracht, tenzij door den Gouverneur anders bepaald.

Art. 37. Tegen verrekening van den kostprijs met het betrokken Departement kunnen door de apotheek van 's Lands Hospitaal naar recept klaargemaakte geneesmiddelen ten behoeve van de armenpraktijk, andere takken van dienst en rechthebbenden worden verstrekt.

Art. 38. De kostprijs van naar recept klaargemaakte geneesmiddelen kan op de basis van het gemiddelde eener bepaalde termijn uniform worden vastgesteld.

De prijs bepaling geschiedt door of namens den Geneeskunig-Inspecteur in overleg met den Apotheker en den Gouvernements-Accountant.

§ 10 Slotbepaling.

Art. 39. Voor alle gevallen, waarin dit reglement niet voorziet, worden in spoedgevallen zelfstandige beslissingen genomen c q. voorzieningen getroffen door het Hoofd van het Hospitaal — in alle andere gevallen na gepleegd overleg met den Geneeskundig-Inspecteur — behoudens nadere beslissing van den Gouverneur.

Vastgesteld bij resolutte van 30 Juli 1935 No. 2442.

Mij bekend,

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 87.

BIJLAGE I.

Tarieven voor 's Lands Hospitaal

te

Paramaribo.

A. Tarief van verpleeggelden :

1. De verpleeggelden bedragen voor particuliere personen in het algemeen :

Klasse	Volwassenen	Kinderen 0—6 j. (2)
I A	f 8.—	f 4.—
I B	6.—	3.—
II	4.—	2.—
III	2.—	1.—
IV	1.—	0.50
V (minvermogenden)	0.50 (1)	0.25
V (onvermogenden)	nihil	nihil

(1) tot een maximum bedrag per maand, te bepalen door de Commissie van beoordeeling van den maatschappelijken welstand en overige gezaghebbenden bevoegd tot het afgeven van bewijzen van on- en minvermogen.

(2) in de inrichting geboren zuigelingen worden kosteloos verpleegd tot en met den dertigsten dag.

2. De verpleeggelden bedragen voor personen die geen Nederlander of Nederlandsch onderdaan zijn (met uitzondering van immigranten van Landswege aangevoerd), die op het tijdstip hunner opneming niet of korter dan één jaar in Suriname gevestigd zijn :

in de 1e klasse	A.	f 10.—
1e „	B.	7.50
2e „		5.—
3e „		4.—
4e „		2.—

1935. No. 87.

B. Tarief van verpleeggelden voor het personeel van 's Lands Hospitaal.

Rang	Klasse	Tarief
Geneesheeren, Apothekers en Administrateur	I A	1% van het maandelijksch inkomen
Hoofdverpleegsters	I B	30% van het salaris per dag berekend
Verpleegsters 1e kl.	I B	
Verpleegsters 2e kl.	2	
Leerling-verpleegsters	2	
Hulp-verpleegsters	2	
Verplegers 1e kl.	2	
Verplegers 2e kl.	3	
Leerling-verplegers	4	
Hulp-verplegers	4	
Het overige personeel in dienst naar keuze	2	1.25
	3	1.—
	4	0.50

N.B. De volgens dit tarief berekende verpleeggelden zullen evenwel niet mogen stijgen boven de voor particulieren geldende bij Tarief A. vastgestelde verpleeggelden.

C. Tarief van operatie's, bijzondere behandelingen en het verleenen van verloskundige hulp.

1. *Operatie-tarieven.*

Klasse	Indien de operatie is		
	zwaar	gemiddeld	licht
I A	f 100.—	f 80.—	f 60.—
I B	80.—	60.—	40.—
II	60.—	40.—	20.—
III	40.—	30.—	15.—
IV	30.—	20.—	10.—
V	nihil	nihil	nihil

Voor vreemdelingen wordt het tarief met 25% verhoogd.

2. *Tarieven van bijzondere behandelingen voor patiënten verpleegd in de inrichting.*

Aard v/d behandeling	Klasse I	II	III	IV	V
Röntgenphoto per stuk	*f* 3.—	2.—	1.—	nihil	nihil
Röntgendoorlichting p. keer	2.—	1.—	0.50	„	„
Röntgenbehandeling p. keer	2.—	1.—	0.50	„	„
Hoogtezon per keer	1.—	0.75	0.50	„	„
Diathermie per keer	1.—	0.75	0.50	„	„

3. Tarieven voor het verleenen van verloskundige hulp.

Klasse I A	f 50.—
„ I B	40.—
„ II	30.—
„ III	20.—
„ IV	10.—
„ V	5.— (minvermogenden).

D. Tarieven van nabehandeling.

Aard van de behandeling		
Consult	(1)	f 1.50
Lichte operatie	(2)	10.—
Gipsverband (groot)	(2)	5.—
Gipsverband (klein)	(2)	2.50
Röntgenphoto per stuk	(2)	5.—
Röntgendoorlichting per keer	(2)	2.50
Röntgenbehandeling per keer	(2)	2.50
Hoogtezon per keer	(2)	1.—
Diathermie per keer	(2)	1.—

(1) eenvoudige chemische en microscopische onderzoekingen inbegrepen.

(2) kosten van consult inbegrepen.

1935. No. 87.

E. Tarief van bacteriologische, serologische en chemische onderzoekingen.

Aard van het onderzoek	
Bacteriologisch (1)	*f* 5.—
Serologisch (1)	5.—
Microscopisch (1)	2.50
Chemisch (1)	2.50

(1) Consult inbegrepen.

Groote scheikundige of speciale onderzoekingen kunnen tegen appart tarief volgens oordeel van het Hoofd van het Hospitaal worden berekend.

F. Tarief van vervoer van patiënten per ziekenauto naar en van 's Lands Hospitaal.

Klasse	Binnen de kom der stad	Buiten de kom der stad
I en II	*f* 4.—	*f* 5.—
III	2.50	4.—
IV	2.—	3.—
V	nihil	nihil

Voor vervoer van en naar particuliere ziekeninrichtingen het dubbele van dit tarief.

G. Tarief van ontsmetting.

Voor het ontsmetten van lijf- en beddegoed in de ontsmettingsinrichting van 's Lands Hospitaal wordt in rekening gebracht een bedrag van f 0.25 tot f 1.— per stuk, nader te beoordeelen door of namens het Hoofd van het Hospitaal.

De ontsmetting geschiedt kosteloos indien dit door den Geneeskundig-Inspecteur raadzaam wordt geoordeeld.

Behoort bij resolutie van 30 Juli 1935 No. 2442.

Mij bekend,

De Gouvernements-Secretaris.

1935. No. 87.

BIJLAGE II.

Klasse-indeeling van Gouvernements rechthebbenden, benevens tarief voor hen, die recht hebben op gedeeltelijke vrije verpleging.

De klasse-indeeling wordt bepaald naar het jaarlijksch inkomen van den rechthebbende ; de gezinsleden, waaronder wat de onderhavige regeling betreft te verstaan :

a. de echtgenoote,

b. de inwonende, ongehuwde, wettige (ook gewettigde) zoons en dochters, stiefzoons en stiefdochters, die het negentiende jaar nog niet zijn ingetreden, voor zoover zij geen bezoldigde Landsbetrekking bekleeden of in een andere betrekking werkzaam zijn, welke hun tenminste een inkomen naar reden van zes honderd gulden 's jaars oplevert,

worden in dezelfde klasse verpleegd. Voor ambtenaren en beambten van politie geldt de onder 2 vermelde regeling.

1. *Jaarlijksch inkomen :*	*Klasse*	*Tarief*
meer dan f 4000	I A	f 6.—
van f 3000 — f 4000	I B	4.—
van f 2000 — f 3000	II	2.—
van f 1000 — f 2000	III	1.—
beneden f 1000	IV	0.50
Personeel 's Lands Hospitaal	zie bijlage I B	

2. *Rang :*	*Klasse*	
Hoofdinspecteur	I A	Voor rekening van den Lande
Inspecteur	I B	
Adj. Inspecteur	II	
Hoofdagenten, beambten 1ste kl.	II	
Beambten 2de, 3de & 4de kl.	III	

Behoort bij resolutie van 30 Juli 1935 No. 2442.

Mij bekend,

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 87.

BIJLAGE III.

Klasse-indeeling van militaire rechthebbenden.

De klasse-indeeling wordt bepaald naar den rang; de gezinsleden, weduwen en minderjarige weezen worden in dezelfde klasse verpleegd.

Officieren	Klasse I A	— *f* 6.—
Onder-Luitenants en adjudant-onderofficieren	„ I B	— *f* 4.—
Sergeanten-majoor en sergeanten	„ II	— *f* 2.—
Brigadiers en soldaten	„ III	— *f* 1.—

Behoort bij resolutie van 30 Juli 1935 No. 2442

Mij bekend,

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 88.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

BESLUIT van 1 Augustus 1935, *ter uitvoering van artikel 6, letter a, van de Rijverordening 1916 (G. B. 1917 No. 65).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat ter uitvoering van artikel 6, letter a, van de Rijverordening 1916 (G. B. 1917 No. 65), het noodig is het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Artikel 1.

Het is verboden den Communicatieweg loopende over het Garnizoenspad van af den Vierden Rijweg naar Kwatta met vrachtautomobielen te berijden.

Artikel 2.

Dit besluit treedt in werking met ingang van den dag na dien zijner afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 1sten Augustus 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 3den Augustus 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 89.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 2 Augustus 1935 No. 2474, *houdende nadere wijziging van de Salarisregeling 1925.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gehoord ....

Besluit:

A. Met ingang van *heden* te schrappen art. 15 van de bij § II van de „Salarisregeling 1925" (G. B. No. 54), zooals deze luidt na de sedert daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, laatstelijk bij de resolutie van 29 December 1934 No. 4187 (G. B. No. 107), vastgestelde bepalingen.

B. Te bepalen dat uittreksel uit deze resolutie in het Gouvernements-Blad zal worden geplaatst.

Paramaribo, 2 Augustus 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 3den Augustus 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 90.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 2 Augustus 1935 No. 2475, *houdende nadere wijziging van de Onderwijzerssalarisregeling 1925, gelijk deze luidt blijkens G. B. 1932 No. 108 en na de daarin laatstelijk bij resolutie van 14 December 1934 No. 4036 (G. B. No. 103) aangebrachte wijzigingen en aanvullingen.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gehoord . . . . . (enz.);

Gelet op art. 6 van het Koninklijk besluit van 4 December 1925 No. 23 (G. B. No. 93), geldende tekst G. B. 1931 No. 11, zooals dit luidt na de nader daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen;

Besluit:

I. Aan lid 2 van art. 6 van de „Onderwijzerssalarisregeling 1925" (geldende tekst G. B. 1932 No. 108), gelijk deze luidt na de nader daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, laatstelijk bij de resolutie van 14 December 1934 No. 4036 (G. B. No 103), wordt, met vervanging van de punt in een komma, het volgende toegevoegd:

„met dien verstande, dat, bij eventueele toepassing van laatstbedoeld art. 7, van den tijd bij het beperkt lager onderwijs, niet in het boschland, doorgebracht, bij overplaatsing naar een anderen tak van het lager onderwijs dan het hiervoren bedoelde, voor de hoofden van scholen ten hoogste *zes* jaren en voor de onderwijzers van bijstand ten hoogste *drie* jaren in aanmerking zullen komen voor regelmatige verhoogingen voor zoover die tijd niet reeds voor dergelijke verhoogingen heeft gegolden."

II. Te bepalen:

a. dat deze resolutie, waarvan uittreksel in het Gouverne-

ments-Blad zal worden geplaatst, met ingang van 1 November 1935 in werking treedt ;

b. dat bezoldigingen of toelagen — uitgezonderd de toelage als hoofd — door onderwijzers bij het beperkt lager onderwijs niet in het boschland, op den dag, waarop deze resolutie op' hen toepasselijk wordt, genoten tot hoogere bedragen dan die, waarop bij toepassing van deze resolutie aanspraak zou bestaan, behouden blijven.

Paramaribo, 2 Augusus 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 3den Augustus 1935.

De Gouvernements-Secretaris

P. KIKKERT.

1935. No. 91.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

RESOLUTIE van 2 Augustus 1935 No. 2476, *houdende bepaling dat voor personeel dat op of na 1 October 1935 wordt aangesteld de thans geldende bezoldigingen worden verminderd met 10%.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gehoord . . . . enz.

Herlezen enz.

Gelet op art. 38 van het Regeeringsreglement en op art. 6 van het Koninklijk besluit van 4 December 1935 No. 23 (geldende tekst (G. B. 1931 No. 11), gelijk dit luidt na de nader daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen;

Besluit:

I. In afwijking van de Salarisregeling 1925 (G. B. No. 54), zooals deze luidt na de sedert daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, laatstelijk bij de resolutie van 2 Augustus 1935 No. 2474 (G. B. No. 89) en van de Onderwijzerssalarisregeling 1925 (geldende tekst G. B. 1932 No. 108), gelijk deze luidt na de nader daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, laatstelijk bij de resolutie van 2 Augustus 1935 No. 2475 (G. B. No. 90), te bepalen, dat voor:

1. landsdienaren, waaronder ook te verstaan de uit 's Landskas bezoldigde geestelijken en godsdienstleeraren en

2. onderwijzers en ander personeel bij het openbaar onderwijs, alsmede bij het bijzonder onderwijs, die voor ondersteuning uit 's Landskas in aanmerking komen,

die op of na 1 October 1935 voor het eerst, hetzij in vasten, dan wel tijdelijken dienst treden, de, ingevolge bedoelde salarisregelingen, aan hunne betrekking verbonden bezoldigingen of jaarwedden, regelmatige verhoogingen en andere voordeelen, worden verminderd met *tien* ten honderd.

II. Te bepalen dat uittreksel uit deze resolutie in het Gouvernements-Blad zal worden geplaatst.

Paramaribo, 2 Augustus 1935.

KIELSTRA.

Uitgegeven, den 3den Augustus 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 92.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PROCLAMATIE

van 6 Augustus 1935,

betreffende de aanvaarding van het bestuur van Suriname door den waarnemenden Gouverneur, Mr. J. C. Brons.

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Mr. Johannes Cornelis Brons, bij Koninklijk besluit van 27 Mei 1935 No. 51 als zoodanig aangewezen tijdens het aan Prof. Dr. J. C. Kielstra in 's Landsbelang verleend verlof naar *Europa*;

Gelet op artikel 28 van het „Reglement op het beleid der regering in de kolonie Suriname";

brengt ter kennis van de ingezetenen dat de Gouverneur gisteren Suriname met verlof als bovenbedoeld heeft verlaten en dat het bestuur van Suriname heden door hem is aanvaard.

Paramaribo, 6 Augustus 1935.

De waarnemende Gouverneur voornoemd,

J. C. BRONS.

1935. No. 93.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

VERORDENING van 16 Mei 1935, *tot bestendiging van de heffing van opcenten op het middel invoerrechten.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende, dat het noodig is de thans geldende heffing van opcenten op het middel invoerrechten te bestendigen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

vastgesteld onderstaande verordening.

Artikel 1.

§ 1. Er worden *vijf en twintig opcenten* geheven op het middel „Invoerrechten", verschuldigd volgens de Tariefverordening 1922 (G. B. No. 54), zooals deze luidt na de daarin aangebrachte wijzigingen, voor alle goederensoorten volgens de onderscheidingen van art. 1 dier verordening.

§ 2. De opcenten, geheven op grond van § 1, worden betaald tegelijk met het invoerrecht en berekend over ronde sommen van een gulden. Van de betaling wordt melding gemaakt op de aangifte en op de af te geven kwitantie.

Artikel 2.

§ 1. Deze verordening treedt in werking op een door den Gouverneur te bepalen tijdstip en zal van kracht zijn tot ultimo December 1938.

§ 2. Van af het tijdstip van hare inwerkingtreding vervallen de verordeningen van :

a. 19 Mei 1925 (G. B. No. 69) tot tijdelijke heffing van opcenten op het middel invoerrechten gedurende de jaren 1926 tot en met 1935 ;

b. 30 November 1931 (G. B. No. 86) tot tijdelijke versterking der middelen gedurende de jaren 1932 tot en met 1934 (nadere heffing van opcenten op de invoerrechten), zooals deze luidt ingevolge de verordeningen van 3 Augustus 1932 (G. B. No. 79) en van 15 October 1932 (G. B. No. 98).

Gegeven te Paramaribo, den 16den Mei 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 15den Augustus 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 94.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 6 Augustus 1935 No. 2520, *bepalende den dag van inwerkingtreding van de verordening van 16 Mei 1935 (G. B. No, 93), tot bestendiging van de heffing van opcenten op het middel invoerrechten.*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Herlezen de resolutie van 6 Augustus 1935 No. 2519;

Gelet op artikel 2, § 1 van de verordening van 16 Mei 1935 (G. B. No 93), *tot bestendiging van de heffing van opcenten op het middel invoerrechten;*

Besluit:

Te bepalen:

a. dat voormelde verordening in werking treedt met ingang van 16 Augustus 1935;

b. dat deze resolutie in het Gouvernementsblad zal worden opgenomen.

Paramaribo, 6 Augustus 1935.
J. C. BRONS.

Uitgegeven, den 15den Augustus 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 95.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 8 Augustus 1935 No. 2551, *bevelende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van den 5den Juni 1935 (Staatsblad No. 332), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 20 Februari 1935 te Kaapstad tusschen den Nederlandschen Gezant te Pretoria en den Minister van Buitenlandsche Zaken van de Unie van Zuid-Afrika gewisselde nota's, met bijbehoorend proces-verbaal, houdende eene overeenkomst ter voorloopige regeling van de handels- en scheepvaartbetrekkingen tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Unie van Zuid-Afrika.*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 25 Juni 1935, 4de Afdeeling Bureau E. Z. No. 20/385, waarbij, ter bekendmaking van het na te melden Koninklijk besluit, is toegezonden een exemplaar van het Staatsblad No. 332 van 1935, waarin is opgenomen het Koninklijk besluit van den 5den Juni 1935, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 20 Februari 1935 te Kaapstad tusschen den Nederlandschen Gezant te Pretoria en den Minister van Buitenlandsche Zaken van de Unie van Zuid-Afrika gewisselde nota's, met bijbehoorend proces-verbaal, houdende eene overeenkomst ter voorloopige regeling van de handels- en scheepvaartbetrekkingen tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Unie van Zuid-Afrika;

Herlezen de resolutie van 29 Mei 1935 No. 1762;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit, de daarin bedoelde nota's met bijbehoorend proces-verbaal, benevens afschrift van deze resolutie, in het Gouvernementsblad zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 8sten Augustus 1935.

J. C. BRONS.

Uitgegeven, den 20sten Augustus 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Wij WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Gezien de op 20 Februari 1935 te *Kaapstad* tusschen Onzen Gezant te *Pretoria* en den Minister van Buitenlandsche Zaken van de *Unie van Zuid-Afrika* gewisselde nota's, met bijbehoorend proces-verbaal, houdende eene overeenkomst ter voorloopige regeling van de handels- en scheepvaartbetrekkingen tusschen het Koninkrijk der *Nederlanden* en de *Unie* van *Zuid-Afrika*, van welke nota's en proces-verbaal een afdruk bij dit Besluit is gevoegd;

Overwegende, dat vermelde overeenkomst op 1 April 1935 voor *Nederland*, *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* is in werking getreden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 28sten Mei 1935, Directie van het Protocol, nº. 17917;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovengenoemde nota's en proces-verbaal te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 5den Juni 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *veertienden* Juni 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

GEZANTSCHAP DER NEDERLANDEN.

N°. K. 44.

Kaapstad, den 20 Februari 1935.

Mijnheer de Minister van Buitenlandsche Zaken.

Ik heb de eer ter kennis van Uw Edele te brengen, dat Harer Majesteits Regeering mij heeft gemachtigd, met Zijner Majesteits Regeering in de Unie van Zuid-Afrika, in afwachting van de totstandkoming van een definitief handels- en scheepvaartverdrag tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Unie van Zuid-Afrika, een overeenkomst te sluiten ter voorloopige regeling van de handels- en scheepvaartbetrekkingen tusschen onze beide landen.

Te dien einde breng ik te Uwer kennis, dat Harer Majesteits Regeering bereid is, ten aanzien van al wat betreft den handel en de scheepvaart, met inbegrip van alle rechten, belastingen en heffingen in verband daarmede, alsmede ten aanzien van het deviezenverkeer, ten opzichte van de Unie van Zuid-Afrika de behandeling op voet van onvoorwaardelijke meestbegunstiging toe te passen, met dien verstande, dat:

a. het Koninkrijk der Nederlanden geen aanspraak zal kunnen maken op de voorrechten of gunsten, die voortvloeien uit de voorkeursbehandeling, welke de Unie van Zuid-Afrika reeds heeft toegestaan of in de toekomst mocht toestaan aan een van de leden van het Britsche Gemeenebest van Natiën, zoolang als zoodanige voorkeursbehandeling beperkt blijft tot leden van bedoeld Gemeenebest;

b. op de, in deze overeenkomst vastgelegde, meestbegunstiging geen beroep zal kunnen worden gedaan ter verkrijging van:

I. gunsten, verleend aan grensgebieden en aan grenslanden wegens bijzondere politieke of economische verhoudingen;

Zijne Edele den Minister van Buitenlandsche Zaken Generaal J. M. B. HERTZOG.
KAAPSTAD.

P. M. 55/61.

DEPARTEMENT VAN BUITENLANDSE SAKE,
KAAPSTAD.

20 Februarie 1935.

Meneer die Minister,

Ek het die eer die ontvangs te erken van u nota gedateer hede en u mee te deel, dat Sy Majesteit se regering in die Unie van Suid-Afrika bewillig in die voorstel van die regering van Hare Majesteit die Koningin van die Nederlande om, in afwagting van die totstandkoming van 'n definitiewe handels- en skeepvaartverdrag tussen die Unie van Suid-Afrika en die Koninkryk van die Nederlande, 'n ooreenkoms te sluit ter voorlopige reëling van die handels- en skeepvaartbetrekkings tussen ons twee lande. Te dien einde het ek die eer u mee te deel, dat Sy Majesteit se regering in die Unie bereid is ten aansien van alles wat handel en skeepvaart betref, met inbegrip van alle regte, belastings of heffings in verband daarmee, asmede ten aansien van die devieseverkeer, ten opsigte van die Koninkryk van die Nederlande die behandeling op voet van onvoorwaardelike meesbegunstiging toe te pas, met die verstande dat:

(*a*) die Koninkryk van die Nederlande geen aanspraak sal kan maak op die voorregte of gunste, wat voortvloei uit die voorkeursbehandeling, wat die Unie van Suid-Afrika reeds toegestaan het of in die toekoms mog toestaan aan een van die lede van die Britse Gemenebes van Nasies, solank as sodanige voorkeursbehandeling beperk bly tot lede van bedoelde Gemenebes;

(*b*) op die in hierdie ooreenkoms vasgelegde meesbegunstiging geen beroep gedoen zal kan word nie ter verkryging van:

(I) gunste verleen aan grensgebiede en grenslande weëns besondere politieke of ekonomiese verhoudings;

Die Buitengewone Gesant en Gevolmagtigde
Minister van die Nederlande
KAAPSTAD.

II. voordeelen, voortvloeiende uit tweezijdige of meerzijdige verdragen of eenzijdige maatregelen, die ten doel hebben, dubbele belasting te vermijden;

c. de uitoefening van de kustvaart in Nederlandsch-Indië van deze overeenkomst wordt uitgezonderd en uitsluitend beheerscht blijft door de wetten en verordeningen in genoemd gebied;

d. de, in deze overeenkomst vastgelegde, meestbegunstiging geen beletsel zal vormen voor het verleenen van gunsten speciaal aan schepen, die onder contract zeepost vervoeren;

e. aan de, in deze overeenkomst vastgelegde, meestbegunstiging ten aanzien van de instelling van bijzondere in- en uitvoerverboden en -beperkingen voldaan zal zijn, wanneer zoodanige maatregelen tevens op die landen van toepassing zijn, ten opzichte van welke gelijke gronden voor de toepassing dier maatregelen gelden.

Deze overeenkomst, welke ook van toepassing is op het mandaat-gebied Zuidwest-Afrika treedt in werking op den eersten April 1935 en zal in elk geval van kracht blijven gedurende één jaar na dien datum, na verloop van welken tijd zij opzegbaar zal zijn, door een der partijen met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden.

Gelief, Mijnheer de Minister van Buitenlandsche Zaken, de verzekering te aanvaarden van mijne bijzondere hoogachting.

H. A. Lorentz.

(II) voordele voortvloeiende uit tweesydige of meersydige verdrae of eensydige maatreëls wat ten doel het om dubbele belasting te vermy;

(*c*) die uitoefening van die kusvaart in Nederlands-Indië van hierdie ooreenkoms uitgesonder word en uitsluitend beheers bly deur die wette en verordenings in genoemde gebied;

(*d*) die in hierdie ooreenkoms vasgestelde meesbegunstiging geen beletsel sal vorm teen die verlening van gunste spesiaal aan skepe wat onder kontrak seepos vervoer;

(*e*) aan die in hierdie ooreenkoms vasgestelde meesbegunstiging ten aansien van die instelling van spesiale in- en uitvoerverbode en beperkings voldaan sal wees, wanneer sodanige maatreëls ook op die lande van toepassing is ten opsigte van welke gelykegronde vir die toepasing van hierdie maatreëls geld.

Hierdie ooreenkoms, wat ook van toepassing is op die Mandaatgebied Suidwes-Afrika, tree in werking op die eerste dag van April, 1935, en sal in elke geval van krag bly gedurende een jaar na hierdie dag, na verloop van welke tyd dit opsegbaar sal wees deur een van die partye met inagneming van 'n opseggingstermyn van drie maande.

Geliewe, Meneer die Minister, die versekering te aanvaar van my besondere hoogagting,

J. M. B. Hertzog.

GEZANTSCHAP DER NEDERLANDEN.

Proces-verbaal.

In verband met de op heden tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Unie van Zuid-Afrika gewisselde nota's omtrent de wederzijdsche verleening van meestbegunstiging op het gebied van handel en scheepvaart wordt hierbij vastgelegd, dat de partijen overeengekomen zijn als volgt:

Het is wel te verstaan, dat de oplossing van geschillen over de instelling en de toepassing van anti-dumpingsrechten voor wat betreft de beginsel-kwestie langs diplomatieken weg gezocht zal worden.

GETEEKEND in duplo, in Nederlandsche en Afrikaansche teksten, op heden den twintigsten dag van Februari, 1935, te Kaapstad.

H. A. LORENTZ.

J. M. B. HERTZOG.

Proces-verbaal.

In verband met die op hede tussen die Unie van Suid-Afrika en die Koninkryk van die Nederlande gewisselde notas omtrent die wedersydse verlenging van meesbegunstiging op die gebied van handel en skeepvaart word hierby vastgelê dat die partye verder ooreengekom het as volg:

„Dit is wel te verstaan dat die oplossing van geskille oor die instelling en die toepassing van anti-dumpingregte wat die beginselkwessie betref langs diplomatieke weg gesoek sal word."

Geteken in duplo, in Afrikaanse en Nederlandse tekste, op hede die 20ste dag van Februarie 1935 in Kaapstad.

J. M. B. Hertzog.

H. A. Lorentz.

1935. No. 96.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 10 Augustus 1935 No. 2581, *bevelende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van den 27sten Mei 1935, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 5 December 1934 te 's Gravenhage gesloten verdrag nopens het Nederlandsch-Duitsche betalingsverkeer, alsmede van de notawisseling van denzelfden datum nopens de voorloopige toepassing van het verdrag.*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen :

1o. het telegram van den Minister van Staat, Minister van Koloniën van 25 September 1934 No. 649 (liggende in resolutie van 19 October 1934 No. 3355) ;

2o. de missives van genoemden Bewindsman van :

29 November 1934, 4e Afd. Bureau E. Z. No. 17/624 en 6 December 1934, 4e Afd. Bureau E. Z, No. 11/641 ;

Gelezen de missive van voornoemden Minister van 14 Juni 1935, 4e Afd. Bureau E. Z. en 7e Afd. No. 7/363, waarbij, ter bekendmaking van het na te melden Koninklijk besluit, is toegezonden een exemplaar van het Staatsblad No. 315 van 1935, waarin is opgenomen het Koninklijk besluit van 27 Mei 1935, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 5 December 1934 te 's Gravenhage gesloten verdrag nopens het Nederlandsch-Duitsche betalingsverkeer, alsmede van de notawisseling van denzelfden datum nopens de voorloopige toepassing van het verdrag ;

Herlezen de resolutiën van 19 October 1934 No. 3355, 27 December 1934 No. 4162 en 28 Januari 1935 Nos. 328 en 329 ;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit, het daarin genoemd verdrag en de genoemde nota's met vertaling, benevens afschrift van deze resolutie, in het Gouvernementsblad zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 10den Augustus 1935.

J. C. BRONS.

Uitgegeven, den 20sten Augustus 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Wij WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Gezien het op 5 December 1934 te *'s-Gravenhage* gesloten verdrag nopens het Nederlandsch-Duitsche betalingsverkeer, alsmede de notawisseling van denzelfden datum nopens de voorloopige toepassing van het verdrag, welk verdrag en welke nota's in afdruk en, voor wat de Duitsche nota betreft, in vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Gelet op artikel 2 der Wet Internationaal Betalingsverkeer 1934 (*Staatsblad* n°. 583);

Overwegende, dat genoemd verdrag voorloopig is toegepast wat *Nederland* en *Nederlandsch-Indië* betreft van af 10 December 1934, wat *Curaçao* aangaat van af 16 Januari 1935 en wat *Suriname* betreft van af 1 Februari 1935;

Overwegende mede, dat de akten van bekrachtiging van genoemd verdrag op 15 Mei 1935 te *Berlijn* zijn uitgewisseld;

Overwegende wijders, dat genoemd verdrag, overeenkomstig artikel 17, op 30 Mei 1935 voor *Nederland*, *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* zal in werking treden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 24sten Mei 1935, Directie van het Protocol, n°. 16732;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovengenoemd verdrag en bovengenoemde nota's met vertaling te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 27sten Mei 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *zevenden* Juni 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

VERDRAG NOPENS HET NEDERLANDSCH-DUITSCHE BETALINGSVERKEER.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN

en

DE DUITSCHE RIJKSKANSELIER,

geleid door den wensch, het betalingsverkeer tusschen Nederland en Duitschland te vergemakkelijken, hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden: Dr. HANS MAX HIRSCHFELD, Directeur-Generaal van Handel en Nijverheid bij het Departement van Economische Zaken;

de Duitsche Rijkskanselier: Dr. FRITZ KOEHLER, Administrateur bij het Duitsche Rijksministerie voor Voedselvoorziening en Landbouw;

die, na onderzoek hunner in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten, het navolgende overeengekomen zijn.

Artikel 1.

Het betalingsverkeer tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en Duitschland zal, voor zoover het betreft de in artikel 2 opgesomde betalingsverplichtingen, in Nederland uitsluitend worden afgewikkeld door tusschenkomst van het Nederlandsch Clearinginstituut en in Duitschland uitsluitend door tusschenkomst van de „Deutsche Verrechnungskasse".

Voor zoover in dit verdrag de woorden „Nederland" en „Nederlandsch" gebruikt zijn, wordt ook het rijk buiten Europa bedoeld, wanneer niet uitdrukkelijk iets anders is bepaald.

VERTRAG ÜBER DEN DEUTSCH-NIEDERLÄNDISCHEN VERRECHNUNGSVERKEHR.

Der Deutsche Reichskanzler

und

Ihre Majestät die Königin der Niederlande

haben, von dem Wunsche geleitet, die Zahlungen zwischen Deutschland und dem Königreich der Niederlande zu erleichtern, zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

der Deutsche Reichskanzler: den Ministerialdirektor im Reichsministerium für Ernährung und Landwirtschaft Dr. Fritz Koehler;

Ihre Majestät die Königin der Niederlande: den Generaldirektor für Handel und Gewerbe im Wirtschaftsministerium Dr. Hans Max Hirschfeld,

die nach Prüfung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben:

Artikel 1.

Der Zahlungsverkehr zwischen Deutschland und dem Königreich der Niederlande wird, soweit es sich um die in Artikel 2 aufgeführten Zahlungsverpflichtungen handelt, in Deutschland ausschliesslich durch Vermittlung der Deutschen Verrechnungskasse und in den Niederlanden ausschliesslich durch Vermittlung des Nederlandsch Clearinginstituut abgewickelt.

Soweit in diesem Vertrag die Worte Niederlande oder niederländisch gebraucht sind, ist auch das Reich ausserhalb Europas einbegriffen, wenn nicht ausdrücklich etwas anderes gesagt ist.

Artikel 2.

Onder de bepalingen van dit verdrag vallen, nadere afspraken voorbehouden, de volgende verplichtingen van Nederlandsche schuldenaren ten aanzien van Duitsche schuldeischers en van Duitsche schuldenaren ten aanzien van Nederlandsche schuldeischers, voor zoover deze verplichtingen nà 23 September 1934 vervallen zijn of vervallen:

1. betalingen wegens den invoer van Nederlandsche goederen in Duitschland en van Duitsche goederen in Nederland, zoomede, met wederzijdsche toestemming, betalingen wegens het loonveredelingsverkeer;

2. betalingen voor onkosten, die ontstaan in verband met het Nederlandsch-Duitsche goederenverkeer en wel in het bijzonder voor invoerrechten, spoorweg- en binnenscheepvaartvrachten; voor expeditiekosten en -provisiën, voor overladings-, haven- en bunkerkosten voor de binnenscheepvaart (zonder de kosten der bunkerkolen) en voor transportverzekeringen;

3. betalingen voor onkosten in verband met het doorvoerverkeer door Nederland naar en uit Duitschland en door Duitschland naar en uit Nederland;

4. de opbrengsten uit het binnenscheepvaartverkeer, voor zoover deze opbrengsten gewoonlijk niet worden besteed voor betalingen in het land van den schuldenaar;

5. betalingen voor zeevrachten voor in Duitschland ingevoerde goederen aan Nederlandsche scheepvaartondernemingen voor zoover voor de betaling dezer goederen deviezencertificaten of -vergunningen afgegeven zijn;

6. de betaling van saldi, die ontstaan uit de buiten het kader van dit verdrag tot stand komende verrekening der wederzijdsche administraties van het Nederlandsch-Duitsch spoorweg-, luchtvaart-, post- en telegraafverkeer;

7. betalingen van Reisbureaux aan verkeersondernemingen van het andere land (met inbegrip van scheepvaartondernemingen) voor den verkoop van reisbiljetten (met inbegrip van biljetten voor slaapwagen), evenals de betaling der saldi, die ontstaan uit rechtstreeksche verrekening van dergelijke dienstverrichtingen tusschen Reisbureaux in de beide landen, voor zoover de wederzijdsche bevoegde autoriteiten met een zoodanige rechtstreeksche verrekening instemmen;

Artikel 2.

Unter die Bestimmungen dieses Vertrages fallen vorbehaltlich weiterer Vereinbarungen folgende Verbindlichkeiten deutscher Schuldner gegenüber niederländischen Gläubigern und niederländischer Schuldner gegenüber deutschen Gläubigern soweit diese Verbindlichkeiten nach dem 23. September 1934 fällig geworden sind oder fällig werden.

1. Zahlungen aus der Einfuhr deutscher Waren nach den Niederlanden und niederländischer Waren nach Deutschland sowie im gegenseitigen Einvernehmen Zahlungen aus dem Lohnveredelungsverkehr;

2. Zahlungen für Nebenkosten, die in Verbindung mit dem deutsch-niederländischen Warenverkehr entstehen, insbesondere für Zölle, Bahn- und Binnenschaffahrtsfrachten, Speditionskosten und -provisionen, Umschlag-, Hafen- und Bunkerkosten der Binnenschiffahrt (ohne die Kosten der Bunkerkohle) und Transportversicherungen;

3. Zahlungen für Nebenkosten des Durchfuhrverkehrs durch Deutschland von und nach den Niederlanden und durch die Niederlande von und nach Deutschland;

4. Die Einnahmen aus dem Binnenschiffahrtsverkehr, soweit nicht diese Einnahmen üblicherweise zu Zahlungen im Schuldnerlande verwendet werden;

5. Zahlungen für Seefrachten für nach Deutschland eingeführte Waren an niederländische Schiffahrtsunternehmungen, soweit für die Bezahlung dieser Waren Devisenbescheinigungen oder Genehmigungen erteilt worden sind;

6. Die Bezahlung der Salden, die sich aus der ausserhalb dieses Vertrages erfolgenden Verrechnung der beiderseitigen Verwaltungen im deutsch-niederländischen Eisenbahn-, Luftfahrt-, Post- und Telegrafenverkehr ergeben;

7. Zahlungen von Reisebüros an Verkehrsunternehmungen des anderen Landes (einschliesslich Schiffahrtsunternehmungen) für den Verkauf von Fahrkarten und Fahrscheinen (einschliesslich Bettkarten), sowie die Bezahlung der Salden, die sich aus der unmittelbaren Verrechnung derartiger Leistungen zwischen Reisebüros in den beiden Ländern ergeben, soweit die beiderseits zuständigen Stellen sich mit einer solchen unmittelbaren Verrechnung einverstanden erklären;

8. betalingen voor patentkosten, evenals, onder voorbehoud van speciaal onderzoek in afzonderlijke gevallen, voor licenties en soortgelijke verrichtingen;

9. betalingen voor andere in verband met het Nederlandsch-Duitsche handelsverkeer staande, economisch gerechtvaardigde en gebruikelijke kosten, in het bijzonder salarissen, loonen en kantoorkosten van agentschappen en filialen, provisiën, reclamekosten, kosten van rechtsvervolging en terugbetaling van voorgeschoten reiskosten. In gevallen van twijfel zullen de beide Regeeringscommissies zich met elkander er over verstaan, welke soorten van betalingen onder deze bepaling vallen.

Verplichtingen van de in alinea 1, cijfer 1, genoemde soort vallen ook dan onder de bepalingen van dit verdrag, wanneer de verplichting ten aanzien van personen in een derde land bestaat. De wederzijdsche bevoegde autoriteiten kunnen in afzonderlijke gevallen een andere regeling treffen.

Uitgezonderd van de bepalingen van dit verdrag zijn betalingen in contanten in het kleine grensverkeer. De wederzijdsche bevoegde autoriteiten kunnen in onderling overleg uitvoeringsvoorschriften in verband met de uitlegging van het begrip klein grensverkeer in den zin van deze bepaling en voorts met betrekking tot de overigens ten deze in aanmerking komende vraagpunten uitvaardigen.

Artikel 3.

In den zin van artikel 2, cijfer 1, gelden bij den invoer in Nederland als Duitsche goederen zoodanige goederen, welke uitsluitend in Duitschland zijn voortgebracht of aldaar een verwerking of belangrijke bewerking hebben ondergaan, en bij den invoer in Duitschland als Nederlandsche goederen zoodanige goederen, welke uitsluitend in Nederland zijn voortgebracht of die volgens de Duitsche douanebepalingen als Nederlandsche goederen worden aangemerkt.

Artikel 4.

Duitsche schuldenaren, die jegens Nederlandsche schuldeischers verplichtingen — als in artikel 2 bedoeld — hebben, moeten bij het vervallen daarvan betaling verrichten in Reichsmark aan de ,,Deutsche Verrechnungskasse". Luidt de verplichting van den Duitschen schuldenaar in een andere valuta dan

8. Zahlungen für Patentgebühren, sowie vorbehaltlich besonderer Prüfung im Einzelfall für Lizenzen und ähnliche Leistungen;

9. Zahlungen für sonstige in Verbindung mit dem deutsch-niederländischen Handelsverkehr stehende, wirtschaftlich gerechtfertigte und übliche Kosten, insbesondere Gehälter, Löhne und Bürokosten von Vertretungen und Filialen, Provisionen, Werbungskosten, Kosten der Rechtsverfolgung und Rückerstattungen verauslagter Reisekosten. In Zweifelsfällen werden sich die beiden Regierungsausschüsse darüber verständigen, welche Arten von Zahlungen unter diese Bestimmung fallen.

Als unter die Bestimmungen des Vertrages fallend gelten Verbindlichkeiten der im Abs. 1 Ziffer 1 genannten Art auch dann, wenn die Verpflichtng gegenüber Personen in einem dritten Lande besteht. Die beiderseits zuständigen Stellen können im Einzelfall eine andere Regelung treffen.

Ausgenommen von den Bestimmungen dieses Vertrages sind Barzahlungen im kleinen Grenzverkehr. Die beiderseits zuständigen Stellen können im gegenseitigen Einvernehmen Ausführungsvorschriften zur Auslegung des Begriffs kleiner Grenzverkehr im Sinne dieser Bestimmung sowie zu den sonst in dieser Hinsicht in Betracht kommenden Fragen erlassen.

Artikel 3.

Im Sinne des Artikel 2 Ziffer 1 gelten bei der Einfuhr nach den Niederlanden als deutsche Waren solche Waren, die ausschliesslich in Deutschland erzeugt worden sind oder dort eine Verarbeitung oder eine erhebliche Bearbeitung erfahren haben, und bei der Einfuhr nach Deutschland als niederländische Waren solche Waren, die ausschliesslich in den Niederlanden erzeugt worden sind oder die nach den deutschen Zollvorschriften als niederländische Waren betrachtet werden.

Artikel 4.

Deutsche Schuldner, die gegenüber niederländischen Gläubigern Verpflichtungen der in Artikel 2 genannten Art haben, haben bei Fälligkeit Zahlung in Reichsmark an die Deutsche Verrechnungskasse zu leisten. Lautet die Verpflichtung des deutschen Schuldners auf eine andere Währung als Reichsmark,

Reichsmark, dan moet de tegenwaarde van het verschuldigde bedrag in Reichsmark worden betaald, berekend naar den gemiddelden koers van de betrokken geldsoort, die aan de Berlijnsche Beurs genoteerd wordt op den beursdag aan den dag der betaling voorafgaande.

Nederlandsche schuldenaren, die jegens Duitsche schuldeischers verplichtingen — als in artikel 2 bedoeld — hebben, moeten bij het vervallen daarvan betaling verrichten in guldens aan het Nederlandsch Clearinginstituut. Luidt de verplichting van den Nederlandschen schuldenaar in een andere valuta dan guldens, dan moet de tegenwaarde van het verschuldigde bedrag worden betaald in guldens, berekend naar de officiele Nederlandsche noteering van de betrokken geldsoort op den beursdag aan den dag der betaling voorafgaande.

Artikel 5.

De Duitsche schuldenaren betalen met bevrijdende kracht aan de ,,Deutsche Verrechnungskasse''. De Nederlandsche schuldenaren betalen met bevrijdende kracht aan het Nederlandsch Clearinginstituut.

Uitbetaling aan Duitsche schuldeischers geschiedt door de ,,Deutsche Verrechnungskasse'', uitbetaling aan Nederlandsche schuldeischers door het Nederlandsch Clearinginstituut en zulks naar mate van de telkens beschikbare bedragen en in de tijdsvolgorde waarin de stortingen hebben plaats gevonden, voor zoover — wat betreft de tijdsvolgorde — de beide Regeeringen of de autoriteiten, die daartoe door haar gemachtigd zijn, in uitzonderingsvallen niet iets anders bepalen.

Artikel 6.

Aan het Nederlandsch Clearinginstituut en aan de ,,Deutsche Verrechnungskasse'' wordt overgelaten in gemeen overleg de hun noodzakelijk voorkomende betalingstechnische maatregelen te treffen.

De beide verrekeningsinstituten hebben het recht, gestorte bedragen, die zij beschouwen als niet onder de bepalingen van het Verdrag inzake het Betalingsverkeer te vallen, zonder toestemming van den begunstigde aan den schuldenaar terug te betalen.

so ist der Gegenwert des geschuldeten Betrages in Reichsmark zu zahlen unter Umrechnung zum Mittelkurs der betreffenden Währung, der an der Berliner Börse an dem der Zahlung vorangehenden Börsentag notiert wird.

Niederländische Schuldner, die gegenüber deutschen Gläubigern Verpflichtungen der in Artikel 2 genannten Art haben, haben bei Fälligkeit Zahlung in Gulden an das Nederlandsch Clearinginstituut zu leisten. Lautet die Verpflichtung des niederländischen Schuldners auf eine andere Währung als Gulden, so ist der Gegenwert des geschuldeten Betrages in Gulden zu zahlen unter Umrechnung nach den amtlichen niederländischen Notierungen der betreffenden Währungen an dem der Zahlung vorangehenden Börsentag.

Artikel 5.

Die deutschen Schuldner zahlen mit befreiender Wirkung an die Deutsche Verrechnungskasse. Die niederländischen Schuldner zahlen mit befreiender Wirkung an das Nederlandsch Clearinginstituut.

Die Zahlungen an deutsche Gläubiger werden von der Deutschen Verrechnungskasse, die Zahlungen an niederländische Gläubiger von dem Nederlandsch Clearinginstituut geleistet, und zwar nach Massgabe der jeweils verfügbaren Beträge und in der zeitlichen Reihenfolge, in welcher die Beträge eingezahlt worden sind, soweit nicht, was die Reihenfolge anlangt, die beiden Regierungen oder die von ihnen beauftragten Stellen in Ausnahmefällen etwas anderes bestimmen.

Artikel 6.

Es bleibt der Deutschen Verrechnungskasse und dem Nederlandsch Clearinginstituut vorbehalten, im gegenseitigen Einvernehmen die ihnen notwendig erscheinenden zahlungstechnischen Massnahmen zu treffen.

Die beiden Verrechnungsanstalten sind berechtigt, eingezahlte Beträge, die sie als nicht unter die Bestimmungen des Verrechnungsvertrages fallend ansehen, ohne Zustimmung des Begünstigten an den Schuldner zurückzuzahlen.

Artikel 7.

In het belang van een gemakkelijker afwikkeling van het verrekeningsverkeer zal rechtstreeksche verrekening van vorderingen met economisch gerechtvaardigde en gebruikelijke, in het land van den schuldenaar ontstane transportkosten en invoerrechten, kantoorkosten, salarissen en loonen van agentschappen en filialen, provisiën en kosten voor zakenreizen toegelaten zijn. De wederzijdsche bevoegde autoriteiten zullen in onderling overleg richtlijnen voor de hierbij toe te passen procedure opstellen.

Artikel 8.

Tot storting bij de „Deutsche Verrechnungskasse" zijn slechts die Duitsche schuldenaren gerechtigd, welke een desbetreffende vergunning (Devisenbescheinigung) van de bevoegde Duitsche „Ueberwachungs-", of „Devisenstelle" verkregen hebben.

De Nederlandsche Regeering behoudt zich het recht voor harerzijds de storting bij het Nederlandsch Clearinginstituut eveneens afhankelijk te stellen van een zoodanige vergunning.

Artikel 9.

Rechtstreeksche verrekeningen van wederzijdsche vorderingen in verband met het Nederlandsch-Duitsche goederenverkeer zijn slechts toegestaan met toestemming van de wederzijdsche bevoegde autoriteiten. Compensatie-transacties, voor welke de vergunning van de bevoegde Duitsche autoriteit vóór den 24sten September 1934 is afgegeven, kunnen nog worden afgewikkeld.

„Ausländersonderconto's für Inlandszahlungen", die ten gunste van Nederlandsche firma's bij een Duitsche deviezenbank geopend zijn, kunnen blijven bestaan. De opening van nieuwe „Ausländersonderconto's für Inlandszahlungen" is slechts met toestemming van de wederzijdsche bevoegde autoriteiten toegestaan.

Artikel 10.

De gedeeltelijke betaling van met Kreditsperrmark of Registermark vanuit Duitschland naar Nederland uitgevoerde goederen is slechts toegestaan met toestemming van de wederzijdsche bevoegde autoriteiten. Voor zoover toestemming tot zoodanige

Artikel 7.

Im Interesse einer erleichterten Abwicklung des Verrechnungsverkehrs wird die unmittelbare Verrechnung von Forderungen mit wirtschaftlich gerechtfertigten und üblichen, in dem Lande des Schuldners entstandenen Transportkosten und Zöllen, Bürokosten, Gehältern und Löhnen von Vertretungen und Filialen, Provisionen und Kosten für Geschäftsreisen zugelassen werden. Die beiderseits zuständigen Stellen werden im gegenseitigen Einvernehmen Richtlinien für das hierbei anzuwendende Verfahren aufstellen.

Artikel 8.

Zur Einzahlung bei der Deutschen Verrechnungskasse sind nur solche deutschen Schuldner berechtigt, die eine entsprechende Genehmigung (Devisenbescheinigung) der zuständigen deutschen Ueberwachungsstelle oder Devisenstelle erhalten haben.

Die Niederländische Regierung behält sich das Recht vor, ihrerseits die Einzahlung bei dem Nederlandsch Clearinginstituut von einer entsprechenden Genehmigung abhängig zu machen.

Artikel 9.

Unmittelbare Verrechnungen gegenseitiger Forderungen aus dem deutsch-niederländischen Warenverkehr sind nur mit Zustimmung der beiderseits zuständigen Stellen zulässig. Verrechnungsgeschäfte, für welche die Genehmigung der zuständigen deutschen Behörde vor dem 24. September 1934 erteilt ist, können noch abgewickelt werden.

Ausländersonderkonten für Inlandszahlungen, die zugunsten niederländischer Firmen bei einer deutschen Devisenbank errichtet sind, können bestehen bleiben. Die Errichtung neuer Ausländersonderkonten für Inlandszahlungen ist nur mit Zustimmung der beiderseits zuständigen Stellen zulässig.

Artikel 10.

Die teilweise Bezahlung deutscher Warenausfuhr nach den Niederlanden mit Kreditsperrmark oder Registermark ist nur mit Zustimmung der beiderseits zuständigen Stellen zulässig. Soweit die Zustimmung zu derartigen Zahlungen durch die

betalingen door de bevoegde Duitsche autoriteit vóór den 24sten September 1934 is afgegeven, kunnen deze zaken nog worden afgewikkeld.

Artikel 11.

De uitgaven van Nederlandsche zeeschepen in Duitsche havens en van Duitsche zeeschepen in Nederlandsche havens, alsmede overige betalingen in het wederzijdsche zeevrachtverkeer, vallen, behoudens de bepaling in artikel 2, cijfer 5, niet onder het verrekeningsverkeer.

De Duitsche Regeering zal, zooveel als eenigszins mogelijk, deviezen ter beschikking stellen om de betaling van zeevrachten van Duitsche uitvoergoederen, die op Nederlandsche zeeschepen vervoerd worden, mogelijk te maken. Bij de toewijzing van deviezen voor zeevrachten in het algemeen zal de Duitsche Regeering de vrachten van Nederlandsche zeeschepen even gunstig behandelen als de vrachten voor de zeeschepen van eenig ander land.

De Duitsche Regeering zal er verder voor zorgen, dat Nederlandschen scheepvaartondernemingen de vergunning gegeven wordt, de met de bedrijfsuitoefening in Duitschland samenhangende uitgaven met de inkomsten van het Duitsche bedrijf te verrekenen. Als uitgaven voor de bedrijfsuitoefening zijn in het bijzonder te beschouwen kantoorkosten, loonen en salarissen, scheepsbenoodigdheden,(provisiën, onderhouds- en uitrustingskosten, dokkosten, reclamekosten, vrachtrabatten, plaatskosten (liggelden en ladings- en verladingskosten enz.) en uitgaven voor Duitsche bunkerkolen (ook in buitenlandsche havens).

Artikel 12.

De Duitsche Regeering zal bij de toewijzing van deviezen voor den aankoop van grondstoffen en levensmiddelen, die Duitschland door middel van den tusschenhandel over Nederland pleegt te betrekken, geen maatregelen treffen om het gebruikelijke evenredige aandeel van Nederland aan de verzorging van Duitschland met deze goederen te verminderen.

Artikel 13.

Van de op grond van dit verdrag op de rekening bij het Nederlandsch Clearinginstituut gestorte bedragen wordt een bepaald

zuständige deutsche Behörde vor dem 24. September 1934 erteilt ist, können diese Geschäfte noch abgewickelt werden.

Artikel 11.

Die Ausgaben deutscher Seeschiffe in niederländischen Häfen und niederländischer Seeschiffe in deutschen Häfen, sowie sonstige Zahlungen im beiderseitigen Seefrachtverkehr unterliegen vorbehaltlich der Bestimmung in Artikel 2 Ziffer 5 nicht dem Verrechnungsverkehr.

Die Deutsche Regierung wird, soweit als irgend möglich, Devisen zur Verfügung stellen, um die Bezahlung von Seefrachten deutscher Ausfuhrwaren, die auf niederländischen Seeschiffen befördert werden, zu ermöglichen. Bei der Zuteilung von Devisen für Seefrachten im allgemeinen wird die Deutsche Regierung den Frachten niederländischer Schiffe eine ebenso günstige Behandlung zuteil werden lassen, wie den Frachten der Seeschiffe irgend eines anderen Landes.

Die Deutsche Regierung wird ferner dafür sorgen, dass niederländischen Schiffahrtsgesellschaften die Genehmigung erteilt wird, die mit ihrem Geschäftsbetrieb in Deutschland zusammenhängenden Ausgaben mit den Einnahmen aus dem deutschen Geschäft zu verrechnen. Als Ausgaben für den Geschäftsbetrieb sind insbesondere Bürounkosten, Löhne und Gehälter, Schiffsbedürfnisse, Provisionen, Instandhaltungs- und Instandsetzungskosten, Dockkosten, Werbungskosten, Frachtrabatte, Platzkosten (Liege- und Stauerkosten, Umladegebühren usw.) und Kosten für deutsche Bunkerkohlen (auch in ausländischen Häfen) zu betrachten.

Artikel 12.

Die Deutsche Regierung wird bei der Zuteilung von Devisen zum Kauf von Rohstoffen und Lebensmitteln, die Deutschland im Wege des Zwischenhandels über die Niederlande zu beziehen pflegt, keine Massnahmen treffen, um den herkömmlichen verhältnismässigen Anteil der Niederlande an der Versorgung Deutschlands mit diesen Waren zu verringern.

Artikel 13.

Von den auf Grund dieses Vertrages auf dem Konto bei dem Nederlandsch Clearingsinstituut eingezahlten Beträgen wird ein

overeengekomen aandeel op een vrije rekening van de Reichsbank bij De Nederlandsche Bank N. V. overgeschreven.

Verder worden, zoolang niet anders wordt bepaald, 18 % van de totaalbedragen, die op grond van het Verdrag inzake het Betalingsverkeer bij het Nederlandsch Clearinginstituut binnenkomen, er toe aangewend om bedragen, die op het ,,Sonderkonto'' van De Nederlandsche Bank N. V. bij de Reichsbank staan en om andere verplichtingen tegenover Nederlandsche schuldeischers tengevolge van den invoer van goederen en tengevolge van de in artikel 2 van het Verdrag inzake het Betalingsverkeer opgesomde dienstverrichtingen, als ook die uit het zeescheepvaartverkeer, te voldoen, voor welke verplichtingen de benoodigde deviezen tot dusver niet konden worden verschaft. Over de vorderingen, die volgens de bepalingen van deze alinea moeten worden voldaan, zullen de Regeeringen zich uiterlijk 15 Januari [1]) 1935 verstaan.

De beide Regeeringen kunnen een vermindering van het percentage overeenkomen, wanneer de ontwikkeling van het goederenverkeer zulks gerechtvaardigd doet voorkomen.

Artikel 14.

Iedere Nederlandsche schuldeischer, die eene nog niet op het ,,Sonderkonto'' van De Nederlandsche Bank N. V. bij de Reichsbank of op een tusschenkonto bij een deviezenbank staande vordering van den in artikel 13, alinea 2, eerste zin, genoemden aard bezit, kan verlangen, dat de schuldenaar de tegenwaarde zijner vordering zoo spoedig mogelijk in Reichsmark op een afzonderlijk ,,Treuhänderkonto'' bij een Duitsche deviezenbank [2]) stort en wel na omrekening tegen den gemiddelden koers van de betreffende geldsoort, die aan de Berlijnsche Beurs op den aan de storting voorafgaanden beursdag wordt genoteerd.

Blijkt bij de vereffening van de schuld volgens de in artikel 13, alinea 2, bedoelde procedure, dat het benoodigde bedrag aan Reichsmark grooter is dan het op het ,,Treuhänderkonto'' gestorte bedrag, dan moet de schuldenaar het verschil bijstorten. Is het benoodigde bedrag kleiner, dan wordt het overschot aan den schuldenaar teruggegeven.

---

[1]) Partijen zijn nader overeengekomen in plaats van Januari te lezen Maart.

[2]) Partijen zijn nader overeengekomen in plaats van ,,op een afzonderlijk Treuhänderconto bij een Duitsche devisenbank'' te lezen ,,op het Treuhänderconto ,,Niederlande'' bij de ,,Deutsche Verrechnungskasse''.

besonders vereinbarter Anteil auf ein freies Konto der Reichsbank bei De Nederlandsche Bank N. V. übertragen.

Ferner werden bis auf weiteres 18 % der Gesamtbeträge, die auf Grund des Verrechnungsvertrages bei dem Nederlandsch Clearinginstituut eingehen, dazu verwandt, um Beträge, die auf dem Sonderkonto der Nederlandsche Bank N. V. bei der Reichsbank stehen, und sonstige Verpflichtingen gegenüber niederländischen Gläubigern aus der Einfuhr von Waren und den in Artikel 2 des Verrechnungsvertrages aufgeführten Leistungen sowie aus dem Seeschiffahrtsverkehr abzudecken, für welche die erforderlichen Devisen bisher nicht zugeteilt werden konnten. Ueber die Forderungen, die nach den Bestimmungen dieses Absatzes abgedeckt werden sollen, werden sich die Regierungen bis zum 15. Januar [1]) 1935 verständigen. Die beiden Regierungen können sich über eine Herabsetzung dieses Prozentsatzes verständigen, wenn die Entwicklung des Warenverkehrs dies gerechtfertigt erscheinen lässt.

Artikel 14.

Jeder niederländische Gläubiger, der eine noch nicht auf dem Sonderkonto der Nederlandsche Bank N. V. bei der Reichsbank oder auf einem Zwischenkonto bei einer Devisenbank stehende Forderung der in Artikel 13 Abs. 2 Satz 1 genannten Art besitzt, kann verlangen, dass der Schuldner den Gegenwert der Forderung alsbald in Reichsmark auf ein besonderes Treuhänderkonto bei einer deutschen Devisenbank [2]) einzahlt, und zwar unter Umrechnung zum Mittelkurs der betreffenden Währung, der an der Berliner Börse an dem der Zahlung vorangehenden Börsentag notiert wird. Stellt sich bei der Begleichung der Schuld in dem in Artikel 13 Absatz 2 vorgesehenen Verfahren heraus, dass der erforderliche Reichsmarkbetrag grösser ist als der auf das Treuhänderkonto eingezahlte Betrag, so hat der Schuldner den Unterschied nachzuzahlen. Ist der erforderliche Betrag kleiner, so wird der Ueberschuss dem Schuldner zurückvergütet.

---

[1]) Partijen zijn nader overeengekomen in plaats van Januar te lezen März.

[2]) Partijen zijn nader overeengekomen in plaats van „auf ein besonderes Treuhänderkonto bei einer deutsche Devisenbank" te lezen „auf das Treuhänderkonto „Niederlande" bei der Deutschen Verrechnungskasse".

Artikel 15.

Iedere Regeering zal een Regeeringscommissie, bestaande uit ambtenaren van de betrokken ministeries, instellen. Deze commissies hebben tot taak in voortdurend rechtstreeksch contact die vraagstukken te behandelen, die met de toepassing van dit verdrag samenhangen.

De beide Regeeringen zullen elkaar in kennis stellen van de samenstelling der Regeeringscommissies.

Artikel 16.

Om een zoo vlot mogelijk verloop van het betalingsverkeer te verzekeren, zullen de beide verdragsluitende Partijen de ontwikkeling van het goederenverkeer op de daarvoor vereischte wijze regelen.

Tot dit doel ontvangen de in artikel 15 genoemde Regeeringscommissies in het bijzonder opdracht voortdurend de ontwikkeling van het goederen- en scheepvaartverkeer te volgen en de met het oog op den stand van de verrekeningskonti benoodigde maatregelen vast te stellen.

Artikel 17.

Dit verdrag moet bekrachtigd worden. Het treedt den vijftienden dag nà de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden, welke zoo spoedig mogelijk te Berlijn zal plaats vinden, in werking.

Artikel 18.

Dit verdrag blijft tot en met 31 December 1936 van kracht. Het kan nochtans vóór dien datum met inachtneming van een termijn van 3 maanden, en voor het geval ingrijpende wijzigingen intreden in de verhoudingen, op grondslag waarvan het gesloten is, met inachtneming van een termijn van 14 dagen aan het eind van iedere kalendermaand worden opgezegd.

Treedt het verdrag door opzegging of door afloop buiten werking, dan kunnen vóór de opzegging of den afloop tot stand gekomen onder het verrekeningsverkeer vallende verplichtingen ook na de buitenwerkingtreding nog door stortingen ingevolge de bepalingen van het verdrag afgewikkeld worden.

Blijft na de buitenwerkingtreding van het verdrag uit de stortingen bij een van de beide vereffeningsinstituten nog een

Artikel 15.

Jede Regierung wird einen Regierungsausschuss, bestehend aus Mitgliedern der beteiligten Ministerien, einsetzen. Aufgabe dieser Ausschüsse ist es, in ständiger unmittelbarer Fühlungnahme diejenigen Fragen zu behandeln, die mit der Durchführung dieses Vertrages zusammenhängen. Ueber die Zusammensetzung der Regierungsausschüsse werden sich die beiden Regierungen Mitteilung machen.

Artikel 16.

Um eine möglichst reibungslose Durchführung des Zahlungsverkehrs zu sichern, werden die beiden vertragschliessenden Teile die Entwicklung des Warenaustausches in der erforderlichen Weise regeln.

Zu diesem Zweck werden die in Artikel 15 erwähnten Regierungsausschüsse insbesondere beauftragt, laufend den Waren- und Schiffahrtsverkehr zu überprüfen und die unter Berücksichtigung des Standes der Verrechnungskonten erforderlichen Massnahmen zu vereinbaren.

Artikel 17.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Er tritt am 15. Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der sobald als möglich in Berlin erfolgen soll, in Kraft.

Artikel 18.

Dieser Vertrag bleibt bis zum 31. Dezember 1936 in Geltung. Er kann jedoch schon vorher mit einer Frist von 3 Monaten und, falls wesentliche Änderungen in den Verhältnissen eintreten, auf deren Grundlage er geschlossen ist, mit einer Frist von 14 Tagen zum Ende eines Kalendermonats gekündigt werden.

Tritt der Vertrag durch Kündigung oder Zeitablauf ausser Kraft, so können die vor der Kündigung oder dem Ablauf entstandenen, unter den Verrechnungsverkehr fallenden Verbindlichkeiten auch nach seinem Ausserkrafttreten noch durch Einzahlungen gemäss den Bestimmungen des Vertrages abgewickelt werden.

Bleibt nach dem Ausserkrafttreten des Vertrages aus den Einzahlungen bei einer der beiden Verrechnungsanstalten noch

overschot uitstaan, dan kunnen de in artikel 2 van het verdrag vermelde verplichtingen nog zoo lang in het verrekeningsverkeer overeenkomstig de bepalingen van het verdrag afgewikkeld worden, tot het overschot verdwenen is.

Geschied in tweevoud in de Nederlandsche en Duitsche taal, te 's-Gravenhage, den 5den December 1934.

H. M. Hirschfeld. Dr. Koehler.

ein Restbetrag stehen, so können die in Artikel 2 des Vertrages vorgesehenen Verbindlichkeiten noch so lange im Verrechnungsverkehr gemäss den Bestimmungen des Vertrages abgewickelt werden, bis der Restbetrag aufgelöst ist.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und niederländischer Sprache im Haag am 5 Dezember 1934.

Dr. KOEHLER. H. M. HIRSCHFELD.

De Voorzitter der
Nederlandsche Delegatie.

's-Gravenhage, 5 December 1934.

Mijnheer de Voorzitter,

Ik heb de eer U te bevestigen, dat in verband met de heden plaats gevonden hebbende onderteekening van het Nederlandsch-Duitsch Verdrag inzake het Betalingsvekeer, tusschen de Nederlandsche en de Duitsche Regeering overeenstemming bereikt is omtrent het volgende:

De verdragsluitende Regeeringen zullen het Verdrag inzake het Betalingsverkeer, voor zoover het gaat om betalingen van Duitsche schuldenaren aan de „Deutsche Verrechnungskasse" en om betalingen van Nederlandsche schuldenaren in Nederland en Nederlandsch-Indië aan het Nederlandsch Clearinginstituut, vanaf 10 December 1934, zulks echter met terugwerkende kracht tot op 1 December 1934, voorloopig toepassen.

Voor zoover het gaat om betalingen van Nederlandsche schuldenaren in Suriname en Curaçao aan het Nederlandsch Clearinginstituut, zal de Nederlandsche Regeering aan de Duitsche Regeering den dag van de voorloopige toepassing zoo spoedig mogelijk mededeelen. Reeds vóór dezen dag kunnen nochtans zoodanige betalingen met bevrijdende kracht aan het Nederlandsch Clearinginstituut worden verricht.

De op het oogenblik voor het Nederlandsch-Duitsche betalingsverkeer geldende voorloopige regeling treedt op het oogenblik van de voorloopige toepassing van het heden onderteekende Verdrag inzake het Betalingsverkeer buiten kracht.

Ik maak van deze gelegenheid gebruik om U, Mijnheer de Voorzitter, mijn bijzondere hoogachting te betuigen.

H. M. Hirschfeld.

Aan den Voorzitter der Duitsche Delegatie, den Heer Dr. Koehler,
's-Gravenhage.

Der Vorsitzende der
Deutschen Delegation.

Im Haag, den 5. Dezember 1934.

Herr Vorsitzender!

Ich beehre mich Ihnen zu bestätigen, dass aus Anlass der heute erfolgten Unterzeichnung des deutsch-niederländischen Verrechnungsvertrages zwischen der Deutschen und der Königlich Niederländischen Regierung folgende Vereinbarung getroffen worden ist:

Die vertragschliessenden Regierungen werden den Verrechnungsvertrag soweit es sich um Zahlungen deutscher Schuldner an die Deutsche Verrechnungskasse und um Zahlungen niederländischer Schuldner in den Niederlanden und Niederländisch-Indien an das Nederlandsch Clearingsinstituut handelt, vom 10. Dezember 1934 ab, jedoch rückwirkend auf den 1. Dezember 1934, vorläufig anwenden.

Soweit es sich um Zahlungen niederländischer Schuldner in Surinam und Curaçao an das Nederlandsch Clearinginstituut handelt, wird die Königlich Niederländische Regierung der Deutschen Regierung den Tag der vorläufigen Anwendung sobald wie möglich mitteilen. Schon vor diesem Tag können jedoch solche Zahlungen mit befreiender Wirkung an das Nederlandsch Clearinginstituut geleistet werden.

Die zur Zeit für den deutsch-niederländischen Verrechnungsverkehr geltende vorläufige Regelung tritt mit dem Zeitpunkt der vorläufigen Anwendung des heute unterzeichneten Verrechnungsvertrages ausser Kraft.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

Dr. Koehler.

An
den Vorsitzenden der Niederländischen
Delegation Herrn Dr. Hirschfeld,
im Haag.

VERTALING.

De Voorzitter der
Duitsche Delegatie.

's-Gravenhage, 5 December 1934.

Mijnheer de Voorzitter,

Ik heb de eer U te bevestigen, dat in verband met de heden plaats gevonden hebbende onderteekening van het Duitsch-Nederlandsch Verdrag inzake het Betalingsverkeer, tusschen de Duitsche en de Nederlandsche Regeering overeenstemming bereikt is omtrent het volgende:

De verdragsluitende Regeeringen zullen het Verdrag inzake het Betalingsverkeer, voor zoover het gaat om betalingen van Duitsche schuldenaren aan de „Deutsche Verrechnungskasse" en om betalingen van Nederlandsche schuldenaren in Nederland en Nederlandsch-Indië aan het Nederlandsch Clearinginstituut, vanaf 10 December 1934, zulks echter met terugwerkende kracht tot op 1 December 1934, voorloopig toepassen.

Voor zoover het gaat om betalingen van Nederlandsche schuldenaren in Suriname en Curaçao aan het Nederlandsch Clearinginstituut, zal de Nederlandsche Regeering aan de Duitsche Regeering den dag van de voorloopige toepassing zoo spoedig mogelijk mededeelen. Reeds vóór dezen dag kunnen nochtans zoodanige betalingen met bevrijdende kracht aan het Nederlandsch Clearinginstituut worden verricht.

De op het oogenblik voor het Nederlandsch-Duitsche betalingsverkeer geldende voorloopige regeling treedt op het oogenblik van de voorloopige toepassing van het heden onderteekende Verdrag inzake het Betalingsverkeer buiten kracht.

Ik maak van deze gelegenheid gebruik om U, Mijnheer de Voorzitter, mijn bijzondere hoogachting te betuigen.

Dr. Koehler.

Aan den Voorzitter der Nederlandsche Delegatie, den Heer Dr. Hirschfeld,
's-Gravenhage.

1935. No. 97.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 20 Augustus 1935, *waarbij wordt afgekondigd de Wet van den 27sten Juni 1935 (Staatsblad No. 374), houdende wijziging van de Surinaamsche begrooting voor het dienstjaar 1933.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande Wet.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat het noodig is gebleken de koloniale huishoudelijke begrooting van *Suriname* voor het dienstjaar 1933, vastgesteld bij de wet van 21 April 1933 (*Staatsblad* n°. 182, *Gouvernementsblad* n°. 60) te wijzigen;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Artikel I.

De volgende artikelen van de koloniale huishoudelijke begrooting van *Suriname* voor het dienstjaar 1933 worden *verhoogd* en mitsdien gebracht op de daarbij vermelde bedragen:

	wordt verhoogd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 4. Boeken, kantoor-, lokaal- en andere huishoudelijke behoeften, telegrammen, schrijfloonen, drukwerken, benevens reis- en verblijfkosten van-, alsmede huur van voertuigen voor leden der Koloniale Staten	f 1 500	f 8 750
Artikel 16. Uit- en terugzending van burgerlijke ambtenaren en daarmede in verband staande uitgaven, uitkeeringen ingevolge het „West-Indisch detacheeringsbesluit 1930", overtocht van met		

	wordt verhoogd met:	en mitsdien gebracht op:
verlof terugkeerende en gepensionneerde ambtenaren met hunne gezinnen, benevens terugbetaling van uit eigen middelen betaalde overtochtskosten	f 2 000	f 34 000
Artikel 29. Bewaking van veroordeelden en aangehoudenen	284	35 500
Artikel 35. Wapenen, munitie, ledergoed, aankoop en onderhoud van rijwielen ten dienste van de politie en toelagen voor het gebruik van eigen rijwielen	10 100	17 500
Artikel 50. Voorschotten ter bevordering van den klein-landbouw, van kleine industrieën, van de veeteelt en van de visscherij	10 000	16 000
Artikel 55. Andere uitgaven voor den dienst der belastingen	3 250	17 350
Artikel 63. Kosten van onderhoud van de radio-telegraafstations en daarbij behoorende werken, aanschaffing en onderhoud van gereedschappen, werktuigen, brandstoffen, smeermiddelen, aankoop van electrischen stroom en andere uitgaven ten behoeve van den Landsradiotelegraafdienst	8 206	28 366
Artikel 75. Huur van gebouwen of lokalen, vergoeding voor huishuur aan onderwijzers, aan wie een landswoning niet kan worden aangewezen, uitgaven ten behoeve van schooltuinen, schoolmeubelen, schoolbehoeften en andere uitgaven	3 310	22 810
Artikel 84. Uitgaven ten behoeve van de ouden, gebrekkigen en onvermogenden binnen en buiten het gesticht Landsgrond Boniface	11 955	64 455

	wordt verhoogd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 91. Kosten van veldproeven, onderzoekingen en proefnemingen	f 20 000	f 30 000
Artikel 96. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den geneeskundig-inspecteur en van de ambtenaren en beambten van zijn kantoor	3 526	17 300
Artikel 98. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen aan districtsgeneesheeren en van geneesheeren, belast met de armenpraktijk te Paramaribo, zoomede toelagen van hunne vervangers, van geneesheeren voor speciale bevoegdheden en van den beambte, belast met het onderzoek naar den maatschappelijken welstand van aanvragers van genees- en verloskundige hulp	6 284	85 500
Artikel 102. Andere uitgaven voor den openbaren gezondheidsdienst, voor zoover daartoe niet bij andere artikelen afzonderlijke kredieten zijn toegestaan	2 965	8 115
Artikel 110. Kosten van behandeling en verpleging van burgerpersonen in de militaire ziekeninrichtingen, alsmede tegemoetkomingen in deze kosten, voor zooveel een en ander komt ten laste van 's Lands kas	34 250	187 250
Artikel 111. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van het personeel van het Buiten-gasthuis, gelijk mede toelage van den directeur van het weldadigheidsgesticht Landsgrond Boniface	1 312	16 100
Artikel 113. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van het verplegend personeel in het Landsziekenhuis in Nickerie	422	2 620

	wordt verhoogd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 114. Kosten van behandeling en verpleging, alsmede andere uitgaven ten behoeve van lijders in het Landsziekenhuis in Nickerie en in andere ziekeninrichtingen, voor zooveel een en ander komt ten laste van 's Lands kas	f 8 300	f 20 300
Artikel 115. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en daggelden van den geneesheer-directeur en het personeel van de Landsinrichting ter verpleging van krankzinnigen	1 069	36 000
Artikel 129. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van de technische ambtenaren en de opzichters, werkzaam bij den dienst der openbare werken	2 475	33 500
Artikel 135. Onderhoud en reiniging, zoomede aanleg en verbetering van land- en waterwegen en daarmede in verband staande werken te Paramaribo en in de districten en andere uitgaven te dier zake	2 849	299 000
Artikel 136. Uitgaven voor de besproeiing van straten en wegen te Paramaribo	1 100	3 100
Artikel 140. Kosten van nieuwe werken, buitengewone uitgaven voor onderhoud en herstelling van Landsgebouwen en eigendommen en aankoop van onroerende goederen	9 100	9 100
Artikel 149. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, loonen en voeding van het personeel van den veerdienst tusschen Paramaribo en Meerzorg aan den rechteroever der Surinamerivier	856	5 450

	wordt verhoogd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 150. Brandstoffen, smeermiddelen en andere benoodigdheden voor den veerdienst tusschen Paramaribo en Meerzorg aan den rechteroever der Surinamerivier	f 1 720	f 6 720
Artikel 151. Onderhoud van de gebouwen en steigers, zoomede baggerwerken	910	2 910
Artikel 152. Uitgaven voor den verbindingsdienst op de reede van Coronie	16 000	22 500
Artikel 160. Onderhoud en benoodigdheden van het lichtschip, vergoeding voor de uitbestede bediening van het havenlicht te Galibi en voor het onderhoud van den lichtopstand en toebehooren aldaar, brandstoffen en andere benoodigdheden voor de lichttoestellen en voor het havenvuur aan den mond van de Nickerie-rivier, voor het licht aan den mond van de Suriname-rivier, voor het licht te Nieuw-Amsterdam en voor de lichten aan den mond van de Marowijne-rivier en te Coronie, en hetgeen daarmede verder in verband staat, zoomede aankoop en onderhoud van kettingen, ankers en tonneboeien	6 000	16 620
Artikel 165. Grondstoffen, arbeidsloonen, werktuigen, gereedschappen en andere uitgaven voor gewoon en buitengewoon onderhoud van het rollend spoorwegmaterieel, van de gebouwen en inrichtingen van de centrale werkplaats te Beekhuizen en van de Landsvaartuigen, waaronder begrepen de dokkosten van deze, voorts brandstoffen, smeermiddelen en machinekamerbehoeften	5 713	178 313

	wordt verhoogd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 172. Pensioenen aan gewezen burgerlijke Landsdienaren	f 48 000	f 743 000
Artikel 173. Pensioenen aan weduwen en weezen van overleden burgerlijke Landsdienaren	4 000	224 000
Artikel 174. Pensioenen aan gewezen onderwijzers bij het bijzonder onderwijs	14 000	44 000
Artikel 178. Wachtgelden	4 500	44 500
Artikel 180. Onderstanden	900	7 900
Artikel 182. Uitgaven, verband houdende met den crisistoestand	151 000	231 000

Artikel II.

De volgende artikelen der genoemde begrooting worden *verminderd* en mitsdien gebracht op de daarbij vermelde bedragen:

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 1. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den gouvernements-secretaris, tevens agent-generaal voor de immigratie, de ambtenaren en beambten, alsmede toelagen voor de technische voorlichting ten behoeve van het ijkwezen, aan de ambtenaren van den burgerlijken stand, belast met het voltrekken van huwelijken en aan de ambtenaren bij den dienst van de immigratie en op de kantoren der districts-commissarissen, die bedreven zijn in het spreken der talen van de Nederlandsch- en de Britsch-Indische immigranten	f 7 844	f 107 500
Artikel 3. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den griffier en de ambtenaren en beambten ter griffie	750	9 777

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 5. Uitgaven voor de rustende schutterij	f 94	f 6
Artikel 6. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van de districts-commissarissen, -secretarissen, -klerken en surnumerairs, benevens vergoeding voor het gemis van vrije woning	6 808	78 734
Artikel 7. Meubelen en andere uitgaven ten behoeve van de kantoren van de districts-commissarissen, van de plaatsen buiten die kantoren, waar zij zitting houden of huwelijken voltrekken en van de zittingsplaatsen der rechters, alsmede abonnement voor kantoorkosten aan de districts-commissarissen en burger-kapiteins	100	2 600
Artikel 9. Verstrekking van geneesmiddelen en verbandstoffen ten behoeve van in de districten gevestigde ambtenaren en beambten in 's Lands dienst, zoomede van hunne wettige gezinnen, voor zooveel een en ander komt ten laste van 's Lands kas	279	471
Artikel 11. Kosten van terugvoer van immigranten en daarmede in verband staande andere uitgaven, alsmede uitkeeringen aan immigranten, die afzien van het recht op vrije terugreis ...	38 000	120 000
Artikel 12. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen voor het houden van toezicht op voor den kleinlandbouw uitgegeven perceelen land en de Landsstalweiden, zoomede reis-, verblijf- en verhuizingskosten en andere uitgaven	2 607	27 600

	wordt ver minderd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 14. Toelagen van de opperhoofden der Boschnegers en van den vertegenwoordiger van het opperhoofd van den stam der Aucaners, alsmede persoonlijke toelage van den grootkapitein bij dien stam, KANAPÉ	f 1 200	f 1 100
Artikel 17. Kosten, verbonden aan tijdelijke opdrachten aan in Nederland vertoevende Surinaamsche ambtenaren, zoomede aan uitzending van ambtenaren uit Suriname naar Nederland voor studiedoeleinden, een en ander in het belang van den dienst	3 952	48
Artikel 18. Vergoeding wegens reis- en verblijfkosten in Nederland tot het ondergaan van een geneeskundig onderzoek door aan den dienst in Suriname verbonden of daarvoor bestemd of te bestemmen personeel	300	*Memorie*
Artikel 22. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den gouvernements-accountant en den surnumerair of klerk op diens kantoor	592	6 328
Artikel 23. Reis- en verblijfkosten, meubelen, kantoorbehoeften en andere uitgaven van den gouvernements-accountant	125	375
Artikel 24. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de Landsvaartuigen ten behoeve van de Iste afdeeling	9 143	29 057
Artikel 25. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den president en de leden van-, van den procureur-generaal en den advocaat-generaal bij- en van den griffier van het		

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
Hof van Justitie, alsmede van de ambtenaren en beambten, belooning voor het schoonmaken van het gebouw van het Hof van Justitie en van de lokalen, waarin het parket van den procureur-generaal is ondergebracht, zoomede van het gebouw, waarin de rechter-commissaris zitting houdt	f 7 137	f 82 000
Artikel 26. Meubelen, kantoorkosten, boekwerken en andere huishoudelijke uitgaven voor het Hof van Justitie en het parket van den procureur-generaal, drukwerk en abonnement op tijdschriften en nieuwsbladen voor het parket van den procureur-generaal en uitgaven ten behoeve van het hulpkantoor voor den industrieelen eigendom	95	2 855
Artikel 27. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den kantonrechter van Paramaribo, van den griffier bij het oostelijk ommegaand gerecht en van het hun toegevoegde personeel, alsmede belooning voor het schoonmaken van het gebouw, waarin het kantongerecht van Paramaribo is gevestigd	1 639	25 000
Artikel 28. Meubelen, kantoorkosten en andere huishoudelijke uitgaven voor het kantongerecht van Paramaribo, alsmede abonnement voor kantoorkosten en andere huishoudelijke uitgaven van de griffiers in de districten	45	605
Artikel 30. Bovenkleeding en schoeisel voor de gevangenbewaarders en opzichters in het huis van bewaring te Paramaribo en in de strafgevangenis te Nieuw-Amsterdam	203	1 000

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 31. Kantoorkosten voor de beide gevangenissen, zoomede reis- en verblijfkosten, kantoorbehoeften en schrijfloonen voor de commissiën van administratie	f 100	f 350
Artikel 32. Voeding, kleeding, ligging, bewassching, geneesmiddelen en verbandstoffen en verschillende andere uitgaven voor aangehoudenen en veroordeelden, zoomede voor in hechtenis genomenen, alsmede gereedschappen, werktuigen, verlichting en andere huishoudelijke behoeften van de strafgevangenis en huizen van bewaring, enz. en loonen voor het verrichten van huisdiensten door gevangenen	10 042	30 232
Artikel 33. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en daggelden van het politiepersoneel, het kantoorpersoneel en de schoonmaakster van het politiekantoor te Paramaribo	22 348	304 000
Artikel 36. Loon van roeiers, reis- en verblijfkosten, alsmede verhuizingskosten ten behoeve van de politie	4 000	22 000
Artikel 37. Licht en meubelen voor politieposten, kantoorbehoeften voor het politiekantoor te Paramaribo en de politieposten in de districten	475	4 675
Artikel 39. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van de ambtenaren en beambten van den dienst van het toezicht op de Landsbosschen	550	6 850
Artikel 43. Kosten van vervolgingen en procedures, die geheel of gedeeltelijk ten laste van 's Lands kas komen	1 000	5 000

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 44. Reis- en verblijfkosten voor leden van de rechterlijke macht	f 800	f 200
Artikel 45. Kosten van mail-, stop- en brandschoten	32	68
Artikel 46. Terugbetaling aan het Departement van Justitie in Nederland van het door zijne zorg te betalen aandeel van Suriname in de bijdragen van Nederland in de kosten van het kantoor voor het Internationaal Verbond tot bescherming van letterkundige en kunstwerken	35	65
Artikel 47. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de Landsvaartuigen ten behoeve van de IIde afdeeling	5 341	7 659
Artikel 48. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en daggelden van den administrateur van financiën en van de ambtenaren en beambten van zijn kantoor	6 478	79 724
Artikel 49. Kosten van opmetingen ten behoeve van het domeinwezen	400	3 000
Artikel 51. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den controleur der belastingen, den kolonialen ontvanger en betaalmeester, tevens ontvanger der invoerrechten en accijnzen, den ontvanger der belastingen in Nickerie en de ambtenaren en beambten van hunne kantoren	4 212	61 100
Artikel 53. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen, daggelden, tafelgelden van- en voeding voor de ambtenaren bij den actieven dienst der belastingen en bij het toezicht op den		

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
in- en uitvoer te water, alsmede uitgaven van dien aard voor het overige personeel bij 's Lands middelen	f 9 817	f 89 443
Artikel 54. Huur van woningen en toelagen wegens gemis van vrije woning aan den klerk op het ontvangerskantoor in Nickerie en aan ambtenaren der belastingen	110	730
Artikel 56. Aanwezigheidsgeld voor de leden en den secretaris van de commissie van aanslag en van den Raad van Beroep, alsmede voor de raadslieden voor de inkomstenbelasting, aanwezigheidsgeld voor de leden en toelage van den secretaris van de commissie van beoordeeling van de aangiften voor den verkoop van gedistilleerd, alsmede belooningen en aanwezigheidsgeld voor de leden van den Raad van Beroep, enz. inzake toepassing van de tariefverordening	475	875
Artikel 58. Uitgaven voor de bevordering van den afzet van Surinaamsche producten op Curaçao	10 229	8 271
Artikel 59. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van het personeel der posterij	1 205	30 450
Artikel 60. Uitkeeringen, betalingen en andere uitgaven voor den binnen- en buitenlandschen postdienst	2 615	16 865
Artikel 61. Uitgaven ten behoeve van de postspaarbank	725	8 649
Artikel 62. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen, daggelden of andere belooningen van het personeel bij den Lands-radiotelegraafdienst	1 216	30 500

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 67. Rente en aflossing van geleende gelden	f 186 150	f 338 985
Artikel 68. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de Landsvaartuigen ten behoeve van de IIIde afdeeling	321	2 179
Artikel 69. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en vergoeding voor huishuur van de predikanten der Hervormde en Luthersche Gemeenten, van geestelijken der Roomsch-Katholieke Gemeente en van godsdienstleeraren der Evangelische Broedergemeente en der Nederlandsch- en Nederlandsch-Portugeesch-Israëlietische Gemeenten	8 565	88 435
Artikel 71. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den inspecteur voor het onderwijs en van de ambtenaren en beambten van zijn kantoor, zoomede abonnement voor den secretaris der commissie van onderwijs voor kantoorbehoeften en schrijfloonen	337	22 850
Artikel 73. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van bij de scholen werkzaam zijnd personeel, zoomede kosten van bewaken en schoonhouden der scholen	51 481	346 000
Artikel 74. Uitgaven voor het naar en van school vervoeren van onderwijzers aan districtsscholen en van schoolkinderen in de districten	600	2 800
Artikel 76. Uitkeeringen ten behoeve van het bijzonder onderwijs	44 924	668 068
Artikel 77. Toelagen van onderwijzers, in het bezit van de akte landbouwkunde	100	1 100

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 79. Kosten van vervoer en studie van jongelieden, die buiten Suriname eene opleiding ontvangen	f 600	f 1 400
Artikel 80. Uitkeeringen aan opvoedingsgestichten, enz.	1 927	16 946
Artikel 81. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen van den bewaarder en den bediende van de Landsboekerij, zoomede loon voor eene schoonmaakster, benevens vergoeding voor het gemis van vrije woning	89	2 091
Artikel 82. Kosten van de Landsboekerij	25	925
Artikel 83. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en persoonlijke toelage van den directeur-armverzorger, daggelden en toelagen van het personeel en abonnement voor kantoorbehoeften, enz. van de commissie van regenten van het gesticht Landsgrond Boniface	575	12 600
Artikel 85. Bijdragen voor weezenverzorging aan kerkgenootschappen en voor onderhoud van weezen van immigranten	1 828	36 647
Artikel 86. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de Landsvaartuigen ten behoeve van de IVde afdeeling	4 392	14 608
Artikel 87. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den directeur van het landbouwproefstation en de ambtenaren en beambten, verbonden aan het proefstation	1 462	55 200
Artikel 88. Kosten van den cultuurtuin en van de selectie van cultuurgewassen	1 063	11 987

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 93. Uitkeering aan de commissie van advies en onderzoek inzake Surinaamsche houtsoorten, zoomede salaris, bureau- en andere uitgaven van den raadsman voor het groot-houtbedrijf	f 1 000	f 1 400
Artikel 99. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van het verplegend personeel bij de poliklinieken	5 079	22 000
Artikel 100. Kosten van het gereedmaken van geneesmiddelen voor de armenpraktijk, aanschaffing van geneesmiddelen en geneeskundige benoodigdheden uit het Militair Hospitaal en elders, voor zoover niet bij andere artikelen daartoe afzonderlijke kredieten zijn toegestaan	111	28 889
Artikel 101. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van vroedvrouwen, tevens hulppersoneel bij den medischen dienst in de districten	110	3 250
Artikel 103. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van de geneesheeren en het personeel, werkzaam bij de bestrijding van volks- en besmettelijke ziekten	5 625	18 700
Artikel 104. Kosten, verband houdende met de bestrijding van volks- en besmettelijke ziekten	3 000	8 600
Artikel 105. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den gouvernements-scheikundige, den keurmeester voor levensmiddelen en den hulpkeurmeester	664	9 200
Artikel 107. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen, daggelden		

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
en loonen van den gouvernements-veearts, tevens directeur van het slachthuis te Paramaribo, den hulpkeurmeester en het lagere personeel van het slachthuis	f 1 115	f 10 450
Artikel 109. Uitgaven ter verbetering van de veeteelt (met uitzondering van de pluimveeteelt), alsmede daarmede verband houdende premiën	825	175
Artikel 112. Kosten van behandeling en verpleging, alsmede andere uitgaven ten behoeve van de zieken in het Buitengasthuis, voor zooveel een en ander komt ten laste van 's Lands kas	10 000	14 000
Artikel 116. Onderhoud en andere uitgaven ten behoeve van krankzinnigen, alsmede kosten van kantoorbehoeften en van aanschaffing van boeken en tijdschriften en uitgaven voor het landbouwbedrijf in die inrichting ter verpleging van krankzinnigen	8 595	26 405
Artikel 117. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en daggelden van den geneesheer-leproloog en het personeel van de Landsinrichting voor melaatschen	4 320	32 150
Artikel 118. Uitgaven ten behoeve van de verpleegden en van het personeel van die inrichting, alsmede kosten van kantoorbehoeften, aankoop van boeken en aankoop en herstelling van instrumenten	4 090	51 760
Artikel 119. Bijdragen aan particuliere inrichtingen tot afzondering en verpleging van melaatschen	8 190	90 585

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 121. Bijdragen en verstrekkingen aan particuliere klinieken in het boschland	f 1 239	f 761
Artikel 122. Toelagen van de leeraren van de geneeskundige school	500	9 700
Artikel 123. Behoeften voor de geneeskundige school	500	1 700
Artikel 125. Huur van woningen en vergoeding voor het gemis van vrije woning aan districtsgeneesheeren en geneesheeren, belast met de armenpraktijk te Paramaribo, met de bestrijding van volks- en besmettelijke ziekten en met de geneeskundige behandeling in het Buitengasthuis en aan verplegers, verpleegsters en vroedvrouwen in de districten, zoomede huur van gebouwen ten behoeve van de poliklinieken van de armenpraktijk te Paramaribo en in de districten	610	5 450
Artikel 126. Vergoeding voor vervoermiddelen van districtsgeneesheeren, van geneesheeren, belast met de armenpraktijk te Paramaribo en met de bestrijding van volks- en besmettelijke ziekten, van het hulppersoneel en van den gouvernements-veearts; teruggaaf van uitgaven voor de bemanning der vaartuigen van de districtsgeneesheeren, zoomede kosten van autohuur ten behoeve van de geneeskundige inspectie	530	11 740
Artikel 127. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de Landsvaartuigen ten behoeve van de VIde afdeeling	4 170	25 830

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 128. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den directeur van openbare werken en verkeer en van de ambtenaren en beambten van zijn kantoor ..... f	11 563 f	49 500
Artikel 130. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van het werkliedenpersoneel, dat blijvend werkzaam is ten behoeve van de Landsgebouwen, gelijk mede uitgaven voor tijdelijke versterking of ter tijdelijke vervanging van dit personeel	1 342	24 401
Artikel 131. Onderhoud en verbetering van de Landsgebouwen met hun toebehooren, kosten van onderhoud en feestverlichting van den bij het Gouvernementshuis behoorenden tuin, kosten voor klokken en voor aanschaffing van vlaggen en lijnen, zoomede huur van twee perceelen van de plantage Mariënburg tot plaatsing van dienstwoningen voor het Landspersoneel aldaar	1 069	106 800
Artikel 132. Uitgaven voor logeergebouwen in de districten voor in dienst reizende ambtenaren	190	1 060
Artikel 134. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen van het werkliedenpersoneel, dat blijvend werkzaam is ten behoeve van de land- en waterwegen, gelijk mede uitgaven voor tijdelijke versterking of ter tijdelijke vervanging van dit personeel	4 016	24 950
Artikel 139. Uitgaven voor het onderhoud der openbare begraafplaatsen, alsmede loon van los aangehuurd personeel	40	860

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 142. Onderhoud en verbetering van Landsvestigingsplaatsen en andere vestigingen van klein-landbouwers, zoomede van Landsstalweiden ...	f 1 000	f 35 000
Artikel 143. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van de spoorweg-ambtenaren en -beambten, uitgaven voor tijdelijke versterking of ter tijdelijke vervanging van dit personeel en kosten voor geneesmiddelen en verbandstoffen	1 745	36 950
Artikel 144. Aanschaffing, gewoon en buitengewoon onderhoud van de baanvakken en daarbij behoorende kunstwerken, van de gebouwen en inrichtingen, met uitzondering van die te Beekhuizen, en andere uitgaven ten behoeve van den vervoerdienst	5 143	61 300
Artikel 145. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van den technisch ambtenaar en de beambten bij den dienst van het telefoonwezen, zoomede kosten voor geneesmiddelen en verbandstoffen	3 570	30 350
Artikel 146. Onderhoud en verbetering van het Landstelefoonnet, aanleg van nieuwe aansluitingen en daarmede in verband staande uitgaven	500	17 800
Artikel 147. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van het personeel voor den dienst op den afvaartsteiger	534	4 750
Artikel 148. Kosten voor het nazien van gezondheidspassen van- en kosten, te betalen in buitenlandsche havens door Landsvaartuigen, kosten voor het		

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
laden en lossen van goederen te Paramaribo, vergoeding voor geleden schade door het verloren gaan of beschadigen van goederen, verscheept met die vaartuigen, benevens uitkeeringen aan gezagvoerders, stuurlieden, enz. uit de opbrengst van het personen- en goederenvervoer van den zeedienst, alsmede andere uitgaven, verband houdende met den vervoerdienst van deze vaartuigen	f 6 730	f 28 900
Artikel 153. Uitgaven voor den leergang tot opleiding voor het examen van machinist	180	2 800
Artikel 154. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, loonen, toelagen, tafel- en voedinggelden van het personeel van de Landsvaartuigen	3 191	128 690
Artikel 155. Kosten voor de verstrekking van uniformkleeding aan de schepelingen	27	173
Artikel 157. Verstrekking van geneesmiddelen en verbandstoffen aan het personeel, voor zooveel een en ander komt ten laste van 's Lands kas	114	386
Artikel 158. Huur van vaartuigen ten behoeve van rivier- en zeedienst en voor reizen van ambtenaren en commissiën, benevens bijdragen aan particuliere stoomvaartdiensten	200	1 080
Artikel 159. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, loonen en voeding van de bemanning van het lichtschip aan den mond van de Suriname-rivier en toelagen van lichtwachters te Nieuw-Amsterdam en in Nickerie	389	8 300

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 161. Waarneming van de getijbewegingen	f 160	f 40
Artikel 162. Toelage van een seinwachter	50	850
Artikel 163. Vlaggen en andere benoodigdheden voor het seinwezen	300	100
Artikel 164. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen, toelagen en loonen voor het personeel van de centrale werkplaats te Beekhuizen en van den magazijnsdienst aldaar	4 607	89 000
Artikel 168. Bezoldigingen of verlofbezoldigingen en toelagen van het personeel der brandweer	253	3 850
Artikel 169. Aanschaffing en onderhoud van werktuigen, rijwielen en andere benoodigdheden, zoomede andere uitgaven	50	3 200
Artikel 170. Verrekening wegens verleende vervoerdiensten, enz. met de Landsvaartuigen ten behoeve van de VIIIste afdeeling	215	85
Artikel 171. Uitgaven ter verrekening van het tekort op de rekening „Aanvoer van levensmiddelen ten behoeve van de bevolking" (achtste termijn)	3 756	26 244
Artikel 175. Pensioenen aan weduwen en weezen van overleden onderwijzers bij het bijzonder onderwijs	1 350	2 650
Artikel 179. Wachtgelden aan onderwijzers en onderwijzeressen bij het bijzonder onderwijs	14 750	2 250

	wordt verminderd met:	en mitsdien gebracht op:
Artikel 183. Uitgaven voor de waarneming van tijdelijk opengevallen betrekkingen, voor zoover het niet mogelijk is die aan te wijzen op de artikelen, waarin de bezoldigingen voor die betrekkingen zijn omschreven ..... f	206 f	11 794
Artikel 185. Kinderbijslagen	4 600	22 400

Artikel III.

De aftrekpost ,,te verminderen wegens tijdelijke korting op ,,de wedden en inkomsten van het landspersoneel f 182 000'' vervalt.

Artikel IV.

Het eindcijfer der voormelde begrooting wordt, tengevolge van de in de **artikelen I** tot en met **III** dezer wet vermelde wijzigingen, verminderd met f 19 815 *(negentien duizend achthonderd vijftien gulden)* en daardoor gebracht op f 6 747 717 *(zes millioen zevenhonderd zeven en veertig duizend zevenhonderd zeventien gulden)*.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven ten Paleize het Loo, den 27sten Juni 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *twaalfden* Juli 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernements-blad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 20sten Augustus 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 4den September 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 98.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

VERORDENING van 18 Mei 1935 *waarbij met nadere wijziging van de verordening van 13 Juli 1932 (G. B. No. 68), voor het jaar 1936 met betrekking tot de ondersteuning in de kosten van voorziening in de behoefte aan schoollokalen en voor administratiekosten, wordt afgeweken van het Koninklijk besluit van den 4den December 1925 No. 23 (G. B. No. 93), inzake uitkeeringen uit 's Landskas aan besturen van bijzondere scholen voor Lager Onderwijs in Suriname en nopens inkomsten der onderwijzers bij het Openbaar Lager Onderwijs in dat gewest.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende, dat het noodig is de verordening van 13 Juli 1932 (G. B. No. 68) tot afwijking met betrekking tot de ondersteuning in de behoefte aan schoollokalen en voor administratiekosten voor het jaar 1933 van het Koninklijk besluit van den 4den December 1925 No. 23 (G. B. No. 93), *inzake uitkeeringen uit 's Landskas aan besturen van bijzondere scholen voor Lager Onderwijs in Suriname en nopens inkomsten der onderwijzers bij het Openbaar Lager Onderwijs in dat gewest*, zooals deze verordening luidt na de daarin bij de verordeningen van 17 Mei 1933 (G. B. No. 97) en 21 November 1934 (G. B. No. 98) aangebrachte wijzigingen, nader te wijzigen:

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

vastgesteld onderstaande verordening:

Eenig artikel.

In het Eenig artikel van de verordening van 13 Juli 1932 (G. B. No. 68) tot afwijking, met betrekking tot de ondersteuning

in de kosten van voorziening in de behoefte aan schoollokalen en voor administratiekosten voor het jaar 1933 van het Koninklijk besluit van den 4den December 1925 No. 23 (G. B. No. 93), *inzake uitkeeringen uit 's Landskas aan besturen van bijzondere scholen voor Lager Onderwijs in Suriname en nopens inkomsten der onderwijzers bij het Openbaar Lager Onderwijs in dat gewest*, zooals deze verordening luidt na de daarin bij de verordeningen van 17 Mei 1933 (G. B. No. 97) en 21 November 1934 (G. B. No. 98) aangebrachte wijzigingen, wordt voor „de jaren 1933 tot en met 1935" gelezen „de jaren 1933 tot en met 1936".

Gegeven te Paramaribo, den 18den Mei 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 11den September 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 99.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

VERORDENING van 18 Mei 1935 *houdende, met wijziging van de verordening van 7 December 1932 (G. B. No. 114), schorsing voor het jaar 1936 van de heffing van schoolgeld op de openbare scholen voor gewoon lager onderwijs.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende, dat het noodig is, met wijziging van de verordening van 7 December 1932 (G. B. No. 114) *tot schorsing voor de jaren 1933 en 1934 van de heffing van schoolgeld op de openbare scholen voor gewoon lager onderwijs*, zooals zij luidt na de daarin bij de verordening van 21 November 1934 (G. B. No. 97) aangebrachte wijziging, de bedoelde schorsing te verlengen voor het jaar 1936;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

vastgesteld onderstaande verordening:

Eenig artikel.

In het Eenig artikel van de verordening van 7 December 1932 (G. B. No. 114) *tot schorsing voor de jaren 1933 en 1934 van de heffing van schoolgeld op de openbare scholen voor gewoon lager onderwijs*, zooals deze verordening luidt na de daarin bij de verordening van 21 November 1934 (G. B. No. 97) aangebrachte wijziging, wordt voor „de jaren 1933 tot en met 1935" gelezen „de jaren 1933 tot en met 1936".

Gegeven te Paramaribo, den 18den Mei 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 11den September 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 100.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 9 September 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van den 26sten Juni 1935 (Staatsblad No. 361), houdende bepalingen op de toelating van vreemde Militaire Luchtvaartuigen in het Rechtsgebied van Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de gemeenschappelijke voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën en van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Defensie van 23 April 1935, 6de Afd., n°. 13, van 24 April 1935, Afdeeling Juridische Zaken, n°. 13494, en van 27 April 1935, IIde Afdeeling A, n°. 48;

Den Raad van State gehoord (advies van 21 Mei 1935, n°. 32);

Gezien het nader rapport van Onze voornoemde Ministers van 3 Juni 1935, 6de Afdeeling, n°. 21, van 12 Juni 1935, Afdeeling Juridische Zaken, n°. 19213, en van 20 Juni 1935, IIde Afdeeling A, n°. 46;

Den Volksraad gehoord;

Hebben goedgevonden en verstaan:

Artikel I.

Vast te stellen de volgende

Bepalingen op de toelating van vreemde militaire luchtvaartuigen in het rechtsgebied van Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao.

Artikel 1.

In dezen algemeenen maatregel van bestuur wordt verstaan onder:

a. vreemde militaire luchtvaartuigen: alle luchtvaartuigen van vreemde nationaliteit, waarover het bevel wordt gevoerd

door een militair van vreemde nationaliteit, die hiervoor door de bevoegde autoriteit is aangewezen;

b. rechtsgebied van Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao: het grondgebied van *Nederlandsch-Indië, Suriname* en *Curaçao*, de territoriale zee, zoomede de boven dit grondgebied en deze zee zich bevindende luchtruimte;

c. Landvoogd: in *Nederlandsch-Indië* de Gouverneur-Generaal, in *Suriname* en *Curaçao* de Gouverneur van het betrokken gebiedsdeel.

Artikel 2.

(1) Het is aan commandanten van vreemde militaire luchtvaartuigen verboden zich met de onder hun bevel staande luchtvaartuigen te bevinden in het rechtsgebied van *Nederlandsch-Indië, Suriname* en *Curaçao* zonder vergunning van den Landvoogd.

(2) In den regel zal het maximum aantal van deze luchtvaartuigen, met inbegrip van de reeds binnen het betrokken rechtsgebied toegelaten militaire luchtvaartuigen van dezelfde nationaliteit, niet meer dan zes bedragen.

Artikel 3.

(1) De in artikel 2 bedoelde vergunning kan, in gevallen van overmacht, worden gevraagd door tusschenkomst van door de Regeering erkende Consulaire ambtenaren, zoomede van de door den Landvoogd aan te wijzen plaatselijke, burgerlijke of militaire autoriteiten.

(2) Bij het verzoek tot toelating moet worden vermeld:

1°. het aantal en type der luchtvaartuigen en de door die luchtvaartuigen te voeren kenmerken;

2°. de radio-roepnamen, indien de luchtvaartuigen van een radio-installatie zijn voorzien;

3°. de bewapening;

4°. het aantal en de kwaliteit der inzittenden;

5°. de voor het luchtvaartuig (de luchtvaartuigen) gewenschte route;

6°. de vliegvelden of -havens waar verzocht wordt te mogen landen;

7°. het vermoedelijk tijdstip van aankomst en van vertrek.

Artikel 4.

Het is den commandanten van vreemde militaire luchtvaartuigen binnen het rechtsgebied van *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* verboden af te wijken van de door den Landvoogd toegestane route.

Artikel 5.

(1) Het medevoeren van wapens, voor zooveel geen deel uitmakende van de uitrusting van het luchtvaartuig — zulks ter beoordeeling van den Landvoogd —, van munitie anders dan voor sein- en startpatronen, van bommen, torpedo's, dan wel andere projectielen, van gifgassen en van gebruiksklare fotografietoestellen is verboden.

(2) Het is verboden, anders dan in geval van nood, van valschermen gebruik te maken voor het verlaten van vreemde militaire luchtvaartuigen.

(3) Van het verbod ten aanzien van wapens en munitie, indien bestemd voor zelfverdediging en van fotografietoestellen, bedoeld in het eerste lid, kan door of namens den Landvoogd ontheffing worden verleend.

Artikel 6.

(1) Vreemde militaire luchtvaartuigen vertoevende in het rechtsgebied van *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* zijn gehouden zich te gedragen naar de bepalingen van het Algemeen Reglement betreffende de radioberichtgeving behoorende bij het Internationaal verdrag betreffende de verre berichtgeving van *Madrid* 1932.

(2) Vreemde militaire luchtvaartuigen in het rechtsgebied van *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* geland zijnde, behoeven voor het gebruik van hunne radio-installaties een daartoe strekkende vergunning van de door den Landvoogd aan te wijzen plaatselijke, burgerlijke of militaire autoriteiten.

Artikel 7.

Vreemde militaire luchtvaartuigen zijn, behoudens het bepaalde in artikel 8, binnen het rechtsgebied van *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* onderworpen aan alle in het betrokken gebied geldende algemeene en plaatselijke verordeningen, reglementen en keuren.

Artikel 8.

(1) Vreemde militaire luchtvaartuigen, welke na de in artikel 2 bedoelde vergunning te hebben verkregen, binnen het rechtsgebied van *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* landen, zullen, voor zoover toepasselijk, dezelfde voorrechten genieten, welke zijn toegestaan aan vreemde oorlogsschepen.

(2) De in het vorig lid bedoelde voorrechten worden niet genoten door vreemde militaire luchtvaartuigen, welke binnen het in dat lid genoemde rechtsgebied zijn geland ten gevolge van overmacht dan wel door seinen als anderszins daartoe bevel hebben ontvangen, een en ander ter beoordeeling van den Landvoogd.

Artikel 9.

Na een landing van een of meer vreemde militaire luchtvaartuigen binnen het rechtsgebied van *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* wordt den commandant door de zorg van de in artikel 3 bedoelde plaatselijke autoriteiten een door den Landvoogd vast te stellen vragenformulier ter invulling naar beste weten aangeboden.

Artikel 10.

Gedurende het verblijf binnen het rechtsgebied van *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* mogen vreemde militaire luchtvaartuigen buiten het volgen van de toegestane route geen vluchten maken zonder speciale vergunning door of namens den Landvoogd te verleenen. Deze vergunning kan worden gevraagd door tusschenkomst van de hoogste leger- of marineautoriteiten, dan wel bij ontstentenis van deze de hoogste burgerlijke autoriteit ter plaatse, zulks onder vermelding voor zoover noodig van de gegevens genoemd in artikel 3.

Artikel 11.

In geval van overmacht zijn de bepalingen van de artikelen 2 en 4 niet van toepassing, evenmin de in het betrokken gebied geldende voorschriften betreffende het op het daartoe voorgeschreven sein onverwijld landen op het naastbijzijnde vliegterrein of in de naastbijzijnde vlieghaven; een en ander ter beoordeeling van den Landvoogd.

Artikel 12.

Aan de commandanten van vreemde militaire luchtvaartuigen, vertoevende binnen het rechtsgebied van *Nederlandsch-Indië*,

Suriname en *Curaçao*, die een der voorafgaande bepalingen overtreden, kan door of vanwege den Landvoogd worden gelast zich met de onder hun bevel staande luchtvaartuigen en derzelver bemanning te verwijderen, volgens een hun daartoe aangewezen route; zoo noodig kunnen zij met geweld daartoe worden gedwongen.

Artikel 13.

De commandanten van vreemde militaire luchtvaartuigen, die krachtens de voorafgaande voorschriften binnen het rechtsgebied van *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* vertoeven, zijn verplicht binnen twee uren het betrokken rechtsgebied volgens de aan te geven route met de onder hun bevel staande luchtvaartuigen en derzelver bemanning te verlaten, zoodra zij daartoe door of vanwege den Landvoogd een uitnoodiging hebben ontvangen.

Artikel 14.

Wij behouden Ons voor om in tijden van oorlog, oorlogsgevaar of handhaving der onzijdigheid en verder in andere buitengewone omstandigheden de toelating van vreemde militaire luchtvaartuigen binnen het rechtsgebied van *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* te beperken dan wel geheel te verbieden, zoomede om de vergunning tot het gebruik van radioinstallaties geheel of gedeeltelijk in te trekken.

Artikel 15.

Voorschriften tot uitvoering van dit besluit worden in *Nederlandsch-Indië* gegeven bij regeeringsverordening, in *Suriname* en *Curaçao* bij besluit van den Gouverneur.

Artikel 16.

Deze bepalingen kunnen worden aangehaald als „Toelatingsbesluit vreemde militaire luchtvaartuigen *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao*".

Artikel II.

Dit besluit treedt in werking in *Nederlandsch-Indië* met ingang van een nader door den Gouverneur-Generaal, in *Suriname* en *Curaçao* met ingang van een nader door den Gouverneur te bepalen tijdstip.

Onze Ministers van Koloniën, van Buitenlandsche Zaken en van Defensie zijn, ieder voor zoover hem aangaat, belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het *Staatsblad* zal worden geplaatst en waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den 26sten Juni 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

De Minister van Defensie,
L. N. DECKERS.

Uitgegeven den *twaalfden* Juli 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 9den September 1935.
J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 11den September 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 101.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 25 September 1935 *waarbij wordt afgekondigd de wet van den 2den Augustus 1935 (Staatsblad No. 489) houdende nadere wijziging en aanvulling van de Surinaamsche Bankwet 1928.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande wet:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat de Surinaamsche Bankwet 1928 wijziging behoeft onder meer in verband met het bij de wet van 25 April 1935 (*Staatsblad* no. 224) op Suriname van toepassing verklaard Verdrag tot invoering van een eenvormige wet op wisselbrieven en orderbriefjes van 7 Juni 1930;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

De Surinaamsche Bankwet 1928, zooals deze sedert is gewijzigd en aangevuld, wordt nader gewijzigd en aangevuld als volgt:

Artikel 1.

In artikel 8, lid 1, sub 2o. en sub 3o. *a*, vervallen de woorden „of assignatiën" en „assignatiën".

Artikel 2.

Artikel 21, lid 9, wordt gelezen:

„De hoofddirecteur en de plaatsvervangend hoofddirecteur, tijdelijk in Suriname aanwezig, zijn bevoegd een der directeuren te vervangen."

Artikel 3.

Aan het eerste lid van artikel 23 wordt de volgende zin toegevoegd: „Voorts kan Onze Minister een plaatsvervangend Gouvernements-commissaris in Nederland benoemen en ontslaan. De bepalingen voor den Gouvernements-commissaris in Nederland zijn ook van toepassing op den plaatsvervangend Gouvernements-commissaris."

Artikel 4.

Deze wet treedt in werking met ingang van den dag, volgende op dien van hare afkondiging.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te 's-Gravenhage, den 2den Augustus 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *twintigsten* Augustus 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 25sten September 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 17den October 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 102.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 25 September 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van den 4den Juli 1935 (Staatsblad No. 393), houdende vaststelling van algemeene bepalingen voor de burgerlijke luchtvaart in Suriname.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 31 Mei 1935, 5de Afdeeling, n°. 1;

Den Raad van State gehoord (advies van 18 Juni 1935, n°. 35);

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van 27 Juni 1935, 5de Afdeeling, n°. 9;

Hebben goedgevonden en verstaan:

vast te stellen de volgende:

ALGEMEENE BEPALINGEN VOOR DE BURGERLIJKE LUCHTVAART IN SURINAME.

Inleidende bepalingen.

Artikel 1.

In dit besluit wordt verstaan onder:

Luchtvaart:

Het gebruik van luchtvaartuigen binnen het rechtsgebied van *Suriname*, zijnde het grondgebied van *Suriname*, daaronder begrepen de territorriale wateren zoomede de luchtruimte boven dit gebied.

Luchtvaartuigen:

Motorvliegtuigen, zweefvliegtuigen, luchtschepen en vrije ballons, alle voor zoover niet behoorende tot de Zee- of Landmacht, noch uitsluitend gebruikt wordende in een tak van dienst van het Gouvernement van *Suriname*, zooals post, douane, politie.

Nederlandsche luchtvaartuigen:

Luchtvaartuigen, door of vanwege het bevoegd gezag geldig ingeschreven in een binnen het Koninkrijk gehouden luchtvaartuigregister.

Luchtvaartterreinen.

Elk terrein en elk watervlak behoorende tot het rechtsgebied van *Suriname*, dat ingevolge de bepalingen van dit besluit voor de luchtvaart is aangewezen.

Lid der bemanning van een luchtvaartuig.

De gezagvoerder en ieder ander, die aan boord werkzaamheden heeft te verrichten ten behoeve van de besturing of de veilige vaart van het luchtvaartuig.

Buitenland.

Alle gebieden buiten het rechtsgebied van *Suriname*.

Algemeene bepalingen.

Artikel 2.

In tijd van vrede is met inachtneming van de hierna volgende bepalingen de luchtvaart vrij.

Artikel 3.

De Gouverneur is bevoegd om militaire redenen of in het belang van de openbare orde of openbare veiligheid de luchtvaart boven bepaalde gedeelten van het rechtsgebied van *Suriname*, waarvan de ligging en de uitgestrektheid tevoren bekend zijn gemaakt, te verbieden.

Artikel 4.

De Gouverneur is bevoegd in buitengewone omstandigheden de luchtvaart te beperken of tijdelijk te verbieden, behoorende aan zoodanige beperking of zoodanig verbod openbare bekendheid te worden gegeven.

Artikel 5.

Een luchtvaartuig, aan boord waarvan door een der leden van de bemanning bemerkt wordt, dat het zich boven verboden gebied bevindt, moet:

a. het in het internationaal luchtverkeer gebruikelijk noodsein geven;

b. zich zoo spoedig mogelijk buiten het verboden gebied begeven en landen op het dichtstbijzijnde luchtvaartterrein.

Inschrijving van luchtvaartuigen en nationaliteit.

Artikel 6.

Er wordt onder den naam van luchtvaartuigregister een register gehouden voor de inschrijving van luchtvaartuigen. Bij besluit van den Gouverneur worden, met inachtneming van hetgeen daaromtrent bij of krachtens verdrag is overeengekomen, met betrekking tot die inschrijving regelen gesteld en wordt bepaald, waarin het inschrijvingskenmerk bestaat.

Bij besluit van den Gouverneur wordt, met inachtneming van hetgeen daaromtrent bij of krachtens verdrag is overeengekomen, bepaald, waarin het nationaliteitskenmerk voor in het luchtvaartuigregister, bedoeld in het eerste lid, ingeschreven luchtvaartuigen bestaat.

Het bewijs van inschrijving in een luchtvaartuigregister, in *Suriname* of in het buitenland afgegeven door of vanwege het daartoe bevoegd gezag, bewijst, zoolang het tegendeel niet blijkt, de nationaliteit van een luchtvaartuig.

Luchtvaartuigen van vreemde nationaliteit kunnen, zoolang zij die nationaliteit bezitten, in *Suriname* niet in een luchtvaartuigregister worden ingeschreven.

Artikel 7.

1. Het is verboden de luchtvaart uit te oefenen anders dan met een Nederlandsch luchtvaartuig of met een luchtvaartuig van vreemde nationaliteit, ingevolge verdrag tot het rechtsgebied van *Suriname* toegelaten.

2. De in het eerste lid bedoelde luchtvaartuigen moeten zijn voorzien van het nationaliteits- en inschrijvingskenmerk, hetwelk ten aanzien van die luchtvaartuigen is voorgeschreven door de wetgeving van het grondgebied, binnen hetwelk zij in een luchtvaartuigregister zijn ingeschreven.

3. De Gouverneur is bevoegd aan luchtvaartuigen, behoorende tot een land, hetwelk niet is aangesloten bij het Internationaal Luchtvaartverdrag van Parijs van 19 October 1919, houdende regeling van de luchtvaart of waarmede Nederland geen afzonderlijk luchtvaartverdrag heeft gesloten, hetwelk op *Suriname* toepasselijk is, een bijzondere vergunning te geven tot het uitoefenen van de luchtvaart binnen het rechtsgebied van *Suriname*.

Bewijzen van luchtwaardigheid en van geschiktheid en verplichtingen voor luchtvaartuigen, deelnemende aan de internationale luchtvaart.

Artikel 8.

Onverminderd het bepaalde in een der vorige artikelen is het verboden de luchtvaart uit te oefenen anders dan met een luchtvaartuig:

a. dat voorzien is van een geldig bewijs van luchtwaardigheid, afgegeven of geldig verklaard door de daartoe aangewezen autoriteit van het grondgebied, binnen hetwelk het luchtvaartuig in het luchtvaartuigregister is ingeschreven;

b. waarvan de leden der bemanning voorzien zijn van geldige bewijzen van geschiktheid, afgegeven of geldig verklaard door de daartoe aangewezen autoriteit van het grondgebied, binnen hetwelk het in het luchtvaartuigregister is ingeschreven;

c. dat voorzien is van de krachtens verdrag vereischte vergunningen, afgegeven door de daartoe aangewezen autoriteit van het grondgebied, binnen hetwelk het in het luchtvaartuigregister is ingeschreven.

Artikel 9.

Van de verbodsbepalingen, bedoeld in artikel 8, kan door of vanwege den Gouverneur ontheffing worden verleend.

Artikel 10.

Bij besluit van den Gouverneur worden regelen gesteld nopens het toezicht op de luchtwaardigheid van luchtvaartuigen, op de geschiktheid van de leden der bemanningen en op de krachtens dit besluit of krachtens verdrag voor luchtvaartuigen vereischte vergunningen, zoomede nopens de afgifte en den geldigheidsduur, schorsing of intrekking van bewijzen van luchtwaardigheid, van bewijzen van geschiktheid en van bedoelde vergunningen en voorts nopens eenige bij of krachtens verdrag voorgeschreven verplichtingen voor luchtvaartuigen, deelnemende aan de internationale luchtvaart.

Artikel 11.

Op eerste vordering van de bij algemeene verordening aan te wijzen ambtenaren is elk lid der bemanning van een luchtvaartuig verplicht het hem afgegeven bewijs van geschiktheid te vertoonen.

Op gelijke vordering is de gezagvoerder verplicht tot vertooning van alle bescheiden, welke hij ingevolge de wettelijke regelingen in *Suriname* of krachtens verdrag in zijn luchtvaartuig aanwezig moet hebben.

Luchtvaartterreinen.

Artikel 12.

1. De aanleg en exploitatie van luchtvaartterreinen geschiedt, behoudens eene in bijzondere omstandigheden daartoe door den Gouverneur te verleenen concessie, door het gouvernement. De tarieven van landingsgelden en van kosten van verblijf op de luchtvaartterreinen worden door den Gouverneur vastgesteld. Deze tarieven zullen gelijkelijk gelden voor Nederlandsche en voor vreemde luchtvaartuigen.

2. De aanwijzing van eenig gedeelte van het rechtsgebied van *Suriname* als luchtvaartterrein, zoomede schorsing of intrekking van zoodanige aanwijzing geschiedt door of vanwege den Gouverneur.

3. Door den Gouverneur wordt bepaald welke luchtvaartterreinen bestemd zijn voor het internationaal luchtverkeer.

4. Het is verboden:

a. eenig gedeelte van het rechtsgebied van *Suriname*, geen luchtvaartterrein zijnde, dienstbaar te maken aan de luchtvaart en in het bijzonder, anders dan in geval van noodzaak, daarvan op te stijgen of daarop te landen;

b. luchtvaartterreinen te gebruiken voor doeleinden, waarvoor zij niet bestemd zijn.

5. Van de verbodsbepalingen in het vierde lid kan door of vanwege den Gouverneur ontheffing worden verleend.

6. Bij of krachtens besluit van den Gouverneur kan in verband met de veiligheid verboden worden op, in, boven of in de nabijheid van een luchtvaartterrein te bouwen, bouwwerken te hebben, op of in de nabijheid van dat terrein te planten, plant- of houtgewas te hebben, op dat terrein vee te weiden of te laten losloopen of eenigerlei graafwerk te verrichten. Op dezelfde wijze en om gelijke redenen kan gevorderd worden, dat het plaatsen van merkteekens wordt toegelaten, een en ander behoudens aanspraak van eventueele benadeelden op schadeloosstelling.

Luchtlijnen.

Artikel 13.

Voor zoover daaromtrent bij verdrag niet anders is overeengekomen, mag het vervoer per luchtvaartuig van personen en/of goederen tegen betaling tusschen twee plaatsen binnen het rechtsgebied van *Suriname*, anders dan door het gouvernement, alleen worden uitgeoefend krachtens een daartoe door den Gouverneur verleende concessie.

Een zoodanige concessie wordt slechts verleend aan:

a. Nederlandsche onderdanen;

b. in *Suriname*, *Nederland*, *Nederlandsch-Indië* of *Curaçao* gevestigde naamlooze vennootschappen of rechtspersoonlijkheid bezittende vereenigingen, waarvan alle bestuurders — als hoedanig worden aangemerkt zij, die, onder welken naam of titel ook, belast zijn met of deelnemen aan het bestuur, het beheer of de leiding — Nederlandsche onderdanen zijn.

Artikel 14.

Voor zoover daaromtrent bij verdrag niet anders is overeengekomen, is voor de instelling van een internationale luchtlijn met een binnen het rechtsgebied van *Suriname* gelegen plaats als begin-, eind- of tusschenstation een vergunning noodig van den Gouverneur. Aan deze vergunning kunnen voorwaarden verbonden worden.

Artikel 15.

Een luchtvaartuig is om redenen van openbare orde verplicht te landen, indien het daartoe het bevel ontvangt door middel van de in het internationaal luchtverkeer gebruikelijke seinen. Voor de uitoefening van de luchtvaart met een luchtvaartuig van vreemde nationaliteit, dat zonder bestuurder kan vliegen, is een bijzondere toestemming noodig.

Artikel 16.

Luchtvaartuigen, vertrekkend naar of komend van het buitenland, mogen slechts vertrekken van, onderscheidenlijk landen op de luchtvaarterreinen, welke ingevolge artikel 12, lid 3, voor het internationaal luchtverkeer zijn aangewezen.

Artikel 17.

Het is zonder voorafgaande toestemming van den Gouverneur of van een door dezen aangewezen persoon, verboden in luchtvaartuigen mede te voeren ontplofbare stoffen, vuurwapenen en oorlogsmateriaal. Als zoodanig worden niet beschouwd startpatronen en middelen tot het geven van seinen.

Artikel 18.

De bepalingen betreffende de quarantaine van zeeschepen, hun bemanning en passagiers, hun lading en anderen inhoud, die betreffende de verzekering van de voldoening van belastingen, verschuldigd bij in-, uit- en doorvoer van goederen, die betreffende het vervoer van post door zeeschepen en die op den vreemdelingendienst vinden overeenkomstige toepassing op luchtvaartuigen, hun opvarenden, hun lading en verderen inhoud, voor zoover daaromtrent niet verder bij verdrag bijzondere voorzieningen zijn getroffen.

Artikel 19.

Om redenen van openbare orde of openbare veiligheid kan bij besluit van den Gouverneur het vervoer of het gebruik van fotografische toestellen in de luchtvaart verboden of geregeld en het vervoer van andere dan de in dit artikel en artikel 17 genoemde goederen beperkt worden, zoomede verbodsbepalingen gesteld worden omtrent het werpen van voorwerpen uit luchtvaartuigen.

Artikel 20.

Bij besluit van den Gouverneur worden regelen vastgesteld ten einde te verzekeren, dat alle luchtvaartuigen, welke zich boven het rechtsgebied van *Suriname* bevinden, alsmede alle luchtvaartuigen, welke in het Surinaamsch luchtvaartuigregister zijn ingeschreven, waar deze laatsten zich ook mogen bevinden, de voorschriften, vervat in de bijlage D van het Internationaal Luchtvaartverdrag van *Parijs* naleven.

Handhaving der wettelijke bepalingen.

Artikel 21.

1. Overtreding van het bepaalde bij artikel 5, van het verbod in artikel 7, 8, 12, lid 4, 15, 16 en 17 wordt gestraft met hechtenis van ten hoogste één jaar of geldboete van ten hoogste drie duizend gulden.

2. Met gelijke straf wordt gestraft de eigenaar of houder van een luchtvaartuig, die in strijd met het verbod, gesteld in artikel 7, 8 en 15, de luchtvaart met dat luchtvaartuig doet of laat uitoefenen.

3. Gelijke straf kan worden bedreigd tegen overtreders van de ingevolge artikel 3, 4 en 20 door den Gouverneur uit te vaardigen verboden.

4. Overtreding van het verbod bij artikel 12, lid 6, en van eenig voorschrift krachtens artikel 19 wordt gestraft met hechtenis van ten hoogste drie maanden of geldboete van ten hoogste duizend gulden.

5. Overtreding van artikel 11 wordt gestraft met geldboete van ten hoogste vijf en twintig gulden.

6. Luchtvaartuigen waarmede en goederen ten aanzien waarvan een overtreding der bij artikel 18 bedoelde bepalingen betreffende de verzekering van de voldoening van belastingen of de bepalingen betreffende het opium en andere verdoovende middelen is gepleegd, kunnen tot verhaal der boete worden aangehouden door de daartoe bevoegd verklaarde ambtenaren en zullen worden opgebracht bij den ontvanger der invoerrechten en accijnzen.

7. Met de opsporing van overtredingen hiervoor bedoeld zijn behalve de bij het Wetboek van Strafrecht voor de Kolonie *Suriname* en de ingevolge de bij artikel 18 bedoelde bepalingen aangewezen personen belast degenen, die daartoe bij besluit van den Gouverneur werden aangewezen.

Artikel 22.

Indien een bij of krachtens dit besluit strafbaar gesteld feit wordt gepleegd door een rechtspersoon, wordt de strafvervolging ingesteld en de straf uitgesproken tegen de in *Suriname* gevestigde leden van het bestuur en bij ontstentenis van die leden tegen den vertegenwoordiger van de rechtspersoon in *Suriname*.

Artikel 23.

De bij artikel 21 strafbaar gestelde feiten worden beschouwd als overtredingen.

Slotbepalingen.

Artikel 24.

Dit besluit kan worden aangehaald als ,,Surinaamsch Luchtvaartbesluit 1935''.

Artikel 25.

Dit besluit treedt in werking met ingang van een nader door den Gouverneur te bepalen tijdstip.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, hetwelk in het *Staatsblad* zal worden geplaatst en waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den 4den Juli 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *negentienden* Juli 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernements-blad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 25 September 1935.
J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 5den October 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 103.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PUBLICATIE van 30 September 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van 19 September 1935 No. 40 tot nadere wijziging van het Koninklijk besluit van den 4den December 1925 No. 23 (G. B. No. 93), inzake uitkeeringen uit 's Landskas aan besturen van bijzondere scholen voor Lager Onderwijs in Suriname en nopens inkomsten der onderwijzers bij het Openbaar Lager Onderwijs in dat gewest.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

19 September 1935
No. 40.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 5 September 1935, 7de Afdeeling No. 3;

Den Raad van State gehoord (advies van 10 September 1935 No. 60);

Gezien het nader rapport van onzen voornoemden Minister van 12 September 1935, 7de Afdeeling, No. 12;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen:

Artikel 1.

In het Koninklijk besluit van den 4den December 1925 No. 23 (Gouvernementsblad No. 93), *inzake uitkeeringen uit 's Landskas aan besturen van bijzondere scholen voor Lager Onderwijs in Suriname en nopens inkomsten der onderwijzers bij het Openbaar Lager Onderwijs in dat gewest*, zooals het luidt na de daarin

aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, laatstelijk bij de verordening van 10 Januari 1935 (G. B. No. 3), worden de volgende wijzigingen aangebracht:

I. In artikel 2, lid 1, vervallen achter de woorden „meer uitgebreid lager onderwijs" de komma en de daarna volgende woorden „benevens onderwijzeressen in de handwerken voor meisjes".

II. In artikel 2, lid 5, wordt inplaats van „f 600.—", „f 1000.—", „f 1400.—", „f 1800.—" en „f 2200.—" onderscheidenlijk gelezen „f 540.—", „f 900.—", „f 1260. ", „f 1620.—", en „f 1980.—"

III. In artikel 2, lid 7, wordt inplaats van „f 1.40" gelezen „f 1.20".

IV. In artikel 3, lid 3, wordt de komma achter de woorden „per school" vervangen door een punt en vervallen de daarna volgende woorden in dit lid.

Artikel 2.

Dit besluit treedt in werking voor wat punt I betreft met ingang van 1 October 1935 en voor wat de punten II, III en IV betreft met ingang van 1 Januari 1936.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

's-Gravenhage, den 19den September 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 30sten September 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 30sten September 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 104.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 14 October 1935 No. 3262 *tot nadere wijziging van de „Onderwijzerssalarisregeling 1925", gelijk deze luidt blijkens G. B. 1932 No. 108 en na de nader daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, laatstelijk bij de resolutie van 2 Augustus 1935 No. 2475 (G. B. No. 90).*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Herlezen ..... (enz.);

Gelet op het Koninklijk besluit van 19 September 1935 No. 40 (G. B. No. 103);

Besluit:

A. In de „Onderwijzerssalarisregeling 1925", gelijk zij luidt blijkens G. B. 1932 No. 108 en na de nader daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, laatstelijk bij resolutie van 2 Augustus 1935 No. 2475 (G. B. No. 90), de volgende wijzigingen en aanvullingen aan te brengen:

I. In de bepalingen, bedoeld bij § B dier regeling wordt (en):

1o. in lid 3 van art. 2 de eerste zin gelezen als volgt:

„De detacheeringstoelage, onder 1*b* bedoeld, wordt niet genoten door de hoofden van den 4den rang van de districtsscholen voor gewoon lager onderwijs, de leerkrachten aan de scholen voor beperkt lager onderwijs in het boschland en de kweekelingen aan de districtsscholen."

2o. in art. 4, lid 1, punt 3o, sub *a*, tusschen de woorden „voor" en „Fransch", gevoegd de woorden: „Nederlandsche Taal en Letterkunde".

II. In Bijlage II (*Salarisregeling voor ander personeel, dan rangonderwijzers, verbonden aan scholen voor lager onderwijs in Suriname of aan andere Landsonderwijsinrichtingen)* vervalt punt 2o.

III. In Bijlage III (*Salarisregeling voor de onderwijzers bij het beperkt lager onderwijs in Suriname*) vervalt § A.

B. Te bepalen, dat deze resolutie, waarvan uittreksel in het Gouvernementsblad zal worden geplaatst, in werking treedt met ingang van 1 Januari 1936.

Paramaribo, den 14den October 1935.
J. C. BRONS.

Uitgegeven, den 21sten October 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 105.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

Verbeterblad.

Op bladzijde 7 moet in plaats van : „te Het Loo" gelezen worden : „ten Paleize het Loo" en voorts aan het slot van die bladzijde in stede van : „Uitgegeven den 9den October 1935" gesteld : „Uitgegeven den negenden October 1935".

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 105.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PUBLICATIE van den 15den October 1935, *waarbij wordt afgekondigd de wet van den 9den October 1935 (Staatsblad No. 599), bepalende het voorbehoud der bevoegdheid tot het uitvaardigen van uitvoerverboden ter bevordering van de internationale samenwerking in het belang van den vrede of ter bescherming van de levensbelangen van het Rijk in tijden van buitengewone internationale spanning.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande wet:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat het wenschelijk is, dat ter bevordering van de internationale samenwerking in het belang van den vrede of ter bescherming van de levensbelangen van het Rijk in tijden van buitengewone internationale spanning, nadere maatregelen kunnen worden genomen ter regeling van den uitvoer van goederen;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Artikel 1.

Wij behouden Ons voor, om als maatregel van internationale samenwerking tot het voorkomen of het beëindigen van vijande-

lijkheden, den uitvoer van goederen geheel of gedeeltelijk, al of niet voorwaardelijk, zoowel voor het geheele grondgebied des Koninkrijks als voor een gedeelte daarvan, naar een of meer door Ons aan te wijzen landen te verbieden.

Artikel 2.

Onder uitvoer van goederen naar een ingevolge artikel 1 aangewezen land wordt mede verstaan :

a. wederuitvoer naar zoodanig land van doorgevoerde goederen andere dan die, welke uit zee zijn binnengekomen en zonder overlading ter zee weder uitgaan ;

b. het ten vervoer naar zoodanig land aan een ondernemer van vervoer aanbieden van goederen of het ten uitvoer naar zoodanig land aan ambtenaren van den betrokken belastingdienst aangeven van goederen ;

c. het opnemen, aanbrengen of aanwezig hebben van goederen, welke kennelijk ten uitvoer naar zoodanig land bestemd zijn, in, aan of op eenig vervoermiddel, terwijl dit zich bevindt op of buitenwaarts van de plaats waar het, alvorens naar het buitenland te vertrekken, door ambtenaren van den betrokken belastingdienst moet worden uitgeklaard ;

d. het opnemen, aanbrengen of aanwezig hebben van goederen, welke kennelijk ten uitvoer naar zoodanig land bestemd zijn, in, aan of op een tot opstijging gereed luchtvaartuig ;

e. het tot vertrek gereed maken van een ten uitvoer verboden vervoermiddel, hetwelk kennelijk ten uitvoer naar zoodanig land bestemd is.

Artikel 3.

Een besluit als bedoeld in artikel 1 wordt door Ons genomen op voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, in overeenstemming met Onze Ministers van Defensie, van Handel, Nijverheid en Scheepvaart, van Landbouw en Visscherij, van Justitie, van Financiën en van Koloniën en, indien het besluit den uitvoer van burgerlijke luchtvaartuigen of onderdeelen daarvan betreft, mede in overeenstemming met Onzen Minister van Waterstaat.

Artikel 4.

1. Onze krachtens artikel 1 en artikel 5 genomen besluiten en de intrekking ervan worden in de *Nederlandsche Staatscourant* en in de overeenkomstige publicatiebladen van *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* bekend gemaakt.

2. De in het besluit vervatte verbodsbepalingen gelden in het betrokken gebiedsdeel van de bekendmaking aldaar af, tenzij een later tijdstip hiervoor in het besluit is aangegeven.

3. Het in het tweede lid van dit artikel bepaalde vindt ten aanzien van de intrekking dezer verbodsbepalingen overeenkomstige toepassing.

Artikel 5.

1. Van een besluit als bedoeld in artikel 1 kan dispensatie worden verleend in de gevallen en door de autoriteiten door Ons te bepalen en aan te wijzen hetzij in het besluit zelf, hetzij in een nader besluit, waarbij artikel 3 overeenkomstige toepassing vindt. Indien ter zake niet anders is bepaald, kan Onze Minister van Buitenlandsche Zaken in overeenstemming met Onze andere in artikel 3 genoemde Ministers zoodanige dispensatie verleenen.

2. De dispensatie wordt verleend hetzij bij algemeen voorschrift voor alle gevallen, waarin bepaalde omstandigheden aanwezig zijn, hetzij in bijzondere gevallen op daartoe strekkend verzoek. Aan een dispensatie kunnen voorwaarden worden verbonden, alsmede de eisch, dat zekerheid voor de nakoming dier voorwaarden wordt gesteld.

Artikel 6.

1. Hij die in strijd met een verbod als bedoeld in artikel 1 eenig goed uitvoert, wordt gestraft met gevangenisstraf van ten hoogste één jaar of een geldboete van ten hoogste tienduizend gulden.

2. Voorwerpen, waarmede of ten aanzien waarvan het feit is gepleegd, kunnen worden verbeurd verklaard.

3. Indien de schuldige een in deze wet strafbaar gesteld feit in zijn beroep begaat, kan hij van de uitoefening van dat beroep worden ontzet.

4. De feiten worden beschouwd als misdrijven.

Artikel 7.

1. Met het opsporen der in het vorige artikel bedoelde strafbare feiten zijn, behalve de personen aangewezen bij artikel 141 van het Wetboek van Strafvordering en krachtens artikel 50 der wet van 23 Mei 1899 (*Staatsblad* no. 128), belast:

a. de ambtenaren van Rijks- en gemeentepolitie;

b. de ambtenaren der invoerrechten en accijnzen;

c. alle andere ambtenaren, daartoe aangewezen bij algemeenen maatregel van bestuur.

2. In *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* zijn met het opsporen dezer strafbare feiten, behalve zij, die aldaar in het algemeen belast zijn met het opsporen van strafbare feiten, mede belast de ambtenaren van de betrokken belastingdiensten en voorts zij, die daartoe door den Gouverneur-Generaal of den betrokken Gouverneur zijn of worden aangewezen.

Artikel 8.

In de wet van 3 Augustus 1914 (*Staatsblad* no. 344), zooals laatstelijk gewijzigd bij de wet van 3 Juni 1918 (*Staatsblad* no. 326), worden de volgende wijzigingen aangebracht:

I.

De aanhef van artikel 1, lid 1, luidend: „In geval van oorlog of oorlogsgevaar alsmede zoolang niet door Ons is verklaard, dat met betrekking tot deze wet de door den oorlog of het oorlogsgevaar veroorzaakte bijzondere omstandigheden hebben opgehouden te bestaan, kan", wordt gelezen als volgt: „Indien het ter bescherming van de levensbelangen van het Rijk in tijden van buitengewone internationale spanning Ons noodzakelijk voorkomt, alsmede in geval van oorlogsgevaar, in geval van oorlog en zoolang niet door Ons is verklaard, dat de door de spanning, het oorlogsgevaar of den oorlog veroorzaakte bijzondere omstandigheden met betrekking tot deze wet hebben opgehouden te bestaan, kan".

II.

In artikel 1, lid 2, worden de hierin tweemaal voorkomende woorden „nadat deze overleg heeft gepleegd met" vervangen door de woorden „in overeenstemming met", terwijl in den tweeden volzin van dit lid de woorden „Bij dreigend oorlogsgevaar en in geval van oorlogsgevaar of oorlog kan zulk een verbod" worden vervangen door de woorden „Zulk een verbod kan".

III.

Aan artikel 1, lid 3, wordt de volgende zin toegevoegd: „Zoolang er geen oorlog of oorlogsgevaar is, kan een in dit lid bedoeld verbod slechts betrekking hebben op goederen, waarvan door Ons ook de uitvoer is verboden".

IV.

In artikel 1, lid 5, worden de woorden „echter, zoolang oorlog of oorlogsgevaar aanwezig is, slechts" geschrapt en worden vóór de woorden „geen bezwaar kenbaar maakt" ingevoegd de woorden „in het belang van 's lands verdediging."

V.

Ingevoegd wordt een artikel 1*bis*, luidend:

„Onder uitvoer van goederen als bedoeld in artikel 1 wordt mede verstaan:

a. wederuitvoer van doorgevoerde goederen andere dan die, welke uit zee zijn binnengekomen en zonder overlading ter zee weder uitgaan;

b. het ten vervoer naar buiten het Rijk aan een ondernemer van vervoer aanbieden van goederen of het ten uitvoer aan ambtenaren der invoerrechten en accijnzen aangeven van goederen;

c. het opnemen, aanbrengen of aanwezig hebben van goederen, waarvan het niet aannemelijk is, dat zij bestemd zijn om hier te lande te blijven, in, aan of op eenig vervoermiddel, terwijl dit zich bevindt op of buitenwaarts van de plaats waar het, alvorens naar buiten het Rijk te vertrekken, door ambtenaren der invoerrechten en accijnzen moet worden uitgeklaard;

d. het opnemen, aanbrengen of aanwezig hebben van goederen, waarvan het niet aannemelijk is, dat zij bestemd zijn om hier te lande te blijven, in, aan of op een tot opstijging gereed luchtvaartuig ;

e. het tot vertrek gereed maken van een ten uitvoer verboden vervoermiddel, waarvan niet aannemelijk is, dat het bestemd is om hier te lande te blijven."

VI.

Artikel 2 wordt gelezen als volgt :

„Hij die in strijd met een verbod als bedoeld in artikel 1 eenig goed uitvoert of vervoert, wordt gestraft met gevangenisstraf van ten hoogste één jaar of een geldboete van ten hoogste tienduizend gulden.

Voorwerpen, waarmede of ten aanzien waarvan het feit is gepleegd, kunnen worden verbeurd verklaard.

Indien de schuldige een in deze wet strafbaar gesteld feit in zijn beroep begaat, kan hij van de uitoefening van dat beroep worden ontzet.

De feiten worden beschouwd als misdrijven."

VII.

Ingevoegd wordt een nieuw artikel 2*bis* :

„Met het opsporen der in artikel 2 bedoelde strafbare feiten zijn, behalve de personen aangewezen bij artikel 141 van het Wetboek van Strafvordering en krachtens artikel 50 der wet van 23 Mei 1899 (*Staatsblad* no. 128), belast :

a. de ambtenaren van Rijks- en gemeentepolitie ;

b. de ambtenaren der invoerrechten en accijnzen ;

c. alle andere ambtenaren, daartoe aangewezen bij algemeenen maatregel van bestuur."

Artikel 9.

De artikelen 1 tot en met 7 dezer wet zijn eveneens verbindend voor *Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao.*

Artikel 10.

Deze wet treedt in werking met ingang van den dag volgende op dien harer afkondiging.

Artikel 11.

Deze wet kan worden aangehaald onder den titel „Uitvoerverbodenwet 1935."

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te Het Loo, den 9den October 1935.
WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

De Minister van Staat,
Minister van Defensie, a.i.,
H. COLIJN.

De Minister van Handel, Nijverheid en Scheepvaart,
H. GELISSEN.

De Minister van Landbouw en Visscherij,
L. N. DECKERS.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

De Minister van Financiën,
OUD.

De Minister van Waterstaat,
VAN LIDTH DE JEUDE.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den 9den October 1935
De Minister van Justitie
VAN SCHAIK

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 15den October 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 15den October 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 106.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

VERORDENING van 10 Mei 1935, *tot beperking van den uitvoer van plantmateriaal van suikerriet.*

IN NAAM DER KONINGIN !

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende, dat het wenschelijk is bepalingen vast te stellen met betrekking tot den uitvoer van plantmateriaal van suikerriet ;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

vastgesteld onderstaande verordening :

Artikel 1.

In deze verordening wordt verstaan onder suikerriet-plantmateriaal, de suikerrietplant en alle deelen daarvan, waarmede vermenigvuldiging van de suikerrietplant op eenigerlei wijze mogelijk is, daaronder begrepen het zaad.

Artikel 2.

Het uitvoeren, doen uitvoeren, ten uitvoer aanbieden of ten uitvoer in voorraad hebben van suikerriet-plantmateriaal is, behoudens het hierna in artikel 5 bepaalde, verboden.

Artikel 3.

1. Overtreding van het in artikel 2 bedoelde verbod wordt gestraft met een geldboete van ten hoogste vijf honderd gulden.

Indien tijdens het plegen van het feit nog geen jaar is verloopen sedert eene vroegere veroordeeling van den schuldige wegens eene overtreding als juist bedoeld onherroepelijk is gewor-

den, wordt eene geldboete van ten hoogste duizend gulden opgelegd.

2. Het suikerriet-plantmateriaal, waarmede de overtreding is gepleegd, kan worden in beslag genomen en in geval van veroordeeling worden verbeurd verklaard.

3. De bij deze verordening strafbaar gestelde feiten worden beschouwd als overtredingen.

Artikel 4.

1. Indien een feit, bij deze verordening strafbaar gesteld, wordt begaan door of vanwege eene vennootschap onder eene firma, eene naamlooze vennootschap, een zedelijk lichaam of eene stichting, wordt de strafvervolging ingesteld en de straf uitgesproken tegen ieder der beheerende vennooten of bestuurders.

2. Geen straf wordt uitgesproken tegen den beheerenden vennoot of bestuurder, van wien blijkt, dat het feit buiten zijn toedoen is begaan.

Artikel 5.

Ontheffing van het in artikel 2 vermelde verbod kan door den Gouverneur telkens voor één enkele verscheping worden verleend.

Artikel 6.

Met het opsporen van de overtredingen dezer verordening zijn, behalve de in artikel 8 van het Wetboek van Strafvordering aangewezen personen, belast de ambtenaren van het Landbouwproefstation, de Havenmeester en de ambtenaren bij den actieven dienst der belastingen.

Artikel 7.

1. De ambtenaren, in het voorgaande artikel bedoeld, zijn bevoegd om kisten, balen, koffers en andere voor verzending bestemde voorwerpen te openen en te onderzoeken, indien zij vermoeden, dat zich daarin suikerrietplantmateriaal zou kunnen bevinden.

2. Zij zijn eveneens bevoegd om de panden of erven en de

voertuigen en vaartuigen, waar redelijkerwijs vermoed kan worden, dat in strijd met deze verordening is gehandeld, binnen te treden.

3. Wordt hun de toegang geweigerd, dan verschaffen zij zich dien desnoods met behulp van den sterken arm.

4. Is de plaats tevens eene woning of alleen door eene woning toegankelijk, dan treden zij deze tegen den wil des bewoners niet binnen dan op vertoon van een schriftelijke machtiging te Paramaribo van den Kantonrechter van Paramaribo, en in de districten van den betrokken districts-commissaris.

5. Van dit binnentreden wordt door hen procesverbaal opgemaakt, dat binnen tweemaal vier en twintig uren aan dengene, wiens woning is binnengetreden, in afschrift wordt medegedeeld.

Artikel 8.

Deze verordening, die kan worden aangehaald als „Suikerrietplantmateriaal uitvoerverordening" treedt in werking met ingang van den dag na dien van hare afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 10den Mei 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 23sten October 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 107.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 18 October 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van den 26sten Juni 1935 (Staatsblad No. 362) tot wijziging van het West-Indisch detacheeringsbesluit 1930;*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 17 Mei 1935, 7de Afdeeling, n°. 9;

Gelet op artikel 63 van de Grondwet;

Den Raad van State gehoord (advies van 12 Juni 1935, n°. 32);

Gelezen het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van 19 Juni 1935, 7de Afdeeling, n°. 7;

Overwegende, dat wijziging van het „West-Indisch Detacheeringsbesluit 1930" noodzakelijk is gebleken;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen:

Artikel 1.

Het eerste lid van artikel 4 van Ons besluit van 29 Augustus 1930 (*Staatsblad* n°. 380, *Gouvernementsblad* n°. 80, *Publicatieblad* n°. 84), betreffende uitzending naar *Suriname* en naar *Curaçao* van Rijksambtenaren, die zich voor de vervulling van eenig ambt in burgerlijken dienst aldaar beschikbaar stellen, en regeling van hun terugkeer hier te lande, wordt gelezen als volgt:

„Nadat een op den voet van de bepalingen van dit besluit „uitgezonden ambtenaar hetzij vóór, hetzij uiterlijk op of ge„rekend van den dag, waarop hij in *Suriname* of in *Curaçao* zijn „in het eerste lid van artikel 2 bedoeld dienstverband zal heb„ben vervuld, van zijne werkzaamheid in Surinaamschen of in „Curaçaoschen dienst eervol zal zijn ontheven dan wel uit dien „dienst eervol zal zijn ontslagen, wordt hem, mits hij uiterlijk „na verloop van één jaar, gerekend van en met den datum, „waarop de ontheffing of het ontslag is ingegaan, in Nederland „teruggekeerd is, ter zake van de afgeloopen detacheering eene „uitzendingspremie uitgekeerd, gelijkstaande met tien procent „van de tijdens het bovenbedoeld dienstverband door hem in „Surinaamschen of Curaçaoschen dienst genoten gezamenlijke „activiteitsjaarwedden".

Artikel 2.

De slotzin van het derde lid van artikel 6 van het in het vorige artikel genoemde besluit wordt gelezen als volgt:

„Ten aanzien van dit wachtgeld zijn voorts van overeen-„komstige toepassing de artikelen 5, 6, derde, vijfde en zesde „lid, 7, eerste lid, 7*a*, 8, 8*a*, 9, 10, 11 en 12 van het Koninklijk „besluit van 3 Augustus 1922 (*Staatsblad* n°. 479), zooals dit „sedert zal zijn gewijzigd of aangevuld".

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het *Staatsblad* geplaatst en in afschrift aan den Raad van State medegedeeld zal worden.

Het Loo, den 26sten Juni 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,
J. A. DE WILDE.

De Minister van Onderwijs,
Kunsten en Wetenschappen a. i.,
J. R. SLOTEMAKER DE BRUÏNE.

De Minister van Financiën,
OUD.

De Minister van Defensie,
L. N. DECKERS.

De Minister van Waterstaat,
VAN LIDTH DE JEUDE.

De Minister van Economische Zaken,
H. GELISSEN.

De Minister van Sociale Zaken,
J. R. SLOTEMAKER DE BRUÏNE.

Uitgegeven den *twaalfden* Juli 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

1935. No. 107.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernements-blad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 18den October 1935.
J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 18den October 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 108.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PUBLICATIE van 18 October 1935, *waarbij wordt afgekondigd de wet van den 16den Maart 1928, (Staatsblad No. 69), tot het instellen van een openbaar onderzoek omtrent rampen en ongevallen, overkomen aan Nederlandsche oorlogsvaartuigen (Marine-scheepsongevallenwet).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande wet:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat het wenschelijk is bepalingen vast te stellen tot het instellen van een openbaar onderzoek omtrent rampen en ongevallen, overkomen aan Nederlandsche oorlogsvaartuigen;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

HOOFDSTUK I.

ALGEMEENE BEPALINGEN.

Artikel 1.

1. Van Staatswege wordt onderzoek gedaan naar de oorzaken van rampen en ongevallen, overkomen aan Nederlandsche oorlogsvaartuigen.

2. Het onderzoek bestaat uit een voorloopig onderzoek door of vanwege den betrokken Commandant der Marine, zoo noodig gevolgd door een onderzoek door den Marineraad.

3. Het voorloopig onderzoek wordt ingesteld telkens, wanneer een in het eerste lid van dit artikel bedoeld vaartuig door een ramp of ongeval is getroffen.

4. Onder ramp of ongeval in den zin dezer wet wordt verstaan een voorval, overkomen aan een in het eerste lid van dit artikel bedoeld vaartuig, ten gevolge waarvan schade van beteekenis aan dat vaartuig of deszelfs bemanning, of aan beide, of aan een ander schip of deszelfs bemanning is veroorzaakt. Bovendien wordt in den zin dezer wet een voorval ook als ramp of ongeval opgevat, indien niet zoozeer met het oog op de omvangrijkheid der gevolgen, als wel op grond van den aard van het voorval, de waarschijnlijkheid bestaat, dat uit een onderzoek lessen kunnen worden geput, dan wel voorschriften kunnen voortvloeien, welke kunnen dienen tot voorkoming van scheepsrampen.

5. Voor de toepassing van deze wet:

worden als Nederlandsch oorlogsvaartuig beschouwd alle onder het beheer van het Departement van Marine staande Rijks- en particuliere-, in dienst van het Rijk zijnde, vaartuigen, welke staan onder bevel van een militair gezaghebber en geheel of gedeeltelijk met militairen zijn bemand;

wordt onder „schip" begrepen een vaartuig, een sleepschip, een dok, en elk ander drijvend voorwerp, hetwelk over zee naar zijne bestemming wordt gesleept;

wordt onder „kapitein" verstaan elke gezagvoerder van een schip of degene die dezen vervangt, en onder „eigenaar" de persoon, die het beheer over het schip heeft, hetzij hij eigenaar, reeder of boekhouder van de reederij van het schip is, hetzij hem het schip in gebruik is gegeven.

6. Voor de toepassing van deze wet wordt onder „Onze Minister" verstaan Onze Minister van Marine.

HOOFDSTUK II.

VAN DEN MARINERAAD.

Artikel 2.

1. De Marineraad is gevestigd in een door Ons nader aan te

wijzen gemeente. Hij is bevoegd ook in andere gemeenten hier te lande te vergaderen.

2. De Raad bestaat uit een voorzitter en vier leden. De voorzitter moet aan een Rijks- of daarmede gelijkgestelde Nederlandsche Universiteit hebben verkregen, hetzij den graad van doctor in de rechtswetenschap, hetzij den graad van doctor in de rechtsgeleerdheid of de hoedanigheid van meester in de rechten, mits deze graad of deze hoedanigheid verkregen is op grond van het afleggen van een examen in het Nederlandsch burgerlijk- en handelsrecht, staatsrecht en strafrecht. De leden moeten zijn zeeofficier of oud-zeeofficier, met dien verstande, dat ten minste twee der leden den rang van hoofdofficier moeten bekleeden of bekleed hebben en niet meer dan twee van hen oud-zeeofficier mogen zijn.

3. Voorts worden benoemd een plaatsvervangend voorzitter en de noodige plaatsvervangende leden, te wier aanzien het bepaalde in het tweede lid van overeenkomstige toepassing is.

4. Aan den Raad worden een secretaris en een plaatsvervangend secretaris verbonden, die moeten zijn zeeofficier of oud-zeeofficier.

5. De voorzitter, de plaatsvervangende voorzitter, de leden en de plaatsvervangende leden worden door Ons benoemd voor den tijd van ten minste één jaar en ten hoogste vier jaren. Herbenoeming heeft in den regel niet plaats. Door Ons kan in bijzondere omstandigheden hiervan worden afgeweken.

6. Aan den Raad worden op diens verzoek voor ieder geval afzonderlijk de noodige deskundige raadgevers toegevoegd.

7. Door Ons worden de werkkring en de bevoegdheden van den voorzitter, van de leden en van de in het vorige lid bedoelde deskundige raadgevers, alsmede van den secretaris en van hunne plaatsvervangers vastgesteld, en worden hunne geldelijke tegemoetkomingen voor zoover noodig geregeld.

8. Eveneens worden door Ons de werkkring en de bevoegdheden geregeld van de Commandanten der Marine in verband met hun arbeid bij den Marineraad.

Artikel 3.

1. De voorzitter, de leden, de deskundige raadgevers en de secretaris van den Marineraad, hunne plaatsvervangers, alsmede de marineofficieren in het eerste lid van artikel 9 bedoeld,

hebben te allen tijde toegang tot de schepen, waaraan een ramp of ongeval, als bedoeld in artikel 1, vierde lid, is overkomen, of welke een zoodanige ramp of een zoodanig ongeval hebben veroorzaakt, en tot de plaatsen, waar zoodanige schepen zich bevinden.

2. Deze bevoegdheid geldt eveneens ten aanzien van de schepen, welke op eenigerlei wijze, zij het ook slechts middellijk, bij de ramp of het ongeval betrokken zijn.

Artikel 4.

De eigenaars, de commandanten, de kapiteins, de officieren, de stuurlieden, de machinisten of scheepswerktuigkundigen en de leden der bemanning van de schepen, bedoeld in artikel 3, eerste en tweede lid, zijn verplicht aan de in het vorige artikel bedoelde personen desverlangd de door hen noodig geachte inlichtingen te geven.

Artikel 5.

De betrokken Commandant der Marine, de in het eerste lid van artikel 9 bedoelde marineofficier, de voorzitter, de plaatsvervangende voorzitter, de secretaris, de plaatsvervangende secretaris, de leden, de plaatsvervangende leden van den Marineraad, zoomede de deskundige raadgevers en hunne vervangers, zijn, uitgezonderd tegenover de, in het verband van deze wet, boven hen gestelde autoriteiten, verplicht tot geheimhouding van hetgeen hun in plaatsen, waar zij krachtens artikel 3 binnentreden omtrent het daar uitgeoefend wordend bedrijf is bekend geworden, voor zoover het niet in strijd is met de bepalingen van deze of een andere wet.

Artikel 6.

De voorzitter, de leden, de plaatsvervangende voorzitter en de plaatsvervangende leden van den Marineraad onthouden zich van deelneming aan de behandeling van zaken, welke hen of hunne bloed- en aanverwanten tot en met den vierden graad persoonlijk aangaan, of waarin zij als gemachtigden zijn betrokken.

Artikel 7.

1. De zittingen van den Raad worden in het openbaar gehouden, tenzij de Raad, om in de uitspraak te vermelden redenen mocht besluiten de behandeling van een zaak geheel of gedeeltelijk met gesloten deuren te doen plaats vinden, dan wel den Raad om redenen van defensiebelang, of om redenen daarmede verband houdende, door Onzen Minister geheimhouding wordt opgelegd.

2. De voorzitter, de plaatsvervangende voorzitter, de leden, de plaatsvervangende leden, de raadgevers, de plaatsvervangende raadgevers, de secretaris en de plaatsvervangende secretaris zijn verplicht het geheim der raadkamer te bewaren.

3. Beslissingen van den Raad moeten in voltallige vergadering worden genomen. In geval van staking van stemmen, als gevolg van onthouding, is de stem van den voorzitter beslissend.

HOOFDSTUK III.

VAN HET ONDERZOEK.

Artikel 8.

1. De commandanten van oorlogsvaartuigen, waaraan een ramp of ongeval is overkomen, geven daarvan onverwijld schriftelijk kennis aan den Commandant der Marine binnen wiens ambtsgebied de ramp of het ongeval heeft plaats gehad, door toezending van een door hen ter zake opgemaakt verslag.

2. Met betrekking tot oorlogsvaartuigen, welke zich buiten de ambtsgebieden van de Commandanten der Marine bevinden, worden de verslagen, bedoeld in het eerste lid, rechtstreeks toegezonden aan Onzen Minister en door dezen in handen gesteld van den Commandant der Marine, dien hij voor het voorloopig onderzoek aanwijst.

Artikel 9.

1. De betrokken Commandant der Marine stelt nopens alle op de in het vorige artikel aangegeven wijze te zijner kennis gekomen rampen of ongevallen een onderzoek in of doet dit instellen

door een door hem aan te wijzen marineofficier, en deelt de uitkomsten van dit onderzoek zoo spoedig mogelijk, onder overlegging van de stukken, aan den voorzitter van den Marineraad mede.

2. Meent hij, dat uit een oogpunt van defensiebelang geheimhouding noodzakelijk is, dan zendt hij de stukken van het onderzoek vergezeld van zijne beschouwingen aan Onzen Minister, die bij de doorzending aan den Raad beslist of de behandeling en de uitspraak al dan niet geheim zullen zijn, en den Raad dienovereenkomstig opdracht geeft.

3. De Marineraad beslist of met het oog op aard en omvang van ramp of ongeval al dan niet een onderzoek door den Raad zal worden ingesteld, en geeft van zijne beslissing kennis aan Onzen Minister. Acht deze in tegenstelling met de opvatting en beslissing van den Raad het noodig, dat een onderzoek wordt ingesteld, dan deelt hij zulks aan den Raad mede, welke in dat geval alsnog hiertoe overgaat.

4. Wanneer beslist is, dat een onderzoek zal worden ingesteld, stelt de voorzitter de plaats, den dag en het uur daarvoor vast en worden door hem de noodige getuigen en deskundigen voor die zitting van den Raad opgeroepen.

5. De Raad is bevoegd, zoo noodig, den betrokken commandant der Marine te verzoeken middelerwijl nog nopens bepaalde onderwerpen nadere gegevens te verzamelen. Deze is gehouden aan dat verzoek te voldoen.

Artikel 10.

1. De artikelen 7, tweede en derde lid, 8 tot en met 11, 13 tot en met 17, 19, 23, eerste lid, en 25 der wet van 5 Augustus 1850 (*Staatsblad* n°. 45), gewijzigd bij de wetten van 31 December 1887 (*Staatsblad* n°. 265) en 10 Augustus 1918 (*Staatsblad* n°. 514) zijn, voor zoover zij niet afwijken van de bepalingen dezer wet, van toepassing op het onderzoek, in te stellen door den Commandant der Marine of door den krachtens artikel 9, eerste lid, met het onderzoek belasten marineofficier en op het onderzoek door den Marineraad.

2. Dezen officieren en dit college komen dezelfde bevoegdheden toe als bij die artikelen aan de commissie van onderzoek zijn toegekend.

3. Nochtans zal in het geval, geregeld bij artikel 13 der in

het eerste lid genoemde wet, het bevel tot medebrenging mede door den voorzitter van den Marineraad kunnen worden verleend.

Artikel 11.

Aan getuigen en deskundigen, voor zooverre hunne dienstverhouding tot het Rijk niet medebrengt, dat zij hunne medewerking verleenen zonder eene schadeloosstelling, wordt, zoo zij dit verlangen, zoodanige schadeloosstelling toegekend naar den maatstaf der tarieven van Justitiekosten en salarissen in burgerlijke zaken.

Artikel 12.

1. De betrokken Commandant der Marine, de voorzitter van den Raad en de Raad kunnen overlegging vorderen binnen een bepaalden termijn van de door hen noodig geoordeelde voor het onderzoek vereischte officieele en wettelijke bescheiden zoowel van de commandanten en kapiteins der schepen bedoeld in artikel 3, eerste en tweede lid, als van ieder ander, die de stukken onder zijne berusting heeft.

2. Bij verzuim van overlegging binnen den gestelden termijn wordt daarvan proces-verbaal opgemaakt, waarmede gehandeld wordt als bepaald in artikel 16 der wet van 5 Augustus 1850 (*Staatsblad* n°. 45), gewijzigd bij de wetten van 31 December 1887 (*Staatsblad* n°. 265), en 10 Augustus 1918 (*Staatsblad* n°. 514), en dat de bewijskracht bezit in artikel 11 dier wet omschreven.

Artikel 13.

1. De commandanten, de kapiteins, de officieren, de stuurlieden en de machinisten of scheepswerktuigkundigen van schepen bedoeld in artikel 3, eerste en tweede lid, en voorts ieder, die meent over de oorzaken van de ramp of het ongeval licht te kunnen verspreiden, kunnen verzoeken, zoowel dat zij zelven gehoord worden, als ook bepaaldelijk door hen aangewezen personen, van wie evenzeer het geven van ter zake dienende inlichtingen kan worden verwacht.

2. Van zoodanige verzoeken wordt, indien daaraan door den leider van het onderzoek geen gehoor wordt gegeven, in het proces-verbaal van het onderzoek aanteekening gehouden.

3. De verzoekers mogen tot de verschenen getuigen vragen doen richten, met dien verstande, dat aan den leider van het onderzoek de beslissing blijft of een vraag al dan niet zal worden gesteld.

4. Bij dit onderzoek is het niet toegelaten zich door een raadsman te doen bijstaan of zich te doen vertegenwoordigen door een gemachtigde.

Artikel 14.

1. Wanneer de behandeling van eene zaak voor den Marineraad is afgeloopen, wordt nopens de ramp of het ongeval door den voorzitter van dien Raad in het openbaar uitspraak gedaan, behoudens in het uitzonderingsgeval, bedoeld in het slot van artikel 7, eerste lid en in artikel 9, tweede lid.

2. Deze uitspraak moet een overzicht bevatten van den gang van het gehouden onderzoek, en de uitkomst daarvan vermelden.

3. De Marineraad deelt op grond van het gehouden onderzoek aan Onzen Minister mede of er naar zijn oordeel aanleiding bestaat maatregelen te nemen tegen opvarenden van het oorlogsvaartuig, wier verzuim of schuld van invloed is geweest op de ramp of het ongeval, zoo noodig met advies omtrent de te hunnen aanzien te volgen gedragslijn.

4. Indien bij den Marineraad tijdens het onderzoek het vermoeden is gerezen, dat de ramp of het ongeval is veroorzaakt door de ongeschiktheid of door een daad of nalatigheid van den kapitein, een stuurman of een machinist van een schip, dat ingevolge artikel 2 of artikel 2*bis* der Schepenwet onder de bepalingen dier wet valt, worden, behoudens in het uitzonderingsgeval bedoeld in het slot van artikel 7, eerste lid, en in artikel 9, tweede lid, na afloop van de behandeling der zaak de stukken van het onderzoek in handen gesteld van den Hoofdinspecteur voor de Scheepvaart, die handelt als in Hoofdstuk IV dier wet is omschreven.

5. Een gewaarmerkt afschrift van de uitspraak wordt Onzen Minister zoo spoedig mogelijk aangeboden.

6. De uitspraken worden op door Ons te bepalen wijze openbaar gemaakt.

7. Indien zich het uitzonderingsgeval, bedoeld in het slot van artikel 7, eerste lid en in artikel 9, tweede lid, voordoet, wordt door den voorzitter van den Raad een verslag van den gang

van het gehouden onderzoek en van de uitspraak onder geheim couvert aan Onzen Minister overgelegd. Indien deze rapporten geen defensiegeheimen bevatten wordt daarvan een exemplaar ter griffie der Tweede Kamer neergelegd.

HOOFDSTUK IV.

BIJZONDERE BEPALINGEN.

Artikel 15.

1. De termijn van oproeping van getuigen en van deskundigen is, voor het geval zij in het Rijk in Europa woonachtig zijn of verblijf houden, van twee vrije dagen. Is hunne woonplaats elders of onbekend, dan stelt de voorzitter van den Marineraad dien termijn vast.

2. Voor zoover noodig geschiedt de oproeping en de mededeeling van beslissingen van den Marineraad op last van den voorzitter van dien Raad, door beteekening door den deurwaarder van eenig rechterlijk college, met achterlating van een afschrift aan den persoon of aan zijne woon- of verblijfplaats hier te lande.

3. Ingeval de beambte met de beteekening belast, noch den persoon van den opgeroepene of beteekende, noch iemand van diens huisgenooten aan diens woon- of verblijfplaats aantreft, zal hij het afschrift terstond ter hand stellen aan het hoofd van het plaatselijk bestuur, of aan dengene, die hem vervangt, die het oorspronkelijke met gezien zal teekenen en het afschrift zoo mogelijk aan den betrokkene zal moeten doen toekomen, zonder dat van dit laatste echter zal behoeven te blijken.

Artikel 16.

1. De Marineraad is bij de behandeling van zaken als in deze wet bedoeld, aan geene andere vormen gehouden, dan bij deze wet zijn bepaald.

2. De betrokken Commandant der Marine is bevoegd de zittingen van den Marineraad, ook die, welke met gesloten deuren worden gehouden, bij te wonen. Hij kan zich echter bij alle werkzaamheden in deze wet bedoeld door een zeeofficier doen vervangen.

Artikel 17.

De kosten van het onderzoek, bedoeld in deze wet, worden gedragen door het Rijk.

Artikel 18.

Aan belanghebbenden wordt op hun verzoek kosteloos inzage en voor hunne kosten uittreksel of afschrift van de uitspraken van den Marineraad door den secretaris verstrekt, berekend volgens tarief voor uittreksels of afschriften van vonnissen in strafzaken.

Artikel 19.

Indien bij het onderzoek een gegrond vermoeden ontstaat, dat door iemand een strafbaar feit is gepleegd, dan wordt de bevoegde ambtenaar van het Openbaar Ministerie, dan wel de betrokken militaire autoriteit daarmede in kennis gesteld door den voorzitter van den Marineraad.

HOOFDSTUK V.

STRAFBEPALINGEN.

Artikel 20.

Met geldboete van ten hoogste zeshonderd gulden wordt gestraft hij, die in strijd met het bepaalde bij artikel 4 nalaat inlichtingen te geven.

Artikel 21.

Met geldboete van ten hoogste zestig gulden wordt gestraft hij, die, nadat hij ingevolge artikel 9 of artikel 13 behoorlijk is opgeroepen, niet verschijnt, of verschenen zijnde, op de gestelde vragen niet antwoordt.

Artikel 22.

Met geldboete van ten hoogste driehonderd gulden wordt gestraft de commandant, de gezagvoerder of de kapitein, die in strijd met het bepaalde in artikel 12 de opgevorderde bescheiden niet overlegt.

Artikel 23.

Met geldboete van ten hoogste vijf duizend gulden wordt gestraft de derde, onder wiens berusting de in artikel 12 bedoelde bescheiden zich bevinden, en die de ingevolge dat artikel opgevorderde bescheiden niet overlegt.

Artikel 24.

1. Met gevangenisstraf van ten hoogste zes maanden of geldboete van ten hoogste zeshonderd gulden wordt gestraft hij, die opzettelijk de in artikel 5 opgelegde geheimhouding schendt.
2. Met hechtenis van ten hoogste drie maanden of geldboete van ten hoogste driehonderd gulden wordt gestraft hij, aan wiens schuld schending van die geheimhouding te wijten is.
3. Geen vervolging heeft plaats dan op klachte van den eigenaar van het schip, of van den kapitein, of van den bestuurder van het bedrijf, dat ter plaatse in artikel 5 bedoeld, wordt uitgeoefend.

Artikel 25.

De bij deze wet strafbaar gestelde feiten worden beschouwd als overtredingen, behalve de feiten, strafbaar gesteld bij het eerste en tweede lid van artikel 24, welke als misdrijven worden beschouwd.

Artikel 26.

De bij deze wet gestelde strafbepalingen zijn toepasselijk op ieder, die zich, hetzij binnen, hetzij buiten het Rijk in Europa schuldig maakt aan eenig bij deze wet strafbaar gesteld feit.

HOOFDSTUK VI.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 27.

In alle gevallen, waarop deze wet van toepassing is, zijn behoudens het bepaalde in het vierde lid van artikel 14 de voorschriften van Hoofdstuk IV der Schepenwet niet van toepassing, noch het voorschrift vervat in artikel 70 van die wet.

Artikel 28.

Alle tengevolge van deze wet opgemaakte en overgelegde stukken, verzoekschriften, beroepschriften, en beschikkingen zijn vrij van het recht van zegel en van de formaliteit van registratie.

Artikel 29.

Hetgeen verder ter uitvoering van deze wet noodig is, wordt bij algemeenen maatregel van bestuur geregeld.

Artikel 30.

Deze wet treedt in werking op een nader door Ons te bepalen tijdstip, en kan worden aangehaald onder den titel „Marinescheepsongevallenwet", met vermelding van het nummer en het jaartal van het *Staatsblad*, waarbij zij is afgekondigd.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te 's-Gravenhage, den 16den Maart 1928.

WILHELMINA.

De Minister van Marine a.i.,
LAMBOOY.

De Minister van Waterstaat,
H. v. d. VEGTE.

Uitgegeven den *negen en twintigsten* Maart 1928.

De Minister van Justitie,
J. DONNER.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 18den October 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 6den November 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 109.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

Verbeterblad.

Op bladzijde 1, vierde regel van boven, moet na „G. B." ingelascht worden : „1935"

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 109.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PUBLICATIE van 18 October 1935, *waarbij wordt afgekondigd de wet van den 25sten April 1935, (Staatsblad No. 225), tot wijziging van de Marinescheepsongevallenwet (Staatsblad 1928, No. 69, G. B. No. 108).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande wet:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat het wenschelijk is de Marine-scheepsongevallenwet, *Staatsblad* 1928, n°. 69, te wijzigen in dien zin dat, naast den Nederlandschen, een Nederlandsch-Indische Marineraad zal worden ingesteld;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Artikel I.

In de hoogeraangehaalde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht.

A.

In het tweede lid van artikel 1 worden, na „Commandant der Marine", tusschengevoegd de woorden: „in Nederland, dan

wel den Commandant der Zeemacht in Nederlandsch-Indië", terwijl in stede van „den Marineraad" wordt gelezen „een Marineraad".

Van het vijfde lid van dit artikel wordt de tweede alinea gelezen als volgt: „worden als Nederlandsch oorlogsvaartuig beschouwd alle ten behoeve der Koninklijke Marine gebezigde vaartuigen, waarover een militair der zeemacht het bevel voert en welke geheel of gedeeltelijk met militairen zijn bemand"; terwijl aan het slot van het vijfde lid een nieuwe alinea wordt opgenomen, luidende: „wordt onder „Commandant der Zeemacht in Nederlandsch-Indië" verstaan de Commandant der Zeemacht en Hoofd van het Departement der Marine in Nederlandsch-Indië".

Het zesde lid van het artikel vervalt.

B.

Het opschrift van hoofdstuk II wordt gelezen als volgt: „Van de Marineraden en hunne samenstelling".

C.

In hoofdstuk II wordt vóór artikel 2 een nieuw artikel ingelascht, luidende:

Artikel 1*a*.

1. Er zijn een Nederlandsche en een Nederlandsch-Indische Marineraad.

2. De Nederlandsche Marineraad is gevestigd in een door Ons nader aan te wijzen gemeente. Hij is bevoegd ook in andere gemeenten hier te lande te vergaderen.

3. De Nederlandsch-Indische Marineraad is gevestigd te Batavia. Hij is bevoegd, na verkregen machtiging van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië, ook elders daar te lande te vergaderen.

D.

Van artikel 2 vervalt het eerste lid.

Het tweede lid wordt eerste lid. In den aanhef wordt, in stede van „De raad bestaat", gelezen: „De Marineraden be-

staan". In den tweeden zin wordt in stede van „voorzitter" gelezen: „voorzitter van den Nederlandschen Marineraad". Tusschen den tweeden en den derden zin wordt een nieuwe zin opgenomen, luidende: „De voorzitter van den Nederlandsch-Indischen Marineraad moet voldoen aan de eischen, gesteld voor de benoembaarheid tot lid van een Raad van Justitie in Nederlandsch-Indië.", terwijl in de laatste zinsnede van dit lid, in plaats van „hoofdofficier", gelezen wordt: „vlag- of hoofdofficier".

Het derde lid wordt tweede lid. In den aanhef van dit lid wordt, in stede van „Voorts worden", gelezen: „Voor beide raden worden tevens", terwijl in den laatsten regel het woord „tweede" vervangen wordt door „eerste".

Het vierde lid wordt derde lid. In den aanhef van dit lid wordt, in stede van „den Raad", gelezen: „elken Raad".

Het vijfde tot en met het achtste lid worden vervangen door de volgende drie nieuwe leden:

„4. Aan elken Raad worden, op diens verzoek, voor elk geval afzonderlijk, de noodige deskundige raadgevers toegevoegd.

5. De voorzitters, de plaatsvervangende voorzitters, de leden en de plaatsvervangende leden worden benoemd voor den tijd van ten minste één en ten hoogste vier jaren.

Herbenoeming heeft niet plaats, tenzij bijzondere omstandigheden in het betrekkelijke besluit te vermelden, daartoe aanleiding geven.

6. De benoeming van den voorzitter, den plaatsvervangenden voorzitter, de leden en de plaatsvervangende leden van den Nederlandschen Marineraad, zoomede de toevoeging aan dit college van deskundige raadgevers, geschieden door Ons; ten aanzien van den Nederlandsch-Indischen Marineraad geschiedt dit door den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië."

E.

Na artikel 2 wordt een nieuw opschrift ingelascht, luidende: „Hoofdstuk II*A*. Van de bevoegdheid en den werkkring der Marineraden."

Onder dit opschrift worden, vóór artikel 3, twee nieuwe artikelen opgenomen, luidende:

Artikel 2*a*.

1. De Nederlandsche Marineraad neemt kennis van de rampen en ongevallen, overkomen aan alle oorlogsvaartuigen, ten aanzien waarvan die kennisneming ingevolge het tweede lid van dit artikel niet is opgedragen aan den Nederlandsch-Indischen Marineraad.

2. De Nederlandsch-Indische Marineraad neemt kennis van rampen en ongevallen, overkomen aan oorlogsvaartuigen, welke :

a. onder het opperbevel van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië staan ;

b. hoewel eigenlijk behoorende tot de zeemacht in Nederlandsch-Indië, tijdelijk aan het opperbevel van den Landvoogd aldaar onttrokken zijn in verband met een vanuit Nederlandsch-Indië naar het buitenland ondernomen reis ;

c. vanuit Nederland, Suriname of Curaçao op reis zijn naar Nederlandsch-Indië, met de bedoeling om aldaar onder het opperbevel van den Gouverneur-Generaal te worden gesteld.

3. Wij behouden Ons voor om het onderzoek van aan oorlogsvaartuigen overkomen rampen en ongevallen, in afwijking van het bepaalde in de eerste twee leden van dit artikel, aan een anderen Marineraad op te dragen.

Artikel 2*b*.

1. De werkkring en de bevoegdheden :

a. van de voorzitters, de leden en de secretarissen van de Marineraden en van hunne plaatsvervangers, zoomede die van de deskundige raadgevers, aan de Marineraden toegevoegd,

b. van de vlootvoogden in verband met hun bemoeienis ten opzichte van rampen en ongevallen, aan oorlogsvaartuigen overkomen,

worden, met betrekking tot den Nederlandschen Marineraad door Ons en met betrekking tot den Nederlandsch-Indischen Marineraad door den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië geregeld.

2. De geldelijke tegemoetkomingen, toe te kennen aan de in het eerste lid van dit artikel onder *a* bedoelde personen, worden met betrekking tot den Nederlandschen Marineraad voor zooveel noodig door Ons en met betrekking tot den Nederlandsch-

Indischen Marineraad voor zooveel noodig door den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië vastgesteld.

F.

In het eerste lid van artikel 3 wordt op den tweeden regel in plaats van „van den Marineraad" gelezen „van den betrokken Marineraad".

G.

Van artikel 5 worden de eerste vijf regels gelezen als volgt: „De betrokken Commandanten der Marine in Nederland, de Commandant der Zeemacht in Nederlandsch-Indië, de in het eerste lid van artikel 9 bedoelde marine-officieren, de voorzitters, de plaatsvervangende voorzitters, de leden, de plaatsvervangende leden, de secretarissen, de plaatsvervangende secretarissen van de Marineraden, zoomede de aan die Raden toegevoegde deskundige raadgevers en hunne plaatsvervangers."

H.

In artikel 6 wordt op den eersten regel (tweemaal), in stede van „voorzitter", gelezen „voorzitters", terwijl op den tweeden regel de woorden „den Marineraad" worden vervangen door: „de Marineraden".

I.

Van artikel 7 wordt het eerste lid gelezen als volgt:

„1. De zittingen van de Marineraden worden in het openbaar gehouden, tenzij in een bepaald geval de Raad, om in de uitspraak te vermelden redenen, mocht besluiten de behandeling van een zaak geheel of gedeeltelijk met gesloten deuren te doen plaats hebben. Dit laatste geschiedt ook indien, om redenen van defensiebelang of om redenen, daarmede verband houdende, den Nederlandschen Marineraad door Onzen Minister van Defensie, dan wel den Nederlandsch-Indischen Marineraad door den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië, geheimhouding wordt opgelegd."

In het tweede lid wordt op den eersten regel (tweemaal), in

stede van „voorzitter", gelezen : „voorzitters", terwijl op den derden en vierden regel het woord „secretaris" (tweemaal) wordt vervangen door „secretarissen".

In het derde lid wordt op den eersten regel, in stede van „den Raad", gelezen : „de Marineraden".

J.

Artikel 8 wordt gelezen als volgt :

„De commandanten van oorlogsvaartuigen, aan welke een ramp of ongeval is overkomen, geven daarvan onverwijld, door toezending van een door hen ter zake opgemaakt verslag, kennis :

aan den betrokken Commandant der Marine in Nederland, wanneer de zaak, ingevolge artikel 2*a*, ter kennisneming van den Nederlandschen Marineraad staat, met dien verstande, dat de commandant van een oorlogsvaartuig, dat onder rechtstreeksch bevel staat van Onzen Minister van Defensie, dit verslag doet toekomen aan genoemden Minister, die dit verslag in handen stelt van den commandant der Marine, dien hij voor het voorloopig onderzoek aanwijst ;

aan den Commandant der Zeemacht in Nederlansch-Indië, wanneer de zaak, ingevolge evengenoemd artikel, ter kennisneming van den Nederlandsch-Indischen Marineraad staat.

K.

Artikel 9 wordt gelezen als volgt :

„1. De in artikel 8 bedoelde vlootvoogden stellen nopens alle op de in dat artikel aangegeven wijze te hunner kennis gekomen rampen of ongevallen een voorloopig onderzoek in, of doen dit instellen door een door hen aan te wijzen marine-officier. De uitkomsten van dit onderzoek worden zoo spoedig mogelijk, onder overlegging van alle op de zaak betrekking hebbende stukken, aan den voorzitter van den betrokken Marineraad medegedeeld.

2. Meent de met het voorloopig onderzoek belaste vlootvoogd dat uit een oogpunt van defensiebelang een geheime behandeling der zaak noodzakelijk is, dan zendt hij de stukken van het onderzoek, vergezeld van zijne beschouwingen, aan Onzen Minister van Defensie, wanneer het een tot de competentie van den Nederlandschen Marineraad behoorende zaak betreft, en aan den

Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië, wanneer het een zaak betreft, welke ter kennisneming van den Nederlandsch-Indischen Marineraad staat. Deze Bewindslieden beslissen of de behandeling van en de uitspraak in de zaak geheim zullen zijn en geven, bij de doorzending der stukken, aan den betrokken Raad dienovereenkomstig opdracht.

3. De Marineraden beslissen of met het oog op aard en omvang van ramp of ongeval al dan niet een onderderzoek door den Raad zal worden ingesteld en geven van deze beslissing kennis, de Nederlandsche Raad aan Onzen Minister van Defensie, de Nederlandsch-Indische Raad aan den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië. Acht de Minister of de Gouverneur-Generaal, in tegenstelling met de opvatting en beslissing van den Raad, het noodig dat een onderzoek wordt ingesteld, dan deelt hij zulks aan het betrokken college mede, hetwelk in dat geval alsnog hiertoe overgaat.

4. Wanneer beslist is, dat door een Marineraad een onderzoek zal worden ingesteld, stelt de voorzitter de plaats, den dag en het uur daarvoor vast en roept hij de noodige getuigen en deskundigen voor die zitting van den Raad op.

5. Een Marineraad, een zaak in behandeling genomen hebbend, is bevoegd, zoo noodig den vlootvoogd, die het voorloopig onderzoek in die zaak heeft ingesteld of doen instellen, te verzoeken middelerwijl nog nadere gegevens nopens bepaalde onderwerpen te verzamelen. Deze is gehouden, aan dat verzoek te voldoen."

L.

Artikel 10 wordt gelezen als volgt:

„1. Op het voorloopig onderzoek, in te stellen door of vanwege de daartoe aangewezen vlootvoogden, zoomede op het onderzoek door de Marineraden, zijn van overeenkomstige toepassing de bepalingen omtrent het onderzoek van strafzaken, vervat in de Regtspleging bij de Zeemagt, met dien verstande, dat onder eede gehoord wordende getuigen, in stede van hunne mededeelingen na het afleggen daarvan met een eed of plechtige verklaring te bevestigen, zullen moeten zweren (beloven) dat zij de geheele waarheid en niets dan de waarheid zullen zeggen, alvorens tot het afleggen hunner verklaring te worden toegelaten.

2. Voor de in het eerste lid bedoelde officieren, voor de

voorzitters der Marineraden en voor de Marineraden gelden, met betrekking tot het te houden onderzoek, dezelfde bevoegdheden en verplichtingen, als in de Regtspleging bij de Zeemagt te dien opzichte zijn vastgelegd, onderscheidenlijk voor de officieren-commissarissen, belast met de informatiën, voor de presidenten van de zeekrijgsraden en voor de zeekrijgsraden.

3. Bij het onderzoek, zoowel het voorloopige als het hoofd-onderzoek, kunnen zij, die uit hoofde van hun stand, hun beroep of hun ambt tot geheimhouding verplicht zijn, zich van het geven van getuigenis of van het beantwoorden van bepaalde vragen verschoonen, doch alleen omtrent hetgeen waarvan de wetenschap aan hen als zoodangig is toevertrouwd."

M.

Artikel 11 wordt gelezen als volgt:

„Aan getuigen en deskundigen, voor zooverre hunne dienstverhouding tot de Overheid niet medebrengt, dat zij hunne medewerking zonder eenige schadeloosstelling verleenen, wordt, zoo zij dit verlangen, eene schadeloosstelling toegekend, door den Nederlandschen Marineraad naar den maatstaf der tarieven van justitiekosten en salarissen in burgerlijke zaken en door den Nederlandsch-Indischen Marineraad naar den maatstaf van het tarief van justitiekosten en salarissen in burgerlijke zaken voor de Europeesche rechtbanken in Nederlandsch-Indië.

N.

Van artikel 12 wordt de aanhef van het eerste lid gelezen als volgt: „De betrokken vlootvoogden, de voorzitters van de Marineraden en deze Raden zelve kunnen overlegging vorderen . . . . . enz."

Het tweede lid wordt gelezen als volgt:

„2. Bij verzuim van overlegging binnen den gestelden termijn wordt daarvan proces-verbaal opgemaakt, hetwelk wordt toegezonden, zoo de nalatige militair is, aan de militaire autoriteit onder wier bevelen hij staat en anders aan het Openbaar Ministerie bij het gerecht, voor hetwelk de nalatige ter zake van zijne tekortkoming zal moeten terechtstaan."

Aan het slot van het artikel wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende :

„3. Het in het tweede lid bedoelde proces-verbaal levert, behoudens tegenbewijs, een volledig bewijs op van hetgeen daarin vermeld staat."

N.'

Van artikel 13 wordt de tweede regel van het eerste lid gelezen :

„lieden, de machinisten of scheepswerktuigkundigen en de radio-telegrafisten van".

O.

In het eerste lid van artikel 14 wordt op den eersten regel, in stede van „den Marineraad", gelezen „een Marineraad".

Van het derde lid worden de eerste twee regels gelezen als volgt : „Op grond van het gehouden onderzoek deelt de Nederlandsche Marineraad aan Onzen Minister van Defensie en de Nederlandsch-Indische Marineraad aan den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië mede of er naar 's Raads oordeel aanleiding .....", terwijl op den derden regel, in stede van „het" oorlogsvaartuig, wordt gelezen „een" oorlogsvaartuig.

In het vierde lid wordt op den eersten regel, vóór het woord „Marineraad", tusschengevoegd het woord „Nederlandschen" ; de vierde regel wordt gelezen : „kapitein, een stuurman, een machinist of een radiotelegrafist van een schip, dat" ; op den negenden en tienden regel wordt in stede van „Hoofdinspecteur voor de Scheepvaart" gelezen „Inspecteur-Generaal voor de Scheepvaart te 's-Gravenhage ;" aan het slot van dit lid wordt het volgende toegevoegd : „De Nederlandsch-Indische Marineraad stelt in een dergelijk geval, wanneer het betrokken schip ingevolge of krachtens artikel 2 der Schepenordonnantie 1927 (*Indisch Staatsblad* no. 33) valt onder de bepalingen dier ordonnantie, de stukken van het onderzoek in handen van den Hoofdinspecteur, Hoofd van den Dienst van Scheepvaart, die handelt als is aangegeven in artikel 22 der Schepenordonnantie 1927. Is een schip, vallende onder de bepalingen van de Schepenwet, bij de zaak betrokken, dan zendt de Nederlandsch-Indische Ma-

rineraad de stukken aan den Inspecteur-Generaal voor de Scheepvaart te 's Gravenhage."

Het vijfde lid wordt gelezen als volgt:

„5. Een gewaarmerkt afschrift van de uitspraak wordt zoo spoedig mogelijk aangeboden, door den Nederlandschen Marineraad aan Onzen Minister van Defensie, door den Nederlandsch-Indischen Marineraad aan den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië."

Het zesde lid wordt gelezen als volgt:

„De uitspraken van den Nederlandschen Marineraad worden op door Ons te bepalen wijze openbaar gemaakt; ten aanzien van de uitspraken van den Nederlandsch Indischen Marineraad geschiedt dit op de wijze, door den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië te bepalen."

Van het zevende lid worden de laatste drie regels gelezen als volgt: „geheim couvert overgelegd, voor zooveel betreft den Nederlandschen Raad aan Onzen Minister van Defensie en wat betreft een Nederlandsch-Indischen Raad aan den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië. Wanneer deze rapporten geen defensiegeheimen bevatten, wordt daarvan een exemplaar neergelegd ter griffie van de Tweede Kamer der Staten-Generaal en, wanneer de zaak betrekking heeft op een oorlogsvaartuig, staande onder het opperbevel van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië, ook op het secretariaat van den Volksraad aldaar.

P.

In het eerste lid van artikel 15 wordt op den tweeden regel, na het woord „deskundigen", tusschengevoegd: „voor den Nederlandschen Marineraad"; op den voorlaatsten regel van dit lid vervallen de woorden „van den Marineraad."

Tusschen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende:

„1*a*. De termijn van oproeping van getuigen en van deskundigen voor den Nederlandsch-Indischen Marineraad wordt door den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië vastgesteld."

In het tweede lid wordt op den tweeden regel, in stede van

„den" Marineraad, gelezen „een" Marineraad, worden na „deur-„waarder" ingelascht de woorden „of ander dienaar van de openbare macht", terwijl aan het slot van dit lid de woorden „hier te lande" vervallen.

In het derde lid wordt op den vijfden regel, achter de woorden „plaatselijk bestuur", tusschengevoegd: „— op Java en Madoera: aan den assistent-resident —".

Q.

In artikel 16 worden in het eerste lid op den eersten regel de woorden „Marineraad is" vervangen door „Marineraden zijn".

In het tweede lid wordt, in stede van „De betrokken Commandant der Marine", gelezen: „De vlootvoogd, die het voorloopig onderzoek heeft ingesteld of doen instellen,", terwijl op den tweeden regel, voor het woord „Marineraad", wordt tusschengevoegd het woord „betrokken".

R.

Artikel 17 wordt gelezen als volgt:

„1. De kosten van het onderzoek betreffende een ramp of ongeval, overkomen aan een onder het opperbevel van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië staand oorlogsvaartuig, alsmede de kosten verbonden aan den Nederlandsch-Indischen Marineraad, komen ten laste van de Nederlandsch-Indische geldmiddelen.

2. Alle andere uit deze wet voortvloeiende kosten worden gedragen door het Rijk."

S.

Artikel 18 wordt gelezen als volgt:

„Aan belanghebbenden wordt op hun verzoek kosteloos inzage en, op hunne kosten, uittreksel of afschrift van de uitspraak van een Marineraad door den secretaris van het college verstrekt, berekend, voor den Nederlanschen Marineraad volgens tarief voor uittreksels of afschriften van vonnissen in strafzaken, voor den Nederlandsch-Indischen Marineraad volgens tarief van justitiekosten en salarissen in strafzaken voor griffiers en deurwaarders bij de Europeesche rechtbanken."

T.

De bestaande inhoud van artikel 26 wordt eerste lid, terwijl aan het artikel een nieuw lid wordt toegevoegd, luidende:

„2. Bij de oplegging en uitvoering krachtens deze wet, van straffen in Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao, gelden de met betrekking tot de gelijknamige straffen daar te lande van kracht zijnde wettelijke bepalingen."

U.

Artikel 27 wordt gelezen als volgt:

„In alle gevallen, waarop deze wet van toepassing is, zijn, behoudens het bepaalde in het vierde lid van artikel 14, niet van toepassing de voorschriften van hoofdstuk IV der Schepenwet en de bepaling, vervat in artikel 70 van die wet, noch het bepaalde bij of krachtens artikel 22 van de Nederlandsch-Indische Schepenordonnantie-1927."

V.

Artikel 29 wordt gelezen als volgt:

„Hetgeen verder ter uitvoering van deze wet noodig is, wordt voor zooveel den Nederlandschen Marineraad betreft door Ons en voor zooveel het op den Nederlandsch-Indischen Marineraad betrekking heeft, door den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië geregeld."

W.

Na artikel 29 wordt een nieuw artikel opgenomen, luidende:

Artikel 29*a*.

Deze wet is ook verbindend voor Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao.

X.

Artikel 30 wordt gelezen als volgt:

„Deze wet kan worden aangehaald onder den titel „Marinescheepsongevallenwet", met bijvoeging van het jaar en het nummer van het *Staatsblad*, waarin de gewijzigde tekst is geplaatst.

Artikel II.

Op Onzen last wordt de Marine-scheepsongevallenwet, *Staatsbtad* 1928, no. 69, met de daarin bij deze wet aangebrachte wijzigingen en plaats gehad hebbende aanvullingen in een doorloopend genummerde reeks van hoofdstukken en artikelen samengevat en, zoo noodig met wijziging dienovereenkomstig van de aanhaling daarin van hare hoofdstukken, artikelen of gedeelten van artikelen, in het *Staatsblad* geplaatst en afzonderlijk uitgegeven.

Artikel III.

Deze wet treedt in werking op een nader door Ons te bepalen tijdstip.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te 's-Gravenhage, den 25sten April 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Defensie,
L. N. DECKERS.

De Minister van Staat,
De Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

De Minister van Waterstaat,
VAN LIDTH DE JEUDE.

Uitgegeven den *veertienden* Mei 1935.
De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 18den October 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 6den November 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 110.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

Verbeterblad.

Op bladzijde 1, vijftiende regel van boven, moet na „G. B." ingelascht worden : „1935"

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 110.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 18 October 1935 No. 3316, *bevelende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van den 28sten Augustus 1935 (Staatsblad No. 531) houdende bekendmaking van den tekst van de Marinescheepsongevallenwet (wet van 16 Maart 1928, Staatsblad No. 69), zooals die is gewijzigd bij de wet van 25 April 1935 (Staatsblad No. 225).*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën van 12 September 1935, 6e en 7e Afdeeling No. 9/548, waarbij, o. m. ter bekendmaking van het na te melden Koninklijk besluit, is toegezonden een exemplaar van het Staatsblad No. 531 van 1935, waarin is opgenomen het Koninklijk besluit van 28 Augustus 1935, houdende bekendmaking van den tekst van de Marinescheepsongevallenwet (Wet van 16 Maart 1928, Staatsblad No. 69, G. B. No. 108), zooals die is gewijzigd bij de Wet van 25 April 1935 (Staatsblad No. 225, G. B. No. 109);

Herlezen de resolutiën van:
18 October 1935 No. 3314;
18 October 1935 No. 3315;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit, benevens afschrift van deze resolutie, in het Gouvernementsblad zal worden geplaatst.

Paramaribo den 18den October 1935.

J. C. BRONS.

Uitgegeven den 6den November 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Wij WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Op de voordracht van Onzen Minister van Defensie, van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën, en van Onzen Minister van Waterstaat van 20 Juni 1935, Ie Afdeeling N°. 41, van 29 Juni 1935, 6e Afdeeling N°. 11, en van 5 Juli 1935, La. LL, Afd. Vervoer- en Mijnwezen;

Gezien de artikelen II en III van de Wet van 25 April 1935 (*Staatsblad* N°. 225) tot wijziging van de Marinescheepsongevallenwet;

Hebben goedgevonden en verstaan:

I. te gelasten:

1°. De Marinescheepsongevallenwet van 16 Maart 1928 (*Staatsblad* N°. 69) met de daarin bij de Wet van 25 April 1935 (*Staatsblad* N°. 225) aangebrachte wijzigingen en plaats gehad hebbende aanvullingen wordt in eene doorloopend genummerde reeks van hoofdstukken en artikelen samengevat; voor zooveel noodig met wijziging dienovereenkomstig van de aanhaling daarin van hare hoofdstukken, artikelen en gedeelten van artikelen en door de zorg van Onzen Minister van Defensie in het *Staatsblad* geplaatst, en wel door bijvoeging van den hiernevensgaanden tekst van de Marinescheepsongevallenwet in zijn geheel bij dit Besluit;

2°. de hiernevens gevoegde tekst van de Marinescheepsongevallenwet wordt afzonderlijk uitgegeven door de zorg van Onzen Minister van Defensie.

II. te bepalen, dat de Wet van 25 April 1935 (*Staatsblad* N°. 225) in werking treedt met ingang van 1 Januari 1936.

Onze Ministers van Defensie, van Koloniën en van Waterstaat zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van dit besluit, hetwelk in het *Staatsblad* zal worden geplaatst.

St. Fillans, den 28sten Augustus 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Defensie,
L. N. DECKERS.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

De Minister van Waterstaat,
VAN LIDTH DE JEUDE.

Uitgegeven den *zeventienden* September 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

TEKST VAN DE MARINESCHEEPSONGEVALLENWET, VASTGESTELD BIJ DE WET VAN 16 MAART 1928 (STAATSBLAD N°. 69), ZOOALS DEZE LUIDT TENGEVOLGE VAN DE DAARIN DOOR DE WET VAN 25 APRIL 1935, TOT WIJZIGING VAN DE MARINESCHEEPSONGEVALLENWET (STAATSBLAD N°. 225) AANGEBRACHTE AANVULLINGEN EN WIJZIGINGEN.

HOOFDSTUK I.

Algemeene bepalingen.

Artikel 1.

1. Van Staatswege wordt onderzoek gedaan naar de oorzaken van rampen en ongevallen, overkomen aan Nederlandsche oorlogsvaartuigen.

2. Het onderzoek bestaat uit een voorloopig onderzoek door of vanwege den betrokken Commandant der Marine in Nederland, dan wel den Commandant der Zeemacht in Nederlandsch-Indië, zoo noodig gevolgd door een onderzoek door een Marineraad.

3. Het voorloopig onderzoek wordt ingesteld telkens, wanneer een in het eerste lid van dit artikel bedoeld vaartuig door een ramp of ongeval is getroffen.

4. Onder ramp of ongeval in den zin dezer wet wordt verstaan een voorval, overkomen aan een in het eerste lid van dit artikel bedoeld vaartuig, ten gevolge waarvan schade van beteekenis aan dat vaartuig of deszelfs bemanning, of aan beide of aan een ander schip of deszelfs bemanning is veroorzaakt. Bovendien wordt in den zin dezer wet een voorval ook als ramp of ongeval opgevat, indien niet zoozeer met het oog op de omvangrijkheid der gevolgen, als wel op grond van den aard van het voorval, de waarschijnlijkheid bestaat, dat uit een onderzoek lessen kunnen worden geput, dan wel voorschriften kunnen voortvloeien, welke kunnen dienen tot voorkoming van scheepsrampen.

5. Voor de toepassing van deze wet:

worden als Nederlandsch oorlogsvaartuig beschouwd alle ten behoeve der Koninklijke Marine gebezigde vaartuigen, waarover een militair der zeemacht het bevel voert en welke geheel of gedeeltelijk met militairen zijn bemand;

wordt onder ,,schip'' begrepen een vaartuig, een sleepschip, een dok, en elk ander drijvend voorwerp, hetwelk over zee naar zijne bestemming wordt gesleept;

wordt onder ,,kapitein'' verstaan elke gezagvoerder van een schip of degene die dezen vervangt, en onder ,,eigenaar'' de persoon, die het beheer over het schip heeft, hetzij hij eigenaar, reeder of boekhouder van de reederij van het schip is, hetzij hem het schip in gebruik is gegeven;

wordt onder ,,Commandant der Zeemacht in Nederlandsch-Indië'' verstaan de Commandant der Zeemacht en Hoofd van het Departement der Marine in Nederlandsch-Indië.

HOOFDSTUK II.

Van de Marineraden en hunne samenstelling.

Artikel 2.

1. Er zijn een Nederlandsche en een Nederlandsch-Indische Marineraad.
2. De Nederlandsche Marineraad is gevestigd in een door Ons nader aan te wijzen gemeente. Hij is bevoegd ook in andere gemeenten hier te lande te vergaderen.
3. De Nederlandsch-Indische Marineraad is gevestigd te Batavia. Hij is bevoegd, na verkregen machtiging van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië, ook elders daar te lande te vergaderen.

Artikel 3.

1. De Marineraden bestaan uit een voorzitter en vier leden. De voorzitter van den Nederlandschen Marineraad moet aan een Rijks- of daarmede gelijkgestelde Nederlandsche universiteit hebben verkregen, hetzij den graad van doctor in de rechtswetenschap, hetzij den graad van doctor in de rechtsgeleerdheid of de hoedanigheid van meester in de rechten, mits deze graad of deze hoedanigheid verkregen is op grond van het afleggen van een examen in het Nederlandsch burgerlijk- en handelsrecht,

Staatsrecht en strafrecht. De voorzitter van den Nederlandsch-Indischen Marineraad moet voldoen aan de eischen, gesteld voor de benoembaarheid tot lid van een Raad van Justitie in Nederlandsch-Indië. De leden moeten zijn zeeofficier of oud-zeeofficier, met dien verstande, dat ten minste twee der leden den rang van vlag- of hoofdofficier moeten bekleeden of bekleed hebben en niet meer dan twee van hen oud-zeeofficieren mogen zijn.

2. Voor beide raden worden tevens benoemd een plaatsvervangend voorzitter en de noodige plaatsvervangende leden, te wier aanzien het bepaalde in het eerste lid van overeenkomstige toepassing is.

3. Aan elken Raad worden een secretaris en een plaatsvervangend secretaris verbonden, die moeten zijn zeeofficier of oud-zeeofficier.

4. Aan elken Raad worden, op diens verzoek, voor elk geval afzonderlijk, de noodige deskundige raadgevers toegevoegd.

5. De voorzitters, de plaatsvervangende voorzitters, de leden en de plaatsvervangende leden worden benoemd voor den tijd van ten minste één en ten hoogste vier jaren.

Herbenoeming heeft niet plaats, tenzij bijzondere omstandigheden in het betrekkelijke besluit te vermelden, daartoe aanleiding geven.

6. De benoeming van den voorzitter, den plaatsvervangenden voorzitter, de leden en de plaatsvervangende leden van den Nederlandschen Marineraad, zoomede de toevoeging aan dit college van deskundige raadgevers, geschieden door Ons; ten aanzien van den Nederlandsch-Indischen Marineraad geschiedt dit door den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië.

HOOFDSTUK III.

Van de bevoegdheid en den werkkring der Marineraden.

Artikel 4.

1. De Nederlandsche Marineraad neemt kennis van de rampen en ongevallen, overkomen aan alle oorlogsvaartuigen, ten aanzien waarvan die kennisneming ingevolge het tweede lid van dit artikel niet is opgedragen aan den Nederlandsch-Indischen Marineraad.

2. De Nederlandsch-Indische Marineraad neemt kennis van rampen en ongevallen, overkomen aan oorlogsvaartuigen, welke:

a. onder het opperbevel van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië staan;

b. hoewel eigenlijk behoorende tot de zeemacht in Nederlandsch-Indië, tijdelijk aan het opperbevel van den Landvoogd aldaar onttrokken zijn in verband met een vanuit Nederlandsch-Indië naar het buitenland ondernomen reis;

c. vanuit Nederland, Suriname of Curaçao op reis zijn naar Nederlandsch-Indië, met de bedoeling om aldaar onder het opperbevel van den Gouverneur-Generaal te worden gesteld.

3. Wij behouden Ons voor om het onderzoek van aan oorlogsvaartuigen overkomen rampen en ongevallen, in afwijking van het bepaalde in de eerste twee leden van dit artikel, aan een anderen Marineraad op te dragen.

Artikel 5.

1. De werkkring en de bevoegdheden:

a. van de voorzitters, de leden en de secretarissen van de Marineraden en van hunne plaatsvervangers, zoomede die van de deskundige raadgevers, aan de Marineraden toegevoegd,

b. van de vlootvoogden in verband met hun bemoeienis ten opzichte van rampen en ongevallen, aan oorlogsvaartuigen overkomen,

worden, met betrekking tot den Nederlandschen Marineraad door Ons, en met betrekking tot den Nederlandsch-Indischen Marineraad door den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië geregeld.

2. De geldelijke tegemoetkomingen, toe te kennen aan de in het eerste lid van dit artikel onder *a* bedoelde personen, worden met betrekking tot den Nederlandschen Marineraad voor zooveel noodig door Ons en met betrekking tot den Nederlandsch-Indischen Marineraad voor zooveel noodig door den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië vastgesteld.

Artikel 6.

1. De voorzitter, de leden, de deskundige raadgevers en de secretaris van den betrokken Marineraad, hunne plaatsvervangers, alsmede de marineofficieren, in het eerste lid van artikel 12 bedoeld, hebben te allen tijde toegang tot de schepen, waaraan een ramp of ongeval, als bedoeld in artikel 1, vierde lid, is overkomen, of welke een zoodanige ramp of een zoodanig ongeval hebben veroorzaakt, en tot de plaatsen, waar zoodanige schepen zich bevinden.

2. Deze bevoegdheid geldt eveneens ten aanzien van de schepen, welke op eenigerlei wijze, zij het ook slechts middellijk, bij de ramp of het ongeval betrokken zijn.

Artikel 7.

De eigenaars, de commandanten, de kapiteins, de officieren, de stuurlieden, de machinisten of scheepswerktuigkundigen en de leden der bemanning van de schepen, bedoeld in artikel 6, eerste en tweede lid, zijn verplicht aan de in het vorige artikel bedoelde personen desverlangd de door hen noodig geachte inlichtingen te geven.

Artikel 8.

De betrokken Commandanten der Marine in Nederland, de Commandant der Zeemacht in Nederlandsch-Indië, de in het eerste lid van artikel 12 bedoelde marineofficieren, de voorzitters, de plaatsvervangende voorzitters, de leden, de plaatsvervangende leden, de secretarissen, de plaatsvervangende secretarissen van de Marineraden, zoomede de aan die Raden toegevoegde deskundige raadgevers en hunne plaatsvervangers, zijn, uitgezonderd tegenover de, in het verband van deze wet, boven hen gestelde autoriteiten, verplicht tot geheimhouding van hetgeen hun in plaatsen, waar zij krachtens artikel 6 binnentreden, omtrent het daar uitgeoefend wordend bedrijf is bekend geworden, voor zoover het niet in strijd is met de bepalingen van deze of een andere wet.

Artikel 9.

De voorzitters, de leden, de plaatsvervangende voorzitters en de plaatsvervangende leden van de Marineraden onthouden zich van deelneming aan de behandeling van zaken, welke hen of hunne bloed- en aanverwanten tot en met den vierden graad persoonlijk aangaan, of waarin zij als gemachtigden zijn betrokken.

Artikel 10.

1. De zittingen van de Marineraden worden in het openbaar gehouden, tenzij in een bepaald geval de Raad, om in de uitspraak te vermelden redenen, mocht besluiten de behandeling van een zaak geheel of gedeeltelijk met gesloten deuren te doen plaats hebben. Dit laatste geschiedt ook indien, om redenen van defensiebelang of om redenen, daarmede verband houdende, den

Nederlandschen Marineraad door Onzen Minister van Defensie, dan wel den Nederlandsch-Indischen Marineraad door den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië, geheimhouding wordt opgelegd.

2. De voorzitters, de plaatsvervangende voorzitters, de leden, de plaatsvervangende leden, de raadgevers, de plaatsvervangende raadgevers, de secretarissen en de plaatsvervangende secretarissen zijn verplicht het geheim der raadkamer te bewaren.

3. Beslissingen van de Marineraden moeten in voltallige vergaderingen worden genomen. In geval van staking van stemmen, als gevolg van onthouding, is de stem van den voorzitter beslissend.

HOOFDSTUK IV.

Van het onderzoek.

Artikel 11.

De commandanten van oorlogsvaartuigen, aan welk een ramp of ongeval is overkomen, geven daarvan onverwijld, door toezending van een door hen ter zake opgemaakt verslag, kennis:

aan den betrokken Commandant der Marine in Nederland, wanneer de zaak, ingevolge artikel 4, ter kennisneming van den Nederlandschen Marineraad staat, met dien verstande, dat de commandant van een oorlogsvaartuig, dat onder rechtstreeksch bevel staat van Onzen Minister van Defensie, dit verslag doet toekomen aan genoemden Minister, die dit verslag in handen stelt van den commandant der Marine, dien hij voor het voorloopig onderzoek aanwijst;

aan den Commandant der Zeemacht in Nederlandsch-Indië, wanneer de zaak, ingevolge evengenoemd artikel, ter kennisneming van den Nederlandsch-Indischen Marineraad staat.

Artikel 12.

1. De in artikel 11 bedoelde vlootvoogden stellen nopens alle op de in dat artikel aangegeven wijze te hunner kennis gekomen rampen of ongevallen een voorloopig onderzoek in of doen dit instellen door een door hen aan te wijzen marine-officier. De uitkomsten van dit onderzoek worden zoo spoedig mogelijk, onder overlegging van alle op de zaak betrekking hebbende stukken, aan den voorzitter van den betrokken Marineraad medegedeeld.

2. Meent de met het voorloopig onderzoek belaste vlootvoogd, dat uit een oogpunt van defensiebelang een geheime behandeling der zaak noodzakelijk is, dan zendt hij de stukken van het onderzoek, vergezeld van zijne beschouwingen, aan Onzen Minister van Defensie, wanneer het een tot de competentie van den Nederlandschen Marineraad behoorende zaak betreft, en aan den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië, wanneer het een zaak betreft, welke ter kennisneming van den Nederlandsch-Indischen Marineraad staat. Deze bewindslieden beslissen of de behandeling van en de uitspraak in de zaak geheim zullen zijn en geven, bij de doorzending der stukken, aan den betrokken Raad dienovereenkomstig opdracht.

3. De Marineraden beslissen of met het oog op aard en omvang van ramp of ongeval al dan niet een onderzoek door den Raad zal worden ingesteld en geven van deze beslissing kennis, de Nederlandsche Raad aan Onzen Minister van Defensie, de Nederlandsch-Indische Raad aan den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië. Acht de Minister of de Gouverneur-Generaal, in tegenstelling met de opvatting en beslissing van den Raad, het noodig dat een onderzoek wordt ingesteld, dan deelt hij zulks aan het betrokken college mede, hetwelk in dat geval alsnog hiertoe overgaat.

4. Wanneer beslist is, dat door een Marineraad een onderzoek zal worden ingesteld, stelt de voorzitter de plaats, den dag en het uur daarvoor vast en roept hij de noodige getuigen en deskundigen voor die zitting van den Raad op.

5. Een Marineraad, een zaak in behandeling genomen hebbend, is bevoegd, zoo noodig den vlootvoogd, die het voorloopig onderzoek in die zaak heeft ingesteld of doen instellen, te verzoeken middelerwijl nog nadere gegevens nopens bepaalde onderwerpen te verzamelen. Deze is gehouden, aan dat verzoek te voldoen.

Artikel 13.

1. Op het voorloopig onderzoek, in te stellen door of vanwege de daartoe aangewezen vlootvoogden, zoomede op het onderzoek door de Marineraden, zijn van overeenkomstige toepassing de bepalingen omtrent het onderzoek van strafzaken, vervat in de Regtspleging bij de Zeemagt, met dien verstande, dat onder eede gehoord wordende getuigen, in stede van hunne mededeelingen na het afleggen daarvan met een eed of plechtige verklaring te bevestigen, zullen moeten zweren (beloven) dat zij de geheele

waarheid en niets dan de waarheid zullen zeggen, alvorens tot het afleggen hunner verklaring te worden toegelaten.

2. Voor de in het eerste lid bedoelde officieren, voor de voorzitters der Marineraden en voor de Marineraden gelden, met betrekking tot het te houden onderzoek, dezelfde bevoegdheden en verplichtingen, als in de Regtspleging bij de Zeemagt te dien opzichte zijn vastgelegd, onderscheidenlijk voor de officieren-commissarissen, belast met de informatiën, voor de presidenten van de zeekrijgsraden en voor de zeekrijgsraden.

3. Bij het onderzoek, zoowel het voorloopige als het hoofdonderzoek, kunnen zij, die uit hoofde van hun stand, hun beroep of hun ambt tot geheimhouding verplicht zijn, zich van het geven van getuigenis of van het beantwoorden van bepaalde vragen verschoonen, doch alleen omtrent hetgeen waarvan de wetenschap aan hen als zoodanig is toevertrouwd.

Artikel 14.

Aan getuigen en deskundigen, voor zoover hunne dienstverhouding tot de Overheid niet medebrengt, dat zij hunne medewerking zonder eenige schadeloosstelling verleenen, wordt, zoo zij dit verlangen, eene schadeloosstelling toegekend, door den Nederlandschen Marineraad naar den maatstaf der tarieven van justitiekosten en salarissen in burgerlijke zaken en door den Nederlandsch-Indischen Marineraad naar den maatstaf van het tarief van justitiekosten en salarissen in burgerlijke zaken voor de Europeesche rechtbanken in Nederlandsch-Indië.

Artikel 15.

1. De betrokken vlootvoogden, de voorzitters van de Marineraden en deze Raden zelve kunnen overlegging vorderen binnen een bepaalden termijn van de door hen noodig geoordeelde voor het onderzoek vereischte officieele en wettelijke bescheiden zoowel van de commandanten en kapiteins der schepen bedoeld in artikel 6, eerste en tweede lid, als van ieder ander, die de stukken onder zijn berusting heeft.

2. Bij verzuim van overlegging binnen den gestelden termijn wordt daarvan proces-verbaal opgemaakt, hetwelk wordt toegezonden, zoo de nalatige militair is, aan de militaire autoriteit onder wier bevelen hij staat en anders aan het Openbaar Ministerie bij het gerecht, voor hetwelk de nalatige ter zake van zijne tekortkoming zal moeten terechtstaan.

3. Het in het tweede lid bedoelde proces-verbaal levert, be-

houdens tegenbewijs, een volledig bewijs op van hetgeen daarin vermeld staat.

Artikel 16.

1. De commandanten, de kapiteins, de officieren, de stuurlieden, de machinisten of scheepswerktuigkundigen en de radiotelegrafisten van schepen, bedoeld in artikel 6, eerste en tweede lid, en voorts ieder, die meent over de oorzaken van de ramp of het ongeval licht te kunnen verspreiden, kunnen verzoeken, zoowel dat zij zelven gehoord worden, als ook bepaaldelijk door hen aangewezen personen, van wie evenzeer het geven van ter zake dienende inlichtingen kan worden verwacht.

2. Van zoodanige verzoeken wordt, indien daaraan door den leider van het onderzoek geen gehoor wordt gegeven, in het proces-verbaal van het onderzoek aanteekening gehouden.

3. De verzoekers mogen tot de verschenen getuigen vragen doen richten, met dien verstande, dat aan den leider van het onderzoek de beslissing blijft of een vraag al dan niet zal worden gesteld.

4. Bij dit onderzoek is het niet toegelaten zich door een raadsman te doen bijstaan of zich te doen vertegenwoordigen door een gemachtigde.

Artikel 17.

1. Wanneer de behandeling van een zaak voor een Marineraad is afgeloopen, wordt nopens de ramp of het ongeval door den voorzitter van dien Raad in het openbaar uitspraak gedaan, behoudens in het uitzonderingsgeval, bedoeld in het slot van artikel 10, eerste lid en in artikel 12, tweede lid.

2. Deze uitspraak moet een overzicht bevatten van den gang van het gehouden onderzoek, en de uitkomst daarvan vermelden.

3. Op grond van het gehouden onderzoek deelt de Nederlandsche Marineraad aan Onzen Minister van Defensie en de Nederlandsch-Indische Marineraad aan den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië mede of er naar 's Raads oordeel aanleiding bestaat maatregelen te nemen tegen opvarenden van een oorlogsvaartuig, wier verzuim of schuld van invloed is geweest op de ramp of het ongeval, zoo noodig met advies omtrent de te hunnen aanzien te volgen gedragslijn.

4. Indien bij den Nederlandschen Marineraad tijdens het onderzoek het vermoeden is gerezen, dat de ramp of het ongeval is veroorzaakt door de ongeschiktheid, of door een daad of nala-

tigheid van den kapitein, een stuurman, een machinist of een radiotelegrafist van een schip, dat ingevolge artikel 2 of artikel 2*bis* der Schepenwet onder de bepalingen dier wet valt, worden, behoudens in het uitzonderingsgeval, bedoeld in het slot van artikel 10, eerste lid, en in artikel 12, tweede lid, na afloop van de behandeling der zaak de stukken van het onderzoek in handen gesteld van den Inspecteur-Generaal voor de Scheepvaart te 's-Gravenhage, die handelt als in Hoofdstuk IV dier wet is omschreven. De Nederlandsch-Indische Marineraad stelt in een dergelijk geval, wanneer het betrokken schip ingevolge of krachtens artikel 2 der Schepenordonnantie 1927 (*Indisch Staatsblad* n°. 33) valt onder de bepalingen dier ordonnantie, de stukken van het onderzoek in handen van den Hoofdinspecteur, Hoofd van den Dienst van Scheepvaart, die handelt als is aangegeven in artikel 22 der Schepenordonnantie 1927. Is een schip, vallende onder de bepalingen van de Schepenwet, bij de zaak betrokken, dan zendt de Nederlandsch-Indische Marineraad de stukken aan den Inspecteur-Generaal voor de Scheepvaart te 's-Gravenhage.

5. Een gewaarmerkt afschrift van de uitspraak wordt zoo spoedig mogelijk aangeboden, door den Nederlandschen Marineraad aan Onzen Minister van Defensie, door den Nederlandsch-Indischen Marineraad aan den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië.

6. De uitspraken van den Nederlandschen Marineraad worden op door Ons te bepalen wijze openbaar gemaakt; ten aanzien van de uitspraken van den Nederlandsch-Indischen Marineraad geschiedt dit op de wijze, door den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië te bepalen.

7. Indien zich het uitzonderingsgeval, bedoeld in het slot van artikel 10, eerste lid, en in artikel 12, tweede lid, voordoet, wordt door den voorzitter van den Raad een verslag van den gang van het gehouden onderzoek en van de uitspraak onder geheim couvert overgelegd, voor zooveel betreft den Nederlandschen Raad aan Onzen Minister van Defensie en wat betreft den Nederlandsch-Indischen Raad aan den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië. Wanneer deze rapporten geen defensiegeheimen bevatten, wordt daarvan een exemplaar neergelegd ter griffie van de Tweede Kamer der Staten-Generaal en, wanneer de zaak betrekking heeft op een oorlogsvaartuig, staande onder het opperbevel van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië, ook op het secretariaat van den Volksraad aldaar.

HOOFDSTUK V.

Bijzondere bepalingen.

Artikel 18.

1. De termijn van oproeping van getuigen en van deskundigen voor den Nederlandschen Marineraad is, voor het geval zij in het Rijk in Europa woonachtig zijn of verblijf houden, van twee vrije dagen. Is hunne woonplaats elders of onbekend, dan stelt de voorzitter dien termijn vast.

2. De termijn van oproeping van getuigen en van deskundigen voor den Nederlandsch-Indischen Marineraad wordt door den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië vastgesteld.

3. Voor zoover noodig geschiedt de oproeping en de mededeeling van beslissingen van een Marineraad op last van den voorzitter van dien Raad, door beteekening door den deurwaarder van eenig rechterlijk college of ander dienaar van de openbare macht, met achterlating van een afschrift aan den persoon of aan zijn woon- of verblijfplaats.

4. Ingeval de beambte, met de beteekening belast, noch den persoon van den opgeroepene of beteekende, noch iemand van diens huisgenooten aan diens woon- of verblijfplaats aantreft, zal hij het afschrift terstond ter hand stellen aan het hoofd van het plaatselijk bestuur — op Java en Madoera aan den Assistent-Resident — of aan dengene, die hem vervangt, die het oorspronkelijke met gezien zal teekenen en het afschrift zoo mogelijk aan den betrokkene zal moeten doen toekomen, zonder dat van dit laatste echter zal behoeven te blijken.

Artikel 19.

1. De Marineraden zijn bij de behandeling van zaken als in deze wet bedoeld, aan geene andere vormen gehouden, dan bij deze wet zijn bepaald.

2. De vlootvoogd, die het voorloopig onderzoek heeft ingesteld of doen instellen, is bevoegd de zittingen van den betrokken Marineraad, ook die, welke met gesloten deuren worden gehouden, bij te wonen. Hij kan zich echter bij alle werkzaamheden, in deze wet bedoeld, door een zeeofficier doen vervangen.

Artikel 20.

1. De kosten van het onderzoek betreffende een ramp of ongeval, overkomen aan een onder het opperbevel van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië staand oorlogs-

vaartuig, alsmede de kosten, verbonden aan den Nederlandsch-Indischen Marineraad, komen ten laste van de Nederlandsch-Indische geldmiddelen.

2. Alle andere uit deze wet voortvloeiende kosten worden gedragen door het Rijk.

Artikel 21.

Aan belanghebbenden wordt op hun verzoek kosteloos inzage en, op hunne kosten, uittreksel of afschrift van de uitspraak van een Marineraad door den secretaris van het college verstrekt, berekend, voor den Nederlandschen Marineraad volgens tarief voor uittreksels of afschriften van vonnissen in strafzaken, voor den Nederlandsch-Indischen Marineraad volgens tarief van justitiekosten en salarissen in strafzaken, voor griffiers en deurwaarders bij de Europeesche rechtbanken.

Artikel 22.

Indien bij het onderzoek een gegrond vermoeden ontstaat, dat door iemand een strafbaar feit is gepleegd, dan wordt de bevoegde ambtenaar van het Openbaar Ministerie, dan wel de betrokken militaire autoriteit daarmede in kennis gesteld door den voorzitter van den Marineraad.

HOOFDSTUK VI.

Strafbepalingen.

Artikel 23.

Met geldboete van ten hoogste zeshonderd gulden wordt gestraft hij, die in strijd met het bepaalde bij artikel 7 nalaat inlichtingen te geven.

Artikel 24.

Met geldboete van ten hoogste zestig gulden wordt gestraft hij, die, nadat hij ingevolge artikel 12 of artikel 16 behoorlijk is opgeroepen, niet verschijnt, of verschenen zijnde, op de gestelde vragen niet antwoordt.

Artikel 25.

Met geldboete van ten hoogste driehonderd gulden wordt gestraft de commandant, de gezagvoerder of de kapitein, die in strijd met het bepaalde in artikel 15 de opgevorderde bescheiden niet overlegt.

Artikel 26.

Met geldboete van ten hoogste vijf duizend gulden wordt gestraft de derde, onder wiens berusting de in artikel 15 bedoelde bescheiden zich bevinden, en die de ingevolge dat artikel opgevorderde bescheiden niet overlegt.

Artikel 27.

1. Met gevangenisstraf van ten hoogste zes maanden of geldboete van ten hoogste zeshonderd gulden wordt gestraft hij, die opzettelijk de in artikel 8 opgelegde geheimhouding schendt.
2. Met hechtenis van ten hoogste drie maanden of geldboete van ten hoogste driehonderd gulden wordt gestraft hij, aan wiens schuld schending van die geheimhouding te wijten is.
3. Geen vervolging heeft plaats dan op klachte van den eigenaar van het schip, of van den kapitein, of van den bestuurder van het bedrijf dat ter plaatse, in artikel 8 bedoeld, wordt uitgeoefend.

Artikel 28.

De bij deze wet strafbaar gestelde feiten worden beschouwd als overtredingen, behalve de feiten, strafbaar gesteld bij het eerste en tweede lid van artikel 27, welke als misdrijven worden beschouwd.

Artikel 29.

1. De bij deze wet gestelde strafbepalingen zijn toepasselijk op ieder, die zich, hetzij binnen, hetzij buiten het Rijk in Europa, schuldig maakt aan eenig bij deze wet strafbaar gesteld feit.
2. Bij de oplegging en uitvoering, krachtens deze wet, van straffen in Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao, gelden de met betrekking tot de gelijknamige straffen daar te lande van kracht zijnde wettelijke bepalingen.

HOOFDSTUK VII.

Slotbepalingen.

Artikel 30.

In alle gevallen, waarop deze wet van toepassing is, zijn, behoudens het bepaalde in het vierde lid van artikel 17, niet

van toepassing de voorschriften van Hoofdstuk IV der Schepenwet en de bepaling, vervat in artikel 70 van die wet, noch het bepaalde bij of krachtens artikel 22 van de Nederlandsch-Indische Schepenordonnantie 1927.

Artikel 31.

Alle ten gevolge van deze wet opgemaakte en overgelegde stukken, verzoekschriften, beroepschriften en beschikkingen zijn vrij van het recht van zegel en van de formaliteit van registratie.

Artikel 32.

Hetgeen verder ter uitvoering van deze wet noodig is, wordt voor zooveel den Nederlandschen Marineraad betreft door Ons en voor zooveel het op den Nederlandsch-Indischen Marineraad betrekking heeft, door den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië geregeld.

Artikel 33.

Deze wet is ook verbindend voor Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao.

Artikel 34.

Deze wet kan worden aangehaald onder den titel „Marinescheepsongevallenwet", met bijvoeging van het jaar en het nummer van het *Staatsblad*, waarin de gewijzigde tekst is geplaatst.

1935. No. 111.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

BESLUIT van 19 October 1935 *tot nadere wijziging van het besluit van 14 September 1932 (G. B. No. 90), houdende vaststelling van regelen voor het openbaar onderwijs met betrekking tot het aantal leerkrachten en kweekelingen, de schooluren, de vakken waarin onderwijs moet worden gegeven, de bevoegdheden der onderwijzers, het aantal leerjaren, de toelating en overplaatsing van leerlingen, alsmede van eenige regelen ter zake van het ondersteunde bijzonder onderwijs.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat ter uitvoering van artikel 1 van het Koninklijk besluit van den 4den December 1925 No. 23 (G.B. No. 93) inzake uitkeeringen uit 's Landskas aan besturen van bijzondere scholen voor Lager Onderwijs in Suriname en nopens inkomsten der onderwijzers bij het Openbaar Lager Onderwijs in dat gewest, zooals het luidt na de daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, laatstelijk bij het Koninklijk besluit van 19 September 1935 No. 40 (G. B. No. 103) het noodig is, het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Artikel 1.

In het besluit van 14 September 1932 (G. B. No. 90) *houdende vaststelling van regelen voor het openbaar onderwijs met betrekking tot het aantal leerkrachten en kweekelingen, de schooluren, de vakken waarin onderwijs moet worden gegeven, de bevoegdheden der onderwijzers, het aantal leerjaren, de toelating en overplaatsing van leerlingen, alsmede van eenige regelen ter zake van het ondersteunde bijzonder onderwijs,* zooals dat besluit luidt na de daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen, laatstelijk bij

besluit van 25 Augustus 1933 (G. B. No. 78), worden de navolgende wijziging en aanvulling gebracht:

I. In het eerste lid van artikel 1 vervalt de derde zinsnede.

II. Na artikel 7 wordt een nieuw artikel 7bis gevoegd, luidende:

„Het in de vorige artikelen ten aanzien van de scholen voor „gewoon lager onderwijs bepaalde is, in verband met den bij„zonderen aard der school, niet van toepassing op de Polikliniek„school, voor welke school bijzondere regelen door den Gouver„neur worden vastgesteld."

Artikel 2.

Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 November 1935.

Gegeven te Paramaribo, den 19den October 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 21sten October 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 112.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 24 October 1935 No. 3385, *ter bekendmaking van het Koninklijk besluit van 16 October 1935 No. 3, tot vaststelling van een verbod van uitvoer van wapenen, munitie en oorlogsmaterieel naar Italië en zijne bezittingen ingevolge de Wet van 9 October 1935, Staatsblad No. 599.*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen het telegram van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 21 October 1935 No. 700;

Herlezen . . . (enz.);

Gelet op de *„Uitvoerverbodenwet 1935"* (G. B. No. 105);

Overwegende dat bij bovenvermeld telegram ter bekendmaking in het Gouvernements-Advertentieblad, zulks in overeenstemming met artikel 4, eerste lid, van de aangehaalde „Uitvoerverbodenwet 1935", is overgeseind het Koninklijk besluit van den 16den October 1935 No. 3, *tot vaststelling van een verbod van uitvoer van wapenen, munitie en oorlogsmaterieel naar Italië en zijne bezittingen ingevolge de Wet van 9 October 1935, Staatsblad No. 599;*

dat dienovereenkomstig het voormelde Koninklijk besluit geplaatst wordt in het Gouvernements-Advertentieblad van *Vrijdag 25 October 1935 No. 89;*

dat het evenwel wenschelijk is overeenkomstig het tot dusver bestaande gebruik voor de bekendmaking van Koninklijke besluiten, het hooger bedoelde Koninklijk besluit ook te doen opnemen in het *Gouvernementsblad*, waartegen geen bezwaar bestaat nevens zijne bekendmaking in het Gouvernements-Advertentieblad en hetgeen het voordeel heeft, dat voor later het naslaan in het Gouvernementsblad, met zijn inhoudsregister gemakkelijker is, dan het opzoeken in het Gouvernements-Advertentieblad, waarop geen klapper bestaat;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit van 16 October 1935 No. 3, nevens uittreksel uit deze resolutie, in het *Gouvernementsblad* zal worden geplaatst.

Paramaribo, den 24sten October 1935.

J. C. BRONS.

Uitgegeven, den 24sten October 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 112.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 15den October 1935, Afdeeling Volkenbondszaken, No. 33965, in overeenstemming met onze Ministers van Staat, Minister van Defensie a.i., van Handel, Nijverheid en Scheepvaart, van Justitie, van Financiën, van Staat, Minister van Koloniën en van Waterstaat;

Gelet op het bepaalde in de artikelen 1 en volgende van de Uitvoerverbodenwet 1935;

Hebben goedgevonden en verstaan:

Te bepalen:

Eenig artikel.

De uitvoer van wapenen, munitie en oorlogsmaterieel uit het Koninkrijk naar Italië en zijne bezittingen is verboden.

Onder wapenen, munitie en oorlogsmaterieel wordt te dezen verstaan:

Categorie I.

1. Geweren en karabijnen, benevens daarbij behoorende loopen.

2. Mitrailleurs, geweer-mitrailleurs en mitrailleurs-pistolen van elk kaliber, benevens daarbij behoorende loopen.

3. Kanonnen, houwitsers en mortieren van elk kaliber, benevens daarbij behoorende affuiten, schietbuizen en remmen.

4. Munitie voor de onder 1 en 2 hierboven genoemde wapenen, gevulde of ledige projectielen voor de onder 3 hierboven genoemde vuurmonden en hun voortdrijvende lading.

5. Granaten, bommen, torpedos en mijnen al of niet geladen, benevens werktuigen om ze te werpen, te lanceeren, te leggen of om ze tot ontploffing te brengen.

6. Vechtwagens, gepantserde treinen of voertuigen, benevens iedere soort pantsering.

Categorie II.

Oorlogsschepen van iedere soort, vliegtuigmoederschepen en onderzeebooten daaronder begrepen.

Categorie III.

1. Gemonteerde of gedemonteerde luchtvaartuigen, zwaarder of lichter dan lucht, benevens daarbij behoorende lucht-

schroeven, geraamten, schiettorens, rompen, staartvlakken en landingsgestellen.

2. Vliegtuigmotoren.

Categorie IV.

Revolvers en automatische pistolen wegende meer dan 630 gram, benevens munitie voor deze wapens.

Categorie V.

1. Vlammenwerpers en alle andere werptoestellen voor de chemische oorlogsvoering of het veroorzaken van branden.

2. Mosterdgas, lewisite, dichlooraethylarsine dichloormethylarsine en alle andere stoffen bestemd voor de chemische oorlogsvoering of het veroorzaken van branden.

3. Oorlogsbuskruit of ontplofbare stoffen.

Van dit verbod kan dispensatie worden verleend in de gevallen en door de autoriteiten bij nader besluit door Ons te bepalen en aan te wijzen.

Onze Ministers voornoemd zijn belast met de uitvoering van dit besluit, hetwelk in de Nederlandsche Staatscourant en in de overeenkomstige publicatiebladen van Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao zal worden bekend gemaakt.

's Gravenhage, den 16den October 1935.

(get.) WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

De Minister van Staat, Minister van Defensie, a.i.,
H. COLIJN.

De Minister van Handel, Nijverheid en Scheepvaart,
H. GELISSEN.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

De Minister van Financiën,
OUD.

De Minister van Staat, Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

De Minister van Waterstaat,
VAN LIDTH DE JEUDE.

1935. No. 113.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PUBLLICATIE van den 6n November 1935, *waarbij wordt afgekondigd de wet van den 26sten October 1935 (Staatsblad No. 621), bepalende voorbehoud der bevoegdheid tot het nemen van nadere maatregelen ter bevordering van de internationale samenwerking tot het voorkomen of het beëindigen van vijandelijkheden (sanctiewet 1935).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande wet:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat het wenschelijk is, dat nadere maatregelen kunnen worden genomen ter bevordering van de internationale samenwerking tot het voorkomen of het beëindigen van vijandelijkheden;

Gezien de Uitvoerverbodenwet 1935 (Staatsblad 1935, no. 599);

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Artikel 1.

Wij behouden Ons voor, bij algemeenen maatregel van bestuur de maatregelen te nemen, welke noodzakelijk mochten

blijken ter bevordering van de internationale samenwerking tot het voorkomen of het beëindigen van vijandelijkheden, ten aanzien van :

a. invoer van goederen al dan niet in het vrije verkeer, van oorsprong of herkomst uit door Ons aan te wijzen landen ;

b. het verstrekken van crediet in geld of in goederen of op eenigerlei andere wijze, middelijk, of onmiddelijk, aan door Ons aan te wijzen landen of aan onderdanen hiervan of aan aldaar gevestigde openbare lichamen, natuurlijke personen of rechtspersonen ;

c. het buitengaats of buitenslands brengen van een schip met bestemming naar een haven van door Ons aan te wijzen landen, het binnengaats of binnenslands brengen van een schip afkomstig van een haven van door Ons aan te wijzen landen, alsmede het aandoen van zoodanige havens door een schip, dat de Nederlandsche vlag voert of in *Nederland*, *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* of *Curaçao* thuis behoort, of door een schip in gebruik of ter beschikking van Nederlandsche onderdanen, reederijen of vennootschappen ;

d. het overdragen, op welke wijze dan ook, in eigendom, in gebruik of ter beschikking van een schip, dat de Nederlandsche vlag voert of in *Nederland*, *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* of *Curaçao* thuis behoort, naar door Ons aan te wijzen landen of aan onderdanen hiervan, of aan aldaar gevestigde openbare lichamen, natuurlijke personen of rechtspersonen.

Artikel 2.

Maatregelen als bedoeld in artikel 1 worden door Ons genomen op voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, in overeenstemming met Onze Ministers van Defensie, van Handel, Nijverheid en Scheepvaart, van Landbouw en Visscherij, van Justitie, van Financien en van Kolonien, voorzoover de maatregelen betrekking hebben op het onder *a*) genoemde, en indien de maatregelen betreffen den invoer van burgerlijke luchtvaartuigen of onderdeelen daarvan, mede in overeenstemming met Onzen Minister van Waterstaat ; in overeenstemming met Onze Ministers van Financien, van Handel, Nijverheid en Scheepvaart, van Landbouw en Visscherij en van Kolonien voor zoover de maatregelen betrekking hebben op het onder *b*) genoemde ; en in

overeenstemming met Onze Ministers van Defensie, van Waterstaat, van Hnadel, Nijverheid en Scheepvaart, en van Kolonien voor zoover de maatregelen betrekking hebben op het onder c) en d) genoemde.

Artikel 3.

1. Onze krachtens artikel 1 en artikel 4 genomen besluiten en de intrekking ervan worden in de *Nederlandsche Staatscourant* en in de overeenkomstige publicatiebladen van *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* bekend gemaakt.

2. De in het besluit vervatte bepalingen gelden in het betrokken gebiedsdeel van de bekendmaking aldaar af, tenzij een later tijdstip hiervoor in het besluit is aangegeven.

3. Het in het tweede lid van dit artikel bepaalde vindt ten aanzien van de intrekking dezer bepalingen overeenkomstige toepassing.

Artikel 4.

1. Van een besluit als bedoeld in artikel 1 kan dispensatie worden verleend in de gevallen en door de autoriteiten door Ons te bepalen en aan te wijzen hetzij in het besluit zelf, hetzij in een nader besluit, waarbij artikel 2 overeenkomstige toepassing vindt. Indien ter zake niets anders is bepaald, kan Onze Minister van Buitenlandsche Zaken in overeenstemming met Onze andere in artikel 2 genoemde Ministers zoodanige dispensatie verleenen.

2. De dispensatie wordt verleend hetzij bij algemeen voorschrift voor alle gevallen, waarin bepaalde omstandigheden aanwezig zijn, hetzij in bijzondere gevallen op daartoe strekkend verzoek. Aan een dispensatie kunnen voorwaarden worden verbonden, alsmede de eisch, dat zekerheid voor de nakoming dier voorwaarden wordt gesteld.

Artikel 5.

1. Overtreding van de krachtens art. 1 uitgevaardigde verboden of andere getroffen maatregelen wordt gestraft met gevangenisstraf van ten hoogste één jaar of een geldboete van ten hoogste tienduizend gulden.

2. Voorwerpen, waarmede of ten aanzien waarvan het feit is gepleegd, kunnen worden verbeurd verklaard.

3. Indien de schuldige een in deze wet strafbaar gesteld feit in zijn beroep begaat, kan hij van de uitoefening van dat beroep worden ontzet.

4. De feiten worden beschouwd als misdrijven.

Artikel 6.

1. Met het opsporen der in het vorige artikel bedoelde strafbare feiten zijn, behalve de personen aangewezen bij artikel 141 van het Wetboek van Strafvordering en krachtens artikel 50 der Wet van 23 Mei 1899 (*Staatsblad* No. 128), belast :

a. de ambtenaren van Rijks- en gemeentepolitie ;

b. de ambtenaren der invoerrechten en accijnzen ;

c. alle andere ambtenaren, daartoe aangewezen bij algemeenen maatregel van bestuur.

2. In *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* zijn met het opsporen dezer strafbare feiten, behalve zij, die aldaar in het algemeen belast zijn met het opsporen van strafbare feiten, mede belast de ambtenaren van de betrokken belastingdiensten en voorts zij, die daartoe door den Gouverneur-Generaal of den betrokken Gouverneur zijn of worden aangewezen.

Artikel 7.

Deze wet is eveneens verbindend voor *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao*.

Artikel 8.

Deze wet treedt in werking met ingang van den dag, volgende op dien harer afkondiging.

Artikel 9.

Deze wet kan worden aangehaald onder den titel „Sanctiewet 1935".

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten,

Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven ten Paleize Het Loo, den 26sten October 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

De Minister van Justitie
VAN SCHAIK.

De Minister van Financiën,
OUD.

De Minister van Staat,
De Minister van Defensie a.i.,
H. COLIJN.

De Minister van Waterstaat,
VAN LIDTH DE JEUDE.

De Minister van Handel, Nijverheid en Scheepvaart,
H. GELISSEN.

De Minister van Landbouw en Visscherij,
L. N. DECKERS.

De Minister van Staat, Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *acht en twintigsten* October 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernements-blad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 6den November 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 9den November 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 114.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 6 November 1935 No. 3488, *bevelende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van den 18den September 1935 (Staatsblad No. 582), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 1 Maart 1934 te Rome tusschen Nederland en Italië gesloten handelsovereenkomst met bijbehoorend slotprotocol, alsmede van de op 19 Maart 1934 tusschen het Hoofd der Italiaansche Regeering en den Nederlandschen Gezant te Rome gewisselde nota's betreffende de voorloopige toepassing van die overeenkomst en van de op 14 November 1934 tusschen het Italiaansche Gezantschap en het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te 's Gravenhage gewisselde nota's nopens den invoer van kalveren in Italië.*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missives van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 27 September 1935, 4de Afd. Bureau E. Z. No. 15/578 en 8 October 1935 7de Afd. No. 14/593, bij welke laatste, ter bekendmaking van het na te melden Koninklijk besluit, is toegezonden een exemplaar van het Staatsblad No. 582 van 1935, waarin is opgenomen het Koninklijk besluit van den 18den September 1935, tot bekendmaking van de op 1 Maart 1934 te Rome tusschen Nederland en Italië gesloten handelsovereenkomst met bijbehoorend slotprotocol, alsmede van de op 19 Maart 1934 tusschen het Hoofd der Italiaansche Regeering en den Nederlandschen Gezant te Rome gewisselde nota's betreffende de voorloopige toepassing van die overeenkomst en van de op 14 November 1934 tusschen het Italiaansche Gezantschap en het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te 's Gravenhage gewisselde nota's nopens den invoer van kalveren in Italië.

Herlezen de resolutiën van 17 Augustus 1935 No. 129 Z.G. en 5 November 1935 No. 3480 ;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit, de daarin genoemde overeenkomst met bijbehoorend slotprotocol, alsmede de genoemde nota's met vertaling, benevens afschrift van deze resolutie, in het Gouvernementsblad zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 6den November 1935.
J. C. BRONS.

Uitgegeven den 13den November 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Wij WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Gezien de Wet van 29 Juni 1935 (*Staatsblad* n°. 386), tot goedkeuring van de op 1 Maart 1934 te *Rome* tusschen *Nederland* en *Italië* gesloten handelsovereenkomst met bijbehoorend slotprotocol, van welk verdrag en protocol een afdruk en een vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Gezien mede de op 19 Maart 1934 tusschen het Hoofd der Italiaansche Regeering en Onzen Gezant te *Rome* gewisselde nota's betreffende de voorloopige toepassing van die overeenkomst en de op 14 November 1934 tusschen het Italiaansche Gezantschap en het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te *'s-Gravenhage* gewisselde nota's nopens den invoer van kalveren in *Italië*, van welke stukken eveneens een afdruk en een vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat genoemde overeenkomst met protocol overeenkomstig artikel 3 bij bovengenoemde notawisseling van 19 Maart 1934 met ingang van 20 Maart 1934 voorloopig is toegepast;

Overwegende mede, dat de akten van bekrachtiging van die overeenkomst met bijbehoorend slotprotocol op 30 Augustus 1935 te *Rome* zijn uitgewisseld;

Overwegende wijders, dat genoemde overeenkomst met slotprotocol dienvolgens op 30 Augustus 1935 voor *Nederland*, *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* is in werking getreden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 11 September 1935, Directie van het Protocol, nº. 29789;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovengenoemde overeenkomst met slotprotocol en nota's, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekendmaken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 18den September 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *zeven en twintigsten* September 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

ACCORD COMMERCIAL ENTRE LES PAYS-BAS ET L'ITALIE

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi d'Italie, animés du désir de resserrer les relations commerciales entre les deux Pays, ont résolu de conclure un Accord à ce sujet et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Son Excellence le Docteur JACOB A. N. PATIJN, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Pays-Bas à Rome;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence le Chevalier BENITO MUSSOLINI, Chef du Gouvernement, Premier Ministre Secrétaire d'Etat, Ministre Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères;

Lesquels, après avoir vérifié leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance des Pays-Bas et de ses territoires en dehors de l'Europe, énumérés dans la liste annexe *A*, jointe au présent Accord, seront admis à leur importation en Italie aux droits indiqués dans la même liste.

Article 2.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Italie, ses colonies, protectorats et possessions, énumérés dans la liste annexe *B*, jointe au présent Accord, seront admis à leur importation dans les Pays-Bas aux droits indiqués dans la même liste.

Article 3.

Le présent Accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Rome aussitôt que possible. Il reste toutefois entendu qu'on pourra le mettre en application, à titre provisoire, par échange de notes.

Il demeurera applicable jusqu'au 31 mars 1935. S'il n'est pas dénoncé avant le 31 janvier 1935, il demeurera en vigueur pour une période ultérieure de trois mois à partir du premier avril 1935, et ainsi de suite, sauf dénonciation qui devra être faite en tout cas deux mois avant l'échéance.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Accord et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 1er mars 1934.

(*L. S.*) J. Patijn. (*L. S.*) Mussolini.

Tarif des droits à l'entrée en Italie

Numéros du tarif italien	Désignation des marchandises	Droits d'entrée (L. cent.)	Coefficients de majoration	Droits ad valorem
ex 6	Vaches des races hollandaises dites Frisona (Zwartbont), Rijn-Maas-Yssel, et de Groningue à tête blanche (Zwartblaard), destinées à la reproduction et provenant directement du lieu d'origine	par tête 51,40	—	—
ex 7	Taurillons et génisses des races hollandaises dites Frisona (Zwartbont), Rijn-Maas-Yssel et de Groningue à tête blanche (Zwartblaard), destinés à la reproduction et provenant directement du lieu d'origine	par tête 36,70	—	—
ex 30 *a*)	Fromages Gouda et Edam . . . . . L'importation en Italie des fromages susdits au droit conventionnel de lires 29,40 par quintal sera consentie jusqu' à la concurrence de 3.000 quintaux par an.	par quintal 29,40	—	—
ex 920 *a*)	Fécules indigènes: de pommes de terre . .	par quintal 44,—	—	—

Numéros du tarif italien	Désignation des marchandises	Droits d'entrée (L. cent.)	Coefficients de majoration	Droits ad valorem
ex 920 *b*)	Farine de manioc pour l'alimentation du bétail	par quintal 10,—	—	—
ex 922	Dextrine	par quintal 66,06	0,2	5 %

ANNEXE B

Tarif des droits à l'entrée dans les Pays-Bas

Numéros du tarif néerlandais	Désignation des marchandises	Droits d'entrée ad valorem
ex 139 I 7	Amandes de toute sorte, sans coques	7,8 %
ex 139 I 10	Riz travaillé, prêt à la consommation (en emballages d'un poids supérieur à 1.200 grammes) .	exemption
ex 139 I 10-*bis*	Citrons	13 %
—	Pêches fraîches, pour la période du 15 juin au 15 septembre. . .	exemption
—	Choux-fleurs, pour la période du du 1er décembre au 15 mars .	exemption

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de l'Accord Commercial conclu à la date d'aujourd'hui entre les Pays-Bas et l'Italie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui feront partie intégrante de cet Accord.

I.

En ce qui concerne la Liste Annexe *A* (Tarif des droits à l'entrée en Italie):

Ad nos. 2, 7 du tarif italien. — Les vaches, taurillons et génisses importés avec la qualification de reproducteurs doivent être accompagnés d'un certificat généalogique. Ledit certificat sera délivré pour chaque animal:

1. — par la Société du Livre Généalogique de la Frise (Friesch Rundveestamboek) s'il s'agit d'animaux nés dans la Frise appartenant à la race hollandaise tâchetée noire dite „Frisona" (Zwartbont);

2. — par la Société du Livre Généalogique Néerlandais (Nederlandsch Rundveestamboek) s'il s'agit d'animaux appartenant à la susdite race „Frisona" tâchetée noire, nés dans les autres régions des Pays-Bas, ou appartenant à la race tâchetée rouge dite Rijn-Maas-Yssel ou à la race dite de Groningue à tête blanche (Zwartblaard).

L'importateur de bovins destinés à la reproduction, afin de pouvoir jouir du droit réduit, devra présenter à la Douane Royale Italienne de transit un certificat délivré par l'Inspecteur Agraire de la zone dans laquelle les bovins doivent être importés, et duquel il résulte que les animaux importés seront effectivement destinés à la reproduction.

Aussitôt que le transit a été effectué, le Directeur de la Douane communiquera par dépêche à l'Inspecteur Agraire compétent le nombre des bovins reproducteurs dédouanés afin de procéder aux vérifications nécessaires à l'arrivée dans le lieu de destination.

Ad n°. 30-a) du tarif italien. — Les fromages Gouda et Edam seront admis à l'importation en Italie seulement s'ils sont pourvus de marques de garantie reconnues par le Gouvernement des Pays-Bas, et accompagnés d'un certificat délivré par le Crisis Zuivel Bureau à La Haye.

Ad n°. 920-b) du tarif italien. — Il est entendu qu'en vue d'assurer que la farine de manioc importée en Italie au droit réduit ne sera pas employée à des usages autres que l'alimentation du bétail, la farine susdite sera soumise, aux frais de l'acheteur, au moment de l'importation dans le Royaume, à un procès de dénaturation et sera admise suivant les conditions et modalités établies par le Ministère Italien des Finances.

II.

Importation de la bière hollandaise en Italie. — La surtaxe que les bières en fûts ou en bouteilles acquittent, à leur entrée en Italie, à titre d'équivalent de l'impôt intérieur, sera perçue, au choix de l'importateur, soit sur la base d'une richesse saccharimétrique de 16° au maximum, soit sur la base de la richesse saccharique et alcoolique, constatée selon une formule dont on est convenue d'un commun accord et qui doit garantir la péréquation entre la surtaxe sur les bières importées et la taxe perçue sur les bières fabriquées dans le pays même.

Dans le cas où, d'après la demande de l'importateur, la surtaxe serait à percevoir sur la base de la richesse saccharique et alcoolique constatée, les certificats d'analyse délivrés dans les Pays-Bas par les institutions y autorisées seront reconnus par les Autorités italiennes. Les bières qui seront accompagnées de pareils certificats ne seront pas assujetties à de nouvelles analyses, pourvu qu'il résulte desdits certificats que le degré saccharimétrique du moût original a été constaté selon ladite formule, et que l'on a observé les règles d'analyse qui seront fixées d'un commun accord entre les Gouvernements respectifs, même en vue des intérêts sanitaires.

Si le certificat est rédigé en langue hollandaise, les Douanes Royales Italiennes pourront exiger la présentation d'une traduction.

En cas de doute fondé, il est réservé à l'Administration le droit de vérifier l'analyse des bières importées sous le bénéfice des certificats.

Les institutions autorisées à délivrer les certificats prévus par les dispositions qui précèdent seront désignées d'un commun accord entre les Gouvernements respectifs.

III.

En ce qui concerne la liste Annexe *B* (Tarif des droits à l'entrée dans les Pays-Bas) :

Ad n°. 139 I 7 du tarif néerlandais. — Dans le cas où le Gouvernement des Pays-Bas serait amené à augmenter le droit afférent aux amandes de toute sorte dont il est fait mention au n°. 139 I 7 du tarif douanier néerlandais (7,8 % *ad valorem*), la marchandise, dont il s'agit, ne sera pas soumise à un droit supérieur à 10 % *ad valorem*.

Ad n°. 139 I 10-bis *du tarif néerlandais.* — Dans le cas où le Gouvernement des Pays-Bas serait amené à substituer au droit de 13 % *ad valorem* actuellement en vigueur pour les citrons un droit spécifique, des conversations préalables seront entreprises avec le Gouvernement Italien, afin d'établir d'un commun accord un droit dont l'incidence moyenne sur la valeur du produit ne dépasse pas le taux de 13 %.

IV.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent d'entamer le plus tôt possible des conversations en vue de développer les échanges commerciaux entre l'Italie et les Indes Néerlandaises.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Hautes Parties Contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de l'Accord auquel il se rapporte, a été dressé, en double exemplaire, à Rome le 1er mars 1934.

J. Patijn. Mussolini.

MINISTERIO DEGLI AFFARI ESTERI.
T.
209184/15.

Rome, le 19 mars 1934 Anno XII.

Monsieur le Ministre,

Comme il est à la connaissance de Votre Excellence l'Accord commercial entre l'Italie et les Pays-Bas signé le 1er mars courant à Rome prévoit sa mise en application, à titre provisoire, par échange de notes.

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement des Pays-Bas étant d'avis qu'il aurait utilité à appliquer cette clause dès maintenant, j'ai l'honneur de Vous proposer, au nom du Gouvernement Italien, de mettre en vigueur, par la présente note, l'Accord commercial susdit à partir du 20 mars courant.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement des Pays-Bas est d'accord, il reste entendu qu'à la suite de la réponse affirmative de Votre Excellence, l'Accord commercial entre l'Italie et les Pays-Bas signé à Rome le 1er mars 1934 entrera en vigueur, à titre provisoire, à partir du 20 mars 1934.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

MUSSOLINI.

Son Excellence
Monsieur JACOB A. N. PATIJN,
Envoyé Extraordinaire et
Ministre Plénipotentiaire des
Pays-Bas à
ROME.

LEGATION DES PAYS-BAS.
8/46.

Rome, le 19 mars 1934.

Monsieur le Chef du Gouvernement,

J'ai l'honneur de Vous accuser réception de Votre note datée d'aujourd'hui de la teneur suivante:

,,Comme il est à la connaissance de Votre Excellence, l'Accord commercial entre l'Italie et les Pays-Bas signé le 1er mars courant à Rome prévoit sa mise en application, à titre provisoire, par échange de notes.

,,Le Gouvernement Italien et le Gouvernement des Pays-Bas étant d'avis qu'il aurait utilité à appliquer cette clause dès maintenant, j'ai l'honneur de Vous proposer, au nom du Gouvernement Italien, de mettre en vigueur, par la présente note, l'Accord commercial susdit à partir du 20 mars courant.

,,En priant Votre Excellence de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement des Pays-Bas est d'accord, il reste entendu qu'à la suite de la réponse affirmative de Votre Excellence, l'Accord commercial entre l'Italie et les Pays-Bas signé à Rome le 1er mars 1934 entrera en vigueur, à titre provisoire, à partir du 20 mars 1934."

Je suis autorisé par mon Gouvernement à Vous confirmer que le Gouvernement des Pays-Bas est d'accord sur la proposition du Gouvernement italien. Par conséquent il reste entendu que l'Accord commercial entre les Pays-Bas et l'Italie signé à Rome le 1er mars 1934 entrera en vigueur, à titre provisoire, à partir du 20 mars 1934.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef du Gouvernement, les assurances de ma plus haute considération.

PATIJN.

Son Excellence
Monsieur BENITO MUSSOLINI,
Chef du Gouvernement,
Ministre des Affaires Etrangères,
ROME.

R. LEGAZIONE D'ITALIA.

No. 4291.

Note Verbale.

La Légation Royale d'Italie, d'ordre de son Gouvernement a l'honneur d'informer le Ministère Royal des Affaires Etrangères que le Gouvernement italien étendra, à partir du 19 novembre et aussi longtemps que l'accord commercial italo-néerlandais du 1er mars 1934 restera en vigueur, le régime douanier actuellement accordé à la Suisse pour l'importation en Italie de veaux, aux veaux de races néerlandaises destinés à la reproduction, provenant directement des lieux d'origine et ayant atteint l'âge de dix mois pour les mâles et de douze mois pour les femelles, sous les conditions fixées à cet effet dans le protocole final dudit accord.

La Haye, le 14 novembre 1934. XIII.

Au Ministère Royal des Affaires Etrangères,
La Haye.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES.

Direction Economique et Consulaire.

No. 37495.

Note Verbale.

Le Ministère Royal des Affaires Etrangères a l'honneur d'accuser à la Légation Royale d'Italie à La Haye la réception de Sa note verbale en date du 14 novembre dr., no. 4291, dans laquelle la Légation informe le Ministère que le Gouvernement italien étendra, à partir du 19 novembre et aussi longtemps que l'accord commercial italo-néerlandais du 1er mars 1934 restera en vigueur, le régime douanier actuellement accordé à la Suisse pour l'importation en Italie de veaux, aux veaux de races néerlandaises destinés à la reproduction, provenant directement des lieux d'origine et ayant atteint l'âge de dix mois pour les mâles et de douze mois pour les femelles, sous les conditions fixées à cet effet dans le Protocole final dudit accord.

En remerciant la Légation de cette communication, le Ministère Royal des Affaires Etrangères porte à Sa connaissance qu'il s'est empressé de communiquer ce qui précède aux autorités compétentes néerlandaises.

La Haye, le 14 novembre 1934.

A la Légation Royale d'Italie.

VERTALING.

HANDELSOVEREENKOMST TUSSCHEN NEDERLAND EN ITALIË.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en Zijne Majesteit de Koning van Italië, bezield met den wensch de handelsbetrekkingen tusschen beide landen nauwer aan te halen, hebben besloten te dier zake een Overeenkomst te sluiten en hebben te dien einde tot Hunne Gevolmachtigden benoemd:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

Zijne Excellentie Doctor JACOB A. N. PATIJN, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Nederlanden te Rome;

Zijne Majesteit de Koning van Italië:

Zijne Excellentie BENITO MUSSOLINI, Hoofd van de Regeering, Eerste Minister, Minister van Buitenlandsche Zaken;

die na onderzoek hunner volmachten, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, over de volgende artikelen tot overeenstemming zijn gekomen:

Artikel 1.

De voortbrengselen van bodem of industrie, van oorsprong uit en herkomstig van Nederland en zijn gebiedsdeelen buiten Europa, opgesomd in bijlage A, gevoegd bij deze Overeenkomst, zullen ten invoer in Italië worden toegelaten tegen betaling van de in die lijst vermelde rechten.

Artikel 2.

De voortbrengselen van bodem of industrie, van oorsprong uit en herkomstig van Italië, zijn koloniën, protectoraten en bezittingen, opgesomd in Bijlage B, gevoegd bij deze Overeenkomst, zullen ten invoer in Nederland worden toegelaten tegen betaling van de in die lijst vermelde rechten.

Artikel 3.

Deze Overeenkomst zal worden bekrachtigd en de bekrachtigingsoorkonden zullen zoo spoedig mogelijk te Rome worden uitgewisseld, met dien verstande evenwel, dat zij bij notawisseling voorloopig in werking kan worden gesteld.

De overeenkomst zal van kracht blijven tot 31 Maart 1935. Indien zij niet wordt opgezegd vóór 31 Januari 1935, zal zij nog van kracht blijven gedurende een termijn van drie maanden, ingaande 1 April 1935, en zoo vervolgens, behoudens in geval van opzegging, welke zal behooren te geschieden in ieder geval twee maanden voor het einde van den loopenden termijn.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend en van hun zegels hebben voorzien.

Gedaan te Rome, in tweevoud, den 1sten Maart 1934.

(L.S.) J. Patijn. (L.S.) Mussolini.

Tarief van invoerrechten in Italië.

Nummers van het Italiaansche tarief.	Omschrijving der goederen.	Invoerrecht in Lire.	Vermenigvuldigingscoëfficienten.	Ad valorem recht.
ex 6	Koeien van Zwartbont Friesch-Hollandsch ras, van Roodbont Rijn-Maas-IJsselras en van Groningsch Zwartblaard ras, bestemd voor fokdoeleinden en direct herkomstig van de plaats van oorsprong . . .	per stuk 51,40	—	—
ex 7	Jonge stieren en vaarzen van Zwartbont Friesch-Hollandsch ras, van Roodbont Rijn-Maas-IJsselras en van Groningsch Zwartblaard ras, bestemd voor fokdoeleinden en direct herkomstig van de plaats van oorsprong . . .	per stuk 36,70	—	—
ex 30 *a*)	Goudsche en Edammer kaas	per quintaal 29,40	—	—
	De invoer in Italië van deze kaassoorten tegen het verdragsrecht wordt toegestaan tot een hoeveelheid van 3.000 quintalen per jaar.			

1935. No. 115.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

BESLUIT van 16 November 1935, *tot intrekking van het besluit van 20 Februari 1932 (G. B. No. 25), ter uitvoering van artikel 6, letter a, van de Rijverordening 1916 (G. B. 1917 No. 65).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat ter uitvoering van artikel 6, letter *a*, van de Rijverordening 1916 (G. B. 1917 No. 65), het noodig is het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Artikel 1.

Het besluit van 20 Februari 1932 (G. B. No. 25) wordt ingetrokken, met dien verstande dat het besluit van 11 November 1919 (G. B. No. 70), gewijzigd bij dat van 19 Maart 1930 (G. B. No. 26), ingetrokken blijft.

Artikel 2.

Dit besluit treedt in werking met ingang van den dag na dien van zijne afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 16den November 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven den 19den November 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 116.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 18 November 1935 No 3620, *ter bekendmaking van het Koninklijk besluit van 14 November 1935 No 3, houdende een verbod van uitvoer van bepaalde transportdieren en grondstoffen naar Italië ingevolge de Uitvoerverbodenwet 1935 (Staatsblad No. 599).*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen het telegram van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 15 November 1935 No. 712;

Herlezen .... (enz.);

Gelet op de „Uitvoerverbodenwet 1935" (G. B. No. 105);

Overwegende dat bij bovenvermeld telegram ter bekendmaking in het Gouvernements-Advertentieblad, zulks in overeenstemming met artikel 4, eerste lid, van de aangehaalde „Uitvoerverbodenwet 1935", is overgeseind het Koninklijk besluit van den 14den November 1935 No. 3, houdende een verbod van uitvoer van bepaalde transportdieren en grondstoffen naar Italië ingevolge de Uitvoerverbodenwet 1935 (Staatsblad No. 599);

dat dienovereenkomstig het voormelde Koninklijk besluit geplaatst wordt in het Gouvernements-Advertentieblad van *Maandag 18 November 1935 No. 96*; maar het tevens wenschelijk is op de gronden aangegeven in de resolutie van 24 October 1935 No. 3385 (G. B. No. 112) het bedoelde Koninklijk besluit ook te doen opnemen in het Gouvernementsblad;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit van 14 November 1935 No. 3, nevens uittreksel uit deze resolutie, in het Gouvernementsblad zal worden geplaatst.

Paramaribo, den 18den November 1935.

J. C. BRONS.

Uitgegeven den 18den November 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 116.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 13 November 1935, Afdeeling Volkenbondzaken, Afdeeling Juridische zaken en Afdeeling Consulaire- en Handelszaken, No. 35542, in overeenstemming met Onze Ministers van Defensie, van Handel, Nijverheid en Scheepvaart, van Landbouw en Visscherij, van Justitie, van Financiën en van Koloniën;

Gelet op het bepaalde in de artikelen 1 en volgende van de Uitvoerverbodenwet 1935;

Hebben goedgevonden en verstaan:

te bepalen:

Artikel 1.

De uitvoer is verboden uit het Koninkrijk naar Italië en zijn bezittingen van:

a) Paarden, muilezels, ezels, kameelen en alle andere transportdieren;

b) rubber;

c) bauxiet, aluminium, aluminium-oxyde, ijzererts en ijzerschroot; chroom, mangaan, nikkel, titanum, wolfraam, vanadium, hun ertsen en ijzeralliages (evenals ijzermolijbdeen, ijzer-silicomangaan- aluminium, ijzer-silicium, ijzer-silico-mangaan); tin en tin-ertsen.

De lijst c) omvat alle ruwe vormen van de hier vermelde mineralen en metalen en hun ertsen, afval en alliages.

Artikel 2.

Onder dit verbod is niet begrepen doorvoer met of zonder overlading anders dan na opslag in entrepôt.

Artikel 3.

Onder de verbodsbepaling bedoeld in artikel 1 vallen niet goederen, waarvan blijkt, dat zij op den datum van inwerkingtreding van dit besluit reeds ten uitvoer waren ingeladen.

Artikel 4.

Dit besluit treedt in Nederland, in Nederlandsch-Indië, in Suriname en in Curaçao in werking op 18 November 1935.

Onze Ministers voornoemd zijn belast met de uitvoering van dit besluit, hetwelk in de Nederlandsche Staatscourant en in de overeenkomstige publicatiebladen van Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao zal worden bekend gemaakt.

Het Loo, den 14 November 1935.

(get.) WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

(get.) DE GRAEFF.

1935. No. 117.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PUBLICATIE van 18 November 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van den 4den November 1935 (Staatsblad No. 648) houdende een verbod van invoer van goederen uit Italië ingevolge de Sanctiewet 1935 (Staatsblad No. 621).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit;

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, in overeenstemming met Onze Ministers van Defensie, van Waterstaat, van Handel, Nijverheid en Scheepvaart, van Landbouw en Visscherij, van Justitie, van Financiën en van Koloniën, van 1 November 1935, No. 35828;

Gelet op het bepaalde in de artikelen 1 en volgende van de Sanctiewet 1935 (Staatsblad No. 621);

Overwegende voorts, dat zich hier een geval voordoet van spoedeischenden aard, als voorzien in den aanhef van artikel 70 der Indische Staatsregeling, waarin de Volksraad niet kan worden gehoord;

Den Raad van State gehoord (advies van 5 November 1935, No. 275);

Gezien het nader rapport van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van 13 November 1935, No. 35828;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen:

Artikel 1.

1o. De invoer in het Koninkrijk van alle goederen (andere dan goud of zilver in baren en muntstukken) van oorsprong of herkomst uit Italië of zijn bezittingen is verboden.

2o. De producten en goederen, die in Italië of zijn bezittingen zijn verbouwd of voortgebracht en in een ander land een bewerking hebben ondergaan, en de goederen, die ten deele in Italië of zijn bezittingen zijn vervaardigd en ten deele in een ander land, zullen beschouwd worden als onder deze verbodsbepaling te vallen, tenzij een verhouding van 25% of meer van de waarde van de goederen op het oogenblik, waarop zij de laatste plaats van verzending hebben verlaten, toe te schrijven is aan bewerkingen, welke hebben plaats gehad sinds de goederen definitief Italië of zijn bezittingen hebben verlaten.

Artikel 2.

Onder invoer wordt, voorzoover niet door Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken anders wordt bepaald, uitsluitend verstaan invoer in het vrije verkeer en opslag in een entrepôt van binnenlandsche goederen; voor zooveel het Rijk in Europa betreft opslag in een entrepôt als bedoeld in artikel 2 der wet van 7 Juni 1919 (*Staatsblad* No. 318) daaronder begrepen.

Artikel 3.

1o Onze Minister van Buitenlandsche Zaken kan bepalingen vaststellen betreffende het leveren van bewijs van oorsprong of herkomst van ten invoer aangegeven goederen.

2o. Goederen, die in strijd met in het voorgaande lid bedoelde bepalingen zonder overlegging van een geldig bewijs van oorsprong of herkomst ten invoer worden aangegeven, worden geacht onder de verbodsbepaling bedoeld in art. 1 te vallen.

Artikel 4.

Onder de verbodsbepaling bedoeld in art. 1 vallen niet:

1o. De goederen, waarvan blijkt, dat zij vóór den datum van inwerkingtreding van dit besluit op het grondgebied van Italië

of zijn bezittingen ten uitvoer zijn ingeladen in het vervoermiddel, waarmede zij bedoeld grondgebied hebben verlaten;

2o. De persoonlijke bagage van reizigers, komende uit Italië of zijn bezittingen;

3o. Boeken, dagbladen en periodieke uitgaven, kaarten en cartographische werken, gedrukte of gegraveerde muziek.

Artikel 5.

Dit besluit treedt in Nederland, Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao in werking op 18 November 1935.

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken, van Defensie, van Waterstaat, van Handel, Nijverheid en Scheepvaart, van Landbouw en Visscherij, van Justitie, van Financiën en van Koloniën zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van dit besluit, hetwelk in het Staatsblad zal worden geplaatst, en van hetwelk afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo den 14 November 1935.
(get.) WILHELMINA

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den veertienden November 1935
De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 18den November 1935.
J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 18den November 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 117.

BIJLAGE.

PROPOSITION III

adoptée par le Comité de coordination le 19 octobre 1935.

Prohibition de l'importation des marchandises italiennes. En vue de faciliter aux gouvernements des Membres de la Société des Nations l'exécution des obligations qui leur incombent aux termes de l'article 16 du Pacte, il y a lieu d'adopter les mesures suivantes :

1o. Les gouvernements des Membres de la Société des Nations interdiront l'importation, dans leurs territoires, de toutes marchandises (autre que les lingots et espèces d'or ou d'argent) provenant de l'Italie ou des possessions italiennes, ou cultivées, produites ou manufacturées en Italie ou dans les possessions italiennes, quel que soit le lieu d'expédition de ces marchandises ;

2o. Les produits cultivés et les marchandises produites en Italie ou dans les possessions italiennes qui ont été soumis à une transformation dans un autre pays, et les marchandises manufacturées en partie en Italie ou dans les possessions italiennes et en partie dans un autre pays, seront considérés comme tombant sous le coup de la prohibition, à moins qu'une proportion de 25%, ou davantage, de la valeur des marchandises au moment où elles ont quitté le dernier lieu d'expédition soit attribuable à des transformations effectuées depuis que les marchandises ont quitté définitivement l'Italie ou les possessions italiennes ;

3o. Les marchandises qui font l'objet de contrats en cours ne seront pas exceptées de la prohibition ;

4o. Les marchandises en cours de route au moment où la prohibition sera appliquée en seront exceptées. Aux fins de la mise à exécution de cette disposition, les gouvernements peuvent, pour les commodités administratives, fixer, en tenant compte du temps normal nécessaire pour le transport depuis l'Italie, une date appropriée, à partir de laquelle les marchandises seront assujetties à la prohibition ;

5o. Les bagages personnels de voyageurs venant d'Italie ou des possessions italiennes peuvent également être exceptés de la prohibition.

Etant donné qu'il importe d'assurer, en ce qui concerne les mesures recommandées, une action collective et, autant que possible simultanée, chaque gouvernement est prié de faire connaître au Comité de coordination, par l'intermédiaire du Secrétaire-général, aussitôt que possible et au plus tard le 28 octobre, la date à laquelle il pourrait être prêt à mettre ces mesures en vigueur. Le Comité de coordination se réunira le 31 octobre en vue de fixer, d'après les réponses reçues, la date de l'entrée en vigueur de ces mesures.

1935. No. 118.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PUBLICATIE van 19 November 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van den 14den November 1935 (Staatsblad No. 647), houdende een verbod van credieten aan Italië ingevolge de Sanctiewet 1935 (Staatsblad No. 621).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit;

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, in overeenstemming met Onze Ministers van Financiën, van Handel, Nijverheid en Scheepvaart, van Landbouw en Visscherij en van Koloniën van 1 November 1935, no. 35829;

Gelet op het bepaalde in de artikelen 1 en volgende van de Sanctiewet 1935 (Staatsblad No. 621);

Overwegende voorts, dat zich hier een geval voordoet van spoedeischenden aard, als voorzien in den aanhef van artikel 70 der Indische Staatsregeling, waarin de Volksraad niet kan worden gehoord;

Den Raad van State gehoord (advies van 5 November 1935 no. 26);

Gezien het nader rapport van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van 13 November 1935 No. 37193;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen:

Artikel 1.

Verboden zijn :

1o. alle rechtstreeksche of middellijke leeningen aan de Italiaansche Regeering en alle inschrijvingen op leeningen, in Italië of elders rechtstreeks of middellijk door de Italiaansche Regeering uitgegeven ;

2o. alle bank- of andere credieten, welke rechtstreeks of middellijk voor de Italiaansche Regeering bestemd zijn, evenals de verdere uitvoering van alle bestaande overeenkomsten, die betrekking hebben op leeningen rechtstreeks of middellijk bestemd voor de Italiaansche Regeering, hetzij door middel van het toestaan van voorschotten of van overtrekkingen, hetzij op andere wijze ;

3o. alle leeningen, die rechtstreeks of middellijk bestemd zijn voor openbare lichamen of voor natuurlijke personen of rechtspersonen, gevestigd op Italiaansch grondgebied, evenals alle inschrijvingen op zoodanige leeningen, in Italië of elders uitgegeven ;

4o. alle bank- of andere credieten, welke rechtstreeks of middellijk bestemd zijn voor openbare lichamen of voor natuurlijke personen of rechtspersonen, gevestigd op Italiaansch grondgebied, evenals de verdere uitvoering van alle bestaande overeenkomsten, die betrekking hebben op leeningen rechtstreeks of middellijk bestemd voor zulk een openbaar lichaam, natuurlijk persoon of rechtspersoon, hetzij door middel van het toestaan van voorschotten of van overtrekkingen, hetzij op andere wijze ;

5o. alle uitgiften van aandeelen of eenige andere uitgifte ten gunste van openbare lichamen of van natuurlijke personen of rechtspersonen, gevestigd op Italiaansch grondgebied, evenals alle inschrijvingen op zoodanige uitgiften van aandeelen of andere uitgiften, die in Italië of elders hebben plaats gehad.

Onder het bovenstaande vallen niet credieten, binnen de grenzen van het normale scheepvaartverkeer verleend ter zake van havenonkosten ten behoeve van schepen onder Italiaansche vlag, welke vóór het inwerkingtreden van dit besluit uit een Italiaansche haven zijn uitgevaren.

Artikel 2.

Dit besluit treedt in Nederland, in Nederlandsch-Indië, in

Suriname en in Curaçao in werking op den dag volgende op dien zijner bekendmaking in het betrokken gebiedsdeel.

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken, van Financiën, van Handel, Nijverheid en Scheepvaart, van Landbouw en Visscherij en van Koloniën zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van dit besluit, hetwelk in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en van hetwelk afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den veertienden November 1935.

(get.) WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

DE GRAEFF.

Uitgegeven den veertienden November 1935.

De Minister van Justitie,

VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 19den November 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 19den November 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 118.

BIJLAGE.

PROPOSITION II

adoptée par le Comité de coordination le 14 octobre 1935.

Mesures financières.

En vue de faciliter aux gouvernements des Membres de la Société des Nations l'exécution des obligations qui leur incombent aux termes de l'article 16 du Pacte, il y a lieu d'adopter dès maintenant les dispositions suivantes :

Les gouvernements des Membres de la Société des Nations prendront immédiatement toutes mesures nécessaires pour rendre impossibles les opérations suivantes :

1o. Tous prêts directs ou indirects au Gouvernement italien et toutes souscriptions à des emprunts émis en Italie ou ailleurs, directement ou indirectement, par le Gouvernement italien ;

2o. Tous crédits bancaires ou autres destinés directement ou indirectement au Gouvernement italien, ainsi que l'exécution ultérieure, par voie d'avance, de découvert ou par tout autre procédé, de tous contrats de prêts consentis directement ou indirectement au Gouvernement italien ;

3o. Tous prêts destinés directement ou indirectement à des collectivités publiques ou à des personnes physiques ou morales établies en territoire italien, ainsi que toutes souscriptions á de tels emprunts émis en Italie ou ailleurs ;

4o. Tous crédits bancaires ou autres destinés directement ou indirectement à des collectivités publiques ou à des personnes physiques ou morales établies en territoire italien, ainsi que l'exécution ultérieure par voie d'avance, de découvert ou par tout autre procédé, de tous contrats de prêts consentis directement ou indirectement à leur bénéfice ;

5o. Toutes émissions d'actions ou autres appels de capitaux au profit de collectivités publiques ou de personnes physiques ou morales établies en territoire italien, ainsi que toutes souscriptions à de telles émissions d'actions ou appels de capitaux effectués en Italië ou ailleurs ;

6o. Les gouvernements prendront toutes mesures nécessaires pour rendre impossible les opérations visées aux alinéas 1 à 5, qu'elles soient effectuées directement ou par des intermédiaires de quelque nationalité que ce soit.

Les gouvernements sont invités à mettre immédiatement en vigueur celles des mesures recommandées qui peuvent être appliquées sans avoir recours à une législation nouvelle — et à prendre toutes dispositions pratiques pour assurer, dès le 31 octobre 1935, la mise en application des mesures préconisées. Les gouvernements qui se trouvent dans l'impossibilité de faire voter les dispositions législatives nécessaires dans ce délai sont priés d'informer le Comité, par l'intermédiaire du Secrétaire général, de la date à laquelle ils croient être en mesure de le faire.

Chaque gouvernement est invité à faire connaitre dans le plus bref délai, au Comité, par l'intermédiaire du Secrétaire général de la Société des Nations, les mesures qu'il aura prises conformément aux dispositions ci-dessus.

1935. No. 119.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 21 November 1935 No. 3669, *bevelende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van den 27sten Augustus 1920, (Staatsblad No. 729), houdende bekendmaking in het Staatsblad van het op 13 April 1920 gesloten uitleveringsverdrag met Groot-Britannië, betreffende de Gefedereerde Maleische Staten.*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 11 October 1935, 1e en 7e Afdeeling No. 19/603, waarbij, ter bekendmaking o.m. van het na te melden Koninklijk besluit, is toegezonden een exemplaar van het Staatsblad No. 729 van 1920, waarin is opgenomen het Koninklijk besluit van den 27sten Augustus 1920, houdende bekendmaking in het Staatsblad van het op 13 April 1920 gesloten uitleveringsverdrag met Groot-Britannië, betreffende de Gefedereerde Maleische Staten;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit, het daarin genoemd verdrag, alsmede de vertaling daarvan, benevens afschrift van deze resolutie, in het Gouvernementsblad zullen worden geplaatst.

Paramaribo, 21 November 1935.

J. C. BRONS.

Uitgegeven, den 27sten November 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 119.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het op 13 April 1920 te *Londen* gesloten uitleveringsverdrag met *Groot-Brittanië*, betreffende de Gefedereerde Maleische Staten;

Overwegende, dat de akten van bekrachtiging van genoemd verdrag op 4 Augustus 1920 te *Londen* zijn uitgewisseld;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van 19 Augustus 1920, Directie van het Protocol, no. 19741;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bedoeld verdrag, waarvan een afdruk in Nederlandschen en Engelschen tekst hierbij is gevoegd, te doen bekendmaken door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn belast ieder voor zooveel hem aangaat, met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 27sten Augustus 1920.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

VAN KARNEBEEK.

Uitgegeven den *veertienden* September 1920.

De Minister van Justitie,

HEEMSKERK.

1935. No. 119.

HARE Majesteit de Koningin der Nederlanden en Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland en van de Britsche Overzeesche Gebieden, Keizer van Indië, het raadzaam achtende door een Verdrag de uitlevering van voortvluchtige misdadigers tusschen zekere Britsche Protectoraten op het Maleische Schiereiland en de gebieden van Hare genoemde Majesteit te regelen, hebben te dien einde tot Hoogstderzelver Gevolmachtigden aangewezen:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and Her Majesty the Queen of the Netherlands, considering it advisable to regulate by a Treaty the extradition of fugitive criminals between certain British protected States in the Malay Peninsula and the territories of Her said Majesty, have appointed as their Plenipotentiairies for this purpose:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden: Jonkheer R. de Marees van Swinderen, Hoogstderzelver Kamerheer en Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij het Hof van St. James; en

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of te British Dominions beyond the Seas, Emperor of India: the Right Honourable Earl Curzon of Kedleston, K.G., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot Britannië en Ierland en van de Britsche Overzeesche Gebieden, Keizer van Indië: the Right Honourable Graaf Curzon, K.G., Zijner Majesteits Voornaamsten Secretaris van Staat voor Buitenlandsche Zaken;

Her Majesty the Queen of the Netherlands: Jonkheer R. de Marees van Swinderen, Her Majesty's Chamberlain, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of St. James;

Die, daartoe behoorlijk gevolmachtigd, omtrent de volgende punten zijn overeengekomen en die hebben vastgesteld:

Who, being duly authorised thereto, have agreed to and concluded the following articles:—

ARTIKEL 1.

De bepalingen van het tusschen Groot Britannië en Nederland op 26 September 1898 onderteekende Uitleveringsverdrag zullen van toepassing zijn op uitleveringen tusschen de gebieden van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de Britsche Protectoraten op het Maleische Schiereiland, genoemd in de hierbij gevoegde lijst, gelijkelijk alsof deze Protectoraten overzeesche bezittingen van Zijne Britsche Majesteit waren.

Indien na de onderteekening van dit verdrag het wenschelijk zou worden geacht de bepalingen ervan van toepassing te doen zijn op andere Britsche Protectoraten dan die, genoemd in de bij dit Verdrag gevoegde lijst, zullen na verkregen overeenstemming tusschen de betrokken Regeeringen, de bepalingen van het Verdrag eveneens ten aanzien van die andere staten van toepassing zijn.

ARTIKEL 2.

Voor wat betreft de toepassing van het Verdrag van 26 September 1898, zullen de inboorlingen van de genoemde Protectoraten beschouwd worden als Britsche onderdanen.

ARTIKEL 3.

Aanvragen om uitlevering krachtens dit Verdrag zullen, behoudens de hieronder te noemen

ARTICLE 1.

The provisions of the Extradition Treaty between Great Britain and the Netherlands, signed on the 26th September, 1898, shall apply to extradition between the territories of Her Majesty the Queen of the Netherlands and the British protected States in the Malay Peninsula mentioned in the list hereto annexed, equally as if these States were foreign posessions of His Britannic Majesty.

If after the signature of this Treaty it should be considered advisable to apply its provisions to British protected States in the Malay Peninsula other than those mentioned in the list annexed to this Treaty, then, afther agreement arrived at between the respective Governments, its provisions shall apply also to these other States.

ARTICLE 2.

For the purposes of the application of the Treaty of the 26th September, 1898, the natives of the said British protected States shall be regarded as British subjects.

ARTICLE 3.

Requisitions for extradition under the present Treaty shall, subject to the exception men-

uitzondering, geschieden overeenkomstig de bepalingen van artikel 18 van het Verdrag van 26 September 1898, alsof de genoemde Protectoraten overzeesche bezittingen van Zijne Britsche Majesteit waren.

In afwijking van artikel 18 van genoemd Verdrag zal de termijn voor voorloopige aanhouding drie maanden bedragen.

ARTIKEL 4.

Dit Verdrag zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk te Londen worden uitgewisseld.

Het Verdrag zal in werking treden drie maanden nadat de akten van bekrachtiging zullen zijn uitgewisseld. Het zal zoo lang van kracht blijven als het Uitleveringsverdrag tusschen Groot Britannië en Nederland van 26 September 1898 van kracht zal blijven; en zal vervallen met de beeindiging van dat Verdrag.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden dit Verdrag hebben onderteekend en van hunne zegels hebben voorzien.

Gedaan in dubbel te Londen den 13 April 1920.

tioned below, be in accordance with the provisions of article 18 of the Treaty of the 26th September, 1898, as if the said British protected States were foreign possessions of His Britannic Majesty.

In deviation from article 18 of the said Treaty the period of provisional arrest shall be three months.

ARTICLE 4.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Londen as soon as possible.

The Treaty shall come into operation three months after the date of the exchange of ratifications. It shall remain in force as long as the Extradition Treaty between Great Britain and the Netherlands of the 26th September, 1898, remains in force, and shall lapse with the termination of that Treaty.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at Londen the 13th day of April, 1920.

(*L. S.*) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

(*L. S.*) CURZON OF KEDLESTON.

1935. No. 119.

AANHANGSEL.

Lijst van Staten bedoeld in Artikel 1.

De Gefedereerde Maleische Staten, te weten :

Perak,
Selangor,
Negri Sembilan,
Pahang.

ANNEX.

List of States referred to in Artikel 1.

The Federated Malay States, viz.:—

Perak,
Selangor,
Negri Sembilan,
Pahang.

1935. No. 120.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 21 November 1935 No. 3670, *bevelende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van den 23sten September 1935 (Staatsblad No. 588), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de tusschen den Britschen Gezant te 's-Gravenhage en den Minister van Buitenlandsche Zaken gewisselde nota's dd. 29 Maart en 19 Juli 1935, houdende toepasselijkverklaring van de bepalingen van het op 13 April 1920 te Londen tusschen Nederland en Groot-Britannië gesloten aanvullend uitleveringsverdrag (Staatsblad 1920, No. 729) op de niet-gefedereerde Maleische Staten Kelantan, Perlis en Trengganu.*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 11 October 1935, 1e en 7de Afdeeling No. 19/603, waarbij ter bekendmaking o.m. van het na te melden Koninklijk besluit, is toegezonden een exemplaar van het Staatsblad No. 588 van 1935, waarin is opgenomen het Koninklijk besluit van den 23sten September 1935, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de tusschen den Britschen Gezant te 's Gravenhage en den Minister van Buitenlandsche Zaken gewisselde nota's dd. 29 Maart en 19 Juli 1935, houdende toepasselijkverklaring van de bepalingen van het op 13 April 1920 te Londen tusschen Nederland en Groot-Britannië gesloten aanvullend uitleveringsverdrag (Staatsblad 1920, No. 729) op de niet-gefedereerde Maleische Staten Kelantan, Perlis en Trengganu.

Herlezen de resolutie van 21 November 1935 No. 3669;

Besluit:

Te bepalen, dat voormeld Koninklijk besluit, de daarin genoemde nota's, alsmede de vertaling daarvan, benevens afschrift van deze resolutie, in het Gouvernementsblad zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 21sten November 1935.
J. C. BRONS.

Uitgegeven, den 27sten November 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Nummers van het Italiaansche tarief.	Omschrijving der goederen.	Invoerrecht in Lire.	Vermenigvuldigingscoëfficienten.	Ad valorem recht.
ex 920 *a*)	Inheemsche meelsoorten: Aardappelmeel .	per quintaal 44,—	—	—
ex 920 *b*)	Tapiocawortelmeel om te worden gebruikt als veevoeder . . .	per quintaal 10,—	—	—
ex 922	Dextrine	per quintaal 66,06	0,2	5 %

BIJLAGE B.

Tarief van invoerrechten in Nederland.

Nummers van het Nederlandsche tarief.	Omschrijving der goederen.	Invoerrechten ad valorem.
ex 139 I 7	Alle soorten amandelen, gepeld .	7,8 %
ex 139 I 10	Rijst, gepeld en voor gebruik gereed in verpakkingen van meer dan 1.200 gram	vrij
ex 139 I 10-*bis*	Citroenen	13 %
—	Versche perziken, gedurende de periode van 15 Juni—15 September	vrij
—	Bloemkool, gedurende de periode van 1 December—15 Maart . .	vrij

SLOT-PROTOCOL.

Op het oogenblik van de onderteekening van de heden tusschen Nederland en Italië gesloten Handelsovereenkomst, hebben de onderteekenende Gevolmachtigden de volgende verklaringen afgelegd, die een wezenlijk bestanddeel zullen uitmaken van deze Overeenkomst.

I.

Wat betreft Bijlage A (Tarief van invoerrechten in Italië):

Ad nos. 2, 7 van het Italiaansche tarief. De koeien, jonge stieren en vaarzen, die ingevoerd worden als fokvee, moeten vergezeld gaan van een stamboek-certificaat. Dit certificaat zal worden afgegeven voor ieder dier:

1. — door de Vereeniging ,,Het Friesch Rundveestamboek'', indien het betreft dieren, geboren in Friesland, behoorende tot het Zwartbont Friesch-Hollandsche ras;

2. — door de Vereeniging ,,Het Nederlandsche Rundveestamboek'', indien het betreft dieren, behoorende tot bovengenoemd Zwartbont Friesch-Hollandsch ras, geboren in andere streken van Nederland, of behoorende tot het Roodbont Rijn-Maas-IJssel-ras of tot het Groningsch Zwartblaard ras.

De importeur van voor fokdoeleinden bestemde runderen moet om van het verlaagde recht te kunnen genieten aan de Koninklijke Italiaansche Douane overleggen een certificaat, afgegeven door den Landbouw-Inspecteur van de zone, waarin het vee zal worden ingevoerd, en waaruit blijkt, dat het ingevoerde vee werkelijk voor fokdoeleinden zal worden bestemd.

Zoodra het vee is doorgelaten, deelt de Directeur van de Douane per brief aan den bevoegden Landbouw-Inspecteur het aantal der ingeklaarde fokrunderen mede, opdat kan worden overgegaan tot het noodige onderzoek bij aankomst op de plaats van bestemming.

Ad n°. 30-a) van het Italiaansche tarief. Goudsche en Edammer kaas zal bij invoer in Italië slechts worden toegelaten, indien zij voorzien is van garantiemerken, welke door de Nederlandsche Regeering zijn erkend, en vergezeld is van een certificaat, afgegeven door het Crisis Zuivelbureau te 's-Gravenhage.

Ad n°. 920-b) van het Italiaansche tarief. Het is wel verstaan, dat, ten einde te verzekeren, dat het tapiocawortelmeel, hetwelk in Italië tegen het verlaagde recht wordt ingevoerd, voor geen andere doeleinden zal worden gebruikt dan voor veevoeder, het voornoemde meel op kosten van den kooper, bij invoer in het Koninkrijk, zal worden gedenatureerd en vervolgens zal worden toegelaten met inachtneming van de door het Italiaansche Ministerie van Financiën gestelde voorwaarden en vormvoorschriften.

II.

Invoer van Nederlandsch bier in Italië. De surtaxe, welke verschuldigd is voor bier in fusten of in flesschen bij invoer in Italië, in plaats van den binnenlandschen accijns, zal ter keuze van den importeur worden geheven, hetzij op basis van een extractgehalte van de stamwort van maximaal 16°, hetzij op basis van het suiker- en alcoholgehalte, vastgesteld volgens een formule, welke in gemeenschappelijk overleg is overeengekomen en die gelijkheid moet verzekeren tusschen de surtaxe op het ingevoerde bier en den accijns, geheven van het in het eigen land gefabriceerde bier.

In het geval, dat ingevolge het verzoek van den importeur de surtaxe zal worden geheven op basis van het vastgestelde suiker- en alcoholgehalte, zullen de analyse-certificaten, welke in Nederland door de daartoe bevoegde instanties zijn afgegeven, door de Italiaansche autoriteiten worden erkend. Bier, dat vergezeld gaat van dergelijke certificaten, zal niet opnieuw aan een analyse worden onderworpen, mits uit genoemde certificaten blijkt, dat het extractgehalte van de stamwort volgens genoemde formule is vastgesteld en dat men de analyse-regels heeft in acht genomen, welke, ook met het oog op sanitaire belangen, in gemeenschappelijk overleg tusschen de wederzijdsche Regeeringen zullen zijn vastgesteld.

Indien het certificaat in de Nederlandsche taal is gesteld, zullen de beambten der Koninklijke Italiaansche Douane overlegging van een vertaling mogen eischen.

In geval van gegronden twijfel wordt der Administratie het recht voorbehouden de juistheid na te gaan van de analyse van het bier, dat wordt ingevoerd met gebruikmaking van de regeling betreffende de certificaten.

De instellingen, die bevoegd zijn tot het afgeven van de certificaten, welke in de voorgaande bepalingen worden bedoeld, zullen door de wederzijdsche Regeeringen in gemeenschappelijk overleg worden aangewezen.

III.

Wat betreft Bijlage B (Tarief van invoerrechten in Nederland):

Ad n°. 139 I 7 van het Nederlandsche tarief van invoerrechten. Ingeval de Nederlandsche Regeering zou moeten overgaan tot het verhoogen van het recht, dat geldt voor alle soorten amandelen, vallende onder n°. 139 I 7 van het Nederlandsche tarief van invoerrechten (7,8 % ad valorem), zal het betreffende artikel niet aan een hooger recht onderworpen worden dan 10 % ad valorem.

Ad n°. 139 I 10-bis *van het Nederlandsche tarief.* Ingeval de Nederlandsche Regeering zou moeten overgaan tot de vervanging van het thans voor citroenen geldende recht van 13 % ad valorem door een specifiek recht, zullen te voren met de Italiaansche Regeering besprekingen worden gevoerd, teneinde in gemeenschappelijk overleg een recht vast te stellen, overeenkomende met een waarderecht van niet meer dan 13 % van de gemiddelde waarde van het product.

IV.

De Hooge Verdragsluitende Partijen komen overeen zoo spoedig mogelijk een aanvang te maken met besprekingen, welke ten doel zullen hebben het handelsverkeer tusschen Italië en Nederlandsch-Indië uit te breiden.

Dit Protocol, dat, zonder verdere speciale ratificatie, geacht zal worden te zijn goedgekeurd en bekrachtigd door de Hooge Verdragsluitende Partijen door het enkele feit van uitwisseling der ratificatie-oorkonden van de Overeenkomst, waarop het betrekking heeft, is in tweevoud opgemaakt te Rome, den 1sten Maart 1934.

J. PATIJN. MUSSOLINI.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.
T.
209184/15.

Rome, 19 Maart 1934 anno XII.

Mijnheer de Minister,

Zooals Uwer Excellentie bekend is, voorziet de Handelsovereenkomst tusschen Italië en Nederland, welke op 1 Maart jl. te Rome is geteekend, dat zij bij notawisseling voorloopig in werking kan worden gesteld.

De Italiaansche Regeering en de Nederlandsche Regeering van oordeel zijnde, dat het nuttig zou zijn deze clausule van nu af aan toe te passen, heb ik de eer Uwer Excellentie namens de Italiaansche Regeering voor te stellen, de bovengenoemde Handelsovereenkomst, bij deze nota, met ingang van 20 Maart a.s. in werking te stellen.

Terwijl ik Uwer Excellentie verzoek mij wel te willen bevestigen, dat de Nederlandsche Regeering hiermede instemt, blijve verstaan, dat na Uwer Excellentie's antwoord, de Handelsovereenkomst tusschen Italië en Nederland, geteekend te Rome den 1sten Maart 1934, voorloopig in werking zal treden met ingang van 20 Maart 1934.

Gelief, Mijnheer de Minister, de verzekering mijner bijzondere hoogachting te aanvaarden.

MUSSOLINI.

Aan Zijne Excellentie
den Heer JACOB A. N. PATIJN,
Buitengewoon Gezant en
Gevolmachtigd Minister
der Nederlanden,
te
ROME.

GEZANTSCHAP DER NEDERLANDEN.
8/46.

Rome, 19 Maart 1934.

Mijnheer het Hoofd van de Regeering,

Ik heb de eer U de ontvangst te bevestigen van uwe nota d.d. heden, welke als volgt luidt:

„Zooals Uwer Excellentie bekend is, voorziet de Handelsovereenkomst tusschen Italië en Nederland, welke op 1 Maart jl. te Rome is geteekend, dat zij bij notawisseling voorloopig in werking kan worden gesteld.

„De Italiaansche Regeering en de Nederlandsche Regeering van oordeel zijnde, dat het nuttig zou zijn deze clausule van nu af aan toe te passen, heb ik de eer Uwer Excellentie namens de Italiaansche Regeering voor te stellen, de bovengenoemde Handelsovereenkomst, bij deze nota, met ingang van 20 Maart a.s. in werking te stellen.

„Terwijl ik Uwer Excellentie verzoek mij wel te willen bevestigen, dat de Nederlandsche Regeering hiermede instemt, blijve verstaan, dat na Uwer Excellentie's antwoord, de Handelsovereenkomst tusschen Italië en Nederland, geteekend te Rome den 1sten Maart 1934, voorloopig in werking zal treden met ingang van 20 Maart 1934."

Ik ben door mijn Regeering gemachtigd U te bevestigen, dat de Nederlandsche Regeering instemt met het voorstel van de Italiaansche Regeering. Bijgevolg is wel verstaan, dat de Handels overeenkomst tusschen Nederland en Italië, geteekend te Rome den 1sten Maart 1934, voorloopig in werking zal treden met ingang van 20 Maart 1934.

Gelief, Mijnheer het Hoofd van de Regeering, de verzekering mijner meeste hoogachting te aanvaarden.

PATIJN.

Aan Zijne Excellentie
den Heere BENITO MUSSOLINI,
Hoofd van de Regeering,
Minister van Buitenlandsche
Zaken,
ROME.

KONINKLIJK GEZANTSCHAP
VAN ITALIË.

N°. 4291.

Note Verbale.

Het Gezantschap van het Koninkrijk Italië, in opdracht van zijn Regeering, heeft de eer het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te berichten, dat de Italiaansche Regeering met ingang van 19 November en zoolang als de Italiaansch-Nederlandsche handelsovereenkomst van 1 Maart 1934 van kracht blijft, het douanerégime, dat momenteel aan Zwitserland is toegekend voor den invoer in Italië van kalveren, mede van toepassing zal zijn op kalveren van Nederlandsche rassen, welke bestemd zijn voor fokdoeleinden, direct herkomstig zijn van de plaats van oorsprong en den leeftijd van 10 maanden voor wat de stierkalveren en van 12 maanden voor wat de vaarskalveren betreft hebben bereikt, met inachtneming van de voorwaarden, welke daarvoor zijn vastgesteld in het slotprotocol van genoemde overeenkomst.

's-Gravenhage, 14 November 1934. XIII.

Aan het Koninklijk Ministerie van Buitenlandsche Zaken te 's-Gravenhage.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.
Economische en Consulaire Directie.

N°. 37495.

Note Verbale.

Het Ministerie van Buitenlandsche Zaken heeft de eer aan het Gezantschap van het Koninkrijk Italië te 's-Gravenhage de ontvangst te bevestigen van zijn „Note Verbale" dd. 14 November jl. no. 4291, waarin het Gezantschap het Ministerie bericht, dat de Italiaansche Regeering met ingang van 19 November en zoolang als de Italiaansch-Nederlandsche handelsovereenkomst van 1 Maart 1934 van kracht blijft, het douanerégime, dat momenteel aan Zwitserland is toegekend voor den invoer in Italië van kalveren, mede van toepassing zal zijn op kalveren van Nederlandsche rassen, welke bestemd zijn voor fokdoeleinden, direct herkomstig zijn van de plaats van oorsprong en den leeftijd van 10 maanden voor wat de stierkalveren en van 12 maanden voor wat de vaarskalveren betreft, hebben bereikt, met inachtneming van de voorwaarden, welke daarvoor zijn vastgesteld in het slotprotocol van genoemde overeenkomst.

Het Gezantschap dank zeggende voor deze mededeeling, brengt het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te zijner kennis, dat het zich heeft gehaast het voorgaande mede te deelen aan de bevoegde Nederlandsche autoriteiten.

's-Gravenhage, 14 November 1934.

Aan het Koninklijk Gezantschap van Italië.

Wij WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Gezien de tusschen den Britschen Gezant te *'s-Gravenhage* en Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken gewisselde nota's dd. 29 Maart en 19 Juli 1935, waarbij is overeengekomen om de bepalingen van het op 13 April 1920 te *Londen* tusschen *Nederland* en *Groot-Britannië* gesloten aanvullend uitleveringsverdrag (*Staatsblad* 1920, n°. 729) toepasselijk te verklaren op de niet-gefedereerde Maleische Staten *Kelantan*, *Perlis* en *Trengganu*, van welke nota's een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat bedoelde overeenkomst op 19 Juli 1935 is in werking getreden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 18den September 1935, Directie van het Protocol, n°. 30840;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovenbedoelde nota's, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 23sten September 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *vierden* October 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

N°. 48.
(73/3/35)

BRITISH LEGATION.

The Hague.
29th March, 1935.

Your Excellency,

The second paragraph of Article 1 of the supplementary Extradition Treaty between the United Kingdom and the Netherlands, signed at London on the 13th April, 1920, provides for the extension of the provisions of that Treaty to British-protected States in the Malay Peninsula other than those mentioned in the list annexed to the said Treaty.

2. I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom now propose that the provisions of the above-mentioned Treaty should be extended to the Unfederated Malay States of Kelantan, Perlis and Trengganu.

3. If this proposal is agreeable to the Netherlands Government, I have the honour to suggest that the present note and Your Excellency's reply thereto should be regarded as placing on record the agreement between the two governments in this matter, and that the date of Your Excellency's reply should be regarded as the date on which the agreement enters into force.

4. I have the honour to add that the authorities in the above-mentioned States to whom requisitions for the surrender of fugitive offenders should be addressed are as follows:

Kelantan	British Adviser.
Perlis	,, ,,
Trengganu	,, ,,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

HUBERT MONTGOMERY.

His Excellency
Jonkheer Dr. A. C. D. DE GRAEFF,
etc., etc., etc.

MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Direction Juridique.

N°. 11255.

La Haye, le 19 juillet 1935.

Monsieur le Ministre,

Par une lettre en date du 29 mars dernier (n°. 48), Votre Excellence a bien voulu m'informer que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, se basant sur les dispositions de l'article 1, alinéa 2, du Traité d'extradition conclu à Londres le 13 avril 1920, propose que les Etats Malais non-fédérés de Kelantan, de Perlis et de Trengganu, soient dorénavant comptés parmi les Etats placés sous le Protectorat de Sa Majesté Britannique visés à l'article précité, de sorte que les dispositions dudit Traité soient applicables à ces Etats.

Votre Excellence a ajouté que les autorités auxquelles les demandes en extradition de malfaiteurs fugitifs devraient être adressées seraient pour chacun des Etats Kelantan, de Perlis et de Trengganu le „British Adviser".

En réponse j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement Néerlandais se rallie volontiers à cette proposition.

La lettre précitée de Votre Excellence et la présente réponse seront considérées comme établissant et constatant l'accord intervenu en cette matière entre les Gouvernements respectifs, lequel accord sortira ses effets à partir de la date d'aujourd'hui.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour Vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre,
Le Secrétaire-Général,
A. M. SNOUCK HURGRONJE.

Son Excellence
Sir CHARLES HUBERT MONTGOMERY,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique.

VERTALING.

N°. 48.
(73/3/35)

BRITSCH GEZANTSCHAP.

's-Gravenhage.
29 Maart 1935.

Excellentie,

De tweede alinea van Artikel 1 van het aanvullend Uitleveringsverdrag, geteekend te Londen op 13 April 1920, tusschen het Vereenigd Koninkrijk en Nederland, voorziet in de toepasselijkverklaring van de bepalingen van dat verdrag op andere Staten onder Britsch protectoraat op het Maleische Schiereiland dan die genoemd worden in de bij dat verdrag gevoegde lijst.

2. Ik heb de eer Uwe Excellentie mede te deelen dat Zijner Majesteits Regeering in het Vereenigd Koninkrijk nu voorstelt dat de bepalingen van bovengenoemd verdrag zullen toepasselijk zijn op de niet-gefedereerde Maleische Staten Kelantan, Perlis en Trengganu.

3. Indien de Nederlandsche Regeering zich met dit voorstel vereenigt, heb ik de eer in overweging te geven dat deze nota en Uwer Excellentie's antwoord daarop zullen geacht worden de overeenstemming te dezer zake tusschen de beide Regeeringen vast te leggen en dat de datum van Uwer Excellentie's antwoord zal worden beschouwd als de dag waarop de overeenkomst in werking zal treden.

4. Ik heb de eer hieraan toe te voegen, dat de autoriteiten in de bovengenoemde Staten, tot welke aanvragen om uitlevering van voortvluchtige misdadigers kunnen worden gericht, de volgende zijn:

Kelantan	„British Adviser"
Perlis	„ „
Trengganu	„ „

Ik maak van deze gelegenheid gebruik om Uwe Excellentie de hernieuwde verzekering van mijn meeste hoogachting aan te bieden.

HUBERT MONTGOMERY.

Zijner Excellentie
Jonkheer Mr. A. C. D. DE GRAEFF,
enz., enz., enz.

MINISTERIE VAN
BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Afdeeling
Juridische Zaken.

's Gravenhage, den 19 Juli 1935.

N°. 11255.

Mijnheer de Minister,

Bij schrijven dd. 29 Maart jl. (n°. 48), heeft Uwe Excellentie mij wel willen mededeelen dat de Regeering van Zijne Britsche Majesteit, steunende op de bepalingen van artikel 1, tweede alinea, van het te Londen op 13 April 1920 gesloten Uitleveringsverdrag, voorstelt dat de niet-gefedereerde Maleische Staten Kelantan, Perlis en Trengganu voortaan zullen gerekend worden tot de onder protectoraat van Zijne Britsche Majesteit geplaatste Staten, die in vorenstaand artikel worden bedoeld, zoodat de bepalingen van dat verdrag op die Staten toepasselijk zullen zijn.

Uwe Excellentie heeft daaraan toegevoegd dat de autoriteit tot welke aanvragen om uitlevering van voortvluchtige misdadigers zouden moeten gericht worden, voor elk der Staten Kelantan, Perlis en Trengganu de ,,British Adviser'' is.

Ik heb de eer in antwoord ter kennis van Uwe Excellentie te brengen dat de Nederlandsche Regeering zich gaarne met dat voorstel vereenigt.

De aangehaalde brief van Uwe Excellentie en het onderhavige antwoord zullen geacht worden te scheppen en vast te stellen de ter zake tot stand gekomen overeenstemming tusschen de beide Regeeringen, welke overeenkomst heden in werking zal treden.

Ik maak van deze gelegenheid gebruik, om U, Mijnheer de Minister, de hernieuwde verzekering mijner hoogachting aan te bieden.

Voor den Minister,
De Secretaris-Generaal,
A. M. SNOUCK HURGRONJE.

Zijner Excellentie
Sir CHARLES HUBERT MONTGOMERY,
Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd
Minister van Zijne Britsche Majesteit.

1935. No. 121.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 12 December 1935 No. 3903, *bevelende de plaatsing in het Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van 8 October 1935 (Staatsblad No. 598), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het Internationaal verdrag van Genève van 11 October 1933 nopens de bestrijding van den handel in meerderjarige vrouwen.*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 24 October 1935, 1e en 7e Afdeeling No. 25/630, waarbij ter bekendmaking van het na te melden Koninklijk besluit, is toegezonden een exemplaar van het Staadsblad No. 598 van 1935, waarin is opgenomen *het Koninklijk besluit van 8 October 1935 bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het Internationaal verdrag van Genève van 11 October 1933 nopens de bestrijding van den handel in meerderjarige vrouwen.*

Herlezen de resolutie van 4 April 1934 No. 1025 ;

Besluit:

Te bepalen dat voormeld Koninklijk besluit, het daarin genoemd verdrag, alsmede de vertaling daarvan, benevens afschrift van deze resolutie, in het Gouvernementsblad zullen worden geplaatst.

Paramaribo, den 12n December 1935.
J. C. BRONS.

Uitgegeven, den 14den December 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Wij WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Gezien de wet van 2 Augustus 1935 (*Staatsblad* n°. 443), houdende goedkeuring van het internationaal verdrag van 11 October 1933 nopens de bestrijding van den handel in meerderjarige vrouwen, van welk verdrag een afdruk en eene vertaling bij dit besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat genoemd verdrag door Ons voor *Nederland*, *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* is bekrachtigd en Onze akte van bekrachtiging op 20 September 1935 te *Genève* is overgelegd aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond ter nederlegging in de archieven van dien Bond;

Overwegende mede, dat de hierna genoemde landen reeds te voren hunne akten van bekrachtiging aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond hebben overgelegd, te weten: *Bulgarije*, *Chili*, *Hongarije*, *Noorwegen*, *Tsjechoslowakije*, *Zweden* en *Zwitserland*, en *Afghanistan*, *Iran*, *Roemenië* en *Soedan* tot het verdrag zijn toegetreden;

Overwegende wijders, dat genoemd verdrag, overeenkomstig artikel 8, voor *Nederland*, *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* op 19 November 1935 zal in werking treden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 3den October 1935, Directie van het Protocol, n°. 31797;

Hebben goedgevonden en verstaan:

meergenoemd verdrag, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekend maken door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 8sten October 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *twee en twintigsten* October 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Convention internationale relative à la répression de la traite des femmes majeures.

Sa Majesté le Roi des Albanais; le Président du Reich allemand; le Président fédéral de la République d'Autriche; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi des Bulgares; le Président de la République du Chili; le Président du Gouvernement national de la République chinoise; le Président de la République de Pologne, pour la Ville libre de Dantzig; le Président de la République espagnole; le Président de la République française; le Président de la République hellénique; Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie; le Président de la République de Lettonie; le Président de la République de Lithuanie; Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco; Sa Majesté le Roi de Norvège; le Président de la République de Panama; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; le Président de la République de Pologne; le Président de la République portugaise; Sa Majesté le Roi de Suède; le Conseil fédéral suisse; le Président de la République tchécoslovaque; Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

Désireux d'assurer d'une manière plus complète la répression de la traite des femmes et des enfants;

Ayant pris connaissance des recommandations contenues dans le rapport au Conseil de la Société des Nations par le Comité de la traite des femmes et des enfants sur les travaux de sa douzième session;

Ayant décidé de compléter, par une convention nouvelle. l'Arrangement du 18 mai 1904 et les Conventions du 4 mai 1910 et du 30 septembre 1921, relatifs à la répression de la traite des femmes et des enfants,

International Convention for the suppression of the traffic in women of full age.

His Majesty the King of the Albanians; the President of the German Reich; the Federal President of the Austrian Republic; His Majesty the King of the Belgians; His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India; His Majesty the King of the Bulgarians; the President of the Republic of Chile; the President of the National Government of the Republic of China; the President of the Polish Republic, for the Free City of Danzig; the President of the Spanish Republic; the President of the French Republic; the President of the Hellenic Republic; His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary; the President of the Latvian Republic; the President of the Republic of Lithuania; His Serene Highness the Prince of Monaco; His Majesty the King of Norway; the President of the Republic of Panama; Her Majesty the Queen of the Netherlands; the President of the Polish Republic; the President of the Portuguese Republic; His Majesty the King of Sweden; the Swiss Federal Council; the President of the Czechoslovak Republic; His Majesty the King of Yugoslavia.

Being anxious to secure more completely the suppression of the traffic in women and children;

Having taken note of the recommendations contained in the Report to the Council of the League of Nations by the Traffic in Women and Children Committee on the work of its twelfth session;

Having decided to complete by a new Convention the Agreement of May 18th, 1904, and the Conventions of May 4th, 1910, and September 30th, 1921, relating to the suppression of the traffic in women and children,

Ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi des Albanais:

M. Lec Kurti, Ministre résident, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Le Président du Reich allemand:

Le docteur Woermann, Conseiller de Légation.

Le Président fédéral de la République d'Autriche:

Le docteur Erhard Schiffner, Conseiller de Légation, Directeur adjoint du Département juridique des Affaires étrangères.

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. J. Mélot, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations;

Le Très Honorable W. G. A. Ormsby Gore, M.P., Premier Commissaire aux Travaux publics.

Pour le Commonwealth d'Australie:

Le Très Honorable S. M. Bruce, C.H., M.C., M.P.

Pour l'Union Sud-Africaine:

M. C. T. te Water, Haut Commissaire à Londres.

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. Dimitri Mikoff, Chargé d'affaires à Berne, Représentant permanent auprès de la Société des Nations.

Have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of the Albanians:

M. Lec Kurti, Resident Minister, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the German Reich:

Dr. Woermann, Counsellor of Legation.

The Federal President of the Austrian Republic:

Dr. Erhard Schiffner, Counsellor of Legation, Assistant Director of the Legal Department at the Ministry of Foreign Affairs.

His Majesty the King of the Belgians:

M. J. Mélot, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

For Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations:

The Right Honourable W. G. A. Ormsby Gore, M.P., First Commissioner, His Majesty's Office of Works and Public Buildings.

For the Commonwealth of Australia:

The Right Honourable S. M. Bruce, C.H., M.C., M.P.

For the Union of South Africa:

M. C. T. te Water, High Commissioner in London.

His Majesty the King of the Bulgarians:

M. Dimitri Mikoff, Chargé d'Affaires at Berne, Permanent Representative accredited to the League of Nations.

Le Président de la République du Chili:

M. Enrique J. Gajardo, Chef du Bureau permanent auprès de la Société des Nations.

Le Président du Gouvernement national de la République de Chine:

Le docteur V. K. Wellington Koo, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République française, Représentant au Conseil de la Société des Nations.

M. Quo Tai-chi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté britannique.

Le Président de la République de Pologne, pour la Ville libre de Dantzig:

M. Edouard Raczynski, Ministre plénipotentiaire, Délégué auprès de la Société des Nations.

Le Président de la République espagnole:

Madame Isabel Oyarzabal de Palencia.

Le Président de la République française:

M. Jules Gautier, Président de section honoraire au Conseil d'Etat.

Le Président de la République hellénique:

M. R. Raphaël, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie:

M. Ladislas Tahy de Tahvár et Tarkeö, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, Chef de la Délégation auprès de la Société des Nations.

Le Président de la République de Lettonie:

M. Jules Feldmans, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

The President of the Republic of Chile:

M. Enrique J. Gajardo, Head of the Permanent Office accredited to the League of Nations.

The President of the National Government of the Republic of China:

Dr. V. K. Wellington Koo, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic, Representative on the Council of the League of Nations.

M. Quo Tai-chi, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Britannic Majesty.

The President of the Polish Republic, for the Free City of Danzig:

M. Edouard Raczynski, Minister Plenipotentiary, Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the Spanish Republic:

Mme. Isabel Oyarzabal de Palencia.

The President of the French Republic:

M. Jules Gautier, Honorary President of Section in the Council of State.

The President of the Hellenic Republic:

M. R. Raphaël, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary:

M. Ladislas Tahy de Tahvár et Tarkeö, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Head of the Delegation accredited to the League of Nations.

The President of the Latvian Republic:

M. Jules Feldmans, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

Le Président de la République de Lithuanie:

M. Vaclovas Sidzikauskas, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté britannique et près le Conseil fédéral suisse.

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco:

M. Xavier-John Raisin, Consul général à Genève.

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. Peter Hersleb Birkeland, Conseiller de Légation, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Le Président de la République de Panama:

Le docteur Raoul A. Amador, Ministre résident.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. J. Limburg, Membre du Conseil d'Etat.

Le Président de la République de Pologne:

M. Edouard Raczynski, Ministre plénipotentiaire, Délégué auprès de la Société des Nations.

Le Président de la République portugaise:

Le docteur José Caetano Lobo d'Avila Lima, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Sa Majesté le Roi de Suède:

M. K. I. Westman, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Le Conseil fédéral suisse:

M. Franz Stämpfli, Procureur de la Confédération;

M. Camille Gorgé, Premier Chef de Section au Département politique fédéral.

The President of the Republic of Lithuania:

M. Vaclovas Sidzikauskas, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Britannic Majesty and to the Swiss Federal Council.

His Serene Highness the Prince of Monaco:

M. Xavier-John Raisin, Consul-General at Geneva.

His Majesty the King of Norway:

M. Peter Hersleb Birkeland, Counsellor of Legation, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the Republic of Panama:

Dr. Raoul A. Amador, Resident Minister.

Her Majesty the Queen of The Netherlands:

M. J. Limburg, Member of the Council of State.

The President of the Polish Republic:

M. Edouard Raczynski, Minister Plenipotentiary, Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the Portuguese Republic:

Dr. José Caetano Lobo d'Avila Lima, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

His Majesty the King of Sweden:

M. K. I. Westman, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

The Swiss Federal Council:

M. Franz Stämpfli, „Procureur" of the Confederation;

M. Camille Gorgé, First Head of Section in the Federal Political Department.

Le Président de la République tchécoslovaque:

M. Rudolf Künzl-Jizersky, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie:

M. Constantin Fotitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Doit être puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille majeure en vue de la débauche dans un autre pays, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

La tentative est également punissable. Il en est de même, dans les limites légales, des actes préparatoires.

Au sens du présent article, l'expression „pays" comprend les colonies et protectorats de la Haute Partie contractante intéressée, ainsi que les territoires sous sa suzeraineté et ceux pour lesquels un mandat lui a été confié.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes dont la législation ne sera pas, dès à présent, suffisante pour réprimer les infractions prévues par l'article précédent s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer au sujet de tout individu de l'un ou l'autre sexe qui aura

The President of the Czechoslovak Republic:

M. Rudolf Künzl-Jizersky, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of Yugoslavia:

M. Constantin Fotitch, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

Whoever, in order to gratify the passions of another person, has procured, enticed or led away, even with her consent, a woman or girl of full age for immoral purposes to be carried out in another country, shall be punished, notwithstanding that the various acts constituting the offence may have been committed in different countries.

Attempted offences, and, within the legal limits, acts preparatory to the offences in question, shall also be punishable.

For the purposes of the present Article, the term ,,country'' includes the colonies and protectorates of the High Contracting Party concerned, as well as territories under his suzerainty and territories for which a mandate has been entrusted to him.

Article 2.

The High Contracting Parties whose laws are at present inadequate to deal with the offences specified in the preceding Article agree to take the necessary steps to ensure that these offences shall be punished in accordance with their gravity.

Article 3.

The High Contracting Parties undertake to communicate to each other in regard to any person of either sex who has com-

commis ou tenté de commettre l'une des infractions visées par la présente Convention, ou par les Conventions de 1910 et 1921, relatives à la répression de la traite des femmes et des enfants, si les éléments constitutifs de l'infraction ont été ou devaient être réalisés dans des pays différents, les informations suivantes (ou des informations analogues que permettent de fournir les lois et règlements intérieurs) :

a) Les jugements de condamnation avec toutes autres informations utiles qui pourraient être obtenues sur le délinquant, par exemple sur son état civil, son signalement, ses empreintes digitales, sa photographie, son dossier de police, sa manière d'opérer, etc.

b) L'indication des mesures de refoulement ou d'expulsion dont il aurait été l'objet.

Ces documents et informations seront envoyés directement et sans délai aux autorités des pays intéressés dans chaque cas particulier par les autorités désignées conformement à l'article premier de l'Arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904. Cet envoi aura lieu, autant qu'il est possible, dans tous les cas de constatation de l'infraction, de condamnation, de refoulement ou d'expulsion.

Article 4.

S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention ou des Conventions de 1910 et 1921, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les parties concernant le règlement des différends internationaux.

Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au Statut de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

mitted or attempted to commit any of the offences referred to in the present Convention or in the Conventions of 1910 and 1921 on the Suppression of the Traffic in Women and Children, the various constituent acts of which were, or were to have been, accomplished in different countries, the following information (or similar information which it may be possible to supply under the laws and regulations of the country concerned):

(*a*) Records of convictions, together with any useful and available information with regard to the offender, such as his civil status, description, finger-prints, photograph and police record, his methods of operation, etc.

(*b*) Particulars of any measures of refusal of admission or of expulsion which may have been applied to him.

These documents and information shall be sent direct and without delay to the authorities of the countries concerned in each particular case by the authorities named in Article 1 of the Agreement concluded in Paris on May 18th, 1904, and, if possible, in all cases when the offence, conviction, refusal of admission or expulsion has been duly established.

Article 4.

If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention or of the Conventions of 1910 and 1921, and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the Parties providing for the settlement of international disputes.

In case there is no such agreement in force between the Parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall, at the request of any one of the Parties, be referred to the Permanent Court of International Justice, if all the Parties to the dispute are Parties to the Protocol of December 16th, 1920, relating to the Statute of that Court, and, if any of the Parties to the dispute is not a Party to the Protocol of December 16th, 1920, to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 5.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et sera, jusqu'au premier avril 1934, ouverte à la signature de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre qui s'est fait représenter à la Conférence qui a élaboré la présente Convention, ou auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention à cet effet.

Article 6.

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats non membres visés à l'article précédent.

Article 7.

A dater du 1er avril 1934, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre visé à l'article 5 pourra adhérer à la présente Convention.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats non membres visés audit article.

Article 8.

La présente Convention entrera en vigueur soixante jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu deux ratifications ou adhésions.

Elle sera enregistrée par le Secrétaire général le jour de son entrée en vigueur.

Les ratifications ou adhésions ultérieures prendront effet à l'expiration d'un délai de soixante jours, à partir du jour de leur réception par le Secrétaire général.

Article 9.

La présente Convention pourra être dénoncée par une notification adressée au Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 5.

The present Convention, of which the English and French texts are both authoritative, shall bear this day's date, and shall until April 1st, 1934, be open for signature on behalf of any Member of the League of Nations, or of any non-member State which was represented at the Conference which drew up this Convention or to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Article 6.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all Members of the League and to the non-member States referred to in the preceding Article.

Article 7.

As from April 1st, 1934, the present Convention may be acceded to on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State mentioned in Article 5.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League and to the non-member States mentioned in that Article.

Article 8.

The present Convention shall come into force sixty days after the Secretary-General of the League of Nations has received two ratifications or accessions.

It shall be registered by the Secretary-General on the day of its entry into force.

Subsequent ratifications or accessions shall take effect at the end of sixty days after their receipt by the Secretary-General.

Article 9.

The present Convention may be denounced by notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations.

Cette dénonciation prendra effet un an après sa réception et seulement à l'égard de la Haute Partie contractante qui l'aura notifiée.

Article 10.

Toute Haute Partie contractante pourra déclarer au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, qu'en acceptant la présente Convention, elle n'assume aucune obligation pour l'ensemble ou une partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

Toute Haute Partie contractante pourra ultérieurement déclarer au Secrétaire général de la Société des Nations que la présente Convention s'applique à l'ensemble ou à une partie des territoires qui auront fait d'objet d'une déclaration aux termes de l'alinéa précédent. Ladite déclaration prendra effet soixante jours après sa réception.

Toute Haute Partie contractante pourra, à tout moment, retirer en tout ou en partie la déclaration visée à l'alinéa 2. Dans ce cas, cette déclaration de retrait aura effet un an après sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Le Secrétaire général communiquera à tous les Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats non membres visés à l'article 5, les dénonciations prévues à l'article 10 et les déclarations reçues en vertu du présent article.

Malgré la déclaration faite en vertu de l'alinéa premier du présent article, l'alinéa 3 de l'article premier reste applicable.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le onze octobre mil neuf cent trente-trois, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont les copies certifiées conformes seront remisse à tous les Membres de la Socié-

Such denunciation shall take effect one year after its receipt, but only in relation to the High Contracting Party who has notified it.

Article 10.

Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligation in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories, territories under his suzerainty, or territories for which a mandate has been entrusted to him.

Any High Contracting Party may subsequently declare to the Secretary-General of the League of Nations that the present Convention is to apply to all or any of the territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph. The said declaration shall take effect sixty days after its receipt.

Any High Contracting Party may at any moment withdraw, in whole or in part, any declaration made under the second paragraph of this Article. Such withdrawal will take effect one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

The Secretary-General shall communicate to all the Members of the League, and to the non-member States mentioned in Article 5, the denunciations referred to in Article 10, and the declarations received under the present Article.

Notwithstanding any declaration made under the first paragraph of the present Article, the third paragraph of Article 1 remains applicable.

In faith whereof the abovementioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, the eleventh day of October, one thousand nine hundred and thirty-three, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and certified true copies of which shall

té des Nations et aux Etats non membres visés à l'article 5.

be delivered to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 5.

ALBANIE — ALBANIA

Lec KURTI

ALLEMAGNE — GERMANY

WOERMANN

AUTRICHE — AUSTRIA

Dr. Erhard SCHIFFNER

BELGIQUE — BELGIUM

Sous réserve de l'article 10.

J. MÉLOT

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

William G. A. ORMSBY GORE

AUSTRALIE — AUSTRALIA

S. M. BRUCE

UNION SUD-AFRICAINE — UNION OF SOUTH AFRICA

C T. TE WATER

BULGARIE — BULGARIA

D. MIKOFF

CHILI — CHILE

Enrique J. GAJARDO V.

CHINE — CHINA

V. K. Wellington Koo
Quo Tai-chi

VILLE LIBRE DE DANTZIG — FREE CITY OF DANZIG

Edouard Raczynski

ESPAGNE — SPAIN

Isabel Oyarzabal de Palencia

FRANCE — FRANCE

Jules Gautier

GRÈCE — GREECE

R. Raphaël

HONGRIE — HUNGARY

Ladislas de Tahy

LETTONIE — LATVIA

J. Feldmans

LITHUANIE — LITHUANIA

Vaclovas Sidzikauskas

MONACO — MONACO

Xavier Raisin

NORVÈGE — NORWAY

Sous réserve de ratification.
Hersleb Birkeland

PANAMA — PANAMA

R. A. Amador

PAYS-BAS — THE NETHERLANDS

Y compris les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao.
Limburg

POLOGNE — POLAND

Edouard Raczynski

PORTUGAL — PORTUGAL

J. Lobo d'Avila Lima

SUÈDE — SWEDEN

K. I. Westman

Sous réserve de ratification de S. M. le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag.

SUISSE — SWITZERLAND

Stämpfli

C. Gorgé

TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA

Rudolf Künzl-Jizersky

YOUGOSLAVIE — YUGOSLAVIA

Constantin Fotitch

VERTALING.

Internationaal Verdrag ter bestrijding van den handel in meerderjarige vrouwen.

(*Opsomming van Staatshoofden*)

Bezield met den wensch op meer volledige wijze de bestrijding van den handel in vrouwen en kinderen te verzekeren;

Kennis genomen hebbende van de aanbevelingen, vervat in het rapport van het Comité inzake den handel in vrouwen en kinderen aan den Volkenbondsraad nopens de werkzaamheden van zijn twaalfde zitting;

Besloten hebbende, door een nieuw verdrag de Regeling van 18 Mei 1904 en de Verdragen van 4 Mei 1910 en van 30 September 1921 betreffende de bestrijding van den handel in vrouwen en kinderen aan te vullen,

Hebben te dien einde als hun gevolmachtigden aangewezen:

(*Lijst van Gevolmachtigden*)

Welke, na elkander hun in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben medegedeeld, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

Gestraft wordt ieder, die, ter voldoening van eens anders lusten, eene meerderjarige vrouw of meisje, zelfs met haar goedvinden, met het oog op het plegen van ontucht in een ander land, heeft aangeworven, medegenomen of ontvoerd, zelfs dan wanneer de verschillende handelingen, die de bestanddeelen van het strafbare feit uitmaken, in verschillende landen gepleegd zijn.

De poging is eveneens strafbaar. Hetzelfde is het geval, binnen de grenzen der wet, met voorbereidende handelingen.

In den zin van dit artikel omvat het woord „land" de koloniën en protectoraten van de desbetreffende Hooge Verdragsluitende Partij, evenals de gebieden, welke onder haar suzereiniteit staan en die, waarvoor haar een mandaat is toevertrouwd.

Artikel 2.

De Hooge Verdragsluitende Partijen, wier wetgeving op dit oogenblik nog niet voldoende is tot het strafbaar stellen van de in het voorgaande artikel omschreven feiten, verbinden zich die maatregelen te nemen, welke vereischt worden opdat bedoelde feiten in verhouding tot den ernst daarvan strafbaar worden gesteld.

Artikel 3.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich elkander met betrekking tot iedere persoon van het eene of het andere geslacht, die een van de strafbare feiten, bedoeld in dit Verdrag of in de Verdragen van 1910 en 1921 nopens de bestrijding van den handel in vrouwen en kinderen, zal hebben begaan of gepoogd zal hebben te begaan, indien de bestanddeelen van het strafbare feit in verschillende landen gepleegd zijn of hadden moeten worden gepleegd, de volgende inlichtingen mede te deelen (of gelijksoortige inlichtingen, welke de binnenlandsche wetten en regelingen mogelijk maken te verschaffen):

a) De veroordeelende vonnissen met alle andere nuttige inlichtingen, die nopens den overtreder verkregen kunnen worden, b.v. omtrent zijn burgerlijken staat, zijn signalement, zijn vingerafdrukken, zijn portret, zijn politiedossier, zijn werkmethoden, enz.;

b) Bijzonderheden betreffende maatregelen tot weigering van toelating of tot uitwijzing, welke op hem zijn toegepast.

Deze stukken en gegevens zullen rechtstreeks en onverwijld worden toegezonden aan de autoriteiten van de landen, die bij ieder bijzonder geval betrokken zijn, door de autoriteiten, welke aangewezen zijn overeenkomstig artikel 1 van de Regeling op 18 Mei 1904 te Parijs gesloten. Deze toezending zal, voor zoover mogelijk, plaats hebben in alle gevallen, waarin een strafbaar feit, een veroordeeling, een weigering van toelating of een uitwijzing is vastgesteld.

Artikel 4.

Indien tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen eenig geschil rijst nopens de uitlegging of toepassing van dit Verdrag of van de Verdragen van 1910 en 1921 en indien dit geschil niet op bevredigende wijze is opgelost kunnen worden langs diplomatieken weg, zal het worden geregeld overeenkomstig de bepalingen, die tusschen de partijen van kracht zijn met betrekking tot de regeling van internationale geschillen.

Ingeval zoodanige bepalingen niet zouden bestaan tusschen de bij het geschil betrokken partijen, zullen zij het geschil onderwerpen aan een scheidsrechterlijke of rechterlijke procedure. Bij gebreke aan overeenstemming ten aanzien van de keuze van een ander gerecht zullen zij, op verzoek van een harer, het geschil onderwerpen aan het Permanente Hof van Internationale Justitie, indien zij alle partij zijn bij het Protocol van 16 December 1920 nopens het Statuut van dit Hof, en, indien zij niet alle partij bij dit Protocol zijn, aan een scheidsgerecht, dat samengesteld zal worden overeenkomstig het Haagsche Verdrag van 18 October 1907 nopens de vreedzame beslechting van internationale geschillen.

Artikel 5.

Dit Verdrag, waarvan de Fransche en Engelsche teksten beide authentiek zijn, zal de dagteekening van heden dragen en zal tot 1 April 1934 kunnen worden onderteekend door ieder Lid van den Volkenbond of door iederen Staat niet-Lid, die zich heeft doen vertegenwoordigen op de Conferentie, die dit Verdrag heeft opgesteld, of aan wien de Raad van den Volkenbond daartoe afschrift van dit Verdrag heeft doen toekomen.

Artikel 6.

Dit Verdrag zal worden bekrachtigd. De oorkonden van bekrachtiging zullen worden overgelegd aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, die van de nederlegging daarvan mededeeling zal doen aan alle Leden van den Volkenbond en aan de Staten niet-Leden, bedoeld in het voorgaande artikel.

Artikel 7.

Van 1 April 1934 af zal ieder Lid van den Volkenbond en iedere Staat niet-Lid, bedoeld in artikel 5, tot dit Verdrag kunnen toetreden.

De oorkonden van toetreding zullen worden overgelegd aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, die van de nederlegging daarvan mededeeling zal doen aan alle Leden van den Volkenbond en aan de Staten niet-Leden, bedoeld in genoemd artikel.

Artikel 8.

Dit Verdrag zal in werking treden zestig dagen nadat de Secretaris-Generaal van den Volkenbond twee bekrachtigingen of toetredingen zal hebben ontvangen.

Het zal worden geregistreerd door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond op den dag zijner inwerkingtreding.

De latere bekrachtigingen of toetredingen zullen van kracht worden na afloop van een termijn van zestig dagen van den dag af harer ontvangst door den Secretaris-Generaal.

Artikel 9.

Dit Verdrag zal opgezegd kunnen worden door een mededeeling, gericht aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond. Deze opzegging zal van kracht worden een jaar nadat zij door den Secretaris-Generaal zal zijn ontvangen en uitsluitend voor de Hooge Verdragsluitende Partij, die haar zal hebben medegedeeld.

Artikel 10.

Iedere Hooge Verdragsluitende Partij kan op het oogenblik van onderteekening, bekrachtiging of toetreding verklaren, dat zij door de aanvaarding van dit Verdrag geen verplichting op zich neemt ten aanzien van alle of eenige van haar koloniën, protectoraten, overzeesche gewesten of gebieden, die onder haar suzereiniteit zijn geplaatst of waarvan haar een mandaat is toevertrouwd.

Iedere Hooge Verdragsluitende Partij kan later ten allen tijde aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond verklaren, dat dit Verdrag van toepassing zal zijn op alle of eenige gebieden, die in een verklaring als bedoeld in het voorgaande lid zijn genoemd. Zoodanige verklaring zal zestig dagen na haar ontvangst in werking treden.

Iedere Hooge Verdragsluitende Partij kan ten allen tijde de verklaring bedoeld in lid 2 geheel of gedeeltelijk intrekken. In dat geval zal de verklaring van intrekking in werking treden een

jaar na haar ontvangst door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond.

De Secretaris-Generaal zal aan alle Leden van den Volkenbond, evenals aan de Staten niet-Leden, bedoeld in artikel 5, de opzeggingen, voorzien in artikel 10 en de verklaringen, die krachtens dit artikel ontvangen worden, mededeelen.

Ondanks de krachtens lid 1 van dit artikel afgelegde verklaring blijft artikel 1 lid 3 van toepassing.

TEN BLIJKE WAARVAN de bovengenoemde Gevolmachtigden dit Verdrag hebben onderteekend.

GEDAAN te Genève, den elfden October negentienhonderddrieendertig, in één enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in het archief van het Secretariaat van den Volkenbond en waarvan de voor eensluidend gewaarmerkte afschriften aan alle Leden van den Volkenbond en alle Staten niet-Leden, bedoeld in artikel 5, zullen worden toegezonden.

ALBANIE

Lec KURTI

DUITSCHLAND

WOERMANN

OOSTENRIJK

Dr. Erhard SCHIFFNER

BELGIE

Onder voorbehoud van artikel 10.

J. MÉLOT

GROOT-BRITANNIE EN NOORD-IERLAND

evenals alle deelen van het Britsche Rijk, die niet afzonderlijk Lid van den Volkenbond zijn.

William G. A. ORMSBY GORE

AUSTRALIE

S. M. BRUCE

UNIE VAN ZUID-AFRIKA

C. T. te Water

BULGARIJE

D. Mikoff

CHILI

Enrique J. Gajardo V

CHINA

V. K. Wellington Koo
Quo Tai-chi

VRIJE STAD DANZIG

Edouard Raczynski

SPANJE

Isabel Oyarzabal de Palencia

FRANKRIJK

Jules Gautier

GRIEKENLAND

R. Raphaël

HONGARIJE

Ladislas de Tahy

LETLAND

J. Feldmans

LITAUEN

Vaclovas Sidzikauskas

MONACO

Xavier Raisin

NOORWEGEN

Onder voorbehoud van bekrachtiging.
Hersleb Birkeland

PANAMA

R. A. AMADOR

NEDERLAND

Met inbegrip van Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao.

LIMBURG

POLEN

Edouard RACZYNSKI

PORTUGAL

J. LOBO D'AVILA LIMA

ZWEDEN

K. I. WESTMAN

Onder voorbehoud van bekrachtiging door Z. M. den Koning van Zweden met de goedkeuring van den Rijksdag.

ZWITSERLAND

STÄMPFLI

C. GORGÉ

TSJECHOSLOWAKIJE

Rudolf KÜNZL-JIZERSKY

ZUIDSLAVIË

Constantin FOTITCH

1935. No. 122.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

VERORDENING van 20 Juni 1935 *tot het oprichten van het waterschap „Noorder Commewijne polder".*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende, dat het wenschelijk is op den voet van artikel 1 der Waterschapsverordening 1931 (G. B. 1932 No. 32) een waterschap op te richten, omvattende de plantages, vestigingsplaatsen, gronden en alle andere terreinen ten Noorden van de Commewijnerivier.

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

vastgesteld onderstaande verordening.

Artikel 1.

1. Er wordt in het district Commewijne opgericht een waterschap, dat den naam draagt van „Noorder Commewijne polder".

2. Tot dit waterschap behooren alle plantages, vestigingsplaatsen, gronden en alle andere terreinen ten Noorden van de Commewijnerivier als in art. 2 nader omschreven.

3. Tot de taak van dit waterschap behooren:

a. het schoonmaken en op loozing houden van de kreeken achter de achterdammen van de binnen hetzelve gelegen plantages, vestigingsplaatsen, gronden en alle andere terreinen;

b. de regeling van de waterstanden van de zwampen achter de achterdammen van de plantages, vestigingsplaatsen, gronden en alle andere terreinen binnen hetzelve gelegen;

c. het keeren van zoutwater zoowel van de onder b genoemde zwampen als ook van de binnen hetzelve gelegen plantages, vestigingsplaatsen, gronden en andere terreinen;

d. de behartiging van verdere waterstaatsbelangen van het waterschap.

Artikel 2.

Het waterschap „Noorder Commewijne polder" wordt begrensd ten Noorden door den Atlantischen Oceaan, ten Oosten door de Warappakreek en het kanaal van Warappa, ten Westen door de Surinamerivier en ten Zuiden door de Commewijnerivier.

Artikel 3.

De lasten van onderhoud en werken uitgevoerd of uit te voeren in overeenstemming met de taak als in art. 1 omschreven worden door belanghebbenden gedragen naar evenredigheid van het aantal hectaren op 1 Juli van het voorafgaand jaar in cultuur gebrachten of in cultuur geweest zijnden grond.

Gedeelten van plantages, gronden en terreinen krachtens huur of op andere wijze bij arbeiders of kleine landbouwers in gebruik op 1 Juli van het voorafgaand jaar, komen bij de berekening van het aantal H. A. in cultuur in aanmerking.

Voor vestigingsplaatsen wordt als in cultuur aangenomen het aantal H. A. op 1 Juli van het voorafgaand jaar in huur of in kosteloos gebruik uitgegeven, benevens eigen aanplant.

Artikel 4.

Deze verordening treedt in werking met ingang van een door den Gouverneur te bepalen tijdstip.

Gegeven te Paramaribo, den 20sten Juni 1935.

KIELSTRA.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 17den December 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 123.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

RESOLUTIE van 18 December 1935 No. 3974, *houdende verlenging van den termijn voor de inwisseling in Suriname van de op 1 Juli 1935 buiten omloop gestelde rijksdaalders, guldens en halve guldens.*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Staat, Minister van Koloniën van 13 Augustus 1935, 2de Afdeeling No. 5/493;

Gehoord den Administrateur van Financiën (nota van 5 December 1935, L. A. No. 3433);

Gelet op artikel 2, tweede lid, van het Koninklijk besluit van 15 April 1920 (Staatsblad No. 184, G. B. No. 42), zooals dat is gewijzigd en aangevuld laatstelijk bij Koninkliik besluit van 18 November 1933 (Staatsblad No. 617, G. B. 1934 No. 3); zoomede op de resolutiën van 4 September 1934 Nos. 2816 en 2817 (G. B. Nos. 80 en 81);

Besluit:

1. Den in het eerste lid van artikel 2 van voormeld Koninklijk besluit van 15 April 1920 (Staatsblad No. 184, G. B. No. 42), zooals dat is gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij Koninklijk besluit van 18 November 1933 (Staatsblad No. 617 G. B. 1934 No. 3) genoemden termijn van 6 maanden voor de inwisseling in Suriname van de op 1 Juli 1935 buiten omloop gestelde rijksdaalders, guldens en halve guldens, bedoeld in artikel 3 der Wet van 27 November 1919 (Staatsblad No. 786), te verlengen met zes maanden.

2. Te bepalen dat deze resolutie in het Gouvernementsblad zal worden opgenomen en dat daarvan afschrift zal worden gezonden aan de Surinaamsche Bank.

Paramaribo, den 18n December 1935.

J. C. BRONS.

Uitgegeven, den 24sten December 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 124.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

VERORDENING van 23 December 1935 *tot wijziging van de artikelen 3 en 5 van de verordening van 20 Februari 1905 (G. B. No. 18) op de geneeskundige belasting.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende: dat het wenschelijk is in afwachting van eene eventueele herziening van de grondslagen der geneeskundige belasting den druk dezer heffing te verminderen door gedeeltelijke verlaging van de thans geheven wordende bedragen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

En gelet op het tweede lid van art. 50 van het Regeeringsreglement dezer kolonie,

Vastgesteld onderstaande verordening:

Art. 1.

In art. 3 van de verordening van 20 Februari 1905 (G. B. No. 18) op de geneeskundige belasting wordt in plaats van de onder *a* en *c* genoemde bedragen van onderscheidenlijk f 1.50 en f 1.— gelezen f 1.— en f 0.50.

Art. 2.

In art. 5 van de in art. 1 genoemde verordening wordt onder *b* inplaats van 1% gelezen $^1/_4$%.

Art. 3.

Deze verordening treedt in werking op een nader door den Gouverneur te bepalen tijdstip.

Gegeven te Paramaribo, den 23sten December 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 23sten December 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 125.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 23 December 1935 No. 4045 *bepalende het tijdstip van inwerkingtreding van de verordening van 23 December 1935 (G. B. No. 124) tot wijziging van de artikelen 3 en 5 van de verordening van 20 Februari 1905 (G. B. No. 18) op de geneeskundige belasting.*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelet op art. 3 van de verordening van 23 December 1935 (G. B. No. 124) *tot wijziging van de artikelen 3 en 5 van de verordening van 20 Februari 1905 (G. B. No. 18) op de geneeskundige belasting*;

Besluit:

Te bepalen:

1o. dat voormelde verordening in werking treedt met ingang van 1 Januari 1936;

2o. dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden geplaatst.

Paramaribo, den 23sten December 1935.

J. C. BRONS.

Uitgegeven, den 27sten December 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 126.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

VERORDENING van 23 December 1935 *tot wijziging van de verordening van 29 December 1933 (G. B. No. 106) tot tijdelijke korting van de pensioenen van gewezen Surinaamsche ambtenaren en onderwijzers bij het bijzonder onderwijs (verlenging van den termijn van werking).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende, dat het noodig is de verordening van 29 December 1933 (G. B. No. 106) *tot tijdelijke korting van de pensioenen van gewezen Surinaamsche ambtenaren en onderwijzers bij het bijzonder onderwijs te wijzigen;*

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten;

En gelet op het tweede lid van art. 50 van het Regeeringsreglement dezer kolonie,

vastgesteld onderstaande verordening:

Art. 1.

Aan het slot van artikel 3 van de verordening van 29 December 1933 (G. B. No. 106) *tot tijdelijke korting van de pensioenen van gewezen Surinaamsche ambtenaren en onderwijzers bij het bijzonder onderwijs* wordt voor „1936" gelezen: „1939".

Art. 2.

Deze verordening treedt in werking met ingang van den dag na dien van hare afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 23sten December 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 27sten December 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 127.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 23 December 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van den 22sten November 1935 (Staatsblad No. 666) tot nadere verlenging van den termijn van toepassing eener korting op de verlofbezoldigingen van Surinaamsche landsdienaren.*

IN NAAM DER KONINGIN!
DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 26 October 1935, 7de Afdeeling, n°. 1;

Den Raad van State gehoord (advies van 12 November 1935, n°. 51);

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van 16 November 1935, 7de Afdeeling, n°. 7;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen:

In artikel 1 van Ons besluit van 24 Maart 1932 (*Staatsblad* n°. 125, *Gouvernementsblad* n°. 44), zooals dat artikel gewijzigd is bij Ons besluit van 4 Februari 1935 (*Staatsblad* n°. 37, *Gouvernementsblad* n°. 32), wordt in plaats van „1936" gelezen „1937".

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den 22sten November 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *negen en twintigsten* November 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het Gouvernementsblad bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 23n December 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 27sten December 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 128.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 23 December 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van den 22sten November 1935 (Staatsblad No. 667), tot nadere verlenging van den termijn van toepassing eener korting op de wachtgelden, welke worden gekweten uit de Surinaamsche geldmiddelen.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 26 October 1935, 7de Afdeeling, n°. 1;

Den Raad van State gehoord (advies van 12 November 1935, n°. 51);

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van 16 November 1935, 7de Afdeeling, n°. 7;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen:

In Ons besluit van 28 December 1933 (*Staatsblad* n°. 750, *Gouvernementsblad* 1934, n°. 4), zooals het is gewijzigd bij Ons besluit van 1 December 1934 (*Staatsblad* n°. 635, *Gouvernementsblad* 1935, n°. 13), wordt in plaats van ,,1934 en 1935'' gelezen ,,1934 tot en met 1936''.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den 22sten November 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *negen en twintigsten* November 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

1935. No. 128.

Heeft de opneming daarvan in het Gouvernementsblad bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 23n December 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 27sten December 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 129.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

RESOLUTIE van 23 December 1935 No. 4066 *houdende nadere verlenging van den termijn van toepassing der „Salariskorting 1933" (G. B. 1932 No. 121).*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gehoord den Administrateur van Financiën;
Herlezen de resolutiën van:
31 December 1932 No. 4280;
28 December 1934 No. 4176;
4 December 1935 No. 196 Z.G.

Overwegende, dat eene nadere verlenging van den termijn van toepassing der „Salariskorting 1933" (G. B. 1932 No. 121 juncto G. B. 1934 No. 104), welke op ultimo December 1935 zal eindigen, door den zorgelijken toestand van 's Lands financiën geboden wordt;

Besluit:

Te bepalen:

a. dat de termijn van toepassing der „Salariskorting 1933" (G. B. 1932 No. 121), welke, ingevolge de resolutie van 28 December 1934 No. 4176 (G. B. No. 104), werd verlengd tot en met 31 December 1935, in afwachting van eventueel nadere voorzieningen terzake, nader wordt verlengd tot en met 31 December 1936;

b. dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden geplaatst.

Paramaribo, den 23sten December 1935.
J. C. BRONS.

Uitgegeven den 27sten December 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 129.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME

1935. No. 130.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PUBLICATIE van 24 December 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van 14 December 1935 No. 21, tot wijziging van :*

1. Artikel 45 van het Koninklijk besluit van 17 Mei 1935 No. 41 (Gouvernementsblad No. 79), houdende vaststelling van een reglement op de inrichting en de samenstelling van de Surinaamsche Rechterlijke Macht ;

2. Artikel 755 van het bij Koninklijk besluit van 17 Mei 1935 No. 42 (Gouvernementsblad No. 80) vastgesteld Surinaamsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering ;

3. Het Koninklijk besluit van 17 Mei 1935 No. 43 (Gouvernementsblad No. 81) tot vaststelling van het Surinaamsch faillissementsbesluit 1935.

IN NAAM DER KONINGIN !

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 20 November 1935, 7de Afdeeling, No. 6 ;

Den Raad van State gehoord (advies van 3 December 1935 No. 72) ;

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van 10 December 1935, 7de Afdeeling, No. 19 ;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen :

In artikel 45 van Ons besluit van 17 Mei 1935, No. 41 (*Gouvernementsblad No. 79*), houdende vaststelling van een Reglement

op de inrichting en de samenstelling van de Surinaamsche Rechterlijke Macht; in artikel 755 van het bij Ons besluit van 17 Mei 1935 No. 42 (*Gouvernementsblad No. 80*) vastgesteld Surinaamsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, alsmede in Ons besluit van 17 Mei 1935, No. 43 (*Gouvernementsblad No. 81*), tot vaststelling van het Surinaamsch Faillissementsbesluit 1935, wordt in plaats van „1 Januari 1936" gelezen „een door den Gouverneur nader te bepalen tijdstip in 1936".

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

's Gravenhage, den 14 den December 1935.

(get.) WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
(get). H. COLIJN.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 24n December 1935.

J. C BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven den 27sten December 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 131.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

BESLUIT van 24 December 1935, *tot nadere wijziging n aanvulling van het besluit van 17 Maart 1928 (G. B. No. 17), betreffende het verleenen van vrijstelling van dienst.*

IN NAAM DER KONINGIN !

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende dat ter uitvoering van artikel 2 van het Koninklijk besluit van 25 November 1924 No. 21 (G. B. 1925 No. 2) tot regeling van :

a. de binnenlandsche en de buitenlandsche verloven voor Surinaamsche en Curaçaosche burgerlijke landsdienaren ;

b. de verlofbezoldigingen te kwijten uit de Surinaamsche en uit de Curacaosche geldmiddelen,

het noodig is, het navolgende vast te stellen ;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten :

Artikel 1.

In het besluit van 17 Maart 1928 (G. B. No. 17) *betreffende het verleenen van vrijstelling van dienst,* gelijk dit luidt na de daarin aangebrachte wijzigingen en aanvullingen bij de besluiten van 9 October 1928 (G. B. No. 81), 26 Januari 1931 (G. B. No. 10) en 6 Juli 1933 (G. B. No. 63) worden de volgende wijzigingen en aanvullingen aangebracht :

I. Het tweede lid van artikel 2 wordt gelezen als volgt :

„2. Onder burgerlijke landsdienaren worden mede begrepen hij, die behooren tot het burgerpersoneel bij de Troepen".

II. In artikel 3 vervalt punt *e* van het tweede lid en wordt de letter *f* gewijzigd in *e*.

III. Punt *d* van artikel 5 wordt gelezen als volgt :

„d. de Geneeskundig Inspecteur aan den Geneesheer-Directeur van het Krankzinnigengesticht op Wolffenbuttel, den Geneesheer-Directeur van de Melaatscheninrichting Groot-Chatillon, den Directeur van het Abattoir en het Hoofd van 's Lands Hospitaal te Paramaribo."

IV. In artikel 7 wordt de laatste zin van het eerste lid geschrapt.

V. Aan artikel 15 wordt een nieuw (tweede) lid toegevoegd:

„2. In zeer bijzondere gevallen, ter beoordeeling van den Gouverneur, kan van de in het eerste lid genoemde termijnen, bij eene met redenen omkleede beschikking, worden afgeweken."

Artikel 2.

Dit besluit treedt in werking met ingang van den dag na dien van zijne afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 24sten December 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 27sten December 1935.

De Gouvernements-Secretaris,

P. KIKKERT.

1935. No. 132.

GOUVERNEMENTSBLAD

VAN

SURINAME.

PUBLICATIE van 24 December 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van 9 November 1935 No. 33, houdende eene nadere voorziening betreffende bezoldigingen van Surinaamsche landsdienaren, bedoeld in het Koninklijk besluit van 6 April 1925 No. 29 (G. B. No. 33).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën, van 14 October 1935, 7de Afdeeling, No. 2;

Gelet op de artikelen 38 en 146 van het „Reglement op het beleid der Regering in de kolonie Suriname" alsmede op Onze besluiten van 6 April 1925 No. 29 en van 31 December 1932 No. 94:

Den Raad van State gehoord (advies van 29 October 1935, No. 34);

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van 4 November 1935, 7de Afdeeling, No. 22;

Hebben goedgevonden en verstaan:

te bepalen:

Artikel 1.

De jaarwedden en verhoogingen, verbonden aan de in artikel

1 van Ons besluit van 6 April 1925, No. 29 (Gouvernementsblad No. 33) genoemde ambten, worden verminderd met tien ten honderd voorzooveel betreft de Landsdienaren, die op of na 1 October 1935 voor de eerste maal aan den Surinaamschen dienst worden verbonden.

Artikel 2.

Op de in artikel 1 genoemde jaarwedden en verhoogingen is van toepassing dezelfde tijdelijke korting als bedoeld in Ons besluit van 31 December 1932 No. 94 (Gouvernementsblad 1933 No. 5).

Artikel 3.

Dit besluit treedt in werking met ingang van den dag na dien van zijne afkondiging in Suriname en werkt terug tot 1 October 1935.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State en aan de Algemeene Rekenkamer.

Het Loo, den 9 November 1935.

(get.) WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Voor eensluidend afschrift,
De Secretaris-Generaal
bij het Departement van Koloniën,
(get) O .E. W. SIX.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 24n December 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 27sten December 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

1935. No. 133.

GOUVERNEMENTSBLAD
VAN
SURINAME.

PUBLICATIE van 30 December 1935, *waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van den 12den November 1935 (Staatsblad No. 649) tot vaststelling van een nieuw reglement van het Weduwen- en Weezenfonds voor Europeesche burgerlijke landsdienaren in Nederlandsch-Indië.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Vanwege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Koloniën van 25 October 1935, Afdeeling Kabinet, n°. 8;

Den Raad van State gehoord (advies van 5 November 1935, n°. 40);

Gezien de nadere voordracht van Onzen voornoemden Minister van 7 November 1935, Afdeeling Kabinet, n°. 1;

Den Volksraad gehoord;

Gelet op artikel 70 van de Indische Staatsregeling, zoomede op de wet van 31 Mei 1929 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 296, *Indisch Staatsblad* n°. 323);

Hebben goedgevonden en verstaan:

Artikel 1.

Vast te stellen het bij dit besluit behoorend ,,Reglement van het Weduwen- en Weezenfonds voor Europeesche burgerlijke landsdienaren in Nederlandsch-Indië''.

Artikel 2.

Op den dag van in werking treden van het in artikel 1 bedoelde reglement worden, behoudens voor zoover dat reglement anders bepaalt, buiten werking gesteld:

a. het thans geldende ,,Reglement voor het Weduwen- en Weezenfonds van Europeesche burgerlijke ambtenaren in Nederlandsch-Indië'', zooals dit is vastgesteld bij artikel 1 van Ons

besluit van 17 Maart 1913 n°. 32 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 99, *Indisch Staatsblad* n°. 359, *Publicatieblad van Curaçao* 1919, n°. 92) en sedert is aangevuld en gewijzigd, laatstelijk bij Ons besluit van 4 Mei 1935 n°. 54 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 235, *Indisch Staatsblad* n°. 168);

b. Ons besluit van 28 December 1920 n°. 6 (*Nederlandsch Staatsblad* 1920, n°. 917, *Indisch Staatsblad* 1921, n°. 335) tot tijdelijke verhooging, in afwachting van een definitieve regeling, van de pensioenen en onderstanden ten laste van de Weduwen- en Weezenfondsen van de Europeesche Indische landsdienaren, voor zoover het de weduwen en weezen der Europeesche burgerlijke landsdienaren betreft.

Artikel 3.

Dit besluit treedt in werking op 1 December 1935.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het *Staatsblad* zal worden geplaatst en waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den 12den November 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Koloniën,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *zes en twintigsten* November 1935.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 30sten December 1935.

J. C. BRONS.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Uitgegeven, den 31sten December 1935.

De Gouvernements-Secretaris,
P. KIKKERT.

Reglement van het Weduwen- en Weezenfonds voor Europeesche Burgerlijke Landsdienaren in Nederlandsch-Indië.

Algemeene Bepalingen.

Artikel 1.

1. Het Weduwen- en Weezenfonds voor Europeesche burgerlijke landsdienaren in Nederlandsch-Indië, verder in dit reglement te noemen ,,het fonds'', heeft ten doel het toekennen van uitkeeringen aan de weduwen en weezen der deelgenooten.

2. Het fonds is gevestigd te 's-Gravenhage en is rechtspersoon.

Artikel 2.

Dit reglement verstaat:

A. Onder ,,deelgenoot'', zoowel mannen als vrouwen, tenzij tusschen dezen nadrukkelijk onderscheid wordt gemaakt, die voldoen aan het bepaalde in artikel 5, lid 1.

De deelgenooten worden onderscheiden in ,,vrijwillige'' en ,,verplichte'', naar gelang zij al dan niet deelgenooten zijn op den voet van het bepaalde in artikel 28 van dit reglement.

B. Onder ,,Europeesch burgerlijk landsdienaar'',

1°. met uitzondering van de Roomsch-Katholieke geestelijken, alle personen, onderworpen aan de bepalingen voor Europeanen, of op wie die bepalingen toepasselijk zijn verklaard en die:

a. door het daartoe bevoegd Lands- of Kerkelijk gezag zijn aangesteld tot eenig burgerlijk ambt, waaraan een vaste jaarlijksche of maandelijksche bezoldiging ten laste van de begrooting van Nederlandsch-Indië is verbonden en wier indienststelling niet krachtens uitdrukkelijke bepaling of uit den aard der opgedragen werkzaamheden als tijdelijk is te beschouwen;

b. pensioen genieten ten laste van de Nederlandsch-Indische begrooting of ten laste van het Europeesch-ambtenarenpensioenfonds en vóór hunne pensionneering behoorden tot de onder *a* genoemden;

2°. de Voorzitter of gepensionneerde Voorzitter van den Volksraad, indien hij is onderworpen aan de bepalingen voor Europeanen of op hem die bepalingen toepasselijk zijn verklaard, ook indien hij den staat van burgerlijk landsdienaar niet bezit of niet heeft bezeten.

C. Onder ,,Indisch Burgerlijk Pensioenreglement'', het reglement op het verleenen van pensioenen aan burgerlijke landsdienaren in Nederlandsch-Indië, zooals dat reglement is vastgesteld bij het Koninklijk besluit van 2 December 1926 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 391, *Indisch Staatsblad* n°. 550) en sedert is of zal worden gewijzigd.

D. Onder ,,bezoldiging'', hetgeen als zoodanig wordt aangemerkt krachtens het Indisch Burgerlijk Pensioenreglement.

E. Onder ,,pensioengrondslag'',

1°. voor wat betreft den Voorzitter of gepensionneerden Voorzitter van den Volksraad, op wien het Koninklijk besluit van 26 Januari 1929 n°. 21 (*Indisch Staatsblad* n°. 39), juncto dat van 30 Maart 1932 n°. 34 (*Indisch Staatsblad* n°. 194), toepasselijk is of is toegepast, alsmede voor wat aangaat de Europeesche burgerlijke landsdienaren, wier eigen pensioen is of zal worden geregeld op den voet van andere regelingen dan het Indisch Burgerlijk Pensioenreglement, het bedrag, dat zou strekken tot grondslag voor de berekening van het op den voet van die Koninklijke besluiten of van die andere regelingen toegekend of op het oogenblik van overlijden toe te kennen pensioen, indien dit tot een gelijke som ware verleend overeenkomstig het Indisch Burgerlijk Pensioenreglement na het bereiken van den voor pensioengerechtigdheid geldenden diensttijd en leeftijd in 's Lands dienst, als bedoeld in lid 1 van artikel 6 van het Indisch Burgerlijk Pensioenreglement;

2°. behoudens het geval, onder 1° bedoeld, het bedrag, dat heeft gestrekt of overeenkomstig de daarvoor geldende voorschriften moet strekken tot grondslag voor de berekening van het eigen pensioen;

een en ander met dien verstande:

a. dat voor de toepassing van dit reglement ten aanzien van de personen, onderworpen aan de bepalingen voor Europeanen, of op wie die bepalingen toepasselijk zijn verklaard, die uit Nederland ter benoeming tot burgerlijk landsdienaar in vasten

dienst zijn uitgezonden en die, onder het genot enkel van voorloopige bezoldiging, komen te overlijden, òf vóór de benoeming plaats heeft, òf, indien zij reeds benoemd zijn, vóór zij in het genot treden van de bij de benoeming toegekende bezoldiging, als grondslag voor het eigen pensioen wordt aangemerkt de voorloopige bezoldiging;

b. dat, behalve in het geval, bedoeld bij artikel 12, lid 4, voor het bepalen van den pensioengrondslag bij de toepassing van dit reglement alleen rekening wordt gehouden met de bezoldigingen, gedurende het loopende deelgenootschap genoten.

F. Onder ,,het reglement van 1854'', het vóór 1 October 1913 gegolden hebbende ,,Reglement voor het weduwen- en weezenfonds van burgerlijke ambtenaren in Nederlandsch-Indië (*Indisch Staatsblad* 1854, n°. 93);

G. Onder ,,het reglement van 1913'', het ,,Reglement voor het weduwen- en weezenfonds van Europeesche burgerlijke ambtenaren in Nederlandsch-Indië'', vastgesteld bij artikel 1 van het Koninklijk besluit van 17 Maart 1913 n°. 32 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 99, *Indisch Staatsblad* n°. 359), zooals dit sedert is gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij het Koninklijk besluit van 4 Mei 1935 n°. 54 (*Nederlandsch Staatsblad* n°. 235, *Indisch Staatsblad* n°. 168).

Artikel 3.

Voor de toepassing van artikel 20 onder *c* en van artikel 42 wordt een huwelijk, wettiglijk voltrokken in een vreemd land, doch dat niet van waarde is naar de wetgeving van Nederland, Nederlandsch-Indië, Suriname of Curaçao, gelijkgesteld met een wettig huwelijk.

Artikel 4.

Waar in dit reglement ten aanzien van deelgenooten sprake is van ,,landsinkomsten'' of ,,inkomsten van landswege'' dan wel ,,inkomen'' of ,,inkomsten'' zonder eenige toevoeging, worden daaronder verstaan alle inkomsten, welke genoten worden ten laste van de Nederlandsch-Indische begrooting, van het fonds, van het Europeesche-ambtenaren-pensioenfonds of van derden wegens verrichtingen in een openbare bediening, zoomede alle aandeelen in aan den Lande toekomende gelden, met uitzondering evenwel van:

a. huishuurindemniteit;

b. alle inkomsten, welke genoten worden als vergoeding voor gemaakte of nog te maken onkosten, wordende als zoodanig niet aangemerkt de toelagen voor receptie- en representatiekosten;

c. inkomsten, genoten voor diensten, in overwerk verricht.

Deelgenootschap.

Artikel 5.

1. Onverminderd het bepaalde in lid 4 van dit artikel en behoudens het bepaalde bij artikel 12, lid 4, zijn deelgenoot in het fonds alle mannelijke en vrouwelijke Europeesche burgerlijke landsdienaren, alsmede de personen, onderworpen aan de bepalingen voor Europeanen, of op wie die bepalingen toepasselijk zijn verklaard, die uit Nederland ter benoeming tot burgerlijk landsdienaar in vasten dienst worden uitgezonden, met uitzondering van degenen, wier bezoldiging of wier gedurende het loopende deelgenootschap genoten hoogste bezoldiging minder dan f 50 's maands bedraagt of heeft bedragen, en van hen, die den leeftijd van 18 jaar nog niet bereikt hebben.

2. Het deelgenootschap vangt aan:

a. voor de in lid 1 van dit artikel bedoelde, niet uit Nederland ter benoeming als zoodanig uitgezonden Europeesche burgerlijke landsdienaren, met den eersten dag van de maand, waarover voor het eerst inkomsten als zoodanig worden genoten;

b. voor hen, op wie, reeds burgerlijk landsdienaar zijnde, de bepalingen voor Europeanen toepasselijk zijn verklaard, op den dag, waarop die toepasselijkverklaring plaats vindt;

c. voor hen, wier bezoldiging stijgt tot f 50 's maands of daarboven, met ingang van den eersten dag van de maand, waarover de bezoldiging van f 50 's maands of hooger is toegekend;

d. voor degenen, die den leeftijd van 18 jaar bereiken, met ingang van den eersten dag van de maand, volgende op die, waarin zulks geschiedt;

e. voor de uit Nederland ter benoeming tot burgerlijk landsdienaar in vasten dienst uitgezondenen, met den dag van inscheping naar Nederlandsch-Indië.

3. Met uitzondering van de gevallen, waarin in dit reglement daaromtrent anders is bepaald, eindigt het deelgenootschap in

de maand, waarin men ophoudt Europeesch burgerlijk landsdienaar te zijn, op den dag, waarover voor het laatst inkomsten als zoodanig worden genoten, dan wel, indien geen inkomsten als burgerlijk landsdienaar worden genoten, op den dag, waarop het ontslag uit den dienst ingaat, of, voor zooveel betreft degenen, die uit Nederland ter benoeming tot burgerlijk landsdienaar in vasten dienst zijn uitgezonden en wier uitzending niet wordt gevolgd, òf door een benoeming in vasten dienst, òf, indien wel benoeming plaats heeft, door het genot van de daarbij toegekende bezoldiging, op den dag, waarover het laatst voorloopige bezoldiging wordt genoten.

4. Door haar huwelijk met een persoon, niet aan de bepalingen voor Europeanen onderworpen, of op wien die bepalingen niet toepasselijk zijn verklaard, verliest een vrouwelijke deelgenoote niet haar deelgenootschap ten behoeve van hare kinderen, geboren uit een vroeger huwelijk met een persoon, die wel aan genoemde bepalingen was onderworpen, of op wien die bepalingen wel toepasselijk waren verklaard.

5. Bij Koninklijk besluit kunnen andere categorieën van personen dan die in punt B van artikel 2 genoemd, overeenkomstig de bepalingen van dit reglement in het fonds worden opgenomen.

Bijdrageplicht.

Artikel 6.

1. De deelgenooten zijn verplicht aan het fonds bij te dragen in de gevallen, onder de voorwaarden en naar de regelen, bij dit reglement bepaald.

2. De bijdragen aan het fonds worden onderscheiden in gewone, buitengewone, huwelijks- en extra bijdragen.

Artikel 7.

1. De gewone bijdrage bedraagt voor mannelijke deelgenooten 5 en voor vrouwelijke 2½ ten honderd. Zij wordt — behoudens het bepaalde bij artikel 11, lid 4 en 7, artikel 34, lid 8, onder *b*, en lid 9, en artikel 36, lid 2 — geheven van de bezoldiging, bedoeld in punt D van artikel 2, van de voorloopige, de verlofs- en de non-activiteitsbezoldiging, zoomede van het wachtgeld, het pensioen of den onderstand.

2. Indien de deelgenoot landsinkomsten geniet, wordt de gewone bijdrage van die inkomsten ingehouden.

Artikel 8.

Bij overlijden van een deelgenoot wordt, indien de inkomsten, waarover ingevolge lid 1 van artikel 7 de gewone bijdrage wordt berekend, eindigen na het einde van de maand, waarin het overlijden plaats heeft, daarover slechts de gewone bijdrage geheven tot en met die over de maand van overlijden.

Artikel 9.

1. De buitengewone bijdrage bedraagt voor mannen:

I. wegens toetreding als deelgenoot:

a. voor hen, die niet uit Nederland ter benoeming tot burgerlijk landsdienaar in vasten dienst zijn uitgezonden, het bedrag over een maand van de bij die toetreding genoten wordende of geldende bezoldiging;

b. voor hen, die uit Nederland ter benoeming tot burgerlijk landsdienaar in vasten dienst zijn uitgezonden en wier uitzending wordt gevolgd door een zoodanige benoeming en door het genot van de daarbij toegekende bezoldiging, het bedrag over een maand van de door deze benoeming genoten wordende bezoldiging;

c. voor hen, die uit Nederland ter benoeming tot burgerlijk landsdienaar in vasten dienst zijn uitgezonden, doch wier uitzending niet wordt gevolgd, òf door een zoodanige benoeming, òf, indien wel benoeming plaats heeft, door het genot van de daarbij toegekende bezoldiging, het bedrag over een maand van de voorloopige bezoldiging.

II. bij vermeerdering van bezoldiging, het verschil tusschen de nieuwe maandelijksche bezoldiging en de hoogste gedurende het loopende deelgenootschap reeds genoten maandelijksche bezoldiging. Is dit verschil negatief, dan behoeft geen buitengewone bijdrage te worden voldaan.

2. Vrouwelijke deelgenooten betalen de helft van de buitengewone bijdrage, welke in gelijke omstandigheden door mannelijke deelgenooten verschuldigd zou zijn.

Artikel 10.

1. De huwelijksbijdrage bedraagt:

a. voor mannen, die bij den aanvang van hun deelgenootschap gehuwd zijn:

I. indien zij, zonder daartoe uit Nederland te zijn uitgezonden, in vasten Landsdienst treden, het bedrag over een maand van de bij de toetreding genoten wordende of geldende bezoldiging;

II. indien zij uit Nederland ter benoeming tot burgerlijk landsdienaar in vasten dienst zijn uitgezonden en hunne uitzending door een zoodanige benoeming en door het genot van de daarbij toegekende bezoldiging wordt gevolgd, het bedrag over een maand van de door deze benoeming genoten wordende bezoldiging;

III. indien zij uit Nederland ter benoeming tot burgerlijk landsdienaar in vasten dienst zijn uitgezonden, doch hunne uitzending niet wordt gevolgd, òf door een zoodanige benoeming, òf, indien wel benoeming plaats heeft, door het genot van de daarbij toegekende bezoldiging, het bedrag over een maand van de voorloopige bezoldiging;

b. voor mannen, die gedurende hun deelgenootschap in het huwelijk treden, het bedrag over een maand van de hoogste gedurende het loopende deelgenootschap reeds genoten of gegolden hebbende bezoldiging;

c. voor gehuwde mannen, wier bezoldiging wordt vermeerderd, het verschil tusschen de nieuwe maandelijksche bezoldiging en de hoogste gedurende het loopende deelgenootschap reeds genoten maandelijksche bezoldiging. Is dit verschil negatief, dan behoeft geen huwelijksbijdrage te worden voldaan;

al welke onder *a*, *b* en *c* bedoelde bedragen bij zoodanige leeftijden van de echtgenooten, als in de bij dit reglement behoorende tabellen zijn vermeld, worden verhoogd met zooveel ten honderd, als die tabellen aangeven.

Bij het vaststellen der leeftijden tellen 6 maanden of meer voor een geheel jaar, terwijl een tijdvak van minder dan 6 maanden wordt verwaarloosd;

d. voor vrouwen, die bij den aanvang van haar deelgenootschap gehuwd zijn of gedurende haar deelgenootschap in het huwelijk treden, alsmede voor gehuwde vrouwen, wier bezoldiging wordt vermeerderd, 30 ten honderd van de huwelijksbijdrage, welke in gelijke omstandigheden door mannelijke deelgenooten verschuldigd zou zijn, met dien verstande, dat voor gehuwde vrouwelijke deelgenooten leeftijdsverschil tusschen de echtgenooten geen aanleiding geeft tot verhooging van hare bijdrage.

2. Voor het huwelijk met een vroegere echtgenote of met een vroegeren echtgenoot, waarvoor gedurende het loopende deelgenootschap reeds huwelijksbijdrage aan het fonds werd voldaan, is de betrokkene niet opnieuw de in lid 1 van dit artikel bedoelde huwelijksbijdrage verschuldigd, met dien verstande, dat, indien in het tijdvak tusschen de ontbinding van het laatste huwelijk van den deelgenoot of de deelgenoote en het aangaan van het nieuwe huwelijk de bezoldiging van den deelgenoot of de deelgenoote is vermeerderd, de onder *c* en onder *d* van lid 1 van dit artikel bedoelde bijdragen, voor zoover en in de gevallen, dat deze moeten worden voldaan, alsnog verschuldigd worden. Voor de betaling van deze bijdragen geldt het bepaalde in de leden 1, 2, 5, 6, 8 en 9 van artikel 11.

3. Vrouwelijke deelgenooten, die als gevolg van haar huwelijk met ingang van het einde der maand, waarin dat huwelijk plaats heeft, anders dan op verzoek uit 's Lands dienst worden ontslagen en geen vrijwillig deelgenoot blijven op den voet van artikel 28, zijn de huwelijksbijdrage voor dit huwelijk niet verschuldigd.

Artikel 11.

1. De bij artikel 9, eerste lid, par. I, onder *a*, onder *b* en onder *c*, en tweede lid bedoelde buitengewone bijdrage wegens toetreding en de bij artikel 10, eerste lid, onder *a* en onder *d* bedoelde huwelijksbijdrage voor degenen, die bij den aanvang van het deelgenootschap gehuwd zijn, worden in eens in haar geheel verschuldigd:

a. voor de deelgenooten, die, zonder daartoe uit Nederland te zijn uitgezonden, als burgerlijk landsdienaar in vasten dienst treden, bij de toetreding als deelgenoot;

b. voor de deelgenooten, die uit Nederland ter benoeming tot burgerlijk landsdienaar in vasten dienst zijn uitgezonden en wier uitzending door een zoodanige benoeming en door het genot van de daarbij toegekende bezoldiging wordt gevolgd, met den eersten dag der maand, waarover het eerst de bij deze benoeming toegekende bezoldiging wordt genoten;

c. voor de deelgenooten, die uit Nederland ter benoeming tot burgerlijk landsdienaar in vasten dienst zijn uitgezonden, doch wier uitzending niet wordt gevolgd, òf door een zoodanige benoeming, òf, indien wel benoeming plaats heeft, door het genot van de daarbij toegekende bezoldiging, met den eersten dag

der maand, volgende op die, waarin voor het laatst voorloopige bezoldiging wordt genoten.

2. Voor de deelgenooten, die gedurende hun deelgenootschap in het huwelijk treden, is de huwelijksbijdrage, bedoeld bij artikel 10, eerste lid, onder *b* en onder *d*, in eens in haar geheel verschuldigd bij het sluiten van het huwelijk.

3. Indien de buitengewone bijdrage wegens toetreding niet is voldaan vóór de onder *a* of onder *b* van lid 1 bedoelde tijdstippen, is zij invorderbaar in 36 gelijke maandelijksche termijnen, aanvangende voor de onder *a* van lid 1 bedoelde deelgenooten met den eersten dag der maand, waarin voor het eerst gewone bijdrage wordt voldaan en voor de onder *b* van hetzelfde lid bedoelde deelgenooten, met het in die paragraaf genoemde tijdstip. In deze gevallen wordt van het tijdstip af, waarop de bijdrage in haar geheel is verschuldigd, een rente bijberekend naar reden van 5 ten honderd 's jaars. Bij aanzuivering der schuld in termijnen bedraagt mitsdien elke termijn het 1/36 van hetgeen verschuldigd is bij het begin van de maand, in welke de betaling aanvangt, vermeerderd met 7,25 ten honderd.

4. De bij artikel 9, eerste lid, onder II, en tweede lid bedoelde buitengewone bijdrage bij vermeerdering van bezoldiging wordt ingehouden van de inkomsten over de eerste maand der verhooging. Over het bedrag der ingehouden buitengewone bijdrage is de gewone bijdrage niet verschuldigd.

5. Is de huwelijksbijdrage, bedoeld bij artikel 10, eerste lid, onder *a*, par. I en par. II, en onder *b* en onder *d*, anders dan wegens vermeerdering van bezoldiging verschuldigd, niet voldaan vóór de onder *a* en onder *b* van lid 1 en onder lid 2 hierboven genoemde tijdstippen, dan wordt rente naar reden van 5 ten honderd 's jaars bijberekend, voor wat betreft de onder *a* en onder *b* van lid 1 hierboven bedoelde deelgenooten, vanaf het tijdstip, waarop de huwelijksbijdrage in haar geheel is verschuldigd en voor wat aangaat de deelgenooten, die gedurende hun deelgenootschap in het huwelijk treden, vanaf het einde der maand, waarin het huwelijk is voltrokken. Tenzij de bijdrage nog later in eens wordt gestort met bijberekening van de vorengenoemde rente tot aan het einde van de maand, waarin de betaling plaats heeft, moet zij worden aangezuiverd in 36 gelijke maandelijksche termijnen, dan wel, voor zooveel aangaat de deelgenooten, die zonder landsinkomsten zijn of pensioen genieten, in 60 gelijke maandelijksche termijnen, aanvangende met de maand, volgende op die, waarin de schuld is ontstaan.

6. Bij aanzuivering in termijnen van de schuld wegens huwelijksbijdrage, als in het voorgaande lid bedoeld, bedraagt elke termijn:

a. bij betaling in 36 maandelijksche termijnen:

indien de inhouding of storting aanvangt:

1°. in het begin van de maand,

het 1/36 van hetgeen op dat tijdstip verschuldigd is;

2°. bij het einde van de maand,

het 1/36 van hetgeen verschuldigd is op den eersten dag van de maand, volgende op die, waarin de betaling aanvangt,

in beide gevallen verhoogd met 7,25 ten honderd;

b. bij betaling in 60 gelijke maandelijksche termijnen:

het 1/60 van hetgeen verschuldigd is bij het begin van de maand, waarin de betaling aanvangt, vermeerderd met $12\frac{1}{2}$ ten honderd.

Wordt artikel 13, lid 2 of lid 3, op den deelgenoot toegepast, dan heeft bijberekening van rente alleen plaats over den tijd, na dien, waarover boete berekend wordt.

7. De bij artikel 10, eerste lid, onder *c* en onder *d*, bedoelde huwelijksbijdrage bij vermeerdering van bezoldiging wordt, indien de deelgenoot landsinkomsten geniet, ingehouden van die inkomsten over de tweede maand der verhooging en c. q. mede van de inkomsten over de daaropvolgende maand of maanden, met dien verstande, dat geen inhoudingen plaats hebben tot een hooger bedrag dan dat, waarmede de bezoldiging per maand is vermeerderd. Over het gedeelte van het inkomen, dat wordt ingehouden op den voet van het bepaalde in dit lid, is de gewone bijdrage niet verschuldigd.

8. Indien van de bij artikel 9, eerste lid, par. I, onder *a* en onder *b*, en tweede lid bedoelde buitengewone bijdrage wegens toetreding als deelgenoot, of van de bij artikel 10, eerste lid, onder *a*, par. I en par. II, en onder *b* en onder *d* bedoelde huwelijksbijdrage, anders dan wegens vermeerdering van bezoldiging verschuldigd, een deel in termijnen is betaald, kan het overige gedeelte in eens worden voldaan. Op de bedragen der nog verschuldigde termijnen wordt dan een rente in mindering gebracht naar reden van 5 ten honderd 's jaars.

9. Is met de aanzuivering in termijnen van de buitengewone en de huwelijksbijdrage een aanvang gemaakt, dan wordt, be-

houdens het bepaalde in het voorafgaande lid, indien de deelgenoot in andere omstandigheden geraakt, in de wijze van aanzuivering geen verandering gebracht.

10. De invorderbaar geworden termijnen van de buitengewone en de huwelijksbijdrage, als in de twee voorafgaande leden bedoeld, worden, indien de deelgenoot landsinkomsten geniet, van die inkomsten ingehouden.

11. Wordt een deelgenoot uit 's Lands dienst ontslagen zonder toekenning van pensioen, of vervalt het hem toegekende pensioen, dan worden de achterstallige bijdragen met de verhoogingen en boeten, voor zooveel mogelijk ingehouden van de nog niet uitbetaalde termijnen van de bezoldiging of van het pensioen.

12. Aan een deelgenoot, die tijdelijk buiten Nederlandsch-Indië vertoeft en die uit hoofde van lid 7 van dit artikel, of uit anderen hoofde nog bijdragen aan het fonds heeft te voldoen, waarvoor geen betaling in termijnen is toegestaan, kan worden vergund die bijdragen aan te zuiveren in door de Directie vast te stellen termijnen.

Artikel 12.

1. In geval de deelgenoot geen inkomsten van landswege geniet, moet de verschuldigde bijdrage, zoo noodig verhoogd met de rente, gestort worden in Nederland bij een der door den Minister van Koloniën ingevolge het eerste lid van artikel 49 aangewezen bankinstellingen of bij den postcheque- en girodienst, in Nederlandsch-Indië bij een der algemeene ontvangers van 's Lands kas of bij een door den Gouverneur-Generaal ingevolge het tweede lid van artikel 49 aangewezen bankinstelling. De stortingen geschieden maandelijks.

2. Wordt aan de in het vorige lid bedoelde verplichting niet voldaan, dan ondergaat het te storten bedrag een verhooging naar reden van 5 ten honderd 's jaars, berekend over het tijdvak, loopende van het einde der maand, waarin de betaling moest plaats hebben, tot het einde der maand, waarin de betaling geschiedt.

3. Zoodra gebleken is, dat een deelgenoot in gebreke is wat de betaling der door hem verschuldigde bijdrage betreft, wordt in Nederland vanwege de Directie en in Nederlandsch-Indië vanwege haar Vertegenwoordiger diens aandacht gevestigd op het bepaalde in het volgende lid van dit artikel, zullende hij er

zich echter nimmer op kunnen beroepen, dat hij geen waarschuwing als hierbedoeld heeft ontvangen.

4. Wanneer de gewone bijdrage van een deelgenoot, die geen inkomsten van landswege geniet, met de verschenen rente een jaar na het einde van de maand, waarover zij verschuldigd is, nog niet is voldaan, houdt de nalatige op deelgenoot in het fonds te zijn. Het deelgenootschap wordt in dat geval alleen herkregen door het opnieuw in het genot treden van inkomsten als Europeesch burgerlijk landsdienaar.

5. Wordt iemand, die ingevolge het bepaalde bij lid 4 heeft opgehouden deelgenoot te zijn, opnieuw deelgenoot, dan wordt de nog niet met toepassing van lid 2 van artikel 16 geïnde bijdrage met rente aangezuiverd door een extra-inhouding van 10 ten honderd op de inkomsten, waarover gewone bijdrage moet worden voldaan.

Artikel 13.

1. Ieder deelgenoot, die in het huwelijk treedt, is verplicht daarvan kennis te geven in Nederlandsch-Indië aan den Vertegenwoordiger der Directie door tusschenkomst van de autoriteit, die zijne inkomsten betaalbaar stelt, elders aan de Directie.

2. Indien aan de in lid 1 bedoelde verplichting niet is voldaan binnen een jaar na den datum, waarop het huwelijk is voltrokken, wordt het bedrag der door hem verschuldigde huwelijksbijdrage 10 ten honderd hooger. Bovendien verbeurt de deelgenoot een boete van 1 ten honderd van het oorspronkelijk verschuldigd bedrag voor elke maand, welke hij na het verstrijken van dien termijn zonder kennisgeving heeft laten verloopen en zulks tot en met de maand, waarin het huwelijk ter kennis van den Vertegenwoordiger der Directie of van de Directie zelve is gebracht, en, indien in het geheel geen kennis is gegeven van het huwelijk, tot en met de maand, waarin de schuld in haar geheel wordt aangezuiverd of waarin met de aanzuivering der schuld in termijnen een aanvang wordt gemaakt. Wat de wijze van aanzuivering ervan betreft, wordt de boete mede als een verhooging der huwelijksbijdrage aangemerkt.

3. Indien blijkt dat een deelgenoot bij zijne toetreding tot het fonds in strijd met de waarheid heeft verklaard ongehuwd te zijn, wordt het bedrag der door hem verschuldigde huwelijksbijdrage met 10 ten honderd verhoogd. Bovendien verbeurt de deelgenoot een boete van 1 ten honderd van het oorspronkelijk verschuldigd bedrag voor elke maand, welke na zijne indienst-

treding is verloopen en zulks tot en met de maand, waarin de schuld in haar geheel wordt aangezuiverd of waarin met de aanzuivering der schuld in termijnen een aanvang wordt gemaakt. Wat de wijze van aanzuivering ervan betreft, wordt de boete mede als een verhooging der huwelijksbijdrage aangemerkt.

Artikel 14.

De aanwijzing van de stukken, die voor de regeling der bijdrage door de deelgenooten moeten worden ingediend, geschiedt in Nederland door den Minister van Koloniën, in Nederlandsch-Indië door den Gouverneur-Generaal.

Artikel 15.

1. Hetgeen een deelgenoot bij zijn overlijden nog aan het fonds schuldig is, wordt, na aftrek van de wegens termijnbetaling daarin opgenomen rente, zooveel mogelijk voldaan door inhoudingen van 10 tot 30 ten honderd — ter beoordeeling in Nederland van de Directie, in Nederlandsch-Indië van haar Vertegenwoordiger — van hetgeen de weduwe en de weezen ten laste van het fonds aan uitkeering genieten of zullen genieten, tenzij de deelgenoot niet binnen een jaar na de voltrekking van het huwelijk, waaruit de betrekkingen zijn achtergelaten, van die voltrekking had kennis gegeven, in welk geval de inhoudingen 30 tot 50 ten honderd bedragen.

2. De maximum-inhoudingen, onderscheidenlijk van 30 en 50 ten honderd, moeten worden toegepast, indien de bijdrage, c.q. met inbegrip van de verschuldigde rente, niet binnen 5 jaar, nadat het recht op uitkeering is ontstaan, kan worden aangezuiverd.

3. Indien de bij de leden 1 en 2 bedoelde inhoudingen niet vóór het einde van het loopende kalenderjaar zijn afgeloopen, wordt, tenzij om een bijzondere reden daarvan wordt afgezien, over de dan nog niet aangezuiverde gedeelten der schulden van den overleden deelgenoot, van het einde van de maand van het overlijden af, een rente naar reden van 5 ten honderd 's jaars bij het restant dier schulden geteld.

Aan het einde van elk volgend kalenderjaar, waarin de inhoudingen niet geheel zijn afgeloopen, wordt over de nog niet aangezuiverde gedeelten der schulden een rente van 5 ten honderd over het volle jaar bij de schulden geteld.

Artikel 16.

1. Alle bijdragen, die verschuldigd waren op het tijdstip van hare voldoening, zijn onherroepelijk eigendom van het fonds.

2. Bij verlies van het deelgenootschap, anders dan ingevolge artikel 30 van dit reglement, tijdens het leven van den deelgenoot worden de nog niet aangezuiverde gedeelten van zijne schulden aan het fonds terstond opeischbaar, ook in de gevallen, waarin de voldoening dier schulden bij voortduring van het deelgenootschap in termijnen had kunnen geschieden. In deze gevallen wordt bij dadelijke betaling over de nog verschuldigde termijnen een rente naar reden van 5 ten honderd 's jaars in mindering gebracht.

Uitkeeringen aan weduwen en weezen.

Artikel 17.

1. Aan de weduwe van een deelgenoot wordt pensioen toegekend. De door een deelgenoot nagelaten weezen worden, tenzij zij vallen in de termen van artikel 20, gesteld in het genot van onderstand.

Op de uitkeeringen bestaat geen recht, indien de door den deelgenoot nagelaten schuld aan het fonds niet wordt aangezuiverd, hetzij in eens, hetzij in de door de Directie of in Nederlandsch-Indië door haar Vertegenwoordiger vast te stellen termijnen.

2. Onder weezen worden in dit reglement verstaan minderjarige kinderen van overleden deelgenooten, die geboren zijn uit een huwelijk, dan wel volgens het Nederlandsch, Nederlandsch-Indisch, Surinaamsch of Curaçaosch recht gewettigd zijn.

Artikel 18.

1. Het weduwenpensioen wordt berekend naar den in artikel 2, onder E, bedoelden pensioengrondslag van den deelgenoot en bedraagt, behoudens het bepaalde in de volgende leden van dit artikel, per maand $22\frac{1}{2}$ ten honderd van dien grondslag tot een maximum van f 225.

2. Indien een deelgenoot bij overlijden in dienst den leeftijd van 35 jaar nog niet had bereikt, wordt op het weduwenpensioen, berekend op de wijze, als in lid 1 van dit artikel aangegeven, een toeslag gelegd van 3 ten honderd voor elk vol jaar, dat de deelgenoot bij zijn overlijden jonger was dan

35 jaar, eveneens tot een maximum van het vermeerderd pensioenbedrag van f 225 's maands.

3. Bedraagt het pensioen der weduwe van een in dienst overleden deelgenoot, die den leeftijd van 35 jaar nog niet had bereikt, minder dan het zou hebben bedragen, als het met toepassing van de leden 1 en 2 van dit artikel zou zijn toegekend bij overlijden van den deelgenoot op een vroeger tijdstip, dan wordt dit laatste pensioen toegekend, behoudens een maximum van f 225 's maands.

Artikel 19.

1. Voor de kinderen van een overleden mannelijken deelgenoot, wier moeder recht heeft op pensioen ten laste van het fonds (halve weezen), bedraagt de onderstand, behoudens het bepaalde in lid 3 van dit artikel:

voor 1 kind: 25 ten honderd van het aankomend weduwenpensioen;

voor 2 kinderen: 40 ten honderd van het aankomend weduwenpensioen;

voor 3 kinderen: 50 ten honderd van het aankomend weduwenpensioen;

voor 4 kinderen: 55 ten honderd van het aankomend weduwenpensioen;

voor 5 of meer kinderen: 60 ten honderd van het aankomend weduwenpensioen.

2. Indien de moeder geen recht heeft op pensioen ten laste van het fonds of wanneer zij eveneens overleden is, bedraagt de onderstand voor de kinderen van een overleden deedgenoot (volle weezen):

voor 1 kind: 40 ten honderd van het aankomend weduwenpensioen;

voor 2 kinderen: 70 ten honderd van het aankomend weduwenpensioen;

voor 3 kinderen: 100 ten honderd van het aankomend weduwenpensioen;

voor 4 kinderen: 115 ten honderd van het aankomend weduwenpensioen;

voor 5 of meer kinderen: 120 ten honderd van het aankomend weduwenpensioen.

3. Het weduwenpensioen, waarvan voor de berekening van den onderstand voor de in lid 1 van dit artikel bedoelde weezen wordt uitgegaan, bedraagt ten hoogste f 200 's maands.

4. Toekenning van onderstand aan weezen, die denzelfden vader hebben, doch uit verschillende moeders zijn geboren, geschiedt voor elke groep afzonderlijk, met dien verstande, dat de onderstand voor alle groepen van volle weezen wordt berekend naar het weduwenpensioen, waarvoor de vader bij zijn overlijden deelgenoot was. Gewettigde kinderen, wier ouders geen huwelijk hebben aangegaan, zoomede de moederlooze kinderen, die de vader bij zijn toetreden als deelgenoot had, worden te zamen gerekend als te zijn gesproten uit één huwelijk.

5. Zoolang de door den deelgenoot nagelaten weduwe pensioen geniet ten laste van het fonds, mag het totaal bedrag van de onderstanden het bedrag van dat pensioen niet overtreffen.

6. Indien ook de door den deelgenoot nagelaten weduwe is overleden, of indien zij geen recht op pensioen heeft ten laste van het fonds, mag het totaal bedrag van de onderstanden het dubbele van het weduwenpensioen, waarvoor de vader bij zijn overlijden deelgenoot was, niet overtreffen.

7. Indien het gezamenlijk bedrag van de onderstanden van uit verschillende huwelijken van den deelgenoot nagelaten weezen de in lid 5 of lid 6 van dit artikel bedoelde maxima zou overschrijden, geschiedt de vermindering in dier voege, dat de verhouding, die volgens de aanvankelijke berekening tusschen de verschillende onderstanden bestaat, dezelfde blijft.

8. De regeling van den onderstand, toekomende aan kinderen van een overleden vrouwelijke deelgenoote, geschiedt op den voet van het bepaalde bij lid 2, met dien verstande, dat in de plaats van het daarin bedoelde weduwenpensioen als basis voor de berekening wordt genomen het pensioen, waarop de weduwe van een deelgenoot, die als landsdienaar in geheel dezelfde omstandigheden verkeerde als de vrouwelijke deelgenoote, recht zou kunnen doen gelden.

9. Volle weezen, wier vader en moeder bij hun overlijden deelgenoot waren, hebben recht op onderstand, zoowel van vaders- als van moederszijde.

Artikel 20.

Geen onderstand wordt uitgekeerd:

a. aan wezen, die een vast ambt in Rijks-, Lands- of Localen

dienst bekleeden, dat wordt bezoldigd met minstens f 1800, dan wel minstens f 1500 's jaars, al naar mate het in of buiten Nederlandsch-Indië, Suriname of Curaçao wordt vervuld;

b. aan officieren van het Nederlandsche of Nederlandsch-Indische leger, dan wel in dienst van een vreemde mogendheid;

c. aan weezen, die in het huwelijk zijn getreden.

Artikel 21.

1. Behoudens het bepaalde in lid 3 van dit artikel, gaan de uitkeeringen uit het fonds in met den eersten dag der maand, waarin het recht daarop is ontstaan.

2. Zij worden uitbetaald tot en met de maand, waarin de rechthebbende overlijdt of het recht op uitkeering verliest.

3. Voor weezen, die onderstand genieten op den voet van lid 1 van artikel 19, gaat bij het vervallen van het pensioen van de moeder om andere redenen dan wegens overlijden de onderstand op den voet van lid 2 van dat artikel in met den eersten dag van de maand, volgende op die, waarin het recht van de moeder op uitkeering wordt verloren.

4. Het maandbedrag van het weduwenpensioen wordt in guldens afgerond, waarbij onderdeelen van een gulden worden gerekend voor een gulden. In de gevallen, bedoeld bij de leden 2 en 3 van artikel 18, wordt de afronding eerst toegepast op het eindbedrag der maandelijksche uitkeeringen aan de weduwe.

Artikel 22.

1. De regeling van de pensioenen en onderstanden geschiedt in Nederland door de Directie, in Nederlandsch-Indië door haar Vertegenwoordiger, nadat de in Nederland door den Minister van Koloniën, in Nederlandsch-Indië door den Gouverneur-Generaal voorgeschreven bewijsstukken zijn overgelegd.

2. Wanneer de weduwen of de weezen zich in Nederlandsch-Indië elders dan op Java en Madoera bevinden, kunnen de pensioenen en onderstanden, onder nadere goedkeuring van den Vertegenwoordiger der Directie verleend worden door het Hoofd van het gewest, waarin zij verblijf houden.

3. Indien bij de ontvangst van een aanvraag om toekenning van pensioen of onderstand stellige gegevens voor de vaststelling van het bedrag ontbreken, kan regeling der uitkeering — c.q. op den voet van het bepaalde bij lid 2 — plaats hebben, onder voorbehoud van nadere regeling en verrekening.

4. De autoriteit, die ingevolge dit reglement een pensioen of onderstand heeft toegekend, zal, indien uitsluitend ten gevolge van een schrijf- of rekenfout het pensioen of de onderstand op een te hoog bedrag blijkt te zijn vastgesteld, haar besluit herzien bij een nieuw besluit, dat de gronden voor de herziening moet bevatten. Aan de vermindering van het pensioen of den onderstand zal geen terugwerkende kracht mogen worden toegekend.

5. Indien een reeds toegekend pensioen of een reeds toegekende onderstand op een te laag bedrag is vastgesteld, wordt de uitkeering door de autoriteit, die haar heeft toegekend, verhoogd; het te weinig genotene wordt alleen over de laatste 5 jaren aan de rechthebbenden uitbetaald zonder bijberekening van rente.

Artikel 23.

De pensioenen en onderstanden worden maandelijks betaald. In Nederland bepaalt de Minister van Koloniën, in Nederlandsch-Indië de Gouverneur-Generaal hoe die betaling zal geschieden en welke bewijsstukken daarvoor moeten worden overgelegd.

Artikel 24.

1. Aan de van Nederlandsch-Indië naar Nederland of van Nederland naar Nederlandsch-Indië vertrekkende weduwen en weezen kan een voorschot van een maand op het pensioen en den onderstand worden verleend boven het hun toekomende over de maand van vertrek. Het voorschot wordt aangezuiverd door stilstand der uitkeering.

2. Voorschot op de uitkeering der moeder wordt, zoo noodig, verhaald op die der kinderen en omgekeerd.

3. Voorschot, dat niet op den voet van het bepaalde bij de leden 1 en 2 kan worden ingehouden van uitkeeringen ten laste van het fonds, wordt niet teruggevorderd.

4. De in lid 1 bedoelde weduwen en weezen, zoomede zij, die in Nederlandsch-Indië van vaste woonplaats veranderen, worden voorzien van een certificaat van ophouding van betaling.

Artikel 25.

1. De pensioenen en onderstanden zijn onvervreemdbaar. De rechthebbende kan daarover op geenerlei wijze beschikken, ook niet door verpanding of beleening. Indien de rechthebbende last geeft het pensioen of den onderstand te ontvangen, kan die

lastgeving altijd worden herroepen. Alle hiermede strijdige overeenkomsten zijn nietig.

2. Onder de bij lid 1 verboden beleeningen is niet begrepen het nemen van voorschotten op pensioen of onderstand, hetzij renteloos, hetzij tegen een matige rente, al dan niet tegen afgifte der pensioens- of onderstandsakte, bij zelfstandige gemeenschappen, liefdadige of tot algemeen nut werkende instellingen, een en ander ter beoordeeling in Nederland van de Directie, in Nederlandsch-Indië van het betrokken Hoofd van gewestelijk bestuur.

3. Op het pensioen en den onderstand mogen bij administratieven maatregel geen andere kortingen worden verleend dan die, welke uitdrukkelijk bij dit reglement zijn toegelaten.

Vervaltermijnen van vorderingen ten bate en ten laste van het fonds.

Artikel 26.

1. Gewone, buitengewone, huwelijks- en extra bijdragen worden, behoudens de gevallen, voorzien in artikel 15, lid 1, niet meer ingevorderd, voor wat betreft de gewone bijdragen na verloop van een tijdvak van 5 jaar en voor wat aangaat de andere bijdragen na verloop van een tijdvak van 30 jaar. Deze tijdvakken beginnen te loopen vanaf den dag, waarop de vordering wegens de bijdrage is ontstaan.

2. Indien aanvragen om toekenning van weduwenpensioen of weezenonderstand worden ingediend meer dan 5 jaar na het tijdstip, waarop die uitkeeringen volgens de bepalingen van dit reglement zouden ingaan, zal het achteraf toe te kennen pensioen of de achteraf toe te kennen onderstand, zonder bijberekening van rente, niet verder worden uitbetaald dan van af het begin van het 5-jarig tijdvak, voorafgaande aan de maand, waarin de aanvraag bij de fondsadministratie wordt ontvangen.

3. De termijnen van een toegekend weduwenpensioen of een toegekenden weezenonderstand, welke niet binnen 5 jaar na den eersten dag, waarop zij kunnen worden geïnd, zijn ingevorderd, worden niet meer uitbetaald.

4. Achterstallige weduwenpensioenen en weezenonderstanden worden, met inachtneming van het bepaalde bij de leden 2 en 3 van dit artikel, bij de eerstvolgende termijnbetaling in eens betaalbaar gesteld.

Voorziening in bijzondere gevallen.

Artikel 27.

De voorgaande artikelen van dit reglement zijn niet van toepassing, voor zoover zij in strijd zijn met de bepalingen, in de artikelen 28 en volgende vervat.

Artikel 28.

1. Mannelijke verplichte deelgenooten, die uit 's Lands burgerlijken dienst worden ontslagen zonder toekenning van pensioen, of wier pensioen vervalt, behalve zij, die bij dat ontslag of bij het vervallen van het pensioen verplicht deelgenoot worden in een ander onder Regeeringstoezicht gesteld Indisch weduwen- en weezenfonds of in vasten dienst treden in Nederlandsch-Indië bij het beheerskantoor aldaar van de Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen, kunnen voor de vrouw, met wie zij gehuwd zijn op het tijdstip, waarop vaststaat, dat zij hebben opgehouden verplicht deelgenoot in het fonds te zijn, voor de kinderen uit dit huwelijk, voor hunne kinderen uit vroegere huwelijken en voor hunne gewettigde kinderen, die op meerbedoeld tijdstip reeds geboren waren, vrijwillig deelgenoot in het fonds blijven.

Gelijke bevoegdheid onder dezelfde beperkingen hebben vrouwelijke verplichte deelgenooten, die zonder toekenning van pensioen worden ontslagen uit 's Lands burgerlijken dienst, of wier pensioen vervalt, voor hare kinderen uit het huwelijk met den man, met wien zij gehuwd zijn op het tijdstip, waarop vaststaat, dat zij hebben opgehouden verplicht deelgenoot in het fonds te zijn, voor hare kinderen uit vroegere huwelijken en voor hare gewettigde kinderen, die op dat tijdstip reeds geboren waren.

2. Daartoe hebben belanghebbenden zich, al naar gelang hunne bijdrage laatstelijk in Nederlandsch-Indië of in Nederland werd voldaan, bij aangeteekend schrijven te wenden tot den Vertegenwoordiger der Directie of de Directie zelve.

3. Is de in het vorige lid bedoelde kennisgeving niet ontvangen binnen 6 maanden na het tijdstip, in lid 1 genoemd, dan worden de betrokkenen geacht van hun deelgenootschap te hebben afgezien.

4. Zoodra de Vertegenwoordiger der Directie er kennis van krijgt, dat een verplicht deelgenoot, die in de termen valt vrijwillig deelgenoot te worden, uit 's Lands burgerlijken dienst is ontslagen zonder toekenning van pensioen, dan wel dat het

pensioen van een zoodanige verplichte deelgenoot is vervallen, vestigt hij, indien die deelgenoot betrekkingen heeft, als in lid 1 bedoeld en in Nederlandsch-Indië verblijf houdt, de aandacht van de betrokkene op het voorkomende in de vorige drie leden van dit artikel. Op overeenkomstige wijze wordt gehandeld door de Directie van het fonds, indien de betrokkene buiten Nederlandsch-Indië vertoeft. De betrokkenen kunnen er zich nimmer op beroepen, dat hunne aandacht niet op den inhoud van bedoelde leden is gevestigd.

5. Zij, die vóór het einde van den in lid 3 genoemden termijn overlijden en zich nopens het behoud van hun deelgenootschap niet hebben uitgesproken, worden, indien zij in de termen zouden zijn gevallen van vrijwillig deelgenoot te worden en betrekkingen nalaten, als in lid 1 bedoeld, geacht deelgenoot te zijn gebleven.

6. Behoudens het bepaalde bij lid 7 wordt van hen, die uit 's Lands burgerlijken dienst zijn ontslagen zonder toekenning van pensioen en vrijwillig deelgenoot zijn gebleven, gewone bijdrage geheven over den pensioengrondslag op het oogenblik, dat zij ophielden verplicht deelgenoot te zijn, welke grondslag echter voor de berekening dier bijdrage niet meer zal geacht worden te bedragen dan f 1000. Indien zij echter op dat tijdstip, bij eervol ontslag uit 's Lands dienst recht op eigen pensioen zouden hebben kunnen doen gelden, krachtens het bepaalde onder A en C van het eerste lid van artikel 6 van het Indisch Burgerlijk Pensioenreglement, zooals dat artikel luidde vóór de wijziging bij *Indisch Staatsblad* 1934, n°. 554, of krachtens het bepaalde bij het eerste lid van artikel 6 van het reglement, zooals dat artikel luidt nà evenbedoelde wijziging, dan wel op grond van het Koninklijk besluit van 26 Januari 1929 n°. 21 (*Indisch Staatsblad* n°. 39), juncto dat van 30 Maart 1932 n°. 34 (*Indisch Staatsblad* n°. 194), of van de Ordonnantie in *Indisch Staatsblad* 1931, n°. 15, juncto de Ordonnantie in *Indisch Staatsblad* 1935, n°. 71, wordt de bijdrage, mede behoudens het bepaalde bij lid 7, geheven over het eigen pensioen, dat alsdan zou zijn toegekend.

7. Zij, die vrijwillig deelgenoot in het fonds zijn gebleven, kunnen vanaf elk door hen te bepalen tijdstip den voor hen als zoodanig geldenden pensioengrondslag verminderen tot een lagere som dan dien grondslag, welke som echter niet kleiner mag zijn dan f 50 's maands. Een op dezen voet verminderde pensioengrondslag kan niet weder worden verhoogd.

8. Door degenen, die gewone bijdrage voldoen over den pensioengrondslag, bedoeld in lid 6, eersten zin, of den verminderden pensioengrondslag, bedoeld in lid 7, wordt op dien voet aan het fonds bijgedragen tot en met de maand, waarin zij, als zij in 's Lands burgerlijken dienst waren gebleven en na hun ontslag onafgebroken in Nederlandsch-Indië hadden gediend, bij eervol ontslag uit dien dienst recht op pensioen zouden hebben gehad krachtens de op het tijdstip van het ontslag gegolden hebbende bepalingen van het Reglement op het verleenen van pensioenen aan Europeesche burgerlijke ambtenaren in Nederlandsch-Indië, of van de par. A en C van het eerste lid van artikel 6 van het Indisch Burgerlijk Pensioenreglement, zooals dat artikel luidde vóór de wijziging bij *Indisch Staatsblad* 1934, n°. 554, dan wel van het eerste lid van artikel 6 van laatstgenoemd reglement, zooals dit artikel luidt na evenbedoelde wijziging, of van het Koninklijk besluit van 26 Januari 1929 n°. 21 *(Indisch Staatsblad* n°. 39), juncto *Indisch Staatsblad* 1932, n°. 194, of van de Ordonnantie in *Indisch Staatsblad* 1931, n°. 15, juncto de Ordonnantie in *Indisch Staatsblad* 1935, n°. 71. Daarna wordt de bijdrage geheven over het pensioen, dat alsdan volgens de bij het ontslag uit 's Lands dienst geldende pensioenbepalingen zou zijn toegekend. Dat pensioen wordt berekend naar een pensioengrondslag, gelijk aan den pensioengrondslag, bedoeld in lid 6 eersten zin, of, indien gebruik is gemaakt van het in lid 7 gegeven recht, aan den laagsten verminderden pensioengrondslag.

9. Bij de berekening van de uitkeeringen aan de nabestaanden van vrijwillige deelgenooten, als bedoeld in lid 6, of lid 7, wordt aangenomen, dat voor hen als pensioengrondslag heeft gegolden de pensioengrondslag, bedoeld in lid 6, eersten zin, of lid 7.

10. Vrijwillige deelgenooten, als in dit artikel bedoeld, hebben de verschuldigde bijdrage maandelijks te voldoen overeenkomstig de aanwijzingen in Nederland van de Directie, in Nederlandsch-Indië van haren Vertegenwoordiger. Indien de bijdrage een maand na afloop van de maand, waarover zij verschuldigd is, nog niet is voldaan, wordt de betrokkene aan de verplichting tot betaling herinnerd, hetzij door de Directie van het fonds, hetzij door haren Vertegenwoordiger. De betrokkene kan er zich echter nimmer op beroepen de herinnering niet of te laat te hebben ontvangen. Is de bijdrage nog niet gestort op den laatsten dag van de maand, volgende op die, waarover zij verschuldigd is, dan

wordt het verschuldigde bedrag verhoogd met rente naar reden van 5 ten honderd 's jaars, gerekend van het einde van de maand, waarover de bijdrage verschuldigd is, tot en met de maand, waarin de betaling geschiedt. Wanneer de bijdrage van de betrokkene met de verschenen rente een jaar na het einde van de maand, waarover zij verschuldigd is, nog niet is voldaan, houdt de nalatige op deelgenoot in het fonds te zijn.

11. Overlijdt een vrijwillig deelgenoot, dan is de bijdrage verschuldigd tot en met de maand, waarin het overlijden plaats heeft.

12. Vrijwillige deelgenooten, die van woonplaats veranderen, zijn verplicht daarvan kennis te geven.

a. indien zij bijdrage in Nederland voldoen, aan de Directie;

b. indien zij bijdrage in Nederlandsch-Indië voldoen, aan den vertegenwoordiger der Directie.

13. Wordt iemand, die ingevolge het bepaalde bij lid 10 heeft opgehouden vrijwillig deelgenoot te zijn, opnieuw deelgenoot, dan wordt de nog niet met toepassing van lid 2 van artikel 16 geïnde bijdrage met de rente aangezuiverd door een extra inhouding van 10 ten honderd op de inkomsten, waarover gewone bijdrage moet worden voldaan.

14. Zij, die zonder toekenning van pensioen uit 's Lands dienst worden ontslagen en op het tijdstip, waarop het ontslag vaststaat, reeds op grond van artikel 12, lid 4, als verplicht deelgenoot waren afgevallen, zijn van het vrijwillige deelgenootschap uitgesloten.

Artikel 29.

De in artikel 28, lid 1, bedoelde vrijwillige deelgenooten zijn ten allen tijde bevoegd het vrijwillig deelgenootschap op te zeggen. De mededeeling daarvan dient bij aangeteekend schrijven te geschieden en te worden gezonden in Nederlandsch-Indië aan den Vertegenwoordiger der Directie, elders aan de Directie zelve. De gewone bijdrage is dan verschuldigd tot het einde van de maand, waarin de Vertegenwoordiger der Directie in Nederlandsch-Indië of de Directie in Nederland van dit verlangen heeft kennis gekregen, terwijl ook het recht op uitkeering dan ophoudt met het einde dier maand. Opzegging van het vrijwillig deelgenootschap kan niet worden herroepen. Vernieuwing van een zoodanig opgezegd deelgenootschap is evenmin toegelaten.

Artikel 30.

1. De deelgenootschap vervalt:

a. voor den ongehuwden, gepensionneerden mannelijken landsdienaar, die den leeftijd van 65 jaren heeft bereikt of overschreden, indien hij geen minderjarige, wettige (ook gewettigde) kinderen heeft;

b. voor den gehuwden, gepensionneerden mannelijken deelgenoot, die den leeftijd van 65 jaren heeft bereikt of overschreden, indien zijn echtgenoote aan haar laatste huwelijk geen recht kan ontleenen op pensioen ten laste van het fonds en hij evenmin minderjarige, wettige (ook gewettigde) kinderen bezit;

een en ander met ingang van de maand, volgende op die, waarin het zes en zestigste levensjaar is ingegaan, of waarin de deelgenoot heeft opgehouden betrekkingen te hebben, die bij zijn overlijden recht op uitkeering uit het fonds zouden hebben.

2. Indien een gepensionneerd landsdienaar, die nog deelgenoot is, in het huwelijk treedt na het verstrijken van de maand, waarin hij zijn zes en zestigste levensjaar is ingegaan, hebben zijne weduwe en zijne bij haar verwekte kinderen geen recht op uitkeering uit het fonds. Door den deelgenoot behoeft ter zake van dat huwelijk geen huwelijks- of extra bijdrage te worden voldaan.

3. Het deelgenootschap vervalt voor de gepensionneerde vrouwelijke landsdienaar, die den leeftijd van vijftig jaar heeft bereikt of overschreden en geen minderjarige wettige kinderen heeft, die ten gevolge van haar deelgenootschap recht op uitkeering hebben en zulks met ingang van de maand, volgende op die, waarin het een en vijftigste levensjaar is ingetreden of de deelgenoote heeft opgehouden kinderen te hebben als vorenbedoeld.

4. De deelgenooten, op wie lid 1 of lid 3 van toepassing wordt, zijn verplicht daarvan kennis te geven, buiten Nederlandsch-Indië aan de Directie, in Nederlandsch-Indië aan haar Vertegenwoordiger. Bij verzuim van kennisgeving binnen 5 jaren worden de reeds ingehouden bijdragen niet teruggegeven.

Artikel 31.

Indien een gepensionneerd landsdienaar na het verstrijken van de maand, waarin hij zijn zes en zestigste levensjaar is ingegaan, hertrouwt met een vroegere echtgenoote, met wie hij

tijdens zijn deelgenootschap is gehuwd geweest, wordt hij opnieuw deelgenoot en blijft lid 2 van artikel 30 buiten toepassing. Hij is, gerekend van den eersten dag der maand, waarin het huwelijk is gesloten, de gewone bijdrage verschuldigd. Voor de betaling van de huwelijksbijdragen geldt de bepaling van artikel 10, lid 2, en voor de terugbetaling van extra bijdragen die van artikel 34, lid 10. Voor de verplichte kennisgeving ook van deze huwelijken en de gevolgen van het verzuim daarvan geldt artikel 13.

Artikel 32.

1. Behoudens het bepaalde bij lid 2 van artikel 47, zijn deelgenooten, die tijdelijk geen landsinkomsten genieten, gewone bijdrage verschuldigd over den pensioengrondslag op het oogenblik, dat zij nog landsinkomsten genoten, met dien verstande, dat die grondslag niet meer zal bedragen dan duizend gulden.

2. Overlijdt een deelgenoot, als in lid 1 bedoeld, dan is de bijdrage verschuldigd tot en met de maand, waarin het overlijden plaats heeft.

Artikel 33.

Indien door Ons of door den Gouverneur-Generaal is bepaald, dat toelagen, indemniteiten, emolumenten, wisselvallige inkomsten of andere voordeelen zullen worden aangemerkt als bezoldiging in den zin van het Indisch Burgerlijk Pensioenreglement, worden zoodanige voordeelen tot het bedrag, waarover voor eigen pensioen wordt bijdragen, bij de toepassing van dit reglement eveneens als bezoldiging aangemerkt.

Artikel 34.

1. Ongehuwde mannelijke en vrouwelijke deelgenooten met kinderen, die bij hun overlijden recht op onderstand zouden hebben, zijn bij toetreding als deelgenoot een extra bijdrage verschuldigd van 30 ten honderd:

a. indien zij niet uit Nederland ter benoeming tot burgerlijk landsdienaar in vasten dienst zijn uitgezonden, van de bij de toetreding als deelgenoot genoten wordende of geldende bezoldiging over een maand;

b. indien zij wel voor een benoeming als onder *a* bedoeld zijn uitgezonden, en de uitzending wordt gevolgd door die benoeming en door het genot van de daarbij toegekende bezoldiging, van de

door de benoeming genoten wordende bezoldiging over een maand;

c. indien zij uit Nederland ter benoeming tot burgerlijk landsdienaar in vasten dienst zijn uitgezonden, doch hun uitzending niet wordt gevolgd, òf door een zoodanige benoeming, òf, indien wel benoeming plaats heeft, door het genot van de daarbij toegekende bezoldiging, van de voorloopige bezoldiging over een maand.

2. Bij wettiging van één of meer kinderen van een ongehuwd mannelijk of vrouwelijk deelgenoot op den voet van artikel 275 van het Nederlandsch-Indische of artikel 330 van het Nederlandsche Burgerlijk Wetboek is een extra bijdrage verschuldigd van 30 ten honderd van het bedrag over een maand van de hoogste gedurende het loopende deelgenootschap reeds genoten of gegolden hebbende bezoldiging. Indien de deelgenoot op het tijdstip der wettiging niet meer in leven is, wordt deze extra bijdrage beschouwd als een door de betrokkene nagelaten schuld aan het fonds.

Bij vermeerdering van bezoldiging moet voor de in dit lid bedoelde kinderen een extra bijdrage worden voldaan van 30 ten honderd van het verschil tusschen de nieuwe maandelijksche bezoldiging en de hoogste gedurende het loopende deelgenootschap reeds genoten maandelijksche bezoldiging. Is dit verschil negatief, dan behoeft geen extra bijdrage te worden voldaan. De ingevolge dit artikellid betaalde bijdragen voor de kinderen van dezelfde moeder worden bij het aangaan van een huwelijk tusschen den deelgenoot en die moeder in mindering gebracht van de door hem alsdan verschuldigde huwelijksbijdrage.

3. Ongehuwde mannelijke en vrouwelijke deelgenooten met wettige of door huwelijk gewettigde kinderen, die bij hun overlijden recht op onderstand zouden hebben, zijn bij vermeerdering van hunne bezoldiging een extra bijdrage verschuldigd van 30 ten honderd van het verschil tusschen de nieuwe maandelijksche bezoldiging en de hoogste gedurende het loopende deelgenootschap reeds genoten maandelijksche bezoldiging. Is dit verschil negatief, dan behoeft geen extra bijdrage te worden voldaan.

4. Onder gehuwden worden in dit artikel mede verstaan van echt gescheidenen, weduwnaars en weduwen.

5. Bij toetreding als deelgenoot zijn gehuwde mannen, die kinderen bezitten, die een andere moeder hebben dan de vrouw, met wie die mannen op het oogenblik van toetreding gehuwd

zijn en die bij het overlijden van den vader recht op onderstand zouden hebben, de extra bijdrage verschuldigd, als voor ongehuwde deelgenooten bepaald in de in lid 1 van dit artikel omschreven gevallen.

6. Bij vermeerdering van bezoldiging zijn gehuwde mannelijke deelgenooten met wettige of door huwelijk gewettigde kinderen, die een andere moeder hebben dan de vrouw, met wie die deelgenooten op het tijdstip van die vermeerdering zijn gehuwd en die bij hun overlijden recht op onderstand zouden hebben, een gelijke extra bijdrage verschuldigd als in lid 3 bepaald voor de ongehuwde mannelijke deelgenooten met wettige of door huwelijk gewettigde kinderen.

7. De extra bijdragen, welke verschuldigd zijn krachtens lid 1 en lid 5 van dit artikel, worden aangezuiverd op gelijke wijze als de huwelijksbijdrage, bedoeld bij artikel 10, lid 1, onder *a* en onder *d*, terwijl bij verzuim van kennisgeving, binnen een jaar na de toetreding als deelgenoot, van de bij eerstgenoemde leden bedoelde omstandigheden, dan wel, indien blijkt, dat een deelgenoot bij de toetreding in strijd met de waarheid heeft verklaard, dat die omstandigheden niet aanwezig waren, de extra bijdragen overeenkomstig lid 2 of lid 3 van artikel 13 worden verhoogd.

8. De extra bijdragen, welke verschuldigd zijn krachtens lid 2, worden aangezuiverd:

a. op gelijke wijze als de huwelijksbijdrage, bedoeld bij artikel 10, eerste lid, onder *b* en onder *d*, indien de bijdrage wegens de wettiging zelf moet worden voldaan;

b. op gelijke wijze als de huwelijksbijdrage, bedoeld bij artikel 10, eerste lid, onder *c* en onder *d*, indien de bijdrage bij vermeerdering van bezoldiging moet worden voldaan. Over het gedeelte van het inkomen, dat op dezen voet wordt ingehouden, is de gewone bijdrage niet verschuldigd.

9. De extra bijdragen, welke verschuldigd zijn krachtens lid 3 en lid 6 van dit artikel, worden aangezuiverd op gelijke wijze als de huwelijksbijdrage, bedoeld bij artikel 10, eerste lid, onder *c* en onder *d*. Over het gedeelte van het inkomen, dat wordt ingehouden op den voet van het bepaalde in dit lid is de gewone bijdrage niet verschuldigd.

10. Indien een deelgenoot hertrouwt met een vroegere echtgenoote of een deelgenoote met een vroegeren echtgenoot, worden de extra bijdragen, welke zijn voldaan voor de kinderen,

die zijn geboren uit het eerste huwelijk met die echtgenoote of dien echtgenoot, of bij dat huwelijk waren gewettigd, terugbetaald zonder de bijberekende rente, verhooging of boete.

Artikel 35.

1. Indien een of meer kinderen van een deelgenoot worden gewettigd op den voet van artikel 275 van het Nederlandsch-Indische of artikel 330 van het Nederlandsche Burgerlijk Wetboek en dientengevolge bij het overlijden van de betrokkene recht op onderstand zouden hebben, moet de deelgenoot van de wettiging kennis geven: in Nederlandsch-Indië aan den Vertegenwoordiger der Directie door tusschenkomst van de autoriteit, die zijne inkomsten betaalbaar stelt, elders aan de Directie zelve.

2. Wanneer aan de in lid 1 bedoelde verplichting niet is voldaan binnen 1 jaar na den datum, waarop de brieven van wettiging zijn verleend, worden de extra bijdragen, bedoeld in artikel 34, lid 2, 10 ten honderd hooger. Bovendien verbeurt de deelgenoot een boete van 1 ten honderd van het oorspronkelijk verschuldigd bedrag, voor elke maand, welke na het verstrijken van dien termijn zonder kennisgeving is verloopen en zulks tot en met de maand, waarin de wettiging ter kennis van den Vertegenwoordiger der Directie of de Directie zelve is gebracht, en, indien in het geheel geen kennis is gegeven van de wettiging, tot en met de maand, waarin de schuld in haar geheel wordt aangezuiverd, of waarin met de aanzuivering der schuld in termijnen een aanvang wordt gemaakt. Wat de wijze van aanzuivering er van betreft, wordt de boete mede als een verhooging der extra bijdrage aangemerkt.

Artikel 36.

1. Wanneer onder de vermeerdering der bezoldiging van een deelgenoot voordeelen begrepen zijn, als bedoeld in artikel 33, worden de ter zake van die vermeerdering verschuldigde bijdragen aangezuiverd door maandelijksche inhoudingen van een bedrag, gelijk aan dat, waarmede de bezoldiging in geld is vermeerderd.

2. Over het gedeelte der bezoldiging, dat wordt ingehouden op den voet van het bepaalde bij het vorige lid, is de gewone bijdrage niet verschuldigd.

Artikel 37.

1. Behoudens het bepaalde in lid 2 van dit artikel en in lid 2 van artikel 10, is de huwelijksbijdrage, bedoeld bij laatstgenoemd artikel, eerste lid, onder *a*, onder *b* en onder *d*, bij elk opvolgend huwelijk opnieuw verschuldigd.

2. Vrouwelijke deelgenooten behoeven aan huwelijks- en extra bijdragen in totaal nooit meer te voldoen dan 30 ten honderd van de hoogste door haar gedurende het loopende deelgenootschap reeds genoten of gegolden hebbende bezoldiging over een maand.

Artikel 38.

1. Een vrouw, die gehuwd is met een deelgenoot in het fonds en geen kinderen uit een vorig huwelijk heeft, die bij haar overlijden recht op onderstand zouden hebben, is bij hare toetreding als deelgenoot niet verplicht de huwelijksbijdrage, bedoeld bij artikel 10, eerste lid, onder *d*, te voldoen.

2. Indien een vrouwelijke deelgenoot huwt met een deelgenoot in het fonds, is zij niet verplicht de huwelijksbijdrage, bedoeld bij artikel 10, eerste lid, onder *d*, te voldoen.

3. Indien een vrouwelijke deelgenoot, die gehuwd is met een deelgenoot in het fonds geen kinderen uit een vorig huwelijk heeft, die bij haar overlijden recht op onderstand zouden hebben, is zij bij vermeerdering van bezoldiging niet verplicht de huwelijksbijdrage, bedoeld bij artikel 10, eerste lid, onder *d*, te voldoen.

4. Kinderen van een vrouwelijke deelgenoot, die ter zake van het huwelijk, waaruit die kinderen geboren zijn, geen bijdrage heeft voldaan, hebben bij het overlijden van de moeder geen recht op onderstand, tenzij de moeder van de verplichting tot betaling dier bijdrage was vrijgesteld ingevolge het bepaalde bij lid 2 van artikel 37.

Artikel 39.

1. Een deelgenoot, die tijdelijk met de waarneming van een ambt is belast en dientengevolge in het genot is gekomen van een hoogere bezoldiging, is te dier zake geen buitengewone en huwelijksbijdrage verschuldigd, indien gedurende niet meer dan drie maanden een hoogere bezoldiging dan zijn eigen bezoldiging is genoten. Evenmin behoeven alsdan door hem te worden voldaan extra bijdragen, als bedoeld in artikel 34.

2. Indien een deelgenoot tijdelijk met de waarneming van een ambt is belast en dientengevolge in het genot is gekomen van een hoogere bezoldiging, wordt, nadat gedurende drie maanden een hoogere bezoldiging dan zijn eigen bezoldiging is genoten, een aanvang gemaakt met de invordering, op den voet van het bepaalde bij artikel 11 en bij artikel 34, van de verschuldigde buitengewone, huwelijks- en extra bijdrage. Bij de toepassing van evenbedoelde twee artikelen wordt aangenomen, dat een wegens een waarneming als in lid 1 bedoeld genoten hoogere bezoldiging is ingegaan met de maand, waarin zij voor de vierde maal wordt genoten.

Artikel 40.

1. Indien een deelgenoot bij uittreding uit het fonds deelgenoot wordt in een ander onder Regeeringstoezicht gesteld Indisch weduwen- en weezenfonds, zal het fonds aan het fonds, waarin de betrokkene als deelgenoot wordt opgenomen, overdragen de door de betrokkene aan het fonds betaalde en eventueel daaraan nog verschuldigde buitengewone, huwelijks- en extra bijdragen (zonder de daarop gekomen renten, en eventueele boeten en verhooging, als bedoeld in de leden 2 en 3 van artikel 13, lid 7 van artikel 34 en lid 2 van artikel 35), benevens, voor zoover het mannelijke deelgenooten betreft, een som, bedragende 2 pct. van de maandelijksche activiteitsbezoldiging, laatstelijk vóór den overgang genoten, voor elke maand, welke ten volle en 1 pct. van die maandelijksche activiteitsbezoldiging voor elke maand, welke voor de helft voor eigen pensioen medetelt.

2. De in lid 1 van dit artikel bedoelde overdrachtsom behoeft voor de ambtenaren, ingedeeld in de pensioensgroepen I en II, hoogstens te worden berekend voor respectievelijk 25 en 30 ten volle voor eigen pensioen tellende dienstjaren.

3. Het bepaalde in de leden 1 en 2 van dit artikel geldt mede, indien de uittreding uit het fonds een gevolg is van het treden in vasten dienst bij het beheerskantoor in Nederlandsch-Indië van de Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen. De overdracht geschiedt alsdan aan de gezamenlijke pensioen- en weduwen- en weezenfondsen.

Artikel 41.

1. Indien een tot het fonds toetredende deelgenoot overkomt uit een ander onder Regeeringstoezicht gesteld Indisch

Weduwen- en weezenfonds of uit den vasten dienst van het beheerskantoor in Nederlandsch-Indië van de Indische pensioenfondsen, zal op hetgeen de tot het fonds toetredende deelgenoot hieraan aan afloopende bijdragen wegens toetreding (buitengewone, huwelijks- en extra bijdragen) heeft te voldoen, in mindering worden gebracht het totale bedrag, hetwelk door het fonds, waaruit de betrokkene wordt overgenomen, of door de gezamenlijke fondsen wordt overgedragen.

2. Hetgeen de in het eerste lid van dit artikel bedoelde overdrachtsom meer mocht bedragen dan de betrokkene aan afloopende bijdragen wegens toetreding aan het fonds heeft te betalen, wordt verrekend met de afloopende bijdrage, welke hij later daaraan wegens vermeerdering van bezoldiging of uit anderen hoofde mocht verschuldigd worden.

Artikel 42.

1. Een weduwe, die een nieuw huwelijk aangaat, verliest haar pensioen met ingang van de maand, volgende op die, waarin het huwelijk plaats heeft.

2. Bij ontbinding van het nieuwe huwelijk wegens overlijden van den echtgenoot, treedt zij weder in het genot van het vorig pensioen, dan wel van het hoogere pensioen, waarop zij ingevolge het laatstelijk gesloten huwelijk ten laste van het fonds recht zou kunnen doen gelden, en zulks van en met den eersten dag van de maand, waarin dat overlijden heeft plaats gehad.

3. In geval van ontbinding van het nieuwe huwelijk door echtscheiding treedt de weduwe weder in het genot van het verloren pensioen en zulks van en met den eersten dag van de maand, waarin het vonnis in de registers van den burgerlijken stand is ingeschreven.

4. Tot de uitbetaling van pensioen wordt telkenmale eerst overgegaan, nadat van de weduwe is ontvangen een schriftelijke verklaring, dat zij ongehuwd is, ook in den zin van artikel 3 van dit reglement. Een weduwe, die een verklaring indient, welke met de waarheid in strijd is, verliest voor goed alle recht op pensioen.

Artikel 43.

1. Indien een man bij zijne toetreding als deelgenoot gehuwd is met een weduwe, aan wie krachtens een vorig huwelijk pensioen is toegekend ten laste van het fonds, dan wel na zijn toetreding huwt met een weduwe als vorenbedoeld, is hij aan

huwelijksbijdrage verschuldigd de hoofdsom, verminderd met de hoofdsom der voor een vorig huwelijk van de weduwe met een deelgenoot in het fonds betaalde bijdrage, welk resteerend bedrag c. q. wordt verhoogd naar den maatstaf van de bij artikel 10 behoorende tabellen. Is dat verschil negatief, dan wordt het verrekend met de huwelijksbijdrage, welke bij vermeerdering van bezoldiging door den deelgenoot verschuldigd is.

2. De op den voet van het bepaalde bij lid 1 berekende huwelijksbijdrage wordt aangezuiverd op gelijke wijze als de huwelijksbijdrage, welke krachtens artikel 10 moet worden voldaan.

3. Aan de kinderen uit het laatste huwelijk van de echtgenoote van een deelgenoot, als bedoeld in lid 1, wordt, indien de moeder in leven is, onderstand toegekend op den voet van artikel 19, lid 1. Is de moeder eveneens overleden, dan genieten de kinderen onderstand op den voet van artikel 19, lid 2. In beide gevallen wordt bij de toepassing van artikel 19 uitgegaan van het pensioen, dat de moeder als weduwe van den vader dier kinderen geniet of zou hebben genoten.

Artikel 44.

1. De onderstand voor kinderen, geboren na het overlijden van den vader, gaat in met den eersten dag van de maand, waarin de geboorte heeft plaats gehad.

2. De onderstand voor kinderen, gewettigd na het overlijden van den deelgerechtigden vader of de deelgerechtigde moeder, wordt geacht te zijn ingegaan met den eersten dag van de maand, waarin het overlijden heeft plaats gehad. Indien echter zoodanige kinderen zijn geboren na het overlijden van den vader, gaat de onderstand voor die kinderen in met den eersten dag van de maand, waarin de geboorte heeft plaats gehad.

Artikel 45.

1. Bij vermoedelijk overlijden van een deelgenoot, ter beoordeeling in Nederland van de Directie, in Nederlandsch-Indië van haar Vertegenwoordiger, kan tot de regeling van het pensioen en den onderstand worden overgegaan tegen afgifte van een verklaring, ten genoegen van de autoriteit, door welke de regeling der uitkeeringen geschiedt, dat de gelden, welke later mochten blijken ten onrechte genoten te zijn, zullen worden teruggegeven.

2. Bij vermoedelijk overlijden van een pensioen genietende weduwe kan op de wijze en onder de voorwaarde, in lid 1 bepaald,

aan hare kinderen de onderstand van volle weezen worden toegekend.

3. Bij toepassing van lid 1 of van lid 2 wordt het tijdstip van ingang der uitkeeringen bepaald door de autoriteit, die omtrent het vermoedelijk overlijden uitspraak doet.

Artikel 46.

Behalve in het geval, bedoeld bij artikel 12, lid 4, en in het geval dat aan een uit 's Lands dienst ontslagen Europeesch burgerlijk landsdienaar pensioen wordt toegekend, dat niet onmiddellijk aansluit aan het verleende ontslag, wordt, indien een gewezen deelgenoot opnieuw tot het fonds toetreedt, bij de toepassing der bepalingen van dit reglement met zijn vorig deelgenootschap geen rekening gehouden.

Artikel 47.

1. Tijdelijk gemis van het genot van pensioen, ingevolge het Koninklijk besluit in *Indisch Staatsblad* 1902, n°. 382, of lid 1 van artikel 16 van het Indisch Burgerlijk Pensioenreglement, heeft niet tengevolge het verloren gaan van het deelgenootschap in het fonds.

2. In afwijking van het bepaalde bij artikel 32 blijven deelgenooten, die in de in lid 1 bedoelde gevallen het genot van hun pensioen tijdelijk missen, verplicht bij te dragen over het bedrag van dat pensioen.

3. De bijdrage, verschuldigd door deelgenooten en vrijwillige deelgenooten in het fonds, die om de in lid 1 bedoelde reden het genot van hun pensioen of hunnen onderstand tijdelijk missen, wordt verrekend met het niet uitbetaalde pensioen of den niet uitbetaalden onderstand.

Beheer van het fonds en toezicht op dat beheer.

Artikel 48.

1. Het fonds wordt, gezamenlijk met andere Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen onder het oppertoezicht van den Minister van Koloniën en onder het toezicht van Commissarissen, beheerd door een Directeur. De Minister van Koloniën stelt de dienstvoorschriften voor den Directeur vast.

2. De Directeur wordt bijgestaan door een tweeden Directeur, die hem bij verhindering, afwezigheid of ontstentenis vervangt.

3. Bij verhindering, afwezigheid of ontstentenis van den Directeur en den tweeden Directeur beiden, voorziet de Minister van Koloniën in hunne tijdelijke vervanging.

4. De Directeur of degene, die hem vervangt, vertegenwoordigt het fonds in en buiten rechten, behalve in Nederlandsch-Indië, waar die vertegenwoordiging geschiedt door een ambtenaar met den titel van „Vertegenwoordiger der Directie van de Indische pensioenfondsen" of door diens vervanger. De Vertegenwoordiger der Directie in Nederlandsch-Indië voert het beheer aldaar voor het fonds en andere in lid 1 bedoelde fondsen gezamenlijk, overeenkomstig hem door den Directeur te geven voorschriften.

5. De Directeuren worden door Ons benoemd, de Vertegenwoordiger der Directie in Nederlandsch-Indië door den Gouverneur-Generaal.

6. Bij afzonderlijk besluit wordt door Ons vastgesteld welke ambtenaren en bedienden bij de Directie der in lid 1 bedoelde fondsen zullen werkzaam zijn en worden de bezoldigingen dier ambtenaren en bedienden, zoomede die der Directeuren geregeld.

7. De bezoldiging van den Vertegenwoordiger der Directie, zoomede het aantal, de bezoldiging en de wijze van benoeming van de verdere ambtenaren en bedienden bij de fondsen aldaar worden geregeld door den Gouverneur-Generaal.

8. Het aandeel in de sommen, waarover de Directeur en de Vertegenwoordiger der Directie ten laste van het fonds voor maand- en daggelders, kantoorhuur en andere uitgaven mogen beschikken, wordt in de jaarlijks op te maken, door den Minister van Koloniën goed te keuren begrooting van het fonds opgenomen.

9. De bijzondere regelingen ten aanzien van de inhouding en verantwoording der bijdragen van de deelgenooten en de uitbetaling en verantwoording van uitkeeringen in Suriname en Curaçao worden getroffen door de Gouverneurs.

10. Het toezicht op het beheer van het fonds wordt, gezamenlijk met dat op het beheer van de andere onder het oppertoezicht van den Minister van Koloniën staande pensioen- en weduwen- en weezenfondsen voor Indische landsdienaren, zoowel in Nederland als in Nederlandsch-Indië uitgeoefend door een College van Commissarissen.

11. De Commissarissen, in Nederland ten getale van ten hoogste negen en in Nederlandsch-Indië ten getale van ten

hoogste zeven, worden benoemd en ontslagen, in Nederland door Ons op voordracht van den Minister van Koloniën, in Nederlandsch-Indië door den Gouverneur-Generaal.

12. Van het totaal aantal Commissarissen, dat zitting heeft in een College, moet tenminste de helft deelgenoot zijn in een of meer der onder het oppertoezicht van den Minister van Koloniën staande pensioen- en weduwen- en weezenfondsen voor Indische landsdienaren. Voor een aantal Commissarissen kan door of vanwege de deelgenooten in evenbedoelde fondsen een aanbeveling worden gedaan van een of meer deelgenooten, verblijf houdende in het land, waar het betrokken College is gevestigd.

13. Het aantal Commissarissen, waarvoor een aanbeveling kan worden gedaan, als bedoeld in het vorige lid en de regelen, volgens welke die aanbeveling zal plaats hebben, worden vastgesteld in Nederland door den Minister van Koloniën, in Nederlandsch-Indië door den Gouverneur-Generaal.

14. De Commissarissen ontvangen voor hunne bemoeiingen een vergoeding, welke voor Nederland door den Minister van Koloniën en voor Nederlandsch-Indië door den Gouverneur-Generaal wordt bepaald.

De voorschriften voor het door de Commissarissen uit te oefenen toezicht worden voor Nederland door den Minister van Koloniën en voor Nederlandsch-Indië door den Gouverneur-Generaal vastgesteld.

15. Ten laste van het fonds wordt gebracht een aandeel in de kosten van de bezoldigingen en andere kosten van beheer en toezicht over de in lid 1 bedoelde fondsen, zoomede een aandeel in de kosten van pensioenen, onderstanden, wachtgelden, voorloopige bezoldigingen, non-activiteits- en verlofstraktementen, kosten van overtocht en uitrusting en andere tegemoetkomingen, welke aan de ambtenaren en de bedienden der fondsen en hunne weduwen en weezen worden toegekend.

16. Voor de verrekening der uitgaven met de andere fondsen, welke onder dezelfde Directie staan, zoomede van de uitgaven, welke ten laste van de Staatsbegrooting of van de Indische begrooting worden gedaan, doch door de fondsen moeten worden vergoed, of welke door het fonds voor den Staats- of den Indischen dienst worden gedaan, worden in Nederland door den Minister van Koloniën, in Nederlandsch-Indië door den Gouverneur-Generaal de noodige regelen gesteld.

17. De gelden, die voor belegging beschikbaar komen, worden zoo spoedig mogelijk op een der volgende wijzen belegd:

1°. in schuldbewijzen, als voorkomende op de laatst openbaar gemaakte lijst der schuldbewijzen, waarin de Javasche Bank haar kapitaal en haar reservefonds mag beleggen, of op die van fondsen, welke in aanmerking komen voor de belegging van gelden der Rijksverzekeringsbank;

2°. in andere dan de onder 1°. bedoelde schuldbewijzen onder voorbehoud van voorafgaande goedkeuring van den Minister van Koloniën;

3°. in schuldvorderingen, gewaarborgd door het recht van eerste hypotheek op onroerende goederen in Nederland of Nederlandsch-Indië gelegen, met inachtneming van de algemeene voorwaarden en waarborgen, welke voor Nederland door den Minister van Koloniën en voor Nederlandsch-Indië door den Gouverneur-Generaal zullen worden vastgesteld.

18. De Minister van Koloniën bepaalt op welke wijze het aankoopen en te gelde maken van effecten zal geschieden en de geldswaardige papieren, eigendom van het fonds, worden bewaard.

Artikel 49.

1. In Nederland wordt voor de ontvangsten en betalingen van het fonds gebruik gemaakt van een of meer door den Minister van Koloniën aan te wijzen bankinstellingen of van den postcheque- en girodienst.

2. In Nederlandsch-Indië zijn de algemeene ontvangers van 's Lands kassen belast met het ontvangen en betalen voor het fonds, of kan daarvoor van een door den Gouverneur-Generaal aan te wijzen bankinstelling worden gebruik gemaakt.

3. De regelen bij het ontvangen en betalen in acht te nemen, zoomede de voorwaarden, waaronder een rekening bij een bankinstelling of bij den postcheque- en girodienst kan worden geopend, worden vastgesteld in Nederland door den Minister van Koloniën, in Nederlandsch-Indië door den Gouverneur-Generaal, in Suriname en Curaçao door de Gouverneurs.

4. De wijze van verantwoording aan de Directie van de in Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao gedane uitgaven en ontvangsten voor het fonds wordt door den Minister van Koloniën geregeld.

5. De Directeur is uitsluitend rekenplichtig aan den Minister van Koloniën.

Artikel 50.

Voor het einde van elk jaar zendt de Directie door tusschenkomst van de Commissarissen van het fonds aan den Minister van Koloniën een omstandig verslag van den staat van het fonds en van hare werkzaamheden in het afgeloopen jaar met de algemeene verantwoordingsstukken.

Artikel 51.

Om de 5 jaren, de eerstvolgende keer naar den toestand op 31 December 1934, stelt de Directie een nauwkeurig onderzoek in, in hoeverre de op het fonds rustende verplichtingen door de inkomsten en bezittingen van het fonds worden gedekt en wordt in verband daarmede een wetenschappelijke balans opgemaakt.

Artikel 52.

1. In het belang van het in artikel 51 bedoelde onderzoek zijn de deelgenooten verplicht om de 5 jaren — op 31 December 1934, 31 December 1939, enz. — vragenlijsten in te vullen en in te dienen, in Nederland aan de Directie, in Nederlandsch-Indië aan haar Vertegenwoordiger. Bovendien zijn de deelgenooten gehouden tusschentijds vragenlijsten in te vullen en in te dienen, telkens wanneer zulks door de Directie van het fonds noodig wordt geoordeeld.

2. Aan de deelgenooten, die verzuimen hunne opgaven in te zenden, wordt in de maand volgende op die, waarin de lijsten moesten worden ingevuld, door de Directie dan wel haar Vertegenwoordiger een termijn gesteld, binnen welken zij alsnog aan hunne verplichting hebben te voldoen. Wordt hieraan dan nog niet voldaan, dan wordt in Nederland door de Directie, in Nederlandsch-Indië door haar Vertegenwoordiger aan de nalatige deelgenooten, indien zij bezoldiging of pensioen genieten, ten bate van het fonds een boete opgelegd van $\frac{1}{2}$ ten honderd van het bedrag van een maand bezoldiging of pensioen. Deze boete wordt ingehouden bij de eerstvolgende uitbetaling van bedoelde inkomsten. Gelijke boete wordt iedere maand van die inkomsten ingehouden, zoolang de betrokkenen in gebreke blijven de opgaven in te zenden. Door de vrijwillige deelgenooten, die den in het vorige lid bedoelden termijn hebben laten

voorbijgaan zonder de opgaven in te dienen, is een boete ten bate van het fonds verschuldigd van 5 ten honderd van hunne gewone bijdrage over een maand, met een minimum van 50 cent. Hun wordt een termijn voor de betaling dier boete gesteld. Bij niet-betaling binnen dien termijn gaat het deelgenootschap verloren.

Bijzondere bepalingen.

Artikel 53.

1. Zij, die meenen, dat dit reglement ten onrechte of niet op de juiste wijze op hen wordt toegepast of dat ten onrechte op grond van dit reglement van hen een betaling wordt gevorderd, kunnen binnen 6 maanden, nadat die toepassing is aangevangen of die betaling is gevorderd, onder uiteenzetting hunner bezwaren, op Ons een beroep doen bij een door tusschenkomst van den Minister van Koloniën in te dienen verzoekschrift, waarop Wij een met redenen omkleede beslissing nemen.
2. Door de indiening van het in lid 1 bedoelde verzoekschrift wordt de toepassing van dit reglement en de verplichting tot betaling van hetgeen op grond van dit reglement wordt gevorderd, niet opgeschort, doch hetgeen volgens Onze beslissing aan het fonds onverschuldigd is betaald, wordt aan de rechthebbenden teruggegeven, met bijtelling van enkelvoudige rente naar reden van 5 ten honderd 's jaars.

Artikel 54.

1. Wij behoudens Ons voor, voor elk bijzonder geval, waarin dit reglement niet voorziet, bij een met redenen omkleed besluit een afzonderlijke regeling te maken.
2. Ook behouden wij Ons voor bij een met redenen omkleed besluit ten gunste van belanghebbenden van dit reglement af te wijken, indien in bijzondere gevallen daartoe aanleiding bestaat.

Overgangsbepalingen.

Artikel 55.

Zij, die bij het in werking treden van dit nieuwe reglement deelgenoot in het fonds zijn en een bezoldiging van minder dan f 50 's maands genieten, dan wel gepensionneerd zijn of uit

's Lands dienst zijn ontslagen met recht of aanspraak op eigen pensioen naar een pensioengrondslag, kleiner dan dit bedrag, behouden, ook na dat in werking treden, hun deelgenootschap in het fonds.

Artikel 56.

Gewezen Europeesche burgerlijke landsdienaren, in het genot van eigen pensioen, die krachtens het reglement van 1854 geen deelgenoot in het fonds zijn, blijven, ook na het in werking treden van dit nieuwe reglement, van het deelgenootschap in het fonds uitgesloten.

Artikel 57.

Dit nieuwe reglement is, behoudens het bepaalde in artikel 64, gerekend van den dag van in werking treden daarvan, van toepassing op alle weduwen en weezen, die bij dat in werking treden reeds in het genot van pensioen en onderstand ten laste van het fonds zijn gesteld, hetzij op den voet van het reglement van 1854, hetzij op den voet van het reglement van 1913, alsmede op de weduwen en weezen, die op het tijdstip van in werking treden van dit nieuwe reglement reeds recht hebben op pensioen en onderstand ten laste van het fonds op den voet van het reglement van 1913, met dien verstande:

a. dat het bedrag van het toegekende of overeenkomstig het reglement van 1913 toe te kennen weduwenpensioen geen wijziging ondergaat en dat de op dat pensioen bij wijze van tijdelijken maatregel, in afwachting van een definitieve regeling ter zake, gelegde of te leggen verhooging, bedoeld bij het Koninklijk besluit van 28 December 1920 n°. 6 (*Nederlandsch Staatsblad* 1920 n°. 917, *Indisch Staatsblad* 1921 n°. 335), wordt aangemerkt als een blijvende verhooging;

b. dat, indien bij toepassing van punt *a* hiervoren, het bij het in werking treden van dit nieuwe reglement genoten weduwenpensioen is toegekend krachtens het reglement van 1854, gehandhaafd blijft het bepaalde bij artikel 3 van het Koninklijk besluit van 16 October 1918 n°. 75 (*Nederlandsch Staatsblad* 1918 n°. 568, *Indisch Staatsblad* 1919 n°. 201), juncto het Koninklijk besluit van 28 October 1919 (*Nederlandsch Staatsblad* 1919 n°. 616, *Indisch Staatsblad* 1920 n°. 67), krachtens hetwelk vanaf 1 October 1913 is opgehouden de vermindering van de pensioenen der weduwen ten behoeve

van stiefkinderen ingevolge artikel 33 van laatstgenoemd reglement en de onderstand voor deze kinderen geheel is gekomen ten laste van het fonds;

c. dat de weezenonderstanden worden herzien of vastgesteld op den voet van artikel 19 van dit nieuwe reglement, waarbij als „aankomend weduwenpensioen" wordt aangemerkt het berekende of overeenkomstig het reglement van 1913 te berekenen weduwenpensioen, met inbegrip van de onder punt *a* hiervoren bedoelde, op dat pensioen gelegde of te leggen verhooging;

d. dat, indien de werkelijk genoten weezenonderstand of de weezenonderstand, waarop bij het in werking treden van dit nieuwe reglement reeds recht bestaat, met inbegrip van de onder punt *a* hiervoren bedoelde tijdelijke verhooging, hooger is dan de weezenonderstand, berekend overeenkomstig punt *c*, de hoogere onderstand wordt gehandhaafd of wordt toegekend, zullende in dat geval de voorgeschreven tijdelijke verhooging als een blijvende verhooging worden aangemerkt.

Bij de toepassing van dit punt worden, in de gevallen, dat een overleden deelgenoot, behalve een vrouw en kinderen van die vrouw (halve weezen), ook weezen heeft nagelaten, wier moeder geen aanspraak had of heeft op pensioen of eveneens is overleden (volle weezen), de onderstanden voor halve en voor volle weezen afzonderlijk beschouwd;

e. dat in de voor de uitkeering van weezenonderstand gestelde leeftijdsgrens, alsmede in de in artikel 20, onder *a*, van het reglement van 1913 gestelde bezoldigingsgrens wordt geacht geen wijziging te zijn gebracht.

Artikel 58.

Dit nieuwe reglement is, gerekend van den dag van in werking treden daarvan, mede van toepassing op alle op dien dag in leven zijnde verplichte deelgenooten in het fonds, met inachtneming van de volgende regelen:

A. *Ten aanzien van de om andere redenen dan wegens welbewezen ziels- of lichaamsgebreken bij het in werking treden van dit nieuwe reglement reeds gepensionneerde of met recht of aanspraak op zoodanig eigen-pensioen reeds uit 's Lands dienst ontslagen deelgenooten.*

1. Indien door het vaststellen overeenkomstig dit nieuwe reglement van het weduwenpensioen en den weezenonderstand,

het bedrag van dit pensioen, dat van den onderstand voor halve weezen of dat van den onderstand voor volle weezen — de bedragen van elk dezer soorten van uitkeeringen afzonderlijk beschouwd — lager zou worden dan het weduwenpensioen en de(n) weezenonderstand(en) op den voet van het reglement van 1913, met inbegrip van de onder punt *a* van artikel 57 bedoelde tijdelijke verhooging, wordt elke uitkeering telkens gesteld op dit hoogere bedrag, zullende in dat geval de voorschreven tijdelijke verhooging als een blijvende verhooging worden aangemerkt.

2. Mocht, door het weduwenpensioen en den weezenonderstand te regelen op de wijze, als onder punt 1 hiervoren omschreven, de som van de gezamenlijke uitkeeringen aan alle door eenzelfden deelgenoot nagelaten betrekkingen hooger worden dan het door dien deelgenoot bij zijn overlijden genoten eigen-pensioen, of het eigen-pensioen, waarop hij bij zijn overleden recht of aanspraak had, dan wordt de som van de uitkeeringen verlaagd tot het bedrag van dit genoten of toekomende eigen-pensioen door (eventueel evenredige) vermindering van de(n) weezenonderstand(en), met dien verstande, dat de onderstand der halve weezen en die der volle weezen — elke soort afzonderlijk beschouwd — ten minste gesteld worden op de bedragen, welke zouden zijn toegekend bij toepassing van het reglement van 1913, met inbegrip van de onder punt *a* van artikel 57 bedoelde tijdelijke verhooging, welke in dat geval als een blijvende verhooging wordt aangemerkt.

3. In de gevallen, dat het weduwenpensioen, berekend op den voet van dit nieuwe reglement, op zich zelf al hooger mocht zijn, dan het door den overleden deelgenoot genoten of hem toekomende eigen-pensioen, wordt het weduwenpensioen geregeld op den voet van het reglement van 1913, met inbegrip van de onder punt *a* van artikel 57 bedoelde tijdelijke verhooging, welke in die gevallen als een blijvende verhooging wordt aangemerkt.

4. Indien op het eigen-pensioen van een overleden deelgenoot een wettelijke korting was of zou worden gelegd, zal voor de toepassing der onder de punten 2 en 3 hiervoren omschreven regelen onder het ,,genoten of toekomende eigen-pensioen'' van dien deelgenoot worden verstaan het gekorte eigen-pensioen.

Bij opheffing of vermindering van een wettelijke korting op eigen-pensioen zullen de aan de nagelaten betrekkingen toege-

legde uitkeeringen overeenkomstig de in de punten 1, 2 en 3 hiervoren gestelde regelen worden herzien, alsof die opheffing of vermindering ook voor den overleden deelgenoot had gegolden.

B. *Ten aanzien van de bij het in werking treden van dit nieuwe reglement in dienst zijnde deelgenooten:*

1. Indien door het vaststellen overeenkomstig dit nieuwe reglement van de uitkeeringen, het bedrag van het weduwenpensioen, dat van den onderstand voor halve weezen en dat van den onderstand voor volle weezen — elk op zich zelf beschouwd — lager zouden worden, dan bij overlijden van den deelgenoot op den dag vóór dien van het in werking treden van dit nieuwe reglement zou zijn toegekend op den voet van het reglement van 1913, met inbegrip van de onder punt *a* van artikel 57 bedoelde tijdelijke verhooging, wordt elke uitkeering telkens gesteld op dit hoogere bedrag, zullende in dat geval de voorschreven tijdelijke verhooging als een blijvende verhooging worden aangemerkt.

2. Als de deelgenooten overlijden na te zijn gepensionneerd of uit 's Lands dienst te zijn ontslagen met recht of aanspraak op eigen-pensioen wegens andere redenen dan welbewezen ziels- of lichaamsgebreken, gelden voor hen de voor de A-groep gestelde regelen.

C. *Ten aanzien van de deelgenooten, die bij het in werking treden van dit nieuwe reglement 's Lands dienst hebben verlaten met evenredig pensioen of met recht of aanspraak daarop wegens welbewezen ziels- of lichaamsgebreken, alsmede ten aanzien van de bij het in werking treden van dit nieuwe reglement in 's Lands dienst zijnde deelgenooten, die zullen komen te overlijden na het verlaten van dien dienst met pensioen als evenbedoeld of recht of aanspraak daarop:*

Voor deze deelgenooten gelden dezelfde regelen, als hierboven omschreven voor de A-groep, met dien verstande, dat bij de toepassing het door den deelgenoot genoten of dezen aankomend eigen-pensioen wordt gesteld op een bedrag, gelijk aan 36 ten honderd van diens pensioengrondslag, eventueel verminderd met wettelijke korting, tenzij het werkelijk genoten of werkelijk aankomend eigen-pensioen, eveneens na aftrek van zoodanige eventueele korting, hooger is, in welk geval dit hoogere bedrag als het genoten of aankomend eigen-pensioen geldt.

Artikel 59.

Mannen, die bij het in werking treden van dit nieuwe reglement vrijwillig deelgenoot zijn op den voet van het reglement van 1854 of dat van 1913, alsmede zij, die op dat tijdstip uit 's Lands dienst zijn ontslagen zonder toekenning van pensioen, of wier pensioen is vervallen en die tijdig het verzoek hebben gedaan vrijwillig deelgenoot te worden, dan wel zoodanig verzoek alsnog tijdig zullen doen, blijven of worden vrijwillig deelgenoot op den voet van de voor hen vóór voornoemd in werking treden geldende bepalingen. Zij kunnen echter binnen 6 maanden na het in werking treden van dit nieuwe reglement aan den Vertegenwoordiger der Directie of aan de Directie zelve al naar gelang zij in of buiten Nederlandsch-Indië vertoeven, bij aangeteekend schrijven den wensch te kennen geven te worden beschouwd als vrijwiilig deelgenoot op den voet van dit nieuwe reglement, hetwelk in dat geval op hen ten volle van toepassing wordt. Het vrijwillige deelgenootschap als laatstbedoeld gaat alsdan in met den eersten dag van de maand, volgende op die, waarin de mededeeling is ontvangen, waarbij wordt aangenomen, dat zij 's Lands dienst hebben verlaten en alzoo hebben opgehouden verpiicht deelgenoot te zijn op het tijdstip, waarop het vrijwillige deelgenootschap op den voet van dit nieuwe reglement is ingegaan.

Artikel 60.

1. Op de deelgenooten, die vóór het in werking treden van het reglement van 1913 gepensionneerd zijn en den wensch hebben te kennen gegeven, dat artikel 30 van dat reglement voor hen buiten toepassing zou blijven, wordt, indien de daartoe strekkende verklaring destijds binnen 6 maanden na evenbedoeld in werking treden door de Directie of haren Vertegenwoordiger is ontvangen, na het in werking treden van dit nieuwe reglement, ook artikel 30 hiervan niet toegepast.

2. Gepensionneerde mannelijke deelgenooten in het fonds, die de bij lid 1 bedoelde verklaring tijdig hebben ingediend, zijn, indien zij na het bereiken van den 65-jarigen leeftijd in het huwelijk treden, verplicht de te dier zake verschuldigde bijdrage te voldoen in 12 gelijke maandelijksche termijnen, ingaande met de maand, volgende op die, waarin het huwelijk is voltrokken. Bijberekening van rente heeft niet plaats. De c.q. verschuldigde verhooging wegens huwelijk met een jongere vrouw wordt berekend op den voet van artikel 17 van het reglement van 1854

en moet door hen in eens vóór het sluiten van het huwelijk worden voldaan. Worden de maandelijksche termijnen niet op tijd betaald, of wordt de evenbedoelde verhooging niet vóór het huwelijk voldaan, dan hebben hunne uit dat huwelijk eventueel na te laten betrekkingen geen aanspraak op uitkeeringen uit het fonds en wordt ook overigens artikel 30 van dit nieuwe reglement voor die deelgenooten van kracht.

Artikel 61.

Gewezen landsdienaren, die bij het in werking treden van het reglement van 1913 reeds in het genot van onderstand waren, of aan wie onderstand werd toegekend met ingang van een datum, voorafgaande aan dat in werking treden, blijven, ook na het in werking treden van dit nieuwe reglement, deelgenooten in het fonds, zoolang zij onderstand genieten.

Artikel 62.

1. Indien een weduwe, die pensioen geniet op den voet van een der reglementen van 1854 of 1913 of recht op pensioen heeft op den voet van laatstbedoeld reglement, hertrouwt, wordt dit nieuwe reglement op haar en hare kinderen van toepassing, behoudens, dat in de voor de uitkeering van onderstand gestelde leeftijdsgrens, alsmede in de in artikel 20, onder *a*, van het reglement van 1913 gestelde bezoldigingsgrens, wordt geacht geen wijziging te zijn gebracht.

2. Indien weduwen vóór het in werking treden van dit nieuwe reglement zijn hertrouwd, blijven op haar ook na dat in werking treden, zoolang het huwelijk niet ontbonden is, de reglementen van 1854 of 1913, zooals die luidden op het tijdstip van hertrouwen, van toepassing, al naar gelang het huwelijk is aangegaan vóór 1 October 1913 of vóór het in werking treden van dit nieuwe reglement.

3. Bij ontbinding van een huwelijk, als bedoeld in lid 2 van dit artikel, wordt op de weduwe en hare kinderen dit nieuwe reglement van toepassing, behoudens het bepaalde in de artikelen 63 en 64 van dit reglement en met dien verstande, dat in de voor de uitkeering van onderstand gestelde leeftijdsgrens en in de bezoldigingsgrens, bedoeld in artikel 20, onder *a*, van het reglement van 1913, wordt geacht geen wijziging te zijn gebracht.

Artikel 63.

1. De weduwen, die op den voet van de vóór het in werking treden van het Koninklijk besluit van 8 Juli 1924 (*Nederlandsch*

Staatsblad n°. 348, *Indisch Staatsblad* n°. 458) gegolden hebbende bepalingen in het genot zijn van half pensioen wegens hertrouwen, behouden, ook na het in werking treden van dit nieuwe reglement, totdat het huwelijk wordt ontbonden, dit halve pensioen met inbegrip van de onder punt *a* van artikel 57 bedoelde tijdelijke verhooging, welke in dat geval als een blijvende verhooging wordt aangemerkt.

2. Bij ontbinding van het huwelijk geldt voor haar, alsmede voor de weduwen van deelgenooten, die bij het aangaan van een nieuw huwelijk vóór het in werking treden van dit nieuwe reglement haar pensioen ten volle hebben verloren of prijsgegeven, lid 2 van artikel 43 van het reglement van 1913, behoudens, indien de ontbinding het gevolg is van het overlijden van den deelgenoot, het bepaalde in artikel 64 van dit nieuwe reglement.

3. Aan de kinderen van weduwen, als bedoeld in lid 1 van dit artikel, wordt, zoolang de laatsten half pensioen genieten, gerekend van den datum van in werking treden van dit nieuwe reglement, uitgekeerd de helft van den onderstand voor volle weezen, tenzij die helft kleiner is dan de onderstand voor halve weezen, een en ander berekend op den voet van artikel 57 van dit nieuwe reglement.

Artikel 64.

1. Indien een deelgenoot komt te overlijden, die vóór het in werking treden van dit nieuwe reglement gehuwd is met een weduwe, aan wie krachtens een vorig huwelijk pensioen was toegekend ten laste van een der onder toezicht van de Regeering gestelde Indische pensioen- en weduwen- en weezenfondsen, blijven ook na dat in werking treden, wat de uitkeeringen aan de echtgenoote en kinderen van den overledene betreft, de bepalingen gelden van de leden 3 en 4 van artikel 44 van het reglement van 1913, met dien verstande evenwel:

a. dat het weduwenpensioen en de weezenonderstand worden toegekend op den voet van dit nieuwe reglement, met inachtneming van het bepaalde in artikel 58;

b. dat de in genoemd lid 3 bedoelde verrekening met het krachtens een vorig huwelijk toegekend weduwenpensioen alleen nog zal plaats hebben, als dit pensioen eveneens was toegekend ten laste van het fonds en dat bij eventueele zoodanige verreke-

ning op het laatst bedoelde pensioen, indien dit nog niet was geschied, de tijdelijke verhooging wordt gelegd, bedoeld onder punt *a* van artikel 57, welke verhooging in dat geval als een blijvende verhooging wordt aangemerkt.

2. Evenzoo blijven de weduwen van deelgenooten, als in lid 1 van dit artikel bedoeld, die bij het in werking treden van dit nieuwe regiement reeds pensioen genieten of daarop recht hebben op den voet van artikel 44 van het reglement van 1913, dat pensioen of het recht daarop behouden, met dien verstande evenwel:

a. dat op het pensioen, indien dit nog niet was geschied, de tijdelijke verhooging wordt gelegd, bedoeld onder punt *a* van artikel 57, welke verhooging in dat geval als een blijvende verhooging wordt aangemerkt;

d. dat, tenzij uit het vorige huwelijk weduwenpensioen was toegekend, eveneens ten laste van het fonds, de weduwe met ingang van den dag van in werking treden van dit nieuwe reglement, ook in het geval, bedoeld bij lid 3 van artikel 44 voornoemd, recht krijgt op het volle pensioen, dat haar met inachtneming van het bepaalde in artikel 57 krachtens haar laatste huwelijk toekomt, ongerekend het haar ingevolge haar vorig huwelijk toekomend pensioen;

c. dat, indien verrekening als bedoeld in lid 3 van artikel 44 voornoemd heeft plaats gehad of zou moeten plaats hebben met het uit het vorig huwelijk voortvloeiende pensioen eveneens ten laste van het fonds, die verrekening met ingang van den dag van in werking treden van dit nieuwe reglement zal worden herzien of zal geschieden, alsof op het laatstbedoelde pensioen de tijdelijke verhooging was gelegd, bedoeld onder punt *a* van artikel 57, welke verhooging in dat geval als een blijvende verhooging wordt aangemerkt.

Artikel 65.

Indien een deelgenoot komt te overlijden of is overleden, die vóór het in werking treden van dit nieuwe reglement gehuwd is of was met een weduwe, aan wie, ten laste van het fonds, pensioen was toegekend krachtens een vorig huwelijk met een deelgenoot, die bij zijn overlijden schuld aan het fonds heeft nagelaten, zal, met afwijking in zoover van het bepaalde in artikel 15, lid 1, die schuld of het nog niet aangezuiverde ge-

deelte daarvan niet worden verhaald op het weduwenpensioen, krachtens het laatste huwelijk toegekend of toe te kennen bij toepassing van het bepaalde in lid 4 van artikel 44 van het reglement van 1913, noch, indien verrekening als bedoeld in lid 3 van genoemd artikel moet plaats hebben, of heeft plaats gehad, op hetgeen het weduwenpensioen, dat correspondeert met den grondslag voor het eigen-pensioen of met de bezoldiging van den laatsten echtgenoot, meer bedraagt dan het weduwenpensioen, dat aan de weduwe krachtens het vorenbedoelde vroegere huwelijk was toegekend.

Artikel 66.

Bij de behandeling, na het in werking treden van dit nieuwe reglement, van aangelegenheden, het weduwenpensioen of den weezenonderstand betreffende, welke nog geheel of ten deele volgens vorige bepalingen moeten worden geregeld, vinden, voor zoover niet het tegendeel in dit nieuwe reglement is bepaald, toepassing de op het formeele recht betrekking hebbende bepalingen van laatstgenoemd reglement.

Tabel I (behoorende bij artikel 10 van het reglement).

Verhooging van de huwelijksbijdrage indien een deelgenoot huwt of de bezoldiging van een gehuwden deelgenoot vermeerdert.

Ouderdom van den man.	OUDERDOM VAN DE VROUW.																																												Ouderdom van den man.
	(1) 20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	
25	10																																										25
26	12	11																																									26
27	14	13	12																																								27
28	22	19	16	13																																							28
29	29	26	22	18	14																																						29
30	38	34	30	25	20	15																																					30
31	45	41	36	31	26	21	16																																				31
32	52	47	42	37	32	27	22	17																																			32
33	58	53	48	43	38	33	28	23	18																																		33
34	64	59	54	49	44	39	34	29	24	19																																	34
35	70	65	60	55	50	45	40	35	30	25	20																																35
36	77	72	67	62	57	52	46	41	36	31	26	21																															36
37	84	79	74	69	64	59	53	47	42	37	32	27	22																														37
38	91	86	81	76	71	66	60	54	48	43	38	33	28	23																													38
39	98	93	88	83	78	73	67	61	55	49	44	39	34	29	24																												39
40	105	100	95	90	85	80	74	68	62	56	50	45	40	35	30	25																											40
41	112	107	102	97	93	88	82	76	70	64	58	52	46	41	36	31	26																										41
42	119	114	109	105	101	96	90	84	78	72	66	60	54	48	42	37	32	27																									42
43	126	121	117	113	109	104	98	92	86	80	73	67	61	55	49	44	38	33	28																								43
44	133	129	125	121	117	112	106	100	94	88	82	76	70	64	58	52	47	41	35	29																							44
45	140	137	133	129	125	120	114	108	102	96	90	84	78	72	66	60	54	48	42	36	30																						45
46	146	143	140	136	132	128	123	117	111	105	99	93	87	81	75	68	61	54	49	43	37	31																					46
47	152	149	146	143	139	135	130	125	120	114	108	101	94	88	82	76	69	62	56	50	44	38	32																				47
48	158	156	154	151	147	143	138	133	128	123	117	110	103	97	91	84	77	70	63	57	51	45	39	33																			48
49	164	162	160	157	153	150	146	142	137	132	126	119	112	106	99	92	85	78	71	64	58	52	46	40	34																		49
50	170	168	166	163	160	157	154	151	146	141	135	128	121	114	107	100	93	86	79	72	65	59	53	47	41	35																	50
51	176	174	172	169	166	163	161	158	154	149	143	136	129	122	115	109	102	95	88	81	73	67	61	55	49	43	36																51
52	182	180	178	175	172	169	167	164	160	156	150	143	137	130	124	118	111	104	97	90	83	76	69	63	57	51	44	37															52
53	188	186	184	181	178	175	172	169	166	162	156	150	145	139	133	127	120	113	106	99	92	85	78	71	65	59	52	45	38														53
54	194	192	189	186	183	180	177	174	171	167	163	158	153	148	142	136	129	122	115	108	101	94	87	80	73	67	60	53	46	39													54
55	200	197	194	191	188	185	182	179	176	172	168	164	160	156	151	145	138	131	124	117	110	103	96	89	82	75	68	61	54	47	40												55
56	205	202	199	196	193	191	188	185	182	178	174	171	167	163	158	152	146	139	132	125	118	111	104	97	90	83	76	69	62	55	48	41											56
57	210	207	204	201	199	197	194	191	188	185	181	178	173	168	164	159	153	146	140	133	126	119	112	105	98	91	84	77	70	63	56	49	42										57
58	215	213	210	207	205	203	200	197	194	191	188	184	179	174	170	165	159	153	147	141	134	127	120	113	106	99	92	85	78	71	64	57	50	43									58
59	220	218	216	213	211	209	206	203	200	197	194	190	185	180	176	171	165	159	154	149	142	135	128	121	114	107	100	93	86	79	72	65	58	51	44								59
60	225	223	221	219	217	215	212	209	206	203	200	196	191	186	181	176	171	166	161	156	150	143	136	129	122	115	108	101	94	87	80	73	66	59	52	45							60
61	230	228	266	224	222	220	217	214	211	208	205	202	197	192	187	182	178	173	168	163	158	151	144	138	131	124	117	110	103	96	89	82	75	68	61	54	46						61
62	235	233	231	229	227	225	222	219	216	213	210	207	203	198	193	189	185	180	176	171	165	159	153	147	140	133	126	119	112	105	98	91	84	77	70	63	55	47					62
63	240	238	236	234	232	230	227	224	221	218	215	212	208	204	200	196	192	187	183	179	174	168	162	156	149	142	135	128	121	114	107	100	93	86	79	72	64	56	48				63
64	245	243	241	239	237	235	232	229	226	223	220	217	214	210	206	203	199	195	191	187	181	175	169	164	158	151	144	137	130	123	116	109	102	95	88	81	73	65	57	49			64
65	250	248	246	244	242	240	237	234	231	228	225	222	219	216	213	210	207	203	199	195	190	184	178	172	166	160	153	146	139	132	125	118	111	104	97	90	82	74	66	58	50		65

(1) De getallen in deze rij gelden ook indien de vrouw jonger dan 20 jaar is.
Indien het tractement meer dan 1000 gulden 's maands bedraagt, wordt over het meerdere geen verhooging volgens deze tabel berekend.

Tabel II (behoorende bij artikel 10 van het reglement).

Tabel voor de verhooging van de huwelijks bijdrage indien een gehuwde deelgenoot wordt.

Ouderdom van den man.	OUDERDOM VAN DE VROUW.																							Ouderdom van den man.
	(1) 20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	
25	10																							25
26	15	12	10																					26
27	22	18	15	12	10																			27
28	31	26	22	18	15	12	10																	28
29	40	35	30	26	22	18	15	12	10															29
30	50	45	40	35	30	26	22	18	15	12	10													30
31	60	54	49	44	39	34	29	25	21	17	13	10												31
32	70	64	58	52	47	42	37	32	27	22	17	13	10											32
33	80	73	66	60	54	49	43	38	32	27	22	18	14	11										33
34	90	83	76	69	62	56	50	44	39	33	28	23	18	14	11									34
35	100	93	86	79	72	65	59	53	47	41	35	29	23	18	14	11								35
36	111	103	95	88	81	74	68	61	54	48	42	36	30	24	19	15	12							36
37	122	114	106	98	91	84	77	70	63	56	50	44	38	32	26	21	16	12						37
38	133	125	117	109	101	94	87	80	73	66	59	52	45	39	33	27	22	17	13					38
39	144	136	128	120	112	104	97	90	83	76	68	61	54	47	40	34	28	23	18	14				39
40	155	147	139	131	123	116	109	102	95	87	79	71	63	55	47	41	35	29	24	19	15			40
41	167	159	151	143	135	128	121	114	107	99	91	82	73	64	56	50	44	38	32	26	21	16		41
42	179	171	163	155	148	141	134	127	120	112	103	93	83	74	66	60	53	47	40	33	27	22	17	42
43	191	183	175	168	161	154	147	140	133	125	116	106	96	87	78	70	63	56	49	42	35	29	23	43
44	203	195	188	181	174	167	160	152	144	136	128	119	110	100	91	82	74	66	58	50	43	36	30	44
45	215	208	201	194	187	180	172	164	156	148	140	131	122	113	104	95	86	77	68	59	51	44	37	45
46	228	221	214	207	200	193	185	177	169	161	153	144	135	126	117	108	98	87	77	68	60	53	45	46
47	241	234	227	220	213	206	198	190	182	174	166	158	149	139	130	121	110	99	89	79	70	62	54	47
48	254	247	240	233	226	219	211	203	195	187	179	171	162	152	143	134	123	113	102	92	82	73	65	48
49	267	260	253	246	239	232	224	216	208	200	192	183	174	165	156	147	137	127	116	106	96	86	77	49
50	280	273	266	259	252	245	237	229	221	213	205	196	187	178	169	160	151	141	130	120	110	100	90	50
51	294	287	280	273	266	259	251	243	235	227	219	210	201	192	183	174	165	156	146	135	125	114	103	51
52	308	301	294	287	280	273	266	258	250	242	234	225	216	207	198	189	180	171	161	152	141	129	117	52
53	322	315	308	301	294	287	280	273	265	257	249	241	232	223	214	205	196	187	177	167	157	146	134	53
54	336	329	322	315	308	301	294	287	280	272	264	256	248	240	232	223	214	204	194	184	174	162	150	54
55	350	343	336	329	322	315	308	301	294	287	280	273	265	257	249	240	231	221	211	201	190	179	167	55
56	365	358	351	344	337	330	324	317	311	304	297	290	282	274	266	258	249	239	229	219	208	197	185	56
57	380	374	367	360	353	346	340	334	328	322	315	308	300	292	284	276	267	257	247	237	226	214	202	57
58	395	389	383	377	370	363	358	352	346	340	334	327	319	311	303	294	285	275	265	255	244	233	221	58
59	410	405	399	393	388	382	376	370	364	358	352	345	337	329	321	312	303	293	283	273	262	250	239	59
60	425	420	415	410	405	400	394	388	382	376	370	363	355	347	339	330	321	311	301	291	280	269	257	60
61	440	436	432	427	423	418	412	406	400	394	387	380	372	364	356	347	338	328	318	308	297	286	274	61
62	455	451	447	443	439	434	429	423	417	410	403	396	388	380	372	363	354	344	334	324	314	303	291	62
63	470	466	462	458	454	450	445	439	433	426	419	412	404	396	388	379	370	360	350	340	330	319	307	63
64	485	481	477	473	469	465	460	454	448	442	435	428	420	412	404	395	386	376	366	356	345	333	321	64
65	500	496	492	488	484	480	475	469	463	457	450	442	434	426	418	410	401	391	381	371	360	348	336	65

Ouderdom van den man.	OUDERDOM VAN DE VROUW.																																			Ouderdom van den man.
	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	
25																								25
26																								26
27																								27
28																								28
29																								29
30																								30
31																								31
32																								32
33																								33
34																								34
35																								35
36																								36
37																								37
38																								38
39																								39
40																								40
41																								41
42																								42
43	18																							43
44	24	19																						44
45	31	25	20																					45
46	38	32	26	21																				46
47	46	40	33	27	22																			47
48	57	49	41	34	28	23																		48
49	68	58	50	42	35	29	24																	49
50	80	70	60	51	43	36	30	25																50
51	92	82	72	63	54	47	40	33	26															51
52	106	95	85	76	67	58	50	42	34	27														52
53	122	110	99	89	80	70	61	52	43	35	28													53
54	137	125	114	103	93	83	73	63	53	44	36	29												54
55	154	142	130	119	107	96	86	76	66	56	46	38	30											55
56	172	159	147	135	123	111	99	88	78	68	58	48	39	31										56
57	190	178	165	152	139	126	114	102	91	80	69	59	49	40	32									57
58	209	197	184	171	157	143	130	117	105	93	82	72	61	51	42	33								58
59	227	214	202	189	175	161	147	134	121	108	96	85	74	63	53	43	34							59
60	245	233	220	206	192	178	164	150	137	124	111	99	88	77	66	55	45	35						60
61	262	250	237	224	210	195	181	168	155	141	128	115	103	91	79	68	57	46	36					61
62	279	266	253	240	226	212	199	186	172	158	144	131	118	106	93	81	69	58	47	37				62
63	294	282	269	256	243	230	217	204	190	176	162	148	134	121	108	95	82	70	59	48	38			63
64	309	297	285	272	260	247	235	222	208	194	180	166	151	137	124	111	97	84	73	61	50	39		64
65	324	312	300	288	276	264	252	240	227	213	198	183	169	155	141	127	113	100	88	76	64	52	40	65

(1) De getallen in deze rij gelden ook indien de vrouw jonger dan 20 jaar is.
Indien het tractement meer dan 1000 gulden 's maands bedraagt, wordt over het meerdere geen verhooging volgens deze tabel berekend.